

all more.

BIBLIOTHECA



NOUVEAU COMMENTAIRE SUR L'ORDONNANCE DE LA MARINE,

DU MOIS D'AOÛT 1681.



NOUVEAU COMMENTAIRE SUR L'ORDONNANCE DE LA MARINE, DU MOIŠ D'AOÛT 1681.

Où se trouve la Conférence des anciennes Ordonnances, des Us & Contumes de la Mer, tant du Royaume que des Pays étrangers, & des nouveaux Réglemens concernans la Navigation & le Commerce maritime.

Avec des Explications prises de l'esprit du Texte, de l'Usage, des Décisions des Tribunaux & des meilleurs Auteurs qui ont écrit fur la Jurisprudence nautique.

Et des Notes historiques & critiques, tirées de la plupart des divers Recueils de Manuscriis conservés dans les dépôis publics.

Dédié à S. A. S. M.gr le Duc DE PENTHIEVRE, Amiral de France.

Par M. RENÉ-JOSUÉ VALIN, Avoca: & Procureur du Roi au Siege de l'Amiranté de la Rochelle.

T O M E





A LA ROCHELLE,

Chez Jerôme LEGIER, Imprimeur du Roi, au Canton des Flamands.

DCC LXVI.

AVEC APPROBATION ET PRIVILEGE DU ROI.



CUP KJV 2784.3 1681 ·V353 1766 r. 2



TABLE

Des Livres & des Titres de l'Ordonnance contenus dans ce Volume.

SUITE DU LIVRE TROISIEME.

9.0			
TIT.	V.	ES Contrats à grosse aventur	re ou à
		retour de voyage. pa	ig. I.
TIT.	VI.	Des Assurances.	26.
TIT.	VII.	Des Avaries.	158.
TIT.	VIII.	Du Jet & de la Contribution.	188.
TIT.	IX.	Des Prises.	213.
		Des Lettres de marque ou de représailles.	414.
TIT.	XI.	Des Testamens & de la succession de ce	ux qui
		meurent en mer.	427.
			· ·

LIVRE QUATRIEME.

De la Police des Ports, Côtes, Rades & Rivages de la mer.

TIT. I.	Des Ports & Havres	pag- 447-
TIT. II.	Du Maître de quai.	479.
TIT. III	I. Des Pilotes lamaneurs ou Locmans,	489.
TIT. IV	$^{\prime}.$ $^{\prime}D$ u lestage & délestage.	509.
TIT. V.	. Des Capitaines garde-côtess.	519

T A B L E

TIT. VI.	Des personnes sujettes au guet de la mer.	534.
TIT. VII.	Du rivage de la mer.	571.
TIT. VIII.	Des rades.	575.
TIT. IX.	Des naufrages, bris & échouemens	5.79.
	De la coupe du varecq ou vraicq,	116
	gouesmon.	670.

LIVRE CINQUIEME.

De la pêche qui se fait en mer.

TIT. I.	De la liberté de la pêche.	684.
TIT. II.	Des diverses especes de rets ou filets.	696.
TIT. III.	Des parcs & pêcheries.	718.
TIT. IV.	Des madragues & bordigues.	766.
TIT. V.	De la pêche du hareng.	771.
TIT. VI.	De la pêche des molues.	777-
TIT. VII.	Des poissons royaux.	793-
TIT. VIII.	Des pêcheurs.	797•

T A B L E.

Des Edits, Déclarations, Ordonnances, Arrêts du Conseil & Réglemens rapportés dans ce second Volume par ordre alphabétique des matieres.

A

Acon.

1727 11 Janv. RRET qui permet & regle l'usage des bâtimens nommés acons pour les bouchots, liv. 5, tit. 3, art. 21, pag. 750,

Ancres.

1751 25 Mai. Réglement de l'Amirauté de la Rochelle, au sujet de la pêche des ancres abandonnées dans les rades. liv. 4, tit. 9, art. 28, pag. 645 & suiv.

Association en course.

1699 29 Oct. Arrêt qui défend aux officiers des vaisseaux du Roi toute association dans les prises avec les corsaires, liv. 3, tit. 9, art. pag. 408.

1748 5 Mars. Déclarations qui dérogent à l'Artêt précédent. idid. art. 32, 1756 15 Mai. page 379 & 382.

Assurance exempte de contrôle.

1732 12 Août. Arrêt qui décharge du contrôle les polices d'assurance. liv. 3, tit. 6, art. 2, pag. 30.

Coup d'assurance ou de semonce.

1696 17 Mars. Ordonnance qui défend de tirer le coup d'assurance ou de semonce, sous autre pavillon que celui de France. liv. 3, tit. 9, art. 5, pag. 242.

1704 18 Juin. Autre Ordonnance sur le même sujet qui exempte de la peine, les gens de l'équipage. Même art. 5, pag. 242.

\overline{B}

Blaquet.

i726 2 Sept. D Éclaration qui défend la pêche du poisson appellé blanche ou blaquet. liv. 5, tit. 3, art. 21, pag. 747. 1672 24 Déc. Autre Déclaration sur le même sujet, & pour la conservation du frai du poisson. ibid. pag. 748.

Bouchots , V. Pares & pêcheries.

C

Commissaire de la Marine.

Rdonnance qui leur défend de prendre aucun intérêt dans les armemens en course. liv. 3, tit. 9, art. 2, pag. 229.

Conseil des prises.

1695 9 Mars. Lettres patentes portant établissement du Conseil des prises:
liv. 3, tit. 9, art. 21,

dudit jour. Réglement sur la maniere de juger les prises. ibid.

1744 23 Avril. Autre Réglement portant établissement du Conseil des prises.

ibid.

pag. 317.

Course, V. Commissaires, Désertion.

1693 25 Nov. Réglement concernant la course & les avances faites aux équipages. liv. 3, tit. 9, art. 2, pag. 230.

1748 5 Mars. Déclaration en faveur des armemens en course. Même liv. 3, tit. 9, art. 32 pag. 379.

1756 15 Mai. Autre Déclaration sur le même sujet, & sur la faculté de rançonner. ibid. pag. 382.

D

Désertion.

Rdonnance contre les déserteurs des vaisseaux armés en course. liv. 3, tit. 9, art. 2, pag. 229.

1745 25 Mars. Ordonnance portant Réglement pour la punition des déserteurs des navires armés en course. Même art. 2, pag. 333.

Discipline de la course.

1745 15 Nov. Ordonnance sur la discipline à observer pour les équipages des vaisseaux accordés par le Roi pour la course. liv. 3, tit. 9, art. 2, pag. 334.

Dixieme de l'Amiral.

1743 Août. Edit concernant le dixieme de l'Amiral dans les prifes. liv. 3;
tit. 9, art. 32,
pag. 378.
1748 5 Mars. Déclaration portant suspension du dixieme de l'Amiral dans les
prises, &c. ibid.
pag. 379.
autre

1756 15 Mai. Autre Déclaration sur le même sujet; ibid. pag. 382. 1758 Sept. Edit portant suppression de ce dixieme à perpétuité. ibid. p. 390.

Droits des Fermes.

1744 7 Août. Arrêts qui reglent les droits des fermes sur les marchandises & 24 Décemb. provenant des prifes, liv. 3, tit. 9, art. 31, p. 343 & suiv. 1757 15 Mars. Autre Arrêt sur le même sujet, ibid. pag. 351 & suiv.

E

Ecluses. V. Parcs & Pêcheries.

Exemption des droits.

1745 6 Avril. A Rrêt qui accorde diverses exemptions de droits en faveur des armemens en course, liv. 3, tit. 9, art. 31, p. 349.

F.

Feu.

Rdonnance qui défend de faire du feu dans les vaisseaux étant dans le havre de la Rochelle, liv. 4, tit. 1, art. 14, pag 465.

Ordonnance de l'Amirauté de la Rochelle relative à cet objet, ibid. pag. 466.

Autre Ordonnance pour préserver du seu les maisons voisines du havre. pag. 467 & suiv.

Filets de pêche.

1727 27 Déc. Lettre du Roi sur les filets de pêche à la Rochelle, liv-5, tit. pag. 701. 2, art. 4, 1726 23 Avril. Déclaration pour le rétablissement de la pêche en interdisant certains filets, ibid. pag. 703. 1729 20 Déc. Déclaration qui permet l'usage du filet nommé ret traversier ou chalut, ibid. pag. 708. 1744 16 Avril. Ordonnance qui suspend l'usage de ce filet, ibid. pag. 709. 1744 31 Oct. Autre Ordonnance qui en rétablit l'usage, ibid. pag. 710. 1687 24 Mars. Arrêt concernant la pêche appellée dreige ou des vives. Même liv. 5, tit. 2, art. 5, pag. 711. 1727 18 Mars. Déclaration concernant les filets des hauts & bas parcs. Même liv. 5, tit. 3, art. 21, pag. 751.

Frai du poisson.

1726 2 Sept. Déclarations pour la conservation du frai du poisson, liv. 57, 1726 24. Déc. tit. 3, art. 21, pag 741 & 748.

G

Gens morts en mer.

1739 23 Août. Eglement concernant la succession des gens morts en mer; quant à leurs gages, hardes & essets, liv. 3, tit. 11, art. 11, pag. 443 & suiv.

Garde - côte.

1716 28 Janv. Réglement pour le service de la garde-côte, liv. 4, tit. 6; art. dernier, 1724 5 Avril. Ordonnance en interprétation du Réglement ci-dessus du 28 Janvier 1716, ibid. 17299 Juil. Ordonnance qui regle le rang entre les capitaines des compagnies détachées de la garde-côte, 17344 Nov. Ordonnance qui affujettit ces capitaines à prendre des commissions du Roi, ibid. pag. 556. 1735 31 Janv. Ordonnance qui regle de nouveau le rang entr'eux, ibid. Pag. 557. 1737 16 Juil. Ordonnance pour l'enrégistrement des commissions de ces capitaines, ibid. Ordonnance concernant les milices garde-côtes des provinces 1757 5 Juin. d'Aunis, Saintonge & autres, ibid. pag. 558 & fuiv. 1758 9 Avril. Ordonnance concernant les dragons garde-côtes de Poitou, Aunis & Saintonge, ibid. pag. 564. 1758 14 Avril. Réglement concernant le service de la garde-côte dans les mêmes provinces, ibid pag. 566 & fuiv.

Η

Hareng (pêche du)

1687 24 Mars. A Rrêt concernant la pêche du hareng. liv. 5, tit. 5, p. 772

Havre, V. Ports.

I

Invalides.

Rrêt concernant la retenue des 6 den. pour livre des invalides fur le produit des prises, liv. 3, tit. 9, art. 32, pag. 386.

1747 2 Juin. Réglement qui attribue aux invalides les portions, des prises non réclamées. Même tit. 9, art. 33, pag. 410.

L

Lamaneurs, V. Pilotes.

Lestage & Délestage.

1749 10 Juin. R Eglement de l'Amirauté de la Rochelle sur le lestage & délestage, liv. 4, tit. 4, art. 2, pag. 513.

M

Maître de Quai.

1690 23 Déc. Reglement de l'Amirauté de Dunkerque; servant d'instruction au maître de quai, liv. 4, tit. 1, art. 1, p. 418, 419. Arrêt qui fixe les droits du maître de quai de la Rochelle. Même liv. 4, tit. 2, art. 7, pag. 487.

Matieres d'or & d'argent.

Arrêt au sujet des matieres d'or & d'argent trouvées sur les prises, liv 3, tit. 9, art. 31, pag. 356.

Arrêt de la Cour des Monnoies sur le même sujet, ibid.

Pag. 357.

Morues. (Pêche des)

1671 28 Avril. Arrêt concernant la pêche des morues, liv. 5, tit 6, art. 1, pag. 780. .1720 8 Mars. Ordonnance sur le même sujet, ibid. pag. 781. 1684 3 Mars. Arrêt aussi sur le même sujet, art. 2, ibid. pag. 782. Arrêt pour les passe-ports à prendre alors, au sujet de cette 1677 2 Jany. pêche, art. 13, pag. 791 1737 23 Juil. Ordonnance qui défend d'embarquer des paillasses pour cette pêche, ibid. pag. 792.

Moules.

1728 18 Déc. Déclaration au sujet de la pêche des moules, liv. 5, tit. 3, pag. 7570

N

Naufrages:

1735 15 Juin. Déclaration concernant les naufrages des navires submergés, liv. 4, tit 9, art. 24.

pag. 620.

b ij

Neutres, V. Prises.

O

Officiers du Roi & autres, leurs parts dans les prises:

Eglement à ce sujet, liv. 3, tit. 9, art. 2, pag. 23. 1692 3 Sept.

Ordonnance pour les officiers des vailleaux du Roi sur le même sujet. Même tit. 9, art. 32, pag. 387.

Autre Ordonnance sur le même sujet plus savorable encore que la précédente, ibid. pag. 388 & suiv.

P

Parcs & pécheries.

Eclaration concernant les filets des hauts & bas parcs; liv. 5, tit. 3, art. 21, pag. 751 & suiv.

Arrêt concernant les parcs & pêcheries, écluses & bouchots, &c. ibid. pag. 760 & suiv.

Passe-ports du Roi.

1705 18 Mars. Ordonnance qui défend aux corsaires d'arrêter les vaisseaux étrangers munis de passe-ports du Roi, liv. 3, tit. 9, art 4, pag 238.

1710 19 Nov. Ordonnance au sujet des passe-ports du Roi accordés aux étrangers lorsque le délai est expiré ou qu'il y est contrevenu. Même art. 4, ibid.

1710 1 Mars. Lettre de Louis XIV. à ce sujet. Même liv. 3, tit. 9, art. 5, pag. 241.

Pêche. V. filets, morues.

1726 23 Avril. Déclaration pour le rétablissement de la pêche du poisson de mer, liv. 5, tit. 2, art. 4, pag. 703 & suiv. 1687 24 Mars. Arrêt en interprétation de l'article 5 du titre des diverses especes de filets, concernant la pêche appellée dreige ou des vives. Même liv. 5, tit. 2, art. 5, pag. 711.

Pillage.

1709 25 Sept. Lettre de Louis XIV. sur la punition du pillage des prises; liv. 3, tit. 9, art. 20, pag. 294.
1710 31 Août. Réglement au sujet de la procédure à faire en cas de pillage des prises, ibid. pag. 299.

Pilotes lamaneurs.

1745 18 Août Réglement de l'Amirauté de la Rochelle qu' fixe les salaires des pilotes lamaneurs, liv. 4, tit. 3, art. 12, p. 501.

Ports & Havres. V. Feu.

1676 30 Juin. Réglement de M. d'Herbigny pour le havre de la Rochelle; liv. 4, tit. 1, art. 1, pag. 449.
1690 23 Déc. Réglement de l'Amirauté de Dunkerque pour le havre & les quais, ibid. pag. 451.
1722 21 Janv. Ordonnance qui défend de faire du feu dans les vaisseaux étant dans le havre de la Rochelle. Même liv. 4, tit. 1, art. 14,

pág. 465. 1729 1 Févr. Ordonnance de l'Amirauté de la Rochelle relative à cet objet, ibid. pag. 466 & suiv.

Poudres.

1744 1 Déc. Arrêt concernant les poudres des prises, liv. 3, tit. 9, art. 31, pag. 348.

1727 1 Févr. Ordonnance de l'Amirauté de la Rochelle qui défend l'entrée des poudres dans le havre, liv. 4, tit. 1, art. 14, pag. 466.

Preuve par l'équipage.

1692 26 Oct. Arrêt qui veut que foi soit ajoutée aux dépositions des gens de l'équipage pris, &c. liv. 3, tit. 9, art. 6, pag. 245.

Prifes.

16	50 1 Févr.	Déclaration portant réglement sur le fait de la navigation & des prises saites en mer, liv. 3, tit. 9, art. 1, pag. 217.
17	10 2 Févr.	Lettre de Louis XIV. sur le jet des papiers à la mer, liv. 3, tit. 9, art. 11, pag. 268.
16	94 17 Févr.	Réglement concernant les vaisseaux neutres. Même liv. 3, tit. 9, art. 6, pag. 246.
16	96 12 Mai.	Ordonnance au sujet des vaisseaux échoués & neutres, ibid.
17	704 23 Juil. 744 21 Oct. 592 26 Oct.	Réglement au sujet des vaisseaux neutres, ibid. pag. 248. Réglement sur le même sujet, ibid. pag. 250 & suiv. Arrêt confirmatif de la rt. 7 du tit des prises sur ledit art. 7,
170	672 6 Juin. 692 16 Août. 05 28 Mars. 05 23 Decemb.	Instructions pour la procédure des prises. Même tit. 9, art. 21, pag. 3 12 & suiv. Arrêts & Ordonnance concernant ceux qui réclament des effets des prises. Même tit. 9, art. 30, pag. 337.
17.	45 22 Avril.	reis des prines, meme di, 9, dit, 30, pag. 33/

Lettre de M. l'Amiral pour la liquidation des prises, &c. Même 1745 3 Avril. liv. 3, tit, 9, art. 32, Arrêt concernant la liquidation des prises & les 6 den. pour 1745 30 Août. livre des invalides. Même art. 32, pag. 386. Réglement concernant les portions des prises non réclamées. 1747 2 Juin. Même tit. 9, art. 33, 1757 15 Juin. Ordonnance qui regle les parts des officiers & équipages dans les prises faites par les vaisseaux du Roi, liv 3, tit. 9, art. pag. 388 & fuiv. 32, 1760 3 Janv. Autre Ordonnance concernant les prises faites par les vaisseaux de Sa Majesté, ibid. Lettre de M. l'Amiral au sujet de la liquidation générale des 1758 9 Juin. prises. Même tit. 9, art. 33, pag. 411. 1759 10 Jany. Arrêt du Conseil au sujet des Parts des équipages dans les prises faites par les sujets du Roi hors la course, ibid. p. 411.

Prises des Pirates.

ordonnance concernant les prises des pirates & portant aministie en faveur des forbans François, liv. 3, tit. 9, art. 10, pag. 263.

Prises en riviere.

Edit contre les corsaires ennemis qui entreront dans les rivieres, liv, 3, tit. 9, art. 24, pag. 326.

O^

Quais & cales.

1720 7 Sept. Rdonnance de l'Amirauté de la Rochelle sur la perception des droits de quais & cales, liv. 4, tit. 1, art. 19, p. 474.

Quai.

Maître de quai. V. suprà.

R

Rangon:

1706 27 Janv. Reglement concernant les rançons, liv. 3, tit. 9, art. 19, pag. 289.

1756 15 Mai. Déclaration dont l'art. 14 défend de rançonner qu'après avoir envoyé dans les ports trois prises effectives, art. 32, pag. 382 & suiv.

Remise du Roi en recousse

1748 9 Août. Ordonnance portant remise de la part du Roi de son droit de recousse, en cas de reprise faite par ses vaisseaux, liv. 3, tit. 9, art. 8, pag. 258.

Sar ou Varech.

1730 30 Mai. DEclaration au sujet de la coupe du varech, sar ou gouesmon, liv. 4, tit. 10, à la suite du dernier article, p. 680.

Séance du Secretaire, &c.

1707 13 Août. Arrêt qui donne au fecretaire général de la marine, féance, & voie délibérative au jugement des prifes, liv. 3, tit. 9, art.

21,

Pag. 319.

Scelle sur les prises.

1697 2 Juillet. Arrêt qui confirme les officiers de l'Amirauté dans le droit d'apposer les scellés sur les prises, liv. 3, tit. 9, art. 22, p. 322.

Semonce. V. coup d'assurance.

Successions des gens morts en mer.

1739 23 Août. Réglement pour les gages, effets & hardes des gens qui meurent en mer, liv. 3, tit. 11, art. 11, pag. 443 & suiv.

 \mathbf{T}

Testamens. V. successions de gens morts en mer.

 \mathbf{v}

Vaisseaux pris & repris.

Rrêt pour le cas d'un vaisseau François pris & repris, & ensin resté au dernier preneur François, liv. 3, tit. 9, pag. 259.

Varech. V. sar.

Fin de la Table du second Volume.

ADDITIONS.

A	
La suite de l'article 2, titre des contrats à la grosse,	pag. 5.
A l'art. 26, du tit. des assurances,	pag. 74.
A la suite de l'article 41 du même tit des assurances,	pag. 96.
A l'art. 11 du tit. des prises,	pag. 267.
A l'art. 33 du même tit. des prifes,	pag. 404.
Et à l'art. 27 du tit. des naufrages,	pag. 637.
Ces additions sont à la fin de ce second volume, avant la	table: des ma-
tieres.	





COMMENTAIRE

SUR L'ORDONNANCE

DE LA MARINE,

Du mois d'Août 1681.

LIVRE TROISIEME.

Des Contrats Maritimes.

TITRE V.

Des Contrats à grosse aventure, ou à retour de voyage.

E prêt à grosse aventure, est un contrat par lequel le prêteur; en considération de ce qu'il perdra sa somme, si la chose sur laquelle il fait le prêt vient à périr par cas sortuit, est autorisé à stipuler un intérêt, ou prosit extraordinaire pour le cas où la chose arrivera à bon port.

particulier aux François, & qu'on en trouve aucun exemple dans les loix Romaines, ni dans les auteurs qui ont traité des Us & Coutumes de la mer. Il n'y a qu'à jetter les yeux sur les titres du droit de nauticis usuris, de nautico sanore, & l'on reconnoitra sans peine que c'est là que nous avons puisé l'idée de ce contrat, qui est également en usage chez les autres nations. Cujas, sur sa loi 4, st. de nautico sanore, & Dumoulin, tit. de usuris, n. 91 & suivans, en ont établi la légitimité, les propriétés & les conditions.

Tome II.

Dumoulin, au n. 100, dit même avoir donné une consultation en faveur d'un marchand Rochellois, qui avoit prêté à la grosse 900 liv. à 40 pour 100 à l'occasion d'un voyage pour les isles fortunées, attendu que c'étoit alors une navigation extrêmement périlleuse. Il est vrai que la matiere n'a été bien éclercie que par cette Ordonnance; mais ensin la substance du contrat n'en étoit pas moins connue auparavant par les principes du droit Romain. Il en estaussi fait mention dans l'art. 45 des Ord. de Wisbuy, de même que dans le 11°. des ord. de la Hanse Teutonique; & le 1° art. des jugemens d'Oleron n'est pas étranger à la matiere, en ce qu'il permet au maître de mettre aucun des apparaux en gage s'il a métier d'argent pour les dépens de la nes.

En Normandie ce contrat est appellé Bomerie, du mot Flamand Bome, qui signifie Quille du vaisseau, & Bomerie est une Quille équipée, ou vaisseau garni. Notes sur le Guidon, tit. 18, art. 1 & 2, pag. 330; Kuricke, ad jus Hanseaticum, tit. 6, fol. 760, 761; Bornier, sur l'art. 2, tit. 7 de l'ordon. de 1673.

C'est qu'anciennement le prêt à la grosse ne se faisoit que sur le corps &

quille du vaisseau.

L'art. 58 de l'Ord. de la Hanse Teutonique se sert du terme Bomerie, & il est usité tout de même dans la mer Baltique, Loccenius de jure maritimo, liv. 2,

cap. 6, n. 1, fol. 186.

La décision du chap. dernier, aux décrétalles de usuris, n'est pas assez caractérisée pour en saire l'application au contrat dont il s'agit ici. Quoi qu'il en soit, par la raison que le prêteur perd la somme qu'il prête, si la chose sur laquelle se prêt est sait, périt par cas sortuit, l'intérêt ou prosit maritime que l'usage sui permet de stipuler est juste & légitime, comme n'ayant rien de contraire à la religion & aux bonnes mœurs. Kuricke, quest. 24, sol. 879. Loccenius, ibid. n. 3, sol. 187 & seq. Pereira de Castro, de decis. 36, n. 3 & 4, & tous les

autres auteurs qui ont traité sur cette matiere.

En temps de paix, cet intérêt est pour l'ordinaire de 15 à 20 pour 100 pour les voyages de long cours aux isles ou au Canada; pour la côte de Guinée, de 25 jusqu'à 35; pour le cabotage, depuis 5 jusqu'à 10; lequel intérêt ou prosit maritime, le preneur à la grosse doit payer, outre le principal. Mais en temps de guerre, où les risques sont plus grands à cause des prises, il est à un taux plus fort proportionnellement aux risques & aux circonstances; car enfin, il n'y a rien de réglé sur cela, & la quotité du prosit maritime dépend moins de l'usage courant du lieu, que de la convention des parties. Loccenius, loc. cit. n. 5 & 6, sol. 190, & seq. Stypmannus, ad jus maritimum part. 4, c. 2, n. 122, sol. 386 & n. 300, sol. 401.

Ce contrat est appellé à grosse aventure, ou à la grosse par abréviation; parce que le prêteur courant risque de perdre la somme, il la met effective-

ment à l'aventure.

Il est appellé aussi contrat à retour de voyage, parce que pour l'ordinaire la somme n'est payable avec le prosit maritime, qu'au retour du voyage du navire sur lequel le prêt est fait. Cependant aux termes de l'article second de ce titre, le prêt peut être sait pour un temps limité, aussi bien que pour un voyage entier, ce qui est tiré du droit Romain. Cujas, sur la même loi, 4. ss. de nausico sanore.

ARTICLE PREMIER.

Es contrats à grosse aventure, autrement dits contrats à la grosse ou au retour de voyage, pourront être saits pardevant notaires ou sous signature privée.

PARDEVANT notaires ou sous signature privée. Le Commentateur conclut delà que le prêt doit être par écrit, & que la preuve testimoniale ne seroit pas recevable, quand même il s'agiroit d'une somme au-dessous de 100 livres.

C'est ajouter au texte, qui ne dit pas que ces sortes de prêts ne pourront être saits que par écrit; mais seulement qu'ils pourront l'être sous signature privée comme pardevant notaires; en quoi il a été dérogé à l'Edit du mois de Décembre 1657, qui avoit créé des offices de notaires-gressiers; pour recevoir les contrats à la grosse & tous autres contrats maritimes, à l'exclusion de tous autres notaires. Ainsi, sur le point de savoir, si le prêt à la grosse peut valoir sans écrit, il est naturel de recourir au droit commun, & de dire, conformément aux Ordonnances de Moulins & de 1667, que la preuve par témoins ne peut être rejettée, qu'autant qu'il s'agira d'une somme excédante 100 liv. A la vérité, on ne voit point de prêt de cette espece pour une aussi modique somme, mais enfin cela peut arriver, sur-tout dans la navigation au cabotage.

Le contrat sera donc aussi valable alors, que s'il étoit sait par écrit. Il le seroit tout de même après tout, pour quelque somme que ce sût par rapport au débiteur, qui reconnoîtroit la convention; mais s'il s'agissoit de faire valoir le privilege attaché à ce contrat, au préjudice d'un tiers, ce seroit autre

chose, à cause des abus & des fraudes qui en pourroient résulter.

Et comme le même esprit de fraude n'a abusé que trop souvent de la faculté accordée par notre Ordonnance de saire les contrats de grosse, aussi-bien sous signature privée que par acte passé pardevant notaire, en supposant des prêts de cette nature, ou en leur donnant une sausse date, tandis qu'au sonds ce n'étoient que des prêts simples de sommes pour lesquelles les prêteurs n'avoient courn aucuns risques; il seroit extrêmement à souhaiter, comme il a été observé sur l'art. 26 du tit. des Consuls, & comme on le dira encore sur l'art. 68 du tit. suivant, que pour garantir la soi publique de ces sortes de surprises, il intervint un réglement, non pour supprimer l'usage des contrats à la grosse sous signature privée, à cause de l'intérêt du commerce, mais pour les assujettir à la formalité de l'enrégitrement au gresse de l'Amirauté, aussi-tôt que les risques commence-roient à courir; saute de quoi, ils ne pourroient nuire à de tierces personnes, ni pour l'exercice du privilege, ni pour le paiement maritime, le contrat demeurant reduit alors aux termes d'un billet de prêt pur & simple.

Le contrat de grosse, au reste, ne doit pas être confondu avec celui par lequel quelqu'un confie à un marin, une certaine quantité de marchandises pour les vendre à moitié profit dans son voyage, ce qu'on appelle donner à pacotille, quoique le donneur coure le risque de la perte de sa pacotille,

commme celui qui prête à la grosse aventure.

ARTICLE 11.

'ARGENT à la grosse pourra être donné sur le corps & quille du vaisseau, ses agrêts & apparaux, armement & vituailles conjointement ou séparément, & sur le tout ou partie de son chargement, pour un voyage entier, ou pour un temps limité.

ONJOINTEMENT ou séparément, par un même contrat ou par différens

Contrats, dans le moment même ou après coup.

L'argent donné sur le corps & quille du vaisseau, s'entend du prêt d'une somme pour être employée au paiement des frais du radoub; ce qui comprend les bois & autres choses qui y servent; les journées de charpentiers, calsats & autres ouvriers.

Le prêt fait sur les agrêts & apparaux, regarde les voiles, cordages, ver-

gues, poulies & autres ustenfiles du navire.

Celui qui est fait sur l'armement & les vituailles, est borné aux canons & autres armes, aux vivres destinés pour la nourriture des gens de l'équipage &

passagers, aux munitions de bouches & de guerre.

Dans le cas où il y auroit différens prêts à la grosse, les uns sur le corps & quille du navire, d'autres sur les agrêts & apparaux, les autres sur l'armement & vituailles, & que le navire vînt à faire naustrage, les prêteurs n'exerceroient leur privilege sur ce qui seroit sauvé que relativement aux objets qui y seroient affectés; & cela pourroit causer de l'embarras. C'est pourquoi, dans l'usage, on ne divise point ces objets, comme on le faisoit anciennement. Lorsqu'on passe un contrat à la grosse sur le navire, on y affecte copulativement les corps & quille du vaisseau, ses agrêts & apparaux, l'armement & les vituailles.

Mais rien n'est plus commun que de prêter à la grosse sur le navire, &c. sans y joindre le chargement, ou sur le tout, ou partie du chargement, sans y joindre le navire; & l'on en use aussi tout de même en fait d'assurance.

Dans le premier cas, le prêteur comme l'assureur, ne court risque que de la perte du navire, & dans le second, ils ne court risque que de la perte des

marchandises.

Le chargement, au reste, ne s'entend pas relativement au propriétaire du navire seulement, il s'applique à toute marchandise chargée dans le vaisseau, soit par l'armateur, soit par un marchand chargeur; de maniere que quiconque charge des essets dans un navire, peut librement prendre de l'argent à la

grosse sur ces effets.

Tout contrat ou billet de grosse, doit réguliérement énoncer le nom du navire, du propriétaire & du capitaine. Il faut aussi déclarer si les deniers pris à la grosse, regardent le corps du navire & ses agrêts, ou les essets de son chargement. Ainsi, un billet conçu en ces termes Je paierai dans un tel temps à tel, la somme de tant, valeur reçue de lui en grosse aventure, n'est pas un billet de grosse en regle: à la vérité il n'est pas nul pour cela; mais pour avoir son esset, il faut qu'il y ait preuve par ailleurs, que la somme a été réellement prêtée sur

LIV. III. TIT. V. des Contrats à grosse aventure, ART. II.

le navire ou sur les marchandises qui y ont été chargées. Savari, tom. 2,

Parère 57, pag. 689.

Au surplus lorsque le Preneur à la grosse n'a aucun intérêt dans le corps du navire, il est évident que le prêt ne peut regarder que les essets du chargement, & cela sussit pour rendre le billet valable, le chargement étant prouvé. Ainsi jugé par Arrêt du Parlement d'Aix, du 24 Janvier 1748.

Le sieur Ravel avoit reçu de Ressay une somme de 400 liv. dont il lui avoit sait son billet, dans lequel il s'étoit ainsi exprimé; qu'il me donne à retour du voyage que je vais faire en qualité de second, sur la rinque Saint Joseph en caravanne, au change de 2 & demi par mois; à cet effet, ledit Ressay court le risque, péril & sortune de la mer desdites 400 livres.

La pinque ayant été prise par les Anglois, Ressay demanda la somme de 400 liv. prétendant que le contrat de grosse étoit nul, faute par Kavel d'avoir dé-

claré, s'il empruntoit sur le corps du navire ou sur les facultés.

Ravel répondit que l'Ordonnance n'exigeoit point cette déclaration, & que l'application du prêt se fait naturellemnt à l'intérêt du preneur; d'ailleurs, tout étoit pris, navire & facultés. Par l'Arrêt, Ressay sut débouté de sa de-

mande avec dépens.

Pour un voyage entier ou pour un temps limité. Ce contrat n'est donc pas toujours & nécessairement à retour de voyage. Ainsi, celui qui donne à la grosse sur un navire partant d'ici pour Saint-Domingue, peut stipuler valablement que la somme lui sera acquise avec les prosits, dès que le navire sera arrivé à Saint-Domingue, sans qu'il soit question de retour dans ce port, ou après tant de mois de navigation heureuse; mais alors le prosit maritime, pour être auto-risé, doit être proportionné au temps des risques, attendu que dans l'usage ordinaire, la somme n'est due qu'au retour du navire à bon port, & qu'alors

il y a double risque.

Cependant comme il seroit difficile de trouver des preneurs à la grosse qui se soumissent de payer avant le retour du voyage, les prêteurs usuriers ont imaginé un moyen de se dédommager pour le cas où le navire ne seroit pas de retour dans le temps ordinaire, en stipulant que s'il n'étoit pas arrivé dans un certain temps, l'intérêt leur seroit payé à raison d'un demi pour cent par mois, tant du capital que du prosit maritime. Mais un tel contrat, comme manisestement usuraire, ne sauroit se soutenir en justice, même quand il y auroit réciprocité; c'est-à-dire, quand il seroit ajouté en saveur du preneur, que le navire arrivant avant l'expiration du délai, il lui seroit déduit le même demi pour cent par mois; ne sût-ce qu'à cause que la réciprocité ne seroit qu'apparante ou en idée; rien n'étant plus rare qu'un vaisseau retourne avant le temps ordinaire, & rien n'étant plus commun au contraire que le retardement de son retour.



ARTICLE 111.

Aisons défenses de prendre deniers à la grosse sur le corps & quille du navire, ou sur les marchandises de son chargement, au-delà de leur valeur, à peine d'être contraint, en cas de fraude, au paiement des sommes entieres, nonobstant la perte ou prise du vaisseau.

L est désendu de prendre deniers à la grosse au-delà de la valeur des choses sur lesquelles le prêt est fait; parce que d'un côté, à raison de l'excédant de la valeur, le prêt seroit usuraire, le prêteur n'étant responsable de la perte que jusqu'à concurrence de la valeur de l'objet; & que d'un autre côté ce seroit tromper le prêteur, qui a contracté sur la soi de la déclaration du preneur, & qui sans cela auroit fait un autre usage de son argent.

La valeur doit s'entendre ici, eu égard au temps du contrat, ou au temps que les risques doivent commencer à courir; & parce que sur la valeur le prencur peut se méprendre de bonne soi, cet article ne le punit qu'en cas de fraude,

qui doit être claire, & manifestement prouvée.

Il y aura fraude si le preneur avoit déjà donné un prix à son navire, ou s'il avoit pardevers lui les factures des marchandises du chargement, & qu'en cumulant tous les emprunts à la grosse, il ait excédé la valeur du tout.

Alors la peine que cet article lui inflige, est de payer les sommes entieres, nonobstant la perte ou la prise du vaisseau; à quoi il faut ajouter, ou des mar-

chandises, le prêt étant fait sur marchandises.

Il n'en sera donc pas quitte pour offir de payer l'excédant de la valeur des choses perdues ou prises, comme dans l'art. 15 ci-aprés dont l'espece est disférente; il sera tenu de payer les sommes entieres qu'il aura prises à la grosse sans déduction de la valeur des essets perdus par le nausrage ou par la prise du vaisseau. Au lieu que cessant la fraude, s'il avoir chargé des essets, quoique d'une valeur fort inférieure à celle des sommes empruntées à la grosse, il seroit déchargé à proportion de la valeur des essets perdus, & ne paieroit que le surplus avec le change suivant le cours de la place, relativement audit art. 15.

Des sommes entieres. Le Commentateur a raison de dire que cela ne s'entend que du capital des sommes prises à la grosse, & non du prosit maritime stipulé; parce que ce prosit ne peut être acquis qu'autant que le navire ou les essets as-

sectés au prêt arrivent à bon port.

Dans le cas de cet article, les prêteurs doivent s'estimer heureux de ce que le preneur à prévariqué, en empruntant au-delà de la valeur de ce qu'il assectoit à ses emprunts, puisque par-là les prêteurs recouvrent leurs sommes, malgré la perte ou la prise du vaisseau qui les en auroit privé, s'il eût procédé de bonne soi. Il est sonc naturel qu'ils se contentent de leur remboursement, sans prétendre, ni le prosit maritime, ni le change ou intérêt au cours de la place, l'art. 15 ciapres n'ayant encore une sois aucune relation à celui-ci, où le prêteur à grosse ne perd rien, quoique le navire ait péri, & que le preneur y ait chargé des essets.

ARTICLE IV.

ÉFENDONS aussi sous pareille peine de prendre deniers sur le fret à faire par le vailseau, & sur le profit espéré des marchandises; même sur les loyers des matelots, si ce n'est en présence & du consentement du maître, & au-dessous de la moitié du loyer.

Sous pareille peine. C'est-à-dire, de rendre & de restituer la somme tout de même, simplement sans prosit maritime, ni intérêt; & cette privation de prosit est d'autant plus juste, que le prêteur est aussi blâmable que le preneur, s'il assigne le prêt sur le fret, ou sur le prosit espéré des marchandises.

La raison pour laquelle il n'est pas permis de prendre à la grosse sur le sret à faire, ce qui doit s'entendre aussi-bien du cas où il y a déjà un affrétement, que de celui où il ni en a pas encore, dès que le fret ne pourra être gagné qu'autant que les marchandises arriveront à bon port; c'est que le prêteur seroit à la discrétion du preneur, qui ne s'embarrasseroit peu d'un fret dont il pe devroit pas prositer. Autre chose seroit déjà d'un fret acquis, comme il arrive quelquesois. Voyez l'art. 15 du tit. suivant.

Et s'il est défendu tout de même de prendre deniers sur le profit espéré des marchandises, c'est qu'il n'y a là rien de réel, ce profit pouvant être imaginaire, manqué par le fait propre du débiteur propriétaire des marchandises.

Pour ce qui est des matelots, on conçoit de quelle dangereuse conséquence il seroit de leur permettre d'emprunter sur leurs loyers, puisque le gain de leurs loyers les attache autant que la crainte de la mort à la conservation du navire.

Il se peut néanmoins qu'un matelot se trouve dans la nécessité d'emprunter sur ses loyers, & c'est pour cela que cet article lui en donne la faculté: mais à deux conditions; l'une que ce soit en présence & du consentement du maître, & l'autre que l'emprunt soit au-dessous de la moitié des loyers; asin que cet excédant des loyers soit une sûreté de l'exactitude du service qu'il doit au navire.

Aujourd'hui qu'il est désendu de donner des à comptes aux matelots, ou de leur faire aucun prêt durant le voyage, si ce n'est de l'aveu des sieurs Commissaires aux classes; & cela, tant pour prévenir la désertion des matelots, que leurs débauches, (sur quoi voyez l'art. 10, titre des loyers des matelots): il ne suffiroit pas de l'aveu du maître pour autoriser un pareil prêt qui seroit fait dans nos colonies, il faudroit encore le consentement du Commissaire aux classes: ainsi sans ce concours, le contrat ne seroit valable, qu'autant qu'il seroit passé dans le lieu de l'armement du navire.



ARTICLE V.

AISONS en outre défenses à toutes personnes de donner de l'argent à la grosse aux matelots sur leurs loyers ou voyages, sinon en présence & du consentement du maître, à peine de consiscation du prêt & de cinquante livres d'amende.

A défense du prêt à la grosse sur les loyers des matelots, sans le consentement du maître regarde donc plus directement encore le prêteur que le preneur, puisqu'ence cas le prêteur perd sa somme qui est confisquée, & qu'outre cela il encourt la peine d'une amende de cinquante livres.

Sur ces mots, à peine de confiscation du prêt, le Commentateur dit, mais non des loyers. Sans doute que les loyers ne sont pas confisqués, mais ils sont perdus pour le matelot, Jusqu'à concurrence de la somme prêtée, qui étant con-

fisquée, doit se prendre sur les loyers.

Par l'article 115 de l'Ordonnance de Henri III, du mois de Mars 1584, dans Guenois folio 403, il ne suffisoit pas du consentement du maître pour autoriser le prêt sait aux mariniers, il salloit encore l'aveu du principal bourgeois du navire. Au surplus, les désenses étoient saites, tant au preneur qu'au bailleur sur peine de perdition & de dix écus d'amende, applicable moitié au dénonciateur, & l'autre moitié à l'Amiral.

La confication prononcée par cet article est au profit de l'Amiral, comme toutes les autres confiscations, avec l'amende enjentier, si la condamnation intervient en ce Siege, qui est une Amirauté particuliere, art. 10, tit. pre-

mier du livre premier.

ARTICLE VI.

Es maîtres demeureront responsables en leur nom du total des sommes prises de leur consentement par les matelots, si elles excedent la moitié de leurs loyers; & ce, nonobstant la perte ou prise du vaisseau.

E maître consentant que son matelot prenne de l'argent sur ses loyers audelà de la moitié, est seul coupable & punissable aux termes de cet article. La peine qu'il encourt par-là est de payer la totalité de la somme prêtée
de son aveu, nonobstant la perte ou la prise du vaisseau: & à cela il n'y a
rien à dire. Mais si le navire arrive à bon port, le paiement de la somme empruntée ne le regarde pas; ce sera au matelot à la payer sur ses loyers,
quelque petite que soit la portion qui lui en restera: car ensin c'est son engagement personnel, au sujet duquel il n'a aucun reproche à saire au maître.
Telle est l'interprétation naturelle de notre article. Mais cela est changé au
moyen

LIV. III. TIT. V. des Contrats à grosse aventure, ART. VI. 9 moyen des désenses de donner aucun à compte aux matelots durant le voyage, sans le consentement des Commissaires aux Classes, comme il a été observé, tant sur l'art. 4 ci-dessus, que sur l'art. 10, titre de l'engagement & des loyers des matelots.

ARTICLE VII.

Enavire, ses agrêts & apparaux, armement & vituailles, même le fret, seront affectés par privilege au principal & intérêt de l'argent donné sur le corps & quille du vaisseau, pour les nécessités du voyage; & le chargement au paiement des deniers pris pour le faire.

E privilege accordé par cet article au prêteur à la grosse, conformément à l'art. 45 de l'Oidonnance de Wisbuy, & l'art. premier du chap. 19 du Guidon de la mer, & au droit commun, tant pour le profit maritime que pour le principal, le navire étant retourné à bon port, il est juste & légitime, puisque ce prêt a mis l'armateur en état de faire faire le voyage au navire, ou d'en accomplir le chargement Il est juste tout de même que le fret soit afsesé à ce privilege, quoiqu'il ne soit pas permis d'emprunter à la grosse sur le fret à faire, par l'art. 4 ci-dessus, parce que c'est le navire afsesé au prêt qui a gagné ce fret, & que l'accessoire suit la nature du principal.

Le fret au reste s'entend aussi-bien de celui qui est gagné d'avance au départ du navire, que de celui qui ne doit être payé que sur les marchandises arrivées à bon port ou sauvées, de maniere qu'il doit servir également au paiement des deniers pris à la grosse sur le navire. Arrêt d'Aix du 10 Octobre 1733. D'où il s'ensuit que l'abandon étant sait des débris du navire, pour demeurer quitte de la somme empruntée à la grosse, il saut abandonner tout de même le fret acquis ou non, des marchandises sauvées, comme en sait d'assurance. Sur

quoi voyez les articles 15 & 47 du tit. suivant.

Mais parce que le prêt peut avoir été fait séparément sur le corps & quille du navire, ses agrêts, apparaux & vituailles, & sur le chargement; il faut distinguer le privilege suivant l'assignat du prêt, & dire qu'au premier cas le privilege estrestreint au navire, ses agrêts & apparaux, vituailles & sret, sans toucher aux marchandises du chargement; & qu'au second cas, les marchandises seules sont assection affectées au privilege.

Pour les nécessités du voyage. Il n'est nullement nécessaire que le contrat de prêt à la grosse en fasse mention; il sussit que le prêt soit fait sur le corps & quille du navire, &c. pour qu'on juge que l'argent a été employé pour l'équipement du navire, & que l'armateur s'en est tervi pour payer le radoub, les ouvriers, les voiles, cordages & généralement ce qu'il a fallu pour la mise hors du navire.

Au surplus, ce privilege ne doit passer qu'à son rang, & est subordonné suivant l'art 16, tit. 14 du liv. premier, 1°. aux loyers dus aux matelots pour le voyage que le navire vient de faire; 2°. à un autre emprunt à la grosse qui aura été fait sur le navire pendant le cours du voyage, & pour les nécessités du navire.

Tome II.

Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 6, n. 8, fol. 193. Ces deux objets

préférables sont sans difficulté.

Il ne s'ensuit pas néanmoins que le prêteur à la grosse avant le départ, ou au moment du départ, doive être payé avant tous autres créanciers. S'il y en a pour cause de radoub, fourniture de voiles & cordages, vituailles & équipement, s'il reste dû quelque chose aux charpentiers, calfats & autres ouvriers, ou au vendeur; tous étant en concurrence de privilege avec le prêteur à la grosse; ils toucheront tous par concurrence entr'eux au sol la livre de leur dû, s'il n'y a pas de quoi suffire à les payer en entier; & c'est ce qui résulte tant dudit art. 16 que du 17 qui le suit.

Le privilege du prêteur à la groffe sur le chargement, n'est pas sujet au même concours, il n'a de concurrence à craindre qu'avec le vendeur des marchandises

qui ont formé le chargement.

ARTICLE VIII.

E u x qui donneront deniers à la grosse, au maître, dans le lieu de la demeure des propriétaires, sans leur consentement, n'auront hypotheque ni privilege que sur la portion que le maître pourra avoir au vaisseau & au fret, quoique les contrats sussent causés pour radoub ou vituailles du bâtiment.

ET article, mieux conçu que le 58 de l'Ord. de la Hanse Teutonique, & le 95 de l'Ord. de 1584, auquel il ferapporte, & plus régulier que l'art. 4,. ch. 18 du Guidon, est si clair & d'une justice si évidente, qu'il n'a pas besoin d'explication. Ce n'est que durant le voyage, ou lorsque le navire est équipé dans un lieu où les propriétaires n'ont pas leur domicile, ou des correspondans, qu'il est permisau maître d'engager la totalité du navire & du fret par un emprunt à la groffe pour radoub ou vituailles. Il oblige alors tous les propriétaires par son fait, sauf leur recours contre lui, s'il n'a pas fait un bon usage des deniers. Art 57 & 60 de ladite Ord. de la Hanse Teutonique, dont les dispositions se retrouvent dans le tit. 6 du droit Hanséatique, idem. l'art. 19 des assurances d'Anvers. Loccenius suprà ibid. V. les articles 17, 18, 19 & 20, tit. du capitaine ci-dessus. Cependant quoique le capitaine intéressé au navire emprunte dans l'absence de ses co-propriétaires, il n'oblige que sa part, si le contrat ne fait pas mention que c'est pour radoub & vituailles: Sentence de Marseille du 22 Mai 1750. Sans doute il n'y avoit pas de preuve que la somme empruntée eût été employée au radoub ou en vituailles, autrement la sentence ne pourroit pas être regardée comme juridique.



ARTICLE IX.

CERONT toutefois affectés aux deniers pris par les maîtres pour radoub & vituailles, les parts & portions des propriétaires qui auront refuse de fournir leur contingent pour mettre leur bâtiment en état.

T Dem. Les art. 11 & 59 de l'Ord. de la Hanse Teutonique. Qui auront refusé. Il ne suffit pas au maître de leur faire une sommation à cette sin, comme l'insinue le Commentateur, sans doute d'après l'art. 18 du sit. du capitaine, qui est le tit. 1, liv. 2 ci-dessus; il saut qu'il les assigne pour qu'ils aient à lui sournir deniers pour leur contingent, finon pour voir dire qu'il lui sera permis de prendre de l'argent à la grosse, jusqu'à concurrence d'une telle somme. De sorte qu'il ne peut les obliger par son emprunt qu'autant qu'il aura été autorisé par justice à le faire sur leur resus. De même, quoique l'équipement du navire se. fasse dans un lieu ou l'armateur ne fait pas sa demeure, s'il y a un correspondant, le maître doit se pourvoir contre l'armateur en la personne de son correspondant, on commissionnaire.

Il faut pren le garde que ces deux articles ne parlent que du maître, & qu'il ne font nullement applicables à l'armateur, lequel ne peut jamais emprunter à la grosse à la charge des co-propriétaires, sans l'avoir ainsi fait ordonner

sur leur refus. Cela ne peut jamais arriver durant le voyage.

ARTICLE X.

Es deniers laissés par renouvellement ou continuation, n'en-treront point en concurrence avec les deniers actuellement sournis pour le même voyage.

T Dem. Le Guidon de la mer, ch. 19, art. 2 & 3, d'où le Commentateur a

I tiré tout ce qu'il a dit sur cet article.

La raison de la presérence en faveur du prêteur à la grosse pour le dernier voyage, est, qu'il est à presumer que ce sont ses deniers qui ont mis le navire en état de faire le voyage, ce qu'on ne peut dire qu'improprement de ceux qui prêtés nouvellement à l'occasion d'un premier voyage, ont été laissés par re-

nonvellement ou continuation pour un fecond.

Il est vrai que le prêteur avoit la faculté de se faire payer & de redonner ensuite les mêmes deniers à la grosse sur le second voyage; mais ne l'ayant pas fait, & s'étant contenté de renouveller l'engagement, il est juste qu'un autre qui aura fourni l'argent avec lequel le navire aura été équipé l'emporte fur lui. Kuricke, quest. 25, fol. 880. Cala Regis, difc. 18, n. 14 & 23, & dife. 62, n. 20.

Βij

En matiere de privilege, au reste, c'est toujours le créancier qui a le plus contribué à conserver la chose, qui obtient la présérence. Ainsi le maçon qui a réparé la maison est présérable à celui des deniers duquel la maison à été bâtie d'abord; l'ouvrier employé à la récolte des bleds ou des vignes, au sournisseur de la semence & au laboureur. Ainsi, aux termes de cette Ordonnance, les matelots sont les premiers en ordre pour leurs loyers, parce que sans eux le navire ne seroit pas venu à bon port. Ainsi, encore les deniers pris à la grosse durant le cours du voyage, passent devant ceux qui ont été prêtés avant le départ du navire, parce que sans ce secours le navire n'auroit pu continuer son voyage.

Mais il n'y a que ceux qui n'ont pas prévu la conséquence de cet article qui peuvent se trouver dans le cas. Tout autre, au lieu de renouveller le prêt sait pour un premier voyage, & qui voudra prêter encore pour un second, aura soin de saire un nouveau contrat pour le second voyage, après avoir quittancé le premier contrat. Au moyen de quoi, il sera réellement prêteur à la grosse sur le second voyage, à l'effet d'entrer en concurrence avec les autres prêteurs tout de même pour le second voyage. Cependant s'il y avoit preuve de ce renouvellement, à cause de la disposition formelle de cet article, auquel sont conformes les art. 2 & 3 du Guidon, ch. 19. Il saudroit donner la présérence à celui qui auroit réellement sourni les deniers pour le nouveau voyage.

ARTICLE XI.

Ous contrats à la grosse demeureront nuls par la perte entiere des essets sur lesquels on aura prêté, pourvu qu'elle arrive par cas forsuit, dans le temps & dans les lieux des risques.

Elle est la nature du contrat à la grosse, que si la chose sur laquelle le prêt est fait vient à périr par cas fortuit, le contrat demeure sans esset, & le prêteur n'a rien à prétendre. C'est ce que veut dire cet article, en déclarant que le contrat demeure nul en ce cas. C'est aussi le droit commun

des Nations de l'Europe.

Par la perte entiere. Il ne s'ensuit point delà, que si la perte n'est pas totale, le contrat subsisse dans son intégrité; comme l'insinue le Commentateur. La raison veut que celui qui est tenu de supporter la perte lorsquelle est entiere, la supporte à proportion lorsquelle est moindre, Ainsisse elle est de moitié, par exemple, ou du tiers, le contrat est réductible à proportion, suivant l'art. 17 ci-après; & cela est si juste qu'une stipulation contraire seroit déclarée usuraire, par conséquent nulle.

Cela doit s'entendre néanmoins distributivement & relativement à chaque objet sur lequel le prêt est fait; de maniere que la perte de l'un en tout ou en

partie, n'influe nullement sur l'autre qui est sauvé.

Mais cela s'entend-il de façon, que la perte ne tombe sur le prêteur à la grosse, qu'autant que de l'objet affecté au prêt, il ne reste pas de quoi remplir la

LIV. III. TIT. V. des Contrats à grosse aventure, ART. IX.

somme? Par exemple, le chargement est de 3000 liv. l'emprunt à la grosse n'est que de 1000 liv. Si de ce chargement il reste 1000 liv. malgré le naustrage ou les autres pertes arrivées par cas fortuit, le contrat à la grosse conserve-t-il tout son esset, sans réduction au tiers de ce qui est sauvé? ou bien la perte étant tombée sur tout le chargement, doit-elle être supportée concuremment par le prêteur & l'emprunteur? La question paroît décidée par l'art. 18 ciaprès, en tant qu'il présere le donneur à la grosse aux assureurs. Par identité de raison, il est naturel de conclure ce semble, que l'emprunteur en ce cas, supporte toute la perte sur les deux tiers qu'il avoit libres dans le chargement, comme en ayant couru les risques, & comme ne pouvant pas avoir plus de droit que n'en auroient les assureurs, s'il eût fait assurer. Cependant cette décision-là, même portée contre les assureurs, est-elle juste? C'est ce qui s'examinera sur ledit article 18, en reprenant la question du preneur à la grosse dont le chargement excede la somme qu'il a empruntée.

Par cas fortuit. Le cas fortuit comprend toutes les pertes & dommages qui arrivent par tempête, naufrage, échouement, prise, pillage, &c. suivant l'énumération qui en est faite dans l'art. 26 du tit. suiv.; dont l'application est naturelle à celui-ci; car le contratà la grosse & la police d'assurance, comme dépendans des mêmes principes, sont sujets aux mêmes risques; & c'est pour cela que le prêteur est sondé à stipuler un fort prosit maritime pour le cas où le navire arrivera à bon port, & l'assureur une prime proportionnée aux

risques qu'il court.

Il est vrai que la condition du prêteur à la grosse semble d'abord beaucoup meilleure que celle de l'assureur, en ce que la prime d'assurance est fort inférieure au profit maritime; mais si l'on fait attention que le temps se compte dans le commerce, la différence disparoîtra aisément. En effet, si la prime d'assurance pour un voyage de Saint-Domingue n'est communément que de 8 à 10 pour cent, tandis que le profit maritime pour un pareil voyage est de 15 à 20 pour cent; c'est que l'assureur ne débourse qu'après le malheur arrivé. & qu'à la déduction de la prime; au lieu que le prêteur à la grosse se dessaisit de son fonds dans le moment, & qu'il risque de le perdre en entier. Il n'est donc pas étonnant que le profit qu'il stipule en cas d'heureux événement, excede de moitié la prime d'assurance, puisqu'il peut être obligé d'attendre son paiement pendant 12, 15 ou 18 mois, fans compter que s'il fait assurer son capital, comme l'Ordonnance lui en accorde la faculté, la prime lui enlevera environ la moitié du profit maritime; ou s'il ne fait pas assurer, devenant son propre assureur, il est juste qu'il gagne lui-même la prime & qu'il la confonde en lui. Il faur pourtant convenir qu'il y a des prêteurs qui sont trop près de leurs intérêts. Aussi voit-on beaucoup moins d'emprunts à la grosse que d'assurances: & en général un armateur annonce la décadence de ses affaires lorsqu'il fait de fréquens emprunts à la groffe aventure. Mais cela n'empêche pas que les deux contrats ne s'ymbolisent beaucoup, & qu'ils ne soient l'un & l'autre d'une grande utilité pour le commerce maritime, pourvu qu'ils soient renfermés dans leurs justes bornes, & que l'un ne l'emporte pas sur l'autre.

Dans le temps des risques. Donc que la perte qui arrive après ce temps, ne regarde pas le donneur quoique le voyage ne soit pas sini. Stypmannus, part. 4,

cap, 2, n. 80 & feq. fol. 383, & feq. idem Kuricke, ad tit. 6, juris Hanfeatici : fol. 763. Et lieux des risques. Intellige, s'il n'y a eu force majeure par vent contraire ou autrement.

ARTICLE XII.

E sera réputé cas fortuit tout ce qui arrive par le vice propre de la chose, ou par le fait des propriétaires, maîtres ou marchands chargeurs, s'il n'est autrement porté par la convention.

L en est de même encore en fait d'assurances, aux termes des articles 28 & 29 du tit. suivant.

Par le vice propre de la chose. Comme si le navire a péri par caducité, parce que ses principaux membres étoient viciés & hors de service; & cela quoique le navire ait essuyé des coups de vent ou de mer capables d'incommoder un meilleur navire. Le vice propre de la marchandise procede ou de sa mauvaise qualité, ou des déchets auxquels elle est naturellement sujette, comme des foieries qui se piquent, du vin qui s'aigrit, des barriques d'eau-de-vie ou d'huile qui coulent. Tout cela arrivant sans tempête, ou autre fortune de mer, est pour le compte du propriétaire & non du prêteur à la grosse ou de l'assureur. Art. 8, ch. 5 du Guidon, Stypmannus, ad jus maritimum, part. 4, chap. 7, n. 320 & seq. fol. 457.

Les déchets qui arrivent aussi par la faute du maître & des gens de l'équipage, pour avoir mal arrimé les marchandises, avoir surchargé le navire, ou autrement par leur malice ou impéritie, ne regarde pas non plus le prêteur à la grosse ni l'assureur, s'il n'y a convention contraire, ajoute notre article, ce qui s'expliquera fur l'art. 28, tit. fuivant, en parlant de la batatterie de

patron.

Mais pour ce qui est du dommage causé par le fait propre du propriétaie, c'est nécessairement lui qui en répond, & toute stipulation contraire seroit

rejettée comme illusoire & frauduleuse.

De forte que la restriction portée par cet article ne peut pas tomber sur cet objet. Par la même raison elle n'influe pas non plus sur le vice propre de la chose, puisque cela suppose le fait du propriétaire, on du moins qu'il n'y a pas là de cas fortuit, s'il ne s'agit pas d'un coulage extraordinaire.

On comprend aussi que le prêteur à la grosse ni l'assureur ne sont pas garans de la confiteation des marchandises prohibées. Loccenius, de jure maritimo, liv. 2, ch. 6, n. 9, fol. 199. Ce qu'il faut entendre néanmoins fi la qualité des marchandifes ne leur a pas été déclarée, & qu'il n'y avoit pas de permissionde les charger. V. infrà, l'art. 49 du tit. suivant.



ARTICLE XIII.

S I le temps des risques n'est point réglé par le contrat, il courra à l'égard du vaisseau, ses agrêts apparaux & vituailles, du jour qu'il aura fait voile, jusqu'à ce qu'il soit ancré au port de sa destination, & amarré à quai: & quant aux marchandises, sitôt qu'elles auront été chargées dans le vaisseau, ou dans les gabarres pour les y porter, jusqu'à ce qu'elles soient délivrées à terre.

L'arrive rarement que le contrat de grosse ne détaille pas les risques, de même que la police d'assurance: mais enfin, si on y a manqué, cet article doit servir de regle pour le temps des risques; & il est si clair, qu'il n'a pas besoin d'explication. Il est aussi du droit commun des nations, tant en sait de prêt à la grosse que d'assurance.

L'obligation de délivrer les marchandises à terre, est remplie lorsqu'elles sont déchargées sur le quai. V. l'article premier du titre des matelots suprà,

& l'art. 5, tit. des connoissemens.

Il n'est point parlé dans ce titre comme dans celui des assurances, du cas où l'onn'a point de nouvelles du navire après un certain temps. La raison est que le preneur à la grosse n'a point d'abandon à faire en ce cas, pour demeurer quitte de son engagement, & que le donneur ne peut l'inquiéter qu'en prouvant que le navire est arrivé à bon port. Cleirac sur l'art. 2, chap. 18 du Guidon, pag. 331.

ARTICLE XIV.

E chargeur qui n'aura pris de l'argent à la grosse sur marchandises, ne sera point libéré par la perte du navire & de son chargement, s'il ne justifie qu'il y avoit pour son compte des effets jusqu'à concurrence de pareille somme.

Ien n'est plus juste que la disposition de cet article. Le prêteur à la grosse, comme l'assureur, court le risque de la perte, par cas sortuit, de la chose sur laquelle il prête ou fait l'assurance: mais la perte doit être réelle pour qu'elle soit pour son compte; de même que le risque doit être réel, pour que l'un gagne le prosit maritime, & l'autre la prime. Pour cela il saut donc, s'il s'agit d'un prêt sur marchandises, qu'il y ait preuve d'un chargement de marchandises, jusqu'à concurrence de la somme; & cette preuve doit être la même qu'en fait d'assurance, sans quoi le preneur à la grosse exceptera vainement de la perte du navire & de son chargement, pour se dispenser du paiement de la somme par lui empruntée. En esset, n'ayant rien perdu par le naustrage, de quel droit se prétendroit-il quitte d'une somme dont il a fait ailleurs son prosit?

S'il y a eu chargement, mais de moitié seulement, l'obligation de grosse sera éteinte alors pour moitié, & l'autre moitié sera sujette à remboursement avec le change, ainsi du reste.

ARTICLE XV.

S I toutefois celui qui a pris deniers à la grosse, justifie n'avoir pu charger des effets pour la valeur des sommes prises à la grosse, le contrat, en cas de perte, sera diminué à proportion de la valeur des effets chargés, & ne subsistera que pour le surplus, dont le preneur paiera le change suivant le cours de la place où le contrat aura été passé jusqu'à l'actuel paiement du principal: & si le navire arrive à bon port, ne sera aussi dû que le change, & non le prosit maritime de ce qui excédera la valeur des effets chargés.

Justifie n'avoir pu charger. A prendre ceci à la lettre, il s'ensuivroit que l'emprunteur seroit obligé de prouver qu'il lui a été impossible de charger des essets jusqu'à concurrence de la somme par lui prise à la grosse, sur peine d'exécuter en plein le contrat de grosse, aussi-bien dans le cas de la perte du navire & de son chargement, que dans celui de l'arrivée du navire à bon port.

Cependant cela seroit souverainement injuste dans l'un & l'autre cas, puisque le prêteur retireroit le profit maritime d'une chose dont il n'auroit pas couru les risques, tandis que ce profit maritime ne peut lui être acquis qu'à raison

des risques.

Dans le premier cas où le navire est supposé perdu avec son chargement, si l'emprunteur eût chargé des essets jusqu'à concurrence de la somme prise à la grosse, le prêteur auroit tout perdu, principal & prosit; & parce qu'il n'y aura pas eu de chargement, au moyen de quoi le prêteur n'a couru aucuns risques, il saudra que l'emprunteur lui paie non seulement la somme principale, ce qui est juste, mais encore les prosits maritimes, à moins qu'il ne prouve qu'il a été dans l'impossibilité de charger. C'est ce qui ne seroit pas tolérable, & par conséquent on ne peut pas penser, avec le Commentateur, que ce seroit là le sens de l'article.

Dans le second cas où le navire est supposé arrivé à bon port; l'injustice ne se sait pas sentir, à la vérité avec la même sorce; & l'on peut dire que si l'emprunteur à pu charger, c'est sa saute de ne l'avoir pas sait, pour en conclure, avec Casa Regis, disc. 16; n. 1 & 4, que le prêteur à la grosse n'en doit pas sousserie. Mais avec ce raisonnement, ce seroit toujours saire gagner au prêteur le prosit maritime, sans avoir couru les risques qui en sont le germe & la cause essciente. Ne pourroit-il point même arriver que cela se sit ainsi de concert entre le prêteur & l'emprunteur, & que ce ne sût qu'un contrat à la grosse masqué pour savoriser une usure abominable?

Mais qu'on suppose le prêteur en bonne soi tant que l'on voudra, il faut toujours

LIV. III. TIT. V. des Contrats à grosse aventure, ART. XV. 17

toujours pour la solution de la question, recourir au principe de la décision; or la nature du contrat de grosse est telle, que le prêteur ne peut gagner le prosit maritime, qu'autant qu'il a couru les risques auxquels ce contrat est sujet. Dans l'espece à désaut de chargement, il n'a couru aucuns risques; le prosit maritime ne peut donc pas lui être acquis, que l'emprunteur ait pur

charger ou non, il n'importe.

Le chargement ne s'étant pas fait, le Contrat de grosse demeure résolu de plein droit, ob causam sinalem non secutam, saus les dommages & intérêts du prêteur, qui consistent, aux termes de cet article, dans l'intérêt ou change de la somme au cours de la place, à compter du jour du prêt jusqu'à l'actuel paiement du principal; à quoi j'ajouterois le demi pour cent de la prime, contre l'emprunteur qui auroit manqué de charger par sa saute, au cas que le prêteur ait sait assurer son capital, comme l'Ordonnance le lui permet; car on comprend bien que l'assurance étant caduque, alors il ne pourroit être question que du demi pour cent pour la signature de l'assureur.

A cela près, je ne fais aucune différence entre le preneur à la grosse, qui aura eu le pouvoir de charger, & celui qui ne l'aura pas eu; de sorte que je considere l'article, comme s'il disoit, si toutesois celui qui a pris deniers à la

grosse n'a pas charge des effets, &c.

Par-là toute justice est gardée, & cet article se concilie parsaitement avec le précédent. Si, en cas de nausrage, le prêteur à la grosse sur marchandises ne sousse de perte qu'autant que l'emprunteur justifiera avoir chargé des essets dans le navire, & jusqu'à concurrence; réciproquement, en cas d'arrivée à bon port, il ne gagnera le prosit maritime qu'autant qu'il aura couru des risques & jusqu'à concurrence, sans examiner si c'est la faute de preneur à la grosse ou non, de n'avoir pas chargé; parce que ce sont les risques réels, ou le désaut de risques, qu'il faut uniquement considérer dans l'un & l'autre cas, tout comme en fait d'assurance: sur quoi voyez les articles 6 & 23 du titre suivant.

Du reste, le prêteur à la grosse trouve son dédommagement aussi dans les deux cas, pour la portion de marchandises qui n'aura pas été chargée, au moyen du change que cet article lui accorde, à proportion de la somme pour laquelle il n'a pas couru de risques. L'art. 8 du chap. 19 du Guidon, faisoit monter l'intérêt en ce cas à dix pour cent, ce qui étoit l'intérêt de son temps.

Du même principe il s'ensuit, que si le prêt est sait pour le voyage entier; c'est-à-dire, tant pour l'aller que pour le retour, il ne sussira pas qu'il y ait preuve que le preneur a chargé des essets pour l'aller, il saudra qu'il y ait preuve tout de même qu'il a aussi chargé pour le retour; sans quoi le navire venant à périr au retour, le prêteur ne perdra rien, & se trouvera même avoir gagné la moitié du prosit maritime, comme ayant couru les risques de l'aller, & réciproquement il saudra qu'il se contente de cette moitié du prosit maritime, le navire retournant à bon port; puisqu'il n'aura couru esse ctivement les risques que pour moitié, saus le remboursement de la moitié de son principal, dans l'un & l'autre cas, avec le change au cours de la place, à compter seulement du jour de l'arrivée du navire au lieu pour lequel il étoit destiné à son départ; attendu le gain qu'il fait de la moitié du prosit maritime, à raison de l'arrivée du navire à bon port dans le même lieu, le tout si mieux

Tom, 11,

il n'aime prendre les deux tiers du profit maritime, pour tout dédommagement, par argument de l'art. 6 du tit. suivant.

Tout cela est juste & de regle, à l'exemple de ce qui se pratique en fait d'assurance, tant pour l'aller que pour le retour, lorsque l'assureur n'a couru

de risques que pour l'aller, sans en avoir pour le retour.

Il a néanmoins été jugé par deux Arrêts d'Aix, des 7 Août 1736 & 8 Août 1741, suivis d'une Sentence de Marseille du 21 Janvier 1750 au rapport de M. Emerigon, que le profit maritime n'étoit pas moins dû en entier, quoique

le preneur n'eût fait aucun retour.

Cette décision paroitra consequente à ceux qui tiennent que le preneur à la grosse est tenu tout de même de payer le principal & le profit maritime en plein, quoiqu'il n'ait fuit aucun chargement, à moins qu'il ne prouve qu'il lui a été impossible de charger. Mais cela même est inconcevable, puisqu'il est de l'essence du prêt à le grosse, que le donneur coure les mêmes risques que l'asfureur, pour gagner le profit maritime, comme il vient d'être observé.

Je comprends néanmoins que, pour soutenir que le profit maritime n'est pas moins dû, quoique le preneur n'ait fait aucun chargement au retour, dès qu'il en a fait pour l'aller, on peut alléguer qu'il suffit que le donneur ait couru les risques de l'aller, à l'exemple de l'assureur, àqui la prime ne laisse pas d'être acquife pour le tout, lorsque le voyage a été raccourci; on que le navire a été conduit, sans force majeure, au-delà du lieu des risques; en un mot, lorsqu'il y a eu changement de route, de voyage on de vaisseau, par ordre de l'affuré, fans le confentement des affureurs, aux termes des art. 27, 35 & 36 du tit. suiv. Mais en prenant pour regle la comparaison du contrat d'assurance avec le contrat de grosse, comme en esset rien n'est plus naturel, les deux contrats étant si analogues. S'il est vrai de dire alors que le profit maritime fera acquis au donneur dans ces trois cas, le preneur ayant réellement chargé jusqu'à concurrence de la somme par lui prise à la grosse, à raison des risques que le donneur aura courus, il faudra convenir tout de même que si au retour le preneur n'a point chargé, le profit maritime doit être diminué à proportion, puisque l'assureur, pour l'aller & le retour, soussire tout de même une réduction de sa prime, par l'art. 6 du même tit. suivant, qui porte que dans ce cas l'assureur, ne gagnera que les deux tiers de la prime, & qu'il reftituera l'autre tiers.

Il est vrai que l'article ajoute s'il n'y a stipulation contraire; mais, comme il sera observé sur ce même article, cette restriction ne doit pas s'entendre de maniere qu'il foit permis à l'affureur de stipuler que la prime lui restera en entier, attendu qu'en aucun cas l'affureur ne peut être contraint de payer le montant de l'assurance, qu'autant que l'assuré prouvera qu'il a chargé des marchandises jusqu'à due concurrence, tant pour l'aller que pour le retour, & que la loi doit être égale pour le gain de la prime. Il faudroit du moins pour légitimer la stipulation, que la prime fût moindre qu'à l'ordinaire, en considération de l'incertitude du chargement au retour; alors ce qu'on appelle une prime liée pourroit se soutenir, quoiqu'à dire vrai il est toujours mieux & plus sûrde se tenir à la regle. Mais qu'il en soit ce que l'on vondra d'une telle stipulation en fait d'assurance, je la croirois toujours illicite & usuraire, en fait de prêt à la grosse; c'est-à-dire, la clause par laquelle le donneur stipuleroit LIV. III. TIT. V. des Contrats à grosse aventure, ART. XV. 19 que le profit maritime lui seroit acquis pour le tout, dans le cas même où le preneur ne chargeroit rien au retour; & cela quoiqu'il seroit dit qu'en cette considération le profit à été diminué: on ne sauroit trop veiller à bannir l'ufure du commerce.

On conçoit que si le navire a péri en allant au lieu de sa destination, le prêteur perd sa somme entiere sur la preuve que sournira le preneur qu'il avoit chargé des essets jusqu'à concurrence de pareille somme; de même que l'assureur sera tenu de payer la somme qu'il a assurée, n'étant plus question alors de retour pour scinder le contrat. Dailleurs il est à présumer que le preneur à la grosse ou l'assuré auroit chargé pour le retour comme pour l'aller.

ARTICLE XVI.

Es donneurs à la grosse contribueront à la décharge des preneurs, aux grosses avaries, comme rachats, compositions, jets, mâts & cordages coupés pour le falut commun du navire & des marchandises, & non aux simples avaries ou dommages particuliers qui leur pourroient arriver, s'il n'y a convention contraire.

Uoique le contrat à la grosse soit en tout comparable à la police d'assurance par rapport aux risques, puisqu'au sonds le prêteur est assureur du chargement jusqu'à concurrence de la somme qu'il donne : cet article emprunté du Guidon de la mer, chap. 19, art. 5, établit néanmoins de droit une dissérence très-considérable entre le prêteur à la grosse & l'assureur, en tant qu'il décharge le premier des avaries simples ou particulieres qui ne sont pas moins fréquentes & moins de conséquence que les avaries grosses & communes, tandis que l'assureur en est tenu indissincement par la nature du contrat, aux termes de l'art. 26 du tit. suivant.

Heureusement que notre article ajoute, s'il n'y a convention contraire, sans quoi l'usage des contrats à la grosse auroit été aboli. Aussi n'en voit-on point qui ne dérogent à cet article; c'est-à-dire, sans une clause précise par laquelle le prêteur prend sur lui tous les risques & fortunes de la mer comme l'assureur.

La méprise du commentateur, sur cet article, est remarquable en ce qu'il applique la restriction aussi bien à la premiere partie de l'article, qu'à la seconde, de maniere que selon lui, le prêteur à la grosse pourroit stipuler va-lablement qu'il ne seroit pas tenu, même des avaries grosses & communes,

ce qui seroit détruire l'essence du contrat.

La contribution au rachat ne s'impute pas, ipso jure, sur le capital donné à la grosse, à l'esset de diminuer le prosit maritime; l'imputation ne se fait que du jour que le donneur a été mis en demeure de contribuer: Sentence de l'Amirauté de Marseille du 21 Janvier 1750, au rapport de M. Emerigon. Il en faut dire autant de la contribution qui doit avoir lieu dans les autres cas exprimés dans cet article.

Cij

ARTICLE XVII.

ERONT toutefois, en cas de naufrage, les contrats à la grosse, réduits à la valeur des effets sauvés.

ELA s'entend de soi-même, en observant toutesois que si le preneur à la grosse avoit chargé des essets au-delà de la valeur de la somme par lui empruntée, il entreroit en repartition des essets sauvés concurremment avec le prêteur, & à proportion de l'intérêt d'un chacun dans la chose, par les raisons qui vont être rapportées sur l'article qui suit.

ARTICLE XVIII.

S'IL y a contrat à la grosse & assurance sur un même chargement, le donneur sera préséré aux assureurs sur les essets sauvés du naufrage pour son capital seulement.

Omme par l'art. 16 du titre suivant, il est expressément désendu au prêt à peine de nullité de l'assurance & de punition corporelle, cet article ne peut naturellement s'entendre, s'il n'y a pas eu de la méprise dans sa formation ou rédaction, que d'un chargement dont une partie est affectée à un contrat de grosse, & l'autre partie est assurée.

Sur ce plan, l'article, en cas de naufrage, préfere sur les effets sauvés le donneur à la grosse à l'assureur; & toute la grace qu'il sait à ce dernier, c'est

que la préférence n'a lieu que pour le capital sans profit maritime.

La raison de cette préserence ne se présente point à l'esprit. Tout ce qu'on peut dire pour l'appuyer, c'est que la chose affectée au prêt à la grosse, est censée appartenir au prêteur jusqu'à concurrence de la somme, & que l'assureur n'est que caution. C'est encore que ce sont les deniers prêtés sur le navire qui l'ont mis en état de saire le voyage, ou ceux prêtés sur le chargement qui ont contribué à sormer la cargaison, avantage que ne donne pas la police d'assurance.

Cela seroit déciss, sans doute, s'il étoit permis au preneur à la grosse de faire assurer, & qu'il sut question d'une assurance saite sur les mêmes essets entiérement affectés à la grosse; mais c'est tout autre chose dans l'espece de cet article, ou pour ne pas le mettre en contradiction avec le 16 du titre suivanr, (si encore un coup il n'y a pas eu de méprise,) il faut supposer, par exemple, un chargement de 20000 liv. dont une moitié est affectée à un contrat de grosse, & l'autre est assurée.

Si le Commentateur eût fait attention à cette hypothese, il n'auroit pas trouvé juste la préférence donnée au prêteur sur l'assureur, ou du moins il

LIV. III. TIT. V. des Contrats à grosse aventure, ART. XVIII. 21' auroit été fort embarrassé à la justifier; car enfin si les deniers prêtés ont servi à completter le chargement des 20000 liv. ils ne l'ont pas formé en entier; ils n'y ont contribué que pour moitié. Aussi en considérant le prêteur comme propriétaire des effets achetés de ses deniers, ce ne peut être absolument que jusqu'à concurrence de cette même moitié.

Or, n'ayant que moitié dans ce chargement, sur quel principe lui attribuer tout ce qui sera sauvé du naustrage, si ce qui est sauvé ne compose que la moitié des essets qui ont sormé le chargement total? Peut-on dire alors que c'est sa chose qui est sauvée en entier, tandis qu'il n'avoit que moitié dans

le chargement qui a essuyé le naufrage.

La condition du prêteur à la grosse peut-elle être dissérente & meilleure; lorsqu'il prête un chargement qui excede de moitiésa somme, que lorsqu'il prête sur un chargement qui ne fait qu'égaler la somme? Dans ce dernier cas; la perte qui arrivera par, naustrage ou autre fortune de mer, tombera nécessirement sur lui, & dans le premier il ne perdra rien, si du naustrage on peut sauver de quoi remplir sa somme; en telle sorte qu'il renverra toute la perte sur l'autre moitié du chargement? Ne sent-on pas qu'il y auroit là une injustice criante?

Lorsqu'une chose périt, elle périt pour le compte de tous ceux qui y ont intérêt; & si l'on en sauve quelque portion, elle doit être distribuée entr'eux tous à proportion de l'intérêt d'un chacun. Ainsi dans l'espece proposée, le chargement ayant péri, ç'a été pour le compte commun du prêteur à la grosse & du preneur, puisqu'ils s'y étoient tous deux intéressés par moitié. Par identité de raison il saut donc dire que ce qui en a été sauvé doit se partager aussi par moitié entr'eux.

Envain opposeroit-on que le prêteur n'a pas entendu contracter de société ou communauté dans le chargement avec le preneur; que c'est un prêt qu'il lui a fait sur ce chargement, & qu'ainsi il faut le payer dès qu'il restera de

ce chargement, malgré le naufrage, de quoi le satisfaire.

Afin que ce raisonnement sût valable, il saudroit que tout le chargement eût été sait des deniers du prêteur, & dans notre hypothese ils n'y ont contribué que pour une moitré. Il n'y a donc eu par là, de plein droit, une société & communauté entre lui & le preneur par rapport à cet objet; d'où il s'ensuit que la perte & le sauvement ont été nécessairement pour le compte commun.

Pourquoi, encore une fois, les effets du chargement étant réluits à moitié par le naufrage, le prêteur ne perdroit-il rien, tandis que le preneur perdroit la moitié qu'il avoit dans le chargement? Seroit-ce parce qu'il auroit voulu courir les risques de sa moitié? Mais outre qu'à ce compte on ne pourroit pas assigner la perte sur sa moitié, plutôt que sur celle dont le prêteur a couru les risques, c'est qu'on ne voit nullement pourquoi le preneur à la grosse seroit de pire condition en ce cas, que s'il avoit emprunté encore d'une autre personne de quoi remplir le montant du chargement; alors tout étant affecté aux deux prêteurs à la grosse, la perte les regarderoit sûrement tous deux, & ce qui seroit sauvé du naufrage leur appartiendroit aussi à tous deux.

Le même principe de décision s'applique naturellement à l'espece, puisqu'il ne peut y avoir aucune raison de dissérence; le preneur qui a voulu courir les risques de la moitié du chargement, étant à l'égard du prêteur à la grosse

¹ur l'autre moitié, ce qui seroit un second prêteur à qui il auroit fait courir

les risques de la moitié qu'il s'étoit réservée.

Or, si tout cela est vrai du preneur au donneur à la grosse, cela l'est tout de même entre le prêteur & l'assureur du preneur, puisqu'il n'est pas douteux que l'assureur n'entre dans tous les droits de l'assuré, à l'esset d'exercer les mêmes actions, & de former les mêmes exceptions que l'assuré.

Cet article ne doit donc pas être pris à la lettre pour l'espece que je viens d'établir. Il seroit alors contre les principes aussi bien que contre toute justice, de préférer le prêteur à la grosse contre l'assureur, dans un temps qu'ils sont tous deux copropriétaires de la chose; l'un à cause de son prêt, l'autre à raison

de son affurance qui le met au lieu & place du preneur.

Si l'on veut, au reste, saire abstraction de toute idée de copropriété, il y aura lieu de considérer le prêteur à la grosse comme un assureur, & il n'est que cela en esset, à le bien prendre, à cela près que la prime qu'il stipule est plus sorte, en considération de l'avance qu'il fait de son argent. Or, entre assureurs, nulle présérence; & asin que lon comprenne tout d'un coup que la décision de notre double question entre le preneur & le prêteur, & ce dernier avec l'assureur doit absolument être la même, il n'y a qu'à observer que de même que l'assureur représente le chargeur assuré; de même le preneur, chargeur au-delà du prêt à la grosse, représente un assureur ou un autre prêteur à la grosse, dès le moment qu'il court le risque de cet excédant; parce qu'a-lors il devient son propre assureur, ou bien c'est tout comme s'il se prêtoit à lui-même la somme dont il prend les risques sur lui.

En faisant décider le contraire à notre article; c'est-à-dire, que dans tous les cas le donneur à la grosse doit être préséré à l'assureur, sans considérer si le chargement a excédé ou non la somme prise à la grosse, ce seroit donc, encore une sois, lui saire porter une décision incompatible avec les principes

& les regles de la justice.

C'est pourquoi, à fin d'éviter un tel inconvénient, je voudrois les restrein-

dre à l'espece que voici.

Le preneur à la grosse n'a chargé que les effets achetés des deniers par lui empruntés à cette sin. Dans la suite il a appris que ces marchandises ont été vendues au lieu de leur destination, un prix si avantageux, qu'elles ont donné un profit considérable. Sur les effets chargés en retour, & dont la valeur excede la somme prise à la grosse, il juge à propos de faire assurer jusqu'à concurrence de cet excédant: cette assurance est licite, sans difficulté, comme n'ayant rien

de contraire aux défenses portées par l'art. 16 du tit. suivant.

Ceci présupposé, le navire sait nausrage au retour, & il se trouve que les marchandises sauvées sont avariées de maniere qu'il n'y a pas de quoi remplir le prêt à la grosse & le montant de l'assurance. Dans cette hypothese, à la bonne heure, qu'aux termes de notre article le donneur à la grosse doive être préséré à l'assureur, sur le prix des essets sauvés; & la raison en est plausible, puisque tous ces essets proviennent directement de la somme par lui prêtée à la grosse, au moyen de quoi rul n'en peut prositer à son préjudice; en core cela ne seroit-il pas sans question, cessant la disposition de notre article.

Mais aussi la présérence ne lui est due que pour son capital seulement, attendu que la circonstance du naustrage ne permet pas de dire que les effets sont LIV. III. TIT. V. des Contrats à grosse eventure, ART. XVIII.

arrivés à bon port: il doit même s'estimer trop heureux de ce qu'il y a assez

d'effets sauvés pour le remplir de son capital.

Voilà une façon d'interprêter notre article, qui le concilie avec l'équité & la droite raison, au lieu que ce seroit toute autre chose si l'on en concluoit que le donneur à la grosse devroit être préséré tout de même quoique le chargement primitif excédât de beaucoup la somme empruntée à la grosse.

Cette interprétation étant toute nouvelle, quelque naturelle qu'elle m'ait paru, après y avoir long-temps réfléchi, j'ai bien compris qu'ellene passeroit pas sans contradiction; c'est ce qui m'a engagé à la communiquer à plusieurs personnes versées dans la connoissance & la pratique des contrats maritimes.

De ces personnes, les unes l'ont approuvée sans hésiter, les autres l'ont trouvée consorme au droit commun & à la raison; mais en même temps elle leur a paru hasardée contre les termes de notre article, qui, selon eux, ne

souffrent aucune modification ni restriction.

Je n'avois garde de manquer, dans cette occasion, de consulter sur un point aussi intéressant, M. Emerigon, célebre Avocat du parlement d'Aix, & Confeiller à l'Amirauté de Marseille; je n'avois garde, dis-je, d'oublier ce savant Jurisconsulte, qui m'a sourni, avec une générosité peut-être sans exemple des secours si abondans pour cet ouvrage, qu'à proprement parler, c'est autant le sien que le mien, sur-tout pour la partie de la Jurisprudence: j'en sais l'aveu avec une satissaction qui répond à la vive reconnoissance que je lui dois, & qui durera autant que ma vie.

Par malheur il n'a pu se résoudre à être de mon sentiment, & c'est à regret que, ne croyant pas devoir changer, je me vois obligé de combattre les objections qu'il m'a faites, approuvées par ses confreres, Mrs. les Officiers de

l'Amiraute de Marseille.

Ces objections, les voici:

Le principe est que, par le moyen de l'abandon, l'assureur est mis à la place de l'assuré; il le représente & il n'a pas plus de droit que lui sur les estets sauvés. Assecurator respectu, assecuration pousse dici tertius eum re-

» presentat: Casa Regis, disc. 10, n. 39 & suiv.

De l'assuré (respectivement preneur) ne pourroit pas venir en concours avec le donneur, suivant la regle du droit, qui nous apprend, que le créancier se le débiteur ne viennent jamais en concours, & que le créancier est préféré même à celui qui a été subrogé à son hypotheque, pour la partie du prix déjà payée.

Donc que l'assureur qui est simplement subrogé à l'assuré, qui tient sa place & qui le représente, ne doit point venir en concours avec le donneur qui est un créancier qui ne peut être privé de sa créance que par la perte de la

» chose.

- » Il y a plus, les deniers donnés à la grosse donnent l'être à la chose, & font infiniment plus savorables que l'assurance, quæ est simplex assumptio periculi. Ainsi le donneur trouvant des essets sauvés du nausrage, qui forment en quelque maniere son propre bien, doit être préséré à l'assureur, lequel ne peut toucher aux essets qu'en vertu de l'abandon, & comme représentant » l'assuré.
 - En un mot, la loi l'a établi de la sorte, peut-être encore parce que le

contrat à la groffe est infiniment plus utile au commerce que la simple af-

Telles sont les raisons dont M. Emerigon me sit part dans sa lettre du 5 Juillet 1755. J'y répondis sans différer le 22 du même mois en ces termes: " J'ai si bien compris, Monsieur, que l'assureur n'avoit pas plus de droit que " l'assuré, que j'ai soutenu que le droit du prencur à la grosse seroit le même, » quand il n'auroit pas fait affurer, en considérant alors le preneur, comme » étant son propre assureur.

Le créancier & le débiteur, dites vous, Monfieur, ne viennent jamais en concours, le créancier est préséré même pour le reste de son dû, à un tiers

qui lui en a payé une partie, quoiqu'avec subrogation.

» Cela est vrai, in eodem sujesto, à moins que le créancier n'ait consenti » volontairement la subrogation sans réserve de présérence, Mais cela n'a pas » d'application à l'espece, où il s'agit d'un prêt à la grosse sur un chargement » plus confidérable que la fomme empruntée, & d'un navire qui a fait naufrage. » Alors toute idée de créancier & de débiteur en concours, s'évanouit & sauve » qui peut. Le prêt à la grosse n'a plus d'effet que pour donner droit au prê-» teur de réclamer les effets assujettis à son contrat, & jusqu'à concurrence feulement.

» Or; dans l'espece proposée d'un chargement de 20000 liv. sur lequel il so n'y a qu'une fomme de 10000 liv. prife à la grosse, peut-on supposer que » les 2000 liv. en entier soient affectés au prêt, & que ce prêt ait donné l'être » à la chose, de maniere que le prêteur soit fondé à dire que les 20000 liv. sont fon propre bien? Cela n'est vrai réellement, ou par fission, que jusqu'à no concurrence de sa somme de 10000 liv. C'est donc le cas de ne l'admettre à » réclamer les effets fauvés de ce chargement de 20000 liv. que pour moitié ; » puisque ce n'est que cette moitié qui est censée lui appartenir, & que l'autre moitié ne lui doit rien; autrement il s'ensuivroit que, si du naufrage on sau-» voit la moitié du chargement, il ne supporteroit aucune portion de la perte » contre la nature de son contrat qui le soumet aux risques & périls de la mer. » Pourquoi seroit-il de meilleure condition dans l'espece que si le chargeur a eût emprunté à la grosse, sur le même chargement, une autre somme de

n 10000 liv. pour ne courir aucun risque? Dans ce cas la contribution sur a les effets sauvés du naufrage, feroit-elle aucune difficulté entre les deux donm neurs à la grosse? Or que le chargeur, au lieu d'obliger à la grosse cette » autre moitié du chargement, l'ait fait assurer, ou qu'il en ait pris les risques

m sur lui, n'est-ce pas la même chose?

» L'article de l'Ordonnance qui donne la préférence au prêteur à la grosse, ne seroit donc pas résléchi, s'il falloit appliquer la disposition à un charm gement plus considérable que le prêt, car, enfin, ce prêteur n'a aucun ma droit acquis sur la portion excédante, autrement l'emprunteur seroit bien mal avisé s'il chargeoit au-delà de la valeur de la somme, puisque dans ce a cas tout le péril seroit pour lui à la décharge du donneur à la grosse.

» Vous voyez, Monsieur, qu'il n'est plus même questionici de l'assureur en m concours avec le prêteur à la grosse. Que sera ce-donc si l'on fait attention à » la faveur que mérite le contrat d'assurance? L'Ordonnance a décidé que le e donneur à la grosse étoit préférable à l'assureur : mais est-ce dans l'espece

» proposée ?

LIV. III. TIT. IV. des Contrats à grosse aventure, ART. XVIII. 25.

proposée? En tous cas, c'est ce dont je me plains d'aurant plus que le contrat de grosse, loin d'être aussi utile au commerce que l'assurance, en est au contraire la ruine. Aussi quand nous voyons ici un Armateur prendre fréquemment de l'argent à la grosse, nous en concluons qu'il est près de manquer; parce qu'en esset les profits maritimes doivent l'écrasser. Au lieu que l'assurance, dont la prime n'est rien en comparaison, prime encore qu'il ne paie qu'au retour du navire, est une précaution de sa part qui annonce qu'il fait proncommerce avec prudence & sagesse.

» Lassurance, est simplex assumptio periculi; mais le prêt à la grosse est-il » autre chose de sa nature? La dissérence que je trouve entre les deux con-» trats, est que sans assurance on ne sauroit entreprendre un grand commerce, » & qu'avec le prêt à la grosse on ne sauroit le continuer deux ou trois ans, » parce que l'intérêt maritime enleve nécessairement tous les profits, & le plus

« souvent entame le capital.

Je finissois en demandant à M. Emerigon, s'il avoit d'autres objections à me proposer, attendu que c'étoit là un point d'une extrême conséquence,

& qui méritoit un éclaircissement entier.

Il me répondit par sa lettre du 10 Septembre suivant, » qu'ayant proposé » la question au Tribunal de l'Amirauté, l'avis unanime avoit été que notre » article 18 avoit eu pour sondement unique la faveur du commerce; que c'est » l'argent donné à la grosse qui procure les armemens & les chargemens, & qui facilite la navigation; que c'est la raison pour laquelle on a donné à de » pareils contrats un si grand privilege. Il ajoutoit que tous mes raisonnemens avoient paru exactement conformes au droit commun; mais que les loix maritimes ont des principes particuliers, suivant cette réponse de l'Empereur Antonin, ego quidem mundi dominus, sed lex maris.

C'est au public à juger maintenant si j'ai eu tort ou non de ne pas me rendre

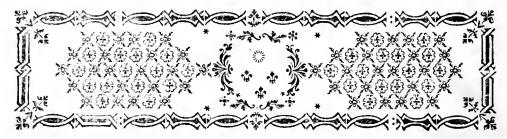
à cette folution.

Je ne parle point de l'Anonyme qui, dans le mercure de France du mois d'Août 1756, pag. 121, à cru pareillement qu'il falloit prendre notre article à la lettre, parce que les raisons qu'il donne pour appuyer son avis, n'ajou-

tent rien, & sont même fort inférieures aux objections ci-dessus.

Je ne parle point non plus de celui qui, dans un précédent mercure, avoit feint de croire qu'il pouvoit y avoir une faute d'impression par rapport à cet article, dans les exemplaires qu'il avoit vus; parce qu'il n'est que trop vrai que tous les exemplaires s'accordent en cette partie. Il ne présentoit ce doute que pour faire faire des réslexions sur notre article, dont il ne pouvoit pas plus que moi gouter la décision, prise au moins à la rigueur.





TITRE VI.

DES ASSURANCES.

ES Loix Romaines, comprises sous les titres de Trajecticia pecunia & de nautico sanore, sont applicables au contrat d'assurance, tout comme au contrat de prêt à la grosse, puisque tous deux dérivent du même principe, & ont pour base le péril que prennent respectivement sur eux l'assureur & le prêteur.

Aussi la glose sur la loi, nibil interest, 4 ff. de nautico sænore, a t-elle adapté cette loi au contrat d'assurance, & Dumoulin, de usuris n. 93 & 97, s'y est consormé, après avoir établi la dissérence qu'il y a entre l'assurance & la

gageure.

L'assurance, dit-il, se fait entre le marchand à qui appartient la chose assurée, & l'étranger qui, n'ayant aucun intérêt à la propriété & conservation de la chose, en prend néanmoins sur lui le péril; au lieu que la gageure se fait entre deux étrangers, qui n'ont ni l'un ni l'autre aucun intérêt à la chose.

Les Docteurs se sont beaucoup satigués dans la recherche de la nature de ce contrat; ils ont demandé à ce sujet, tour à tour, an sit sponsio, an contractus qui re constet, an stipulatio, an sidejussio, an litterarum obligatio, an venditio, an locatio, an societas, an mandatum, an contractus innominatus vel nominatus? Mais tout cela est inutile & de pure subtilité. Il sussit de savoir que l'assurance maritime est un contrat, par lequel un particulier, ou une compagnie, promet à celui qui a un intérêt dans un vaisse au dans son chargement, de le garantir de toutes les pertes & dommages qui arriveront par cas sortuit & sortune de mer, au navire ou au chargement, pendant le voyage, ou durant le temps des risques, moyennant une somme qui doit lui être payée par l'assuré. Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 5, n. 4 & 5, fol. 169. Stypmannus ad jus maritimum, part. 4, cap. 7, n. 262. sol 453. Stracha, de ass. in proèmio, sol. 11, n. 46. Bornier, sur l'art. 7, tit. 12 de l'Ordonnance de 1673; en un mot tous les anteurs qui en ont parlé.

On dit l'assurance maritime, parce qu'il ne doit être ici question que de celle-là, & nullement de celle qui se fait pour les voyages parterre, ou pour garantir les propriétaires de maison, du danger du seu & des autres accidens, comme on le pratique en Angleterre; & comme se propose de le faire la Compagnie d'assurance nouvellement établie à Paris, suivant son Réglement du 29 Mars 1754. Il y a aussi de pareilles Compagnies d'assurances dans les Du-

chés de Lunebourg, de Zell, de Brême & de Verden. Journal Historique du

mois de Mars 1755, pag. 217.

Ce contrat d'assurance maritime, qui des Italiens a passé chez les Espagnols & ensuite en Hollande, au sentiment de Stypmannus, Loc. cit. part. 4, cap. 7, n. 9 & seq. fol. 438; de Cleirac sur l'art. premier, chap. premier du Guidon, pag. 218, & de quantité d'autres Auteurs, est maintenant en usage chez toutes les Nations commerçantes; & il est si favorable que, sans son secours, le commerce par mer ne sauroit se soutenir. Il ne seroit pas naturel en effet qu'un Armateur risquât toute sa fortune & même celle d'autrui; sans compter qu'il ne pourroit alors saire naviger que très-peu de navires; au lieu qu'au moyen de l'assurance qui se distribue ordinairement entre un grand nombre de personnes, il est en état de faire de grandes entreprises sous le cautionnement de ses assure, qui dédommagent des pertes qu'ils essuient de temps à autre, par les primes qu'ils gagnent sur les vaisseaux qui arrivent à bon port.

Feu le sieur de Montaudouin de Nantes avoit entrepris un grand ouvrage sur les assurances maritimes & les avaries. Mercure de France, Décembre 1752, second volume, p. 46 & 47. Ce célebre Négociant étoit effectivement trèshabile, & avoit de grandes vues de commerce, mais il se livroit quelquesois à des idées singulieres, auxquelles il ne tenoit pas néanmoins dès qu'on lui

en faisoit appercevoir l'illusion ou le danger.

ARTICLE PREMIER.

Pérmettons à tous nos Sujets, même aux Etrangers, d'affurer & faire affurer, dans l'étendue de notre Royaume les navires, marchandises & autres effets qui seront transportés par mer & rivieres navigables; & aux affureurs de stipuler un prix pour lequel ils prendront le péril sur eux.

Permettons à tous nos Sujets, nobles & roturiers, fauf les Ecclésiassiques, parce que tout commerce leur est interdit. Voyez suprà l'art. premier, tit. 8 du liv. 2.

Par la raison que ce contrat est de toutes les nations, & qu'il est extrêmement savorable, le Commentateur qui a puisé une bonne partie de ses obfervations sur cet article dans le Guidon de la mer, art. premier, p. 218 aux notes, s'est trompé en prenant à la lettre ces mots, dans l'étendue de notre Royaume, pour en conclure que lassurance doit se faire réellement dans l'étendue du Royaume, & non dans les pays étrangers. La verité est au contraire, & l'expérience constante des dernieres guerres l'a construée, que les assurances peuvent se faire au prosit des François, par toutes sortes de personnes étrangeres ou regnicoles, & aussi bien en pays étranger que dans le Royaume; même chez ceux avec lesquels on est en guerre. Et, parce que dans le commerce maritime tout doit être réciproque, il n'est pas douteux non plus que les François ne puissent aussi valablement assurer des étrangers qu'ils s'en sont assurer; pourvu néanmoins que ce ne soit pas en temps de guerre, les

Dij

ennemis de l'Etat. Il est pourtant vrai qu'ils assurent très-rarement les étrangers. De stipuler un prix. Ce prix s'appelle prime, parce que naturellement elle doit se payer d'avance; & cela se pratique le plus communément en Angleterre. Mais en France, elle ne se paic en général qu'au retour du navire, ou après qu'elle est gagnée par la cessation des risques. Il y a pourtant quelques places maritimes, comme Rouen & Marseille, où, sans convention contraire, la prime se paic esse étivement d'avance, soit en argent, soit en billets, qu'on appelle billets de prime, & qui sont de la compétence de l'Amirauté, comme étant la suite d'un contrat maritime. Voyez suprà, tit. de la Compétence.

A Rouen cet usage estancien, comme il résulte de l'article 16, chap. 15 du Guidon. Dès-lors l'étranger de la ville devoit payer comptant la prime, ou donner caution, ou faire son billet, souscrit par un habitant de la ville, pour sûreté du paiement. A l'égard de la ville de Marseille, voyez instà l'art. 6.

Au surplus, la prime est toujours acquise à l'assureur, quoiqu'il arrive; de maniere qu'en cas de perte, il l'a déduit sur la somme qu'il a assurée: & c'est principalement en quoi l'assurance differe du contrat de prêt à la grosse, où le prêteur, en cas de perte totale de la chose affectée au prêt, n'a absolument rien à prétendre pour les risques qu'il a courus. Mais aussi le navire arrivant à bon port, le prosit maritime qu'il retire, est d'une toute autre conséquence que la prime acquise à l'assureur.

Pour ce qui est du taux de la prime, il dépend absolument de la convention, eu égard à la nature & à la longueur des risques. Puffendorf, traité du

droit de la nature & des gens, liv. 5, ch. 9, §. 8.

Dans la précédente guerre nous l'avons vu monter jusqu'à quarante-cinq & cinquante pour cent; & dans celle-ci, il semble que les assureurs ne veulent pas s'en contenter. Durant la paix, pour un voyage de Saint-Domingue, allant & venant, le prix commun, qui est la regle que Grotius veut que lon suive, Tractat. de jure belli & Pacis, lib. 2, cap. 12, §. 23; est de sept, huit ou neuf pour cent, suivant que les navires partent ou retournent en hyver ou en été. Mais ensin, je le répete, c'est la convention qui en décide, & on se regle toujours sur le plus ou le moins de risques.

Il est à observer, que lors qu'un étranger assure un François, l'assurance doit être réglée par les dispositions de notre Ordonnance. Argument de cet article & du vingt-neuvieme des assurances d'Amsterdam, dans Cleirac, pag. 373. C'est une maxime; mais les Anglois ne l'adoptent qu'autant que notre loi leur est plus savorable que la leur; & comme ils n'assurent jamais que la prime ne leur soit payée d'avance, & qu'ainsi n'ayant à plaider qu'en désendant, il faut se pourvoir contr'eux dans leur pays; ils se prévalent alors de leurs loix, lorsqu'ils y trouvent leur avantage, & il y a nécessité d'en passer par-là.



ARTICLE II.

E Contrat appellé Police d'Assurance sera rédigé par écrit, & pourra être fait sous signature privée.

E Commentateur, qui a encore pris dans le Guidon de la mer, chap. premier, art. 2, ce qu'il observe en général sur cet article, conclut de ces mots, sera rédigé par écrit, que l'assurance doit être par écrit, à peine de nullité, & que la preuve par témoins ne seroit pas recevable, quand même

il s'agiroit d'une somme au-dessous de 100 liv.

Il a tout de même rejetté la prime testimoniale, en sait de prêt à la grosse, sur l'art. premier du tit. précedent, ou son avis a été combattu. lei l'on pense qu'il s'est également trompé, quoique cet article dise positiviment, sera rédigé par écrit; au lieu que l'autre, parlant des contrats à la grosse, déclare simplement, pourront être faits: car enfin l'article n'ajoutant pas, à peine de nullité, l'onne peut pas l'y suppléer. Ainsi nul doute, consormément au droit commun que la preuve d'une convention d'assurance, aussi bien que d'un prêt à la grosse, ne soit recevable par témoins, s'il s'agit d'une somme de 100 liv. & au-dessous.

A quelque somme même qu'elle puisse monter, l'allégation est recevable; & celui à qui la convention est opposée ne peut s'en désendre qu'en assirmant par serment qu'il ne l'a pas saite : ce qui exclut par conséquent toute idée de nullité, & prouve que l'écriture n'est nécessaire en pareil cas, que pour constater la réalité des conventions, contre ceux qui pourroient avoir la mauvaise soit de les nier.

Aussi, anciennement beaucoup d'assurances se faisoient-elles sans écrit, & à cause de cela on les appelloit assurances en constance, parce que dit Cleirac, chap. premier, des contrats marimes, art. 2, p. 224, celui qui stipuloit l'assurance, se constoit en la bonne soi & prud'hommie de son assurant, supposant » qu'il l'écrivoit sur son livre de raison: mais, ajoute-t-il, les abus & dissérens » qui résultoient de cet usage, le firent abolir, & l'on a même exigé de» puis que les assurances sussent faites, ou pardevant Notaires, ou par le mi» nistere d'un Greffier des polices dassurances. »

C'est sans doute par ces motifs que, par Edit du mois de Décembre 1657, surent créés deux Offices de Notaires-Gressiers des Assurances, en chacun des Sieges d'Amirauté du Royaume, avec privilege exclusif; en saveur de ces Gressiers, de recevoir & passer tous contrats maritimes, polices d'assurances & de chargemens, chartes-parties, assirétemens, obligations de grosse aventure, & de tenir registre & contrôle des connoissemens sous signature privée.

Mais le préjudice que le commerce auroit reçu de cet établissement, s'il eût eu lieu, empêcha l'exécution de cet Edit, qui pourtant ne paroît pas avoir été révoqué autrement que par les dispositions contraires de la présente Ordonnance. Cet article, par exemple, y déroge au sujet des assurances, puisqu'il permet de les faire sous signature privée.

Pour le bien public & la plus prompte expédition, il y a eu de tous temps, dans chaque ville où l'on est dans l'usage d'assurer, des modeles imprimés de polices d'assurances, contenant les clauses les plus usitées en général, ou dans le lieu; de sorte qu'il n'y a qu'à ajouter dans le blanc les clauses extraordinaires.

Cette pratique très-ancienne avoit toujours été reconnue fiutile, que perfonne n'avoit eu garde de s'en plaindre. Mais les Parisiens s'étant mis, depuis quelques années, dans le goût d'assurer, & plusieurs d'entr'eux n'entendant rien à la matiere des assurances, ils fe sont élevés tantôt contre une clause, tantôt contre une autre: là sous prétexte d'embiguité dans les termes, là parce que telle clause n'étoit pas écrite à la main, quoiqu'on dût mieux la connoitre, étant dans le modele imprimé.

Jusques-là néanmoins il n'y avoit pas grand mal: mais il est arrivé que l'Amirauté de France, Siege au général de la Table de Marbre du Palais à Paris, sensible à ces clameurs, a rendu deux Sentences, l'une le 7 Décembre 1757, l'autre le 19 Janvier 1759, par lesquelles, entr'autres choses, elle a proscrit

l'usage des Polices imprimées. Voyez infrà l'art. 20 in fine.

Au surplus, que le contrat d'assurance soit sait pardevant notaires ou autres personnes publiques, ou par sous-seing privé, il est également exempt du droit de contrôle, en saveur du commerce, aux termes de l'Arrêt du Conseil du 12 Août 1732, qui suit.

ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT

DUROI,

Concernant le Contrôle des Contrats & Polices d'Assurances.

Du 12 Août 1732.

EXTRAIT DES REGITRES DU CONSEIL D'ETAT.

E Roi s'étant sait représenter, en son Con-Le feil, les diflérens Mémoires remis par les Echevins & Députés du Commerce de la ville de Marseille, les Syndics des Courtiers Royaux de change, & par le College des Notaires Royaux de la même ville; contenant que les Polices d'assurance, quoique comprises dans les Tariss du contrôle, en avoient cependant été réellement dispensées par l'usage, jusqu'en l'année 1726, que les Sous-fermiers ont voulu les y affujettir; que cette nouveauté a entiérement fairten l'er ce commerce, qui étoit autrefois fort confidérable, les Négocians ayant pris le parti de faire affurer dans les pays étrangers, de forte que les Sous-fermiers n'ont tiré aucun avantage de cette tentative: Et Sa Majesté voulant de plus en plus doni er des marques de la protec-Lion qu'elle accorde au commerce, en lui laissant

toute la liberté qui lui est nécessaire. Oui le rapport du sieur Orry, Conseiller d'Etat, & ordinaire au Conteil Royal, Contrôleur général des Finances; le Roi étant en son Conseil; a ordonné & ordonne, qu'à commencer du jour de la publication du préfent Arrêr, les contrats & polices d'assurance, soit qu'elles soient passées pardevant les Notaires royaux, cenfaux, courtiers agens de change, greffiers des Amirautés & des Jurisdictions consulaires, on autres qui font dans l'utage de les recevoir, foit qu'elles foient faites fous fignatures privées, ne feront plus sujettes à la sormalité ni au paiement des droits de contrôle des actes, dont Sa Majesté les a dispensés, dérogeant à cet effet à sous Réglemens à ce contraires. Enjoint Sa Majesté aux Sieurs Intendans & Commissaires départis dans les Provinces & Généralités du Royaume,

fur lequel toutes Lettres nécessaires seront expé- d'Août mil sept cent trente-deux. diées. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Ma-

de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, jesté y étant, tenu à Marly le douzieme jour

ARTICLE III.

A police contiendra le nom & le domicile de celui qui se fait assurer, sa qualité de propriétaire ou de commissionnaire, les effets sur lesquets l'assurance sera faite, le nom du navire & du maître, celui du lieu où les marchandises auront été ou devront être chargées, du havre d'où le vaisseau devra partir ou sera parti, des ports où il devra charger & décharger, & de tous ceux où il devra entrer, le temps auquel les risques commenceront & finiront, les sommes qu'on entend assurer, la prime ou le coût de l'assurance, la soumission des parties aux arbitres, en cas de contestation, & généralement toutes les autres conditions dont elles voudront convenir.

Out ce qui est prescrit par cet article est extrêmement juste, pour prévenir les surprises qui pourroient être faites aux assureurs & les contestations qui pourroient s'élever au sujet des véritables clauses & conditions de l'assurance.

Aussi tout cela s'observoit-il long-temps avant cette Ordonnance, comme il résulte du Guidon de la mer, ch. 2, des contrats maritimes, art. premier, & de l'art. 3 des affurances d'Amsterdam; de sorte qu'en cette partie, l'Ordonnance n'a fait que donner force de loi à cette ancienne pratique, tirée des us & coutumes de la mer, qui est du droit commun des nations. Stypmannus, ad jus maritimum, part. 4, cap. 6, n. 380 & seq. fol. 462. Kuricke, Diatrib. de assec. fol. 833.

Ce que l'on trouve de plus dans le Guidon, c'est qu'il exige qu'il soit mar-. qué dans la police d'assurance, si la marchandise sera portée à terre par le navire, ou par des alleges; parce que cela fait une différence pour les risques. Mais notre article y. a sussilamment pourvu par ces mots, le temps auquel les risques commenceront & finiront; en conséquence desquels, l'usage est de spécifier exactement dans les polices d'assurance, que les risques ne siniront qu'à l'entiere décharge des marchandises à quai, relativement à l'art. 13 du titre

précédent.

Au surplus, l'intention de l'Ordonnance, en exigeant que la police contienne, le nom & le domicile de celui qui se fait assurer, ... les essets sur lesquels l'assurance sera faite, le nom du navire, du lieu où les marchandises seront chargées & déchargées, est encore de connoître en temps de guerre, si malgré l'interdiction de commerce qu'emporte toujours toute déclaration de guerre, les sujets du Roi ne sont point commerce avec les ennemis de l'Etat, ou avec des amis ou alliés; par l'interposition desquels on seroit passer aux ennemis des munitions de guerre & de bouche, ou d'autres effets prohibés : car tout cela étant défendu, comme préjudiciable à l'Etat, seroit sujet à confiscation, & à être déclaré de bonne prise, étant trouvé, soit sur les navires de la nation, soit sur ceux des amis & alliés, comme il sera observé sur le tit. des Prises.

Cette interdiction de commerce avec les ennemis, comprend aussi de plein droit la désense d'assurcr les essets qui leur appartiennent, qu'ils soient chargés sur leurs propres vaisseaux, ou sur des navires amis, alliés ou neutres. Car assurer les essets de l'ennemi, ou les lui envoyer directement ou indirectement, c'est au sonds la même chose. Il est vrai que la loi 11, st. de publicanis, que l'on cite à ce sujet, ne parle que des munitions de guerre & de bouche, qu'il est désendu de nature de chose de saire passer à l'ennemi: mais l'Ordonnance de 1543, art. 42, & celle de 1584, art. 69, que l'on cite aussi, proscrivent absolument tout commerce direct ou indirect avec les ennemis, aussi-bien que le transport que les navires amis ou neutres pourroient saire des munitions de guerre aux ennemis.

Cependant la conduite que les Anglois ont tenue avec nous dans la précédente guerre, a fait voir qu'ils ne regardoient pas l'assurance comme nécessairement comprise dans l'interdiction de commerce, puisqu'ils assuroient constamment nos vaisseaux & leur chargement, comme en temps de paix, qu'ils sussent dessinés pour nos colonies, pour quelqu'autre port de France, ou pour des pays amis ou neutres. Cela n'empêchoit pas, à la vérité, que les navires étant pris ne sussent déclarés de bonne prise: mais il arrivoit delà qu'une partie de la nation nous rendoit, par l'esset de l'assurance, ce que l'autre

nous prenoit par le droit de la guerre.

Sa qualité de propriétaire ou de commissionnaire. Tous ceux qui se sont asfurer, n'agissent pas toujours par eux-mêmes; ils se servent assez souvent de

commissionnaires.

La regle du mandat est que le commissionnaire doit se rensermer exactement dans les termes du pouvoir qui lui est donné: mais sous prétexte qu'un commissionnaire n'aura eu ordre d'assurer qu'à tant de prime, s'il a excédé, l'assurance ne sera pas nulle pour cela; ce qui arrivera seulement, c'est que l'excédant de la prime demeurera pour son compte, l'assurance tenant pour le surplus contre celui qui a donné l'ordre de faire assurer.

C'est ce qui à été jugé à l'Amirauté de cette ville de la Rochelle, par Sentence du 7 Septembre 1754, entre le sieur Lemoine, négociant à Rouen, &

le sieur Jacques Bonneau, négociant de cette ville.

Celui-ci avoit donné ordre au sieur Lemoine de faire assurer à Rouen une somme de 50000 liv. sur son navire le Reine Esther, dont il étoit fort inquiet, avec déclaration qu'il souhaitoit que la prime ne passat pas trois pour cent.

Le sieur Lemoine n'ayant pu trouver à faire assurer à ce prix, & voyant de quelle conséquence il étoit pour le sieur Bonneau que l'assurance sût faite, attendu que le navire étoit parti de Saint Domingue depuis fort long-temps, crut devoir consentir la prime à trois un quart pour cent.

Immédiatement après cette assurance, le sieur Bonneau ayant eu avis que son navire étoit arrivé, manda au sieur Lemoine de ne pas saire assurer;

mais il n'étoit plus temps.

Sous prétexte que le fieur Lemoine avoit passé ses ordres, le sieur Bonneau lui resusale remboursement de toute prime; ce qui obligea le sieur Lemoine de se pourvoir en justice contre lui.

Ex

Ex bono & aquo. Ne s'agissant que d'un quart pour cent, on auroit pu condamner le sieur Bonneau au paiement indistinctement, parce qu'il est toujours permis, dans l'usage du commerce, aux commissionnaires d'aller un peu au-delà de leurs ordres, lorsqu'ils ne sont pas précis & absolus: mais pour plus de régularité, & pour éviter un appel, la Sentence ne le condamna qu'aux trois pour cent.

Un autre obligation du commissionnaire, est de saire attention à l'état de la fortune des assureurs, l'ordre de saire assurer supposant de nature de chose que le mandataire ne sera choix que d'assureurs d'une solvabilité connue, & d'une réputation entiere. S'il en usoit autrement, il se rendroit responsable en vers son commettant de l'insolvabilité des assureurs; il en seroit garant de plein droit envers lui, comme présumé les avoir choisis de mauvaise soi, pour

peu qu'il y eût preuve que leur dérangement lui étoit connu.

Mais les affureurs faisant leur commerce à l'ordinaire, & étant en plein crédit, lors de la fignature de la police, leur insolvabilité survenant ensuite, n'oblige le commissionnaire qui a stipulé l'assurance de bonne soi, à rien autre chose qu'à en donner avis à son commettant, & à faire résilier la police d'assurance, si les choses sont encore entieres; c'est à dire si les risques sont censés durer encore. Après quoi, c'est à lui à attendre les ordres de son commettant pour savoir s'il veut saire saire une nouvelle assurance ou non; car je ne pense pas qu'il puisse de son ches faire assurer de nouveau pour son commettant; l'ordre de saireassurer, n'emportant nullement de droit, celui de saire saire une seconde assurance si la premiere se trouve caduque & sans esset. Il n'y auroit en tout cas d'exception à faire par équité, qu'autant que la premiere assurance auroit été promptement annullée, & que la seconde seroit au même prix. C'est ce que j'ai répondu le 12 Décembre 1757, à l'occasion d'un parère présenté à la Chambre du Commerce.

On peut faire assurer, pour soi, ou pour le compte de qui il appartiendra, ou ce qui revient au même, pro persona nominanda alors la personne étant nommée, il n'importe en quel temps, s'il n'est fixé par la police, le contrat est valable, de la même maniere que si la personne eût été nommée d'abord, Casa regis, disc. 4, n. 10 & disc. 3, n. 2, 3 & 26. Stracha de assec. gl. 19,

n. 6. Rocus pag. 197 Targa pag. 225.

Une assurance faite dans ces termes, est également bonne en France, si le connoissement y est relatif. Il en peut résulter néanmoins des inconvéniens & des friponneries; aussi n'est-elle guere pratiquée qu'en temps de guerre pour les cas de chargemens simulés; c'est-à-dire, qui paroissent saits pour le compte d'alliés ou de neutres. Alors la clause pour qui il appartiendra désigne assez que c'est un chargement masqué.

Casa regis disc. 5, n. 26, ajoute que celui qui a stipulé l'assurance, ne se libere pas du paiement de la prime, en nommant la personne; sasta nominatione, dit il, stipulator non exit è contractu qui erat, in eo radicatus ab initio.... sed personna nominata accumulatur ipsi contractui. Idem Ansaldus disc. 12 contre

l'avis de Targa loc. cit.

Pour moi je voudrois distinguer. Ou la personne a été nommée avant tous risques commencés, ou elle ne l'a été que depuis. Au premier cas, si l'assureur ne veut pas accepter la nomination de la personne, en libérant celui qui a

Tome 11.

ffipulé l'assurance, il faut qu'il en fasse une signification en regle, avec déclaration qu'il se désiste de l'assurance; & alors l'assurance sera nulle, si celui qui l'a stipulée ne se soumet caution solidaire de la prime. Au second cas, l'assurance pour n'aura besoin d'aucune piece de sormalité pour conserver son action directe pour

la prime, contre celui avec qui il aura passé la police d'assurance.

Delà, il s'ensuit qu'en point de droit, le commissionnaire qui a nommé dans la police la personne pour laquelle il a stipulé l'assurance, ne peut être obligé au paiement de la prime, ni par action directe, ni par action subsidiaire, s'il ne s'est pas engagé expressément en son propre & privé nom. Cependant l'usage du commerce est que l'assureur s'adresse au commissionnaire pour le paiement de la prime, & que sur son resus il le traduise en justice, où il subit volontairement la condamnation, moyennant sa garantie contre son commettant; ce qui est reconnotire que le commissionnaire contracte, en pareil cas, une obligation tacite, personnelle & solidaire; & au sonds cela paroît juste, parce que l'intérêt du commercel'exige; & c'est au commissionnaire à prendre ses mesures & ses sûretés avec son commettant.

Réciproquement le commissionnaire de l'assuré est fondé à faire l'abandon aux assureurs, & à leur demander le paiement de l'assurance, faisant pour l'assuré son commettant, au moins lorsque la somme assurée est payable au porteur de la police, sans qu'on puisse lui opposer qu'au sonds on ne plaide point par Procureur. C'est la Jurisprudence de l'Amirauté de Marseille, renouvellée par Sentence du 27 Juillet 1758, rendue en faveur du sieur Benza, commissionnaire

de Laurent & Jerôme Ghiglino.

Les effets sur lesquels l'assurance sera saite. Si quelqu'un sait assurer comme sienne une chose qui lui est commune avec d'autres, l'assurance n'est valable que pour la portion de l'assuré, à moins qu'il ne sût le ches de la société, ou qu'il n'eût le pouvoir de ses associés, ou ensin que les associés ne l'aient ratisse, rebus integris. C'est lavis de Stracha de assec gl. 10, n. 9. & seq. de

Rocus, p. 189. sic judicatum, à Marseille le 9 Août 1754. Kuricke Diatriba de assec. n. 13, in sine sol. 835 & 836, approuvé par Casa regis, soutient au contraire que l'assurance est valable pour le tout, & que l'assureur n'est pas recevable à la constater; quum etiam, dit-il, id quod commune est nostrum esse dici queat. Je crois qu'il a raison, sur tout si l'assuré a stipulé tant pour ses associés que pour lui; & le seul risque qu'il court alors, c'est leur désaveu, s'il a fait assurer sans leur consentement, ce qui n'empêche pas qu'il ne demeure obligé pour le tout.

Assurance pour Roland seul, déclarée bonne, s'étant trouvé seul intéressé aux marchandises chargées sous le nom de Roland & compagnie. Sentence de

Marfeille du 9 Août 1754.

Auront été ou devront être chargées. L'affurance ne se réfere qu'aux marchandises déià chargées, & non à celles qui l'auront été dans la suite, si l'on n'a stipulé dans la police, chargées ou à charger, ou qui se trouveront chargées. Stracha de assec, gl. 6. n. 9. Rocus p. 182. Casa regis disc. 1. n. 145. & disc. 7. n. 16 & 17 sic judicatum cencies, dit M. Emerigon. Mais c'est une clause à laquelle on ne manque jamais.

Le nom du navire. Il faut que l'assuré prenne garde à ne pas désigner un navire pour un autre; non seulement à ne pas se tromper sur le nom, mais encore sur la qualité du bâtiment; de sorte que s'il appelle vaisseau ou navire, ce qui n'est qu'un pinke, une barque, un bateau, l'assurance est nulle; car quoique sous le nom générique de navire, on entende ordinairement tout bâtiment de mer; cependant, en fait d'assurance, un vaisseau ou navire n'indique absolument qu'un navire à trois mâts, & exclud l'idée de tous autres bâtimens, d'où s'ensuit la nullité de l'assurance, si ce n'est pas dans la réalité un vaisseau à trois mâts. Casa regis disc. 1, n. 27, 29 & 133. Sentence de Marseille du 10 Février 1747; autre du 5 Décembre 1749, consirmée par Arrêt d'Aix du 16 Juin 1752.

Cependant il ne faut pas pointiller sur le nom du navire; ainsi l'assurance faite sur le brigantin nommé le Lyon heureux, désigné dans la police sous le nom seulement de brigantin l'heureux, a été déclaré valable, par Arrêt d'Aix du 2 Mai 1750, error tamen nominis alicujus navis, non attenditur, quando alliis conjecturis constat de inditate navis, dit Casa regis disc. 1, n. 159.

La prime ou coût de l'assurance. On conçoit que c'est à quoi l'assureur ne manque jamais, non plus que le donneur à la grosse, par rapport au prosit maritime qu'il doit gagner; & cela est d'autant plus de conséquence, que la prime ou le prosit maritime, est plus ou moins considérable suivant les circonstances.

Autre chose est en esset de prendre sur soi les risques en temps de guerre, ou lorsque depuis les dernieres nouvelles du navire, il y a lieu de craindre qu'il n'ait péri; & autre chose est de s'en charger en pleine paix, ou lorsque le navire ne tarde pas encore.

Mais il est des assurances & des prêts à la grosse, qui se sont en temps critique & douteux; je veux dire en des circonstances qui sont appréhender une

rupture prochaine, des hostilités, la guerre en un mot.

Alors il est d'usage de se précautionner, & en conséquence les assureurs, en stipulant la prime ordinaire, ajoutent qu'en cas d'événement de guerre, hostilités ou représailles de la part d'une telle nation ou de quelque autre de l'Europe, la prime augmentera de tant, &c. je dis de l'Europe, parce que cette clause de précaution, ne regarde jamais les pirates de profession, dont les

brigandages sont toujours aux risques des assureurs.

Lorsque le mot hostilités est employé dans la clause, & qu'il y a en effet des hostilités commises de la part des nations indiquées; quoique ces hostilités soient injustes & irrégulieres, comme faites avant toute déclaration de guerre, elles ne donnent pas moins lieu à l'augmentation de la prime, que le navire arrive à bon port ou qu'il soit pris, de maniere qu'au premier cas, l'assureur est en droit de l'exiger, & qu'au second, il est sonde à la déduire ou retenir sur la somme assurée qu'il doit payer; & l'assuré ne peut s'en désendre, en exceptant que ces hostilités irrégulieres, laissant l'espérance de la restitution des navires injustement pris, il ne saut les regarder que comme un simple arrêt de Prince, qui ne doit point instuer sur les vaisseaux qui n'ont pas été pris & retenus.

C'est aussi ce qui a été jugé par Sentence de l'Amirauté de Marseille du 1er. Avril 1756, à l'occasion des hostilités commises par les Anglois avant la déclaration de guerre, quoique les vaisseaux & les essets par eux pris, n'eussient pas été consisqués, mais seulement mis en sequestre. Voyez instrà art. 26; une autre Sentence du 18 Avril 1757 contre les assureurs, & un Arrêt d'Aix

conforme du 13 Mai audit an 1757.

A raison de cette circonstance, les assurés prétendoient qu'il n'y avoit la qu'un arrêt de Prince; mais l'arrêt de Prince ne s'entend que d'un véritable arrêt qu'un Roi ordonne dans ses ports ou dans ses rades, & nullement des prises saites en mer à coup de canon ou à force ouverte. Ce sont-là des hostilités réelles, qui quoique injustes, comme contraires au droit des gens, n'y ayant pas de déclaration de guerre, ne donnent pas moins lieu à l'augmentation de la prime stipulée en cas d'hostilités, & à l'abandon ou délaissement aux assureurs.

Mais si la clause n'est que pour le cas de guerre, les simples hostilités, avant toute déclaration de guerre, suffiront-elles pour faire adjuger aux assureurs l'augmentation de prime stipulée, ou au donneur à la grosse l'augmentation

du profit maritime, que le navire ait été pris ou non?

les assurés ont soutenu la négative dans les deux cas, c'est-à-dire aussient dans le cas de la prise du navire, que dans celui de son arrivée à bon port, sondés sur la maxime qui veut que dans les polices d'assurances, de meme que dans les autres contrats synnallagmatiques, on s'en tienne aux clauses & conditions qui y sont insérées, sans y rien ajouter par extension d'un cas à un autre; d'où ils ont conclu que l'augmentation de prime n'ayant été stipulée que pour le cas de la guerre ou déclaration de guerre, les simples hostilités sans guerre déclarée ne pouvoient donner lieu à l'augmentation; comme étrangeres

à la guerre, qui seule avoit fait l'objet de la stipulation.

Les affureurs, de leur côté, ont répondu que l'objection qui leur étoit faite de la part des affurés, n'étoit qu'une pure fubtilité; que dans l'hypothese, il ne s'agissoit point d'entendre la clause, mais seulement de la prendre dans le sens que les parties avoient entendu y attacher de part & d'autre; que si elles n'avoient parlé que du cas de la guerre, c'est qu'elles n'imaginoient pas qu'il y eût des prises à craindre avant que la guerre fût déclarée; qu'il étoit réservé aux Anglois d'exercer sur mer un brigandage inoui jusques-là parmi les nations policées; qu'ainsi on ne devoit pas prévoir précisément un événement de cette nature; mais qu'en prévoyant le cas de la guerre, celui des hostilités y étoit compris de nature de chose, comme ayant les essets de la guerre déclarée, puisque de la part des Anglois, c'étoit une guerre de sait, qui, à la formalité près, opéroit autant qu'une guerre déclarée dans les regles; d'où ils conclusient à leur tour que la prime d'augmentation stipulée, leurétoit due à raison des hostilités survenues, quoique dans les polices d'assurances on cût exprimé que le cas de la guerre.

La voie de conciliation n'étant pas praticable sur une question de cette nature, il a sallu la faire décider en justice, & le singulier est que les assureurs n'ont plaidé d'abord qu'en désendant. C'étoit après tout la position la plus savorable pour eux. On leur demandoit la totalité des sommes assurées sur les vaisseaux pris, sans avoir égard aux offres par eux saites de payer à la déduction de l'augmentation de prime stipulée: par-là leurs moyens de désense acquéroient un nouveau degré de force. Il paroissoit répugner en effet qu'on leur disputât cette augmentation de prime, sous prétexte qu'elle n'avoit été stipulée qu'en cas de guerre, tandis que le fait de la prise qui autorisoit l'assuré à leur faire l'abandon & à leur demander le paiement des sommes assurées, valoit déclaration de guerre à leur égard, & les mettoit dans la même position

que si la guerre eût été véritablement déclarée.

Etoit-il question en esset dans la stipulation de la police d'une guerre déclarée dans les formes? On ne songeoit qu'à la guerre qui paroissoit prochaine & inévitable, qu'aux essets qui en pouvoient résulter par rapport au commerce maritime: on craignoit, en un mot, la prise des navires. C'étoit donc uniquement cette crainte des prise qui occupoit les assureurs & les assurés; & par conséquent, les prises, qu'elles sussent injustes ou régulieres, devoient indistinctement opérer l'augmentation de la prime stipulée au prosit des assureurs pour en faire la déduction sur les sommes assurées.

La contestation portée devant le Juge de l'Amirauté de Dunkerque, elle fut préjugée en quelque sorte en faveur des assurés, en ce que le Juge par Sentence du 17 Mai 1756, condamna les assureurs de payer par provision 75 pour 100 des sommes assurées, & de déposer le surplus jusqu'à la décision du fonds de la question, concernant l'augmentation de prime, sur quoi il or-

donna que les parties instruiroient.

Il s'agissoit d'assurances saites le 23 Juillet 1755 sur des eaux-de-vie & autres marchandises chargées au port de Cette en Languedoc, dans le navire l'Union, dessiné pour Dunkerque. Il étoit stipulé dans chaque police que la prime augmenteroit de 25 pour 100 en cas de déclaration de guerre, avant l'arrivée

du vaisseau au port de sa destination.

Le navire sut pris le 18 Septembre de la même année 1755, & conduit en Angleterre avant toute déclaration de guerre. Sous ce prétexte, les assurés se crurent dispensés du paiement de l'augmentation de prime, alléguant que le cas de la guerre uniquement prévu n'étoit pas arrivé, & conséquemment que les assureurs n'étoient pas en droit de retenir cette augmentation de prime sur les sommes assurées dont ils offroient le paiement sous cette déduction.

Les assureurs dont les droits étoient blessés par les Sentences de l'Amirauté de Dunkerque, en ayant déclaré appel, Arrêt intervint au Parlement de Paris le 6 Août 1756, qui, en infirmant ces Sentences, évoquant le principal & y faisant droit, ne condamna les assureurs au paiement des sommes assurées, qu'à la déduction des 25 pour 100 d'augmentation de prime. Au surplus, en les assujettissant aux intérêts de l'excédent, à compter du jour de la demande, il condamna les assurés de leur remettre les factures, connoissemens & autres pieces nécessaires pour justifier le chargement des marchandises & en tous les dépens,

tant des causes principales que d'appel.

Ce premier Arrêt rendu au profit des sieurs Syndics, Directeurs & intércse sés de la compagnie des assurances générales établie à Paris, appellans & demandeurs en évocation contre les sieurs Robert & Pierre Desaunois, freres, Négocians de Dunkerque, & autres assurés, intimés, a été suivi d'un autre conforme rendu au Parlement de Rouen, le 31 du même mois d'Août 1756. Il s'agissoit tout de même d'une police où l'on n'avoit prévu que le cas de guerre. Le navire avoit été pris avant la déclaration de guerre, & l'assuré ne vouloit pas non plus déduire la prime stipulée par augmentation. Par Sentence arbitrale du 19 Juillet précédent, il avoit obtenu gain de cause; mais l'Arrêt en insirmant la Sentence, l'y condamna avec dépens aussi des causes principales & d'appel.

Par ces deux Arrêts, il a donc été dissertement jugé que les hostilités sont de droit censées comprises dans la clause énonciative simplement de la déclara-

tion de guerre: mais comme dans l'une & dans l'autre espece les navires avoient été pris, les assurés imaginerent que leur tort devoit être dissérent dans le cas où leurs navires étoient arrivés à bon port. Ils dissient que ce qui avoit été jugé en saveur des assureurs dans le cas de la prise du navire, avoit pour sondement le fait même de la prise qui valoit déclaration de guerre à leur égard, qu'alors il étoit naturel de diminuer leur perte: mais qu'il ne s'ensuivoit nullement que l'augmentation de prime leur sût due lorsque le navire étoit arrivé à bon port, parce que alors ce seroit les saire gagnersans qu'ils eussent couru de risques; en un mot, leur saire gagner une augmentation de prime, qui ne pouvoit leur être acquise qu'en cas de déclaration de guerre, ou tout au moins,

de prise équivalente à une déclaration de guerre.

Mais cette nouvelle distinction étoit encore plus subtile que la premiere, la regle étant que le sort des assureurs & des assurés doit absolument être le même à l'actif & au passif. De sorte que l'augmentation de prime étant jugée acquise aux assureurs en cas de prise par hostilités, quoique dans la police on n'eût prévu que le cas de la guerre déclarée, c'étoit avoir préjugé que cette même augmentation leur étoit due aussi, quoique les navires sut ent arrivés à bon port, parce qu'ils n'avoient pas moins couru le risque de la prise de ces navires, que de ceux qui avoient réellement été pris; ils pouvoient être pristout de même, c'en étoit assez. En un mot, les engagemens étant réciproques entre l'assureur & l'assuré; dès que l'assureur est fondé à prétendre une augmentat on de prime pour en faire la déduction en cas de prise de navire; il est sondé tout de même à en demander le paiement, le navire étant arrivé à bon port, & l'on ne sauroit opposer aucune raison valable de dissérence.

Aussi cette question subsidiaire ayant été portée à l'Amirauté de Marseille, a-t-elle été jugée pareillement, en saveur d'un prèteur à la grosse, dont la condition est la même que celle d'un assureur, par Sentence du 30 Janvier 1757; c'est-à-dire, que le profit maritime, dont il n'avoit stipulé l'augmentation qu'en cas de guerre déclarée, lui sût adjugé à raison des hostilités déjà commencées par les Anglois avant toute déclaration de guerre, quoique le navire ne sût pas rendu à sa destination, l'emprunteur à la grosse ayant jugé à propos de raccourcir le voyage, & de saire décharger le navire à Cadix. Arrêt contorme

d'Aix du 28 Juin 1758, au rapport de Boades.

La même question, en fait d'alturance, s'est présentée en 1755 au siege de l'Amirauté de cette ville de la Rochelle, entre les sieurs Syndics & Directeurs de la compagnie d'assurances générales de Paris, demandeurs en paiement d'augmentation de prime, contre le sieur Paul Brossat, Négociant de la Rochelle, qui avoit fait assurer avant toutes hostilités, les marchandises par lui chargées sur le navire l'Hélene de Marseille, dont l'arrivée à bon port avoit été précédée d'hostilités de la part des Anglois, mais avant la guerre déclarée.

Dans l'espece, l'auquentation de la prime n'avoit été stipulée tout de même qu'en cas de guerre, sans parler d'hostilités, & par cette raison le sieur Brossat resusoit de le payer; ce qui donna lieu à un appointement en droit à l'audience du 29 Novembre audit an 1757. Mais à la vue des moyens que la compagnie d'assurances lui sit signer, il se rendit & prévint en payant, la Sentence qui indubitablement l'y auroit condamné.

Cette double décision me paroît absolument dans les regles, comme

étant fondée sur le même principe que les deux Arrêts de Paris & de Rouen ci-dessus citée, ont suivi en condamnant les assurés de soussirir la déduction de la prime stipulée par augmentation, dans l'hypothese des navires pris par simples hostilités. Il n'y a en esset aucune dissérence à faire entre le cas du navire pris, & celui du navire arrivé à bon port, attendu que les risques des assureurs ont absolument été les mêmes dans les deux cas, & que dès qu'ils ont couru le risque de la prise du navire, l'augmentation de la prime ne peut pas plus leur être disputée que lorsque le navire a réellement été pris. Il a plu néanmoins au Parlement de Bordeaux de juger le contraire & d'en saire même un

réglement les Chambres assemblées, par Arrêt du Depuis les hostilités commises par les Anglois, les assureurs n'ont pas manqué dans les polices, d'entendre la clause concernant la guerre, aux hostilités & aux représailles. Par ce moyen les questions que l'on vient de discuter, n'ont plus eu lieu par rapport à ces polices postérieures : mais tout n'a pas été décidé par-là. Comme il est naturel de présumer qu'à la paix les navires injustement pris par les Anglois seront restitués avec dommages & intérêts; les assurés qui ont prévu ce cas, ont soutenu que les assureurs, en recevant l'augmentation de la prime, devoient s'obliger de les faire participer avec eux aux restitutions qui seront saites par les Anglois; & cela par une répartition proportionnée à leur intérêt respectif, en se faisant raison de part & d'autre des intérêts des sommes que les uns auroient payé aux autres. Et cela ayant paru juste, parce que dans la supposition de la restitution, les hostilités seront réparées & regardées en conséquence comme non avenues, on a jugé que les assureurs devoient essectivement saire cette soumission. Ce qui pourtant a été rejetté par l'Amirauté de la Table de Marbre de Paris.

Ensuite pour prévenir les discussions qui pourroient naître à ce sujet, on est convenu dans les principales places maritimes d'un réglement préparatoire : mais ce réglement tout sage qu'il est, ne laisser pas de souffrir des difficultés

dans son exécution.

Il est à observer avant de laisser cette matiere, que s'il a été jugé que la clause en cas de guerre, opéroit autant que celle où les simples hostilités avoient été prévues, ce n'a éte que lorsque la police d'assurance, le contrat de grosse, ou le connoissement avoit précédé toutes hostilités connues, par la raison qu'alors on ne pouvoit pas naturellement imaginer qu'il y auroit des hostilités sans une déclaration de guerre quiles y autorisat. Mais cette raison cessant par rapport aux conventions postérieures aux hostilités, & l'augmentation de prime, du profit maritime ou du fret, n'étant stipulée que pour le cas de la guerre déclarée, il étoit tout naturel alors de prendre la clause à la lettre sans aucune extention; c'est-à-dire de ne faire valoir la stipulation de l'augmentation qu'autant que la guerre fe trouveroit avoir été réellement déclarée avant l'arrivée du navire. Et c'est aussi la judicieuse distinction que l'Amirauté de Marseille à suivie dans sa Sentence du 8 Mars 1758. Les raisons en sont rendues dans une consultation de M. Emerigon, du 17 Février 1759, avec tant de justesse, de solidité & de précision, que j'ai cru que le public me sauroit gré de lui en faire part en insérant ici cette docte & élégante consultation.

UESTIO

Sur la Clause en cas de Guerre.

A I T

E 19 Janvier 1756, les Sieuts Lioncy & Cartier, négocians de la Martinique, chargerent pour le compte de Lioncy freres, & Gouffre de Marseille, 100 barriques & 3 quarts sucre terre, sur le vaisseau la Vierge de bon Rencontre, Capitaine François-Antoine. Ils dresserent eux-mêmes le connoissement, dans lequel ils insérerent que la marchandise seroit portée à Marfeille ou à Bordeaux; & que le Confignataire paieroit 12 deniers par livre, poids net de Marseille; & en cas que la guerre soit déclarée, est-il ajouté, paiera vingt-quatre

Le capitaine refusa de signer le connoissement ainsi dressé, parce qu'il vouloit avoir la liberté indéfinie de défarmer ou à Marseille, ou en tout autre port ami, à cause que les hostilités des Anglois annonçoient une guerre prochaine. Sur cette difficulté, l'Amirauté du Fort-Royal rendit Sentence le 22 du même mois de Janvier 1756, par laquelle le Capitaine fut condamné de figner le connoissement de Lioncy & Cartier , pour Marseille ou pour Bordeaux; n fauf, est-il ajouté, en cas de guerre & d'évémement extraordinaire à faire par le Capitaine » les choses requises; & fanf aussi les droits de n Lioncy & Cartier, ainsi qu'il appartien-» dra. »

En conséquence, le capitaine Antoine signa le connoissement, en cette maniere; » Je dis » pour Marseille, Bordeaux; & en cas de guer-» re, conformément à la Sentence rendue au » Siege de l'Amitauté le 22 de ce mois (de » Janvier 1756.) »

Deux mois après, le vaisseau mit à la voile. Le 9 Mai, se trouvant sur le Cap Trafalgard. le capitaine fut averti par des bâtimens Catalans, des risques qu'il conroit d'être pris au passage du détroit. Cet avis le détermina d'aborder à Cadix, où il arriva le 15 où le 17, il fit ion confulat pardevant le Conful de la na-

Le 18 du même mois de Mai, la guerre fut publiée à Londres.

La nouvelle de l'arrivée du vaisseau à Cadix, étant parvenue à Marfeille, le connoissement fut envoyé au fieur Jean Viail de Cadix, avec ordre de retirer les Marchandises dont il s'agit. Le Capitaine qui avoit déjà désarmé à Cadix, prétendit cependant que le double nolis lui étoit dû.

Le sieur Vial présenta Requête au Consul de la nation, pour obliger le capitaine de luilconfigner les marchandises, moyennant le fret sur le pied de 12 den. Le Capitaine répondit : " Que » le connoissement est pour Bordeaux ou pont Marseille, & qu'actnellement il se dispose à faire voile pour Bordeaux où il portera ledit sncre, aux termes de son connoissement, à moins que le sieur Jean Vial, faisant pour le fieur Rey aîné, ne lui paie 24 deniers. »

Le fieur Vial perfista à demander la confignation des marchandises dont il s'agit; il offrit de donner caution pour le paiement du double nolis, si cette prétention étoit trouvée legitime par les Juges qui devoient en connoître, & il ajonta qu'il se soumettoit » à ce qui seroit » déterminé touchant les autres parties que le Capitaine a délivrées ici (à Cadix) à divers porteurs de connoissemens. »

Le 24 Juillet 1756, le Consul de la nation rendit une Sentence, dont voici le dispositif: » Nous déclarons le Capitaine mal fondé à pré-» tendre porter les 100 barriques 3 quarts sucre » en question à Bordeaux, puisqu'il est prouvé " par son Consulat, qu'il n'y allort pas; & d'ail-» leurs, pour éviter à ces marchandises, les » nouveaux risques que le Capiraine ne doit pas » leur faire courir, nous lui ordonnons de les » remettre au demandeur, en payant audit Ca-» pitaine, comme l'ont fait d'autres chargeurs » à fret qui avoient des marchandifes dans son " bord, le frer sur le pied de 12 deniers : re-» fervant audit Capitaine son recours pont les » autres 12 deniers, suivant qu'il en seta décidé » par les Juges compétens de Maiseille, &c.» Le Capitaine Antoine, arrivé à Marseille,

du double nolis. Sentence du 8 Mars 1758, qui rejetta cette demande.

présenta Requête pardevant le Tribunal de l'A-

micauté contre le sieur Rey l'aine, en paiement

OBSERVATIONS

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

Les voies de fait commises par les Anglois dans les mois de Mai, Juin & Juillet 1754, aux environs de la riviere d'Oyo, annonçoient une guerre prochaine de la part de l'Angleterre, & rendirent les négocians attentifs à pourvoir, autant qu'il étoit possible, à la sûreté de leur commerce. L'on commença dès-lors de stipuler que la prime, ou le change maritime, ou le nolis, seroient augmentés en cas de guerre; & les plus spéculatifs insérerent dans les contrats, la clause: En cas de guerre, hostilités ou représailles.

Bientôt les Anglois donnerent à l'Europe entiere le spectacle étonnant d'un nouveau genre de guerre, inconnu jusqu'alois aux nations policées. Au mépris des traités & de la soi publique, l'Alcide & le Lys surent pris le 8 Juillet 1755. Malgré la parole donnée, l'Amiral Boskawen, devenu Ches de Forbans, s'empara dans le mois d'Août des vaisseaux des pêcheurs François, qui étoient répandus sur le grand Banc de Terre-neuve, & le long des côtes septentrionales; dans ce même temps, l'une & l'autre mer furent insessées d'Escadres Angloises qui se sassificant de nos vaisseaux mai chands.

Plusieurs procès furent la suite d'un tel renversement d'ordre, & l'on sut long-temps à pouvoir caractériser de pareils brigandages.

Etoit-ce une guerre? Mais snivant les principes du droit des gens, l'on ne connoissoit d'autre guerre que celle qu'une Nation déclare à l'autre, d'une maniere publique & solemnelle: L. 24, st. de Capt. post. L. 118, st. de verb. sinis. ibid. Cujac.

Etoient-ce des hostilités? Mais l'on croyoit que les hostilités ne pussent être autre choie que l'effet d'une guerre déclarée: Hostilias ab hoste.

Etoit-ce un arrêt de Prince? Mais l'arrêt est incompatible avec la violence & l'esprit de déprédation.

Etoient-ce des pirateries? Oui, c'étoient des pirateries, mais qui étant autorifées par le Gouvernement Britanique, devoient être confidérées comme de véritables aétes d'hostilités de Nation à Nation, & devoient être comparées à une guerre. En effet par le Mémoire envoyé à la Cour de Londres le 21 Décembre 1755, Sa Majessé demande la restitution prompte & entiere de tous les vaisseaux François. » Et si, » contre toute espérance, (est-il ajouté), le » Roi d'Angleterre se resulte a la requisition que » le Roi lui fait, Sa Majesséregardera ce déni » de justice comme la déclaration de guerre la

Tom, II,

" plus authentique, & comme un dessein formé " par la Cour de Londres de troubler le repos " de l'Europe.

Dans ces circonstances il a été décidé: 1°. Que le brigandage des Anglois étant affimilé à une guerre, donnoit lieu à l'augmentation de prime, stipulée en cas de guerre, hostilités oure-présailles. Ainsi jugé par une soule de jugemens, & entr'autres, par l'Arrêt de la Cour du 13 Mai 1757, rendu au rapport de M. de Jouques, contre la veuve Orgeas, en saveur des assures sur le navire Saint-Domingue, capitaine Eydin.

2°. Il a été décidé en these générale, que la clause indéfinie en cas de guerre ou en cas de déclaration de guerre, avoit la même force que la précédente, & donnoit également lieu à l'augmentation de prime. Ainsi juge par Arrêt du Parlement de Rouen le 31 Août 1756, & par Arrêt du Parlement de Paris le 9 du même mois d'Août, Arrêt semblable rendu par la Cour le 27 Juin 1758, au rapport de M. de Boades, qui condamne Barthelemi Michel, capitaine en fecond du vaisseau la Félicité, & Noël Michel, fa caution, de payer au fieur Barthelemi Boule, l'augmentation du change maritime, stipulée en cas de guerre. Autre Arrêt rendu le lendemain, au rapport de M. Saint-Jean, qui condamne la veuve Planche à payer aux fieurs Elzear Sibon & mabilli, l'augmentation de prime stipulée en cas de guerre. Ces deux Arrêts confirment deux Sentences rendues par le Tribunal de l'Amirauté, qui ne s'est jamais écarté de cette jurisprudence, toutes les fois que la question s'est présentée en these générale, té-

pulée en cas de guerre.

3°. Comme l'augmentation de prime & ou change, devoient être le prix de l'augmentation du risque, l'on a attaché de fixer l'époque des hostilités dans chaque mer.

moin encore la Sentance rendue le 30 Janvier 1757 en faveur du fieur pierre Olive, qui lui

adjuge l'augmentation de change maritime, sti-

Ainfi, à l'égard des vaisseaux qui se sont trouvés en risques après le 24 Août 1755 dans la Manche, & sur les côtes de France du côté de l'Océan, l'augmentation stipulce a eu son esser.

L'époque des hostilités dans la Méditerranée a été le 13 Octobre 1755, jour de la prife du cacapitaine Boyer, conduit à Mahon.

L'époque des hostilités dans les mers des ûles Françoites, se trouve fixée au 29 du même mois d'Octobre 1755, suivant le Réglement fait à Nantes, qui porte. » Que les navires verant » de Guinée à l'Amérique, ou les risques doivent finir, & qui se seront trouvés aux attéra-

n ges des colonies, depuis le 29 Ostobre inclu-» fivement : époque de la premiere prife connue dans les mers des colonies, doivent une aug-» mentation de 28 & demi pour cent, de même » que les navires qui, étant partis de la riviere » de Nantes, avant le 20 Août 1755 pour les n colonies, auroient en des traverlées affez » longues pour ne s'être pas rendu à leur desti-" nation, avant ledit jour 29 Octobre."

De forte qu'on ne peut douter que depuis le 20 Octobre 1755, les hostilités des Anglois ne

fullent connues aux isles Françoiles

QUESTION DU PROCÈS.

Il a été observé ci-dessus qu'en these générale, la clause en cas de guerre, avoit été considérée comme ayant la même force que celle en cas de guerre, hostilités ou représailles.

Mais, dans l'espece présente, l'on a mis une grande différence entre ces deux clauses, atten-

du les circonstances du fait.

Lorsque sur la fin de Janvier 1756, le connoillement dont il s'agit, fut figné à St. Pierre de la Martinique, les pirateries des Anglois y étoient pleinement connues depuis trois mois.

D'où il suit que ces mêmes pirateries ne pouvoient point former l'objet d'une condition, vis-à-vis des parties qui en avoient connoif-

fance.

1°. Il n'y a proprement de condition que celle qui regarde le temps à venir. Tunc potestatem conditionis obtinct, cum in futurum confertur. L. 39, ff. de rebus ereditis, sur laquelle Godefroy dit : Conditio proprie dicitur, qua futurum tempus respicit.

2.º Ainii la condition qui regarderoit le temps préfent ou le temps pailé, n'est pas une condition véritable & proprement dite : Nulla est conditio que in preteritum confertur, vel que in

præsens. L. 10, §. st. de condit institut.

3.º Si dans certains cas, l'on appelle condition; celle qui regarde le passé ou le présent, ce n'est là qu'une condition impropre. Illa quæ confertur in præsens, vel præseritum, dicitur quasi conditio, vel quasi conditionalis stipulatio. Cujas , ad. L. 39 , ff. de reb. credit. Lib. 1. d. fin.

 $Papin_{ullet}$

Comme cette espece de condition est contraire à la nature des choses, on ne l'admet à certains égards, que lorsque celui qui l'a stipulée ou qui l'a appotée, ignoroit la réalité du fait qu'il a eu en vue; ce défaut de connoissance opere alors le même effet que si la chose déjà arrivée, étoit encore future; mais le fait dont on connoit l'existence & la réalité, ne peut Jamais former la matiere d'aucune espece de condition.

Le Droit Romain nous en fournit quelques

exemples.

Je legue à Titia cent écus, lorfquelle se mariera: Si lors de mon testament elle étoit déjà mariée, & que j'en eusle connoissance, le legs ne seroit dû que lors d'un second mariage. Si ita legatum eljet , cum nupferit ; si nupta fuerit , & hoc Testator sciffet, alterum matrimonium erit expectandum. L. '68, ff. de condit. & demonst.

Un pere qui se trouvoit dans le pays étranger, fit son testament, & légua à sa fille une certaine fomme dans le cas qu'elle se marieroit, ubi ea nupfisset; lors de ce testament cette fille étoit dejà mariée. Le Jurisconsulte répond: » Que si le pere ignoroit ce mariage, le legs » est indéfinitivement dû à la Légataire»: Si fillia nupta, fit cum Testamentum, fit sed absente Patre & ignorante, nihilhominus legatum debetur; mais si le pere avoit connoissance de ce mariage, il est censé avoir cu en vue le cas où sa fille passeroit à de secondes nôces: Si cnim hoc Pater non ignorabat videtur de alliis nuptiis sensisse L. 45, S. 2, ff. de Legat. 2.

Cujas, ad hanc Leg. trouve cette distinction fort belle: car, dit-il, si lors du testament le pere ne savoit pas que sa fille fût mariée, il est juste que le legs soit définitivement acquis à la Légaraire, parce que le pere a regardé comme sutur ce qui étoit déjà arrivé. Quoniam præsentia qua nesciebat esse Testator, videtur habuisse pro futuris. C'étoit - là une quasi condition qui opere le même effet que l'accomplissement de la condition vérirable. Mais si le pere, lors du testament, savoit que sa fille étoit mariee, le legs ne fera dû que dans le cas quelle fe remarie; parce que le pere n'est pas censé avoir parlé du mariage actuel qu'il n'ignoroit point, mais bien d'un second mariage: Quoniam non videtur sensisse de præsentibus nuptiis quas non ignorabat, sed de aliis in quarum casum filiæ legatur, id est, si iterum nupserit.

Cette même distinction se retrouve dans les Loix 9, 10 & 11, ff. de condit. & demonstr.

Or, dans le temps que le connoissement dont il s'agit fut dressé & signé à Saint-Pierre de la Martinique, les parties avoient une entiere connoissance des hostilités des Anglois, qui avoient déjà fait diverses prises aux attérages des isles ; voilà pourquoi le capitaine Antoine ne vouloit pas figner le connoissement dans le goût qu'on le lui présentoit, & qu'il fallut une Ordonnance du Juge pour l'y contraindre.

Il est donc sensible que les chargeurs & le capitaine n'eurent pas en vue pareilles hostilités, l'orsqu'ils stipulerent le double nolis en cas que la guerre servit déclarée; mais leur intention sut d'apposer une condition qui dépendit d'un événement sutur & incertain, & qui, par conséquent, ne pouvoit pointêtre purissée par un fait

déjà arrivé & déjà connu.

La clause, en cas de guerre, a été appliquée au cas des hostilités, lorsqu'elle avoit été stipulée avant l'époque des pirateries des Anglois: l'on s'est alors attaché à l'attention des Parties, plutôt qu'à l'écorce des paroles; mais ici la volonté des Parties, & les paroles du contrat, ne peuvent se diviser sans qu'on fasse violence à l'un & à l'autre : car s'il est vrai que l'intention du capitaine n'ait pas été de stipuler un double nolis dans le cas que les Anglois exerceroient des hostilités qu'ils exerçoient déjà, & qu'il n'ignoroit point, il s'ensuit nécessairement que par ces mots, en cas que la guerre soit déclarée, il a entendu une guerre déclarée dans les formes. Si l'on eût eu d'autres idées, l'on auroit stipulé dès le principe le nolis à vingt - quatre deniers, sans avoir recours à un pacte conditionnel.

Une feconde preuve de ce que nous avançons ici, fe tire de la Sentence rendue le 22, Janvier 1756, par l'Amirauté du Fort-Royal, qui condamne le capitaine à figner le connoifsement pour Marseille ou Bordeaux, " Sauf, » (ajoutela Sentence) en cas de guerre & d'é-» vénement extraordinaire à faire par le capi-» taine les choses requises. » L'on ne regardoit donc pas alors les hostilités des Anglois, comme auffi dangereuses qu'une guerre déclarée, & l'on distinguoit ces deux objets sur le sondement qu'on n'avoit à craindre que de la part des vaisseaux du Roi, au lieu que la guerre étant une fois déclarée, les corfaires qui fortiroient des Ports ennemis, multiplieroient les risques. En cet état, le capitaine signe le connoissement en ces ermes: » Je dis pour Marfeille, Bor-» deaux, & en cas de guerre, conformément » à la Sentence rendue au Siege de l'Amirauté " le 22 de ce mois " Il est donc sensible que le double nolis n'a été stipulé qu'en cas de guerre déclarée & proprement dite, & non pas au cas des hostilités qui étant lors actuelles & connues, ne pouvoient former la matiere d'aucune condition.

Une troisieme preuve se tire de ce qui se passa à Cadix. Lorsqu'on demanda au capitaine la consignation des marchand ses dont il s'agit, il répondit qu'il se dispotoit à seire voile pour Bordeaux, où il porteroit le sucre, à moins qu'on ne lui payât le nolis sur le pied de 24 den.

Son Système du double nolis n'avoit donc

pour fondement qu'une prétendue disposition : faire voile pour Bordeaux, mais il n'eut pas la pensée de dire que le double nolis lui fût dû, à cause des simples hostilités avant la guerre déclarée. Il reconnoissoit qu'il falloit continuer le voyage depuis la déclaration de guerre, pour acquérir le double fret. Tel étoit le pacte de son connoissement, & tel étoit le plan de ses défenses pardevant le Consul de la nation.

Il fant donc tenir pour certain, que dans l'efpece particuliere, on n'a pas dû donner à la clause en cas de guerre, la même force qu'à celles qui parloient des hostilités; parce que l'intention des parties à été de distinguer ces deux objets, & que les contrats ne peuvent jamais s'étendre au-delà des bornes que les parties elles-mêmes ont voulu circonscrire.

OBJECTION. La guerre fut déclarée le 18 Mai 1756. Le capitaine fe disposoit à faire voile pour Bordeaux. On a cependant vouln recevoir à Cadix les marchandises dont il s'agit: il est donc juste qu'on paie le nolis, stipulé en

cas de guerre.

RÉPONSE, 1°. La véritable destination du capitaine étoit pour Marseille. La preuve de ce fait est consignée dans la Sentence du Consul de la nation, où l'on tronve ces paroles : " Nous » nous sommes fait représenter le Consulat du » capitaine, dans lequel il est fait mention des " morits qui l'ont obligé de relâcher à Cadix; » entrautres choses que le 9 du même mois » de Mai, étant fur le Cap Trafalgar, il fut " averti par les bâtimens catalans, des risques " qu'il couroit d'être pris au passage du Détroit : n Preuve qu'il ne faisoit pas route pour Bor-" deaux, mais pour Marfeille, pour où d'ailleurs n tout fon chargement étoit destiné, n'ayant pro-» duit que le feul connoissement desdites cent " barriques, trois quarts fucre, qui faile men-» tion de l'alternative des ports de Marleille ou " Bordeaux.

Il est donc incivil que le capitaine demande une réduplication de nolis, pour un voyage qu'il n'a ni fait, ni eu intention de faire.

2°. Changeons la these; si l'on eût voulu contraindre le capitaine de faire voile pour Bordeaux, l'auroit-il fait l'auroit-il pu le saire?

Il ne l'auroit ni fait, ni pu le faire, puisque sa destination n'étoit pas pour Bordeaux, & que la guerre alors déclarée ne lui permettoit de mettre en risque le vaisseau suns un nouvel ordre des armateurs, qu'il n'avoit pas, & que la prudence n'étoit pas de lui donner. En effet, ce navire suite nouveau armé à Cadix, & en partit sous pavillon Espagnol.

Il y a plus : la Sentence de l'Amirauté da

Fort-Royal, dont le capitaine étoit porteur, lui auroit fourni une exception victorieuse, qui l'ent dispensé d'aller à Bordeaux. Le cas de guerre déclarée, prévu par cette Sentence, étoit un événement d'extraordinaire qui l'autotisoit d'aborder, & de s'arrêter en Europe au premier port ami. Ainti le capitaine se trouvant à Cadix en sûreté, auroit sast valoir ce Jugement pour ne

point s'exposer à de nouveaux risques.

Or la loi doit être égale ; s'il est vrai qu'on ne ponvoit point obliger le capitaine à faire voile pour Bordeaux, en lui offrant le double nolis, il s'ensuit qu'il ne peut prétendre ce double nolis sous prétexte d'une disposition imaginaire de faire voile pour Bordeaux, où il n'a jamais en idée de se rendre; car les obligations contenues dans un connoissement, lient égale. ment les chargeurs & le capitaine, ainfi que nous l'apprennent le Confulat de la mer, chap, 83, 87 & 100, l'Ordonnance de la Hanse Tentonique, titre 5, article 5. Stymannus, p. 517. Targa, p. 104 Cleirac, p. 295, n. 11, qui établissent cette regle; que les chargeurs sont obligés envers le patron, de la même maniere que celui-ci l'est envers eux.

3°. Le double nolis stipulé dans le connoisfement, devoit être le prix des risques que le capitaine auroit eu à recourir depuis la guerre déclarée, & ce nolis étoit de toute autre nature que celui stipulé en cas qu'il n'y eût point eu de déclaration de guerre. De sorte que pour donner naissance au double fret, il falloit que les nouveaux risques qu'on avoit prévus eussent commencé; mais tant que le vaisseau étoit dans le port de Cadix, les nouveaux risques n'avoient pas encore commencé, & les choses étoient à

cet égard dans leur état primitif.

Avant que de poursuivre le raisonnement que nous faisons ici, & pour rendre nos idées plus sensibles, transportons-nous au Fort-Royal dans le temps que le vaisseaux alloit mettre à la voile. Si alors les chargeurs eussent voulu retirer leurs marchandises déjà chargées, ils auroient pu les retirer en payant la moitié du fret, suivant l'art. 6, titre du fret ou nolis. Mais cette moitié du fret n'auroir été que de six deniers; & l'on n'auroit pas écouté le capitaine qui auroit prétendu la moitié du double fret, parce que ce double fret n'avoit pas encore pris naissance.

Or, les chargeurs au lieu de retirer les marchandises dans le lieu du chargement, les ont retirées, si l'on veut, pendant le voyage. Quelle étoit leur obligation? L'article 8 du même titre leur imposoit la nécessité de payer le fret entier. Mais ce fret entier étoit celui qui étoit alors actuel, & non celui qui n'avoit pas encore reçu l'être, & qui ne pouvoit le recevoir que dans le cas où le vaisseaux se fût exposé aux nouveaux risques prévus par le connoissement.

Ainfi, quand même le capitaine Antoineauroit été dans une fincere disposition d'aller à Bordeaux, il n'auroit pas pu priver les chargeurs du droit que l'Ordonnance leur donnoit de retirer leurs marchandises, en payant le fret entier au taux qui étoit alors courant vis-à-vis des parties.

Toutes ces confidérations ont porté le Tribunal à débouter le capitaine de fa demande.

Délibéré à Marseille le 19 Février 1759. Signé, EMERIGON, Avocat.

La foumission des parties aux arbitres. Jamais on n'y manque dans les polices d'assurances, mais le Commentateur n'en a pas moins eu tort de conclure que sans cela la police seroit nulle: il n'a pas pris garde à l'article 70 ci-après qui suppose nécessairement qu'une police peut être valable sans soumission à

l'arbitrage.

Et généralement toutes les autres conditions, de maniere qu'aucune des parties ne seroit passecevable à soutenir qu'il auroit été sait d'autres conventions que celles portées par la police, & à demander à en saire preuve par témoins; & cela quand il s'agiroit d'une somme ou valeur moindre de 100 liv. à cause de la regle de droit. Contra scriptum testimonium, testimonium non scriptum non sertur, & de la disposition sormelle de l'Ordonnance de 1667, titre 20, article 2.

Le contrat d'assurance est donc susceptible de toutes les clauses & conditions que l'on veut y insérer, pourvu toutesois qu'elles ne blessent point les bonnes mœurs, la nature & l'essence de ce contrat, ni le droit public irritant & prohibitis. Ainsi il est permis de déroger à notre Ordonnance, par rapport aux articles non négatifs; & c'est ce que prouvent plusieurs articles de ce

titre, entr'autres les 6, 18, 28, 33 & 64; ce qui étoit défendu néanmoins par l'article premier des assurances d'Amsterdam, dans Cleirac, pag. 363.

Au rang des clauses vicieuses & illicites, on peut mettre celle par laquelle il est stipulé quelquesois que les essets chargés en retour des isles, estimés suivant leur valeur aux isles, ne seront sujets à aucune rétraction ou déduction, sous prétexte qu'ils pourroient valoir moins en France. La raison est, qu'il est extrêmement rare, sur-tout en temps de paix, que les retours des isles ne perdent pas considérablement en France; & qu'en quelque temps que ce soit, il est de notoriété que sur les especes d'or & d'argent, il y a un tiers de perte. En cette partie du moins la clause n'est donc pas supportable; & à l'égard des marchandises, la légitimité de la clause devroit dépendre des circonstances du commerce.

Au surplus, c'est sur les clauses & conditions de la police qu'il faut se régler, sans y rien ajouter, par extension d'un cas à un autre. Verba assecurationis potissimé sunt ponderanda. Casa Regis, passim, pracipuè, disc. 1, n. 1 & 107. Stymannus, ad jus maritimum, part. 4, cap. 7, n. 420, fol. 464, decis. Rota Genu, decis. 102, n. 5, & decis. 129, n. 5. Santerna, Tract. de assec. part. 3, n. 38.

Cependant comme c'est un contrat de bonne soi, il saut l'interpréter par l'Ordonnance, & l'usage reçu dans le commerce; la présomption étant dans le doute que les parties ont entendu s'y conformer, s'il n'y a été dérogé dans la Police. Casa Regis, disc. 1, n. 2, & disc. 10, n. 104, Santerna, suprà, n. 1

& 33. Rocus, rag. 231.

Quelques Auteurs prétendent que l'on peut revenir contre ce contrat pour cause de lésion, comme Santerna, part. 3, n. 6. Casa Regis & autres; mais l'opinion contraire, qui est celle de Stypmannus, loc. suprà, cit. n. 716 & seq. est la seule véritable, à cause de l'incertitude de l'événement, & que tout assureur est maître de n'assurer qu'au prix qu'il lui plaît de fixer, comme l'assuré de ne pas s'y soumettre. Voyez Stracha, de assec. in poëmio, n. 48, & le passage où il renvoie

Conformément à ce principe, jugé au Parlement de Bordeaux le 2 Septembre 1757, qu'un assuré qui avoit été condamné par Sentence de payer aux assureurs l'augmentation de prime stipulée, en cas de guerre, hostilités ou représailles, & qui avoit acquiescé à la Sentence, n'étoit pas recevable à en interjetter appel dans la suite, & à prendre des lettres de rescision contre les

actes qu'il avoit passés, approbatifs de ladite Sentence.

Une observation importante à faire, est que si celui qui signe le premier la police d'assurance, y met quelque modification ou dérogation à certaines clauses de la police, imprimée ou écrite à la main; tous ceux qui signent ensuite sont censés ne l'avoir fait que relativement à la même modification. Casa Regis, disc. 1, n. 137. Stracha de assect gloss, n. 2, fol. 80.

Au reste, une police d'assurance est un papier négociable comme un billet à ordre; elle peut même être négociée comme un billet payable au porteur. Sentence de Marseille du 26 Janvier 1752. Ainsi cette négociation ne peut être regardée comme un simple transport, qui, pour saisir a besoin d'être signifié, d'où il s'ensuit qu'elle transfere de plein droit l'assurance à celui en saveur duquel l'ordre est passé, ou qui s'en trouve nanti, l'ordre étant au prosit du

porteur; & cela au préjudice de tous les créanciers du cédant, & des saisses qu'ils pourroient avoir saites sur lui : c'est ce qui a été jugé par la même Sentence.

Il en faut dire autant d'un connoissement de marchandises étant au voyage, & d'une facture aussi de marchandises en mer, ou vendues aux colonies, ou autrement éloignées, de maniere que la tradition réelle ne puisse s'en faire aussi-tôt l'endossement. Dans tous ces cas, la remise de la piece endossée vaut tradition, sans signification. Voyez suprà l'art. 3, tit. des navires.

ARTICLE IV.

Ourront toutefois les chargemens qui seront saits pour l'Europe; aux Echeiles du Levant, aux côtes d'Affrique; & aux autres parties du monde, être assurés sur quelque navire qu'ils puissent être, sans désignation du maître ni du vaisseau, pourvu que celui à qui ils devront être consignés, soit dénommé dans la Police.

Et article qui restreint l'obligation prescrite par l'article précédent, de désigner dans la police d'assurance le nom du maître & du vaisseau, présuppose le cas où celui qui veut se saire assurer ignore absolument sur quel navire ses essets pourront être chargés, & par conséquent le nom du maître; ce qui ne pouvant convenir à un chargement sait en Europe où la correspondance est réglée, prompte & facile, n'est applicable qu'à celui qui sera sait aux Echelles du Levant, aux côtes d'Affrique, ou aux autres parties du monde, de marchandises dessinées pour l'Europe.

On conçoit aisément, en effet, qu'une personne qui a des marchandises dans des pays aussi éloignés, & qui en attend le retour, peut ignorer parsaitement sur quel navires elles lui seront envoyées; & voila pourquoi cet article dispense alors de l'obligation de désigner le navire & le maître, afin de faciliter l'assurance qui, dans ce cas, peut être faite valablement, sur quelque navire que

les effets se trouvent avoir été chargés

Il est vrai que l'article ajoute, pourvu que celui à qui ils devront être confignés foit dénommé dans la police; ce qui est conforme à l'art. 2, chap. 12 du Guidon, de la mer: mais comme il se peut encore que celui qui veut faire assurer les essets qu'il a dans ces pays éloignés, ignore tout de même à qui ils seront adressés ou consignés, aussi bien que le port pour lequel le navire est dessiné, l'usage a permis de déroger à cette derniere condition de notre article dans la police. De sorte que l'assurance sera valable s'il se trouve que des essets aient été réellement chargés pour le compte de l'assuré, jusqu'à concurrence de la somme assurée, en quelque navire que le chargement ait été fait, & quelque soit le port de l'Europe pour lequel il aura été dessiné. Cela a été trouvé juste pour donner un libre cours aux assurances si nécessaires pour le soutien du commerce maritime.

Il est entendu néanmoins, pour prévenir les fraudes ou les surprises, que la police doit exprimer précisément la partie du monde ou les marchandises doivent être chargées: par exemple, les Echelles du Levant, si c'est-là qu'elles doivent être chargées; ainsi du reste, si ce doit être aux isses de l'Amérique, Mississipi ou en Canada.

ARTICLE V.

S I la police ne regle point le temps des risques, ils commenceront & finiront dans le temps réglé pour les contrats à la grosse par l'article 13 du titre précédent.

I L n'y a point d'observations particulieres à faire sur cet article, puisqu'il se résere absolument à l'art. 13 du tit. précédent. V. l'art 5, chap. 15 du Guidon. Le temps où commencent & finissent les risques, est le même à Amsterdam, suivant le modele des polices d'assurances inséré dans Loccenius, de jure marizimo, l. 2, ch. 5, n. 6, fol. 171 & seq. idem. L'Ordonnance de Rotterdam, art. 11. On la trouve à la suite du Traité des Avaries de Quintin Weytsen.

ARTICLE VI.

A prime, ou coût de l'assurance, sera payée en son entier lors de la signature de la Police; mais si l'assurance est saite sur marchandises pour l'aller & le retour, & que le vaisseau étant parvenuau lieu de sa destination, il ne se fasse point de retour, l'assureur sera tenu de rendre le tiers de la prime, s'il n'y a stipulation contraire.

Edroit & par le sens naturel du terme, la prime, qui est le coût de l'assurance, devroit se payer comptant à l'assureur, & en entier lors de la signature de la police. Cela se pratique en esset, de la sorte dans les paysétrangers & en quelques endroits du Royaume, comme il a été observé sur l'art. premier, Maisici & en beaucoup d'autres places, la prime ne se paie qu'après la cessation des risques; c'est-à-dire, qu'après qu'elle est acquise sans retour; & cela est tellement d'usage, qu'il n'est pas nécessaire de l'exprimer dans la police.

A Marseille sans stipulation contraire, la prime est exigible aussi-tôt après

la fignature : Sentence du 23 Mars 1749.

Pour l'aller & le retour. Anciennement la plupart des assurances se faisoient à temps & par mois; sur quoi on peut voir le Guidon de la mer, chap. 1, art. 1 & suiv. aux notes. La prime des mois assurés se payoit toujours d'avance; & si le vaisseau n'étoit pas de tetour dans le temps sixé par l'Assurance, l'assureur n'étoit plus tenuà rien, & conservoit sa prime, saus la preuve de la perte du navire dans le temps des risques. Mais le plus souvent par une nouvelle convention entre lui & l'assuré, l'assurance étoit prolongée pour un autre temps, moyennant une nouvelle prime aussi payable d'avance.

D'abord cela parut assez avantageux aux commerçans navigateurs, parce qu'ils ne se faisoient guere assurer que pour les mois critiques où la navigation est la plus périlleuse; mais les Juiss, usuriers par état, qui avoient inventé la méthode de l'assurance, surent tellement se dédommager, en exigeant des primes exorbitantes, que l'usage de l'assurance à temps, devenue onéreuse aux assurés, & avec cela sujette à de grandes discussions, s'assobilit peu à peu, jusqu'à cesser entièrement. Et c'est pour cela que cet usage ne subsissant plus, long-temps même avant la présente Ordonnance, elle n'a parlé en général de l'assurance, que sur le pied qu'on avoit dès-lors coutume de la pratiquer; c'est-à-dire qu'en présupposant qu'elle ne se faisoit régulièrement que pour un voyage entier & déterminé, soit pour l'aller & le retour ensemble, soit pour l'un ou l'autre séparément, sans sixation de temps.

Elle n'a pas néanmoins entendu défendre l'assurance à temps, & la preuve en résulte de l'article suivant; mais malgré cela on ne voit plus d'assurance de cette espece, excepté le cas de la pêche ou d'un armement uniquement destiné pour courir sur les vaisseaux ennemis de l'Etat. On a soin de fixer alors le temps pour lequel l'assureur prend sur lui les risques de la pêche ou de la course; de maniere qu'après le terme expiré, les risques postérieurs ne le regardent plus. Et parce qu'il n'y a rien là que de juste ou de licite dans cette sorte d'assureur prend sur lui les risques postérieurs ne le regardent plus. Et parce qu'il n'y a rien là que de juste ou de licite dans cette sorte d'assureur plus de licite dans cette sorte d'assureur la course sur la course sur

furance, c'est la raison pour laquelle on l'a perpétuellement autorisée.

Mais dans les armemens en guerre & marchandifes tout à la fois, l'affurance est à l'ordinaire pour tout le voyage, comme en temps de paix, ou simplement

pour l'aller ou pour le retour.

L'orsque l'assurance n'est que pour l'aller, & que le navire est arrivé à bon port au lieu de sa destination, l'assurance est sinie, & l'assureur à gagné la prime convenue. Mais si elle est saite pour l'aller & le retour conjointement, la prime n'est acquise en entier à l'assureur, qu'autant qu'il y aura retour du navire, & si le navire étant arrivé à sa destination pour l'aller, il ne se fait pas de retour, la prime n'est gagnée qu'en partie aux termes de notre article; & cela

est très-juste, l'assureur n'ayant couru qu'une partie des risques.

Il fembleroit que les risques du retour étant les mêmes que ceux de l'aller, l'assureur ne devroit en ce cas gagner que la moitié de la prime, avec le demi pour cent pour sa signature, à l'égard de l'autre moitié; cependant notre article lui attribue les deux tiers de la prime, en ne l'obligeant d'en rendre que le tiers, s'il l'a perçue d'avance. Mais aussi dans ce cas, il n'est plus quession du demi pour cent, dont l'assureur se trouve plus que dédommagé en gagnant les deux tiers de la prime au lieu de la moitié, de laquelle il devroit naturelle-

ment se contenter, avec le demi pour cent pour l'autre moitié.

Le retour dont il est parlé dans cet article, où il n'est question que d'une assurance sur marchandises, ne s'entend donc pas du retour du navire sur plement, mais du retour du navire avec un chargement qui représente ou remplace les marchandises assurées pour l'aller. Et cela est si vrai, que si les marchandies en retour ne répondent pas à la valeur de la somme assurée, l'assurance sera caduque & frustratoire, jusqu'à concurrence de ce qui manquera au chargement; de maniere que la prime ne sera gagnée qu'à proportion du chargement; & de même réciproquement, en cas de perte du chargement, l'assureur n'en paiera que la valeur, & non la somme entière

entiere assurée; parce que par la nature de ce contrat, aussi-bien que par celle du prêt à la grosse, tout dépend des risques active & passive, & que l'on ne peut gagner ou perdre qu'à raison des risques & jusqu'à concurrence, art. 22 des assurances d'Amsterdam: c'est un principe qu'il ne faut jamais perdre de vue.

L'Ordonnance n'a point prévu le cas d'un prêt à la grosse sur mar chandises pour l'aller & le retour, dont le retour ne se fait point: faudra-t-il régler sur cet article la portion du prosit maritime qui sera acquise au piêteur; c'est-à-dire, lui en attribuer les deux tiers comme à l'assureur? Cela paroit tout naturel, les deux contrats ayant beaucoup d'analogie entr'eux, & dépendans

pour leurs effets des mêmes principes.

Cependant, par argument de l'article 15 du titre précédent, je croirois qu'il doit être libre au prêteur de prendre les deux tiers du profit maritime, en renonçant au change pour le reste, ou de se contenter alors de la meitié du profit maritime, en demandant l'intérêt de l'autre moitié de la somme principale au cours de la place, suivant que l'un ou l'autre parti lui paroîtra le plus avantageux. Voyez l'art. 15 du titre précédent, où l'on a resuté l'opinion qui va à faire gagner au prêteur la totalité du profit maritime.

S'il n'y a stipulation contraire. Le Commentateur ne s'est pas entendu à coup sûr dans ses dernieres observations sur cet article, il y suppose le navire perdu ou pris en allant, tandis que l'article ne parle que du cas où le navire est heureusement arrivé au lieu de sa destination pour l'aller, & qu'il ne

se fasse point de retour.

Quoi qu'il en foit, s'ensuit-il de la fin de notre article, que l'assureur, dans le cas supposé, puisse stipuler valablement que la prime lui sera acquise en entier, ou seulement qu'il peut être réglé qu'il en gagnera moins de deux tiers? Par exemple qu'il n'en aura qu'une moitié, comme n'ayant couru les risques

que pour moitié.

Cette derniere interprétation peut d'autant moins soussirir de difficulté, qu'une pareille sipulation a les principes du droit & de l'équité naturelle pour base. Il ne paroît pas qu'il en soit de même de l'autre, parce qu'elle est opposée au principe vrai que j'ai établi en plusieurs endroits; savoir, que la prime ne peut être acquise que jusqu'à concurrence des risques que l'assureur à courus. Cependant il est des personnes qui pensent que cette restriction, s'il n'y a stipulation contraire, doit opérer en saveur de l'assureur comme de l'assuré, & en conséquence que l'on peut stipuler valablement dans une police d'assurance pour l'aller & le retour, une prime liée, avec clause qu'elle demeurera pleinement acquise à l'assureur, que le navire sasse des retours ou non; d'où l'on infere encore que la prime ne sera pas moins sujette à déduction pour le tout, si les essets assurés périssent ou sont pris en allant : ce que je crois véritablement sans difficulté pour ce dernier cas.

Mais, à cela près, je ne puis m'empêcher de dire qu'une pareille convention est injuste au fonds, comme étant contraire à la nature du contrat d'assurance, & qu'elle ne pourroit être légitime en tout cas, qu'autant que dans la réalité la prime liée seroit sixée à un moindre taux que celui qui seroit stipulé naturellement pour l'aller & le retour, si l'assurance étoit faite séparément

pour l'un & pour l'autre.

C'est-à-dire, que pour autoriser une pareille clause, il saudroit, par exemple, que la prime liée ne sût que de sept à huit pour cent, tandis que suivant le cours ordinaire elle auroit été de cinq à six pour cent pour l'aller, & d'au-

tant pour le retour, ainsi du reste à proportion.

Après tout, ceux qui font le commerce uniement, ne s'avisent point de ces petites subtilités, qui décelent autant un esprit de cupidité que de tracasferie : ils s'en tiennent bonnement à la disposition de notre Ordonnance, & à l'usage commun, ne croyant pas que la prime liée puisse leur être acquise en plein, lorsqu'il n'y a pas eu de retour, ou que les retours n'ont pas rem-

pli le montant de l'assurance.

S'il s'agit d'une assurance à prime liée, sur la cargaison d'un navire, allant d'abord en guinée, & delà à Saint-Domingue, pour retourner ensuite en France, jusqu'à quelle concurrence la prime sera-t-elle gagnée, si le navire revient de Saint-Domingue sans chargement en retour? Il paroît tout naturel que le gain de la prime excede les deux tiers que donne cet article dans le cas simple de l'aller dans un seul endroit, & du retour sans chargement. Mais jusqu'à quelle quotité la prime sera-t-elle gagnée alors? C'est-là où est l'embarras.

ARTICLE VII.

Es affurances pourront être faites sur le corps & quille du vaisfeau, vuide ou chargé, avant ou pendant le voyage, sur les vituailles & sur les marchandises, conjointement ou séparément, chargées en vaisseau armé ou non armé, seul ou accompagné, pour l'envoi ou pour le retour, pour un voyage entier ou pour un temps limité.

Outes ces manieres d'assurer sont licites & d'usage, il ne s'agit seulement que de bien saire attention aux termes de la police d'assurance: car autre chose est d'assurer le corps & quille du navire, ses agrêts, apparaux & vituailles, & autre chose est d'assurer les marchandises qui y sont chargées, puisque l'assurance du vaisseaux n'instue nullement sur les marchandises & vicissim.

Si l'affurance étoit faite sur le navire & son chargement, sans distinction, elle porteroit moitié sur le navire, & moitié sur le chargement; mais cela n'arrive point. On a coutume en cas d'assurance sur le tout, de spécifier

une somme sur le navire, & une autre sur le chargement.

L'assurance n'étant que sur le navire, il importe peu qu'il soit chargé ou vuide; puisque l'assureur & l'assuré n'ont que le navire pour objet. Il importe au contraire à l'assureur de savoir si le vaisseau est armé ou non, & s'il doit faire le voyage seul ou accompagné; parce qu'en temps de guerre la prime est toute autrement consi lérable, lorsque le navire part seul, que lorsqu'il est sous convoi & escorte : il y a au si une dissérence lorsqu'il est bien armé Ainsi tout cela doit ê re déclaré par l'assuré dans la police, & sa déclaration doit être conforme à la vérisé, sur peine de nullité de l'assurance, suivant les

circonstances. Le moins qui en arrivaroit, s'il n'y avoit pas lieu à faire déclarer l'assurance nulle absolument, à raison de la surprise faite à l'assureur, ce seroit d'assujettir l'assuré à une augmentation de prime proportionnée aux risques qu'il auroit fait courir de plus à l'assureur, en lui diminuant l'objet

par sa fausse déclaration.

Il est assez ordinaire, lorsque l'on craint une déclaration de guerre, de stipuler que la prime augmentera d'une telle somme, si la guerre survient à temps pour que le navire puisse être de bonne prise. D'autres assureurs vont même plus loin, & stipulent l'augmentation de la prime, même pour le cas de représailles ou de simples hostilités. Voyez suprà, art. 2. Lorsqu'on est en guerre, au contraire, & que l'on prévoit le retour de la paix, on peut stipuler tout de même une prime disserente. Mais si l'on y manque, la prime telle qu'elle a été stipulée, s'exécute sans augmentation, si elle est saite en temps de paix, quoique la guerre survienne (c'est un point de Jurisprudence dont personne ne doute) & de même sans diminution nonobstant le retour de la paix, ayant été stipulée en temps de guerre.

Telle est la regle des corrélatiss; cependant comme la paix, qui termina la précédente guerre, sut si subite, qu'il n'étoit pas naturel de la prévoir, le Roi, par Arret de son Conseil des 16 Juillet 1748, & 18 Janvier 1749, jugea qu'il étoit de l'équité de modérer les primes d'assurances qui avoient été stipulées immédiatement avant la paix; & cela, sans avoir égard aux représentations saites par les assurers, que pour les assurances qu'ils avoient saites immédiatement avant la guerre, il ne leur avoit point été payé d'augmen-

tation de prime en proportion, à l'occasion de la guerre survenue.

Ils n'étoient pas en effet dans le cas de parité: 1°. Parce que la guerre est incomparablement plus aisée à prévoir que la paix. Bien des circonstances assurent pour l'ordinaire une guerre prochaine, & rien n'annonce le retour subit de la paix. Aussi long-temps avant la déclaration de la derniere guerre, avoit-on prévu ce fâcheux événement, tant dans les contrats d'affrétement & de prêt à la grosse, que dans les polices d'assurances; au moyen de quoi

les affureurs ne pouvoient pas dire qu'ils avoient été surpris.

2°. Quoique la guerre survienne, les navires, qui partent peu de temps après, courent naturellement peu de risques, à l'occasion de la déclaration de guerre, attendu que les ennemis n'ont encore pas eu le loisir d'équiper des navirés en course, ou d'établir des vaisseaux en croisiere. Au lieu qu'en pleine guerre, les risques étant imminens de tous côtés, la prime augmente avec eux; au moyen de quoi il est naturel que, venant à cesser par le retour d'une paix imprévue, la prime soussire une réduction proportionnée.

Du même principe d'équité, devoit s'ensuivre la diminution du prix du fret stipulé dans nos colonies, pour le retour de nos marchandises; mais les chargeurs négligerent de se pourvoir, & ils s'en sont bien mal trouvés, la plupart d'entr'eux ayant été obligés de payer un fret qui excédoit quelquesois la valeur des effets dont la paix avoit sait tomber subitement le prix de près

de moitié.

Pour un voyage entier ou pour un temps limité. L'Ordonnance n'a donc pas proscrit les assurances à temps précisément. Dans l'usage néanmoins, excepté, comme il a été dit, le cas de la pêche & les armemens pour la course, on ne

G ij

voit point de ces assurances à temps; mais seulement pour un voyage complet, soit de l'aller & du retour ensemble, soit de l'un ou de l'autre séparément.

De droit, l'assurance étant simple, elle n'a lieu que pour un seul voyage, ou pour l'aller seulement, s'il n'est pas parlé du retour. Loccenius, de jure marit. lib. 2, cap. 3, n. 6, sol. 170. Rote de Gênes, decis. 63, n. 4. Stracha, de assec, gloss. 12, num. 3. Santerna, aussi de assec, part. 3. num 30, & tous les autres Auteurs qui ont écrit sur la Jurisprudence maritime.

ARTICLE VIII.

S I l'assurance est faite sur le corps & quille du vaisseau, ses agrêts, apparaux, armement & vituailles, ou sur une portion, l'estimation en sera faite par la police; saus à l'assureur, en cas de fraude, de faire procéder à la nouvelle estimation.

L n'est point absolument nécessaire de saire l'estimation du navire par la police non plus que des marchandises, instrà, art. 64; & sans cela l'assurance ne seroit pas moins valable, pourvu qu'au sonds le navire ne sût pas assuré au-delà de sa valeur. Mais la précaution de l'estimation est bonne & salutaire, pour lever l'incertitude qui resteroit sans cela sur la valeur du navire, pour en faire la comparaison avec les sommes assurées.

Cette estimation, après tout, ne sait pas loi contre l'assureur, qui, en cas de fraude, est sondé, par cet article, à saire procéder à une nouvelle estimation. Leg. si quis aliam, 46, \$.2, ff. de solutionibus, nam estimatio domini non facit verum pratium. Leg. si sundum 81, \$.4, ff. de legatis, 10, art. 10,

des assurances d'Anvers. Stracha, de assec. gloss. 6, n. 3.

Mais il faut qu'il y ait fraude évidente pour que l'assureur soit reçu à se plaindre de l'estimation; & la fraude sera maniseste si l'estimation excede du quart, du tiers, & à plus sorte raison de la moitié, la véritable valeur de

la chose, art. 13, chap. 2 du Guidon de la mer,

Pour éviter tout inconvénient & toute surprise à cet égard, l'assuré, en donnant l'estimation de son navire, invite les assureurs à le faire visiter, pour juger si l'estimation est juste ou non, & on a coutume d'insérer dans la police que les assureurs s'en tiennent à l'estimation, & la reconnoissent sincere; au moyen de quoi, suivant Stracha, ibid. ils renoncent à la faculté derequérir une autre estimation, & se rendent non-recevables à la demander dans la suite: Arrêt du 26 Mars 1672, au Journal des Audiences, tom. 3, liv. 6, chap. 21. Du moins, est-il vrai, que c'est à eux à prouver qu'il y a eu fraude dans l'estimation; & sur ce principe, qui est incontestable, on ne peut qu'être étonné de ce que le contraire a été jugé à l'Amirauté de la Table de Marbre de Paris, par Sentence du 29 Décembre 1758, au prosit du sieur Jacques Vermonet, assureur, contre le sieur Joseph le Bœus & Compagnie, Négocians de cette Ville.

En Angleterre, l'affureur n'est jamais recevable à constater la valeur donnée au navire; de même en Portugal, suivant Pereira de Castro, decis. 36, n. 10. L'assurance y vaut, quoiqu'excédante la valeur du navire & de tout ce qui à été chargé ou promis d'y charger; c'est-à-dire, que ni l'assuré ne peut se désendre du paiement de la prime entiere, ni l'assureur de payer la somme

entiere assurée, infrà, art. 23.

Mais, ce qui doit être observé par-tout, c'est que l'assuré n'est jamais recevable à dire que la chose assurée valoit plus que l'estimation qu'il en a faite par la police, à l'esset de garantir de nullité les assurances qu'il a fait faire audelà de la valeur par lui sixée: Sentence de Marseille du 5 Août 1751. Il n'y auroit d'exception à cela, qu'autant que, depuis la premiere police, l'assuré auroit sait reconnoître à tous les assureurs que son vaisseau valoit plus, & qu'il y avoit eu erreur dans l'évaluation.

La surprise ou la fraude n'est pas également à craindre dans l'estimation des marchandises, parce que la valeur en doit être prouvée par des factures; l'esquelles, avec le connoissement, doivent être conformes à la qualité & à la valeur des essets énoncés dans la police, art. 8 & 9, ch. 2 du Guidon, sans compter que le grand usage du commerce met chaque assureur bien plus en état de juger du prix de chaque sorte de marchandises; que de la valeur du navire.

L'estimation se trouvant sausse, l'assurance n'est pas nulle pour cela; elle est seulement réductible à la véritable valeur de la chose, saus la fraude, infrà,

article 22.

Une observation importante à faire, est, que dans les polices d'assurance, il est assez d'usage de stipuler que l'estimation donnée au navire tiendra & subsistera durant tout le voyage; mais alors l'assuré étant dans le cas de l'abandon de son navire, ne doit-il pas abandonner le fret en même-temps? Voyez instrà, art. 15.

ARTICLE 1X.

Ous navigateurs, passagers & autres, pourront saire assurer la liberté de leurs personnes; & en ce cas les polices contiendront le nom, le pays, la demeure, l'âge & la qualité de celui qui se sait assurer, le nom du navire, du havre d'où il doit partir, & celui de son dernier reste, la somme qui sera payée, en cas de prise, tant pour la rançon, que pour les frais du retour, à qui les deniers en seront sournis, & sous quelle peine.

Et article, qui ne peut être guere d'usage que pour la navigation dans la Méditerranée, est tiré entièrement du Guidon de la mer, chap. 16, art. 3 & 4; à cela près que le Guidon, au lieu de dire qu'il sera stipulé une peine dans la police, veut que l'assureur paie le prix convenu pour la rançon, quinze jours après la preuve rapportée de la captivité, sans attendre le temps sixé après l'abandon & délaissement dans les assurances ordinaires.

Cela est juste, & paroît devoir être suppléé de plein droit.

S'il y a une peine stipulée dans la police, faute de paiement de la rançon dans le terme fixé, elle servira de regle; mais s'il n'y a point de stipulation à

ORDONNANCE DE LA MARINE.

ce sujet, l'assureur sera tenu des dommages & intérêts résultans de la détention du captif, lesquels dommages & intérêts seront réglés par des experts, eu égard à la qualité & condition de la personne.

Le Commentateur observe judicieusement, que c'est la faveur de la religion chrétienne qui a fait introduire & permettre cette sorte d'assurance, dans la vue de procurer une prompte délivrance aux chrétiens pris & réduits en es-

clavage par les infideles.

Cela n'empêche pas néanmoins que cette forte d'assurance ne puisse être pratiquée en temps de guerre; c'est-à-dire, que quelqu'un ne puisse valablement faire assurer sa liberté, à l'esset de se procurer une prompte délivrance, au cas qu'il soit pris par les ennemis; & alors tout sera réglé conformément à la disposition du présent article, & suivant ce qui vient d'être observé.

Ce mot reste, emprunté tout de même du Guidon, signifie la sin & le terme

du voyage.

ARTICLE X.

ÉFENDONS de faire aucune assurance sur la vie des personnes.

Et Te défense, conforme à l'article 24 des assurances d'Amsterdam, à l'article 10 de l'Ordonnance de Rotterdam, & à l'article 2 de celle de Middelbourg, de faire assure la vie des personnes, n'est pas une loi nouvelle pour nous, puisque le même Guidon, article 5 dudit chapitre 16, pag. 327 & 328, en observant que cette sorte d'assurance étoit pratiquée chez d'autres nations, déclare qu'elle est prohibée parmi nous, comme contraire aux bonnes mœurs, & capable de donner lieu à une infinité d'abus & tromperies; à raison de quoi, ajoute-t-il, ces autres nations ont même été contraintes d'en abolir & défendre l'usage: ce qui n'étoit pourtant pas encore arrivé au temps de l'Ordonnance de Wisbuy, comme il résulte de l'art. 66. in fine, non plus qu'actuellement en Angleterre.

Comme la défense portée par cet article, fondée sur ce que nulla est estimation hominis liberi, (Stypmannus, ad jus marit. part. 4, cap. 7, n. 277, sol. 455) regarde l'assureur aussi bien que l'assuré, & que tous deux doivent savoir que le contrat n'est pas licite, il s'ensuit qu'une pareille assurance étant nulle de droit & par sa nature, ce n'est pas le cas du demi pour cent en faveur de l'assureur pour sa signature. Quod nullum est nullum producit effectum.



ARTICLE XI.

POURRONT, néanmoins, ceux qui racheteront les captifs, faire assurer sur les personnes qu'ils tireront d'esclavage, le prix du rachat, que les assureurs seront tenus de payer, si le racheté faisant son retour est repris, tué, noyé, ou s'il périt par autre voie que par la mort naturelle.

L faut reconnoître que cet article contient une exception qui déroge formellement, pour le cas prévu, aux défenses portées par l'article précédent, s'amuser à chercher des raisons de différence pour les concilier; car, ensin, assurer le prix du rachat du captif, si, faisant son retour, il est tué ou noyé, c'est au sonds assurer sa vie.

Tenons-nous en donc à dire que cela a paru juste au Législateur, & que

cela suffit.

Le Commentateur a raison de soutenir que l'assurance, permise par cet article, peut-être stipulée par quiconque a payé la rançon d'un captif, sans exiger que ce soit par quelques religieux de l'un des deux ordres dont l'institut est de racheter les chrétiens esclaves, puisque notre article ne distingue point.

Mais il excepte la mort naturelle afin que l'assureur ne coure les risques que de la mort violente; & rien n'est plus juste, la garantie de la mort naturelle ne pouvant pas raisonnablement faire le sujet d'une police d'assurance.

En conséquence, & par application de la disposition de cet article à un cas semblable, l'usage s'est introduit par rapport aux voyages de Guinée, de saire assurer les noirs captifs, traités à la côte de Guinée, embarqués sur le vaisfeau qui a fait la traite, pour être conduits à nos colonies.

Dans ces occasions, la police d'assurance s'étend sur tous les captifs embarqués sur le navire, appartenant à l'armateur assuré, & le plus souvent contient leur évaluation; par tête de negres, negresses, negrillons & negrites.

Il est rare, par rapport à l'armateur, que la police énonce le nombre des captifs, parce qu'il est srop difficile qu'il en soit instruit à temps, & qu'ainsi il ne pourroit faire cette énonciation que par estime. Les seuls officiers du navire, à qui il est permis de traiter un certain nombre de noirs, seroient en état de la faire au juste; mais ils savent se passer de la précaution de saire assurer, par une manœuvre qu'il n'est pas nécessaire de démasquer ici. Quoi qu'il en soit, que le nombre des captifs soit déclaré ou non dans la police, l'assureur prend également sur lui les risques de leur perte, par mort, prise ou autre accident maritime. Mais le cas de la mort naturelle est toujours excepté, conformément à notre article. Au reste, on entend par mort naturelle, non-feulement celle qui arrive par maladie, mais encore celle que le captif se procure lui-même par désespoir, comme il arrive asser souvent. C'est autre chose néanmoins si les captifs sont tués on jettés à la mer dans une révolte de leur part, alors l'assureur en répond.

ARTICLE XII.

Es femmes pourront valablement s'obliger & aliéner leurs biens dotaux, pour tirer leur mari d'esclavage.

& la tendresse conjugale, qui doit naturellement & si justement porter une semme à tirer son mari d'esclavage. C'est par tous ces motifs, que, quoiqu'en pays de droit écrit, les dot des semmes soient inaliénables, & qu'en pays coutumier elles ne puissent s'obliger en général sans autorisation, cet article permet à la semme mariée, tant en pays de droit écrit, qu'en pays coutumier, d'obliger ses biens & de les vendre, pour payer la rançon de son mari; & en cela, au reste, il ne fait que consirmer la disposition du droit à cet égard, le sentiment des Auteurs, & la Jurisprudence des Arrêts.

On est même allé plus loin, & l'on a permis tout de même à la semme mariée de s'obliger pour tirer son mari de prison, quoique la rigueur de la prison n'ait rien de comparable à l'esclavage; & dans l'un & l'autre cas, il n'importe que la semme soit mineure ou majeure. Les autorités à ce sujet sont

rapportées sur l'art. 23 de la coutume de la Rochelle, n. 9.

ARTICLE XIII.

ELUI qui, au refus de la femme, & par autorité de Justice; aura prêté deniers pour le rachat de l'esclavage, sera préféré à la semme sur les biens du mari, sauf pour la répétition de la dot.

UELQUE pressant que soit le devoir qui ergage une semme à sacrisser ses biens pour acquitter la rançon de son mari, la loi n'a pourtant pas voulu lui en faire un commandement rigoureux & indispensable. Elle peut donc refuser de faire ce sacrisse, aux risques de se couvrir de honte & d'opprobre,

si elle est en état de dégager son mari, sans se mettre trop à l'étroit.

En ce cas, sur son resus, qui doit être constaté par un acte signé d'elle; ou en jugement sur une assignation qui lui sera donnée à cette sin, par quelqu'un qui s'intéressera au rachat de l'esclavage, ce quelqu'un pourra se faire autoriser par justice à prêter des deniers pour la rançon, ou à la payer luimême; & pour prix de sa générosité, cet article, par une disposition souverainement juste & équitable, le présere pour son remboursement à la semme sur les biens du mari, à l'exception toutesois de la dot de la semme; c'est-à-dire, qu'à la dot près, dont la répétition est regardée comme plus privilégié, la semme n'aura rien à prétendre sur les biens de son mari, pour son augment de dot & ses autres avantages nuptiaux, qu'après le remboursement du prix de la rançon.

D'abord, il paroît surprenant qu'en pareil cas la semme conserve le privi-

lege de sa dot, au préjudice de celui qui a payé la rançon, & du privilege attaché à la saveur d'un acte aussi généreux, & qui fait tant d'honneur à l'humanité, sur-tout Mornae sur l'authentique si captivi, au Code de Episcop. & Cleric. ayant dit, redemptor captivi presettur omnibus creditoribus etiam vidua, quamvis illa sit prior tempore: mais cela étoit une suite naturelle de la liberté laissée à la semme de resuser de s'obliger pour payer la rançon de son mari, puisque cette liberté lui auroit été indirectement ôtée ou rendue inutile, si un tiers prêtant à sa place avoit été préséré à la dot pour son remboursement.

Aureste, comme la dot n'est pas moins savorable en pays coutumier qu'en pays de droit écrit, à cela près que l'aliénation n'en est pas interdite en pays coutumier; il saut dire qu'en pays coutumier, la semme, pour ses droits dotaux, reprises de rigueur & remplois, sera également présérable au créancier de la rançon, & que ce ne sera que pour ses autres conventions matrimonia-

les, dons & avantages, qu'elle passera après ce créancier.

Encore faudra-t-il, aux termes de cet article, que le créancier ait été autorisé par justice à payer la rançon; autrement, & s'il l'eût fait sans cette précaution, quoique naturellement sa créance seroit toujours privilégiée, il ne pourroit exercer son privilege que contre les autres créanciers, & nullement au préjudice de la semme, tant qu'il lus seroit dû quelque chose pour achever de la remplir de ses conventions matrimoniales, dons & avantages. Cela paroît rigoureux à la vérité; mais en pareil cas, le créancier de la rançon doit s'imputer de ne s'étre pas conformé exactement à la disposition de cet article.

ARTICLE XIV.

POURRONT aussi les mineurs, par avis de leurs parens, contracter semblables obligations, pour tirer leur pere d'esclavage, sans qu'ils puissent être restitués.

A cause d'une telle obligation est trop naturelle & trop légitime pour qu'un enfant mineur sût recevable à s'en faire relever sous aucun pretexte.

On peut ajouter aux loix citées à ce sujet, par le Commentateur, l'authentique si captivi au cod de Episcop. & Cler. qui non-seulement déclare majeur à l'effet de contracter un pareil engagement, le mineur âgé de dix-huit ans; mais encore le soumet à l'exhérédation & le prive de la succession du captif, de même que tout autre héritier institué parent ou étranger, s'il néglige de pourvoir au paiement de la rançon.

A l'exemple de la femme mariée, ce n'est pas seulement pour retirer son pere de captivité, que la jurisprudence des Arrêts a permis de tous temps à l'ensant mineur de s'obliger; elle l'a autorisé à s'obliger tout de même pour le délivrer de prison; mais on ne peut l'y contraindre, quoique Carondas liv. 4 de ses réponses ch. 16, rapporte un ancien Arrêt qui ordonna la vente des biens des ensans mineurs pour tirer leur pere de prison. V. le Commentaire sur l'art. 24 de la coutume de la Rochelle. n. 196.

Tom, II.

Par avis de leurs parens. L'avis des parens n'est point nécessaire si le mineur est émancipé & jouissant de ses droits; il est utile seulement pour empêcher que dans le réglement du prix de la rançon on abuse de la soiblesse du

mineur & de sa tendresse pour son pere.

Si le mineur n'est pas émancipé, c'est-là qu'il faut nécessairement un avis de parens, pour autoriser le tuteur à payer la rançon jusqu'à une certaine somme & à emprunter à cette sin; mais alors cet avis de parens doit être homologué en justice pour avoir son effet, comme dans tous les autres cas où il faut un avis de parens.

ARTICLE XV.

Es propriétaires des navires ni les maîtres ne pourront faire assurer le fret à faire de leurs bâtimens; les marchands, le profit espéré de leurs marchandises, ni les gens de mer leurs loyers.

I L en est de même en cas de prêt à la grosse aventure, art. 4 du tit. précé-

dent, parce que les raisons sont les mêmes.

La feule différence qu'il y a par rapport aux loyers des matelots, c'est que du consentement du maître, ils peuvent être affectés à un emprunt à la grosse jusqu'à la moitié; au lieu que par cet article, conforme à l'article 9 des assurances d'Anvers, au onzieme de celles d'Amsterdam, & à l'avis de Stypmannus, ad jus marit. part. 4, c. 7, n. 281, sol. 453, (de même encore à l'Ordonnance de Middelbourg, art. 6, qui est à la suite du traité des avaries de Quintin Weitsen,) il est désendu d'en saire assurer aucune portion. Sans cela il étoit naturel de penser que l'assurance jusqu'à la moitié auroit pu s'en saire

également du consentement du maître.

Comme l'Ordonnance, en défendant de prendre deniers à la grosse sur le fret, ou de le faire assurer, ne parle que du fret à faire précisément; c'est-à-dire, du fret qui ne peut être gagné qu'à l'arrivée du navire à sa destination, & à bon port, qu'il y ait déjà un affrétement sait ou non; il s'ensuit que si le fret est déclaré acquis par la charte-partie ou contrat d'assrétement, comme cela est permis par la clause sinale de l'art. 18 du tit. 3 ci-dessus, & que cela se pratique quelquesois, sur-tout dans les voyages pour nos isses, le Mississip & le Canada, quoique les marchandises viennent à périr; il s'ensuit, dis-je, qu'on peut valablement saire assurer ce fret acquis. C'est donc de cette manière qu'il faut entendre l'article premier du ch. 15 du Guidon; c'est-à-dire, qu'il doir être censé ne désendre l'assurance que sur le fret à faire, Aussi la note sur le même article ne convient-elle qu'à un fret à faire, non encore gagné ou acquis.

On conçoit néanmoins que ce n'est que le marchand qui a payé ou promis payer ce fret stipulé acquis, qui puisse le faire assurer, en le joignant aux autres dépenses de son chargement; & qu'à l'égard du propriétaire du navire, il n'est pas question de saire assurer de sa part ce fret acquis, puisqu'il l'a déjà gagné, indépendamment du sort du navire, & des marchandises de son chargement.

gement. On ne peut faire assurer en esset que ce qui est en risque, & il n'y a plus de risque en cette partie pour lui, si ce n'est qu'ayant reçu des billets pour son fret, il se peut saire que les débite res deviennent insolvables. Mais il n'y a pas là matiere à assurance : du moins seroit-il ridicule de se faire assurer par un tel motif.

Ce que le propriétaire & armateur du navire peut faire assurer alors, c'est la valeur de son navire, avec tout ce qu'il lui en a coûté pour la mise hors; & l'avantage qu'il trouve, en stipulant le sret acquis, c'est qu'il n'est point obligé d'en déduire le produit sur la valeur de son navire, à l'esset de ne pouvoir faire assurer que le surplus. Mais s'il arrive ensuite que le navire périsse, & que les marchandises soient sauvées en tout ou en partie, que sau-

dra-t-il penser alors du fret acquis?

Je ne doute nullement que cet armateur assuré, en saisant l'abandon du navire, ne soit tenu d'abandonner tout de même ou de rapporter ce fret jusqu'à concurrence des marchandises sauvées. La raison est que ce fret étant dû au navire comme un fruit qui le suit de nature de chose, jusqu'à un nouveau chargement qui le remplace, est censé saire partie de sa valeur, & que ce n'est qu'en vue du fret qu'il peut saire, que le prix donné au navire à son départ peut légitimement être stipulé toujours subsistant durant tout le voyage.

L'assuré auroit beau dire que le fret lui étant acquis, il n'est pas tenu d'en faire l'abandon avec le navire; l'assureur seroit sondé à lui répondre, ou le rapport du fret est indispensable de votre part, ou je ne dois vous payer que

la valeur effective de votre navire au temps qu'il a fait naufrage.

Il seroit en effet contre toute équité que l'assuré exigeât la valeur donnée à son navire qui a nécessairement diminué de prix, par le temps qu'il a resté au voyage, par la consommation des vituailles, & par les gages de l'équipage, sans qu'il sût obligé de faire raison du fret appartenant au navire, jusqu'à concurrence des marchandises sauvées. C'est - là une sorte d'indemnité due à l'assureur en considération de l'obligation qu'il contracte de payer la valeur donnée au navire nonobstant le dépérissement naturel & inévitable auquel il est

fujet; obligation qui sans cela seroit absolument injuste & illicite.

Il faut observer néanmoins, que je n'assujettis l'assuré au rapport du fret, que jusqu'à concurrence des marchandises sauvées, parce qu'en esset l'assureur n'a pas autre chose à prétendre; de sorte que si les marchandises étoient perdues avec le navire, il n'y auroit aucun rapport de fret à saire. En pareil cas, il ne seroit pas recevable à excepter du fret stipulé acquis & à l'envier à l'armateur assuré, la stipulation lui étant étrangere & avec cela absolument indisférente, puisqu'à son égard les choses sont au même état que si le fret n'eût été stipulé qu'à la manière accoutumée; c'est-à-dire, payable seulement en cas d'arrivée du navire à bon port.

Dans cette supposition donc des marchandises péries avec le navire, comme l'assureur n'a pas de fret à demander, ce n'est point à lui à examiner si le fret a été payé d'avance ou non; il n'est pas partie capable pour cela. Nul n'est recevable à se plaindre d'une convention qu'autant qu'elle blesse ses intérêts. Ici l'assureur n'en soussire nullement, puisque c'est tout de même pour lui que

si elle n'eût pas été faite.

Ce n'est que lorsqu'on a sauvé les marchandises qu'il peut attaquer la con-

vention, comme n'ayant pu lui préjudicier, parce qu'alors il y a véritable ment intérêt; & c'est pour cela aussi qu'il est sondé à demander le rapport du fret à proportion de la quantité des marchandises sauvées.

Mais sur quel picd? Sera-ce au taux réglé par la convention, ou en égard à la valeur ordinaire du fret pour des voyages de la même nature? Il me paroît hors de doute, que c'est sur ce dernier taux; par cette même raison que

la convention n'a pu préjudicier à l'assureur.

Quelqu'un dira peut-être qu'à ce compte, il vaudroit mieux pour l'armateur assuré que tout pérît, puisqu'il conserveroit alors son fret acquis, j'en conviens; mais la décision ne doit pas changer pour cela, & si l'on ajoute qu'il peut arriver delà que les gens de l'équipage pour le savoriser auront moins d'ardeur à sauver les marchandises; je réponds que non-seulement la crainte d'un crime ne doit pas empêcher de se tenir aux regles de la justice; mais encore que les gens de l'équipage ont trop d'intérêt à sauver les marchandises, puisque le fret qu'elles doivent, est affecté au paiement de leurs gages, pour qu'il y ait lieu de craindre qu'ils n'en sauve pas le plus qu'il se pourra.

Et qu'on n'oppose pus, qu'en cas de fret stipulé acquis, ils n'ont rien à y prétendre, & par conséquent plus d'intérêt à sauver les marchandises; ce teroit une erreur manifeste, le bon sens ne permettant pas de penser que l'armateur, par une telle convention, ait pu ravir aux gens de l'équipage, l'une des deux suretés que la loi leur donne pour le paiement de leurs gages.

Or, si nonobitant toute stipulation de fret acquis, le fret doit être rapporté au prosit des gens de l'équipage, jusqu'à concurrence des marchandises sauvées, c'est un argument de plus pour confirmer la décision ci-dessus portée en faveur des assureurs, qui en cette partie représentent l'équipage & exercent ses droits, comme tenus de lui payer ses gages jusqu'à la concurrence de la valeur des débris du navire & du fret; en telle sorte qu'ils ne peuvent prositer que de l'excédant s'il s'en trouve. V. iustrà art. 47. in sine, où est cité un Arrêt d'Aix du 23 Juin 1734.

Le profit espéré. Parce que ce profit espéré est aussi incertain que le fret à faire; mais si le profit est déjà fait & acquis, c'est autre chose. Par exemple, un navire est destiné avec sa cargaison pour St. Domingue; & il est assuré tant pour le retour que pour l'aller. Arrivé à St. Domingue, sa cargaison est vendue avec un bénésice considérable, de maniere que ce qui en est provenu chargé en retour, vaut le double de ce qui avoit été chargé en allant. Rien n'empêche alors de faire assurer cette augmentation survenue & ajoutée au premier sonds de la cargaison; comme formant un nouveau capital jusqu'à concurrence; c'est

aussi ce qui se pratique tous les jours.

Par identité de raison; si c'étoit un navire destiné pour la côte de Guinée, & delà pour Saint-Domingue, & que l'armateur informé à temps du succès de la traite à la côte de Guinée, en Negres & en poudre d'or, pût juger à peu près du bénefice de la traite; rien ne l'empêcheroit tout de même de faire assurer comme un nouveau sonds cette augmentation du premier sonds de sa cargaison, puisque dans la réalité c'est un prosit déjà sait & acquis, & qu'on ne peut pas le considérer comme un prosit espéré simplement, sous prétexte que les Negres peuvent mourir de mort naturelle. Cet événement, en esset, ne peut être mis qu'au rang des avaries auxquelles toutes sortes de

marchandises sont sujettes; ce qui n'empêche pas qu'elles ne soient toutes susceptibles d'affurances, sur le pied de leur véritable valeur, sauf à distinguer les avaries qui font pour le compte des affureurs de celles qui ne les regardent pas. Ainsi, dans l'hypothese d'une assurance sur une cargaison de Negres, la mort naturelle des Negres ne regardera pas les assureurs; mais ils répondront de leur mort violente, arrivée par accident, naufrage, révolte, & de même de la prise qui pourra être saite du navire, comme il a été montré fur l'art. 11 ci-dessus.

Les exemples de ces sortes d'assurances sont assez fréquens pour faire juger de leur légitimité. Ces exemples seroient même beaucoup plus communs, si les Armateurs étoient plus fouvent instruits du succès de la traite de leurs navires à la côte de Guinée lorsqu'ils en partent; mais il se trouve ordinairement qu'ils ne l'apprennent que par la même voie qui leur annonce l'arrivée de leurs navires à St. Domingue. Cependant il n'en est pas moins vrai de dire que le bénéfice de la traite peut être assuré, non comme un profit simplement espéré, mais comme un profit réellement déjà fait & acquis. Ceci reviendra encore fur l'art. 47 ci-après, où sera discuté le point de favoir, si l'assuré est obligé d'abandonner un pareil profit aux affureurs du premier capital seulement.

Ce n'est point, au reste, faire assurer un profit à faire, que de faire assurer une prise déjà faite, quoique dans la vérité la prise ne soit sûrement acquise que lorsqu'elle est conduite dans un port du Royaume, On peut donc légitimement saire assurer une prise en mer, & alors l'assureur répond de la reprise comme des autres accidens maritimes. Ainsi jugé par Arrêt du Parlement d'Aix du mois de Mai 1749, il s'agissoit de quatre navires Anglois pris par le capitaine Vigoureux, commandant le corfaire la Junon de Bayonne; lesquels navires avoient été repris après l'assurance.

ARTICLE XVI.

FAISONS défenses à ceux qui prendront deniers à la grosse, de les faire assurer, à peine de nullité de l'assurance, & de punition corporelle.

A raison d'une défense aussi rigoureuse est sensible. Celui qui prend deniers à la grosse sur un chargement déterminé & jusqu'à concurrence de sa valeur, ne court aucun risque pour ce chargement, puisque tous les risques sont pour le compte du prêteur. L'emprunt ne peut donc en pareil cas, faire assurer ces mêmes deniers, ou le chargement qui est affecté, que dans un esprit de fraude.

Mais si le chargement excede la valeur des deniers pris à la grosse, rien n'empêche l'emprunteur de faire assurer cet excédent. Alors quid juris entre le prêteur à la grosse & l'assureur, en cas de nausrage? vide l'art. 18 du titre

précédent.



ARTICLE XVII.

ÉFENDONS aussi sous pareille peine de nullité, aux donneurs à la grosse de saire assurer le prosit des sommes qu'ils auront données.

A R la raison contraire que le prêteur à la grosse court le risque de sa somme principale, il lui est permis de la faire assurer; mais il lui est expressément désendu de faire assurer le profit maritime, parce que ce profit qui est toujours considérable, ne peut être légitime qu'à raison des risques qu'il court

de perdre tout.

Delà il s'ensuivroit, ce semble, qu'il ne devroit pas plus lui être permis de faire assurer le capital, puisque par le moyen de l'assurance, la raison sondamentale du gros profit maritime, cesse & ne subsiste plus; mais on a considéré que l'assurance ne mettant son capital à couvert qu'à la déduction de la prime, & que cette prime, assez souvent allant à la moitié du profit maritime, il n'y avoit point d'inconvénient ni d'usure à lui laisser l'excédent de ce profit maritime. Quoiqu'il en soit l'assurance du capital est licite, puisque l'Ordonnance l'autorise.

En Italie, il est permis de faire assurer le profit comme le principal. Casa Regis, disc. 1, n. 123 & disc. 14. n. 12. Idem. Rocus, pag. [241. Le Commen-

tateur n'a pas mieux entendu cet article que le précédent.

La nullité que l'un & l'autre prononcent, n'empêchera pas l'assureur de gagner le demi pour cent pour sa signature, s'il n'a su le vice de l'assurance par l'énonciation de la police ou autrement, art. 14 des assurances d'Anvers.

Au reste, la nullité prononcée par cet article, n'est pas absolue comme celle portée par l'article précédent; elle n'est que relative au prosit maritime, & n'empêche pas que l'assurance ne subsiste pour le capital. Il en est à cet égard comme d'une donation qui excede ce que la loi permet de donner, la donation n'est pas nulle pour le tout, mais elle est réductible simplement à la portion, dont la disposition est libre ou licite.

ARTICIE XVIII.

Es assurés courront toujours risque du dixieme des essets qu'ils auront chargés, s'il n'y a déclaration expresse dans la police, qu'ils entendent faire assurer le total.

Et article en permettant de faire assurer le total des essets chargés dans un navire ou de chaque chargement particulier, sans déduction du dixieme, dérogé aux anciennes loix, des us & coutumes de la mer. Art. 11, ch. 2, & art. 3 & 15 du Guidon. Ordonnance de Middelbourg, art. 3, assurances d'Anvers, art. 11, & art. 2 & 15 des assurances d'Amsterdam. Kuricke Diatriba

de assec. fol. 834, n. 3. Casa Regis disc. 1, num. 32; les Ordonnances de Barcelone & d'Espagne vont même plus loin, en ce qu'elles désendent de saire assurer plus de sept huitiemes en général, & plus des deux tiers pour les

voyages des Indes.

Quelques-uns prétendent que cet article ne regarde que l'armateur & nullement les autres marchands chargeurs, à l'égard desquels il n'est pas nécessaire qu'ils déclarent dans la police d'assurance, qu'ils entendent saire assurer le total, sans courir risque du dixieme; mais il se trompent, cet article ne distinguant point, non plus que les autres autorités que l'on vient de citer. Cette idée d'ailleurs est incompatible avec la disposition de l'article suivant, qui est une exception de celui-ci, & qui suppose des assurés autres que ceux qui sont dans le vaisseau, ou qui en sont propriétaires; par conséquent des marchands chargeurs d'essets indépendans de la cargaison, tenus de droit de courir risque du dixieme, s'il n'y a stipulation contraire.

Dans le cas où l'assuré doit courir risque du dixieme, s'il a sait assurer tout à la sois son intérêt dans le navire & les essets qu'il y a chargés, il sussit qu'en réunissant la valeur de sa portion dans le navire à celle des essets du chargement, il y ait un dixieme excédant les sommes assurées. Mais s'il a fait assurer séparément sa portion dans le navire & ses essets; comme ce sont alors deux contrats & deux objets dissérens, il saut que le dixieme se trouve libre sur l'un & l'autre objet; de maniere que s'il ne se trouve pas sur l'un, ce qui y manquera, ne pourra être compensé par ce qu'il y aura d'excédant sur l'autre.

Ainfi jugé par Sentence arbitrale à Marseille le 11 Septembre 1749.

L'espece étoit telle. Un propriétaire de navire avoit d'abord sait assurer, sur le corps du vaisseau, une somme qui n'alloit qu'au tiers de sa valeur. Ensuite il sait assurer sur les facultés; c'est-à-dire, sur la cargiason, une somme qui en absorboit absolument la valeur. Le navire pris, les assureurs sont inquiétés, & ceux-ci demandent la distraction du dixieme des essets assurés. L'assuré prétendoit de son côté, & qu'il falloit joindre la valeur de son navire à celle de ses marchandises, & que par-là il se trouveroit que sur le tout il avoit couru le risque du dixieme & au-delà; mais parce qu'il s'agissoit de deux assurances qui avoient des objets dissinces & séparés, il sut jugé avec raison par la Sentence arbitrale, que les assureurs sur les facultés, ne doivent payer qu'à la déduction du dixieme du prix de ces mêmes facultés.

ARTICLE XIX.

Et les assurés sont dans le vaisseu, ou qu'ils en soient les propriétaires, ils ne laisseront pas de courir risque du dixieme, encore qu'ils aient déclaré faire assurer le total.

Et les assurés sont dans le vaisseau. En ce cas, ils courent risque du dixieme des marchandises, quoiqu'ils aient déclaré faire assurer le total; afin que cet intérêt du dixieme les engage à veiller à la conservation du total, soin qui pourroit ne les point occuper du tout, s'ils ne couroient aucun risque.

Ou qu'ils en foient les propriétaires. C'est-à-dire, du vaisseau en tout ou en partie, & alors ceci regarde aussi bien l'assurance faite sur les marchandises que celle faite sur le corps & quille du navire; de maniere que les propriétaires ne peuvent saire assurer en entier & sans courir risque du dixieme, qu'ils soient dans le navire on non.

A la vérité, on n'en voit pas la raison lorsqu'ils ne sont pas dans le navire; à moins qu'on ne dise que le maître, qui est nécessairement de leur choix, les représente: mais ensin la décision est portée, & il seroit très-juste de la suivre. L'usage s'est établi néanmoins de déroger à l'Ordonnance, même en cette partie dans les polices d'assurances. On va encore plus loin, & il se fait des assurances, aux termes desquels les assureurs s'obligent de payer la somme entiere assurée en cas de perte, sans même aucune déduction de prime. V. l'art, suivant.

Le dixieme au reste, dans le cas où l'assuré en doit courir le risque, se regle de maniere, que l'assuré peut joindre le coût de l'assurance au prix de l'achat des marchandises & des frais saits pour le chargement, ou la valeur donnée au navire, & de ce total on distrait le dixieme pour le compte & risque de l'assuré. Art. 9, ch. 2 & art. 3 & 15, ch. 15 du Guidon; art. 2 des assurances d'Amsterdam; ce qui doit avoir lieu que la prime ait été payée d'avance ou non.

Il saut observer encore que dans le cas où l'assuré aura dû nécessairement courir le risque du dixieme, l'assurance qu'il aura fait saire de la totalité ne sera pas nulle pour cela, s'il n'y a fraude comme la Chambre d'assurance de Paris a osé l'avancer avec plusieurs autres propositions aussi erronnées, dans le procès qu'elle a soutenu depuis peu contre des assurés de Cadix. Il s'agira seulement de distraire de l'assurance de ce dixieme; & il n'y auroit pas d'autre décision à porter à ce sujet, quand bien même l'article prononceroit, ce qu'il ne sait pas, la nullité de l'assurance en ce cas.

Une autre absurdité que cette Chambre soutenoit encore au sujet de ce dixieme, étoit qu'il devoit rester franc sur chaque partie des marchandises, sans saire attention aux essets que l'assuré pouvoit avoir d'ailleurs dans le vaisseau, & sans distinguer s'il y avoit ou non diverses assurances; parce que, disoitelle, l'objet de la loi est de laisser ce dixieme aux assureurs pour les indemniser en cas de malheur, & diminuer par là leur perte. Elle ne prenoit pas garde que, si tel étoit essetivement l'objet de la loi, elle ne permettroit pas en aucun cas

de faire assurer le total.

Cette même Chambre d'assurance soutenoit aussi, que si un prêteur à la grosse saisoit assurer les profits en même-temps que le capital, l'assurance seroit pareillement nulle pout le tout, contre ce qui a été observé sur l'art. 17.

Pour ne pas distinguer tout de même le principe d'où peut partir la nullité, elle prétendoit de plus, que lorsque par diverses assurances, on avoit excédé la valeur essective des choses assurées, toutes les assurances étoient nulles, les premieres comme les dernières, sans faire attention aux art. 23, 24 & 25 cidessons.

Ce n'est pas tout. Selon elle, en sait d'assurance sur essets de chargement, il salloit, pour être reçu à saire le délaissement ou abandon, justifier la perte entiere des essets; ce qu'elle inséroit des art. 46, 56 & 57, en abusant de ce mot perte inséré dans les deux derniers articles, qui n'exigent autre chose que

la preuve du naufrage ou accident, & de la perte générique des effets, sans être absolue.

Du même faux principe, elle concluoit que le délaissement ne pouvoit être valable, sans rapporter preuve par des procès-verbaux que tout étoit péri; ou, en tout événement, qu'en remettant les pieces justificatives de ce qui avoit été sauvé, même dans le cas où l'assuré n'étoit pas sur le navire. Voyez

à ce sujet l'art. 46, infrà.

Tels étoient les moyens qu'elle employoit, en point de droit, pour se défendre du paiement de l'assurance, sans parler d'une infinité de traits de chicane qu'elle avoit réunis avec assectation, pour tâcher de persuader que les assurés, qui étoient les sieurs Garnier, Mollet & Dumas, Négocians à Cadix, avoient cherché à surprendre tous leurs assureurs par diverses contraventions à l'Ordonnance.

De sorte que dans cette occasion elle a donné lieu de penser, ou qu'elle procédoit de mauvaise soi, ou qu'elle n'avoit pas les premiers élémens de la ma-

tiere des assurances.

C'est par-là seulement que cette affaire a été si fameuse & a sait tant de bruit dans l'Europe; car au sonds il n'y avoit proprement aucune question de droit à décider. Tout se réduisoit à deux points de sait : l'un, de savoir si les assurances saites en France excédoient, ou non, la valeur des essets compris dans la facture assurée; l'autre, si en tout cas on n'avoit pas sait entrer dans la valeur donnée à la facture le prosit maritime du prêt à la grosse aventure. Deux saits que nioient les assurée, & qui, quand ils auroient été vérissés contr'eux, n'auroient rien opéré en saveur de la Chambre, attendu que son assurance étoit la première, & qu'en pareil cas il n'y a que les derniers assureurs qui sortent d'assurance.

Au reste, cette Chambre jouoit un rôle d'autant plus désavantageux, que sa conduite étoit opposée, non-seulement à celle des quatre Compagnies d'assurances de Rouen, qui, ayant assuré 200000 liv. sur les mêmes essets, avoient ensin payé, malgré les sollicitations qu'elle leur avoit sait de contesser comme elle, mais encore à celle même qu'elle avoit déjà tenue, en payant sans dissiculté cent autre mille écus qu'elle avoit assurés d'ailleurs à divers particuliers, chargeurs sur le même navire; sans compter encore qu'elle avoit contr'elle les parères de plusieurs Chambres de Commerce du Royaume, & qu'elle n'en produisoit pas un seul en sa faveur. On ne doit donc pas être surpris si elle a succombé.

ARTICLE XX.

IL sera loisible aux assureurs de faire réassurer par d'autres les effets qu'ils auront assurés; & aux assurés, de faire assurer le coût de l'assurance & la solvabilité des assureurs.

L seroit plus court sans doute de se désister de l'assurance; mais comme celane se peut que d'un mutuel consentement, quand la police est signée, il a paru juste de permettre à l'assureur, qui craint l'esset des risques qu'il a pris sum Tom, II. lui, de se faire réassurer par d'autres; & à l'assuré, qui soupçonne la solvabilité de son assureur, d'en saire assurer la solvabilité, lorsque de part & d'autre il y a resus de renoncer à la police d'assurance. Idem, Stracha, de assec. in prêmio, n. 49.

Cet article a été formé des 19 & 20 du ch. 2 du Guidon, & c'est de là aussi

que le Commentateur a tiré tout ce qu'il a dit à ce sujet.

La simple crainte de l'insolvabilité, soit de l'assureur pour répondre de la somme assurée, soit de l'assuré pour le paiement de la prime, ne suffit donc pas pour faire résilier ou révoquer l'assurance; & il ne reste à l'un ou à l'autre, dans ce cas, que la faculté de se faire réassurer. Mais si cette crainte est réalisée par la faillite notoire survenue de l'un d'eux, l'autre est sans dissiculté en droit de demander la résolution de la police d'assurance, si les choses sont entieres; c'est-à-dire, si les risques ne sont pas sinis; à moins que le failli ou ses créanciers, le représentant, n'offrent bonne & suffisante caution pour répondre de l'effet de l'assurance.

Cela est hors de doute si la faillite est du côté de l'assureur; & pourquoi n'en seroit-il pas de même si c'est l'assuré qui tombe en faillite, puisque le contrat d'assurance est synallagmatique, & que la loi doit être égale entre les contractans? Si l'assuré est sondé à demander la révocation de la police d'assurance, dès que l'assureur n'est pas évidemment en état de lui répondre de la somme assurée, l'assureur doit nécessairement être écouté tout de même, lorsque l'assuréest devenu hors d'état de lui payer la prime: le plus ou le moins d'intérêt à la chose n'y fait rien, sans compter qu'il est même des temps où la prime est très-considérable. Il faut donc des sûretés à l'un comme à l'autre; sans quoi leur condition seroit inégale; ce qui ne peut être supposé. Mais toujours il faut qu'il y ait des risques à courir, lorsque la résolution de la police d'assurance est demandée; autrement elle ne seroit pas recevable, le contrat ayant déjà eu son exécution par la ce sation des risques, & par-là le droit étant incommutablement acquis à celui que l'on voudroit sorcer de réfisier la police.

On comprend néanmoins que l'assureur auroit mauvaise grace à se pourvoir en réssiement de la police, sur le sondement de l'insolvabilité de l'assuré, s'il s'agissoit d'une assurance sur retour simplement, à cause de la sûreté que lui donneroit son privilege pour le paiement de la prime, & de la faculté qu'il auroit de saissir les marchandises à leur arrivée. Et comme cette ressource lui manque lorsqu'il est question d'une assurance pour l'aller, c'est pour cela qu'il faut lui donner alors une caution pour éviter le réssiement de la police.

Lorsque l'assureur se fait réassurer, il est évident qu'il ne demeure pas moins obligé envers son assuré, sauf son recours contre son réassureur. Il demeure obligé tout de même envers son assuré, lorsque celui-ci sait assurer sa solvabilité. Ce qui arrive seulement en ce dernier cas, c'est que l'assuré a deux assureurs pour un, avec action pleine, directe & solidaire contre chacun d'eux; de maniere qu'il n'est point obligé de discuter le premier assureur avant d'attaquer le second, pour vu néanmoins que l'engagement solidaire ait été stipulé dans la police de réassurance, autrement la discussion seroit nécessaire. Et c'est ainsi qu'il saut entendre ledit art. 20 du Guidon avec la loi qui y est citée; car ensin le réassureur n'est que caution du premier assureur, & la caution, si elle n'a pas renoncé au bénésice de division & de discussion par une

promesse solidaire, ne peut être tenue du paiement qu'après la discussion du principal débiteur. S'il en est autrement en fait d'endossement de billets de commerce & de lettres de change, c'est que l'Ordonnance y a suppléé de plein droit l'engagement solidaire de tous les endosseurs avec le tireur ou dé-

biteur principal.

Cet article permet de plus à l'assuré de saire assurer le coût de l'assurance, à quoi est aussi conforme l'art. 9 du ch. 2 du Guidon; & cela est juste, parce que cette prime, qu'il l'ait payée d'avance ou non, augmente d'autant la valeur de la chote, qu'il a intérêt de taire assurer pour courir moins de risque. Il peut, par identité de raison, saire assurer la prime de la prime. L'assureur, en se faisant réassurer, ne peut pas même faire assurer la prime qu'il a stipulée & dont il a fait crédit, parce que cette prime lui étant acquise, quelque soit l'événement, il n'y a aucun risque pour lui à courir; ce ne seroit en tout cas que les risques de l'insolvabilité de l'assuré qu'il saudroit saire assurer; & alors quel prosit pourroit-il trouver à faire assurer cette prime? Quoiqu'il en soit, cette assurance ne me paroît pas plus licite que celle du prosit maritime en cas de prêt à la grosse. Suprà, art. 17.

Il est tel cas où la prime se paie avec la prime de la prime, quoiqu'il n'y ait point d'assurance sormelle, mais seulement implicite: c'est lorsque quelqu'un consie à un autre une pacotille de marchandises à vendre à moitié prosit, avec stipulation qu'il pourra faire assurer, tant le capital de la fasture, que la prime de la prime; alors qu'il ait fait assurer on non, il reprend sur le produit de la vente de la pacotille, le principal, la prime & la prime de la prime, parce qu'il est censé assurer du tout, comme en ayant voulu conrir les risques; de manière qu'il n'y a que ce qui reste, après tout ceci prélevé, qui

soit réputé profit, & sujet au partage par moitié.

Il a été observé sur l'article précédent, qu'il est d'usage de saire des assurances, non-seulement avec stipulation que l'assuré ne sera point tenu de courir risque du dixieme, en quelque cas que ce soit, mais encore avec clause que son capital entire lui sera : emboursé en cas de perte de la chose assurée, sans

aucune déduction de prime.

Cette derniere maniere d'assurer est pratiquée sur-tout en temps de guerre, où la prime est beaucoup plus sorte qu'en temps de paix, & où aussi les profits sur les marchandises, de même que sur le fret des navires, sont beaucoup plus considérables; en état par conséquent de supporter, tant la prime, que

toutes primes de la prime.

Un propriétaire de navire ou un marchand chargeur qui veut se faire assurer de saçon à recouvrer son capital entier, en cas de perte, à condition de payer aux assureurs la prime & toutes primes de prime, si la chose assurée arrive à bon port, sait sa proposition aux assureurs; & lorsque ceux-ci l'ont acceptée, on insere dans la police, où les assureurs sont toujours ceux qui parlent, une clause qui, dans sa simplicité, à bien de l'énergie. Ils y disent, ou en termes équivalens: Vous assurons votre entier capital, sans aucune deduction du dixieme; renonçons à cet esset à l'Ordonnance, & vous permettons de saire assurer la prime & les primes de prime.

Une pareille clause, dans sa briéveté, vant autant & a la même force que s, d'un côté, les assureurs déclaroient formellement qu'ils assurent, tant le

capital entier, que la prime stipulée, & toutes les primes de cette prime jusqu'à épuisement de toutes primes; & que si l'assuré, de sa part, promettoit expressément de leur payer, en cas d'arrivée à bon port, la prime convenue,

& toutes les primes de cette prime.

En vertu de cette convention, si la chose assurée vient à périr, les assureurs font obligés de payer en entier à l'affuré la fomme qu'il a fait affurer, fans aucune déduction de dixieme ni de prime; mais aussi, si elle arrive à bon port, l'affuré leur paiera la prime, avec toutes les primes de prime : ce qui fait un total de primes affez considérable pour dédommager les assureurs des risques extraordinaires qu'ils ont pris sur eux, en s'exposant à payer le capital entier

affuré, sans déduction de primes.

Pour en juger, il n'y a qu'à supposer pour exemple une assurance dans ce goût, de la fomme de 3000 liv. à quarante pour cent; il taudre alors que l'assuré paie pour les primes la somme de 2000 liv., ce qui fait monter les primes de prime aux deux tiers de la premiere prime; le total des primes, aux deux tiers du capital, dont par conséquent il ne lui reste que le tiers. Mais aussi il peut fort aisément s'indemniser par le prosit qu'il trouvera sur le fret ou sur la vente des marchandises; tout comme l'assureur trouve dans toutes les primes convenues de quoi se dédommager du risque qu'il a couru, de payer la totalité de la somme assurée, sans en rien déduire ou retenir.

Si l'assurance de pareille somme de 3000 liv. est à cinquante pour cent, les primes égaleront alors le capital. Si elle est à vingt-cinq pour cent, les primes iront au tiers, c'est à dire, à 1000 liv. Si elle est à vingt pour cent, ce sera 750 liv. pour toutes les primes, & par conséquent le quart du capital; ainsi du

reste, à proportion du taux de la prime.

On peut voir dans le Mercure de France, Juin 1756, pag. 90 & suiv. & mieux encore dans celui du mois d'Août de la même année, pag. 118 & suiv. une méthode pour trouver facilement & sûrement la somme qu'il convient de faire assurer, pour être remboursé de son capital, en cas de perte, avec exemption de toutes primes, jusqu'à la plus petite fraction.

En temps de paix cette maniere d'assurer est plus usitée, parce que la prime est trop peu considérable pour inquiéter l'assuré au point de prendre la précau-

tion de faire assurer son capital exempt de toutes primes.

Quoiqu'il eût toujours été entendu dans le commerce, que cette clause & vous permettons de faire assurer la prime & les primes de prime, valoit autant que si les assureurs eussent déclaré, en termes sormels, assurer essectivement, tant le capital entier, que la prime & toutes primes de prime. Il s'est trouvé néanmoins depuis quelques années, des affureurs peu initiés dans la matiere des assurances, qui, sous prétexte que cette clause n'exprimoit qu'une simple permission à l'assuré de faire assurer toutes primes de prime, ont prétendu qu'il ne pouvoit pas en résulter que l'assureur y assurât réellement la prime & les primes de prime; comme si, pour juger de la force & du sens des clauses des contrats appartenans au commerce, il ne falloit pas plutôt s'en tenir à l'usage, que s'attacher à la signification des mots pris littéralement, & suivant les regles de la grammaire. L'illusion a été même si loin à ce sujet, que l'on a vu de ces assureurs disputer encore sur l'effet naturel de cette clause, nonobstant qu'ils s'en fussent prévalu dans le cas ou les navires étoient arrivés à bon port;

c'est-à-dire, qu'alors ils avoient bien exigé, tant la prime, que toutes les primes de prime; reconnoissant par-là qu'ils avoient réellement entendu tout asfurer; de sorte qu'ils vouloient bien prendre droit de la clause lorsqu'elle tournoit à leur avantage, & qu'ils la rejettoient lorsqu'il s'agissoit de payer la perte.

Rienn'étoit plus bizarre & plus injuste en même-temps; cependant, à force de pointiller sur les termes, ils étoient venus à bout de se faire écouter, au mépris de l'usage constant de toutes les places de commerce; jusques-là que, la question ayant été discutée au Siege de la Table de Marbre de l'Amirauté du Palais, à Paris, elle y a été jugée en leur faveur par diverses Sentences.

La premiere, dont jaie eu connoissance, est celle du 7 Décembre, 1757, rendue au profit du sieur Louis Pierre, Marchand Jouaillier à Paris, assureur, contre le sieur Marc-Antoine Lesevre, Négociant de cette ville de la Rochelle, assuré. Mais, sur l'appel porté par celui-ci au Parlement, par Arrêt du 6 Septembre 1758, au rapport de M. Bochard de Sarron, la Sentence a été infirmée; & ainsi la clause a été jugée devoir opérer son effet, de la maniere & dans le sens que tous les commerçans des villes maritimes du Royaume, de l'Europe même entiere, l'ont toujours entendu. Comme cet Arrêt annonçoit que les autres Sentences de même espece auroient un pareil sort, il y avoit lieu de présumer que la question ne reparoîtroit plus, ou du moins que l'Amirauté de Paris, abandonnant sa premiere décision, se conformeroit à celle de l'Arrêt. Il en est arrivé autrement néanmoins; & par une dernière Sentence du 19 Janvier 1759, rendue entre Pierre Lanouiller pere & consorts, assurés, & les sieurs Sellon & autres assureurs, non-seulement elle a jugé le contraire de l'Arrêt, mais encore elle a proscrit la clause dont il s'agit : permis d'assurer l'entier capital, même la prime & les primes de prime, si bon vous semble, & quaud bon vous semblera, comme étant ladite clause captieuse, équivoque, tendante à surprise, & contraire, tant à la bonne foi, qu'à la sureté requise dans le commerce; avec défense aux courtiers & agens d'assurances de l'insérer à l'avenir dans les polices; sauf néanmoins aux assurés à faire assurer, conformément au présent article 20, la prime, même les primes de prime; & ce, par une clause expresse, actuellement obligatoire, & écrite à la main dans lesdites polices, conformément aux articles 2 & 3.

Il y a eu sur le champ appel de cette Sentence, avec Arrêt en date du 27 du même mois de Janvier, portant désenses de la mettre à exécution. On attend la suite de cette affaire: selon toute apparence, la clause sera jugée devoir

opérer son esset, en consormité de l'Arrêt du 6 Septembre 1758.

Par rapport à la partie de la Sentence en forme de réglement, qu'elle soit suivie au chef qui désend de l'employer à l'avenir dans les mêmes termes, à la bonne heure, puisqu'on ne les trouve pas assez clairs; mais que ce soit sans effet rétroactif.

Quand à l'autre chef, qui permet de faire assurer la prime & les primes de prime, pourvu que ce soit par une clause expresse assurement obligatoire, & écrite à la main; c'est une suite de la Sentence du 7 Décembre 1757, insimée par l'Arrêt du 6 Septembre 1758, par laquelle il avoit été ordonné que toutes clauses synallagmatiques servient écrites à la main dans les polices d'asfurances.

Par-là on a donc entendu rejetter absolument tous les modeles imprimés des polices d'assurances, puisqu'il n'y a pas une clause dans ces polices qui ne soit synallagmatique, & c'est ce qui est étonnant qu'on ait voulu proscrire ces modeles imprimés, dont l'usage est si utile & même indispensable, aussi-bien que ceux des autres contrats maritimes ordinaires, tels que sont les prêts à

la grosse aventure, les chartes-parties, les connoissemens, &c.

Ces modeles ont été imprimés pour faciliter l'expédition des négocians maritimes, qui, le plus fouvent, exigent la plus grande célérité. Pour ne point fortir de la matiere des affurances, que l'on suppose un courtier qui reçoit des ordres pour faire faire une certaine quantité d'assurances, sans perte de temps. Avec le secours des modeles imprimés, où il n'y a que quelques blancs à remplir, il pourra accomplir ses ordres, à point nommé; au lieu que, s'il saut écrire à la main, il y aura nécessairement un retardement considérable; & alors quels inconvéniens n'en pourroit-il pas résulter? Gêner ainsi le commerce, ce seroit travailler à le ruiner.

A quelle fin d'ailleurs bannir ces modeles imprimés? On craint la surprise dans les clauses, si elles ne sont pas écrites à la main. Mais, quoi! c'est précisément dans les clauses à la main qu'il y auroit lieu d'appréhender la surprise, plutôt que dans les modeles imprimés, dont la notoriété met quiconque en état de juger par lui-même ou par le secours d'autrui, de la valeur & de la force des clauses qui y sont insérées: le fréquent usage qu'on en fait en rend l'idée samiliere. Il en sera autrement d'une clause à la main, parce qu'elle sera nouvelle ou extraordinaire. Il y auroit bien d'autres choses à dire à ce sujet, mais en voilà plus qu'il ne saut pour montrer que le réglement dont il s'agit, porté par ces deux Sentences, est absolument insoutenable, & qu'il ne se peut pas qu'il soit autorisé.

ARTICLE XXI.

Es primes des réassurances pourront être moindres ou plus fortes que celles des assurances.

E Commentateur pouvoit se dispenser d'observer sur cet article, comme sur le précédent, que le prix, soit de l'assurance, soit de la réassurance, ne doit pas excéder la valeur des essets assurés; car, quel seroit l'homme assez imbécile pour payer une prime supérieure à la valeur des essets assurés?

Moindres ou plus fortes. Qu'importe en esset au premier assureur ou à l'asfuré que la prime de la réassurance soit moindre ou plus sorte que celle de la premiere assurance? La police passée entr'eux n'en est pas moins valable & obligatoire de part & d'autre.



ARTICLE XXII.

ÉFENDONS de faire assurer ou réassurer des essets au-delà de leur valeur, par une ou plusieurs polices, à peine de nullité de l'assurance & de confiscation des marchandises.

Es défenses portées par cet article roulent sur le même principe que celles de l'article 3 du titre précédent, concernant les emprunts à la grosse. L'injustice est la même en esset, ou plutôt le crime est le même, d'emprunter à la grosse une somme sur un chargement dont on sait que la valeur est moindre; & de saire assurer une chose pour une somme qui en excede la valeur.

Dans le cas de l'emprunt frauduleux à la grosse, l'emprunteur est toujours puni de sa prévarication, au moyen de la disposition de l'article 3, qui vient d'être cité; mais ici, celui qui se fait assurer en fraude ne subira la peine de son crime, qu'autant que toutes les assurances auront été faites par une seule

& même police.

Alors l'affurance ou les affurances étant indivisibles, à cause de l'indivisibilité de l'acte; elles seront nulles pour le tout, sans qu'on puisse les faire subsister, jusqu'à concurrence de la véritable valeur des essets; & cela, que les essets périssent ou qu'ils arrivent à bon port. De plus, l'assuré sera sujet à la confiscation de la chose assurée, ou de ce qui en sera sauvé, en cas de perte

ou naufrage.

Mais si les assurances sont faites par plusieurs polices, de saçon que celles de la premiere n'excedent pas la valeur des essets assurés, comme la nullité portée par cet article ne peut tomber que sur les assurances postérieures, à compter de la police qui la premiere aura excédé la valeur des essets, sans que les assurances des précédentes polices en doivent soussirir, puisqu'elles ont été saites légitimement, il pourra arriver que l'assuré ne supportera pas la peine de la confiscation, ou du moins la confiscation n'aura pour objet que les marchandises qu'il avoit encore droit de faire assure, & dont l'assurance se trouvera nulle, comme étant faite dans une seconde ou troisieme police, où la valeur restante des essets aura été plus qu'absorbée, & que d'ailleurs il en sera quitte pour payer aux assureurs, dont les assurances seront déclarées nulles, demi pour cent.

Pour suppléerau silence de l'Ordonnance sur ce cas, il seroit juste, la fraude étant bien constante & bien prouvée, de condamner l'assuré à une amende considérable, tenant lieu de confiscation. Il y auroit lieu même de prendre contre lui la voie extraordinaire, & de lui insliger une peine corporelle, sa prévarication le rendant encore plus coupable que celle de l'emprunt à la grosse, à qui l'art. 16 ci-dessus désend de faire assurer, sur peine de punition corporelle.

Comme la nullité des assurances prononcée par cet article, ne peut venir que du fait propre de l'assuré, n'étant pas naturel de présumer en aucun cas que les assureurs colludent avec lui, la peine doit conféquemment ne regarder que lui seul, & au surplus il est obligé de payer aux assureurs, dont l'assurance est

nulle, le demi pour cent pour leur fignature à moins qu'ils n'aient eu connoissance de la fraude dans le temps de l'assurance. Art. 14 des assurances d'Anvers. Mais la supposition est chimérique.

ARTICLE XXIII.

I toutesois il se trouve une police faite sans fraude, qui excede la valeur des effets chargés, elle subsistera jusqu'à concurrence de leur estimation; & en cas de perte, les assureurs en seront tenus, chacun à proportion des sommes par eux assurées, comme aussi de rendre la prime du surplus, à la réserve du demi pour cent.

As parce que la fraude, qui de droit, ne se présume jamais, encore moins dans une matiere aussi grave que celle-ci, doit être exactement prouvée, & que la preuve en est difficile, en pareil cas on doit juger naturellement que c'est par erreur ou par inadvertance que les assurances ont été demandées au-delà de la valeur des essets chargés; soit que le chargement sût déjà complet, soit que ne l'étant pas encore, l'assuré se sût flatté de placer dans le navire autant d'essets qu'll en falloit pour remplir le montant des assurances.

Alors toutes les assurances subsistent, qu'elles aient été faites par une ou plusieurs polices, à cause de la bonne soi présumée; mais ce n'est que jusqu'à concurrence de la valeur ou de l'estimation des essets, adivè & passivè, comme il a été observé au sujet du prêt à la grosse, sur l'art. 15 du titre précédent.

Stracha, de affec. gl. 6, n. 6 & 9.

En telle sorte, qu'en cas de perte, les assureurs n'en seront tenus que jusqu'à la même concurrence & à proportion des sommes par eux assurées, à la déduction de la prime, aussi jusqu'à concurrence, & du demi pour cent du surplus de chaque assurance; & qu'au cas que le navire arrive à bon port, ils ne gagneront la prime que dans la même proportion, le surplus devant par eux être restitué, s'ils l'ont reçue d'avance (ce qui s'appelle ristorne en Italie, Provence & autres côtes de la Méditerranée), à la réserve toutesois du demi pour cent qui leur est toujours acquis, dès que l'assurance n'est pas nulle, par un fait qui leur ait été connu dans le principe, comme à l'assuré. Assurances d'Amsterdam, art. 22, & assurances d'Anvers, art. 14, 15 & 16. Idem, l'art. de l'Ordonnance de Rotterdam.

Mais, afin qu'il y ait ainsi lieu à contribution ou répartition entre les assureurs, à perte ou prosit, il faut, aux termes de notre article, que toutes les assurances soient faites par une seule & même police; car, s'il y en a plusieurs, ce sera de l'ordre de leurs dates que dépendra le sort des assureurs; c'est-à-dire, comme il a été observé sur l'art. précédent, que toutes les assurances qui se trouveront avoir été saites avant que la valeur des essets ait étéé puisée, seront valables en plein; & que celles qui auront été saites possérieurement, seront regardées comme non avenues, étant caduques & frustratoire; de maniere qu'en cas de perte, ce seront les premiers assureurs qui la supporteront seuls, sans contribution de la part des derniers; & réciproquement qu'en cas d'heureux

yoyage .

voyage, les premiers gagneront la prime, à l'exclusion des autres, qui devront se contenter du demi pour cent. Et c'est ainsi qu'il faut entendre les art. 16 & 18 du Guidon, ch. 2, avec l'art. 3, du ch. 3 & l'art. 23 des assurances d'Amsterdam, relativement à l'art. 15 des assurances d'Anvers & l'art. suivant.

En Angleterre l'assurance vaut adivà & passi sans égard à la valeur des choses assurées, & sans examiner si les marchandises ont été chargées ou non. Il ne s'agit que de l'existence du navire à l'occasion duquel l'assurance est faite : de sorte que tout se réduit à une espece de gageure que le navire arrivera à bon port. Ainsi en cas d'heureuse arrivée, la prime est gagnée sans autre examen, & au contraire le navire venant à périr, l'assureur est tenu de payer la somme assurée; que l'assuré ait intérêt ou non dans le navire ou son chargement, jusqu'à concurrence. Et sans doute que la même chose a lieu en Portugal, en cas de stipulation qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas d'essets dans le navire jusqu'à concurrence; puisque Pereira de Castro, décis. 56, n. 5, tient qu'une telle stipulation est valable comme n'étant nullement contraire à la nature du contrat d'assurance. Mais notre Ordonnance ayant décidé tout autrement, c'est le droit que nous devons suivre, sans aucune distinction ni restriction; c'est après tout le droit commun, consormément à la décision 55 de la Rote de Gênes.

ARTICLE XXIV.

I s'il y a plusieurs polices aussi faites sans fraude, & que la premiere monte à la valeur des essets chargés, elle subsistera seule; & les autres assureurs sortiront de l'assurance, & rendront aussi la prime, à la réserve du demi pour cent.

A PRÈs ce qui vient d'être observé, il n'y a plus rien de particulier à dire sur cet article, si ce n'est que telle est la doctrine de Stypmannus, ad jus marit. part. 4, cap. 7, n. 508, pag. 472; de Kuricke Diatriba, de assec, sol. 834, n. 5; de Loccenius, de jure marit. lib. 2, cap. 3, n. 8, sol. 173; de Stracha, de assec, sol. 3, n. 3 & seq. & gl. 6, n. 9; en un mot des autres Doctcurs.

ARTICLE XXV.

I N cas que la premiere police ne monte pas à la valeur des effets chargés, les assureurs de la seconde répondront du surplus; & s'il y a des effets chargés pour le contenu aux assurances, en cas de perte d'une partie, elle sera payée par les assureurs y dénommés, au marc la livre de leur intérêt.

A premiere partie de cet article est une suite & une conséquence naturelle des deux précédens. La premiere police doit subsister en plein, des qu'elle est au-dessous de la valeur des essets chargés. Il n'y a que la seconde Tom. 11.

qui foit sujette à réduction, pour la somme qui excede la valeur des essets; mais elle vaut constamment pour ce qui restoit à assurer légitimement après la premiere police remplie; & c'est de ce surplus qui pouvoit être valablement assuré que les seconds assureurs doivent répondre, aux termes de cet article en cas de perte, par contribution entr'eux au sol la livre, la perte des essets assurés par la premiere police demeurant entiérement pour le compte des premiers assureurs.

Mais s'il a été chargé des effets de valeur suffisante pour remplir toutes les assurances, alors il n'y a aucune distinction à faire entre les distérentes polices: toutes les assurances doivent être considérées comme si elles avoient été faites par une seule & même police, par la raison que toutes ont été légitimement faites. Au moyen de quoi la condition de tous les assureurs étant égale, en cas de perte d'une partie seulement des essets assurés, tous la supporteront conjointement au marcla livre de leur intérêt, Art. 25 de l'Ordonnance de Middelbourg, que l'on trouve à la suite du Tr. des avaries de Quintin Weitsen.

ARTICLE XXVI.

ERONT aux risques des assureurs toutes pertes & dommages qui arriveront sur mer par tempête, naufrages, échouemens, abordages, changemens de route, de voyage ou de vaisseu, jet, seu, prises, pillage, arrêt de Prince, déclaration de guerre, représailles, & généralement toutes autres fortunes de mer.

A R la nature du contrat d'assurance, l'assureur prend sur lui tous les risques & périls maritimes auxquels sont exposés les essets assurés. Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 6, n. 3; Casa Regis, passim; de même que le prêteur à la grosse par rapport aux essets assectés au prêt: mais l'un & l'autre ne répondent que des dommages arrivés par cas fortuit ou forcé, comme

il a déjà été observé, & comme il se verra encore dans la suite.

Changemens de route, de voyage ou de vaisseau. A cause de l'article suivant; cela ne doit s'entendre que de chargemens forcés, tels que ceux qui auroient pour cause la juste crainte d'un naustrage ou échouement, ou de tomber entre les mains des ennemis ou des pirates. Le changement seroit également forcé, s'il étoit causé par les vents contraires, & à plus forte raison par la tourmente, cu si le navire étoit incommodé par les coups de mer, de saçon à obliger de gagner un port pour le faire radouber. Art. 7 des assurances d'Amsterdam; Stracha, de assec, gl. 14, n. 3, Kuricke, ad jus hanseaticum, tit. 9, art. 15, fol. 718, 719; Casa Regis, disc. 1, n. 69. Arrêt du Conseil du 6 Avril 1748, en faveur des sieurs Belin & consorts, Négocians à la Rochelle, contre les assureurs, sur le Benjamin.

Ce navire étant parti du petit Goave, avoit débouqué par le canal de Baham, en vue d'éviter les corsaires. Mais étant par les quarante-sept degrés & demi de latitude, & trois & demi de longitude, il avoit été pris, après un

combat opiniâtre, où le Capitaine avoit perdu la vie. Par Sentence de Marfeille du 23 Novembre 1745, les affurés avoient été déboutés, & cette Sentence avoit été confirmée par Arrêt du Parlement d'Aix du 30 Juin 1746; mais l'Arrêt du Confeil cassa celui du Parlement, comme contraire à l'Ordonnance.

En effet, le changement de route, ou plutôt le choix de la route la plus longue, avoit une cause juste & raisonnable; savoir d'éviter de passer sous le mole de St. Nicolas que l'on savoit être infesté de corsaires. D'ailleurs, les deux débouquemens conduisoient également à la route; & si l'un d'eux allongeoit un peu plus la route, il étoit aussi le moins dangereux. C'étoit donc une pure chicane de la part des assureurs, non-seulement parce que le capitaine avoit suivi dans cette occasion les regles de la prudence; mais encore parce qu'il n'y a point de loi, qui ordonne que de deux routes à prendre pour se rendre à sa destination, l'on choissse précisément la plus courte.

Jet. La perte de la chaloupe par le jet ou antrement, ou le dommage qui y arrive, est à la charge des assureurs, & entre en contribution comme les autres dépendances du navire, Devicq sur le Tr. des avaries de Weitsen, n. 26. Et cela quoiqu'en général la chaloupe soit un objet distinct & séparé du navire, de maniere que sans expression formelle elle n'est pas comprise dans la saisse réelle du vaisseau. Stracha, de assec. gl. 8, n. 7, V. suprà liv. premier, tit.

14, art. 2.

Feu. Il n'est pas question d'examiner, si en conscience, un capitaine peut mettre le seu à son navire, pour empêcher l'ennemi d'en prositer, aux risques de sauter en l'air, ou autrement, de périr avec les gens de son équipage; il suffit à cet égard de renvoyer à Loccenius, de jure maritimo, lib. 3, cap. 9, & à Kuricke, quest. 29, sol. 888, qui tiennent avec raison, que cela est désendu tant par le droit divin que par le droit naturel; à moins que, mettant le seu au vaisseau, il n'y ait tout lieu d'espérer de se sauver avec la chaloupe.

Mais la question est, si dans ce cas les assureurs sont tenus de la perte du vaisseau & des essets de son chargement, ou s'ils peuvent s'en désendre sous

prétexte que ce n'est pas là un cas fortuit.

La folution dépend du point de favoir, si le capitaine ne pouvoit que par cette voie éviter que son nevire ne tombât entre les mains des ennemis ou des pirates, parce que cela étant, la perte a été causée par un cas tout à la fois fortuit & forcé. Du reste la présomption est de droit, qu'il y avoit nécessité de prendre un parti aussi violent, si le contraire n'est prouvé, faute de quoi les assureurs doivent répondre de la perte tout comme si le navire eût péri par le seu du Ciel ou par celui des ennemis.

Ainsi jugé en premier, lieu par Arrêt de Bordeaux du 7 Septembre 1747, en faveur d'Elie Leyssan, capitaine, qui avoit brûlé son propre navire, contre

les affureurs.

En second lieu, par Arrêt d'Aix du 30 Mars 1748, contre les assureurs du vaisseau le Modesse, auquel le capitaine Artaud, poursuivi par des corfaires vers le Cap Trasalga, avoit mis le seu, & s'étoit sauvé sur la côte avec tout son équipage.

Et en troiseme lieu, par Sentence de Marseille du 27 Avril audit an 1748, au rapport de M. Emerigon, au prosit de Jacob Francia, négociant de Bordeaux, contre les assureurs du vaisseau l'Espérance, auquel le seu avoit été mis

K ij

76 ORDONNANCE DE LA MARINE. près du Bourg St. Pierre, côte d'Espagne, pour échapper à la poursuite des

Anglois. Sa prise étoit inévitable sans cela.

Prise. Les assureurs sont garants, non seulement des prises faites par des ennemis ou des pirates; mais encore de celles qui sont induement saites par des anis, alliés ou neutres; en un mot de toutes prises justes ou injustes, faites par hostilités, brigandage ou autrement. Casa Regis, disc. 1, n. 118, & disc. 64, n. 8; Santerna, de assec. part. 3, n. 8. Cela est hors de doute. Sentence consorme de Marseille anà voce du 18 Avril 1757, en saveur du sieur Tiran, propriétaire de la corvette la Marie-Anne, contre ses assureurs. Ce navire qui, avant toute déclaration de guerre, avoit été pris par les Anglois & conduit à Minorque, sur rendu libre par la glorieuse conquête du Port-Mahon. De retour à Marseille, les assureurs prétendirent qu'il n'étoit point question là d'une prise; mais d'un simple arrêt de Prince. Sans avoir égard à leur exception, ils surent condamnés & restè de payer les sommes par eux assurées, à la déduction du prix de la vente du navire & de la cargaison. Arrêt consorme du Parlement d'Aix, du 13 Mai audit an 1757, au rapport de M. de Jouques.

Ils répondent tout de même des prifes inducment faites par les ennemis, quoique relâchées dans la suite. Ainsi jugé par Arrêt d'Aix du mois de Juin 1751, confirmatif d'une Sentence de l'Amirauté de Marseille du 3 Août 1750, au rapport de M. Emerigon, en faveur des créanciers des sieurs Lemere & Fils, contre les assureurs sur le pinque le St. Charles. Le navire avoit été pris par les Anglois depuis la publication de la paix, & ils l'avoient ensuite relâché.

Arrêt de Prince, déclaration de guerre, représailles. Idem. Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 3, n. 3, & cela sans augmentation de prime le cas arrivant; parce que l'assurent censé l'avoir prévu, & par conséquent l'avoir pris pour son compte. Mais pour ce qui est de la déclaration de guerre surtout, comme il arrive rarement qu'elle surprenne & qu'on n'en ait pas eu des avis ou des soupçons quelques temps auparavant, les assurents lorsqu'ils ont sujet de la craindre ont accoutumé de stipuler deux primes, l'une à l'ordinaire pour le cas de la paix, & l'autre plus sorte, si la guerre survient pendant le voyage, V. suprà art. 7.

Et généralement toutes autres fortunes de mer. Divers Auteurs ont prétendu; entr'autres Santerna, de assec, part. 3, n. 72 & seq. Casa Regis, Rocus, Stracha, &c. que les assures ne sont pas tenus des cas tout-à-fait extraordinaires; à moins que la police ne soit générale pour tous les cas exprimés & non exprimés. Mais cette exception, qui ne pourroit que donner matiere à des discussions fréquentes, n'est pas admissible parmi nous, à la vue de notre article qui comprend absolument toutes sortunes de mer, s'il n'y a quelque restriction par

une convention expresse.



ARTICIE XXVII.

S I toutesois le changement de route, de voyage ou de vaisseau; arrive par l'ordre de l'assuré, sans le consentement des assureurs; ils seront déchargés des risques, ce qui aura pareillement lieu en toutes autres pertes & dommages qui arriveront, par le fait ou la faute des assurés, sans que les assureurs soient tenus de restituer la prime, s'ils ont commencé à courir les risques.

Voyez les articles 6 & 7 des assurances d'Anvers & le septieme des assurances d'Amsterdam.

Il en feroit de même du changement de route arrivé par le fait du maître ou capitaine, à moins qu'aux termes de l'article suivant, l'assureur ne se sût chargé par la police de la baratterie de patron. Mais c'est à quoi l'on ne manque guere, non plus que de stipuler que l'assureur courra tous les risques maritimes, nonobstant tout changement de route, de voyage ou de vaisseau, avec déclaration qu'on déroge à l'Ordonnance en cette partie, comme en bien d'autres cas; ce qui est permis pour tous ceux où elle ne s'exprime pas en termes prohibitiss. Mais ensin, sans de pareilles clauses, l'Ordonnance auroit tout son esset. C'est aussi le droit commun, Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 3, n. 10, sol. 169.

Par le fait ou la faute des assurés. On de leurs préposés, agens, ou facteurs; & cela sans qu'ancune clause, puisse valablement charger les assureurs des dommages qui arriveroient de cette maniere. Une telle clause en esset, seroit absurde, illusoire & frauduleuse. Passa non sunt servanda que ad delinquendum

provocant, leg. 3, ff. de pactis doctalibus.

La perte provient du fait ou de la faute des assurés, si les marchandises sont de mauvaise qualité, si elles sont mal emballées, ou si le commerce en est prohibé. C'est ainsi que la loi, cum proponas 3. cod. nautico fanore, parlant du cas où un emprunteur à la grosse a chargé des marchandises prohibées, qui par cette raison ont été conssiquées, décide comme notre article, que le prêteur n'est nullement tenu de supporter cette perte, comme ne procédant pas d'un cas fortuit maritime; mais purement du fait & de l'extrême imprudence du débiteur.

Si la perte ou le dommage arrive aussi, par le fait ou par la faute du maître & des mariniers, les assureurs n'en sont pas tenus non plus de droit; mais par une clause de la police, ils peuvent y être assujettis en se chargeant de la baratterie de patron; & cette clause est permise par l'art. suivant. Il en seroit autrement, comme on vient de le dire, d'une stipulation qui soumettroit les assureurs à la garantie des saits de l'agent ou du sacteur de l'assuré; & la raison est que le sacteur représente essentiellement l'assuré, en telle sorte que c'est tout comme si l'assuré commettoit la faute lui-même; ce qu'on ne peut pas dire absolument, lorsque la faute vient du maître ou capitaine, quoiqu'il soit du choix du propriétaire ou armateur du navire assuré.

S'ils ont commencé à courr les risques. Dès-là la prime est acquise en entier aux assureurs, quoique les risques n'aient pas duré long-temps, par quelqu'un des cas exprimés par cet article ou autrement. Cependant cela ne doit s'entendre que de la prime pour l'aller, si les risques ont cessé de courir contre les assureurs en allant; car il est décidé par l'art. 6 ci-dessus, que si la prime est stipulée pour l'aller & le retour, ce qu'on appelle prime liée, & que le vaisfeau ne fasse point de retour, l'assureur ne gagnera que les deux tiers de la prime. Ainsi la décision étant applicable à notre hypothese, il faut dire que les assureurs ne gagneront tout de même que les deux tiers de la prime stipulée en général pour l'aller & le retour, ou que celle qui aura été règlée séparément pour l'aller, sans préjudice en ce dernier cas seulement, du demi pour cent de l'autre moitié de l'assurance pour le retour. Cependant si le navire avoit sait nausrage, ou avoit été pris en allant, il seroit juste & naturel de déduire alors aux assureurs la prime liée en plein, que l'événement eût été prévu ou non dans la police.

En vertu de la clause qui est aujourd'hui de style, dans les polices d'assurances, par laquelle clause il est permis de changer de route, de naviger à droit & à gauche, à dextre & senestre côté, de faire échelle, d'aller & revenir, &c. si le navire touche à quelque port dans sa route, que le capitaine y décharge & vende des marchandises, pour en prendre d'autres en remplacement, ou provenant du prix de celles qu'il a vendues; ces marchandises sont subrogées aux premieres, à l'effet que les assureurs en courent les risques comme des premieres & de celles qui sont restées dans le navire. Ainsi jugé par Sentence de Marseille du 12 Décembre 1749, au rapport de M. Emerigon, en faveur du sieur Jean Fiquet, négociant de Marseille, contre les assureurs sur les facultés; c'est-à-

dire, sur les effets de la cargaison du vaisseau la Minerve.

Pareille Sentence du 30 Janvier 1751, en faveur du capitaine André-Vincent Favre, contre les sieurs Nicolas & Coigné, assureurs sur une pacotille chargée dans le navire, le Marquis de Vaudreuil, dont partie avoit été déchargée au Cap sur la route, & le prix converti en d'autres marchandises. Il sur jugé par là que le péril de ces dernieres étoit pour le compte des assureurs, en

vertu de la clause portant pouvoir de saire échelle.

Il s'ensuit encore de cette clause, que les marchandises qui sont prises dans un port sur la route, pour completter le chargement, sont aussi aux risques des assureurs. Arrêt d'Aix du 15 Juin 1746, en saveur des sieurs Arnaud & autres négocians de Bayonne, contre les assureurs sur les facultés du navire le St. Bernard. L'assurance étoit déclarée saite sur les marchandises qui se trouveroient chargées dans le vaisseau, à sa sortie de Bayonne jusqu'à Cadix. Le vaisseau avoit pris sur sa route des essets à Saint-Sébastien, & c'étoit la cause du resus des assureurs. Sans avoir égard à leurs exceptions, ils surent condamnés de payer avec dépens, tant des causes principales que d'appel.

Mais la permission de changer de route, & de rétrograder, en un mot de dérouter, n'emporte pas la faculté de changer le voyage & la destination annoncée du navire; elle donne seulement la faculté de détourner un peu de la route,
pour toucher à quelque port, étant à la droite ou à la gauche sur la route; d'aller
& revenir d'un port à l'autre, même en rétrogradant, de maniere toutesois que
le navire revienne ensin à sa route, pour se rendre à la destination exprimée

dans la police.

Mutari iter dicimus, cume apitaneus, retento semper piimo proposito & destinatione, in accessoriis totaliter illum non sequitur, mutando viam de resta in indirectam, vel plures scalas pluresque portus attingendo, animo tamen & intentione prosequendi viaggium usque ad metam destinatam. Casa Regis, disc. 67, n. 23 & seq.

Il dit encore, disc. 18. n. 131, & disc. 134, & disc. 193, que malgré cette clause le capitaine ne doit jamais se détourner beaucoup de sa route & dudroit chemin: verba hac, ajoute-til, navigare à dextrâ & sinistrâ, nunc habent expositionem & conceptum, ut tantum diverti possit iter, quantum inserviat saciliori & tutiori navigationi, pro deveniendo ad portum destinatum, non autem ut in totum divertatur ab incapto & destinato itinere.

C'est aussi à quoi revient le sentiment de Stypmannus, ad jus maritimum, cap. 7, n. 413, sol. 463, en ces termes: hac clausula, ad dextram vel ad sinistram navigare permittens, non premittit mutare lacum, sed tantum commoditatem magistro navis relinquit, quomodo cursum tenere vel dirigere velit, vel si propter

causas, littora legere, vel portum intrare velit, hoc ei maneat liberum.

ARTICLE XXVIII.

E seront aussi tenus les assureurs, de porter les pertes & dommages arrivés aux vaisseaux & marchandises par la faute des maîtres & mariniers, si par la police ils ne sont chargés de la baratterie de patron.

'Est la faute du maître & des mariniers, si les marchandises reçoivent du dommage lors de leur chargement, saute de bons guindages & cordages, ou parce que la manœuvre est mal saite, & que le navire n'est pas bien amarré, ou, pendant le voyage, pour n'avoir pas bien sermé les écoutilles. Art. 4 du tit. suiv. De même si les marchandises ont été mal placées dans le navire. Art. 23 de l'Ordonnance de Wisbuy; Loccenius, de jure marit. lib. 2, cap. 3, n. 12, fol. 181; Stracha, de nautis, part. 3, comme si ce sont des marchandises seches, mises sous des barriques d'huile, d'eau-de-vie, vin, &c. si le navire est surchargé, s'il y a soustraction ou altération d'une partie des essets. Art. 7, 9 & 10, chap. 5 du Guidon; Stracha, ibid. pout tout ceci; Casa Regis, disc. 23, n. 63 & seq.

La raison pour laquelle les assureurs ne sont pas tenus de la perte en aucun de ces cas, n'est pas celle que donne le Commentateur; savoir, que, omnia sasta magistri debet præstare is qui eum præposuit, alioquin contrahentes deciperentur; suivant la loi premiere, de exercitorià astione; ou du moins elle ne seroit applicable que contre l'assuré propriétaire ou armateur du navire, & nulcement contre les autres marchands chargeurs. Art. 4, ch. 15 du Guidon, &

aux notes.

Il y a donc un autre principe de décision: c'est que, par la nature du contrat d'assurance, l'assureur n'est chargé de droit de répondre que des pertes qui arrivent par cas sortuit, par sortune de mer; ce qui est tout-à-sait étranger aux sautes que peuvent commettre les maîtres & les mariniers. Et tel est le droit

commun. Rote de Gênes, decif. 166; Loccenius, de jure maritimo, lib. 2;

La baratterie peut se prouver par enquête, même en y faisant entendre les

gens d'équipage. Stracha, de assec. gloss. 31, n. 3.

Cependant, par convention, les affureurs peuvent être obligés d'en garantir les affurés. Loccenius, loc. cit. n. 10, fol. 179. Et il ne faut pour cela ; aux termes de notre article, conforme à l'usage de la Hollande, que les charger par la police de la baratterie de patron; termes énergiques qui comprennent absolument tout le dommage qui peut résulter du fait du maître & des gens de son équipage, soit par impéritie, imprudence, malice, changement de route; larcin ou autrement: sauf aux assureurs, comme subrogés de plein droit aux assurés, à se pourvoir en garantie contre le maître, dans tous les cas où les propriétaires ou les chargeurs auroient action contre lui, pour la réparation du dommage. Et cela avoit déjà été ainsi jugé par Arrêt du 26 Mars 1762. Journ. des Audiences, tom. 3, liv. 7, chap. 21.

Anciennement en France les assureurs étoient tenus de plein droit de la baratterie de patron; mais ce n'étoit que subsidiairement; & après avoir fait toutes les diligences convenables contre le maître. Art. 6, chap. 5, & art. premier, chap. 9, du Guidon, & aux notes. Au contraire, par l'art. 4 des assurances d'Anvers, il est défendu de charger les assureurs de la baratterie de patron. Il en est de même à Cadix, aussi bien qu'à Rotterdam. Art. 5 de l'Ordonnance de ladite ville, à la suite de Weitsen; & véritablement il seroit à souhaiter que cette loi sûr par tout observée, si son exécution n'entraînoit pas

comme nécessairement des discussions sans nombre.

Pour la peine de la baratterie frauduleuse, voyez l'article 35, tit. premier,

livre 2 suprà.

Quoique par la police d'assurance, les assureurs soient chargés de la baratterie de patron, la clause n'opere rien si c'est le propriétaire lui-même qui monte son navire, & si c'est le maître qui est assuré. Illud nullà passione effici potest, ne dolus prasseur, leg. si unus, 27, \$.3, sf. de passis. Quid si le maître est sils de l'assuré? Quoiqu'en droit pater & filius, una eademque persona censentur, il ne seroit pas juste de rendre l'assuré responsable des sautes du maître son sils, s'il n'y avoit preuve de collusion; attendu qu'étant reçu maître à l'Armirauté, il est reconnu capable de commander.

ARTICLE XXIX.

Es déchets, diminutions & pertes, qui arrivent par le vice propre de la chose, ne tomberont point sur les assureurs.

L en est aussi de même en sait de prêt à la grosse, suivant l'art. 12 du titre précédent; & cela, parce que ce qui arrive par le vice propre de la chose, ne peut-être réputé cas sortuit, art. 8, chap. 5 du Guidon, & art 7 des assurances d'Amsterdam, L'art. 17 de l'Ordonnance de Rotterdam ajoute, si les assurances d'Amsterdam.

assureurs n'ont spécialement été chargés desdits risques. Vide ce qui a été observé sur ledit article 12 du titre précédent, & ce que dit le Commentateur sur celui-ci.

Ce n'est pas non plus un dommage arrivé par fortune de mer, que la perte d'une ancre causée par le frottement du cable sur des roches, qui l'ont rompu & coupé: c'est là une suite naturelle du service des choses destinées à l'usage du navire. Et de même qu'on ne peut demander aux assureurs que le navire a perdu de sa valeur, pour avoir plus de service qu'il n'en avoit, ou parce que les cordages & les voiles sont usés; de même, le navire étant à l'ancre, si les cables auxquels les ancres sont attachées, s'usent, rompent ou sont coupés par l'esse seules courants ou du tangage du navire, les assureurs ne sont pas tenus de cette perte. Autre chose feroit si la violence des coups de vent ou de mer obligeoit de filer les cables, ou en causoit la rupture; & de même, si quelque coup de vent emportoit une voile, une vergue, & que le tout sût bien constaté par un procès-verbal du maître ou capitaine, signé des principaux de l'équipage, consirmé & attesté par une déclaration au gresse de l'Amirauté, à l'arrivée du navire. Cette distinction, au reste, est appuyée de la conséquence qui se tire tout naturellement de la premiere partie de l'art. 4 du tit. suiv.

si le navire ne peut achever son voyage & qu'il soit jugé incapable de faire son retour, la question, si cet événement est à la charge des assureurs, ou non, dépend de savoir si c'est par des coups de mer, ou autre cas sortuit, que le navire est devenu hors d'état de servir, ou si c'est par vétusté & pourriture, ce qui gît en examen & visite du navire pour pouvoir juger, si, au départ, il étoit vraiement en état de saire le voyage ou non; parce qu'en ce dernier cas les assureurs n'en doivent pas répondre, s'agissant d'un vice de la chose, quoiqu'en disent Stypmannus, part. 4, cap. 2, n. 102, sol. 385, cap. 7, n.

332, fol. 458, & Cafa Regis, difc. 1, n. 140.

On cite sur ce sujet plusieurs Arrêts d'Aix & des Sentences de Marseille contre les assureurs; mais ces préjugés, pour être juridiques, doivent avoir été rendus sur des preuves que les navires avoient été rendus innavigables par fortunes de mer. Cependant, qu'est-ce que ces preuves pour l'ordinaire? Des procès-verbaux frauduleux de la part des capitaines, toujours disposés à favoriser les armateurs, sans égard à la vérité & à la justice.

ARTICLE XXX.

NE seront aussi tenus des pilotages, touages, lamonages, des droits de congé, visite, rapports & d'ancrage, ni de tous autres imposés sur les navires & marchandises.

P llotages, touages & lamanages. C'est ce que l'art. 8 du titre suivant, appelle menues avaries, qui doivent se payer un tiers par le navire & les deux autres tiers par les marchaudises.

A l'égard des droits de congé. L'art. 9 les retranche du nombre des avaries,

& veut qu'ils foient acquittés par les maîtres.

Tom. II.

Les assureurs sont déchargés de tout cela par le présent article; mais cela doit-il s'entendre aussi bien du cas où ces frais & droits deviendront extraordinaires par quelque tempête ou coup de vent qui obligera d'aborder un port ou d'entrer en riviere, que de celui où ces mêmes droits ne seront devenus extraordinaires que par une suite naturelle du voyage, au moyen des escales qu'il devoit faire, ou par le fait particulier du maître?

Ce qui fait penser qu'il n'y a point de distinction à faire à ce sujet, c'est que ces droits sont peu considérables en eux-mêmes, & qu'il est d'usage de stipuler dans les polices d'assurance que les assureurs ne seront tenus d'aucunes avaries

qu'en cas qu'elles excedent trois, quatre ou cinq pour cent.

Cependant il se peut faire que ces droits étant joints aux avaries, forment un total qui excede les 3, 4 ou 5 pour cent; & alors il seroit naturel qu'ils fissent partie des avaries, étant occasionnés par tempête ou autre fortune de mer; car on comprend bien que jamais les assureurs n'en peuvent être tenus, si ce sont des droits ordinaires, à payer au départ du navire & à son arrivée au lieu de sa destination, ou s'ils ne sont devenus extraordinaires que par le fait particulier du propriétaire ou du maître. Voyez l'art. 8 du tit. suivant.

Droit de congé, visite, &c. Il ne s'agit point là, comme l'a immaginé le Commentateur, » de la confiscation du navire & des marchandises, saute par le » maître ou les assurés d'avoir pris des congés, sait visiter des marchandises, sa fait leur rapport, ou payé les droits d'ancrage, &c. » Si c'étoit là l'objet de l'article, il seroit autrement conçu. Tout ce qu'il a entendu décider, c'est que tous ces droits, qui doivent être acquittés respectivement par l'armateur, le maître & les marchands chargeurs, ne regardent pas plus les assureurs que

les frais du pilotage, touage & lamanage.

Au reste, les droits de congésont ceux de congésou passe-port que le maître doit prendre nécessairement chez le Receveur de M. l'Amiral pour chaque voyage qu'il veut faire en mer. Les droits de visite sont ceux qui sont attribués aux Officiers de l'Amirauté pour la visite des navires, à l'effet de quoi, dans chaque port, il y a des huissiers-visiteurs. Les droits de rapport sont ceux dus pour tous les rapports & déclarations que les maîtres sont tenus de saire à l'Amirauté, soit à leur arrivée, soit en cas de relâche dans chaque port. Les droits d'ancrage sont ceux qui sont dus à M. l'Amiral pour la permission de mettre le navire à l'ancre, soit dans les rades, soit dans les rivieres : drois quis e levent indisséremment sur les Etrangers & les François, comme il a été observé ci-dessus, art. 11, tit. premier du liv. premier.

Enfin, les autres droits imposés sur les navires & marchandises, sont ceux dus pour la soumission de ramener le navire au port où il est armé, pour une commission en guerre, pour le lestage & délestage, l'amarrage au quai, le parisis en l'isle de Ré, & généralement tous droits locaux, avec ceux d'entrée & de sortie dus au bureau des fermes du Roi, suivant la nature & la qualité

des marchandises.



ARTICLE XXXI.

IL sera fait désignation dans la police des marchandises sujettes à coulage; sinon les assureurs ne répondent point des dommages qui leur pourront arriver par tempête, si ce n'est que l'assurance soit faite sur le retour des pays étrangers.

TTOYEZ l'article 17 des assirances d'Amsterdam.

Que dans la police, celui qui se fait assurer soit obligé d'exprimer les marchandises sujettes à coulage; il n'y a rien là que de naturel, puisque les risques étant plus grands, c'est une raison pour augmenter la prime, art. 4, chap. 2, du Guidon, & qui peut même ou empêcher d'assurer, ou saire qu'on n'assure que pour une moindre somme. Mais que cette obligation de déclarer les marchandises sujettes à coulage cesse, lorsque l'assurance est faite sur retour des pays étrangers; c'est ce dont on ne conçoit du tout point la raison, à moins qu'on ne dise que dans ce cas l'assuré est censé ignorer quelles sortes de marchandises lui seront envoyées en retour, & que la présomption est contraire si les retours lui sont saits de quelque port du Royaume ou de nos colonies.

Quoiqu'il en soit, l'usage est, & c'est aujourd'hui-une clause de style, de stipuler dans les polices d'assurances, que les assureurs courront les risques sur les marchandises qui se trouveront chargées dans le navire, de quelque nature

qu'elles soient, sujettes à coulage ou non.

Lorsque les marchandises sujettes à coulage sont aux risques des assureurs, ils répondent alors du coulage qui arrive, ou qui est censé être arrivé par tempête ou autre sortune de mer, à la déduction néanmoins du coulage ordinaire, tel qu'il est réglé par l'usage; parce que ce coulage ordinaire & inévitable, quelque heureux que soit le voyage, procédant du vice propre de la chose, ne peut être un risque maritime.

Ce coulage naturel & ordinaire, par rapport aux voyages de l'Amérique & autres de long cours, est arbitré pour les eaux de-vie, les vins, les guildives & autres liqueurs, les huiles, &c. à 12 ou à 15 pour cent; pour les sucres bruts, à 13 ou 14 pour cent; pour les indigos, de 10 à 20 pour cent, & quelquesois au-delà, suivant qu'ils ont été chargés plus ou moins secs.

Dans les voyages moins longs, comme dans la Méditerranée en Flandres, en Hollande, dans la mer Baltique, le coulage ordinaire des liqueurs est de 3 à 4 pour cent; & s'il n'est question que du trajet du golse d'Aquitaine en Normandie, Picardie, & toute la Manche, le coulage n'est estimé que 2 à 3, pour cent; ainsi du reste à proportion, quand il n'y a rien de réglé sur cela par la police.

Mais on y pourvoit assez souvent, & alors les assureurs n'en sont tenus

qu'autant que le coulage se trouve excéder celui qui a été stipulé.

Par la raison que le coulage en général est inévitable, il seroit naturel que les assureurs, lorsqu'ils en sont tenus, n'en fissent raison qu'à la déduction du coulage stipulé. Cependant l'usage de cette place, est qu'ils le paient en plein

ioriqu'il evende; à l'evemple de ce qui se pratique en sait d'avaries, en quoi ils sont de pire condition que lorsque le coulage n'est pas stipulé; puisque, comme il a déjà été observé, ils déduisent alors le coulage, tel qu'il est réglé

par l'ufage.

Il faut bien prendre garde, que quelque confidérable que foit le coulage, on ne peut en faire un objet d'avarie, à moins qu'il n'y ait preuve que les futailles ont été endommagées par la tempête, ou autre fortune de mer; fans cela le coulage ne peut être regardé que comme naturel, ou provenant du vice de la chose.

ARTICLE XXXII.

I l'assurance est faite divisément sur plusieurs vaisseaux désignés, & que la charge entière soit mise sur un seul, l'assureur ne courra risque que de la somme qu'il aura assurée sur le bâtiment qui aura reçu le chargement, quand même tous les vaisseaux désignés viendroient à périr, & il rendra la prime du surplus, à la réserve du demi pour cent.

E Guidon, ch. 13, dans une hypothese afférente à notre article, suppose que les marchandises destinées pour plusieurs navires aient été chargées dans une seule barque ou allege, pour être renversées dans les navires, & que l'allege périsse; dans ce cas, il décide que l'assureur n'est tenu de la perte que jusqu'à concurrence de la plus forte somme qui devoit être chargée dans l'un de ces navires; mais cette décision est tout-à-fait irréguliere, & ne dérive nullement du principe de notre article, savoir, que l'assureur a entendu partager les risques sur plusieurs navires. On ne peut pas conclure delà, en esset, qu'il falloit autant d'alleges qu'il y avoit de navires, qui doivent recevoir les marchandises. Il sussissif que ces marchandises fusient destinées à être réparties sur ces différens navires, aux termes de l'assurance, pour que leur perte tombe sur les assureurs; car, ensin, il falloit les porter à bord de chacun des navires, & cela étant, il importe peu qu'elles aient été chargées dans une seule allege.

La division des marchandises ne regarde que les différens navires destinés à les recevoir. Si tout a été renversé dans un seul & qu'il vienne à périr, c'est alors que l'assureur est fondé à dire qu'il ne peut perdre sur ce bâtiment, qui seul a reçu le chargement, que la somme qu'il avoit assurée sur ce même bâtiment, & cela saus examiner quella été le sort des autres navires sur lesquels il avoit également assuré, parce que l'assurance est caduque & frustratoire à leur égard, à desaut de chargement réel & essectif dans ces autres navires.

L'assurance ne pout donc avoir d'esset en pareil cas, que par rapport au bâ ment sur lequel seul il y a en des marchandises chargées, & par conséquent q e jusqu'à concurrence de la somme pour laquelle il avoit voulu courir le risque sur ce même bâtiment. Inutilement opposeroit-on à l'assureur que les

autres navires aient péri tout de même, c'est tout comme si les marchandises chargées dans un seul, eussent été distribuées également sur tous; la vérité est que la perte de ces autres navires lui est tout-à sait indissérente, puisqu'il n'y a été rien chargé. C'est un bonheur pour lui qu'il n'y ait eu de chargement que sur un seul navire; & comme il n'a pris les risques sur ce navire que jusqu'à une certaine somme, il doit être quitte en payant cette somme. Pour le surplus, l'assurance est caduque, & il n'est question de sa part, que d'en rendre la prime, s'il l'a reçue, à la réserve du demi pour cent pour sa signature.

Mais encore une fois, la décission n'a rien de commun avec le transport des marchandises destinées pour chaque navire, & nul doute qu'elles ne puissent valablement être chargées dans une seule allege aux risques des assureurs.

Sur la question, si la disposition de cet article doit s'étendre au cas où le capitaine ou maître à chargé sur un autre navire que le sien, les marchandises qui lui avoient été consées, & s'il en doit répondre, les deux navires venant à périr. Voyez suprà l'art. 9, tit. du capitaine, qui est le premier du liv. 2.

ARTICLE XXXIII.

ORSQUE les maîtres & patrons auront la liberté de toucher en différens ports ou échelles, les affureurs ne courront point les risques des effets qui seront à terre, quoique destinés pour le chargement qu'ils auront assuré, & que le vaisseau soit au port pour le prendre, s'il n'y a convention expresse par la police.

Ans le cas où par l'assurance il est permis à l'assuré de saire dissérentes escales, les risques des marchandises à prendre dans les escales, se reglent de droit sur ceux que l'assureur a pris sur lui pour le chargement des marchandises dans le lieu du départ du navire; c'est-à-dire, que s'il a pris les risques des barques ou alleges destinées à porter les marchandises au navire, il en sera de même dans les escales. Et comme cela n'a rien de commun avec les essets qui sont à terre, quoique destinés pour le navire, qui est à portée de les recevoir, parce qu'il n'y a pas encore là de risques maritimes, il s'ensuit que sans une clause sormelle & expresse, insérée dans la police, l'assureur ne pourra être tenu de répondre du dommage qui arrivera aux marchandises tant qu'elles seront encore à terre. Santerna de assec, part. 4, n. 49; Stypmannus ad jus marit, part. 4, cap. 7, n. 328, fol 457. Cette clause, comme exorbitante, devroit se trouver rarement dans les polices d'assurances; cependant elle est assez usitée.



ARTICLE XXXIV.

I l'assurance est faite pour un temps limité, sans désignation de voyage, l'assureur sera libre après l'expiration du temps, & pourra l'assuré faire assurer le nouveau risque.

ELA prouve de nouveau que l'Ordonnance n'a pas entendu abroger l'ancien usage d'assurer pour un temps limité, & étendre nécessairement l'assurance au voyage entier du navire, soit pour l'aller, soit pour le retour. Si donc l'assurance est pour deux ou trois mois seulement, après l'expiration du terme, il n'y a plus de risques pour l'assureur; sa prime est gagnée, attendu que l'assurance ne subsiste plus, saus le réglement des pertes & avaries qui auront eu lieu dans le temps des risques. Mais, encore une sois, ces sortes d'assurances ne se pratiquent plus que pour les navires armés en course, ou dans quelques assirétemens saits au Roi: les derniers assirétemens que nous ayons vu de cettte espece, ont eu pour objet la conquête du Port-Mahon.

ARTICLE XXXV.

A 1 s si le voyage est désigné par la police, l'assureur courra les risques du voyage entier, à condition, toutesois, que si sa durée excede le temps limité, la prime sera augmentée à proportion, sans que l'assureur soit tenu d'en rien restituer, si le voyage dure moins.

L est question ici d'une assurance singuliere, faite pour un temps limité avec désignation du voyage du navire. On suppose dans ce cas, que l'assurance est pour tout le voyage, & que le temps de sa durée n'a été limité que dans l'idée qu'il n'en faudroit pas davantage pour que le navire se rendît à sa dessination.

Dans cette hypothese, l'article décide que l'assureur courra les risques du voyage entier, mais à une condition qui est toute à son avantage, en ce que, si le voyage dure plus que le temps limité par la police, sa prime augmentera à proportion; tandis qu'au contraire elle ne sousserire aucune réduction si le voyage dure moins; en quoi il n'y a pas de réciprocité. Aussi une telle assurance n'est-elle plus en usage.

Avant notre Ordonnance, la prime étoit réglée pour le gain, ad ratamitineris & periculi. Casa Regis, disc. 1, n. 30. Voyez l'art. 12, chap. 9 du Guidon

dans Cleirac, p. 296.



ARTICLE XXXVI.

Es assureurs seront déchargés des risques, & nelaisseront de gagner la prime, si l'assuré, sans leur consentement, envoie le vaisseau en un lieu plus éloigné que celui désigné par la police, quoique sur la même route; mais l'assurance aura son esset entier, si le voyage est seulement raccourci.

Uoiqu'il n'y ait pas non plus de réciprocité dans l'espece de cet article; il n'en est pas moins juste au sonds, parce que c'est uniquement par le fait de l'assuré, que le voyage est allongé ou raccourci; au lieu que le précédent suppose que le plus ou le moins de durée du voyage est le pur esset du hazard.

Si donc l'assuré allonge le voyage, en envoyant le navire en un lieu plus éloigné que celui désigné par la police, quoique sur la même route, il est tout naturel que l'assureur gagne sa prime, & qu'il soit déchargé de tous risques, dès que le navire sera parvenu à la hauteur du lieu désigné par la police. Dans le cas contraire, l'assureur n'aura pas moins gagné la prime, nonobstant le raccourcissement du voyage: c'est l'assaire de l'assuré, s'il a voulu abréger le voyage. Il a pu faire courir moins de risques à l'assureur, mais il ne lui a pas été libre de les augmenter. Voyez le même art. 12, chap. 9 du Guidon.

En interprétation, ou plutôt à l'occasion de cet article & du 27 ci-dessus,

il s'est élevé une difficulté, dont voici l'espece.

Jean de Marseille s'est fait assurer, par Pierre de Rouen, à 4 pour cent de prime ordinaire, & 30 pour cent d'augmentation en cas de guerre ou hostilités de la part des Anglois, la somme de 1000 liv. sur les facultés de son vaisseau, les risques à courir du jour du départ du navire de l'Amérique

jusqu'à son arrivée à Marseille.

Le vaisseau arrivé à Cadix, Jean qui se trouve y avoir des essets pour 3000 liv., par conséquent pour 2000 liv. au-delà de la somme assurée, & qui, à cause des hostilités déjà commises par les Anglois, veut décharger ses essets à Cadix, propose à Pierre son assureur, la cessation des risques à Cadix, moyennant une restraction raisonnable sur les 30 pour cent d'augmentation de prime; & sur le resus de Pierre, il fait décharger à Cadix de ses essets jusqu'à la concurrence de la somme de 2000 liv. c'est-à-dire, les deux tiers, laissant aux risques de l'assureur l'autre tiers dans le vaisseau, jusqu'à son arrivée à Marseille.

Pierre prétend que ce tiers resté dans le navire, ne peut pas demeurer en entier à ses risques; qu'il a gagné les deux tiers de la prime au moyen de la décharge faite à Cadix des deux tiers du chargement, attendu qu'il étoit assureur du tiers de la totalité de ce chargement, & qu'ainsi au lieu de courir le risque de la somme entiere de 1000 livres restée dans le navire, il ne le doit

courir que jusqu'à concurrence du tiers.

Jean répond, que quoique la somme de 1000 liv. qu'il a fait seulement assurer, sasse le tiers de son chargement qui est de 3000 liv. ce n'est pas néanmoins le tiers précisément qu'il a fait assurer, mais simplement la somme de 1000 liv.

sur ce chargement; qu'ainsi il lui a été permis de décharger à Cadix pour son compte ce qui excédoit la somme de 1000 liv. uniquement assurée, & de laisser le reste dans le vaisseau aux risques de son assureur, depuis Cadix jusqu'à Marseille, où le voyage doit finir; l'assureur n'ayant rien à dire dès qu'il ent resté sur le navire des essets jusqu'à concurrence de la somme de 1000 liviassurée, & que ce n'est point à lui à demander raison de ce qu'il y avoit de chargé au-delà, comme n'ayant aucun intérêt excédent.

Cette question, proposée dans le Mercure de France, du mois d'Août 1756; page 123 & suivantes, a été résolue en saveur de Pierre, assureur; dans celui d'Octobre, deuxieme volume, pag. 106 & suivantes, par un Avocat du Par-

lement de Bordeaux, & au profit de Jean, assuré, par un anonyme.

L'Avocat de Bordeaux a traité de sophisme les raisons de l'assuré, tandis que l'anonyme à trouvé que la difficulté sormée par l'assureur, n'étoit qu'une pure chicane.

Dans l'espece particuliere, après les propositions de l'assuré, sur-tout après la déclaration par lui saite qu'il renonçoit à toute demande d'avaries, on ne peut s'empêcher essectivement de regarder l'assureur comme un homme un peu

plus que difficultueux; mais cela ne décide point le point de droit.

Sur quoi portoit l'assurance de Pierre? Voilà le nœud de la question. Pierre, dit son défenseur, en assurant 1000 liv. sur un chargement de 3000 liv. a couru les risques de la totalité du chargement, jusqu'à concurrence du tiers. Son assurence, en un mot, s'étendoit sur l'intégrité du chargement, & en répondoit proportionnellement à l'intérêt qu'il y avoit pris, comme étant au lieu & place de l'assuré; de maniere que le chargement eût péri ou souffert des avaries jusqu'au deux tiers, l'assuré n'eût pas supporté seul cette perte; il y auroit sait contribuer l'assureur à proportion, c'est-à-dire, pour un tiers de ces deux tiers de perte, comme ayant réellement assuréces deux tiers aussirbien que le tiers restant, jusqu'à concurrence du tiers du total.

Or, si l'assureur eût été tenu du tiers de ce qui auroit péri du chargement en cas de nausrage, ou autre accident maritime, il est juste par la raison des corrélatifs, qu'il entre en part de ce qui est arrivé à bon port de ce même chargement; en un mot, de ce qui a été déchargé, & par là mis à couvert de tous risques. D'où il s'ensuit, qu'il a gagné la prime de la partie du chargement qui a été déchargé à Cadix; parce qu'il y avoit réellement intérêt, à raison de son assurance, qu'il en avoit couru nécessairement les risques jusqu'à Cadix, & que c'est l'assaire de l'assuré s'il a voulu y faire sinir les risques, en abrégeant

d'autant le voyage.

Tel est le précis des moyens allégués par l'Avocat de Bordeaux en faveur de l'assureur; le reste n'est qu'une amplification, plus propre à embarasser

l'esprit qu'à le conduire à la décisson.

Il faut avouer que ce raisonnement paroît plus conforme aux principes, que celui de l'anonyme, qui se croyant obligé de convenir que si l'assurance eût eté déciarée saite pour 1000 liv. sur un chargement estimé 3000 liv. l'assure n'auroit pu saire décharger à Cadix les deux tiers de ce chargement, sans en dev ir la prime, prétendant que c'est autre chose dans l'espece. Il se sonde sur ce que l'assurance n'a pas été saite sur un objet déterminé, mais simplement d'une somme de 1000 liv. d'où il conclut, qu'il sussit à l'assuré d'avoir laissé dans

dans le navire, jusqu'à son arrivée à Marseille, des effets de la valeur de 1000 l. pour que l'assureur n'ait rien a dire, & soit tenu de courir les risques de cette somme entiere de 1000 liv. dans le trajet de Cadix à Marseille. Mais, où seroit la raison de dissérence? Qu'importe que le chargement soit estimé dans la police, ou qu'il ne le soit pas? Cela peut-il changer la nature & les essets de l'assurance?

Cependant est-il bien vrai que la décision favorable à l'assureur, doive

être prise pour regle absolument?

Elle n'a pas d'autre appui que cet argument : l'assureur a couru le risque des accidens maritimes qui pouvoient arriver à la totalité du chargement, jusqu'à concurrence de la somme de 1000 liv. par lui assurée : donc il a gagné la

prime de ce qui a été déchargé à Cadix.

Qu'en cas de perte d'une partie du chargement jusqu'à l'arrivé du navire à Cadix, l'assure eût été tenu d'en supporter sa part à proportion de la somme par lui assurée, cela n'est pas douteux; mais que delà il s'ensuive qu'il ait gagné la prime de ce qui a été mis à terre a Cadix, la conséquence est trop brusque.

Si Cadix eût êté le lieu du dernier reste du navire, & que le navire eût péri dans le port, après que l'assuré en auroit eu retiré pour 2000 liv de ses essets, sans doute que l'assuré n'auroit pas été recevable alors à dire à l'assureur : » ce sont mes essets que j'ai fait mettre à terre, dans lesquels vous n'avez » rien à prétendre, le surplus qui est resté des essets dans le navire, y est demeuré pour votre compte; la perte survenue vous regarde seul, ainsi vous

» devez m'en répondre en plein. »

Cette prétention en effet seroit aussi ridicule qu'injuste, parce que le voyage étant sini & les risques ayaut été courus en commun, tant qu'il a duré, il faut nécessairement que la décharge des marchandises se fasse aussi pour compte commun; en telle sorte que ce qui sera mis à terre tourne au profit de l'un & de l'autre indistinctement, & que le péril de ce qui reste encore à décharger soit partagé tout de même. En! sur quel sondement, après tout, l'assuré prétendroit-il que ce seroit ses essets particuliers qu'il auroit mis à couvert, au préjudice de l'assureur, sans que celui-ci sût en droit de lui rétorquer que ces mêmes essets devroient au contraire être regardés comme sauvés à la decharge de son assureur en contraire être regardés comme sauvés à la decharge de son assureur en contraire être regardés comme sauvés à la decharge de son assureur en contraire être regardés comme sauvés à la decharge de son assureur en contraire être regardés comme sauvés à la decharge de son assureur en contraire être regardés comme sauvés à la decharge de son assureur en contraire être regardés comme sauvés à la decharge de son assureur en contraire être regardés comme sauvés à la decharge de son assureur en contraire être regardés comme sauvés à la decharge de son assureur en contraire être regardés comme sauvés à la decharge de son assureur en contraire être regardés comme sauvés à la decharge de son assureur en contraire être regardés comme sauvés à la decharge de son assureur en contraire être regardés comme sauvés à la decharge de son assureur en contraire en commune que commune en commune et est en contraire en commune que commune et en commune et en commune et en commune et en commune et est en commune et en commune

En un mot, la droite raison veut en pareil cas que, comme ils ont tous deux couru les risques des 3000 liv. de marchandises jusqu'à l'arrivée du navire à son dernier reste, le sort heureux ou malheureux de la décharge de ces mêmes

marchandises, les regarde également en commun.

Mais il en doit être autrement, ce semble, lorsque le voyage n'est pas sini, & qu'ainsi il y a encore des risques à courir. Pourquoi, en esset, dans notre hypothese, ne seroit-il pas permis à l'assuré de retirer pour son compte, du navire qui a abordé un port sur sa route, les essets qu'il y a au delà de la somme qu'il y a fait assurer, & d'y laisser simplement la valeur de la somme assurée, aux risques en entier de l'assureur, celui-ci au moins n'ayant pas voulu que tout sût déchargé dans le même endroit, moyennant la réduction de la prime à proportion du voyage avancé?

On ne manquera pas de faire valoir les risques que l'assureur a couru jusqu'à ce que le navire eût touché à Cadix. Mais quoi ! ces risques ont ils été Tom. II.

autres que ceux qu'il lui reste à courir encore de Cadix à Marseille? Ces risques jusqu'à Cadix ont été bornés absolument à la somme de 1000 liv. &

de Cadix à Marseille n'est-ce pas la même chose?

La feule différence qu'il y ait, c'est que jusqu'à Cadix la perte du chargement ne l'auroit regardé que pour un tiers; au lieu que de Cadix à Marseille le chargement étant réduit à 1000 liv. la perte qui pourra survenir sera toute pour son compte. Mais dans l'un & l'autre cas, son assurance ne l'aura jamais

exposé à perdre plus de 1000 liv.

Si jusqu'à Cadix son assurance ne l'obligeoit à réparer la perte que pour un tiers, c'est qu'elle avoit un objet plus étendu, en ce qu'elle portoit sur la totalité du chargement, qui, étant de 3000 liv. l'intéressoit à la perte de ces 3000 liv. à proportion de la somme par lui assurée. Mais pour cela il ne couroit ni plus ni moins de risques que si le chargement eût été borné à 1000 liv. il n'étoit toujours question pour lui que de cette somme de 1000 liv. à cela près que le chargement étant de 3000 liv. il répondoit des 3000 liv. Mais comme ce n'étoit qu'à proportion, c'est-à dire pour un tiers seulement, sa condition étoit la même que si l'assuré n'eût chargé que pour 1000 liv. d'essets.

Les risques de l'assureur n'ayant donc jamais été plus grands ni moindres dans un temps que dans l'autre, par quelle raison n'auroit-il pas été permis à l'assuré de faire décharger à Cadix les deux tiers de son chargement, avec exemption de toutes primes, pour ne la payer, aux termes de la police, qu'en cas d'arrivée à bon port à Marseille du reste du chargement laissé dans se navire?

C'est, dira-t-on, (du moins ne voit-on pas d'autre objection à faire) que le chargeur assuré jusqu'à 1000 liv. profiteroit des autres 2000 liv. après en avoir sait courir les rusques à l'assureur, & sans en avoir, lui, couru les risques. Mais la réponse est, que si l'assureur à couru les risques de ce qui a été déchargé à Cadix, l'assuré chargeur les a courus tout de même, puisqu'en cas de perte il n'auroit pu demander que le tiers à l'assureur.

Si, au lieu de mettre à terre à Cadix les deux tiers de son chargement; l'assuré l'eût laissé aller en entier à Marseille, lieu de la destination du navire, les risques auroient continué de courir sur le même pied entre lui & l'assureur : mais alors l'assureur auroit couru les risques sur les 3000 liv. au lieu qu'au moyen de l'opération saite à Cadix, il ne court plus risque que des 1000 liv.

qu'il a affurées. Encore une fois, quel tort est fait en cela à l'assureur, pour qu'il ait lieu de se plaindre?

Quoi! parce que le chargement étoit de 3000 liv. & qu'ainsi les parties ; sans le savoir peut être, ou du moins sans intention de contracter une société; ont courules risques de ce chargement, l'une pour deux tiers, l'autre pour un tiers, il faudra nécessairement que cet ordre soit gardé jusqu'à l'arrivée du navire à sa destination? Eh! où est la loi qui l'ordonne de la forte.

Supposons que l'assuré après avoir sait assurer 1000 liv. sur son chargement de 3000 liv. cût ensuite sait assurer le reste par deux autres personnes, dans la même hypothese de l'arrivée du navire à Cadix, ne lui auroit-il pas été libre de concert avec ces deux autres assurents de faire sinir leurs assurances à Cadix, & en conséquence d'y faire décharger les deux tiers de ce chargement, sans que le premier assureur des 1000 liv. qui n'auroit pas voulu imiter leur exemple, eût rien à dire? Si cela est, comme on n'en peut douter;

parce que le grand nombre ne doit pas sousserir de l'entêtement & du caprice du nombre inférieur; pourquoi en seroit-il autrement dans le cas qu'il n'y autra eu d'assurance que pour 1000 liv. puisque le chargeur aura été alors son propre assure pour la partie du chargement excédante la somme de 1000 liv. simplement assurée?

Concluons donc que, dans l'espece dont il s'agit, la prétention de l'assureur n'est pas sondée, & que l'assuré pouvoit même consentir que l'assureur sût déchargé de toutes avaries, pourvu que les marchandises par lui laissées dans le navire, ne sussent pas plus sujettes à avaries, que celles qu'il en avoit retirées.

Je vas plus loin & je pense aussi que l'assuré auroit pu faire décharger également à Cadix ses essets excédans l'assurance, quoiqu'ils eussent été au-dessous de la valeur de la somme assurée. La raison est, comme il a déjà été observé, que pour avoir couru les risques conjointement avec son assureur jusqu'à Cadix, il ne s'ensuit nullement qu'il ne puisse être obligé de continuer de les courir, n'y ayant aucune loi qui l'y assujettisse. Il doit donc lui être permis indistinctement de retirer des risques ce qu'il ne veut plus qui y demeure exposé; & si l'assureur, par singularité, resuse de l'imiter, & en conséquence de résoudre l'assurance, c'est son assaire; il est juste qu'il coure seul alors les risques de ce qui restera dans le navire pour faire le simple sonds de l'assurance.

En tout cas, si la prétention de l'assureur pouvoit l'emporter il en résulteroit de très-fâcheuses conséquences pour tout le commerce qui se fait par escales, sur-tout celui de l'Amérique, par le trouble & la consussion qu'une telle nouveauté jetteroit dans les diverses opérations qui s'y sont nécessairement à chaque voyage de navire, & par les discussions sans nombre qu'elle feroit naître. Car ensin si la décision devoit être portée en saveur de l'assureur, il faudroit la reconnoirre pour regle générale, applicable par conséquent à tous les cas semblables. Or cette regle, comment l'assortir à l'usage du commerce

de l'Amérique?

On fait que la destination d'un navire partant de France pour l'Amérique, n'est presque jamais sixée; c'est-à-dire qu'elle n'est pas plutôt pour un port que pour un autre; & que lors même qu'un port y est désigné, la liberté est toujours laissée au capitaine de Courir la côte de St. Domingue, pour ne s'arrêter qu'aux endroits qui, eu égard aux circonstances, conviendront mieux au débit de la cargaison. On fait aussi que le plus souvent l'assurance se fait à prime liée pour l'aller & le retour, tant en ce qui concerne la cargaison que le corps du navire.

Or dans le cas de prime liée, les assureurs sur la cargaison, que les sommes par eux assurées en égalent la valeur, ou qu'elles n'aillent qu'à la moitié, au tiers ou au quart, prétendront-ils avoir gagné la prime à proportion, sur les essets qui auront été déchargés d'escale en escale, jusqu'à ce que le navire soit arrivé au lieu de son reste, sans égard aux pertes qui seront survenues depuis les premiers déchargemens de marhandises? Ne faudra-t-il pas qu'ils attendent le retour du navire en France au port d'où il est parti & qu'ils courent les risques en plein sur les estets chargés pour le retour.

Dans la supposition même que la prime ne soit pas liée, & que l'affurance pour l'aller soit à part ou distinguée; si l'affurance ne va, par exemple, qu'à la moitié de la cargaison, les affureurs gagneront-ils la prime de ce qui sera dé-

M ij

chargé en différentes escales, quoique le tout n'excede pas la moitié libre & non assurée de la cargaison? & si ensuite le reste des marchandises essuie des pertes ou avaries, ces mêmes assureurs ne les supporteront-ils qu'à proportion, quoique ce qui sera resté dans le navire aura rempli & au-delà le montant des assurances?

Il faudroit décider en leur faveur, si, dans l'espece ci-dessus, entre Jean de Marseille, & Pierre de Rouen, la cause de Pierre assure étoit la meilleure; & alors dans quel embarras ne jetteroient pas les distinctions à faire, pour juger quelle quotité de la prime auroit été gagnée, & quels risques auroient

encore eu à supporter les assureurs?

Mais le commerce peut-il s'accommoder de pareilles discussions, si compliquées, si difficiles à démêter? Et mettant à l'écart ces vaines subtilités, n'est-il pas plus simple, plus uni & plus régulier de dire, qu'indépendamment de ce que le navire aura laissé sur sa route, les assureurs sont demeurés responsables de tout ce qui y aura resté, tant que ce reste aura sussi pour remplir le montant des assurances; moyennant que tout cela soit constaté par des preuves juridiques; c'est-à-dire, par des procès-verbaux & déclarations saites à l'Amirauté, de la quantité des marchandises déchargées, pour en faire la comparaison avec la facture générale du chargement.

Aussi lorsque la question sut proposée aux négocians de la Rochelle, en parurent - ils extrêmement surpris, ceux qui sont dans l'habitude d'assurer comme

les autres.

Le plus grand nombre, que le bon sens & la droiture d'esprit guident dans la solution des difficultés que le commerce maritime sait naître de temps à autre, regarda celle ci, comme une de ces misérables subtilités qui gagnent en d'autres places, & qui accoutumant les esprits à mettre en problème les questions les plus simples, menacent le commerce de devenir la vistime des ravages que la chicane exerce, avec tant d'empire, dans les Tribunaux où sont discutées les matieres de Jurisprudence ordinaire.

Cependant comme cette question pourroit être jugée diversement, & qu'il est de la prudence de prévenir de pareilles contestations, nos armateurs pour l'Amérique, ont jugé à propos de se mettre à couvert des difficultés qui pourroient leur être saites à cet égard, en prenant la précaution d'ajouter une nouvelle clause dans leurs polices d'assurances, en ces termes ou autres équivalens.

» Nous prenons en tout temps à notre charge, le total ou partie des mar» chandifes de la présente assurance; de maniere qu'en cas de sinistre, il vous
» suffira de justifier, que lors de l'accident il y avoit dans le navire assez de
» marchandises pour remplir le montant de nos signatures, sans avoir égard
» à ce qui auroit puêtre précédemment déchargé dans les diverses escales que
» le navire aura faites. » Avec une pareille clause, la question élevée par Pierre
de Rouen s'évanouit.



ARTICLE XXXVII.

S I le voyage est entiérement rompu avant le départ du vaisseau; même par le fait des assurés, l'assurance demeurera pareillement nulle, & l'assureur restituera la prime, à la réserve du demi pour cent.

D'UN autre côté, voici un avantage que l'assuré a sur l'assureur. Dès que la police est signée, l'assureur ne peut plus s'en dédire & se dégager sans le consentement de l'assuré; il n'a que la ressource de se faire réassurer s'il le

juge à propos.

A la vérité, l'assuréne peut tout de même se désister de l'assurance malgré l'assureur: mais ce qu'il n'a pas le pouvoir de faire directement, il le peut indirectement, ou en rompant le voyage avant le départ du vaisseau, ou en n'y chargeant aucunes marchandises. Dans l'un ou l'autre cas, l'assurance est nulle & caduque, & l'assureur doit restituer la prime, s'il l'a reçue d'avance, toujours à la réserve du demi pour cent. V. encore l'art. 12, ch. 9 du Guidon, p. 296.

Les marchandises ayant été chargées & le navire ayant mis à la voile, l'affuré est lié alors aussi étroitement que l'assureur, & il ne lui reste tout de même

que la faculté de faire assurer la solvabilité de son assureur.

Si le voyage étant commencé, le navire relâche peu après dans le port; l'affuré pourra-t-il dans ce cas rompre le voyage, ou retirer les marchandises qu'il avoit chargées dans le vaisseau, à l'effet de rendre l'assurance caduque? Je ne le pense pas, par la raison que l'assureur a commencé de courir des risques, à l'exemple du fret qui est gagné en entier, lorsque le marchand chargeur retire ses marchandises pendant le voyage, suiv. l'art. 8 du tit 3 ci-dessus.

J'en dis autant du cas où l'assureur aura couru le risque des marchandises chargées dans des alleges, pour être renversées à bord du navire; & cela quoique le voyage soit rompu avant le départ du vaisseau, ou que le marchand chargeur ait retiré ses marchandises du navire, parce qu'il me paroît que cet article, en parlant du départ du vaisseau, suppose que les risques pour l'assureur n'ont dû commencer qu'au moment que le navire aura mis à la voile. Si donc ils ont commencé plutôt, c'est tout comme si le voyage sût commencé.

ARTICLE XXXVIII.

DÉCLARONS nulles les assurances faites après la perte ou l'arivée des choses assurées, si l'assuré en savoit ou pouvoit savoir la perte, ou l'assureur l'arrivée, avant la signature de la police.

ID EM. L'art. 20, des assurances d'Amsterdam. Quoiqu'il soit de l'essence de contrat, qu'il y ait des risques à courir pour sa validité, l'assurance peut néanmoins être légitimement saite sur des e stetsperdus ou arrivés à bon port, en considération de la bonne soi des parties. Elles ont cru que les risques n'avoient point cessé, & cela a paru suf-

fisant pour en faire sublister l'assurance en pareil cas.

Mais sans cette bonne soi, la convention seroit illicite & frauduleuse, par conséquent nulle. Grotius, de jure belli & pacis, lib. 2, cap. 12, \$.23. Puffendorf, du droit de la nature & des gens, liv. 5, ch. 9, \$.8; & tous les autres auteurs qui ont traité la matiere. Cela est en esset indubitable, si l'assuré savoit la perte avant la signature de la police, ou l'assureur l'arrivée des essets: mais comme la preuve de la connoissance du fait, n'est pas sacile à rapporter, notre article pour éviter toute surprise, fait dépendre le fort de l'assurance, du point de savoir si l'assuréa pu être instruit de la perte, ou l'assureur de l'arrivée du navire & des essets, avant la signature de la police. Et toute la dissérence qu'il y a à faire sur cela; c'est que si la connoissance n'est présumée, il n'en résultera que la nullité de l'assurance avec la peine ou l'indemnité réglée par l'art. 41 ci-après, sans intéresser la probité & la réputation de l'assureur ou de l'assurei; an lieu que la connoissance certaine du fait, imprimant sur celui qui l'avoit une note d'infamie, pourra selon la nature des preuves, l'asfujettir à des peines dont la moindre sera la dégradation du titre de Négoeiant.

ARTICLE XXXIX.

'Assur é sera présumée avoir su la perte, & l'assure l'arrivée des choses assurées, s'il se trouve que, de l'endroit de la perte ou de l'abord du vaisseau, la nouvelle en ait pu être portée avant la signature de la police dans le lieu où elle a été passée, en comptant une lieue & demie pour heure, sans préjudice des autres preuves qui pourront être rapportées.

E ch. 4 du Guidon & l'art. 24 des assurances d'Amsterdam, tant au texte qu'aux notes, d'où le Commentateur à tiré, à son ordinaire & sans en avertir, tout ce qu'il a dit sur cet article & sur le précédent, admettent la même présomption en comptant une lieue & demie par heure. Idem Kuricke Diatriba de assec. fol. 832, n. 4; Casa Regis, disc. 6, n. 17 & seq. Stracha, de assec. gl. 27, n. 5; Rocus, page 205.

Ce que le Guidon ajoute simplement, c'est qu'à cause de la difficulté de constater à qu'elle heure du jour la perte sera arrivée, il faut la compter à midi; mais cela n'a aucun sondement, & c'est par les circonstances absolument qu'il

faudra se régler pour la détermination de l'heure.

Si donc la nouvelle du fort du navire a pu être portée, avant la fignature de la police, dans le lieu où elle a été passée, c'en est assez pour annuller l'assurance, que les parties aient su la nouvelle ou non; parce que la présomption est de droit, en cas que l'un ou l'autre ne l'ait pas ignorée.

L'art. ajoute, sans préjudice des autres preuves qui pourront être rapportées; c'est à dire, que celui qui a intérêt de saire déclarer l'assurance nulle, est revable à prouver, soit par titres ou par témoins, attendu qu'il s'agit de dol &

LIV. III. TIT. VI. des Assurances ART. XXXIX.

de fraude, que l'autre a véritablement su la nouvelle, quoique depuis l'événement il ne se soit pas écoulé assez d'heures, pour former, à raison d'une lieue & demie par heure, la présomption admise par cet article; & à l'esset de parvenir à la preuve testimoniale, il n'est pas douteux, comme l'observe le Commentateur, qu'on ne puisse faire entendre les gens de l'équipage. Stracha, ibid. n. 6, Rocus; page 243.

ARTICLE XL.

S I toutefois l'affurance est faite sur bonnes ou mauvaises nouvelles, elle subsistera s'il n'est vérissé par autre preuve que celle de la lieue & demie pour heure, que l'assuré savoit la perte, ou l'assureur l'arrivée du vaisseau, avant la signature de la police.

A UTRE chose est de savoir la perte d'un navire ou de son chargement en tout ou en partie, & autre chose est d'avoir lieu, & même un juste sujet de le craindre. C'est pour lors que l'on peut saire l'assurance sur bonnes ou mauvaises nouvelles, comme le permet notre article, d'après l'article 21 des assurances d'Amsterdam déjà cité, auquel est consorme l'art. 9 de l'Ordonnance de Roterdam, que l'on trouve à la suite du traité des avaries de Quintin Weitsen. C'est aussi l'avis de Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 3, n. 8; de Kuricke, supra sol. 832, n. 4; de Casa Regis, & de Targa, sans qu'on trouve aucun auteur d'un avis contraire.

Il importe donc peu, en ce cas, que la perte fût déjà arrivée, & qu'aux termes de l'article précédent, l'assuré peut être présumé en avoir eu connoisfance; l'assurance n'en teroit pas moins valable: à moins qu'il ne fût vérissé, par toute autre preuve que celle de la lieue & demie par heure, que l'assuré

savoit réellement la perte, ou l'assureur l'arrivée du vaisseau.

Au surplus, à défaut de preuve, dont le mérite dépend des circonstances & de la prudence du Juge (Rote de Gênes, disc. 36 & 42; Casa Regis, disc. 6, n. 7 & seq. Stracha, de assec. gl. 27, n. 6), celui qui demande la nullité de l'assurance peut obliger l'autre d'affirmer par serment qu'il n'avoit pas réellement connoissance de l'événement avant la signature de la police: car c'est le moment de la signature qui décide entiérement. Idem. Loccenius, ibid. & les autres auteurs ci-dessus cités.

Il importe peu aussi que le commettant n'ait pas su la perte ou l'arrivée du navire, si son commissionnaire qui a stipulé l'assurance, la savoit. Casa Regis, disc. 8 & 9. Cela est sur suivant la regle, qui per alium facit per se ipsum facere

videtur.

Mais si au contraire le commissionnaire ignoroit l'événement, l'assurance est bonne, quoique le commettant le sût. Le même Casa Regis, disc. 9, n. 19 & seq. Arrêt d'Aix du mois de Mai 1749. Mais cela ne peut s'entendre que du cas où le commettant ignoroit tout de même l'événement, lors de la date de son ordre pour assurer; autrement la fraude seroit maniseste. De même s'il a été informé à tant pour révoquer l'ordre, & qu'il ne l'ait pas sait.

ARTICLE XLI.

N cas de preuve contre l'assuré, il sera tenu de restituer à l'assurreur ce qu'il aura reçu, & de lui payer double prime; & si elle est faite contre l'assureur, il sera pareillement condamné à la restitution de la prime, & d'en payer le double à l'assuré.

U plus au moins, la friponnerie est la même de la part de l'assureur qui assure un navire qu'il sait rendu à bon port, & de la part d'un assuré

qui sait avant l'assurance, la perte de l'objet qu'il fait assurer.

Le crime de l'assuré est néanmoins beaucoup plus grand, attendu l'extrême dissérence qu'il y a, au moins en temps de paix, entre la prime & la valeur de la chose assurée. Cependant la peine prononcée par cet article est la même absolument contre l'assureur & l'assuré.

D'un autre côté, si l'article supposoit une pleine conviction du délit, la peine, qu'il borne à une double prime, seroit trop légere. C'est pourquoi il semble plus naturel de penser que la preuve dont il parle, ne regarde que celle résultante de la lieue & demie par heure, & que le cas de la fraude bien constatée.

est laissé dans les termes du droit commun.

Selon l'Auteur des notes sur le ch. 4 du Guidon, le Consulat soumet à l'amende de 100 liv. celui qui sciemment a fait assurer un navire perdu : maiscette peine est encore trop légere, en la joignant même aux dommages & intérêts de l'assureur; & je ne doute point qu'en parcil cas il n'y eût lieu de prendre la voie extraordinaire contre l'assuré, pour lui faire insliger des peines proportionnées aux circonstances qui pourroient aggraver ou diminuer son délit. Aussi Stracha, de assec, gloss. 27, n. 4, veut-il qu'il soit puni comme stellionataire. V. Casa Regis, disc. 1, n. 19 & seq. L'art. 9 de l'Ordonnance de Roterdam, ci-dessus cité, dit qu'il sera puni comme faussaire. Voyez suprà, art. 38.

ARTICLE XLII.

ORSQUE l'assuré aura eu avis de la perte du vaisseau ou des marchandises assurées, de l'arrêt de Prince, & d'autres accidens, étant aux risques des assureurs, il sera tenu de leur saire incontinent signifier, ou à celui qui aura signé pour eux l'assurance, avec protestation de saire son délaissement en temps & lieu.

UR A eu avis. Il n'est point nécessaire que cet avis soit certain & bien justissé pour être en droit de le faire signifier aux assureurs; à moins que le délaissement ne se fasse en même temps mais il ne saut pas aussi que cet avis soit léger & srivole.

De l'arrêt de Prince, infrà, art. 52.

Incontinent.

LIV. III. TIT. VI. des Assurances, ART. XI.II.

Incontinent. Cela est juste, à cause de la bonne soi du contrat, & que l'assuré ne doit rien laisser ignorer à l'assureur de ce qui concerne l'assurance. Mais ce terme incontinent ne doit pas être pris à la rigueur; & l'assuré sera à couvert, sinon de tout reproche, au moins de toute sin de non-recevoir, s'il se pour-

voit dans les délais portés par l'art. 48 ci-après.

Avec protestation de faire son délaissement en temps & lieu. Par l'art. suivant. au lieu de protestation, le délaissement peut être fait en même temps que la dénonciation de l'avis de la perte : mais cela n'est pas nécessaire. Et parce qu'il importe souvent à l'affuré de ne pas faire un délaissement qui lui fait perdre la propriété de la chose assurée, cet article lui accorde la faculté de protester de faire son délaissement, si besoin est, afin qu'il puisse prendre connoissance de l'état de toutes choies, & ne se déterminer qu'en connoissance de cause. Tant d'assurés se sont mal trouvés d'avoir fait leur délaissement à la légere, qu'il en est peu aujourd'hui qui tombent dans cette faute.

Cette faculté, au reste, de protesser est ancienne, comme il résulte du Guidon, ch. 7, art. 1 & 4, tant an texte qu'aux notes, d'où le Commentateur a

encore tiré ce qu'il a dit à ce sujet.

Le temps de faire le délaissement est celui réglé par les articles 48 & 49 ciaprès, n'étant pas d'usage d'en parler dans les polices d'assurances.

ARTICLE XLIII.

DOURRA néanmoins l'assuré, au lieu de protestation, faire en même temps son délaissement, avec sommation aux assureurs de payer les sommes assurées dans le temps porté par la police.

L'ARTICLE premier du chap. 3, & l'article 2 du ch. 7 aussi du Guidon; sont conformes à cet article.

Le délaissement doit être fait & notifié par un notaire, huissier ou sergent; mais dans les lieux où il y a un greffe des polices d'affurance, le greffier peut faire la fignification, avec sommation aux assureurs, ou à ceux qui ont figné pour eux, de payer les sommes assurées dans le temps porté par la police, ou à défaut de stipulation dans le délai prescrit par l'Ordonnance.

A Marseille, la notification se fait par une simple déclaration à la Chambre de Commerce, & cela vaut fignification à chacun des assureurs. Il seroit à souhaiter qu'il en fût de même dans toutes les villes où il y a Chambre de Com-

merce, cela éviteroit bien des frais.



ARTICLE XLIV.

I le temps du paiement n'est point réglé par la police, l'assureur sera tenu de payer l'assurance trois mois après la signification du délaissement.

jettit l'assureur à payer l'assurance trois mois après la signification du délaissement : en quoi l'art. 5 des assurances d'Amsterdama été préséré à l'article 18 de celle d'Anvers, & l'art. 2, chap. 7 du Guidon, qui ne donnent aux

assureurs que deux mois de délai.

Ce n'est que du jour de la signification du délaissement que le délai commence à courir, & non pas du jour de la dénonciation de l'avis de la perte, avec simple protestation de faire le délaissement dans la suite; parce qu'il n'y a que le délaissement réel & essectif qui transsere aux assureurs la propriété de ce qui peut être récouvré des choses assurées, & qui puisse par conséquent les assurjettir au paiement de l'assurance.

ARTICLE XLV.

N cas de naufrage ou échouement, l'assuré pourra travailler au recouvrement des essets naufragés, sans préjudice du délaissement qu'il pourra faire en temps & lieu, & du remboursement de ses frais, dont il sera cru sur son assirmation, jusqu'à concurrence de la valeur des essets recouvrés.

E soin que peut prendre l'assuré de saire travailler au sauvement des effets naustragés, ne le prive donc pas, aux termes de cet article, du droit de saire son délaissement dans la suite, & cela quoiqu'il n'ait aucun intérêt particulier au sauvement; c'est-à-dire, quoique les effets qu'il a fait assurer n'excedent pas la somme assurée, parce que, dans ce cas, il agit au nom des assu-

reurs, dont il est en cette partie procureur né.

Et non seulement il peut saire travailler au sauvement des estets, mais même il le doit en rigueur jusqu'à l'arrivée des officiers de l'Amirauté, si la chose est en son pouvoir: comme s'il est sur le navire, sur-tout s'il en est le capitaine, il ledoit alors, soit avant, soit après avoir donné connoissance aux assureurs du naufrage ou de l'échouement, à peine de tous dépens, dommages & intérêts envers eux; parce que l'inaction en pareil cas seroit frauduleuse, & pourroit être imputée à délit. Du moins en pareilles circonstances, ne sauroit-il trop tôt leur notifier l'accident, afin qu'ils puissent donner leurs ordres pour le sauvement.

Mais en attendant, tout ce qu'il fait pour le recouvrement du navire & des effets, il est censé ne le faire qu'au nom des assureurs; & soit qu'en cas de

LIV.III. TIT. VI. des Assurances, ART. XLV.

naufrage il réussisse à retirer une partie des essets, soit qu'en cas de prise il obtienne la main-levée de tout ou de partie, il n'en est pas moins recevable à faire l'abandon aux assureurs, saus le compte qu'il doit rendre de ce qu'il aura recouvré. Sentence de l'Amirauté de Marseille du 27 Juillet 1758, rendue en faveur du sieur Barthelemi Benza, commissionnaire du capitaine Ghiglino, sans égard à l'objection des assureurs, que Benza étoit d'autant moins sondé dans l'abandon par lui sait pour le compte de son commettant Ghiglino, qu'il se pouvoit saire que Ghiglino se contentât des essets dont il avoit obtenu la main-levée à la Nouvelle-York. Cette Sentence a été consirmée par Arrêt d'Aix du 3 Mars 1759, au rapport de M. de Coriolis.

L'assuré étant ainsi autorisé à faire travailler au sauvement, il est juste qu'il soit remboursé des frais qu'il aura saits à ce sujet, & que sur cela on n'exige pas de lui des pieces justificatives de sa dépense; mais qu'il en soit cru à son affirmation, suivant cet article. Ainsi jugé par Sentence aussi de l'Amirauté de Marseille du 27 Janvier 1750. Toutesois son remboursement sera borné à la valeur des effets récouvrés, à moins que les assureurs ne lui aient donné un pouvoir spécial de travailler au sauvement, parce que cela emporte de droit l'obligation de le dédommager de toutes ses mises indistinctement, sans égard

à la valeur des effets sauvés.

Il est difficile néanmoins que les frais excedent la valeur des effets sauvés. En tout cas, cela ne feroir pas honneur aux officiers de l'Amirauté, dans le département desquels le naufrage ou échouement seroit arrivé.

ARTICIE XLVI.

De pourra le délaissement être fait qu'en cas de prise, naufrage, bris, échouement, arrêt de Prince, ou perte entiere des effets assurés; & tous autres dommages ne seront réputés qu'avarie, qui sera régalée entre les assureurs & les assurés, à proportion de leurs intérêts.

L ne seroit pas juste que, pour quelques dommages arrivés au navire ou aux marchandises, l'assuré fût en droit d'en faire l'abandon ou délaissement aux assureurs, à l'esse de les obliger de payer le montant de l'assurance. Tout ce qu'il peut prétendre en ce cas, c'est le paiement du dommage que la chose assurée a sousser, ce qui s'appelle avarie, qui, soit particuliere ou commune, est toujours pour le compte des assureurs, dès qu'elle procede de cas sortuit & de sortune de mer.

C'est pour cela que le présent article veut que le délaissement ne puisse être fait que dans les cas qu'il exprime : mais delà il ne s'ensuit point qu'il soit va-

lable, & nécessairement acceptable dans tous ces cas indistinctement.

Le premier, qui est celui de la prise, ne sousser aucune difficulté, que la prise soit juste ou injuste, attendu que l'article ne distingue point, non plus que le 26 ci-dessus, & que de maniere ou d'autre c'est toujours une sortune de mer. Il n'y a point non plus de distinction à faire à cet égard, entre le



 N_{ij}

navire & les marchandises, tout étant pris; & l'espérance de la restitution; dans le cas d'une prise injuste, n'est point une raison pour exclure ou retarder l'abandon.

Le second & le troisieme, qui comprennent le naufrage & le bris, sont aussi fans difficulté, par rapport au navire, attendu qu'en pareilles circonstances le navire est perdu sans ressource. Mais il se peut que les marchandises soient sauvées, de maniere qu'elles n'aient reçu que peu de dommage; & cela étant vérissé, ce n'est pas le cas d'en faire le délaissement, ou du moins de forcer les assureurs de l'accepter. Il ne s'agit que du paiement de l'avarie si les assureurs offrent de saire rendre promptement les essets au lieu de leur dessination.

Je retoucherai ce point avant de laisser cet article, parce que je sais bien

qu'en cela je m'éloigne du fentiment commun des négocians.

A l'égard du quarieme cas qui concerne l'échouement simple, non seulement il en faut dire autant au sujet des marchandises qui ne seront qu'avariées en partie, mais encore du navire, s'il y a moyen de le relever & de le re-

mettre en état de naviger moyennant un radoub.

On comprend qu'il est de l'intérêt des assureurs de réduire en avaries, autant qu'il se pourra, tous les dommages arrivés au navire & aux marchandises de son chargement, parce que l'assurance ne les oblige pas de faire bon de la valeur donnée au navire ou aux essets indistinctement; mais seulement de réparer les pertes & les déchets qu'il pourront soussirir par fortune de mer.

Par rapport au navire, il n'est pas douteux qu'il ne diminue considérablement de valeur dans un voyage de long cours, & cela par une suite nécesfaire de la navigation, quelque heureuse qu'on l'a suppose. Or, les assureurs n'étant nullement obligés de faire bon à l'assuré de la moins valeur du navire à fon arrivée à bon port, ils ne peuvent pas en être tenus non plus, en cas de simple échouement; & tout ce qu'on peut exiger d'eux, c'est qu'ils le remettent en état de fervir en réparant le dommage qu'il a reçu par son échouement. C'est bien astez qu'en cas de naufrage avec bris, ils soient assujettis au paiement de la somme à laquelle le navire a été légitimement estimé par la police, sans aucune déduction pour raison de la diminution que le navire a dû nécelsairement souffrir dans sa valeur pendant le voyage jusqu'au jour du naufrage. C'est bien assez, dis-je, qu'ils supportent alors la perte en entier, & l'on ne conçoit pas même, lorsque le navire n'a pas de fret à recouvrer, comment s'est établi l'usage de ne leur faire aucune déduction en pareil cas , puisqu'ils ne répondent que des cas fortuits, & nullement du vice de la chose, ou de la diminution qu'elle souffre par le seul usage. Quoiqu'il en soit, on ne peut toujours argumenter du naufrage à l'échouement, & dès qu'il y aura moyen de radouber le navire & de le remettre en état de servir, les assureurs seront quittes en satisfaisant à cet engagement, chacun pour ce qui les concerne. C'est aussi l'avis de Pereira de Castro, decis. 36, n. 10.

De même en fait de marchandifes, l'assureur ne garantit pas qu'elles seront vendues à leur arrivée à bon port, le prix auquel elles auront été estimées par la police, ou qu'elles auront été achetées; il répond simplement des pertes qu'elles auront essureur cas fortuit. Ainsi toutes les sois que les marchandifes ne sont avariées que jusqu'à un certain point, il lui est libre de resuser le délaissement qui lui en est offert, en déclarant qu'il se soumet au paiement de l'avarie,

Le cinquieme cas est, l'arrêt de Prince, par représailles ou autrement, sur

quoi voir les art. 49 & 50, ci après.

Le sixieme & dernier cas, regarde la perte entiere des effets assurés, perte qu'il faut supposer être arrivée par quelques cas, autres que quelqu'un des cinq cidessus, comme par jet, seu, pillage, coups de mer, ou autre accident maritime. Il n'est pas douteux alors que l'assuré ne soit sondé à demander le paiement de l'assurance.

Mais ces mots, perte entiere; doivent-ils être pris rigoureusement à la lettre, ou ne souffrent-ils point interprétation, de maniere que la perte soit réputée totale, si au moyen de l'avarie, il n'y a plus de proportion entre la valeur des essets au temps de leur chargement & celle qu'ils ont après le dom-

mage qu'ils ont essuyé?

Je le croirois volontiers, & sur cela je prendrois même pour regle l'article premier, ch. 7 du Guidon, qui admet le délaissement lorsque l'avarie cause à la marchandise un dommage qui excede la moitié de sa valeur. Car enfin si la perte devoit être entiere, il y auroit très-rarement lieu au délaissement esfectif, & l'assuré fort souvent ne seroit pas pleinement indemnisé; car il est des avaries qui augmentent de jour à autre.

Mais cette regle ne peut avoir d'application qu'aux marchandises vraiement avariées par mouillure, ou autre sortune de mer, qu'elles soient restées dans le navire, ou qu'elles aient été sauvées sur les slots, & nullement à celle dont une partie aura été perdue par le jet, le seu, le pillage, ou autrement, &

dont l'autre partie aura été conservée sans aucun dommage.

Par exemple, de trois ballots de marchandises, deux auront été jettés à la mer, auront péri par le seu, ou auront été pillés par un corsaire; ce n'est pas le cas d'abandonner le troisieme, il saut que l'assuré le retienne & qu'il se borne à demander le paiement de la valeur des deux autres, si l'assureur refuse le délaissement.

De même si la perte procede d'avarie, & qu'il n'y ait d'avariés que deux des trois balots, l'assuré ne pourra non plus forcer l'assureur d'accepter le délaissement du troisieme; mais si les trois ballots sont tellement avariés tous trois que leur valeur actuelle soit inférieure de plus de moitié à leur première valeur,

ce sera le cas du délaissement, tout comme si la perte étoit totale.

Les mêmes distinctions auront lieu en sait d'assurances sur des indigos, des sucres, &c. en observant toutesois que quoique l'assureur ne puisse être sorcé d'accepter l'abandon des essets non avariés, avec ceux qui le sont, il lui est permis néanmoins d'exiger que le délaissement lui soit sait du total, ou de renvoyer l'assuré à une simple demande en paiement d'avaries, par la raiton que celui-ci, aux termes de l'article suivant, ne peut pas saire délaissement d'une partie & retenir l'autre.

Dans le fameux procès de la Chambre d'assurance de Paris, dont il a été parsé sur l'art. 19 ci-dessus, elle soutenoit absolument que le délaissement ou abandon ne pouvoit être sait sans rapporter la preuve de la perte entiere des esses assurés. Il ne se pouvoit rien de plus absurde, & ses parties adverses démontroient l'erreur de sa proposition d'une maniere sans replique. Mais eux de leur côté passoient le but, en ce qu'ils prétendoient qu'il suffisoit qu'il y eût naufrage & même un simple échouement, pour autoriser l'abandon, sans exami-

ner la perte qui s'en étoit ensuivie, parce que, disoient-ils, aux termes de cet article, « l'abandon est permis dans ces deux cas, quels que puissent être les » esfets sauvés, dont le plus ou le moins de valeur n'entre point en considération pour légitimer l'abandon. »

Ils parloient ainsi, d'après un parère de la Chambre de Commece de Marseille, & ne saisoient pas attention néanmoins que ce parère supposoit un échouement

avec bris, cas qui revient au naufrage.

Quoiqu'il en soit, ces principes ne sont pas de nature à pouvoir être adop-

tés, au moins sans istinction ou modification.

En fait d'affurances sur le navire, que le naufrage ou l'échouement avec bris, puisse autoriser sur le champ l'abandon du navire, cela n'est pas douteux; mais un simple échouement sans bris, ce sera autre chose, si le navire peut être relevé, radoubé & conduit à sa destination. C'est donc un fait à vérisser pour décider de la validité ou de l'inutilité de l'abandon sait aux assureurs.

Ces deux propositions ne sauroient être raisonnablement contestées, & delà il s'ensuit que ceux-là s'abusent, qui prétendent que parcet article, l'échouement simple est comparé au bris & naustrage, & l'effet que l'assuré puisse faire

son abandon aussi efficacement dans un cas que dans l'autre.

Par Sentence de l'Amirauté de Marseille du 22 Août 1752, il avoit été jugé à l'occasion d'un navire qui avoit talonné sur des roches, & qui avoit été retiré de son échouement par les soins de l'équipage, que l'assuré étoit sondé à demander aux assureurs, déclarés francs & quittes d'avaries par la police d'assurance; le paiement de ce qu'il lui en avoit coûté pour radouber le navire & le remettre en état de continuer son voyage; mais par Arrêt du Parlement d'Aix du 6 Juin 1754, la Sentence sut insirmée, & les assureurs surent mis hors de cour & de procès avec dépens, sur ce principe qu'il n'y avoit point eu d'échouement réel & absolu, puisque le navire en avoit été relevé par les secours de l'équipage; qu'ainsi il n'y avoit pas eu en aucun temps lieu à l'abandon, & qu'il ne s'agissoit que de simples avaries dont les assureurs ne pouvoient être tenus au moyen de la clause francs d'avaries; ce qui consirme ma proposition, que l'échouement doit être complet pour autoriser l'abandon du navire.

Il en faut dire autant par conséquent, de tout autre cas où le navire ne peut plus continuer sa route sans radoub, au moyen des coups de vent & au-

tres fortunes de merqu'il a essuyé.

Mais quid juris? Si dans le lieu où le navire a abordé ou échoué, le capitaine ne peut le faire radouber, est-ce le cas de l'abandou aux assureurs & aux prêteurs à la grosse?

Si dans cet endroit ou dans le voisinage, il n'y a ni matériaux ni ouvrier pour le radouber, cela n'est pas douteux : c'est une suite nécessaire des fortu-

nes de mer, dont les uns & les autres doivent répondre.

Si au contraire, il y a dans le lieu de quoi radouber le navire, & que le radoub ne manque qu'à cause que le capitaine ne peut y trouver aucun crédit, soit par emprunt à la grosse, ou tout autrement, c'est là où est la difficulté.

L'espece s'est présentée depuis peu à l'Amiranté de Marseille.

Le 5 Septembre 1754, le capitaine Candole, de la Ciotat, prit à la grosse, fous le cautionnement de Erançois Candole son frere, une somme de 1000 liv. de Maurice Barratier, sur le corps de la polacre le Si, Etienne, pour un voyage

ou caravane dans le levant, au change ou profit maritime de 10 pour cent pour fix mois, & au prorata, jusqu'au retour n'excédant en tout trois ans.

Après un an de navigation, le capitaine Candole mourut à terre, & le com-

mandement du navire échut à Faudou, son écrivain.

En Janvier 1756, le navire arriva à Chypre. Le 20 du même mois, l'équipage présenta requête au Consul François, & demanda que le navire sût visité par experts, offrant de se rembarquer, s'il étoit jugé navigable.

Les experts nommés, déclarerent que moyennant un radoub le bâtiment pourroit naviger même plusieurs années. Le radoub sut évalué 11 à 1200

piastres.

Le 23 du même mois de Janvier, Ordonnance du Consul qui enjoint à Faudou de saire travailler au radoub sans délai. Remontrance de sa part qu'il ne

trouve pas d'argent. Nouvelle Ordonnance conforme à la premiere.

Le 3 Février, Faudou n'ayant pu trouver absolument d'argent à emprunter d'aucune façon, déclare qu'il abandonne la polacre pour en être disposé par le Consul, ainsi qu'il avisera pour le plus grand avantage des intéressés.

En conséquence le Consul fait vendre la polacre pour 901 piastres dont il paie l'équipage. L'acheteur du navire le fait radouber & ensuite naviger.

Le 22 Juin de la même année 1756, Jean-Baptiste Ode, cessionnaire de Maurice Barratier, donneur à la grosse, assigne les héritiers du capitaine Candole, & François Candole, caution, en paiement des 1000 liv. données à la grosse & des prosits maritimes jusqu'à l'époque de la vente de la polacre.

Ceux-ci lui opposerent que le navire avoit été déclaré innavigable, & qu'ainsi l'abandon qui en avoit été fait, étoit pour le compte des donneurs à la grosse & des assureurs, lesquels moyennant cela ne pouvoient rien préten-

dre que sur le prix de la vente.

Le demandeur repliquoit de son côté, 1°. Que le capitaine n'avoit point fait de consulat; c'est-à-dire, un rapport en sorme devant le Consul, qu'ainsi on ne pouvoit pas reconnoître si le mauvais état du navire procédoit de son vice propre, ou de sortune mer.

2°. Que le navire n'avoit pas été déclaré précisément innavigable, mais seulement avoit besoin d'un radoub; & que si Faudou n'avoit pas trouvé des deniers pour le radoub, c'étoit son affaire, ou en tout cas un fait qui ne pouvoit

retomber sur les donneurs & les assureurs.

Dans ces circonstances intervint Sentence le 19 Juillet 1757, qui condamna les héritiers Candole & François Candole, caution, au paiement des 1000 liv.

de prêt à la grosse & du change maritime.

Je ne doute point qu'il n'ait été bien jugé, faute par Faudou, subrogé capitaine, d'avoir fait son rapport en forme, & d'avoir fait constater par les experts que l'innavigabilité de son navire procédoit du mauvais temps & des coups de mer qu'il avoit essuyés; au moyen de quoi, la présomption étoit que le mauvais état du navire, venoit de son vice propre.

Mais s'il se sût mis en regle, le donneur à la grosse n'auroit pas été en termes d'obtenir ses sins & conclusions, l'impossibilité où Faudou s'étoit trouvé d'emprunter les deniers nécessaires pour le radoub, devant être comparée au

cas où, dans le lieu il n'y auroit pas eu de quoi radouber le navire.

A la vérité il seroit dangereux d'admettre une pareille excuse sans examen,

parce qu'un capitaine pourroit l'alléguer faussement & en abuser au préjudice des assureurs & des donneurs à la grosse. On ne l'écouteroit sûrement pas, s'il avoit en des marchandises appartenantes au navire dont la vente eût pu se faire dans le lieu. Mais dans l'espece ce n'étoit qu'un capitaine possiche; & d'ailleurs, ce qui mérite une attention singuliere, c'est que le navire étant en pays étranger fort éloigné, lieu par conséquent où le capitaine & le propriétaire n'avoient vraisemblablement aucune correspondance, il n'étoit pas étonnant que le capitaine, dénué de marchandises, n'eût puy trouver aucun crédit.

Or, je le répete, en pareil cas, c'étoit tout comme si dans le mêmelieu, il n'y eût eu ni matériaux ni ouvriers pour le radoub. De sorte que si Faudou, subrogé capitaine, eût fait ce qu'il falloit pour prouver que le mauvais étant de son navire ne procédoit pas de son vice propre, le donneur à la grosse auroit dû succomber dans sa demande, sauf à lui à se pourvoir simple-

ment sur les deniers provenant de la vente de la polacre.

Si l'affurance est sur marchandises, il me paroît vrai de dire, soit en cas de naufrage, soit en cas d'échouement, avec bris, ou sans bris, que le délaissement des effets assurés ne sera absolu & définitif, qu'autant qu'ils ne seront pas sauvés, & qu'ils ne seront pas en tel état que l'affuré doive se contenter du paiement de l'avarie relativement à ce qui a été observé ci-dessus.

Les partifans de l'opinion contraire; c'est-à-dire ceux qui tiennent que le délaissement est admissible en pareil cas, quel que soit le sort des marchandises, alléguent; 1°. Que l'esset de l'assurance est tel que l'assureur est au lieu & place de l'assuré; 2°. Que la perte est présumée de droit dès qu'il y a naustrage

ou échouement.

Mais la premiere raison est sausse; l'assureur, par la nature du contrat d'asfurance, ne se met point au lieu & place de l'assuré; il est seulement garant envers lui du dommage qui pourra arriver par fortune de mer à la chose assurée. A la vérité, l'assuré peut le mettre malgré lui en son lieu & place par la voie du délaissement; mais il saut pour cela que l'abandon soit légitime & incontestable.

La feconde raison, fondée sur la présomption de la perte, est également faussie, s'il ne s'agit que d'un simple échouement sans bris, parce qu'il se peut que le navire soit relevé & conduit ensuite à sa destination. Le délaissement en pareille circonstance est donc prématuré, & n'est pas capable par conséquent de saire courir le délai contre les assureurs, quoiqu'il se vérisse dans la suite que

l'échouement aura été converti en bris & naufrage.

Ce n'est donc qu'en cas de nausrage, ou d'échouement avec bris, qu'on peut dire qua la perte des marchandises est présumée de droit. Eh bien! que s'ensuitiel de là? Que sans attendre l'éclair cissement du fait de la perte ou du sauvement, l'assuré puisse saire son abandon pour faire courir le délai du paiement contre les assureurs, même à l'esse de les faire condamner par provision après le délai expiré, & de les contraindre au paiement? A la bonne heure; mais au sonds! le sort de l'abandon n'en dépendra pas moins de celui qu'auront eu les marchandises. De sorte que pour juger de son esse désinitis, il saut consulter les procès-verbaux qui auront été faits à l'occasion du nausrage, asin de reconnoître par-là ce qui aura été sauvé & ce qui aura péri, ou perdu de sa valeur pour décider ensuite si l'abandon devra tenir & avoir son plein esset, ou s'il ne sera question que d'une simple contribution aux avaries.

Et d'abord cela me paroît indubitable fi le naufrage cst arrivé dans le lieu de la destination du navire ou à peu de distance, puisqu'alors le temps des risques est passé, & qu'il ne s'agit plus, de la part des assurenrs, que de supporter,

outre l'avarie, les frais de sauvement.

Et en second lieu, j'en dis autant, quoique le naufrage, arrivé sur la route. ait mis le navire hors d'état de continuer le voyage, si les assureurs offrent de fournir un autre navire pour porter les effets à leur destination : car, enfin, c'est tout ce qu'on peut exiger d'eux, lorsque le dommage, que les marchan-

difes ont fouffert, se réduit à de simples avaries.

Reste sur cela de savoir de la part de qui doivent être représentés les procèsverbaux & autres actes justificatifs, de ce qui s'est fait après le naufrage ou échouement, sur quoi je pense qu'il faut distinguer, si l'assuré étoit sur le navire, en quelque qualité que ce fût, & à plus forte raison s'il en étoit capitaine, ou ce qu'on appelle supercargue, c'est à lui à rapporter ces procèsverbaux ou autres pieces supplétives pour constater le perte des effets, sans quoi il ne fera pas reçu à faire son abandon, ni en termes d'obtenir une condamnation même provisoire contre les assureurs, d'autant plutôt qu'obligé naturellement & de droit rigoureux de veiller au fauvement des effets autant qu'il étoit en lui, fon inaction lui feroit imputée à juste titre, comme une prévarication de sa part.

Si au contraire il n'étoit pas fur le navire, ou autrement à portée de veiller au fauvement, alors c'est aux assureurs, qui prétendent se désendre du paiement, & que ce n'est que le cas de la contribution aux avaries, à justifier leurs

prétentions & exceptions.

Par là il me semble que, tout à la fois, les principes sont conciliés, & les

droits des uns & des autres conservés.

Il est vrai que, dans la pratique, le délaissement se fait aux assureurs dès qu'il y a naufrage ou échouement avec bris, & que ceux-ci l'acceptent pour l'ordinaire sans examiner quel a été le sort des effers du chargement; mais cela ne décide pas en point de droit, & n'empêche nullement qu'il ne soit dans la regle de dire que l'abandon est inutile & rejettable au fonds, lorsque par événement des effets sauvés sont en tel état, que la perte peut se réduire à une simple action en contribution aux avaries.

Pour justifier & autoriser cette pratique, on dit qu'il est de l'intérêt du commerce, que les assurés fassent promptement le recouvrement de leurs fonds, afin qu'ils puissent former de nouvelles entreprises, ce qu'ils seroient hors d'état de faire, s'ils étoient obligés d'attendre la vérification du fort des marchandi-

fes après le naufrage ou échouement.

Mais n'est-il point également de l'intérêt du commerce qu'il y ait des assureurs? Et n'est-il point à craindre qu'en aggravant leur condition, & en les traitant avectant de riguueur, on ne les dégoûte enfin d'un genre de négoce où tous les risques sont pour leur compte, jusqu'à l'infidelité des assurés? Car, enfin, dans ce contrat, ils ne peuvent jamais tromper ou surprendre, & eux sont exposés tous les jours à devenir les victimes de leur bonne soi.

Il est d'autres raisons cependant qui ont pu faire introduire cette pratique. Comme les assureurs sont chargés de tous les risques maritimes, jusqu'à ce que les effets affurés soient rendus dans le lieu de leur destination, aux termes

Tom. II.

de la police d'assurance; qu'ainsi le navire faisant nausrage dans sa route; ils sont obligés, en resusant le délaissement, de sournir un autre vaisseau pour continuer le voyage; l'extrême difficulté de trouver, à coup prêt, un autre navire, sur-tout l'accident étant arrivé dans un pays étranger, ayant rendu l'abandon nécessairement acceptable en pareil cas, on aura cru qu'il en devoit être de même dans tous les autres.

D'ailleurs, dans l'incertitude, s'il y auroit lieu en définitive à contester l'abandon ou non, il aura paru à des assureurs qu'il valoit mieux l'accepter, pour donner de meilleurs ordres au sauvement que ne feroient les assurés, &

d'y travailler à moins de frais.

Enfin il est arrivé que des assureurs se sont bien trouvés de l'abandon trop précipité de certains assurés, qui, sans autre combinaison, ont préséré le paiement de l'assurance, au recouvrement moins prompt des essets échoués ou naufragés.

Mais, je le répete, cela ne décide point la question en point de droit, &

je m'en tiens aux observations ci-dessus.

Hors le cas du délaissement, tout dommage arrivé au navire ou aux marchandises, n'est donc qu'une avarie qui doit être supportée par les assureurs; & cela pour le tout entr'eux, si l'assuré n'a pas d'intérêt dans les marchandises au-delà des sommes assurées, ou s'il en est autrement entr'eux & lui à proportion de leur intérêt respectif dans la chose, dont il n'y a qu'une partie d'assurée.

Il n'est pas étonnant que des assureurs sur chargement resusent l'abandon qui leur est offert, même en cas de nausrage, lorsqu'ils croient que la perte ou le dommage peut se réduire en simples avaries; mais ce qui surprend extrêmement, c'est qu'il se soit trouvé des assureurs assez livrés à la chicane, pour oser se désendre du paiement des avaries, dans le même cas de nausrage, sous prétexte que l'assuré ne leur faisoit pas l'abandon des essets par lui chargés.

La question, néanmoins, s'est présentée jusqu'à trois sois à Marseille, sous prétexte que les assureurs auroient mieux trouvé leur compte à avoir le délaissement des marchandises, parce que leur prix avoit augmenté, que de payer les avaries consistant dans les frais de sauvement & autres dommages, ils soutenoient l'assuré non-recevable dans sa demande, à moins qu'il ne leur sit l'abandon du chargement, prétendant que, dès qu'il y avoit nausrage, l'assuré

n'avoit de recours contr'eux que par la voie de l'abandon.

Rien de plus misérable, s'il s'agissoit d'exiger des assureurs le montant de l'assurance, sans doute que l'assuré seroit tenu de leur faire l'abandon de son chargement assuré en entier, & cela sans partage & sans retenue d'aucune portion dans les esfets sauvés, à cause de l'article suivant : mais lorsque l'assuré se borne à demander simplement le paiement & la contribution aux avaries, sur quel principe peut-on le soutenir non-recevable, à moins qu'il ne fasse l'abandon ou délaissement?

Notre article, à la vérité, parle du délaissement en cas de nausrage; mais cette disposition est toute en faveur de l'assuré, pour marquer les cas dans lesquels, sans autre examen, il est autorisé à faire l'abandon; & il ne s'ensuit nullement delà, que, dans le même cas, il ne puisse réduire sa demande à la

simple contribution aux avaries, comme dans les autres cas où il n'y a pas lieu à l'abandon.

Qui peut le plus peut le moins. L'assuré, lorsqu'il y a nausrage, peut faire l'abandon pour demander la totalité de l'assurance dans les délais de l'Ordonnance; il peut donc, en n'usant pas de tout son droit, ne demander aux assureurs que la réparation du dommage arrivé. Ce n'est point aux assureurs à dire qu'il y a nausrage, & à en excepter pour soutenir que l'abandon doit leur être fait, ou qu'on les laisse tranquilles. L'abandon à leur égard est purement passif; ils n'ont que le droit de le contester, s'il n'est pas fait comme il convient, ou s'il-n'est pas en termes d'être offert, & jamais ils ne peuvent avoir la faculté de le requérir. Il dépend de l'assuré de le faire ou de ne le pas faire; aucune loi ne l'oblige de le faire, c'est seulement une faculté qui lui est accordée par la loi : il peut donc y renoncer pour ne demander que les avaries. Il est de principe qu'on ne rétorque pas la loi contre celui en faveur de qui elle est portée.

Le procédé des affureurs, en pareil cas, a quelque chose de choquant. S'il étoit question d'une assurance de 30000 liv. par exemple, sur un chargement de 100000 liv. & qu'il y eût nausrage, mais avec peu de perte pour les marcandises, ils prétendroient donc tout de même, qu'à moins de leur abandonner les 100000 liv. l'assuré n'auroit rien à leur demander, & que sans l'abandon, ils ne devroient pas contribuer aux avaries avec l'assuré, pour le surplus de son chargement? Eh! que leur importe qu'il y ait nausrage ou non, dès qu'on

ne leur demande que des avaries.

Il s'est trouvé des négocians assez mal avisés pour faire l'abandon, sans avoir examiné si les essets sauvés valoient plus ou moins que les sommes assurées, & les assureurs y ont gagné considérablement; mais les négocians habiles s'y prennent autrement. Ils se contentent de dénoncer l'accident aux assureurs, protestant des avaries, saus à faire l'abandon s'il y échoit. Les opérations se sont ensuite; & si, par événement, les essets sauvés valent plus que l'assurance, les assurés réduisent leurs demandes à la simple contribution aux avaries; ce qui n'a jamais éprouvé la moindre contradiction dans les places où le commerce se fait tout uniment, comme à la Rochelle, sans s'amuser à de vaines subtilités.

La prétention des assureurs, dans le cas proposé, étant donc insoutenable; on comprend d'avance quel en a dû être le succès à l'Amirauté de Marseille. Aussi est-il vrai qu'elle a été rejettée les deux premieres sois, par Sentences des 30 Août 1750 & 22 Août 1752. Sans doute qu'il en aura été de même de la derniere tentative saite de leur part, en l'année 1755, si tant est néanmoins qu'ils aient voulu courir les risques d'une n'ouvelle décision.



ARTICLE XLVII.

N ne pourra faire délaissement d'une partie & retenir l'autre; ni aucune demande d'avarie, si elle n'excede un pour cent.

L est décidé, dans la premiere partie de cet article, qu'on ne pourra saire le délaissement d'une partie de la chose assurée, & retenir l'autre; & rien n'est plus juste, parce que le contrat d'assurance étantindividu, ne peut soussirie aucune division. Casa Regis, disc. 1, n. 109. L'assureur n'a pas assuré par parties, mais indistinctement, les essets énoncés dans la police; ainsi il faut lui en faire le délaissement en entier, ou se borner à lui demander simplement le paiement de l'avarie.

Par cette raison, & parce que notre article ne distingue point, il ne faut pas non plus distinguer, comme le fait le Guidon, chap. 7, art. 7, 8 & 9, le cas où toutes les marchandises assurées sont de même nature, d'avec celui, où ce sont des essets de différentes especes. Dès qu'ils sont tous compris dans

la police d'affurance, l'abandon ne peut en être fait pour partie.

Ainsi, de même qu'en assurance sur des sucres seulement, l'assuré ne peut pas retenir les barriques sauvées ou avariées, & abandonner celles qui sont avariées ou qui ont coulé en entier; de même en assurance sur des sucres & indigos, l'assuré ne peut pas retenir les barriques de sucre, ainsi du reste.

Mais le délaissement que fait l'assuré emporte-t-il autre chose que l'abandon des effets assurés par la même police d'assurance, de maniere, en premier lieu, qu'il ne puisse pas retenir d'autres effets assurés par une police différente, qu'elle soit sonscrite par les mêmes assureurs ou par d'autres? Et, en second lieu, qu'il ne puisse pas non plus retenir ou conserver, soit les effets par lui chargés en particulier pour son compte, & sans assurance, soit la portion qu'il a dans l'objet assuré, excédante la somme jusqu'à concurrence de laquelle il a

fait assurer seulement le même objet.

Sur la premiere question, il me paroit sans difficulté que deux polices d'afsurances n'ayant rien de commun entr'elles, sur-tout lorsqu'elles roulent sur
différens objets, rien n'empêche aussi que l'assuré, par les deux polices, ne
puisse faire le délaissement aux assureurs des essets compris dans l'une des deux
polices, & retenir les essets de l'autre, pour se borner à cet égard à demander
aux assureurs le paiement des avaries; & cela, que les assureurs d'une des
deux polices soient les mêmes que ceux de l'autre, ou non, parce que c'est la
diversité des polices & des choses qui en sont l'objet, qu'il faut uniquement
considérer. Ainsi jugé, au reste, par Sentence de l'Amirauté de Marseille, du
16 Mars 1752, au rapport de M. Emerigon.

Par rapport à la seconde question qui a deux membres, je ne doute pas non plus, au sujet du premier, que le délaissement fait aux assureurs ne doive se borner aux effets compris dans l'assurance; & qu'ainsi l'assuré ne puisse légitimement conserver les autres effets, étrangers à la police, qu'il a chargé de plus pour son compte, & sans assurance, attendu qu'en cette partie il ne doit

pas être de pire condition que s'il eût fait assurer par d'autres, étant alors son

propre assureur.

Quand au second membre, je distingue, ou il s'agit d'une assurance sur chargement, ou d'une assurance sur le corps & quille du navire, ses agrêts & apparaux. Au premier cas, je pense encore que le délaissement des marchandites d'un même chargement, n'emporte rien de plus que l'abandon de la partie du chargement soumise à l'assurance, & que l'assuré conserve sa portion non assurée, à l'effet d'entrer en répartition avec les assureurs, au sol la livre de la valeur des effets qui seront sauvés, suivant l'intérêt d'un chacun dans le chargement. De sorte que, si l'assuré y avoit un intérêt pour moitié, au-delà de la somme assurée, il entreroit en répartition pour moitié avec les assureurs; & cela est consorme à l'art. 12, chap. 7 du Guidon, au second alinea. C'est aussi selon moi, une conséquence qui se tire naturellement de l'art. 67 ci-après, où il est question du rachat du navire & de sa cargaison.

Il y est décidé que les assureurs pourront prendre la composition à leur prosit, non pour le tout, à proportion de leur intérêt seulement; ce qui suppose une contribution au rachat entr'eux & l'assuré, à proportion de leur intérêt respec-

tif dans la chose.

Cependant le navire ayant été pris, tout étoit perdudans le moment, comme s'il y avoit eu naufrage. Si donc tout n'est pas acquis aux assureurs, en cas de prise rachetée; c'est-à-dire, s'ils ne sont pas sondés à prendre la composition pour eux seuls, à la charge de payer le pris du rachat, pourquoi en serot - it autrement, en sait de naufrage où les marchandises sont sauvées, puisque le sauvement des marchandises, par les soins & par les frais qu'il cause, répond à ce qu'il en coûte par le rachat de la prise?

En pareille hypothese, ce n'est donc pas délaisser une partie & retenir l'autre, puisque l'assuré abandonne aux assureurs tout ce qu'ils ont assuré, en leur faisant l'abandon jusqu'à concurrence des sommes par eux assurées, & que ce qu'il retient est la portion qui lui appartient, sur laquelle les assureurs n'ont

aucun droit, comme étant étrangere à la police d'affurance.

Cela s'entend, au reste, de que sque manière que l'assuré se trouve avoir dans la chose une portion excédante le montant de l'assurance; c'est-à-dire, soit que dans l'origine il n'ait sait assurer qu'une partie de son chargement, soit que ce chargement ait augmenté de valeur par la négociation qui en a été faite.

Par exemple, & c'est une espece qui s'est présentée depuis peu. Un navire est armé à la Rochelle pour aller à la côte de Guinée saire sa traite, delà à Saint-Domingue, & retourner ensuite à la Rochelle. La cargaison est assurée en entier au départ, à prime liée, tant pour l'aller que pour le retour; & il est stipulé qu'en cas d'hostilités de la part des Anglois, la prime augmentera de tant.

Le navire arrivé à la côte de Guinée, y fait sa traite; & saisant route pour Saint-Domingue, il est arrêté & pris par les Anglois, à la vue de l'isse, avant

toute déclaration de guerre.

Comme la prise est irréguliere & nulle, qu'ainsi il y a lieu d'espérer qu'à la paix le navire & sa cargaison seront rendus, suivant leur valeur, au temps de la prise, avec dommages & intérêts, l'assuré, qui a dénoncé la capture à ses assureurs, leur déclare ensuite qu'il leur sait abandon de la cargaison, sous

la réserve de tous ses droits. En conséquence, il leur demande le paiement des sommes par eux assurées, à la déduction de la prime stipulée avec l'augmentation, tous la soumission de leur rembourser les sommes qu'ils lui paieront, avec les intérêts à six pour cent, en cas de restitution de la part des Anglois; sauf, dans le même cas, la répétition des avaries contre les assureurs, à imputer ou compenser sur la prime.

Les assureurs, de leur côté, sur le sondement de cet art. 47 & du 60 ci-après, répudient cet abandon, prétendant qu'il doit être pur & simple, ou que l'afsuré doit attendre l'événement de la paix, & jusques-là les laisser tranquilles.

Consulté sur cette difficulté au mois de Janvier 1757, je répondis que l'abandon étoit effectivement dans le cas d'être répudié par les assureurs, comme étant conditionnel; & qu'aux termes de l'art. 60 du présent titre, qui ne peut souffrir aucune exception, l'esset de l'abandon étant de transmettre aux assureurs la pleine propriété des essets assurés, il falloit nécessairement que l'abandon, pour être valable, sût sans retour; que celui dont étoit question, n'étoit pas de cette qualité, puisque dans le même temps que l'assuré l'offroit, il se réservoit la faculté de reprendre à son prosit les sommes qui pourroient être restituées par les Anglois, sauf à rendre aux assureurs ce qu'ils auroient été obligés de lui payer; au moyen de quoi il ne leur abondonnoit rien, tout se réduisant à un paiement provisionnel qu'il leur demandoit.

Mais je pensai en même temps que les assureurs n'étoient pas sondés à prétendre que le délaissement dût leur être fait de la maniere qu'ils l'entendoient; c'est-à-dire, que l'assuré sût obligé de leur abandonner absolument tout ce que

les Anglois pourroient être tenus de restituer à la paix.

Ils auroient raison à la vérité, disois-je, si le navire eût été pris avant sa traite à la côte de Guinée, parce qu'alors l'assuré ne pourroit pas supposer que la cargaison valloit plus qu'au départ, le prosit espéré des marchandises ne pouvant jamais être mis en considération: mais le navire n'ayant été pris qu'à son arrivée à la côte de Saint-Domingue, c'est autre chose. La cargaison n'étoit plus la même: vendue à la côte de Guinée, & convertie en negres & en poudre d'or, sa valeur étoit considérablement augmentée, & cette augmentation acquise de plein droit à l'assuré, est un objet distinct de la valeur du premier sonds de la cargaison assurée.

La preuve en résulte de ce que l'assuré auroit pu saire assurer par supplément cette augmentation, s'il eût êté informé de l'état des choses. Or, s'il pouvoit saire assurer cette augmentation de valeur, comme un prosit déjà sait, c'est tout comme s'il eût été réellement sait assuré, devant être regardé comme

son propre assureur, comme fondant l'assurance en lui-même.

En un mot, cette augmentation de la valeur de la cargaison, par le moyen de la traite saite à la côte de Guinée, & de l'arrivée du navire près de Saint-Domingue, étant supposée, par exemple, avoir doublé le premiet sonds, il n'y a d'abandon à saire aux assureurs que de la moitié de ce qui pourra être restitué par les Anglois, ainsi du reste à proportion de l'augmentation plus grande ou moindre.

Les assureurs, quoi qu'ils puissent dire, n'ont pas absolument d'autre abandon à attendre, puisqu'il comprend tout l'intérêt qu'ils avoient dans les effets assurés à leur arrivée à la côte de Guinée, & que le profit survenu par la traite

des Negres, leur est aussi étranger, que la perte seur auroit été etrangere, si la

la plus grande partie des Negres eût péri de mort naturelle.

Diront-ils, que les Negres provenant de la traite des effets de la cargaison, représentent ces mêmes effets par subrogation, de maniere que le tout ne doit être considéré que comme un seul & même sonds? Cela n'est vrai que jusqu'à concurrence de la valeur des effets dont le navire étoit chargé au départ de France, & nullement en ce qui concerne l'augmentation causée par la traite des Negres, & de leur conservation jusqu'au lieu de la prise du navire; autrement il s'ensuivroit que si le navire sût arrivé à Saint-Domingue, que les Negres y eussent été vendus, & que les sucres, indigos, &c. en provenant, eussent été chargés dans le même navire, de maniere que le navire n'eût été pris qu'à son retour en France; s'ensuivroit, dis-je, qu'après toutes ces cascades, le dernier chargement du navire n'auroit fait que représenter la premiere cargaison; en telle sorte que dans l'idée des assureurs, il saudroit tout de même leur saire abandon du tout sans aucune restriction.

Il y aplus, & il s'ensuivroit encore, par identité de raison, que si au lieu de charger tout le produit des Negres dans le même navire, on en eût mis une partie sur d'autres vaisseaux & laissé une partie à terre, il faudroit abandonner aussi aux assureurs, non-seulement la totalité des effets chargés en retour sur le navire, mais encore ceux chargés sur d'autres vaisseaux, avec ceux qui auroient été laissés à Saint-Domingue; or cela se conçoit-il, & se peut il rien

de plus absurde?

Pour en juger, il ne faut que faire attention à la pratique journaliere du commerce, à l'usage où sont les armateurs de faire assurer par supplément leurs retours à Saint-Domingue, pour la portion excédente la valeur des premiers sonds qu'ils avoient sait assurer au départ de France; & cela, soit que leurs navires soient allés directement à Saint-Domingue, soit qu'ils aient passé auparavant à la côte de Guinée.

Jusqu'ici personne n'a osé blâmer cet Ouvrage; cependant il seroit vicieux & abusif, s'il étoit vrai que ces retours, nonobstant l'augmentation de leur valeur, ne sissent que représenter absolument le premier sonds de la cargaison,

& ne former qu'un même tout.

Si donc il est permis de saire assurer cette augmentation, comme un prosit acquis à l'assuré, tout-à-sait indépendant de la valeur de la premiere cargaison assurée, il s'eusuit nécessairement que cette augmentation n'ayant pas été assurée, ne tombe pas plus dans l'abandon à faire aux assureurs du premier sonds de la cargaison, que si dans le principe l'armateur, au lieu de saire assurer la totalité de la cargaison, n'en eût sait assurer que la moitié, ou une autre quotité: or nul doute, dans ce dernier cas, que l'assuré ne soit en regle en n'ossirant l'abandon que jusqu'à concurrence de la quotité assurée.

Envain, opposeroit-on, la disposition de notre art. 47, qui ne permet pas de faire le délaissement d'une partie pour retenir l'autre, au moins en fait d'asfurance sur la totalité d'une cargaison sans distinction d'objets, pour en conclure

qu'il y a nécessité en ce cas d'abandonner toute la cargaison.

L'objection feroit bonne, à la vérité, si la cargaison est été assurée en entier & pour toute sa valeur; mais si elle ne l'a été que jusqu'à concurrence de la moitié ou du tiers, il suffira que l'assuré fasse son abandon jusqu'à la même concurrence

de la moitié ou du tiers. Il répugneroit à la raison, au bon sens, & à l'équité; d'entendre l'article d'une autre maniere.

De quoi s'agit-il en effet entre les assureurs & l'assuré? C'est uniquement des objets assurés. Tous les articles de l'Ordonnance se rapportent à cette idée précise d'effets assurés: il n'y a donc d'abandon à faire que des effets réellement assurés; c'est-à-dire, du total s'ils ont été assurés en entier, ou de la partie simplement assurée s'ils n'ont été assurés qu'en partie.

Ainsi si les assurances sur une cargaison en général ne vont qu'à la moitié de sa valeur au temps du chargement du navire, en quelque cas qu'il y ait lieu à l'abandon, l'assuré est sondé à n'abandonner que la moitié assurée, & retenir l'autre, pour entrer en partage ou répartition avec les assureurs, de tout ce qui pourra être ou sauvé du nausrage, ou recouvré dans le cas d'une prise

injuste.

Tel est le principe d'où il faut partir, pour en conclure que toutes les fois que l'armateur ou autre chargeur de marchandises, court des risques au-delà des assurances, il peut borner l'abandon à la valeur du chargement qui répond au montant des sommes assurées, & se réserver le surplus, pour participer avec les assureurs au recouvrement qui se fera, à proportion de l'intérêt d'un chacun.

En cette partie, il ne faut point distinguer le cas où la premiere cargaison n'a été assurée qu'en partie, de celui où ayant été assurée en entier, elle a depuis, par vente ou par troc, formé une autre cargaison avec un prosit considérable, parce que ce prosit étant une sois acquis à l'assuré, c'est une augmentation qui lui appartient réellement, sans que les assureurs y puissent rien prétendre. Par là, cette augmentation forme sur sa tête un nouveau capital qui rend sa condition égale à celle où il auroit été, si, dans l'origine, la premiere cargaison eût été augmentée d'essets non assurés, jusqu'à concurrence de l'augmentation survenue, provenant des prosits saits pour la négociation des essets chargés en premier lieu.

Ces raisons me déterminerent à conseiller à l'assuré, de faire signifier à ses assureurs un nouvel acte d'abandon, dans lequel, en se désistant du premier, & en leur demandant de nouveau le paiement des sommes par eux assurées, à la déduction de la prime & de l'augmentation stipulée en cas d'hostilités, il déclareroit leur faire le délaissement, non de tout ce qui pourroit à la paix être restitué par les Anglois, mais seulement jusqu'à concurrence de l'intérêt que les assureurs pourroient y avoir; c'est-à-dire, jusqu'à concurrence du montant de leurs assurances, pour entrer par lui, conjointement avec eux, en répartition de ce qui seroit restitué proportionnellement à leurs intérêts respectifs, eu égard à la valeur totale des essets de la cargaison au temps de la prise.

l'ajoutai qu'en suivant ce parti, il ne seroit plus question d'avaries, parce que tout seroit censé consondu dans la somme que les Anglois restitueroient, & qu'il ne s'agiroit plus que de faire le partage de cette somme entre les assureurs & l'assuré; à l'esset de quoi, & pour régler l'intêrêt des uns & des autres, il sussition opération toute simple; savoir, d'évaluer la cargaison au temps de la prise, & de soustraire de cette évaluation le montant des assurances; de sorte que si l'évaluation excédoit de moitié les assurances, les assureurs & l'assuré toucheroient par moitié ce qui seroit restitué par les Anglois, ainsi du reste

suivant que l'évaluation excéderoit plus ou moins le montant des assurances. Fondé sur les mêmes principes, je penserois également qu'en fait d'assurance sur le corps & quille du navire, & pour une somme fort au-dessous de sa valeur, l'assuré seroit recevable tout de même à ne seire abandon du navire que jusqu'à concurrence des sommes assurées, en supposant que le navire valût réellement plus que le montant des assurances, au temps de l'arrêt injuste qui

en auroit été fait, ou du naufrage qu'il auroit essuyé. Je le penserai, dis-je, fans m'arrêterà cette objection, que le navire étant un objet individu, le délaissement n'en peut être fait pour partie, puisque cette raison ne vaut pas, en matiere d'affurance fur une cargaifon en général, quoique ce foit pareillement un objet individu.

Mais il faut avouer que ce cas est difficile à rencontrer, soit parce qu'ordinajrement le navire est assuré pour toute sa valeur, ou à peu près, soit parce que, dans la supposition qu'il ne soit assuré que pour la moindre partie, il est comme impossible qu'après plusieurs mois de navigation, sa valeur excede le montant des assurances, & qu'en cas de naufrage, ce qui pourra être recouvré excede affez les frais de fauvement pour faire un objet; & c'est pour cela que lorsqu'il s'agit de l'abandon du navire, on voit que l'assuré le fait toujours purement & simplement.

Mais enfin cela n'empêche pas qu'il ne puisse se trouver en telles circonstances, qu'il ait intérêt de ne faire l'abandon que jusqu'à concurrence des sommes

assurées simplement; & alors il peut le faire de cette maniere.

Cependant il est de la prudence qu'il différe son délaissement, à moins que la perte ne paroisse entiere, & que tant qu'il restera quelque espoir de sauver le navire, au de ses débris au-delà de la valeur des frais de sauvement, il se contente de la dénonciation de la perte, avec protestation de saire son abandon en temps & lieu, s'il le juge à propos dans la suite, relativement à l'article 42 cidessus. Au moyen de quoi, concourrant au sauvement avec ses assureurs, il conservera sans difficulté le droit d'entrer en répartition de ce qui sera sauvé, & celui de leur demander le paiement des sommes assurées par sorme d'avaries, à la déduction de la prime qui n'aura pas été payée d'avance.

Dans la seconde partie de cet article, il est décidé que l'assuré ne pourra faire aux assureurs aucune demande d'avarie, si elle n'excede un pour cent. Ce qui est conforme à l'art. 26 des assurances d'Amsterdam, à l'Ordonnance de Rotterdam, art. 17, à celle de Middelbourg, art. 18; en un mot au droit commun. Kuricke, Diatriba, de affec. n. 8, fol. 833. Loccenius, de jure maritimo,

lib 2, cap. 5, n. 15, fol. 182.

On ne s'en tient pas là ordinairement dans les polices d'assurances, & l'on stipule, au lieu d'un pour cent, que les assureurs ne seront point tenus des avaries au-dessous de troisou cinq pour cent. Ce qui est licite, suivant l'article 9, ch. 20 du Guidon, la clause n'ayant rien de contraire aux bonnes mœurs ni à l'équité: mais enfin, la police ne s'en expliquant pas, ce feroit fur cet article de l'Ordonnance qu'il faudroit se régler.

Dans les polices d'assurances sur la Méditerranée on stipule assez communément que les assureurs seront francs d'avaries: mais, parce que cette clause est dangereuse & naturellement injuste, les Auteurs Italiens pensent qu'elle ne doir pas s'étendre aux avaries extraordinaires, encore moins au jet fait pour

Tom. II.

éviter le naufrage; de maniere que les assurcurs doivent en répondre, d'autant plutôt que c'est là seminaufragium. Targa, pag. 230, n. 18. Casa Regis,

difc. 47.

Malgré cela néanmoins on juge à Marseille & à Aix, que cette clause francs d'avaries exempte les assureurs de toutes avaries, même pour mâts & cables coupés & Jettés, ancres abandonnées. Arrêt d'Aix du 27 Juin 1716. Sentence de l'Amirauté de Marseille des 26 Juin 1717 & 11 Août 1750. De même un avis arbitral du 13 Février 1748.

En un mot, on y juge que cette clause met absolument les assureurs à couvert de toutes avaries, de quelque nature qu'elles soient: à moins qu'il n'y ait lieu à l'abandon des choses assurées; c'est-à-dire, à moins que l'assuré ne soit dans quelqu'un des cas exprimés dans l'article précédent. De sorte que tant

qu'il n'est question que d'avaries, il n'a rien à demander aux assureurs.

Mais s'il y a lieu à l'abandon, quoique l'assuré ne le fasse pas, on l'admet à demander raison du dommage par forme d'avaries. Sentence du 3 Août 1750, au rapport de M. Emerigon, confirmée par Arrêt du mois de Juin 1751. Dans l'espece, il s'agissoit des frais & déboursés faits par l'assuré pour obtenir la main-levée de son navire injustement pris par les Anglois, & des dommages &

intérêts qui en résultoient.

Suivant cette distinction, jugée par Arrêt du même Parlement d'Aix du 6 Juin 1754, infirmatif d'une Sentence de Marseille du 22 Août 1752, que l'assuré étoit non-recevable à demander aux assureurs le paiement des avaries soussertes par son vaisseau, qui avoit talonné & échoué sur les Casques; par la raison que le navire ayant été relevé de l'échouement par les soins & les essorts de l'équipage, il n'y avoit pas eu d'échouement réel & essectif; qu'ainsi il n'y avoit pas lieu à l'abandon, quoique le navire retiré du danger eût êté obligé de relâcher à Léogane, pour être radoubé, à l'esset de remettre en mer: lequel radoub, avec les frais de relâche, avoit causé une dépense de 42800 liv. En tout ceci on considéra qu'il n'étoit question que d'avaries, dont les assureurs étoient exempts par la clause francs d'avaries.

Il y a apparence que cette Jurisprudence ne sera pas adoptée ailleurs, ne sût ce qu'à cause qu'elle pourroit porter au crime; c'est-à-dire, engager un capitaine à ne pas s'embarrasser de retirer son navire de l'échouement pour l'empêcher de faire nausrage, dès qu'il pourroit se sauver avec son équipage; & cela pour ménager le recours de son armateur & le sien propre, contre les assureurs. Recours qu'il perdroit en conséquence de cette clause insidieuse, s'il

n'avoit que des avaries à demander.

Suivant Casa Regis, disc. 47, n. 4, cette clause a été inventée à l'occasion des petits bâtimens employés au transport des vivres & essets comestibles, d'un lieu à un autre, & de proche en proche. Comme ce sont des marchandises fort sujettes à avaries, pour peu qu'il survienne du mauvais temps, & qu'à raison de la briéveté du trajet, on est dans l'habitude d'en charger les bâtimens au-delà de ce que naturellement ils en peuvent porter avec sûreté; on conçoit combien devoient être fréquentes les contestations entre les assureurs & les assurés, sur la cause & la nature des avaries que cette sorte de navigation peut occasionner.

Ce fut donc pour faire cesser & prévenir ces contestations dans la suite qu'on

imagina la clause francs d'avaries; & véritablement jusques-là il n'y avoit rien à dire. On la voit même en usage aujourd'hui presque par-tout en pareille hypothese, principalement en ce qui concerne les cargaisons de sel. Mais c'est avoir passé le but que d'avoir étendu la clause aux voyages de long cours, & à des marchandises moins susceptibles d'avaries. Aussi n'est-elle point pratiquée ailleurs; on s'y contente de stipuler que les assureurs ne seront tenus des avaries qu'autant qu'elles excéderont tant pour cent, comme il a été observé cidessus.

Mais on demande à ce sujet, quid juris, si les avaries excedent un pour cent, ou le taux stipulé par la police? Faudra-t-il alors déduire aux assureurs sur les avaries cet un pour cent de l'Ordonnance, ou le taux réglé par la

police?

Cette question ressemble à celle de savoir, si la quotité jusqu'à concurrence de laquelle il n'y a pas de garantie à prétendre de la part de l'acquéreur contre le vendeur, lorsque celui ci a vendu une piece de terré, &c. contenant tant d'arpens ou environ, & qu'il se trouve qu'il en contient moins. On a demandé dans le cas où il manqueroit une quantité supérieure à celle qu'emporte l'environ, si le vendeur pouvoit déduire la quotité jusqu'à laquelle il étoit à couvert de garantie, de maniere qu'il ne sût tenu de l'indemnité que pour l'excédant; & il a été décidé, sur la Coutume de la Rochelle, art. 19, n. 91, qu'il ne pouvoit alors prositer de ce qu'emporte l'environ, & qu'il falloit qu'il payât l'indemnité de tout ce qui manquoit. Voyez suprà art. 5, tit. du fret ou nolis, pour la fausseté de la déclaration du port du vaisseau.

Par indentité de raison, si la décision est bonne, il en faut dire autant dans notre espece, saus la convention contraire dans la police. C'est aussi l'usage de cette place, & peut-être de tous les autres ports du Royaume, excepté Rouen, où l'assureur ne paie les avaries qu'à la déduction de la quotité qui, aux ter-

mes de la police, ne doit pas être pour son compte.

Au reste, le réglement des avaries contre les assureurs & l'assuré se fait en prenant pour base l'estimation ou la valeur des marchandises au temps de leur chargement, sans considérer si ces marchandises auroient valu plus ou moins à leur arrivée à bon port. Ainsi, si les marchandises chargées valoient 6000 liv. au temps de leur embarquement, les frais compris, & qu'après le naustrage, échouement ou autre accident, elles ne valent que 4000 liv. ce sera une somme de 2000 liv. que les assureurs paieront pour les avaries, à la déduction

de la prime.

Il en est de même du navire, quoiqu'il soit évident qu'à son retour il vaut beaucoup moins qu'à son départ; de sorte que, sous ce prétexte, en cas de nausrage, l'assureur ne peut prétendre aucune déduction pour raison du déchet ou du dépérissement naturel que le navire auroit nécessairement soussert, en le supposant arrivé à bon port & sans accident. Si le navire simplement échoné étoit en état d'être radoubé, de maniere à pouvoir saire un autre voyage, l'assureur en seroit quitte pour le rétablir : mais ne pouvant plus servir, c'est un malheur pour lui, & il saut qu'il en paie la valeur aux termes de la police, qui porte toujours que l'estimation qui en est saite tiendra lieu de capital en tout temps.

Il faut avouer que cela paroît faire une injustice aux assureurs; mais on a

considéré que si le navire a diminué de valeur dans le voyage, cette diminution étoit ordinairement compensée par le fret qu'il gagne: duquel fret il faut faire l'abandon à l'assureur en même temps que le navire. Cependant le nausrage peut être tel que l'assureur ne prosite, ni des débris, ni du fret, à cause des frais & des loyers des gens de l'équipage; au moyen de quoi plus de compensation d'aucune espece pour les assureurs. Ainsi il est vrai de dire, que, dans la pratique actuelle, ils sont traités trop rigoureusement. Ajoutez à cela qu'on leur dispute encore le fret acquis au navire, & déjà gagné, dont on prétend que l'assuré n'est pas tenu de leur faire l'abandon. Ce qui a même été autorisé par une Sentence de Marseille du 10 Octobre 1733, consirmée par Arrêt du Parlement d'Aix du 23 Juin 1734, au rapport de M. d'Orcin.

A cela néanmoins il n'y a rien à dire, si c'est un fret gagné en allant; puisqu'il ne faudroit pas restituer non plus celui qui auroit été payé à l'arrivée du

navire aussi en allant.

Mais s'il s'agit d'un fret stipulé acquis pour le retour, il est juste d'en faire l'abandon aux assureurs, dans le cas où les marchandises dont le fret a été stipulé acquis, seront sauvées; c'est-à-dire, que le fret leur en devra être rapporté par l'assuré, à la décharge de ceux à qui ces marchandises appartiennent, de même du fret acquis en allant, si le navire périt aussi en allant, se que les marchandises soient sauvées. Mais si tout périt, ce n'est point aux assureurs à examiner s'il y a un fret acquis on non, cette stipulation leur étant étrangere, se ne pouvant les intéresser en rien, puisqu'ils ne pouvoient compter sur le fret des marchandises qu'autant qu'elles seroient sauvées. Voyez suprà article 15.

Par indentité de raison, ils ne peuvent pas non plus demander à l'assuré l'asbandon des marchandises qu'il aura déchargées à terre, en faisant échelle dans le voyage. Sentence de Marseille du 30 Janvier 1751; & le bien jugé est d'autant plus sensible, qu'il n'est question là que d'une assurance sur la cargaison, & qu'alors l'abandon de la cargaison étant borné à la portion pour laquelle l'assurance avoit été faite, il sussit que l'assuré ait laissé dans le vaisseau des

effets suffisans pour remplir le montant de l'assurance.



ARTICLE XLVIII.

Les délaissemens & toutes demandes en exécution de la police; feront faites aux assureurs dans six semaines, après la nouvelle des pertes arrivées aux côtes de la même province où l'assurance aura été faite; & pour celles qui arriveront en une autre province de notre Royaume, dans trois mois: pour les côtes de Hollande, Flandres ou Angleterre, dans quatre mois: pour celles d'Espagne, Italie, Portugal, Barbarie, Moscovie ou Norwege, dans un an, & pour les côtes de l'Amérique, Brésil, Guinée & autres pays plus éloignés, dans deux ans: & le temps passé, les assurés ne seront plus recevables en leur demande.

Es observations du Commentateur sur cet article sont judicieuses; mais il devoit avertir qu'il les avoit tirées des notes sur l'art. 12, ch. 7 du Guidon. Cet article embarrasse à la premiere lecture, sur-tout quand on le rapproche du 58 ci-après; car s'il entend, comme le sens naturel le fait présumer, que 20us les délais dont ils parlent ne doivent être comptés que du jour de la nouvelle de la perte, on demande pourquoi l'assuré aura un an pour les pertes arrivées en Espagne, &c. & deux ans pour celles arrivées dans les voyages de l'Amérique, &c. Ou si, au contraire, ces longs délais doivent être comptés du jour du départ du navire, lorsque l'assuré n'en a eu aucune nouvelle; on demande aussi pourquoi l'article 58 dit qu'alors il pourra faire son délaissement aux assureurs, après un an ou deux ans, au lieu de dire qu'il tera tenu de faire son délaissement en ce cas, aussi-tôt après, sur peine de déchéance de tout recours contre les assureurs?

Pour concilier ces deux articles, on pourroit penser qu'en ce qui concerne les délais de six semaines d'une part, de trois mois d'autre, & de quatre mois encore d'autre, ils ne doivent se compter essectivement & absolument que du jour de la nouvelle de la perte; parce qu'avant la nouvelle, l'assuré n'est pas en état d'alléguer la perte, à l'esset d'avoir droit de se pourvoir contre les assureurs, & que la maxime est certaine, contra non valentem agere non currit

prascriptio.

Quant aux deux autres délais d'un an & de deux ans, l'embarras vient d'un côté de ce qu'il ne paroît pas naturel de ne les compter que du jour de la nouvelle de la perte; à moins, en tout cas, qu'il ne fût question d'assurances saites dans les lieux mêmes dont il est parlé au sujet de ces délais; ce qui est sans exemple, excepté l'Italie. Car ensin, pour fixer le temps dans lequel il saut agir contre l'assureur, François, Anglois ou Hollandois, qu'importe que le nausrage soit arrivé aux côtes de Guinée ou de l'Amérique, dès que le délai ne doit courir que du jour de la nouvelle du nausrage? Et d'un autre côte, l'embarras vient de ce qu'il n'y a pas d'apparence non plus de compter ces délais d'un an & de deux ans du jour du départ du navire, ou des dernieres

nouvelles qu'on en a eues; à l'effet d'en conclure qu'après ces délais expirés respectivement, l'assuré seroit non-recevable à se pourvoir contre ses assureurs, puisque l'art. 58, non seulement lui permet de faire son délaissement après cesmêmes délais expirés, mais même par argument très-clair, lui désend de le faire

plutôt.

Il faut avouer néanmoins que, dans les termes que cet article est conçu 📜 & parce que d'ailleurs les fins de non-recevoir & les courtes prescriptions ne sont pas favorables, il ne seroit pas possible de déclarer non-recevable un assuré, qui, par raison d'un voyage d'Espagne, Italie, Portugal, Barbarie, Moscovie ou Norwege, se pourvoiroit contre les assureurs dans l'an de la nouvelle de la perte apprise sur l'une des côtes; ou, à désaut de nouvelles,. dans deux ans, à compter du départ du navire, en prenant la fin de la premiere: année pour une preuve ou présomption de la perte; & cela, quoique lesassureurs sussent demeurans en France: & de même s'il s'agissoit d'un voyage de l'Amérique, &c. s'il intentoit son action dans les deux ans de la nouvelle de la perte arrivée à l'Amérique, ou, à défaut de nouvelles, dans les quatre ans du départ du navire. De forte que le plus fûr est de ne compter tous lesdélais portés par cet article, que du jour de la nouvelle de la perte, & de dire, pour justifier ces longs délais d'un an & de deux ans, que comme l'afsuré a intérêt de ne faire son délaissement qu'en connoissance de cause, il a ététrouvé juste de lui accorder un an pour les naufrages arrivés aux côtes d'Italie 🖡 &c. & deux ans pour ceux arrivés aux côtes de l'Amérique, &c. afin que pendant ce temps, il pût prendre les éclaircissemens convenables avant de se déterminer à faire son abandon. Cette raison cesse, à la vérité, en cas de prise ou de naufrage entier & absolu; mais la loine peut pas prévoir tous les cas. D'ailleurs il y a des prises injustes, dont par conséquent il importe de savoir le sort.

Après tout, ces questions sont assez rares, n'y ayant point d'assuré qui néglige de se pourvoir aussi-tôt la nouvelle de la perte, ou aussi-tôt que l'an oulles deux ans sont expirés, relativement à l'art. 58 : cependant il se peut saire

qu'il y manque, & il faut que les actions aient un terme.

Toutes demandes en exécution de la police d'affurance doivent donc être: formées par les assurés dans les délais fixés par cet article, sans quoi ils serront non-recevables à inquiéter dans la fuite les affureurs. Ainfi il ne fuffiroit: pas de dénoncer la perte aux assureurs, avec protestation, comme dans l'article 42, il faut nécessairement une demande en Justice, art.12, chap. 7 du: Guidon: non que le délaissement doive s'ensuivre absolument, attendu qu'il est des cas où l'assuré a grand intérêt de ne le pas faire, comme il a été montré ci-destus ; mais la demande aura pour objet le paiement du dommage arérivé aux navires ou aux marchandises, avec réserve de saire le délaissement dans la suite, si le cas y échoit. Par-là l'assuré sera entièrement en regle, & il n'aura pas à craindre que les affureurs puissent lui opposer raisonnablement aucune fin de non-recevoir. Il est pourtant une voie pour se dispenser d'une demande en Justice; c'est d'engager les assureurs de reconnoître au pied de la police, qu'ils tiennent la nouvelle de la perte pour bien & duement dénoncée; fauf à l'affuré à faire son délaissement quand il jugera à propos. Par une telle précaution, l'affuré conserve tous ses droits contre ses assureurs, sans aucune; procédure; & c'est ainsi qu'on en use assez communément ici.

Par rapport au premier délai, qui est de six semaines, il reste encore de la difficulté. L'article le fait courir du jour de la nouvelle des pertes arrivées aux côtes de la même province où l'assurance a été faite, & l'on n'en voit point du tout la raison, à moins que l'article ne suppose que l'assuré demeure dans cette même province. Sans cela, en esset, qu'importe à l'assuré que la perte soit arrivée aux côtes de Normandie, si l'assurance y a été faite, plutôt qu'en toute autre province du Royaume? Je voudrois donc que ce délai de six semaines, qui est bien court, n'eût lieu absolument que lorsque l'assuré & les assureurs demeurent dans la même province, & que dans le cas contraire, le délai sût indistinctement de trois mois, la perte étant arrivée sur quelque côte du Royaume, à compter toujours du jour seulement que la nouvelle de la perte seroit parvenue à l'assuré.

Au reste, la nouvelle qui fait courir ce délai de six semaines & tous les autres ne peut s'entendre que d'une nouvelle, non-seulement certaine, mais encore publique & notoire; à moins que l'assuré n'ait fait usage de la nouvelle particuliere qu'il aura eue, en la dénonçant aux assureurs, avec protestation de faire son délaissement; auquel cas, la rendant lui-même notoire, il se met par-là dans l'obligation de sormer son action dans les délais sixés par cet arti-

cle, sur peine de déchéance.

À Marseille & au Parlement d'Aix on n'étoit pas ci-devant scrupuleusement attaché à la fin de non-recevoir portée par cet article: mais en 1713 on y est revenu à la regle, & l'on ne s'en est pas écarté depuis. C'est ce qui résulte des Arrêts des mois de Mai, 10 & 17 Juin audit an 1713, 5 Mai & 30 Juin 1714, Juin 1724, & des Sentences de Marseille des 19 Novembre & 2 Décembre 1748, 31 Janvier & 11 Juillet 1758. Toutesois la moindre reconnoissance par écrit de la part des assureurs, sussit pour écarter la fin de non-recevoir; de même des pourparlers dont ils conviennent. Arrêt d'Aix du 28 Juin 1748, consirmatif d'une Sentence de Marseille du 13 Septembre 1747. Autre Arrêt d'Aix du 27 Mars 1751, au rapport de Monsieur d'Orcin, qui a jugé qu'un certificat du courtier ou du notaire, portant attestation de l'avertissement fait dans le temps de droit aux assureurs, & de leur promesse de payer la perte, lorsqu'elle seroit liquidée, suffisoit pour écarter la fin de non-recevoir.

Il est d'usage à Marseille que les assurés fassent à la Chambre de Commerce leur déclaration; laquelle déclaration tient lieu de notification à chaque assureur, ordonnée par l'article 42 ci-dessus. Il seroit à souhaiter qu'il en sût par

tout de même.

Au sujet de la prescription établie par cet article, & sur la différence qu'il y a entre l'arrêt de Prince & la prise, j'ai cru qu'on ne seroit pas sâché de voir la consultation qui suit de M. Emerigon, du 6 Avril 1759.



OUESTIONS

Sur la différence qu'il y a entre l'Arrêt de Prince & la prise ;

Et sur les prescriptions en matiere d'assurances.

A I T.

ANS le mois de Novembre 1756, les D Srs. Anglés d'Antoine & Castagne, firent assurer la somme de 77200 liv. d'ordre des Srs. Bouteiller pere & fils, de Nantes, pour compte de qui il appartiendra, de fortie des Isles Françoises, jusqu'à Amsterdam, autre port neutre, sur des marchandises chargées par Karavagh , Belloc & Compagnie, de Léogane , à l'adresse de Jean-Joseph Vanherzéel d'Amsterdam, dans le vaisseau l'America, Hollandois, Capitaine Louis Fernet, Hollandois, moyennant la prime de 10 pour cent.

Le connoissement porte qu'il fut chargé 529 barriques Créoles, & trois Bordeloises de sucre brut dans ledit vaisseau l'America, Capitaine Fernet, à la confignation de Jean-Jacob Vanherzéel, d'Amsterdam, pour compte & risque des intéresses dénommés au bas de la fac-

ture.

Les intéressés dénommés au bas de la facture, sont les sieurs Bouteiller pere & fils de Nantes pour sept huitiemes, & Jean-Jacob Vanherzéel, d'Amsterdam, pour un huitieme.

Le 14 Juin 1757, les Srs. Bouteiller pere & fils, écrivirent aux Srs. Anglés d'Antoine & Castagne, que le vaisseau l'America avoit été pris à la hauteur des côtes d'Amsterdam, près de l'embouchure; mais que les Etats-Généraux

réclamoient ce navire & sa cargaison.

Le fix Juillet on notifia cette lettre aux affureurs, » & comme, ajoute-t-on, cette prife » donnera lien à l'ouverture des assurances, si n'en fait pas la restitu-» tion, lesdits sieurs Boutellier pere & sils, desi->> rent mettre ennotice à leurs assureurs la prise » dudit vaiffeau, avec interpellation d'agir, » pour en faire la réclamation & en obtenir » le relâchement ou restitution. Et faute de ce » faire, ils leur feront abandon & delaissement

n des facultés assurées jusqu'à la concurrence des » sommes prises en risque.

Le 21 Octobre, Jugement de l'Amirauté d'Angleterre, qui confisque le vaisseau & la cargaison.

Le 16 Décembre, les assurés font la déclaration du sinistre à la Chambre du commerce.

Le 2 Mars 1758, Requête des Srs. Anglés d'Antoine & Castagne, contre les assureurs, aux fins que ceux-ci fussent condamués à contribuer aux dépenses nécessaires, pour solliciter la révocation du Jugement d'Angletette.

Le 10, Sentence qui autorife les Srs. Anglés. d'Antoine & Castagne, à poursuivre la réclamation, si bon leur semble, pour le compte, aux frais & risques de qui il appartiendra.

Enfin le douze Avril 1758, Requête des Srs; Anglés d'Antoine & Castagne, contre les assureurs, en paiement des fommes affurées.

Les assurés opposent, 1°. la prescription de: quatre mois, portée par l'article 48, tit. des af-furances. 29. La prétendue simulation de la Police, où il n'est pas dit que l'assurance fût

pour le compte des François.

Ce dernier moyen fut rejetté, parce que las clause: pour le compte de qui il appartiendra , qui a été stipulée dans la police, comprenoit les François tout comme les neutres. Elle est générale, & doit être entendue généralement ; sur-tout dans les circonstances présentes, où il est sensible que si l'assurance avoit été pour le compte d'un neutre, on n'auroit pas manqué de le déclarer en termes exprès; ainsi les assureurs n'étoient pas fondés à dire qu'ils eussent été trompés.

Mais le moyen tiré de la prescription, parut invincible; & par Sentence du 11 Juillet 1758, * les assurés ont été déclarés non-recevables en leur Requête, attendu la prescription de-

Lastion.

* Cette Sentence a été confirmée par Arrêt du Parlement d'Aix du 28 Juin: 1759, au rapport de M. de Coriolis.

PREMIERE

PREMIERE QUESTION.

'Avant l'époque de la confiscation prononcée par l'Amirauté de Londres, le Navire dont il s'agit devoit-il être considéré comme simplement arrêté.

L'ARREST de Prince est incompatible avec la violence & l'esprit de déprédation ; c'est un acte d'un Prince ami; il est toujours hors le fait de guerre, ainsi que nous l'apprend le Guidon de la mer, ch. 7, n. 6, p. 282. » Si le » Prince arrête le navire pour s'en servir; s'il » avoit à faire de portion, ou de toute la marn chandise, s'il ne veut permettre aux navires » de sortir qu'en flotte, ou redoublement d'équi-» page, ou s'il prévoit à plus grands dangers, les » arrêtant pour quelques temps.... Si le navire » suivant son voyage étoit arrêté par privilege ou » nécessité de quelques pays, hors le fait de la » guerre, comme pour avoir vivres, ou autres » denrées portées dans le navire, dont vente » se fait pour la provision de la terre. » Tels font les cas de l'arrêt qui sont décrits dans le Guidon de la mer. ch. 9, n. 6 & 13. Et comme dit l'Auteur du Dictionnaire de Marine, (qui se borne au cas le plus ordinaire) » Arrêt, c'est lorsque par l'ordre du Souverain non retient dans les ports tous les vaisseaux » qui y font, & qu'on les empêche d'en for-» tir, afin qu'il puisse s'en servir lui-môme, » pour les besoins de l'Etat.

La PRISE est lorsqu'en s'empare d'un vaisfeau dans le fait de la guerre, dans un esprit de déprédation, & avec dessein d'en priver le vé-

ritable maître.

1°. Elle est ou juste, ou injuste: la prise juste est celle qui est faire par un ennemi déclaré, & suivant les loix de la guerre. La prise injuste est celle qui est faire par un pirate, par un ami, par un neutre, ou contre les principes du droit des gens.

2. Mais soit que la prise soit juste ou injuste, les assureurs en répondent. Dès qu'un vaisseau est pris justement ou injustement, le cas sinistre

est arrivé, & l'assurance est ouverte.

Si Navis ctiamsi ab amicis injustè capta suit, pracipuè ob passa in apoca apponi consueta, nempè tam ab amicis quàm inimicis, justè vel injustè occuparetur: assecuratores tenentur. Casa Regis disc. 1, n. 118.

"Lassureur est responsable des prises faites par des amis ou ennemis non déclarés, tout comme si elles étoient faites par les ennemis propres & déclarés; car quiconque déprede » quelqu'un, est un corsaire, & devient ennemi. » Poiche chionque depreda un'altro, è Corsaro, » è si sa inimico. Targa pag. 223.

Telle est la disposition du Guidon de la mer, ch. 7, n. 1. " Il est en liberté du marchand " chargeur, est-il dit, de faire délai à ses assureurs; c'est-à-dire, quitter & délaisser ses droits, noms, raisons & actions de la propriété qu'il a en la marchandise chargée, " dont il est assuré, lors & quand il advient " nausrage.... Quand il y a prime d'amis ou d'ennemis, arrêt du Prince, ou autre tel " dessourbier, en la navigation, qu'il n'y ait " moyen de naviger à son dernier reste.

L'Ordonnance de 168 t, relative à toutes les loix maritimes s'explique de la forte en l'art. 26, tit. des assur. » Seront aux risques des assureurs toutes pertes & dommages qui arri» veront sur mer, par tempêtes, naufrages,
» échouemens abordages, changemens de rou» te, de voyage, ou de vaisseau, jet, seu,
» prise, pillage, arrêt de Prince, déclaration de
» guerre, représalles, & généralement toutes

" autres fortunes de mer.

L'art. 46 porte, » que le délaissement sera » fair en cas de *prise*, naufrage, bris, échoue- » ment, arrêt de Prince, ou perte entiere des » essets assurés.

Ce mot de prise inséré dans l'Ordonnance sans aucune modification, doit s'entendre généralement de toute prise, juste ou injuste; car l'esset de l'une & de l'autre est presque toujours le même; d'ailleurs, il n'est pas permis de faire une distinction que l'Ordonnance ne fait point, & qui seroit contraire aux véritables

principes du droit maritime.

Mais pour ne laisser aucun doute, (s'il pouvoit en rester quelqu'un) nos polices d'assurances entrent dans un plus grand détail; & les parties usent du droit que l'art. 2, tit. des assures conditions dont elles voudront convenir. Voici la clause bannale qui est insérée dans les polices, & qui suppléeroit à l'Ordonnance, s'il en éroit besoin. Veut que tous ceux qui prendront de cette affureté, passent le même risque que lui, tant divin qu'humain, d'amis, ennemis connus ou inconnus, prises & détentions de Seigneuries, soit Ecclésiastiques ou temporelles, justes ou injustes, bande ou contrebande, &c.

Il est donc cerrain que les assureurs répondent de la prise juste ou injuste, & que l'abandon a lieu dès qu'un vaisseau est pris de quelle maniere que ce soit. Car l'assurance est un contrat conditionnel, par lequel l'assureur s'oblige de payer la somme assurée, s'il y a prise,

Tom. II.

naufrage, bris, échouement, &c. Or, la condition qui ne confifte qu'en un événement ou en un fair, étant une fois accomplie, elle se trouve accomplie pour toujours, quand même l'accomplissement ne seroit pas de longue durée: Sufficit conditionem semel extitisse. Pour que la prise soit caractérisée & consommée, il suffit que le navire qui se trouve en pleine mer, soit pris par violence, & que par-là il soussement des sous des sous de se rendre au lieu de sa destination.

3°. Dès que les affurés ont connoissance d'un pareil sinistre, ils ont la liberté de faire le délaissement, dont l'effet remplit l'intérêt légitime

de toutes les parties.

D'un côté, les assureurs sont obligés de payer les sommes assurées dans le temps porté par la police (art. 43.) ou, en désaut de pacte, trois mois après la signification du délaissement

(art 44.)

D'un autre coté, les droits, noms, raisons & actions de Propriété que l'assuré avoit en la chose assurée, passent sur la tête des assureurs qui sont subrogés au lieu & place de l'assuré, comme si assuré ne suit, suivant le Guidon de la mer, ch. 7, n. 1, & le pacte bannal inséré dans les polices. L'Ordonnance de 1681, tit. des assur. art. 60, est précise sur ce point. Après le délaissement signifié (dit-elle) les effets afsuies appartiendront à l'assureur. Et comme dit le Guidon de la mer, ch. 7, art. 12. » Après » que le délaissement sera fait, si le navire arn rive par après, à port de falut, l'affureur re-» cueillera à sa part & portion le profit de la » navigation, fans que le marchand chargeur » y puisse rien demander; si non à raison de la » portion dont il ne feroit point affuré.

De sorte qu'il peut arriver que l'abandon procure un gain aux assureurs. L'on ne doit point leur envier un profit si rare, qui est extrêmement balancé par la multiplicité des risques qu'ils courent, & dont il étoit libre à l'assuré de ne pas se priver, s'il n'eût pas sait l'aban-

don.

4°. Le jugement que le Prince du capteur prononce enfuite sur la *prife*, intéresse ou l'assuré ou l'assureur, suivant que le désaissement a été fait,

on n'a pas éré fait.

Ce jugement intéresse le seul assuré, qui, poussé par la slatteuse espérance d'un prosit à venir, n'a pas voulu user dans le temps de droit, de la liberté qu'il avoit de faire l'abandon. Dans ce cas, si le navire pris est relâché, l'assuré continue d'en avoir le domaine, & il n'est

point privé du gain de la navigation. Par la raison contraire, si le vaisseau est déclaré de bonne prise, soit justement, soit injustement, cette perte regarde le seul assuré, qui doit s'imputer d'avoir préséré un vain espoir, au

fimple recouvrement de son capital.

Le jugement proconcé par le Prince du capteur, intéresse les assureurs, à qui l'abandon a été fait dans le temps de droit. Dans ce cas, si le jugement est injuste, c'est-à-dire, que le navire assuré soit déclaré de bonne prise, contre le droit des gens, ou contre les loix de la guerre, les assureurs en répondent; si le vaisteau & la cargaison assurée sont relâchés, le tout leur appartient en vertu de l'abandon.

Mais ce qui fixe la condition des parties; confidérée en elle-même, n'est pas le jugement rendu par le Tribunal d'une Monarchie étrangere & ennemie; c'est l'abandon fait, ou non fait: ce qui donne lieu à cet abandon c'est la

prife.

Ainsi, dans le moment qu'on a connoissance de la prise, l'abandon à lieu, & l'action prend naissance, soit que le Magistrat ennemi ait rendu un jugement, ou qu'il n'en ait point rendu; soit que la confiscation ait été prononcée, ou qu'elle ne l'ait pas été. Témoin l'Arrêt que la Cour vient de rendre le 3 du mois passé, au rapport de M. de Coriolis, en faveur du sieur Barthelemi Benza, contre les assureurs, sur le corps du vaisseau l'Immiculée Conception, & St. Ignace de Loyola, Capitaine Laurent Ghiglino. Ce navire fut pris le 12 Juin 1757, & conduit à la nouvelle York le vingt-trois Août suivant, le sieur Benza sit son abandon le vingt - quatre Septembre, après, l'Amiranté de la nouvelle York rendit Sentence qui fait main-levée au Capitaine Ghiglino, du navire, du quint de la cargaison, & des pacotilles, & qui ordonne que le produit des quatre quints restans de la cargaison, seroit déposé jusqu'à ce que les prétendus propriétaires Espagnols, eussent justifié de leur intérêt. Les assureurs présenterent Requête en cassation de l'acte d'abandon; & en premiere instance, ils proposerent un système, diamétralement oppoté à celui qu'on vient d'établir. Mais par Arrêt confirmatif de la Sentence, ils furent condamnés à payer les sommes assurées. Par où il a été décidé entr'autres choses : qu'il susfit que la prise soit faite en mer, pour que l'abandon ait lieu, & que le jugement de confiscation ou de relâche, prononcé ou non prononcé, forme un objet qui n'a rien de commun avec l'action directe de l'assurance.

La même question a été ainsi décidée, au sujet de tous les vaisseaux détenus à Mahon avant la déclaration de la présente guerre, & auxquels la conquête de Minorque procura la liberté. Ils retournerent à ceux de leurs anciens maîtres qui n'en avoient pas fait abandon; & ils appartiment aux assureurs à qui l'abandon en avoit été fait en temps utile; lesquels furent condamnés à payer les sommes assurées, quoiqu'il n'y eût aucun jngement de consiscation, & que l'on soutint que la détention à Mahon n'avoit été qu'un simple arrés.

Le même principe a dicté tous les Arrêts rendus au sujet des autres vaisseaux pris avant la publication de la guerre. Les primes stipulées en cas de guerre, ont été adjugées aux affureurs, & par la raison de réciprocité, ils ont été condamnés à payer la perte, malgré le défaut de jugement de confitcation & malgré l'idée d'arrêt qu'on ne cessoit de vouloir substi-

tuer à celle de prise.

La guerre précédente avoit fait naître la même question. Le Pinque le St. Charles sut pris deux jours après que la paix eût été publiée; il sut conduit à la nouvelle York, & sur le champ il sut relaché. Arrêt du mois de Juin 1751, confirmatif de la Sentence de l'Amirauté, qui décida que cet accident avoit été une véritable prise, dont les assureurs qui étoient francs d'avaries, étoient responsables.

Il faut donc tenir pour maxime certaine, que la prise s'opere dès que par sorce, on saissit un vaisseaux en pleine mer, & que l'empêchant de naviger à son dernier reste & au lieu de sa destination, on le conduit dans un autre endroit. Une telle prise donne naissance à l'action, soit qu'elle soit juste ou injuste, soit qu'elle soit suivie d'un jugement, ou non, soit que le jugement rendu par le Magistrat étranger soit savorable ou désavorable.

Dans l'espece présente, le vaisseau l'America n'a pas été détenn dans un port Anglois, où il fût allé volontairement; il n'a pas été arrêté hors le fait de guerre, soit pour son propre avantage, soit pour les besoins momentanés d'un Prince ami, ou pour la nécessité d'un pays où il eût touché dans le cours de sa naviga-

tion.

Mais il venoit des isses Françoises; il se trouvoit en pleine mer, & à la hauteur des côtes d'Amsterdam; c'est - à - dire dans un endroit où les Anglois, malgré leur titre fastueux & insensé des maitres de la mer, n'avoient ni jurisdiction ni empire; il alloit à Amsterdam, lieu de sa destination. Un vaisseau de guerre le prend par force; il l'empêche de naviger à son der-

nier refle; il le conduit en Angleterre dans le dessein d'y consommer sa déprédation, & d'en priver pour toujours les véritables propriétaires.

Il ne paroît pas possible de caractériser, du nom d'arrêt un pareil sinistre; & l'on doit convenir que c'est une prise véritable & proprement dite.

Les Srs. Bouteiller pere & fils l'avoient euxmêmes reconnu dans leur lettre du 14 Juin 1757, où ils marquent que le vaissean l'America a été pris; mais que les Etats-Généraux le réclament.

Les Srs. Anglés, d'Antoine & Castagne, ne purent s'empêcher de concevoir également une idée qui étoit si naturelle. En estet, dans l'acte qu'ils firent signifier aux assureurs, ils qualifient le sinistre dont il s'agit, du nom de prise, ils disent que cette prise donnera lieu à l'ouverture des assurances, si la Cour de Londres n'en sait pas la restitution. Ils interpellent les assureurs d'agir pour en faire la réclamation, & en obtenir le relâchement ou restitution. Et ils ajoutent que » saute de ce faire, on sera aux assureurs abandon & délaissement des facultés asm surées, jusqu'à la concurrence des sommes » prises en risques.

Les assureurs ne voulurent point agir pour obtenir la restitution du navire pris. L'on avoit donc la liberté de leur faire dès-lors abandon, & de les poursuivre trois mois après, en paiement des sommes assurées, sans qu'ils pussent opposer, ni le système de l'arrêt ni celui que la prise sût injuste. La confiscation prononcée dans la suite par le Tribunal Anglois, auroit été pour leur compte; tout comme la main-levée, si elle eût été accordée, auroit tourné à

leur avantage.

Au reste, l'on ne voit pas comment dans aucun cas, l'on eût pu se plaindre de l'injussice de la prise ou de la confiscation, puisque les sept huitiemes des facultés, qui formoient l'objet de l'assurance, appartenoient réellement aux Srs. Bouteiller pere & fils de Nantes, qui sont François: un connoissement pour compte & risque des intéresses dénommés au bas de la sacture, n'étoit guerre propre à cacher la simulation, si tant est qu'une telle piece ait été trouvée lors de la prise, entre les mains du capitaine Louis Fernet.

Dans ces circonstances, & en conformité des principes ci-dessus établis, l'on a cru que depuis le moment que l'Anglois se rendit maître du vaisseau l'América, ce navire devoit être pris, & non simplement arrêté.

SECONDE QUESTION.

Les assurés n'ayant pas fait l'abandon & formé leur demande dans les quatre mois déterminés par l'Ordonnance, leur action est-elle preserite?

L'art 48 tit. des assur. porte que » les dénlaissemens & toutes demandes en exécution
n de la police, seront faites aux assurers;
n dans six semaines, après la nouvelle despertes
n arrivées aux côtes de la même Province où
n l'assurance aura été faite; & pour celles qui
n arriveront en une autre Province de notre
n Royaume, dans trois mois; pour les côtes
n de Hollande, Flandres, ou Angleterre, dans
n quatre mois..... Et le temps passe leurs demann rés ne seront plus recevables en leurs demann des.

Cette prescription prononcée par l'Ordonnance maritime, est de rigueur, ainsi que toutes les autres prescriptions qui sont établies dans

les affaires mercantilles.

Les mêmes fins de non-recevoir se trouvent à-peu-près déterminées dans le Guidon de la mer, ch. 5, n. 37, & ledit temps passé, est-il ajouté, les assurés ne seront recevables, quelques excuses qu'ils proposent, à donner avaries

en compte.

Quelque précise que sût l'Ordonnance, l'on n'avoit pas cependant été autrefois fort scrupuleux de l'observer en cette Province. Mais en 1713, la question s'étant prononcée, la regle sit taire l'ulage abutif qui s'étoit glissé fur cette matiere. Blaise Marin avoit fait faire une affurance sur le vaisseau La Sainte Marguerite; ce vaisseau fut pris; la déclaration de la perte fut faite à la Chambre du Commerce le guatorze Janvier mil sept cent six; en conséquence tous les affureurs payerent les fommes affurées, à l'exception de François Sabain, qui fut affigné pardevant le Tribunal de l'Amirauté de Marfeille le 3 Février mil sept cent onze. Sentence qui le condamne à payer. Arrêt rendu dans le mois de Mai 1713, au rapport de Monsieur le Blanc, qui réforme la Sentence, & déclare l'assuré non-recevable. Le soussigné trouve dans des anciennes remarques qui font à fon pouvoir, que lors de cet Arrêt, Messieurs délibérerent » de faire droit dorénavant aux pres-» criptions prononcées par l'Ordonnance mari-» time; que si la Chambre du Commerce les » trouvoit trop rigoureuses, elle n'avoit qu'à se » pourvoir au Roi pour les mitiger. »

Cet Arrêt fut suivi de plusieurs autres. Le

10 Juin de la même année 1713, il fut rendu un Arrêt semblable au rapport de Mr. de Va. labre en saveur du sieur Bonnet, contre les Srs. Hazard. Autre Arrêt du 17 du même mois de Juin 1713, au rapport de M. du Chasaut. Quatrieme Arrêt du 5 Mai 1714, contre les Hoirs de la Roque. Cinquieme Arrêt du 30 Juin 1714, en taveur de Goujon de Nantes. Sixieme Arrêt du mois de Juin 1724, au rapport de M. Galice, en saveur des assureurs sur la Tartanne l'Annonciation, Capitaine Roussin du Martigues, contre Joseph Vespin & Compagnie.

Depuis lors la Jurisprudence à été certaine, & l'on pourroit citer une foule de jugemens postérieurs qui ont pronencé la fin de non-recevoir contre les assurés qui n'intentent point leur

demande dans le temps de droit.

Il est nécessaire de faire ici quelques observations.

1°. La prescription n'a pas lieu, lorsqu'il y a cédule, obligation, arrêté de compte. Ord. de

1681, tit. des prescript. art. 10.

Il en est de même si les parties ont convenu de prendre des arbitres, pour décider leurs différens, ainsi qu'il sut jugé par l'Arrêt du 28 Juin 1748, rendu au rapport de M. de Boades, en saveur du sieur Boet de St. Leger de Paris, contre les assureurs sur le Corsaire la Revanche.

Il en est encore de même si l'assureur délayant d'un jour à l'autre de remplir son obligation, a promis verbalement de payer les sommes assurées, pourvu que cette promesse soit prouvée d'une maniere évidente : ainsi jugé par l'Arrêt du 27 Mars 1751, aurapport de M. d'Orcin, contre les assureurs du corsaire le Grand passe-par-tout.

2°. La simple sommation extrajudiciaire, ne suffit pas pour interrompte la prescription. L'Ordonnance de 1681, tit. des prescriptart. 10, exige

une interpellation judiciaire.

L'article 6 du même tit. veut que les proteftations n'aient aucun effet si elles ne sont suivies

d'une demande en justice.

L'art. 42, tit. des assurances, dit que lorsque l'assuré aura en avis de la perte, il le sera fignifier aux assureurs avec protestation de saire son délaissement EN TEMPS & lieu. de sorte que la protestation ne le dispense pas de saire ensuite l'abandon & de sormer sa demande en temps utile. S'il y manque il est déchu de son action, malgré toutes ses sommations & protestations extrajudiciaires: » les délaissemens » & toutes demandes en exécution de la police, » seront saites aux assureurs dans.... (tel & tel » temps) & le temps passe les assurés ne seront » plus recevables en leurs demandes. C'est l'arz

nticle 48 déjà cité, qui est conforme au Guidon de la mer, ch. 7, art. 12, où il est dit que, la demande doit être faite en jugement contradicntoire, pour ôter les abus des sommations & protestations simples sans assignation. Cet abus des simples sommations est sensible; car les assurés ne feroient le délaissément que lorsqu'ils n'auroient absolument plus aucune espérance de recouvrer les estes assurés; de maniere que les assureurs seroient toujours privés de l'avantage de l'abandon, & leur état n'auroit rien de fixe ni de cerrain.

3°. La prescription ne commence à courir que du jour que les assurés auront pu agir; c'est-àdire, depuis le jour que leur action aura pris naissance, & qu'elle aura pu être exercée, sans qu'aucun empêchement de droit s'y oppose,

sublato juris impedimento.

Ainsi dans le cas de l'arrêt de Prince, l'abandon ne peut se faire qu'après six mois ou un an. Pendant le cours de ce délai, l'assuré ne peut agir, & son action n'est pas encore née. Voilà pourquoi suivant l'art. 49, tit. des assurances, qui parle de l'arrêt de Prince, » la fin » de non-revoir portée par l'article 48 ne court » contre les assurés que du jour qu'ils auront pu agir. » Ce qui est conforme à la disposition du droit commun, qui veut que la prescription ne coure que depuis le moment qu'on a eu droit d'intenter l'action : ex quo jure competere caperunt actiones l. 1, § 2, c. de annal. except. 1. sicut c. de præsc. 30, vel 40 ann. d'où l'on a tiré la regle : non valenti agere, non currit prescriptio.

Mais en cette matiere, l'on ne connoît qu'un feul empêchement de fait, qui soit capable de suspendre le cours de la prescription: c'est lorsqu'on ignore la perte; parce que cet empêchement de fait est invincible, & qu'il est impossible d'agir contre les assureurs avant que d'avoir connoissance du sinistre. Voilà pourquoi l'article 48 ne fait courir le temps de l'action,

qu'après la nouvelle des pertes.

Tout autre prétendu empêchement de fait, tout autre prétexte, tout autre excuse ne servent de rien. En vain les assurés diroient qu'ils ont travaillé pour recouvrer les essets enveloppés dans le sinistre, & que l'espérance de ce recouvrement à suspendu leur assion, on ne les écouteroit point, & leur demande intentée après le temps de droit seroit rejettée, parce qu'ayant disséré de recourir au bénésice de la loi, ils s'en sont rendus indignes, soit par négligence, soit par cupidité. L'article 45, tit. des assur, renferme une décision générale, quoiqu'il semble ne parler que de deux cas particuliers: n en

» cas de naufrage, ou échouement, dit-il, l'af-» furé pourra travailler au recouvrement des » effets naufragés, fans préjudice du délaisse-» ment, qu'il pourra faire en temps & lieu.» Ainsi tandis que l'assuré travaille à recouvrer les effets qui font l'objet de l'assurance, son action contre les assureurs est ouverte, elle court, & elle doit être intentée en temps utile, & dans les délais déterminés par l'art. 48.

Dans l'espece présente, les sieurs Anglés; d'Antoine & Castagne eurent nouvelle de la prise le 6 Juillet mil sept cent cinquante-sept; jour qu'ils sirent signisser aux assureurs la lettre qu'ils venoient de recevoir des sieurs Bouteiller, pere & sils de Nantes, dès ce jour là, leur ac-

tion prit naissance.

Le finistre étoit arrivé à la hauteur des côtes

d'Amsterdam.

Donc leur délaissement & leur demande en exécution de la police, devoient être faits dans l'espace de quatre mois qui furent terminés le 6 Novembre 1757.

Cependant l'action n'a été intentée que le douze Avril 1758. Elle est donc non-rece-

vable.

Si l'on eût été au cas de l'arrêt de Prince, l'action des affurés auroit eu vie jusqu'au 6 Mai 1758, suiv. l'article 49, tit. des affur. mais il s'agit ici d'une prise véritable & proprement dite: les principes établis ci-dessus, & la jurisprudence constante de la Cour, n'ont pas permis d'en concevoir une idée différente.

OBJECTION. Les assurés ont cru que c'étoit un arrêt & non une prife. Leur erreur est excusable, & il seroit cruel de les priver d'une somme de 77200 liv. en capital, sur le sondement d'une sin de non-recevoir toujours odieuse

en elle-même.

REPONSE. Ces considérations parurent d'abord très-pressantes; & si l'on n'eût été dirigé & retenu par la sainteté des loix, on se seroit peut-être laissé entraîner par une prétendue

équité qui flatte & qui séduit.

Mais 1°. dès que la loi est claire & précise, il est désendu de la violer, sons prétexte qu'elle semble trop dure : hoc quidem per quàm durum est, sed ità lex scripta est. L. 12 st. qui & quib. manum. La conscience de la loi vaut plus que celle de l'homme: conscientia legis, vincit conscientiam hominis, dit Stracha pag. 541, n. 6, en parlant des Juges des marchands; & si quelquesois il est permis de suivre l'équité, ce doit être cette équité légale qui est la véritable justice, qui est dirigée & éclairée par l'esprit des loix, & qui résulte de l'heureux concert que la droiture du jugement sait donner à la regle, & ce

aux circonstances où l'on se trouve. Toute autre équité, n'en a que l'ombre & l'apparence trompeuse, non est equitas, sed equitatis simia... Molin cons. Paris. tit. 1, § 51, gl. n.

86 St 87, ubi fusè.

Or, dans le cus présent la loi est écrite; elle ne laisse ni doute ni ambiguité; on doit donc la suivre sans scrupule, & s'il falloit concilier cette signeur apparente du droit, avec l'équité qui résulte des circonstances du fait, la chose

ne seroit peut-être pas difficile.

Les assurés se promettoient un profit immense fur les marchandises assurées; ils ne pouvoient se consoler de se voir obligés d'en faire l'abandon : toute idée qui tendoit à flatter leur efpérance, leur paroissoit savorable; & il se peut très-bien, qu'éblouis par l'intérêt, leur maniere de penser sût enfin parvenue à métamorphoser une prise en arrei de Prince. Mais les idées particulieres des parties, n'ont jamais été capables de changer la nature des choses, ni de bouleverser les loix qui président à la tranquillité publique. Les assurés ont voulu ne pas abandonner le profit qu'ils attendoient; dès-lors ils font devenus aflureurs à eux-mêmes; & il est aussi juste qu'équitable, qu'ils supportent aujourd'hui la perte réelle, à laquelle ils se sont volontairement exposés, pour courir après un profit incertain.

2°. La prétendue erreur des assurés, ne seroit excusable en aucun cas, parce que ce seroit une erreur de droit : Juris ignorantiam in usu expione, negatur prodesse l. 4 st. de jur. & fast. ignor. Cette question se présenta en these, dans une cause qui est actuellement pendante parde-

vant la Cour.

Le sieur Alexis Germond, sit assure 3150 liv. pour compte de qui il appartiendra, de sortie de Marseille jusqu'à St. Valery, sur les facultés du vaisseau, le Prince Charles, Capitaine Clement Bées, Impérial, sous connossement simulé, pour compte de Vanberblock d'Ostende, d'entrée à Ossende.

Le 3 Novembre 1756, ce vaisseau sut pris. Le 31 Janvier 1757, jugement qui en pro-

nonce la confiscation.

Le cinq Février, avant que la confilcation fût connue à Marfeille, l'assuré fit sa déclaration à la chambre du commerce, de l'arrét de ce vaisseau. C'est ainsi qu'il qualifioir la prise.

Le 16 Avril, ayant eu nouvelle de la confifecation prononcée il fit son abandon.

Le dixieme Juin, il présenta Requête contre les assureurs en paiement des sommes assurées.

Ceux-ci opposerent la prescription des quatre mois, qui avoit été acquise le cinquieme Juia 1755, cinq jours avant la Requête présentée.

L'affuré répondoit qu'il avoit regardé la prife comme un fimple arrêt; qu'il l'avoit ainfi qualifiée dans fa déclaration à la Chambre du commerce; & qu'il étoit bien dur qu'on voulût dans ces circonstances, lui faire perdre une somme de 3150 liv. pour une simple demeure de cinq jours.

Sentence du 31 Janvier 1758, * qui déclare

cet assuré non-recevable en son action.

Il a appellé, & comme il craint que la fin de non-recevoir ne soit sondée en pur droit, il a fait répondre cathégoriquement les assureurs, sur ce qu'ils avoient promis en temps utile, de lui payer les sommes assurées; ce qui changeroit la these & auroit empêché la prescription:

Or, si la fin de non-recevoir à été prononcée dans une hypothese telle que celle qu'on vient de rappeller; malgré l'erreur évidente de l'assuré, & malgré une simple négligence de cinq jours, qui avoit été occasionnée par l'indolence & un défaut d'attention; il n'étoit guere possible de relever les sieurs Anglés, d'Antoine & Castagne, de l'erreur prétendue dans laquelle ils s'étoient laissé volontairement emporter par l'espoir séduisant de la main-levée dont ils se

flattoient contre toute apparence.

3°. Depuis l'année 1755, que les hostilités des Anglois ont commencé; l'on n'a cessé d'entendre dire aux assureurs, que les prises étoient des arrêts de Prince, & leur système a toujours été condamné; mais à l'exception du cas particulier de l'assurance faite par le sieur Germond; les fieurs Anglés, d'Antoine & Castagne, sont pêut-être les premiers des assurés qui aient tenu un pareil langage. Il faut donc avouer que s'ils se sont trompés, leur erreur est bien extraordinaire, & ne mérite point qu'on invoque une équité imaginaire, pour les mettre à couvert de la disposition de l'Ordonnance, qui est la loi du commerce maritime, & sous les aîles de laquelle les Négocians jouissent de leur etat & de leur fortune.

Délibéré à Marseille le 6 Avril 1759. EMERIGON, Avocata

made contract the

* Cette Sentence a été aussi constrmée par l'Arrêt du Parlement d'Aix, du 30: Juin 1759.

ARTCLE XLIX.

E N cas d'arrêt de Prince, le délaissement ne pourra être fait qu'après six mois, si les essets sont arrêtés en Europe ou Barbarie; & après un an, si c'est en pays plus éloigné, le tout à compter du jour de la signification de l'arrêt aux assureurs: & ne courra en ce cas la sin de non-recevoir, portée par l'article précédent contre les assurés, que du jour qu'ils auront pu agir.

L'été pourquoi cet article ne veut pas la perte de la chose arrêtée; c'est pourquoi cet article ne veut pas que le délaissement en puisse être fait aux assureurs avant six mois ou un an, suivant la distance des lieux où l'arrêt aura été fait, conformément à l'art. 12 de l'Ordonnance de Rotterdam.

Cela s'entend néanmoins d'un arrêt de Prince étranger fait en temps de paix ou autrement avant toute déclaration de guerre. Si c'étoit après une déclaration de guerre, ou en vertu de la lettre de marque ou de repréfailles, qu'il y eût confiscation ordonnée du navire & des marchandises, ou non, ce feroit autre chose; c'est-à-dire, qu'il ne faudroit point attendre les six mois. Art. 14, ch. 9 du Guidon. De même en toute prise juste ou injuste: car dès qu'il y a prise, toute idée d'arrêt de Prince doit disparoître. Consultation de M. Emerigon du 6 Avril 1759, rapportée sur l'article précédent.

Ce délai de six mois ou d'un an, suppose en effet qu'il y a lieu d'espérer que l'on obtiendra la main-levée de l'arrêt; & c'est pour donner le temps aux assureurs d'y parvenir, que ce délai leur est accordé: ce qui n'empêche pas toutesois que l'assuré ne soit tenu de faire toutes les diligences convenables à ce

sujet, aux termes de l'article 51.

Si l'arrêt de Prince avoit pour objet des marchandises de contrebande ou prohibées, les assureurs n'en seroient nullement garans; à moins qu'ils n'en eussent été informés lors de l'assurance, & que dans la police l'assurance ne stit déclarée saite sur toutes sortes de marchandises. Cleirac, art. 2 & 5, ch. 2 du Guidon, p. 233 & 234. Et encore cela ne regarderoit-il que les marchandises prohibées dans le lieu du départ ou de la destination du navire, & point du tout celles qui, prohibées par les loix du Royaume, se trouveroient saisses arrêtées par les Officiers du Roi, saute par le chargeur assuré d'avoir obtenu une permission de Sa Majesté, parce que ce seroit alors de son sait propre & particulier que procéderoit l'arrêt & la consiscation des marchandises. Cleirac, ibid. leg. cum propon. 3, cod. de naut. sanore. Idem. Santerna, de assection de M. Emerigon du 15 Janvier 1759.

Il en seroit de même de celui qui feroit assurer sous le nom d'un neutre ou d'un ami, des essets appartenant aux ennemis, Ces essets étant pris, les assureurs n'en répondront pas, s'ils n'ont été avertis qu'ils appartenoient essectivement à des ennemis. Cleirac, ibid. Santerna, ibid de assec. part. 15, n. 10

& seq. Arrêts conformes du Parlement d'Aix des 28 Juin 1748 & 2 Décembre 1749. Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 3, n. 7, sol. 174.

Je pense qu'il en seroit de même, quoique l'assuré ignorât lui-même que

ce fussent des marchandises de contrebande.

La consultation de M. Emerigon, que je viens de citer, & que j'ai cru devoir insérer ici, a pour objet la justification d'une Sentence de l'Amirauté de Marseille du 31 Juillet 1758, qui a jugé que les assureurs devoient répondre de la confiscation prononcée en Espagne, des soieries chargées dans la tartane le Saint-Josep, Capitaine Gautier; sur ce sondement que l'assurance portoit précisément sur des soies sorties des environs de Carthagene, & qu'ainsi les assureurs ne pouvoient pas ignorer que ce ne sussent des Marchandises de contrebande, dont la sortie étoit prohibée en Espagne sous de grieves peines.

Il faut convenir que cette Sentence est juridique & conforme aux principes: cependant il y a une chose qui fait de la peine; savoir, l'erreur ou la méprise des assureurs qui n'avoient stipulé qu'une prime de quatre pour cent, pour indemnité de tous risques; tandis que, dans le même temps, d'autres assureurs en exigeant une pareille prime, avoient eu la précaution de se faire tenir quit-

tes de toute confiscation de la part des Espagnols.

Pourquoi une si grande inégalité de condition entre ces divers assureurs? Il semble que les premiers auroient été dans le cas de demander au moins une augmentation de prime très-considérable. Mais d'un autre côté, peut-on rien ajouter aux clauses d'une police d'assurance? Il faut donc dire qu'il a été bien jugé en rigueur de droit, & que les premiers assureurs sont seulement à plainque de n'avoir pas mieux veillé à leurs intérêts.

CONSULTATION

Des 15 Janvier & Avril 1759.

F A I T.

Ans le mois de Juillet & d'Août 1756, les fieurs Jaune & Lieutaud firent assure la somme de 87400 liv. pour le compte de qui il appartiendra, de sortie des environs de Carthagene, jusqu'à Marseille, sur les facultés consistant en Soie, sous telle dénomination que puisse être, qui se trouveront chargées sur la Tartanne St. Joseph, Capitaine Pierre Gautier du Martigue, moyennant la prime de quatre pour cent.

(Dans le même temps, le Sr. Joseph Almalric, sit faire des assurances sur les facultés consistant en Soie, franc aux assureurs, confiscation de la part des Espagnols, chargés sur la même Tarrane, & moyennant pareille prime

de quatre pour cent.

Le neuvieme Août, le Capitaine Gautier,

mit sous voile de Carthagene, pour aller aux Aigles.

Le 17 il partit des Aigles.

Le 18 étant à la haureur du Cap Palos, il

reçut 58 balles de Soie.

Le 26 étant sur le camp de Loque, un Bateau envoyé par le Consul d'Alicant, vint l'avertir que l'Escadre Angloise étoit mouillée à la Rade d'Altea. il se retugia dans celle de Benidor.

Le 29 il envoya sa chaloupe pour faire de l'eau: Le Vice-Consul lui fit dire qu'il avoit à lui parler. Le Capitaine descendit à terre, ou sur le champ il sut saisi par une brigade de Gardes, lesquels semparerent de son bâtiment.

Le 30 on le reconduisit à son bâtiment, &

on le força de faire voile pour Alicant.

Le premier Septembre on arriva à Alicant; le capitaine Gautier se jetta dans la mer, & se fauva à la nage sur une tartane Angloise.

Le 22, cet accident fut dénoncé aux affu-

Le 27 Janvier 1757, Requête des Srs. Jaume & lieutaud, contre les affureurs, en paiement des sommes assurées.

Ils opposoient qu'ils ne doivent pas répon-

dre de la contrebande.

Cetre exception a été condamnée par la Sentence du 31 Juillet 1758.

PRINCIPE DE DROIT.

10. Qu'est-ce que le contrat d'aisurance, & de quels accidens les affureurs sont-ils respon-

Bornier sur l'Ordonnance de 1673, tit. 12, art. 7, pag. 737, dit » que l'assurance est un » contrat par lequel on promet indemnité des 37 choses qui sont transportées d'un pays en un n autre, & principalement par mer, moyennant uu prix convenu à tant pour cent, en-» tre l'assuré qui fait ou fait faire le transport, " l'affureur qui promet l'indemnité, qui prend n tout le péril sur soi, & se charge de l'évene-

Cette définition est tirée du Guidon de la mer, chap. 1, art. 1, & de la doctrine de tous nos Auteurs. Kuricke Diatriba de affecur. pag. 829; Loccenius, lib. 2, cap. 5, n. 4, pag. 979; Roccus de assecur. not. 1 & seq. Stracha de assecur. in prœm. n. 49; Targa, pag. 221; Lubec, pag. 115; Scacia, tom. 1, pag. 24, n. 131; Stypmannus, pag. 453. Voici comme parle ce dernier, Assecuratio est conventio de rebus tuto aliunde transferendis pro certo pramio: Seu est aversio periculi.

Ces mots, aversio periculi, signifient que l'asfureur se charge & prend pour lui-même les périls que les choses assurées courent sur la mer, AVERSIO PERICULI ità dista quòd aliquis alterius periculum in mari, aversum, it aut in

se recipit. Loccenius, pag. 979.

L'on voit par-là, qu'en regle générale les assureurs répondent de toutes pertes & de tous les dommages qui arrivent sur la mer aux choses assurées. Periculum quod ex navigatione maris, metui folet. L. 2, C. de Naut. Fanore. Soit par le fait de l'homme, soit dans le fait de l'homme, & par quelle cause que ce soit (fauf certaines exceptions) omnia damna quæ e vento, vadis, syrtybus, tempestatibus, scopulis, igne, piratarum aut latronum incursi-Tom, II.

bus, VEL ALIA RATIONE navi & mercibus accidere possunt. Stypm. pag. 357, 385.

Sub nomine periculi, de quo sit cautio, comprehenditur OMNIS CASUS qui accidit IN MARI, à tempestate, ab hostibus, prædonibus repræsaliis, ALIISQUE MODIS ustatis & inustratis, citrà fraudem & culpam contrahentium, aut Domini mercium vel navis. Loccenius, lib. 2, cap. 5, n. 5, pag. 980.

Carlo-Targa, un de nos meilleurs Auteurs fur les matieres maritimes, nous apprend également (ch. 52, n. 2, pag. 221,) que n les » assureurs répondent de tout sinistre qui arrive » fur mer: Oni sinistro che accore in mare, » foit qu'il foit folite, ou insolite, soit qu'il pro-» cede d'un accident prévu ou imprévu, pour-» vu qu'il n'y ait ni fraude, ni faute de la part » de l'assuré.

Et telle est encore la doctrine expresse de

tous Docteurs déjà cités.

Notre Ordonnance de la Marine, tit. des assur. art. 26, a adopté ces grands principes. " Seront n aux risques des assureurs, toutes pertes & » dommages qui arrivent sur mer par tempêtes, " naufrages, échouemens, abordages, change-» mens de route, de voyage ou de vaisseaux, » jet, feu, prise, pillage, arrêt de Prince, » déclaration de guerre, repréfailles, & géné-» ralement toutes autres fortunes de mer.

Ces derniers mots embrassent, dans leur généralité, tous les accidens qui arrivent sur mer aux choses assurées; mais pour ne laisser aucun doute, nos polices d'assurances entrent dans un plus grand détail, & les parties usent du droit que l'art. 2, du tit. des assur. leur donne de stipuler toutes les autres conditions dont elles voudront convenir; de sorte que chaque pacte forme une loi d'autant plus respectable pour les parties, qu'elles s'y sont soumises volontaire-

Nos polices s'expliquent en ces termes: » Veut que tous ceux qui prendront de cette » assureté, passent le même risque que lui, tant » divin qu'humain, d'amis, ennemis, connus » ou inconnus, prises & détentions des Seigneu-» ries, soit ecclésiastiques ou temporelles, jusn tes ou injustes, bandes ou contrebande, mar-" que, contre-marque, de vent, foudre, feu, » jet à la mer, & de tous autres pareils inconn véniens, & cas fortuits qui pourroient arriver. n se mettent d son lieu & place, comme si assuré n ne fût.

2°. De tout ce qui vient d'être observé, ce feroit tirer une mauvaile conséquence que de dire que les assureurs répondent indéfiniment

de la prise & confiscation des choses assurées, pour tait de contrebande.

Ceci demande certaines distinctions qui nous

font apprifes par les principes des loix.

1. CAS. Toutes les marchandises dont l'importation ou l'exportation font défendues en France, ne peuvent point être assurées en France, & les assureurs ne sont jamais tenus de la confiscation faite par l'autorité du Roi, parce qu'alors l'affurance est nulle, suivant le principe de la loi. Cum proponas 3. C. de Nautico fanore. Telle est la doctrine de, Stracha de assecur. gl. 5, n. 2, qui dit que les promesses des assureurs, que lques générales qu'elles soient, ne comprennent point ce cas, attendu que le commerce ne doit point avoir pour objet des marchandises illicites, Cum in mercibus illicitis non sit commercium. Les contrats maritimes, ch. 2, art. 2, apud. Cleirac, pag. 233, nous apprennent la même vérité. » Assurances se peu-" vent faire (est-il dit) sur toutes sortes de » marchandifes, pourvu que le transport ne soit n pas prohibé par les Edits & les Ordonnances " du Roi; c'est-à-dire, du Roi de France.

11. CAS. Il n'en est pas de même des marchandifes dont la contrebande n'est que vis-àvis des peuples étrangers, & non vis-à-vis de

la France.

Il étoit défendu aux marchands de transporter de l'or chez les Barbares; mais il étoit permis d'apporter dans l'Empire celui que les Barbares avoient: Sed si apud eos inventum suerit, subtili auseratur ingenio. L.2, C. de Commerciis. Dans ce dernier cas, la contrebande n'est point illicite, & les moyens qu'on emploie pour y réussir, sont regardés par la loi, comme une adresse ingénieuse & louable.

Ainsi l'exportation de certaines choses sera défendue en Espagne tant qu'on voudra; mais les loix du Roi Catholique, ne sont pas des regles de conduite pour les François. Il leur est permis & très-permis en France d'y apporter d'Espagne, des piastres, des pistoles, des quadruples & des soies, pour alimenter nos Hôtels de Monnoie, nos Manusactures & notre Com-

merce.

Pareilles marchandises sont un objet légitime de notrenégoce, & rien n'empêche qu'elles ne forment parmi nous la matiere des assurances.

Mais il saut ici faire une nouvelle dictincrion, sondée sur cette grande regle, qui veut que dans les assurances, tout se passe de bonne soi, & qu'il n'y ait ni fraude ni surprise de la part des assurés. In isso contractu requiritur bona fides, non dolus, nec fraus, sed solum

aquitas qua est anima commercii. Casa Regis disc. 1, n. 2.

Si les assurées, consistent en des marchandises dont l'exportation est défendue dans les lieux du chargement, ils ne sont pas respontables de la consiscation, parce qu'on les a trompés en leur cachant un risque auquel ils n'avoient pas lieu de s'attendre.

Nec veritata & illicita pro licitis indicanda; pro quibas si forte AB IGNORANTE promissore periculi cautum sit, is cui cautum est adearum assimationem agere prohibetur; quia in dolo suit. Loccenius, lib 2, cap. 5, n. 7, pag. 982.

Assecuratio sacta quantumvis generalis, non comprehendit res veritas asportari, & quandò Dominus mercium assecuratarum devehi secerit res prohibitas, IGNORANTE ASSECURATORE, cujus cursa pervenitur ad perditionem mercium vel navis... non tenetur assecurator. Rocus de assecurat not. 21; pag. 167. Il copie les paroles de Santerna, partie 4, n. 17; où l'on trouve les mêmes mots: Ignorante assecuratore.

D'où il suit, que si les assureurs ont su que l'exportation des marchandises étoit désendue dans le lieu du chargement, ils répondent de la prile & de la confiscation qui s'en fait sur mer; telle est la doctrine expresse de Stracha en l'endroit cité n. 5. Le Grand Seigneur avoit détendu la fortie des bleds, un vaisseau d'Ancone qui en avoit pris un chargement, est rencontré par un navire Turc qui lui faisit le bled. Stracha, après avoir fait les distinctions que nous venons de rappeller, décide, que si les assureurs ont ignoré que les facultés consistoient en bled, ils ne sont pas tenus de la confiscation; n'étant pas vraisemblable, ajoute-t-il, qu'ils eussent assuré au prix ordinaire; dans le cas où on leur eût déclaré que les facultés qu'on leur faitoit assurer étoient du bled; alors, ou ils n'auroient pas assuré, ou bien ils auroient exigé une plus haute prime. Cum non sit veresimile, quod si suisset expressum frumentum, pro consueto periculi pretio aliquis rem salvam fore promisisset, sed vel non promisisset; aut valde periculi pretio aucto, promisisset.

APPLICATION DE CES PRINCIPES. A LA CAUSE PRESENTE.

Il ne s'agit pas ici d'une contrebande défendue par les loix de l'état; bien loin de là, l'avantage du Royaume, est que l'on y apporte autant de soie qu'il est possible pour alimanter les Manufactures de Lyon, & des autres Villes. Le Ministere favorise une importation qui nous est si utile. Ainsi rien n'empêche parmi nous que les soies d'Espagne ne sorment la matiere du contrat d'assurance.

Les Srs. Jaume & Lieutaud n'ont pas disfimulé la nature de la chose assurée. La police porte qu'ils font assurer de fortie des environs de Carthagene jusqu'à Marseille, sur les facultés

consistant en soie.

Personne n'ignore que depuis longues années l'exportation des soies est désendue en Espagne, fous les peines les plus graves. Il faut user d'artifice & d'adresse, pour tromper les surveillans & les Gardes; Subtili auferatur ingenio : on charge la soie, non dans un port, mais en pleine mer; & sur la côte par le moyen des bateaux qui l'apportent en cachette pendant la

Voilà pourquoi l'assurance dont il s'agit ne fut pas faite de fortie de Carthagene; mais bien de sortie des environs de Carthagene; c'est-àdire, de sortie de la côte où les soies seroient chargées clandestinement sur la tartane Saint-

Joseph.

Les soies, ainsi chargées, ont été prises & confisquées par les Espagnols; les assureurs doivent donc en répondre, suivant la nature de leurs engagemens, & en vertu du pacte spécial inféré dans la police.

Inutilement ils opposoient que le capitaine Gautier ne devoit pas descendre à terre & quit-

ter son navire.

1°. Il descendit à terre pour juste cause & par nécessité, puisque le Vice-Consul lui fit dire qu'il avoit à lui parler. Les capitaines sont obligés, à peine de désobéissance, d'exécuter les ordres qu'ils reçoivent de la part des Consuls de la Nation, lesquels représentent le Prince, ainsi que le dit Décormis, tom. 2, Col. 1316.

2º. L'on pourroit abuser de quelques articles de l'Ordonnance qu'il est bon d'expliquer.

L'art. 13, tit. du capit.» porte que les Maî-» tres seront tenus sous peine d'amende arbi-» traire, d'être en personne dans leurs bâti» mens, lorsqu'ils sortiront de quelque Port, Havre ou Riviere. Cette disposition a pour objet, de prévenir les naufrages; mais il n'est pas défendu aux capitaines de descendre à terre lorsque le vaisseau est dans un port ou dans une rade.

L'Ordonnance de la Hanse Teuton.tit. 3, art. 3, défend aux capitaines de passer la nuit hors de leurs bords, à moins qu'il n'y ait nécessité. Nausterus, tempore nosturno, extrà navim ne maneat, sub paná arbitraria; si autem id necesse habuerit, idque probare possit, tam impune id ferat. Ibique Kuricke, pag. 704. Mais il ne leur est pas défendu de descendre à terre

pendant le jour.

L'article 26, tit. des capitaines » leur sait » défenses d'abandonner leurs bâtimens pendant » le voyage, pour quelque danger que ce soit sans "l'avis des principaux Officiers & matelots." Mais il est évident que cet article parle du cas où il s'agit d'abandonner pour toujours le navire, ainsi qu'on peut encore mieux s'en convaincre en ouvrant Cleirac, pag. 523 (de l'Edition de 1661.) Casa Regis, disc. 23, n. 84. Targa, pag. 291. Boniface, tom. 5, pag. 563. M. de Regusse, tom. 2, pag. 243.

Or, le capitaine Gautier n'abandonna pas son navire, il descendit à terre pour exécuter

l'ordre du Vice-Conful.

Il est vrai que sur le champ il sut saisi par une Brigade de Gardes, lesquels s'emparerent du bâtiment; mais ce sut là un cas imprévu, auquel il ne paroît pas qu'il ait donné lieu par sa faute.

Dans fon malheur il se sauva à la nage, il évita la peine capitale à laquelle il étoit exposé, & il trouva son refuge auprès des ennemis, qui exercerent à son égard les préceptes du droit

En cet état, on ne voit pas que les assureurs puissent se flatter de faire réformer la Sentence dont est appel, laquelle est soumise aux lumieres supérieures de la Conr.

DELIBÉRE à Marseille le 15 de Janvier EMERIGON.

Cette consultation a été confirmée par arrêt d'Aix du 30 Juin suivant, au rapport de M. Boutassy.

Si le Prince qui fait l'Arrêt prend des effets de la cargaison, ou il les paie le prix qu'ils auroient été vendus au lieu de leur destination, ou il n'en donne qu'un prix inférieur. Au premier cas, l'assuré n'a rien à demander aux assureurs. Arrêt du Parlement d'Aix du 22 Juin 1746, conforme à la décision 62 de la Rote de Gênes. Au second cas, les assureurs sont tenus de suppléer le juste prix.

Art. 13, tit. 9 du Guidon, ou des contrats maritimes dans Cleirac, pag. 277;

Casa Regis, disc. 1, n. 49. Cela est hors de doute.

Le délai d'un an ou de six mois ne court, suivant cet article, que du jour de la signification de l'Arrêt aux assureurs, & cela est tout naturel, puisque ce n'est que du jour de cette signification que les assureurs peuvent se pourvoir en main-levée de la saisse de l'Arrêt.

Réciproquement, les délais portés par l'article précédent ne courront contre les assurés que du jour qu'ils auront pu agir; c'est-à-dire, que du jour qu'ils auront eu droit de faire leur délaissement. Si on l'entendoit autrement, ce seroit rendre inutile l'exception portée par cet article, comme n'ajoutant rien ou ne dérogeant du tout point alors à la disposition de l'article précédent. Et néanmoins on ne conçoit pas pourquoi, dans ce cas, tous les délais de l'article précédent seront augmentés d'un an ou de six mois, à moins que l'on veuille borner l'exception que fait celui-ci à l'arrêt de Prince sait en Hollande, Flandres, Barbarie, ou Angleterre, pour conclure que les quatre mois pour agir, ne courront qu'après les six mois, durant lesquels notre article, pour arrêt de Prince, dans ces pays, ne permet pas de faire le délaissement.

ARTICLE L.

I toutefois les marchandises arrêtées sont périssables, le délaissement pourra être fait après six semaines, si elles sont arrêtées en Europe ou en Barbarie, & après trois mois, si c'est en pays plus éloigné; à compter aussi du jour de la signification de l'arrêt aux assureurs.

AR rapport aux effets périssables, cet article est tiré du Guidon, chap. 7, art. 6 in fine. Mais, au lieu que le Guidon permet indistinctement le délaissement après six semaines, cet article veut qu'il ne soit sait qu'après trois mois, si l'arrêt est fait en pays plus éloigné que l'Europe & la Barbarie.

Au surplus, le délai ne se compte tout de même que du jour de la signification de l'arrêt aux assureurs; ce qui doit rendre les assurés extrêmement at-

tentifs à leur en faire la donation.



ARTICLE LI.

Es affurés seront tenus, pendant les délais portés par les deux articles précédens, de faire toutes diligences pour obtenir mainlevée des effets arrêtés: & pourront les affureurs les faire de leur chef, si bon leur semble,

TL'est dit par l'article 45 ci-dessus, qu'en cas de naufrage ou échouement. Les affurés pourront faire travailler au recouvrement des effets; & ici, en fait d'arrêt de Prince, c'est une obligation pour eux de travailler a obtenir la main-levée. Idem. art. 5 & 6, chap. 7 du Guidon. La raison de différence est, que l'arrêt n'emporte pas la perte de la chose, & qu'il y a espérance de la retirer : ainsi l'assuré est tenu de faire toutes diligences, pendant le temps qu'il ne lui est pas permis de faire le délaissement, pour obtenir la main-levée; car enfin c'est la chose au recouvrement de laquelle il doit nécessairement travailler autant qu'il est en lui, & par conséquent de faire preuve de ses diligences, pour être en état d'attaquer les assureurs, & de leur faire le délaissement. Mais après le délaissement valablement fait, ce n'est plus son affaire; c'est seulement celle des assureurs, qui, pour réclamer les essets assurés, n'ont pas besoinau reste de procuration de la part de l'assuré, comme il se pratiquoit autrefois, suivant l'Auteur du Guidon, chap. 7, art. 3. Par l'effet du délaissement, ils sont subrogés de droit en son lieu & place, pour exercer tous fes droits sur la chose; & même dès que la perte leur est dénoncée, ils sont autorisés à veiller à la conservation des effets, comme il résulte de la fin de cet article, qui, quoiqu'il n'y foit parlé que du cas de l'arrêt de Prince, n'est pas moins applicable au cas du naufrage, parce que la raison est la même, & que c'est une conséquence naturelle de l'article 42, qui exige que l'assuré donne avis aux assureurs de la perte aussi-tôt qu'elle est parvenue à sa connoissance. Car à quelle fin leur en faire la dénonciation, si ce n'est pour les mettre en état de veiller au sauvement des essets? D'ailleurs l'article 45, en disant simplement que l'assuré pourra travailler au recouvrement, suppose nécessairement que ce soin regarde spécialement les assureurs.

Si l'assuré obtient la main-levée de la saisse & arrêt, & que ses marchandises aient soussert du dépérissement, ou qu'autrement par le sait de la détention, elles soient moins vendues qu'elles ne l'auroient été, c'est une avarie qui regarde les assureurs, aussi bien que les frais & déboursés saits par l'assuré, & la portion dont il est tenu des nourritures & loyers des matelots durant le temps de l'arrêt, aux termes de l'art. 16 du tit. du fret ou nolis, & de l'art. 7 du tit. des avaries.



ARTICLE LII.

I le vaisseau étoit arrêté, en vertu de nos ordres, dans un des ports de notre Royaume, avant le voyage commencé, les assurés ne pourront à cause de l'arrêt, faire l'abandon de leurs essets aux assureurs.

Ly a cette dissérence essentielle entre l'arrêt fait par les ordres du Roi; dans un port du Royaume, avant le voyage commencé, & celui fait par un Prince étranger, dans un port de ses Etats, qu'au premier cas l'assuré ne peut, à cause de l'arrêt, faire l'abandon des essets aux assureurs, quelque longue que soit la durée de l'arrêt, à quoi est consorme l'art. 6, chap. 9 du Guidon: au lieu que, dans le second cas, pour les articles 49 & 50 ci-dessus, le délaissement peut être sait dans les temps qui y sont marqués.

La raison est que l'arrêt de Prince étranger fait partie des risques maritimes que les assureurs prennent sur eux de plein droit, & qu'il en est autrement de l'arrêt fait par les ordres du Roi, sous la domination duquel l'assuré vit;

nul n'étant garant des faits du Prince fans une stipulation expresse.

Il s'ensuivroit naturellement delà qu'il n'y auroit point de différence à faire entre l'arrêt fait par l'ordre du Roi, après le voyage commencé, & celui qui seroit fait auparavant; cependant on trouve dans l'article ces mots intéressans, avant le voyage commencé: ce qui donne lieu de conclure avec le Commentateur (& cela est aussi décidé de la sorte par l'art. 7 dudit chap. 9 du Guidon,) que si après le voyage commencé, le navire relâche, soit dans le même port ou dans un autre, & qu'il y soit arrêté par ordre du Roi, l'assurance aura son esset; de maniere que l'assuré pourra faire son abandon & délaissement, tout comme si c'étoit un arrêt de Prince étranger: ce qui ne laisse pas pourtant d'être une décision extraordinaire.

Comme l'article ne dit pas que l'assurance sera nulle, maisseulement que l'assuré ne pourra saire le délaissement des effets, il s'ensuit que l'assurance subsiste nonobstant l'arrêt, en attendant la main-levée, à moins que l'arrêt ne soit sait pour cause de marchandises prohibées, d'où s'ensuive la confiscation; auquel cas, comme il a été observé, il ne peut y avoir aucun recours contre les assureurs; & de même indistinctement, si l'arrêt est fait par la faute de l'assuré,

art. 8, chap. 9 du Guidon.

L'arrêt dont il est parlé dans cet article, est celui que le Roi ordonne en temps de guerre, ou à la veille d'une guerre. Pour prévenir la prise des navires par les ennemis, le Roi veut que les navires marchands ne partent qu'en compagnie, ou quelquesois même qu'en flotte, sous l'escorte de vaisseaux de guerre, qui tantôt doivent les escorter durant tout le voyage, rantôt ne les convoient que jusqu'au débouquement, où sont ordinairement les croi-sières des vaisseaux ennemis. Mais par quelque motif que le Roi arrête le départ d'un navire, l'assuré n'est pas en état de faire le délaissement aux assureurs; il faut qu'il attende que Sa Majesté ait leyé ses désenses, & les assureurs de leur

côté ne peuvent se désister de la police d'assurance, sous prétexte qu'ils courent des risques plus longs. C'est le cas de la force majeure qui doit être comparé à celui où par des événemens maritimes extraordinaires, le voyage est

beaucoup plus long qu'à l'Ordinaire.

Si l'arrêt est sait du navire par ordre du Roi, ou c'est parce que le Roi veut prendre le navire pour son service, ou parce qu'il a besoin de quelques-uns des essets qui y sont chargés. Au premier cas l'assurance ne devient caduque qu'autant que l'assuré ne chargera pas les marchandises dans un autre navire, moyennant toutesois qu'il notifie ce chargement aux assureurs, sans quoi l'assurance sera nulle; en telle sorte que le démi pour cent ne sera pas dû alors à l'assureur pour sa signature: & au second cas l'assurance n'est frustratoire que jusqu'à concurrence de ce que le Roi retient pour son service, & elle substite pour le surplus.

Si le navire n'est arrêté qu'à cause que le Roi a besoin du service du maître, l'assurance ne soussiria aucune atteinte, & l'assureur courra les risques sous l'autre maître qui sera nommé par les propriétaires du vaisseau. Et cela n'est pas étonnant, puisque, sans force majeure, le propriétaire peut changer le maître sans le consentement des assureurs, pourvu néanmoins qu'il leur donne avis du changement, s'il se fait dans le port même. Art. 3 & 4 du chap. 9 du

Guidon.

Dans nos polices d'affurance, la clause qui fait mention du nom de maître porte toujours, tel navire commandé par un tel, avec cette addition, ou tel autre qu'il appartiendra: ce qui donne à l'affuré propriétaire du navire la faculté de changer le maître comme bon lui semblera. Arrêt d'Aix des 20 Juillet & 3 Septembre 1748. Sentence de Marseille du 2 Décembre suivant, au rapport de M. Emerigon. Mais suivant Casa Regis, disc. 63, n. 6, on ne peut subroger un capitaine d'une autre nation: ce que je crois indubitable.

ARTICLE LIII.

'Assuré sera tenu, en faisant son délaissement, de déclarer toutes les assurances qu'il aura fait faire, & l'argent qu'il aura pris à la grosse sur les effets assurés, à peine d'être privé de l'effet des assurances.

A condition imposée à l'assuré qui sait son délaissement, de déclarer dans le même remps toutes les assurances qu'il a sait saire, & l'argent qu'il a pris à la grosse, soit sur le navire, soit sur les essets de son chargement, a deux motifs; l'un de découvrir si l'assuré n'a point sait assure, ou pris à la grosse au-delà de son intérêt dans le navire & son chargement; l'autre de vérisser si sa déclaration est sincere; c'est-à-dire, s'il n'a point recelé quelque assurance ou emprunt à la grosse.

Quant à la peine prononcée contre lui par cet article, elle n'est pas absolue; c'est-à-dire, encourue de plein droit & sans ressource, pour avoir manqué de saire sa déclaration. Tout ce qui peut résulter de cette omission, c'est que son

délaissement ne vaudra que du jour qu'il aura fait sa déclaration dans la suite; & que ce ne sera que de ce jour-là par conséquent, que courra le délai après

lequel les assureurs sont tenus de payer.

\$i, par cette déclaration, l'assiré se trouve effectivement avoir fait assurer & avoir pris à la grosse au-delà de son intérêt dans le navire ou dans les marchandises, & que cela se soit fait sans fraude, ce sera le cas des articles 23 & 24 ci-dessus; & s'il y a eu fraude, la peine à cet égard est fixée par l'art. 22 aussi ci-dessus.

Enfin si la déclaration est frauduleuse & faite avec réticence, c'est le cas-

de l'article suivant.

Et l'argent qu'il aura pris à la grosse sur les essets assurés. Ceci ne peut se concilier avec l'article 16, qui désend à celui qui prend deniers à la grosse de les saire assurer, à peine de nullité de l'assurance, & de punition corporelle car prendre deniers à la grosse sur des essets assurés, ou faire assurer des deniers empruntés à la grosse, c'est absolument la même chose. Ainsi, au lieu de ces mots, esseus assurés, il faut lire, esseus par lui chargés, autres que ceux qu'il a sait assurer, & de même dans l'article suivant.

ARTICLE LIV.

I l'assuré a recelé des assurances ou des contrats à la grosse, & qu'avec celles qu'il aura déclarées, elles excedent la valeur des effets assurés, il sera privé de l'esset des assurances, & tenu de payer les sommes empruntées, nonobstant la perte ou prise du vaisseau.

A déclaration saite par l'assuré du montant des assurances & des sommes par lui prises à la grosse, n'étant pas exacte, la présomption est de droit

que c'est une infidélité & fraude de sa part.

Il se peut néanmoins, au sujet des assurances, qu'il y en ait de saites à son insu, quoique par son ordre; comme, par exemple, si peu de jours avant la nouvelle du nausrage, il a donné ordre de saire assurer à Londres, en Hollande, &c. jusqu'à une certaine somme, & qu'il ne soit pas encore informé de ce qui aura été sair en conséquence au moment de son abandon.

A la vérité, il est de l'exactitude en pareil cas, de faire mention des ordres donnés pour faire faire ces dernieres assurances; mais ensin, pour y avoir manqué, l'assuré ne sera pas regardé comme en ayant fait le recelé, sur-tout si dans la suite, les assurances ayant été faites, il en fait la déclaration aux autres assurances ayant été faites.

reurs.

Dans le cas où il aura effectivement recelé quelques assurances ou emprunts à la grosse, que l'on vienne à découvrir dans la suite, & qu'avec ce qu'il a déclaré, il se trouve qu'il ait excédé l'intérêt qu'il avoit dans le navire & dans son chargement; aux termes de cet article, il sera privé de l'effet des assurances, & tenu de payer les sommes empruntées nonobstant la perte ou prise du vaisseau.

C'est

C'est-à-dire, qu'à l'égard des assurances les assureurs retiendront ou gagneront la prime; & qu'en ce qui concerne les emprunts à la grosse, l'assuré sera tenu de leur payer les sommes qu'il aura empruntées d'eux, avec le change, tout comme s'il n'eût rien chargé, par les raitons alléguées sur les art. 14 & 15 du titre précédent, & cela en punition de sa fraude, sauf à lui à retirer du nausrage ce qui pourra être sauvé.

Ce n'est donc pas précisément pour avoir fait assurer ou pris à la grosse audelà de l'intérêt qu'il avoit dans le navire, qu'il doit être ainsi puni, parce qu'il peut l'avoir fait sans fraude, ou que, s'il y a eu fraude, son sort pour ces deux cas est réglé par l'art. 22 ci-dessus, & par l'art. 3 du tit. précédent; c'est uniquement parce qu'ayant sait une déclaration insidele, il y a là un dol

résléchi, ou en tout cas qui ne peut être pallié ou excusé.

Mais, enfin, s'il n'y a pas eu de fraude, il n'est pas dans le cas de cet article: Senteuce de Marseille du 16 Décembre 1751, au rapport de M. Emerigon; autre conforme du 13 Février 1754.

ARTICLE LV.

ET s'il poursuit le paiement des sommes assurées au-delà de la valeur des essets, il sera en outre puni exemplairement.

EL A doit s'entendre de la simple demande, sur tout si les assureurs, en répondant à sa déclaration, l'ont raxé d'insidélité, ou lui ont reproché qu'il avoit excédé la valeur de ses essets, & que malgré cela il les poursuive; & à plus sorte raison si, sur leurs exceptions contre sa demande judiciaire, il ne laisse pas de continuer ses poursuites contr'eux pour la totalité des sommes assurées.

Puni exemplairement, & non de punition corporelle afflictive, quoiqu'en dise le Commentateur, parce que la punition exemplaire n'emporte pas naturellement la punition corporelle; mais seulement une amende avec une sorte de flétrissure, telle que seroit dans l'espece la dégradation du titre de commerçant, &c. suivant les circonstances. Mais pour insliger une telle peine à l'assuré, il faut prendre contre lui la voie extraordinaire, & instruire son procès.

ARTICIE LVI.

Les assureurs sur le chargement ne pourront être contraints au paiement des sommes par eux assurées, que jusqu'à concurrence de la valeur des essets dont l'assuré justifiera le chargement & la perte.

L'ARTICLE 14 du titre précédent contient la même disposition par rapport au prêt à la grosse aventure, & rien n'est plus juste, puisqu'à défaut de chargement, il n'y a pas eu de risques pour les assureurs, ou que, si le chargement Tom, 11.

n'a pas été complet, il n'y a eu de risques que jusqu'à concurrence. C'est pour cela aussi, & par la raison des corrélatifs, que l'assureur ne gagne la prime que jusqu'à concurrence, saus le demi pour cent qui lui demeure acquis. Loccenius, de jure maritimo, tib. 2, cap. 3, n. 16, fol. 183. Santerna, de assec. pare. 3, n. 10 & seq.

Si l'article ne parle que du chargement des marchandises, c'est qu'à l'égard du navire l'objet est réel, & n'a pas besoin de preuve; il ne peut donner matiere à discussion que par rapport à l'estimation que l'assuré en aura faite par

la police an delà de sa juste valeur.

Comme il ne sussit pas à l'assuré de justisser la perte du navire, sans preuve qu'il avoit chargé les essets qu'il avoit sait assure, il ne sussit pas non plus qu'il justisse le chargement, s'il ne prouve en même-temps la perte arrivée par quelqu'un des cas exprimés dans l'art. 46. Ce n'est que le concours de ces deux preuves qui le met en état de poursuivre les assureurs pour le paiement des somm es assurées.

On a vu, avec étonnement depuis peu, au Siege de l'Amirauté de cette Ville, une demande en paiement d'assurance de la part d'un assuré; qui prétendoit n'avoir pas besoin de rapporter la preuve d'un chargement pour son compte à Saint-Domingue, dans le navire dont il étoit quession, & que pour appuyer sa demande il lui sussissif que le chargement eût pu se faire comme il l'esperoit essedivement, alléguant que l'espérance du chargement valoit autant que le chargement essedif. C'est tout ce qu'il convient de remarquer au sujet d'un procès aussi singulier, où, par Sentence du 10 Mai 1754, rendue entre Jean Birot, assuré, de mandeur contre le sieur Serre, Négociant, il sut ordonné que l'assuré, de mandeur contre le sieur Serre, Négociant, il sut ordonné que l'assuré rapporteroit dans un an la preuve du chargement essectif, sinon seroit fait droit. L'assuré n'ayant pas sourni cette preuve dans le delai qui lui avoit été accordé par Jugement de l'Audience du 29 Décembre 1755, il sut définitivement débouté de sa demande avec dépens.

ARTICLE LY11.

Es actes justificatifs du chargement & de la perte des effets assurés, seront signifiés aux assureurs, incontinent après le délaiffement, & avant qu'ils puissent être poursuivis pour le paiement des choses assurées.

OYEZ l'article 2, chapitre 3 du Guidon.

Les actes justificatifs du chargement sont, le connoissement, (Arrêt d'Aix du 22 Juin 1756. Stracha, de assection, 11, n. 33;) & en cas de perte du connoissement, le tableau général du chargement, les expéditions prises au Bureau des Fermes, la facture particuliere, avec la lettre d'avis du chargeur ou l'attestation du capitaine & des principaux officiers; ou, enfin, si le capitaine, le pilote & autres officiers ont péri, une attestation du reste de l'équipage.

Cependant la facture seule ne suffiroit pas: Sentences de Marseille des 2

Septembre 1748 & 4 Décembre 1751.

Mais le connoissement est la piece véritablement probante, & l'on n'admet rien contre sa teneur. Quid si c'est un connoissement du capitaine en faveur d'un de ses parens? Voyez les observations sur l'art. 7, liv. 2, tit. 3, de l'écri-

vain, & sur l'art. premier, tit. des connoissemens.

On demande si, au préjudice de cet article, on peut stipuler valablement que l'assuré ne sera point tenu de prouver le chargement. Casa Regis, Targa & Rocus tiennent l'assirmative. Cela peut être bon pour l'Italie & les autres pays où l'assurance peut se faire par forme de gageure; mais en France, où il en est autrement, je tiens que cette clause est illicite, si ce n'est en fait d'assurance d'une prise, où il est bien évident que l'assuré n'a rien chargé, & où il n'est question que de la valeur donnée à la prise par estime, comme il a été jugé par Arrêt d'Aix du mois de Mai 1749.

On trouve deux autres Arrêts des 23 Juin 1745 & 2 Mai'1748, qui, aut sujet des voyages en interlop, ont fait valoir la clause portant dispense de prouver le chargement: mais sur quoi peut porter la décision? Et peut-elle se soutenir étant contraire} à l'Ordonnance, sur un point où il n'est pas permis d'y déroger, s'agissant d'une condition essentielle pour faire valider l'assurance?

J'en dis autant d'une Sentence de Marseille du 19 Avril 1755, qui, sur une police d'assurance, portant clause que le donneur à la grosse ne seroit tenu que de faire apparoir le contrat de grosse; a condamné l'assureur au paiement de la somme contenue au contrat de grosse, quoiqu'il n'y eût aucune preuve que le preneur eût chargé des essets jusqu'à concurrence.

En pareil cas, le donneur a-t-il plus de faveur qu'en auroit le preneur, s'il lui étoit permis de fe faire assurer? Dans cette supposition le preneur ne seroit pas recevable à inquiéter l'assureur, sans prouver le chargement: comment donc en dispenser le prêteur, qui ne fait que le représenter en cette partie.

Mais l'assuré sur le vaisseau peut être valablement dispensé de rapporter la preuve que le vausseau lui appartient, de même que de justifier la valeur qu'il lui a donnée, saus la preuve contraire. Ainsi, en cette partie, la Sentence de l'Amirauté de la Table de Marbre à Paris, en date du 29 Décembre 1758, en

forme de Réglement, n'est pas fondée.

Les pieces justificatives de la perte que l'assuré doit rapporter, sont, en cas de nausrage ou échouement, l'attestation des gens de l'équipage dans le lieu du nausrage, soit au Gresse de l'Amirauté, s'il y en a, soit pardevant Notaires; & mieux encore les procès-verbaux des Officiers de l'Amirauté, qui ont fait travailler au sauvement des essets : telle est la regle générale. Cleirac, des contrats maritimes, chap. 3, n. 2, pag. 246, chap. 12, n. 3, pag. 280, & chap. 18, n. 2, p. 331, aux notes. La Rote de Gênes, chap. 3, & Stypmannus, part. 4, cap. 7, n. 474, sol. 470, exigent bien que l'assuré saisse preuve de la perte par attestations ou autrement, mais sans aucune spécification. Il semble cependant qu'ils se contentent de deux témoins; mais aussi ce nombre leur paroît nécessaire. D'un autre côté, Casa Regis, disc. 2, n. 4 & 5, & disc. 142, n. 9 & seq. après avoir dit que la preuve du nausrage doit se faire devant le juge voisin du lieu où il est arrivé, ajoute qu'il n'est pourtant pas absolument nécessaire de produire un rapport ou attestation devant

le Juge, & que l'on peut se contenter d'une déposition de témoins, ou de la voix publique.

On est même allé plus loin à Marseille: par Sentence des 22 Décembre 1747 & 9 Août 1754, on a condamné des assureurs, sans autres preuves que les

lettres du capitaine.

En cas de prise, ce sont les lettres d'avis du capitaine & autres gens de l'équipage, ou les nouvelles publiques saisant mention du navire pris, &c. Par Sentence de Marseille du 3 Octobre 1748, pareille condamnation contre les assureurs sur la simple déposition d'un Malthois, qui avoit déclaré avoir vu à Port-Mahon le navire en question, avec d'autres navires pris par les Anglois. Il me semble que ces préjugés ne doivent pas être tirés à conséquence, si ce n'est en tout cas pour une condamnation provisoire.

En cas de naufrage en pleine mer, on conçoit combien la preuve doit être rare par sa dissiculté; & c'est pour ce cas principalement que l'article suivant permet à l'assuré, lorsqu'il n'a reçu aucunes nouvelles de son navire, de faire son délaissement après l'an ou les deux ans expirés, à compter du jour du départ, parce qu'après ce temps c'est tout comme s'il y avoit une preuve

complette de la perte.

Incontinent après le délaissement, toutefois sans terme satal, quoique le Guidon même, art. 2 du chap. 3, & l'art. 3 in fine du chap. 7, dise dans deux mois; parce qu'il est évident que si l'assuré disfere la signification des pieces justificatives, c'est qu'il ne les a pas encore pu ramasser. Tout ce qui résulte de ce désaut de signification, c'est que les assureurs ne peuvent être condamnés au paiement, parce qu'il saut pour cela qu'il y ait preuve, tant du chargement,

jusqu'à concurrence des sommes assurées, que de la perte.

Mais je pense que le délai de trois mois, réglé par l'art. 45 ci-dessus, ou celui fixé par la police, court contre les assureurs du jour de la signification de la perte & du délaissement, aux termes dudit article, nonobstant que les preuves du chargement ne soient pas encore rapportées; & que quand le présent article dit, que jusques là ils ne pourront être poursuivis pour le paiement, cela ne s'entend que de la condamnation de la contrainte pour le paiement. De sorte que les pieces justificatives étant produites durant le délai, les assureurs n'auront plus que le reste du délai, à compter du jour de la dénonciation de la perte; & que si le délai est expiré au temps du rapport des pieces, ils doivent être condamnés de payer sur le champ, & sans aucun retardement.

Il n'est pas douteux que si l'assuré est déjà muni des pieces justificatives, il n'ait droit de les signifier conjointement avec son acte de délaissement.



ARTICLE LVIII.

S I néanmoins l'assuré ne reçoit aucune nouvelle de son navire, il pourra, après l'an expiré, (à compter du jour du départ pour les voyages ordinaires,) & après deux ans (pour ceux de long cours,) faire son délaissement aux assureurs, & leur demander paiement, sans qu'il soit besoin d'aucune attestation de la perte.

L'ART. 12, chap. 7, du Guidon, est consorme à celui-ci, à cela près que pour les voyages de long cours, il permet le délaissement au bout de dixhuit mois, & que notre article ne l'autorise qu'après deux ans, comme l'art. 5 des assurances d'Amsterdam. Du reste, cette disposition de notre article est de droit commun. Stracha, de assec. gloss. 30; Stipmannus, ad jus marit. part. 4, cap. 7, n. 330, sol. 458; Kuricke, Diatriba de assec. sol, 837 in prenc. Casa Regis, disc. 1, n. 61 & seq. & disc. 2, n. 2.

Ne reçoit aucune nouvelle. Cela ne suffit pas si les assureurs en ont reçu, ou quelques tierces personnes, pourvu que la nouvelle ne soit pas suspecte & tenue secrete; car, enfin, l'assuré pourroit taire les nouvelles qui lui seroient parvenues, pour avoir occasion de se prévaloir de l'an ou des deux ans.

A compter du jour du départ. Cela s'entend s'il n'y a eu aucune nouvelle du navire depuis son départ; autrement, s'il y en a eu, le temps ne se comptera

que du jour des dernieres nouvelles.

Après l'an ou les deux ans expirés, le navire est donc censé perdu, & sans aucune attestation de perte, l'assuré peut faire son délaissement aux assureurs & leur demander le paiement des sommes assurées, moyennant toutesois & non autrement, par rapport aux marchandises qu'il justifie en avoir chargé dans le navire jusqu'à concurrence des sommes assurées & prises à la grosse. De sorte que dans l'hypothese ce n'est que la perte du navire & de son chargement qui est réputée constante par ce laps de temps, & que du reste l'assuré doit observer les sormalités prescrites par les articles précédens.

De ce que ce laps de temps n'est qu'une présomption qui tient lieu de nouvelle certaine de la perte du navire, il s'ensuit que les assureurs n'en ont pas moins pour le paiement le délai de trois mois porté par l'art. 44, ou celui réglé par la police, & que ce délai ne doit même courir que du jour que l'assuré

jugera apropos de leur faire signifier son délaissement.

Mais est-il libre à l'assuré, dans le cas de cet article, de dissérer son délaissement tant qu'il lui plaira, sans que les assureurs puissent lui opposer aucune sin de non-recevoir? L'assirmative n'est pas proposable; aussi l'Auteur du Guidon, loc. cit. est-il d'avis que toute action, en fait d'assurance, doit être poursuivie dans l'an & jour, par demande en Jugement, pour ôter, dit-il, les abus des sommations & protestations simples, sans assignation, qui peuvent causer une insinité de procès à des héritiers, où jamais il n'y auroit de sin.

D'un autre côté l'art. 17 des assurances d'Anvers, veut que celui qui aura à demander quelque chose en vertu d'un contrat d'assurance, soit obligé d'intenter

son action dans les quatre ans du jour de la date de la police, faute de quoi il demeurera déchu & fort-clos.

Cette action est donc'd'une moindre durée que les actions ordinaires, parce que l'intérêt du commerce l'exige; les affaires qui en dépendent, ne peuvent

être trop tôt réglées & terminées,

Notre article n'a point prévu la question, mais elle me paroit décidée par argument naturel & nécessaire de l'art. 48 ci-dessus: cet article fixe les dissérens délais dans lesquels l'assuré doit former sa demande sur peine de déchéance, le tout à compter du jour de la nouvelle de la perte. Celui-ci en lui permettant de faire son délaissement après un certain temps, s'il n'y a eu aucune nouvelle du navire depuis le départ, suppose évidemment que ce laps de temps tient lieu de la nouvelle de la perte, ou pour mieux dire, vaut autant que l'entiere certitude de la perte; donc qu'après ce temps, l'assuré est tenu de se pourvoir contre ses assureurs, dans les mêmes délais qui lui est enjoint de le faire, lorsqu'il y a nouvelle de la perte, & cela sur la même peine de déchéance.

Ainsi en conciliant les deux articles, il faut dire, au sujet des voyages ordinaires, qu'après l'an du départ du navire, sans qu'on en ait aucunes nouvelles, l'assuré doit se pourvoir dans les six semaines suivantes contre ses assureurs demeurans en la même province que lui; dans trois mois contre ceux demeurans dans quelqu'autre province du Royaume, dans quatre mois contre ceux d'Hollande, Flandres ou Anglettere; dans un an pour les voyages d'Espagne, Italie, Portugal, Barbarie, Moscovie, ou Norwege; & dans deux ans pour les voyages aux côtes de l'Amérique, Brésil, Guinée & autres pays plus éloignés, le tout comme si la perte sût arrivée sur quelqu'une de ces différentes côtes, & qu'il y en eût nouvelle.

A la vérité, comme il a été observé sur ledit art. 48, on ne comprend pas pourquoi dans les deux derniers cas, il accorde un ou deux ans, sur-tout si le navire est pris, ou si le naufrage est entier & absolu; mais cela étant ainsi décidé, il faut s'en tenir là; de sorte que, dans le premier de ces deux derniers cas, l'assuré à désaut de toute nouvelle, aura deux ans entiers pour se pourvoir, à compter du jour du départ du navire, & dans le second, quatre ans Au lieu que, s'il y a nouvelle de la perte, il sera tenu de se pourvoir dans l'an ou dans les deux ans suivans, le tout sur peine d'être déclaré non-recevable

dans sa demande.

Sans qu'il soit besoin d'aucune attestation de la perte. Quid. si l'assurance a été faite pour un temps limité? Jugé par deux Arrêts d'Aix des 10 & 20 Juin 1747, que c'est à l'assuré à prouver la perte du navire dans le temps fixé. Mais par Arrêt du Conseil du 1749, ces deux Arrêts ont été cassés. Ils étoient en esset insoutenables, puisque les assureurs ne pouvoient se défendre qu'en exceptant que le navire n'avoit sait nausrage qu'après le temps déterminé par la police. Or, par-là devenant demandeurs, c'étoit à eux à prouver leur exception, suivant l'axiome excipiendo reus sit actor.

Dans le doute, le vaisseau est censé péri du jour qu'il a disparu, ou des dernieres nouvelles qu'on en a eues, à l'exemple de l'absent qui est réputé mort du jour de son absence. Sur quoi voyez le commentaire sur la Coutume de la

Rochelle, art. 56, n. 32 & suiv.

ARTICLE LIX.

Es voyages de France en Moscovie, Groënland, Canada, aux bancs & isles de Terre-Neuve, & autres côtes & isles de l'Amérique, au Cap-Vert, côtes de Guinée, & tous autres qui se feront au-delà du Tropique, seront réputés voyages de long cours.

DANS l'article précédent, les voyages de long cours sont distingués des voyages ordinaires; & dans celui-ci on trouve la désignation des voyages de long cours. Elle avoit déjà été saite par l'article premier du Réglement du 20 Août 1673, concernant les droits & vacations des Officiers de l'Amirauté, en ces termes: » Et seront réputés voyages de long cours ceux qui se feront » aux Indes Orientales & Occidentales, Canada, Terre-Neuve, Groenland, » & autres côtes & isles de l'Amérique méridionale & septentrionale, aux » Açores, Canaries, Madere, & en toutes les côtes & pays situés sur l'Océan » au-delà des détroits se Gibraltar & de Sund. » Et comme cette désignation des voyages de long cours est plus nette & plus précise que celle du présent article, elle a été adoptée par l'Ordonnance du 18 Octobre 1740; de sorte que c'est la regle qu'il faut suivre maintenant sur ce point.

D'où il s'ensuit que tous autres voyages pour des lieux moins éloignés ne sont que des voyages ordinaires de cabotage, à l'égard desquels, à désaut de nouvelles du navire depuis son départ, l'assuré ne peut saire son délaissement qu'après un an, sans faire attention au plus ou moins d'éloignement du lieu pour lequel le navire étoit destiné, parce qu'un coup de vent peut l'avoir

poussé en pleine mer, ou autrement l'avoir fait changer de route.

ARTICLE LX.

A PRÈS le délaissement signissé, les effets assurés appartiendront à l'assureur, qui ne pourra, sous prétexte du retour du vaisseau, se dispenser de payer les sommes assurées.

L A premiere partie de cet article est pour tous les cas où le délaissement peut être légitimement fait, soit sur nouvelle de la perte, soit à désaut de

toute nouvelle après le temps marqué par l'art. 58.

Aussi-tôt donc que le délaissement est signé, les essets assurés sont devolus & acquits aux assureurs, qui, par conséquent, en peuvent disposer, comme subrogés à tous les droits de l'assuré, en vertu du présent article, & par la nature du délaissement, qui vaut cession & transport, sans qu'il soit besoin d'une procuration de la part de l'assuré, comme il a été observé sur l'art. 51. Mais qu'est-ce qu'emporte le délaissement? Voyez suprà art. 15 & 47.

Il s'ensuit delà que tout délaissement aux assureurs doit être pur & simple ;

& point conditionnel, autrement il ne seroit pas translatif de propriété; ce qui est de l'essence du délaissement. Mais l'abandon n'en est pas moins pur & simple, & sans condition, qouique l'assuré ne le fasse aux assureurs qu'à proportion & jusqu'à concurrence des sommes par eux assurées, se réservant l'excédent qu'il a dans la valeur des essets assurés en partie seulement, à l'esset d'entrer en répartition avec eux de ce qui pourra rentrer proportionnellement à l'intérêt de chacun d'eux dans la chose, comme il a été observé ci-dessus.

La seconde partie paroît se rapporter directement au cas du délaissement sait en conséquence de l'art. 58, puisqu'elle suppose le retour du vaisseau qui étoit présumé perdu; nonobstant lequel retour l'assureur ne peut se dispenser de payer les sommes assurées, & réciproquement l'assuré ne peut révoquer le délaissement, pour empêcher l'assureur de prositer de l'abandon qui lui a été fait, (ce qui est consorme à la décision de l'art. 12, chap. 7 du Guidon) saus l'assuré à entrer en répartition pour raison de la portion qu'il avoit dans les

marchandises au delà des sommes assurées.

Il se peut néanmoins que, nonobstant la nouvelle de la perte qui aura autorisé le délaissement, le navire retourne par les soins des assureurs qui l'auront radoubé & mis en état de naviger comme auparavant. Alors, pour concilier cette sin d'article avec le 46 ci-dessus, je pense que les assureurs seront en droit de contraindre l'assuré de reprendre son navire avec ses marchandises, nonobstant son délaissement; n'étant plus question que du réglement des avaries comme il a été observé sur ledit art. 46. Il faudroit pour cela néanmoins qu'ils n'eusfent pas payé volontairement les sommes assurées, & qu'ils n'eussent agi en conséquence du délaissement que sous protestation de s'en désendre.

ARTICLE LXI.

'Assureur sera reçu à faire preuve contraire aux attestations, & cependant condamné par provision au paiement des sommes assurées, en baillant caution par l'assuré.

Ans les principes du droit, il est juste que l'assureur soit reçu non seulement à combattre & contester les preuves produites par l'assuré pour justifier son chargement dans le navire & la perte, mais encore à saire preuve contraire, tant par titres que par témoins, chap. 8 du Guidon, au titre des contrats maritimes. Cependant comme la provision est dûe naturellement au titre, sans attendre la fin de la contestation, l'assureur doit être condamné provisionnellement au paiement des sommes assurées, en, par l'assuré, donnant caution aux termes de cet article; ce qui s'entend d'une caution bonne & solvable, qui sera reçue, & fera soumission à la maniere accoutumée.

L'art. 2, chap. 3 du Guidon, veut tout de même que l'assureur, malgré les objets qu'il presente contre les preuves de l'assuré, soit condamné par provision au paiement; avec cette différence seulement, qu'il se contente de la caution juratoire de l'assuré, s'il est notoirement solvable, à moins qu'il ne soit étranger, auquel cas il sournira une caution valable. Mais notre article, con-

torme

LIV. III. TIT. VI. des Assurances., ART. LXI.

forme en cela au trente-troisieme des assurances d'Amsterdam, exige indistinctement la caution: ce qui est plus régulier, & doit être suivi exactement. De maniere que, quoique l'assuré soit reconnu pour être de toute solvabilité, le Juge s'exposeroit à la restitution en son nom, si elle étoit ordonnée en sin de cause, & que s'étant contenté de sa caution juratoire, l'assuré se trouvât dans la suite insolvable.

Au surplus, la condamnation au paiement par provision n'est pas tellement de nécessité, que le Juge ne puisse la dissérer & même s'en dispenser; ce qui doit dépendre des circonstances; c'est-à-dire, du plus ou moins de créance que l'on peut donner aux sortes de preuves rapportées par l'assuré. Arrêt du Parlement d'Aix du 23 Septembre 1745. De même, si le connoissement, qui est la preuve la plus naturelle du chargement, est attaqué de fraude & de collusion par des circonstances imposantes. Autre Arrêt d'Aix du 2 Février 1741, & Sentence de Marseille du 4 Décembre 1751.

De même encore, si la somme assurée n'est pas liquide, la condamnation provisoire ne doit intervenir qu'après la liquidation. Stracha, de assec. gloss.

29, n. 8. Ainsi jugé par Sentence de Marseille du 31 Janvier 1751.

Au fonds l'assureur n'est pas recevable à opposer à l'assuré que les estets ne lui appartenoient pas parce qu'il est permis de faire assurer la chose d'autrui. Il sussit que le connoissement soit relatif & consirme à l'assurance. Sentence de Marseille du 7 Août 1745, consirmée par Arrêt du 22 Juin 1746. Consultation de M. Emerigon du 18 Avril 1759. Casa Regis, disc. 4 & 3, paroît le seul Auteur d'avis contraire.

ARTICLE LXII.

L maître qui aura fait assurer des marchandises chargées dans son vaisseau pour son compte, sera tenu, en cas de perte, d'en justifier l'achat, & d'en sournir un connoissement signé de l'écrivain & du pilote.

E maître, comme tout autre assuré, qui réclame la somme qu'il a fait assurer sur marchandites, doit saire preuve qu'il en a réellement chargé dans le navire pour son compte, jusqu'à concurrence de la somme: & cette preuve doit être même plus sorte que celle d'un autre assuré; en ce que, outre le connoissement qu'il doit rapporter signé de l'écrivain & du pilote, ne pouvant pas se donner un connoissement à lui-même, il est encore obligé de justisser l'achat des marchandises: dont la raison est qu'il se pourroit qu'il eût extorqué par menaces ou par attisse le connoissement signé de l'écrivain ou du pilote. Au lieu que tout autre assuré n'a besoin que du connoissement du maître, qui ne peut pas être naturellement pretumé l'avoir signé, sans avoir reçu la marchandise dans son navire, attendu qu'il est obligé de remplir le connoissement

ARTICLE LX111.

Ous mariniers & autres qui rapporteront des pays étrangers des marchandises qu'ils auront fait assurer en France, seront tenus d'en laisser un connoissement entre les mains du Consul ou de son Chancelier, s'il y a Consulat dans le lieu du chargement, sinon entre les mains d'un notable marchand de la Nation Françoise.

T autres, qui retournent dans le navire, foit en qualité de passager ou au-

Des pays étrangers; c'est-a-dire, de pays n'étant pas de la domination du Roi. Des marchandises qu'il auront fait assurer en France, soit les mêmes marchandises, soit d'autres qu'ils auront prises en troc, ou qu'ils auront achetées pour le retour. Secus, si l'assurance est faite en pays étranger, n'étant question ici

que des assurances en France.

La raison pour laquelle il leur est enjoint de remettre un double du connoissement entre les mains du Consul de la Nation Françoise, ou de son Chancelier, ou s'il n'y a Consulat dans le lieu du chargement, entre les mains d'un notable Marchand François, est la crainte de la collusion entr'eux & le maître, pour le cas de prise ou de naustrage. Mais, la collusion étant tout de même à craindre au retour des navires de nos colonies, il auroit donc été bon d'étendre la prévoyance jusques-là, & d'exiger qu'un double des connoissemens, signés au prosit des personnes désignées dans cette article, sût déposé au Gresse de l'Amirauté du lieu. Il est vrai qu'en temps de guerre on a pris assez souvent la précaution de faire ce dépôt: mais ceux qui en usoient ne songeoient qu'au danger de la perte des connoissemens: &, pour y avoir manqué, on n'a pas vu que les assureurs se soient prévalu de ce désaut pour se dispenser de payer l'assurance, le chargement étant prouvé par un connoissement en bonne sorme, ou par d'autres pieces supplétives.

ARTICLE LXIV.

A valeur des marchandises sera justifiée par livres ou factures; sinon, l'estimation en sera faite suivant le prix courant au temps & lieu du chargement, y compris tous droits & frais faits jusqu'à bord, si ce n'est qu'elles soient estimées par la police.

E connoissement tout seul fait la preuve du chargement, s'il n'y a des circonstances assez imposantes pour le faire présumer frauduleux; mais il ne fait pas preuve de la valeur des marchandises; & cependant s'est de cette valeur constatée que dépend l'esset entier ou limité de l'assurance.

Aux termes de cet article, la valeur peut être justifiée, ou par un extrait des

LIV. III. TIT. VI. des Assurances, ART. LXIV. 147

sivres du chargeur, ou par une facture du marchand qui lui a vendu les mar-

chandises; ce qui n'exclut pas néanmoins la preuve contraire.

Faute par l'assuré de produire des pieces justificatives du prix des marchandises, il s'agit d'en faire faire l'estimation par experts, non sur le pied de leur valeur au lieu de la destination du navire, ou au lieu du naustrage: mais uniquement suivant le prix courant qu'elles valoient au temps & dans le lieu de leur chargement. Santerna de assec. part. 3, n. 46, & seq. Stracha aussi de assec. gl. 6, n. 1 & 3, en y joignant tous les droits & frais de leur transport à bord; car tout cela entre naturellement dans la formation de leur valeur, art. 9 & 12, ch. 2 du Guidon, & art. 15 du chap. 15; ce qui est conforme à notre article.

Si ce n'est qu'elles soient estimées par la police. L'estimation du navire est toujours saite par la police, & il est même d'usage d'y stipuler que le montant de l'estimation tiendra lieu en tout temps de capital à l'assuré; ce qui est un très-grand avantage pour lui, attendu que le navire dépérit nécessairement dans le voyage le plus heureux. Mais comme il a été observé sur l'art. 47 ci-dessus, le fret que gagne le navire peut compenser la diminution qu'il soussire dans sa valeur durant le voyage; & s'il en arrive autrement, s'est un mal-

heur pour l'assureur.

Par rapport aux marchandises, l'usage étoit autresois d'en faire l'essimation aussi par la police, comme il résulte des art. 13 & 14, du même ch. 2 du Guidon; mais on le pratique rarement aujourd'hui, soit pour éviter les surprises, soit parce que la valeur courante des marchandises est plus connue en général. Quoi qu'il en soit, l'estimation étant faite par la police, elle doit servir de regle, sans que l'assuré soit tenu de constater, par ailleurs, la valeur des marchandises; non que l'assuré soit tenu de constater, par ailleurs, la valeur mation sous prétexte qu'il l'a soussert dans la police; mais c'est à lui à prouver qu'elle a été enssée & la surprise qui lnî a été faite par-là. Loccenius de jure maritimo, lib. 2, cap. 3, n. 7, sol. 173.

ARTICLE LXV.

S I l'assurance est faite sur le retour d'un pays où le commerce ne se sait que par troc, l'estimation des marchandises de rapport sera faite sur le pied de la valeur de celles données en échange, & des frais faits pour le transport.

D'UN pays où le commerce ne se sait que par troc. Le commerce a tellement changé & s'est si fort accru depuis notre Ordonnance, qu'il n'est peutêtre plus de pays à présent, où le commerce ne se fasse que par troc. Il y en a à la vérité où les marchandises ne se vendent pas argent comptant; mais seulement à un prix qui se paie ensuite en marchandises ou denrées du pays; mais dès que les marchandises apportées dans un lieu, y ont un prix connu en général, ou qu'elles y sont cédées à un certain prix par une convention

Γij

particuliere, en échange d'autre du pays, ce n'est plus un commerce par troc

simple, c'est une vente réciproque à prix réglés.

Ansi on ne peut pas considérer la traite des Noirs ou de la poudre d'or à la côte de Guinée, comme un commerce par troc, sous prétexte que les marchandises y sont négociées en Negres ou en poudre d'or. La raison est qu'il n'est point de marchandise d'Europe qui n'y soit évaluée par les Negres habitans de cette côte en écus ou onces d'or, qui ont une valeur fixe connue, & que lorsqu'ils donnent des Negres en paiement des marchandises qu'ils reçoivent, ces Negres sont pareillement évalués à tant d'écus ou d'onces d'or, en quoi consiste la vente réciproque; ce qui exclut par conséquent l'idée d'un échange simple, où de part & d'autre la valeur n'est pas donnée à chaque chose.

De même dans le commerce des marchandises d'Europe qui se fait avec les Sauvages du Canada on du Mississipi, qui donnent en paiement leurs pelleteries. La valeur de ce qui est cédé de part & d'autre, est assez connue pour exclure l'idée du troc simple, & à plus forte raison ce qui est vendu aux Isles de

l'Amérique, & qui est payé en indigo, sucre, &c.

Dans tous ces cas il ne doit donc pas être question de l'évaluation portée par cet article, pour fixer l'estimation des marchandises qui viennent en retour de ces pays là. Dès que leur valeur est connue, soit par le prix qui y a été mis spécialement, soit par le prix qui a été attaché aux essets qui ont été livrés à ceux qui ont donné ces marchandises de retour en paiement; c'en est assez pour autoriser celui à qui elles appartiennent à les saire assurer sur le

même pied fans autre examen.

S'il étoit vrai néanmoins qu'en quelque pays, des marchandises qui y seroient portées, n'eussent pas plus un prix connu, ou réglé par convention, que les marchandises prises en paiement, ce seroit alors le cas de notre article: mais comme selon toute apparence sa disposition a été empruntée de l'art. 15, ch. 15, du Guidon, cité sur l'article précédent; il faudroit alors régler cette valeur des marchandises données en échange, sur ce qu'elles pourroient naturellement valoir dans le temps & dans le lieu du troc, sans se borner à l'estimation qui en auroit pu être faite au temps de la police d'assurance, ou du départ du

navire pour l'aller.

Cette estimation qui auroit pour objet la fixation de leur valeur dans le lieu du troc, ne pourroit être qu'incertaine à la vérité, parce qu'on ne pourroit pas savoir dans l'hypothese, si les marchandises auroient gagné ou perdu dans le troc: mais dans l'incertitude, il seroit naturel de supposer du gain, indépendamment des frais faits pour le transport, & sur ce plan il saudroit joindre à l'estimation des marchandises au temps de leur chargement pour l'aller, tant les frais de leur transport, consistant dans le fret, dans la prime d'assurance & dans les frais du chargement & du sejour, que ceux saits à l'occasion des marchandises, prises en troc, jusqu'à ce qu'elles eussent été rendues à bord, & en outre 10 pour cent au moins pour les prosits présumés faits sur ces marchandises de l'aller; le tout conformément à la décision de cet art. 15 du Guidon; qui paroit devoir servir de regle en pareil cas.

ARTICLE LXVI.

N cas de prise, les assurés pourront racheter leurs essets, sans attendre l'ordre des assureurs, s'ils n'ont pu leur en donner avis, à condition toutesois de les avertir ensuite par écrit de la composition qui aura été faite.

VOYEZ les articles 3, 7 & 9, ch. 6 du Guidon. Il en sera de même du rachat que sera le maître

Il en sera de même du rachat que sera le maître étant pris en mer, sans que le navire soit amené dans un port. Mais en cette partie le maître doit être circonspect, ne composer que de l'avis des principaux de l'équipage, & prendre garde que le prix du rachat n'excéde pas la valeur des effets rachetés; sans quoi il seroit sujet à désaveu de la part des propriétaires du navire ou autres assurés.

Dans le cas où l'on peut donner avis de la prise aux assureurs, il ne seroit pas naturel que l'assuré, sans leur ordre ou leur aveu, traitât du rachat du navire & de sa cargaison. Cependant ce n'est qu'une précaution que la prudence lui suggere, rien n'empêchant qu'il ne puisse faire la composition à ses risques; c'estadire, que s'il l'a fait sans le consentement des assureurs, ils pourront la laisser pour son compte aux terme de l'art. suivant; au lieu que s'ils y ont consenti, ils sont obligés d'y entrer à proportion de leur intérêt.

S'il a composé seul du rachat, cet article l'oblige d'avertir ensuite par écrit ses assureurs de la composition qu'il aura faite; & cela est tout naturel dès que les assureurs ont la faculté d'acquiescer à la composition, ou de la rejetter.

Au surplus l'avertissement par écrit, ce qui veut dire une signification en bonne sorme, n'est nécessaire que pour se garantir de la mauvaise soi que pourroient avoir les assureurs de nier qu'ils en eussent été informés, attendu que la preuve par témoins ne seroit pas admissible en pareil cas, & qu'il faudroit s'en rapporter au serment des assureurs à désaut de reconnoissance par écrit de leur part, qu'ils auroient été avertis de la composition.



ARTICLE LXVII.

Es affureurs pourront prendre la composition à leur prosit, à proportion de leur intérêt; & en ce cas, ils seront tenus d'en faire leur déclaration sur le champ, de contribuer actuellement au paiement du rachat, & de courir les risques du retour; sinon de payer les sommes par eux assurées, sans qu'ils puissent rien prétendre aux effets rachetés.

ETTE faculté accordée aux assureurs, d'entrer ou de resuser de prendre part dans la composition, suppose nécessairement qu'elle aura été faite sans leur aveu; car s'ils y ont consenti, c'est un contrat qui les oblige absolument, à proportion de leur intérêt dans les choses assurées; de maniere que s'ils ont assuré les trois quarts par exemple, ils contribueront aussi pour trois.

quarts au paiement du rachat.

Mais comme il ne seroit pas juste qu'ils laissassent l'assuré dans l'incertitude s'ils accepteront ou s'ils répudieront la composition, cet article leur impose l'obligation de saire leur déclaration aussi par écrit, sur le champ ou aussi-tôt après la dénonciation qui leur aura été saite par l'assuré. Et parce que, ces mots s' sur le champ pourroient donner matiere à contestation, il sembleroit naturel qu'ils sissent leur déclaration dans quinzaine, en y ajoutant un jour de plus par 5 lieues, à l'exemple de ce qui se pratique pour le recours contre les tireurs & endosseurs de lettres de change, suivant l'art 13, du tit. 5 de l'Ord. de 1673, ou tout au plus un jour par dix lieues, conformément à l'Ordonnance de 1667, tit. 8, art. 2, tit. 11, art. prem. tit. 14, art. 14, tit. 22, art. 2 & 32, tit. 27, art. 4 & tit. 31, art 5. Après lequel temps ils seroient non-recevables à prendre la composition à leur prosit.

Il ne leur suffit pas au reste de déclarer qu'ils entendent s'en prévaloir, is faut aussi qu'ils contribuent exactement au paiement du rachat. L'article dit, actuellement; mais cela suppose que la composition est payable sans délai; car

s'il y a terme, il est juste qu'ils en profitent comme l'assuré.

Il faut encore outre cela, qu'ils courent les risques du rerour, sans déduction en cas de malheureux événement, de ce qu'ils auront payé pour le rachat.

Le tout si mieux ils n'aiment payer dès lors les sommes assurées sans pouvoir rien prétendre dans les essets rachetés, attendu que la valeur en est cen-

sée payée par le prix du rachat, auquel ils ne veulent pas contribuer.

Il est vrai que le prix du rachat est toujours inférieur à la valeur des essets rachetés, & qu'il ne peut en arriver autrement, qu'autant que l'assuré se sera mépris: mais les assureurs n'ayant pas voulu prendre la composition à leur prosit, ils ne sont plus recevables à examiner si les essets rachetés valent plus que le peux de la composition; & sans y avoir égard, il saut qu'ils paient les sommes assurées, parce que tout est censé perdu au moyen de la prise; ce qui a été sauvé par la composition étant aussi réputé acheté sa valeur, du moment que les assureurs resusent de payer le prix convenu pour le rachat.

LIV. III. TIT. VI. des Assurances, ART. XLVII. 15

Rien de plus juste au surplus, que le droit qu'ils ont dans le principe, de prendre la composition à leur prosit, puisque par leur qualité d'assureurs, la perte causée par la prise les regarde directement & personnellement. Dans le cas où ils prennent part à la composition; ce qu'ils en doivent payer opere le même esset que si c'étoit une avarie qui sût arrivée & la répartition doit s'en faire de la même maniere.

Si au lieu de rachat ou composition en argent, le preneur du navire relâche le navire, moyennant une certaine quantité d'effets dont l'abandon lui est fait; ce sera une avarie commune, tout comme en cas de rachat absolu. Mais si le corsaire sans composition, pille & prend ce qu'il juge à propos, relâchant le reste, c'est alors une avarie particuliere qui tombe sur le propriétaire seul de la chose; & néanmoins aux termes de l'art 26, ci-dessus, qui parle sormellement du pillage, l'assureur doit toujours l'en dédommager, comme étant une suite de la prise, dont par la nature du contrat d'assurance, il a pris le péril & les risques sur lui. Art. premier dudit ch. 6 du Guidon, V insià art. 6 du tit, suivant & ibid. notata.

Si c'étoit l'assureur qui eût racheté le navire & la cargaison, sans le consentement de l'assuré, il ne seroit pas recevable à offrir à l'assuré la restitution du navire & de ses essets pour se dispenser de lui payer la somme assurée. Rote de Gênes décis. 101. La raison ast, qu'au moment de la prise, le droit de l'assuré a été ouvert & sormé contre l'assureur & qu'il n'a pu être privé de son droit de recours contre l'assureur, qui dans ce cas, n'a pu stipuler le rachat que pour son intérêt particulier, sans engager l'assuré en aucune façon.

ARTICLE LXVIII.

FAISONS défenses à tous Greffiers de police, Commis de Chambre d'assurances, Notaires, Courtiers & Censaulx, de saire signer des polices où il n'y ait aucun blanc, à peine de tous dommages & intérêts; comme aussi d'en faire aucunes dans lesquelles ils soient intéressés directement ou indirectement, par eux ou par perfonnes interposées, & de prendre transport des droits des assurés; à peine de cinq cens livres d'amende pour la premiere sois; & de destitution en cas de récidive, sans que les peines puissent être modérées.

PN plusieurs villes du Royaume il y a des Gressiers dépositaires des polices d'assurances, soit qu'elles se passent devant eux ou devant d'autres personnes publiques, ou sons signature privée. Ici elles se sont toutes dans cette derniere forme, suivant la permission qu'en donne l'art. 2 ci-dessus, en dérogeant tacitement à l'E dit du mois de Décembre 1657; & jamais onne les dépose ni au Gresse de l'Amirauté ni ailleurs. Elles demeurent entre les mains des assurés; &, comme la prime ne se paie jamais d'avance, on conçoit qu'il pourroit en arriver des inc onvéniens, les assureurs étant privés de la piece nécessaire pour exiger sûrement le paiement de la prime, & pour convaincre

l'affuré d'avoir fait affurer au delà de son intérêt dans le navire & son chargement, ou d'avoir commis quelque infidélité dans la déclaration des affurances. Cependant, & cela fait un grand honneur aux négocians de cette Ville, jamais on ne s'est plaint de la suppression d'aucune police d'assurance. Toutesois cela n'empêche pas qu'il ne sût du bon ordre & de la sûreté publique d'ordonner, par une loi générale, le dépôt & l'enrégistrement des polices d'assurances sans distinguer celles qui seroient sous signature privée, de celles qui seroient passées devant Notaires; & cela au Gresse de l'Amirauté du lieu où le navire a été expedié, en quelqu'autre ville que les assurances sussent serveit aussi être de même des prêts à la grosse aventure, pour éviter la fraude de l'antidate de ces sortes de contrats, ou plutôt de leur supposition

A la vérité sur ce dernier objet, il scroit peut-être dangereux d'obliger les armateurs de découvrir ainsi le côté soible de leur commerce; inconvénient qui n'est pas à craindre par rapport aux assurances, qui garantissent au contraire la sagesse de leur négoce. Mais la sûreté publique doit l'emporter sur toute autre considération. Voyez suprà l'art. 26 du tit. des Consuls, qui est le neuvieme du liv. premier, où cette sormalité du dépôt & de l'enrégistrement est ordonnée dans les Chancelleries des Consulats. Or si la précaution a paru nécessaire dans ces pays-là, pourquoi le seroit-elle moins dans le Royau-

me? Voyez ausii l'art. premier du tit. précédent.

Les commis des chambres d'assurances sont en certains endroits ce que sont les Gressiers en d'autres.

Par Edit du mois de Mai 1686, relativement à un premier projet formé en 1668, une Chambre d'assurance sut créée à Paris, avec privilege au Gressier d'en passer les polices à l'éxelusion de tous autres: mais cet établissement dura peu.

Depuis il s'est formé successivement, & pour des temps limités, diverses. Compagnies d'assurances, tant à Paris que dans les principales Villes maritimes.

Celle de Paris qui subsiste actuellement s'est formée par un acte d'association du 29 Janvier 1750, constrmé par plusieurs délibérations subséquentes; le tout enrégistré à la Table de Marbre le 27 Mai audit an, & à l'Amirauté de la Rochelle le 19 Août de la même année..

Le premier fonds de cette Chambre n'étoit d'abord que de quatre millions cinq cens milles livres, il fut porté enfuite à douze millions, dont deux deftinés pour le prêt à la grosse, & les dix autres pour répondre des sommes

asturées.

Cette Compagnie a été renouvellée en 1753; &, par son réglement général du 24 Mars 1754, elle a fixé son sonds par réduction à neus millions. Elle ne se borne plus aux assurances maritimes, & aux prêts à la grosse, elle assure encore, comme en Angleterre, les maisons & autres bâtimens, suivant son résultat de la même année 1754. Le tout également enrégistré, tant à la Table de Marbre qu'à l'Amirauté.

En 1695, par acte d'association du 10 Septembre, il s'en étoit établi une à

la Rochelle, mais pour deux ans seulement.

Il y en a une actuellement, par société contractée entre les Sieurs Emanuel' Weis & compagnie, le 15 Octobre 1751. L'enrégistrement en a été sait à l'Amirauté le 23 du même mois.

Cela n'empêche pas qu'il n'y ait aussi, & dans cette Ville & en plusieurs au-

LIV. III. TIT. VI. des Assurances, ART. LXVIII.

153

tres, des sociétés secrettes d'assurances, & même que plusieurs personnes n'assurent en particulier. Mais quand on est en société d'assurances, on ne peut assurer que pour le compte de la société; & pour cela encore, il faut y être

aurorisé par un pouvoir spécial ou général.

Censaulx. Ce mot censal ou sensal, emprunté des Arabes, suivant Savary, & qui du commerce du Levant a passé en Provence, est synonyme de courtier, & désigne ceux dont les sonctions sont de négocier pour les marchands qui les emploient, des lettres de change & billets de commerce, des affrétemens, & pour se borner à ce que sait le sujet de l'article, des signatures sur des polices d'assurances.

De quelque maniere que se fassent les polices d'assurances, il est désendu par cet article d'y laisser aucun blanc; c'est-à-dire, qu'il ne soit tracé par une

ligne qui empêche qu'on y fasse aucune écriture après coup.

Comme elles se sont toutes ici sous signature privée, & même sans le ministere de courtier le plus souvent, il ne doit point être question des dommages & intérêts dont parle l'article; c'est l'assaire de l'assureur qui signe le premier, on les autres qui signent ensuite, de remplir les blancs, soit en écrivant, soit en tirant une ligne ou barre sur ce qui en reste, asin que l'assuré, qui demeure le gardien de la police, n'y insere pas des clauses extraordinaires à leur pré-

judice.

Par les mêmes raisons, il est peu de cas où quelqu'un soit exclu de la faculté de souscrire la police en qualité d'assureur; cependant, aux termes de l'article, si elle étoit présentée par un courtier pour la signer, il n'est pas douteux qu'il n'encourût la peine qui y est portée, s'il contrevenoit à sa disposition; car, enfin, un courtier de quelque espece qu'il soit, ne peut prendre un intérêt personnel dans aucuns des objets dépendans de ses sonctions, suivant la loi citée par le Commentateur, & l'art. 2 du tit. 2 de l'Ordonnance de 1673. Il est vrai qu'en matiere d'assurance le bien public ne paroit pas exiger précisément que ceux qui s'entremettent pour les saire signer, soient exclus d'y prendre part; mais, ensin, la loi étant portée contre les dénommés au présent article, il faut l'éxécuter à la lettre, de même que l'article premier du tit. 2 de l'Ordonnance de 1673, concernant les agens de banque & de change.

Un courtier qui avoit souscrit une police d'assurance en qualité d'assureur; sur décrété d'assigné pour être oui, par Arrêt du parlement d'Aix du 25 Juin

1749.

Il est aussi désendu aux courtiers, à l'exemple des Notaires, de mettre aucons renvois sur les posices d'assurances, qui ne soient paraphés des parties, & d'y faire aucun avenunt qui ne soit signé des parties tout de même : Sentence de l'Amirauté de Paris, du 18 Juillet 1759.



ARTICLE LXIX.

Eur enjoignons, sous pareilles peines, d'avoir un registre paraphé en chaque seuillet par le Lieutenant de l'Amirauté, & d'y enrégistrer toutes les polices qu'ils dresseront.

Et article ne s'observe du tout point ici, & à cela il n'y a rien à dire, puisque les assureurs ont assez de confiance dans la probité & dans la bonne soi de l'assuré, pour lui confier la garde de la police qui se fait toujours sous signature privée; mais, comme on l'a déjà dit, c'est peut-être un abus, qu'il conviendroit de corriger, en assujettissant l'assuré, ou à déposer la police au Gresse de l'Amirauté, ou à l'y faire enrégistrer, asin que tous ceux qui pourroient y avoir intérêt, sussent d'en prendre connoissance.

ARTICLE LXX.

ORSQUE la police contiendra la soumission à l'arbitrage, & que l'une des parties demandera d'être renvoyée devant des arbitres, avant aucune contestation en cause, l'autre partie sera tenue d'en convenir, sinon le juge en nommera pour le resusant.

L'orsque la police contiendra soumission à l'arbitrage. Il n'est donc pas vrai; comme le soutient le Commentateur, sur l'art. 3, que la police seroit nulle si elle ne contenoit pas la soumission à l'arbitrage. Ce qui arriveroit seulement, la clause étant omise, c'est que l'une des parties ne pourroit requérir l'arbitrage malgré l'autre, en quoi le contrat d'assurance a moins de privilege que celui de société; car l'Ordonnance de 1673, tit. 4, art. 9, après avoir dit tout de même que l'aste de société contiendra la clause de soumettre aux arbitres, ajoute que, la clause ayant été omise, un des associés pourra nommer un arbitre, à l'esset d'obliger les autres d'en nommer aussi de leur part. &c.

A la vérité, on ne voit guere de polices d'affurances, ou de contrats de fociété, sans la clause portant soumission à l'arbitrage; mais, enfin, il n'en faut pas conclure que l'omission de la clause emporteroit la nullité du contrat.

Ce n'est pas assez qu'il y ait soumission à l'arbitrage dans la police d'assurance; il faut encore, pour que le renvoi ait lieu devant les arbitres, qu'il soit requis

par l'une des parties, & cela avant aucune contestation en cause.

Il y a contestation en cause, suivant l'art. 13, tit. 14 de l'Ordonnance de 1667, qui sert à expliquer l'art. 104 de la Coutume de Paris, dès le premier Réglement, Appointement ou Jugement intervenu après les désenses sournies, quoiqu'il n'ait pas été signissé. Ainsi il faut que le renvoi soit requis avant cela par l'une des parties, soit le demandeur ou le désendeur, pour qu'il ait lieu malgré l'autre partie.

S'il n'en est pas de même en fait de société; c'est-à-dire, s'il n'est pas nécesfaire que le renvoi devant des arbitres soit demandé avant contestation en cause, c'est que le réglement des affaires d'une société, exige des détails & des discussions où l'on ne pourroit entrer en justice réglée sans des frais immenses, & parconséquent sans danger d'embarrasser les droits des parties; au lieu qu'en matiere d'assurance, c'est assez souvent la décision d'un seul point de droit que tout dépend.

Quoiqu'il en soit, il est décidé, par cet article, que le renvoi doit être requis avant toute contestation en cause, sans quoi l'autre partie peut s'y opposer, & faire retenir la cause par le Juge. Mais étant demandé avant contestation, l'autre partie ne peut l'empêcher sous aucun prétexte, & elle doit nommer un arbitre de son côié, sinon le Juge en nommera un pour elle sur son resus. Cependant les chicaneurs trouvent souvent le moyen d'éluder l'arbitrage en pareil cas, & la Chambre d'assurance de Paris en a donné depuis peu un

exemple trop remarquable.

Par l'Ordonnance de 1673, loc. cit. le Juge nomme de même des arbitres pour les affociés qui refusent d'en nommer, & il en saut dire autant en cas de nomination d'experts, sans égard à l'idée de quelques Auteurs, qui prétendent que l'expert nommé par une des parties, devient inutile si l'autre n'en veut pas nommer, & que c'est au Juge alors à en nommer d'office pour les deux parties. Voyez le Commentaire de la Contume de la Rochelle, art. 11, n. 39.

ARTICLE LXXI.

HUITAINE après la nomination d'arbitres, les parties produiront entre leurs mains, & dans la huitaine suivante, sera donné Sentence contradictoire ou par désaut sur ce qui se trouvera pardevers eux.

Les art. 10 & 12 du même tit. 4 de l'Ordonnance de 1673, ne fixent point le délai dans lequel les arbitres pourront juger, parce qu'ils supposent avec raison que ces sortes d'arbitrages sont ordinairement de longue haleine; & parce qu'il en est autrement en matiere d'assurance, qui d'ailleurs requiert célérité, notre article veut que, huitaine après la nomination des arbitres, les parties produisent entre leurs mains, & que les arbitres 'rendent leur Sentence dans la huitaine suivante, contradictoire ou par désaut sur ce qui se trouvera produit pardevers eux.

La procédure qui s'observe en pareil cas, est courte. Celle des parties qui a intérêt d'avoir une prompte décision, produit ses pieces, dont elle fait signifier l'acte à l'autre, avec sommation de produire de sa part. Cela sait, que l'autre partie satisfasse ou non, sans autre cérémonie, les arbitres penvent rendre leur Sentence dans la huitaine après la sommation de produire; mais pour l'ordinaire ils ont la complaisance de prononcer le délai, sans néanmoins

trop l'étendre, si les circonstances ne l'exigent.

ARTICLE LXXII.

Es Sentences arbitrales feront homologuées au Siege de l'Amirauté, dans le ressort duquel elles auront été rendues; défendons au Juge de prendre sous ce prétexte aucune connoissance de fonds, à peine de nullité, & de tous dépens, dommages & intérêts des parties.

OMME c'est devant les Juges de l'Amirauté que doivent être formées les demandes en exécution des contrats d'assurance, il est de la suite que les parties ayent été renvoyées pardevant des arbitres, les Sentences arbitrales soient homologuées au même Siege de l'Amirauté. Par la même raison, si les parties sont convenues d'arbitres, sans aucune demande judiciaire, & que l'une d'elles resusant d'exécuter la Sentence, il soit quession de l'y contraindre; l'homologation de la Sentence doit être faite au Siege de l'Amirauté, dans le ressort duquel elle a été rendue, & cela privativement à tous autres Juges, à la dissérence des Sentences rendues par des arbitres en fait de société, qui ne doivent nécessairement être homologuées dans la Jurisdiction Consulaire, aux termes de l'art. 13 du même tit. 4 de l'Ordonnance de 1673, qu'autant qu'elles sont rendues dans un lieu ou il y a une Jurissiction Consulaire.

L'homologation est nécessaire, 1°. pour l'exécution parée de la Sentence; en lui imprimant par-là le caractere d'autorité qui lui manque; 2°. pour donner hypotheque sur les biens de la partie condamnée; car c'est une maxime que l'hypotheque n'a lieu à cet égard que du jour de l'homologation.

Sous prétexte que l'homologation doit se faire au Siege de l'Amirauté, les Juges ne peuvent pas pour cela prendre connoissance du sonds de l'affaire, & examiner si la Sentence à bien ou mal jugé; autrement il seroit inutile de

renvoyer l'affaire devant les arbitres.

Il en est de même toutes les sois que les Juges renvoient d'office certaines affaires devant des négocians, parce qu'il est entendu par-là que c'est pour suivre leur avis. Ces négocians sont considérés alors comme des arbitres que les Juges ont donné aux parties, & non comme des experts; à raison de quoi ils ne sont nullement tenus de faire serment, soit avant, soit après leur rapport ou décision; & si l'on vouloit les assujettir au serment, ils resuseroient la commission que sans cela il se sont un honneur d'accepter.



ARTICLE LXXIII.

'Appel des Sentences arbitrales & d'homologation ressortira en nos Cours de Parlement, & ne pourra être reçu que la peine portée par la soumission n'ait été payée.

E n'est point précisément dans les matieres d'Amirauté que l'appel des Sentences arbitrales & d'homologation est dévolu au Parlement, sans passer par les Sieges intermédiaires; il en est de même absolument de l'appel de toute Sentence arbitrale, par quelque arbitre qu'elle soit rendue, & en quelque Jurisdiction qu'elle soit homologuée. De maniere que, quoique le fonds de l'assaire n'excédât pas le pouvoir des Présidiaux, l'appel ne pourroit être porté au Présidial, dans le ressort duquel la Sentence auroit été rendue, suivant la modification portée par l'Arrêt d'enrégistrement de l'Ordonnance de François II, du mois d'Aôut 1560. Neron, tome premier, sol. 367, 368.

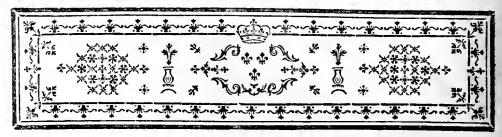
Il est de regle générale pareillement, que l'appel d'une Sentence arbitrale ne doit être reçu qu'après que l'appellant à payé la peine stipulée par le compromis, ou autre acte, portant soumission à l'arbitrage. Mais elle est assez mal observée; car, outre qu'il faut, comme le remarque le Commentateur, qu'il n'y ait pas de nullité apparente dans la Sentence, & que la peine soit demandée par l'intimé in limine litis, c'est que la pratique actuelle du Parlement est de regarder cette peine comme purement comminatoire. Voyez le Commentaire sur la Coutume de la Rochelle, art. 61, n. 28.

ARTICLE LXXIV.

Es Sentences arbitrales seront exécutoires nonobstant l'appel, en donnant caution pardevant les Juges qui les auront homologuées.

E Commentateur a raison de dire que cette décision est applicable à toute Sentence arbitrale homologuée; mais comme rien n'est plus commun que les Arrêts de désenses, il faut se presser pour faire recevoir la caution & mettre la Sentence à exécution, avant qu'il soit intervenu un Arrêt de désense, qui ne tarde pas pour l'Ordinaire, & qui quoiqu'il soit toujours rendu sans connoissance de cause, empêche néanmoins de passer outre du moment qu'il est signisse, jusqu'à ce qu'on ait sait lever les désenses par un autre Arrêt.





TITRE VII.

DES AVARIES.

E titre & le suivant sont des plus intéressans de notre Ordoninance; & selon moi, le sens des articles dont ils sont composés; exige, pour être bien sais, une attention toute extraordinaire,

sans quoi on ne sauroit se garantir de méprise.

Plusieurs auteurs ont traité des avaries & de la contribution; mais on y trouve beaucoup d'inutilités & peu de décisions afforties à notre Jurisprudence, qui, préjugé national à part, est constamment la meilleure, comme étant la plus naturelle & la plus conforme à l'équité & à la droite raison.

ARTICLE PREMIER.

OUTE dépense extraordinaire qui se fera pour les navires & marchandises, conjointement ou séparément, tout dommage qui leur arrivera depuis leur charge & départ jusqu'à leur retour & décharge, seront réputés avaries.

ET article explique très-bien & en peu de mots ce que signifie ce terme avarie. Si l'on veut en savoir l'éthymologie, ou plutôt quel nom y donnent les autres Nations, on peut consulter la note sur l'art. premier, chap. 5 du Guidon, pag. 252; le Dictionnaire de Trévoux, Loccenius, de jure marit. lib. 2, cap. 8, n. 1. Vinnius, in Peckium, lib. 1, ff. ad leg. Rhodiam, fol. 193. Kuricke, ad jus Hanseaticum, tit. 8, fol. 768, Casa Regis, disc. 19, n. 3, & disc. 45, n. 2.

L'avarie est donc tout dommage qui arrive au navire ou à la marchandise qui est chargée, jusqu'à leur retour & décharge, de même que toute dépense extraordinaire qui se fait à l'occasion du navire & des marchandises, con-

jointement ou séparément durant le voyage.

On dit dépense extraordinaire, par opposition à celle qui peut survenir naturellement quoiqu'elle ne soit pas ordinaire dans les voyages. Par exemple, si sans nécessité le capitaine conduit le navire dans un port où il y ait des droits à payer, ce n'est point une avarie à supporter en commun par les marchands chargeurs, ni a demander aux assureurs. Mais ce sera autre chose, si c'est par

force majeure; de même des pilotages, touages, &c.

Par exemple, encore si le voyage, sans aucun accident maritime, s'alonge de maniere qu'il y ait nécessité de faire de nouveaux vivres, ce n'est point non plus une avarie. Secus, si des coups de mer endommagent le navire en telle sorte qu'il ait besoin de gagner un port pour se radouber, & y prendre un supplément de vivres, alors tout cela est avarie, particuliere au navire à la vérité, mais qui est pour le compte des assureurs.

ARTICLE 11.

Les dépenses extraordinaires pour le bâtiment seul, ou pour les marchandises seulement, & le dommage qui leur arrive en particulier, font avaries simples & particulieres; & les dépenses extraordinaires faites, & le dommage soussert pour le bien & salut commun des marchandises & du vaisseau, sont avaries grosses & communes.

CETTE distinction des avaries n'est pas nouvelle, elle se trouve dans le Guidon, chap. 5 déjà cité; art. 1, 3, 24 & 25.

Elle est aussi la plus juste, ou du moins la plus précise. Toutes les autres distinctions que font les Auteurs, sont obscures & embarrassantes. Comment démêler ce qu'ils entendent, en divisant l'avarie en commune & grosse, en propre & impropre, en ordinaire & extraordinaire; & ensuite la subdivision de

l'extraordinaire en fortuite, volontaire & mixte?

Cependant les termes dont se sert notre article pour distinguer les avaries; ne présentent pas d'abord naturellement à l'esprit l'idée qu'on y attache, sur tout ceux-ci, simples & grosses. Si l'on n'étoit pas instruit de la valeur de ces mots, on penseroit tout uniment que l'avarie simple, mise en opposition avec la grosse, ne devroit s'entendre que d'une avarie peu considérable; & au contraire que l'avarie grosse ne pourroit pas se borner à un leger dommage. Il en est tout autrement néanmoins, l'avarie simple est souvent plus considérable que la grosse.

Dans le sens de l'Ordonnance, les avaries simples sont celles qui tombent uniquement sur la chose qui les a souffertes, & c'est pour cela qu'à ce mot simples, l'article ajoute & particulieres; & les avaries groffes sont le dommage souffert pour le bien & le salut commun des marchandises & du vaisseau, à raison de quoi l'article les déclare communes, parce qu'elles doivent être sup-

portées en commun par le navire & les marchandises.

De cette notion il s'ensuivroit que les avaries n'auroient dû être distinguées que par deux termes uniques ; c'est-à-dire, entre avaries particulieres & avaries communes: mais l'Ordonnance ayant jugé à propos de conserver l'ancien usage. il convient aussi de s'y conformer, en observant exactement que l'avarie simple

ne veut dire qu'avarie particuliere, quelque confidérable qu'elle soit; & que l'avarie grosse signifie toujours une avarie commune, ou autrement une perte qui doit être supportée en commun, quelque légere qu'elle soit, entre les propriétaires des navires & les intéressés au chargement, ou les assuress des uns & des autres.

Il y a aussi insta, art. 8, des menues avaries qui, quoique déclarées communes, ne suivent pas le sort ordinaire de la contribution; mais dans le même cas, elles regardent constamment les assureurs, si elles excedent ce qu'on a

coutume de leur passer pour les avaries.

Les avaries grosses & communes, qui supposent nécessairement un dommage reçu dans le péril qu'ont essuyé ensemble le navire & les marchandises, ou une dépense extraordinaire faite pour leur commune conservation, sont

aussi nécessairement & sans exception pour le compte des assureurs.

Il en est le plus souvent de même des avaries simples & particulieres; mais il en sant excepter non-seulement les dommages arrivés au navire & aux marchandises par leur vice propre, mais encore ceux causés par la faute du maître & des gens de l'équipage, si les assurents ne sont pas chargés de la baratterie du patron. Sur quoi voyez suprà, art. 28 du tit. précédent.

Mais dans tous les cas d'avaries, il faut se ressouvenir que les assureurs n'ent sont tenus qu'autant qu'elles excedent le taux sixé par l'art. 47 du tit. précé-

dent, ou réglé par la police d'assurance.

ARTICLE III.

Es avaries simples seront supportées & payées par la chose qui aura souffert le dommage ou causé la dépense, & les grosses ou communes tomberont, tant sur le vaisseau que sur les marchandises & seront réglées sur le tout au sol la livre.

Et article sait l'application de la distinction établie dans l'article précédent, & décide en conséquence, que les avaries simples & particulieres seront supportées par la chose qui aura soussert le dommage ou causé la dépense, & que les avaries grosses & communes tomberont tant sur le vaisseau que sur les marchandises, par une répartition sur le tout, au sol la livre poération qui appartient à la matiere du jet & contribution dont il est question dans le titre suivant.



ARTICLE IV.

A perte des cables, ancres, voiles, mâts & cordages, causée par tempête ou autre fortune de mer, & le dommage arrivé aux marchandises par la faute du maître ou de l'équipage, ou pour n'avoir pas bien fermé les écoutilles, amarre le vaisseau, fourni de bons guindages & cordages, ou autrement, sont avaries simples, qui tomberont sur le maître, le navire & le fret.

Out dommage arrivé au navire, par tempête ou autre fortune de mer; est bien à la charge des assureurs; mais ce n'en est pas moins une avarie particuliere, qui par conséquent ne regarde que les propriétaires du navire s'il n'ont pas sait assurer, ou les seuls assureurs sur le navire. Loccinius, de jure maritimo lib. 2, cap. 8, n. 17, fol. 226. Casa Regis, disc. 19, n. 16, jus hanseaticum, tit. 8, art. 2, & ibi, Kuticke, fol. 773, Ordonnance de Wisbuy, art. 12, droit commun.

De même si par quelque accident maritime les marchandises soussirent de la perte, elle sera supportée par les assureurs sur le chargement; mais ce sera toujours aussi une avarie particuliere qui ne regardera nullement les proprié-

taires du navire ou leurs assureurs. Art. suivant.

Et si par tempête, ou par le seu du Ciel, le navire & le chargement ont soussert du dommage de part & d'autre, chacun supportera sa perte comme avarie particuliere, le dommage n'ayant pas été soussert pour le salut commun, comme le veut l'art. 2, pour que ce soit une avarie commune. Tout cela est conforme aux articles 20, 24 & 25 du chap. 5 du Guidon, & dérive de la maxime, Res perit Domino. Lege 2, S. 1, & lege 6, sf. de lege Rhedia.

Pour ce qui est du dommage causé aux marchandites par la faute du maître ou de l'équipage, suivant l'explication qu'en donne cet article, à quoi on peut joindre ce qui a été observé sur ce sujet, art. 28 du tit. précédent; non-seulement ce ne peut être qu'une avarie particuliere, mais encore les assureurs n'en peuvent être tenus qu'autant qu'ils se seront chargés de la baratterie de patron; sauf leurs recours alors contre le maître ou patron, comme il a été observé sur le même article 28, conformément à l'avis de tous les Docteurs.

Pour n'avoir pas bien amarré le navire, id. Ordonnance de Wishuy, art. 36. Fourni de bons guindages & cordages. Par l'art. 10 des Jugemens d'Oleron, auquel sont conformes les art. 22 & 49 de l'Ordonnance de Wishuy, c'étoitau maître à faire voir aux marchands chargeurs les guindages & cordages. S'ils ne les trouvoient pas bons, il étoit tenu d'en sournir de meilleurs, sur peine de répondre du dommage; & s'ils s'en contentoient le dommage étoit pour eux. Mais cela ne remédioit pas en tout cas à la mauvaise manœuvre; ainsi notre article est plus juridique & plus réguliere.

ou des gens de l'équipage, & il en faut conclure que le marchand chargeur dont les marchandises sont ainsi avariées, peut s'en prendre au maître, &

Tom, 11.

l'obliger de l'en indemniser, soit que l'avarie procede de son sait particulier ou de celui de quelqu'un de l'équipage, parce qu'il est tenu de répondre des sautes de ses gens. Lege 7, lib. 4, tit 9, ff. nauta caupones. Saus son recours aussi contre-eux. Voyez suprà, art. 5, tit. du Capitaine.

Le navire. Cela peut se rapporter d'abord à la premiere partie de l'article; & veut dire alors que la perte des cables, &c. arrivée par tempête, ne re-

garde que le navire.

Mais cela se rapporte principalement au reste de l'article; & sous ce point de vue, l'article décide de plus que le marchand chargeur, dont les marchandises ont été gâtées par la faute du maître ou de l'équipage, peut non-seulement s'en prendre au maître, mais encore se pourvoir contre les propriétaires du navire, comme tenus des faits du maître ou patron, aux termes de l'art. 2, tit. 8 du liv. 2, ubi vide.

Comme il est des ports on havres où les vaisseaux ne penvent gueres sans risques entrer chargés, on demande si l'armateur ou son capitaine ne peut y saire entrer son navire avec une partie de son chargement, sans se rendre garant & responsable du dommage que les marchandises pourront en sousser, de même que le navire, soit envers les marchands chargeurs, soit à l'égard

des affureurs.

La question regarde entr'autres ports celui de la Rochelle.

Il est de sait que les navires au-dessus de 200 tonneaux ne peuvent gueres sans danger y entrer avec leur chargement entier, ou même réduit à moitié. Par cette raison, l'usage s'est introduit depuis long-temps de décharger les marchandises en rade dans des alleges ou barques; à raison de quoi, pour indemniser l'armateur de l'augmentation que cette opération apporte aux frais de décharge, ceux à qui les marchandises sont adressées lui paient quatre sols du cent pesant de ces marchandises.

Lorsque l'armateur destine son navire pour aller prendre son radoub à Rochesort ou en Seudre, la pratique est d'en tirer alors toutes les marchandises absolument : mais lorsqu'il veut le faire entrer dans le havre, il fait laisser dans le navire une quantité sussissant de marchandises pour le soutenir, en

suppléant au défaut du lest.

Delà il est arrive quelquesois que, saute par le pilote côtier d'avoir bien saisi l'heure de la marée, des navires ont touché à l'entrée du havre, d'où

sont résultées des avaries, tant aux navires qu'aux marchandises.

Pour l'ordinaire, ces sortes d'accidens ont été régardés comme des cas sortuits, dont le propriétaire du navire ni le capitaine ne devoit nullement répondre envers les marchands chargeurs; & par identité de raison, les assureurs

n'ont pas balancé à les prendre pour leur compte.

Mais, comme il se trouve toujours des gens difficultueux, il y a eu des marichands chargeurs qui ont prétendu saire supporter ces avaries à l'armateur; & à cette occasion la question s'est présentée jusqu'à deux sois en ce Siege; savoir en 1745 entre Henriette-Elisabeth Pinsonneau, veuve de sieur Vivien Bellivier, demanderesse contre le sieur Elie Giraudeau, armateur du navire le Saphir, & Jacques Billoteau son capitaine; & en 1755, entre le sieur Jacques Quenet, négociant, demandeur, contre le sieur Etienne Henri Harrouard du Beignon, armateur du navire la Gloire. Mais dans l'un & l'autre procès;

les armateurs & les capitaines ont été déchargés, le sieur Giraudeau par Sentence du 6 Mai 1747, & le sieur du Beignon, par Sentence du 3 Juin 1756.

Les circonstances étoient indifférentes, & la question étoit nue. Le principe de la décision a été qu'un armateur ne voudroit pas de gaieté de cœur exposer son navire & ses marchandises à essuyer des avaries, si le navire ne pouvoit naturellement entrer dans le havre sans courir un risque évident de toucher. La preuve au reste que le danger n'est rien moins qu'évident, c'est que le plus grand nombre des navires y entrent de cette manière sans aucune avarie. L'armateur en pareil cas, n'est donc pas tenu de répondre de l'accident; & le marchand chargeur ne pourroit avoir d'action contre lui à ce sujet, qu'autant qu'il auroit été formellement stipulé entr'eux que les marchandises seroient en entier dechargées en rade, & mises dans des barques ou alleges pour être rendues au quai.

Et le fret. Par la même raison, le fret que le navire a gagné est aussi affecté à la garantie des saits du maître, & c'est parce que le navire & le fret doivent répondre de ses sautes, qu'on a coutume de diriger l'action en pareil cas, tant contre le propriétaire ou armateur, que contre le maître. Cependant l'action contre le propriétaire n'est pas indéfinie; & aux termes de l'art. 2,

qui vient d'être cité, il est quitte en abandonnant le navire & le fret.

Mais quel est alors le sort de l'assureur qui a pris sur lui la baratterie de

patron?

Entre lui & le chargeur assuré, il n'est pas douteux que, nonobstant l'abandon du navire & du fret de la part du propriétaire, l'assuré ur ne soit tenu de saire raison à l'assuré de toute la perte que la marchandise a essuyée: sauf à

lui à se venger sur le navire & le fret, & sur les biens du maître.

Mais quid entre l'assureur du navire & l'assureur du chargement? Il me paroît naturel de décider que l'assureur sur chargement, comme subrogé de plein droit au lieu & place de son assuré, est présérable en pareil cas sur le navire & le fret à la ssureur du navire, par la raison que celui-ci n'ayant pas plus de droit que le propriétaire du navire, ne peut rien prétendre sur le navire & le fret qu'après que l'assureur de la marchandise aura été entiérement indemnisé; & si le propriétaire n'a pas fait l'abandon du navire & du fret, son assureur sera obligé de le faire, à désaut de paiement esse du fret, son assureur sera obligé de le faire, à désaut de paiement esse du marchand chargeur : & c'est là un cas où il est beaucoup plus avantageux d'être assureur sur la marchandise que sur le navire.

Quant au propriétaire du navire assuré, qui a été obligé d'abandonner le navire & le fret pour se dispenser de répondre en plein des saits du maître, quoique dans l'hypothese, son assure ne profite pas du navire, il n'est pas moins en droit de lui demander le paiement de la somme assurée sur le navire. C'est la suite de l'engagement qu'a contracté l'assureur en prenant pour

son compte la baratterie de patron.

--- 3- 3.



ARTICLE V.

Es dommages arrivés aux marchandises par le vice propre, par tempête, prise, naufrage ou échouement; les frais faits pour les fauver, & les droits, impositions & coutume, sont aussi avaries simples pour le compte des propriétaires.

E dommage arrivé, par le vice propre de la chose, ne peut jamais former qu'une avarie particuliere; & cela est tellement vrai, que l'assureur n'en est pas tenu, article 29 du tit. précédent, ni le prêteur à la grosse, art. 12 du tit. 5.

Ils sont bien obligés de répondre du dommage causé, par tempête, prise, naustrage ou échouement; mais la perte n'ayant point eu pour objet le salut commun, ce n'est tout de même qu'une avarie particuliere qui ne tombe que sur la chose avariée, & sur ceux qui ont intérêt comme propriétaires, assureurs ou prêteurs à la grosse. Casa Regis, disc. 45, n.7.

Il en est de même des frais faits pour sauver les marchandises, parce que c'est une suite de nausrage ou échouement, comme le pillage est une suite de

la prise.

Pour ce qui est des droits auxquels les marchandises sont sujettes, royaux ou seigneuriaux, ou autres de quelque nature qu'ils soient, ce sont des avaries tellement particulieres aux marchandises, que les assureurs n'en peuvent être tenus qu'autant que dans le lieu où le navire est obligé d'aborder & de faire sa décharge, ils se trouveront plus considérables que ceux qu'il y auroit eu à payer dans le lieu de la destination du navire; & alors il n'y aura que l'excédant des droits à leur demander.

C'est encore une avarie simple que le dommage arrivé aux marchandises par le vice & mauvais état du navire. Stracha, de nautis, part. 3, n. 11. Sentence de Marseille du 28 Octobre 1749: mais cela n'empêche pas que l'assureur n'en doive répondre. Du reste, la question si le maître ou propriétaire du navire est tenu de garantir le dommage, dépend du point de savoir si le navire à son départ étoit en état de saire le voyage, ou s'il n'est devenu désectueux que par le mauvais temps & les coups de vent & de mer qu'il a essuyés dans la route.



ARTICLE VI.

Es choses données par composition aux pirates pour le rachat du navire & des marchandises, celles jettées dans la mer, les cables ou mâts rompus & coupés, les ancres & autres essets abandonnés pour le salut commun, le dommage fait aux marchandises restées dans le navire en faisant le jet, les pansemens & nourriture du matelot blessé en désendant le navire, & les frais de la décharge pour entrer dans un havre ou dans une riviere, ou pour remettre à flot un vaisseau, sont avaries grosses & communes.

TOUT ce qui est énoncé dans cet article est mis au rang des avaries grosfes & communes, parce que tout cela a été fait pour le salut commun; il est donc juste que des pertes de cette nature soient supportées au sol la livre, tant par le navire que par le chargement, puisque par-là ils ont été sauvés, & c'est le droit commun.

Mais si ces objets sacrisses pour le salut commun, n'ont pas empêché le navire de périr, par une suite naturelle & nécessaire de la tempête qui a occasionné le jet ou autre dommage, il n'est plus question alors d'avaries communes
ni de contribution; de sorte que les marchandises qui pourront être sauvées
du nausrage, ne seront nullement tenues du paiement de celles qui auront été
jettées ou endommagées. C'est la disposition expresse de l'art. 15, du tit. suiv.

Par composition aux pirates. Pirate, ce terme ne doit pas être prisici dans sa fignification rigoureuse & étroite qui ne désigne que les forbans & autres écumeurs de mer, dont le métier est de courir sur tous les navires pour les piller, sans être autorisés par aucune puissance à faire la course. Il saut l'entendre de tout armateur en course avec commission ou sans commission de Prince, & par conséquent appliquer la premiere partie de cet article à tout ce qui est donné par composition en cas de prise, pour engager le preneur à abandonner le reste.

Pour le rachat du navire & des marchandises. Idem Loccenius, de jure marit. lib. 2, cap. 8, n. 5, sol. 212; suprà art. 20, tit. du fret. Casa Regis disc. 46, n. 22. Quintin Weytsen, traité des avaries, pag. 17 & suiv. Il est entendu que ce qui est ainsi donné, est pour le rachat taut du navire que des marchandises en général; de maniere que le maître ni tout autre du navire, ne seroit pas recevable à dire que la composition n'a été faite que pour le navire sans les marchandises, ou pour les marchandises sans le navire; ou pour une certaine espece de marchandise. Il seroit trop dangereux d'avoir égard à de telles déclarations; c'est-là nécessairement une perte qui doit être supportée en commun, que le navire arrive à bon port ou non. De maniere que s'il vient à faire nausrage dans la suite, ce qui en sera sauvé & des marchandises, devra contribuer au paiement de la valeur des choses données pour le rachat; de même que dans le cas d'un jet qui a sauvé le navire, il saut que ce qui est sauvé du

naufrage postérieur, étranger à la cause du jet, contribue au paiement des choses jettées aux termes de l'article 16 du tit. suivant; car la raison de décider est la même pour les deux cas. Et par identité de raison tout de même, les choses données pour le rachat ne contribueront pas plus que les effets jettés, au paiement des dommages arrivés depuis le rachat ou le jet, suivant

l'article 17.

S'il arrive que sans composition, l'armateur corsaire ou pirate, pille & prenne les essets qu'il juge à propos, abandonnant le reste, saudra-t-il alors regarder cette perte comme une avarie commune? Tout ce qu'on peut dire pour saire regarder le pillage comme une perte commune, c'est que si le corsaire n'eût pas trouvé plus à sa bienséance les marchandises qu'il a pillées, il en auroit pris d'autres, & qu'il est d'autant plus naturel de regarder ce pillage comme une composition, que sans cela on pourroir masquer une véritable composition du nom de pillage, comme s'il eût été sait au hasard; à quoi on peut ajouter, la crainte du manege & la connivence dont il est parlé dans l'art 2, chap. 6 du Guidon. Idem Loccenius, insta fol. 225, Peckius & Vinnius ad Leg. Rhodiam, sol. 218, 219, & Weytsen, tit. des avaries, pag. 17 & suiv. Locosuprà sit. mais cela ne décide nullement & n'empêche pas l'application de la maxime res perit domino. C'est un malheur pour celui dont les marchandises ont été pillées.

Que le corsaire les ait préférés à d'autres, ou que le hasard les lui ait fait: prendre, il sussit que cette perte n'ait pasété faite pour le salut commun, pour que ce ne soit qu'une avarie simple & particuliere. C'est au reste la dispositione de l'art. premier du ch. 6 du Guidon, & la décision formelle de la loi 2, \$.3, ff. de Leg. Rhodiá, où après ces mots, Si navis à piratis redempta sit, servius ossilius & labeo, omnes debere conserre aïunt, on trouve ceux-ci. Quodé verd pradones abstulerint eum perdere cujus suerint nec conserendum ei, qui suas mercedes redemerit. Arrêt consorme du 8 Avril 1615, cité par Mornac, sur cette même Loi, note 5, sur l'art. 9 des jugemens d'Oleron. C'est aussi le sentiment de Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, c.8, n. 3, sol. 213 & n. 16, sol. 225, & la disposition formelle de l'art. 4, tit. 8 du droit hanséatique, ubis

Kuricke, fol. 775; idem Casa Regis, disc. 46, n. 20 & 26.

Par-là se trouve établie bien nettement la distinction entre les effets pillés, & ceux qui ont été donnés par composition pour le rachat du navire & desmarchandises; & comme notre article ne parle que de la composition pour le rachat, il est tout naturel de penser, qu'admettant la distinction, il a regardéle pillage comme avarie simple & particuliere. Mais les assureurs des marchandises pillées ne sont pas moins tenus d'en supporter la perte; aussi l'art: 26 du tit. précédent, met-il précisément le pillage au rang des périls maritimes qui regardent les assureurs. V. suprà ce qui a été observé sur ce même article.

Les cables & mâts rompus ou coupés. Tout cela doit être pris dans le sens de l'article, qui est que tout cela se fasse pour le salut commun, leg. 3, sf. de lege Rhodia, autrement ce seroit le cas de l'art. 4; c'est-à-dire, que ce ne seroit que des avaries particulieres, quoique causées par tempête ou autre sortune de mer, art. 12 de l'Ordonnance de Wisbuy, note 5, sur l'art. 9 des jugemens d'Oleron.

Ce sera de même avarie commune, si pour éviter de tomber entre les mains

des corsaires, il faut couper les cables & abandonner les ancres, jetter des marchandises & ustensiles du navire, ou si faisant force de voiles pour se sauver de la prise, les mâts se rompent, les voiles & cordages sont emportés, &c. Art. 21 du ch. 5 du Guidon.

Mais il est à remarquer que tout cela doit se faire de l'avis de l'équipage; conformément aux art. 1 & 2 du tit. suivant. Ce qui est sondé sur la loi 2, S. 1, disto tit. st. de leg. Rhodiâ. Le tout ad eam finem, ut vita, navis & reliqua bona salva evadant, dit Casa Regis, disc. 43, n. 2, & disc 121, n. 1,

en quoi il est d'accord avec tous les autres Auteurs.

On conçoit bien que cela n'arrive jamais que dans un cas pressant. Il y a des auteurs en assez grand nombre, qui exigent que le péril soit évident, & le naustrage ou la prise maniseste; mais cela est outré, il seroit imprudent d'attendre la derniere extrêmité, parce qu'on pourroit se trouver sans ressources. Statut de Lubec, ch. 3, n. 3.

Le dommage fait aux marchandises restées dans le navire en saisant le jet. Leg. 4, §. 2, sff. de leg. Rhodiá & cela est absolument de droit commun de l'aven de tous les auteurs. Idem l'art. 22 du ch. 5 du Guidon; mais l'art. 23 porte qu'il en sera autrement du dommage que le jet aura sait au corps du navire,

fur quoi voir l'art. 14 du tit. suivant.

En défendant le navire. Ordonnance de la Hanse Teutonique, art. 35. Kuricke, ad jus Hanseaticum, tit. 14, art. 3, sol. 824. C'est-à-dire, en combattant pour éviter d'être pris par l'ennemi, sans distinguer en ce cas, si le matelot est blessé les armes à la main, ou s'il ne l'est qu'en faisant la manœuvre. Mais s'il est blessé hors le combat, en faisant le service & la manœuvre ordinaire, les frais de ses pansemens & nourriture ne peuvent passer pour avaries communes, attendu qu'il n'a pas reçu sa blessure pour le salut commun. Cela n'empêche pas toutes ois qu'il ne doive être pansé & nourri aux dépens du navire, suivant l'art. 11, tit. 4 ci-dessus. Idem, l'Ordonnance de la Hanse Teutonique, art. 39. Cette même Ordonnance, art. 35, suprà, ajoute que si le matelot en désendant le navire, est estropié de maniere qu'il ne puisse plus travailler, il aura du pain sa vie durant.

Et les frais de la décharge, &c. Idem, l'art. 28 dudit chap. 5 du Guidon, & les art. 55 & 56 de l'Ordonnance de Wisbuy, lorsqu'il s'agit de soulager un navire trop chargé pour entrer dans un port ou dans une riviere, où il est nécessaire d'arriver pour se garantir du naufrage on de prise, ou lorsqu'il est question de remettre à flot le navire, qui ne sauroit se relever sans la décharge des marchandises. Mais hors le cas de la crainte d'un naufrage ou de prise; par exemple, fi le navire est arrivé dans la rade du port de sa destination, & que dans ce port il soit d'usage de décharger les marchandises dans des alleges, parce que le navire ne peut entrer dans le havre avec son chargement, les frais de cette décharge ne regardent que ceux à qui appartiennent les marchandites chargées dans des alleges, & non-seulement on peut les considérer comme avaries groffes & communes, quoique les marchandifes viennent à périr, mais encore il n'y en a pas de répétition contre les assureurs : sauf à leur demander néanmoins raifon de la perte de ces marchandifes dans le transport par les alleges, s'ils ont pris sur eux les risques jusqu'à ce que les marchandises sussent descendues sur le quai.

Ou pour remettre à flot le vaisseau. Idem, l'art. 55 de l'Ordonnance de Wis-

buy, & Cleirac, sur l'art. 4 des Jugemens d'Oleron, n. 4, pag. 18.

Il faut ajouter que, si, pour éviter une perte totale, le naufrage étant éminent, le capitaine prend le parti de faire échouer le navire, le dommage que le vaisseau aura soussert, & causé par-là, sera avarie grosse & commune. Consulat, chap. 192, 193; Rocus, p. 62, 234 & 300; Casa Regis, disc. 45, n. 60 & seq.

De même en cas d'échouement pour éviter d'être pris, les frais pour relever le navire, ou pour le recouvrer, ayant été abandonné; de même encore les frais faits pendant le féjour du navire refugié dans un port ou sousune citadelle, sont avaries communes, puisque tout cela s'est fait pour le sa-

lut commuu.

Par identité de raison, le dommage soussert par le navire & par quelques marchandises, en combattant pour éviter la prise, est aussi avarie commune, quoique Kuricke, ad jus Hanseaticum, art. 3, tit. 14, in sine, 824; Targa, pag. 322, & Casa Regis, disc. 46, n. 43, soient d'avis contraire.

ARTICLE VII.

A nourriture & les loyers des matelots d'un navire arrêté en voyage par ordre du Souverain, seront aussi réputés avaries grosses, si le vaisseau est loué par mois; & s'il est loué au voyage, ils seront portés par le vaisseau seul, comme avaries simples.

la lecture de cet article on est tout étonné de la diversité des décisions qu'il renserme, parce que l'esprit ne conçoit point la raison de différence.

En effet, lorsque le navire est loué ou frété au mois, & qu'il est arrêté par ordre du Souverain (ce qui ne signisse que l'arrêt de Prince en général) s'il est juste que la nourriture & les loyers des matelots durant ce temps-là, soient supportés comme avaries grosses & communes par le navire & les marchandises, pourquoi en seroit-il autrement, le navire étant frété au voyage? Cependant il est réglé dans la seconde partie de cet article, que cette augmentation de dépense doit tomber comme avarie simple sur le vaisseau seul.

La surprise augmente encore lorsqu'on rapproche de cet art. le 16 du titre du fret, où il est décidé que si le vaisseau est arrêté pendant le voyage par ordre du Souverain (ce qui est précisément l'espece de celui-ci), « il ne sera dû ni fret pour le temps de la détention, s'il est affrété au mois, ni augmentation de fret, s'il est loué au voyage; mais que la nourriture & les loyers des matelots pendant le même temps de la détention, seront réputés avaries. » Car cette conjonction adversative mais, venant à la suite d'une disposition qui rend égale dans les deux cas la condition du propriétaire du navire & du marchand chargeur, porte naturellement à l'esprit qu'il en doit être de même pour la manière de supporter la dépense de la nourriture des loyers des matelots, durant le même temps de la détention du navire;

de sorte que cessant la disposition du présent article, il n'est personne qui osat

faire la distinction qu'on y trouve.

Qu'importe, dira-t-on, il n'y a pas pour cela de contradiction entre les deux articles, dès que le 16 du tit. du fret, s'est contenté de déclarer que la nour-riture & les loyers des matelots, pendant le temps de la détention, dans l'un & l'autre cas, seront réputés avaries, sans ajouter grosses & communes. Ce dont on pourroit se plaindre seulement, c'est que la qualification de l'avarie y ait été omise: mais elle est marquée & distinguée bien nettement dans le présent article, ainsi cela sussit. & il faut s'en tenir là.

Mais plutôt ne seroit-ce point là une subtilité? Car, ensin, l'art. 16 dont il s'agit, confondant & mettant dans la même catégorie le cas du navire loué au mois, & celui du vaisseau frété au voyage; & en conséquence décidant par le même principe, qu'au premier cas il ne sera pas dû de fret, & qu'au second il n'y aura pas d'augmentation de fret durant tout le temps de la détention, il est évident & incontestable que l'avarie, dont il parle par exception, se rapporre aux deux cas; & par conséquent qu'elle est, ou commune pour les deux cas, ou simple aussi pour les deux cas: & alors, quelque parti que l'on prenne, une des deux décisions de notre article sera indubitablement contrudictoire avec ledit article 16.

N'y eût-il même que cet art. 7, il ne seroit pas moins vrai de dire que sa derniere disposition est en contradiction avec la premiere, les deux cas dé-

pendant absolument du même principe de décision.

Il est vrai que l'art. 5, tit. de l'engagement des matelots, qui est aussi pour le même cas d'arrêt de Prince, contient une distinction analogue à celle de notre présent article 7; en ce qu'il y est décidé que le loyer des matelots engagés au mois, courra par moitié pendant le temps de l'arrêt, & que celui des matelots loués au voyage ne sera payé qu'aux termes de leur engagement;

c'est à-dire, qu'au prix convenu à forfait.

Mais pour justifier la distinction portée par notre article, recourir à celle dudit art. 5, c'est vouloir sauver une contradiction par un autre; car ensin, le matelot n'est ni plus ni moins savorable, lorsqu'il est engagé au voyage que lorsqu'il est au mois. On a pas cru, dans ce malheureux cas, devoir changer le propriétaire du navire du paiement des gages en plein; & d'un autre côté il n'étoit pas naturel que le matelot servit durant tout le temps de l'arrêt du navire pour sa seule nourriture. Si donc par tempérament d'équité, il a paru convenable de faire gagner au matelot, par forme d'indemnité, la moitié de ses loyers durant la détention, lorsqu'il est engagé au mois quoique le navire ne sasse plus de fret étant loué au mois qu'au voyage, pourquoi ne lui avoir pas accordé tout de même un dédommagement à proportion, lorsqu'il est engagé au voyage? C'est pour cela aussi que sur ledit art. 5, on a dit qu'il y avoit contradiction, & qu'il étoit en défaut.

Cependant cette distinction, toute irréguliere qu'elle est, sur le pied que les choses sont aujourd'hui, intéresse aussi peu les matelots, que celle de notre article 7, est préjudiciable aux propriétaires des navires, en cas d'arrêt de Prince, attendu que l'engagement des matelots au voyage, est aussi rare que

l'affrétement au mois.

De cette maniere le matelot n'est plus exposé à soussirir de la disposition Tom. II.

dudit art. 5, puisqu'il ne s'engage plus au voyage, tandis que le propriétaire de navire, vis-à-vis des marchands chargeurs, ne peut plus au contraire se trouver dans le cas de leur faire supporter une partie de la nourriture & des loyers des matelots, par la raison que l'usage des affrétemens au mois à cessé.

Il faut avouer, pourtant, qu'à raison de l'injustice faite aux matelots par l'art. 5, lorsqu'ils sont engagés au voyage, le propriétaire du navire aussiloué au voyage, soussire moins de distinction de notre article, puisqu'alors il n'a aucune augmentation de gages à payer, quoique l'article suppose le contraire, en quoi il est encore en défaut; mais reste toujours qu'il supporte seul la dépense de la nourriture des mêmes matelots, tandis que s'il leur étoit dû une augmentation de gages, ce qui se rencontreroit s'ils étoient engagés au mois, les marchands chargeurs contribueroient à ce double objet, comme à une avarie grosse, dans le cas où le navire seroit aussi frété au mois.

Il n'est donc pas possible, quelque combinaison que l'on fasse, de concilier ces trois articles, de maniere à les sauver du reproche de contradiction, aussibien que d'injustice au sonds, tant à l'égard des matelots en opposition avec le propriétaire du navire, que contre celui-ci, en concours avec les marchands

chargeurs.

Malgié cela, néanmoins, la loi étant portée, & en termes si clairs, qu'il n'est pas possible d'en méconnoître le sens; il saut s'y soumettre & dire, en conséquence, que si dans l'espece, le vaisseau est loué par mois, la dépense pour la nourriture & les loyers des matelots sera supportée comme avarie commune, en observant toutesois qu'alors il n'y aura que la demi-solde, & même qu'il n'y aura aucune augmentation des gages pour les matelots, s'ils sont engagés au voyage.

Si au contraire le vaisseau est frété au voyage, la même dépense sera pour le vaisseau seul comme avarie simple, avec cette différence, que siles matelots sont aussi engagés au voyage, le propriétaire en sera quitte alors pour le paiement de leur nourriture; au lieu que s'ils sont engagés au mois, il leur paiera outre leur nourriture la demi-solde durant tout le temps de la détention du

navire.

Voilà bien des distinctions embarrassantes & compliquées, que l'on auroit pu éviter, en supprimant cet art. 7 & en rendant, dans l'art. 5 du tit. de l'engagement des matelots, leur condition égale, aussi bien dans le cas de leur engagement au voyage, que dans celui de leur engagement au mois.

Il y a apparence que dans les trois articles en question, l'on a voulu adoucir la question du débiteur.; savoir, dans l'art. 5, celle du propriétaire du navire, débiteur des gages envers les matelots; & dans l'article 16, de même que dans celui-ci, celle des marchands chargeurs, débiteurs du fret: mais en prenant un tempéremment d'équité, pour l'un & l'autre cas, comme cela étoit juste au fonds, il falloit donc suivre exactement la regle de proportion aussi dans les deux cas.



ARTICLE VIII.

Es lamanages, touages, pilotages pour entrer dans les havres ou rivieres, ou pour en sortir, sont menues avaries, qui se paieront un tiers par le navire, & les deux autres tiers par les marchandifes.

Les frais qui font le sujet de cet article, sont déclarés menues avaries, & toutesois grosses & communes sans distingues sans de la commune de ou extraordinaires; & il faut s'en tenir là quoique les articles 1 & 2, dans la notion qu'ils donnent des avaries, & dans la distinction qu'ils sont entre les avaries particulieres & les avaries communes, ne parlent que des dépenses extraordinaires, & qu'ainsi ils semblent déterminer le sens des autres articles où il est question de dépenses. Cela est vrai austi en ce qui concerne les assureurs; mais entre le propriétaire ou maître du navire & les marchands char-

geurs, c'est autre chose.

En cette partie, notre article qui a pour objet la répartition de ces menues avaries ou dépenses, sur le navire & les marchandises, abstraction faite de l'intérêt des assureurs, ne suppose donc point que ces frais de lamanage aient été extraordinaires; c'est-à-dire, que ce soit la crainte d'un naufrage ou d'être pris, qui les ait causés, en obligeant le maître de changer de route & d'entrer dans un port ou dans une riviere, en attendant la cessation du danger, pour reprendre ensuite sa route. Il faut au contraire l'entendre dans tous les cas où ces frais font à payer, aussi bien dans la navigation la plus heureuse que dans

celle qui aura été traversée par des accidens.

C'est ainsi, au reste, que s'en explique l'art. 12, chap, 5 dn Guidon, dans Cleirac, pag. 257. A l'égard de la répartition, il veut aussi qu'on se regle sur la valeur des marchandises du navire ou du fret, pour faire supporter ces frais, ou par deux tiers, ou par moitié, ou enfin au sol la livre; mais comme cela auroit été trop embarrassant, pour un objet de si peu de conséquence; notre article à fort à propos simplifié l'opération, en décidant que les marchandises supporteroient les deux tiers de ces frais, & le navire l'autre tiers. V. l'Ordonnance de Wisbuy, art. 44, 56, 59 & 60; Casa Regis, difc. 45, n. 19 & seq.

Par rapport aux assureurs, ils n'est pas douteux que ces frais ne les regardent nullement, s'ils font ordinaires ; mais s'ils font extraordinaires fuivant la notion qui vient d'en être donnée, ils doivent les supporter, & c'est ainsi qu'il faut

interpréter l'art. 30 du tit. précédent, ubi vide.

Suivant le même Guidon, art. 14, le lamanage est le service que rendent à un navire voulant entrer dans un port ou dans une riviere, les barques ou petits bâtimens qui vont au-devant avec les instrumens propres à hâler le navire & à diriger sa marche pour lui faire éviter les dangers qui sont sur sa route.

Les conducteurs de ces barques ou bateaux, sont appellés la maneurs, suivant l'auteur des notes sur cet article, à cause du travail de leurs mains; & l'art. 23 des Jugemens d'Oleron, les nomme locmans; c'est-à-dire, hommes habitans sur les lieux.

L'article 16 du même Guidon, parlant du touage, dit que c'est proprement ce qui est payé dans les rivieres pour hâler les navires & ses conduire toujours au fil de l'eau; mais on toue pareillement les navires en mer, & c'est ce qu'on appelle les remorquer, les mener à la remorque.

Enfin, l'art. 13 parlant du pilotage, dit que c'est le droit qui se paie aux pilotes que prennent les maîtres de navires pour entrer dans les ports, ou en sortir avec sûreté, & pour éviter les dangers qui se trouvent sur les côtes.

Ces fortes de pilotes font nos pilotes côtiers que l'Ordonnance appelle aussi. lamaneurs ou locmans, parce qu'ils sont pratiques des côtes de leur district 🕻 dont ils connoissent ou sont censés connoître tous les dangers, quoiqu'ils fassent souvent des fautes ou des méprises capitales dans l'exercice de leurs fonctions.

Le maître doit nourrir le pilote lamaneur, tant qu'il le garde à son bord, & cette nourriture n'entre point en avarie. V. les notes fur les art. 23 & 24 des Jugemens d'Oleron, n. 5, p. 90 & 91; ce qui s'entend si le pilotage n'entre point en avarie commune.

ARTICLE IX.

Es droits de congé, visite, rapport, tonnes, balises & ancrages, ne seront point réputés avaries, mais seront acquittés par les maîtres.

🏋 E pense que cet article ne doit s'entendre, comme le précédent, que du cas 🗸 où ces droits font ordinaires ; c'est-à-dire, lorsqu'ils ne sont pas occasionnés de nouveau par la tempête ou autre fortune de mer, & que s'ils font extraordinaires, non feulement ils doivent être fupportés par les affureurs, comme les frais dont il est question dans l'article précédent, mais encore qu'ils deviennent avarie commune, l'entrée du navire dans un port ou dans une riviere, ayant pour caufe alors le falut commun. Cependant fi le navire y faifoit fa décharge, ce feroit au maître à les payer feul, fuivant la disposition de cet article, puisque rendu au lieu de sa destination, il auroit fallu qu'il les eût payés tout de même, fans en pouvoir demander la répartition par contribu-

tion, ni le remboursement aux assureurs.

Pour prévenir toute discussion entre les propriétaires ou les maîtres de navires & les marchands chargeurs, au sujet des menues avaries dont il est par lé, tant dans cet article que dans le précédent; c'est-à-dire, pour éviter la distinction de cas ou ces menues avaries devroient être supportées en commun, de ceux ou elles ne devroient tomber que sur les navires, de même que pour se décharger de l'embarras de la répartition des deux tiers entre les marchands chargeurs, l'usage s'est établi depuis long-temps de passer une certaine quotité, outre le fret aux propriétaires des navires, pour les indemniser de ces menues avaries, fans distinguer si elles sont ordinaires ou extraordinaires; & en plusieurs ports où l'entrée des navires chargés est difficile & dangereuse, l'on y a joint aussi l'indemnité des frais extraordinaires de décharge des marchandises. En conféquence, la formule des connoissemens est telle par tout, qu'après la stipulation du fret, il est toujours ajouté, outre les avaries aux us & coutumes de la mer, ou d'autres termes équivalens: cet usage est tellement accrédité, que si les marchandises étoient chargées dans un navire sans connoissement, je ne doute nullement que le fret n'en sût dû sur le pied des autres marchandises chargées par connoissement, avec les avaries aux us & coutumes de la mer.

Comme les droits à payer par les navires ne sont pas les mêmes dans tous les ports, & qu'il en est où la décharge des marchandises coûte plus qu'en d'autres, il n'est pas étonnant que, suivant la différence des ports, la fixation

de l'indemnité accordée au-delà du fret soit aussi distérente.

Surquoi, néanmoins, il y a assez d'uniformité & de concordance, c'est au sujet du cabotage François, où il paroit que l'on passe communément pour les avaries dix pour cent de fret, sans autre examen à perte ou gain. Mais les etrangers ne s'en tiennent à cette fixation qu'autant qu'ils y trouvent leur indemnité, autrement ils sournissent leur état des frais & de dépense dont ils demandent les deux tiers aux marchands chargeurs, dans lequel état de frais ils sont entrer, non-seulement les objets énoncés par le précédent article, mais encore ceux de l'article présent, en y ajoutant encore tout ce qui leur en coûte, excepté pour vituailles, dans tous les ports où ils sont obligés de relâcher sur la route. Il en est même qui sont dans l'usage de stipuler jusqu'à trente-trois pour cent du fret; mais sans convention expresse à ce sujet, leur condition est la même que celle des autres; c'est-à-dire, qu'ils n'ont que les dix pour cent, si mieux ils n'aiment sournir l'état de leur mises, pour en prétendre les deux tiers.

Quant aux voyages de long cours, l'usage est à la Rochelle de faire payer par chaque marchand chargeur, outre le fret, quatre sols du cent pesant pour les sucres, cinq sols pour les indigos & les casés, six sols pour les cotons, &c.

A Bordeaux c'est cinq pour cent du prix du fret, autrement le sol pour livre; & ce qu'il y a de singulier, c'est que l'armateur, indépendamment de cette augmentation du fret, exige les frais de la décharge des marchandises réglés par l'usage à tant par barrique, caisse ou ballot, &c.

On prétend qu'au Havre de Grace il y a pour les avaries & frais de décharge, dix pour cent du fret, & qu'à Marseille il y a même douze pour cent.

Cela est bien fort pour ces trois endroits; cependant il n'y auroit rien a dire si les propriétaires des navires de ces ports diminuoient le prix du fret à proportion. Mais quand on voit qu'ils prennent autant de fret que les navires des autres ports où il n'y a pas les mêmes prétendues indemnités à payer, quoique les dépenses soient les mêmes ou à peu près, on ne peut s'empêcher de regarder cet usage comme très-onéreux au commerce, & par conséquent comme injuste & abusis.

Qu'il y foit toléré néanmoins, à la bonne heure, puisque les marchands chargeurs sont censés s'y être soumis en acceptant les connoissemens; mais savoir, si, sous prétexte que des marchands ont chargé dans un navire de Bordeaux, avec soumission de payer les avaries aux us & coutumes de la mer, ils sont obligés de payer les cinq pour cent du prix du fret, que le navire fasse sa décharge à Bordeaux ou dans un autre port, ou s'ils sont quittes en payant les avaries suivant l'usage du port où se fait la décharge?

Cette question s'est présentée tout récemment en ce Siege au sujet du navire

le Fortuné, de Bordeaux, armateurs les sieurs Risteau. Le navire chargé à Saint-Domingue, étoit véritablement destiné pour Bordeaux; mais comme en temps de guerre on aborde où l'on peut, tous les connoissemens portoient pour

Bordeaux ou autre port où se feroit la droite décharge.

A l'arrivée du navire dans le port de la Rochelle, les armateurs, sans consulter les marchands chargeurs ou leurs correspondans, y firent décharger les marchandises; par conséquent sans convention formelle pour les cinq pour cent du fret, ne doutant pas, disoient-ils, que le paiement leur en sût sait sans dissiculté, à l'exemple de ce qui s'étoit déjà pratiqué pour quatre autres navires Bordelois déchargés de même ailleurs qu'à Bordeaux.

Après la décharge entiere, ils demanderent aux marchands chargeurs, au nombre de plus de quarante, le paiement du fret stipulé, & ils y joignirent les cinq pour cent. Ceux-ci offrirent sur le champ le fret; mais ils resuserent les cinq pour cent, & soutinrent que la décharge s'étant faite dans ce port, ils ne devoient les avaries que conformément à l'usage de ce même port; c'est-à-dire,

qu'à raison de quatre sols du cent pesant, &c.

La question se réduisoit donc au point de savoir si les avaries étoient dues suivant l'usage établi dans le port de la décharge, ou en conformité de celui de Bordeaux, à cause que le navire était Bordelois, & qu'il devoit retourner

à Bordeaux.

Si, dans les cinq pour cent du fret, les frais de décharge des marchandises étoient compris à Bordeaux, comme à la Rochelle ils le sont avec les avaries, Il n'y auroit peut-être pas en de difficulté à décider suivant l'usage de notre port, puisque les armateurs auroient par-là été suffisamment indemnisés, n'ayant pas en à payer les mêmes frais que s'ils avoient déchargé à Bordeaux. Mais à Bordeaux, les frais de décharge étant portés en compte aux marchands chargeurs, outre les cinq pour cent du fret, c'est delà que partoit la difficulté, attendu qu'on pouvoit considérer ces cinq pour cent comme un supplément ou accessoire du fret, tout-à-fait indépendant de l'indemnité due pour les frais extraordinaires de décharge.

Pour appuyer cette opposition, on disoit que se navire étant de Bordeaux, & devant naturellement y retourner faire sa décharge, il étoit évident que le capitaine en stipulant les avaries aux us & coutumes de la mer, avoit entendu qu'elles seroient payées suivant l'usage de Bordeaux, à raison de cinq pour cent du fret; non-seulement parce qu'il se proposoit d'y conduire son navire en exécution de l'art. 2 des Lettres-Patentes de 1717, mais encore parce que sans cela sa stipulation seroit devenue illusoire ou sujette à réduction, le cas arrivant qu'il abordât un autre port, qu'il y sît sa décharge, & que dans le port il n'y eût rien de réglé à part pour l'indemnité des avaries, ou que la

quotité fût au-dessous de cinq pour cent du fret.

On ajoutoit que quoique dans l'origine la quotité des cinq pour cent du fret n'eût été introduite dans l'usage que pour tenir lieu des avaries ordinaires, elle étoit devenue néanmoins dans la suite une partie accessoire du fret, qui, par conséquent n'en pouvoit plus être séparée; de maniere qu'en toute stipulation de fret pour Bordeaux, il étoit entendu que ce fret étoit composé de la somme convenue, & des cinq pour cent de cette même somme.

De la part des défendeurs, on répondoit que ce raisonnement seroit sans réplique si dans les connoissemens la destination du navire est été précisément

& uniquement pour Bordeaux, parce qu'alors le capitaine auroit été censé stipuler les avaries suivant l'usage particulier de Bordeaux; mais qu'ayant indiqué, pour le lieu de la décharge, Bordeaux ou tout autre port, & par-là ayant prévu que la décharge pourroit se faire dans un autre port que Bordeaux, il devoit être présumé n'avoir stipulé les avaries que conformément à l'usage du port où se feroit la décharge, ou en tout cas que c'étoit sa faute de ne s'être pas mieux expliqué, étant le maître de le faire; c'est-à-dire, de n'avoir pas ajouté que les avaries seroient payés aux us & coutumes de Bordeaux, en quelque

port que se sit la décharge.

Ils ajoutoient que leur resus de payer les cinq pour cent du sret, étoit d'autant mieux sondé, qu'en offrant de payer quatre sols du cent pesant, suivant l'usage du port de la Rochelle, ils offroient tout à la fois les avaries & les srais de décharge, puisque tout étoit compris dans ces quatre sols; au moyen de quoi ils exécutoient la clause des avaries autant qu'on pouvoit le saire valoir contr'eux, comme ne devant s'entendre qu'aux us & coutumes du lieu de la décharge; que l'exemple des quatre autres navires Bordelois déchargés ici & ailleurs, dont les marchandises avoient payé outre le fret de cinq pour cent, ne pouvoit tirer à conséquence contr'eux, attendu que cela s'étoit fait par convention précise avant la décharge, & que dans l'espece il n'y en avoit point eu; qu'ainsi les demandeurs n'avoient pour eux ni titre ni convention verbale pour appuyer une prétention injuste de sa nature, & qui ne pourroit se soutenir qu'autant que les marchands chargeurs se feroient soumis au paiement des cinq pour cent du fret, suivant l'usage de Bordeaux.

Ils disoient encore que si le navire sût allé faire sa décharge au Havre de Grace, les demandeurs n'auroient pas manqué d'abandonner alors l'usage de Bordeaux pour s'en tenirà celui du Havre, comme leur étant plus avantageux; d'où ils concluoient que la clause des avaries devoit naturellement être réglée par l'usage établi dans le port de la décharge. Ils alléguoient ensin que les cinq pour cent du fret ne pouvoient jamais être dus que dans le cas de la décharge du navire à Bordeaux, que c'étoit beaucoup même qu'on y tolérât un usage aussi injuste, sans une convention formelle; & pour preuve de l'injustice, ils demandoient à quel titre & pourquoi l'armateur prétendoit les cinq pour cent d'un fret exhorbitant en temps de guerre sur les mêmes marchandises qui, en

temps de paix, ne payoient qu'un fret cinq à six sois moins sort.

Les armateurs demandeurs répliquoient de leur côté que leur capitaine ne pouvoit avoir stipulé les avaries que relativement à l'usage de Bordeaux, puisque le navire étoit destiné pour ce port par préférence à tout autre, & qu'il ne connoissoit pas l'usage des autres ports; qu'il étoit bien plus naturel après tout de se conformer, pour le réglement des avaries en question, à l'usage du port d'où est le navire, & où il doit retourner, qu'à celui des ports où il peut aller fortuitement ou par nécessité faire sa décharge, suivant la permission qui en est accordée en temps de guerre, par dérogation aux Lettres-Patentes de 1717, attendu qu'en prenant ce parti, la convention demeure sixe, sans être sujette aux variations que la cupidité pourroit occasionner, en présérant pour la décharge un port ou l'armateur trouveroit mieux son compte; que si la convention par rapport aux avaries devoit dépendre de l'usage du port où se feroit la décharge, tout armateur de Bordeaux, pour conserver ces cinq pour cent, ne voudrost plus saire décharger son navire ailleurs qu'à Bordeaux, à quoi les

marchands chargeurs ne pourroient s'opposer, quelque préjudice qu'ils en souffrissent; qu'ainsi dans cette occasion les désendeurs, par leur resistance, travailloient contre le bien du commerce, en même-temps qu'ils se roidissoient contre une stipulation faite de bonne soi par le capitaine: convention par conséquent qu'il falloit exécuter de même, en quelque lieu que le navire sit sa décharge, d'autant plutôt que par événement les marchands chargeurs ne pouvoient jamais y perdre, & qu'au contraire ils devoient y gagner, au moyen de la plus prompte délivrance qui leur étoit saite de leurs marchandises.

Ensin, que les défendeurs avoient d'autant plus mauvaise grace à disputer les cinq pour cent, qu'au moyen de l'apparition des Anglois sur nos côtes, au mois d'Avril dernier, il avoit fallu faire remonter le navire dans la riviere, où il avoit resté un mois; ce qui avoit causé une augmentation considérable de dépense, dont eux, armateurs, auroient pu demander les deux tiers comme avarie commune, ou du moins les frais de décharge des marchandises, suivant le même usage de Bordeaux, outre & par-dessus les cinq pour cent; mais que par condescendance, & parce que d'ailleurs, au sujet des quatre autres navires Bordelois, il n'avoit été question que des cinq pour cent du fret, ils avoient bien voulu aussi s'en tenir là, dans la vue d'éviter un procès, à quoi néanmoins ils n'avoient pu réussir.

Tels étoient à peu près les moyens allégués de part & d'autre; sur quoi Sentence est intervenue le 19 Juillet 1758, par laquelle les marchands chargeurs, vu leurs offres de payer les avaries & frais de décharge, suivant l'usage de ce port de la Rochelle, ont été renvoyés & déchargés de la demande des

cinq pour cent du fret, avec dépens.

Il auroit peut-être été plus régulier de chercher à s'assurer, avant saire droit, des motifs de l'usage de Bordeaux, par rapport aux cinq pour cent du fret; mais on a présumé que ces cinq pour cent du fret qui sont d'usage à Bordeaux, ne sont point proprement une augmentation, un accessoire de fret, & qu'ils n'ont été établis dans le principe que pour indemniser l'armateur des avaries ordinaires outre les frais de décharge des marchandises; d'où l'on a conclu qu'ain que ces cinq pour cent sussent dus, il falloit que le navire sit sa décharge à Bordeaux, & que s'il la faisoit dans un autre port, c'étoit à l'usage de cet autre port qu'il falloit uniquement se conformer, sans que l'armateur eût rien à dire, puisque la rétribution qui lui étoit accordée dans ce port le dédommageoit pleinement de ses frais extraordinaires.

C'est-là, en esset tout ce qu'il peut prétendre, dans la supposition que les cinq pour cent du fret ne sont point à Bordeaux un accessoire, une condition essentielle & inséparable de la stipulation du fret, mais un simple dédommagement des avaries : à la vérité ils trouveroit un dédommagement bien plus ample à Bordeaux qu'à la Rochelle au moyen de cinq pour cent; mais c'est son affaire, si son capitaine n'a pas stipulé expressément dans le connoissement ces cinq pour cent, ou s'il a déchargé à la Rochelle sans convenir avec les marchands chargeurs que les cinq pour cent lui seroient payés comme s'il eût

déchargé à Bordeaux.

En un mot, il ne lui faut qu'une indemnité des menues avaries; elle est fixée à la Rochelle, lieu où la décharge s'est faire, il faut donc qu'il s'en contente. Ce parti d'ailleurs est plus uniforme & en même-temps plus juste, puifqu'il qu'il ne s'agit que d'une indemnité, laquelle augmente ou diminue, suivant que la décharge est plus ou moins coûteuse dans un port que dans un autrre.

Au fonds, à supposer toujours que les cinq pour cent ne soient pas un accessoire du fret, & qu'ils ne soient accordés à Bordeaux que pour indemniser l'armateur des menues avaries, il est même étonnant que l'usage en soit toléré en temps de guerre, où le fret est quatre sois plus considérable qu'en temps de paix. Cependant qu'on l'y autorise, à la bonne heure, sur les marchandises qui y seront déchargées, mais qu'on ne prétende pas l'étendre aux autres ports qui ont d'autres usages, encore moins au port de la Rochelle, dont l'usage est d'autant plus respectable en cette partie, qu'il est plus conforme au bien du commerce, en tant qu'il diminue les droits à payer par les marchands chargeurs, & qu'il n'accorde aux armateurs que le simple dédommagement qu'ils peuvent légitimement demander.

Il y a apparence, au reste, que la question ne se présentera plus à l'avenir, & que dorénavant les capitaines de Bordeaux auront soin de stipuler dans leurs connoissemens les cinq pour cent du fret ou les avaries aux us & coutumes de

Bordeaux, en quelque port que le navire aille faire sa décharge.

Nota. Par rapport au loyer des mattres d'alleges & autres bâtimens du port employés à charger ou décharger les navires, ou autrement transporter des marchandises, comme leurs salaires ne sont fixés par les réglemens qu'à raison de leur travail & du service de leurs bâtimens, abstraction faite des droits & des frais qu'ils ont à payer plus ou moins suivant les voyages, l'usage est de les rembourser outre la somme à eux attribuée, du coût du congé lorsqu'ils sont dans le cas d'en prendre, & des autres droits & frais, ensemble du loyer des prélats, &c. de maniere que leur salaire, tel qu'il est réglé, leur demeure franc & quitte.

ARTICLE X.

N cas d'abordage de vaisseaux, le dommage sera payé également par les navires qui l'auront sait & sousser, soit en route, en rade ou au port.

E dommage prévu par cet article, l'a été aussi par les loix Romaines, & par ceux qui ont rédigé par écrit les us & coutumes de la mer; & la décision est par-tout conforme à la disposition de cet article & du suivant, excepté que sur celui-ci, le droit Romain veut que chacun supporte son dommage.

On peut voir à ce sujet la loi quem ad modum, 29 §. 2 & 4 ff. ad legem aquiliam; l'art. 14 des Jugemens d'Oleron; l'Ordonnance de Wisbuy, art. 26, 50, 67 & 70. Voir aussi ci-après l'art. 3, tit. 8 du liv. 4 des rades; l'article 5 du titre premier des ports & havres; & l'art. 8, tit. des madragues, qui est

le quatrieme du liv 5.

L'exemple rapporté par le Commentateur, d'un maître qui, fachant que son navire est vieux & hors de service, le place sur la route des autres, en vue Tom. II:

de le saire aborder, & par-là d'être autorisé à se saire payer son navire, est emprunté desdits articles des Jugemens d'Oleron & de l'Ordonnance de Wisbuy. Au surplus, il n'est pas sort à craindre, n'étant pas question en ce cas de payer le navire à ce maître ou au propriétaire, mais seulement d'estimer le dommage qu'il a sousser par l'abordage, eu égard à la qualité du navire & à la valeur des parties endommagées, pour joindre cette estimation à celle de l'avarie sousser par l'autre navire, & le tout être supporté également par les deux navires.

De sorte que dans l'hypothese il ne s'agira point d'acheter à frais communs un navire pour remplacer le vieux qui étoit comme hors de service, mais seulement de le radouber si la chose est possible, ou d'estimer son avarie, suivant l'état & la valeur du navire au moment de l'abordage. Or, on comprend que les membres pourris d'un navire ne doivent s'estimer que comme tels, & non comme s'ils étoient bons. Neque enim, dum in casuhoc, pro media parte quisque contribucre tenetur, ullum inde commodum resultare potest, dit Kuricke, ad jus Hanseaticum, tit. 10, art. 2, sol. 803.

La décision de notre article est pour tout abordage sortuit, & qui n'a pu naturellement être évité, soit en route, en rade ou au port. Les abordages en route sont sort rares; ceux en rade le sont un pu moins; mais au port ils sont assez communs par la quantité de navires qui abordent au quai ou qui le quittent.

Toutes les fois que le dommage, causé par l'abordage, est jugé avarie commune pour les deux navires, on ordonne que les frais de l'instance & de l'estimation du dommage, seront également supportés en commun, à l'esset de quoi ils seront masse avec l'estimation de l'avarie.

Il est entendu que si l'abordage des deux navires cause en même-temps du dommage à d'autres navires, & que les maîtres de ceux-ci s'en plaignent, n'y ayant pas de saute de la part des maîtres des deux navires abordés, tout doit passer aussi en avarie commune, qui doit être supportée par tous les navires endommagés, eu égard à leur nombre. Mais si les maîtres de ces autres navires ne se plaignent pas du dommage qu'ils ont recu par contre-coup, il n'y a que les deux navires abordés qui contribuent à l'avarie, sans pouvoir obliger les autres d'entrer en contribution avec eux.

Le dommage sera payé également par les navires. Il y a sur cela deux doutes a former.

Le premier, si ce mot, également, doit s'entendre par moitié, ou seulement à raison de la valeur de chaque navire.

Et le second, si le dommage que les marchandises ont soussertes par l'abordage, doit être joint à celui que les deux navires, ou l'un deux ont reçu, & dans ce cas, si ce dommage doit être supporté par les deux navires en en tier

ou par les marchandises conjointement.

Par rapport à la premiere quession, le doute vient de ce que l'art. 67 de l'Ord onnance de Wisbuy, veut que ce soit au prorata de la valeur de chaque bâtiment, quoique dans les art. 26, 50 & 70, il décide que ce doit être par moitié. D'ailleurs il est vrai de dire au sonds, que la perte seroit supportée plus également encore par les deux navires, s'ils y contribuoient à proportion de leur valeur.

Cependant l'opinion commune, est que le dommage doit être réparé à com-

muns frais & par moitié, suivant la disposition expresse de l'art. 14 des Jugemens d'Oleron. Il est vrai que Stypmannus, ad jus maritimum, parte 4, cap. 19, n. 44, sol. 382, dit simplement aqualiter comme notre Ordonnance. Il est vrai encore que le droit Hanséatique, chap. 10, art. 1, 2, 3 & 4, se contente de dire que la perte doit être réparée aquis sortibus, juxta arbitrium virorum bonorum: mais Kuricke, sol. 801, atteste, que, conformément au droit commun, cela veut dire par moitié: & que c'est ainsi que cela se pratique. Idem, Vinnius sur Pekius, in lege 3, ss. ad leg. Rhodiam, sol. 263 & 264. C'est aussi notre usage, sondé, vraisemblablement, sur ce que cette voie est plus courte que celle d'une estimation de la valeur des deux navires: estimation non-seulement embarrassante de sa nature, mais encore sujette à inconvénient par les surprises qu'il seroit aisé de pratiquer.

Dun autre côté c'étoit le moyen le plus propre à rendre les capitaines ou m'aîtres de navires extrêmement attentifs à éviter tout abordage, sur-tout ceux des bâtimens foibles & plus susceptibles d'être incommodés par le moindre choc, en leur rendant toujours présente la crainte de supporter la moitié du dommage qu'ils en pourroient recevoir. Et si l'on dit qu'il auroit été plus simple & plus court de laisser pour le compte particulier d'un chacun le dommage qu'il auroit reçu, comme provenant d'un cas fortuit, la réponse est qu'alors les capitaines de gros navires n'auroient plus craint de heurter les bâtimens d'une beaucoup moindre force que les leurs; rien donc de plus juste

que la contribution par moitié.

La seconde question est beaucoup plus compliquée, & avec cela les auteurs en petit nombre qui en ont parlé, ne l'ont pas discutée ni examinée de près.

Le même droit Hanséatique, déjà cité, paroit supposer qu'il ne doit pas être question du dommage sousser par les marchandises, soit pour procurer aux propriétaires de ces marchandises l'indemnité de leur perte, soit pour faire contribuer au dommage ceux dont les effets n'ont pas sousser par l'abordage, en ce que l'art. 2 porte, bona verd mercatoris libera maneant; & l'art. 4, ex-

ceptis tamen bonis mercatorum.

Néanmoins Kuricke, fol. 803, dit que si par l'abordage un des navires périr avec les effets dont il étoit chargé, l'autre navire & son chargement doivent contribuer au sol la livre à réparer la perte comme avarie grosse & commune; ce que Vinnius, loc. cit. fol 264, semble approuver en ces termes: ac reliquium est ut & merces in contributionem veniant. C'est aussi ce que l'on trouve décidé dans l'Ordonnance de Wisbuy, art. 26 & 67, & dans l'art 4 des Jugcmens d'Oleron. Mais Cleirac, dans sa note 8 sur cet article, pag. 69, soutient que cela est injuste.

Et en effet, sur quel principe obliger en ce cas les chargeurs des marchandises qui n'ont pas souffert de contribuer au dommage reçu, soit par les autres, soit par les deux navires, puisqu'il s'agit ici simplement d'un cas sortuit d'une fortune de mer, & que jamais la contribution des marchands chargeurs ne peut avoir lieu que lorsque le dommage a été causé ou souffert pour le salut

commun.

Pourquoi, en un mot, ce cas-ci seroit-il dissérent de celui où les deux navires auroient échoué ou sait naufrage? Alors, par la regle sauve qui peut, ceux qui auroient eu le bonheur de sauver leurs marchandises, ne seroient-ils pas exempts

de contribuer au dommage soussert par les marchandises des autres, & par

les navires?

Il est vrai que notte article dit le dommage en général, d'où l'on pourroit insérer que le dommage des marchandises y est censé compris. Mais outre que cette idée seroit contraire aux principes de la même Ordonnance sur le fait de la contribution, c'est qu'elle ne pourroit non plus compatir avec ces termes du même article, par les navires, qui exceptent évidemment les marchandises de la contribution.

Il ne reste donc plus que de savoir si les deux navires doivent supporter entr'eux le dommage que les marchandises ont soussertes, soit dans l'un ou dans l'autre navire, soit dans les deux ensemble. Mais, dans le cas de notre article, qui suppose nécessairement que l'abordage a été sortuit, comme le prouve l'article suivant, qui en est une exception, sur quel principe encore rendre ces

deux navires responsables du dommage arrivé aux marchandises?

Dira-t-on que l'abordage doit être absolument imputé à saute de la part des deux maîtres? Mais à ce compte, ce qui pourtant est une chimere, puisqu'il y a constamment des abordages inévitables, & qu'ils doivent tous être présumés tels, s'il n'y a preuve contraire, ce seroit donc aux deux maîtres à supporter personnellement, & en leur nom, le dommage causé par l'abordage, non seulement envers les marchands chargeurs, pour raison des marchandises avariées, mais encore envers les propriétaires des deux navires. Cependant l'article ne le dit pas, mais seulement que le dommage sera payé par les deux navires; & aux termes de l'article suivant, le maître n'est responsable en son nom de l'avarie qu'autant que l'abordage sera arrivé par sa faute.

Hors delà, la perte ne tombe donc que sur les navires; c'est-à-dire, sur ceux qui en sont les propriétaires ou armateurs: Et cela étant, comment, encore un coup, leur saire supporter les avaries des marchandises, l'abordage étant

arrivé par cas fortuit, & simple accident?

Ce ne pourroit être que par la voie de la contribution; mais alors, après que les avaries entre les deux navires auroient été réglées, en y comprenant celles des marchandifes, il faudroit en faire la répartition ensuite entre le propriétaire de chaque navire & les chargeurs, à proportion de leur intérêt res-

pectif; & jamais cela n'a encore été proposé.

Concluons donc que, dans l'espece de notre article, on ne doit nullement suire attention aux avaries des marchandises, soit pour y faire contribuer les chargeurs des marchandises non avariées, soit pour les faire supporter par les navires aberdés, ou par les maîtres, puisque ce n'est là qu'un cas fortuit & un accident maritime, qui, par conséquent, ne peut former qu'une avarie simple & particuliere, uniquement à la charge de la chose qui l'a soufferte; & s'il en est autrement du dommage réciproquement reçu par les deux navires, c'est que cela a été ainsi décidé par des raitons de police qui ne peuvent s'appliquer aux avaries des marchandises.

Il ne pourroit y avoir d'exception à cela, que pour le cas, ou afin d'éviter la perte des deux navires, le maître de l'un, à la clameur ou requisition de l'équipage de l'autre, auroit coupé ses cables pour se laisser au gré du vent, ou sait quelqu'autre manœuvre, d'où s'en seroit ensuivi l'échonement de ce navire, avec bris & n'ausrage. Ce seroit alors qu'il y auroit lieu véritablement

à la contribution de la perte, tant de la part des navires que des marchandises de leur chargement, puisque le dommage arrivé au navire & à son chargement, auroit eu pour cause une détermination prise pour le salut commun.

Casa Regis, disc. 20, n. 12, & seq.

J'ai vu depuis peu une interprétation de cet article, suivant laquelle, quoique l'on convienne que le dommage soussert par les marchandises soit une avarie particuliere, non sujette à contribution par conséquent, on y insinue néanmoins qu'il faut en faire état pour joindre le dommage à celui que les deux navires ont soussert, à l'effet d'en faire supporter une moitié au total par l'un des navires, quoique son chargement n'ait du tout point été endommagé, & l'autre moitié pour l'autre n'avire, à supporter en communentre le propriétaire de ce navire & celui des marchandises avariées.

Mais, demande-t-on ensuite, comment se doit faire la répartition de cette moitié, de la perte générale entre les propriétaires des navires & celle des marchandises? Et la réponse est, que » l'abordage étant une avarie simple qui » ne peut donner lieu à la contribution relative à la valeur, tant du navire que » des marchandises avariées, chacun doit supporter son propre dommage, ou » du moins ce qui restera à payer, si une partie a déjà été mise sur le compte » de l'autre vaisseau qui n'a pas tant soussert, & qui cependant doit payer la

» moitié de la perte totale. »

Cela s'explique par l'exemple que voici :

Le vaisseau A a été endommagé pour la valeur de 40 liv. & ses marchandises n'ont point reçu d'avaries. L'autre navire nommé B a sousser un dommage pour 20 liv. & ses marchandises pour 60 liv. le total de l'avarie est de 120 liv. dont 60 liv. seront payées par le vaisseau A pour sa moitié, & les autres 60 liv. seront supportées par le navire B, conjointement avec ses marchandises avariées. Et comme leur dommage respectif va à 80 liv. & qu'ils n'en doivent supporter conjointement que 60 liv. c'est un quart à déduire pour chacun, en sorte que le vaisseau B qui avoit sousser pour 20 liv de dommage n'en supportera que 15 liv. & que le propriétaire des marchandises avariées n'en supportera que 45 liv. au moyen de la somme de 20 liv. qu'ils ont reçue du maître ou propriétaire du navire A, & qu'ils ont partagée entr'eux par quart & trois quarts.

Au surplus, dans le système de l'Auteur, quoique le navire A supporte dans l'hypothese une portion des avaries soussertes par les marchandises du navire B, s'il sût arrivé que ces marchandises eussent beaucoup moins soussertes que le navire A, elles ne contribueroient pas pour cela à son dommage; leur propriétaire en seroit quitte pour supporter son propre dommage, parce qu'elles n'ont rien de commun avec ce navire, & ce seroit à l'autre navire à l'indemniser seul de

ce qui excéderoit la moitié de la perte totale.

Dans le cas où il y aura des Marchandises avariées dans les deux navires,

l'Auteur déclare qu'il faudra suivre les mêmes regles.

Certainement il n'y a qu'un homme d'esprit, & d'un esprit accoutumé aux combinaisons & aux précisions métaphysiques, qui ait pu imaginer une interprétation aussi subtile de notre article: mais je demande sur quoi tout cela porte?

S'il est vrai, comme l'Auteur l'avoue, que ce soit ici une avarie simple qui exclud toute idée de contribution, pour quoi le navire A supporte-t-il une

portion du dommage souffert par les marchandises, tandis même que ces marchandises ne peuvent jamais contribuer au paiement des avaries souffertes par ce navire?

Pourquoi aussi, ce qui est encore plus singulier, le navire A supporte-t-il, dans l'exemple proposé, une portion des avaries reçues par ses marchandises, tandis que le navire B, au lieu d'en supporter le surplus, ni même aucune portion, gagne au contraire 5 liv. en ce que son dommage particulier sixé à 20 liv. est réduit à 15 liv. au moyen des 5 liv. qu'il a reçues du navire A? Cela ne se conçoit point, & il, n'y a rien là au reste qui ne résiste à ce principe vrai, qu'un abordage sortuit ne peut faire que des avaries simples, qui par conséquent sont pour le compte particulier de chacun de ceux qui les ont reçues; de sorte qu'il en seroit de même absolument de la part des propriétaires des deux navires, consormément au droit Romain, si notre article n'eur pas décidé le contraire en ordonnant que le dommage des deux navires seroit supporté par eux également.

Delà il s'ensuit donc qu'il n'y a d'avaries communes qu'entre les deux navires, & que celles des marchandises ne doivent nullement être comptées, puisque ce ne pourroit être que pour les saire supporter tout de même aux deux navires par moitié, à prendre notre article à la lettre qui ne parle que des

navires: mais fur quel fondement ne s'agissant que d'un cas fortuit?

Ne seroit-il pas absurde, en esset, de prétendre qu'un n'avire qui, n'ayant que son lest ou un mince chargement, aborderoit un vaisseau richement chargé, dont la cargaison se trouveroit extrêmement avariée par cet abordage, dût supporter non seulement la moitié de ses avaries personnelles & de celles de l'autre navire, (comme il est de regle,) mais encore la moitié du dommage arrivé à cette cargaison; & que l'autre navire, outre la moitié des avaries des deux vaisseaux, sût tenu de payer l'autre moitié du dommage des marchandises, sans que les propriétaires des deux navires pussent s'en désendre autrement qu'en abandonnant leurs navires & le fret? C'est pourtant ce qu'il faudroit admettre s'il étoit vrai que les avaries des marchandises dussent entrer en ligne de compte.

On ne pourroit, entout cas, se retirer delà qu'en saisant contribuer la cargaifon conjointement avec les deux navires au paiement de la totalité du dommage; & alors il saudroit que ce sût ou par tierces parties, ou proportionnellement au sol la livre: mais aussi alors quel seroit le principe de cette opération? Que deviendroit au surplus le système de notre Auteur? Il est donc

infoutenable à tous égards.

Concluons donc, encore une fois, que le dommage dont parle notre article, ne peut s'entendre que du dommage arrivé aux deux navires, abstractionfaite des marchandises; c'est-à-dire, sans examiner si les marchandises de part & d'autre ont reçu des avaries ou non, puisque ces avaries ne peuvent être: absolument que simples & particulieres, uniquement à la charge des propriétaires de ces marchandises.



ARTICLE XI.

S I toutesois l'abordage avoit été sait par la saute de l'un des maîres, le dommage sera réparé par celui qui l'aura causé.

L'Exception portée par cet article, est toute naturelle, & à plus forte raifon, s'il paroissoit qu'il y eût de la malice de la part d'un des maîtres. Alors le maître coupable, répondroit non-seulement du dommage arrivé aux deux navires, mais encore aux essets de leur chargement; & comme le propriétaire est tenu des frais du maître, il ne pourroit se désendre de la réparation de ce dommage qu'en abandonnant son navire & le fret, suivant l'art. 2, tit. 8 du liv. 2 ci-dessus, sauf son recours contre le maître.

Rien n'est plus commun que de voir celui qui se plaint de l'abordage, en rejetter la faute sur sa partie adverse, & celle-ci lui rétorquer l'argument; mais par la difficulté de reconnoître de quel côté est la faute, & de juger même si la faute est de nature à mériter que celui à qui elle est imputée supporte le dommage en entier, il arrive presque toujours que le dommage reçu de part & d'autre est jugé avarie commune: c'est aussi ce qu'approuve Grotius, au rapport de Loccenius, de jure maritimo, lib. 3, cap. 9, n. 11, fol. 312.

Il y auroit vraiment faute de la part du maître si, étant à l'ancre dans le port ou havre, (secus en rade) il avoit manqué d'y mettre un orin, une bouée ou gaviteau, & alors il seroit tenu du dommage causé par l'ancre; art. 15 des Jugemens d'Oleron; art. 28 & 51 de l'Ordonnance de Wisbuy; & art. 5, tit.

premier des ports & havres, infrà.

Il y auroit aussi saute de la part du maître, si son navire étoit mal amarré : Consulat, chap. 198 & 200; Targa, pag. 341; jus Hanseaticum, tit. 10, art. 4.

Il y auroit encore faute de la part du maître qui resuseroit de lever son ancre, étant averti par un autre qu'elle peut lui causer du dommage, suivant la disposition du même atticle 15 des Jugemens d'Oleron, & de l'article 27 de l'Ordonnance de Wisbuy. On en peut dire autant du cas, ou le maître requis de larguer son amarre l'aura resusé. Il saut supposer néanmoins que le maître puisse faire l'un & l'autre sans exposer son navire, autrement il n'y aura rien à lui imputer, & ce sera encore une avarie commune.

De même, si un navire sans qu'il y ait de la faute du maître ou du pilote, se trouve embarrassé dans les cables d'un autre, ou dans les silets de pêcheurs, & qu'il n'y ait pas moyen de le débarrasser autrement qu'en coupant les cables ou les silets. Pussendorf, du droit de la nature & des gens, liv. 2, chap. 6, §. 8.

Quelquefois celui qui a intérêt que son voisin largue son amarre, afin de pouvoir arriver au quai & s'y amarrer, la coupe sur son resus. Cela n'est pas permis, que le resus soit injuste ou sondé, parce que c'est là une voie de fait qui ne peut être tolérée que dans un cas de nécessité absolue. il saut en pareille circonstance, & toutes les sois qu'il s'agit de se placer au quai, s'adresser au capitaine de port ou maître de quai, à qui cette police appartient, sous la direction des Officiers de l'Amirauté. C'est à lui à assigner la place à chacun, à

ordonner sur cela la manœuvre qui convient; & en cas de resus, il a droit de couper ou saire couper les amarres, & généralement de saire tout ce qui est nécessaire pour maintenir le bon ordre dans le port. V. insrà les art. 2 & 7, 1it 2, liv. 4; & pour le temps de former l'action en cas d'abordage, suprà,

liv. premier, tit. 12, art. 8.

Par l'Ordonnance des rivieres de l'année 1415, art. 19 & 20, celui qui descend de la riviere, répare le dommage à celui qui monte, s'il ne lui a crié lay gestr lay; c'est-à-dire, va à terre, à quartier, auquel cas le bateau montant est tenu de se ranger & donner passage; & s'il ne le fait & reçoit dommage, ou s'il en cause, ce sera pour son compte. V. la note 5 de l'article 15

des Jugemens d'Oleron.

Cet article 15 des Jugemens d'Oleron, est d'une tournure qui engage à le transcrire ici: » Item, deux ness, ou plusieurs, sont en un havre & y a peu » d'eau, & si asseche l'ancre de l'une desdits ness; lors le maître de l'autre » nes, doit dire à l'autre: maître, levez votre ancre, car elle est trop près de nous » & nous pourroit saire dommage; & si ledit maître ne veut point la lever, ni » ses compagnons, alors l'autre maître & ses compagnons qui pourroient pâtir » au dommage, peuvent lever ledit ancre & l'éloigner d'eux; & si les autres » désendent au lever l'ancre, & l'ancre sait dommage, ils sont tenus l'amender » tout au long, &c. »

Il est à observer que toutes les dispositions de notre Ordonnance, sur le sait de l'abordage des navires, regardent aussi-bien les vaisseaux du Roi, que ceux des particuliers; c'est-à-dire, qu'en cas d'abordage d'un vaisseau du Roi avec un navire marchand, l'Amirauté est sondée à en connostre, & qu'à cet égard tout doit être réglé, comme s'il s'agissoit de l'abordage de deux vaisseaux

appartenans à des particuliers.

Pour la contribution aux avaries causées par l'abordage, il n'a jamais été révoqué en doute qué le Roi ne dût y être soumis comme ses sujets, puisque la raison & la loi est essentiellement la même, & qu'il est de la justice du Roi, que la Loi l'oblige dans les mêmes cas d'équité naturelle, où elle oblige ses sujets.

Cela est même d'autant plus juste, qu'il n'y a pas d'apparence que le capitaine d'un navire marchand ne sasse pas tout ce qui dépendra de lui pour éviter l'abordage d'un vaisseau du Roi, puisque tout l'y invite; l'intérêt de son armateur, le sort de son voyage, & plus encore la craiute d'être puni sévérement, s'il étoit reconnu que l'abordage procédât de sa saute. La présomption étant donc de droit que l'abordage a été sortuit ou plutôt inévitable de sa part, la conséquence est nécessaire que le Roi contribue au dommage qui en est résulté.

Quant au droit qu'a l'Amirauté d'en connoître, c'est une suite naturelle de l'attribution qui lui a été faite de toute ancienneté, des causes maritimes & de tout ce qui en dépend, desquelles causes, celles en contribution d'avaries pour abordage sont nécessairement partie comme il résulte tant de cet article & du président par l'avant de l'en premier si dessuite.

précédent que l'art. 3, tit. 2 du liv. premier ci-dessus.

C'est donc devant les Juges de l'Amirauté que doivent se pourvoir les propriétaires des navires qui ont soussert des avaries pour l'abordage des vaisseaux du Roi; & c'est aussi de cette maniere qu'il en a toujours éte usé en pareille occasion. A la vérité, les Juges de l'Amirauté ne se sont jamais crus autorisés à prononcer

prononcer aucune condamnation contre le Roi; le respect les en a perpétuellement empêchés. Mais comme Juges de la matiere, ils ont fait l'instruction & les opérations convenables pour constater & faire estimer les avaries souffertes de part & d'autre, après quoi ils ont fixé la somme qui revenoit à celui qui

avoit souffert le plus de dommage.

Pour la régularite, ces procédures ont été faites avec un Officier du Roi; nommé par M. l'Intendant de la Marine, ou son représentant; & lorsque le particulier s'est trouvé avoir souffert plus d'avaries que le Roi, ce qui est comme inévitable, à cause que les navires marchands sont d'un échantillon trop foible pour soutenir le choc des vaisseaux du Roi, compensation faite des avaries souffertes par le vaisseau du Roi, on a fixé l'excédant qui devoit être remboursé, ou pour moitié au particulier, ou par contribution au sol la livrei, dans le cas que le dommage avoit été causé ou procuré pour le falut commun, pour raison duquel remboursement, il lui a été sauvé à se retirer pardevers Sa Majesté, pour la supplier de donner les ordres nécessaires à ce

fujet.

Encore une fois, voilà ce qui s'est toujours pratiqué, sans aucune contradiction, jusqu'à la difficulté élevée à l'occasion de l'abordage arrivé au mois d'Avril 1753, entre la flûte du Roi, la Chevre, & le navire la Couronne, appartenant aux sieurs Théodore de Lacroix, & Trézahard Bonfils. Les Officiers de l'Amirauté de la Rochelle, firent la procédure usitée en pareil cas; les sieurs de Lacroix & Bonfils ayant pour contradicteurs, outre le Procureur du Roi, M. d'Abadie, Commissaire de la Marine à la Rochelle, nommé à cette fin par M. de Givry, Commissaire-Ordonnateur au port de Rochesort, qui saisoit alors les fonctions d'Intendant. Par l'événement, les avaries souffertes par les fieurs de Lacroix & Bonfils, se trouverent monter fort haut, parce que, pour sauver le vaisseau du Roi, le capitaine de leur navire avoit été obligé de couper ses cables, d'où s'étoit suivi l'échouement du navire avec bris & naufrage. Cela fit croire que les Officiers de l'Amirauté n'y avoient pas regardé d'assez près dans la fixation qu'ils avoient faite des avaries, & en conséquence il intervint un Arrêt du Conseil le 27 Juillet 1754, qui en déclarant nulle la procédure faite à l'Amirauté, sous prétexte d'incompétence, renvoya les sieurs de Lacroix & Bonfils devant le Commissaire du Conseil, pour leur êtte fait droit fur leurs demandes & prétentions.

Il y eut ensuite quelques mouvemens pour faire révoguer cet Arrêt; mais des considérations particulieres firent abandonner les poursuites, & l'on ignore

quelle forte de Justice a été rendue aux sieurs Lacroix & Bonsils.

Il pourra arriver, si quelque nouvelle affaire de cette nature se présente, que l'on se prévaudra de cet Arrêt, pour en ôter la connoissance à l'Amirauté. Cependant sa compétence n'en est pas moins certaine, & il est d'autant plus intéressant pour les particuliers de la lui conserver, que sans cela ils ne pourroient jamais espérer d'obtenir une Justice pleine & entiere, telle que le Roi entend qui leur soit rendue.

Au sujet de cette affaire, il sut dressé dans le temps un mémoire qui pourroit avoir son utilité dans la suite : en voici les précis pour ce qui regarde la

compétence seulement.

L'incompétence ne peut venir, dans la regle générale, que de la nature de

l'affaire, ou de la qualité des parties.

Dans l'espece, il s'agit d'avarie causée par l'abordage des deux vaisseaux, dont l'un a fait nausrage. Or, que cet abordage ait été forcé ou volontaire, inévitable ou arrivé par impéritie, l'action qui en résulte est nécessairement de la compétence de l'Amirauté.

Donnoîtront les Juges de l'Amirauté, » dit l'art. 3, tit. 2, liv. premier de l'Ordonnance de la Marine du mois d'Août 1681, » des bris, naufrages & échouemens, du jet & de la contribution, des avaries & dommages arrivés » aux vaisseaux & marchandises de leur chargement; » l'art. 10 » ajoute, de

» tous crimes & délits commis sur mer.

S'il faut quelque chose de plus précis pour les avaries résultantes d'abordage, iln'y a qu'à jetter les yeux sur les art. 10 & 11, tit. 7 du liv. 3, qui regle la maniere de supporter le dommage en pareil cas; & sur l'art. 5, tit. premier du liv. 4, qui, pour prévenir les abordages, oblige les capitaines, dont les navires sont à l'ancre, d'attacher à leurs ancres » des orins; bouées ou gaviteaux.»

Cette attribution, au reste, à la Jurisdiction de l'Amirauté, est de toute ancienneté, s'agissant ici d'un fait ou accident maritime, dont, par les plus anciennes Ordonnances, les Juges de l'Amirauté ont eu droit de connoître; & en particulier, la contribution aux avaries avoit été formellement déclarée de leur compétence, par l'Edit du 12 Février 1756, par les Lettres-patentes du 12 Août 1582, & par l'art. 22 de l'Ordonnance du mois de Mars 1584.

L'affaire dont est question, étant donc de sa nature de la compétence de l'Amirauté, il ne reste plus que de savoir s'il y a une exception à saire à raison

de la qualité des parties.

Le doute ne peut être formé par rapport aux fieurs de Lacroix & Bonfils, non-seulement parce qu'ils sont négocians & armateurs du navire, pour raison duquel ils sont demandeurs en paiement ou contributions d'avaries, mais encore parce qu'aux termes de l'art. premier du tit. 2, déjà cité, il suffit qu'une affaire soit de sa nature de la compétence des Juges de l'Amirauté, pour qu'ils aient droit d'en connoître, entre quelques personnes que ce soit, même pri-

vilégiées, tant en demandant qu'en défendant.

La difficulté ne peut donc venir que de cette circonstance; que la demande en contribution d'avaries, regarde & intéresse le Roi: mais Sa Majesté n'entend-elle plus rendre justice à ses sujets? Et si ce soupçon ne pourroit être sormé sans crime, les sieurs de Lacroix & Bonsils pouvoient-ils se pourvoir ailleurs que pardevant les Officiers de l'Amirauté, leurs Juges naturels, & les seuls établis pour connoître de ces sortes de matieres, sans distinguer si le Roi y a intérêt ou non, n'y ayant point de Tribunal érigé séparément pour juger les causes qui pourront concerner Sa Majesté en pareille occurence?

Il falloit, dit-on, se pourvoir pardevant l'Intendant de la Marine à Rochesort. Mais quel est son titre pour connoître de pareilles affaires? Il n'a pas de Juris-diction contentieuse, civile; il n'est pas même Intendant de Justice; & ici il s'agit de procédures à faire en regle, de nommer des experts, de prendre leur serment, & de recevoir l'affirmation de leur rapport, toutes opérations dépendantes de l'ordre judiciaire, & étrangeres aux Intendans de Marine.

Opposeroit-on qu'il y a une sorte d'indécence, à ce qu'une cause qui intéresse le Roi, soit traitée dans une Jurisdiction sujette à appel? La réponse est:

1°. Que devant le Roi tous ses sujets étant égaux, il en est de même de ses Officiers de Justice; ceux d'un dégré plus éminent n'ayant droit de connoître des affaires qui le regardent, qu'autant qu'il leur en a donné le pouvoir. Il n'y a donc pas d'indécence de la part des Juges Royaux, inférieurs à connoître de ces sortes d'affaires, si le Roi leur en a conféré le pouvoir. Or il l'a donné en cas pareil à celui dont il s'agit, aux Officiers de l'Amirauté, puisque n'ayant pas établi d'autre Tribunal pour en connoître; il y a nécessité de se pourvoir devant eux, comme seuls Juges de la matiere en premiere instance.

2°. Le Roi n'a pas trouvé indécent que les prises saites par ses vaisseaux sussentient soumises aux déclarations à faire par ses capitaines ou leurs représentants dans la Jurisdiction de l'Amirauté, & à l'instruction de la procédure à faire aussi à cet égard par les Officiers de cette Jurisdiction: pourquoi en seroit-il autrement en sait d'avarie par l'abordage sous prétexte que le Roi y a intérêt?

3°. En cas d'échouement ou naufrage de navires ennemis sur les côtes du Royaume, quoique la confiscation de ces navires & de leur chargement soit déclarée appartenir au Roi seul, l'instruction à faire à ce sujet, n'en appartient pas moins aux officiers de l'Amirauté. Il ne sussit donc pas que le Roi ait in-

térêt à une affaire pour que l'Amirauté n'en puisse pas connoitre.

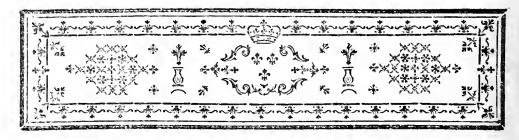
Une circonstance intéressante, qui n'étoit pas oubliée dans ce mémoire, c'est que les Officiers de l'Amirauté, quoiqu'ils ne doutassent pas de leur compétence, avoient disséré de recevoir la requête des sieurs de Lacroix & Bonsils, jusqu'à ce qu'ils sussent si M. de Givry, faisant les fonctions d'Intendant de la Marine à Rochesort, le trouvoit bon. Par respect pour Sa Majesté, ils avoient cru devoir user de cette précaution; de sorte qu'ils ne prirent connoissance de l'affaire qu'après que M. de Givry eut répondu » que le Roi en pareil cas étoit, » vis-à-vis de ses sujets, un particulier aussi soumis aux décisions de l'Ordonnance de 1681, que le dernier des négocians; que cela devoit sussire pour » lever les doutes des Officiers de l'Amirauté, & les déterminer à aller en avant; » qu'il falloit nécessairement le Jugement de l'Amirauté pour la décharge à la » Chambre des Comptes: » c'étoit parler en Officier instruit des regles.

Le reste du mémoire étoit employé à justifier les opérations & la décision des Officiers de l'Amirauté au fonds; ils n'avoient pas au reste passé les bornes de l'instruction; & ensinils avoient pour eux l'exemple assezrécent de l'échoue-

ment du navire le Barentin, que le Roi avoit pris à son service.

La conclusion du mémoire étoit que l'Arrêt du Conseil devoit être retiré, non-seulement parce que les Officiers de l'Amirauté n'avoient fait que ce qu'ils avoient été autorisés à faire, mais encore parce qu'en l'aissant subsister l'Arrêt, il en résulteroit des conséquences extrêmement dangereuses.





TITRE VIII.

DU JET ET DE LA CONTRIBUTION.

ANS le précédent titre, les avaries ont été caractérisées, en distinguant les simples & particulières, de celles qui sont grosses ou communes. Dans celui-ci, il est question de la manière dont se doit faire la contribution aux avaries communes.

Suivant l'inutilité du présent titre, tout jet seroit sujet à contribution; cependant, les articles 12, 13 & 18, prouvent qu'il peut y avoir jet sans contribution, comme il peut y avoir contribution sans jet.

ARTICLE PREMIER.

I par tempête, ou par chasse d'ennemis ou de pirates, le maître se croit obligé de jetter en mer partie de son chargement, de couper ou sorcer ses mâts, ou d'abandonner ses ancres, il en prendra l'avis des marchands & des principaux de l'équipage.

Et article est incomparablement plus régulier que les articles 8 & 9 des Jugemens d'Oleron, & les art. 20, 21 & 38 de l'Ordonnance de Wisbuy, qui se contentent que le tiers de l'équipage donne son consentement au jet que veut faire le maître, & à ce qu'il coupe ses mâts, &c.

Le bon sens veut, en effet, qu'en pareil cas ce soit l'avis du plus grand nombre qui décide & sasse loi; cependant il ne saut compter que ceux qui sont en état de délibérer en pareilles circonstances, & c'est pour cela que notre article dit principaux de l'équipage, ce qui exclut les mousses & les novices, mais non les anciens matelots, quoiqu'ils ne soient pas officiers-mariniers.

Il est juste aussi de prendre l'avis des marchands chargeurs ou passagers; comme ayant autant d'intérêt à la chose que les gens de l'équipage. Idem, Quintin Weytsen, Traité des avaries, page 32; & cela est d'autant plus juste, si, comme il arrive souvent, ces marchands ou passagers sont au fait de la navigation, ou y ont acquis quelque expérience.

Le cas de la chasse des ennemis ou des pirates, est joint ici à celui de la

LIV. III. TIT. VIII. du Jet & de la Contribution, ART. I. 189 tempête ou des vents forcés, parce que le danger d'être pris, fait naturellement autant d'impression sur les esprits que celui du naufrage. Idem, att. 21,

chap. 5 du Guidon.

De maniere ou d'autre, c'est donc une avarie grosse & commune aux termes de cet article; de même, si, pour éviter la prise, le maître force de voiles, & que les mâts se rompent: Sentence consorme de Marseille du 10 Mars 1751. V. suprà, art. 6 du tit. précédent.

ARTICLE II.

S'IL y a diversité d'avis, celui du maître & de l'équipage sera suivi.

O N-seulement l'avis du maître & de l'équipage doit être préséré à celui des marchands chargeurs ou passagers, (Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 7, n. 3. fol. 204) même quand ceux-ci seroient en plus grand nombre; mais encore en cas de partage entre les marchands ou passagers & les gens de l'équipage, le sentiment du maître doit l'emporter par droit de prépondérance, tant à raison de son titre de ches de navire, qu'à cause que par ce titre même il est censé avoir plus d'expérience, ou connoître mieux son navire qu'aucun autre.

ARTICLE III.

Es ustensiles du vaisseau, & autres choses les moins nécessaires, les plus pesantes & de moindre prix, seront jettées les premieres, ensuite les marchandises du premier pont; le tout néanmoins auchoix du capitaine, & par l'avis de l'équipage.

A disposition de cet article est tirée en partie de l'article 34, chap. 7 du Guidon, de même que les notes du Commentateur. Idem, Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 7, n. 4, fol. 205. Vinnius in Peckium, leg. 2, ff. ad leg. Rhodiam, not. A, fol. 195; & Casa Regis, disc. 45, n. 29.

Les marchandises du premier pont. Le Guidon dit, marchandises d'entre deux eillacs, ce qui revient au même; & c'est ainsi qu'il saut entendre ces mots de l'art. 38 des loix Rhodiennes mercator primus jacito, atque ita nauta rem ad-

grediuntor.

Au choix du capitaine, & par l'avis de l'équipage. Non pas pour régler le jet despotiquement, mais avec prudence, en se conformant à l'esprit du présent article, autant que le danger où l'on se trouve peut le permettre. Autrement, & si le capitaine en usoit avec malice ou affectation, il seroit repréhensible, tenu des dommages & intérêts. Vinnius, ibid. Kuricke, sur l'art. 4, tit. 8 du droit Hanséatique, fol. 777, & quest. 32, fol. 896. Van-Leewen, sur le Traité des avaries de Quintin Weytsen, n. 20.

ARTICLE IV.

Ecrivain ou celui qui en fera la fonction, écrira sur son registre, le plutôt qu'il lui sera possible, la délibération, la fera signer à ceux qui auront opiné, sinon sera mention de la raison pour laquelle ils n'auront pas signé; & tiendra mémoire autant que faire se pourra des choses jettées & endommagées.

Dans nos navires marchands, il n'y a point d'écrivain, ni personne qui en tienne lieu; à moins, comme il a été observé sur l'art. premier, titre 3, liv. 2, qu'on entende sous ce nom le second capitaine ou lieutenant, qui tient ce qu'on appelle le livre de bord, où il fait mention de l'entrée & de la sortie des marchandises.

En cas de jet, on tient une note des choses jettées; & aussi-tôt que le péril est passé, le capitaine dresse un procès-verbal avec son équipage, contenant la résolution prise pour le jet, & l'énumération des choses jettées, lequel procès-verbal il signe & sait signer aux principaux de l'équipage, ce qui toutefois ne dispense nullement de la déclaration à faire au Gresse de l'Amirauté, aux termes de l'article suivant.

On doit faire mention tout de même, autant qu'il se peut, des choses endommagées par le jet, ou à l'occasion du jet (ce qui s'entend du navire aussibien que des marchandises, comme il a été observé sur l'art. 6 du tit. précédent,) parce que ce dommage sait essentiellement partie de la perte qui est à supporter en commun; sauf à saire contribuer à la perte générale, ces mêmes choses endommagées, jusqu'à concurrence de leur valeur.

ARTICLE V.

U premier port où le navire abordera, le maître déclarera pardevant le Juge de l'Amirauté, s'il y en a, sinon devant le Juge ordinaire, la cause pour laquelle il aura fait le jet, coupé ou forcé ses mâts, ou abandonné ses ancres; & si c'est en pays étranger qu'il aborde, il sera sa déclaration devant le Consul de la Nation Françoise.

A déclaration ordonnée par cet article, est de nécessité quoiqu'il eût été dressé à bord un procès-verbal concernant le jet : cette déclaration, au reste, doit être attessée, non par deux hommes de l'équipage seulement, comme il se pratique pour les rapports ordinaires au retour du voyage, ou en cas de relâche, mais par la plus grande partie de l'équipage; sans quoi elle ne seroit par soi, attendu l'importance de l'objet.

Au premier port, & cela pour éviter les fraudes que pourroient faire le

LIV. III. TIT. VIII. du Jet & de la Contribution, ART. V. 191 capitaine & l'équipage en mettant à terre secrettement des effets à eux apparnans, ou à des personnes qu'ils voudroient favoriser, pour avoir occasion de dire ensuite que ces effets auroient fait partie du jet. C'est pourquoi encore cette déclaration doit être faite aussi-tôt l'arrivée au premier port, & au plus tard dans les vingt-quatre heures, temps prescrit en général pour tous les rapports; ce qui, à plus sorte raison, doit rigoureusement avoir lieu en pareille occurence.

Le Juge ordinaire. Je pense, avec le Commentateur, que cela s'entend du Juge subalterne, comme du Juge Royal; mais je ne crois point avec lui qu'il y ait obligation de réitérer la déclaration devant le Juge de l'Amirauté, parce que l'Ordonnance ne le dit point. Ce qu'il y a seulement, c'est que le maître faisant son grand rapport devant le Juge de l'Amirauté du lieu où se fait la dé charge & le désarmement de son navire, doit y faire mention de la déclaration par lui faite touchant le jet, & en représenter une expédition, pour demeurer en dépôt au Gresse de l'Amirauté, avec le procès-verbal qu'il aura fait à bord, ou du moins pour que ces pieces soient visées dans le rapport, & paraphées par le Juge ne varietur.

Le Consul de la Nation Françoise. Idem, art. 27, tit. 9, liv. premier suprà La déclaration se fait au Grefse de la Chancellerie en présence de deux témoins, ibid. art. 25; & le Consulat venant à vaquer, c'est devant le plus ancien des députés de la nation en exercice, comme étant autorisé à faire les sonctions

de Consul, art. 2 du même titre.

ARTICLE VI.

L'ÉTAT des pertes & dommages sera sait à la diligence du maître dans le lieu de la décharge du bâtiment; & les marchandises jettées & sauvées, seront estimées suivant le prix courant dans le même lieu.

ON seulement, aux termes de la loi 2, ff. de lege Rhodiâ, c'est au maître à faire saire l'état des pertes & dommages causés par le jet, mais encore ceux qui ont intérêt que la contribution soit payée exactement, peuvent enjoindre au maître de retenir les essets dans le navire, jusqu'à ce que ceux à qui ils appartiennent, aient satisfait à la contribution. Et c'est sans doute dans la supposition qu'on ait manqué de lui saire cette injonction, que le §. se quis 6, déclare que si quelqu'un des contribuables est insolvable, le maître ne répondra point de cet événement: nec enim, est-il dit, sortunas cujusque nauta excutere debet.

Quoiqu'il en foit, par l'art. 21 ci-après, nous voyons bien que le maître, en cas de refus de quelques-uns des contribuables, est autorisé à retenir leurs marchandises, même à les faire vendre par autorité de Justice, jusqu'à concurrence de leur part dans la contribution; mais cette obligation ne lui est imposée nulle part. Ainsi, à moins d'une saisse entre ses mains de la part de ceux qui ont le principal intérêt au recouvrement de la contribution, si ceux à qui

il aura laissé enlever leurs marchandises, deviennent insolvables, il n'en sera nullement responsable. Voyez Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 8,

n. 12, fol. 223.

A la diligence du maître. Ce n'est donc point à lui à dresser l'état des pertes & dommages, & à régler la contribution d'un chacun. Il est seulement obligé de saire ses diligences pour y parvenir dans l'absence du propriétaire ou armateur du navire; car si le propriétaire est présent, ce soin le regarde directement.

Au furplus, la contribution doit être réglée avec les parties intéressées, qu'elle soit judiciaire ou extrajudiciaire, sans quoi elle n'obligeroit que ceux

qui y auroient acquiescé : Sentence de Marseille du 30 Janvier 1750.

Dans le lieu de la décharge du bâtiment. Que ce soit le port de la déstination, ou tout autre où il y aura eu nécessité de faire le déchargement du navire, ce qui ne peut arriver toutesois qu'au cas que le navire n'ait pu être radoubé pour continuer sa route, & qu'en même-temps il ne se soit pas trouvé d'autre bâtiment pour porter les marchandises à leur destination, art. 11, 21 & 22 du tit. du fret ou nolis.

Les marchandises jettées & sauvées. L'estimation des unes & des autres doit être faite; savoir, de celles qui ont été jettées, pour connoître par-là quelle est la perte que ceux à qui elles appartenoient ont soussers, & de celles qui sont sauvées, pour savoir, d'un côté, de combien elles ont été endommagées par le jet, & d'un autre côté, pour connoître leur valeur entiere; pour laquelle valeur elles doivent contribuer, tant à la perte que le jet leur à causée, qu'à

celle des marchandises jettées.

Suivant le prix courant dans le même lieu. Idem, l'art. 20, titre du fret ou nolis, au sujet de la contribution pour le rachat, & cela à perte ou à prosit, sans avoir égard au prix qu'elles ont coûté. Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 8, num. 8, fol. 216. Ce qui est conforme à ladite loi 2, ff. de leg. Rhodiã, S. portio 4, & à la loi 4, S. 2, non quanti empta sine, sed quanti venire possunt. Cette loi 2 paroît néanmoins distinguer, & il semble qu'elle veut qu'on ne les compte que sur le pied de leur achat; mais notre Ordonnance est plus juste. Au reste, l'estimation est la même, lorsque le maître, au lieu de prendre de l'argent à la grosse durant le voyage pour les nécessités du navire, vend des marchandises, art. 14, tit. du fret ou nolis.

En ce qui concerne les marchandises sauvées & non endommagées par le jet, non seulement le prix courant qu'elles se vendent dans le lieu de la décharge du navire sert à en régler l'estimation, mais encore à fixer la valeur de

celles de la même qualité qui ont été jettées.

Pour ce qui est de celles qui ont été endommagées par le jet, comme si, dans le trouble du jet, des barriques ont été désoncées ou crévées, & que parlà la liqueur qu'elles contenoient se soit gâtée, ou qu'en se perdant elle ait altéré d'autres marchandises, &c. Domat, loix civiles, liv. 2, tit. 9, sect. 2, n. 18, sol. 187; Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 8, n. 13, fol. 222; Casa Regis, disc. 46, n. 13. Le prix courant des autres de même qualité, sert tout de même à sixer la valeur qu'elles auroient eue, si elles n'eussent pas reçu de dommage; après quoi on sait attention au prix qu'elles sont réellement vendues, &, en comparant ce prix avec la valeur qu'elles auroient eue sans LIV. III. TIT. VIII. du Jet & de la Contribution, ART. VI 193 le dommage, on trouve la fomme pour laquelle celui à qui elles appartenoient est en droit de demander raison par contribution; dans laquelle contribution il entre lui-même pour toute la valeur qu'auroient eu ses marchandises, sans le dommage, non pas seulement eu égard à leur valeur actuelle; attendu que sans cela il ne supporteroit pas comme les autres la juste portion de sa perte. Loccenius, ibid. Par exemple, si les marchandises n'eussent pas éte endommagées, elles auroient été vendues 6000 liv. elles ne l'ontété que 4000 liv. c'est donc 2000 liv. qui lui reviennent pour le dommage qu'il a souffert. Mais, sous prétexte qu'il ne sauve que 4000 liv. il ne saut pas dire qu'il ne doit contribuer que pour cette somme avec les autres, tant à sa perte de 2000 liv. qu'à toutes les autres pertes; il doit nécessairement contribuer pour les 6000 liv. sans quoi il n'y auroit pas d'égalité dans la contribution, & sa condition seroit plus avantageuse que si ses marchandises n'eussent sous de memage.

Par rapport au navire, s'il a soussert par le jet, il convient d'estimer cette perte; ce qui ne peut se faire que par experts; & le prix de cette estimation se joint à la masse générale des pertes, dans lesquelles le propriétaire entre

aussi, & en supporte sa portion conformément à l'art. suivant.

En fait de prêt à la grosse & d'assurance, on ne sait point d'attention à la valeur des essets au temps de leur perte; mais seulement à ce qu'ils valoient au temps de leur chargement; parce que ce n'est que jusqu'à concurrence de cette valeur que le prêteur à la grosse aventure & l'assureur ont voulu courir les risques. Aussi le prosit maritime & la prime d'assurance n'ont-ils lieu que sur le même pied.

S'il en est autrement en matiere d'avaries communes & de jet; c'est-à-dire ; si l'on se regle précisément sur la valeur qu'auroient en les choses jettées ou avariées au lieu de la décharge du navire, si elles cussent été conservées sans dommage, c'est par un principe d'équité & de justice qu'il est aisé de concevoir.

Seroit-il juste en effet que ceux dont les marchandises ont été sauvées & exemptes de dommage, profitassent de leur bonne sortune au dépens des autres dont les effets ont été sacrisses pour sauver les leurs? Voilà le principe de la contribution, d'où il s'ensuit qu'il saut la faire de maniere qu'on sasse bon à ceux dont les marchandises ont été sacrissées pour le salut commun, de la valeur qu'elles auroient eue au lieu de la décharge du navire, si le sort du jet sût tombé sur d'autres plutôt que sur eux. Domat, Loix civiles, liv. 2, tit. 9, sect. 2, n. 6 sol. 185, 186.

Sans cela, l'égalité qui doit essentiellement regner entre tous ceux qui se sont trouvés dans le danger de tout perdre, & dont les uns n'ont sauvé leurs effets que parce que les autres ont sacrissé les leurs, seroit trop considérable-

ment blessée; & c'est ce que la Justice ne sauroit souffrir.

Toutefois, s'il étoit prouvé que les effets, avant leur jet, eussent déjà été avariés, il faudroit naturellement déduire l'évaluation de ce dommage à dire d'experts, sur la valeur qu'auroient pu avoir ces mêmes effets s'ils sussent vés à bon port, comme les autres non-endommagés; & par-là toute justice sera encore gardée.

Mais toujours, en aucun cas, il ne s'agit du tout point d'examiner le prix de l'achat, foit pour autoriser celui dont les marchandises ont été jettées, à Tom. II.

demander le prix qu'elles lui ont coûté, sans égard à celui de la vente qui en auroit pu être faite; soit pour être en droit de lui offrir le même prix de l'achat & de l'en faire contenter, quoique ses marchandises eussent été vendues un plus

haut prix.

Il est vrai que c'est dans ce cas précisément que les interpretes du droit pofent pour maxime que in jastu non habetur ratio lucri sed tantum damni, & que c'est dans ce goût qu'est rédigé l'art. 27, chap. 5 du Guidon. Mais, outre qu'au fonds ce n'est rien faire gagner à celui dont les essets ont été jettés; mais seulement lui accorder une juste indemnité, en estimant ses marchandises ce qu'elles auroient été vendues au lieu de la décharge du navire; c'est qu'encore une sois

il n'y auroit pas d'égalité fans cela.

Suivant l'Auteur des notes sur l'art. 8 des Jugemens d'Oleron, n. 14, dans la mer du Levant on distingue, si le jet a été sait avant la moitié du voyage ou depuis. Au premier cas, on se regle sur le prix de l'achat; au second, sur celui que la marchandise auroit été vendue. Quintin Weytsen, a suivi aussi cette doctrine dans son traité des avaries, pag. 12 & 13; mais la décision de notre article est plus unie, & tout à la fois plus juridique & plus équitable. Au surplus, ledit art. 8 des Jugemens d'Oleron y est conforme, de même que le vingtieme de l'Ordonnance de Wisbuy, Idem Stracha, de assec, glosse, s. 2 & 3. Casa Regis, disc. 1, n. 134 & seq. Jus Hanseaticum, tit. 8, art. 1, & ibid. Kurricke, sol. 770.

Il est entendu néanmoins que, sur cette estimation, le fret doit être déduit en entier, puisque l'on considere les marchandises comme si elles sussent arrivées à bon port. Art. 39 de la même Ordonnance de Wisbuy Supra, art. 13, tit, du fret ou nolis. Loccenius. de jure maritimo, lib. 2, cap. 8, n. 8, fol. 217,

Quintin Weytsen, Traité des avaries, pag. 30.

ARTICLE VII.

A répartition pour le paiement des pertes & dommages, sera faite sur les essets sauvés & jettés, & sur moitié du navire & du fret, au marc la livre de leur valeur.

A maniere dont le propriétaire ou le maître du navire doit contribuer de fon côté au paiement des effets jettés, & en général au paiement des avaries grosses & communes, est réglé par cet article.

Par la loi 2, §. 2, ff. de lege Rhodia, il paroit bien que le maître du navire doit contribuer pour sa portion; mais il n'y est parlé que du navire, & nulle-

ment du fret.

Le huitieme article des Jugemens d'Oleron porte, que le maître contribuera pour tout son navire ou pour tout son fret à son choix Idem. l'art. 21, chap.

5 du Guidon.

L'art 40 de l'Ordonnance de Wisbuy dit au contraire, que cé sera au choix des marchands; & ajoute que si le maître estime son navire un trop bas prix il sera permis au marchand de retenir le navire pour lui, à ce prix.

LIV. III. TIT. VIII du Jet & de la Contribution, ART. VII 195

Notre article en prenant le milieu, veut que le navire & le fret contribuent

tout à la fois; mais pour la moitié de leur valeur seulement.

La raison de la contribution des deux objets, est que tous deux ont été sauvés par le jet, ou sont intéressés dans l'avarie commune: & la raison pourquoi ils ne contribuent chacun que pour moitié, & qu'ils ne sont pas indépendans l'un de l'autre, & qu'en user autrement ce seroit donner occasion à la surprise ou à la sésion de part & d'autre.

En effet s'il étoit permis au maître de ne mettre que le fret en contribution, il ne manqueroit pas de prendre ce parti toutes les fois que ce fret seroit moins considérable que le navire; & vice versa, si le choix étoit déféré aux marchands chargeurs, ils rejetteroient alors le fret pour demander la contribution de

tout le navire.

Il étoit donc juste, par une regle simple & unique, de ne saire contribuer ces deux objets ensemble que pour moitié; car ensin s'il y a un fret, c'est aux dépens du propriétaire ou du maître, tant à raison des vituailles consommées & des loyers des matelots, que de la diminution que sousser nécessairement le navire dans sa valeur durant le voyage, par le dépérissement inévitable de son corps & de ses agrêts & apparaux; à quoi il saut joindre l'intérêt de toute la dépense de la mise hors. Ainsi nulle apparence de faire contribuer le fret pour le tout, & le navire en même-temps aussi pour le tout, puisque le fret ne sait que le remplacement de ce que le navire est censé avoir perdu de sa valeur pour le gagner.

Encore une fois rien de plus juste que cette contribution des deux objets réunis, pour moitié seulement; aussi selon Weytsen, Traité des avaries, pag. 31, cette maniere de saire la contribution a-t-elle été adoptée en divers pays.

Casa Regis, disc. 45, n. 9 & 10.

Delà il s'ensuit pour opérer convenablement, que le fret doit être compté en entier au profit du navire, pour toutes les marchandises indistinctement, tant de celles qui ont été jettées, art. 13, suprà, tit. du fret ou nolis, que de celles qui ont été sauvées. Et en cela au reste il n'est point sait d'injustice à ceux dont les marchandises ont été jettées, puisqu'on leur sait valoir leurs essets tout ce qu'ils auroient valu s'ils sussent arrivés à bon port; au moyen de quoi-leur condition est la même que celle des marchands chargeurs dont les essets ont été sauvés. C'est donc de ce fret général que la contribution se fera pour moitié.

Par rapport au navire, s'il y a une police d'assurance dans laquelle le navire ait été estimé, cette estimation servira de regle, sinon il s'agira d'en faire saire l'évaluation eu égard au temps du départ; & de maniere ou d'autre la contribution n'aura lieu non plus en cette partie que pour moitié; l'autre moitié cenfée absorbée par le dépérissement naturel du navire durant le voyage, étant ainsi réputée remplacée par la moitié du fret qui doit être jointe à la moitié de l'estimation du navire, pour former la totalité de la somme pour laquelle le propriétaire ou le maître du navire doit soussirie la contribution.

Si le navire a soussert du dommage par le jet, il s'agira alors de faire saire l'estimation de ce dommage; mais cela n'apportera de changement dans l'opération que pour grossir d'autant l'état général des pertes sujettes à répartition.

Par exemple. Le fret est de 12000 liv. la moitié sujette à contribution est de 6000 liv. & cette somme sera invariablement contribuable.

Le navire a été estimé au départ 30000 liv. la contribution en cette partie est donc de 15000 liv. Si le navire n'avoit point soussert de dommage par le jet, il ne seroit pas question d'autre chose à cet égard.

Mais le dommage qu'il a reçu par le jet de ses canons, de sa chaloupe & autres ustensiles, ou autrement, a été estimé 2000 liv. c'est par conséquent, autant à ajouter à la masse des perses; à l'esset de sui faire trouver l'indemnité

de cette fomme de 2000 liv. par une juste répartition.

On pourroit dire à la vérité que de cette somme de 2000 liv. il y a celle de 1000 liv. à supporter par la moitié non contribuable du navire, & 1000 liv. à ajouter au profit du même navire à l'état général des pertes; au moyen de quoi la contribution pour la moitié du navire seroit bien de 15000 liv. laquelle somme étant jointe à celle de 6000 liv. pour la moitié du fret, ce seroit en tout pour la moitié du navire & du fret 21000 liv. à faire entrer en contribution avec ceux dont les marchandises ont été sauvées, le tout au marc la liv. (ou au sol la livre; car ce sont des termes synonymes) par laquelle opération le propriétaire du navire, à saportion près qu'il consondroit en lui-même, trouveroit la somme de 1000 liv. faisant la moitié du dommage que le jet à causé à son navire.

Mais cette maniere d'opérer seroit vicieuse. Il n'y a pas d'apparence en effet de réduire à moitié la perte qu'il a sousserte, en lui saisant consondre en Ini-mème l'autre moitié, sous prétexte que le navire ne paroît contribuer que pour la moitié de sa valeur. Dès qu'on le sait contribuer en même-temps pour la moitié du fret, c'est tout comme s'il rapportoit la valeur entière du navire; attendu que cette moitié du fret représente l'autre moitié de la valeur du même navire. Ainsi dans l'hypothese, en contribuant pour la moitié du navire & du fret, montant en tout à 21000 liv. il saut nécessairement lui passer dans la répartition la somme entière de 2000 liv. à laquelle le dommage reçu par son navire a été estimé.

Notre article porte que la répartition des pertes & dommages se sera sur les

effets sauvés & jettés, & sur la moitié du navire & du fret.

Pour ce qui concerne la moitié du navire & du fret, les explications qu'on vient de donner doivent suffire. A l'égard des esfets sauvés & jettés, il saut entendre cela distributivement & cumulativement tout ensemble. Distributivement par rapport aux esfets jettés, pour en rejetter la perte, tant sur les esfets sauvés, que sur la moitié du navire & du fret; & cumulativement, tant les esfets jettés, que les essets sauvés, pour les saire contribuer tous au paiement du dommage conjointement avec la moitié du navire & du fret : de maniere toutes que si les essets sauvés ont été endommagés par le jet, l'estimation de leur dommage servira à grossir l'état général des pertes; mais sans diminuer d'autant la somme pour laquelle ils doivent contribuer : parce qu'en pareille occurence on doit opérer comme si tout étoit existant, sans qu'il y eût aucuns essets perdus.

Et comme les effets, tant jettés que sauvés, doivent également le fret, pour la moitié duquel le mastre entre en contribution, il est naturel de déduire le fret sur toutes les parties de marchandises sujettes à contribution; puisque ce fret a grossi d'autant le prix des marchandises à la vente, & que sans cela le fret

tomberoit en pure perte aux marchands chargeurs.

197

Cela doit avoir lieu au reste, non seulement à l'égard des marchandises nonavariées, ou de celles qui ont été endommagées par le jet; mais encore de celles qui ont été avariées autrement, avant ou après le jet, comme si durant l'effort de la tempête, l'eau ayant pénétré par les sabords, ou par quelque autre endroit,

a gâté des marchandises.

Car, quoique ce dommage, qui n'a pas été souffert pour le salut commun; ne puisse former qu'une avarie simple & particuliere, suivant l'art. 22, chap. 5 du Guidon, & quoique l'avarie que souffre la chose en particulier n'empêche pas que le fret n'en soit payé en entier, & sans aucune diminution, aux termes de l'article 25 suprà, tit. du fret ou nolis; il ne s'ensuit nullement de-là que, pour régler la contribution, il ne saille pas déduire tout de même le fret à celui dont les marchandises ont été avariées, il n'importe comment, en ce cas de contribution. C'est bien assez qu'il supporte seul l'avarie qu'il a soufferte, sans lui faire mettre en contribution plus qu'il ne retire de ses marchandises. Alioquin duplici onere gravaretur, dit Casa Regis, disc. 46, n. 15.

Le motif de la contribution est qu'il seroit injuste que ceux dont les marchandises ont été sauvées par le jet, les conservassent sans participer à la perte des essets jettés. Pour garder toute justice à cet égard, la contribution ne doit donc se faire que jusqu'à concurrence de la valeur des choses sauvées, & cette valeur étant diminuée par le fret qu'il saut payer, elle ne doit être comptée que sous la déduction de ce fret; de même qu'on ne compte la valeur des choses jettées au prix courant du lieu de la décharge du navire, qu'à la déduction aussi du fret. Par-là celui qui a perdu par le jet, ne retire en proportion que ce qu'il a réellement perdu; & celui qui doit contribuer à la perte, ne contribue tout de même que jusqu'à concurrence de ce qu'il a conservé, tous frais déduits, suiv. l'art. 20 tit. 3, du fret ou nolis.

ARTICLE VIII.

Pour juger de la qualité des effets jettés à la mer, les connoissemens seront représentés, même les factures s'il y en a.

E la qualité, & non de leur valeur, laquelle doit être réglée sur le prix courant des marchandises de la même qualité dans le lieu de la décharge du bâtiment. Suprà art. 6. Et comme la qualité fait nécessairement une dissérence considérable, non-seulement le connoissement doit êtte rapporté, mais encore la facture: car ensin que le connoissement énonce des ballots de toile, par exemple, la qualité ne sera pas suffisamment établie par-là, y ayant des toiles de toute espece, & de prix extrêmement disproportionnés. Il saut donc dans tous les cas; où le connoissement ne suffira pas pour constater la qualité des marchandises, que les sactures soient représentées, ou d'autres pieces supplétives. Ainsi jugé à Marseille par Sentences des 14 Juillet & 16 Septembre 1750, au rapport de M. Emerigon, & par autre du 30 Juin 1752. Sur tout on pourra même encore exiger l'affirmation du marchand chargeur.

ARTICLE IX.

I la qualité de quelques marchandises a été déguisée par les connoissemens, & qu'elles se trouvent de plus grande valeur qu'elles ne paroissoient par la déclaration du marchand chargeur, elles contribueront, en cas qu'elles soient sauvées, sur le pied de leur véritable valeur; & si elles sont perdues, elles ne seront payées que sur le pied du connoissement.

L est juste de punir la staude par-tout où elle se trouve; ainsi la décision, de cet article ne doit pas paroître trop rigoureuse.

Déguisée par les connoissemens, & la valeur par les factures : car le reste de l'article fait connoître qu'il a la valeur en vue principalement. Or la valeur n'est pas établie par les connoissemens, c'est seulement dans les factures.

La déclaration du marchand chargeur, dans le temps du chargement ou de la charte-partie; car s'il s'agissoit d'une déclaration après le jet, il est évident qu'elle ne seroit point inférieure à la véritable valeur des essets, l'excès seroit plutôt à craindre; mais l'Ordonnance y a pourvu, en voulant qu'on se regle sur le prix courant des marchandises de la même qualité dans le lieu de la décharge du navire.

Sur le pied de leur véritable valeur. Qui sera réglée, comme il vient d'être-

dit, par le prix courant au lieu de la décharge.

Que sur le pied du connoissement, ou de la facture s'il y en a; autrement on se réglera pour l'estimation sur la qualité déclarée par le connoissement. Mais alors ne faudra-t-il pas faire valoir ces marchandises, telles qu'elles seront désignées par le connoissement, le prix courant des autres marchandises de la même qualité au lieu de la décharge? Il sembleroit que non, aux termes de cet article; mais cela seroit trop rude, & ne pourroit se concilier avec l'article 6 ci-dessus, qui veut indistinctement que les marchandises jettées & sauvées soient estimées suivant le prix courant du lieu de la décharge. Doù il s'ensuit qu'en aucun cas, en sait de contribution, on ne doit point saire attention à la valeur de l'achat, ni à la valeur déclarée par le marchand chargeur. Ce qui résulte seulement de la fin de notre article, c'est que dans le cas de fraude l'estimation ne doit se faire que eu égard à la qualité des marchandises déclarées dans le connoissement, quoiqu'il se trouve dans la suite qu'elles étoient d'une qualité supérieure. Telle est la peine que le chargeur doit subir pour l'insidélité de sa déclaration, ou le déguisement dont il ausé dans le connoissement.



ARTCCLE X.

I au contraire les marchandises se trouvent d'une qualité moins précieuse, & qu'elles soient sauvées, elles contribueront sur le pied de la déclaration; & si elles sont jettées ou endommagées, elles ne seront payées que sur le pied de leur valeur.

C'Est dans le même sens que cet article doit être pris, comme étant une suite de l'autre.

Cela veut dire que si les marchandises se trouvent d'une qualité inférieure à celles déclarées dans le connoissement, ou exprimées dans la déclaration du chargeur; ce marchand chargeur, au cas que ses marchandises soient sauvées, sera tenu de contribuer néanmoins suivant la qualité déclarée, en les évaluant au prix courant des autres de même qualité; & qu'au cas qu'elles aient été jettées ou endommagées, elles ne seront payées que sur le pied de leur valeur, réglée tout de même au prix courant, & rien n'est plus juste. Mais en cas de jet comment reconnoître qu'il y a eu déguisement dans la qualité? Il faut donc supposer qu'elles soient recouvrées dans la suite en tout ou en partie, ou que tout n'ait pas été jetté.

ARTICLE XI.

Les municions de guerre & de bouche, ni les loyers & hardes des matelots, ne contribueront point au jet; & néanmoins ce qui en sera jetté sera payé par contribution sur tous les autres effets.

Les munitions de guerre. Parce qu'elles sont nécessaires pour la désense du navire, & que l'on peut être de moment à autre dans l'obligation de les employer & de les consumer : en tout cas, ce sera si l'on veut un pur privilege.

Et de bouche. La loi 2, \$. 2 ff. de Lege Rhodia, citée par le Commentateur est véritablement applicable à cet objet, qu'il est plus que juste d'exempter de la contribution au jet, puisque les vituailles sont nécessaires pour la nourriture non-seulement des désenseurs & conducteurs du navire; mais encore de tous ceux qui y sont en qualité de marchands chargeurs, facteurs ou passagers.

La même loi qui forme le droit commun en cette partie, étend l'exception aux vivres des passagers, & avec raison, pourvu que ce ne soient essectivement que des vivres & des rafraîchissemens qui servent journellement: car si c'étoient des farines, des vins & autres choses commestibles, chargées comme marchandises, & non destinées à l'approvisionnement du navire, qu'elles appartinssent au propriétaire du navire, au maître ou à tout autre, il n'est pas douteux qu'elles ne sussent sujettes à contribution. Domat, Loix civiles, liv. 2, tit. 9, sest, 2, n, 8, sol. 186.

Ni les loyers & hardes des matelots. La même décision par rapport aux loyers se trouve art. 20 suprà, tit. 4, des loyers des matelots. Ce n'est pas par la raison qu'en donne le Commentateur; que his non oneratur navis, nec easum jactus eam levare possèt: car si cette raison étoit la bonne, il s'ensuivroit que les pierreries dont parle le même §. 2 de ladite loi 2, ne devroient pas non plus contribuer, & qu'il en saudroit dire autant des dentelles & autres marchandises aussi legeres, quoique de grand prix, contre l'avis unanime des Auteurs, sondé sur la disposition de la même loi en ces termes, placuit omnes quorum intersuiffet jacturam sieri, conserve opportere.

Mais la raison pour laquelle les loyers des matelots ne contribuent pas au jet, & d'un côté que c'est par leur secours précisément & par leur travail que les essets ont été jettés; par où le navire & le reste du chargement ont été sauvés; & d'un autre côte, qu'au sonds le propriétaire ou le maître du navire contribue à leur décharge pour leurs loyers, en contribuant jusqu'à concurrence de la moitié du fret, à raison duquel il est chargé de leur payer leurs loyers.

Cependant cela doit-il s'étendre à leur port permis; c'est-à-dire, aux marchandises que le propriétaire de navire leur permet, de même qu'au maître & autres officiers, d'embarquer jusqu'à une certaine quantité sans en payer le fret? Je ne le crois pas, quoiqu'on puisse dire que c'est pour eux un supplément de gages, d'autant plutôt que l'art. 8 des Jugemens d'Oleron, dans le cas même où les matelots n'ont que le port de quelques tonneaux pour tous gages; ne les exempte de la contribution que pour un seul tonneau. C'est aussi l'avis de Quintin Weytsen, traité des avaries, pag. 33.

Quand à leurs hardes, ce qui comprend aussi le cosser d'un chacun pour serrer leurs hardes, il est d'autant plus juste de les exempter de la contribution qu'ils n'ont pas même en cela un avantage particulier, puisque suivant la même loi, tous ceux qui sont sur le navire conservent leurs habillemens & leurs bagues & anneaux, sans être obligés de les faire entrer en contribution. L'au-

teur des notes sur le huitieme article des Jugemens d'Oleron, n. 27.

Toutefois cela ne doit s'entendre que des habits qui se portent journellement, & des linges de rechange pendant le voyage, comme aussi des bagues & joyaux que chacun porte abituellement sur soi, & non ceux que l'on mettroit sur soi, à l'occasion du jet précisément, n'étant pas douteux qu'en ce cas il ne sallût les faire entrer en contribution aussi-bien que l'argent dont on seroit nanti & les billets, de même que les habillemens non journaliers, avec les cosses & malles, & les autres essets qui s'y trouveroient. Art. 26, tit. 5 du Guidon. Voyez les art. 41, 42 & 43 de l'Ordonnance de Wisbuy. Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 8, n. 4 & 21. Idem Peckius & Vinnius in Lege 2, st ad leg. Rhodiam, S. cum in eadem, fol. 213, not. s. Et Quintin Weytsen, Traité des avaries, pages 16 & 17. Et ibi Devicq & Van Leewen, n. 31 & 32. Idem Kuricke, ad jus maritimum, tit. 8, art. 4, fol. 778 & seq. avec Casa Regis., disc. 45, n. 4 & suiv.

Et néanmoins ce qui en sera jetté. Cela se rapporte aussi bien aux munitions de guerre & de bouche qu'aux hardes des matelots : mais par rapport à ce dernier objet, les matelots n'ont aucun avantage, puisque si les habillemens & linge des marchands chargeurs ou autres passagers sont aussi jettés, il fau-

dra

LIV. III. TIT. VIII. du Jet & de la Contribution, ART. XI. 201 dra tout de même en faire supporter la perte par contribution sur tous les autres effets.

La seule distinction qu'il y a à faire à cet égard est, que la valeur des coffres & hardes des matelots, qui sont censés n'avoir jamais que le nécessaire, ne sera comptée que pour en régaler la perte sur les autres essets, sans qu'ils soient tenus d'y contribuer eux pour cette valeur; au lieu que les passagers dont les hardes auront été jettées, seront obligés d'entrer dans la contribution pour la valeur qui se trouvera excéder celle de leurs habillemens ordinaires, pour raison desquels ils sont exempts de contribution comme les matelots.

Ainsi si les hardes jettées des matelots sont estimées par exemple 1000 liv. cette perte sera régalée sur le navire & les essets sauvés, sans que ces matelots soient tenus de contribuer pour cette somme de 1000 liv. parce qu'étant dispensés de toute contribution à cet égard ils doivent être indemnisés de leur perte en entier, à la dissérence de ce qui se pratique au sujet du jet des marchandises: & en ce qui concerne les hardes des passagers, comme ils ne sont exempts de la contribution que pour leurs habillemens ordinaires, il saudra en saire une évaluation séparée des autres, & dire que si leurs habillemens ordinaires jettés sont estimés 1500. liv & les autres 2000 liv. ils ne contribueront à la totalité de la perte que pour ces 2000 liv. & qu'ils en seront exempts pour les 1500 liv. comme les matelots.

Par la même raison que ce qui est exempt de la contribution ne se compte pas pour supporter la répartition de la perte, il s'ensuit que si les munitions de guerre & de bouche jettés valent 1200 liv. il faudra en faire raison en entier au propriétaire du navire, sans qu'il soit tenu d'y contribuer pour raison de cette même somme.

En fait de contribution au rachat du navire & de son chargement, il y a cette dissérence que le navire & le fret y entrent pour le tout, déduction faite toute sois des vituailles consommées & des avances saites aux matelots, & que les matelots contribuent aussi à la décharge du fret à proportion de ce qui leur restera dû de leurs loyers, suivant l'art. 20 suprà, tit. du fret ou nolis, ubi vide notata.

Il faut observer au surplus que, dans l'esprit de l'Ordonnance, par-tout où il y est parlé des matelots en général, non-seulemeut les officiers y sont compris; mais encore le maître; & que le maître ne doit être détaché ou considéré à part, que lorsqu'il est mis en opposition avec les matelots, comme lorsqu'il est dit, le maître congédiant le matelot, &c. Alors sous le nom de matelot est compris tout l'équipage, hors le maître : mais par tout ailleurs le maître est censé consondu avec l'équipage, sous ce terme générique matelots.



ARTICLE XII.

Es effess, dont il n'y aura pas de connoissement, ne seront point payés, s'ils sont jettés; & s'ils sont sauvés, ils ne laisseront pas de contribuer.

A note 22 sur l'art. 8 des Jugemens d'Oleron, dit: marchandises non maniscstées, lesquelles auront été chargées en cachette. Idem, Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 7, n. 4, sol. 203. Consulat, ch. 92, 112, 113, 184 & 254.

Dont il n'y aura pas de connoissement. C'est qu'on ne doit rien embarquer dans un navire sans l'aveu du maître, & par conséquent sans connoissement. Et c'est sur ee principe que l'art. 7 du titre du fret ou nolis, permet au maître de renvoyer à terre les marchandises trouvées dans son vaisseau, qui ne lui

auront point été déclarées.

Cependant, comme il lui est libre, dans le même cas, de les retenir & d'en prendre le fret au plus haut prix que paient les autres marchandises de la même qualité, il semble que la déclaration qu'il en fera sur son livre de bord, & sur la facture générale du chargement, doit être supplétive à un connoissement, & que notre article, qui veut que les essets dont il n'y a pas de connoissement ne soient point payés, s'ils sont jettés, ne doit avoir lieu que pour le cas où le maître ne se sera pas apperçu de ces marchandises, & qu'il n'aura pas déclaré sur son livre vouloir en prendre le fret.

Car enfin, s'il a fait cette déclaration, & à plus forte raison s'il a figné un connoissement qu'il ait joint aux autres du chargement restés pardevers lui, il est obligé de livrer la marchandise, comme s'il s'en étoit chargé par un connoissement en forme délivré au chargeur. En tout cas, le chargement étant constaté par-là, il devroit s'imputer, ou d'avoir fait jetter ces essets, ou de n'avoir pas averti qu'ils étoient sous connoissement: au moyen de quoi il seroit responsable de l'événement, s'il arrivoit que la perte de ces essets ne sût pas ré-

partie à défaut de connoissement.

Mais cela feroit trop rigoureux. Le cas du défaut de connoissement ne pouvant arriver qu'à cause que le vaisseau aura trop tôt mis à la voile, ou qu'autrement le chargeur n'aura pas eu le temps de faire signer le connoissement; pourquoi alors ne pas admettre la déclaration du maître comme une preuve supplétive au connoissement, dès que l'existence des effets a éte constatée par

le jet

Si, en faisant le jet des coffres, ceux à qui ils appartiennent exhibent les essets qui y sont, dont il n'est pas d'usage de prendre des connoissemens, quoique les essets qu'on y met soient des plus précieux, resusera-t-on alors de faire raison de la valeur de ces essets dans la répartition des pertes, sous prétexte de désaut de connoissement? Non, suivant l'Auteur des notes sur les Jugemens d'Oleron, art. 8, n. 24, & les art. 41 & 43 de l'Ordonnance de Wisbuy. La décision doit donc être la même pour les marchandises dans notre

LIV. III. TIT. VIII. du Jet & de la Contribution, ART. XII. 2033 espece, où la supposition de marchandises qui n'auroient pas existé n'est point à craindre; ce qui est pourtant ce que notre article a eu en vue précisément.

Pour le cas d'un connoissement signé par le capitaine en faveur d'un de ses

parens, voyez l'art. 7, tit. 3 du liv. 2.

Et s'ils sont sauves. Par quelle raison seroient-ils plus exempts de contribuer

que les autres effets sanvés?

Dans le jet des coffres, il faut que ceux à qui ils appartiennent exhibent les effets qui font dedans, sans quoi ils ne pourront demander la contribution que pour la valeur de ce qui paroîtra à l'extérieur. Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 7, n. 4, fol. 205, & cap. 8, n. 9, fol. 217. Art. 41 & 43 de l'Ordonnance de Wisbuy. Idem, Vinnius in Peckium, ad leg. Rhodiam, fol. 222 Casa Regis, disc. 46, n. 49 & 30. Van Leeven sur Weytsen, n. 85.

ARTICLE XIII.

E pourra aussi être demandé contribution pour le paiement des essets qui étoient sur le tillac, s'ils sont jettés ou endommagés par le jet, sauf au propriétaire son recours contre le maître; Eils contribueront néanmoins, s'ils sont sauvés.

SUR le tillac. Cela ne peut arriver que parce qu'il n'y avoit plus de place dans le navire pour mettre ces marchandises ailseurs, ou par la négligence du maître qui devoit les placer convenablement; & d'une ou d'autre maniere c'est sa faute, ne lui étant pas plus permis de surcharger le navire que d'exposer les marchandises à tomber dans la mer, par leur mauvaise position. C'est pour cela aussi que cet article le rend responsable de l'événement envers le chargeur de la marchandise, & que l'art. 46 de l'Ordonnance de Wisbuy, le rend responsable tout de même envers l'affréteur, dans le cas de la surcharge. Double garantie qui retombe sur le propriétaire du navire, comme tenu des frais de son capitaine, jusqu'à ce qu'il déclare abandonner le navire & le fret, suivant l'article 2, tit. 8 du liv. 2 ci-dessus.

La raison pour laquelle cet article resuse le paiement des essettés ou endommagés qui étoient sur le tillac, & que comme ils ne pouvoient qu'embarrasser la manœuvre, la présomption est qu'ils auront été jettés avant toute nécessité de jet; & uniquement parce qu'ils empêchoient & gênoient trop la manœuvre. Et si malgré cela le mastre n'a pas voulu les faire jetter, & qu'ils se trouvent endommagés par le sait du jet des autres marchandises, il suit du même principe, que le paiement de l'avarie ne peut entrer dans la masse des pertes sujettes à répartition; le paiement de la perte pour partie ne pouvant être exigé où il

n'y a pas lieu au paiement de la perte lorsqu'elle est totale.

Et ils contribueront néanmoins s'ils sont sauvés. Par la même raison que sur

l'article précédent.

Mais la disposition du présent article n'a pas lieu à l'égard des bateaux & autres petits bâtimens allant de port en port, où l'usage est de charger les marchandises sur le tillac aussi-bien que sous le pont. Voyez suprà, art. 12, titre du capitaine, qui est le premier du livre second.

ARTICLE XIV.

E sera fait non plus aucune contribution, pour raison du dommage arrivé au bâtiment, s'il n'a été fait exprès pour faciliter le jet.

Es articles 4 & 6 du tit. précédent, ayant déjà réglé que les pertes caufées au navire par tempête ou autre fortune de mer, ne sont que des avaries simples & particulieres; à moins qu'elles n'aient été saites & soussertes
pour le salut commun, celui-ci n'ajoute rien à leur décision; en disant qu'il
ne sera sait aucune contribution pour raison du dommage arrivé au bâtiment, s'il
n'a été sait exprès pour faciliter le jet, conformément à la disposition de l'article 23, ch. 5 du Guidon, & à la loi 2, \$. 1, si conservatis, sf. ad leg. Rhod.
Idem. Julius Ferretus de re navali, lib. 8, n. 33, sol. 83; puisque pour juger
si telle avarie sera sujette à répartition & contribution ou non, tout dépend
du point de savoir si elle est avarie particuliere ou commune.

À prendre même à la lettre la fin de cet article, le droit du propriétaire du navire se trouveroit sort restreint, & il en faudroit conclure qu'il ne pourroit demander raison du dommage arrivé à son bâtiment, qu'autant qu'il y auroit eu jet, & que le dommage auroit été fait exprès pour le faciliter; mais nulle apparence d'admettre cette interprétation, comme ne pouvant s'accorder, ni avec l'équité naturelle, ni avec la disposition dudit art. 6, du titre des avaries.

Aux termes de cet article 6, en esset, qu'il y ait jet ou non, dès qu'il a fallu couper les cables & les mâts, abandonner les ancres, &c. pour le salut commun & éviter le nausrage ou la prise, nul doute que ce ne soit là une avarie commune, sujette par conséquent à contribution. Il en saut dire autant de la chaloupe jettée ou abandonnée. De Vicq, sur le traité des avaries de Weytsen, n. 26, quoiqu'on tienne en général que la chaloupe n'est pas une dépendance du navire: sur quoi voir l'art. 2, tit. 14, liv. premier, suprà. D'un autre côté en cas de jet, si dans le trouble de la manœuvre & l'agitation des slots, des cordages ont été coupés, des vergues ont été emportées, ou si en jettant des canons ou autres essets de poids, les bordages du navire ont été endommagés, &c. nul doute non plus que ce ne soient encore là des avaries communes, quoique rien de tout cela n'ait été fait exprès.

Ce n'est donc pas à cela aussi qu'on peut saire l'application de notre article; mais seulement au cas d'un naus rage ou échouement essectif, ou chacun supporte sa perte comme avaries particulieres, & sauve ce qu'il peut. Leg. 7, sf. de lege Rhodid. Les Italiens disent à ce sujet, chi salva, salva; chi perde, perde. Casa Regis, disc. 121, n. 17. En pareille occurence il arrive cependant quelquesois que, pour tirer les marchandises, il saut saire des ouvertures au navire, ce qu'on appelle le saboder; c'est bien alors un dommage sait exprès au bâtiment pour faciliter le jet, ou ce qui est la même chose, l'extraction des marchandises; & c'est sans doute cette opération que notre article à eu en vue, quoiqu'il y ait un article exprès sur ce sujet, qui est le dix-huitieme du présent

LIV. III. TIT. VIII. du Jet & de la Contribution, ART. XIV. 205 titre. Par cette explication simple & naturelle de notre article, on lui fait porter une décision particuliere qui ne déroge en rien à l'idée générale que l'art. 6 du titre des avaries a déjà donné des dommages arrivés au navire, qui doivent être considérées comme avaries grosses & communes, sujettes par conséquent à contribution.

ARTICLE XV.

S 1 le jet ne fauve le navire, il n'y aura lieu à aucune contribution, & les marchandifes qui pourront être fauvées du naufrage ne seront point tenues du paiement ni dédommagement de celles qui auront été jettées ou endommagées.

SI le jet ne sauve le navire. C'est la disposition formelle de la loi 4, \$ 10, ff. de lege Rhodia, en ces termes: eorum enim merces non possunt videri ser-

vanda navis caufa jacta esse, qua periit.

Pour qu'il y ait lieu à la contribution, il faut que le jet ait été fait pour le falut commun, & qu'il ait opéré: jactara rerum ex una parte removendi communis periculi causa, & conservatio rerum ex altera, Duarenus ad leg. Rhodiam, cap. 3, & Vinnius in Peckium ad legem Rhodiam, leg. 2, §. si conservatis, fol. 206 & 207, n. A & B. C'est encore là le droit commun.

Par identité de raison, s'il y a eu jet en vue d'échapper à un corsaire. & que malgré cela le navire ait été pris, quoique dans la suite les gens du navire se soient délivrés par leur bravoure ou leur industrie, il ne sera dû aucun dédommagement à ceux dont les essets ont été jettés. Sentence arbitrale de Mrs.

Emerigon & Duquesnay, à Marseille, du 13 Février 1748.

Qu'importe en effet qu'il ait été jetté des effets en vue de sauver le navire, si par-là il n'a pas été garanti du naufrage ou de la prise dont il étoit ménacé? C'est donc alors comme s'il n'y eût pas eu de jet, & chacun sauvera ce qu'il pourra du naufrage ou du pillage, sans être sujet à aucune contribution, au profit de celui dont les marchandises auront été jettées. Et par la même raison, s'il peut recouvrer ses marchandises, il les conservera tout de même sans en faire la contribution. Domat, loix civiles, liv. 2, tit. 9, sest. 2, n. 15 & 16, sol. 187.

Tout cela est indubitable. Mais que dire du cas, où quelqu'un ayant dans le navire des effets à lui en propre, & d'autres appartenans à un tiers, qu'il avoit à sa consignation, en dépôt, en pacotille ou autrement, aura sauvé une partie de ces effets, soit des siens, soit de ceux qu'il avoit en garde? Cette partie d'essets sauvés tournera-t-elle au profit du propriétaire seul de ces mêmes essets, ou chacun y prendra-t-il part à proportion de son intérêt dans la

totalité des effets par forme de contribution?

Il y a sur cela dans le Code des Visigots, une loi qui mérite d'être remarquée. C'est la cinquieme du liv. 5, tit. 5, & elle est conçue en ces termes:

Qui commendata vel commodata suscepcit, & de ruina, aut de incendio vel hostilitate seu naufragio, seu quolibet simili casu, sua omnia liberaverit, & aliena perdiderit, quod accepit sine aliqua excusatione cogatur exsolvere.

On suppose là sans doute qu'il y a eu de sa faute, & qu'il pouvoit tout

fauver, autrement ce seroit le cas qui suit.

Si verò partem aliquam de rebus propriis liberasse cognoscitur, illi cujus res secum habuerat, juxtà modum perdita reivel liberata restituat, qualem judex, ratione deducta, astimaverit portionem. Si autem sua omnia perdidit, cum liberaret aliena, & de liberatis & de perditis rebus similis ratio deducatur, ut partem arbitrid judicantis que liberavit accipiat. Justum est enim in simili casu, ut ille non damnum solus excipiat, qui se gravibus objecit periculis; & dum aliena minora conatur liberare. sua majora perdidisse cognoscitur.

A s'en tenir à cette décision, adoptée par Loccenius, de jure maritimo, lib. 3, cap. 3, n. 8, fol. 249, ce seroit le cas de la contribution & de la répartition des effets sauvés entre ces deux particuliers, à proportion de la valeur de ce que chacun d'eux avoit dans le navire, en faifant une masse des choses perdues pour la comparer aux effets sauvés; & effectivement il y a là un air d'équité qui frappe d'autant plus, que c'est ôter au dépositaire, la tentation de travailler à fauver ses propres effets, par préférence à ceux qui lui ont été confiés; ce qui ne lui est pas permis, étant tenu suivant la loi 32, ff. depositi, d'apporter le même soin à les conserver, qu'à la conservation de sa propre choie. C'est lui ôter, dis-je, cette tentation dangereuse, en lui laissant appercevoir qu'il est égal pour lui qu'il fauve les effets du dépositaire ou les siens propres; puisque ce qu'il sauvera des uns & des autres sera commun à eux deux; & qu'ainsi n'ayant aucun avantage à sauver les siens par présérence, son intérêt véritable est de sauver ce qu'il pourra indistinctement, appartenant à l'un & à l'autre, en s'attachant à ce qui scra le plus précieux.

Cependant cette regle d'équité étant subordonnée à la maxime res perit domino, il ne paroît pas qu'on puisse en faire l'application au cas d'un naufrage absolu, où tout étant censé perdu, ce qui est sauvé ensuite par des secours étrangers, ne peut être qu'au profit des proprietaires de ces mêmes effets fauvés, sans partage avec qui que ce soit, à moins qu'il ne s'agisse

d'effets mélés & communs à plusieurs.

Mais; où je crois cette regle applicable, c'est au cas qu'on soit obligé d'abandonner le navire, soit pour éviter de tomber entre les mains des ennemis ou des pirates, soit après l'échouement, & , qu'en quittant le navire, on a le bonheur de fauver & d'emporter des effets. Et encore, en pareilles circonftances, afin que celui quia fauvé ces effets foit tenu d'en faire part à celui qui lui en avoit mis en dépôt, il faut supposer qu'il lui auroit été aussi facile de sauver le dépôt que ses propres effets; ce qui dépend des circonstances.

Par exemple, si ce sont des especes d'or ou d'argent qu'il a sauvées, des marchandifes fines, des indigos, &c. & qu'il y en eût aussi appartenant a autrui, ce seroit le cas de partager par contribution entr'eux. Mais s'il n'avoit en sa garde que des marchandises grossieres, d'un grand poids ou d'un gros volume, qu'il ne pouvoit fauver avec la même facilité que fes propres effets, ce feroit autre chose, & il garderoit ce qu'il auroit sauvé à lui appartenant.

Par la regle des corrélatifs il s'ensuivroit aussi que si, n'ayant à lui que des marchandifes difficiles à fauver, il en eût fauvé du nombre de celle qu'il avoit en dépôt, il n'auroit rien à y prétendre : mais du moins sa générosité mériteroit une récompense que le Juge régleroit convenablement, se la partie in-

téressée lui en faisoit refus.

ARTICLE XVI.

As si le navire ayant éte sauvé par le jet, & continuant sa route, vient à se perdre; les essets sauvés du naustrage contribueront au jet sur le pied de leur valeur en l'état qu'ils se trouveront, déduction faite des frais du sauvement.

Es que le navire a été sauvé & conservé par le jet, soit de ses canons; de sa chaloupe ou autres ustensiles, soit des marchandises, c'en est assez pour l'assujettir, avec le reste de son chargement, à la contribution de la valeur des effets jettés, quoique continuant sa route il vienne ensuite à faire naufrage; parce que cet événement postérieur est étranger à la circonstance où il a fallu faire le jet, & qu'il est vrai de dire que sans le jet tout auroit péri dès-lors. Si donc le naufrage postérieur est tel qu'il y ait des essets sauvés, il est juste, puisqu'ils ont été conservés par le jet, qu'ils contribuent avec les débris du navire au paiement de la valeur des effets jettés. Ita, Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 8, n. 6, & hoc in quotidiana praxi observari testatur. Ouintin Weytsen. Idem, Vinnius in Peckium. Leg. 4, ff. de lege Rhodia, fol. 246 & 247. Mais cette contribution ne doit se faire que jusqu'à concurrence de la valeur effective des effets sauvés dans l'état qu'ils sont, & qu'à la déduction des frais de sauvement; attendu que ces frais indispensables diminuent nécessairement d'autant le produit des essets sauvés, lequel produit net est feulement sujet à contribution. Vinnius in Peckium, ad Leg. Rhodiam, fol. 255 & 258.

Il faut prendre garde au reste que, dans l'idée de cet article, le navire doit esse divement avoir été sauvé par le jet; de maniere que la tempête appaisée, il a ensuite continué sa route. Car si le navire n'avoit été que soulagé simplement par le jet, & qu'après quelques heures d'interruption ou diminution de la tempête, elle eût recommencé avec la même violence, ou qu'autrement le nausrage s'ensuivit, quoique plusieurs jours après le jet, ce seroit le cas de l'article précédent, suivant lequel il n'y auroit pas lieu à aucune contribution. Domat, Ibid. sol. 187.

ARTICLE XVII.

Es effets jettés ne contribueront en aucun cas au paiement des dommages arrivés depuis le jet aux marchandises sauvées, ni les marchandises au paiement du vaisseau perdu ou brisé.

L est sous entendu ici que les effets jettés ont réellement sauvé le navire; & que dans la suite le navire ayant continué sa route, à sait nausrage, & s'est perdu ou brisé.

Ceci présupposé, l'article décide que les essets jettés ne contribueront en aucun cas au domniage arrivé depuis le jet aux marchandises sauvées; à quoi il saut ajouter, ni au paiement du navire perdu ou brisé, puisque les marchandises sauvées en sont exemptes, attendu qu'en matiere de nausrage, res perit domino: tout est avarie simple ou particuliere, & sauve qui peut. Quintin Weytsen, Traité des avaries, p. 26 & 27.

En aucun cas, c'est-à-dire, soit que les effets jettés soient reconvrés dans la suite, pourvu toutesois que la répartition n'en ait pas déjà été saite, à cause

de l'art. 22 ci après, soit qu'ils soient demeurés perdus.

Si ces effets ont été recouvrés, non-seulement le propriétaire ne contribuera pas à cet égard au paiement du dommage arrivé au navire & aux marchandises depuis le jet; mais encore il sera sondé à demander sur les débris du navire & sur les marchandises sauvées, la répartition de l'avarie que ses effets ont soufferts, & des srais qu'il lui a fallu faire pour leur recouvrement. Cela est ane suite nécessaire de la décision, tant de cet article que du précédent; bien entendu toutes ois que les marchandises sauvées du naufrage, & les débris du navire ne contribueront qu'à la déduction des frais de leur sauvement, & sur le pied de leur valeur actuelle.

Et si les essets jettés n'ont pas été recouvrés, c'est précisément le cas de l'article précédent, puisqu'il est entendu ici que le navire a été sauvé par

le jet.

Il faut prendte garde néanmoins que l'opération ne doit pas se faire dans l'un ou l'autre cas, de la maniere indiquée sur l'art. 11, au sujet des munitions de guerre & de bonche, & des hardes des matelots; mais conformément à ce qui a été observé sur les art. 6 & 7; c'est-à-dire, qu'il faudra estimer les effets jettés relativement à l'art. 6, à l'effet que celui à qui appartiendroient ces marchandises, contribue pour leur valeur avec celle des marchandifes sauvées du naufrage, & des débris du navire; sans quoi, & s'il étoit exempt de contribuer à la perte de ses effets, il seroit de meilleure condition, le navire venant à se perdre dans la suite, que si après le jet il arrivoit à bon port. Et comme cela n'est pas proposable, il faut dire que ces mots, en aucun cas, fignifient seulement que jamais les effets jettés ne contribuent au paiement du dommage arrivé, depuis le jet, au navire & aux marchandises; mais que quand le propriétaire demandera le paiement de la valeur de ses effets jettés, il contribuera pour leur valeur au paiement de sa perte, conjointement avec les marchandifes fauvées du naufrage, & avec les débris du navire. Interprêter notre article autrement, ce seroit blesser toute justice, & le rendre contradictoire, non-seulement avec lesdits art. 6 & 7, mais encore avec les dix-neuf ci-après, qui par ces mots, & son chargement entier, fait entendre bien clairement que les marchandifes perdues doivent faire masse avec le reste du chargement sauvé.

L'opération sera la même au reste, que les essets jettés aient été recouvrés ou non; & la seule différence qu'il y aura, c'est que la perte sujette à répar-

tition sera plus on moins grande.

ARTICLE XVIII.

C I toutefois le vaisseau a été ouvert par délibération des principaux de l'équipage & des marchands, si aucuns y a, pour en tirer les marchandises, elles contribueront en ce cas à la répartition du dommage fait au bâtiment pour les en ôter.

C'Est le cas qui a été prévu sur l'art. 14, pour l'explication de la clause finale dudit article; au moyen de quoi il n'y a plus rien à dire à ce sujet, sice n'est que, comme cette opération ne peut avoir lieu qu'en cas d'échouement ou naufrage sans bris entier du navire, la délibération des principaux de l'équipage & des marchands ne suffira, pour autoriser l'ouverture faite au navire, qu'au cas que les Officiers de l'Amirauté ne soient pas encore transportés sur la côte où le naufrage est arrivé; car en leur présence, nulle délibération ne peut être prise que de leur aveu, ou plutôt c'est à eux à ordonner ce qu'il conviendra de faire pour le falutcommun, en prenant toutefois l'avis

des parties intéressées.

Il est pourtant vrai que l'article 17 du titre des naufrages, enjoint aux Officiers de l'Amirauté de se retirer, si, lors de l'échouement, les propriétaires ou commissionnaires auxquels les marchandises sont adressées; se présentent pour mettre ordre par eux-mêmes au sauvement des essets; mais tout ce qu'ils ont ordonné jusques là, doit être exécuté, & ce n'est qu'après qu'ils se sont retirés, que ceux qui se sont chargés de veiller au sauvement, peuvent prendre des délibérations convenables. Au sujet de ces délibérations, pour leur fûreté, ils doivent les faire signer par le plus grand nombre des gens de l'équipage & des parties intéressées, où bien il en doit être fait mention dans un rapport général qui sera fait au Greffe de l'Amirauté, contenant le narré de ce qui se sera fait d'essentiel pour le sauvement : c'est néanmoins une précaution que l'on néglige presque toujours, & sur laquelle les assureurs, prêteurs à la grosse, ou autres intéressés ont la complaisance de passer, tant ils redoutent les frais de justice, parce qu'il s'est trouvé réellement des Officiers d'Amirauté, qui n'étoient pas exempts du reproche de les avoir multipliés à l'excès.

ARTICLE XIX.

E N cas de perte des marchandises mises dans des barques pour alléger le vaisseau entrant en quelque por alléger le vaisseau entrant en quelque port ou riviere, la répartition s'en fera sur le navire & son chargement entier.

C E cas-ci est avec raison comparé au jet, puisqu'il y a nécessité de dé-charger une partie des marchandises dans des barques & alleges, pour soulager & alléger le navire, & le mettre en état par ce moyen d'éviter Tom. II:

le naufrage en entrant dans le port ou dans une riviere. Il est donc juste, si ces marchandises mises dans ces barques périssent, que la répartition s'en fasse sur le navire & son chargement, qui ont été sauvés par-là; & c-est aussi la disposition précise de la Loi 4, ff. de teg. Rhodia, & de l'art. 28, chap. 5 du Guidon. Idem, Loccerius, de jure maritimo, lib. 2, ch. 8, n. 6, fol. 214; Quintin Weytsen, tit. des avaries, p. 21, 22; Julius Ferretus, de re navali, lib. 8, n. 32, fol. 84, & les autres Auteurs.

On comprend que si les marchandises mises dans les barques ou alleges, n'ont pas le salut commun pour objet, & que s'il n'est question que de les rendre à quai pour la décharge ordinaire du navire, leur perte ne peut faire qu'une avarie simple, quoiqu'à la charge des assureurs, art. 30 dudit chap. 5 du Guidon. Kuricke, ad jus Hanseaicum, art. 4, tit. 8, fol. 781, 782.

ARTICLE XX.

As s si le vaisseau périt avec le reste de son chargement, il n'en sera fait aucune répartition sur les marchandises mises dans les alleges, quoiqu'elles arrivent à bon port.

L'Est la disposition de la même loi & du même art. 28 du Guidon. Et la raison de la décision est claire; car le navire étant perdu avec le reste de son chargement, il importe peu qu'on ait mis une partie des marchandises dans des barques ou alleges, & qu'elles soient arrivées à bon port. Ce cas n'est nullement dissérent de celui où ces marchandises seroient restées dans le navire, & que le propriétaire auroit eu le bonheur de les sauver du naustrage. Il les conserveroit alors sans être obligé de contribuer à la perte du navire & des autres marchandises; il les doit donc conserver tout de même quoiqu'elles aient été mises dans des alleges, ni ayant aucune raison de disférence pour la décision. Domat, loix civiles, livre 2, tit. 9, sett. 2, n. 14, sol. 186; Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 8, n. 18, & Weytsen, ibid. Ferretus aussi ibid. pag. 23 & 24: c'est le droit commun, en un mot.

On peut ajouter, encore, que suivant l'article 17, suprà, les effets jettés, quoique recouvrés, ne contribuent pas non plus au dommage arrivé depuis le jet, puisque le cas des marchandises mises dans des alleges pour soulager le navire, est entièrement comparable à celui du jet : c'est ce qu'établit sort

bien Vinnius in Peckium, ad leg. Rhodiam, leg. 4; fol. 246.



ARTICLE XXI.

S I aucuns des contribuables refusent de payer leurs parts, le maître pourra, pour sûreté de la contribution, retenir, même saire vendre par autorité de Justice, des marchandises jusqu'à concurrence de leur portion.

Rien de plus naturel que cette faculté accordée au maître, comme procureur né du propriétaire, ou armateur du navire, de retenir & faire vendre par autorité de Justice les marchandises de ceux des contribuables aux avaries communes, qui resusent de payer leur contingent de la contribution, art. 9 des Jugemens d'Oleron, avec les notes. Loccenius, de jure marit. lib. 2, c. 8, n. 11, fol. 221; Peckius & Vinnius, in leg. 2, ff. ad legem Rhodiam, fol. 201. Mais comme il a été observé sur l'art. 6 ci-dessus, ce n'est point une obligation que cet article lui impose. Ainsi, à moins que ceux qui ont le principal intérêt dans la répartition des pertes, n'aient sais les esfets entre ses mains, il peut délivrer à chacun ses marchandises, sans crainte d'être exposé à aucune recherche, en cas d'insolvabilité de quelques-uns d'eux.

Il est même sans exemple qu'on ait sait des saisses en pareil cas, & la retenue des marchandises seroit d'autant plus déplacée, qu'elles pourroient dépérir en attendant l'opération de la contribution, avant laquelle nul n'est en demeure de payer.

Il faut avouer cependant que la saisse est licite, & que le saisssant ne pourroit être obligé d'en consentir la main-levée, que moyennant une bonne caution.

ARTICLE XXII.

S I les effets jettés sont recouvrés par les propriétaires depuis la répartition, ils seront tenus de rapporter au maître & aux autres intéresses, ce qu'ils auront reçu dans la contribution, déduction faite du dommage qui leur aura été causé par le jet, & des frais de recouvrement.

Es eff. ts jettés ne sont donc pas censés abandonnés au premier occupant? & il n'est pas douteux que celui à qui ils appartenoient, n'ait droit d'en faire le recouvrement, par des plongeurs & pêcheurs, ou de les réclamer & retirer des mains de quiconque peut les avoir sauvés, art. 28 & 32, chap. 5 du Guidon.

C'est ain sique s'en explique le S. 8 de la loi 2 & de la loi 8, ff. de lege. Rhodiâ. Il en est de ce cas tout comme des essets naufragés. Loccenius, de Dd ij

jure maritimo, lib. prim. c.7, n. 6, fol. 70, & lib. 2, cap. 7, n. 3, fol. 206 & 207. Mais il est un temps pour en faire la réclamation, après lequel il y a fin de non-recevoir, comme il sera dit sur le titre des nausrages.

Si les effets jettés sont recouvrés avant la repartition, il n'en doit plus être question, si ce n'est pour raison du dommage qu'ils auront sousser & des

frais du recouvrement.

Si c'est après la répartition, le propriétaire de ces essets sera tenu de rapporter à ceux qui auront contribué, ce qu'il aura reçu par l'opération de la contribution, dit la même loi 2, §, 7, ff. de lege Rhodiá. Domat, loix civiles, liv. 2, tit. 9, sest. 2, n. 17, fol. 187; Loccenius, ibid. fol. 226. Notre article ajoute avec raison, dédustion saite du dommage causé par le jet & des frais du recouvrement. Idem, l'Auteur des notes, sur l'art. 9 des Jugemens d'Oleron, n. 10 & 11.

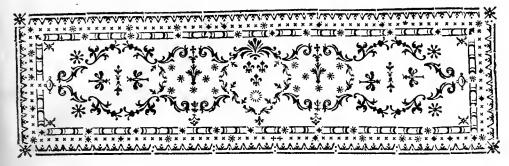
Il semble d'abord qu'il n'est question pour cela que d'estimer le dommage sousser par ses marchandises, à l'occasion du jet, & d'y joindre les frais de recouvrement, pour faire la déduction du total sur la somme par lui reçue, à l'este qu'il n'ait que le surplus à restituer. Mais de cette maniere il ne perdroit rien, tandis que dans l'opération de la contribution, il a été obligé de contribuer, pour la valeur que ses marchandises auroient eue si elles sussent arrivées à bon port; au moyen de quoi, il saut nécessairement qu'il supporte sa portion de la perte. Et si, d'un autre côté, on lui saisoit rapporter ce qu'il a reçu, sous prétexte que les essets recouvrés en sont l'indemnité, il se trouveroit qu'il supporteroit seul une perte, qui regarde tous les contribuables.

Pour éviter donc toute méprise & section en pareil cas, le plus court & le plus sûr est de lui saire rapporter simplement la valeur essective des essets recouvrés, déduction faite des frais de recouvrement, & de saire la répartition de la somme entre lui & les autres contribuables sur le même pied & au sol la livre de la premiere répartition, si mieux on aime refaire la premiere opération, en lui laissant la valeur des essets recouvrés, & ne comptant pour perte à son égard, que l'excédent de la somme qui avoit d'abord été sujette à répartition. Par-là on verra ce qui lui seroit revenu, si l'opération eût d'abord été faite de cette maniere; & ce qu'il se trouvera avoir reçu de plus, sera ce qu'il aura à restituer aux autres contribuables.

Au surplus, dans tous les cas de la contribution, le réglement qui en a été fait judiciairement, parties présentes ou duement appellées, ou même à l'amiable, avec le plus grand nombre des parties intéressées, doit être executé par provision, du moins en donnant caution, saus la revision de la part de ceux qui n'ont pas assisté à l'opération, ou qui s'en plaignent, & à faire ensuite

décider définitivement.





TITREIX. DESPRISES.

L est du droit de la guerre d'affoiblir son ennemi autant qu'il se peut, en le troublant dans ses possessions & dans son commerce. Delà l'usage reçu de tout temps chez les nations en guerre, d'armer des vaisseaux pour s'emparer de ceux des ennemis, ou pour enlever leurs essets, en saisant des descentes fur leurs côtes.

C'est à cet objet qu'est dû, pour ainsi dire, l'établissement fixe de la charge d'Amiral dans ce Royaume. Sa marine trop soible alors pour se faire respecter, ce n'étoit que dans des cas extraordinaires que la France mettoit des slottes en mer à l'aide de se alliés. Hors delà elle ne faisoit la guerre sur mer, excepté quelques vaisseaux que l'Amiral équipoit à ses frais, qu'avec les navires armés en course par les particuliers. Et comme l'âpreté du gain, d'un côté, saisoit négliger la sûreté des armemens pendant la guerre, ce qui exposoit trop souvent le pavillon François à être insulté; & d'un autre côté, entretenoit l'ardeur du pillage jusqu'en pleine paix, au préjudice même des alliés & des sujets du Roi; pour remédier à ces inconvéniens & réprimer ces désordres, le moyen le plus sûr, en rendant continues les sonctions de l'Amiral, sut de lui donner l'inspection sur tous les vaisseaux qui seroient armés dans la suite, & d'assujettir tous les particuliers qui équiperoient des navires en guerre ou en marchandise, à prendre de lui, avant de mettre en mer, une commission ou un congé, sur peine de consiscation.

Telle est l'origine des commissions en guerre & des congés de l'Amiral: établissement, qui, persectionné depuis divers réglemens, a mis le bel ordre qu'on admire aujourd'hui dans notre navigation & dans nos armemens

en course.

Quelque ancienne & autorisée que soit cette maniere de faire la guerre; il est néanmoins des prétendus Philosophes qui la désapprouvent. Selon eux, ce n'est pas ainsi qu'il faut servir l'Etat & le Prince; & le profit qui en peut revenir aux particuliers, est illicite, ou du moins honteux. Mais ce n'est là qu'un langage des mauvais Citoyens, qui sous le masque imposant d'une sausse sagesse ou d'une conscience artificieusement délicate, cherchent à don-

ner le change, en voilant le motif secret que cause leur indifférence pour

le bien & l'avantage de l'Etat.

Autant ceux-ci sont blâmables, autant méritent d'éloges ceux qui généreusement exposent leurs biens & leur vie aux dangers de la course. Plus en état en quelque sorte de nuire aux ennemis, que le gouvernement avec l'appareil des flottes les plus formidables, ils lui rendent encore le service de le décharger du soin d'armer à ses frais un grand nombre de vaisseaux, qu'il seroit obligé de destiner à la course sans leur secours.

Il ne faut donc plus s'étonner que la course des armateurs particuliers ait toujours été extrêmement savorisée; mais comme elle peut aisément dégénérer en abus & en brigandages, il a paru nécessaire de l'astreindre à des loix & à des regles de police, sous diverses peines, dont la moindre est la privation des avantages remportés sur ses ennemis, c'est ce qu'il s'agit de développer

en discutant les différens articles dont ce titre est composé.

ARTICLE PREMIER.

L'Amiral.

Ucun ne pourra armer vaisseau en guerre, sans commission de l'Amiral.

A premiere des regles de la course sait le sujet de cet article. Elle consiste à assujettir quiconque arme un vaisseau en guetre, à prendre une
commission de l'Amiral; & en cela l'article n'a rien statué de nouveau : la
loi avoit porté dès le temps de l'établissement de la charge d'Amiral, &
elle n'a pas varié depuis, comme il résulte des Ordonnances de 1400, art. 3;
de 1517, art. 2; de 1543, art. 18; de 1584, art. 30; de la Déclaration du
Roi du premier Février 1650, art. 3, & de l'Arrêt du Conseil du 3.1 Octobre.
1662.

La raison primitive de cette loi, est qu'il n'y a que le Souverain qui ait droit de faire la guerre. Il est vrai que les armemens en course ne se sont qu'après une déclaration de guerre publiée dans les formes, & que ces sortes de déclarations enjoignent aux sujets de courre sus aux ennemis, tant parmer que par terre; mais cela ne s'entend qu'à condition de se munir auparavant d'une permission particuliere du Souverain ou des Officiers qui les représentent en cette partie. Et comme en ce qui concerne les courses sur mer: le Roi a attaché spécialement, à la charge d'Amiral, le droit de délivrer, en son om, les commissions nécessaires pour rendre ces hossilités légitimes; c'est le qui fait que nul autre officier que l'Amiral n'est sondé à en accorder. Ainsi jugé contre M. de Blenac, Gouverneur général des isses de l'Amérique, par Arrêt du Conseil, du 15 Mars 1695. V. sur l'art. 9, tit. premier, liv. premier, l'anecdote concernant les commissions en guerre, données par Jacques II, Roi d'Angleterre, resugié en France.

A cette raison qui se tire du droit de souveraineté, il en faut joindre une autre sondée sur l'intérêt qu'à l'Etat, que la course se fasse dans les regles. & suivant les loix de la guerre, sans excès à l'égard des ennemis, comme

fans injure par rapport aux amis & alliés; & c'est à quoi il a été pourvu en soumettant les armateurs à prendre des commissions de l'Amiral, & aux sormalités qui en dépendent. Ce sont là autant de principes que pose M. le Chevalier d'Abreu dans son Traité de Jurisprudence politique sur les armemens en course, premiere partie.chap. 1, \$.11, pag. 9 & 10. V. le Journal étranger du mois de Février 1756, pag. 155.

Au reste la commission de l'Amiral est tellement nécessaire, qu'une permission du Roi n'en dispenseroit pas, même quand il s'agiroit d'un vaisseau de guerre que Sa Majesté accorderoit à quelqu'un pour faire la course. Ce n'est que pour les vaisseaux que le Roi fait armer à ses frais, & dont il donne le commandement à quelques-uns de ses Officiers pour faire la course, qu'il n'est pas nécessaire d'une commission de l'Amiral. Hors ce cas, elle est indis-

pensable dès que l'armement est fait aux frais des particuliers.

Notre article ne dit point quelle peine encourroit l'armateur qui mettroit en mer sans commission; & l'art. 3, déjà cité dans la Déclaration du premier Février 1650, se contente de renvoyer aux peines portées par les Ordonnances. Cependant les anciennes Ordonnances n'ont rien statué précisément sur ce sujet, & tout ce qu'on en pourroit conclure, c'est qu'il s'agiroit d'appliquer à ce cas-ci la peine de la confiscation qu'elles prononcent en général contre ceux qui mettent en mer sans congé de l'Amiral, dans laquelle confiscation seroient enveloppées les prises saites par le vaisseau armé sans commission.

Il me paroît néanmoins, qu'outre cette peine civile, il y auroit lieu d'appliquer à ce même cas, celle qui est attachée à la piraterie, & cela par argument de l'article 3 ci-après; car, enfin, qu'un sujet du Roi, sans sa permission, fasse la course avec commission d'un Prince étranger, & sous sa banniere, ou qu'il la fasse sancune commission, c'est la même chose; il doit donc

dans l'un & dans l'autre cas être traité comme pirate.

Que le vaisseau soit armé entiérement en guerre, ou tout à la fois en guerre & marchandise, il faut également une commission de l'Amiral, au moins à l'effet de légitimer les prises qui pourroient être faites par ce vaisseau; de sorte qu'un simple congé ne suffiroit pas pour cela, parce qu'il ne regarde que la navigation de commerce; de même que la commission en guerre n'a pour objet que la course, à raison de quoi elle ne dispense pas de prendre un congé, lorsque, outre la course, on charge ces marchandises.

Cependant, si la commission est en guerre & marchandise tout ensemble, comme il y en a quantité d'exemples, elle sussit alors, sans qu'il soit besoin

de prendre un congé.

Mais quoiqu'un vaisseau, équipé en marchandise, soit armé plus qu'en temps de paix, en vue simplement d'être en état de se mieux désendre, un congé lui sustit pour l'exempter de contravention; & s'il arrive qu'il fasse quelque prise en se désendant, il ne lui sera pas fait un crime de ne s'être pas muni d'une commission en guerre: la prise n'en sera pas moins bonne par rapport à l'ennemi, pourvu qu'elle ait été faite suivant les loix de la guerre. Ce qui en résultera seulement, c'est que cette prise ne sera pas au prosit de l'armateur ni de l'équipage; elle demeurera acquise par droit de

confication au Souverain, ou à celui à qui il a cédé en cette partie ce droit de confication, c'est-à-dire, à l'Amiral; car il est constant, comme on l'a montré sur l'art. 10 du tit. premier, livre premier, que toutes les confiscations

maritimes appartiennent à l'Amiral.

Et la raison pour laquelle l'armateur, sans commission en guerre, n'a aucune part dans les prises qu'il fait, c'est qu'il a négligé les formalités dont l'observation est essentielle, pour l'autoriser à s'emparer des essets des ennemis. A la vérité la prise n'est pas moins bonne sur l'ennemi, parce qu'il sussit à son égard qu'il ait été dépouillé par le sujet du Prince avec lequel le sien est en guerre; mais, dans l'hypothese, le preneur ayant armé sans commission, n'a pu acquérir à son prosit, comme n'ayant pas le titre nécessaire pour lui trans-

mettre la propriété des biens de l'ennemi qu'il a pris,

Tout cela est la doctrine de Grotius, sondée sur ce que le prosit des prises appartient de droit au Souverain, & qu'il n'est abandonné qu'à celui qui arme au nom de l'Etat & avec la permission du Souverain, en considération des risques qu'il court, & de la dépense extraordinaire qu'il sait à cette occasion. En un mot, il est décidé formellement, par Arrêt du Conseil du 23 Janvier 1706, que les prises saites sur les ennemis sans commission de l'Amiral, sont consisquées à son prosit pour le tout. Et cette décision est d'autant plus remarquable que l'arrêt a été rendu avec M. le Procureur du Roi, qui prétendoit que la consiscation en ce cas appartenoit au Roi. Les mémoires sournis de part & d'autre dans cette affaire importante, sont d'une grande beauté. V. suprà l'anecdote concernant cet Arrêt, aux notes, sur l'art. 10, titre de l'Amiral.

Il faut avouer néanmoins que M. l'Amiral a la générosité de ne se prévaloir pas toujours du désaut de commission en guerre, lorsque le navire est principalement équipé en marchandises, & qu'en pareil cas il a coutume d'accorder des gratifications considérables, tant à l'armateur qu'au capitaine & aux gens de l'équipage, eu égard à la dépense extraordinaire saite par le premier, pour mettre son vaisseau en meilleur état de désense, & à la bravoure des autres. La derniere guerre en a sourni un exemple dans ce port, au sujet d'une prise saite par le petit navire le don de Dieu, appartenant au sieur Etienne Denis,

négociant, armateur de cette ville.

On trouve aussi un exemple antérieur dans la guerre de 1689, & c'est une anecdote extrêmement remarquable. Joseph Patot, commandant la Tartane le Saint Genezey, de Marseille, étant allé à Madere porter un chargement de ris, le Gouverneur de cette lsse le fréta pour porter du bled à l'Isle de S. Michel. Dans sa route, le 5 Septembre 1693, un vaisseau Anglois lui donna chasse & le joignit; mais Patot, quoiqu'il n'eût que six hommes d'équipage & deux mousses, sauta à bord de l'Anglois, & l'enleva après un rude combat. Patot, continuant sa route avec sa prise, su enson il leur échappa, quoique tous les gens de ton équipage sussens de la prise à son profit: il étoit non-recevable, parce qu'il n'avoit pas pris de commission en guerre; mais M. l'Amiral n'hésita pas à lever l'obstacle, en consentant que ce capitaine prositât de la prise en considération de son courage, toutes sans

sans tirer à conséquence. L'Arrêt qui intervint le 8 Juin 1694, lui adjugea effectivement la prise à la réserve simplement du dixieme de l'Amiral. Ce n'est pas là le seul exemple d'une bravoure extraordinaire que les François aient donné; il ne faudroit donc pas toujours craindre la supériorité des forces de l'ennemi.

Cette décision au reste, qu'une prise, faite sans commission de guerre; appartient à M. l'Amiral à titre de confiscation, étant absolument indépendante de son ancien droit de dixieme dans les prises, elle ne doit pas varier par conséquent sous prétexte que ce droit de dixieme est maintenant supprimé.

Une observation importante à faire, est que dans les armemens en course, aussi-bien que dans la navigation simple, il faut que les deux tiers au moins de l'équipage soient des matelots François, relativement à l'article 8 du réglement de Strasbourg, qui se rapporte au temps de la guerre comme au temps de la paix. Lettre du Roi Louis XIV à M. le Comte de Toulouse, du premier Mars 1710, que l'on trouvera sur l'art. 5 ci après, il en est de même en Espagne. Décret de Philippe V, du 16 Octobre 1705, art. 14.

DECLARATION DU ROI,

Portant Réglement sur le sait de la Navigation, armement de Vaisseaux, & des Prises qui se sont en mer.

Du premier Février 1650.

L OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront · Salut, Nous avons affez fait connoître depuis notre avénement à la Couronne, que tous nos desseins & nos actions, même l'emploi de nos armées, ne tendoient qu'à la paix, pour faire que non-seulement nos sujets pussent au plutôt recueillir les fruits de ce bien tant defiré; mais aussi qu'étant rendu général, & toute la Chrétienneté le trouvant en repos, les désordres de guerre venant à cesser, & la paix affermie par le consentement de tous ceux qui y seroient compris, le commerce sût heureusement rétabli par-tout; & que, par ce moyen, l'abondance & la félicité qui dérivent toujours de cette fource, vinsient aussi à être plus universellement répendues par la communication réciproque entre les Nations. Maispendant que nous y travaillons avec soin, & que nous attendons l'accomplissement de ce bonheur de la main de Dieu, qui convertira, quand il lui plaira dans l'ordre de sa providence, les cœurs de nos ennemis qui y réfistent, & ont empêché jusqu'ici la conclusion de ce bon œuvre, nous avons travaillé de notre part, & contribué de tout ce qui nous a été possible, pour conserver

& entretenir de très-bonne foi la paix & la bonne intelligence avec les autres Princes & Etats qui nous sont amis & alliés, selon les Traités & conventions qui font entre nous: & croyant que ce louable dessein ne pouvoit mieux être exécuté, qu'en maintenant les ordres anciennement établis au fait de la navigation & trafic, & faifant faire justice exacte des contraventions & des fautes, crimes & délits qui s'y commettent; nous avons voulu foigneufement prendre garde à ce que la liberté du commerce des étrangers sût conservée, & en tout & par-tout favorifée en tous les pays de notre sujétion & obéissance, tenant pour cet esset nos côtes sûres & la mer nette, par nombre de vaisseaux que nous avons fait armer exprès & commandé à nos Officiers de l'Amirauté de faire bonne justice & exemplaire de ceux qui entreprennent d'exercer la piraterie, sous divers prétextes, violences & fraudes recherchées, sans souffrir qu'ils eussent retraite en nos ports & havres, ni qu'ils eslayassent d'y faire receler leurs vols & pillage, ni prétendre d'y en faire les ventes & débit, par quelque connivence ou participation avec aucun de nos fujets, que nous ne voudrions nullement supporter en telles mauvaises

Tom. I I

actions préjudiciables à nos autres bons fujets & à nos voisins, amis & alliés; ains au contraire, voulant & desirant que tels malfaiteurs foient punis & châties, selon que l'énormité de leurs crimes le desire : ce qui a si bien réussi qu'on peut dire qu'il n'y a aujourd'hui lieu au monde où la justice soit administrée aux étrangers trafiquans & négocians, ou qui ont été déprédés sur la mer, avec plus d'humanité, de légalité & de la promptitude comme elle est en France: encore que souvent nos sujets nous aient fait entendre qu'ils ne reçoivent pas tonjours ailleurs un pareil traitement. A quoi néanmoins nous n'avons pas tant d'égard, que nous ne foyons bien aifes de commencer par nous-mêmes, en exécutant nos Traités d'alliance, à régler & contenir nos propres fujets, bien que ce soit aussi notre volonté de les protéger & défendre pour leur faire obtenir ce qu'ils prétendront legitimement, & qu'ils peuvent desirer du fait de nos alliés; mais toujours par les voyes civiles prescrites par les Traités, & ainsi qu'il se pratique entre les Princes & Etats Souverains. Et d'autant que les divisions & mouvemens furvenus ès pays & Royaumes qui nous avoifinent, ont donné lieu par la diversité des partis à faire plufieurs prifes de vaisseaux les uns sur les autres, n'entendant participer en aucune maniere à ces défordres & voies d'hostilité, nous avons fait publier dès l'année 1643, & encore en l'an 1647 diverses Ordonnances & Réglemens portans défenses de vendre les choses qui feroient déprédées à cette occasion par l'un ou l'autre parti, & amenées sur les terres & lieux de notre Royaume, & à tous nos sujets d'en acheter & retenir : ensemble à nos Officiers de l'Amirauté de prendre aucune connoissance de telles procédures, finon pour faire restituer à nos fujets les biens qui fe trouveroient leur appartenir, & qu'ils auroient réclamés suivant les formes; & depuis ayant été averti qu'aucuns de nos sujets, sous prétexte de faire la guerre à nos ennemis, en vertu des commissions de la Reine Régente, notre très-honorée Dame & mere, possédant & exerçant la charge de Grand-Maître, Chef & Sur-Intendant-Cénéral de la navigation & du commerce de France, prenoient encore Commillions d'aucuns Princes étrangers pour faire la guerre à autres nos alliés avec lesquels ils sont en guerre en arborant à leur plaisir & selon l'occasion, telles bannieres que bon leur semble, pour couvrir leurs manvais desseins & favoriser leur piraterie, & faifant dreiser telles procédures qu'ils veulent par des particuliers étant en leurs vaiffeaux & menés aveceux, contre les Ordonnances de la

Marine: nous avons voulu faire clairement connoître par le contenu en nos Ordonnances des 7 Septembre & 8 Décembre derniers, que nous ne pouvions fouffrir cette maniere de déprédations & pilleries injustes, qui troublant la sûreté & liberté de la navigation & du trafic entre nos alliés & sujets, violent aussi le respect qui nous est dû, & contreviennent directement à la disposition des Loix & Ordonnances anciennes & modernes : & de fait avons réitéré défenses trèsexpresses à tous capitaines entretenus à notre service, & tous autres nos sujets, qui auroient fait leur armement en France, en vertu des Commissions de ladite Dame Reine Régente, notre très-honorée Dame & Mere, & qui seroient sortis des ports du Royaume, de prendre aucune Commission, ni arborer baniere d'aucun Prince étranger, ami ou allié, pour faire des prises sur ceux avec lesquels il seroit en rupture, ni quand ils seront à la mer faire tort ni dommage quelconque aux vaisseaux qu'ils rencontreront de nos amis, alliés ou fujets, ni prendre & exiger d'eux aucune chose sous quelque prétexte que ce soit, ni de mener, vendre & disposer des marchandises qu'ils prendront dans aucun port étranger; à peine d'être déclarés pirates, & d'être punis extraordinairement. Même aurions député aucuns de nos Conseillers en notre Conseil d'Etat, pour recevoir les plaintes qui seroient faites desdites déprédations : en conséquence de quoi plusieurs Anglois s'y étant adressés, icelles examinées en notredit Conseil, ou nous étions présent, nous y aurions pourvu avec toute la justice qu'on sauroit desirer, & fait donner tous les ordres nécesfaires pour la restitution des choses mal prises; & réparation du dommage des intéressés. Mais afin que de ces plaintes & affaires particulieres, il en puisse réassir un bien plus général pour l'avenir, & que nul ne puisse dorénavant se couvrir d'aucune sorte d'excuse, sous prétexte d'ignorance ou autrement, ni mertre en doute la fincérité de nos intentions en relles matieres; defirant sur ce déclarer notre volonté, pourvoir de réglement nécessaire contre tels désordres, & renouveller à cette occasion & confirmer les bonnes & faintes Ordonnances des Rois nos prédécesseurs, dans l'observation desquelles consistent la sûreté du commerce, qui entretient l'union & l'amitié réciproque des peuples & nations, & faisant fleurir le trafic maritime & la marchandite, remplit en peu de temps les pays & provinces où il est librement exercé de richesfes & commodités. A ces causes, de l'avis de la Reine Régente, notre très-honorée Dame & Mere, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par

tes présentes signées de notre main, dit & déclaré, disons & déclarons:

ARTICLE PRÈMIER.

Que notre intention a toujours été d'observer fidélement les Traités & Conventions qui sont entre nous & nos voisins & alliés; & que nous n'avons jamais entendu y contrevenir en quelque sorte & maniere que ce soit, aussi voulons nous y persévérer constamment: & pour cet effet avons ordonné & ordonnons, que fuivant & conformément auxdits Traités, le commerce soit & demeure parfaitement sûr & libre à nosdits alliés, ès mers, côtes, lieux, ports & havres de notre sujétion & obéissance, pour y aller, venir, lejourner, tant par mer que par terre, ainsi qu'ils ont fait par ci-devant; & comme ils en useront à l'égard de nos Sujets, & qu'il leur soit fait bonne & brieve justice par nos Officiers de l'Amirauté, sur les plaintes qu'ils pourront saire des torts qui leur seront saits, les prenant encore d'abondant & en tant que besoin feroit en notre protection & fauve-garde : enjoignons pour cet effet, à peine de désobéissance, à tous Gouverneurs de nos Places, Lieutenans, Capitaines & Officiers, de leur prêter secours, main-forte & affistance, s'ils en sont requis, ou qu'ils voient que befoin foit, fans fouffrir qu'il leur soit fait aucun dommage ou injustice par aucun de nos sujets.

II. Aucun capitaine, soit de nos vaisseaux ou autres appartenans à particuliers, ne pourra arrêter les vaisseaux de nos amis & alliés après qu'ils auront amené les voiles, sur la semonce qui leur en sera faite, & montré leur chartepartie & police de chargement des marchandidises chargées pour le compte de nos amis & alliés : faisant en ce cas désenses aux dits capitaines & leurs équipages de prendre aucune chose sur les suisseaux, sous quelque prétexte que ce soit, à peine de la vie; & ne pourront sortir des ports où ils seront leurs armemens, sans y faire enrégistrer leurs congés, & se soumettre à y faire leur retour, conformément aux Ordonnances.

III. Aucun de'quelque état qu'il soit ne pourra mettre sus, fréter ni équiper aucun navire, pour faire guerre aux ennemis, sans congé & commission expresse de la Reine Régente, notre très-honorée Dame & Mere, possédant & exerçant la Charge de Grand-Maître, Chef & Sur-Intendaut de la navigation & commerce de France, sous les peines portées par les dites Ordonnances.

IV. Faisons en outre défenses très-expresses,

fuivant nos Lettres-patentes du 7 Septembre dernier, & Ordonnance du 8 Décembre aussi dernier, à tous Capitaines de Marine, nos sujets domiciliés & non domiciliés en notre Royaume & pays de notre obéissance, de prendrecommissions d'aucuns Rois, Princes ou Républiques étrangers, ni d'arborer autre bannière que la nôtre pour faire la guerre; & à nos Officiers de l'Amirauté de recevoir les rapports audit cas, ni faire des procédures sur les prises qu'ils pourroient faire en aucune sorte & maniere que ce foit, à peine de suspension de leurs Charges; & contre lesdits capitaines nos sujets, qu'il leur foit couru sus par nos capitaines, gardes-côtes & autres nos sujets, voulant aussi que leur procès leur soit fait & parfait comme pirates, jusques à Sentence définitive inclusivement.

V. Et pour obvier aux fraudes qui se commettent pour couvrir les mauvaises prifes & pirateries qui ruinent le commerce, nous défendons à tous Gouverneurs des Villes, Places & Châteaux qui sont sous notre obéissance, de fouffrir dans leurs ports & rades plus de vingtquatre heures, aucuns capitaines de vaisseaux ayant commission étrangere, qui aient fait des prises, si ce n'est qu'ils y aient relâché, & soient contraints d'y demeurer par mauvais temps, & encore à la charge de n'y vendre ou laisser aucunes marchandises par eux prifes en quelque forte & maniere que ce soit. Faisons, comme nous avons fait ci devant, nouvelles défentes & inhibitions très - expresses à tous nos sujets d'en acheter à peine de désobéissance contre lesdits Gouverneurs, & de les rendre responsables des dommages & intérêts, & contre nos autres sujets de confiscation desdites marchandises, de dix mille livres d'amende, & de punition exemplaire : enjoignant toutefois auxdits Gouverneurs de permettre auxdits capitaines ayant Commissions étrangeres, de mener leurs dites prises ailleurs, & ou bon leur semblera, excepté les choses & marchandises qui se trouveront en leurs vaisseaux appartenir à nos sujets, lesquelles nous entendons leur être rendues, étant par eux réclamées & qui auront été vérifiées leur appartenir.

VI. Si aucune prise avoit été saite par aucuns capitaines nos sujets, avec commission ou sans commission de Nous & de la Reine Régente, notre très-honorée Dame & Mere, les procédures en seront saites par nos Officiers de l'Amirauté du port où elle arrivera, & envoyées à ladite Dame Reine notre Mere, pour être jugées en la maniere accouranée, & les marchandises qui se trouveront appartenir à nos amis, alliés & sujets, rendues & restituées, & les

autres appartenant à nos ennemis confisquées & adjugées à qui il appartiendra, suivant la rigueur

de nos Ordonnances.

VII. Et pour obvier aux pilleries & déprédations qui se commettent journellement sur la mer par gens sans aveu, qui poursuivent les vaisseaux, tant de nos alliés que sujets, les forcent & détroussent lorsqu'ils les trouvent à leur avantage; nous ordonnons conformément aux Ordonnances des Rois François I & Henri III, des années 1543 & 1584, que les navires d'aucuns de nos fujets ne pourront aller hors le Royaume, en voyage de long cours ou autrement, soit en guerre ou marchandise, sans congé & commission expresse de la Reine Régente, notredite Dame & Mere, possédant & exerçant la Charge de Grand-Maitre, Chef & Sur-Intendant-Général de la navigation & commerce, & fans avoir auparavant que partir baillé caution de ne méfaire à nos sujets, amis & alliés: tous lesquels congés & commissions seront enrégistrés ès registres de l'Amirauté du lieu d'où ils partiront, sous peine d'être traités comme pirates & écumeurs de mer, & comme tels poursuivis à toute rigueur.

VIII. Et femblablement avant partir, les maîtres, contre-maîtres & quartiers-maîtres desdits navires, seront tenus de bailler audit Gresse de l'Amirauté du lieu d'où ils partiront, les noms, surnoms & demeure de ceux de leurs équipages, sans en céler aucnn, & à leur retour qui doit être au même port, sinon par excuse légitime du temps ou autre dûement attestée, déclarer s'ils les ont ramenés, ou le lieu où ils les ont laisses, & ce qu'ils sont devenus, ensemble rapporter le registre & journal de leur expédition, suivant les Ordonnances, & sous les peiues por-

tées par icelles.

IX. Et encore, réitérant & confirmant d'abondant lesdites Ordonnances de l'an 1584, voulons & ordonnons que des prifes qui seront faites par nos fujets & autres tenant notre parti, rant fous ombre & couleur de guerre, qu'autrement, les prisonniers, ou pour le moins deux ou trois des plus apparens d'iceux, feront amenés à terre, pour au plutôt que faire se pourra être examinés & ouis par les Officiers de l'Amirauté, avant qu'aucune des choses prises soit descendue, afin de savoir d'où ils seront, & à qui appartiendront lesdits navires & biens étant en iceux, pour la procédure faite par lesdits Officiers être envoyée à ladite Dame Reine, & jugée en la maniere accoutumée, suivant les Ordonnances.

X. Défendons à tous chess, maîtres, contremaîtres, patrons, quartiers-maîtres, soldats &

compagnons, conformément auxdites Ordonnances, quand une prise sera faite, de rompre ou faire ouverture des coffres , balles , malles , bougettes, tonneaux & autres vaiileaux, de quelques prises qu'ils fassent, ni aucunes choses desdites prises, transporter, vendre, échanger, ou autrement aliéner : ains leur enjoignons qu'ils aient à représenter le tout desdites prises, enfemble les personnes couduisant le navire, le plutôt que faire se pourra, pour être fait & disposé ainsi qu'il appartiendra, & comme le contiennent les Ordonnances, sur peine de confiscation de corps & biens; & ne seront descendus ni mis en bateaux, ou autrement aucuns coffres, barils & autres biens quelconques pris en guerre, qu'en la présence de nos Officiers, après inventaire par eux fait des chartes-parties, connoissemens, lettres de cargaison & d'adresse, & marchandises étant aux dits vaisseaux.

XI. Ordonnons comme dessus & suivant lesdites Ordonnances, que les capitaines, maîtres, contre-maîtres & autres qui auront fait lessus prises, menent les personnes, navires & marchandises au même port d'où ils sont partis, sinon que par force d'ennemis ou par tempête, ils sussent contraints de se sauver autre part: ès quels cas seront tenus, étant arrivés ès ports & havres, avertir les Officiers de l'Amirauté desdits lieux, pour être présens à l'inventaire desdites choses, avant qu'en décharger aucunes & rapporter certificat desdits Officiers au Gresse des havres d'où ils seront partis, pour être délivrés aux propriétaires, armateurs & avituailleurs, ou autre y ayant intérêt, sous les peines

portées par lesdites Ordonnances.

XII. Ordonnons aussi suivant lesdites ordonnances que les maîtres, contre-maîtres & quartiers-maîtres, répondront du corps des délinquans qui seront dans leur navire, pour être sait telle justice & réparation par nosdits Officiers

de l'Amirauté qu'il appartiendra.

XIII. Défendons sur peine de prison & de confiscation de biens, à tous marchands & autres d'acheter, échanger ou recevoir en don; & sous aucun prétexte, couleur & condition que se soit, ni de celer ou cacher; par eux ou par autres, directement ou indirectement, les marchandises & biens déprédés, avant que les prises aient été déclarées bonnes & justes.

XIV. Et au surplus, voulons & entendons que les Ordonnances des Rois nos prédécesseurs sur le fait de la Marine, soient observées & entretenues sous les peines y contenues, & icelles en tant que besoin est, nous avons confirmé & confirmons par ces présentes.

Prions & requérons la Reine Régente, notre

très-honorée Dame & mere, possédant & exerçant la Charge de Grand-maître, Chef & Sur-Intendant-Général de la navigation & commerce de ce Royaume. Mandons & ordonnons à tous ceux qui lui succéderont en cette Charge, comme aussi aux Officiers de l'Amirauté, de tenir foigneusement la main à l'observation des présentes, & de les faire enrégistrer, publier & afficher par-tout les Sieges de l'Amirauté, & autres lieux & endroits que besoin sera. Car tel est notre plaisir; entémoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Donné à Paris le premier jour de Février, l'an de grace mil six cent cinquante, & de notre Regne le septieme. Signé LOUIS. Et plus bas, par le Roi, la Reine Régente sa mere présente.

DELOMENIE. Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

A NNE, par la grace de Dieu, Reine Régente de France & de Navarre, Mere du Roi, possédant & exerçant la Charge de Grand-Maître, Chef & Sur-Intendant de la navigation & commerce de France: à tous ceux qui ces présentes Lettres verront: Salut. Savoir faisons que vu par Nous les Lettres-patentes du Roi, notre très-honoré Sieur & Fils, cejourd'hui données à Paris, fignées Louis, contresignées, Delomenie, & scellées du grand Sceau de cire jaune, dont copie est ci-dessus transcrite : par lesquelles & pour les causes y contenues, le Roi notredit Sieur & fils à fait le Réglement y mentionné en quatorze articles, sur le fait de la navigation, de l'armement des vaisseaux de son Royaume, & des prises qui se sont en mer, nous avons consenti & consentons le contenu ès dites Lettres-patentes, pour avoir lieu selon leur forme & teneur & être observées & entretenues, sous les peines y mentionnées; si mandons & ordonnons à tous Lieutenans & Officiers de l'Ami. rauté, Chefs d'Escadre, Capitaine de vaisseaux du Roi de notre dit Sieur & Fils, & autres qu'il appartiendra, d'observer & faire observer le contenu ès dites Lettres-patentes, sous lesdites peines. Car tel est notre plaisir. Données à Paris le premier jour de Février, l'an de grace mil six cent cinquante. Signé par la Reine Régente Mere du Roi, Deloines, & scellées.

ARTICLE 11.

ELUI qui aura obtenu Commission pour équiper un vaisseau en guerre, sera tenu de la faire enrégistrer au Gresse de l'Amirauté du lieu où il sera son armement, & de donner caution de la somme de quinze mille livres, qui sera reçue par le Lieutenant en présence de notre Procureur.

L'OBJET de cet article est de donner une sûreté au public à l'occasion des abus, malversations ou déprédations qui pourroient être commises par

les armateurs en course ou par leurs gens.

Les anciennes Ordonnances étoient sur cela en désaut; elles se contentoient de faire jurer l'armateur, le maître & ses quatre compagnons de quartier, de le gouverner (le navire) bien & à droit, sans porter dommage à nos sujets, amis & alliés ou bienveillans; en un mot de leur caution juratoire de répondre des malversations; Ordonnances de 1400, art. 2 & 3; de 1517, art. premier & 2; 1543, art. 17, & de 1584, art. 29.

Ces deux dernieres Ordonnances, l'une art. 44, & l'autre article 71, pour donner plus d'activité aux armemens en course, avoient même jugé à propos de décharger les armateurs de l'obligation de répondre des délits de leurs gens, à moins qu'il n'y eût preuve qu'ils eussent été présens ou participans aux déprédations, ou qu'ils en eussent partagé le prosit, auquel cas encore ils en étoient quittes pour rendre ce qu'ils en auroient eu ou la juste valeur.

Rien n'étoit plus mal imaginé, quoiqu'en dise Cleirac art. 33, de la Jurisdiction de la marine; cependaat on ne voit pas qu'il y ait été remédié plutôt que par la déclaration du premier Février 1650, qui dans l'art. 7, fit revivre l'obligation imposée par le droit naturel & civil à tout armateur de répondre des faits de ses gens, & l'assujettit à donner caution à cette sin. Mais comme en cette partie, on se réséroit aux Ordonnances de 1543 & de 1584, il est vrai de dire que la caution ne s'entendoit encore que de la caution juratoire, ce qui ne signifioit rien à proprement parler, la contrainte par corps étant de droit en pareil cas.

Les choses resterent dans cet état jusqu'à l'Ordonnance du 23 Février 1674, qui, pour faire cesser les plaintes contre les armateurs & remédier aux abus, les assujettit à donner à l'avenir bonne & suffisante caution & certificateur, portant soumission de payer les dommages & intéréts & amendes auxquelles les dits armateurs pourroient être condamnés à l'occasion de leurs

courfes.

Mais comme ce cautionnement indéfini, même avec certificateur, ralentissoit extraordinairement l'ardeur des armemens en course, il parut nécessaire de prendre un tempéramment; & c'està quoi notre article avoit sagement pourvus en bornant le cautionnement à la somme de 15000 livres sans certificateur, comme il avoit déjà été réglé par l'art. 25 du traité de commerce conclu à Nimegue avec les Etats Généraux des Provinces Unies, le 10 Juin 1678.

De sorte qu'en rapprochant la disposition de cet article de celle de l'article 3, titre des propriétaires de navires, qui est le 8 du liv. 2 ci-dessus, il saudroit dire que l'armateur ne seroit responsable des délits & déprédations des gens de son corsaire, que jusqu'à concurrence de la somme de 15000 livres, à moins qu'il ne sût participant ou complice de ces délits, aux termes dudit article 3, s'il n'y eût été dérogé par les réglemens possérieurs, tels que sont ceux du 23 Juillet 1704, art. 13, & du 21 Octobre 1744, art. 17, où il est décidé expressément qu'en cas de contravention, par rapport aux vaisseaux des alliés ou des neutres, les armateurs seront condamnés indistinctement en leurs dommages & intérêts.

Telle est aussi la disposition du réglement sait par le Roi de Dannemarck le 5 Avril 1710, dont l'article 3 veut que la caution à sournir par l'armateur soit indéfinie, pour répondre de tous les dommages & intérêts, en cas de malversation ou que la prise se trouve viciense, & dont l'article 11 soumet en conséquence la caution au paiement de toutes les condamnations qui

interviendront, la prisse étant jugée irréguliere & mal faite.

En conformité desdits Réglemens de 1704 & 1744, il saut donc tenir aujourd'hui, sans égard à la disposition de l'art. 3 du titre des propriétaires, &c. & du présent article, en tant qu'il limite le coutionnement à la somme de 15000 liv. que l'armateur répondra indésiniment de tous les dommages & intérêts résultans des délits & déprédations des gens de son corfaire, & des prises irrégulieres par eux saites, sans pouvoir même s'en défendre, en payant la somme de 15000 liv. pour laquelle il aura donné caution, & en déclaration en même temps qu'il abandonne outre cela son navire avec tous ses agrêts, apparaux & autres dépendances, relativement à l'art. 2

du même titre des propriétaires, &c. dont la disposition n'est pas plus applicable en matiere d'armement en course, que celle de l'art. 3, attendu ces

mêmes réglemens qui forment une décisson particuliere à cet égard.

Et qu'on ne dise pas qu'ils n'ont pour objet que les prises induement saites des vaisseaux amis ou neutres, ou les malversations commises envers eux, pour en conclure qu'ils ne sont pas extensibles ailleurs. Il seroit absurde en esset que la réparation sût moindre par rapport aux vaisseaux François auxquels on auroit sait essuyer de pareilles avanies. Ces réglemens ne peuvent donc soussir aucune exception, dès qu'il s'agira de quelque délit commis en faisant la course.

Il ne s'ensuit pas néanmoins que l'armateur soit tenu de donner une caution indésinie; il sussima qu'il la sournisse aux termes de cet article, auquel il n'a nullement été dérogé en cette partie. Ce qu'il y a seulement, c'est que quoique la caution ne soit responsable des dommages & intérêts que jusqu'à concurrence de la somme de 15000 liv. relativement à son cautionnement, l'armateur ne sera pas moins tenu des dommages & intérêts en plein; au paiement desquels son corsaire demeurera assecté par privilege, après toutes ois que les créanciers plus privilégiés encore, tels que ceux indiqués dans les art. 16 & 17, tit. 14, du liv. premier auront été satisfaits. Tout cela s'entend au reste, sans préjudice du recours des parties lésées contre la caution pour l'obliger au paiement des 15000 liv. laquelle pour son indemnité ou garantie contre l'armateur, ne pourra exercer son privilege sur le même corsaire, qu'après que ces mêmes parties lésées auront été entièremen désintéressées.

Au surplus cette caution doit être reçue en présence du Procureur du Roi, parce que chargé de la désense des intérêts du public, lui seul est partie capable pour examiner si la caution offerte, est en termes d'être acceptée on non. C'est aussi ce qui avoit déjà été réglé par ladite Ordonnance du 23 Février 1674.

Quant à l'enrégistrement de la commission en guerre au Gresse de l'Amirauté, la raison de cette sormalité essentielle, est la même que celle de l'enrégistrement du congé nécessaire pour toutenavigation; c'est-à-dire, que cet acte d'enrégistrement étant supplétif au désaut de représentation de la piece originale qui peut se perdre, sert à prouver l'existence de la commission ou du congé, & par conséquent à la conviction de l'accusé ou à sa décharge suivant les circonstances. Aussi la formalité de cet enrégistrement prescrite par l'Ordonnance de 1584, art. 31, avoit-elle été expressément renouvellée & consirmée par la déclaration du premier Février 1650, art. 2 & 7.

Outre l'enrégistrement de la commission, il faut encore aux termes du réglement du 14 Février 1675, que l'armateur en course dépose au Gresse de l'Amiranté le rôle de son équipage, & qu'il se soumette de faire retourner son vaisseau dans le même port, conformément à l'art. 47 de l'Ordonnance de 1584. & aux art. 2 & 8 de ladite déclaration. Notre Ordonnance n'a pas parsé à la vérité du dépôt du rôle au Gresse par rapport à la course; mais en ayant imposé l'obligation à tout armateur & capitaine, avant de mettre en mer, l'ar-

mement en course s'y trouve compris à plus forte raison.

D'ailleurs comment reconnoître sans cela, si l'équipage est composé de François pour les deux tiers au moins, aux termes des réglemens postérieurs? Le

224 ORDONNANCE DE LA MARINE.

dépôt du rôle d'équipage au Greffe est donc indispensable à tous égards, & sans cela les expéditions ne seroient pas délivrées à l'armateur ni à son capitaine.

Le rôle d'équipage en fait d'armement en course est composé, outre les officiers qui y sont en beaucoup plus grand nombre que sur les vaisseaux marchands, de matelots, de soldats & de volontaires. Le plus souvent il y a un traité par écrit, entre l'armateur & le capitaine, stipulant tant pour lui que pour son équipage, contenant le temps & les conditions de la course, de même que ce qui reviendra à l'équipage dans le produit des prises: mais il arrive aussi quelquesois qu'il n'y a point de traité: & alors le temps de la course est réglé suivant l'usage à trois mois, & la part de l'équipage est du tiers conformément à l'article 33 ci-après.

L'engagement, tant des officiers que des matelots, des foldats, des volontaires & des mousses, se fait comme pour les armemens en marchandise. On convient du quantum des loyers pour chacun, & ces gages sont plus ou moins considérables suivant le rang des officiers & la capacité des matelots. A l'égard des volontaires & des soldats, la condition est la même entr'eux, & les mous-

ses comme ailleurs ne passent au plus que pour demi-hommes.

De ces gages il y en a une portion qui leur est payée sur le champ & sans retour. Elle va ordinairement aux deux tiers; & c'est ce qu'on appelle avances. L'autre tiers ou le reste est payable au retour du corsaire: mais si le navire est pris ou périt, ce dernier tiers ou reste est perdu, art. 3 du réglement du

25 Octobre 1693.

Dans ces fortes d'engagemens, les matelots, les foldats & les volontaires ont presque toujours abusé du besoin que les armateurs avoient d'eux pour compléter leurs équipages. Se prévalant des circonstances qui ne permettoient plus aux armateurs de rompre des armemens pour lesquels ils avoient déjà fait tant de dépense, ils s'en est trouvé qui ont exigé d'eux des loyers exorbirans, ce qui restroidissoit beaucoup l'ardeur pour ces sortes d'armemens si utiles à l'Etat.

Pour remédier à ce désordre, Louis XIV rendit d'abord une Ordonnance le 27 Novembre 1689, par laquelle il régla que les loyers des moindres matelots, qui en temps de paix étoient de 4 à 5 écus, ne pourroient excéder 10 écus, & que ceux des meilleurs matelots qui étoient de 8 à 10 écus ne pourroient être portés au-delà de 15, avec désenses aux capitaines & armateurs de leur en donner davantage, à peine de 3000 liv. d'amende.

Mais ce réglement n'ayant pour objet que les matelots, il en intervint un autre le 25 Novembre 1693, qui est celui ci-dessus cité, non-seulement plus précis à leur égard; mais encore dont les dispositions s'étendirent à tous les

gens de l'épuipage.

Ce dernier réglement, qui est très-intéressant, est composé de 17 articles. Il suffira d'observer ici, que par l'article premier, il est désendu aux armateurs sous la même peine de 3000 liv. d'amende, de donner aux matelots plus de 30 sols de denier à dieu outre les gages réglés par l'art. 2.

Dans cet article 2 la distribution des gages ou avances est faite en différentes classes; il est à remarquer que les officiers-majors & les volontaires ne

doivent avoir aucunes avances, ce qui pourtant ne s'observe plus.

Comme

Comme les gens des équipages se plaignoient, de leur côté, que les armateurs différoient trop le paiement du reste de leurs avances, & le réglement des parts qui leur revenoient dans les prises, il sut réglé par la même Ordonnance du 27 Novembre 1689, que les armateurs seroient tenus à l'avenir de saire vendre les vaisseaux pris & leurs marchandises quinze jours après avoir reçu les Arrêt qui auroient déclaré les prises bonnes, & que le temps passé, soit que la vente eût êté saite ou non, ils compteroient avec leurs équipages & les paieroient entiérement de ce qui se trouveroit leur être dû; mais l'art. 10 du second Réglement dudit jour 25 Novembre 1693, à changé quelque chose à ceci, instrà art. 33.

En cette partie ces Réglemens ont été exécutés avec assez d'exactitude; mais par rapport à l'autre, les gens des équipages se sont maintenus en possession de faire lors de leur engagement, leur condition la meilleure qu'ils ont pu, au moyen des avances qu'ils se sont fait payer secrétement, par sorme

de pot-de-vin.

Dans la présente guerre, les avances aux gens de l'équipage ont été exhorbitantes; mais elles ont été stipulées imputables en entier sur leurs parts dans

les prises.

Cependant ce n'est pas l'excès de ces avances, qui a le plus excité les plaintes des armateurs; c'est le resus ou le délai du service de la part de ces engagés pour la course, en s'absentant ou se cachant lorsqu'il falloit s'embarquer ou travailler à équiper le navire: c'est enfin leur désertion fréquente, soit avant

le commencement de la course, soit en cas de relâche du corsaire.

Il y a sur cela un Réglement assez curieux de l'Amiranté de Dunkerque en date du 18 Novembre 1688. Il contient divers articles concernant la police de la course, le service dû par les matelots & les volontaires, leur absence affectée à leur désertion, & détermine les différentes peines qu'ils encourront par leurs prévarications. Mais ce Réglement, bon pour Dunkerque dans le temps qu'il a été porté, nous doit affecter d'autant moins aujourd'hui, que nous avons une Ordonnance du Roi sur le même sujet en date du 31 Octobre 1691, & le Réglement dudit jour 25 Novembre 1693.

Par cette Ordonnance il sut désendu » aux matelots engagés pour la course, » de quitter leurs bords avant le temps de leur engagement expiré, & de dé-

so ferter, à peine contre ceux qui, après avoir reçu des avances, se retireroient pour prendre parti avec d'autres, d'être contraints de les restituer, d'être

» mis au carcan pendant trois jours; & de tenir prison pendant un mois. A
» l'égard de eeux qui quitteront pour retourner chez eux, de perdre la part

qui leur seroit acquise dans les prises, & d'être obligés de restituer les avan-

» ces qui leur auroient été faites.

Il est évident que dans ce dernier cas la peine étoit trop légere. Il n'y en avoit même pas du tout, si le corsaire n'avoit encore fait aucune prise. Ainsi un matelot engagé pour la course étoit traité beaucoup plus savorablement que celui qui s'engage pour un voyage en marchandises, suprà, titre des matelots, art. 3.

La raison de cette indulgence venoit-elle de ce que la peur rend excusable le matelot qui, s'étant engage pour la course, se repend de son engagement? Mais quelle excuse pour un François! Et comment l'admettre ici à la vue,

Tom. II.

fur-tout de l'art. 9 du même tit. des matelots, qui soumet à la peine cor-

porelle tout matelot qui abandonne le maîrre dans le combat?

Quoiqu'il en foit, il sut reconnu essectivement que la peine étoit trop légere pour la désertion avant l'embarquement, & c'est ce qui sut rectissé par ledit Réglement du 25 Novembre 1693, qui, art. 11, a insligé pour ce cas la même peine que pour la désertion durant la course.

Du reste, le même Réglement, art. 4, a fixé les peines que méritent ceux qui s'engagent sous un faux nom, ou en se donnant un autre domicile que le véritable, de même que ceux qui se seront engagés à deux armateurs; & art. 6 & 14, punit d'une peine pécuniaire ceux de l'équipage qui resuseront

de travailler pour le service du navire.

Depuis ce Réglement, il y a l'Ordonnance du 25 Mars 1745; mais ellen'y a rien changé au fonds: elle a seulement, en interprétation des art. 5 & 11 & 12, ou plutôt par extension, marqué plus en détail les dissérens cas de désertion, la maniere de constater la désertion & de faire la recherche des déserteurs, le tout en faveur des Commissaires de la marine, au préjudice de la Jurisdiction de l'Amirauté.

Ce qui n'a point varié non plus, c'est la permission accordée aux armateurs par l'art. 7 dudit Réglement, de substituer un autre navire corsaire à la place du premier qui se trouveroit hors d'état de servir, sur lequel navire subrogé, l'équipage seroit tenu de s'embarquer, aux mêmes conditions, pour achever la course.

Pour ce qui est de la peine des déserteurs des vaisseaux du Roi que Sa Majesté accorde aux particuliers pour la course, elle est des galeres perpétuelles, suivant l'article 3 de la derniere Ordonnance du 15 Novembre 1745.

Au sujet des vaisseaux du Roi, cédés aux particuliers pour faire la course, c'est Louis XIV qui en a introduit l'usage, & il y a eu sur cela divers Réglemens.

Le premier est du 5 Octobre 1674. Il portoit que sur le produit des prises, il seroit prélevé avant toute chose, ce qui seroit nécessaire pour radouber le vaisseau & le remettre au même état qu'il étoit lorsqu'il avoit été cédé pour remplacer les consommations & les rechanges, & pour rembourser les armateurs des premieres dépenses qu'ils auroient faites pour le radoub; qu'ensuite les srais de Justice & le dixieme de M. l'Amiral, seroient pris sur la masse du produit des prises, & que de ce qui en resteroit, un tiers appartiendroit au Roi pour son vaisseau, un autre tiers aux armateurs pour les dédommager des munitions, vivres, &c. & l'autre tiers à l'équipage.

Par un second Réglement du 8 Novembre 1688, le Roi pour encourager la course faite de cette maniere, renonça au tiers qu'il s'étoit réservé dans

les prises, & en fit la remise absolue aux armateurs.

Par un troisieme Réglement du 20 du même mois de Novembre, le Roi faisant encore meilleure la condition de ces armateurs, ordonna que ses vaisfeaux leur seroient livrés, radoubés agréés & carénés, avec les munitions, agrêts & rechanges nécessaires, sans aucune répétition à cet égard, dérogeant encore en cette partie au premier Réglement dudit jour 5 Octobre 1674. Au surplus Sa Majesté déclara que les armateurs ne seroient point responsables de la perte des vaisseaux, & que les appointemens de ses officiers & des gardes de la marine qui y serviroient, ne seroient point à la charge des mêmes armateurs,

227

Intervint ensuite l'Ordonnance générale du 15 Avril 1689, qui, liv. 22, tit. 3, sans rappeller aucunes des précédentes dispositions, renouvella tacitement le premier Reglement de 1674, & révoqua aussi tacitement les exceptions portées par les deux autres des 8 & 20 Novembre 1688; ee qui est une singularité remarquable par le désaut d'attention des compilateurs de cette Ordonnance.

Mais les choses ne resterent pas long-temps sur ce pied là; en conséquence de la réserve que le Roi avoit saite par l'article 6 du même titre 3, de changer ces dispositions suivant les circonstances, il y eut un nouveau Réglement général sur ce sujet en date du 5 Décembre 1691, qui, après avoir rappellé ceux ci-dessus des 5 Octobre 1674, 8 & 20 Novembre 1688, sans saire à son tour aucune mention de ladite Ordonnance de 1689, ordonna:

1°. Qu'il ne seroit point donné pour la course de vaisseau de guerre au-

dessus de quarante-quatre canons.

2°. Que lorsqu'il seroit donné quelque vaisseau pour la course, l'Intendant du port teroit un traité avec les armateurs, lequel seroit envoyé au Ministre

de la Marine pour servir au jugement des prises.

3°. Que le vaisseau feroit remis radoubé & en état de naviger avec ses agrêts & apparaux ordinaires, armes, canons, poudres, munitions & ustensiles nécessaires, dont il seroit sait un inventaire, au pied duquel les armateurs s'obligeroient de rendre le vaisseau au même état, & de remplacer les consommations.

4°. que les armateurs seroient chargés de la sourniture des vivres & de la solde des équipages, au moyen de quoi les prises leur appartiendroient en entier sans que Sa Majesté y pût prétendre aucune chose, nonobstant le Ré-

glement du 5 Octobre 1674.

5° Que le temps pour lequel le vaisseau seroit cédé, seroit marqué dans le traité, avec soumission de la part des armateurs de le ramener dans le même port.

6°. Que les armateurs ne seroient pas responsables néanmoins de la perte du vaisseau, ni tenus de payer les appointemens des officiers du Roi & des gardes de la marine qui y serviroient.

7°. Enfin, qu'au retour du vaisseau, & les armateurs ayant rempli seur

engagement, il leur seroit donné une décharge au pied de leur traité.

Le 6 Octobre 1694, nouveau Réglement par lequel le Roi, soit pour s'indemniser en partie des pertes que ces sortes de traités lui causoient, soit pour faire cesser les difficultés qui se rencontroient pour le remplacement des consommations des agrêts & munitions, réserva à son prosit le cinquieme du produit des prises, déduction faite des frais de justice, de garde & de vente, & du dixieme de l'Amiral; moyennant quoi Sa Majesté se chargea du remplacement des consommations, ou plutôt en déchargea les armateurs.

Par Ordonnance du 9 Juin 1706, il fut décidé que ce cinquieme revenant au Roi, seroit exempt de tout droit de commission & des intérêts des avances, & qu'il ne feroit sujet qu'aux frais de Justice & autres portes pat le Réglement

de 1694, concurremment avec le tiers de l'équipage.

Enfin, par une derniere Ordonnance du premier Juillet 1709, le Roi voulut bien encore renoncer à ce cinquieme dans les prises. Et c'est ainsi que plus les besoins de l'état deviennent pressans, plus le Roi est oblige de sacrifier ses intérêts.

Louis XV, notre Roi glorieusement regnant, a peu accordé de ses vaisseaux pour la course; & sans doute que les conditions ont été réglées alors par des

traités particuliers.

Mais, pour favoriser d'autant plus cette course & en faciliter les armemens, Sa Majesté a rendu une Ordonnance le 15 Novembre 1745, pour faire observer sur les vaisseaux, dont elle donnoit le commandement aux officiers entretenus dans la marine qu'Elle jugeoit à propos de nommer, la même discipline que celle qui est établie par l'Ordonnance de 1689 à l'égard des vaisseaux qu'Elle fait armer pour son compte. En conséquence elle a réglé:

1°. Que les officiers, mariniers & matelots nécessaires pour former les équipages de ces vaisseaux, seront leves d'autorité, ainsi qu'il en est usé pour l'armement de ses propres vaisseaux; Elle a fixé en même temps la solde qui

leur sera payée avec leur conduite.

2°. Que ceux des équipages qui ne se rendront pas dans le port avant le départ des vaisseaux, & ceux qui les abandonneront sans congé avant la fin de la campagne, seront traités comme déserteurs des vaisseaux du Roi, & condamnés comme tels aux galeres perpétuelles, conformément à ladite Ordonnance du 15 Avril 1689; les dispositions de laquelle seront suivies tout de même pour la punition des crimes & désits commis par les gens desdits équipages qui seront jugés par le Conseil de Guerre dans les formes ordinaires.

3°. Énfin que les frais nécessaires pour arrêter les déserteurs & les saire conduire dans les ports, seront avancés par les armateurs, auxquels il en sera fait déduction sur la solde due auxdits déserteurs, & sur ce qui pourra leur re-

venir pour leur part dans les prises.

Mais quoique la course avec les vaisseaux que le Roi accorde à cette fin aux particuliers, soit sujette à des loix particulieres, les armateurs ne sont pas moins obligés de remplir les formalités prescrites au sujet de la course en général; de sorte qu'ils ne peuvent se dispenser de prendre une commission en guerre de M. l'Amiral, de la faire enrégistrer au gresse de l'Amirauté du lieu où se fait l'Armement, d'y déposer le rôle de leur équipage, & de sournir caution aux termes du présent article.

Au reste, quiconque peut faire le commerce maritime, peut aussi s'intéresser dans un armement en course; mais comme tout chargement de marchandises est désendu sur les vaisseaux du Roi, aux Intendans & Commissaires de Marine, il leur est désendu tout de même de prendre aucun intérêt directement ni indirectement dans les bâtimens armés en course, sans la permission expresse du Roi, à peine de cassation & de 1500 liv. d'amende: Ordonnance du 5

Mai 1693 qui suit.



ORDONNANCE DU ROI,

Portant défenses aux Commissaires de la Marine de prendre aucun intérét directement ni indirectement dans les bâtimens armés en course, à peine de cassation & de quinze cens livres d'amende.

Du 5 Mai 1693.

DEPARLEROI.

SA MAJESTÉ étant informée que quelquesuns des Commissaires de la Marine, ayant pris intérêt dans les bâtimens armés en course par ses sujets, ils ont donné dans la distribution des matelots & les expéditions nécessaires pour leur départ, des présérences aux corsaires avec lesquels ils étoient intéressés, qui ont empêché les autres d'armer, & seroient tomber la course, s'il n'y étoit pourvu, Elle a fait très-expresses inhibitions & désenses à tous Commissaires de la Marine de prendre aucune part ni intérêt dans les bâtimens armés en course, directement ni indirectement, sans la permission expresse de Sa Majesté, à peine de cassation & de quinze cens livres d'amende, dont la moitié sera appliquée au prosit de celui qui l'aura dénoncé: enjoint aux Intendans de la Marine de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, & de la faire publier & enrégistrer. Fait à Versailles, le cinq Mai 1693. Signé, LOUIS. Et plus bas, Phelypeaux

ORDONNANCE DU ROI,

Portant défenses aux matelots engagés sur les vaisseaux armés en course, d'abandonner & de quitter leurs bords avant le temps de leur engagement expiré.

Du 31 Octobre 1691.

DE PAR LE ROI.

A MAJESTÉ étant informée que la plupart des matelots qui s'engagent avec ceux qui arment des vaisseaux en course, s'absentent après en avoir reçu des avances, & vont s'engager ensuite avec d'autres, ou se retirent chez eux, ce qui met les armateurs dans l'impossibilité de continuer la course, & leur cause des pertes & des dépenses considérables: à quoi voulant pourvoir, Sa Majesté à fait & fait trèsexpresses inhibitions & défenses aux matelots engagés sur ses vaisseaux armés en course, de quitter leurs bords avant le temps de leur engagement expiré, & de déserter, à peine contre ceux qui, après avoir eu des avances, se retireront pour prendre parti avec d'autres, d'être contraints de les restituer, d'être mis au carcan pendant trois jours, & de tenir prison pendant un mois; & à l'égard de ceux qui quirteront pour retourner chez eux, de perdre la part qui leur étoit acquise dans les prises, & d'être obligés de restituer les avances qui leur avoient été saites. Enjoint Sa Majesté aux Officiers de l'Amirauté de tous les Sieges & Jurisdistions du Royaume, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, qu'elle veut être publiée & affichée par-tout ou besoin sera. Fait à Versailles le trente-un Octobre mil six cens quatre-vingt-onze. Segné, LOUIS. Et plus bas, PHELYPEAUX. Et scellé.

RÉGLEMENT DU ROI,

Pour tous les Officiers, Matelots & Soldats des vaisseaux armés en course, concennant les avances qui leur seront faites, & les parts qui doivent revenir à chacun desdits Officiers, des prises faites par les ennemis.

Du 25 Novembre 1693.

DEPARLEROI.

A MAJESTÉ ayant été informée que les avances confidérables que les matelots exigent des armateurs qui équipent des vaisseaux pour la course, en mettent beaucoup hors d'état d'entreprendre des armemens, par la crainte de s'engager dans une dépense excessive, dont il est fort incertain qu'ils puissent s'indemniser, & donnent fouvent occasion aux matelots de refuser de combattre, & d'obliger leurs capitaines de rentrer dans les ports avant la fin de la course pour laquelle ils se sont engagés; & voulant y pourvoir, & en même temps ôter aux matelots tout prétexte de se plaindre du retardement qu'apportent les armateurs au paiement des parts qui leur reviennent dans les priles, Elle a ordonné & ordonne ce qui fuit:

PREMIEREMENT.

Aucun armateur ne pourra donner aux matelots de plus fortes avances que celles qui feront ci-après fpécifiées ni plus de 30 fols de denier adieu, fous quelque prétexte que ce foit, à peine de 3000 liv. d'amende; & s'il en emploie dans les comptes qu'il rendra à ceux qui feront affociés avec lui, l'excédant fera rayé.

I. Il fera payé pour avances aux maîtres, premier & fecond, cent cinquante livres.

Aux pilotes, contre-maitres, maîtres canonniers, maîtres charpentiers, maîtres de pri es, capitaines des matelots, & capitaines d'armes, cent livres.

Au fecond canonnier, charpentiers, bossemans, calfats, mairres de chaloupes, voiliers, armuriers, quartiers-maîtres, & tecond chilurgien, quatre-vingt livres.

Aux fergens & aux matelots, lesquels ont la plus haute paie sur les vaisseaux de Sa Majesté, soixante-six livres.

Aux matelots qui ont une paie moindre, foixante livres.

A ceux qui n'ont point encore fervi, & n'ont fait qu'un voyage ou campagne, & aux soldats, quarante-cinq livres.

Aux mousses forts qui ont navigué, vingte

sept livres.

Aux nouveaux mousses, dix-huit livres.

A l'égard des officiers - majors, ils n'auront aucunes avances, de même que les volontaires.

III. Les avances seront payées aux équipages, les deux tiers comptant avant le départ du navire, & l'autre tiers cinquours après son retour: s'il est peri ou perdu, le tiers restant.

ne fera point acquitté.

IV. Les matelots ou foldats qui prendront un faux nom, ou qui supposeront un domicileautre que celui qu'ils ont effectivement, cequ'ils ne font que dans le dessein de voler les avances qui leur sont faites, seront mis au carcan pendant trois jours, & resteront en prison pendant un mois à leurs frais; & s'ils font convaincus d'avoir reçu des avances de deux armateurs, ils seront punis du fouet, & gardés en prisons jusqu'à ce qu'ils les aient restitués, à moins. qu'ils ne soient demandés par le premier armateur ou capitaine avec lequel ils se seront engagés; auquel cas il sera obligé de les représenter au retour pour être contraints de restituer les avances qu'ils auront reçues des autres. Et pour ôter aux matelots toute occation de tomber dans cette faute, Sa Majesté fait défenses aux armateurs & capitaines d'en engager aucuns qui ne leur aient représenté le congé à eux accordé par le Commissaire du département qu'ils ont quitté, & la permission du Commillaire de celui dans lequel ils sont, à peine de cinq cens livres d'amende. Fait pareillement Sa Majesté défenses, sous la même peine, d'engager aucuns de ceux qu'on nomme volontaires, s'ils n'ont un certificat de leur véritable nom & qualité, certifié par le Juge du lieu où ils sont nés, à la réserve du port de:

Dunkerque, où l'usage établi de recevoir les matelots étrangers, sera souffert jusqu'à ce qu'autrement, par Sa Majesté, en ait été ordonné.

V. les engagemens pour la course ordinaire ne pourront être de plus de quatre mois, à compter du jour que le vaisseau mettra à la voile, compris le remps des relâches, à l'exception de celles qui seront pour amener des prises, prendre des vivres, faire de l'eau, espalmer, & pour d'autres nécessirés pressantes, pour lesquelles on ne pourra employer plus de quinze jours; & le temps qui excédera ce terme, fera compté sur les quatre mois, pendant lesquels Sa Majesté fait défenses à tous officiers, mariniers & matelots de quitter le navire sous quelque prétexte que ce soit, à peine de restitution des avances qu'ils auront reçues, à laquelle ils feront contraints par corps, d'être exposés au carcan pendant trois jours, & d'être prives des parts qui leur reviendroient dans les prifes qu'ils auront faites.

VI. L'équipage sera obligé de travailler à ce qui sera nécessaire & ordonné par le capitaine, pour le service du navire, lorsqu'il sera de relâche; & il sera retenu trente sols par jour à ceux qui y manqueront, pour autant de jours qu'ils y auront manqué, sur le certificat de l'écrivain, visé par le capitaine, & le tiers de ce qui aura été ainsi retenu, sera distribué à ceux

qui auront travaillé.

VII. Il ne sera rien déduit à l'équipage, en cas que le vaisseau désarmé par l'ordre des armateurs, avant sa course finie; mais si pendant l'armement ou avant le temps de la course expiré, le vaisseau se trouve hors d'état de servir, les armateurs pourront en substituer un autre en sa place, & l'équipage sera obligé de s'y embarquer aux mêmes conditions pour continuer la

course.

VIII. Fait Sa Majesté désenses à tous armateurs, capitaines, officiers & autres, de régler ni stipuler aucunes parts dans les prises aux officiers-majors, officiers-mariniers, matelots, volontaires & soldats, avant l'embarquement, ainsi qu'il s'est pratiqué jusqu'à présent; voulant qu'elles ne soient réglées qu'au retour des vaisseaux par le capitaine & les officiers-majors, à proportion du mérite & du travail de chacun, huitaine après le désarmement, & plutôt s'il est possible, en présence de l'écrivain du bord.

IX. Le capitaine en chef ne se pourra taxer, & prendre plus de douze parts; le capitaine en second, dix; les deux premiers lieutenans, huit; les autres lieutenans, l'écrivain & le premier maître, six; les enseignes, le maître chi-

rurgien & les deux maîtres, quatre; les maîtres de prifes, pilotes, contre-maîtres, capitaines de matelots, capitaines d'armes, maîtres canonniers & maîtres charpentiers, trois parts; les feconds canonniers, charpentiers, calfats, boffemans, maîtres de chaloupes, voiliers, armuriers, quartier-maître & second chirurgien, deux parts; les volontaires une ou deux parts de plus; les matelots, à proportion de leur travail & capacité; les soldats, demi-part, trois quarts de part, & jusqu'à une part suivant leurs mérites & services; & les mousses, un quart de part ou demi-part, suivant leurs forces. Et à l'égard des veuves & héritiers de ceux qui feront morts dans les combats, & de ceux qui y auront été blessés ou estropiés, les capitaines & officiers-majors pourront leur donner, outre leurs parts, la somme qu'ils jugeront à propos, pourvu qu'elle n'excede pas la valeur du double desdites parts, laquelle somme sera prise sur le

total du provenu desdites prises.

X. Veut Sa Majesté que les armateurs soient tenus de remettre au Gresse de l'Amirauté, dans le ressort de laquelle les prises auront été amenées, les Arrêts du Confeil qui les auront déclarées bonnes, dans six semaines du jour de la date desdits Arrêts, pour y être enrégistrés, & ensuite procédé à la vente, si elle n'a été faite, & à la liquidation du produit des prises ; à l'effet de quoi les armateurs en remettront les comptes pardevant les Officiers de l'Amirauté avec l'état en détail des avances faites aux équipages, & le réglement des parts quinzaine après la livraison des marchandites, qui commencera dès le lendemain de la vente, & se sera sans aucune discontinuation; de sorte que chacun puille connoître promptement ce qui lui revient, & le tiers appartenant aux équipages, être payé fur le champ. Et faute par les armateurs de satistaire au contenu du présent article, Sa Majesté permet aux Officiers de l'Amirauté d'adjuger, par maniere de provision, aux matelots une somme pareille à celle qu'ils auront reçue pour leurs avances.

XI. L'équipage sera tenu de se rendre à bord lorsque le vailseau sera prêt, vingt-quarre heures après l'avertissement qui en aura été sait avec le tambour, à peine de tenir prison, & d'êrre mis aux sers jusqu'au départ; & si quelques-uns laissent partir le vaisseau sans s'y embarquer, ils seront punis comme déserteurs, & comme tels condamnés à rapporter les avances qu'ils auront reçues, à tenir un mois de prison, & à être mis au carcan pendant trois jours, seront encore obligés les officiers-mariniers & matelots de travailler à bord, lorsqu'ils en

feront requis par les armateurs & capitaines; en

payant vingt fols par jour à chacun.

XII. Fair Sa Majesté défenses à tous officiers, matelots, soldats, volontaires & mousses, de quitter le vaisseau pendant sa course, en quelque lieu & sous quelque prétexte que ce puisse être, sous les peines portées au précédent article.

XIII. Tout officier, matelot, volontaire ou foldat qui excitera sédition, portera les autres à la révolte, qui fera faire de l'eau au navire, perdre le pain ou couler les boissons, sera puni de mort; ceux qui couperont ou leveront les cables des vaisseaux, se rendront maîtres du gouvernail, ou de quelqu'autre maniere que ce soit, forceront les capitaines d'entrer dans le port avant le temps de leur engagament expiré, seront punis du fouet, & l'équipage solidairement condamné à la restitution des avances qui auront été faites, à la réserve du capipitaine & des officiers qui s'y seront opposés. Et à l'égard de ceux qui rompront les caisses, coffres ou balots dans les prises; ou en auront enlevé quelques marchandises, qu'ils n'auront point déclarée vingt-quatre heure après leur arrivée, ils seront condamnés au carcan, même privés de leur part dans les prises, suivant l'exigence des cas.

XIV. L'équipage sera obligé de désarmer le navire, lorsqu'il sera de retour de la course, & de l'amarrer à quai; ce qui se fera en quatre jours, & le cinquieme les armateurs paieront aux matelots le tiers restant de leurs avances, quand même il n'y auroit aucune prise, sur lequel tiers ils sera déduit trente sols par jour à chacun de ceux qui auront manqué de travailler au désarmement, sur le certificat des capitaines, premier lieutenant, & de l'écrivain, pourvu toutes ois qu'ils n'en aient point été empêchés

par maladies.

XV. Aussi-tôt qu'il y aura quelque prises faites, l'écrivain prendra l'ordre du capitaine pour aller à bord se faisir des cless, mettre le sceau sur les écoutilles, chambres, coffres,

armoires, ballots, tonneaux & autres choses fermantes à clef, ou emballées, sans en excepfer le cofre du capitaine pris, qui sera gardé à bord du vaisseau preneur, & remis entre les mains de l'armateur, lequel, après en avoir sait l'ouverture en présence des Officiers de l'Amirauté, le rendra au capitaine, pourvu qu'il n'excede pas la valeur de cinq cens écus; & s'il l'excede, il lui paiera cette somme, & le surplus fera partie du produit de la prise.

X V I. Le capitaine en second qui sera envoyé à bord du vaisseau pris, ou l'écrivain, se rendront maîtres de tous les papiers qu'ils y trouveront, dont il sera fait un inventaire en présence des officiers du vaisseau pris, qui le signeront, ou seront interpellés de le faire; & en cas de resus, en sera fait mention au bas de l'inventaire, lequel sera signé de l'officier qui aura été envoyé à bord de la prise, & d'un autre officier du vaisseau preneur; après quoi ils seront remis dans le sac cacheté, à celui qui sera choisi par le capitaine pour conduire la prise, qui les remettra au même état entre les mains des Officiers de l'Amirauté du port où elle abordera.

X V I I. Permet Sa Majesté aux Officiers de l'Amirauté de condamner ceux qui contreviendront au présent Réglement, aux peines pécuniaires qui y font portées; & jusqu'à celle du carcan inclusivement en dernier ressort, pourvuqu'ils soient au nombre de sept officiers ou gradués, lorsqu'ils jugeront le cas pour lesquels il écherra de condamner à la restitution des avances, & un mois de prison, ou au carcan, leur en attribuant à cet effet toute Cour & Jurisdiction. Voulant au surplus que ledir Réglement soit lû, publié & affiché par-tout où besoin sera, & particuliérement sur le port, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance; & enjoignant auxdits Officiers de tenir la main à ce qu'il soit ponctuellement exécuté. Fait à Versailles le vingt-cinq Novembre mil six cent quatre-vingt-treize. Signé, LOUIS. Et plus bas, PHELYPEAUX.



ORDONNANCE DU ROI,

Portant Réglement pour la punition des Officiers, Mariniers & Matelots déferteurs des navires armés pour la course.

Du 25 Mars 1745.

DEPARLEROI.

SA MAJESTÉ s'étant fait représenter le Réglement du 25 Novembre 1693, concernant les équipages des navires armés en course, & étant informée qu'il se trouve dans l'exécution des dispositions contenues dans ledit Réglement, à l'égard des gens de mer qui désertent desdits navires, des difficultés qui ne permettent pas d'y remédier auffi promptement qu'il est nécessaire pour maintenir le bon ordre & la discipline; à quoi desirant de pourvoir, Sa Majetté interprétant les articles 5, 11 & 12 dudit Réglemeut du 25 Novembre 1693, a ordonné & ordonne ce qui fuit.

ARRICLE PREMIER.

Les Officiers mariniers, matelots & autres gens qui auront reçu des avances pour s'embarquer sur des navires armés pour la course, sesont tenus de se rendre à bord, lorsque lesdits navires feront prêts, vingt-quatre heures après l'averrissement qui en aura été donné. Il sera fait perquifition des défaillans par les archers de la marine; suivant les ordres qui en seront donnés sur la demande des armateurs, par les commissaires de la marine, ou autres officiers chargés du dérail des classes des gens de mer, lesquels pourront même dans les cas où ils l'estimeront nécessaire, saire établir des soldats ou des archers de la maréchaussée en garnison dans les maifons defdits défaillans pour les obliger de se présenter.

 Cenx qui après avoir été ainfi pourfuivis se rendront d'eux-mêmes à bord du navire, paieront seulement les frais de la poursuite, fans fubir d'autre punition; & ceux qui seront arrêtés & conduits par les foldats ou archers dans lefdits navites, seront, outre ledit paiement, mis & retenus aux feis jusqu'au depart. Enjoint Sa Majesté aux capitaines desdits navires, d'y tenir exactement la main, à peine de répondre en leur propre & privé nom de l'évasion des matelots & autres gens de l'équi-

page qui auront été ainfi conduits à bord des navires, & des frais qui pourront en résulter au préjudice des armateurs, tant pour les avances qui leur auront été données, que pour les

pourfuites.

III. Les matelots & autres gens de l'équipage qui ne seront pas rendus à bord, lorsque le navire sera parti, seront réputés déserteurs dudit navire, à moins qu'ils ne soient justifiés par des certificats du Curé de leurs paroisses & d'un maître Chirurgien juré, qu'ils ont été & sont actuellement détenus chez eux, pour cause de maladie; au défaut de quoi la défertion sera, dans ledit cas, valablement constatée, en vertu de la dénonciation qui en fera donnée par écrit, fignée du capitaine & de l'armateur du navire, laquelle fera reçue fans frais par les officiers du Siege de l'Amirauté; & il fera remis par l'armateur un double de ladite dénonciation au Commissaire de la marine, ou autre Officier chargé du détail des classes des gens de mer.

IV. Les officiers-mariniers, matelots & autres gens qui auront ainfi déferté des navires expédiés pour la course, seront contraints de restiruer les avances qu'ils auront reçues, & détenus pour la premiere fois en prison pendantun mois, & le double en cas de récidive. Les mêmes peines de prison & restitution des avances feront imposées à ceux qui déserteront après le départ des navires des ports de l'armement dans les lieux où lesdits navires relâcheront; & ils perdront en outre les parts qui leur reviendroient dans les prifes que lesdits navires pourroient avoir faites, dont le montant sera déposé aux Bureaux des classes, pour en être ensuite disposé, suivant les ordres de Sa Majesté. La désertion fera dans ledit cas, valablement constatée, en vertu d'une dénonciation donnée par écrit par ledit capitaine, signée de lui & de trois principaux officiers du navire, laquelle sera reçue sans frais par les Officiers du Siege de l'Amiranté, & il sera remis un double de ladite dénonciation au Commissaire de la Marine, ou autre of-

Tom. 11.

ficier chargé du détail des classes des matelots. V. Lesdites peines seront censées encourues par le seul fait de la désertion, & sans qu'il soit fait aucune autre procédure ni informations pour les faite subir aux délinquans. Enjoint Sa Majesté, pour l'exécution de l'article ci-dessus aux Commissaires de la marine, ou autres officiers chargés du détail des classes des matelots, de faire arrêter le plus promptement qu'il fera posfible, en vertu des dénonciations qui leur auront été remifes par les armateurs ou capitaines des navires, les officiers, mariniers & matelots déferteurs de bâtimens armés pour la course, & de les saire constituer dans les prisons pour y être détenus pendant le temps réglé par ledit article, aux frais desdits officiers, mariniers & matelots. Enjoint pareillement Sa Majesté auxd. Commissaires & autres officiers, de commander les déserteurs pour le service de ses vaisseaux, après qu'ils auront subi la peine de la prison, & de les envoyer pour cet effet dans les ports où Sa Majesté fait armer ses vaisseaux, afin qu'ils fe forment à la discipline par la pratique de celle qui est observée dans lesdits vaisseaux.

VI. Si parmi le nombre d'officiers, mariniers, matelots & autres gens dénommés dans les dé-

nonciations remises par les capitaines où armize teurs, il s'en trouve qui soient d'autres départemens ou quartiers, que celui où sera établi le Commissaire ou autre officier chargé du détail des classes qui aura reçu la dénonciation; ledit Commissaire sera tenu d'en envoyer sans délai des extraits collationnés par lui, à chacun des officiers des classes préposés dans les différens quartiers d'où se trouveront les officiersmariniers & matelots déserteurs des navires expédiés pour la course; & feront les disciers, en vertu des dits extraits, tenus d'exécuter à l'égard des dits déserteurs, ce qui est porté par les articles 4 & 5 du présent Réglement.

Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Duc de Penthievre, Amiral de France, Gouverneur & Lieutenant-Général en la province de Bretagne, aux Intendans de la marine & des classes, Commissaires-Généraux & ordinaires de la marine & autres officiers qu'il appartiendra, de tenir la main, chacun en droit soi, à l'exécution du présent Réglement, lequel sera régistré dans les Sieges d'Amirauté, la, publié & affiché par-tout où besoin sera. Fait à Versailles le vingt-cinquieme jour de Mars mil sept cent quarante-cinq. Signé, LOUIS. Et plus bas PHELYPEAUX.

ORDONNANCE DU ROI,

Pour faire observer parmi les équipages des vaisseaux de Sa Majesté, accordés à des particuliers pour saire la course, la même police & discipline établie à l'égard des vaisseaux armés pour le service de Sa Majesté.

A Fontainebleau le 15 Novembre 1745.

DEPARLEROI.

S A MAJESTÉ ayant bien voulu à l'occasion de la présente guerre, accorder à différens particuliers plufieurs de fes vaisseaux & autres bâtimens pour faire la course contre les ennemis de l'état, & ayant destiné pour le commandement desdits vaisseaux, des officiers entretenus dans la marine, ou d'autres personnes qu'Elle a autorifées à faire pendant la campagne les fonctions desdits Officiers, & à tenir le même rang; Elle a estimé nécessaire de faire observer parmi les équipages desdits vaisseaux, la même discipline établie à l'égard des armemens faits par Sa Majesté, par l'Ordonnance du mois d'Avril 1689, afin d'afforer l'expédition des susdits vaisseaux & autres bâtimens qu'Elle a déjà accordés, ou qu'Elle pourra encore accorder par la suite à des particuliers pour faire la course,

& de maintenir leurs équipages dans l'ordre & la régularité qui convient à la qualité des vaiffeaux & à leur destination; à l'effet de quoi Sa Majesté a ordonné & ordonne ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Les officiers-mariniers & matelots nécessaires pour former les équipages des vaisseaux & autres bâtimens accordés par Sa Majesté à des particuliers pour faire la course, seront levés d'autorité par les Commissaires de la marine & les autres officiers chargés du détail des classes par ordre des Intendans de la marine; ainsi qu'il en est usé à l'égard des armemens faits par Sa Majesté.

II. La folde desdits officiers-mariniers & matelots levés pour servir sur des vaisseaux de Sa Majesté armés pour la course, sera réglée, savoir, pour les officiers mariniers, à proportion de la qualité qu'ils auront, depuis trente jusqu'à foixante livres au plus; celle des matelots, depuis dix-huit livres jusqu'à vingt-quatre, suivant leur capacité & le nombre de campagnes ou voyages qu'ils auront faits; celle des novices depuis douze jusqu'à dix-huit livres; & celle des mousses, depuis huit jusqu'à dix livres. La conduite sera payée aux officiers-mariniers, sur le pied de quatre sols par lieue; & aux matelots, novices & mousses, à trois sols aussi par lieue, conformément au Réglement du premier 'Août 1743.

III. Les dits officiers-mariniers, matelots & novices, levés pour le service des dits vaisseaux, qui ne se rendront pas dans le port où ils seront remés, avant le départ des dits vaisseaux, & ceux qui les abandonneront sans congé avant la fin de la campagne, seront traités comme les déserteurs des vaisseaux de Sa Majesté, & condamnés comme tels aux galeres perpétuelles, conformément à ce qui est porté par l'Ordonnance du 15 Avril 1689, pour la police des ports & arse-

naux de marine.

IV. Veut Sa Majesté que tontes les autres dispositions portées par ladite Ordonnance sur la police qui doit être observée dans ses vaufeaux, & pour la punition des crimes & délits commis par leurs équipages, soient exécutés à l'avenir à l'égard des officiers-mariniers, matelots, soldats & autres gens de mer, émbarqués dans les vaisseaux & autres bâtimens qu'Elle aura accordés à ses Sujets pour faire la course; à l'effet de quoi Elle autorise les Conseils de Guerre qui sont assemblés dans les ports & ar-

fenaux de marine, à juger des déferteurs desdits vaisseaux & autres bâtimens, & ceux qui seront prévenus d'autres crimes & délits; leur attribuant pour les dits Jugemens, toute Cour, Jurisdiction & convoissance; & icelles interdisant à toutes ses cours & autres Juges.

V. Enjoint Sa Majesté aux Commissaires de la marine & autres officiers chargés du détail des classes, de saire arrêter sans délai les officiers-mariniers, matelots & autres gens de mer, déserteurs desdits vaisseaux, & de les faire conduire incessamment dans le plus prochain port ou arsenal de marine, pour qu'ils soient jugés par le Conseil de Guerre, qui y sera pour cet effet assemblé.

V1. Les frais nécessaires pour arrêter lesdits officiers-mariniers & matelots, & pour les faire conduire dans les les ports ou arsenaux, seront avancés par les armateurs sur les ordres des Intendans de la marine, & le montant en sera déduit sur la remise qu'ils feront dans les Bureaux des Classes, de la solde due auxdits déserteurs, & de ce qui peut leur revenir sur le produit

des prises.

Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Duc de Penthievre, Amiral de France, Gouverneur & Lieutenant-Général en la Province de Bretagne, aux Vice-Amiraux, Lieutenans-Généraux, Intendans, Chess-d'Escadre, Commissaires-Généraux, & tous autres Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera lue, publiée & assichée par-tout où besoin sera. Fait à Fontainebleau le quinze Novembre mil sept cent quarante-cinq. Signé, LOUIS. Et plus bas, PHELYPEAUX

ARTICLE 111.

ÉFENDONS à tous nos sujets de prendre Commissions d'aucuns Rois, Princes ou Etats étrangers, pour armer des vaisseaux en guerre, & courir la mer sous leur banniere, si ce n'est par notre permission, à peine d'être traités comme pirates.

Es défenses générales & indéfinies ne souffrent aucune exception. Elles s'étendent aux commissions qui seroient prises des Princes amis ou alliés, comme à celles des Princes neutres ou suspects; elles regardent aussi le temps de paix comme le temps de guerre.

La raison générale pour tous ces cas, est que c'est une sorte de désertion avec engagement au service d'une puissance étrangere, que d'implorer sa

Gg ij

protection pour courir la mer & combattre sous sa banniere, par présérence & celle de son Souverain.

L'alliance du Souverain avec le Prince dont on prendroit la commission; ne sauroit tenir lieu d'excuse, parce que ce n'en est pas moins une puissance étrangere. Ainsi je ne saurois être de l'avis de M. le Chevalier d'Abreu dans son Traité des prises en mer, deuxieme part. chap. premier, où il prétend que si les deux Princes suivent le même parti, le sujet d'un deux peut licitement prendre une commission aussi de chacun d'eux; sur quoi voir le Journal étranger du mois de Février 1756, page 203: d'ailleurs si la commission du Prince étranger étoit pour courir sur ses ennemis alliés du Souverain, ou avec lesquels il entend garder la neutralité, ce seroit donner lieu à de justes plaintes de leur part, qui pourroient ensin conduire à une rupture.

Il est donc évident que cela ne se peut saire sans la permission du Roi, & qu'une pareille contravention mérite la peine due aux pirates, comme le décide cetarticle d'après l'article 4 de la Déclaration du premier Février 1650, l'Arrêt du Conseil du 26 Août de la même année, & celui du 31 Octobre 1662.

Cette même Déclaration au surplus, à ces mots, tous nos sujets, ajoute; domiciliés & non domiciliés en notre Royaume & pays de notre obéissance, & cette addition doit être sous-entendue dans notre article, parce que des François pour être allés s'habituer dans un pays étranger, n'en sont pas moins François & sujets du Roi, jusques-là que s'ils prennent les armes contre le Roi, ou s'ils sont la course contre les vaisseaux François, ils sont dignes de mort, comme rébelles à leur Roi & traîtres à la patrie.

Quant à la peine due aux pirates & forbans, elle est du dernier supplice suivant l'opinion commune, parce que ce sont des ennemis déclarés de la so-ciété, des violateurs de la soi publique & du droit des gens, des voleurs pu-

blics à main armée & à force ouverte.

Une réflexion à faire à ce sujet, est qu'il est étonnant de voir depuis plufieurs siecles, des états en sorme de République ou autre Gouvernement, qui ne subsissent que de rapines, & qui toujours en guerre, courent perpétuellement sur les vaisseaux qu'ils rencontrent, sans respect même pour les pavillons des Princes, ou en état de les châtier, ou à qui ils ont fait payer le privilege d'épargner leurs sujets. Il est étonnant, dis-je, que les Princes Chrétiens, & sur-tout ceux qui ont le plus à craindre des déprédations de ces ennemis du genre humain, n'aient pas encore songé à s'unir pour exterminer ces barbares.

Par cette raison il est permis à quiconque de les arrêter pour seur faire subir la peine que mérite seur crime. Mais il n'est pas permis de les tuer autrement que dans le combat, & il faut nécessairement les désérer à la Justice; salvat tamen magistratui loci jurisdictione criminali & instructione de modo persequendi

piratas, dit le même Loccenius, ibid. n. 1, fol. 141.

L'article 47 des Jugemens d'Oleron, en cas de naufrage d'un vaisseau de pirates, permettoit de les piller & de les spolier de leurs biens: ce que Cleirac pag. 158, s'estorce d'appuyer d'autorités auxquelles on peut joindre celles de Peckius & de Vinnius, ad rem nauticam, fol. 370 & 372, & de Stracha, de nautis, parte 3, n. 31, & de navibus, parte 2, n. 16. Mais aujourd'hui le pillage n'est pas moins défendu à leur égard que par rapport à tous autres navigateurs.

1°. Parce que tout navire naufragé est indistinctement mis sous la protec-

tion & fauve-garde du Roi.

2º. Parce qu'il n'appartient pas aux particuliers de décider si un navire exerce

la piraterie ou non, ce seroit entreprendre sur les droits de la Justice.

3°. Enfin parce que si le vaisseau & les biens d'un pirate sont sujets à confiscation, ce ne peut être qu'au profit du Roi ou de M. l'Amiral; au moyen de quoi s'emparer des biens d'un pirate ce seroit entreprendre sur le droit de confiscation.

C'est ce qui résulte au reste de la disposition des articles premier & 18 du titre des naustrages, aux termes desquels il n'appartient qu'aux officiers de l'Amirauté de s'assurer des hommes, vaisseaux & marchandises, en cas de naustrage

ou échouemens des navires ennemis ou pirates.

Reste de savoir, si parce que notre article veut que les contrevenans soient traités comme pirates, il y auroit lieu essectivement à la condamnation à mort. Il me semble que cela dépendroit des circonstances ou des suites plus ou moins fâcheuses qu'auroit en la course.

ARTICLE IV.

SERONT de bonne prise tous vaisseaux appartenans à nos ennemis, ou commandés par des pirates, forbans ou autres gens courans la mer, sans Commission d'aucun Prince ou Etat Souverain.

Uiconque navige, qu'il soit armé en guerre ou en marchandise, sans commission, congé ou passe-port, d'aucun Prince ou Etat Souverain, est de bonne prise, parce que dès là il est réputé pirate ou forban, quoiqu'il n'en fasse pas réellement le métier, & quoiqu'il n'y ait pas de guerre avec sa nation.

S'il en étoit autrement en effet, on ne pourroit pas quelquesois reconnoître si le vaisseau seroit ennemi ou neutre. llest donc naturel de le regarder comme forban ou comme ennemi; & de maniere ou d'autre, il est nécessairement de bonne prise, s'il n'est muni d'un passe-port du Roi: ce qui n'est pas sort extraordinaire en temps de guerre. En ce cas, il est désendu de l'arrêter, de quelque nation étrangere qu'il soit, à peine de tous dépens, dommages & intérêts, de prison & de plus grande peine s'il y échoit. Ordonnance des 5 Août 1676, & 7 Décembre 1689, consirmées par une autre du 18 Mars 1705, qui a ajouté la peine corporelle contre le capitaine en cas de récidive.

On comprend que ces désenses s'étendent aux vaisseaux ennemis comme aux autres étrangers; mais il faut, non-seulement que le passe-port du Roi soit représenté, mais encore que le capitaine qui en est porteur soit en termes de pouvoir s'en servir, en égard aux temps, aux lieux, & aux objets pour lesquels il a été accordé, sans quoi l'arrêt est bon & le vaisseau de bonne prise. Lettres de Louis XIV à M. le Comte de Tonlouse des 26 Octobre 1707, & 27 Juin 1708. Ordonnance consorme du 19 Novembre 1710.

ORDONNANCE DU ROI,

Qui défend aux Corfaires d'arrêter les vaisseaux Ecossois, qui sont porteurs de passe-ports de France.

Du 18 Mars 1705.

DE PAR LE ROI.

S A MAJESTÉ étant informée que les armateurs François arrêtent tous les jours, fans aucun égard pour ses passe-ports, les bâtitimens Ecoslois qui en sont munis: & voulant les traiter favorablement, & réprimer cette contravention à ses ordres, qui, en exposant les marchands à la ruine de leur commerce, fait aussi souvent perdre aux armateurs le fruit de leur course, Sa Majesté a fait & fait très-expresses inhibitions & défenses à tous Corsaires & Armateurs François d'arrêter aucuns bâtimens Ecossois munis de ses passe-ports, lorsqu'ils

suivront les conditions & la destination qui y sont portées; à peine de tous dépens, dommages & intérêts, & de punition corporelle contre le Capitaine qui sera tombé en récidive. Mande Sa Majesté à M. le Comte de Toulouse, Amiral de France, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance; & aux Ossiciers de l'Amiranté, de la faire lire, publier & assicher par-tout où besoin sera. Fait à Versailles le dix-huitieme Mars mil sept cent cinq.

Signe, LOUIS. Et plus bas, PHELIPEAUX

ORDONNANCE DU ROI,

Portant révocation des passe-ports accordés aux Hollandois, & qu'on ne doit pas avoir égard aux passe-ports à la teneur desquels il y a contravention, dont la délai est expiré.

Du 19 Novembre 1710.

DE PAR LE ROI.

S A MAJESTÉ étant informée que les passeports qu'Elle a bien voulu jusqu'à présent accorder aux Hollandois pour faire venir leurs navires dans les ports du Royaume, charger les marchandises & denrées dont ils ont besoin, n'ont produit que leur avantage particulier, sans le communiquer au Royaume par une réciprocité toute juste & toute naturelle; que l'abus même qu'ils en ont fait, en prêtant leurs noms à ceux à qui le Roi avoit resusé pareille saveur; a rendu presque sans fruit les armemens en course, & n'a servi qu'à rendre plus libre & plus facile le commerce qu'ils ont fait, au préjudice même du Royaume, dans les pays étranger, dont les avantages infinis qu'ils en ont retiré, retournent aujourd'hui contre l'état même de qui ils tiennent ces avantages. Sa Majesté a jugé à propos de les priver d'une utilité si considérable pour eux, & si dommageable à ses sujets; & a réfolu & arrêté de ne leur accorder à l'avenir aucuns passe-ports. Voulant cependant Sa Majesté, pour ne manquer en rien à ce qu'exigent d'elle les engagemens de ses paroles & de les permissions, que les passe-ports qui ont été délivrés jusqu'à présent, aient leur exécution jusqu'au jour de leur expiration, en satisfaifant aux claufes & conditions y mentionnées. Permet Sa Majesté à ses sujets de courre fur les navires Hollandois qui n'auront point de passe-ports, qui en auront d'expirés, ou qui se trouveront en contravention, & de les arrêter en quelques endroits qu'ils les rencontrent; même les bâtimens Hollandois munis de passeports du Roi d'Espagne, qui seront dans ces cas. Veut aussi Sa Majesté, que ceux qui au préjudice des clauses des passe-ports, ne seront pas retournés chez eux dans le temps marqué, & seront restés dans les ports du Royaume, après l'expiration de leurs passe-ports, y soient arrêtés & confilqués.

Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Comte de Toulouse, Amiral de France, aux Vice-Amiraux, Lieutenans-Généraux, Intendans, Chefs - d'Escadre, Capitaines des vaisseaux, Commissaires de la Marine, Officiers de l'Amirauté, & tous autres qu'il appartiendra, de tenir chacun en droit soi, la main à l'exécution de la présente Ordonnance, qu'Elle veut être lue, publiée & affichée par-tout où besoin sera, Fait à Verfailles le dix-neuvieme jour de Novembre mil sept cent dix. Signé, LOUIS. Et plus bas,

PHELYPEAUX.

ARTICLE V.

Out vaisseau combattant sous autre pavillon que celui de l'Etat dont il a Commission, ou ayant Commissions de deux différens Princes ou Etats, sera aussi de bonne prise; & s'il est armé en guerre, les capitaines & officiers seront punis comme pirates.

TOUT capitaine de navire qui combat sous un autre pavillon que celui de L'Etat, dont il a commission, commet un crime, qu'il soit armé en guerre ou en marchandise seulement. C'est un dol & une fausseté dont il se rend coupable, fans compter l'injure qu'il fait au Prince dont il a pris la commission, en méprisant son pavillon pour combattre sous un autre.

Ainsi étant pris en pareil cas, non-seulement il est de bonne prise; mais encore il est punissable selon les loix de la guerre. Notre article à la vérité ne le soumet à être traité comme pirate, qu'au cas qu'il soit armé en guerre : mais la raison est la même pour le cas de l'armement simple, dès qu'il y a combat.

Par les anciennes Ordonnances, tout navire François étoit obligé de porter les bannieres, étendars & enseignes de l'Amiral; c'est-à-dire, le pavillon François. Ordonnance de 1717, art. 19; de 1743, art. 15, & de 1584, art. 28; de maniere qu'il étoit défendu d'en arborer d'autre pour faire la guerre, comme le porte l'art. 4 de la Déclaration du premier Février 1750, confirmée par l'Arrêt du Conseil du 13 ou 17 Août 1658.

Cette franchise naturelle à la nation a subsisté long-temps encore après, quoique les ennemis n'en usassent pas de même par rapport au pavillon de leur Souverain; jusques-là que Louis XIV, par son Ordon. du 23 Février 1674, voulut qu'en cas de prise d'un vaisseau allié ou neutre, sans raison apparente & légitime, les armateurs qui fe trouveroient faisis de plusieurs pavillons, fussent poursuivis comme voleurs publics & forbans, & que leur procès leur

fût fait suivant la rigueur des Ordonnances, comme présumés s'etre servis d'un pavillon étranger pour tromper le vaisseau pris & l'engager au combat.

On ne voit point précisément quand cet usage, qui donnoit aux ennemis un si grand avantage sur nous, a changé; mais on peut dire du moins que cet article le supposoit abrogé dès-lors, puisqu'il ne parle que du combat sous pa-

villon étranger.

Aussi depuis ce temps-là a-t-il toujours été permis aux armateurs en course d'avoir à bord tels pavillons qu'ils jugent à propos, & de s'enservir au besoin; soit pour reconnoître par-là plus aisément les vaisseaux qu'ils rencontrent, soit pour éviter la poursuite de ceux qu'ils croient plus forts qu'eux. Ce qu'il leur est désendu seulement, c'est de tirer le coup d'assurance ou de semonce sous pavillon étranger, à peine d'être privé du provenu de la prise qui sera confisquée au prosit du Roi, si le vaisseau est reconnu ennemi; & en cas que le vaisseau pris soit jugé neutre, à peine de tous dépens, dommages & intérêts, tant contre le capitaine que contre l'armateur. G'est la disposition de l'Ordonnance du 17 Mars 1696; de maniere qu'il ne seroit plus temps d'arborer le pavillon François après avoir tiré le coup de canon d'assurance ou de semonce. V. instà art. 12, in sine, & le tr. des prises de M. le Chevalier d'Abreu, part. 2, chap. 8, pag. 86 & suiv.

Cependant, comme le présent article n'assujettit à la peine de la contravention qui y est portée, que les capitaines & officiers, sans y envelopper l'équipage qui ne peut pas être censé avoir part à la faute, par identité de raison, il est intervenu une autre Ordonnance, en interprétation de celle du 17 Mars. 1696; en date du 18 Juin 1704, portant, » que les équipages des vaisseaux cor-

» saires qui auront sait quelque prise, après avoir tiré le coup d'assurance out » de semonce sous pavillon autre que celui de France, ne seront pas privés » de la part qu'ils doivent avoir dans la prise, suivant la convention saite » avec les armateurs; » de maniere que la confiscation ne tombe que sur l'armateur & le capitaine: laquelle derniere Ordonnance a été confirmée par Arrêt du Conseil du 23 Janvier 1706, en même temps qu'il a été réglé que la

de même que celle des rançons excédantes la fomme prescrite par les Ordonnances. Cet Arrêt est rapporté suprà tit. de l'Amiral, art. 10.

Effectivement ces confications n'avoient pu être attribuées au Roi sans donner atteinte aux prérogatives de la Charge d'Amiral, à qui sont dévolues de plein droit toutes les confications procédantes des délits maritimes & de

confifcation ordonnée au profit du Roi appartiendroit déformais à M. l'Amiral,

contraventions aux Ordonnances.

Pour ce qui est du capitaine qui se trouvera avoir deux commissions de différens Princes; s'il est armé en guerre, nul doute qu'érant pris il ne soit de bonne prise, sans avoir égardà la distinction de M. le Chevalier d'Abreu supra art. 3; & que s'il a combattu, il ne soit sujet à la peine portée par cet article, qui au sur plus regarde absolument les François aussi bien que les étrangers. Mais s'il n'est équipé qu'en marchandises, en doit-il être de même indistinctement pour la prise, n'ayant pas combattu?

C'est le sujet d'une lettre de Loius XIV à M. le Comte de Toulouse, en date du premier Mars 1710. Il est question en même temps de l'article 8 du

Réglement de Strasbourg : la voici.

so Mon

» Mon fils, je suis informé de la diversité des avis qui se rencontrent de-» vant vous, en exécution de l'article 5 des prises de mon Ordonnance de 1681; » qui veut que tout vaisseau qui se trouvera porteur des commissions de deux » Princes ou Etats, soit déclaré de bonne prise, & du huitieme article du » Réglement fait à Strasbourg de la même année, où il est ordonné qu'au » moins les deux tiers des équipages des vaisseaux François seront composés ⇒ de mes sujets; & que ce qui cause des difficultés & de l'embarras dans le » jugement des prifes qui se trouvent dans ces cas, vient de ce qui semble » que le cinquieme article de l'Ordonnance ne regarde que les vaisseaux étran-» gers & non ceux de France, & que le huitieme article du Réglement n'est que pour les vaisseaux qui navigent en temps de paix. Sur quoi je vous écris » cette lettre, pour vous dire que mon intention a toujours été que les vaif-» feaux de mes sujets ne puissent jamais naviger que sous pavillon de France, » & que les deux tiers au moins de leurs équipages soient composés de ma-» telots François, en temps de paix comme en temps de guerre; que ceux qui » contreviennent, s'ils sont arrêtés par les armateurs, soient déclarés de » bonne prise; & que ceux qui leur échappent soient saisse dans les ports, & confisqués comme appartenans aux ennemis, étant certain que si un pareil » abus subsistoit, ils ne manqueroient pas de faire tout le commerce de port 🛥 en port, fous le nom de marchands François, & priveroient par-là nos ma-» telots des moyens qui les font subsister.

» Al'égard des bâtimens ennemis, auxquels j'accorde des passe-ports, & sur les les uns pour les ports de les mon Royaume, & les autres pour ceux de mes ennemis, ce qui arrive presque à tous les Irlandois, sous prétexte que s'ils étoient rencontrés par les armateurs de la nation, ils seroient confisqués s'ils paroissoient chargés pour France; quoique cet usage soit sujet à des grands abus, étant difficile par ce moyen de découvrir leur véritable destination, je suis bien aise de vous dire que je me remets entiérement à vous & aux Commissaires du Conseil des prises, de déclarer de bonne prise les bâtimens où il se trouvera de doubles connoissemens, ou d'en faire main-levée suivant les circonstances & autres éclaircissemens qui résulteroient des procédures qui vous seront envoyées, Et la présente n'étant à autre sin, je prie Dieu, mon Fils, qu'il vous ait

» en sa sainte & digne garde.

Il résulte de cette lettre pour l'interprétation de la seconde partie du présent article. 1°. Que la circonstance de deux congés ou passe-ports, ou de deux connoissemens, dont l'un est de France, & l'autre d'un pays ennemi, ne sussit pas seule pour faire déclarer le navire ennemi de bonne prise, & que cela doit dépendre des circonstances capables de faire découvrir sa véritable destination.

2°. Que cet article regarde les François comme les Etrangers, de manière que si sur un navire François il y a une commission d'un Prince étranger avec celle de France, il sera de bonne prise, quoiqu'il n'ait arboré que le pavillon François.

3°. Enfin, que le vaisseau, quoique muni d'expéditions Françoises, ne sera réputé François, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, si son

Tom, II.

ORDONNANCE DE LAMARINE.

équipage n'est composé de François au moins jusqu'aux deux tiers, en telle sorte que s'il en est autrement, il sera déclaré de bonne prise en temps de guerre, s'il est arrêté par quelque armateur, ou sujet à être saisi dans les ports & confisqué, comme censé appartenant à l'ennemi.

ORDONNANCE DU ROI,

Portant défenses aux Capitaines, commandans les vaisseaux de Sa Majesté, ou à ceux de ses sujets armés en course, de tirer le coup de semonce ou d'assurance sous autre pavillon que sous celui de France.

Du 17 Mars 1696.

DE PAR LE ROI.

S A MAJESTÉ étant informée que plusieurs Capitaines de ses vaisseaux armés en course se font un usage de tirer le coup de semonce ou d'affurance sous pavillon étranger, quoique ce procédé soit contraire à la soi publique, à l'honneur du pavillon François, & aux Ordonnances, particuliérement à celle de 1681; à quoi Sa Majesté desirant pourvoir ensorte que les vaisfeaux des Princes neutres ou de leurs fujets, ne puissent être induis en erreur par cette manœuvre, ni les corsaires François s'en faire un moyen pour les engager au combat, en vue de les faire déclarer de bonne prise; Sa Majesté a ordonné & ordonne que tous capitaines, commandans ses vaisseaux, ou ceux armés en course par ses sujets, seront tenus d'arborer pavillon François avant de tirer le coup d'assurance ou

de semonce. Leur fait Sa Majesté très-expresses inhibitions & défenses de tirer sous pavillon étranger, à peine d'être prives, eux & leurs armateurs, de tout le provenu de la prise qui fera confisqué au profit de Sa Majesté, si le vaisseau est jugé ennemi; & en cas que le vaisfeau pris soit jugé neutre, les capitaines & armateurs seront condamnés aux dépens, dommages & intérêts des propriétaires. Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Comte de Toulouse, Amiral de France, & aux Officiers de l'Amirauté, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera lue, publiée & registrée partout où besoin sera, à ce que chacun n'en ignore. Fait à Versailles, le dix-sept Mars mil sept cent quatre-vingt-seize. Signé, LOUIS. Et plus bas, PHELYPEAUX. Et scellée.

ORDONNANCE DU ROI,

Pour les matelots des corsaires, au sujet des prises qui seront faites après avoir tiré le coup d'assurance sous pavillon étranger.

Du 18 Juin 1704.

DEPARLE ROI.

SAMAJESTÉ s'étant fait représenter l'Ordonnance du 17 Mars 1696, par laquelle Elle a enjoint aux capitaines des vaisseaux armés en course par ses sujets, d'arborer le pavillon François avant de tirer le coup d'assurance ou de femonce, à peine contre les contrevenans, leurs armateurs & équipages, d'êrre privés de la prife qui seroit confisquée à son profit. Elle auroit estimé juste de dispenser les équipages de la peine, attendu qu'ils n'ont aucune part à la faute; & qu'ils font obligés d'obéir à leur capitaine. Et voulant y pourvoir, Sa Majesté, interprétant ladite Ordonnance du 17 Mars 1696, a ordonné & ordonne, veut & entend, que les équipages des vaisseaux corsaires qui auront fait quelques prises, après avoir tiré le coup d'assurance ou de semonce sous un pavillon ennemi, ou quelqu'autre que ce soit que celui de France, ne seront point privés de la part qu'ils auront à la prise, suivant leur convention avec les armateurs, & seront traités de même que si elle étoit

adjugée auxdits armateurs: voulant qu'au furplus ladite Ordonnance soit exécutée selon sa forme & teneur, Mande Sa Majesté à M. le Comte de Toulouse, Amiral de France, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance; & aux Officiers de l'Amirauté, de la faire publier & afficher par-tout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore. Fait à Versailles le dix-huitieme de Juin mil sept cent quatre. Signé, LOUIS. Et plus bas, PHELYPEAUX.

ARTICLE VI.

SERONT encore de bonne prise les vaisseaux avec leur chargement, dans lesquels il ne sera trouvé charte-parties, connoissemens ni factures. Faisons désenses à tous capitaines, officiers & équipages des vaisseaux preneurs de les soustraire, à peine de punition corporelle.

EN temps de guerre rien n'est plus commun que de masquer les navires & leurs chargemens, soit de la part des ennemis, soit de la part des sujets des Puissances neutres; & ce sont ces déguisemens que notre article a en vue

pour s'en garantir & les punir.

Il décide en conséquence, d'après l'Ordonnance de 1543, art. 43, & de celle de 1584, art. 70, que les vaisseaux dans lesquels il ne fera trouvé charte-parties, connoissemens ni factures, seront de bonne prise avec leur chargement; & cela est juste, parce qu'alors la destination du navire & de son chargement est évidemment déguisée, d'où n'aît une présomption nécesfaire que le tout appartient à l'ennemi, ou est pour son compte: on trouve une pareille disposition dans l'article 8 de l'Ordonnance d'Espagne, de l'année de 1718, concernant les courses maritimes.

Ainsi dans ce cas la prise est bonne, tant pour le navire que pour son chargement; & cela, quelque preuve qu'il y ait que le navire apprtient réellement à un sujet d'un Prince neutre ou allié, parce qu'il sussit que le chargement soit réputé appartenir à l'ennemi en tout ou en partie, pour opérer la confiscation du navire, aux termes de l'article suivant; il y a néanmoins été dérogé par

l'art. 5 du Réglement du 21 Octobre 1744.

Au surplus, ces mots, charte-parties, connoissemens, ni sactures, s'entendent felon moi distributivement & non collectivement, quoique M. le Chevalier d'Abreu soit d'avis contraire dans son Traité sur cette matiere, part. premiere, chap. 2, §. 17, p. 32; on le peut voir encore dans le journal étranger du mois de Février 1756, pag. 162 & suiv. de maniere qu'une charte-partie, portant affrétement entier du navire, sussit, quoiqu'il ni ait n'y connoissemens ni sactures: de même à désaut de charte-partie, des connoissemens ou des sactures en bonne forme, sussissent le chargement y est compris; autrement tout ce qui n'y sera pas énoncé sera de bonne prise & sujet à consistation,

Hh ij

tandis que tout le reste sera relàché, si le navire est constamment ami ou neutre.

Mais il n'y a que les pieces indiquées par cet article, qui puissent faire preuve que les marchandises réclamées par des François, alliés ou neutres leurs appartiennent; & un livre de sous-bord n'en tiendroit pas lieu, ne seroit pas admis comme preuve supplétive, suivant la décision formelle de l'Arrêt du Conseil du 21 Janvier 1693, rendu au prosit du capitaine Cabarrus, contre Antoine Guadagny, marchand, de Ligourne, qui réclamoit deux balles de drap, & cinq de fayelle qu'il prétendoit avoir été chargées pour son compte dans le navire le Rédempteur du Monde.

Il se fondoit sur un connoissement dont il étoit porteur; mais ce connoissement étoit inutile, le double ne s'en étant pas trouvé à bord, il se prévaloit subsidiairement du livre de sous-bord; mais il sut jugé qu'une telle piece n'étoit pas admissible, comme n'étant pas de la nature de celles avouées par l'Ordon-

nance.

Le même Arrêt a décidé, comme on le voit, que les pieces énoncées dans cet article, doivent se trouver à bord du navire, sans quoi on ne doit avoir aucun égard aux doubles prétendus qui en seroient représentés; & la raison en est claire, c'est que rien ne seroit plus facile que de fabriquer ces pieces après coup: M. le Chevalier d'Abreu, loc. cie. est du même avis, pag. 29.

C'est encore, pour prévenir toute surprise à cet égard, que par l'art. 5 du Réglement du 17 Février 1694, confirmé par l'article 9 du Réglement du 21 Octobre 1744, il a été décidé que les connoissemens trouvés même à bord,

mais non fignés, seront nuls & regardés comme des actes informes.

Il y a plus, & parce que les pieces en forme trouvées à bord peuvent encore avoir été concertées en fraude, il a été ordonné par Arrêt du Conseil du 26 Octobre 1692, que les dépositions contraires des gens de l'équipage pris,

prévaudroient à ces pieces.

Tout ceci, au reste, ne regarde que les essets du chargement, & nullement le corps du navire, à l'égard duquel, pour empêcher qu'il ne soit déclaré de bonne prise avec son chargement, il faut que l'on trouve à bord, non-seulement le congé & les autres expéditions qu'il a dû prendre dans le lieu de son départ, mais encore l'acte de propriété en bonne sorme, & même si le navire est de sabrique ennemie, ou s'il a appartenu originairement à un propriétaire ennemi, cet acte de propriété doit être d'une authenticité capable de lever tout soupçon.

A cet effet, il faut pour que le navire soit censé neutre, qu'il en ait été fait une vente pardevant les officiers publics ayant le pouvoir de passer ces sortes d'actes, & que le contrat se trouve à bord avec un pouvoir authentique du premier propriétaire lorsqu'il n'a pas vendu lui-même, article 4 du Réglement du 17 Février 1694: Réglement confirmé, tant par celui du 12 Mai 1696, que par celui du 23 Juillet 1704, art. 7, qui ajoute que la vente doit être antérieure à la déclaration de guerre, & que le contrat doit avoir été enrégistré devant le principal Officier du lieu du départ du navire; ce qui a été renouvellé par l'art. 10 du Réglement dudit jour 21 Octobre 1744.

Il en est de même, en cas d'échouement d'un vaisseau aussi de fabrique ennemie ou ayant appartenu à un propriétaire ennemi, suivant le Réglement

dont il vient d'être parlé du 12 Mai 1696.

A l'égard des navires de fabrique ennemie qui auront été pris par des vaisfeaux François ou alliés, & qui auront été ensuite vendus aux sujets des Etats alliés ou neutres, le même art. 10 dudit Réglement de 1744, veut qu'ils ne puissent être réputés de bonne prise s'il se trouve à bord des actes en bonne forme passés par des officiers publics à ce préposés, justificatifs, tant de la prise que de la vente qui en aura étésaite aux sujets desdits Etats alliés ou neutres, soit en France, soit dans les ports des alliés; & qu'au contraire la prise soit bonne, si ces pieces justificatives ne sont pas trouvées à bord, sans que dans aucun cas on doive faire attention à celles qui pourroient être rapportées dans la suite.

Et parce que, plus on est rigide sur la nature des preuves de la neutralité du vaisseau & des marchandises, plus les armateurs corsaires pourroient être tentés de détourner ou soustraire ces preuves en tout ou partie; il étoit tout naturel de les prémunir contre cette tentation, par l'objet de la crainte des peines attachées à une infidélité aussi criminelle: c'est à quoi il a été pourvu par cet article, en soumettant à une punition corporelle ceux qui oseroient soustraire les pieces de la prise; ce qui emporte, outre les dommages & intérêts qui sont de droit en pareil cas, la dégradation infamante des officiers coupables du crime.

Quant à la preuve de la soustraction des papiers, on comprend que les dépositions des gens de l'équipage du vaisseau pris, peuvent beaucoup servir; mais il seroit trop dangereux de faire dépendre de là uniquement la preuve du délit. C'est par les circonstances qu'il convient de se régler en pareille occurence, & toutesois la preuve sera complette, si un certain nombre de gens

du corsaire atteste la même chose que ceux du navire pris.

ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT

DU ROI,

Qui ordonne l'exécution des articles VII & XXIV du tit, des prises de l'Ordonnance de 1681, & que foi soit ajoutée aux dispositions des gens des équipages pris.

Du 26 Octobre 1692.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ÉTAT.

Le RO1 étant informé que, par Arrêt du 20 Septembre 1692, il auroit été fait mainlevée du vaisseau la Notre-Dame du Pilier, & des marchandises de son chargement, sondé sur ce qu'il s'y est trouvé un passe-port du Roi de Portugal, & un connoissement qui porte, que les marchandises dont il y est fait mention, ont été chargées à Lisbonne pour le compte & risque d'un marchand Portugais, quoique par l'interrogatoire des officiers principaux dudit vaisfeau, il parût que lesdites marchandises sont pour le compte des marchands Ostendois ou Hollandois; ce qui donnoit lieu d'adjuger aux armateurs la cargaison & le vaisseau, suivant les articles 7 & 24 de l'Ordonnance de 1681, au titre des prises. Et comme cette main levée est également contraire aux intentions de Sa Majesté & au bien de son service; que même il ne seroit pas juste que des connoissemens & autres actes souvent concertés pour favorises

le commerce des ennemis, prévalussent aux dépositions des officiers & matelots des vaisseaux pris, qui seuls peuvent éclaircir la vérité & découvrir la fraude. Vu ledit Arrêt du 20 Septembre 1692, lesdits articles 7 & 24 de l'Ordonnance de 1681. S. M. étant en son Confeil, fans s'arrêter audit Arrêt du 20 Septembre 1692, en ce qu'il a donné main-levée audit vaisseau & de partie des marchandises de son chargement, a déclaré le tout de bonne prise; ordonne qu'il sera vendu, & le prix en provenant, délivré au fieur de la Bardeliere & conforts, à la réserve du dixieme du sieur Comte de Toulouse, Amiral de France, qui sera payé au Receveur de ses droits, & qu'à la délivrance les dépositaires seront contraints, & moyennant ce bien & valablement déchargés. Veut Sa Majesté que les articles 7 & 24 de l'Ordonnance de 168t, au titre des prises, soient exécutés fans aucune modification ni restriction, & que pleine & entiere foi foit ajoutée aux dispositions des capitaines, matelots & officiers des vaisseaux pris, s'il n'y a entr'eux aucun reproche valable, proposé par les réclamateurs, ou quelque preuve de subornation & de féduction. Défend Sa Majesté aux capitaines des vaisseaux preneurs & aux armateurs leurs conforts, & tous autres. d'user d'aucunes menaces, voies de fait, ni violences contre les officiers & matelots des vaisseaux pris, sous peine de punition corporelle. Enjoint aux Officiers des Amirautés d'en informer fur la plainte qui leur en fera faite par les réclamateurs, sous peine d'interdiction. Et sera le présent Arrêt lu, publié & enrégistré aux Sieges des Amirautés, à la diligence du Procureur de Sa Majesté en icelles, à eux enjoint dans certifier dans le mois le Secrétaire d'Etat, ayant le département de la Marine. Fait au Conseil d'Etat du Roi, tenu à Versailles le vingt-sixieme jour d'Octobre mil six cent quatre-vingt-douze.

Signé, PHELYPEAUX;

RÉGLEMENT DU ROI,

Concernant, les passe-ports qui seront accordés aux vaisseaux ennemis par les Princes neutres.

Du 17 Février 1694.

DE PAR LE ROI.

SAMAJESTÉ étant informée qu'au préjudice de toutes les précautions que prennent les Princes neutres pour empêcher que les ennemis de la France ne se servent de leur banniere & de leurs passe-ports pour continuer librement leur commerce, & se mettre à couvert des armateurs François, il s'y commet journellement beaucoup d'abus, auxquels il est nécessaire de pourvoir pour soutenir la course, rompre entiérement, s'il se peut, le commerce des ennemis, faciliter celui des alliés, & assurer en même temps les égards dus à leurs pavillons & à leurs patentes; Sa Majesté a ordonné & ordonne ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Qu'on n'aura aucun égard aux pa sse ports des Princes neutres, auxquels ceux qui les auront obtenus, se trouveront avoir cont revenu, & que ces vaisseaux seront considérés c omme étant sans aveu.

II. Qu'un même passe-port ne pourra servir que pour un seul voyage.

III. que les passe-ports seront considérés comme nuls, quand il y aura preuve que le navitepour lequel ils sont expédiés, n'étoit alors dans aucun des ports du Prince qui l'a accordé.

IV. Que tout vaisseau qui sera de sabrique ennemie, ou qui aura eu originairement un propriétaire ennemi, ne pourra être censé neutre, s'il n'en a été fait une vente pardevant les officiers publics qui doivent passer cette sorte d'actes, & si cette vente ne se trouve à bord, & n'est soutenue d'un pouvoir authentique donné par le premier propriétaire, lorsqu'il ne vend pas lui-même.

V. Que les connoissemens trouvés à bords non fignés seront nuls, & regardés comme des actes informes.

Veut Sa Majesté que le présent Réglement sorte son plein & entier estet, pour les prises faites ci-devant, & qui pourront être faites dans la suite; & enjoint aux sieurs Commissaires nommés pour le Jugementdes prises, de tenir la main à son exécution. Fait à Versailles le 17. Février 1694. Signé, LOUIS. Et plus bas, PHELIPEAUX.

ORDONNANCE DU ROI,

Touchant la maniere de juger les vaisseaux qui échouent, ou qui sont portés aux côtes de France, par tempête ou autrement.

Du 21 Mai 1696.

DE PAR LE ROI.

SA MAJESTÉ s'étant informée qu'il est sur-venu quelques contestations à l'occasion du jugement des vaisseaux échoués, soit à l'égard de ceux qui étant de fabrique ennemie, ne se sont trouvés munis d'aucun contrat d'achat, foit par rapport aux marchandises sans connoissemens, sous prétexte que le Réglement du 17 Février 1694 paroît n'avoir été fait que pour les vaisseaux pris, & que l'article de l'Ordonnance de 1681, qui confisque les marchandises sans connoissement, est inséré dans le titre des prises; à quoi Sa Majesté désirant pourvoir, en forte que les vaisseaux masqués, & les marchandises véritablement ennemies; mais souvent réclamées par des sujets des Princes neutres, ne puissent être soustraites en aucun cas à la juste confiscation établie par les loix de la guerre, & par les Ordonnances anciennes & nouvelles. Sa Majesté a ordonné & ordonne que les vaisseaux qui échoueront sur les côtes, & qui seront portés par la tempête ou autrement, seront jugés suivant les articles de l'Ordonnance de 1681, inférés dans le titre des prises, & le Réglement du 17 Février 1694; ce faisant, que tout vaisseau échoué, qui sera de fabrique ennemie, ou qui aura eu originairement un propriétaire ennemi, ne pourra être censé neutre, mais sera confisqué en entier au profit de Sa Majesté, s'il n'en a été sait une vente pardevant des officiers publics. qui doivent passer ces sortes d'actes, & si cette

vente ne se trouve à bord, & n'est accompagnée d'un pouvoir authentique donné par le premier propriétaire, lorsqu'il ne vend pas lui-même. Ordonne pareillement Sa Majesté que les marchandises chargées sur les vaisseaux échoués. dont il ne se trouvera à bord aucun connoissement, seront & demeureront entiérement confisqués à son profit; n'entend néanmoins Sa Majesté comprendre dans la présente Ordonnance les vaisseaux échoués, dont les papiers se seroient payés à l'occation de la tempête, & par le malheur du naufrage, en cas que le capitaine ou le commandant en fassent d'abord leur déclaration, & que l'état du vaisseau & les circonstances de l'échouement le puissent faire présumer ainsi, auquel cas Sa Majesté ordonne que les réclamateurs seront seulement tenus de rapporter une nouvelle expédition du contrat d'achat, & le double des connoissemens. Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Comte de Toulouse, Amiral de France, de tenir la main à l'observation de la présente Ordonnance, qui sera lue, publiée & affichée dans tous les Sieges de l'Amirauté. Enjoint aux Officiers desdits Sieges de tenir la main à son exécution en ce qui les concerne. Fait à Versailles le 12 Mai 1696. Signé, LOUIS.

Et plus bas, PHELIPEAUX. Et scellé.



REGLEMENT DU ROI,

Pour les prises faites en mer, & pour assurer la navigation des Etats neutres & alliés pendant la guerre.

Du 23 Juillet 1704.

DE PAR LE ROI.

SAMJESTÉ ayant été informée que le Commerce des négocians du Royaume avec les nations neutres, pourroit s'établir avantagensement pendant la présente guerre, nonobstant les efforts continuels que les ennemis de la France sont pour le détruire; si Sa Majesté avoit agréable d'assurer d'un côré par sa protection ce commerce récipioque, & de prendre de l'autre des précautions suffisantes pour prévenir les abus que ses ennemis font du pavillon & des passe-ports des Princes neutres, par collusion & intelligence avec quelques-uns de leurs sujets, contre leurs intentions, & contre l'intérêt de leurs Etats. Sa Majesté, après avoir fait examiner en son Conseil les propositions qui lui ont été faites dans ces vues, par les Députés au Confeil du Commerce, seroit portée dautant plus volontiers à les éprouver, qu'Elle y auroit trouvé les moyens qu'elle a toujours recherchés, de procurer également les avantages des fujets des Princes neutres & des armateuts François. Les fujets des Princes neutres y reconnoîtront le soin que S. M. a eu de leur conserver la même étendue & la même liberté de commerce, dont ils ont accoutumé de jouir pendant la paix, nonobstant les restrictions que l'Angleterre & la Hollande y ont apportées, & dont Sa Majesté auroit pu suivre l'exemple avec justice. Et à l'égard des armateurs François , ils auront des regles certaines, par le moyen defquelles ils ne seront plus trompés comme ils l'ont été jusqu'à présent, par les déguisemens & les artifices des ennemis de Sa Majesté, ni expofés au hazard des événemens douteux de leur course, qui les consommoient presque toujours. par des procès longs & de difficile discussion, souvent infructucux, & quelquefois ruineux, par les dommages & intérêts auxquels ils succomboient envers les réclamateurs; par toutes lesquelles considérations, Sa Majesté a ordonné & ordonne ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

Fait Sa Majesté défense aux armateurs Francois, d'arrêter ni amener dans les ports de son Royaume, les vaisseaux appartenans aux sujets des Princes neutres, sortis d'un des ports de leur domination, & chargés pour le compte des propriétaires ou autres sujets desdits Princes neutres, de marchandises du cru ou fabrique de leur pays, pour les porter à droiture en quelqu'autre Etat que ce soit, même en ceux avec qui Sa Majesté est en guerre, pourvunéanmoins qu'il n'y ait sur les dits vaisseaux aucune marchandise de contrebande.

II. Leur fait pareillement défense d'arrêter les vaisseaux appartenans aux sujets des Princes neutres, sortis des ports de quelqu'autre Etat que ce soit, même de ceux avec lesquels Sa Majesté est en guerre, & chargés pour le compte des propriétaires ou autres sujets desdits Princes neutres, de marchandises qu'ils auront prises dans le même pays ou Etat d'où ils seront partis pour s'en retourner à droiture dans l'un des ports de la domination de leur Souverain.

III. Comme aussi leur fait désense d'arrêter les vaisseaux appartenans aux sujets des Princes neutres, partis des ports d'un des Erats neutres ou alliés de Sa Majesté, pour aller dans un autre Etat pareillement neutre ou allié de Sa Majesté, pourvu qu'ils ne soient pas chargés des marchandises du cru ou sabrique de ses ennemis, auquel cas les marchandises seront de bonne prife, & les vaisseaux seront relâchés.

IV. Défend pareillement Sa Majesté aux armateurs d'arrêter les vaisseaux appartenans aux sujets des Princes neutres, sortis des ports d'un Etat allié de Sa Majesté ou neutre, pour aller dans un Etat ennemi de Sa Majesté, pourvu qu'il n'y ait sur lesdits vaisseaux aucune marchandise de contrebande, ni du cru & fabrique

des

des ennemis de Sa Majesté, dans lesquels cas les marchandises seront de bonne prise, & les vaisseaux seront relâchés.

V. Et néanmoins, si dans les cas portés par les quatre premiers articles du présent Réglement il se trouvoit sur les vaisseaux neutres des effets appartenans aux ennémis de Sa Majesté, les vaisseaux & tout le chargement seront de bonne prise, conformément à l'article 7 du titre des prises de l'Ordonnance du mois d'Août 1681.

VI. Les vaisseaux appartenans aux sujets des Etats neutres, qui seront sortis des ports d'un Etat ennemi de Sa Majesté, & y auront pris leur chargement en tout ou en partie, pour aller dans les Etats d'un autre Prince que le leur, soit qu'il soit allié de Sa Majesté, neutre ou ennemi, pourront être arrêtés & amenés dans le Royaume, & seront déclarés de bonne prise avec leur chargement, encore qu'ils sussent chargés pour le compte des sujets de Sa Majesté, ou d'un Etat allié ou neutre.

VII. Tout vaisseau qui sera de fabrique ennemie ou qui aura eu un propriétaire ennemi, ne pourra être censé neutre, s'il n'en a été sait une vente avant la déclaration de la présente guerre, pardevant les officiers publics qui doivent passer cette sorte d'acte, & si cette vente ne se trouve à bord enrégistrée devant le principal officier du lieu du départ; & n'est soutenue d'un pouvoir authentique donné par le propriétaire lorsqu'il n'a pas vendu lui-même.

VIII. On n'aura aucun égard aux passe-ports accordés par les Princes neutres, tant aux propriétaires, qu'aux mairres des vaisseaux sujets des Etats ennemis de Sa Majesté, s'ils n'ont été naturalisés, & n'ont transséré leur domicile dans les Etats des Princes neutres, avant la déclaration de la présente guerre, auquel cas même ils ne pourront jouir de l'esset des lettres de naturalité, si depuis qu'elles ont été obtenues, ils sont retournés dans less Etats ennemis de Sa Majesté, pour y continuer leur commerce.

1X. Seront aussi de bonne prise, tous vaisfeaux étrangers sur lesquels il y aura une subrecargue, marchand, commis ou officier marinier d'un pays ennemi de Sa Majesté, ou dont l'équipage sera composé de matelots sujets des Etats ennemis de Sa Majesté, au-delà du tiers, ou qui n'auront pas à bord le rôle de l'équipage arrêté par les officiers publics des lieux neutres d'où les vaisseaux seront partis.

X. N'entendons comprendre dans la disposition du précédent article, les vaisseaux dont les capitaines ou les maîtres justifieront par actes trouvés à bord, qu'ils ont été obligés de prendre des officiers mariniers ou matelots dans les ports où ils auront relaché, pour remplacer ceux du pays neutre qui seront morts pendant le cours de leur voyage.

XI. Lesquatre articles immédiatemens précédens, n'auront lieu, & ne seront exécutés que quatre mois après la publication du présent Réglement.

XII. Tous vaisseaux qui seront sortis des ports du Royaume, qui n'auront à bord d'autres denrées & marchandises que celles qu'ils y auront chargées, & qui se trouveront munis de congés de l'Amiral de France, ne pourront être arrêtés par les armateurs François, ni ramenés par eux dans les ports du Royaume, sous quelque prétexte que ce puisse être.

XIII. En cas de contravention par les armateurs François, aux oéfenses à eux faites par le présent Réglement: veut Sa Majesté qu'il soit fait main-levée aux Sujets des Princes neutres, des vaisseaux à eux appartenans, & des marchandises du chargement, dans les cas ou elles ne sont pas sujettes à confiscation, & que les armateurs soient condamnés en leurs dommages & intérêts.

XIV. Et au furplus, le titre des prises de l'Ordonnance du mois d'Août 1681, & le Réglement du 17 Février 1694, & autres intervenus sur le fait des prises, seront exécutés suivant leur forme, en ce qu'il n'y ett dérogé par ce présent Réglement. Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Comte de Toulouse, Amiral de France, de tenir la main à son exécution, & aux Officiers de l'Amirauté de le saire publier, afficher & entégistrer partout où besoin sera, à ce que nul n'en ignore. Fait à Versailles le 23 Juillet 1704. Signé, LOUIS. Et plus bas, PHELYPEAUX.



RÉGLEMENT

Concernant les prises saites sur mer, & la navigation des vaisseaux neutres pendant la guerre.

Du 21 Octobre 1744.

DEPARLEROI.

E ROI s'étant fait représenter le Règle-ment du 23 Juillet 1704, concernant les prises faites en mer, & la navigation des vaisseaux neutres & alliés pendant la guerre, Sa Majesté auroit reconnu que les dispositions de ce Réglement étoient alors également sages & convenables, & que même il seroit à desirer pour le bien de son Royaume, qu'elles pussent toutes être renouvellées pendant la présente guerre : mais comme il en est ple sieurs qui ne sauroient s'accorder avec les traités & conventions qu'elle a faits avec les différentes Puissances depuis son avénement à la Couronne, & que Sa Majesté s'est toujours fait une loi d'observer ses engagemens avec la fidélité la plus exacte, Elle croit devoir faire céder ses intérêts à la foi qu'Elle doit aux traités. D'un autre côté, Sa Majesté ne pouvant pas douter que ses ennemis ne se servent du pavillon & des passe ports de quelques Etats neutres, contre la volonté & les engagemens de ces mêmes Etats; & Sa Majesté considérant que des conventions faites entre des Souverains, uniquement pour l'avantage & la sûreté de leurs sujets respectifs, ne peuvent avoir jamais eu pour objet de faciliter des fraudes dont le préjudice ne peut être douteux, elle se croit d'autant plus fondée à empêcher ces fraudes, qu'il n'est pas moins contre l'honneur & la dignité, que contre les intérêts des Etats neutres, que des fujets téméraires compromettent leur droit, en abusant de leur pavillon & de leurs passe-ports.

Dans ces circonstances, Sa Majesté a jugé à propos de rappeller dans le présent Réglement les dispositions de celui de 1704, en distinguant celles qui ne doivenr être exécutées qu'à l'égard des Etats avec lesquels il n'a point été fait de conventions, d'y en ajouter de nouvelles conformes aux traités qu'elle a faits avec d'autres Etats, & d'y joindre même celles du Réglement du 17 Février 1694, asin que ceux de ses sujets qui armeront pour la course, soient pleinement informés des regles qu'ils doivent observer. Par

ces considérations, Sa Majesté a ordonné & oré donne ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Fait Sa Majesté désenses aux armateurs François d'arrêter en mer & d'amener dans les ports de son Royaume, les navires appartenans aux sujets des Princes neutres, sortis d'un des ports de leur domination. & chargés pour le compte des sujets desdits Princes neutres, de marchandises du cru ou fabrique de leur pays, pour les porter en droiture en quelqu'Etat que ce soit, même en ceux avec qui Sa Majesté est en guerre: pourvu néanmoins qu'il n'y ait sur lesdits navires aucunes marchandises de contrebande.

Il. Leur fait pareillement désenses d'arrêter les navires appartenans aux sujets des Princes neutres, sortis de quelqu'autre Etat que ce soit, même de ceux avec lesquels Sa Majesté est en guerre, & chargés pour le compte desdits sujets des Princes neutres, de marchandises qu'ils auront prises dans les pays ou Etat d'où ils seront partis, pour s'en rerourner en droiture dans un des ports de la domination de leur Souverain.

Ill. Comme aussi leur sait désenses d'arrêter les navires appartenans aux sujets des Princes neutres, partis des ports d'un Erat neutre ou allié de Sa Majesté, pour s'en aller en un aurre Etat pareillement neutre ou allié de Sa Majesté; pourvu qu'il ne soit pas chargé de marchandises du cru ou fabrique de ses ennemis, auquel cas les marchandises seront de bonne prise, & les navires relâchés.

IV. Défend pareillement Sa Majesté auxdits armateurs d'arrêtei les navires appartenans aux sujets desdits Princes neutres, sortis des ports d'un Etat allié de Sa Majesté ou neutre, pour aller dans un port d'un Etat ennemi de Sa Majesté; pourvu qu'il n'y ait sur ledit navire aucunes marchandises de contrebande, ni du cru ou fabrique des ennemis de Sa Majesté, dans lequel cas les-

dites matchandifes feront de bonne prise, & les navires seront relâchés.

V. Si dans les cas expliqués par les articles I, II, III, IV de ce Réglement, il se trouvoit sur les dits navires neutres, de quelque nation qu'ils sussent des marchandises ou essets appartenans aux ennemis de Sa Majesté, les marchandises ou essets seront de bonne prise, quand même elles ne seroient pas de sabtique du pays ennemi, & néanmoins les navires relâchés.

VI. Veut Sa Majesté que tous vaisseaux pris, de quelque nation qu'ils soient, ennemie, neutres ou alliée, desquels il sera constaté qu'il y a eu des papiers jettés à la mer, soient déclarés de bonne prise, avec leur cargaison, sur la seule preuve constatée des papiers jettés à la mer, & sans qu'il soit besoin d'examiner quels étoient ces papiers, par qui ils ont été jettés, ni s'il en est resté suffisamment à bord pour justifier que le navire & son chargement appartient à des amis ou alliés.

VII. On n'aura aucun égard aux passe-ports des Princes neutres, auxquels ceux qui les auront obtenus se trouveront avoir contrevenu, & les vaisseaux qui navigueront sur lesdits passe-ports seront déclarés de bonne prise.

VIII. Un passe-port ou congéne pourra servir que pour un seul voyage, & sera considéré comme nul, s'il est prouvé que le navire pour lequel il auroit été expédié, n'étoit lors de l'expédition dans aucun des ports du Prince qui l'a accordé.

IX. Tous connoissemens trouves à bord, non signés, seront nuls & regardés comme actes informes.

X. Tout navire qui sera de sabrique ennemie, ou qui auroit eu un propriétaire ennemi, ne pourra être cenfé neutre ni allié, s'il n'est trouvé à bord quelques pieces authentiques passées devant les officiers publics, qui puissent en asforer la date, qui justifient que la vente ou cession en a été faite à quelqu'un des sujets des Puissances alliées ou neutres, avant la déclaration de guerre, & si ledit acte translatif de propriété de l'ennemi au sujet neutre ou allié, n'a été duement enrégistré devant le principal officier du lieu du départ, & n'est soutenu d'un pouvoir authentique donné par le propriétaire, dans le cas où il n'auroit pas fait lui-même ladite derniere vente. A l'égard des navires de fabrique ennemie qui auront été pris par nos vaisseaux, ceux de nos alliés & de nos fujets pendant la préfente guerre, & qui auroient enfuite été vendus aux sujets des Esats alliés on neutres, ils ne pourront être réputés de bonne prile, s'ils fe trouve à bord des actes en bonne forme, pafsés par des Officiers publics à ce préposés, justificatifs tant de la prise que de la vente ou adjudication qui en auroit été faite ensuite aux sujets desdits Etats alliés ou neutres, soit en France, soit dans les ports de nos alliés; faute desquelles pieces justificatives, tant de la prise que de la vente, les dits navires seront de bonne prise, sans que dans aucun cas les pieces qui pourroient être rapportées par la suite, puissent faire aucune soi, ni être d'aucune utilité, tant aux propriétaires desdits navires, qu'à ceux des marchandises qui pourroient y avoir été chargées.

XI. On n'aura aucun égard aux passe-ports accordés par les Princes neutres ou alliés, tant aux propriétaires qu'aux maîtres des navires sujets des Etats ennemis de Sa Majesté, s'ils n'ont été naturalisés, & n'ont transféré leur domicile dans les Etats desdits Princes avant la déclaration de la présente guerre: ne pourront pareillement les dits propriétaires & maîtres des navires ou sujets des Etats ennemis, qui auront obtenu les dits lettres de naturalité, jouir deleur esset, si depuis qu'elles ont été obtenues, ils sont retournés dans les Etats ennemis de Sa Majesté; pour y continuer leur commerce.

XII. Seront de bonne prise tous navires étrangers sur lesquels il y aura un subrecargue, marchand, commis ou officier marinier d'un pays eunemi de Sa Majesté, ou dont l'équipage sera composé au-delà du tiers de matelots sujets des Etats ennemis de Sa Majesté, ou qui n'auront pas à bord le rôle de l'équipage, arrêté par les officiers publics des lieux neutres d'où les navires seront partis.

XIII. N'entendons comprendre dans la disposition du précédent article, les navires dont les capitaines ou les maîtres justifient par actes trouvés à bord, qu'ils ont été obligés de prendre des officiers mariniers ou matelots dans les ports où ils auront relâché, pour remplacer ceux du pays neutre, morts dans le cours de leur voyage.

XIV. Les navires appartenans aux sujers du Roi de Danemarck, & ceux appartenans aux sujets des Etats Généraux des Provinces Unies, pourront naviguer librement pendant la présente guerre, soit de leurs ports à des ports d'autres États neutres ou ennemis, ou d'un port neutre à un port ennemi, ou d'un port ennemi à un autre port ennemi, pourvu que ce ne soit pas à une place bloquée, & que dans ces deux derniers cas ils ne soient pas chargés en tout ou en partie de marchandises réputées de contrebande par les traités, & ce nonobstant ce qui est porté par les quatre premiers articles du présent Ré-

252 ORDONNANCE DE LA MARINE.

glement, doquel néanmoins les articles 6,7, 8,9,10,11 & 12 feront exécutés à leur égard: & dans le cas qu'ils fe trouveroient chargés en tout ou partie desdites marchandises de contrebande, allant à un port ennemi, soit qu'ils sussent partie des dites marchandises de contrebande, allant à un port ennemi, ou d'un port neutre, les dites marchandises seront de bonne prise, sans que les navires & le surplus de leur cargaison, ni leurs biens & esses puissent être retenus, quand même ils appartiendroient aux ennemis.

XV. Il en sera usé de même à l'égard des navires appartenans aux sujets du Roi de Suede, & de ceux appartenans aux habitans des villes Hanséatiques, dans lesquels néanmoins toutes marchandises, sans distinction, appartenantes aux ennemis: quand même elles ne seroient pas de contrebande, seront de bonne prise; sans toutesois que les navires & le surplus de leur cargaison, ni leurs autres biens & effets puissent être retenus.

X VI. Tous navires fortis des ports du Royaume, qui n'auront à bord d'autres denrées & marchandifes que celles qu'ils y auront chargées, & qui se trouveront munis de congés de l'Amiral de France, ne pourront être arrêtés par les armateurs François, ni ramenés par eux dans les ports du Royaume, fous quelque prétexte que ce puisse être.

XVII. En cas de contravention par les armateurs François aux défenses à eux faites par le présent Réglement, veut Sa Majesté qu'il soit fait main-levée aux sujets des Princes neutres, des navires à eux appartenans, & des marchandises du chargement, dans les cas où elles ne seroient pas sujettes à confiscation, & que les dits armateurs soient condamnés en leurs dommages & intérêts.

XVIII. Veut au surplus Sa Majesté que le titre des prises, de l'Ordonnance de la Marine du mois d'Août 1681, soit exécuté suivant sa forme & teneur, en ce qui n'y est dérogé par le présent Réglement. Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Duc de Penthievre, Amiral de France, de tenir la main à son éxécution, & aux Officiers de l'Amirauté de le faire publier, afficher & enrégistrer par-tout où besoin sera, à ce que nul n'en ignore. Fait au camp devant Fribourg le 21 Octobre 1744. Signé, LOUIS.

Et plus bas, PHELYPEAUX.

ARTICLE VII.

Ous navires qui se trouveront chargés d'effets appartenans à nos ennemis, & les marchandises de nos sujets ou alliés qui se trouveront dans un navire ennemi, seront pareillement de bonne prise.

A INSI les marchandises appartenantes à l'ennemi rendent le navire qui les porte ennemi, & le soumettent à la confiscation aussi-bien que le reste de son chargement, à qui que ce soit que le navire & les autres marchandises appartiennent, soit amis, alliés, neutres, ou François, & réciproquement le navire ennemi rend toute sa cargaison ennemie; de maniere que le tout est sujet à confiscation, sans distinction des essets appartenans aux François ou aux alliés. On trouve la même disposition dans l'Ordonnance du Roi d'Espagne du 21 Août 1702, art. 11, aussi-bien que dans celle du 17 Novembre 1718, art. 9, excepté qu'il n'y est pas parlé des amis & alliés; Mais dit M. le Chevalier d'Abreu, dans son traité des prises sur mer, part. prem. ch. 8, pag. 108 & suiv. & ch. 9, les amis & alliés sont nécessairement sous entendus dans cette disposition; ce qu'il appuie d'ailleurs par divers traités de paix & de commerce, principalement par celui des Pyrénées & celui d'Utrecht. Sur quoi voir le Journal étranger du mois de Février 1756, pag. 184 & suiv.

Par rapport à la premiere hypothese, il sembloit résulter de l'art. 42 de l'Ornonnance de 1543, & du 69 de celle de 1584, qu'il n'y avoit que la marchandise des ennemis trouvée dans un navire ami, qui sût sujette à confiscation sans toucher au navire ni au reste de son chargement; du moins c'est ainsi que Cleirac avoit interprété ces deux Ordonnances dans son Traité de la Jurisdic-

tion de la Marine, art. 25, pag. 443.

Mais aux termes de cet article, tout est soumis à la consiscation, sans distinguer si le navire a été chargé en entier d'esses appartenans aux ennemis, ou s'il ne l'a été qu'en partie; parce que de maniere ou d'autre, c'est savoriser le commerce de l'ennemi & faciliter le transport de ses denrées & marchandises, ce qui ne peut convenir aux traités d'alliance ou de neutralité, encore moins aux sujets du Roi, auxquels toute communication avec l'ennemi est étroitement désendue, sur peine même de la vie. Et ce qui ne permet pas de douter que ce ne soit là le sens de cette premiere partie de l'article, c'est la disposition de l'Arrêt du Conseil du 26 Octobre 1692, & de l'art. 5 du Réglement du 23 Juillet 1704; qui porte en termes sormels que, s'il se trouvé sur les vaisseaux neutres des estes appartenans aux ennemis de Sa Majesté, les vaisseaux & tout le chargement seront de bonne prise, conformément au présent article 7.

Cependant il a été dérogé par l'article 5 du Réglement du 21 Octobre 1744, qui veut qu'en ce cas, la confiscation n'ait lieu que pour les effets ennemis, & que le navire neutre soit relâché; mais comme ce nouvel arrangement n'a été fait que relativement aux traités conclus avec quelques Puissances amies ou neutres, & que cela peut changer dans la suite, il ne faut pas perdre de vue le principe établi par notre article, suivant lequel, dès qu'il y a des effets ennemis dans un navire, tout est sujet à confiscation. L'Observateur Hollandois, dans sa trente & uniemelettre, pag. 37, pense qu'il seroit plus conforme à l'équité, que les marchandises des ennemis sussent même exemptes de confiscation; mais cette réslexion politique ne peut tenir contre les raisons ci-dessus apportées. Voir aussi la quarante-sixieme lettre du même Auteur, pag. 36 & suiv.

Il ne faut point au reste distinguer si le propriétaire ou le maître du navire, ami ou neutre, à su ou non qu'il y avoit dans le chargement des essets appartenans aux ennemis, comme le veulent Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap 4., n. 11, & Grotius, liv. 3, chap. 6, \$. 6, & aux notes, par argument de la loi cotem serro, 11, \$. 2, sf. de publicanis; Grotius prétendant même que c'est ainsi qu'il saut entendre nos Ordonnances: car, outre que notre article, non plus que le cinquieme dudit Réglement du 23 Juillet 1704, ne sont aucune distinction, c'est que ce seroit ménager au capitaine du navire une désaite ou excuse, avec laquelle il ne manqueroit jamais d'éluder la consiscation de son navire, & du surplus de son chargement.

Il est pourtant vrai que cette Jurisprudence nous est particuliere & à l'Espagne, & qu'ailleurs il n'y a que les marchandises de l'ennemi qui soient sujetes à confiscation. L'usage est même d'en payer le fret au capitaine du navire, ami ou neutre, suivant l'article 275 du Consulat de la mer, excepté lorsqu'il s'agit de marchandises de contrebande: auquel cas la confiscation est inévitable,

tant du navire que des marchandises.

Pour ce qui est de la seconde partie de notre article, elle est juste, malgré l'avis contraire de ces deux Auteurs, ibid. qui n'assujettissent en ce cas à la confiscation les essets des amis, qu'autant que ce sont des munitions de guerre:

254 ORDONNANCE DE LA MARINE.

car enfin, dès qu'ils chargent dans un vaisseau ennemi, ils se soumettent de droit au sort qu'aura le vaisseau; à joindre qu'en cela ils savorisent la navigation & le commerce de l'ennemi.

Aussi les articles des Ordonnances de 1543 & 1784, déjà cités, avoientils décidé en cette partie la même chose que le présent article. Cependant l'article 6 de la Déclaration du premier Février 1650 sembloit y avoir donné atteinte en ces termes, & les marchandises qui se trouveront appartenir à nos amis, alliés & sujets, rendues & restituées, & les autres appartenantes à nos ennemis, consisquées. Mais la disposition de notre article ne laisse plus le moindre doute sur ce sujet, encore moins après l'Arrêt du Conseil dudit jour 26 Octobre 1692, qui en a ordonné l'exécution pleine & entiere, sans aucune distinction, modification ni restriction, sinon ès cas auxquels Sa Majesté y aura pourvu par des ordres particulieres. Cet Arrêt est rapporté sur le présent Article. Telle est aussi la doctrine de M. le Chavalier d'Abreu, loc. cit. pag. 186. Comment en esset les marchandises des alliés & amis trouvées dans un navire ennemi ne seroientelles pas sujettes a confiscation, tandis que celles des sujets mêmes y sont soumises?

ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT

DU ROI,

Qui confique le vaisseau le Saint-Jean-Baptiste, Capitaine Sugliasich, & ordonne que l'article VII de l'Ordonnance de 1681, au titre des prises, sera exécuté.

Du 26 Octobre 1692.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

E ROI étant informé que, quoique par les Lanciennes & nouvelles Ordonnances, & nommément celle de 1681, art. 7, du titre des prises, il soit expressément porté que les vaiffeaux des sujets ou alliés de Sa Majesté, où il se trouvera quelques effets appartenans à ses ennemis, feront déclarés de bonne prise, aussibien que les marchandises de sesdits sujets ou alliés, qui se trouveront chargées sur des vaisfeaux ennemis; on a prétendu apporter à cette disposition des modifications contraires à l'intention de Sa Majesté, que même il auroit été donné main-levée de quelques vaisseaux chargés de marchandises ennemies, & de divers effets appartenans aux amis, alliés & fujets de Sa Majesté, qui se sont trouvés chargés sur des vaisseaux de ses ennemis, sous prétexte qu'il y avoit lieu de s'éloigner en certains cas de l'exacte observation de cet article. Sur ce principe, les réclamateurs du vaisseau le Saint-Jean-Baptiste, capitaine Sugliasich, en auroient obtenu mainlevée par Arrêt du 15 Mars 1692, quoiqu'il y eût fur ledit vaisseau des marchandises qui appartenoient au nommé Glux, marchand Hollandois, contre lequel Arrêt les armateurs s'étant pourvus en révision, lesdits réclamateurs auroient par un dernier Arrêt du 18 Septembre 1692, obtenu une seconde fois la main-levée dudit vaisseau: & comme cette contravention audit article de l'Ordonnance, est également contraire aux intentions de Sa Majesté, & au bien de son service, Que même cette nouvelle distinction favoriseroit le commerce des ennemis, & leur faciliteroit les moyens de le continuer, en se servant des vaisseaux neutres en apparence. S. M. s'étant fait représenter les dits Arrêts des 15 Mars, 9 Août & 18 Septembre 1692, ensemble l'article 7 de ladite Ordonnance de 1681, au titre des prises, & voulant y pourvoir, Sa Majesté étant en son Conseil, sans s'arrêter auxd. Arrêts des 15 Mars & 18 Septembre 1692, en ce qu'ils. font main-levée dudit vaissean le Saint-Jean-Baptiste, capitaine Sugliasich l'a déclaré de bonne prise au profit du sieur de Grenonville & conforts; ensemble les marchandises appartenantes aux propriétaires & au capitaine d'icelui, ordonne que le tout sera vendu, & les deniers en provenans, à eux délivrés, à la réserve du dixieme du Sieur Comte de Toulouse, Amiral de France, qui sera délivré au Receveur de ses droits: & qu'à ce faire, les gardiens & dépositaires seront contraints; & moyennant la délivrance, bien & valablement déchargés. Veut Sa Majesté que les dits Arrêts aient au surplus leur pleine & entiere exécution. Ordonne en outre que l'article 7 de l'Ordonnance de 1681,

au titre des prises, sera exécutéselon sa forme & teneur, sans aucune distinction, modification, ni restriction, sinon ès cas auxquels Sa Majesté y a pourvu par des ordres particuliers; & que le présent Arrêt sera lu, publié & enrégistré aux Sieges des Amirautés, à la diligence des Procureurs de Sa Majesté en icelle; à eux enjoint d'en certisier dans le mois le Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 26 Octobre 1692.

Signé, PHELYPEAUX.

ARTICLE VIII.

S I aucun navire de nos sujets ast repris sur nos ennemis, après qu'il aura demeuré entre leurs mains pendant vingt-quatre heures, la prise en sera bonne: & si elle est faite avant les vingt-quatre heures, il sera restitué au propriétaire avec tout ce qui étoit dedans, à la réserve du tiers qui sera donné au navire qui aura fait la recousse.

Tour ce que le Commentateur a observé sur cet article, il l'a tiré des notes de Cleirac, art. 34 de la Jurisdiction de la Marine, pag. 452 & 453: mais il s'en est servi si mal, que ne s'entendant pas lui-même, il s'est mépris d'une étrange sorte, en disant que si la recousse est faite avant les vingt-quatre heures, le navire sera restitué à l'ennemi qui l'avoit pris, &c. Se peut-il rich de plus absurde?

Notre article n'a fait que renouveller la soixante-unieme de l'Ordonnance de 1584, à cela près qu'il n'a pas parlé de la recousse faite par les vaisseaux du Roi, & ce renouvellement étoit d'autant plus nécessaire, que les Parlemens de Bordeaux & de Rouen suivoient une Jurisprudence contraire, au rapport du même Cleirac, sous prétexte qu'ils n'avoient pas enrégistré cette Ordonnance

de 1584.

Il s'est trompé néanmoins pour l'enrégistrement, par rapport au Parlement de Rouen, puisqu'il a réellement enrégistré cette Ordonnance du mois de Mars 1584, comme il résulte de son Arrêt du 17 Avril de la même année, sans aucune modification au sujet dudit article 61, quoiqu'il y en ait sur beaucoup d'autres.

De forte qu'il a eu tort de donner en preuve de la Jurisprudence coutraire du Parlement de Rouen, son Arrêt du 14 Février 1553, cité par Guenois sur l'article 6 de l'Ordonnance de 1400, & plus au long par Carondas dans ses réponses; liv. 7, chap. 223; puisque cet Arrêt est antérieur à ladite Ordonnance de 1584, & qu'il ne paroit pas que ce même Parlement ait depuis jugé en conformité du dit Arrêt de 1553, au mépris de l'Ordonnance.

Cette Jurisprudence contraire ne pouvoit donc être attribuée qu'au Parlement de Bordeaux. Il l'avoit établie en effet par ses Arrêts des 11 Décembre 1628 & 15 Février 1629, cités par le même Cleirac: mais au fonds elle ne portoit sur rien; car les loix sur lesquelles on l'appuyoit ne regardoient que les captifs recous, ou rachetés, & il n'y a pas d'argument à tirer du recou-

vrement de la liberté à celui d'un n'avire ou d'autres effets.

Quoi qu'il en soit, ce délai de vingt-quatre heures adopté par ladite Ordonnance de 1584 & par celle-ci, passé lequel la prise par recousse est bonne, & exclut la réclamation du propriétaire du vaisseau pris & repris, ne peut être regardé que comme un sage réglement, puisqu'il est du droit commun de l'Europe, comme Loccenius l'atteste, de jure maritimo, lib. 2, cap. 4, n. 4 & 8, fol. 157, 162 & 163: où il dit que c'est l'usage observé en France, en Espagne, en Hollande, & chez les autres nations commerçantes par mer. Par rapport à l'Espagne en particulier; ce point de Jurisprudence a été confirmé par l'article 12 de l'Ordonnance reudue à Bruxelles le 21 Août 1702, & par l'article 10 de celle du 17 Novembre 1718. Voyez le Traité de M. le Chevalier d'Abreu, part. 1, chap. 3, & part. 2, chap. 5.

Grotius; du droit de la guerre & de la paix, liv. 3, chap. 6, §. 3, n. 3, en dit autant: il ajoute néanmoins que cette regle est du nouveau Droit des gens, & qu'auparavant il falloit que la prise eût été mise en sûreté, pour que le propriétaire sur qui elle avoit été saite eût perdu le droit qu'il y avoit, & que sans cela il pouvoit la réclamer sur celui qui en avoit fait la recousse.

Mais cela même étoit sujet à inconvénient, comme trop capable de réstoidir l'ardeur des armateurs en course, qui en esset ne se porteroient pas volontiers à aller à la recousse, aux risques de se faire prendre eux-mêmes, si l'apas du gain ne les y invitoit. C'est bien assez que leur récompense soit bornée au tiers de la valeur de la prise, si la recousse en est faite avant les vingt-quatre heures. Ainsi notre article est souverainement juste. Sa décision au reste est applicable au cas d'un navire rançonné par un ennemi, qui est ensuite repris avec le billet de rançon & l'ôtage, parce que la rançon représente le navire rançonné au moyen de quoi le cortaire qui a pris l'ennemi qui avoit rançonné un François, prosse de la rançon en même-temps que du navire ennemi.

Il a été observé que l'art. 61 de l'Ordonnance de 1584, attribuoit le profit de la recousse, soit en total ou pour le tiers, aussi bien aux vaisseaux du Roi qu'aux armateurs corsaires, & que le présent article n'a pas rappellé cette

disposition particuliere, favorable aux vaisseaux du Roi.

L'omission, selon toute apparence, a été saite à dessein, puisque depuis ce temps-là le Roi a toujours été dans l'usage de faire la remise du prosit de la recousse sait par ses vaisseaux, que le navire pris ait resté plus de vingt-quatre heures ou non en la possession de l'ennemi; Sa Majesté ne voulant point prositer du malheur de ses sujets. La même chose s'observe depuis long-temps en Espagne, suivant la remarque de Cleirac, loc. cie. pag. 453; & M. l'Amiral, jaloux de se conformer aux intentions du Roi, a eu tout de même la générosité de saire la remise de son dixieme en pareil cas, tant que ce droit a subsisté.

Entre autres exemples, il y en a un mémorable du Juin 1696, au sujet du navire la ainte-Trinité d'Olonne, pris par un corsaire de Saint Sébassien, & repris sur lui quelques jours après par le sieur Durand, commandant la frégate de l'ai l'Entrepresente.

du Roi l'Entreprenante.

11

Il y a aussi par rapport à la rançon un autre exemple assez récent. Un corfaire de Grenezay avoit rançonné une barque Françoise venant de Bayonne, pour la somme de 3800 liv. Ce corsaire sut pris ensuite par la corvette du Roi l'Amaranthe, & l'on trouva à bord l'ôtage & le Billet de rançon. M. l'Amiral, en déclarant bonne la prise du corsaire, adjugea en même-temps au Roi la rançon comme faisant partie de la prise: mais le Roi, par son Ordonnance du 9 Août 1648, annulla le billet de rançon, & déchargea les propriétaires de la barque, du paiement de la somme de 3800 liv. pour laquelle elle avoit été rançonnée.

En interprétation de cet article, il s'est présenté une question également

curieuse & extraordinaire: voici l'espece.

Un navire Anglois a été pris par un armateur françois, qui l'a gardé trois jours; ces deux vaisseaux sont pris ensuite par un Anglois, qui, après seize

heures, est repris par un second armateur françois.

Contestation entre les deux armateurs françois, non pour le vaisseau françois pris & recous, à l'égard duquel nul doute que le second armateur ne soit borné au tiers pour son droit de recousse; mais pour la premiere prise angloise, le premier armateur prétendant qu'elle lui appartient, & que le second n'en peut avoir tout de même que le tiers pour la recousse.

Le fecond armateur foutient au contraire que la premiere prise angloise lui appartient en entier comme la seconde, & que le premier n'y a aucun droit.

Raisons pour le premier armateur. Dès qu'il a gardé la prise plus de vingtquatre heures, elle lui a été pleinement acquise : en telle sorte qu'après ce délai le vaisseau anglois a dû être considéré comme vaisseau françois. d'où il s'ensuit que dans la recousse il u'y a aucune dissérence à faire entre ce navire & le françois, l'Anglois qui les avoit pris tous deux ne l'ayant pas gardé vingtquatre heures.

Inutilement opposeroit-on que l'armateur qui fait une prise n'en est véritablement propriétaire qu'autant qu'il la conserve, & qu'après qu'elle a été jugée valable. Ce n'est pas là ce qui sorme son droit à la prise, c'est seulement

ce qui le confirme : le droit est acquis dès l'instant de la prise.

Raisons en faveur du Second armateur. Il n'est pas douteux que celui qui possede une chose en vertu d'un titre qui lui a donné droit de s'en emparer, n'en ait acquis dès-lors la propriété: ainsi l'armateur ayant été autorisé à faire la prise, & par la déclaration de guerre, & par sa commission, il a acquis véritablement la propriété du navire; mais cette propriété n'est pas incommutable.

Comme il a pu acquérir dans un quart d'heure, il a pu également perdre; & c'est ce qui est arrivé par la reprise saite sur lui en quelque temps qu'elle

ait été faite.

L'effet de la reprise est tel, que ce qui étoit auparavant en son pouvoir, & qu'il possédoit légitimement, à cossé dans l'instant de lui appartenir, comme s'il n'y avoit jamais en aucun droit. Ainsi le second armateur qui reprend le premier avec la prise qu'il avoit faite, devient réellement propriétaire du vaisseau ennemi que l'ennemiavoit recouvré, & dans lequel le premier armateur françois n'avoit plus aucun droit.

Ce n'est pas le cas au reste d'examiner si l'ennemi a gardé sa reprise plus ou Tom. II. moins de vingt-quatre heures; la distinction n'est bonne que par raport au vaisseau françois. Non que, dans la regle générale, le délai de vingt-quatre heures décide de la validité ou de l'inefficacité de la prise en soi; car il n'est pas douteux que dans l'instant de la prise il ne se fasse un vrai changement de propriété: mais c'est qu'en faveur des François il a paru juste de tempérer la regle par une modification & un arrangement de convenance, en bornant le droit de recousse au tiers, la reprise étant faite avant les vingt-quatre heures.

Que cet arrangement soit observé avec exactitude, à la bonne heure; mais il ne peut influer fur la reprife du vaisseau ennemi que l'armateur françois avoit pris d'abord : parce que dans la regle il avoit perdu tout droit sur cette prise. dans l'instant même que l'ennemi la lui avoit arrachée, en le prenant lui-même. Dans ces circonstances, il doit s'estimer heureux que le second armateur soit venu faire à son tour une reprise qui lui fait recouvrer son navire qu'il avoit perdu, sans autre charge que de payer le tiers de sa valeur pour droit de recousse.

Il étoit naturel que ces raisons du second armateur prévalussent; & en effet, la question sut décidée en sa faveur le 2 Janvier 1695, au Conseil des prises. Arrêts du Conseil conformes des 17 Octobre 1705, 5 Juin 1706 & 14 Juin 1710. Cependant la question ayant été renouvellée vers la fin de la derniere guerre. elle fut jugée en premiere instance en faveur du premier armateur; mais par Arrêt du Conseil du 5 Novembre 1748, la prise sut adjugée en entier au second: & pour empêcher que la difficulté ne reparût dans la suite, Sa Majesté a rendu l'Arrêt en forme de Réglement, avec ordre de l'enrégistrer dans toutes les Amirautés du Royaume.

S'il arrivoit que l'équipage se délivrât lui-même de l'ennemi qui l'auroit pris 🕻 ce ne seroit pas une recousse en vertu de laquelle il pût prétendre le vaisseau après les vingt-quatre heures, ou le tiers avant les vingt-quatre heures. Il ne lui seroit dû qu'une simple récompense. Sentence de Marseille du 8 Janvier 1748. A cela il n'y a rien à dire, l'équipage ayant travaillé autant pour lui, en se procurant la liberté & le recouvrement de ses gages, que pour les intéressés au navire & dans son chargement. Cependant la récompense qui lui est due doit être proportionnée à l'importance de l'objet. On conçoit au reste qu'elle doit être supportée comme une avarie grosse & commune, à l'exemple du rachat ou des frais faits pour la délivrance d'un ôtage.

ORDONNANCE DU ROI,

Qui annulle un billet de rançon, & décharge les propriétaires d'une barque du paiement de la somme de 3800 liv. pour laquelle elle avoit été rançonnée.

Du 9 Août 1748.

DEPARLEROI.

D'Foucault, Enseigne de vaisseau, commandant la corvette l'Amaranthe, s'est emparé d'un

A MAJESTÉ étant informée que le sieur corsaire de Guernesay nommé le Prince de Galles, à bord duquel s'est trouvé un ôtage pour une rançon d'une barque françoise venant de Bayon, ne & allant à Nantes, lequel ôtage a été mis en liberté; & voulant S. M. que le billet de rançon de ladite barque, montant à la somme de 3800 liv. soit annullé, Elle a dispensé & dispense les propriétaires de ladite barque de payer ladite rançon, nonobstant l'Ordonnance du Conseil des Prises, du 9 Juin dernier, Sa Majesté leur en faisant pleine & entiere main - levée-Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Duc de Penthievre, Amiral de France, de faire exécuter le présent ordre. Fait à Compiegne le 9 Août 1748.

Signé LOUIS, Et plus bas, PHELYPEAUX:

ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT

DU ROI,

Qui ordonne que les navires ennemis, pris par ses vaisseaux ou par ceux de ses sujets armés en course, recous par les ennemis, & repris ensuite sur eux, appartiendront en entier au dernier preneur.

Du 5 Novembre 1748.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ÉTAT.

VU par le Roi, étant en fon Confeil, la re-quête préfentée par les capitaines & armateurs du corsaire le Prince de Conti, tendante à ce qu'il plaise à Sa Majesté les recevoir appellans de l'Ordonnance du 7 Février 1748, qui a déclaré le navire anglois le Mogué Landardez de bonne prise, en a adjugé les deux tiers à l'armateur du corsaire la Reine, & l'autre tiers à l'armateur du Prince de Conti, pour droit de recousse; faisant droit fur ledit appel, sans avoir égard à ladite Ordonnance, déclarer ledit navire de bonne prise au profit de l'armateur du corsaite le Prince de Conti seul; en conséquence, ordonner que le prix provenu de la vente d'icelui, ensemble de ses agrêts, apparaux & marchandises de son chargement, lui sera restitué: la requête de Jacques Perée du Coudray, négociant à Saint-Malo, armateur du corfaire la Reine, tendante à ce qu'il plaise à Sa Majesté déclarer l'armateur du Prince de Conti, non recevable, & subsidiairement mal sondé dans son appel, dont il sera débouté, ce faisant ordonner que ladite Ordonnance sera exécutée suivant sa forme & teneur, avec dommages, intérêts & dépens: la procédure faite par les Officiers de l'Amirauté de Saint - Malo, commencée le 10 Novembre 1747 : l'Ordonnance dont est appel, dudit jour 7 Février 1748, & tout ce qui a été remis par les parties respectivement. Vu aussi les Arrêts du Conseil des 17 Octobre 1705, 5 Juin 1706. & 14 Juin 1710, qui ont jugé que les vaisseaux

ennemis pris par des François, repris sur eux; & enfuite repris par d'autres François, appartiennent en entier aux derniers preneurs; & que l'art. 8 dutitre des Prises, de l'Ordonnance de 1681, qui rend le vaisseau françois recous dans les vingt-quatre heures, au propriétaire, n'a point d'application aux navires appartenans aux ennemis de l'Etat. Oui le rapport du sieur Comte de Maurepas, Secretaire d'Etat, ayant le département de la Marine, le Roi étant en fon Conseil, ayant égard à la requête des capitaines & armateurs du corfaire le Prince de Conti, faisant droit sur l'appel par eux interjetté de l'Ordonnance dudit jour 7 Février 1748, & sans s'y arrêter, en ce qu'elle adjuge ledit navire le Mogué Landardez, & les marchandises de son chargement audit armateur du corfaire la Reine, en payant à celui du corfaire le Prince de Conti le tiers du produit pour la recousse, ni à la requête dudit Perée du Coudray, a ordonné & ordonne que le tout appartiendra auxdits capitaine & armateurs dudit corfaire le Prince de Conti feuls, & que le prix provenant de la vente dudit bâtiment & de son chargement leur sera remis, à la réserve du dixieme appartenant à l'Amiral, qui fera délivré au receveur de ses droits; à ce faire les sequestres & dépositaires contraints, quoi faifant déchargés. Enjoint Sa Majesté aux Officiers de l'Amirauté de Saint-Malo, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Veut & entend Sa Majesté que les prises

Kk ij

des navires ennemis, faites par ces vaisseaux ou par ceux de ses sujets armés en course, recousses par les ennemis, & ensuite reprises sur eux, appartiennent en entier au dernier preneur, & en contéquence, ordonne S. M. que le présent Arrêt sera registré aux Gresses des Amiraurés du Royaume, imprimé, lu, publié & affiché

par-tout où besoin sera. Mande & Ordonne Sa Majesté à M. le Duc de Penthievre, Amiral de France, de tenir la main à son exécution. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Fontainebleau le 5 Novembre 1748. Signé, ROUILLÉ.

ARTICLE 1X.

I le navire, sans être recous est abandonné par les ennemis, ou si par tempête ou autre cas sortuit, il revient en la possession de nos sujets, avant qu'il ait été conduit dans aucun port ennemi, il sera rendu au propriétaire qui le réclamera dans l'an & jour, quoiqu'il ait été plus de vingt-quatre heures entre les mains des ennemis.

Eci rappelle l'ancienne pratique remarquée par Grotius dans l'endroit cité sur l'article précédent; mais cela n'a rien de commun avec le droit de recousse, puisqu'il s'agit simplement d'un navire François pris par l'ennemi, qu'il a ensuite abandonné au gré des flots, ou qui lui a échappé par tempête ou autre cas fortuit.

En pareilles circonstances, notre article, auquel est entiérement conforme le treizieme de l'Ordonnance du Roi d'Espagne, du 21 Août 1702, de même que l'art. 11 de celle du 17 Novembre 1718, veut que le navire soit regardé comme épave de mer; qu'il soit recueilli par quelqu'un sur les flots, ou qu'il soit jetté à la côte par la force du vent, ou par les courans. De sorte que c'est la Jurisprudence établie sur la matiere des nausrages & échouemens qui doit servir de regle dans cette occasion, le navire étant retourné dans la pos-fession du propriétaire, sans faire attention à la prise qui en avoit été faite, ni s'il étoit resté plus de 24 heures entre les mains des ennemis.

C'est sur ce principe que le propriétaire est autorisé à réclamer le navire dans l'an & jour, à compter ce délai comme en matiere de naustrage, à la charge de payer le tiers de sa valeur à celui qui l'aura sauvé sur les slots, si le navire étoit sans équipage, ou avec un équipage trop foible pour le conduire; ou les frais simples de sauvement, s'il a été poussé à la côte & jetté sur les greves. Pour le partage de ce prosit entre l'armateur & les gens de

l'équipage, voyez l'article 27, titre des naufrages.

Il fant convenir néanmoins que ce retour du propriétaire dans son ancien droit de propriété, est plutôt une grace que le Prince lui accorde, qu'un acte de justice qu'il eût droit d'en attendre: car enfin le navire ayant réellement apartenu à l'ennemi, comme l'ayant gardé plus de 24 heures, il devoit dans la regle être regardé comme ennemi, & comme tel, être sujet à confiscation par le droit de la guerre.

Mais le Roi ayant jugé à propos de se relâcher de son droit, comment n'at-il pas sait la grace toute entiere? & pourquoi l'ayoir restreinte au cas où le navire n'aura pas encore été conduit dans un port de l'ennemi, l'ennemi n'ayant pas plus acquis de droit sur le navire par cette circonstance, qu'il en avoit après les 24 heures de la prise? Qu'importe en esset que le navire conduit dans un port, en ait été chassé ensuite par la tempête ou autre cas fortuit, ou qu'il lui ait échappé de même en pleine mer, en un mot, avant d'avoir atteint un port?

Cependant la loi étant écrite, il faut l'observer, & dire en conséquence que si le navire françois à été conduit dans un port ennemi, quoiqu'il en soit chassé ensuite par la tempête & poussé sur les côtes de France, le propriétaire sur qui il avoit été pris, ne sera pas en droit alors de le réclamer. Ce navire sera jugé nécessairement un vaisseau ennemi, sujet par conséquent à

confiscation.

ARTICLE X.

Es navires & effets de nos sujets ou alliés repris sur les pirates, & réclamés dans l'an & jour de la déclaration qui en aura été faite à l'Amirauté, seront rendus aux propriétaires, en payant le tiers de la valeur du vaisseau & des machandises, pour frais de recousse.

E contraire avoit été jugé au Parlement de Paris, en la Grand'Chambre, séant M. de Werdun, premier Président, contre les conclusions de M. l'Avocat-Général Servin, par Arrêt du mardi 22 Avril 1624, rapporté dans la Bibliotheque de Bouchel, verbo recousse; c'est-à-dire que ce qui avoit été repris sur les pirates Algériens n'étoit pas sujet à réclamation. C'est ce que remarque Grotius, du droit de la guerre, &c. liv. 6, chap. 9, \$. 19 & dernier, édition de 1729. Sur quoi Barbeyrac observe que Cocceius a trouvé cette décisson irréguliere & injuste; mais il soutient lui qu'elle peut être justifiée par les raisons qu'il a rapportées sur le §. 17, note ptemiere.

Véritablement fans la disposition de notre article, il y auroit lieu de douter; car, si d'un côté, il est vrai dans les principes du droit; que les pirates n'ont pas de titres pour acquérir, ce qui a fait dire à Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 4, n. 4; ea quæ piratæ nobis eripuerunt, non opus habent possiliminio, quia jus gentium illis non concedit, ut jus domini mutare possint, arg. leg. 24 & 27, sf. de captivis; la politique & l'intérêt public persuadent d'un autre côté qu'il est juste d'abandonner aux armateurs tout ce qu'ils peu-

vent enlever aux pirates.

Aussi étoit-ce autresois l'usage observé en Espagne & chez les Vénitiens; suivant le même Grotius, ibid. §. 17, & la note ajoute qu'il en est de même en Hollande. On y juge que les vaisseaux repris sur les pirates appartiennent en entier à ceux qui en ont fait la recousse; & cela est, dit il, ann d'animer les armateurs à courir sur les pirates & à braver le péril, sur l'assurance qu'ils ont de conserver tout ce qui prendront sur eux.

Ce point avoit donc besoin d'une décision précise. Celle de notre Ordon;

nance, renouvellée par un autre Ordonnance du 5 Septembre 1718 (à laquelle est conforme celle de l'art. 12 de l'Ordonnance du Roi d'Espagne, du 17 Novembre 1718: sur quoi voir le Traité de M. le Chevalier d'Abreu, part. 2, chap. 6, est constamment la plus réguliere, si elle n'est pas la plus conforme à la politique. Après tout elle sait plus d'honneur à la nation, puisqu'elle suppose dans les François une ardeur à courir sur les pirates, excitée plutôt par l'amour de la gloire & du bien public, que par l'intérêt & l'attrait du gain.

Sur ce plan, il importe que la reprise sur les pirates ait été saite avant ou après les vingt-quatre heures; la réclamation est également ouverte en saveur du propriétaire; & cela durant l'an & jour qui suivra la déclaration qui en aura été saite au Greffe de l'Amirauté du lieu où l'armateur aura conduit ou envoyé le vaisseau ou les essets repris: mais après l'an & jour, il y aura fin de non-recevoir absolument, quoiqu'il en soit autrement en sait de nausrage &

d'effets de gens morts en mer, comme il sera observé dans la suite.

Et ce droit de réclamer, l'article l'accorde tout de même aux alliés: ce qu'il faut entendre aussi aux sujets des Princes neutres; parce que tout cela dérive du même principe: savoir, que la prise faite par les pirates n'a pu opérer le changement de propriété. Tous les propriétaires seront donc d'égale condition, s'ils ne sont ennemis, & ils en seront quittes pour payer le tiers de la valeur du vaisseau & des marchandises, pour droit de recousse.

Mais pour l'effet de cet article, il faut que le navire ait été repris sur les pirates par un François. Si c'étoit par un étranger après les vingt-quatre heures, la reprise seroit toute à son prosit, si la loi de son pays n'étoit semblable à la nôtre. Arrêt du Parlement de Bordeaux du 8 Mars 1635, consirmatif d'une Sentence de l'Amirauté de Guienne, en faveur d'un armateur Hollandois qui

avoit repris sur les corsaires d'Afrique un navire Breton.

Ce préjugé que rapporte Cleirac, art. 34 de la Jurisdistion de la Marine, pag. 453 & 454, & qui me paroît sort judicieux, s'agissant d'une recousse saite par un Hollandois, attendu qu'en Hollande l'usage est d'abandonner aux armateurs tout ce qu'ils prennent sur les pirates, me feroit penser que les alliés, qui aux termes de notre article, ont droit de réclamer leurs essets repris sur des pirates par des François, ne doivent s'entendre que de ceux qui suivent la même Jurisprudence que nous; autrement il n'y auroit pas de réciprocité: ce qui blesseroit l'égalité de justice que les Etats se doivent les uns aux autres.

Au furplus, si le navire pris par les pirates, sans être recous, est par eux abandonné, ou s'il leur échappe par tempête ou autre cas sortuit, ce sera le cas de l'article précédent; de maniere que s'il aborde quelque port ou rivage du Souverain, ou d'un allié, il sera rendu au propriétaire; & hoc, ajoute Loccenius, loc. cit. n. 5, commune jus gentium esse, fait Cunœus, in causs

postliminii.

Et il ne sera point quession alors d'examiner, comme dans l'article précédent, si les pirates ont conduit le navire dans quelqu'un de leurs ports, parce que ce ne seroit nullement un obstacle à la réclamation. La raison en a déjà été rendue; c'est qu'encaucun cas les pirates n'ayant pu acquérir la propriété de la chose par eux prise, ils n'ont pu conséquemment saire perdre le droit du propriétaire.

ORDONNANCE DU ROI,

Portant Amnistie pour les Forbans.

Du 5 Septembre 1718.

DEPARLEROI.

C A MAJESTÉ étant informée que plusieurs de ses sujets, matelots, soldats & habitans qui ont quitté le Royaume & les colonies soumises à notre obéissance, commettent journellement dans les mers des Indes Occidentales différentes pirateries & voleries, prennent sans distinction les navires de différentes nations, & causent un grand préjudice au commerce de l'Europe, Elle a fait armer le nombre de vaisseaux qu'Elle a cru suffisant pour donner la chasse à ces forbans, pour réprimer leurs pirateries : mais ayant su que plusieurs de ses sujets qui navigent avec ces pirates, ont été engagés par force; que d'autres qui s'y font laissés entraîner par une légéreté criminelle, se sont repentis de leur faute, & souhaiteroient pouvoir reveniren leur patrie, s'il leur éroit permis d'y rentrer sans étre exposés aux peines portées par les loix. Sa Majesté voulant mettre en usage tous les moyens qui peuvent faire cesser un si grand désordre, & dans le dessein de favoriser le retour de sesdits sujets, que la crainte des peines retient, Elle a cru devoir préférer la clémence à la rigueur & à la sévérité de la justice; à cet effet, S. M. de l'avis de M. le Duc d'Orléans Régent, a ordonné & ordonne, veut & entend que ceux de ses fujets de la Religion Cathol. Apostolique & Romaine, ou ceux qui ayant été élevés dans les erreurs de la Religion prétendue réformée, auroient dessein de se convertir, qui se trouvent présentement engagés dans le nombre desdits pirates & forbans jouissent de l'abolition, pardon & amnistie des vols & pirateries par eux exercés, pourvu que dans un an, à compter du jour & date de l'enrégistrement de la présente Ordonnance, touchés du fincere repentir, ils rentrent dans le nombre de ses bons & fideles sujets, & viennent de bonne soi s'habituer dans les Colonies de l'Amérique, après avoir fait leur déclaration à ceux qui commandent en son nom dans lesdites Colonies; veut S. M. qu'ils ne puissent êrre inquiétés ni recherchés en quelque maniere que ce soit, pour raison desdites pirateries; impose silence à ses Procureurs-Généraux & autres ses Procureurs, fait défense à tous ses sujets de leur faire aucun reproches à cet égard, sous peine de réparation & de dom-

mages & intérêts. A l'égard de ceux de ses sujets qui se trouvent parmi les forbans, & qui après ladite année expirée, continueront leurs vols & brigandages, ou qui pendant icelle seront pris les armes à la main, S. M. ordonne qu'ils soient punis de mort suivant la rigueur des Ordonnances, & leurs biens confisqués aussibien que ceux de leurs fauteurs, complices & adhérans, qui seront condamnés aux galeres à perperuité. Ordonne S. M. à tous Gouverneurs généraux & particuliers, & autres ses Officiers fervant en ses Colonies, & à ses Officiers généraux & Capitaines commandant ses vaisseaux & généralement à tous autres sujets de courre sus, saisir, prendre & arrêter ceux desdits forbans qui n'auront point profité de la présente amnistie: & pour engager & exciter ceux de ses fujets qui voudront armer contre lesdits pirates, S.M. a déclaré & déclare de bonne prise tous les vaisseaux & bâtimens de mer que lesdits sujets pourront prendre sur lesdits forbans, enfemble leurs chargemens à telles fommes qu'ils puissent monter, à l'exception néanmoins des navires & effets repris sur lesdits forbans qui se trouveront en nature lors de ladite prise, & qui seront vérifiés appartenir à ses sujets ou à ses alliés, qui leur feront restitués pourvu qu'ils foient réclamés dans l'an & jour, en payant le tiers de la valeur desdits navires & effets, pour tenir lieu des frais de recousse; le tout conformément aux art. 4, 5 & 10 du titre des Prises del'Ordonnance, du mois d'Août 1681, laquelle par rapport auxdites prises sera exécutée selon sa forme & teneur, ainsi que le Réglement de 1669. Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Comte de Toulouse, Amiral de France, aux Gouverneurs & Lieutenans-Généraux en l'Amérique, Gouverneurs particuliers, Officiers des conseils supérieurs des colonies, & autres Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main chacun en droit soi, à l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera régistrée auxdits Conseils supérieurs, lue, publiée & affichée par-tout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore. Fait à Paris le cinquieme jour de Septembre 1718. Signe, LOUIS. Et plus bas PHELYPEAUX.

ARTICLE XI.

Le S armes, poudres, houlets, & autres munitions de guerre, même les chevaux & équipages qui seront transportés pour le fervice de nos ennemis, seront confisqués en quelque vaisseau qu'ils soient trouvés, & à quelque personne qu'ils appartiennent, soit de nos sujets ou alliés.

Le S armes, poudres, &c. c'est ce qu'on appelle, en temps de guerre, marchandises ou essets de contrebande, qu'il n'est pas permis de porter aux ennemis, & dont la consiscation est inévitable, en quelque vaisseau qu'on les trouve, cette saçon de commercer avec les ennemis d'un allié ne pouvant compatir avec la neutralité. Cela avoit déjà été ainsi reglé, tant par l'Ordon-

nance de 1543, art. 42, que par celle de 1584, art. 69.

Et tel a été de tout temps le droit des gens relatif à la guerre. Loccenius, de jure maritimo, lib. 1, cap. 4, n. 9, fol. 41 & seq. étend même la prohibition aux vivres & munitions de bouche, de même que l'article 5 du Réglement du Roi de Dancmarck, en date du 5 Avril 1710; mais par nos loix & de droit commun, elle n'a lieu en cette partie que par rapport aux places assiégées ou bloquées; & c'est à quoi l'on s'est conformé dans le Traité de Commerce conclu avec le Roi de Dancmarck le 23 Août 1742, art. 27. C'est aussice qui a été renouvellé par l'article 14 du Réglement du 21 Octobre 1744. Idem, M. le Chevalier d'abreu, part. premiere, chap. 10, pag. 136 & suiv. & l'Observateur Hollandois, lettre quarante-sixieme, pag. 21 & suivantes.

Dans la guerre de 1700, le goudron y sut compris, parce que les ennemis le déclarent de contrebande, excepté celui qui étoit trouvé sur les vaisseaux Suédois, parce que c'est une production de leur cru. Lettre de M. de Pontchartrain, du 25 Juillet 1703. Dans le Traité de Commerce conclu avec le Roi de Danemarck le 23 Août 1742, le goudron a aussi été déclaré de contrebande, avec la poix résine, les voiles, chanvres & cordages, les mâts & bois de construction pour les navires. Ainsi en cette partie il n'y auroit point à se plaindre de la conduite des Anglois, sans leur contravention aux Traités particuliers; car de droit ces choses sont de contrebande aujourd'hui & depuis le commencement de ce siecle, ce qui n'étoit pas autresois néanmoius, comme il résulte des anciens Traités & notamment de celui de Saint-Germain en Laye, du 24 Février 1677, conclu avec l'Angleterre, l'art. 4 portant expressément que toutes ces choses demeureroient libres & permises, de même que tout ce qui pourroit servir à la sustentation de la vie; le tout saus les places assiégées ou bloquées.

Notre article comprend dans la défense, & soumet tout de même à la confiscation les chevaux & équipages qui seroient transportés pour le service des ennemis, parce que cela a beaucoup d'analogie avec les munitions de guerre. Mais il faut observer qu'il n'y a que ces essets prohibés qui soient sujets à confiscation, sans y comprendre le navire qui doit être relâché aux termes

de

de l'art. 4 du Réglement du 23 Juillet 1704, & de l'article 4 aussi dudit Régle-

ment du 21 Octobre 1744, ce qui est encore répété dans l'article 14.

Ces objets exceptés, les sujets des Puissances amies ou neutres peuvent commercer librement avec nos ennemis, leur porter leurs denrées & marchandises, & prendre en échange ou paiement des effets du pays ennemi, pourvu néanmoins que ce soit pour retourner à droiture chez eux, & que du reste ils se conforment aux Réglemens saits à ce sujet.

On a pensé un peu tard en France à se précautionner contre les moyens que trouvoient les ennemis de continuer leur commerce, comme en pleine paix, à la faveur du pavillon & des passe-ports des Puissances neutres dont ils abusoient, soit à leur insu, soit par collusion ou intelligence secrette. Le Royaume en a souvent essuyé de grandes pertes, & ce n'est guerre que depuis qu'on y a reconnu de quelle importance est le commerce dans un Etat, qu'on a songé sérieusement à régler les conditions sous lesquelles les sujets des Princes neutres, pourroient commercer avec nos ennemis, & à les assujettirà des sormalités capables de garantir la sincérité de leurs dispositions à observer la neutralité.

Jusqu'à cette Ordonnance on n'avoit point imaginé d'autre moyen que celui de faire délivrer des passe-ports aux ennemis qui voudroient trassquer dans le Royaume, en payant un écu par tonneau. Cela sut ainsi réglé par une Ordonnance particuliere du 19 Décembre 1673, dont le motif étoit que les ennemis se servant des vaisseaux neutres pour faire le commerce, il étoit naturel que le Roi au moyen de cet écu par tonneau, se procurât les avantages que retiroient les nations neutres en prêtant leurs vaisseaux.

Mais ce n'étoit pas là corriger l'abus de la navigation neutre.

Notre Ordonnance est donc, à vrai dire, la premiere loi qui ait commencé d'y pourvoir, principalement dans les art. 6&7 ci-dessus, & dans celui-ci, mais l'expérience ayant fait voir que ces dispositions ne suffisoient pas pour se garantir des suites d'une seinte neutralité, intervint d'abord le Réglement du 17 Février 1694; & cela ne suffisant pas encore; intervint ensin un autre Réglement en date du 23 Juillet 1704, qui depuis à toujours sait loi sur cette matière, sauf quelques legers changemens qui y ont été saits par le dernier Réglement du 21 Octobre 1744.

La partie qui concerne la preuve de la propriété des vaisseaux que l'on prétend neutres, premier objet essentiel. Car où seroit la neutralité, si les sujets des Princes neutres se servoient de navires que l'on pourroit présumer ne pas leur appartenir, mais aux ennemis? Cette partie, dis-je, à déjà été traitée sur l'art. ci-dessus, où tous ces Réglemens ont été rapportés; il ne

s'agit plus que des autres dispositions de ces Réglemens.

Celles du premier, qui sont encore subsistantes sans avoir reçu aucune at-

teinte ou modification, sont le sujet des articles 1, 2, 3 & 5.

Le premier porte » qu'on n'aura aucun égard aux passe-ports des Princes neutres auxquels ceux qui les auront obtenus, se trouveront avoir contre-» venu, & que ces vaileaux seront considérés comme étant sans aveu » en conséquence déclarés de bonne prise, ajoute l'art. 7 du Réglement du 21 Octobre 1744.

Le Second » qu'un même passe-port ne pourra servir que pour un seul voyage».

Tom, II.

Le troisieme » que les passe-ports seront considérés comme nuls, quand il » y aura preuve que le navire pour lequel ils sont expédiés, n'étoit alors dans » aucun des ports du Prince qui l'a expédié. » Ces deux articles sont consirmés

par l'article 8 dudit Réglement de 1744.

Et le cinquieme » que les connoissemens trouvés à bord, non signés, seront » nuls & regardés comme des actes informes. La même disposition se trouve dans l'art. 9 du Réglement dudit jour 21 Octobre 1744. Il est à observer que ceci ne déroge point à l'Arrêt du Conseil du 26 Octobre 1692, cité sur l'art. 6 ci-dessus, suivant lequel Arrêt on peut faire preuve de collussion des connoissemens & autres pieces par les dépositions des gens de l'équipage.

Les dispositions du second Réglement, qui est du 23 Juillet 1704, sont en beaucoup plus grand nombre, & expliquent dissérens cas dans lesquels il est

défendu ou permis d'arrêter les vaisseaux neutres.

L'article premier est pour le cas d'un vaisseau sorti d'un port neutre & chargé de marchandises du cru ou fabrique du pays, pour les porter à droiture en quelqu'autre Etat que ce soit, même en ceux avec qui Sa Majesté est en guerre; il n'est pas permis alors aux armateurs François de s'en emparer, si ce n'est que le chargement soit pour le compte des ennemis, ou qu'il y ait dans le navire des marchandises de contrebande.

Il en est de même du cas de l'art. 2, où il s'agit de navires neutres sortis des ports de quelqu'autre Etat que ce soit, même des ennemis, & chargés pour le compte d'autres que des ennemis, quoique ce soient des marchandises prifes chez l'ennemi; pourvu que ces navires s'en retournent à droiture dans l'un

des ports de la domination de leur Souverain.

Dans le troisieme article, il est quession d'un vaisseau neutre parti d'un port

neutre pour aller dans un autre port aussi neutre. Il n'est pas permis non plus de l'arrêter, s'il n'est chargé de marchandises du cru ou sabrique du pays ennemi, auquel cas les marchandises seront de bonne prise; mais le navire sera

relâché,

De même par l'article 4, d'un navire neutre sorti d'un des ports d'un Etat allié de Sa Majesté ou neutre, sur lequel navire il y a des marchandises de contrebande ou du cru & sabrique du pays de l'ennemi. Les marchandises en ce cas seront aussi de bonne prise, & le vaisseau sera tout de même relâché. Le seul changement que l'art. 4 du Réglement du 21 Octobre 1744 a fait à cet article, est qu'il a ajouté, qu'il en seroit de même quoique le navire, sorti d'un port neutre, allat dans un port ennemi de Sa Majesté.

Dans ces quatre cas néanmoins, s'il se trouvoit dans les navires neutres; des effets appartenans aux ennemis, les vaisseaux & toutes les marchandises seroient de bonne prise. C'est la disposition formelle de l'art. 5, relative à l'art. 7 ci-dessus. Mais il y a été dérogé par l'art. 5 du Réglement de 1744; qui veut qu'il n'y ait que les essets appartenans aux ennemis qui soient de bonne prise,

& que les navires soient relâchés. V. notata sur ledit article 7.

L'article 6, toujours du Réglement de 1704, en ajoutant à l'art. 2 & l'expliquant de maniere à lever tout doute, porte, que les vaisseaux neutres sortis d'un port ennemi, & qui y auront pris leur chargement en tout ou partie, pour aller dans les Etats d'un autre Prince que le leur, que cet autre Prince soit allié de Sa Majesté, neutre ou ennemi, pourront être arrêtés & amenés dans le Royaume; & seront déclarés de bonne prise avec leur chargement encore qu'ils sussent chargés pour le compte des sujets de Sa Majesté ou d'un Etat allié

ou neutre.

Cette disposition a été passée sous silence dans le dernier Réglement de 1744; sans doute pour ne pas la faire contraster avec celle des articles 14 & 15 qui sont des exceptions en saveur des Danois, des Hollandois, & des Suédois; mais elle ne doit pas moins être regardée comme toujours subsissante à l'égard des autres Etats neutres, & même des Hollandois depuis la révocation ou suspension du Traité de Commerce du 21 Décembre 1739. Par rapport aux Suédois, l'exception avoit déjà été admise en leur saveur par l'Ordonnance du 4 Avril 1712.

Dans l'article 7, il est question de la nature & qualité des pieces justificatives de la propriété des vaisseaux, à l'effet d'être reconnues neutres; il en a été fait

mention sur l'art. 6 de la présente Ordonnance.

Aux termes de l'article 8 dudit Réglement, on ne doit avoir aucun égard aux passe ports accordés par les Princes neutres, tant aux propriétaires qu'aux maîtres des vaisseaux, sujets des Etats ennemis de Sa Majeste, s'ils n'ont été naturalisés & n'ont transféré leur domicile dans les Etats des Princes neutres avant la déclaration de guerre; & dans ce cas là même, ils ne pourront jouir du bénésice des lettres de naturalité, si depuis qu'ils les auront obtenues, ils sont retournés dans les Etats ennemis de Sa Majesté, pour y continuer leur commerce: de même l'art. 11 du Réglement de 1744.

Par l'art. 9, sont déclarés de bonne prise tous vaisseaux étrangers sur lesquels il y aura une subrecargue, marchand, commis ou officier marinier d'un pays ennemi de Sa Majesté, ou dont l'équipage sera composé de matelots ennemis au-delà du tiers, ou qui n'auront pas à bord le rôle de l'équipage, arrêté par

les officiers publics des lieux neutres d'où les vaisseaux seront partis.

Il y a une exception dans l'article suivant, pour le cas où les capitaines justifieront par des actes trouvés à bord, qu'ils ont été obligés de prendre des officiers mariniers ou matelots, dans les ports où ils auront relaché, pour remplacer ceux du pays neutre qui seront morts pendant le cours de leur voyage. Les articles 12 & 13 du Réglement de 1744 sont entiérement conformes à ces deux-ci.

A l'égard des vaisseaux qui seront sortis des ports du Royaume, qui n'auront à bord d'autres denrées & marchandises que celles qu'ils y auront chargées, & qui se trouveront munis de congés de l'Amiral de France; ils ne pourrontêtre arrêtés par les armateurs François, sous quelque prétexte que ce soit; c'est-à-dire, que ces vaisseaux soient alliés, neutres ou ennemis. C'est la disposition de l'art. 12 & celle de l'art. 16 dudit Réglement de 1744.

Le treizieme article veut, qu'en cas de contravention de la part des armateurs François, audit Réglement, il soit fait main-levée aux sujets des Princes neutres, des vaisseaux à eux appartenans & des marchandises de leur chatgement, s'il n'y en a aucunes qui soit sujettes à confiscation, & que lesdits armateurs soient condamnés en leurs dommages & intérêts. Idem l'art. 17 du Ré-

glement de 1744.

L'article quatorzieme & dernier, de même que le dix-huitieme dudit Réglement de 1744, consirme par le surplus le titre des prises de la présente Or-

Ll ij

donnance, le Réglement du 17 Février 1694, & autres intervenus sur le fait des prises, autant qu'il n'y a pas été dérogé par ceux-ci : ce qui laisse l'art. 6 de

la présente Ordonnance dans toute sa force.

Rien ne rend un navire plus suspect d'appartenir à l'ennemi ou de receler sessesses, que le jet des papiers à la mer. C'est pour cela que l'Ordonnance de 1543, art. 43, & celle de 1584, art. 70, avoient déclaré de bonne prise le navire dont » le maître ou les compagnons auroient jetté la charte-partie à » la mer, pour en celer la vérité; » & comme dans les mêmes articles, il étoit parlé aussi des autres lettres concernant le chargement du navire » on étendit dans l'usage leur disposition pour la confiscation, au jet de tous papiers aussi bien que de la charte-partie; & en esset il n'y avoit aucune raison de différence, dès qu'on supposoit des papiers utiles.

Cependant il restoit des doutes, lorsqu'il se trouvoit assez de papiers dans le navire pour en saire connoître le propriétaire, & la destination du chargement. C'est ce qui donna lieu à l'Ordonnance du 5 Septembre 1708, qui, levant toutes difficultés à ce sujet, déclara » que tout vaisseau pris duquel on » auroit jetté des papiers à la mer, seroit de bonne prise avec son chargement, » sur la seule preuve des papiers jettés à la mer, & sans qu'il sût besoin d'examiner quels étoient ces papiers, par qui ils auroient été jettés, ni s'il en » restoit suffisamment à bord pour justifier que le vaisseau & son chargement » appartînt à des amis ou alliés. »

Cette décision étoit nette & précise, de maniere qu'il n'y avoit pas moyen de l'éluder; mais elle parut trop rigoureuse aux Commissaires du Conseil des prises. Louis XIV, dont l'équité & la justice régloient toujours les sentimens; étant informé des scrupules des Commissaires, écrivit à ce sujet à M. le Comte

de Toulouse, la lettre suivante, datée du 2 Février 1710.

» Mon fils, je suis informé de la diversité des avis qui se rencontrent de-» vant vous en exécution de l'Ordonnance que j'ai rendue le 5 Septembre 1708 » au sujet des papiers des bâtimens qui sont jettés à la mer. Ce qui cause des » difficultés & de l'embarras dans le jugement des prises, vient de ce que cette 30 Ordonnance est générale, & porte confiscation de toutes les prises, dont on maura jetté des papiers de quelque nature qu'ils puissent être; en sorte qu'il » paroît qu'on ne peut se dispenser d'ordonner la confiscation d'une prise dont » il aura été jetté des papiers, même absolument inutiles & indifférens; ce qui » cependant n'a jamais été mon intention dans cette Ordonnance, ayant toujours » au contraire pensé que la consiscation ne doit être ordonnée que pour les papiers » qui pourroient de uner quelque preuve de propriété ou de destination ennemie. Pour » lever donc ces difficultés, & vous laisser & aux Commissaires du Conseil « des Prifes, dans les Jugemens, toute la liberté que j'ai toujours eu intention » de vous donner; je vous écris cette lettre pour vous dire que je me remets » entiérement à vous & à ces Commissaires, d'appliquer la rigueur de cette ⇒ Ordonnance, ou de l'interprêter fuivant l'exigence des cas & des circonf » tances, qui auront obligé de jetter des papiers des prises à la mer. Et la « présente n'étant à autre sin, je prie Dieu qu'il vous ait, mon sils, en sa « fainte & digne garde. »

Je ne sais si l'on s'est rappellé cette lettre de Louis XIV, lorsqu'on a dressé le Réglement du 21 Octobre 1744 dont l'art. 6 est absolument conforme à l'Ordonnance du 5 Septembre 1708; mais cette même lettre ne m'en paroît pas moins applicable à ce Réglement pour en tempérer la rigueur suivant les circonstances.

Telles sont les loix qui ont réglé en général, la maniere dont on doit en user à l'égard du commerce maritime des sujets des Princes alliés ou neutres.

En différens temps, & par des considérations particulieres, il y a eu des exceptions en faveur de quelques Puissances neutres. Par exemple, dans la guerre terminée par la paix d'Utrecht, en faveur des Suédois & des Danois, avec différence néanmoins, suivant les lettres du seu Roi à M. l'Amiral, en date des 22 Octobre & 17 Décembre 1704, & 28 Janvier 1705; auxquelles étoient conformes les lettres de M. de Pontchartrain aux Amirautés, de mêmes dates, & dans la précédente guerre, en faveur tant des mêmes Suédois & Danois & des Villes Anséatiques, que des Hollandois; sans aucune différence, jusqu'à la révocation ou suspension, par rapport à ces derniers, du traité du commerce conclu avec eux en 1739.

Ces exceptions très-étendues, & par-là d'autant plus avantageuses à ces nations, sont constatées tant par les articles 14 & 15 dudit Réglement du 21 Octobre 1744, que par les lettres du Roi à M. l'Amiral des 7 Décembre audit an 1744 & 25 Janvier 1745; mais par-là même que ce sont des exceptions sondées sur des considérations ou conventions particulieres; elles peuvent cesser, & la regle qu'elles consirment subsistera toujours dans sa généralité.

Un point au reste qui n'a jamais varié, c'est la désense saite par une déclaration de Louis XIII. du 22 Septembre 1638, à tous étrangers aussi bien qu'aux François, d'apporter & vendre dans le Royaume, aucunes marchandises prises sur les François, à peine de confiscation, tant des marchandises que des navires; & cela pour ôter aux ennemis le moyen de tirer un aussi bon parti de leurs prises qu'ils le pourroient, si l'entrée des marchandises qui en proviennent, & le débit dans le Royaume étoient libres. Voyez tom. 1, liv. 1, tit. 5, article 5.

ARTICLE XII.

Tout vaisseau qui refusera d'amener ses voiles, après la semonce qui lui en aura été faite par nos vaisseaux, ou ceux de nos sujets armés en guerre, pourra y être contraint par artillerie ou autrement; & en cas de résistance & de combat, il sera de bonne prise.

E C I n'est que le renouvellement & la confirmation de l'art. 65 de l'Ordonnance de 1584; auquel est conforme l'art. 13 de l'Ordonnance d'Espagne de 1718, concernant les courses en mer. Voyez le traité de M. le Chevalier d'Abreu, premiere partie, chap. 7, pag. 99 & suivantes.

Le Commentateur a traité cet article comme s'il y étoit question du salut que les vaisseaux marchands & les corsaires François doivent aux vaisseaux du Roi; en un mot du salut d'honneur qu'un vaisseau est en droit d'exiger d'un autre. Cependant il ne s'agit nullement de cela ici; mais seulement de la

faculté accordée en temps de guerre à tout capitaine de vaisseau du Roi ou de vaisseau armé en course, d'obliger les navires qu'il rencontre, d'amener leurs voiles & d'exhiber leurs papiers, afin de reconnoître s'ils sont amis, neutres ou ennemis.

C'est ce qu'explique fort bien ledit article 65 de l'Ordonnance de 1584, en permettant en conséquence, à tout navire armé en guerre » découvrant à vue » ou plus près d'autres navires, amis, alliés ou autres, de courir sur eux, & » les semondre d'amener leurs voiles, & en cas de resus de les y contraindre » par artillerie, &c.

Tout vaisseau. Même François, dit Cleirac, art. 23 de la Jurisdiction de la marine, pag. 441; & cela est vrai par argument de l'article suivant, qui ne fait désense d'arrêter les vaisseaux François & autres, qu'autant qu'ils auront amené

leurs voiles, &c.

La sémonce. Se fait ou à la voix ou par un coup de canon tiré à poudre. Dès que la semonce est faite, il saut que le capitaine du navire qu'elle regarde, amene ses voiles & qu'il se laisse approcher, qu'il soit ami, allié, neutre, ou François; sans quoi il peut y être contraint par le droit de la guerre, sans aucun dédommagement pour raison des avaries qui lui arriveront par son resus, si après avoir été ensin reconnu, il est dans le cas d'être relâché pour continuer sa route ou sa croisiere.

Rien ne peut le dispenser de l'obligation de se laisser reconnoître, & il s'excuseroit vainement sur la nature de la construction de son navire, de même que sur la qualité de son pavillon; soit parce que ces signes sont trompeurs & n'empêchent nullement que le navire ne puisse être ennemi, soit parce qu'il est intéressant de vérisser si dans les vaisseaux amis ou neutres, il n'y a point de mar-

chandises de contrebande ou d'autres effets appartenans à l'ennemi.

Delà il s'ensuit que dans tous les cas il doit souffrir la visite de son navire & de ses papiers; vériscation qui se fait, tant sur l'exhibition de ces mêmes papiers qu'il apporte ou qu'il envoie à bord du vaisseau de guerre, que par l'officier & les gens de l'équipage, que le capitaine du vaisseau de guerre envoie à bord du navire; après quoi, s'il ne reste aucun juste soupçon au sujet de ce navire, il doit être relâché; & tout cela doit se faire d'une maniere civile & modeste, dit l'art. 6 du Réglement du Roi de Danemark en date du 5 Avril 1710. Voyez le Traité des Prises de M. le Chevalier d'Abreu, part. 2, ch. 10, pag. 92 & 93.

Et si le capitaine de ce navire, par opiniâtreté, engage le combat plutôt que d'amoner ses voiles, & qu'il soit pris, il sera alors de bonne prise aux termes de notre article; sans préjudice de la punition que devra subir le capi-

taine François, sur-tout si c'est un vaisseau du Roi qu'il à osé résister.

Au reste, quoique notre article ne parle que d'un vaisseau armé en guerre, il en saut dire autant d'un vaisseau armé tout à la sois en guerre & marchandise, puisqu'il est muni d'une commission qui l'autorise à attaquer les ennemis; mais il en est autrement d'un navire équipé simplement en marchandises, attendu qu'il n'a pas droit de courre sur les vaisseaux ennemis & de s'en emparer: il n'a que la voie de se désendre, & quoique la prise qu'il sera en se désendant soit bonne, il n'a cependant rien à y prétendre à désaut de commission en guerre, comme il a été observé sur l'art. premier. Or s'il n'est pas autorisé à

courre sur les ennemis, il n'a pas conséquemment la faculté de semoncer les navires qu'il rencontre, pour reconnoître s'ils sont amis ou ennemis, neutres ou alliés. Ce seroit s'exposer à se faire traiter comme un pirate s'il étoit pris ou convaincu du fait. Aussi les capitaines des navires marchands, qui favent leur métier, ne s'exposent-ils pas à pareille aventure; & s'il y a des exemples qu'ils aient pris des navires, ce n'a jamais été qu'en se désendant.

Observer que le coup de semonce ou d'assurance ne peut être tiré que sous pavillon du Roi, sans s'exposer aux peines portées par les Réglemens cités sur l'art. 5 ci-dessus. Cependant à l'imitation des Anglois, l'usage contraire s'est introduit dans les deux dernieres guerres, & en conséquence on prétend aujourd'hui que c'est un moyen licite de surprendre les vaisseaux en mer, pouvu que l'on ne combatte pas sous un autre pavillon que celui de la nation. Si l'usage, & sur-tout un usage qui intéresse l'honneur & la probité, pouvoit l'emporter sur la loi, je n'aurois rien à dire: mais ici je ne vois qu'un trait de lâcheté & de persidie, que l'exemple des ennemis ne sauroit justifier.

ARTICLE XIII.

Défendons à tous capitaines de vaisseaux armés en guerre, d'arrêter ceux de nos sujets, amis ou alliés, qui n'auront amené leurs voiles, & représenté leur charte-partie ou police de chargement, & d'y prendre ou soussirie être pris aucune chose, à peine de la vie.

L A même décision avoit aussi déjà été portée par l'Ordonnance de 1584; art. 64, & par la Déclaration du premier Février 1650, art. 2.

Il ne suffit donc pas que le capitaine du navire semoncé amene ses voiles, il faut encore qu'il représente sa charte-partie ou police de chargement; à quoi il convient d'ajouter le contrat de propriété du navire, s'il est de fabrique ennemie, les expéditions qu'il a dû prendre dans le lieu de son départ; en un mot toutes les pieces justificatives que les effets de la cargaison appartiennent à des amis ou à des sujets de puissances neutres: sans quoi il peut être arrêté légitimement, & amené dans un port du Royaume.

Mais aussi, ayant satisfait à tout, il doit être relâché sans offense; & si le capitaine du vaisseau dont il est obligé de soussir la visite, y prend ou soussir que ses gens y prennent la moindre chose, il sera puni de mort avec les autres

coupables.

Cette punition à la vérité peut paroître rigoureuse en certains cas; mais le penchant naturel des corsaires pour le pillage, a sait penser qu'il étoit nécessaire de le réprimer dans ces occasions par la sévérité des peines. Après tout, c'est saire alors le métier de pirates & d'écumeurs de mer: & c'est pour cela que l'article 64 déjà cité de l'Ordonnance de 1584 avoit ordonné le supplice de la roue.

L'article 2 de la déclaration du premier Février 1650, en défendant tout de même de prendre aucune chose dans le navire qui a amené ses voiles, ajoute

fous quelque prétexte que ce foit; ce qu'il faut entendre même des vivres ou rafraîchissement dont on auroit besoin, quoi qu'on offrît d'en payer la valeur, si ce n'étoit du consentement libre du maître du navire & du plus grand nombre de son équipage.

ARTICLE XIV.

Ucuns vaisseaux pris par capitaines ayant commission étrangere, ne pourront demeurer plus de vingt-quatre heures dans nos ports & havres, s'ils n'y sont retenus par la tempête, ou si la prise n'a été faite sur nos ennemis.

Uoiqu'en dise le Commentateur, la premiere de nos loix qui ait prévu ce cas-ci, c'est la Déclaration du Roi du premier Février 1650, qui article 5, » désend à tous Gouverneurs & Commandans de soussirir dans leurs ports & rades, plus de vingt-quatre heures, aucuns capitaines de vaisseaux ayant » commission étrangere & ayant sait quelque prise, si ce n'est qu'ils y aient » relâché, & soient contraints d'y demeurer par mauvais temps, en quelque » sorte & maniere que ce soit. » Le même article désend pareillement » aux » sujets du Roi d'en acheter, à peine de désobéissance, de tous dommages & » intérêts, de confiscation desdites marchandises, de 1000 liv. d'amende & » de punition exemplaire.

Notre article ne rappelle pas toutes ces dispositions, mais il faut les y suppléer, & parce qu'elles sont justes, & parce que c'est une conséquence natu-

relle de l'article fuivant.

Il est du droit naturel & des gens de donner asyle dans un port à tout vaisfeau que la tempête & le mauvais temps oblige de s'y jetter; & il ne faut

point examiner alors s'il est ami ou ennemi.

Mais le droit de la guerre permet de saisir & consisquer l'ennemi dans cet asyle, où il s'est resugié pour éviter le nausrage. A cela il n'y a rien à dire, & les raisons ne manquent pas pour justifier la saise en pareille occurence; n'y eût-il même que la crainte que l'ennemi ne prétextât le danger du nausrage pour avoir occasion de reconnoître le port, & voir ce qui s'y passe, c'en teroit assez. De sorte que la loi contraire portée depuis quelques années par le Roi de Danemarck, dans sa déclaration de guerre contre le Roi d'Espagne, à la supposer exempte de politique ou d'ostentation, est plus louable qu'imitable.

L'asyle plein n'est donc dû qu'à ceux avec qui l'on n'est pas en guerre. Aux ennemis on ne doit que leur sauver la vie; aux autres on doit de plus l'hospitalité & le bon traitement, avec la liberté de se retirer quand ils jugeront à

propos.

Cependant, comme la neutralité avec deux Puissances en guerre ne permet pas de savoriser l'une au préjudice de l'autre; pour concilier cet objet avec le droit d'asyle, les nations sont convenues tacitement, & l'usage en a fait le droit commun, que l'asyle seroit donné aux vaisseaux de guerre étrangers avec leurs prises; savoir, étant entrés dans un port par tempête, tant que le maureire

vais temps ne permettroit pas de remettre en mer, & pour vingt-quatre

heures seulement, s'ils l'avoient abordé pour toute autre cause.

Ainsi, hors le cas de la tempête, les vaisseaux étant en état de faire voile; il y a obligation de les faire retirer & de remettre en mer après les vingt-quatre heures, quelque danger qu'il y ait pour eux d'être repris par leurs ennemis, autrement ce seroit violer la loi de la neutralité : c'est la raison décisive, & non pas celle que le Commentateur a imaginée, qui n'a du tout point entendu cet article.

Mais il faut prendre garde que cela ne regarde que les vaisseaux pris introduits dans un port neutre, & nullement les vaisseaux amis ou neutres qui s'y font refugiés sans prifes, pour échapper aux poursuites des ennemis, ou pour quelqu'autre cause. Alors ils peuvent rester dans le port tant que l'on voudra les y souffrir, & ce n'est pas le cas de les renvoyer après les 24 heures.

D'un autre côté l'obligation de renvoyer le vaisseau avec sa prise après les vingt-quatre heures, n'est que pour le cas de l'alliance ou de la neutralité avec l'Etat sur les sujets duquel la prise à été saite. Si c'étoit un vaisseau pris par un confédérésur l'ennemi commun, ce seroit aurre chose; & c'est ce que décide formellement notre article. Par identité de raison, il en seroit de même quand il n'y auroit pas d'alliance avec le Prince dont le sujet auroit fait la prise, dès qu'il s'agiroit d'une prise ennemie; & c'est ce que décide évidemment, selon moi, l'article 15 de l'Ordonnance d'Espagne du 17 Novembre 1718, concernant la course : du moins, je me trouve en ceci d'accord avec M. le Chevalier d'Abreu, dans son traité sur cette matiere, comme on peut le voir dans le Journal étranger du mois d'Avril 1756, pag. 7.

ARTICLE XV.

S I dans les prises amenées dans nos ports par les navires de guerre armés sous commission étrangere, il se trouve des marchandises qui soient à nos sujets ou alliés, celles de nos sujets leur seront rendues, & les autres ne pourront êrre mites en magasin, ni achetées par aucune personne, sous quelque prétexte que ce puisse être.

N trouve une pareille décision absolument dans l'art. 16 de ladite Ordon-

nance d'Espagne de 1718.

Si par tempête ou par quelqu'autre cas forcé, une prise est introduite dans un port du Royaume par un vaisseau armé sous commission étrangere, & qu'il s'y trouve des marchandises appartenantes aux sujets du Roi, elles leur seront rendues aux termes de notre article, s'ils les réclament, & qu'il foit vérifié qu'elles leur appartiennent, ajoute l'art. 5 déjà cité de la Déclaration du premier Février 1650.

On ne voit point d'autre motif de cette décision qu'une raison de convenance qui a fait regarder cette restitution d'essets comme une juste récompense du service rendu au preneur, en lui donnant un asyle. Car, enfin, si c'étoit une prise saite par un allié ou confédéré sur l'ennemi commun, même

Tom. 11,

par un étranger sur son ennemi particulier, & qu'elle sût amenée volontairement dans un denos ports, ce ne seroit pas plus le cas de rendre aux sujets du Roi les essets qui se trouveroient leur appartenir, que si le preneur eût

conduit sa prise dans l'un des ports de son Souverain.

Pour se convaincre de la vérité de cette proposition, il n'y a qu'à se rappeller la seconde partie de l'article 7 ci-dessus, qui déclare de bonne prise, & sujettes à confiscation, toutes les marchandises trouvées dans un navire ennemi, à qui que ce soit qu'elles appartiennent, aux sujets du Roi, aux alliés comme à tous autres. Or si les sujets du Roi ne sont pas recevables à réclamer les essets qui leur appartiennent dans un navire ennemi pris même par un François, comment le seroient ils, la prise étant faite par un étranger, allié ou neutre, sur son ennemi? Si donc les essets des sujets du Roi doivent leur être rendus, lorsque la prise est forcée de gagner un port du Royaume, soit pour éviter la reprise, soit par tempête ou autrement, il est évident que ce ne peut être qu'à titre de récompense ou de rétribution pour l'asyle donné, puisque hors ce cas il peut y avoir lieu à la réclamation.

Ceci conduit à penser, contre le sentiment du Commentateur & celui de M. le Chevalier d'Abreu, seconde part. chap. 2, §. 15, pag. 24, que, dans l'espece de notre article, il n'y a effectivement que les sujets du Roi qui puissent réclamer leurs marchandises, en vertu du droit d'asyle, & que les alliés ne sont pas recevables à révendiquer les leurs, comme n'ayant pas cette raison

à alléguer.

Il est vrai que l'article est conçu de maniere à laisser du doute sur ce point, & qu'après ces mots, il se trouve des marchandises qui soient à nos sujets ou alliés, l'exactitude du discours & du raisonnement exigeoit qu'au lieu d'ajouter simplement, celles de nos sujets leur seront rendues, on dit. celle de nos sujets & alliés, pour ne pas rendre inutile & sans esset, ce mot alliés, employé immédiatement auparavant. Mais cette irrégularité dans le discours ne peut passaire supposer dans notre article une décision qui ne doit pas y être, & qui essetivement, n'y est pas, puisqu'il ne déclare sormellement sujets à restitution que les essets appartenans aux sujets du Roi, sans en dire autant des alliés; & tout ce qui résulte de la construction de l'article, c'est que le mot alliés y est de trop, demeurant absolument sans emploi. Aussi ne le trouve-t-on point dans ledit article 5 de la Déclaration du premier Février 1650, auquel celui-ci doit naturellement être rapporté.

Et qu'on ne dise pas que dans l'espece de l'article 10 ci-dessus, la décision est la même pour les vaisseaux & essets des alliés, que pour ceux des sujets du Roi. Il n'y a pas en esset d'argument de parité à en tirer, attendu qu'il s'agit là d'une reprise faite sur les pirates, qui suivant le droit commun, n'ayant pu, par la prise qu'ils avoient faite, acquérir la propriété du navire & de sa cargaison, n'ont pu par conséquent saire perdre la propriété de ces choses à ceux à qui elles appartenoient. Or ceux-ci ayant toujours conservé leur droit de propriété, ils sont sondés à réclamer leurs essets, sans distinguer s'ils sont François, alliés ou neutres, comme il a été observé sur ledit article 10, en payant simplement le droit de recousse; & il ne peut y avoir d'exception qu'à l'égard des ennemis, à qui toute réclamation est absolument interdite, la reprise de-vant nécessairement avoir l'esset d'une prise ordinaire par rapport à eux.

Au lieu que dans le cas du présent article, s'agissant d'une prise saite par un tiers sur son ennemi, & ce tiers ayant, par le droit de la guerre, acquis la propriété de la chose, il est naturel qu'il la conserve exempte de toute réclamation; & s'il est obligé de rendre aux François les essets qui leur appartenoient au temps de la prise, c'est par une disposition particuliere, & par un privilege résultant du droit d'asyle. Or, encore une sois, cette raison étant étrangere aux alliés, le privilege ne peut pas s'étendre jusqu'à eux, & ils ne sont pas en termes d'être adnis à réclamer: c'est aussi l'avis de Loccenius, de jure maritimo, lib. 2, cap. 4, n. 6 & seq.

Au reste, notre article, combiné avec celui qui le précede, ne concerne absolument que le cas d'un vaisseau étranger, qui, ayant sait des prises sur d'autres que nos ennemis, est obligé de se resugier dans un de nos ports par tempête ou autrement; & c'est pour ce cas uniquement aussi, qu'obligé de rendre aux sujets du Roi les essets qu'ils prouvent seur appartenir, il ne peut rester dans le port plus de vingt-quatre heures, si le danger de la tempête ne dure encore, sans qu'il sui soit permis, au reste, de mettre les autres marchandises en magasin, ni aux sujets du Roi d'en acheter sous quesque prétexte que ce soit, relativement audit art. 5 de la Déclaration du premier Février 1650: tout cela

fondé sur les loix de la neutralité.

Cependant, par rapport à la défense de mettre les marchandises en magasin; il faut l'entendre avec cette exception, si le mauvais état de la prise ne rend nécessaire la décharge de sa cargaison, auquel cas nul doute que les essets qui la composent ne puissent être mis en magasin. Mais ce sera à la charge de les reprendre, à moins que la prise ne soit hors d'état d'être radoubée pour remettre en mer, & que le vaisseau armé en guerre ne puisse s'en charger sans être trop embarrassé; ce qu'il sera nécessaire de constater par des procès-verbaux en bonne forme.

Tel est le sens propre & véritable de notre article. S'il s'agit d'un vaisseau entré avec sa prise dans un de nos ports, volontairement, sans y être contraint, ou uniquement pour y prendre quelques rafraîchissemens, il sera bien dans le cas de la désense de mettre aucunes marchandises en magasin, ou d'en vendre; mais il ne sera point obligé alors de rendre aux François les essets qui leur appartiennent, parce que, comme il a été dit ci-dessus, il n'y a plus

la raison du droit d'asyle.

D'un autre côté, s'il est question d'une prise saite sur l'ennemi commun, non-seulement il n'y aura point non plus de restitution à faire aux François de leurs marchandises, comme on l'a montré pareillement, contre l'avis de M. le Chevalier d'Abreu, s sur quoi voir le journal étranger du mois d'Avril 1756, pag. 8 & 9), mais encore tous les essets de la prise pourront être mis librement en magasin, même vendus & achetés sans danger, que l'entrée dans le port ait été volontaire ou sorcée. La raison est que notre article n'est que pour le cas de la neutralité, & que toute idée de neutralité disparoît dès qu'il s'agit d'une prise saite sur nos ennemis. Et cette interprétation, qui me paroît si naturelle, dérive même de la sin de l'article précédent; car s'il est vrai, comme on n'en peut douter, que l'armateur étranger, qui, ayant sait une prise sur l'ennemi commun, entre dans un de nos ports, par quelque motif que ce soit, a droit d'y rester, sans pouvoir être sorcé d'en sottir après les 24

Mm ij

heures, ou après que la tempête est passée; il est évident que la désense portée par cet article, de décharger & de vendre les marchandises de sa prise,

ne le regarde pas.

Il en seroit autrement, à la vérité, d'un armateur François qui entreroit avec sa prise dans un port de nos alliés; parce que nos loix l'obligent de conduire ou envoyer sa prise dans le lieu où il a armé, ou du moins dans un port du Royaume, pour la conservation des droits du Roi, l'avantage des armateurs, & le bien du commerce de la Nation. Mais notre police particuliere n'influe nullement sur la conduite que l'étranger peut tenir dans nos ports en cette partie, ni sur la maniere dont nous devons en user à son égard dans le cas dont il s'agit.

Au surplus, dans la guerre terminée par la paix d'Utrecht, en vertu d'une convention entre Louis XIV & le Roi d'Espagne son petit-fils, il étoit permis aux François de mener & vendre leurs prises dans tel port d'Espagne que bon leur sembloit; & réciproquement aux Espagnols d'amener & vendre leurs prises dans les ports de France: c'est ce qui résulte d'un décret du Roi d'Espagne du 13 Avril 1704. Mais ce n'étoit là qu'un arrangement particulier, d'autant moins proposable pour regle générale, que les deux Rois avoient réciproquement renoncé à percevoir aucuns droits sur les marchandises de ces prises amenées dans leurs Etats; renonciation, toutesois, qui ne dura que quelques années, à cause de l'abus qu'on en faisoit, comme le prouve un autre décret du premier Décembre 1709.

Il paroît néanmoins par une lettre de feu M. le Comte de Toulouse, du 18 Avril 1712, que les François continuerent de vendre leurs prises en Espagne, dont le dixieme revenant à M. l'Amiral, étoit payé entre les mains des Confuls; & comme ceux-ci n'en avoient pas rendu bon compte à M. l'Amiral, c'est ce qui l'engagea de donner ses ordres à ses Receveurs de ne plus délivrer de commissions en guerre, ou en guerre & marchandise, sans une soumission de la part de ceux à qui elles seroient délivrées de payer dans le lieu de l'armement le dixieme de toutes les prises qu'ils seroient, quoique conduites &

vendues en pays étranger.

ARTICLE XVI.

Ussi-tôt que les capitaines des vaisseaux armés en guerre se seront rendus maîtres de quelques navires, ils se saissront des congés, passe-ports, lettres de mer, charte-parties, connoissemens, & de tous autres papiers concernant la charge & destination du vaisseau; ensemble les cless des cossers, armoires & chambres, & feront sermer les écoutilles, & autres lieux où il y aura des marchandises.

L n'y a rien de nouveau dans cet article; le sonds s'en trouve du moins dans l'Ordonnance de 1543, art. 43, & dans celle de 1584, art. 70; mais il est beaucoup plus développé & mieux conçu. Depuis il n'y a point eu de changement à cet égard non plus qu'aux articles suivans, qui reglent la con-

duite que doivent tenir les armateurs en course dans les prises qu'ils sont. Il à seulement été ajouté par l'article 16 du Réglement du 25 Novembre 1693, que l'officier qui seroit envoyé à bord de la prise avec l'écrivain, seroit tenu de faire un inventaire des papiers en présence des officiers du vaisseau pris, qui seroient interpellés de signer; àprès quoi les papiers seroient mis dans un sac cacheté pour être mis au même état aux officiers de l'Amirauté, ce qui n'a jamais été rigoureusement pratiqué.

ARTICLE XVII.

Njoignons aux capitaines qui auront fait quelque prise, de l'amener ou envoyer avec les prisonniers au port où ils auront armé, à peine de perte de leur droit & d'amende arbitraire; si ce n'est qu'ils fussent forcés par la tempête ou par les ennemis, de relâcher en quelqu'autre port; auquel cas ils seront tenus d'en donner incessamment avis aux intéressés à l'armement.

E fonds de cet article se trouve tout de même dans les anciennes Ordonnances de 1543, art. 28, & de 1584, art. 43, & dans l'Arrêt du Conseil du 31 Juillet 1666, à la peine de la perte du droit dans la prise & d'amende arbitraire, le tout au prosit de l'Amiral; elles ajoutoient même la punition

corporelle.

Le motif de cette rigueur étoit autant l'intérêt de l'Amiral pour son dixieme, que celui des armateurs; c'est qu'alors les droits de l'Amiral n'étoient pas reconnus sur toutes les côtes du Royaume. Outre la Bretagne entiere dont le Gouverneur s'attribuoit l'Amirauté avec tous les droits en dépendans, il y avoit encore des Seigneurs particuliers qui avoient usurpé les droits d'Amirauté dans leurs terres.

Il est vrai que pour remédier à cet inconvénient & sauver le dixieme de l'Amiral dans le cas où la prise seroit conduite dans un port non soumis à son autorité, ces mêmes Ordonnances, articles 29 & 44, avoient réglé que son dixieme lui seroit payé tout comme si l'armateur sût retourné avec sa prise au port où il avoit armé; mais outre que ce paiement n'étoit pas toujours exempt de contestation, c'est que la prise alors n'en demeuroit pas moins sous-

traire à l'autorité de l'Amiral au droit qu'il avoit de la juger.

Aujourd'hui qu'il n'y a plus de distinction à faire par rapport à M. l'Amiral, dont l'autorité & la Jurisdiction s'étendent sur tous les ports & sur toutes les côtes du Royaume, il est évident que l'obligation imposée de nouveau, tant par les art. 2, 8 & 11 de la Déclaration du premier Février 1650, que par le présent article, aux capitaines des vaisseaux armés en course, d'amener ou envoyer leurs prises avec les prisonniers, au port où ils auront armé, n'a plus d'autre motif que l'intérêt des armateurs & de leurs associés.

Avec les prisonniers. Ce qui s'étend naturellement sans en relâcher aucun; pour épargner la dépense de leur nourriture ou pour quelqu'autre cause que ce soit; parce que plus on sait de prisonniers, plus on affoiblit l'ennemi; &

d'ailleurs c'est un moyen de racheter par voie d'échange nos gens prisonniers chez les ennemis.

Aussi de tout temps a-t-il été enjoint aux corsaires d'amener tous les prisonniers avec la prise: Ordonnance de 1400, art. 4; de 1543, art. 20; de 1584, art. 33; & s'il y cst dit simplement, de même que dans l'art. 9 de la Déclaration du premier Février 1650, qu'il suffira d'amener à terre deux ou trois des plus apparens, ce n'est que pour fixer le nombre de ceux qui doivent être in-

terrogés par le Juge sur le fait de la prise.

Cependant. lorsqu'entre deux Etats en guerre, il est convenu qu'on relâchera de part & d'autre les prisonniers qui seront faits sur mer, il est permis alors de ne se charger que des prisonniers nécessaires pour reconnoître le fait de la prise, & de renvoyer les autres par toutes les occasions qui se présentent, soit par des vaisseaux neutres ou par terre; mais quand entre les deux Etats en guerre il n'y a d'échange que d'homme à homme, il y a obligation alors de retenir tous les prisonniers; ou si cela ne se peut à désaut de vivres ou pour autre juste cause, il saut, ou en relâchant les prisonniers, les saire soumettre de faire faire leur remplacement par les Commissaires de Marine de leur nation, ou les aumener en quelque port ami, pour les remettre au Consul François, qui se chargera de les saire passer en France: Ordonnances des 7 Novembre 1703, & 11 Mars 1705.

En quelqu'autre port, soit du Royaume, soit d'un Prince allié & confédéré, soit d'une Puissance neutre simplement; car, quoique dans ce dernier port, le corsaire n'y puisse rester que vingt-quatre heures, ou qu'autant que la tempête durera, parce qu'en cette partie notre article 14 ci-dessus est du droit commun des nations, il n'est pas moins de son devoir d'en donner avis, s'il le peut, aux intéresses à l'armement, pour les instruire de ses dispositions & les mettre

en état de se faire assurer.

Mais c'est sur-tout en cas de relâche dans un autre port du Royaume, ou dans celui d'un allié, que le capitaine du corsaire est obligé d'en donner avis; & il satisfait en cela à son obligation, en informant de sa position, l'armateur du vaisseau avec lequel il lui sussit de correspondre, en quelque nombre que soient les autres intéressés ou associés à l'armement; saus à l'armateur à prendre de son côté l'avis de ses co-intéressés, présens ou à portée d'être consultés.

Tout cela a pour objet de donner aux intéressés le moyen de prendre la résolution qui leur paroîtra la plus convenable, soit pour envoyer sur le lieu quelqu'un d'entr'eux, ou autres chargés de leurs pouvoirs, soit pour donner ordre au capitaine d'amener la prise ou de la décharger en observant les sor-

malités requises.

Si c'est dans un port du Royaume que la prise a relâché, nul doute que les intéresses à l'armement n'aient la faculté d'y faire décharger le navire nonobstant la disposition de la premiere partie de cet article; & tel a été l'usage constamment pratiqué durant les deux dernieres guerres, fondé sur le danger qu'il y auroit que la prise, remettant en mer pour gagner le port où l'armement a été sait, ne tombât entre les mains des ennemis.

Mais sous prétexte de ce danger, pour la conservation des droits de M l'Amiral, ou pour toute autre cause, il n'est pas permis aux Officiers de l'Amirauté du port ou la prise a relâché, de l'y retenir. Après que le capitaine leur aura

fait sa déclaration, ils doivent sui laisser la liberté de conduire la prise où bon sui semblera, en observant néanmoins, asin d'empêcher le divertissement des essets, tant que la prise sera en rade, d'y établir un gardien sûr, dont les vacations seront payées par les armateurs; & ensuite d'envoyer au Secrétaire général de la Marine, une copie de la déclaration du capitaine ou du chef de la prise. Lettre de M. le Comte de Toulouse, Amiral, dont copie sans date est au dépôt du gresse de ce Siege; autre lettre absolument conforme de M. le Duc de Penthievre, du 3 Avril 1745: elle sera rapportée ci-après sur l'art. 32.

Si c'est dans un port d'un allié, quoique la raison du danger soit la même, & peut-être plus pressante encore, suivant la situation du port & les circonstances, je croirois à cause de l'unisormité de nos loix sur ce point, qu'il y auroit nécessité de faire revenir la prise au lieu de l'armement, ou du moins dans le premier port du Royaume; & qu'amoins d'une dispense ou permission particuliere du Roi, la prise ne pourroit être déchargée & vendue dans le port

où elle a été obligée de relacher.

Mais s'il n'étoit question que de mettre les marchandises en sûreté tant que le péril dureroit, rien n'empêcheroit l'armateur de le faire, moyennant toutefois que la décharge se sit par des procès-verbaux en bonne forme, avec une désignation sussissant de la qualité & quantité des essets; & à condition encore de recharger la prise & de la ramener dans un port du Royaume, si l'on ne pouvoit obtenir la permission du Roi de la vendre dans celui du relâche: permission en tout cas dont l'on ne pourroit user qu'en observant les formalités prescrites par notre Ordonnance pardevant le Consul François du lieu, qui seroit alors chargé de faire la procédure requise, sur laquelle procédure il s'agiroit ensuite de faire juger la prise dans le Royaume à la maniere accoutumée.

Et ce qui me confirme dans cette idée, que sans la permission du Roi, la prise sorcée de relâcher dans un port allié, ne peut pas plus y être déchargée & vendue que dans un port neutre, c'est qu'un vaisseau armé en course faisant une prise vers le Tropique, mais en-deçà, il y a obligation tout de même d'amener ou envoyer la prise dans un port du Royaume, & qu'il n'est pas permis de la conduire à nos Isles de l'Amérique, si elle n'a été saite au-delà du Tropique.

Novembre 1688, à l'occasion de la guerre avec les Hollandois; & cela sur ainsi réglé pour les prises qui seroient saites tant sur les Hollandois que sur

les forbans & interlopes.

A l'égard de celles qui seroient saites sur les Tropiques, & au-delà, en même-temps qu'il sût permis aux corsaires de les conduire à l'Amérique, il leur sut enjoint de les mener ou envoyer à la Martinique, pour y être la procédure saite par l'Intendant de ladite isle; & la prise jugée par lui avec les trois plus anciens Conseillers au Conseil Souverain; & le Juge de la même isle, le tout conformément aux Ordonnances de la marine, & Réglemens saits à ce sujet. Au surplus, désenses surent saites par le même Arrêt du Conseil du 12 Novembre 1688, de mener les prises dans aucune autre isle de l'Amérique.

C'est qu'alors notre établissement à Saint-Domingue étoit peu de chose

ce n'étoit pas assez affermi; c'est pourquoi il n'y avoit pas d'autre Intendant que celui de la Martinique. Depuis, les choses ont tellement changé de face, qu'il y a eu nécessité d'établir un Intendant à Saint-Domingue, dont le district est tout autrement considérable que celui de la Martinique; & depuis ce temps-là aussi, il a été permis aux armateurs corsaires de conduire ou envoyer les prises qu'ils feroient au delà du Tropique, ou à la Martinique, ou à Saint-

Domingue, fuivant l'occurence. Quant au droit de juger ces prises, l'Ordonnance de 1689, livre 22, titre premier, article 9, en confirmant l'attribution à l'Intendant, avoit ajouté pour condition, que si la prise étoit jugée bonne, la procédure en seroit envoyée au Ministre de la Marine pour être examinée de nouveau, & jugée par les Commissaires nommés par Sa Majesté. Mais cela sut changé par le Réglement du 9 Mars 1695, art. 13, aux termes duquel l'Intendant ne pouvoit plus juger les prises, mais seulement faire la procédure & donner son avis, qui toutefois étoit exécutoire par provision, moyennant caution reçue par l'Intendant, en attendant le Jugement de M. l'Amiral & des Commissaires, Enfin cette attribution a cessé par l'établissement des Sieges d'Amirauté aux Isles de l'Amérique, ayant été décidé depuis, que l'instruction des prises qui y seroient amenées, seroit faite par les officiers de ces Amirautés, de la même maniere que dans celles du Royaume. Ils ont même cet avantage, à cause de l'éloignement, qu'ils peuvent donner leur avis sur la validité ou invalidité de la prise, & le faire exécuter par provision, si une des parties le demande, en donnant bonne & suffisante caution qui sera reçue par eux, & à condition que la partie qui aura demandé l'exécution fera responsable des dommages & intêrêts. s'il en échoit : c'est la disposition des Réglemens des 3 Novembre 1733, & 23 Avril 1744, art. 11.

Au reste, ce n'est pas seulement aux capitaines des vaisseaux corsaires qu'il est enjoint d'amener les prises dans le port de l'armement, ou dans un autre port du Royaume, & qu'il leur est désendu de les envoyer en pays étranger, cela regarde tout de même les capitaines des vaisseaux du Roi (Ordonnance du 6 Juin 1674), s'il n'y a une nécessité absolue. Ordonnance consirmée par celle de 1689, liv. 22, titre premier, art. 8, qui ajoute la désense de laisser les prises à la mer : il faut les brûler lorsqu'on ne peut pas s'en charger.

Il est bien extraordinaire qu'en Danemarck il soit désendu, sous peine de la vie, de mener les prises ailleurs que dans un port du Royaume, art. 8 du Réglement du 5 Avril 1710.

ARTICLE XVIII.

Aisons désenses, à peine de la vie, à tous chefs, soldats & matelots, de couler à sond les vaisseaux pris, & de descendre les prisonniers en des isles ou côtes éloignées, pour celer la prise.

Es défenses aussi justes & aussi naturelles n'avoient pas non plus échappé à nos anciennes Ordonnances, comme on le peut voir dans celles de 1400, art. 7; de 1517, art. 5; de 1543, art. 22; & de 1584, art. 35. La peine

peine de la vie n'y étoit pas à la vérité prononcée distinctement, quoiqu'on y supposat des prisonniers noyés; mais en disant, justice & punition telle qu'elle

soit exempte à tous autres, cela revenoit au même.

Il faut prendre garde néanmoins qu'il ne s'agit point ici du vol qui seroit sait par les gens du corsaire, de quelques effets de la prise, soit en les cachant dans leur vaisseau, soit en les mettant surtivement à terre en quelque endroit écarté ou secret. C'est bien un crime qui mérite punition, & que les anciennes Ordonnances semblent consondre avec les deux cas exprimes par notre article: mais il n'en doit pas moins être distingué, pour n'être sujet qu'à la peine portée par l'art. 20 ci-après, dès qu'il ne sera pas accompagné de circonstances capables de convaincre les gens du corsaire d'avoir tenté de faire périr les preuves de la prise, soit en coulant à sonds le navire pris, soit en se défaisant des prisonniers, & en les mettant à terre en des isles ou côtes éloignées. Car ce n'est qu'en ces deux cas que la peine de mort est prononcée; mais aussi elle est due, sans examiner si les prisonniers ont péri ou non, & à plus forte raison si on leur a ôté la vie en les noyant ou les tuant autrement que dans la fureur d'un combat.

En un mot, notre article n'a pour objet que le recelé de la prise, abstraction saite du sort des prisonniers; c'est à ce crime de recelé qu'il attache la peine de la vie. Ainsi de quelque maniere que ce recelé soit commis, la peine sera encourue, quoique les moyens indiqués par l'article n'aient pas été mis en usage. Par exemple, si, au lieu de couler la prise à sond, l'armateur corsaire l'a vendue en mer ou à terre, ou si, au lieu de descendre les prisonniers sur une côte éloignée, il les a remis à quelque capitaine de navire de leur nation ou d'un autre.

ARTICLE XIX.

Toù les preneurs ne pouvant se charger des vaisseaux pris ni de l'équipage, enleveroient seulement les marchandises, ou relâcheroient le tout par composition, ils seront tenus de se saissir des papiers, & d'amener au moins les deux principaux officiers du vaisseau pris, à peine d'être privés de ce qui leur pourroit appartenir en la prise, même de punition corporelle s'il y échoit.

L est des cas ou la prise embarasse de maniere qu'il n'est pas possible de s'en charger avec les prisonniers, pour la conduire ou l'envoyer au lieu de sûreté, & il en est d'autres où il conconvient mieux de relâcher la prise pour ne

pas interrompre la course.

Les cas de la premiere espece sont, par exemple, lorsque la prise est si délabrée par le combat ou par le mauvais temps, qu'elle fait assez d'eau pour faire craindre qu'elle ne coule bas; lorsque le navire pris marche si mal qu'il expose l'armateur corsaire à la reprise, ou lorsque le corsaire ayant apperçu des vaisseaux de guerre ennemis, se trouve obligé de prendre la suite, & que sa prise le retarde trop ou tait craindre une révolte.

Tom. II. N n

Les cas de la feconde espece sont, outre le péril de la reprise par l'éloignement du corsaire de tout port du Royaume, lorsque la prise est de peu de valeur, ou qu'elle n'est pas assez considérable pour mériter d'être envoyée dans un lieu de sûreté; sur-tout s'il falloit pour cela assoiblir l'équipage du corsaire

au point de ne pouvoir plus continuer la course avec succès.

Dans tous ces cas & autres semblables, il est permis aux preneurs, ou d'enlever les marchandises de la prise, en relâchant le navire, ou en y mettant le seu, après en avoir retiré tous les prisonniers, comme il en a été usé dans la derniere guerre de la part de quelques officiers du Roi, commandans des frégates armées en course, ou de rançonner le navire & sa cargaison par composition avec le capitaine & l'équipage du navire pris. Mais d'une ou d'autre maniere, il saux termes de cet article, se saisir des papiers de la prise, & amener au moins les deux principaux officiers du vaisseau pris; le tout sur peine de privation de tout droit dans la prise, même de punition corporelle s'il y échoit.

On ne voit dans nos anciennes Ordonnances aucune trace de l'usage des rançons, il n'y en est parlé que relativement aux avanies qui étoient saites par les corsaires, tant aux François qu'aux amis & alliés, en les rançonnant & les mettant à contribution; & cela ne présente que l'idée d'un crime. De sorte que notre Ordonnance est la premiere loi que je connoisse, qui ait permis de rançonner une prise au lieu de l'amener. C'est qu'avant ce temps-là le commerce avoit des bornes sort étroites, & qu'il n'étoit pas encore bien établi entre les nations en guerre, que de part & d'autre on exécuteroit les billets de rançon

comme dettes légitimes.

Au fonds cette pratique de traiter & composer de la prise avec l'ennemi, est moins avantageuse à l'Etat & aux intéressés dans l'armement, que celle d'amener la prise. A l'Etat, parce qu'il est privé par-là de tous les prisonniers qui sont relâchés, ce qui, en diminuant les échanges, l'affoiblit & entretient d'autant les forces de l'ennemi; à l'Etat & aux intéressés dans l'armement tout ensemble, parce que le prix de la rançon est toujours sort au-dessous de la valeur de la prise. Et cela est évident de nature de chose, autrement le capitaine du navire pris ne trouvant pas un certain avantage dans la stipulation de la rançon, ne s'y soumettroit pas.

Cependant, parce qu'il est des cas où, comme il a été montré, le capitaine corsaire ne peut pas saire mieux, c'est la raison pour laquelle il lui a été permis de rançonner, ce qu'il ne peut saire néanmoins que de l'aveu de ses prin-

cipaux officiers & du plus grand nombre de son équipage.

Mais, parce que cette faculté de renoncer est naturellement sujette à abus, il est intervenu depuis notre Ordonnance divers Réglemens pour y remédier.

Le premier est une Ordonnance du Roi du premier Octobre 1692 » portant désenses à tous corsaires de donner à aucuns bâtimens ennemis qu'ils rançonneront, pêcheurs ou autres, la permission de continuer leur pêche » ou leur navigation, pour quelques temps & sous quelque prétexte que ce soit, » mais seulement un sauf-conduit aux maîtres des bâtimens pêcheurs, de huit » jours au plus pour retourner chez eux; & aux autres, pour le temps absolument nécessaire pour aller aux lieux de leur destination, lequel passé, & si ses bâtimens sont trouvés pêchant, ou dans un autre route que celle qui

» leur a été prescrite par le saus-conduit, ils seront déclarés de bonne prise

» au profit des corsaires qui les prendront. »

La même Ordonnance veut » que ceux qui y contreviendront soient con-» damnés en cent livres d'amende pour la premiere sois, & à la restitution de » la rançon qu'ils auront reçue, qui sera partagée entre les corsaires qui auront repris les dits bâtimens, & les hôpitaux des lieux; & outre cette peine, à un mois de prison en cas de récidive.

Ce qui donna lieu à ce Réglement, sut l'usage où s'étoient mis les corsaires françois, en rençonnant les bâtimens des pêcheurs ennemis & autres saisant le commerce, de leur donner, par leurs saus-conduits, le temps nécessaire pour continuer leur pêche ou leur commerce, quoique le plus souvent ils ne tirassent par-là que le quart ou le tiers de la valeur des bâtimens; ce qui étoit un avantage considérable pour les ennemis, qui, par une rançon modique,

trouvoient le moyen d'affurer leur pêche ou leur commerce.

Je crois cette premiere Ordonnance toujours subsistante, quoiqu'elle n'air point été rappellée dans le dernier Réglement du 27 Janvier 1706, d'autant plutôt qu'on y trouve en substance les mêmes dispositions au sonds; à cela près, que pour les pêcheurs, le délai pour leur retour chez eux est de quinzaine au lieu de huit jours; & qu'à l'égard des autres bâtimens le délai y est fixé à six semaines, ce qui est moins exact peut-être que ce qui avoit été réglé sur ce dernier objet par ladite Ordonnance du premier Octobre 1692.

Le fecond Réglement, est une autre ordonnance du 30 Septembre 1693; portant » aussi désenses aux corsaires & armateurs françois de mettre à rançon » aucuns bâtimens chargés de bled, à peine de perte de la rançon & de 3000 liv. » d'amende contre les armateurs; & contre le capitaine corsaire d'être privé » de la faculté de commander des vaisseaux pendant un an, & de la part qui lui » auroit appartenu dans les prises qu'il auroit faites depuis sa sortie du port.

En cette année-là le bled étoit excessivement cher en France, & au moyen des rançons, toujours modiques, par la crainte de la reprise, les ennemis confervoient à bon marché des bleds qui auroient été d'un grand secours pour le Royaume.

Par cette raison je regardois ce Réglement comme passager, bon pour le temps où il a été sait, à cause des circonstances; mais qui, pour être tiré à

conséquence, à présent auroit besoin d'être renouvellé.

Une autre Ordonnance du 2 Décembre audit an 1693, avoit fait défenses encore aux corsaires François, en premier lieu, de rançonner aucuns bâtimens au-dessous de la somme de 1000 liv. avec injonction à eux de brûler & couler à fond tous ceux dont les maîtres & patrons ne voudroient pas convenir de cette somme; & en second lieu, de rançonner aussi aucuns bâtimens au-dessus de 10000 liv. Sa Majesté voulant que ceux dont les rançons excéderoient cette somme, sussent amenés dans les ports pour y être jugés à l'ordinaire. Mais, par une autre Ordonnance renducle 17 Mars 1696, sur les remontrances saites au Roi, ces défenses surent levées, & il sut permis, tant aux commandans des vassieaux de Sa Majesté, qu'aux corsaires, non-sculement de rançonner au-dessous de 1000 liv. les petits bâtimens, mais encore de rançonner les vaisseaux jusqu'à la somme de 15000 livres; avec défense toutesois de stipuler une plus grande somme, à peine de nullité & de confiscation de la

Nnij

rançon au profit du Roi. Ordonnance à laquelle il fut donné un effet rétroactif par Arrêt du Conseil du 7 Avril suivant, en déchargeant les armateurs & capitaines des vaisseaux armés en course, des peines par eux encourues pour

contravention à la premiere Ordonnance du 2 Décembre 1693.

Depuis ce temps-là le Réglement porté par la premiere Ordonnance du 17 Mars 1696, a encore varié: 1°. en faveur des armateurs faisant la course dans les mers de l'Amérique, auxquels, par autre Ordonnance du 6 Février 1697, il a été permis de rançonnet les prises jusqu'à la somme de 3000 liv. 2°. en faveur de M. l'Amiral, à qui le droit de confiscation en cette partie a été rendu par Arrêt du Conseil du 23 Janvier 1706, en dérogeant à ladite Ordonnance du 17 Mars 1696 qui l'avoit attribuée au Roi. 3°. enfin, en faveur encore des armateurs en course, à qui, par le Réglement du 27 Janvier 1706, art. 3, il a été laissé définitivement une liberté entière de rançonner les navires ennemis, à quelque somme que la rançon pût monter; faus les conventions contraires entr'eux par leur acte d'affociation.

Mais sans déroger à cette derniere disposition, il est désendu par l'art. 14 de la Déclaration du 15 Mai 1756 à tout capitaine corsaire d'admettre à rançon aucun navire ennemi, qu'après avoir envoyé dans les ports trois prises essectives depuis la derniere sortie; je doute sort que cela eût été avantageux à la course si dans l'usage l'on s'y sût conformé: aussi le Roi en a-t-il dispensé

suivant sa lettre à M. l'Amiral du 21 Août audit an.

Il est encore désendu aux armateurs en course « de rançonner aucuns bâti-» mens ennemis lorsqu'ils seront entrés dans les rades & ports du Royaume, » & aux Juges de l'Amirauté de les relâcher, à peine d'en répondre en leur » propre & privé nom. Jugement de M. le Comte de Toulouse, Amiral, du

8 Février 1696.

Enfin, si, outre le billet de rançon, le capitaine corsaire stipule quelqu'autre somme à son prosit particulier, ou retire du navire pris des essets & marchandises, il lui est aussi enjoint « d'en faire mention exactement dans son rapport à l'Amirauté, à peine de restitution du quadruple de ce qu'il aura supprimé & de privation de sa part dans la prise » & pour prévenir toute réticence à cet égard, il est aussi enjoint aux officiers de l'Amirauté d'interproger les maîtres des bâtimens rançonnés, ou autres gens de leurs équipages retenus pour ôtages, pour savoir si, outre les billets de rançon qu'ils représenteront, il n'a point été exigé des billets particuliers; ou s'il n'a point été enlevé des marchandises, dont ils feront énoncer l'espece & la quantité, à peine d'interdiction.» Autre Jugement de M. le Comte de Toulouse du 25 Avril 1697.

Quant à la preuve du rançonnement, elle réside spécialement dans le billet de rançon, qui se fait double entre le capitaine preneur & le maître du navire pris, & dont chacun garde un corps double pardevers lui. Pour prévenir les abus ou les méprises, il a été imprimé des modeles des billets de rançon, dont le Gressier de l'Amirauté délivre un certain nombre à chaque capitaine de corsaire à son départ pour la course; sur lesquels billets le Gressier doit marquer la date du jour qu'il les a délivrés, & au dos un acte d'enrégistrement contenant le nom du corsaire & du capitaine. Il doit aussi tenir un registre sur lequel il fait mention du nombre des billets de rançon qu'il a délivrés; & en-

sin le capitaine à son retour doit remettre aux officiers de l'Amirauté les billets dont il n'aura pas sait usage. Tout cela est prescrit par le Réglement déjà cité du 27 Janvier 1706, art. premier, 2 & 9. Ce qu'ajoute ce dernier article est un peu bien rigoureux; c'est la défense saite à tout capitaine de rançonner aucun navire lorsqu'il n'aura pas pris à l'Amirauté des billets de rançon, à peine de perte de la rançon qui sera consisquée au prosit de M. l'Amiral. On comprend en tout cas que cette peine n'auroit pas lieu si le capitaine eût trouvé plus de navires à rançonner qu'il n'avoit de billets de rançon.

Sur le refus fait par des capitaines pris de signer nos billets de rançon sous prétexte qu'ils ne savoient pas la langue françoise, il y eut ordre du Roi de saire mettre au dos des modeles des billets de rançon, des traductions en anglois ou autre langue étrangere, avec les mêmes blancs que sur les modeles françois. Lettre de M. de Pontchartrain du 2 Mai 1708. Cela a toujours été pratiqué depuis. Ces modeles sont délivrés aux capitaines avec des traductions dans la langue des nations avec lesquels il y a guerre & sur lesquelles il y a

à espérer de faire des prises.

Outre cela, aux termes de notre article, le capitaine corsaire doit emmener au moins les deux principaux officiers du navire pris; & l'Ordonnance du 2 Décembre 1693, en interprétation, vouloit qu'il se saisit du maître & du premier matelot: mais cela a été changé par ledit Réglement du 27 Janvier 1706, qui, art. 6, se contente d'un ou deux des principaux officiers, sans parler du maître; sans doute parce qu'étant nécessaire pour la conduite du navire & de la direction de sa cargaison, on a reconnu qu'il y avoit une sorte d'injustice; ou du moins trop de dureté à l'amener & à priver par-là son navire de son secours.

La pratique de la derniere guerre a été de se contenter d'un ôtage moyen-

nant que ce fût un des principaux officiers du navire après le maître.

Quelquefois on a amené avec l'ôtage d'un moindre rang, quelqu'autre homme de l'équipage; mais le plussouvent on s'est borné à l'ôtage dont l'aveu du ranconnement, soutenu de la présentation du billet de rançon, & du rapport du capitaine corsaire, attesté par deux de ses principaux officiers, a suffi pour la preuve complette de la prise, & pour faire déclarer en conséquence la rançon de bonne prise, sans qu'il ait été question de la représentation des papiers du navire en ce cas.

En effet, lorsqu'un navire est rançonné, ne s'agissant plus que du paiement de la rançon, il seroit inutile de se saisir des papiers de la prise, puisque le billet de rançon sait preuve qu'elle a été légitimement saite; & en même temps il seroit injuste de priver le maître du bâtiment rançonné, de ses papiers qui lui sont absolument nécessaires. Ce sont là sans doute les raisons qui ont sait permettre, par l'article 6 dudit Réglement du 27 Janvier 1706, aux capitaines des corsaires de laisser sur les vaisseaux rançonnés les papiers qu'ils y auront trouvé, le Roi ayant dérogé en cette partie à la disposition du présent article.

Mais lorsque le corsaire, ne pouvant garder la prise, en enleve toutes les marchandises qu'il peut, sans composition; c'est le cas où, conformément à notre article, il doit absolument se saisir de tous les papiers, & amener avec lui au moins les deux principaux officiers du navire, le capitaine compris,

fous les peines qui y font portées; & cela parce qu'autrement il n'auroit pas

une preuve complette & suffisante de la légitimité dé sa prise.

L'effet du billet de rançon est, par rapport au preneur, de lui donner droit, s'il n'est pas pris lui même avec ce billet; car alors il perd sa rançon avec son propre navire, & le tout passe au preneur dont il est la conquête; l'effet, disje, du billet de rançon, par rapport au preneur qui le conserve, est de lui donner droit d'exiger le paiement de la somme qu'il contient, & en attendant de retenir l'ôtage pour sûreté du paiement. Et comme l'ôtage pourroit s'échapper, il est permis, à l'arrivée, de le mettre en prison jusqu'à ce qu'il ait trouvé quelque personne solvable qui se soumette de le représenter toutes se quantes. De maniere ou d'autre, comme il saut que le preneur lui sournisse la nourriture au taux de l'Ordonnance, ou au prix convenu, la dépense en cette partie doit être remboursée en même temps que le prix de la rançon sera

payé avant tout élargissement.

En ce qui concerne le capitaine du bâtiment pris & rançonné, le billet derancon, dont il doit lui rester un double, lui sert de saus-conduit, à l'effet de le garantir d'être pris ou rançonné par un autre armateur françois ou allié des François qui le rencontrera: pourvu néanmoins qu'il foit dans les termes des Réglemens ci-destus cités des premier Octobre 1692 & 27 Janvier 1706; c'està-dire, qu'il soit encore dans le délai, qui lui a été accordé par le billet de rancon, ou dans la route qui lui a été prescrite. Autrement il pourra être arrêté-& sera déclaré de bonne prise; art. 7 & 8 du dernier Réglement de 1706; & pourvu encore que le corsaire qui l'a rançonné ne soit pas contrevenu aux autres Réglemens aussi ci-dessus rapportés, sans quoi il pourra être arrêté tout de même & jugé de bonne prise. Mais dans l'un & l'autre cas, il sera quitte de la rançon, laquelle déduite sur le montant de la prise, sera payée dans le premier cas à l'armateur qui l'a stipulée, & au second cas demeurera confisquée suivant les mêmes Réglemens, & cela au profit de M. l'Amiral, aux termes de l'Arrêt du Confeil du 13 Janvier 1706, qui a dérogé en cette partie à l'Ordonnance du 17 Mars 1696 qui avoit attribué cette confication au Roi.

On pourroit dire qu'au premier cas, le capitaine du navire rançonné d'abord, & pris ensuite, pour être contrevenu au billet de rançon, devroit payer la rançon indépendamment de la confiscation de son navire, puisque c'est par saute qu'il a été repris; mais cela seroit trop rigoureux pour être juste. C'est assez qu'il perde son navire, dès-là il doit être quitte de la rançon, sauf à l'armateur qui l'avoit stipulée à s'en saire payer sur le montant de la vente de la prise; & il n'y a que le surplus dont puisse prositer le second armateur qui au

amené le navire.

Il est de toute justice que les ôtages donnés pour sûreté de la rançon, soient retirés le plutôt qu'il est possible par le paiement esse étif de la rançon; & parce qu'il étoit arrivé quelquesois que les propriétaires des navires rançonnés avoient négligé de dégager les ôtages, il y eut ordre du Roi aux Officiers d'Amirauté d'obliger ces propriétaires injustes de retirer les ôtages; & pour prévenir leur mauvaise intention à leur égard, de dresser à l'arrivée de ces vaisfeaux rançonnés, un procès-verbal de la quantité & qualité des rançons, dans lequel procès-verbal, les noms des ôtages seroient indiqués; après quoi ces navires demeureroient saiss avec leur cargaison, jusqu'à ce que les rançons

eussent été payées, ou que les dits propriétaires eussent donné caution solvable

à ce sujet. Lettre de M. de Ponchartrain du 13 Mai 1705.

Au surplus l'ôtage n'a point de récompense ou gratification à prétendre contre le propriétaire du navire ou ses compagnons, parce que c'est-là ce qu'on appelle fortune de guerre; mais il doit être remboursé de la dépense légitime qu'il a faite, & être indemnisé de la perte de son travail jusqu'à son retour. Arrêt d'Aix du 27 Juin 1714, au rapport de M. de Galice.

Il n'est pas sans exemple, sur-tout depuis l'établissement de la société des Francs-Maçons, qu'un capitaine preneur ait relâché des essets au capitaine pris; sur quoi on a demandé à qui appartenoit cette remise. Jugé à Marseille le 9 Février 1748, que la restitution en devoit être saite au propriétaire du navire, pour éviter les abus. Mais du moins il saudroit excepter les propres

effets du capitaine, puisque la crainte de l'abus cesse alors.

J'ai vu dans la présente guerre un billet de rançon accordé par M. de la Touche de Treville, commandant la frégate du Roi le Zéphyr, à un capitaine de bâtiment, chargé de 200 hommes de troupes du Roi d'Angleterre pour l'Amérique septentrionale, dans lequel billet il étoit stipulé que la rançon seroit nulle si le bâtiment, continuant sa route dans le temps sixé, venoit à périr en pleine mer, & qu'il en seroit autrement si le bâtiment alloit à la côte. La raison de dissérence est qu'en ce dernier cas les ennemis seroient présumés avoir procuré volontairement l'échouement ou le nausrage à la côte, en vue d'éluder le paiement de la rançon, avoir retiré du nausrage bien au delà de la valeur de la rançon.

Mais cette convention en elle-même doit-elle faire regle, & servir de modele pour le cas de la submersion en mer du navire rançonné? C'est-à-dire, doit-on admettre en point de droit, que la perte accidentelle du navire en mer

annulle le billet de rançon?

Pour l'affirmative on peut alléguer que la rançon représente le navire, & que le capitaine pris & rançonné ne s'est obligé de le payer que dans l'espérance que son navire arriveroit à bon port à sa destination; qu'au surplus, le navire auroit péri en mer aussi-bien sous la conduite du preneur corsaire ou du ches

de prise, qu'en continuant sa route.

Pour la négative au contraire, on répond que la rançon, toujours fort audessous de la valeur de la prise, est un traité à fort-sait, qui par conséquent la rend pleinement acquise au corsaire preneur quel que puisse être dans la suite le sort du navire rançonné; & qu'il est d'autant plus juste de décider de la forte, que ce seroit donner à l'ennemi le moyen d'éluder le paiement de la rançon, s'il étoit admis à prouver la perte de son navire en pleine mer, par les occasions qu'il pourroit trouver de passer sur un autre vaisseau de sa nation ou d'un autre, avec toute sa cargaison.

Par ces raisons, je pense que la perte qui peut s'ensuivre du navire rançonné n'est pas capable en point de droit, ni d'arrêter le paiement de la rançon, ni d'en opérer la restitution; & qu'ainsi une pareille clause ne doit pas naturellement être employée. Aussi est-il à présumer quelle ne le sut dans l'espece dont il s'agit, qu'à cause que le bâtiment rançonné faisoit beaucoup d'eau, & qu'il étoit sort à craindre qu'il ne se rendît pas à sa destination. Du reste, M. de Treville ne pouvoit rien saire de mieux que de rançonner, n'étant pas en état de recevoir dans son bord une si grande quantité de prisonniers, tant parce qu'il

en avoit déjà plus de 80, que parce qu'il manquoit de vivres.

Il a été observé ci-dessus que par le Réglement du 27 Janvier 1706, art. 7 & 8, il est désendu à tous capitaines & armateurs d'arrêter, sous quelque prétexte que ce soit, les vaisseaux ennemis munis de billets de rançon, à peine de tous dépens, dommages & intérêts; à moins que le vaisseau rançonné ne soit rencontré hors de sa route, ou au-dela du temps qui lui aura été accordé pour se rendre à sa destination.

Cependant on a prétendu que l'usage s'est introduit dans la précédente guerre & dans celle-ci, d'arrêter & de prendre les navires ennemis sans respect pour les billets de rançon, à la charge toutes jois par le preneur de payer la rançon stipulée au prosit de l'armateur & de l'équipage du navire, qui au lieu d'em-

mener sa prise, l'avoit rançonnée.

Je ne sai ce que c'est que cet usage; mais il saut bien qu'il n'ait jamais été autorisé au conseil des Prises, puisque tout récemment, & par Jugement du 4 Mai 1759, une pareille prise a été déclarée mal & induement saite, & qu'il a été ordonné en conséquence que le navire avec son chargement, ou leur pro-

duit seroit rendu au propriétaire Anglois, sauf la rançon.

Ce Jugement est intervenu à l'occasion de la prise angloise nommée le Phanix ou la Fanney de Pool, capitaine Robert d'Uncan, amenée dans ce port par l'ordre du sieur Pierre Gautier, commandant le navire le Lévrier de Bordeaux, qui s'en étoit emparé au mépris du billet de rançon que le sieur Gaudineau, capitaine du navire la Paix couronnée de cette ville, avoit délivré peu de jours

auparavant au capitaine anglois.

A l'arrivée de cette prise, les esprits s'exercerent ici sur la question de savoir si elle étoit légitime, ou non. Les uns disoient qu'il falloit faire à l'ennemi tout le mal qu'on peut, & que dès qu'un capitaine rencontre un vaisseau ennemi qui ne lui paroît pas avoir été rançonné pour sa valeur, à beaucoup près, il est en droit de s'en emparer, sans être obligé de déférer au billet de rançon; parce que sans cela l'ennemi prositeroit de la supercherie qu'il auroit saite en cachant la valeur de sa cargaison, pour se faire rançonner moyennant une modique somne.

Les autres se tenant attachés aux regles, condamnoient hautement toute prise saite sans égard à la rançon, comme étant contraire, non seulement aux Ordoneances du Royaume, mais encore au droit de la guerre & des gens observé chez toutes les nations policées. Cela est décisif, ajoutoient-ils; de maniere que quand il seroit vrai, comme on le prétend, que les Anglois nous auroient donné l'exemple de ne pas respecter les billets de rançon, ce ne seroit pas plus une raison de les imiter sur ce point que dans le reste de leur conduite, tout

usage contraire aux loix ne pouvant être qu'abusif.

Ce parti l'a en effet emporté, comme étant le plus régulier, & faisant aussi plus d'honneur à la nation, qui par-là donne un exemple éclatant de son amour pour la justice, en la rendant exactement à ses ennemis dans les cas mêmes où

ils la lui refufent.

Après tout, à ne considérer même que l'intérêt de la course, il seroit dangereux de permettre d'arrêter des navires rançonnés. Un capitaine, pour se faire valoir auprès de sesarmateurs, sur la simple idée, vrai ou fausse, que le navire n'auroit pas été rançonné convenablement, prendroit sans discrétion tous navires rançonnés, aux risques de perdre sa prise, & de charger outre cela, par son imprudence, ses armateurs de payer la rançon, car il n'est pas douteux que nonobstant la prise faite par l'ennemi, l'armateur qui n'auroit pas respecté la rançon, ne sût obligé de la payer au premier preneur. Ainsi la politique & la police de la course s'accordent avec la loi dans cette occasion, pour maintenir la défense d'arrêter sous aucun prétexte, un navire rançonné.

REGLEME

Concernant les rançons des Bâtimens pris en mer.

Du 27 Janvier 1706.

DEPARLE ROI.

C A MAJESTÉ étant informée de l'abus qui In fait tous les jours de l'usage des billets de rançon par les ennemis de l'Etat qui en supposent des contrefaits, & des difficultés qui naisfent de la disposition de l'Ordonnance de 1681, autre titre des prises, qui enjoint à ceux qui rançonnent un vaisseau de se saisir des papiers & d'amener deux des principaux officiers qui s'y trouvent; & voulant non-seulement prescrire une forme certaine aux billets de rançon qui en assure la foi, & qui en renferme l'effet dans de justes bornes; mais encore donne aux armateurs une liberté entiere de rançonner les vaisseaux ennemis, sans la restreindre comme Elle l'avoit fait par les précédentes Ordonnances, elle a ordonné & ordonne:

ARTICLE PŘEMIER.

Que les Officiers de l'Amiranté délivreront à l'avenir aux capitaines & armateurs qui partiront pour la course, des billers de rançon imprimes, dans lesquels les noms & les sommes seront laissés en blanc, & qui teront conformes an modele qui sera mis au bas du présent Réglement, sur lesquels billets qui seront numésotés, & pourront être en papier non timbré, le greffier sera tenn de marquer la date du jour qu'ils auront té délivrés, en l'écrivant tout du long & non en chiffre, & de mettre au dos un acte d'enrégistrement, contenant le nom du vaisseau & du capitaine auxquels ils auront été délivrés.

II. Les greffiers des Amirautés tiendront à l'avenir un registre exact; dans lequel ils feront mention du nombre des billets de rançon qui Tom. II.

feront délivrés, pour chacun desquels ils ne pour ront exiger plus de 2 s. sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de 300 liv. damende.

III. Les armateurs pourront à l'avenir convenir des rançons par rapport à la valeur des vailleaux qu'ils autont arrêtés, à quelque somme qu'elle puisse monter, s'ils n'ont des ordres contraires des intéressés dans l'armement, auxquels ils seront obligés de se conformer, dérogeant Sa Majesté aux Ordonnances des 2 Décembre 1693, & 17 Mars 1696.

IV. Enjoint Sa Majesté à tous capitaines & armateurs de marquer dans le traité de rançon, le port auquel le bâtiment rançonné se doit rendre, & le temps dans lequel il doit y arriver, qui ne pourra être plus long de quinzaine pour tous les vaisseaux pêcheurs, & de six semaines pour les autres bâtimens : faifant Sa Majesté défense à tous lesdits capitaines & armateurs de permettre aux vaisseaux qu'ils auront rançonnés. d'aller dans autre port que celui dans lequel ils auront pris leur chargement.

V. pourront néanmoins lesdits capitaines & armateurs permettre aux maîtres des vaisseaux qu'ils auront rançonnés, de se rendre au lieu de leur destination, s'ils en sont plus proches que de celui de leur départ; & donner la liberté à un maître de vaisseau venant de l'Amérique ou des côtes d'Italie, arrêré au-deçà des tropiques ou du détroit; ou à un maître de vaisseau parti du Nord pour l'Amérique ou le Levant, rencontré audelà des tropiques ou du détroit, de continuer ion vovage.

VI. Seront lesdits capitaines & armateurs tenus de prendre pour ôtage de la rançon, d'amener dans les ports du Royaume un ou deux des principaux officiers du vaisseau rançonné, sur lequel ils pourront laisset les papiers qu'ils y auront trouvés; dérogeant Sa Majesté à cet égard à l'art. 19 du tit. des prises de l'Ordonnance de 1681.

VII. Fait Sa Majesté très-expresses désenses à tous capitaines & armateurs d'arrêter les vais-seaux ennemis, munis de billets de rançon en la forme ci-dessus, sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de tous dépens, dom-

mages & intérêts.

VIII. Permet cependant Sa Majesté aux armateurs d'arrêter une seconde sois le vaisseau rançonné, s'ils le rencontrent hors de la route qu'on lui aura permis de saire, ou au-delà du temps qui lui aura été prescrit, & de l'amener dans les ports du Royaume, où il sera déclaré de bonne prise.

IX. Ordonne Sa Majesté à tous capitaines & armateurs de remettre à leur retour aux officiers de l'Amirauté, sans frais, les billets de rançon qui leur auront été délivrés, & dont ils ne se seront point servis; leur faisant désenses de rançonner aucun vaisseau, lorsqu'ils n'auront pas pris des billets de rançon au gresse desdites amirautés, à peine de privation de la rançon, qui sera confisquée au prosit de l'Amiral.

Mande Sa Majesté à M. le Comte de Toulouse, Amiral de France, de tenir la main à l'exécution du présent Réglement; & enjoint aux officiers de l'Amirauté de le faire enrégistrer, publier & afficher par-tout où besoin sera, à ce que nul n'en ignore. Fait à Marly le 27 de Jan-

vier 1706.

Signé, LOUIS. Eu plus bas, PHELYPEAUX. Et scellé.

Modele du Traité de Rançon.

Nom du port d'où l'armateur doit partir. DUNKERQUE, ou autre Amirauté.

Nom du capitaine. Nom du vaisseau preneur. Nom du port d'où il est parti. Nom du Maître du vaisseau pris, de son pays, de son domicile & de sonvaisseau.

Noms des propriétaires du vaisseau;

leur pays.
marquer la capacité du vaisseau,
le mois
& l'année,
marquer le lieu,
le port du départ,
le port de la destination;
le pavillon
& passe-port,
la qualité du chargement.
Noms des propriétaires des Marchandises,
leur pays,

qualité de la rançon,

lieu ou on permet d'aller; les jours & semaines,

TOus soussignés . . . commandant le vaisseau. . maître du vaisseau fommes convenus de ce qui suit, c'est à savoir que moi. reconnois avoir rançonné ledit vaiffeau le . appartenant à. Bourgeois de . du port de. . du présent mois l'année à la hauteur de . fous pavillon & passe-port . chargé de . pour le compte de Bourgeois de Lequel vaisseau je suis convenu de ranconner moyennant la fomme de . . pour laquelle j'ai remis ledit vaisseau en liberté, pour aller au port de... où il sera tenu de se rendre dans le temps & espace de

Nom de l'ôtage, sa qualité.

Répéter le nom des propriétaires du vaifseau & des marchandifes.

Si l'écrivain signe, il en saut saire mention, & de la déclaration de ceux qui ne savent pas signer. après l'expiration duquel temps le préfent traité ne pourra le garantir d'être arrêté par un autre armateur; pour sûreté de laquelle rançon j'ai reçu en ôtage. fur ledit vaisseau, priant tous amis & alliés de laisser passer sûrement & librement ledit vaisseau le pour aller audit port de pour aller audit port de pour fans sousserier qu'il lui soit fait pendant ledit temps & sur ladite route aucun trouble ou empêchement.

ARTICLE XX.

Éfendons de faire aucune ouverture des coffres, ballots, sacs, pipes, barriques, tonneaux & armoires, de transporter ni vendre aucunes marchandises de la prise; & à toutes personnes d'en acheter ou receler, jusqu'à ce que la prise ait été jugée, ou qu'il ait été ordonné par Justice, à peine de restitution du quadruple, & de punition corporelle.

C Es défenses sont de toute ancienneté, & ont perpétuellement été renouvellées, parce que dans tous les temps les équipages des armateurs cor-

saires ont succombé à la tentation de piller les prises.

Lá preuve s'en tire, tant de l'Ordonnance de 1400, la plus ancienne que nous ayons sur le sait des prises, aussi bien que sur les autres matieres maritimes, qui, art. 10, contient les mêmes désenses de rompie les costres, balles, pipes, &c. sur peine de perdre la part du butin, & sur telle autre peine selon le mèrite, que les ordonnances postérieures de 1517, art. 8; de 1543, art. 243; de 1584, art. 37 & 38; & de la Déclaration du Roi du premier Février 1650, art. 10, qui toutes prononcent en ce cas la peine corporelle comme notre

Oo ij

article. Il en est même qui disent à peine de confiscation de corps & de biens; mais ce n'étoit là qu'une peine comminatoire, à moins qu'il ne fût question d'un vol ou d'une soustraction de la totalité de la prise; ce qui alors auroit

rentré dans l'espece de l'article 18 ci-dessus.

Le pillage autresois, en sait de prises, étoit si commun & si effrené, que les équipages en étoient venus » jusqu'à jurer sur le pain, le vin & le sel, devant un Prêtre, que de tout ce qu'ils pourroient prendre & dérober des prises, soit » or, argent monoyé ou autre, perles, bijoux & autres choses de valeur, » ils n'en revéleroient ni diroient aucune chose à Justice, aux propriétaires, » armateurs ni autres, & qu'ils en seroient le partage entr'eux: » serment abominable, qui sut ensin proscrit par l'Ordonnance de 1543, art. 26; & par celle de 1584, art. 40, avec injonction à tous corsaires de représenter tout ce qui seroit de la prise aux Officiers de l'Amirauté, sur ladite peine de consiscation de corps & de biens, & désenses aux Prêtres de plus recevoir pareil serment, sur peine de prison, & d'être poursuivis extraordinairement.

Cependant, par condescendance, & pour donner, est-il dit, meilleure volonté aux gens des corsaires, d'eux vertueusement employer aux esseu de la guerre, ces mêmes Ordonnances, chacune dans l'article suivant, leur accorderent » toute » la dépouille des habillemens, harnois & bâtons des ennemis, avec l'or & l'arce gent qu'ils trouveront sur eux jusqu'à la somme de dix écus, le surplus rapportable à la masse du butin. » Elles leur accorderent aussi » les cossres & communs habillemens des ennemis, excepté ceux de grande valeur ou qui auproient été dessinés à être vendus, & toutes les marchandises avec l'argent » qui se trouveroient dans lesdits cossres ou ailleurs, dont ils n'auroient tout.

» de même que lesdits dix écus.

Enfinces mêmes Ordonnances, l'une art. 30 & l'autre article 45, déclarerent que nulle chose ne pourra être dit pillage qui excede la valeur de dix écus; ce qui ne vouloit pas dire, que chacun des gens des corsaires pût prendre ce qui se trouveroit sous sa main, dans le navire pris, jusqu'à concurrence de dix écus, de maniere qu'il ne seroit coupable qu'autant qu'il auroit excédé la somme; mais seulement, comme l'expliquent ces mêmes atticles, que même dans les choses sujettes à pillage (relativement sans doute aux art. 27 & 41) de tout ce qu'en auroient pris les gens du corsaire, ils ne pourroient garder à titre de pillage licite, que la valeur de dix écus, art. premier, tit. 11 du Guidon, & art.

32 de la Jurisdiction de la marine.

On ne voit rien de semblable ni d'afférent à ceci pour & contre, dans les Ordonnances postérieures. Cependant il est passé en usage, approuvé par Grotius, du droit de la guerre, liv, 3, chap. 6, \$. 24, n. 4, & confirmé par plusieurs exemples dans la derniere guerre, que la dépouille des ennemis, leurs cosfres, hardes & tout ce qui y est, avec leurs armes, ustensiles & instrumens de leur profession, appartiennent à l'équipage du corsaire, en gardant néanmoins la différence de leurs grades; de maniere qu'au capitaine corsaire appartient la dépouille du capitaine du navire pris avec son cosfre; au pilote, la dépouille du pilote avec les instrumens du pilotage; au charpentier, les outils du métier, ainsi du reste des officiers mariniers; & aux matelots, la dépouille des matelots pris, chacun pour ce qu'il en peut attraper, & sans aucun rapport, soit au prosit de l'armateur, soit entr'eux.

Il n'y a d'exception que par rapport au coffre du capitaine, dont la valeur ne lui est acquise que jusqu'à concurrence d'une certaine somme, le surplus étant rapportable à la masse; à l'effet de quoi ce coffre doit être visité & inventorié séparément par les Officiers de l'Amirauté, en présence de l'armateur, après que la prise a été jugée bonne. S'il paroît évident que la valeur du coffre & de tout ce qu'il contient, n'excede pas la somme fixée, la délivrance en est saite sur le champ au capitaine du corsaire, pour en disposer à sa volonté. S'il en est autrement, on en ordonne la vente, sur le prix de laquelle le capitaine est payé de la somme qui lui en revient, & l'excédent est joint au produit des marchandises de la prise; c'est la disposition de l'art. 15 du Réglement du 25 Novembre 1693, qui a fixé la valeur du coffre à 500 écus.

A l'occasion de ce droit accordé aux gens du corsaire de s'emparer de la dépouille des ennemis, il se fait dans la chaleur de la prise bien des choses con-

traires à l'honneur, & même à l'humanité.

Que le capitaine du corsaire s'empare de l'épée & des bijoux que peut avoir sur lui le capitaine pris, cela peut se tolérer entre roturiers; mais qu'il lui fasse changer d'habit pour lui en faire prendre un mauvais, c'est ce qui ne peut que révolter. Il en faut dire autant, proportion gardée, des autres officiers.

A l'égard des matelots, que celui qui rencontrera un matelot ennemi mieux vêtu que lui, l'oblige de lui céder son habillement pour prendre le sien; c'est déjà un peu dur; mais que le matelot, après avoir sait ce troc sorcé, soit exposé à la même avanie de la part de tout autre matelot qui voudra changer d'habit avec lui, de maniere qu'à la fin il ne lui reste plus qu'un misérable haillon, c'est ce que l'humanité ne peut soussers.

Aussi, tout capitaine corsaire qui a des sentimens, sait-il, & se préserver lui-même de tout trait d'avarice qui blesseroit l'honneur, & empêcher ses gens d'en venir à ces excès; ou s'il n'a pu les prévenir, il a soin de les réparer, en saisant remettre au matelot ennemi un habillement convenable, proportion

gardée, avec celui qu'il avoit d'abord.

Revenons au pillage de la prise. On s'en est rendu coupable, non-seulement si on a rompu ou ouvert les coffres, ballots, &c. mais encore si l'on a transporté ou vendu aucune marchandise de la prise; de sorte qu'il sussit d'en avoir tiré secrétement & mis à terre quelque portion sans l'ordre & l'aveu des Officiers de l'Amirauté, quoiqu'on n'en ait rien vendu, pour être sujet à la peine portée par cet article. Et en cela il n'a fait aussi que renouveller les anciennes Ordonnances, notamment celles de 1543, art. 24 & 32; de 1584, art. 37 & 48, & la Déclaration du Roidu premier Février 1650, art. 10 & 13, portant désenses tout de même à toutes personnes de receler les essets soustraits des prises & de les acheter, échanger ou recevoir en don ou autrement.

Avant que la prise ait été jugée par M. l'Amiral, qui seul a droit aujourd'hui de juger les prises en premiere instance, par le pouvoir exclusif attaché à sa

charge, comme il sera dit sur l'article suivant.

Ces mots, au surplus, avant que la prise ait été jugée, ne regarde que l'achat des effets, & nullement les recelés, que rien ne peut couvrir ni excuser; & encore les achats ne sont-ils licites que par adjudication aux ventes faites publiquement, ou après le jugement de la prise, qu'autant qu'on est dans la bonne soi; sans indices que ce sont des effets recelés. Ou qu'il ait été ordonné par justice. Alors les marchands pourront se rendre adjudicataires à la vente publique si elle se sait par provision avant le Jugement.

de la prise; surquoi voir l'article 28 ci-après.

A peine de restitution du quadruple: ce qui s'entend outre & par-dessus le rapport à saire de la valeur du simple, cela tombe, au reste, sur tous les objets de cet article, parce que d'un côté il y a vol, & de l'autre recelé. Or la peine civile de l'un & l'autre délit, est la restitution du quadruple de la valeur de la chose, suivant les loix citées sur l'art. 5, titre des nausrages ci-aprés.

Et de punition corporelle. L'art. 13 du Réglement du 25 Novembre 1693; ne parle que du carcan & de la privation de la part dans la prise, saute d'avoir déclaré le pillage dans les 24 heures de l'arrivée; mais il saut s'en tenir à notre article. Cette peine qu'il prononce, paroît regarder pareillement les coupables de tous les cas qui y sont énoncés, saus à l'aggraver suivant les circonstances contre les plus compables, & principalement contre ceux qui auroient rompu & ouvert les cossres, caisses, ballots, &c. lesquels coupables, comme ne pouvant s'échapper du vaisseau, doivent être représentés par les maîtres, contre-maîtres & quartiers-maîtres, pour subir la peine qu'ils méritent, aux termes desdites Ordonnances de 1517, art. 7; de 1543, art. 31; de 1584, art. 46; & de la Déclaration du premier Février 1650, art. 12, à quoi s'applique tout naturellement la disposition de l'art. 23, tit. du capitaine ci-dessus.

En Danemarck, aux termes de l'art. 7 du Réglement du 5 Avril 1710, la peine prononcée pour le cas de notre article, est bornée à la privation de le part dans la prise, tandis que l'art. 8 prononce la peine de mort contre

le corfaire qui conduira la prise dans un port étranger.

Je viens de dire que ces deux peines, l'une corporelle, & l'autre de la reftitution du quadruple, résultent naturellement de cet article pour tous les cas qu'il exprime, de maniere à ne devoir pas être séparés; & c'est aussi ce que Louis XIV reconnut par sa lettre à M. le Comte de Toulouse, Amiral, en date de 25 Septembre 1709; mais, en même temps, trouvant qu'il pouvoir y avoir là trop de rigueur, en égard aux circonstances, il jugea à propos de la tempérer

en interprétation de ce même article.

Cette lettre, qui est très-belle & très-intéressante, est conque en ces termes: 25 Mon fils, je suis informé de la diversité des avis qui se rencontrent tous » les jours devant vous, en exécution ou interprétation de l'article 20 de » mon Ordonnance de 1681, concernant la Marine, qui porte, défendons m de faire aucune ouverture des coffres, &c. & que cette diversité de sentimens? » qui ne peut que causer des difficultés & de l'embarras dans le Jugement » des prises, vient de ce que les deux peines, l'une du quadruple & l'autre " corporelle, paroissent si unies & si jointes ensemble par la construction des » termes, qu'on les peut croire inséparables, ensorte qu'on ne les puisse pro-» noncer que l'une avec l'autre, ce qui cependant n'a jamais été mon intention » dans cette Ordonnance, ayant au contraire toujours penfé que chaque peinc » devoit être ordonnée suivant chacun cas particulier; ensorte qu'en certains » cas dans lesquels la contravention se trouveroit legere, la punition ne sût que » du quadruple outre la restitution, & que dans d'autres cas au contraire dans » lesquels la contravention se trouveroit plus grande, & pourroit être regara dée comme un crime plus punissable, la peine corporelle pût être ajoutée à la

» peine civile de la restitution & à celle du quadruple. Pour lever donc ces » difficultés, & vous laisser dans les Jugemens toute la liberté que j'ai toujours » eu intention de vous donner, je vous écris cette lettre pour vous dire, que » je me remets absolument à vous à décider & à déterminer chacun de ces deux » cas; ensorte que dans ceux où vous jugerez que la peine du quadruple suffit, » outre la restitution, vous l'ordonnerez sans parler de la peine corporelle; & pue dans l'autre cas où vous jugerez que la peine du quadruple outre la restitution ne suffira point pour la punition de la contravention, vous puise s'est, après avoir condamné les contrevenans aux peines pécuniaires, renvoyer le procès aux Officiers de l'Amirauté, pour procéder extraordinairement » contre les coupables, & les condamner aux peines corporelles qu'ils croi» ront qu'ils méritent, suivant la qualité du crime & de la contravention, & pans qu'en aucun cas les Officiers des Amirautés puissent prétendre avoir droit de » prendre la voie extraordinaire quand vous ne la leur aurez pas renvoyée parvos » Jugemens; & la présente n'étant à autre sin, &c.

Il résulte delà, 1°. qu'en exécution de cet article, il est laissé à la prudence de M. l'Amiral de déterminer & distinguer les cas où la peine civile sussit, de

ceux où la peine corporelle doit y être ajoutée.

2°. Que dans ce dernier cas M. l'Amiral ne peut prononcer que la peine civile, & que pour la corporelle il doit renvoyer l'affaire aux Officiers de

l'Amirauté, en les chargeant de la poursuivre à l'extraordinaire.

3°. Enfin, que, quoiqu'il soit du devoir des Officiers de l'Amirauté de s'informer s'il y a du pillage dans les prises & de travailler à constater le fait, il ne leur est pas permis néanmoins de prendre d'office la voie extraordinaire, & qu'ils ne peuvent qu'autant qu'ils en reçoivent l'ordre de M. l'Amiral dans

les Jugemens qu'il rend sur le fait des prises.

C'est ainsi que sur ce dernier objet il faut entendre le Jugement rendu par M. l'Amiralle 7 Juin 1697, portant » injonction aux Lieutenans des Amirau» tés, lorsqu'ils seront l'instruction des prises, & qu'il leur apparoîtra de quel» que pillage, soit par l'inspection des cosses ou ballots qui auront été ouverts,
» soit par les dépositions des équipages de la prise, ou ceux du vaisseau pre» neur qu'ils interrogeront toujours sur ce sujet, ou par la comparaison des
» papiers du chargement avec les effets qui se trouveront à bord, ils aient
» soin d'en informer d'office, & sans qu'il soit besoin d'aucune requisition des
» parties sur la simple requête du Procureur du Roi, pour, sur les informations
» conclusions du Procureur du Roi, avec leur avis & le reste de la procédure
» qui seront envoyées dans le mois au Secrétaire général de la Marine; être
» par nous ordonné ce qu'il appartiendra.

De maniere que, quoiqu'il y soit parlé d'informations, de conclusions du Procureur du Roi & d'avis du Lieutenant, tout cela ne se rapporte qu'à la procédure civile, tendante à constater le pillage par voie d'interrogatoires subis, tant par les gens du corsaire, que du navire pris, & d'audition d'autres témoins, sur un simple requisitoire de la part du Procureur du Roi, tous lesquels éclaircissemens doivent être envoyés, avec l'avis, tant du Procureur du Roi que du Lieutenant, pour savoir de M. l'Amiral s'il sera passé outre ou non à la procédure extraordinaire, puisqu'aux termes de cette lettre du Roi, les Officiers de l'Amirauté ne peuvent en aucun cas prétendre avoir droit de prendre la voie ex-

graordinaire sans l'ordre de l'Amiral,

Il y a pourtant encore à cela même une exception portée par un autre Jugement de M. l'Amiral du 18 Novembre 1709, en ces termes: sans néanmoins prétendre empêcher ceux qui voudront se plaindre des pillages, de faire, soit en donnant leur requête, ou en se rendant parties s'ils le jugent à propos. D'où il s'ensuit que les désenses faites aux Officiers de l'Amirauté de prendre la voie extraordinaire, ne sont que pour le cas où ils le voudroient saire d'office, & ne regardent nullement celui où l'armateur se plaignant du pillage, en donneroit sa plainte en sorme, & se rendroit partie civile. Mais alors, selon le même Jugement du 18 Novembre 1709, il faudroit encore en rester aux termes de l'information, suivie des conclusions du Procureur du Roi, & attendre l'ordre de M. l'Amiral pour passer outre; parce que c'est à lui qu'il est réservé

de décider, si le proces sera fait & parsait aux accusés ou non.

Ce dernier point n'a pas même souffert aucun changement par l'Ordonnance du 31 Août 1710. Il n'y en a eu que sur le reste, en ce qu'il y a été réglé que lorsqu'il y aura des preuves du pillage par les dépositions ou interrogatoires des gens du navire pris, & par d'autres indices, il sera procédé à la requête du Procureur du Roi par voie extraordinaire; ce faisant que les prisonniers & autres, ayant déposé du pillage, seront répétés sur les interrogatoires, à la suite desquelles répétitions, ceux qui s'y trouveront chargés seront décrétés, & la procédure suivie par interrogatoire des accusés, récollement & confrontation, ou par contumace, le tout suivant l'Ordonnance criminelle de 1670; après quoi , & le Procureur du Roi ayant donné fes conclufions , toute la procédure, tant criminelle que civile, sera envoyée au Secretaire général de la Marine, afin que M. l'Amiral puisse, en jugeant la prise, décider en même temps de la peine que le pillage pourra mériter; en telle sorte que s'il paroît que, outre la restitution des choses pillées, la peine du quadruple soit suffisante, eu égard à la qualité du délit, M. l'Amiral pourra s'en tenir à cette peine civile & la prononcer sans autre instruction, & condamner en outre les accusés aux dommages & intérêts envers la partie, au moyen de quoi il ne sera plus question de la fuite de la procédure criminelle.

Et si, au contraire, il est jugé qu'il y a lieu à peine afflictive, le procès alors sera renvoyé aux Officiers de l'Amirauté pour prononcer, tant la peine corporelle, que la restitution des essets, le quadruple & les dommages & intérêts, sans que M. l'Amiral puisse en ce cas y statuer, mais seulement juger la validité de la prise. Toutes lesquelles dispositions ont été renouvellées par la Déclaration du Roi du 5 Mars 1748, article 9, & par l'article 15 de celle du 15

Mai 1756.

Notre article ne dit point, comme les anciennes Ordonnances, que ceux qui feront reconnus & déclarés coupables de pillage, demeureront privés & déchus de leurs portions dans la prise; & d'un autre côté, ces anciennes Ordonnances ne prononcent point, comme notre article, la peine du quadruple; elles portent seulement, qu'outre la peine de la privation de tout intérêt dans la prise, il sera infligé aux coupables telle autre peine que le cas le requerra.

Sur quoi l'on peut demander, si cette peine ancienne de la privation des parts dans la prise est sous entendue dans notre article, de sorte qu'elle doive avoir lieu conjointement avec celle du quadruple, ou s'il ne saut insliger

que

que l'une des deux aux coupables, & dans ce dernier cas, à laquelle il convient de se fixer.

Il y a fur ce fujet un premier Jugement de M. l'Amiral du 5 Juillet 1696, pour le cas du pillage d'or & d'argent, mais fans effraction, dans lequel tous les gens du corfaire établis sur la prise avoient trempé, à l'exception d'un seul que ses blessures avoient empêché d'y participer. Par ce Jugement, ceux qui avoient pillé furent condamnés de rapporter à la masse la valeur de ce qu'ils avoient pris, & du reste furent privés de leur portion dans la prise, lesquelles furent déclarées confisquées au profit de M. l'Amiral, sans autre peine.

Par un fecond Jugement du 12 du même mois de Juillet 1696, dans le cas d'un pillage effréné, fait avec fracture & violence exercée contre ceux des compagnons mêmes qui s'y étoient opposés, il n'y eut point non plus de plus grande peine civile prononcée, mais il fut ordonné en même temps que le procès seroit fait & parfait aux coupables par l'Amirauté de Vannes suivant la

rigueur des Ordonnances, fauf l'appel au Parlement de Rennes.

Il y a enfin un dernier Jugement déjà cité du 18 Novembre 1709, qui , en condamnant les nommés Tanqueray & Fret folidairement de rapporter à la masse les huit marcs de poudre d'or qu'ils avoient détournés de la prise, ajouta non-seulement la peine du quadruple desdits huit marcs de poudre d'or au profit de M. l'Amiral, en ce non compris le simple, mais encore celle de la privation de leurs parts dans la prise, lesquelles seroient pareillement remises à la masse. A l'égard des autres, convaincus d'avoir fait quelque pillage peu considérable, & des marchands qui avoient acheté d'eux, ils en furent quittes chacun pour une amende de dix livres envers M. l'Amiral, outre la restitution des effets.

De forte que l'on peut conclure de ces différens Jugemens, rapprochés de la lettre du Roi ci-devant rapportée, en général, que M. l'Amiral est le maître de régler la peine civile que méritent ceux qui font coupables de pillage; & en particulier.

1º. Qu'il peut s'en tenir à la peine du quadruple, outre le rapport des effets

pillés & recélés, qui est indispensable dans tous les cas.

2°. Qu'il peut, au lieu du quadruple, prononcer simplement la privation des parts dans la prise, contre les coupables, conformément à l'article 13 du Réglement du 25 Novembre 1603. 3. Qu'il peut cumuler les deux peines & appu-

profit par droit de confiscation, l'autre à réunir à la masse par forme d'in-

demnité.

4°. Enfin qu'il peut, dans les pillages légers, modérer la peine à une fimple amende modique : sans préjudice toujours du rapport de la valeur des effets

pillés, pour en faire la réunion à la masse.

Il fembleroit peut-être plus régulier, aux termes de cet article & de la lettre du Roi, de n'admettre d'autre peine civile que celle du quadruple, & de la prononcer toujours sans modération : mais d'un côté, la peine de la privation des pers dans la prise est si naturelle, qu'on doit la juger aussi-bien sousentendue dan notre article, que l'obligation de rapporter à la masse les essets pillés dont il ne urle pas non plus, & qui est pourtant tellement de droit, qu'elle ne peut être-emise; & d'un autre côté, il est tel pillage si peu crimi-Tom. II.

nel par sa modicité & dans ses circonstances, qu'une légere amende est la

seule peine qu'ils puissent mériter.

Le pillage, intéressant encore plus les armateurs que M. l'Amiral, sur les plaintes réitérées qui en surent faites à M. le Comte de Toulouse, au sujet des pillages considérables qui se commettoient sur les prises par les matelots & par les officiers mêmes des corsaires, S. A. S. crut devoir chercher à y remédier, plus encore pour l'avantage des armateurs, que pour son utilité particulière.

Le remede qui parut le plus propre, & auquel il s'arrêta d'autant plus volontiers, qu'il prévenoit des prévarications qu'il auroit fallu punir sans cela, sut de faire revivre la disposition des anciennes Ordonnances de 1543, art. 19, & de 1584, art. 32, qui autorisent l'Amiral à mettre sur chaque navire armé en guerre, un homme habillé à sa devise pour, en ses mains, mettre les chartesparties & autres enseignemens qui seroient trouvés dans le navire pris.

Cette disposition, quoiqu'extrêmement sage & sans aucun inconvénient, étoit demeurée sans exécution depuis long-temps, & il n'en restoit plus de vestiges que dans la province de Bretagne, où M. le Duc de Chaulnes, Amiral de cette province par sa qualité de Gouverneur, l'avoit remise en vigueur d'abord avec succès, du consentement entr'autres des armateurs de St. Malo.

En conséquence il étoit dans l'usage d'établir, par le ministere de son Receveur, sur chaque navire armé en course, un homme faisant partie du corps des volontaires; mais avec titre de commis pour veiller à la conservation des prises, & à empêcher qu'il ne s'y sît du pillage. Ce commis faisoit les sonctions d'ecrivain sur le corsaire, tenoit un journal des événemens de la course, faisoit l'inventaire sommaire de chaque prise, se saissission des papiers, &c. Malgré cela il combattoit avec les volontaires, à raison de quoi il avoit part aux prises à proportion de son mérite; on lui donnoit quelquesois jusqu'à deux ou trois parts.

Mais les capitaines & les gens des équipages des corsaires, qui ne s'accommodoient pas de l'exactitude de ces surveillans, ne tarderent guere à les dégoûter en les chagrinant de toute maniere. Les capitaines en vinrent jusqu'à les faire maltraiter de coups après les avoir fait manger à la gamelle. Cela n'abolit pas néanmoins l'usage des écrivains; mais M. l'Amiral trouvant difficilement des sujets qui voulussent se charger d'une commission aussi désagréable. Il cui de la maniere de la Marine, auprès desquels les capitaines se comportoient de maniere, qu'ils les engageoient de nommer ceux qu'ils leur présentoient eux-mêmes; & alors c'étoit tout comme s'il n'y eût point eu d'écrivain sur les corsaires, parce qu'ils étoient dévoués aux capitaines.

Tel étoit l'état des choses à cet égard, lorsque M. le Comte de Toulouse, devenu Gouverneur de Bretagne, se trouva Amiral de tout le Royaume, & par conséquent en état de faire un Réglement général, qui, en rétablissant uniformément les sonctions des écrivains sur les corsaires, apportât un emede efficace aux plaintes des armateurs, par le soin qu'auroit M. l'Ami de protéger ces écrivains contre les insultes des capitaines & des équipages.

Ce Réglement si utile parut enfin en date du 20 Avril 160; mais il seroit inutile de le rapporter ici, puisqu'il demeura sans effet, paix de Riswik

étant survenue peu de temps après.

Au commencement de la guerre suivante en 1702, il en sut question; mais les armateurs qui ne trouvoient pas des capitaines d'humeur de souffrir des contrôleurs de leur conduite, ayant substitué aux plaintes qu'ils avoient déjà saites ci-devant au sujet des pillages, des remontrances à M. l'Amiral, pour qu'il lui plût de renoncer à l'établissement des écrivains sur les vaisseaux corsaires, S. A. S. voulut bien déférer à ces remontrances, & dès le mois de Mars 1703, elle donna ordre à ses Receveurs de ne plus nommer d'écrivains pour veiller aux prises. Ce n'est pas la seule occasion où les armateurs des navires ont été obligés d'en passer par les conditions dures & injustes qu'il a plu à leurs capitaines de leur imposer. Les voyages de Guinée entr'autres en fournissent des exemples aussi humilians qu'onéreux pour les armateurs. Il semble qu'ils soient trop heureux de trouver des capitaines à qui ils sournissent le moyen de s'enrichir lorsqu'ils sont sages, & que par le luxe ils ne prétendent pas égaler les officiers des vaisseaux du Roi.

RÉGLEMENT DU ROI,

Pour informer des pillages des Prises.

Du 31 Août 1710.

DEPARLEROI.

S A MAJESTÉ étant informée que quelque foin qu'on ait pris par les Ordonnances anciennes & nouvelles sur le fait de la Marine, quelques précautions qu'on ait apportées jusqu'à présent pour empêcher les pillages, déprédations d'effets, divertissemens & autres malverfations semblables qui se commettent souvent dans les prises faites par les armateurs, quelques féveres qu'aient été les peines prononcées par ces loix, & notamment par l'article 20 du titre des prises de l'Ordonnance de 1681; cependant tous ces Reglemens n'ayant pu arrêter une licence qui augmente tous les jours par l'impunité des coupables, par le peu d'attention des Officiers des Sieges de l'Amirauté à en procurer la punition, & par les difficultés qui em pêchent souvent qu'on ait une preuve certaine & juridique de ces délits : Sa Majesté connoissant la nécessité d'en arrêter le cours, sant par rapport au ben ordre de la Marine & à la d'cipline que doivent observer les officiers, soldats o matelots, que par la considération de l'utilité que l'Etat peut retirer des armemens, auquel rien n'st plus préjudiciable que la continuation de ce a cordre. S. M. voulant y pourvoir, & desirant peoillement que la preuve de ces malversations pui e être assurée par une pro-

cédure réguliere, afin que l'Amiral jugeant felon le pouvoir attribué à fa charge, de la validité des prifes & de tout ce qui leur est incident, avec les Commissaires nommés avec lui pour y statuer, & que les Officiers de l'Amirauté puissent aussi prononcer juridiquement les peines proportionnées à la qualité des délits, suivant la disposition des Ordonnances, & selon les cas dissérens dont la connoissance doit être portée devant eux. Sa M. a ordonné & ordonne.

ADTICTT DEFMIER,

Qu'à l'avenir, aussi-tôt qu'une prise aura été amenée en quelques rades ou ports du Royaume, & que le capitaine qui l'aura faite, s'il y est en personne ou celui qu'il en aura chargé, auront fait leur rapport & représenté les papiers & les prisonniers, les Officiers de l'Ammauté les interrogeront, & ceux de l'equipage qu'ils jugeront à propos, sur le fait & les circonstances de la prise, conformément aux articles 21 & 24 du titre des prises de l'Ordonnance de 1681.

II. Si par les dispositions ou interroga oires de l'équipage pris, par la visite du vaisseau & des marchandises, & par l'examen des papiers du chargement, les Ossiciers de l'Amirauté ont lieu

Ppij

ORDONNANCE DE L'A MARINE.

de présumer qu'il y ait eu des pillages faits, des essets recelés ou divertis, ou d'autres malversations semblables commises, ils ordonneront qu'à la requêre du Procureur de S. M. au Siege de l'Amirauté, les prisonniers ou les gens de l'équipage seront répétés sur leurs interrogatoires & déclarations, pourront les Officiers de l'Amirauté, sur ces répétitions, décréter contre ceux qui se trouveront chargés, & procéder à l'interrogatoire des accusés.

III. Les Officiers de l'Amirauté ordonneront ensuite que les témoins seront récolés & confrontés aux accusés, s'ils sont présens, & s'il paroît qu'ils ne soient pas revenus dans les ports du Royaume, ou qu'ils se soient absentés pour se soutraire à l'instruction, & pour empêcher ou détourner les preuves, il sera ordonné que le récollement des témoins vaudra confrontation.

IV. Si l'accusé se présente, il sera interrogé, & les témoins lui seront confrontés, s'ils sont encore dans le Royaume, lorsqu'il sera de retour; mais s'ils en sont sortis, ou en cas de contumace de l'accusé, le procès sera continué sur la procédure qui aura été saite pendant son absence; il pourra néanmoins en tout état de cause proposer des reproches, s'ils sont justifiés par écrit.

V. Fait S. M. très-expresses désenses aux Officiers de l'Amirauté d'admettre ni ordonner la preuve d'aucuns faits justificatifs, ni d'entendre aucuns témoins pour y parvenir, à moins que le procès ne leur ait été renvoyé par l'Amiral pour le juger définitivement, ainsi qu'il sera expliqué ci-après, & ne pourront l'ordonner en ce cas qu'après la visite du procès, & en la forme prescrite par le titre 28 de l'Ordonnance de 1670.

VI. Lorsque les Officiers de l'Amirauté au-

ront fait les procédures marquées ci-dessus, & que le Procureur de Sa Majesté aura donné ses conclusions, le tout sera envoyé au Secretaire Général de la Marine, asin que l'Amiral avec les Commissaires nommés pour juger avec lui, puisse procéder au jugement de la validité des prises, & en même temps de la peine que méritent les dits pillages & malversations.

VII. Si la preuve des pillages, déprédations & malversations est suffisamment établie par ces procédures, & que l'Amiral & les les les commissaires estiment que la restitution des choses pillées & la peine du quadruple soient suffisantes pour la qualité du délit, ils pourront la prononcer sans qu'il soit besoin de nouvelles conclusions, ni d'un nouvel interrogatoire de l'accusé, & le condamner encore aux dominages & intérêts envers la partie, s'il y échoit; ensorte qu'après le Jugement ainsi rendu par l'Amiral, l'accusé ne puisse plus être poursuivi criminel-

lement pour raison du même fait.

VIII. Si l'Amiral & lesdits Commissaires estiment qu'il y à lieu de prononcer peine afflictive, ils renverront le procès aux Officiers de l'Amirauté pour juget les coupables, & les condamner à la punition corporelle qu'ils mériteront suivant la qualité du délit, & de la contravention aux Ordonnances, à la restitution des effets, à la peine du quadruple, & aux dommages & intérêts de la partie, sans que l'Amiral puisse dans ce cas y statuer, mais seulement juger de la validité de la prise. Mande Sa Majesté à M. le Comte de Toulonse, Amiral de France, de faire exécuter le présent Réglement, & enjoint aux Officiers de l'Amirauté de le faire lire, enrégistrer & afficher par-tout où besoin sera. Fait à Marly le 31 Août 1710. Signé, LOUIS.

Et plus bas, PHELYPEAUX.



ARTICLE XXI.

[Uffi-tôt que la prise aura été amenée en quelques rades ou ports de notre Royaume, le capitaine qui l'aura faite, s'il y est en personne, sinon celui qu'il en aura chargé, sera tenu de faire son rapport aux Officiers de l'Amirauté, de leur représenter & mettre entre les mains les papiers & prisonniers, & de leur déclarer le jour & l'heure que le vaisseau aura été pris, en quel lieu ou à quelle hauteur, si le capitaine a fait refus d'amener les voiles, ou de faire voir sa commission ou son congé, s'il a attaqué, ou s'il s'est désendu, quel pavillon il portoit, & les autres circonstances de la prise & de son voyage.

I C1 commence la procédure qui doit être faite par les Officiers de l'Amirauté
au sujet des prises qui sont amenées dans les parts de l'Amirauté au sujet des prises qui sont amenées dans les ports de leur Jurisdiction. Elle est substantiellement la même en Danemarck. Art. 9 & 10 du Réglement du 5 Avril 1710.

Anciennement ils n'avoient pas seulement l'instruction des prises, ils avoient encore le droit de les juger en premiere instance, sauf l'appel. Il ne faut pour s'en convaincre que jetter les yeux sur les anciennes Ordonnances de 1400. art. 4, 6, 7, 10, 12, & 14; de 1517, art. 2, 3, 5, 8 & 9; de 1543, art. 19, 20

& suivans, & de 1584, art. 32, 33 & suivans, en grand nombre.

Pat-tout il y est dit, l'Amiral ou son Lieutenant, & quelquesois même il n'y est parlé que des Officiers de l'Amirauté; preuve évidente qu'ils jugeoient les prises comme les autres affaires de l'Amirauté, au moins dans l'absence de l'Amiral; mais toujours en son nom. Or, étant le plus souvent absent, ce qui est indubitable, le Jugement des prises restoit donc à ses Officiers, sauf à eux, ajoute l'article 14 de l'Ordonnance de 1400, à renvoyer devant l'Amiral les matieres de grand prix esquelles ils verroient qu'ils ne pourroient pas être obéis.

Si cet usage a changé dans la suite c'est à cause de l'inconvénient des appels, soit à Table de Marbre, soit au Parlement. Rien n'étoit plus capable en esset de refroidir l'ardeur pour les armamens en course, que les lenteurs des procédures ordinaires & les frais immenses que les armiteurs avoient à essuyer de la part des réclamateurs & des autres opposans, avant a pouvoir

faire juger les prises.

Tous les délais sont préjudiciables dans ces occasions. Un armateur ne sauroit trop tôt être instruit du sort de la prise, soit pour en retirer le profit si elle est bonne, & par-là se trouver encouragé à continuer la course ; soit pour avoir moins de dommages & intérêts à payer, si elle est mauvaise. Les armateurs oat donc un intérêt pressant à ce que les prises soient promptement jugées; & c'est un avantage dont ils étoient nécessairement privés, dans le temps que le appels étoient reçus dans cette matiere comme pour les affaires ordinaires.

Ce seroit bien utre chose aujourd'hui, que l'esprit de chicane est si prodi-

gieusement répandi. s'il n'y eût été remédié.

Le moyen qui parut d'abord le plus simple & le plus naturel, sut d'attribuer à M. l'Amiral personnellement, le droit exclusif de juger les prises. Sans doute que cet arrangement n'a été pris dans le principe qu'avec le concours de l'autorité royale. Cependant on ne voit point l'origine de cet établissement, quoiqu'il n'ait pu' avoir lieu que depuis l'Ordonnance de 1584: & la premiere loi que nous trouvons qui ait reconnu le pouvoir de juger les prises comme un attribut de la charge de l'Amiral, est la déclaration du Roi du premier Février 1650, portant, art. 6 & 9, que les procédures concernant les prises seront faites par les Officiers de l'Amirauté des lieux où elles arriveront; & ensuite en oyes à la Keine Mere, exerçant alors la charge de Grand-Maître, Ches & Suintendant Général de la navigation & commerce de France, pour être jugées en la maniere accoutumée suivant les Ordonnances.

Cela suppose, comme on le voit, un droit antérieur attribué à l'Amiral, de juger les prises privativement aux Officiers de l'Amiranté. Il ne paroît pas néanmoins qu'aucun Amiral en ait joui avant Henri de Montmorency; mais il n'est pas douteux qu'il n'en sût en pleine & paisible possession, même à l'égard des prises amenées dans les ports de Bretagne, malgré les prétentions

contraires du Gouverneur de cette Province.

C'est ce qui résulte d'un Jugement par lui rendu le 3 Octobre 1624, au sujet d'une prise conduite à Brest. Il est même à observer que la formule de ce Jugement est précisément celle qui est aujourd'hui en usage : nous, en vertu du

pouvoir attaché à notre charge d'Amiral, avons déclaré, &c.

Deux ans après ce Jugement, la charge d'Amiral ayant vaqué par la mort du Duc de Montmorency, Louis XIII en supprima le titre, pour créer celle de Grand-Mattre, Chef & Surintendant de la navigation & commerce de France en faveur du Cardinal de Richelieu; & l'on pense bien que ce Cardinal Ministre, vraiement Amiral sous le titre de Grand-Maître, &c. ne négligea pas l'exercice d'un droit aussi flatteur que celui de juger les prises.

Après lui M. de Brézé, son neveu & son successeur, quoique avec beaucoup moins de crédit, sut aussi se maintenir dans cette prérogative; & à plus sorte raison la Reine Mere, qui posséda, après M. de Brézé, la même charge de Grand-Maître de la navigation, &c. Si l'on en pouvoit douter après tout, il n'y auroit qu'à recourir aux articles 6 & 9 déjà cités de la Déclartion du

premier Février 1650.

Ce qui prouve au reste que la Reine Mere ne jugeoit pas les prises en qualité de Régente du Royaume, mais seulement comme exerçant la charge de Grand-Maire de sa navigation, c'est que les Jugemens qu'elle rendoit en cette partie n'étoient signés que du Secretaire Général de la Marine, à qui les procédures

étoient envoyées suivant l'usage.

Aussi, M. le Duc de Vendôme, ayant succédé à cette charge sur la démission de la Reine Mere, continua-t-il de juger les prises. Ce droit sui sui même confirmé par Airêt du Conseil du 19 Août 1650. Lorsque les affaires étoient difficiles, il faisoit prier, avec l'agrément du Roi, quelques-uns de Mrs les Confeillers d'Etat ou Maîtres des Requêtes d'assister au Jugement. On assembloit dans un appartement de l'Hôtel de Vendôme, qu'il avoit sait preparer à cette sin, & qui s'appelloit l'appartement de l'Amirauté. Le Prévit de la Marine

ou son Lieutenant avec ses archers, en gardoient la porte & servoient d'huissiers pendant la tenue des séances.

Après M. de Vendôme, M. le Duc de Beaufort en usa de même. Il tenoit son conseil, tantôt à l'Hôtel de Vendôme, tantôt dans son Hôtel à Saint-Ger-

main-en-Laye.

On conçoit que durant le Ministere du Cardinal de Richelieu, & la Régence de la Reine Mere, les appels des Jugemens des prises ne pouvoient guere être d'usage, & que les raisons d'acquiescement aux décisions dans ce genre, n'étant plus la même dans le temps de M. de Vendôme, il en dût être autrement.

Il fallut donc arrêter ces appels devenus trop fréquens, & non moins préjudiciables aux parties, qu'injurieux à l'autorité de la charge d'Amiral repréfentée par celle de Grand-Maître de la navigation. Pour cet effet il fut résolu d'établir une commission en forme, composée de Conseillers d'état & de Maîtres des Requêtes, qui s'assembleroient à l'avenir près de la personne de M. le Duc de Vendôme, pour tenir le Conseil des prises & y juger celles qui seroient faites, de même que les affaires concernant les bris & échouemens des vaisseaux ennemis, privativement à tous autres Juges, pour être les Jugemens qui interviendroient, exécutés par provision, en baillant caution par la partie intéressée, l'appel réservé au Conseil d'Etat du Roi; & c'est ce qui sut exécuté par des Lettres-Patentes données à Toulouse le 20 Décembre 1659.

Telle est l'époque fixe du premier établissement du Conseil des prises. Avant ce temps-là & même durant le Ministere du Cardinal de Richelieu, il étoit bien d'usage d'appeller au Jugement des prises des Conseillers d'Etat & des Maîtres des Requêtes, à raison de quoi on regardoit les assemblées de ces Magistrats, comme formant le Conseil des prises; mais ce n'étoit pas une commission réglée; elle ne devint telle qu'au moyen desdites Lettres-Patentes du 20 Décembre 1659; ce qui n'empêcha pas néanmoins que les Jugemens ne continuassent d'être rendus au nom de M. le Duc de Vendôme comme auparavant. C'est aussi là l'époque de l'attribution des appels en matiere des prises, au

Confeil d'Etat du Roi.

Cet ordre subsista sans variation pendant l'exercice de M. le Duc de Beaufort, successeur de M. le Duc de Vendôme. Mais après le décès de M. de Beaufort, arrivé en l'année 1669, Louis XIV ayant Jugé à propos de rétablir la charge d'Amiral en saveur de M. le Comte de Vermandois, & la minorité de ce prince ne lui permettant pas de présider au Constit des prises, les Jugemens qui y surent rendus dans la suite, cesserent d'être initiale du nom d'Amiral, le Roi ayant établi en 1672 une commission du Conseil, où les prises doirant

être jugées, & les Arrêts expédiés au nom de Sa Majesté.

Cependant le Roi, pour prévenir les conféquences qui en pourroient réfulter, jugea à propos de faire un Réglement le 23 Septembre 1676, par lequel il ordonna entr'autres choses que les assemblées des Commissaires se tiendroient toujours dans la maison de l'Amiral de France, lorsqu'il seroit en âge
d'y assister pour y tenir la premiere place, & qu'en attendant qu'il sût en âge,
elles se tientroient dans un appartement de sa Maison, au cas qu'il y en est
un commode, ou dans le même lieu où se tenoit le Conseil de Sa Majesté dans
ses maisons royaes, ou dans la maison de celui qui présideroit à l'assemblée.
M. le Comte de Vermandois étant mort en minorité, & M. le Comte de

Toulouse ayant été pourvu de la charge d'Amiral aussi en minorité, il intervint, le 12 Octobre 1688, un nouveau Réglement entiérement conforme en

cette partie au précédent du 23 Septembre 1676.

Cette derniere alternative ayant été préférée par Mrs. les Commissaires, & en conséquence les assemblées pour le Jugement des prises s'étant tenues régulièrement dans la maison du plus ancien des Commissaires Conseillers d'Etat, lorsque M. le Comte de Toulouse entatteint l'âge requis pour présider au Conseil des prises, il s'éleva une difficulté, non précisément sur le point de savoir si les assemblées se tiendroient dans sa maison, puisque ce point étoit décidé expressément par les Réglemens de 1676 & 1688, conformément à l'usage pratiqué de tous temps, mais sur l'inutilité des Jugemens, M. l'Amiral prétendant qu'ils devoient porter son nom, comme ayant seul droit de les rendre, par un privilege attaché à sa charge aussi de toute ancienneté; & Mrs. les Commissaires qui avoient perdu cet usage de vue depuis plus de 25 ans, qu'ils n'avoient vu un Amiral les présider, soutenant de leur côté que, par leur quaité de Commissaires nommés par le Roi, ils étoient Juges conjointement avec M. l'Amiral, de manière que les Jugemens sur le fait des prises ne de-

voient être rendus qu'au nom du Roi.

Cette contestation devenue sérieuse, étoit trop intéressante pour M. le Comte de Toulouse, pour qu'il ne négligeât rien de tout ce qui pouvoit servir a appuyer son droit. Il donna donc des mémoires au Roi, dans lesquels il fit voir que depuis l'établissement de sa charge, l'Amiral avoit toujours eu le privilege de juger les prifes, soit par lui-même, soit par ses officiers; que ce privilege étoit configné dans toutes les anciennes Ordonnances, & que s'il n'étoit pas aussi expressément désigné dans les nouvelles, il n'y en avoit aucune absolument qui y eût dérogé; que ce même privilege n'avoit reçu aucune atteinte depuis qu'il avoit été nommé des Conseillers d'Etat & des Maîtres des Requêtes pour affister au Jugement des prises, puisque, quoique cet usage eût été pratiqué dès le temps du Cardinal de Richelieu, premier Grand-Maître, Chef & Surintendant de la navigation, les Jugemens des prifes n'en avoient pas moins été rendus en son nom & des Grands-Maîtres ses successeurs, de même qu'ils l'avoient été au nom du Duc de Montmorency & des Amiraux ses prédécesfeurs; & que s'il en avoit été autrement depuis le rétablissement de la charge d'Amiral en 1669, c'est que cette charge ayant toujours été possédée en minorité, & pendant ce temps là Paminal n'ayant pas en droit de présider au Conseil des pico, il n'y avoit pas de de conséquence à tirer de ce que les Jugemens n'avoient pas été rendus en son nom dans cet intervalle.

Le droit de M. le Comte de Toulouse ainsi sondé sur les Ordonnances & sur la possession non interrompue de ses prédécesseurs majeurs, il en conclusit que Mrs. les Commissaires n'étoient à son égard que des assureurs que le Roi lui donnoit pour l'aider dans le Jugement des prises, à l'instar des Commissaires que le Roi nommoit aussi dans les commissions adressées aux Intendans pour juger certaines affaires; & que comme la qualité de Commissaires qu'avoient ceux-ci n'empêchoit pas que les Jugemens ne sussent tendus au nom des Intendans, de même celle de Commissaires du Conseil des prises devoit pas empêcher que les Jugemens de ce Conseil ne portassent le n'an de l'Amiral, comme ayant éminemment, par le titre de sa charge, le pri dege de juger seul

les

les prises & tout ce qui en dépend, d'où il s'ensuivoit, par identité de raison, que les requêtes des parties devoient lui être adressées, & que e'étoit à lui aussi qu'il appartenoit de charger les Officiers de l'Amirauté de tenir la main à l'exé-

cution des Jugemens.

Ce n'est là qu'un foible crayon des moyens employés par M. le Comte de Toulouse pour soutenir ses prétentions, qui parurent si justes à Sa Majesté, , qu'elle n'héfita pas à porter en conféquence le Réglement du 9 Mars 1695 qui depuis a été une loi inviolablement observée, ayant été confirmée chaque fois, que depuis ce temps là la guerre a donné lieu à l'établissement d'un nouveau Conseil des prises, comme il résulte des Réglemens postérieurs des 12 Mai 1712, 12 Février 1719, 3 Novembre 1733, & 23 Avril 1744.

Par ce Réglement, le Roi ordonna que » les Officiers des Sieges d'Amirauté » établis dans les ports du Royaume feroient les instructions concernant les » prifes & les échouemens, circonstances & dépendances, jusqu'au jugement » définitif exclusivement; & qu'elles seroient jugées en premiere instance par » le sieur Comte de Toulouse, Amiral de France, & les sieurs Commissaires » qui seroient nommés & choisis par Sa Majesté, pour tenir Conseil près de lui; » & par appel au Conseil Royal des Finances, au rapport du Secretaire d'Etat

» ayant le département de la Marine.

Au fonds ce n'étoit que renouveller les Letires-Patentes du 20 Décembre 1659, portant l'établissement originaire du Conseil des prises, & remettre les choses dans leur premier état; mais une interruption de 25 ans, durant laquelle Mrs. les Commissaires s'étoient regardés comme vrais Juges des matieres des prises au nom du Roi, n'étoit pas un foible obstacle au retour de M. l'Amiral dans l'exercice des droits de sa charge en cette partie.

Le même jour de ce nouveau Réglement du 9 Mars 1695, le Roi nomma les Commissaires qui devoient s'assembler près la personne de M. le Comte de Toulouse, & en son absènce en sa maison, pour y tenir Conseil & juger les prises, &c.

le tout en conformité dudit Réglement.

Ces Commissaires étoient dix Conseillers d'Etat, & six Maîtres des Requêtes, Sans compter M. de Valincourt, Secretaire général de la Marine, qui n'avoit pas alors voix délibérative, mais qui l'obtint enfin par Arrêt du Conseil d'Etat du 13 Août 1707 : prérogative dont avoient joui ses prédécesseurs avant le Réglement du 23 Septembre 1676, ou plutôt avant l'établissement d'une commission pour les prises en 1672, & qui a passé ensuite à ses successeurs.

Depuis cet Arrêt de 1707, les Secretaires de la Marine ne fignent plus les Jugemens des prises; il a été nommé un Greffier pour les signer & les expé-

dier: Réglemens des 3 Novembre 1733 & 23 Avril 1744.

Au surplus c'est M. l'Amiral qui nomme à cette Charge de Secretaire général de la Marine, & qui en fair expédier les provisions : celles de M. de Valincourt font du 2 Janvier 1695 : celles de M. l'Enfant, fon fuccesseur, font du 25 Janvier 1730: celles de M. de Romieu, font du 2 Mai 1738: & celles de M. de Grand-Bourg, actuellement en place, font du 3 Octobre 1757. V. l'art. 14 du tit. de l'Amiral.

La premiere séance de ce nouveau Conseil des prises, sut tenue peu de jours après par M. le Comte de Toulouse, dans son appartement au Château de Tom, II.

Verfailles le récit du cérémonial observé à ce sujet, ne paroîtra peut-être

pas déplacé ici.

On avoit fait préparer dans une chambre de l'appartement de M. le Comte de Toulouse une grande table, couverte d'un tapis de velours verd avec une frange d'or au bas, autour de laquelle étoient des fauteuils pour Mrs. les Conseillers d'Etat, & des chaises à dos pour Mrs. les Maîtres des Requêtes,

le tout garni d'un pareil velours.

Mrs. les Commissaires, invités à la séance par des billets de M. le Comte de toulouse, s'étant rendus dans le lieu de l'assemblée, M. Boucherat, Chancelier, vint avant qu'on eût pris séance, & dit à ces Mrs. que l'intention du Roi étoit que l'on prît place dans ce Conseil, de même qu'aux Conseils du Roi, suivant le rang d'ancienneté; Mais que comme M. de Pontchartrain, depuis Chancelier, étoit Ministre d'Etat, ce seroit faire plaisir à Sa Majesté que de lui donner la première place après M. l'Amiral; ce qui sut ainsi arrête; & M. le Chancelier s'étant rétiré, on prit séance.

Aussi-tôt après, les Huissiers du Conseil vinrent en députation supplier M. le Comte de Toulouse de leur laisser la garde de la porte de son Conseil, attendu qu'il n'étoit composé que des mêmes Juges que ceux qui étoient aux Conseils du Roi; mais S. A. S. les remercia, en leur disant qu'elle y avoit pourvu. En esset, elle avoit commis un de ses Officiers, le sieur Louvet, pour garder la

porte, l'épée au côté; ce qui s'est toujours pratiqué depuis.

M. l'Amiral étoit au haut-bout de la table ou du bureau, dans un fauteuil un peu plus large & plus élevé que ceux de Mrs. les Conseillers d'Etat; M. de Pontchartrain avoit la premiere place après S. A. S. & les autres Commissaires étoient placés selon leur rang d'ancienneté.

Chacun ayant pris sa place, M. le Comte de Toulouse ouvrit la séance par

le discours suivant.

» Messieurs, le Roi m'a commande de vous assembler ici pour juger avec

» vous les prises qui se sont sur les ennemis.

» Comme il n'y a rien de plus important dans cette matiere que de pro-» curer une prompte expédition aux parties, je ne doute point que vous n'y » apportiez tous vos foins.

» De mon côté, je donnerai de si bons ordres aux Officiers des Amirautés, » & je les ferai exécuter si exactement, que j'ai lieu de croire qu'ils feront

» leur devoir.

» J'espere aussi, Messieurs, que vous voudrez bien suppléer, par vos lumie-» res, à mon peu d'expérience; & je suis fort aise que ceci me donne occa-» siond'assurer cette compagnie de l'estime particuliere que j'ai pour tous ceux » qui la composent.

Ensuite on rapporta les affaires.

Depuis, le Confeil des prises s'est toujours tenu chez M. l'Amiral. Dans l'absence de M. le Comte de Toulouse, Mrs. les Commissaires s'assembloient dans son appartement à l'Arsenal à Paris; son fauteuil restoit vuide à sa place, & l'Huissier gardoit la porte à l'ordinaire.

M. Pussort, le plus ancien des Commissaires, étant trop incommodé pour se rendre à l'Arsenal, M. le Comte de Toulouse lui écrivit pour lui permettre de

tenir le Conseil chez lui; & depuis ce temps-là, il accorda la même permission au plus ancien Conseiller d'Etat, mais toujours par écrit. L'Huissier de garde ne se trouvoit point alors à la porte du lieu de l'assemblée, & l'ancien Commissire prenoit aussi la premiere place en qualité de président; c'est-à-dire, la même que prenoit M. l'Amiral, lorsque le Conseil se tenoit dans sa maison.

Dans tous les cas, les Jugemens étoient rendus au nom de M. l'Amiral comme

s'il eût jugé seul, & c'étoit lui aussi seul qui en ordonnoit l'exécution.

Tout cela s'observe encore aujourd'hui.

Il n'est donc resté aux Officiers des Amirautés que le droit de faire l'instruction de la procédure des prifes, & de faire exécuter les Jugemens rendus par M. l'Amiral à ce sujet au Confeil des prises. Il est vrai que sur les remontrances des armateurs en course qui se plaignoient des pertes que leur causoit la lenteur de l'expédition des affaires au Conseil des prises, par Arrêt du Conseil d'Etat du 2 Octobre 1689, le pouvoir de juger les prises avoit été rendu aux Officiers de l'Amirauté, lorsqu'elles paroîtroient constamment légitimement saites, avec faculté d'en faire vendre provisoirement les effets, pour les deniers en provenans, rester en dépôt jusqu'à ce que leurs Sentences eussent été confirmées au Conseil, le tout nonobstant le Réglement du 21 Octobre 1688, auquel il étoit dérogé à cet égard. Mais, fous prétexte des abus qui pouvoient réfulter de ce nouvel arrangement, qui rendoit, disoit-on, les Officiers de l'Amirauté: maîtres de juger & faire vendre des prises comme évidemment bonnes, tandis qu'elles seroient sujettes à main-levée en tout ou partie; & sous prétexte encore que l'expédition, loin d'être plus prompte par cette voie, étoit au contraire retardée, l'Arrêt n'eut qu'une exécution passagere & assez courte, sans qu'il paroisse néanmoins qu'il ait été révoqué expressément par aucun autre.

Avant le Réglement du 9 Mars 1695, on voit reulement des mémoires tendans à fa révocation, & contenant au surplus les moyens d'accélérer le Jugement des affaires au Conseil des prises, aussi bien que de réprimer les chicanes, soit des réclamateurs mal sondés, soit des armateurs lorsqu'ils avoient lieu de craindre la main-levée de la prise; mais tout cela n'étoit qu'un projet.

Ce que l'on voit de plus, c'est un Arrêt du Conseil du 30 Octobre 1689, qui, en ordonnant qu'à l'avenir les affaires concernant les prises seroient jugées par les Commissaires nommés à cet esset, réservoit aux parties qui vou-droient revenir contre les Arrêts, la faculté de se pourvoir, par requête en révision ou cassation s'il y avoit lieu, devant les mêmes Commissaires, pour leur être fait droit par Sa Majessé ainsi qu'il appertiendroit, au rapport d'un des Commissaires autre que le rapporteur de l'Arrêt contre lequel on se pour-voiroit; & un autre Arrêt aussi du Conseil d'Etat du 20 Janvier 1691, donnant pouvoir aux dits Commissaires » de juger à l'avenir les contestations concer-» nant les partages des prises & autres qui en dépendent, ensemble les réclamations qui pourront survenir au sujet des vaisseaux ennemis qui relâchent » par mauvais temps dans les ports du Royaume, ou qui y viennent sans passe- » ports du Roi.

Mais ce n'étoit pas-là une révocation de l'Arrêt attributif aux Officiers de l'Amirauté du droit de juger en premiere instance les prises évidenment bonnes, & de les faire vendre provisoirement, en attendant la confirmation de

leurs Sentences.

Aussi continuerent-ils de juger ces sortes de prises, comme il résulte de plussieurs Sentences des Années 1690 & suivantes. Ils y surent même autorisés de nouveau par la seconde instruction concernant la procédure des prises, en date du 16 Août 1692; de sorte qu'il est vrai de dire que l'exécution de cet Arrêt du 2 Octobre 1689, dura & demeura sans atteinte jusqu'au Réglement notable du 9 Mars 1695, dont il a été parlé, & qu'on a dit avoir toujours été observé depuis très exactement, ayant été consirmé successivement & sans aucune modification par divers Arrêts du Conseil en date des 12 Mai 1702, 12 Février 1719, 2 Novembre 1733, & 23 Avril 1744.

En conséquence de celui du 12 Mai 1702, & deux jours après, M. le Comte de Toulouse écrivit à chacun de Mrs. les Commissaires du Conseil des prises,

un billet conçu en ces termes:

» Le Roi m'ayant bien voulu donner, pour juger les prises durant la guerre » où l'on va entrer, le même secours qu'il m'avoit donné durant la guerre » précédente, je me suis fait, Monsieur, un fort grand plaisir de vous en donner la nouvelle, & de vous prier de vous trouver au Conseil des prises, » suivant l'avis que vous en aurez. Signé, L. A. DE BOURBON.

Il résulte de la que Mrs. les Commissaires étoient avertis de la part de M. l'Amiral chaque sois que l'on devoit tenir le Conseil des prises, & cela s'est

toujours pratiqué depuis.

Il a été observé que dès l'établissement primitif du Conseil des prises, la connoissance des affaires concernant les prises avoit été attribuée à ce Conseil, privativement à tous autres Juges; & que l'appel des Jugemens qui seroient rendus, avoit été réservé au Conseil d'Etat du Roi, & ensuite au Conseil Royal des Finances, sans variation depuis. Cependant cela n'a pas empêché qu'en différent temps les Parlemens n'aient entrepris de connoître de ces matieres par appel ou autrement; mais ces entreprises ont toujours été réprimées, comme il résulte de quantité d'Arrêts du Conseil d'Etat, qui ont cassé ceux des Parlemens, avec désenses à eux de connoître de pareilles affaires, & aux parties d'y faire aucunes procédures, à peine de nullité, cassation d'icelles, & de tous dépens, dommages & intérêts.

Du nombre de ces Arrêts du Conseil, sont celui du 15 Novembre 1689, par rapport au Parlement d'Aix; ceux des premier Novembre 1698, 25 Janvier 1699, & 9 Avril 1707, concernant le Parlement de Bordeaux; & celui du 18 Juillet 1708, au sujet du Parlement de Paris. Ces deux derniers ont ajouté la peine de 10000 liv. d'amende contre les parties qui contreviendroient à ces

defenses.

Revenons maintenant à la disposition de notre article, qui, comme on l'a annoncé d'abord, contient le début de la procédure à faire par les Officiers de

l'Amirauté au sujet des prises amenées dans les ports du Royaume.

Cette procédure commence par le rapport ou déclaration que doit faire le chef établi sur la prise ou capitaine du corsaire, si c'est lui qui a amené la prise; & notre article prescrit en détail la forme de ce rapport, avec les conditions qui doivent l'accompagner, le tout d'après l'arrêt du Conseil du 31 Juillet 1666, & le Réglement du 6 Juin 1672, qui est la premiere instruction qui ait été dressée pour la procédure des prises : ce Réglement consirmé par Arrêt du Conseil du 27 Janvier 1674, sut fait par l'ordre de la Reine Marie-

Thérese d'Autriche, épouse de Louis XIV, qu'il avoit déclarée Régente du

Royaume à son départ pour la conquête de la Hollande.

Le rapport doit être sait Aussi-tôt l'arrivée de la prise; c'est-à-dire, sans aucun délai; & sans attendre les vingt-quatre heures accordées en général aux capitaines des vaisseaux marchands, pour faire au Gresse de l'Amirauté leur déclaration d'arrivée ou de relâche, & cela de peur que, dans l'intervalle, les gens du corsaire établis sur la prise ne trouvassent le moyen de mettre secrétement des marchandises à terre.

Si le corsaire n'a pas été armé dans le port de l'Amirauté où la prise a été amenée, il faut que le capitaine, avant d'être reçu à faire son rapport, représente sa commission en guerre; ou si c'est un vaisseau de Roi armé par des particuliers, le capitaine doit remettre entre les mains du Lieutenant de l'Amirauté une copie du traité sait avec Sa Majesté, ou de l'ordre en vertu duquel

l'armement aura été fait : instruction du 16 Août 1692.

A l'égard des vaisseaux du Roi armés en course aux frais & pour le compte de Sa Majesté, comme les capitaines commandans ses vaisseaux sont tous connus, il suffit, pour admettre le chef de la prise à faire son rapport à l'Amirauté, qu'il produise l'ordre du capitaine qui l'a chargé de la conduite de la prise.

On comprend par-là, que les capitaines des vaisseaux du Roi sont sujets à faire les rapports de leurs prises devant les Officiers de l'Amirauté, de même que les capitaines des corsaires; & cela est vrai en effet aujourd'hui indistinctement. Autrefois l'Amirauté ne connoissoit pas de toutes les prises faites par les vaisseaux du Roi; celles faites sous le pavillon d'une armée navale ou d'une escadre composée au moins de quatre vaisseaux, étoient exceptées, & la procédure en devoit être faite par les Intendans & Commissaires généraux de la Marine : cela avoit été déjà réglé de la sorte par Ordonnances des 23 Février 1674, & 4 Mars 1684; & l'Ordonnance générale du 15 Avril 1689, liv. 22, tit. premier, art. premier & 3 qui les avoit confirmées, avoit été suivie de l'instruction du 16 Août 1692, qui étoient absolument consormes. Mais cela fur changé par l'art. 10 du Réglement du 9 Mars 1695, portant que l'instruction des prises faites par les vaisseaux du Roi, seroit faite par les Officiers de l-Amirauté, en quelques nombre que fussent les vaisseaux qui auroient sait les prises; & cette attribution n'a point varié depuis, ayant constamment été renouvellée par les Réglemens postérieurs des 12 Mai 1702, 12 Février 1719, 3 Novembre 1733, & 23 Avril 1744.

Le rapport doit contenir non-seulement tout ce qui est compris dans cet article distinctement, mais encore les autres circonstances de la prise & de son voyage: addition naturelle qui a fait introduire l'usage de faire déclarer au capitaine, dans son rapport, le temps auquel il a commencé sa course; s'il lui est arrivé avant la prise quelque chose de remarquable; s'il a fait d'autres prises & ce qu'elles sont devenues; de quelle maniere il s'est comporté au sujet de la prise; s'il y a été commis du pillage; s'il n'a point été jetté des papiers ou autres choses à la mer; s'il a amené tous les prisonniers, ou ce qu'il a fait des autres; & s'il a armé dans une autre Amirauté, il doit déclarer les raisons qui l'ont empêché de retourner au port de son armement: Réglement ou instruction

du 16 Août 1692.

Cela fait, il doit représenter les papiers de la prise, ou s'il n'en a pas, non

plus que de prisonniers, il faut qu'il en dise les raisons. Ce n'en seroit pas une valable pour les papiers s'il les avoit jettés à la mer ou brûlés, sous prétexte qu'ils lui paroissoient inutiles, l'intention du Roi étant que les papiers inutiles pour faire déclarer la prise bonne, mais utiles aux particuliers pour leurs assaires de famille ou de commerce; leur soient rendus après la prise jugée, à raison de quoi il est désendu à tous capitaines de corsaires de jetter à la mer ou de brûler aucuns papiers des prises : lettre de M. de Pontchartrain du 11. Juillet 1708.

Pour ce qui est des lettres trouvées sur les prises, comme elles sont inutiles lorsque le navire est constamment ennemi, parce qu'alors tout est de bonne prise, il y eut ordre du Roi, dans la derniere guerre, de les adresser à M. le Comte de Maurepas, Ministre de la Marine, aussi-tôt l'atrivée de chaque prise évidemment bonne. A l'égard des prises suspectes, il sut prescrit aux Officiers ce l'Amirauté de ne garder que les lettres qui pourroient donner quelques éclaircissemens sur la validité, pour les joindre à la procédure, & d'envoyer les autres: lettre de M. de Maurepas du 4 Septembre 1744. Il est à observer qu'il n'étoit pas désendu d'ouvrir les lettres; c'est pourquoi les Officiers de l'Amirauté les ouvroient pour la plupart, tant pour en retirer les connoissemens relatifs au chargement de la prise, qu'en vue de découvrir, par ces lettres, les projets des ennemis pour en informer le Ministre.

Représentant les papiers, avec déclaration qu'il n'y en a pas d'autres, il en cst dresse un état sommaire par le Juge qui en ordonne ensuite le dépôt au gresse avoir paraphés & numérotés par premier & dernier, & les avoir fait parapher aussi par ledit capitaine, en conformité dudit Réglement du 16 Août 1692. Tout cela se fait en présence du Procureur du Roi, partie nécessaire dans tout ce qui a rapport à la procédure concernant les prises.

Il est encore preserit de saire élire le domicile dans le lieu, ou à la suite du Conseil des prises, au capitaine ou autre officier qui sait le rapport; & en cas de resus il lui est déclaré que les significations qui lui seront saites au gresse, vaudroient comme si elles étoient saite à son domicile: Arrêt du Conseil du 26 Octobre 1602.

Si le capitaine du corsaire, au lieu d'amener la prise, la rançonne, il feratout de même son rapport circonstancié, & déposera au gresse le billet de rançon après l'avoir paraphé, en déclarant ce qu'il a fait de l'ôtage que l'on a

contume de prendre dans ces occasions.

Quant aux prisonniers que notre article veut qui soient remis aux Officiers de l'Amirauté avec les papiers de la prise, cela est consorme à toutes les anciennes Ordonnances, aux termes desquelles la garde des prisonniers appartenoit à l'Amiral ou à ses Lieutenans, avec faculté de se servir à ce sujet des prisons du Roi, ou des Seigneurs, le tout pour la conservation, tant de son dixieme de la rançon de ces prisonniers, que de son droit de saus conservation leur retour. En conséquence il étoit désendu aux capitaines de corsaires de relâcher aucuns prisonniers des prises qu'ils faitoient sans le consentement de l'Amiral.

On peut voir sur tout ceci les Ordonnances de 1400, art. 4 & 18; de 1717; art. 3 & 14; de 1543, art. 20, 40 & 48; & de 1584, art. 25, 33, 51 & 56, avec Déclaration du Roi du premier Février 1650, art. 9.

Il ne paroît point que ces dispositions aient été révoquées par aucune autre Ordonnance; il est prouvé même, en ce qui concerne les sauf conduits en particulier, par un certificat de plusieurs bourgeois & armateurs de Dunkerque, en date du 15 Juin 1691, que durant la guerre avec la Hollande depuis 1670, jusqu'en 1678, en vertu de la convention suivant laquelle les prisonniers saits sur mer doivent être relâchés de part & d'autre, le Lieutenant de l'Amirauté de Dunkerque étoit en possession de délivrer aunom de M. l'Amiral les saus conduits nécessaires à tous les Hollandois prisonniers, pour retourner

dans leur pays sans crainte d'être arrêtés.

Cependant cet usage changea quelques temps après; les Commandans des places où les prisonniers étoient amenés, s'étant attribués, à la faveur de la minorité de M. le Comte de Toulouse, le droit de les garder & d'en disposer suivant les ordres qu'ils en recevroient immédiatement du Roi, ce qui donna occasion à M. le Comte de Toulouse, devenu majeur, de réclamer son droit, & demander, qu'à tout le moins les ordres que le Roi voudroit donner pour échanger ou relâcher les prisonniers, lui sussent adressés à lui, pour les saire passer ensuite aux Commandans des places, sans préjudice du droit de rançon à l'égard des prisonniers qui seroient dans le cas d'en payer, pour être la rançon attribuée aux armateurs, sauf son droit de dixieme. Mais les remontrances qu'il sit à ce sujet, surent sans succès, & depuis les Commandans des places se sont toujours maintenus dans le droit de garder les prisonniers: il en est pourtant qui se laissent usurper par les Commissaires de Marine.

A l'égard des prisonniers amenés dans les ports qui ne sont pas places de guerre, il sut réglé par Ordonnances des 7 Novembre 1703, & 11 Mars 1705, qu'ils seroient remis à l'Intendant ou au Commissaire de Marine du port où le corsaire conduiroit ou enverroit la prise. Il est des Commissaires de Marine qui, sans égard à la distinction entre les ports qui sont places de guerre & ceux

qui ne le sont pas, s'emparent de tous les prisonniers faits sur mer.

Aujourd'hui il ne s'agit donc plus de remettre les prisonniers entre les mains, c'est-à-dire, au pouvoir des Officiers de l'Amirauté, puisque notre article ne subsiste plus en cette partie. Ce qui se pratique maintenant à ce sujet, c'est qu'à l'arrivée du corsaire & de la prise, les prisonniers sont livrés au Commandant de la place ou au Commissaire de la Marine, qui les sait mettre en prison pour

les y garder en attendant les ordres du Roi.

Et comme, pour l'instruction de la prise, il y a quelquesois nécessité de prendre l'interrogatoire de tous les prisonniers, & toujours du capitaine avec deux de ses gens au moins, lorsqu'il est question de les entendre à l'Amirauté, on en prévient le Commandant ou le Commissaire, qui, à l'heure marquée, fait conduire les prisonniers indiqués; &, après qu'ils ont subil'interrogatoire, ils sont conduits en prison: ce qui se réitere toutes les sois qu'il s'agit de les interroger de nouveau.

Les cas où les corsaires sont obligés de se charger de tous les prisonniers, sans en relâcher aucun, & ceux où il leur est permis de n'amener que ceux qui sont nécessaires pour constater la prise, ont eté distingués sur l'art. 17; mais aujourd'hui que, par la Déclaration du Roi, du 5 Mars 1748, art. 3, consirmée par celle du 15 Mai 1756, il y a des récompenses promises par tête de prisonniers, il y a apparence que dorénavant ils ameneront le plus de prisonniers qu'il leur sera possible.

RÉGLEMENT

FAIT PAR LE ROI.

Sur le fait de la procédure des prises qui se font en mer,

Avec l'Arrêt du Conseil d'Etat qui ordonne que ledit Réglement sera exécuté par les Officiers des Sieges de l'Amirauté, à peine d'interdiction.

Du 6 Juin 1672.

ARTICLE PREMIER.

A Uffi-tôt que les vaisseaux appattenans aux ennemis de l'Etat, pris par les vaisseaux de Sa Majesté, ou par ceux qui sont armés par sa permission sur les commissions de M. l'Amiral, seront arrivés aux rades, ports & havres du Royaume, le Lieutenant de l'Amirauté, ou autres Officiers qui en seront la sonction, accompagnés du Procureur du Roi & du Gressier, recevront la déclaration du capitaine qui aura fait la prise, s'il y est en personne, sinon de celui qu'il en aura chargé.

II. La déclaration contiendra le lien, le jour & l'heure que le vaisseau a été pris, si le capitaine a fait resus d'amener les voiles, de faire voir sa commission où son congé; s'il a attaqué ou s'il s'est désendu; quel pavillon il portoit; ce qui s'est passé lors de la prise; si dans la chambre du capitaine il a été trouvé quelques papiers, charte-parties & connossemens, & autres circonstances de tout ce qui s'est passé lors de la prise; s'il n'a été sien jetté à la mer; & si le capitaine a satisfait à tout ce qu'il doit saire en ces occasions, suivant les Réglemens & Ordonnances.

III. Après la déclaration reçue, le Lieutenant de l'Amirauté donnera l'ordre pour faire entrer le vaisseau dans le port; & en cas qu'il soit demeuré dans la Rade, le Lieutenant avec le Procureur du Roi & Gressier, se transporteront sur le vaisseau pris, & feront procès-verbal de l'état auquel ils le trouveront, dans lequel ils feront mention si les écoutilles, chambres, caisses & ballots ont été ouverts ou non; si le fond de cale aura été pillé, visité ou endommagé en quelque forte & manière que ce soit; ensuire il fera ouverture de la chambre du capitaine; fera ouverture de la chambre du capitaine; fera ouverir ses costres & armoires, pour trouver les pieces justificatives concernant le chargement du vaisseau.

IV. En cas que le capitaine ou maître du vaisseau pris ait été amené avec la prise, les officiers feront la procédure entiere en sa présence; on en son absence, en la présence de deux principaux officiers ou matelots de l'équipage dudit vaisseau, ensemble du capitaine on autre officier du vaisseau preneur, auquel ils feront signer le procès-verbal.

V. Les officiers ne quitteront point le vaisseau pris qu'après avoir fait sermer & sceller du sceau de l'Amirauté les écontilles & chambres, & qu'ils n'aient mis sous le sceau tout ce qui peut être pris & enlevé, & établi des gardiens, qui en seront responsables, dont ils feront mention dans ledit procès.

V1. S'ilse trouve des réclamateurs, ils feront la procédure en leur présence, & les feront

figner.

VII. Après que le procès-verbal aura été clos & arrêté, les officiers feront l'information, dans laquelle ils entendront les capitaines, propriétaires, ou officiers & matelots qui se trouveront sur le vaisseau pris, ensemble ceux qui seront trouvés sur le vaisseau preneur.

VIII. Ils procéderont incessamment à l'inventaire de toutes les marchandises qui se trouveront sur le vaisseau; se feront représenter les livres du capitaine, maître ou écrivain, sur lesquels ils vérisseront les quantités & qualités desdites marchandises; & en cas qu'ils y trouvent quelquedifférence, ils s'informeront d'où elles pourrontprovenir.

1X. L'inventaire fait, ils remettront le rout fous la charge d'un gardien, qui fera établi par eux, en donnant bonne & fuffisante caution. La procédure achevée, l'expédition en sera promptement faite en forme & envoyée au Secretaire général de la Marine, à la diligence du Procureur du Roi, qui y tiendra foigneusement la main.

X. En cas que par l'inventaire il se trouve des marchandises qui ne puissent être conservées, le

Procureur

Procureur du Roi en requerra la vente, qui sera ordonnée par ledit Lieutenant, qui y procédera ensuite en présence du Procureur du Roi & des réclamateurs, s'il s'en trouve, & des maitres de l'équipage dudit vaisseau preneur, dans laquelle vente il observera d'en faire les publications, de poser les affiches aux endroits ordinaires & en la forme accourumée. Les encheres feront reçues à trois remifes confécutives, de trois en trois jours, pour en être l'adjudication publiquement faite dans le lieu & à l'heure de l'Audience du Siege de l'Amirauté.

XI. La prise sera jugée au Conseil; & en cas que les réclamateurs en obtiennent main-levée, les officiers enrégistreront l'Arrêr, & le feront exécuter sans aucun retardement, sous quelque

prétexte que ce soit.

XII. Si la prise est déclarée bonne, ils feront la délivrance des marchandises ennature aux armateurs, s'ils en font la demande, finon ils en feront faire la vente ainsi qu'il est dit ci-dessus; & sera la distribution des deniers faite aux intéressés en la maniere & sous la condition de leurs traités & fociétés, en cas qu'ils ne le pussent faire

volontairement de gré à gré.

XIII. le dixieme de l'Amiral sera premiérement pris, & mis ès mains du receveur de ses droits, ensuite les frais de justice, suivant le Réglement fait par Sa Majesté; & le surplus sera partage en trois égales portions, dont le tiers fera délivré au propriétaire du vaisseau, un autre tiers aux armateurs, & le tiers restant à l'équipage. En cas que le vaisseau preneur appartienne au Roi, toute la prise sera adjugée à Sa Majesté, déduction faite du dixieme de l'Amiral & des frais de justice.

XIV. Les Officiers observeront étroitement les défenses portées par les Ordonnances & Réglemens, de ne se rendre adjudicataires des marchandifes des vaisseaux pris, ni sous leur nom, ni fous celui des personnes interposées.

XV. Il sera mis au gresse en dépôt, des échantillons des marchandises qui auront été vendues,

pour y avoir recours en cas de besoin.

XVI. Les gardiens établis esdites marchandises, & qui en auront le prix de la vente, n'en pourront faire restitution & délivrance que sur les Ordonnances du Juge, & conclusions du Procureur du Roi.

Fait au Conseil d'Etat du Roi, renu à Saint-Germain-en-Laye le fixieme jour de Juin 1672. Signé, MARIE-THERESE.

Et plus bas, COLBERT.

EXTRAIT DES REGISTRES. du Conseil d'Etat.

E Roi étant en son Conseil s'étant fait re-L présenter le Réglement fait par Sa Majesté le 6 Juin 1672, contenant les procédures qui doivent être faires par les Officiers de l'Amirauté, sur le fait des prises sur les ennemis de Sa Majesté. Et considérant que lesdits Officiers des Sieges de l'Amirauté du Royaume ont négligé jusqu'à présent à se conformer audit Réglement, dont il est né divers inconvéniens préjudiciables au service de S. M. & au bien de ses sujets. A quoi étant nécessaire de pourvoir, S. M. étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que ledit Réglement fera exécuté felon fa forme & teneur par les Officiers des Sieges de l'Amirauté, à peine d'interdiction. Veur Sa Majesté que ledit Réglement, ensemble le présent Arrêt, soient lus, publiés & enrégistrés dans tous lesdits Sieges, l'Audience tenant. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Saint-Germain-en-Laye le 27 Janvier 1674. Signé, COLBERT.

STRUCT

Que le Roi veut être observée dans les procédures des prises qui seront saites en mer;

Du 16 Août 1692.

A procédure sera uniforme dans toutes les Amirautés, & les Intendans de la Marines'y conformeront à légard des prises dont l'instruction leur est attribuée par les Ordonnances de Sa Majesté.

Le capitaine du vaisseau preneur fera aussitôt son arrivée dans le port, son rapport, dans lequel il déclarera le temps & le lieu de son dé-

Tom, II,

part & la date de la commission qu'il aura obtenu pour armer en guerre, laquelle il représen-

Il déclarera pareillement les motifs de chaque prise qu'il aura faire, & remettra aux Officiers de l'Amirauté les pieces trouvées à bord du vaiffeau pris, dont il marquera le nombre & les paraphera par premiere & derniere, en présence du Lieutenant de l'Amirauté, qui les paraphera pareillement de son seing, ausii-bien que le capitaine ou le principal officier du vaisseau pris. Et saute par les dits capitaines preneurs de remettre les dites pieces, ils seront privés du profit qui leur auroit appartenu dans la prise, qui sera consisqué au profit de Sa Majesté. Et en cas que par leur engagement ils ne doivent point avoir de profit dans les prises, ils seront privés de lamoitié de leurs gages.

Celles qui seront écrites en langue étrangere, feront traduites par un interprete pris d'office du nombre de ceux qui sont établis en titre.

Le procès-verbal du Lieutenant de l'Amirauté qui ordonnera la traduction & le rapport de l'interprete qu'il aura nommé, désignera le numéro de chaque piece translatée, & de celles qui autent par invisies.

ront paru inutiles.

Si le capitaine du vaisse au preneur ne retourne pas au port où il a été armé, & qu'il n'y conduise pas les prises qu'il aura faites, il en expliquera les raisons dans son rapport, où le Lieutenant de l'Amirauté l'interpellera de les déclarer, & lui sera représenter sa commission.

Lorsque la prise aura été faite par un des vaisfeaux de Sa Majesté armé par des particuliers, le capitaine preneur le déclarera parson rapport, & remettra entre les mains du Lieutenant de l'Amirauté copie du traité qu'il aura fait, on de l'ordre en vertu duquel il est armé pour son compte; & à faute d'y satisfaire, la prise sera conniquée au profit de Sa Majesté, sans que ledit capitaine ni ses associés puissent y avoir aucune part.

Lorsque le rapport du capitaine contiendra plusieurs prises, les Officiers de l'Amiranté en feront séparément les procédures; mais ils observeront d'employer au commencement de chacune le rapport du capitaine, sans en rien tronquer, sans qu'ils puissent se taxer plus grands droits que pour un seul rapport, & les autres seront seulement payées au Gressier comme

copies.

Les capitaines des vaisseanx de Sa Majesté seront à leur retour le rapport des prises qu'ils auront faites, & de celles auxquelles ils auront été présens, aux Intendans, si les prises ont été faites par un escadre de quatre vaisseaux, ou par des vaisseaux détachés de l'armée navale, ou aux Officiers de l'Amirauté, si elles ont été faites par des vaisseaux seuls, ou en moindre nombre que quatre, à peine d'être privés de leurs appointemens pour trois mois.

Lorsque les capitaines preneurs ne représenteront pas conformément à l'Ordonnance, les capitaines ou les deux principaux officiers des vaisseaux pris, ils en expliqueront les raisons dans leur rapport; & si elles ne sont pas valables, Sa Majesté veut que leur contravention à l'Ordonnance soit punie, & qu'ils soient condamnés en trois cens livres d'amende, qui sera prise sur leur part du prosit dans le provenu de la prise, ou sur leurs gages-

Si les rapports contiennent des faits particuliers fur le pillage des prifes, fur la maniere dont elles fe feront rendues, fur les pieces trouvées à bord, & fur la fuite des équipages pris, ils feront vérifiés par l'audition de deux principaux officiers mariniers du vaisseau preneur.

Aussi-tôt que les Intendans ou Officiers de l'Amirauté auront reçu le rapport, ils se transporteront à bord des vaisseaux pris, s'ils sont entrés dans le port, & dresseront un procès-verbal qui contiendra l'état auquel ils les auront trouvés; & s'ils sont entiérement chargés, à micharge ou au tiers, & s'il y a quelque apparence qu'il y ait du pillage, ils en feront mention pour s'en fervir dans la fuite de l'instruction à en découvrir les auteurs. Ledit procès-verbal contiendra aussi autant qu'il sera possible l'état & la qualité des marchandises qui en composent le chargement, & il sera fait en présence du capitaine ou de deux principaux officiers mariniers desdits bâtimens pris, de même que l'apposition du scellé, & l'établissement des gar-

Les capitaines & principaux officiers mariniers des vailleaux pris feront interrogés féparément. & il leur sera fait les demandes qui suivent, outre celles qui sont de l'usage & des formalités ordinaires: favoir, de quel pays ils font originaires, où ils sont leur résidence actuelle, eux & leurs familles, depuis quel temps, s'ils ont des lettres de bourgeoisse, dans quelle intention ils les ont obtenues, s'ils ont donné caution de réfider dans la ville dont ils ont été faits bourgeois, quelle est leur caution, s'ils ont à bord des connoissemens, charte-parties ou factures. si ces connoissemens désignent pour le compte de qui les marchandises ont été chargées, ou pourquoi ils ne l'expriment pas, à qui appartien. nent ces marchandises, qui en sont les chargeurs & les propriétaires, à qui elles doivent être confignées, à qui appartient le vaisseau pris, combien de voyages il a fait, quel jour & de quel port il est parti, quel est le lieu de sa premiere destination, & quelle route il devoit tenir enfuite, fous quelle commission, passe-port & banniere ils naviguent, si le capitaine a part dans la cargaison, en quoi elle consiste, si quelqu'autre vaisseau a contribué ou affisté à la prise, ou étoit en vue, si le capitaine ou les autres officiers, matelots & passagers du vaisseau pris, n'ont point jetté à la mer quelques papiers, s'il y a eu du pillage, s'ils savent par qui il a été commencé, & s'ils ont été maltraités. Outre lesquelles demandes lesdits Intendans & Officiers pourront faire celles qu'ils estimeront nécessaires, suivant l'exigence des cas.

En cas que les équipages entiers des vaisseaux prisaient été amenés, les matelots & mousses pourront êrre interrogés après les principaux officiers mariniers, si les dits Intendans & Officiers de l'Amirauté l'estiment nécessaire pour mieux éclaircir les circonstances de la prise; mais tous ensemble, & seulement sur les faits desquels ils peuvent avoir connoissance, & les lieux où ils ont été pris pour servir sur les vaisseaux.

Aussi-tôt que les interrogatoires & la traduction des pieces auront été achevés, lesdits Officiers de l'Amirauté jugeront la prise, conformément à l'Arrêt du Confeil du 2 Octobre 1689, si elle paroît sans difficulté appartenir aux ennemis, & l'enverront au Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine, sans aucun retardement, ensorte que dans un mois au plus tard les procédures foient achevées & envoyées; & faute par lesdits Officiers d'y satisfaire, ils feront privés de leurs salaires & vacations pour les prifes dont ils auront retenu les procédures plus d'un mois, & interdits en cas de récidive, à moins qu'ils n'aient quelque excuse légitime, procédente du fait des armateurs, ou des réclamateurs, dont ils auront soin d'informer le Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine, & en renvoyant les procédures qui auront été retardées.

Si dans le cours de la procédure les armateurs

ou réclamateurs demandent le déchargement des bâtimens pris pour éviter le dépérissement des marchandises, lesdits Intendans & Officiers de l'Amirauté joindront aux procédures le procèsverbal & l'inventaire des marchandises, & le procès-verbal de vente, s'il y en a en de vendues; & s'il n'y en avoit qu'une partie de déchargées, il sera fait mention dans le procèsverbal de la qualité de celles qui seront restées à bord.

Avant d'ordonner la vente des marchandises qu'on prétendra sujettes à dépérissement, il sera fait un procès-verbal de l'état auquel elles sont, & ensuite de leur vente en présence du capitaine preneur & du capitaine pris, ou s'il n'a pas été amené; en celle des principaux Officiers des vaisseaux pris, & il en sera fait mention dans le procès-verbal, & que les autres formalités prescrites par l'Ordonnance y auront été obserservées.

Fait Sa Majesté défense de remettre les papiers entre les mains de l'armateur ou du réclamateur, & de leur confier la procédure qui sera remise au gresse de l'Amirauté, & la grosse avec les pieces trouvées à bord envoyées par le Gressier au Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine.

Les Juges marqueront leurs taxes au bas des minutes, & le Greffier en sera mention sur la grosse envoyée.

Veut Sa Majesté que l'Ordonnance de la Marine de 1681, soit au surplus exécutée en tout ce qui n'est point expliqué par la présente instruction.

Fait au Conseil d'Etat du Roi, tenu à Verfailles le 16 Août 1692 Signé, LOUIS.

Et plus bas, PHELYPEAUX.

LETTRES-PATENTES,

Portant nomination des Commissaires pour tenir le Conseil des prises sous l'Amiral de France.

Du 9 Mars 1695.

OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à nos amés & féaux Confeillers ordinaires en nos Conseils, les sieurs Pussort, Bernard de Rezé, de Pommereu, Bignon, de Marillac, d'Aguesseau, de Ribere de Harlay, de Pontchartrain, Secretaires d'Etat ayant le département de la Marine, & Phelypeaux, aussi Secretaire d'Etat ayant ledit dépar-

tement, & nos amés & féaux Confeillers en nos Confeils, Maîtres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel, les fieurs Maton de Bercy, de Jaffaud de Fourcy, de Fieubet de Reveillon, Bignon de Blanzy & d'Argenson, & le fieur de Valincourt, Secretaire Général de la Marine, Salut. Ayant, par le Réglement que nous avons fait aujourd'hui, établi l'ordre que nous

Rriq

316

Voulons être observé à l'avenir dans l'instruction & les Jugemens des prises qui seront faites en mer, tant par nos vaisseaux, en quelque nombre qu'ils foient, que par ceux de nos fujets qui seront armés en course, & ordonne qu'elles seront jugées par notre très-cher fils le Comte de Toulouse, Amiral de France, & par les Commissaires qui seront par nous choisis pour tenir Conseil près de lui; & nous confiant en votre capacité & sufhsance, dont vous nous avez donné des preuves en toutes rencontres. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, nous vous avons ordonné & ordonnons de vous affembler à l'avenir près la personne de notredit fils le Comte de Toulouse, & en son absence dans sa maison, pour y tenir Confeil, & à juger les prifes qui seront faites ès mers de Levant & de Ponant, tant par nos vaisseaux & galeres, que par ceux

de nos sujets, les partages d'icelles & autres incidens qui y surviendront, & même les échouemens des vaisseaux ennemis, circonstances & dépendances ; le tout conformément aux Arrêts, Réglemens & Ordonnances rendus sur ce sujet & au Réglement de cejourd'hui : & de ce nous avons artribué & attribuons par ces présentes toutes jurisdiction & connoissance, & icelles interdifons à tous autres Juges; voulons & ordonnons que les appellations des Ordonnances qui feront par vous rendues, soient portées en notre Conseil Royal des Finances, pour y être par nous jugées au rapport du Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine. Car tel est notre plaisir. Donné à Versailles le 9 Mars, l'an de grace 1695, & de notre Regne le 52. Signé, LOUIS.

Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX.

REGLEMENT

Que le Roi veut être observé dans l'instruction & le Jugement des Prises.

Du 9 Mars 1695.

A minorité de M. le Comte de Vermandois & celle de M. le Comte de Toulouse ensuite, avant suspendu jusques à sa réception dans la charge d'Amiral de France, une partie des fonctions les plus honorables attachés à cette charge, au sujet des prises qui se font à la mer, soit par les vaisseaux de Sa Majesté, soit par les vaisseaux de ses sujets qui ont commission pour armer. Et Sa Majesté desirant maintenir l'Amiral de France dans fon ancienne Jurisdiction, à présent que Monsieur le Comte de Toulouse est en état de l'exercer par lui-même; après s'être fait représenter les Ordonnances, tant anciennes que nouvelles, Arrêts & Réglemens rendus fur la maniere d'instruire & de juger les prises, a résolu le présent Réglement, qu'elle veut être exécuté, dérogeant à tous autres, en ce qu'ils n'y foient pas conformes.

ARTICLE PREMIER.

Les prises seront jugées par les Ordonnances, qui seront rendues par M. le Comte de Toulouse, Amiral de France, & par les sieurs Commissaires qui seront choisis & nommés de nouveau par Sa Majesté, pour tenir Conseil près de lui, sans qu'il y ait un Procureur pour Sa Majesté dans cette commission.

II. Les Commissaires s'assembleront à cet effet dans la maison de M. l'Amiral, soit qu'il foit présent ou absent; & les assemblées se tiendront aux jours & heures qui seront par lui indiqués, & le Secretaire de la marine y assistera fans voix délibérative.

III. M. l'Amiral préfidera à ce Conseil, & loríque les avis feront partagés, fa voix prévaudra; & si les avis sont partagés en son absence,

il y aura ordonnance de partage.

IV. Il distribuera tous les procès à ceux des Commissaires qu'il jugera à propos, même les fimples Requêtes, & en son absence le plus ancien des sieurs commissaires, présidera & distribuera comme lui.

V.M. l'Amiral & les Commissaires connoî: tront aussi des partages des prises, & de tout ce qui leur est incident, même des échouemens des vaisseaux ennemis qui arriveront pendant la guerre, circonstances & dépendances.

VI. Lorsqu'il y aura lieu de condamner les parties à des dommages & intérêts, ou d'ordonner des estimations, M. l'Amiral & les Commissaires les pourront régler & arbitrer à une fomme fixe & certaine, suivant l'exigence des cas; & lorsqu'ils jugeront à propos que lesdites estimations ou liquidations soient faites par experts, ils commettront les officiers de l'Ami; rauté pour recevoir leur rapport & donner leur avis, fur lequel M. l'Amiral & les Commissaires ordonneront ce que de raison.

VII. Toutes les Requêtes feront adressées à M. l'Amiral seul, & les Ordonnances seront in-

titulées de son nom.

VIII. Elles seront signées de M. l'Amiral & des Commissaires, & les Commissaires signeront tous au-dessous du Rapporteur. & sur la même colonne; ensorte qu'il n'y ait sur la première colonne que la seule signarure de M. l'Amiral.

IX. En son absence les Ordonnances seront signées en la maniere ordinaire, toujours intitu-

lées du nom de M. l'Amial.

X. Les instructions qui concernent les échouemens ou les prises, partages d'icelle, circonstances & dépendances, seront faites par les Officiers de l'Amirauté dans le ressort desquels elles seront amenées, suivant les formalités prescrites par les Ordonnances, Arrêts & Réglemens, soit que les prises aient été faites par des armateurs particuliers, soit qu'elles aient été faites par des navires de Sa Majesté, en quelque nombre qu'ils puissent être, sans que les Officiers de l'Amirauté puissent les juger en aucun cas.

XI. Pourront néanmoins les Officiers de l'Amirauté, lorsque les prises seront constamment ennemies, suivant les pieces du bord, & les interrogatoires des prisonniers, & lorsque les marchandises pourroient dépérir, ordonner que les marchandises de la cargaison seront judiciairement vendues, pour empêcher le dépérissement

& prévenir la diminution du prix.

XII. Les Greffiers des Sieges de l'Amirauté enverront exactement & diligemment au Secretaire-Général de la Marine, les instructions qu'ils auront faites des affaires ci-desfus spécisées, faute de quoi ils seront responsables des dommages & intérêts des parties, & le Secretaire Général de la Marine tiendra un registre exact & fidele de toutes les procédures qui lui seront envoyées, & du jour qu'il les aura reçues.

XIII. Les procédures & instructions des prifes qui seront faites sous les tropiques & au-delà, pourront être faites dans les Isles Françoises de l'Amérique, à la maniere accoutumée, sans que l'Intendant & autres à qui la connoissance en est conjointement attribuée, puissent les juger à l'avenir; ils donneront seulement leurs avis, dont ils enverront une expédition au Secretaire Général de la Marine, avec une grosse de la procédure, pour y être fait droit par M. l'Amiral & les Commissaires. Leurs avis néanmoins seront exécutés par provision, en baillant bonne & suffissante caution, qui sera reçue par l'Intendant.

XIV. Le Scretaire Général de la Marine expédiera les Ordonnances qui feront données par M.l'Amiral & les Commissaires, & signera les expéditions qui seront délivrées aux parties.

XV. Les appellations des Ordonnances ainst rendues par M. l'Amiral & les Commissaires, seront portées & jugées au Conseil Royal des Finances, & M. l'Amiral y affistera & y prendra le rang que sa naissance & sa charge lui donnent.

XVI. Le Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine rapportera feul dans le Confeil Royal les affaires qui s'y porteront par appel ou autrement, ensemble les oppositions ou autres incidens qui pourroient survenir, & les Arrêts qui interviendront seront expédiés en commandement par le même Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine.

XVII. Seront au surplus les Ordonnances, Arrêts & Réglemens, même les ordres que Sa Majesté à donnés dequis la guerre sur le fait des prises, tant par rapport à la maniere de les instruire, que pour celle de les Juger en certains cas, exécutés selon leur forme & teneur, en tout ce qui n'est pas contraire au présent Réglement, lequel sera lu, publié & enrégistré dans tous les Sieges de l'Amirauté.

Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Comte de Toulouse, Amiral de France, de tenir la

main à son entiere observation.

Fait à Versailles, le 9 Mars 1695. Signé, LOUIS. Et plus bas, PHELYPEAUX.

REGLEMENT DU ROI,

Pour l'établissement du Conseil des Prises.

Du 23 Avril 1744.

Lau jugement des prises qui pourront être faites sur les sujets du Roi d'Angleterre, en

conséquence de l'Ordonnance de Sa Majesté du 15 Mars dernier, portant déclaration de guerre contre le Roi d'Angleterre, Electeur d'Hannover, tant par ses vaisseaux, que par ceux de ses sujets armés en course, & s'étant fait représenter les Réglemens des 9 Mars 1695, 12 Mai 1702, 12 Février 1719 & 3 Novembre 1733, pour l'établissement d'un Conseil des prises, ensemble l'Arrêt du 13 Août 1707, Sa Majesté a résolu le présent Réglement, & veut qu'il soit exécuté, dérogeant à tous autres en ce qu'ils s'y trouveroient contraires.

ARTICLE PREMIER.

Les prises seront jugées par les Ordonnances qui seront rendues par M. l'Amiral & par des Commissaires qui seront choisis & nommés par Sa Majesté, pour tenir Conseil près de lui, sans qu'il y ait de Procureur pour Sa Majesté dans cette commission.

11. Les Commissaires s'assembleront à cet esset dans la maison de M. l'Amiral, soit qu'il soit présent ou absent : les assemblées se tiendront aux jours & heures qui seront par lui indiqués, & le Secretaire Général de la Marine y aura

féance & voix délibérative.

111. M.l'Amir al préfidera à ce Conseil; si les avis sont partagés, sa voix prévaudra; s'ils le sont en son absence, l'affaire lui sera rapportée à l'un des Conseils suivans; & en cas de voyages ou de maladie, il sera rendu une Ordonnance de partage, & l'affaire sera portée au Conseil Royal des Finances pour y être sait droit, comme sur les appels.

IV. M. l'Amiral d'istribuera tous les procès à ceux des Commissaires qu'il jugera à propos, même les simples Requêtes, & en son absence le plus ancien des Commissaires présidera, &

diffribuera comme lui.

V. M. l'Amiral & les Commissaires connoîtront aussi des partages des prises & de tout ce qui leur est incident, même des liquidations & comptes des dépositaires lorsqu'ils le jugeront à propos, comme aussi des échouemens des vaisseaux ennemis qui arriveront pendant la guerre, circonstances & dépendances.

VI. Lorsqu'il y aura lieu de condamner les parties à des dommages & intérêts, ou d'ordonner des estimations, M. l'Amiral & les Commissaires les pourront régler & arbitrer à une somme sixe & certaine, suivant l'exigence des cas, & s'ils jugent à propos que les estimations ou liquidations soient faites par des experis, ils commettra les Officiers de l'Amirauré pour recevoir le rapport des diste experts, & donner leur avis, pour sur le tout être par M. l'Amiral & les Commissaires ordonné ce que de raison, à moins qu'ils ne trouvent plus convenable pour la prompte expédition de nom-

mer des experts à Paris, auquel cas ils pourront nommer d'office, & sur l'avis desdits experts

ordonner ce qu'il appartiendra.

VII. Toutes les Requêtes présentées au Conseil des prises seront adressées à M. l'Amiral seul, les Ordonnances seront intitulées de son nom, chacun des Commissaires écrira de sa main ce qui aura été jugé dans les affaires dont il aura fait rapport; les minutes des Ordonnances seront signées sur la premiere colonne par M. l'Amiral, & elles seront signées sur la seconde colonne par tous les Commissaires audeslous de la fignature du Rapporteur, ensorte qu'il n'y ait sur la premiere colonne que la signature de M. l'Amiral, en l'absence duquel les Ordonnances seront signées en la manière ordinaire, mais toujours intitulées de son nom, le tout conformément au Réglement du 9 Mars 1695.

VIII. Les instructions concernant les échouemens, les prises, partages d'icelles, circonstances & dépendances, seront faites par les Officiers des Amirautés dans le ressort desquelles les échouemens seront arrivés, & les prises seront amenées suivant les formalités prescrites par les Ordonnances, Arrêts, Réglemens, soit que les prises aient été faites par des armateurs particuliers, soit qu'elles aient été faites par les vaisseaux de Sa Majesté, en quelque nombre qu'ils puissent être, sans que les Officiers de l'Amiranté puissent le juger en aucun cas.

IX. Pourront néanmoins les Officiers de l'Amirauté lorsque les prises seront constamment
ennemies, suivant les pieces du bord, & les
interrogatoires des prisonniers, & quand les
marchandises feront sujettes à dépérissement,
ordonner qu'il sera fait une vente judiciaire desdites marchandises pour empêcher le dépérissement & prévenir la diminution du prix.

X. Les Greffiers des Sieges des Amirautés enverront exactement & diligemment au Secretaire Général de la Marine les inftructions qui auront été faites des affaires ci-dessus spécifiées, faute de quoi ils seront responsables des dommages & intérêts des parties, & le Secretaire Général de la marine tiendra exactement un registre de toutes les procédures qui lui seront envoyées, & du jour qu'il les aura reçues.

XI. À l'égard des prifes qui feront conduites dans les Colonies Françoifes, & dans les autres établiffemens dépendans de la France, où il y a des Sieges d'Amirautés, les instructions & procédures en feront faites par les Officiers de l'Amirauté, en la même maniere que dans les Amirautés du Royaume; ils enverrontavec toute la diligence possible, la grosse de chaque procédure & les pieces originales au Secretaire

Général de la Marine pour y être fait droit par M. l'Amiral & les Commissaires, sans qu'ils puissent les Juger en aucun cas. Pourront seulement donner leur avis sur la validité ou invalidité de la prise, circonstances & dépendances, dont ils joindront une expédition à la grosse de la procédure; & en cas de besoin sera ledit avis exécuté par provision; si une des parties le demande, & non autrement, en donnant bonne & suffisante caution, qui sera reçue par lesdits Officiers; & à condition que la partie qui aura demandé l'exécution sera responsable des dommages & intérêts, s'il en échoit; & attendu que la grosse de la procédure & les pieces originales pourroient être perdues par naufrage, ou prise des bâtimens sur lesquels les Officiers' de l'Amirauté les auroient envoyées, ils feront obligés de garder les copies collationnées desdites pieces originales, & les joindre aux minutes de la procédure, pour y avoir recours en cas de besoin.

XII. Celui qui fera commis pour Greffier au Confeil des prifes, dreffera les Ordonnances, en fignera les expéditions en parchemin, & fera toutes les fonctions concernant le Greffe, sans néanmoins avoir entrée & féance audit Confeil; conformément à l'Arrêt du 13 Août

XIII. Les Ordonnances qui seront données par M. l'Amiral & les Commissaires, seront expédiées & signées, ainsi qu'il est porté par le présent Réglement, & envoyées aux Amirautés en exécution desdites Ordonnances; s'il survient des incidens de quelque nature qu'ils puissent

être, les Officiers de l'Amirauté en dresseront procès-verbal, qu'ils enverront avec leur avis au Secretaire Général de la Marine, pour y être fait droit par M. l'Amiral & les Commiffaires.

XIV. Les appellations des Ordonnances ainsi rendues par M. l'Amiral & les Commissaires, seront portées & jugées au Conseil Royal des Finances: M. l'Amiral y assistera, & y prendra le rang que sa naissauce & sa charge lui donnent.

XV. Le Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine rapportera seul dans le Conseil Royal, les affaires qui s'y porteront par appel ou autrement, ensemble les oppositions ou autres incidens qui pourroient survenir, & les Arrêts qui interviendront seront expédiés en commandement par le même Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine.

XVI. Veut au surplus Sa Majesté que les Ordonnances, Arrêts & Réglemens, même les ordres qu'elle a donnés pendant les dernieres guerres sur le fait des prises, & auxquels il n'a pas été dérogé, tant par rapport à la maniere de les instruire, que pour celle de les juger en certains cas, soient exécutés selon sa forme & teneur, en tout ce qui n'est point contraire au présent Réglement, lequel sera lu, publié & enrégistré dans tous les Sieges d'Amirauré. Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Duc de Penthievre, Amiral de France, de tenir la main à son entiere observation. Fait à Versailles le 23 Avril 1744. Signé, LOUIS.

El plus bas, PHELYPEAUX.

ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT

DU ROI,

Portant que le Secretaire Général de la marine aura séance & voix délibérative dans les assemblées qui se tiendront pour juger les prises, & commet le sieur Peletier pour dresser les Ordonnances, & en signer les expéditions en parchemin.

Du 13 Août 1707.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ÉTAT.

U par le Roi étant en son Conseil la Requête présentée par le sieur de Valincour, Secretaire Général de la Marine, contenant que ses prédécesseurs en ladite charge, ont toujours été nommés pour avoir séance & voix délibérative avec les sieurs Commissaires choisis pour

juger les prises dans la maison des Amiraux de France, Chefs & Surintendans de la navigation, que cet usage n'a été suspendu en 1672, qu'à cause de la minorité de l'Amiral qui donna lieu à l'établissement d'une commission du Conseil où les prises étoient jugées & les Arz

têts expédiés au nom de Sa Majesté, & que cette commission a cessé lorsque M. le Comte de Toulouse, par sa majorité, a été rétabli dans le droit de juger les prises; mais comme le Secretaire Général de la Marine a été chargé par le Réglement du 9 Mars 1695, d'expédier les Ordonnances qui seroient rendues, & de figner les expéditions qui feroient délivrées aux parties, ce qui paroît être incompatible avec le droit de voix délibérative, il supplie Sa Majesté de vouloir bien lever cet empêchement, en commettant une personne capable pour faire Jesdites fonctions. Sa Majesté a ordonné & ordonne que ledit fieur de Valincour aura à l'avenir séance & voix délibérative dans les assemblées qui se tiendront pour juger les prises, &

a Sa Majesté nommé pour Greffier de ladite assemblée le sieur Peletier, & pour en cette qualité dresser les Ordonnances, en signer les expéditions en parchemin, & faire toutes les fonctions nécessaires, sans toutesois avoir entrée ni séance dans ladite assemblée, en laquelle chacun desdits sieurs Commissaires écrira de sa main ce qui aura été jugé sur chacune des affaires dont il aura fait le rapport, dérogeant à l'égard de ce que dessus seulement au Réglement du 9 Mars 1695, que Sa Majesté veut au surplus être exécuté seion sa forme & teneur. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le treize Août mil sept cent sept. Signé, PHELYPEAUX.

ARTICLE XXII.

Près la déclaration reçue, les Officiers de l'Amirauté se transporteront incessamment sur le vaisseau pris, soit qu'il ait mouillé en rade, ou qu'il soit entré dans le port; dresseront procès - verbal de la quantité & qualité des marchandises, & de l'état auquel ils trouveront les chambres, armoires, écoutilles & sond de calle du vaisseau, qu'ils seront ensuite sermer & sceller du sceau de l'Amirauté; & ils y établiront des gardes pour veiller à la conservation du scellé, & pour empêcher le divertissement des effets.

ET article & les deux qui suivent sont aussi tirés, tant de l'Arrêt du Conseil du 31 Juillet 1666, que du Réglement en sorme d'instruction du 6

Juin 1672, dont il a été parlé sur l'article précédent.

C'est-ici le second acte de la procédure concernant les prises. Aussi-tôt après le rapport fait aux Officiers de l'Amirauté, ils sont obligés de se transporter avec leur Gressier sur le vaisseau pris, pour y dresser leur procès-verbal relativement à cet article, qui n'a pas besoin d'explication. Ce qui se pratique en

conféquence, le voici.

On fait la visite du navire, on examine l'état des marchandises, si le chargement est entier ou incomplet, à moitié, au tiers ou à autre proportion; s'il n'y a point de marques ou indices de pillages. Autant qu'il se peut on indique la qualité & quantité des marchandises; on fait ouvrir les armoires & les cossires tant du capitaine que d'autres, pour inventorier ce qui s'y trouvera; on sait aussi l'inventaire des agrêts & apparaux du navire, après quoi on sait fermer les écoutilles, & l'on y appose les sceaux de l'Amirauté par-tout où il convient. Le tout est mis sous la garde d'un homme de consiance pour veiller à la confervation des scellés, & empêcher le divertissement des effets. Instructions des 6 Juin 1672 & 16 Août 1692.

Quoique l'article dise qu'il sera établi des gardes, l'usage est de n'en mettre

qu'un pour épargner les frais; & cela est venu, sans doute, de ce que dès qu'il arrive une prise dans les rades, deux commis des sermes y sont envoyés, qui n'en sortent point jusqu'à ce que la prise soit déchargée, parce que des marchandises des prises, il en est dont la consommation ne peut se faire dans le Royaume, & que toutes les autres sont sujettes à des droits. Or ce sont-là des surveillans sur lesquels on peut compter.

A raison des droits que les fermiers-généraux ont sur les marchandises, ils crurent en 1697 qu'il leur convenoit d'avoir la garde des prises & de leurs effets. Dans cette idée ils surprirent un Arrêt du Conseil en date du 5 Mars, qui entr'autres dispositions autorisoit les commis des fermes à apposer les scellés sur les prises, & à déposer les effets & marchandises dans les magasins de la ferme.

Mais sur les représentations des Officiers de l'Amirauté de Brest, appuyées par M. l'Amiral, il intervint un autre Arrêt du Conseil du 2 Juillet de la même année 1697, qui » failant droit sur lesdites représentations, & pour conserver » en même-temps les sûretés nécessaires aux droits des fermes, ordonna que » les sceaux ne pourroient être apposés sur les prises que par les Officiers de » l'Amirauté, avec défense aux commis des fermes de n'en plus apposer aucuns; » voulant néanmoins Sa Majesté que lesdits commis ou gardes qui seroient em-» ployés sur les prises par les fermiers, en la maniere accoutumée, affistassent » au procès-verbal de l'état de la prise & à l'apposition du sceau des Officiers » de l'Amirauté sur les écoutilles, lequel procès-verbal seroit signé par lesdits » commis comme présens, sans que lesdits sceaux pussent être levés en aucun » cas, qu'en présence desdits Employés, ou eux duement appellés, auxquels » commis il seroit délivré copie dudit procès-verbal, aux frais de la ferme. » Au surplus il sut ordonné que l'Arrêt du 5 Mars précédent seroit exécuté principalement au chef qui portoit, » que les effets des prises seroient mis dans un » magafin fous trois clefs, dont une resteroit aux dits commis, une autre à l'A-» mirauté, & la troifieme à l'inspecteur des manusactures ou à l'armateur, à dé-» faut de marchandises non prohibées ; sauf à l'armateur ou à l'adjudicataire à » requérir une quatrieme clef. » Ce qui avoit toujours continué depuis comme ayant été confirmé par tous les Réglemens posterieurs concernant les marchandises des prises, & des vaisseaux échoués sur les côtes du Royaume, même par l'Arrêt du Conseil du 7 Août 1744, contenant un Réglement général sur la matiere des prises & des échouemens des vaisseaux ennemis. Mais par un dernier Arrêt du Conseil du 15 Mars 1757, art. 4, il n'y a plus que deux clefs de nécessité, dont l'une doit être remise au Juge de l'Amirauté, & l'autre au commis des sermes, sauf à l'armateur à en requérir une troisieme.



ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT

DU ROI,

Portant que les sceaux ne seront apposés sur les prises que par les Officiers de l'Amirauté, en présence des Commis des Fermes; & que lesdits sceaux ne seront levés qu'en leur présence, ou duement appellés.

Du 2 Juillet 1697.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

SUR ce qui a été représenté au Roi en son Conseil par les Officiers de l'Amirauté de Brest, que par Arrêt du Conseil du 5 Mars 1697, il leur a été fait détenses, & aux officiers des autres ports, de rompre ni briser les sceaux apposés par les commis des fermes sur les prises, qu'en présence desdits commis, & de prendre connoissance des saisses faites par les commis desdites fermes on par l'inspecteur des manufactures; & ordonné que la confiscation desdites faisses fera poursuivie devant les Juges des fermes. Qu'il est en outre ordonné par ledit Arrêt que les marchandites des prifes feront mifes dans un magafin fous trois clefs différentes, pour y demeurer jusques à ce qu'elles soient envoyées hors le Royaume, & que les marchandises énoncées audit Arrêt, & faisses les 15 Décembre & 8 Janvier 1697, seront remises au bureau des sermes à Brest. Que la disposition dudit Arrêt qui donne la faculté aux commis des fermes d'apposer des sceaux, est une entreprise sur la juritdiction & fonction desdits Officiers, ainsi que le dépôt desdites marchandises des prises dans lesdits Magasins, & est contraire à l'Arrêt du Confeil du 15 Décembre 1691, & à la charge aux armateurs; qu'il est encore contre la disposition dudit Arrêt du 15 Décembre 1691, qui ne laisse aux Juges des traites que la connoisfance des saisses des marchandises venues par terre, de leur attribuer la connoissance sans distinction de ce qui a rapport aux marchandises provenant des prises & échouemens, & d'avoir ordonné sur ce fondement que les neuf pieces d'étoffes & autres marchandises saisses sur le nommé Lucas, seroient remises au bureau des fermes, sauf à se pouvoir sur ladite saisse pardevant le Juge des traites à Brest; vu que les fermiers ont affecté de cacher que ces marchandises saisses étoient des échantillons dont les Juges de l'Amirauté avoient chargé la partie saisse

en présence de leurs commis, par le procès-verbal, pour les représenter en l'Auditoire de l'Amiranté, où tout le chargement de la prise devoit être vendu: & qu'ayant sur la remontrance dudit Lucas, décerné contrainte contre les commis des fermes, il rapporta les effets qui furent vendus & délivrés avec le reste à l'adjudicataire de la prise. A ces causes, requéroient les Supplians qu'il plût à Sa Majesté sur ce leur pourvoir : vu ladite Requête, les Arrêts du Conseil des 15 Décembre 1691 & 5 Mars 1697; la réponse de Me. Pierre Pointeau, Fermier Général des Fermes-Unies, contenant que l'apposition du sceau n'est qu'une précaution pour empêher le divertissement des effets, qui fait la sûreté de toutes les parties intéressées, & non un acte judiciaire; que le dépôt dans les magafins est la seule assurance qu'on puisse donner à la ferme, avec les précautions portées par ledit Arrêt; que les prises étant jugées, la fonction des Officiers de l'Amirauté doit cesser, & qu'ainsi les effets faisis sur ledit Lucas doivent être remis au bureau des fermes, & l'Arrêt de 1697 être exécuté felon sa forme & teneur pour cette partie, ainsi que pour les autres; & vu pareillement les remontrances du fieur Comte de Toulouse, Amiral de France, sur les demandes des Officiers de l'Amirauté de Brest, & sur les réponses dudit Pointeau; oui le rapport du sieur Phelypeaux de Pontchartrain, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur Général des Finances. Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à la Requête des Officiers de l'Amirauté de Brest, & desirant conserver les fûretés nécessaires aux droits des Fermes, a ordonné & ordonne que les sceaux ne pourront être apposés sur les prises que par lesdits Officiers de l'Amirauté. Fait Sa Majesté défenses aux commis des fermes d'en plus apposer aucuns. Veut néanmoins Sa Majesté que lesdits commis ou

gardes qui feront envoyés sur lesdites prises par lesdits fermiers en la maniere accoutumée, assistent au procès-verbal qui sera fair de l'état de ladite prise, & à l'apposition du sceau des Officiers de l'Amirauté sur les écoutilles, & que lesdits commis signent comme présens audit procèsverbal, sans que lesdits sceaux puissent être levés en aucuns cas, & sur quelque prétexte que ce soit, qu'en présence desdits employés, ou eux duement appellés, à peine d'interdiction contre les Officiers de l'Amirauté, auxquels commis il fera délivré copie dudit procès-verbal aux frais de la ferme; & pour le furplus des dispositions dudit Arrêt du 5 Mars 1697, ordonne Sa Majesté qu'il fera exécuté selon sa forme & teneur. Fait au Conseil d'Etat du Roi, tenu à Verfailles le deuxieme jour de Juillet 1697. Collationné. Signé, RANCHIN.

ARTICLE XXIII.

E procès-verbal des Officiers de l'Amirauté sera fait en présence du capitaine ou maître du vaisseau pris, & s'il est absent, en la présence de deux principaux officiers ou matelots de son équipage; ensemble du capitaine ou autre officier du vaisseau preneur, & même des réclamateurs s'il s'en présente.

UE la prise soit évidemment bonne ou qu'elle soit douteuse, il n'est pas moins de la regle que le procès verbal qui en est dressé, soit sait en présence du capitaine ou maître du vaisseau pris, ou s'il est absent, en présence de deux principaux officiers, ou matelots de son équipage, à désaut d'officiers; car enfin il est partie nécessaire, toujours censé avoir droit à son vaisseau, jusqu'à ce que la prise soit jugée bonne. Par cette raison, il saut donc que le procès-verbal soit signé de lui ou de ceux qui le représentent, ou qu'il soit sait mention, soit du resus de signer, soit de la cause pour laquelle ils n'auront pas signé, de ce interpellés.

De même, parce que le capitaine du corsaire ou l'officier conducteur de la prise, l'armateur s'il est sur le lieu, & les réclamateurs s'il s'en présente, sont aussi parties nécessaires, à raison de leurs intérêts respectifs; il saut également qu'ils soient appellés au procès-verbal & qu'ils le signent, ou qu'il soit

fait mention de la cause pour laquelle ils n'auront pas signé.

Il a été observé sur l'article précédent que le même procès-verbal doit encore être signé par les commis des sermes employés sur la prise; mais dans l'usage, s'ils ont un officier à leur tête, sa signature seule sussit. Voyez l'art. 5 du Réglement & Arrêt du Conseil du 7 Août 1744 & l'art. 3 du dernier Arrêt

du 15 Mars 1757.

Si la prise, au lieu d'avoir été amenée dans le port ou havre, est restée en rade, les Officiers de l'Amirauté, avant de clore leur procès-verbal, ordonnent qu'elle sera mise en sûreté, & pour ménager les frais de la décharge qu'elle sera întroduite dans le havre; ou si cela n'est pas praticable, qu'elle en sera approchée le plus qu'il se pourra.



ARTICLE XXIV.

Es Officiers de l'Amirauté entendront sur le fait de la prise le maître ou commandant du vaisseau pris, & les principaux de son équipage, même quelques officiers & matelots du vaisseau préneur, s'il est besoin.

E n'est point lorsque les Officiers d'Amirauté sont à bord pour faire leur procès-verval de l'état de la prise, qu'ils doivent entendre sur le sait de la prise, le capitaine du navire pris & les principaux de son équipage, comme le commentateur l'a pensé; non-seulement, parce que l'opération, d'ailleurs trop longue à cause des papiers qu'il saut exhiber au capitaine pour les lui saire reconnoître & parapher, seroit le plus souvent impraticable à désaut d'interprete à bord; mais encore parce que suivant l'instruction du 6 Juin 1672, à laquelle notre article se rapporte, l'audition du capitaine & de ses gens doit se prendre par voie d'information qui est une piece secrete.

De tout temps la pratique a été d'entendre les prisonniers sur le fait de la prise, pour en savoir les circonstances & juger si elle étoit bien ou mal faite. Ordonnance de 1400, art. 4; de 1543, art. 20; de 1584, art. 33; & Décla-

ration du premier Février 1650, art. 9.

La raison seule, après tout, auroit exigé cette formalité comme essentielle, non seulement pour s'assurer de la légitimité de la prise en soi, comme faite sur l'ennemi, ou sur un sujet d'une Puissance neutre qui aura été trouvé en contravention aux loix de la neutralité; mais encore pour découvrir des circonstances, qui sans empêcher que la prise ne sût légitime au fonds, rendroient

la conduite des preneurs repréhensible & punissable.

La prise seroit illégitime si elle étoit faite dans un port étranger, ami ou neutre, ou sous le canon d'une forteresse d'une puissance aussi amie ou neutre. Journ. de commerce, Mai 1759, pag. 41. Elle le seroit tout de même si elle étoit saite dans une riviere du pays ennemi; car la loi doit être égale & réciproque en ce cas. Or par Edit du mois de Juillet 1691, vérissé au Parlement, il est désendu aux corsaires ennemis d'entrer en aucune riviere du Royaume; sur peine, au cas qu'ils y soient pris, d'être condamnés aux galeres, tant les capitaines que les gens de l'équipage, qu'ils aient une commission en guerre ou non. La procédure à ce sujet est des plus simples: il ne saut qu'un procès-verbal des Juges de l'Amirauté du lieu, portant attestation qu'ils ont été pris & arrêtés en riviere, sans qu'il soit besoin d'aucune autre instruction, sorme ni sigure de procès. Le prix du bâtiment corsaire est adjugée à ceux qui l'auront découvert & sait prendre, & outre cela il y a pour eux une gratification de 30 liv. pour chaque matelot du corsaire pris.

L'audition du capitaine pris & de ses gens a donc plus d'un objet, l'on en

jugera par les interrogats qu'il est d'usage de leur faire.

On leur demande dabord leur nom, âge, demeure ordinaire, & qualité ou profession, ce qui est de droit & d'ordonnance; mais il est tout-à-fait su-

perflus de s'informer s'ils ont femme & enfans, quelle religion ils professent, puisque cela ne mene à rien comme ne pouvant apporter aucun changement à leur condition. Ainsi c'est une vieille formule à abandonner, de même que ces autres questions, quoique prescrite par le Réglement du 16 Août 1692, s'ils ont obtenu des lettres de Bourgeoisse dans le pays de leur demeure, depuis quel temps & à quel dessein? s'ils ont donné caution ou non d'y résider: à moins en tout cas qu'il n'y eût lieu de soupçonner que ce sussent des François resugiés ou désertés.

On leur demande ensuite à qui appartient le vaisseau pris, s'ils y ont intérêt ainsi que dans la cargaison? à qui appartiennent les marchandises du chargement, par qui elles ont été chargées & à qui elles sont adressées? s'il y

a des connoissemens ou factures, & s'il y a une charte-partie?

On leur demande encore en quelle qualité ils sont embarqués sur le navire; de combien d'hommes l'équipage est composé, le nombre des canons & autres armes, de quel port le navire est parti & quelle étoit sa destination à quelle route a été tenue depuis le départ, sous quelle commission & banniere ils ont navigé; & au cas que ce soit un navire neutre, si son passe-port est précisément pour le voyage actuel?

Après cela on leur demande par qui ils ont été pris, à quelle hauteur, le jour & l'heure & comment? s'il y a eu combat ou non, si quelqu'autre vaisseau a contribué à la prise? s'il n'a point été jetté des papiers à la mer? s'il y a eu du pillage, & en ce cas par qui, & qui l'a commencé? s'il y avoit de l'ar-

gent monnoyé ou autres effets précieux à bord & en quelle quantité?

Enfin on leur demande, indépendamment des autres questions que les circonstances peuvent saire naître, s'ils n'ont point été maltraités, après s'être rendus, par les gens du corsaire; & tout cela est consorme à l'instruction du

16 Août 1692.

Par rapport au capitaine en particulier, en lui représentant les papiers de la prise déposés au gresse pour les lui faire reconnoître & parapher conformément au Réglement du 16 Août 1692; on lui demande s'il y en avoit d'autres à bord que ceux qui lui sont exhibés, & s'il veut élire domicile dans le lieu ou à la suite du Conseil, comme à l'égard du capitaine preneur. Arrêt du 26

Octobre 1692.

C'est par lui que commence l'interrogatoire, après quoi on entend aussi séparément deux de ses principaux officiers, ou à leur désaut deux matelots; ce qui suffit lorsque la prise est évidemment bonne. Si elle paroît équivoque, non-seulement on peut interroger d'autres gens de l'équipage du vaisseau pris, mais encore faire subir au capitaine d'autres interrogatoires suivant les circonstances; mais il saut alors saire mention dans les nouveaux interrogatoires, des raisons qui y ont engagé, suivant l'article 12, tit. 2, liv. 22, de l'Ordonnance du 15 du mois d'Avril 1689.

Si parmi les papiers de la prise, il y a des pieces écrites en langue étrangere, le juge en ordonne la traduction en recommandant à l'interprete de se borner aux pieces essentielles. Instruction du 16 Août 1692. L'interprête chargé des pieces par un procès-verbal, le remet ensuite par un autre procès-verbal, avec les traductions qu'il a faites, & qu'il certifie véritables, avec affirmation

par serment s'il n'a pas serment en Justice.

Les Officiers de l'Amirauté de Brest ayant sait saire des traductions des pieces en leur présence pour avoir occasion de se taxer des épices & vacations à ce sujet; par Jugement de M. l'Amiral du 25 Août 1695, il leur sut enjoint de restituer les épices qu'ils avoient reçues pour raison de ces traductions,

avec défenses d'en prendre à l'avenir pour le même sujet.

De même, qu'outre le capitaine du vaisseau pris, il faut entendre deux des gens de son équipage, il saut aussi, outre le capitaine du corsaire ou l'officier qui a amené la prise, entendre deux des hommes de l'équipage qui lui ont éte donnés pour la conduite de la prise. Il est vrai que notre article dit, s'il est bejoin: mais cela ne doit s'entendre que pour recevoir l'audition d'un plus grand nombre que de deux. S'il n'est question que de deux, il ne saut point de raison particuliere pour prendre leur interrogatoire, parce que ce n'est alors qu'une vérisscation du rapport du capitaine, & que sans cette vérisscation son rapport ne seroit pas soi suivant l'article 8, tit. 10 des congés & rapports du liv. premier ci-dessus.

En cas de rançon, la procédure est la même, excepté que du côté du navire rançonné il n'y a à prendre d'interrogatoire que de l'ôtage, à la fin duquel interrogatoire on lui sait reconnoître & parapher le billet de rançon.

EDIT DUROI,

Qui ordonne que les corfaires ennemis qui entreront dans les rivieres du Royaume ; & y seront pris, soient condamnés aux galeres par les Juges des Amirautés.

Donné à Versailles au mois de Juillet 1691.

Vérifié en Parlement.

L OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous présens & avenir, Salut. Les petits corfaires ennemis qui osent entrer dans les rivieres de notre Royaume, interrompant entiérement la navigation de nos sujets, par les désordres qu'ils sont, & leur ôtant tout moyen de le continuer, par l'incendie de leurs bâtimens, & la crainte d'être à tout moment attaqués par ces corsaires, dont il est difficile de se désendre ; parce que pour éviter d'étre reconnus, ils naviguent comme pêcheurs, jusques à ce qu'ils aient occasion de surprendre les bâtimens de nos sujets; nous avons estimé nécessaire pour rétablir la sûreté dens la navigation de nos rivieres, de ne plus traiter ces corfaires, qui naviguent tous sans commission, comme prisonniers de guerre; mais comme pi-1ates & forbans, pour les empêcher, par la crainte d'une peine sévere, de continuer les défordres qu'ils y causent depuis quelque temps; à quoi nous autions été excités par l'exemple

même de nos ennemis qui les punissent de mort. A ces causes, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par ces préfentes fignées de notre main, dit, ordonné & déclaré, disons, ordonnons & déclarons, voulons & nous plaît, que les corsaires ennemis qui entreront à l'avenir dans les rivieres de notre Royaume, & y seront pris, foient condamnés aux galeres, tant les capitaines que les équipages, foit qu'ils aient commission ou qu'ils n'en aient pas, & sans que fous quelque prétexte que ce soit ils puissent être dispensés de subir cette peine, sur le procès-verbal des Juges de l'Amirauté, contenant leur declaration, & fans autres procédures, forme ni figure de procès, dérogeant pour ce regard à toutes Ordonnances à ce contraire, sans tirer à conséquence dans les autres matieres criminelles. Voulons que le prix du bâtiment foit adjugé à ceux de nos sujets qui découvriront ces. corsaires, & donneront moyen de les surprendre dans les endroits où ils se retirent, ou qui en prendront, & qu'il leur soit outre ce payé trente livres par chacun des matelots qui composeront l'équipage du bâtiment pris. Si donnons en mandement à nos amés & séaux Confeillers les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, que ces présentes ils aient à enrégistrer, & le contenu en icelles faire exécuter de point en point selon leur forme & teneur : car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons sait mettre notre

scelà cesdites présentes. Donné à Versailles au mois de Juillet, l'an de grace 1691, & de notre regne le quarante-neuvieme. Signé, LOUIS.

Et sur le repli, Par le Roi, PHELYPEAUX.

Registré, oui, & ce requérant le Procureur-Général du Roi, pour être exécuté selon sa sorme & teneur, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le Août 1691.

Signé, DU TILLET.

ARTICLE XXV.

S I le vaisseau est amené sans prisonniers, charte-parties ni connoissemens, les officiers, soldats & équipage de celui qui l'aura pris, seront séparément examinés sur les circonstances de la prise, & pourquoi le navire a été amené sans prisonniers, & seront les vaisseaux & les marchandises visitées par experts, pour reconnoître, s'il se peut, sur qui la prise aura été faite.

L est rare qu'une prise soit amenée sans prisonniers, & plus rare encore qu'elle le soit tout à la sois sans prisonniers, charte-parties, ni connoissemens, ni autres pieces capables de saire reconnoître si la prise a été saite sur un ennemi ou non; mais ensin cela peut arriver, & c'est ce qui fait le sujet de cet article.

Dans ce cas il faut entendre séparément le capitaine preneur, ses officiers, soldats & gens de son équipage, & les interroger de maniere à pouvoir s'assurer des circonstances de la prise, de même que des raisons pour lesquelles le navire a été amené sans prisonniers & sans papiers. Outre cela il faut saire visiter exactement le navire & sa cargaison par des experts que le Juge nommera d'office, & qu'il fera travailler en sa présence, après avoir pris d'eux le serment accoutumé, pour connoître, s'il se peut, sur qui la prise aura été faite.

Tout cela est simple & naturel, & avoit déjà été ainsi réglé par les Ordonnances de 1543, art. 21, & de 1584, art. 34. Dans ce temps-là le cas étoit assezommun à cause des violences & même des cruautés auxquelles les corfaires s'abandonnoient le plus souvent. Il est devenu plus rare dans la suite, à mesure qu'on a fait la guerre & la course sans renoncer aux sentimens d'humanité & de compassion naturelle.

C'est pourquoi, ce cas arrivant aujourd'hui, il en résulteroit contre les gens du corsaire de grands soupçons, qui obligeroient à examiner sévérement leur conduite, & à donner une sérieuse attention aux circonstances.

ARTICLE XXVI.

S I par la déposition de l'équipage, & la visite du vaisseau & des marchandises, on ne peut découvrir sur qui la prise aura été faite, le tout sera inventorié, apprécié & mis sous bonne & sûre garde, pour être restitué à qui il appartiendra, s'il est réclamé dans l'an & jour, sinon partagé comme épave de mer également entre Nous, l'Amiral & les armateurs.

ETTE décision paroît d'abord nouvelle, comme ajoutant à la disposition des articles des Ordonnances que l'on vient de citer; cependant elle ne l'est pas, parce que, aux termes de notre article, le cas est réduit à celui d'une épave de mer, trouvée & sauvée sur les slots: au moyen de quoi, à désaut de réclamation dans l'an & jour, le partage en doit être sait relativement aux articles 26 & 27 du titre des bris & nausrages ci-après.

Mais il faut prendre garde essentiellement que notre article suppose qu'il n'y ait pas moyen de découvrir par la déposition des gens de l'équipage du corfaire, ni par la visite du vaisseau & des marchandises, à qui le tout appartient;

c'est-à-dire, si c'est à un ennemi, ou à un ami, allié ou neutre.

Car s'il étoit reconnu que ce fût à un ennemi, nul doute que ce ne fût une prise sujette, par conséquent aux regles des prises, quoiqu'elle auroit été saite sans combat & sans danger réel; soit parce que le corsaire s'est exposé véritablement à trouver le navire armé, lorsqu'il lui a couru sus, soit parce que rien n'est plus commun que de prendre des vaisseaux, sans coup férir pour ainsi dire. Mais asin que la prise soit bonne, il saut qu'elle ait été saite en pleinemer, ou autrement qu'à la faveur d'un échouement du navire sur les côtes du Royaume, parce que dans ce dernier cas, ce seroit la regle établie sur le fait d'échouement des vaisseaux ennemis qu'il faudroit suivre, à moins que l'armateur, en chassant le vaisseaux ennemi ne l'eût forcé de s'échouer & qu'il n'eût trouvé le moyen de le relever de l'échouement avant l'arrivée des Officiers de l'Amirauté.

Un navire trouvé en pleine mer, par un armateur corsaire, est donc une prise véritable, quoique abandonné & laissé à la merci des slots, s'il est reconnu ennemi; & il ne peut être considéré comme épave de mer, qu'autant qu'on ne pourra découvrir à qui il appartient

Ce n'est donc aussi qu'à ce dernier cas que l'on peut appliquer la disposition de notre article pour la conservation, & le partage ensuite de l'épave, à dé-

faut de réclamation.

Il est vrai que dans le partage, l'armateur y est compris pour un tiers, sauf la subdivission de ce tiers entre lui & les gens de son équipage, aux termes de droit; mais en cette partie, l'armateur est pris génériquement pour l'armateur du navire qui a rencontré l'épave, de quelque maniere que ce navire ait été armé, en guerre ou en marchandises seulement, parce qu'en esset il n'y a aucune distinction à faire à cet égard pour le gain du tiers de l'épave.

Au

Au surplus, quoique cet article semble décider que les armateurs n'auront le tiers de l'épave que de la même maniere & dans le même temps que les deux autres tiers seront dévolus & acquis au Roi & à M. l'Amiral; c'est-à-dire, qu'à désaut de réclamation dans l'an & jour, & qu'à la déduction des frais de justice, il saut néanmoins le rapprocher de l'article 27 du titre des nausrages, & dire en conséquence, de la disposition de ce dernier, que l'armateur ayant rencontré le navire en pleine mer, aura sur le champ & sans frais la troisseme partie de sa valeur & de son chargement; de maniere qu'il n'y aura que les deux autres tiers qui seront sujets à réclamation, le tout suivant les observations qui seront faites à ce sujet, tant sur le dit article 27, que sur les 26 autres du même titre des nausrages, où seront tracées pareillement la procédure qu'il convient de saire, & les regles qu'il saut suivre, par rapport aux épaves de mer en général.

ARTICLE XXVII.

S'IL est nécessaire avant le Jugement de la prise de tirer les marchandises du vaisseau, pour empêcher le dépérissement, il en sera fait inventaire en présence de notre Procureur & des parties intéressées, qui le signeront si elles peuvent signer, pour ensuite être mises sous la garde d'une personne solvable, ou dans des magasins sermans à trois cless dissérentes, dont l'une sera délivrée aux armateurs, s'autre au Receveur de l'Amiral, & la troisseme aux réclamateurs, si aucun se présente, sinon à notre Procureur.

S I la prise est douteuse & équivoque, on ne peut la décharger avant q'uelle ait été déclarée bonne, sans nécessité absolument; c'est-à-dire, si la décharge ne peut être dissérée sans que les marchandises dépérissent de maniere à perdre considérablement de leur valeur. Si au contraire la prise est évidemment bonne, quoique les Officiers de l'Amirauté n'aient plus le droit de la juger, on n'y regarde pas de si près; & la crainte du moindre dépérissement suffit pour en faire la décharge, même la vente, comme il sera observé sur l'article suivant.

Mais de maniere ou d'autre, les Officiers de l'Amirauté ne l'ordonnent jamais d'office, & le Procureur du Roi se garde bien de la requérir, nonobstant l'instruction du 6 Juin 1692, à moins que le dépérissement ne soit maniseste, ou qu'il ne s'agisse d'une prise saite par un vaisseau du Roi. Hors delà elle ne s'ordonne que sur le requisitoire de l'armateur du corsaire, ou du capitaine dans l'absence de l'armateur, ou d'un commissionnaire qui le représente, & alors on se détermine selon les circonstances.

Dans tous les cas, que le capitaine du navire pris, consente ou non à la décharge, il est de la regle de l'appeller pour y assister. Il faut aussi appeller les commis des sermes, aux termes de l'Arrêt du Conseil du 2 Juillet 1697, cité sur l'article 22 ci-dessus, confirmé par l'Arrêt du Conseil du 7 Août 1744, art. 4. & par celui du 15 Mars 1757, art. 3; & cela que la décharge se fasse Tom. II.

avant ou après le jugement de la prise. Enfin il faut y appeller toutes les parties intéressées, du nombre desquelles sont les réclamateurs qui se sont présentés.

L'inventaire des marchandises, lors de la décharge, a étéprescrit de tout temps: Ordonnance de 1400, art. 6 & 12; de 1517, art. 9; de 1543, art. 34; & de 1584, art. 50 & 51. Il se fait en même temps que la décharge, à l'effet de quoi on leve les sceaux, autant qu'il est nécessaire; & à la fin de chaque séance on remet les sceaux, ce qui continue de se pratiquer jusqu'à ce que la décharge soit finie.

A mesure que l'on tire les marchandises du navire, on les sait porter dans un magasin choisi pour les recevoir; & il ne seroit pas permis aujourd'hui de les mettre sous la garde d'une personne, quelle que sût la solvabilité. On les donne par compte à chaque traîneur, crocheteur ou portesaix qui en est chargé, avec un billet qu'il doit représenter pout être reçu au magasin, asin que ceux qui y sont, tant de la part de l'Amirauté, que des commis des sermes puissent vérissier si chaque voiturier remet bien la charge qui lui a été consiée. En un mot, on prend à cet égard les mêmes précautions que l'on prend en cas de naustrage ou échouement, lesquelles précautions seront marquées sur les art. 8,9,10

& 11 du tit. des naufrages.

A bord du navire, on tient, chaque séance, un état des marchandises qui en sortent; & au magasin on tient pareillement un état de ce qui entre. Sur l'un & l'autre on établit le nom de chaque voiturier, & la qualité & quantité des effets qui lui ont été confiés. Les commis des fermes tiennent de pareils états, & à la fin de chaque féance, du bord du navire on fe transporte au magasin pour vérifier sur les billets que les voituriers y ont déposés, de même que sur les états d'entrée , si tout ce qui a été envoyé a bien été porté au magasin. La séance signée de tous ceux qui doivent & peuvent signer, on se retire après avoir fermé le magafin fous trois clefs différentes, dont l'une est délivrée à l'armateur, l'autre au Procureur du Roi de l'Amirauté, au lieu du Receveur de M. l'Amiral, & la troisieme aux commis des fermes, qui représentent aussi l'Inspecteur des manusactures. S'il y avoit des réclamateurs, & qu'ils voulussent aussi avoir une clef, on ne pourroit se dispenser de la leur accorder aux termes. de cet article : la même chose se pratique tant que la décharge dure, après quoi l'on fait la vérification générale des marchandifes que l'on a eu foin de distinguer dans le magasin suivant leurs différentes especes; & c'est ce qui fait: la clôture du procès-verbal de décharge ou inventaire, qui est aussi signé detoutes parifies.

Si dans le nombre des marchandises il y en a d'avariées, on y remédie autant qu'il se peut à la sortie du navire ou dans le magasin; en un mot, on en use à cet égard comme en cas de nausrage: sur quoi voir les observations sur l'art.. 14 du même titre, & du tout il en est dressé des procès-verbaux en présence

de toutes parties ou elles duement appellées.



ARTICLE XXVIII.

Es marchandises qui ne pourront être conservées, seront vendues sur la requisition des parties intéressées, & adjugées au plus offrant, en présence de notre Procureur, à l'issue de l'audience, après trois remises d'encheres de trois jours en trois jours, les proclamations préalablement faites, & affiches mises en la maniere accoutumée.

L faut entendre cetarticle, qui suppose toujours que la prise n'est pas jugée dans le sens de l'article 15 du titre des nausrages, qui est pour le cas où le dommage arrivé aux marchandises ne peut être réparé, ou pour celui où elles ne peuvent être gardées sans perte considérable, qu'elles aient soussert des avaries ou non, telles que sont par exemple les oranges & les citrons, les

figues ; &c.

Il est permis alors de vendre ces sortes de marchandises, quoique la prise soit douteuse, non toutesois d'office, mais seulement sur la requisition des parties intéresses, ce qui comprend tout à la sois & distributivement, l'armateur du corsaire, le capitaine du navire pris, & les réclamateurs; de maniere que quoique la vente ne soit requise que de la part d'un d'eux, cela suffir pour qu'elle puisse être ordonnée, vérification préalablement saite par experts de la nécessité de vendre en cas de contradiction: instruction du 16 Août 1692. Mais, quoiqu'en dise le Commentateur, d'après l'instruction du 6 Juin 1672, déjà citée plus d'une sois, le Receveur de M. l'Amiral & le Procureur du Roi n'auroient pas bonne grace à requérir la vente, ils ne peuvent que la consentir; & s'il en est autrement en sait de nausrage, c'est qu'alors ils sont proprement les parties intéressées.

Cette vente, au reste, comme toutes celles qui se sont par les Officiers de l'Amirauté, doit être aussi authentique, que s'il s'agissoit de la vente générale de la prise, après avoir été déclarée bonne; c'est-à-dire, qu'elle doit être précédée de trois publications, affiches & remises d'encheres, à cela près, que, comme il s'agit d'esses qui dépérissent, il sussir que les publications soient faites de trois jours en trois jours; au lieu que quand rien ne périclite, les trois délais ne sont jamais moindres de huitaine, pour peu que l'objet soit de conséquence.

Dans ce dernier cas, & à plus forte raison lorsqu'il s'agit de prise d'une valeur cosidérable, on fait imprimer l'état général des essets de la cargaison, aussi-bien que l'inventaire des agrêts & apparaux & ustensiles du navire; & le Procureur du Roi en envoie des exemplaires tant au Ministre qu'au Secretaire général de la Marine. Il en envoie pareillement aux Procureurs du Roi des Amirautés voisines, en les priant de les faire afficher sans frais; le tout assez à temps pour que ceux qui auroient intention de se rendre adjudicataires, puissent se trouver au jour de la vente, ou envoyer leurs ordres à quelqu'un : lettre de M. de Valincour, du 9 Juin 1696, & de M. l'Amiral du 21 Mars

Ttij

1705 : pareille lettre de M. de Romieu au nom de l'Amiral, du 18 Novembre

1746.

Quoique notre article ne permette, avant le jugement de la prise, que la vente des effets périssables, l'intérêt des armateurs en course a exigé néanmoins que son exécution sût restreinte aux prises équivoques; & que dans le cas où a prise seroit évidemment bonne, l'armateur sût autorisé à faire vendre tant le navire que les marchandises, sans attendre le jugement, pourvu néanmoins qu'il n'y eût pas de réclamation: lettres de M. l'Amiral des 21 Mars 1696, & 14 Janvier 1703, relatives au Réglement du 9 Mars 1695, art. 11, confirmé par ceux des 3 Septembre 1733, & 23 Avril 1744.

On conçoit que toutes les parties intéressées, & toutes les personnes qui ont assisté à l'inventaire, sans excepter les commis des sermes, art. 5 dudit Arrêt du Conseil du 7 Août 1744, & art. 3 de celui du 15 Mars 1757, doivent aussi être appellées à la vente, particuliere ou générale: ce n'est qu'à celle qui se sait après la prise jugée & déclarée bonne, qu'il seroit inutile d'y appeller le capitaine du vaisseau pris, puisqu'il n'a plus d'intérêt à la chose.

L'article porte que la vente sera saite à l'issue de l'audience, ce qui indique naturellement que ce doit être dans le lieu même où se tiennent les audiences; & cela se trouve en esset formellement décidé par ladite instruction du 6 Juin 1672, de même que pour l'adjudication des navires saissis réellement, dans les art. 8, 9 & 12, tit. 14 du liv. prem. ci-dessus; mais, comme il a été observé sur ledit article 8, l'adjudication qui se fait à l'audience en ce Siege n'est jamais définitive, elle se remet à l'issue de l'audience, au canton où s'assemblent les.

négocians, & cela par les raisons qui y ont été expliquées.

En matière de prises ou d'effets naufragés, non seulement les Officiers de ce Siege d'Amirauté ont la complaisance d'en faire les ventes au canton & à l'heure ordinaire où s'assemblent les négocians, mais encore d'y recevoir les premieres & secondes encheres. Là on fait porter des montres des sucres ou autres marchandises à vendre; & à l'égard de celles dont on ne peut juger sur l'échantillon, on avertit le public par les affiches, que le magasin où elles sont, demeurera ouvert tel jour, depuis telle heure jusqu'à telle autre, asin que chacun de ceux qui ont des vues sur ces effets, puissent les visiter. Ensin, suivant les circonstances, on indique la vente dans le magasin même; de maniere que l'on prend toutes les précautions convenables pour exciter la chaleur des enchercs, & pour tirer de la vente le meilleur parti qui se puisse, en distribuant les objets à vendre en plusieurs lots, tels que, sans être ni trop forts ni trop soibles, chacun puisse être invité à enchérir : lettre de M. l'Amiral, du 20. Février 1696.

Pour les remises d'encheres, quand elles se peuvent saire, l'enchere tenant & sur le point de savoir si le tiercement est admis dans ces sorres d'adjudica-

tions: voir les observations sur leditart. 8, tit. 14 du liv. premier.

Il saut observer néanmoins que si le Procureur du Roi voit que les marchandises ne sont pas portées à leur juste valeur, il est sondé à requérir pour l'intérêt de l'équipage, aussi bien que de M. l'Amiral, que l'adjudication soit dissérée, ce qui ne peut lui être resusé: même lettre de M. l'Amiral du 26 Février 1696; à plus sorte raison si c'est une prise saite par un vaisseau du Roi.

En faveur des réclamateurs, l'instruction du 6 Juin 1672, veut, au sujet des

ventes provisoires, qu'il soit déposé au Gresse des échantillons des marchandises qui auront été vendues, pour y avoir recours au besoin; mais cela ne s'observe plus, la formalité ayant été reconnue inutile.

En ce qui concerne les prises saites par les vaisseaux du Roi, toute la procédure doit être saite à la Requête du Procureur du Roi & à la diligence du Contrôleur de la Marine: Ordonnance de 1689, liv. 22, tit. premier, art. 3,

conforme à une précédente du 25 Août 1674.

Les Officiers de l'Amirauté font obligés de communiquer la procédure à l'Intendant & au Contrôleur, toutes les fois qu'ils en seront requis: Ordonnance du 23 Février 1674; & lorsqu'elle sera achevée, de la remettre à l'Intendant pour être envoyée au Ministre de la Marine, art. 4, de ladite Ordonnance de 1689. Mais cela ne se pratique plus, l'envoi de la procédure se fait aujourd'hui au Secretaire général de la Marine, comme celle de toute autre prise.

Après le jugement de la prise, les Officiers de l'Amirauté doivent remettre à l'Intendant ou au Contrôleur, sur les certificats du garde magasin, les vaisfeaux & marchandises qui leur seront demandés pour le service du Roi, après que l'estimation en aura été faite; & à l'égard des autres, ils en seront la vente dans la forme ordinaire, en présence & du consentement du Contrôleur de la Marine qui en signera le procès-verbal, art. 5 de la même Ordonnance de 1689, qui n'a fait en cela que renouveller celle dudit jour 25 Février 1674.

Cela n'a point changé depuis; mais sur le point de savoir si le dixieme est dût à M. l'Amiral de ce qui est retenu pour le service du Roi. V. l'art. 9, tit. prem.

du liv. prem. ci-dessus.

ARTICLE XXIX.

E prix de la vente sera mis entre les mains d'un bourgeois solvable, pour être délivré après le jugement de la prise à qui il appartiendra.

E Nere les mains d'un bourgeois solvable. L'art. 10, tit. 14, livre premier, dit entre les mains d'un notable bourgeois, ou au greffe de l'Amirauté. L'art. 6 du fitre suivant, dit seulement au greffe; & l'art. 15 du tit. des naustrages, en main sûre dont ils (les Officiers de l'Amirauté) demeuseront responsables. Ubi vide.

L'usage est, par rapport à cette vente provisionnelle, avant le jugement de la prise, d'ordonner que les deniers en provenans seront déposés au gresse, ou entre les mains de l'armateur du corsaire, & nullement entre les mains du receveur des consignations, dont la charge n'a aucune influence sur les deniers des ventes saites à l'Amirauté, qu'il s'agisse d'effets de prises ou de tous autres, comme on l'a montre sur l'article 10, titre 14, livre premier, contre l'avis du Commentateur.

Lorsque la vente ne se fait qu'après que la prise a été déclarée bonne, c'est toujours entre les mains de l'armateur que les deniers en provenans sont remis à la charge d'en compter; & asin qu'il en sût autrement, il saudroit que sa solvabilité sût bien suspecte,

C'est à la vente provisoire des essets périssables que finit l'instruction de la procédure antérieure au jugement de la prise. Mais à l'esset de l'envoi de la procedure au conseil des prises, elle peut finir avant toute décharge ou vente. Il n'y a de nécessaire, en esset, pour le jugement d'une prise, que le rapport du capitaine corsaire, soutenu de l'attestation de deux des principaux officiers de son équipage, le procès verbal de transport des Officiers de l'Amirauté à bord de la prise, l'interrogatoire du capitaine pris & de deux de ses gens, & les pieces trouvées dans le vaisseau pris, avec les traductions de celles qu'on a jugé devoir être translatées: c'est ce qu'il faut essentiellement envoyer au conseil de prises; savoir des expéditions en bonne forme de la procédure, & non les minutes & les papiers de la prise, avec les traductions en original.

Cela n'empêche pas néanmoins, que si, avant l'envoi, la décharge & la vente se sont , on ne joigne aux pieces une copie des procès-verbaux faits à ce sujet, de toutes lesquelles pieces il est dressé un état en sorme de bref in-

ventorié par le Gressier.

L'envoi de la procédure, aux termes de l'instruction du 6 Juin 1672, confirmée par l'art. 3 du Réglement du 21 Octobre 1688, doit se faire promptement au Secretaire général de la Marine, à la diligence du Procureur du Roi, qui y tiendra soigneusement la main. Cela n'a point varié depuis, il a seulement été ajouté, que l'envoi seroit fait par le Gressier dans le mois de l'arrivée de la prise au plus tard, à moins qu'il n'y ait quelque cause légitime de retardement, qu'il saut déclarer alors en envoyant les pieces de la procédure: Réglemens des 16 Août 1692, & 9 Mars 1695, auxquels sont conformes deux jugemens de M. l'Amiral, des 8 Février 1696, & 18 Avril 1697. En ce Siege, les Officiers de l'Amirauté envoient eux-même la procédure, au lieu du Gressier, & l'envoi est accompagné d'une lettre d'avis de leur part au Secretaire général de la Marine: tel est l'usage observé constamment.

Mais c'est au Greffier à préparer le dossier contenant la procédure. Il doit coter & numéroter toutes les pieces, avec une note ou apostille au haut de chacune, qui en indique sommairement la qualité; il doit aussi y joindre un bres état ou inventaire du tout, avec un état ou mémoire des frais de justice saits jusqu'à l'envoi: lettres de M. l'Amiral des 27 Mai 1708, & 20 Août 1710. On ne voit pourtant pas quelle peut être l'utilité de cet état des frais de Justice,

puisqu'il en reste beaucoup plus à faire.

Si un même corsaire amenoit ou envoyoit plusieurs prises, il saudroit saire séparément l'instruction de chacune de ces prises; à cela près que si c'étoit lui qui les amenât, il n'auroit qu'un seul rapport à saire pour toutes : instruction

du 16 Août 1692.

Par rapport aux papiers de la prise, ce n'est point aux Officiers de l'Amirauté à en saire le tirage, pour n'envoyer que ceux qui leur paroîtront nécessaires ou utiles; il saut absolument qu'ils les envoient tous, sans en retenir un seul, quelque inutile qu'il puisse être: Jugement de M. l'Amiral du 25 Avril 1697.

Dans une prise qui sut amenée dans ce port, durant la précédente guerre; il se trouva un si grand nombre de papiers, qu'ils composerent quantité de gros paquets, qu'il faillut envoyer successivement par la poste, pour ne pas trop charger la malle d'un seul courier. On savoit bien que de ces papiers il y en

avoit les neuf dixiemes d'inutiles; mais on ne crut pas pouvoir se dispenser de les envoyer tous, attendu ce Réglement de M. l'Amiral, & c'est ce qui servit de réponse aux observations qui furent faites à ce sujet. Il est vrai que la prise étoit douteuse.

ARTICLE XXX.

Pajoignons aux Officiers de l'Amirauté de procéder incessamment à l'exécution des Arrêts & Jugemens qui interviendront sur le fait des prises, & de faire faire incontinent & sans délai la délivrance des vaisseaux, marchandises & esset dont la main-levée sera ordonnée, à peine d'interdiction, de cinq cens livres d'amende, & de tous dépens, dommages & intérêts.

UE la prise ait été déclarée bonne au conseil des prises, ou qu'il en ait été fait main-levée en tout ou partie, il est également du devoir des Officiers de l'Amirauté, chargés de l'exécution des Jugemens & Arrêts rendus sur ce sujet, d'y procéder incessamment & sans détour.

Ainsi la prise étant jugée bonne, ils doivent, sur le requisitoire de l'armateur; procéder sans délai à la décharge du navire si elle n'a pas encore été saite, ensuite à la vente des essets & du navire, & ensin à la liquidation & répartition

du produit général de la prise.

Si au contraire il y a une main levée générale ou particuliere ordonnée; ils doivent donner fatisfaction au réclamateur aussi-tôt qu'il la demande.

Pour le premier cas, on n'a jamais reproché de lenteur aux Officiers de l'Amirauté; mais il n'en a pas été de même du second, & c'est sur les plaintes des réclamateurs bien ou mal fondées, que cet article a enjoint aux dits Officiers de faire sans délai la délivrance des essets dont la main-levée aura été ordonnée, à peine d'interdiction, de 500 liv. d'amende, & de tous dépens, dommages & intérêts; ce qui, à l'amende près, avoit déjà été prescrit par l'Ordonnance du 13 Octobre 1676.

A celail n'y a rien à dire, & la peine n'est pas trop rigoureuse. Il est trisse seulement qu'il se soit trouvé des Officiers dont la conduite ait donné lieu de craindre que leurs confreres ne sussent capables de tomber en de pareilles

prévarications.

On conçoit néanmoins que cet article, en ce qui concerne les jugemens de main-levée rendus au conseil des prises, suppose que ce sont des jugemens dont il n'y a pas appel. Il est vrai que ces jugemens sont exécutoires par provision ès choses qui peuvent se réparer en distinitif; mais il faut alors apprécier les essets, & donner bonne & suffisante caution, qui doit être reçue avec la partie adverse; & jusqu'à ce que cette procédure soit saite, le Juge ne peut être en demeure de faire la délivrance.

Au sujet des réclamations au nom d'autrui, il s'étoit glissé un abus qui rezardoit en pure perte le jugement des prises, en ce que des particuliers, sans aucun pouvoir des propriétaires, s'ingéroient de réclamer des effets, soit pour s'attirer des commissions, soit par d'autres motifs d'intérêt. Pour y remédier, il intervint une Ordonnance du Roi le 30 Janvier 1692, portant défenses à toutes personnes de réclamer aucunes prises, ni faire aucune procédure en l'Amirauté, sans procuration en bonne forme de ceux pour qui ils feroient les réclamations, & qu'après avoir représenté les dites procurations, à peine de 1000 liv. d'amende: Ordonnance confirmée par une autre du 18 Avril 1708, avec cette seule admition, que les procurations seroient représentées au Commissaire du Conseil qui se trouveroit nommé rapporteur de la prise. Cette seconde Ordonnance a été aussi consirmée purement & simplement par autre du

23 Avril 1745.

Par rapport aussi aux réclamateurs & à tous autres qui retardoient le Jugement des prises en cause d'appel; en ne constituant pas d'Avocat pour occuper sur l'appel, ou saisant naître des incidens; il sut rendu tout de même une Ordonnance du 4 Juillet 1703, par laquelle le Roi enjoignit à tous ceux qui interjetteroient appel à l'avenir des Jugemens rendus sur le fait des prises; de nommer dans leur acte d'appel l'Avocat au Conseil qui occuperoit pour eux; sinon & saute de faire, Sa Majesté ordonna que l'Avocat qui avoit occupé en premiere instance, seroit tenu d'occuper encore dans celle d'appel, & en cas de resus de sa part, que l'appel seroit jugé sur la requête de l'Intimé. Au surplus il sur réglé que l'Appellant sourniroit ses moyens & répliques, & mettroit sa procédure en état dans six semaines pour tout délai : après quoi il séroit passé outre au Jugement sur ce qui se trouveroit produit, à moins qu'il n'y eût des pieces à rapporter, auquel cas il seroit accordé un délai compétent,

tel que Sa Majesté jugeroit à propos de l'accorder.

Si une prise étoit évidemment mauvaise, de maniere qu'il n'y eût rien qui fût capable d'excuser le cortaire; nul doute alors que la main-levée n'en fût ordonnée, non-seulement avec exemption de tous frais: mais encore avec tous dépens, dommages & intérêts contre l'armateur. Mais pour peu qu'il y air eu lieu de faire la prife & de l'amener, le réclamateur doit s'estimer heureux d'en obtenir la main-levée; & c'est ce qui s'appelle une main-levée de grace qui n'engendre point de dépens, & encore moins de dommages & intérêts contre l'armateur. Cependant en pareil cas les réclamateurs ayant prétendu leurs dépens & être exempts de tous frais de justice & de garde, il intervint un premier Arrêt du Conseil le 28 Mars 1705, qui, en les chargeant de payer les honoraires des Avocats qu'ils auroient employés, les soumit au paiement des frais de justice & de garde concernant la prife, en ordonnant qu'ils seroient pris sur la chose. Arrêt qui sur suivi d'un second du 23 Décembre de la même année, portant qu'à l'avenir, tous les frais faits tant pour la conservation ou la vente des marchandises des prises dans les cas où elle sera permise, que pour la subjistance du maître & autres officiers mariniers ou matelots qui y seront restés, seront piis sur le bâtiment & pa, es par le réclamateur qui en aura obtenu la main-levée, lorsqu'il en sera remis en possession. Réglement plein de sagesse & de vues politiques tout ensemble; car enfin rien ne seroit plus capable de ralentir l'ardeur pour les armemens en course, si toute réclamation qui se trouveroit sondée, avoit des suites fâcheuses pour l'armateur, en rejettant sur lui les frais de justice & de garde, de même que ceux de la vente des effets périssables, & enfin

fin ceux de la nourriture des gens du navire pris. Il donneroit alors de tels ordres à son capitaine, que celui-ci n'oseroit amener que des bâtimens évidemment de bonne prise; & alors aussi, par la facilité qu'il y a de masquer les navires, combien de prises légitimes que les corsaires laisseroient échapper? Si l'on oppose que l'impunité peut autoriser à amener toutes sortes de prises, la réponte est que cela n'est pas sort à craindre, les armateurs ne pouvant que perdre lorsque les prises ne sont pas bonnes, & d'ailleurs demeurant sujets aux dommages & intérêts lorsqu'elles sont évidemment mal faites & mauvaises.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT

DUROI,

Qui ordonne que, sans avoir égard à la Requête du maître & de l'armateur du vaisseau les Deux Freres, les avocats sèront payés par les parties pour lesquelles ils ont occupé, & que les frais de justice, de garde, & autres faits pour raison de la prise, seront pris sur la chose même.

Du 28Mars 1705.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

V U par le Roi, étant en son Conseil, les Requêtes présentées, la premiere par Jean Sengestad, Suédois, maître du vaisseau les Deux Freres, tendante à ce qu'il plaise à Sa Majesté décharger le nommé Gohon, marchand du Havre, du cautionnement pour lui prêté de la fomme de 852 liv. 11 f. pretendue par Jean Tilly, commandant la barque le Dauphin; pour le rembourfement des frais par lui faits à l'occasion de la prise dudit vaisseau les Deux Freres, & condamner ledit Tilly en 18co liv. de dommages & intérêts. Ladite Requête contenant que l'armateur ayant arrêté ce bâtiment, il a été déclaré de bonne prife par Ordonnance du 11 Février 1704. Mais par l'Arrêt intervenu sur l'appel le 23 Juin suivant , il en a été fait main-levée par grace; ce qui auroit donné lieu à Tilly de répéter contre le suppliant les frais par lui faits pour parvenir au jugement, on quoi il n'est aucunement recevable, puitque la grace n'étant point limitée, elle doit avoir le même effet qu'une main-levée pure & fimple; & ainfi il n'y a pas eu lieu à la faifie du vaifleau faite à fa Requête pour raison de ces frais. La seconde Requête présentee par ledit Jean Tilly, commandent la barque le Dauphin, tendance à ce qu'il plaise à Sa Majesté condamner lecht Gohon, caution de Sengestad, à lui payer la somme de 852 liv.

 Tom_*H_*

11 fols, pour le montant des frais par lui faits ; à l'occasion de la prise dudit vaisseau les Deux Freres, sans préjudice de ceux de la saisse, fur ce que l'Ordonnance qui a déclaré ledit vaisseau de bonne prise est réguliere, & que l'arrêt qui l'a suivi, en faisant main-levée par grace, justifie la conduite dudit Tilly; que l'Arrêt du 16 Mars 1696, portant que les frais tomberont sur la partie qui succombera, il est sans difficulté que Sengestad, qui est censé dans le cas, puisqu'il n'est relevé que par grace, doit les acquitter. Vu aussi les pieces jointes à la Requête dudit Sengestad, consistant en une Ordonnance du Lieutenant-Général de l'Amirauté du Havre, du 23 Juillet 1704, portant renvoi au Conteil de la contestation sur la saisse faite à la Requête de Tilly du vaisseau les Deux Freres, pour le paiement de 852 liv. 11 fols, pour les frais par lui faits au sujet de sa prise : le mémoire desdits frais, la saisse du 14 Août suivant, l'acte de cautionnement dudit Gohon du 26 dudit mois, la Sentcece dudit Juge de l'Amirauté du même jour, portant main-levée du vaisseau, sur la soumitsion de la caution; ensemble tout ce qui a été cemis par les parties respectivemenr. Ouile rapport du fieur Comte de Pontchattrain, Secretaire d'Erat ayant le département de la Micrine, & tout considéré: le Roi érant en son Con-

338 ORDONNANCE DE LA MARINE.

feil, fans avoir égard à la Requête dudit Sengestad, maître du vaisseau les Deux Freres, ni à celle dudit Tilly, armateur, a ordonné & ordonne que les frais faits par les Avocats, tant dans l'instance principale que d'appel, seront payés par les parties pour lesquelles ils ont occupé, & que ceux de Justice, de garde & au-

tres faits pour raison de la prise, seront pris sur la chose même. Enjoint Sa Majesté aux Officiers de l'Amirauté du Havre, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 28 Mars 1705.

ARREST DU CONSEIT D'ETAT DU ROI.

Qui ordonne que les frais faits pour les marchandises des prises, & pour la subsistance du maître, & des officiers & maselots, seront pris sur le batiment, & payés par le réclamateur.

Du 23 Décembre 1705.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

SUR ce qui a été représenté à Sa Majesté étant en son Conseil, qu'il est survenu dissérentes contestations entre les armateurs & ceux qui réclament les prises amenées dans les ports du Royaume, lorsqu'ils en ont obtenu la main-levée, au sujet des frais qui se font pour la confervation des prises, & la subsistance des équipages; les armateurs prétendant que les autres en sont tenus, parce que ces frais ne sont faits que pour maintenir les prises, en attendant le Jugement: & les réclamateurs de leur part, que c'est aux armateurs à en être chargés, puisqu'ils ont arrêté mal-à-propos leurs bâtimens, & sans un juste motif. Sur quoi Sa Majesté voulant pourvoir, après s'être fait représenter l'Arrêt du 28 Mars 1705, qui ordonne que dans les prises dont il est fait main-levée par grace, les frais des avocats seront payés par les parties qui les

auront employés; & que ceux de Justice, de garde & autres seront pris sur la chose même. Oui le rapport du fieur comte de Pontchartrain, Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine : le Roi étant en son Conseil a ordonné & ordonne qu'à l'avenir tous les frais faits, tant pour la conservation ou la vente des marchandises des prises dans les cas ou elle sera permise, que pour la subsistance du maître & autres officiers mariniers ou matelots, qui y feront restés, seront pris sur le bâtiment, & payés par le réclamateur qui en aura obtenu la mainlevée, lorsqu'il en sera remis en possession. Enjoint aux Officiers de l'Amirauté de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Verfailles le 23 Décembre 1705.

ORDONNANCE DUROI.

Qui fait désense à toutes personnes de réclamer aucunes prises, sans être au préalable porteurs de procurations des propriétaires des navires pris, & de leurs cargaisons, à peine de 1000 livres d'amende.

Du 23 Avril 1745.

A MAJESTÉ s'étant fait représenter l'Or-donnance du 18 Avril 1708, qui fait défen-ceux des armateurs particuliers, sans être porses à toutes personnes de réclamer aucunes pri- teurs de procurations des propriétaires des navires & des marchandises des prises, & étant informée que différens particuliers, dans le desfein de s'attirer des commissions, ou par d'autres voies d'intérêt, retardent les Jugemens des prises, & empêchent les armateurs de tirer toute l'utilité & l'avantage qu'il seroit à désirer pour leur donner le moyen d'augmenter le nombre des bâtimens de course; à quoi étant nécessaire de pourvoir, Sa Majesté a ordonné & ordonne que ladite Ordonnance du 18 Avril 1708 soit exécutée selon sa forme & teneur, & en conséquence a fait & fait très-expresses inhibitions & désenses à toutes sortes de personnes de réclamer aucunes prises faites par ses vaisseaux de guerre, ou

par ceux des armateurs particulier s, nifaire aucunes procédures, fans être au préalable porteurs de procurations en bonne forme des propriétaires des navires pris, & de leurs cargaifons, lesquelles procurations ils seront tenus de représenter à ceux des sieurs Commissaires nommés pour Juger les prises, auxquels les procédures dont il sera question auront été distribuées, à peine de 1000 liv. d'amende. Mande Sa Majesté à M. le Duc de Penthievre, Amiral de France, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance. Fait à Versailles le 23 Avril 1745. Signé, LOUIS, Et plus bas,

PHELYPEAUX.

ARTICLE XXXI.

Sera prise avant partage la somme à laquelle se trouveront monter les frais du déchargement, & de la garde du vaisseau & des marchandises, suivant l'état qui en sera arrêté par le Lieutenant de l'Amirauté, en présence de notre Procureur & des intéressés.

A prise étant jugée bonne & sans appel, il ne s'agit plus que d'en attribuer le bénéfice à qui il appartient; & c'est ce qui sait le sujet du présent article & des deux suivans.

Dans les termes qu'ils sont conçus, le partage dont il y est parlé s'entend d'une division réelle & essective en nature, d'autant plutôt que l'article 28 ne permet de vendre avant le Jugement de la prise, que les marchanaises qui ne pourront être conservées, & qu'aucun autre article ne fait point mention de vente après que la prise a été jugée.

Il est certain d'ailleurs que, même avant cette Ordonnance, l'armateur étoit fondé à demander la délivrance du navire & de son chargement en nature, si mieux il n'aimoit que la vente en sût saite publiquement par les Officiers de l'Amirauté. C'est ce qui résulte du Réglement déjà tant de sois cité, en date du

6 Juin 1672.

On ne voit point quand a cessé cette faculté accordée aux armateurs de demander la délivrance des prises en nature : on voit seulement que lorsque M. l'Amiral prétendit que son dixieme dans les prises lui sût délivré en nature, comme il sera observé sur l'article suivant, l'usage étoit établi généralement dans tous les ports du Royaume de faire vendre judiciairement tous les essets des prises.

Sans doute que ce qui fit introduire ce dernier usage, ce surent les plaintes; tant des intéressés aux armateurs des corsaires, contre ceux qui en avoient la direction principale, que des capitaines, officiers & autres gens des équipages des corsaires à qui doit appartenir le tiers du produit des prises, s'il n'y a réglement contraire dans l'acte de societé.

Quoi qu'il en soit, il est depuis long-temps d'une pratique constante & universelle, de saire vendre judiciairement les navires jugés de bonne prise, & toutes

V v ij

les marchandises de leur chargement. Ainsi le partage dont il est question dans cet article ne doit plus s'entendre que de la répartition des deniers provenans

de la vente, outre ceux qui y ont part.

Et d'abord il faut prélever sur toute la masse les frais du chargement & de la garde du vaisse de des marchandises; ce qui comprend par conséquent les loyers du magasin où les marchandises ont été mises, & les droits de quai & calle de l'endroit où le navire a été amarré; le tout suivant la taxe qui en sera saite par le Juge en présence du Procureur du Roi. L'article ajoute, & des intéresses; ce qui se rapportoit ci-devant & à l'armateur ou son commissionnaire, & au Receveur de M. l'Amiral. Mais depuis la suspension du dixieme de M. l'Amiral, cela ne se pratique plus autrement qu'en communiquant à l'armateur ou à son commissionnaire, l'état des frais avant de l'arrêter, pour savoir de lui s'il y a quelque chose à retrancher des articles qui y sont employés, sur quoi on n'a jamais vu d'altercation en ce Siege.

Il n'est point question ici des frais de Justice, parce que aux termes de l'article suivant, le dixieme de M. l'Amiral doit se prendre sans aucune distraction à cet égard; & cette regle établie de toute ancienneté a subsisté encore longtemps après; mais dans la derniere guerre M. l'Amiral a eu la générosité de renoncer à cet avantage; il a sait même de plus grands sacrifices par rapport à son dixieme dans les prises, comme on le verra sur ledit article suivant.

Toutes les marchandises des prises, depuis le tarif de 1664, étant sujettes à des droits plus ou moins considérables envers le Roi, & d'ailleurs y en ayant qui ne peuvent être vendues qu'à la charge par l'adjudicataire de les saire passer à l'étranger ou à l'Amérique, dans un temps limité, pour l'intérêt des manufactures du Royaume; il y a eu sur ce sujet sous le regne de Louis XIV, divers Réglemens, à commencer par l'Ordonnance du mois de Février 1687. Ces Réglemens sont datés des 15 Décembre 1691, 21 Juin 1692, 25 Mai 1695, 16 Octobre 1696, 6 Septembre 1701, 20 Juin 1702, 24 Mars 1703 & 9 Juillet 1709; & tous ont toujours eu pour but de savoriser les armemens en course, en donnant des facilités aux armateurs pour la sortie des marchandises prohibées, en diminuant le nombre des marchandises de cette espece; & en modérant les droits dus sur les autres.

Mais les plus avantageux à la course & au commerce qui en dépend, est le Réglement porté à ce sujet dans la derniere guerre, par l'Arrêt du Conseil du 7 Août 1744. C'est actuellement la loi subsistante sur cette matiere, à quelques changemens près qui y ont été faits au préjudice des armateurs en course, par

le dernier Réglement du 15 Mars 1757.

Un changement remarquable que celui de 1744 a fait aux anciens, concerne l'attribution de Jurisdiction par rapport aux vols & aux divertissemens des marchandises des prises. Auparavant, les Intendans en connoissoient avec droit de les juger en dernier ressort, en y appellant les Officiers de l'un des Présidiaux de seur département, ou le nombre de gradués requis par les Ordonnances; au lieu que par cet Arrêt de 1744, ils n'en connoissent plus suivant l'article 29, qu'à condition de les juger avec les Officiers de l'Amirauté & autres gradués au nombre requis; au moyen de quoi la Jurisdiction de l'Amirauté a recouvré cette portion de sa compétence dont elle avoit été privée si long-temps, & dans la possession de laquelle toutes les représentations de seu M. le Comte de Toulouse, en 1702 & 1703, n'avoient pu la faire rétablir.

Il y a plus, & par un autre Arrêt du Conseil du 24 Décembre de la même année, l'attribution aux Intendans a été bornée aux vols & divertissemens qui seroient faits depuis l'apposition des sceaux sur les écoutilles des navires, autres néanmoins que les vols des agrêts & apparaux » desquels, est-il dit, en semble de ceux qui seront faits en mer ou dans les ports avant l'apposition des desdits sceaux sur les écoutilles, les Officiers des amirautés continueront de » connoître seuls, sauf l'appel à l'ordinaire.»

Il ne s'ensuit pas delà néanmoins que, par un droit nouveau, la faculté de juger le cas du pillage sur les prises, ait été rendue en plein aux Officiers de l'Amirauté; cela ne doit s'entendre que relativement à l'Ordonnance du 31 Août 1710, rapportée sur l'article 20 ci-dessus, & dont les dispositions ont été renouvellées par l'article 9 de la Déclaration du Roi du 5 Mars 1748, de

même que l'article 15 de la Déclaration du 15 Mai 1756.

Par la raison donc que des marchandises des prises, il y en a dont la consommation n'est pas permise dans le Royaume, & que toutes les autres sont sujettes à des droits envers le Roi, il y a nécessité d'appeller les commis des Fermes à la vente qui s'en sait, provisionnelle ou définitive, de même qu'aux procès-verbaux d'apposition & levée de scellés, de déchargement de navire & à l'inventaire; de tous lesquels procès-verbaux, qui doivent être signés d'eux, il saut leur délivrer copie, mais aux frais de la ferme. C'est la disposition des articles 2, 3,4 & 5 du Réglement du 7 Août 1744. La peine d'interdistion y avoit été prononcée contre les Officiers de l'Amirauté; mais par autre Arrêt du 24 Décembre audit an, elle a été restreinte au Gressier. Il n'en est même plus question aujourd'hui; mais par l'article 3 de l'Arrêt du Conseil du 15 Mars 1757, les officiers de l'Amirauté sont assurés s'ils y manquent.

Par rapport aux poudres provenant des prises, il est permis de les vendre publiquement comme les autres essets; mais aux termes de l'Arrêt du Conseil du premier Décembre 1744, relatif avec modification à celui du 13 Novembre 1708, il faut, à leur arrivée, les déposer dans les magasins du sermier ou dans ceux de Sa Majesté, dont le commis du sermier doit avoir une cles; & les adjudicataires, soit armateurs ou autres, sont obligés de les laisser dans les magasins, jusqu'à ce que l'occasion se présente de les employer en armement ou de les faire passer à l'étranger. Il est désendu sous peine de consistation & de 300 livres d'amende, aux armateurs & propriétaires desdites poudres, d'en faire aucun commerce directement ni indirectement pour la consommation intérieure du Royaume, sans le consentement du sermier. Au surplus, la permission de les employer en armement ou de les envoyer à l'étranger, n'a lieu qu'autaut que le Roi ne jugera pas à propos de les employer pour son service; auquel cas Sa Majesté les sera payer aux armateurs ou autres propriétaires sur le pied de dix sols la livre, y compris le baril.

A l'égard des matieres d'or & d'argent, en especes ou en vaisselle, la vente en étant interdite par la Déclaration du Roi du 14 Décembre 1689, qui enjoint de les porter aux Hôtels des Monnoies ou aux Changes les plus proches, pour en être la valeur payée sur le pied des tarifs, avec désenses à tous officiers publics d'en faire aucunes ventes sous peine de l'amende du quadruple, & de confiscation contre les propriétaires; il n'en doit pas plus être question dans les

ventes des prises qu'en toutes autres, la faveur de la course n'ayant pas fait ad-

mettre d'exception en cette partie.

Les Officiers de l'Amirauté de Calais, pour contravention à cette Déclaration & aux Réglemens intervenus en conséquence, sous prétexte que l'exécution n'en avoit pas été ordonnée expressément par rapport aux Amirautés, ayant été condamnés en l'amende du quadruple, montant à 6632 liv. 5 sols, par Arrêt de la Cour des Monnoies du 19 Octobre 1745, & s'étant pourvus au Conseil d'Etat du Roi, par Requête tendante à obtenir la décharge de cette amende; tout ce qu'ils purent obtenir, c'est que par grace l'amende sut modérée à la somme de 300 livres, par Arrêt du premier Février 1746, qui au surplus leur enjoint, & en leur personne à tous Officiers d'Amirauté, de se consormer exactement auxdits Réglemens, sous les peines y portées.

Le 7 Mai audit an 1746, un autre Arrêt de la Cour des Monnoies fit défenfes aux Officiers de l'Amirauté du Havre & à tous autres, de procéder à la proclamation, réception d'encheres & adjudication d'aucunes matieres d'or

& d'argent, &c.

Ainsi, soit en matiere des prises, soit en cas de succession des gens morts en mer, ou en toute autre occasion, les Officiers de l'Amirauté doivent se garder de comprendre aucunes matieres d'or & d'argent dans les ventes qui se sont pardevant eux; & leur devoir est de charger leur Gressier de les porter à l'Hôtel de la Monnoie, conjointement avec la partie intéressée, après en avoir pris le poids, pour en joindre la valeur au produit général de la vente, laquelle valeur doit être constatée par un certificat du Directeur de la monnoie.

Mais si ces exceptions, par rapport à quelques essets des prises, sont un peu désaventageuses à la course, les armateurs en sont bien dédommagés par l'exemption du dixieme de M. l'Amiral & par la diminution qui a été faite en leur saveur sur les droits auxquels les autres marchandises ont été assuites de tout

temps, de même que par la réduction de la liste des effets prohibés.

Ils le sont encore par l'exemption qui leur a été aussi nouvellement accordée des droits des fermes du Roi sur les choses nécessaires à l'avituaillement des

vaisseaux armés en course.

Depuis l'Arrêt du Conseil du 4 Octobre 1672, les armateurs en course jouissent de l'exemption des droits d'Octrois des villes, pour raison de tout ce qui étoit nécessaire à l'avituaillement de leurs vaisseaux; mais il n'en étoit pas de même des droits des Fermes du Roi, & elle leur a enfin été accordée par Arrêt aussi du Conseil du 6 Avril 1745, confirmé par l'article 9 de la Déclaration du 15 Mai 1756, & par l'Arrêt du Conseil du 15 Mars 1757.

Cette exemption nouvelle est de tous droits de sortie des traites sur les vievres, vins, eaux-de vie & autres boissons servant à l'avituaillement des na-

vires uniquement armés pour la course.

Il est vrai que les Fermiers Généraux, qui ne cessent jamais dans tous les cas d'exemption de faire valoir la crainte de la fraude, ont fait apposer à celleci des conditions tout-à-sait genantes; mais ensin c'est toujours une exemption dont il dépend des armateurs de prositer.

Ces conditions sont exprimées dans les articles 3, 4 & suivans. Il seroit inutile de les rappeller ici : il suffira de remarquer que par l'article 2, l'exemption n'a pas lieu s'il est embarqué des marchandises ou toute autre chose que

des vituailles, munitions de guerre & ustensiles servant aux vaissaux destinés pour la course; que par l'article to tous avituaillemens pour quelque destination que ce soit, hors la course, sont sujets aux droits ordinaires des Fermes, à l'exception seulement des genres de commerce, qui, par les Edits, Leures-Patentes, Déclarations & Arrêts du Conseil qui leur sont propres, en ont été expressément exceptés; ce qui se rapporte principalement aux Lettres-Patentes de 1717.

Enfin que par l'article 9, en cas de fraude reconnue, l'armateur ou capitaine est soumis à une amende de 3000 liv. sans modération, au paiement de laquelle le navire avec ses agrêts & apparaux demeurera affecté, sans préjudice de la contraite par corps contre le capitaine. Tout cela a encore été renouvellé par un dernier Arrêt du Conseil du 15 Mars 1757, art. 29, 30 &

suivans.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT

DU ROI,

Portant Réglement sur le fait des marchandises provenant des prises faites en mer sur les ennemis de l'Etat.

Des 7 Août & 24 Décembre 1744.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

L EROI s'étant fait représenter en son Con-seil les différens Réglemens faits dans les précédentes guerres, concernant la conduite qui devoit être tenue dans les ports & bureaux des Fermes de Sa Majesté, sur les marchandises des prises faites en mer sur les ennemis de l'Etat: Et Sa Majesté voulant accorder à ceux de ses fujets qui armeront en course pendant la présente guerre, toute la faveur que l'intérêt des manufactures du Royaume, celui du commerce ordinaire de ses sujets & la sûreté des droits des Fermes pourront permettre, elle a Jugé nécefsaire d'expliquer ses intentions par un Réglement. Sur quoi, oui le rapport du fieur Orry, Conseiller d'Etat ordinaire & au Conseil Royal, Contrôleur-Général des Finances, le Roi étant en son Conseil a ordonné & ordonne ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Les marchandises des prises, de quelque qualité qu'elles soient, pourront entrer & être déchargées dans tous les ports du Royaume où les vaisseaux armés en course aborderont, nonobstant les Arrêts & Réglemens suivant lesquels

l'entrée de différentes especes de marchandises est prohibée ou fixée par certains ports & bureaux.

II. A l'arrivée de chaque prife dans le port où elle sera amenée, l'adjudicataire général des Fermes de S a Majesté ou son préposé aura la faculté d'envoyer des commis & gardes sur le vaisseau pour le surveiller en la manière accoutumée.

III. Les Officiers de l'Amirauté seront tenus d'appeller ledit préposé, pour assister au procèsverbal de l'état de la prise, & à l'apposition des sceaux de l'Amirauté sur les écoutilles, lequel procès-verbal ledit préposé & autres commis des sermes signeront comme présens, sans que les-dits sceaux puissent être levés en aucun cas & sous quelque prétexte que ce soit, qu'en présence des dits commis, ou d'eux duement appellés, à peine d'interdiction contre les Officiers de l'Amirauté, qui demeureront responsables de rous dommages & intérêts: & il sera délivré audit préposé copie du procès-verbal aux frais du Fermier.

IV. Il ne sera déchargé aucune marchandise de prises ni des vaisseaux armés en course, qu'en présence des commis des fermes & de l'inspecteur des manusactures, ou de celui qui sera par lui commis en son absence; lesquelles marchandises de prises seront mises dans un magafin cu lieu sûr, sous trois cless dissérentes, dont l'une sera remise au Juge de l'Amirauté, l'autre au commis du sermier, & la troisseme à l'inspecteur des manusactures, & au cas que les propriétaires ou adjudicataires desdites marchandires requierent qu'il leur soit remis une quatrieme cles, elle sera en ce cas remise au syndic qui sera par eux nommé.

V. Les Officiers de l'Amirauté seront tenus, sous les peines portées par l'article 3, d'appeller le fermier ou son préposé, pour affister à l'inventaire, vente & adjudication, dont ledit préposé signera comme présent les procès verbaux, detquels il lui sera délivré copie aux frais de la

ferme.

V1. N'entend Sa Majesté assujettiraux formalités portées par les articles 2,3,4 & 5 du préfent Réglement, les ports de Dunkerque & Marseille qui seront maintenus dans leurs franchises, en observant ce qui est prescrit à leur

égard par l'article 27.

VII. Les marchandises dénommées au présent article continueront d'être prohibées, & l'adjudication n'en pourra être faite qu'à condition d'être renvoyées à l'étranger, favoir, casé de Moka, castoi en peau & en poil, étosses de soie des Indes, de la Chine ou du Levant, écorces d'arbres, glaces de miroirs, mousselleines & toiles de coton blanches de toutes especes, mouchoirs des Indes, sel étranger, & tout sel de salpêtre ou de verrerie, tabacs, toiles peintes ou teintes.

VIII. Pourra néanmoins la Compagnie des Indes, dans les cas où elle se seroit rendue adjudicataire des marchandifes dont elle a le commerce ou le privilege exclusif, taire vendre à son profit les cafés de Moka & les castors en peau & en poil, comme aussi faire transporter en transtau travers du Royaume, dans ses magasins à l'Orient, les marchandises des Indes, pour y être vendues dans ses ventes publiques; à la charge de marquer de ses plombs & bulletins, les mousselines, toiles de coton blanches & mouchoirs, qui pourront êrre vendus pour être confommés dans le Royaume; & à la charge par les adjudicataires de renvoyer à l'étranger les étoffes de soie des Indes, écorces d'arbres & toiles peintes ou teintes; le tout ainsi qu'il en est usé pour les marchandifes des Indes provenant du commerce de ladite Compagnie.

1\(\lambda\). Pourra auffi le Fermier-Général, comme ayant le privilege exclusif du tabac, dispoter à son profit des tabacs des prises dont il se sera rendu adjudicataire: & quant aux tabacs qui

feront adjugés à d'autres, les adjudicataires seront tenus de les renvoyer à l'étranger directement par mer, du port ou l'adjudication en aura été faite, & dans les ports de Dunkerque & Bayonne seulement, aussi directement par mer.

X. Les adjudicataires du sel étranger seront pareillement tenus de le renvoyer directement par mer à l'étranger, l'introduction en étant dé:

fendue dans tout le Royaume.

Xl. Les draps, étoffes & couvertures de toutes sortes de laines, fil, soie, poil ou coton, les brocards, velours, taffetas & autres étoffes & rubans d'or, d'argent & de soie, les bas & autres ouvrages de bonneterie de toutes fortes, les chapeaux de toutes fortes ne pourront pareillement être vendus & adjugés, qu'à la charge d'être renvoyés à l'étranger, si ce n'est que. fur les demandes qui pourroient être faites à Sa Majesté par les armateurs avant l'adjudication desdites marchandises, & sur lesquelles elle s'est réservé de statuer sur le compte qui lui en sera rendu par le sieur Contrôleur Général des Fi- · nances, elle n'ait jugé à propos, en faveur desdits armateurs seuls, d'en permettre l'entrée & la consommation dans le Royaume.

XII. Les adjudicataires des marchandises prohibées par l'article 7, auront un an de délai, à compter du jour de l'adjudication, pour les faire passer à l'étranger; & cependant elles demeureront rensermées dans les magasins du dépôt sous trois cless, comme il est dit à l'article 4, & après le terme d'un an il y sera pourvu par Sa Ma-

jesté, ainsi qu'il appartiendra.

XIII. Les adjudicataires desdites marchandises prohibées, autres que le sel & tabac, auront la faculté de les envoyer par terre à l'étranger par forme de transit au travers du Royaume, sans payer aucuns droits; à la charge de passer & sortir par les ports & bureaux ci-après dénommés, à l'exclusion de tous autres, savoir, pout ce qui soriira du Royaume par mer, par Dunkerque, Calais, Saint-Valery, Dieppe, le Havre, Honfleur, Saint-Malo, le Port-Louis, Paim-beuf, la Rochelle, Bordeaux, Bayonne, Cette, Agde & Marseille; & à l'égard de ce qui fortira par terre pour l'Espagne, par les bureaux de Bayonne, pas de Béobie, Afcaing & Dainhoa; pour la Savoie, par les bureaux de Pontde-Beauvoisin & Champarillan; pour Geneve, la Suisse, par les bureaux de Seissel & Coulonges, ou par le bureau d'Auxonne; & d'Auxonne par l'un des bureanx de Gex ou de Pontarlier, suivant la destination; pour les Pays-Bas & pays de Liege, par les bureaux de la basse ville de Dunkerque, Lille, Vaienciennes, Maubeuge & Givet; dans lesquels bureaux les commis défigneront, en visant les acquits à caution de transit qui leur seront représentés, le dernier bureau de la frontiere par où les marchandises devront sortir suivant la route; & pour le côté de luxembourg, par Torcy, & delà par Sédan.

XIV. Les marchandises prohibées ne pourront sortir des ports où elles auront été amenées,
pour être envoyées à l'étranger, qu'en présence
du commis du fermier & de l'inspecteur des
manusactures, pardevant lesquels elles devront
être reconnues & conduites au vaisseau si elles
sortent par mer, ou chargées sur les voitures si
elles sont transportées en transse par terre; & les
sels & tabacs qui devront être envoyés directement par mer, seront pareillement reconnus &
conduits au vaisseau.

XV. Les adjudicataires des marchandises prohibées, qui les expédieront en transit dans le cours de l'année d'entrepôt accordé par l'article 12, seront tenus de rapporter dans les six mois du jour de l'expédition le certificat de sortie du dernier bureau, à peine par forme de consissation de la marchandise & de l'équipage, le double de l'adjudication, & en outre l'amende portée par les Ordonnances & Ré-

glemens.

XVI. Toutes les marchandises des prises, autres que celles dénommées en l'article 7, auront la faculté de pouvoir être envoyées, tant à l'étranger, qu'auxisses & colonies françoises, soit directement du port de l'adjudication, par mer ou autrement, sans payer aucuns droits; & elles jouiront du bénésice du transit au travers du Royaume, à la charge de passer & sortir par les mêmes bureaux désignés en l'article 13, à l'exclusion de tous autres: & en attendant qu'elles soient destinées & expédiées, elles demeureront ensermées dans les magasins du dépôt sous dissérentes cless, comme il est dit en l'article 4.

XVII. Les marchandises permises ne pourront demeurer déposées au magasin sans destination & expédition, plus de six mois, à compter du jour de l'adjudication, après lequel terme les droits en seront acquis & payés au sermier par les adjudicataires; & en cas que dans le cours desdits six mois ils les expédient en transit pour l'étranger, ils seront tenus de rapporter dans six mois du jour de l'expédition le certificat du dernier bureau de sortie, à peine du quadruple des droits.

XVIII. Les marchandifes, tant permifes que prohibées, qui feront expédiées en transit, sezont déclarées, visirées & plombées au bureau du port de l'enlèvement, & il sera pris un acquit à caution, portant soumission, sous les peines portées par les articles 15 & 17 du présent Réglement, de rapporter dans le délai de six mois le

certificat de sortie du dernier bureau désigné suivant la route, qui justifie que les plombs se seront trouvés sains & entiers, & que les marcha n dises contenues aux acquits à caution y auront été vérissées & trouvées conformes, & qu'elles sont réellement sorties pour l'étranger, & seront les dits acquits à caution visés dans tous les bureaux de la route, & par les directeurs des sermes dans les villes où il y en a d'établis, après qu'ils auront eux-mêmes reconnu les plombs sains & entiers: & sauf en cas de soupçon, à en faire faire la vérisscation dans les dits bureaux de passage.

XIX. Les marchandiles dénommées au préfent article, déclarées pour la confommation du Royaume, paieront pour tous droits d'entrée des traites dans tous les bureaux des ports où l'adjudication en aura été faite, deux & demi pour cent du prix de leur adjudication; favoir, acier non ouvré, chairs falées de toutes especes, chamvre, charbon de terre, cire jaune non ouvrée, cuirs verds ou en poil non salés, cuivre non ouvré, étaim non ouvré, laines non filées,

lin, plomb non ouvré, & suifs.

XX. Les marchandises dénommées au présent article, déclarées pour la confommation du Royaume, paieront pour tous droits d'entrée des traites dans tous les bureaux des ports où l'adjudication en aura été faite, dix pour cent du prix de leur adjudication; favoir, bouteilles ou flacons de verre, buffles, café autre que celui de Moka, cire jaune ou blanche ouvrée, cuirs apprêtés ou tanés, cuirs dorés, cuivre ouvré, drogueries de toutes fortes, étaim ouvré, fer ouvré, ser blanc ou tole ouvré, linge de table ouvré ou non ouvré, merceries, morue verte ou feche, & toutes fortes de poisson fec ou fallé, papiers de toute sorte, clincaillerie de toutes fortes, rubans de fil, toiles, futaines & coutils, tapis & tapisferies, verres de toutes fortes : à l'égard des marchandises dénommées dans l'article 11 du présent Réglement, elles paieront aussi dix pour cent du prix de leur adjudication, dans le cas où la vente en seroit permise pour la consommation du Royaume, conformément à ce qui est porté par ledit article 11, auquel cas seront les étofies permises, plombées par l'inspecteur des manufactures, & à fon défaut par les commis du fermier, d'un plomb particulier, qui servira à faire connoître que lesdites étofles proviennent des prises; & quant aux fucres de toutes especes, ils acquitteront les droits du Tarif de 1667.

XXI. Toutes les marchandifes de qualité permife, qui feront déclarées pour la confommation du Royaume, autres que celles dénommées aux articles 19 & 20 du présent Réglement, paieront pour droits d'entrée des traites dans tous les bureaux des ports où l'adjudication en aura été faite, autres que Dunkerque, Marseille & Bayonne, cinq pour cent du prix de leur adjudication; à l'exception néanmoins des soies de toutes sortes, qui acquitteront les droits d'entrée de quatorze sols par livre pesant, imposés par l'Edit de Janvier 1722, & aliénés à la ville de Lyon, où les dites soies des prises seront dispensees d'être envoyées.

XXII. Dans les cas où les droits des marchandises des prises, réglés par le présent Arrêt à deux & demi & à cinq pour cent du prix de l'adjudication, pourroient se trouver plus sorts que les droits d'entrée ordinaire qui seroient dus pour aller à la destination déclarée, suivant les Tariss & Réglemens, entend Sa Majesté que les droits desdites marchandises soient réduits à ceux portés par les dis Tariss & Réglemens; sans que ladite clause puisse avoir lieu pour les marchandises dénommées en l'article 20 du présent Réglement, les quelles demeureront assujetties aux droits portés par ledit article, pour quelque destination que ce soit dans le Royaume.

XXIII. Les droits des marchandises des prises devant être acquittés fuivant le prix de leur adjudication, veut Sa Majesté que la vente & adjudication en foient faites par les Juges de l'Amirauté, par partie d'une même forte & qualité de marchandises, & que les négocians & autres qui auront à en acquitter les droits, foient tenus de rapporter au bureau avec leur déclaration un certificat de l'Amirauté, du prix de l'adjudication de la marchandife déclarée, avec le numéro, la date & le nom de l'adjudicataire, portés par l'inventaire : ce qui fera vérifié fur le double dudit inventaire, qui doit être remis au commis du fermier, suivant l'article 5 du présent Réglement; & faute par lesdits négocians & autres de rapporter certificat dans la forme ci-defsus prescrite, les droits seront acquittés à la valeur fur le pied du plus haut prix qui se trouvera porté audit inventaire fur des marchandiles de même efpece.

XXIV. Les acquits de paiement des droits de deux & demi, de cinq ou de dix pour cent, suivant l'espece de marchandises, tiendront lieu, tant des droits d'entrée & droits locaux des traites, dus dans la province où l'adjudication aura été faite, que de tous autres droits des traites qui pourroient se trouver dus au passage par terre d'une province a l'autre, même des vingt pour cent dus sur les marchandises du Levant, pour vu neanmoins que le transport s'en fasse dans les trois mois de la date de l'acquit de paiement

pris au bureau du lieu de l'adjudication: n'enztend Sa Majesté exempter les marchandises qui se trouvent sujettes à d'autres droits indépendans des traites ou cinq grosses fermes, lesquels droits seront payés sur les marchandises des prises definées pour le Royaume, dans les cas où ils seront dus, indépendamment des droits d'entrée porrés par le présent Réglement.

XXV. Sa Majesté a déchargé & décharge les marchandises des prises, des quatre sols pour livre des droits portés par les articles 19, 20,

21 & 22 du présent Réglement.

XXVI. Les droits des marchandises ne seront payés que lorsqu'elles seront enlevées du lieu de l'adjudication pourêtre transportées dans un autre lieu du Royaume, ou pour être consommées dans le même lieu de l'adjudication; & en cas que les adjudicataires veuillent les tirer du dépôt, & les avoir en leur disposition avant d'en avoir fait la destination, ils seront tenus

d'en payer les droits.

XXVII. Les marchandises des prises amenées dans les ports de Dunkerque & de Marfeille, qui seront destinés pour l'intérieur ou pour passer en transit au travers du Royaume à l'étranger, seront représentées au bureau de la basse ville de Dunkerque ou à celui de Septemes, ou au premier bureau d'entrée près de Marseille, où la déclaration en sera faite à l'ordinaire', & elles feront accompagnées d'un certificat de l'Amirauté, qui fera foi qu'elles proviennent de telle prise, lequel sera dans la forme prescrite par l'article 23, & sera vérifié dans lesdits bureaux sur le double de l'inventaire qui y sera remis à cet effet; & sur lesdits certificats vérifiés, elles seront visitées, pour être ensuite acquittées ou expédiées en transit, & plombées, avec acquit à caution & soumission de remplir les conditions prescrites par le présent Réglement.

XXVIII. Les marchandises des prises amenées au port de Bayonne, paieront après l'adjudication, les droits ordinaires de la coutume dans le cas où les adjudicatiers y seront sujets, & elles ne seront assujeties aux droits de deux & demi, de cinq & dix pour cent; qu'à la sortie du coutumat pour la destination du Royaume, & en justifiant, comme il est dit ci-dessus, du prix de leur adjudication: elles jouiront au surplus du bénésice du transit, tant pour les marchandises prohibées qui devront être renvoyées à l'étranger, que pour les marchandises permises que les négocians & autres voudront faire passer à l'étranger; le tout en observant les formalités prescrites en pareil cas par le présent Réglement.

XXIX. En cas de vols & divertissemens des marchandises des prises, le procès sera fait &

parfait aux coupables par les sieurs Intendans & Commissaires départis, & icelui jugé en dernier ressort conjointement avec les Juges de l'Amirauté & autres gradués au nombre requis par les Ordonnances, Sa Majesté leur attribuantà cet estet, toute cour, jurisdiction & connoissance, & quant aux fraudes & contraventions au présent Réglement, la connoissance en demeurera aux maîtres des ports & juges qui ont coutume d'en connoître, sauf l'appel à l'ordinaire.

XXX. Le présent Réglement dans tout son contenu aura également lieu pour les marchandises provenant des échouemens des vaisseaux

ennemis pendant la présente guerre.

XXXI. Les Juges de l'Amirauté enverront au fieur Contrôleur-Général des Finances, auslitôt après les adjudications ou jugemens de confiscation des marchandises étrangeres, provenant des prises ou échouemens, des extraits ou copies en bonne forme desdites adjudications ou jugemens de confiscation, ensemble des procès-verbaux des prises ou échouemens, & des certificats de reconnoissance, conduite & rechargement des marchandises; ils informeront aussi ledit sieur Contrôleur-Général des diligences qu'ils auront faites contre les adjudicataires ou autres intéressés aux prises ou échouemens, à peine d'interdiction de leurs charges.

XXXII. Le contenu aux articles ci-dessus aura pareillement lieu pour les prises faites par les vaisseaux de Sa Majesté, & les droits ordonnés par le présent Réglement seront perçus sur les marchandises de toutes les prises faites avant sa publication, comme sur celles qui pourront se faire à l'avenir. Enjoint Sa Majesté aux sieurs Intendans & Commissaires départis dans les provinces, aux Officiers des Amirautes, maîtres des ports, juges des traites, & tous autres qu'il appartiendra, de tenir la main, chacun en droit foi, à lexécution du présent Réglement, sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Metz le septieme jour d'Août 1744. Signé, PHELYPEAUX.

EXTRAIT DES REGISTRES. du Conseil d'Etat,

Le ROI s'étant fait représenter l'Arrêt de fon Conseil d'Etat du 7 Août 1744, portant Réglement sur les marchandises provenant des prites faites en mer sur les ennemis de l'Etat, Sa Majesté auroit reconnu que les dispositions des articles 3, 5 & 29 dudit Arrêt pourroient donner lieu à des difficultés, soit pour les ventes desdites marchandises, soit par rapport aux formalités à observer avant lesdites ventes; & voulant y pourvoir. Va lesdits articles 3, 5 & 29 dudit Réglement, oui le rapport du sieur Orry, Conseiller d'Etat ordinaire & au Conseil Royal, Contrôleur-Général des Finances, le Roi étant en son Conseil a ordonné & ordonne ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

La peine d'interdiction portée par les articles 3 & 5 du Réglement du 7 Août 1744, n'aura lieu dans les cas y exprimés qu'à l'égard du Greffier de l'Amirauté dans chacun des ports où les prises feront conduites; lequel fera tenu sous ladite peine d'interdiction, d'appeller le directeur des fermes, s'il y en a un, ou à son défaut le receveur de ladite ferme, pour être préfent, tant à l'appointion des sceaux sur les écontilles. & au procès-verbal de l'état de chaque prise, qu'à la levée desdits sceaux aux inventaires, ventes & adjudications des prifes, & à la fignature des procès-verbaux qui en feront dressés, desquels il sera délivré des copies au directeur ou au receveur, ou autre préposé des fermes, aux frais du fermier, sans que, sous quelque prétexte que ce foit, les sceaux puissent être levés qu'en présence des commis des fermes, ou eux duement appellés, ainfi qu'il est prescrit par ledit article 3 dudit Réglement. Permet Sa Majesté audit directeur ou receveur, dans le cas où il ne pourroit assister à l'apposition des sceaux & autres procédures ci-dessus prescrites, de commettre à cet effet tels commis des fermes qu'il jugera à propos, lesquels commis des fermes figneront auxdits procèsverbaux comme présens, au lieu & place du directeur ou receveur. Ordonne au furplus Sa Majesté que les Officiers des Amirautés, autres que le Greffier, seront & demeureront déchargés de la peine d'interdiction & autres portées par les dits articles 3 & 5 dudit Réglement ; leur enjoignant néanmoins de tenir exactement la main à l'exécution du présent article, en ce qui concerne leur Greffier.

II. L'attribution donnée aux fieurs Intendans & Commissaires départis, pour connoître conjointement avec les Juges des Amirautés & autres gradués requis par les Ordonnances, des vols & divertissemens de marchandises & autres effets des prises, n'aura lieu qu'à l'égard de ceux qui feront saits depuis l'apposition des sceux for les écourilles des navires, autres néanmoins que les vols & divertissemens des agrêts & apparaux, desquels, ensemble de ceux qui feront saits en met on dans les ports avant l'apposition des ditts sceaux sur les écoutilles, les Officiers des Amirautés continueront de confe

noître seuls, sans l'appel à l'ordinaire: dérogeant Sa Majesté pour taison de ce que dessus à la disposition dudit article 29, en ce qui n'est pas

conforme au présent.

III. Ordonne au surplus Sa Majesté que ledit Réglement du 7 Août 1744, sera exécuté selon sa forme & teneur. Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Duc de Penthievre, Amiral de France, d'y tenir la main, de même qu'à l'exécution du présent Arrêt; & enjoint auxdits sieurs Intendans & Commissaires départis, & à tous autres qu'il appartiendra, de tenir aussi la main à l'exécution, & du présent Arrêt qui sera lu, publié & assiché par-tout ou besoin sera, & sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 24 Décembre 1744.

Signé, Phelypeaux.

ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT

DU ROI,

Concernant les Poudres provenant des prises faites en mer.

Du premier Décembre 1744.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ÉTAT.

EROI s'étant fait représenter en son Con-上 feil , l'Arrêt rendu en icelui le 13 Novembre 1708, qui prescrit ce qui sera observé pour empêcher le versement des poudres qui seront amenées dans les ports du Royaume, appartenant aux armateurs ou autres particuliers, même de celles provenant des prifes faites fur les ennemis, dont Sa Majesté permet aux armateurs de disposer pour les armemens qu'ils pourront faire, ou pour les emporter hors du Royaume, même de les vendre pour être portées à l'étranger, fauf à les laisser dans les magasins de l'adjudicataire général de la ferme desdites poudres, jusques à l'embarquement qui en sera sait: & Sa Majesté étant privée par ces simples dispositions du secours qu'Elle pourroit tirer desdites poudres, soit pour les armemens qu'Elle ordonne, foit pour remplir ses magasins, Elle a jugé nécessaire de faire connoître ses intentions à cet égard, fans rien changer aux dispositions contenues audit Arrêt : oui le rapport du sieur Orry, Confeiller d'Etat ordinaire, & au Confeil Royal, Contrôleur-Général des Finances, Sa Majesté étant en son Conseil , a ordonné & ordonne que l'Arrêt de son Conseil du 13 Novembre 1708, continuera d'être exécuté felon sa forme & teneur; & en conséquence que, conformément à icelui, toutes les poudres provenant des prises faites ou à faire, ou autres appartenant aux armateurs ou aux particuliers, feront dépofés à leur arrivée dans les magafins du fermier, ou dans ceux de Sa Majesté, dont le commis dudit sermier aura une clef, sans qu'el-

les puissent être mises ailleurs, sous quelque prétexte que ce soit; permet Sa Majesté aux armateurs de disposer desdites poudres pour les armemens qu'ils pourront faire, ou pour les emporter hors du Royaume, même de les vendre, soit par traité particulier ou par adjudication; à la charge par ceux qui les acheteront ou s'en rendront adjudicataires de les porter à l'étranger, & jusques à l'embarquement de les laisser dans lesdits magasins, sans qu'elles puissent être transportées ni entrepofées ailleurs, à peine de confiscation, & de 300 liv. d'amende. Fait Sa Majesté défenses sous les mêmes peines de confiscation, & de 300 livres d'amende auxdits armateurs & propriétaires desdites poudres, d'en faire aucun commerce directement ni indirectement pour la confommation intérieure du Royaume, sans le consentement du fermier, dont les commis qui auront les clefs desdits magasins, seront tenus de les ouvrir toutefois & quantes qu'ils en seront requis; ensorte que les propriétaires qui voudroient les en tirer, soit pour l'armement des vaisseaux, ou pour les porter à l'étranger, n'en fouffrent aucun retardement; le tout en cas que Sa Majesté ne juge pas à propos de les employer pour son service, auquel cas elle les fera payer aux armateurs ou autres propriétaires sur le pied de dix fols la livre, y compris le baril. Enjoint Sa Majesté aux sieurs Intendans & Commissaires départis dans les provinces & généralités, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, privativement à tous autres Juges auxquels Sa Majesté en interdit la connoissance.

Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le premier Décembre 1744. Signé, PHELYPEAUX.

LETTRE du Roi à M. le Duc de Penthievre, Amis al de France, en date du 5 Février 1745.

MON COUSIN, ayant jugé à propos par Arrêt de mon Confeil d'Etat du premier du mois de Décembre dernier, de régler ce qui doit être observé par rapport aux poudres provenant

des prises qui sont faites en mer sur mes ennemis, je vous fais cette lettre pour vous dire que mon intention est que vous donniez connoissance dudit Arrêt qui est ci-joint aux Officiers des Amirautés, afin qu'ils se conforment, en ce qui les concerne, aux dispositions qu'il contient, & la présente n'étant à autre sin: je prie Dieu qu'il vous ait, Mon Cousin, en sa saite & digne garde. Ecrit à Versailles le 5 Février 1745, Signé, LOUIS, Et plus bas, Phelypeaux.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT

DU ROI.

Servant de Réglement pour empêcher l'abus dans l'exemption des droits des cinq grosses Fermes, accordée sur les vivres, vins, eaux-de-vie & autres boissons servant à l'avituaillement des vaisseaux armés en course, ainsi que sur les munitions de guerre & ustensiles nécessaires pour les dits armemens: & assujettit aux droits tous avituaillemens & équipemens de navire pour quelque destination que ce puisse être, autres que les armemens en course & les genres de commerce qui ont été exemptés des droits par les Réglemens qui leur sont propres.

Du 6 Avril 1745.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

VU par le Roi, étant en son Conseil, les Requêres présentées par différens armateurs du Royaume, tendantes à ce qu'il plaise à Sa Majesté exempter ceux qui armeront en course pendant la présente guerre, de tous droits de fortie sur les vivres, vins & eaux-de-vie servant à l'avituaillement de leurs navires : le Mémoire en réponse des Fermiers-Généraux, contenant qu'il est de la connoissance du Conseil, qu'ilsse sont déjà portés à consentir que les farines, légumes, fromages, beurres, lards & chairs falces qui seront embarqués sur les navires armés en course, ne payassent aucuns droits de sortie des traites; qu'à l'égard des vins & eaux-de-vie, ils ont représenté qu'outre la perte que les sermes souffriroient pour la consommation des équipages, il y auroit encore plus à craindre de l'abus qu'on pourroit faire d'une exception sur tous les vins & eaux-de-vie qui seroient embarqués fous prétexte de la course, & qui seroient employés à toutes fortes de commerce: que cependant si le Conseil juge qu'il soit aisé d'établir à cet égard des formalités & des conditions affez étroites pour diminuer l'objet de l'abus, ils sont

prêts à donner encore de nouvelles marques de leur zele, en consentant à l'exemption demandée pour les droits de sortie des traites, sur les vins, eaux-de-vie & autres boissons destinées pour les navires armés pour la course uniquement; mais que pendant qu'ils veulent bien se prêter à la faveur que peut exiger la course, ils esperent que le Conseil trouvera juste de remédier en même temps à l'usage abusif qui s'est introduit dans quelques ports du Royaume par la facilité des commis, de ne faire payer aucuns droits sur ce qui leur est déclaré servir à l'avituaillement des navires pour quelque destination que ce soit ; d'où il résulte une différence dans la régie & un préjudice confidérable aux droits du Roi: que cet abus est d'autant plus évident, qu'il n'y a que certains genres de commerce utiles & privilégiés, comme ceux de la Compagnie des Indes, des Isles & des Colonies Françoises, qui par les différens Réglemens qui leur font propres, aient été expressement exemptés des droits de sortie dus sur les denrées qui s'embarquent pour l'avituaillement des navires, ce qui prouve que toutes les autres fortes de commerce y demenrant assujetties, à quoi ils supplient très-humblement Sa Majesté de pourvoir. Vu ausii l'avis des Députés au bureau du Commerce, oui le rapport du fieur Orry, Confeiller d'Etat ordinaire & au Conseil Royal, Contrôlent-Général des Finances, le Roi etant en son Conseil, a ordonné & ordonne ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Les navires qui feront uniquement armés pour la course pendant la présente guerre, jouiront de l'exemption des droits de sortie des traites des ports où ils feront armés, pour les vivres, vins, eaux-de-vie & autres boissons servant à leur avituaillement, & ce sous les conditions ciaprès réglées.

11. S'il oft embarqué dans les navires qui feront armés en courte, aucunes marchandifes & autres chofes que vituailles, munitions de guerre & uftenfiles fervant auxdits navires, l'exemption accordée par le premier article n'aura point

lieu.

III. chaque armateur pour la course sera tenu de représenter au bureau des sermes la commission en guerre qui lui aura été accordée par M. l'Amiral, & d'y mettre un duplicata du rôle de son équipage, certissé par le Commissaire de la Marine, ou antre officier chargé du Burcau des Classes.

IV. Il ne pourra être embarqué en exception des droits sur chaque navire armé en course, une plus forte provision des vins & eaux-de-vie que pour trois mois, & dans la proportion éta-

blie par l'article suivant.

V. Il fera passé en exemption pour chaque homme d'équipage pendant les dits trois mois, on trois quarts de peinte de vin, mesure de Paris, par jour, ou l'équivalent en eaux-de-vie, à raison du quart de ce qui est accordé en vin, chaque volontaire sera réputé homme d'équipage, & deux mousses ne seront comptés que pour un homme.

A l'égard des officiers mariniers, il leur sera passé en exemption, pendant le même temps, une ration & demie de vin par jour, l'équivalent en eau-de-vie à raison du quart de ce qui

est accordé en vin.

VI. Au retour du navire dans le port d'où il sera parti, il sera sait par le fermier on ses préposés, un récensement de tous les vins & auxde-vie qui s'y trouveront encore en nature, dont il sera dresse procès-verbal; & ce qui aura été consommé au-delà de la quantité ci-dessus régiée, à proportion du temps que le navire aura été dehors, sera sujet aux droits de sortie, sans que pour raison du déchet ou coulage, &

fous quelqu'autre prétexte que ce soit, il puisse être fait aucune diminution, de quoi il sera pris soumission & caution au bureau des sermes avant

le départ.

VII. Les vins & eaux-de-vie qui auront été embarqués en exemption de droits pour la courfe, & qui n'y auront point été confommés, ne pourront demeurer à bord plus de trois jours après le retour dans le port du départ, lequel temps passé ils feront déchargés, si mieux n'aime l'armateur faire sa déclaration de la quantité qui lui en restera au jour de l'arrivée de son navire, & lorsqu'il remettra en mer, laquelle déclaration le fermier pourra faire vérifier par ses commis, pour être ladite quantité imputée sur celle dont l'armateur pourroit avoir besoin pour un nouveau voyage.

VIII. Les navires qui reviendront dans un autre port que celui où ils auront été armés en course, ne pourront y décharger aucuns vins ni eaux-de-vie, qu'en payant par l'armarenr ou capitaine les droits de sortie des traites dus au lieu du départ, & cenx d'entrée & antres dus au port où ils auront abordé, si ce n'est dans les cas sorcés d'une visite ou d'un radoub, dans lesquels l'armateur ou capitaine sera tenu de faire sa déclaration au bureau des fermes, & d'entreposer ses boissons sous la clef du fermier, si le

commis l'exige.

1X. En cas de fraude reconnue, faite sous l'apparence de la course, soit par un commerce de vins & eaux-de-vie, soit par un versement sur les côtes du Royaume ou autrement, l'armateur ou le capitaine sera condamné à une amende de trois mille livres, qui ne pourra être remiseni modérée, & au paiement de laquelle le navire, agrêts & apparaux seront affectés par privilege, sans préjudice à la contrainte par corps contre le capitaine.

X. Entend au surplus S. M. que tous avituaillemens & équipemens de navires, pour quelque destination que ce puisse être, soient assujettis aux droits ordinaires des sermes, à l'exception seulement des genres de commerce qui, par les Édits, Lettres-Patentes, Déclarations & Arrêrs du Conseil qui leur sont propres, en ont été expressément exemptés, Sa Majesté décla-

rant abusif tout usage contraire.

Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Duc de Penthievre, Amiral de France, aux Intendans & Commissaires de la Marine, Juges des Amirautés, Maitres des ports & Juges des Traites, de renir, chacun en droit soi, la main à l'exécution du présent Réglement, sur lequel toutes Lettres nécessaires seront expédiées. Fait au Conseil d'Etat du Roi, S. M. y étant, tenu à Versailles le 6 Ayril 1745. Signé, PHELYPEAUS.

ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT

DU ROI,

Portant Réglement pour les marchandises des prises faites en mer sur les ennemis de l'Etat.

Du 15 Mars 1757.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

LE ROI s'étant fait représenter en son Con-seil la Déclaration de Sa Majesté du 15 Mai dernier, portant la suspension de dixieme de l'Amiral de France, & autres encouragemens pour la course contre les ennemis de l'Etat, les Arrêts rendus en son Conseil les 7 Août & 24 Décembre 1744, porrant Réglement pour les marchandises des prises faites en mer sur lesdits ennemis, & celui du 6 Avril 1745, fervant de Réglement pour empêcher les abus dans l'exemption des droits des cinq grosses Fermes, accor-dée par ledit Arrêt, Sa Majesté auroit considéré qu'étant également juste & nécessaire de concilier les faveurs que méritent les armemens en course, avec l'intérêt des manufactures du Royaume, & la fûreté des droits des fermes, le seul moyen de remplir ces différens objets est, d'une part, de faciliter, par le transit, le passage à l'étranger des marchandises des prises, & d'imposer sur celles qui se consommeront dans le Royaume, des droits qui, sans nuire à leur débit, soient néanmoins capables d'empêcher qu'elles ne portent préjudice aux marchandises originaires; & d'autre part, de prendre toutes les précautions convenables pour prévenir les abus qui pourroient naître des exemptions que Sa Majesté n'a entendu accorder qu'à ce qui est uniquement destiné pour la course : Sur quoi, oui le rapport du fieur Peirenc de Moras, Confeiller ordinaire & au Confeil Royal, Contrôleur-Général des Finances; le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne:

ARTICLE PREMIER.

Les marchandises des prises, de quelque qualité qu'elles soient, pourront entrer & être déchargées dans tous les ports du Royaume où aborderont les vaisseaux armés en course, nonobstant les Arrêts & Réglemens qui ont pro-

hibé ou fixé, par certains ports & bureaux, l'entrée des différentes especes de marchandises.

II. A l'arrivée de chaque prise dans le port où elle sera conduite, l'adjudicataire général des Fermes de Sa Majesté, ou son préposé, aura la faculté d'envoyer des commis & gardes sur le navire, pour le surveiller en la manière accontumée.

III. Le directeur des fermes, s'il y en a un, ou à son défaut le receveur desdites fermes, sera appellé pour affister au procès-verbal de l'état de la prise, & à l'apposition des sceaux sur les écoutilles, de même qu'à la levée desdits sceaux, aux inventaires, ventes & adjudications des prises, & à la signature des procès-verbaux qui en seront dressés, desquels il sera délivré des copies an directeur on an receveur, on autre prépolé des fermes, aux frais du fermier; Sa Majesté faisant très-expresses inhibitions & défenses aux Officiers des Amirautés, de procéder, fous quelque prétexte que ce soit, à la levée des fceaux, auxdits inventaires, ventes & adjudications des prises, & à la signature desdits procès-verbaux, qu'en présence des commis des fermes, ou eux duement appellés, à peine d'en demeurer responsables en leur propre & privé nom, & de tous dommages & intérêts. Permet Sa Majesté audit directeur ou receveur, dans le cas où il ne pourroit assister à l'apposition des sceaux & autres procédures ci-dessus prescrites, de commettre à cet effet tels commis des fermes qu'il jugera à propos, lesquels commis signeront aux procès-verbaux, au lieu & place du directeur ou receveur.

IV. Il ne sera déchargé aucune marchandise des prises, ni des vaisseaux armés en course, qu'en présence des commis des fermes. Les dites marchandises seront mises dans un magasin ou lieu sûr, établi aux dépens des armateurs, sous deux cless différentes, dont l'une sera mise au

DE LA MARINE.

Juge de l'Amirauté, & l'autre au commis du fermier; & au cas que les propriétaires & adjudicataires desdites marchandises requierent qu'il leur soit remis une troisieme clef, elle sera délivrée à l'armateur du navire qui aura fait la pri-

fe, ou à son préposé.

V. N'entend Sa Majesté rien changer à ce qui se pratique dans les ports de Marseille & Dunkerque, lesquels seront maintenus dans leurs franchises, en observant ce qui est prescrit à leur égard par l'article 24 du présent Réglement. N'entend aussi Sa Majesté que les navires françois repris sur les Anglois, & conduits directement dans les ports du Royaume, sans avoir touché à aucun port étranger, soient sujets aux

dispositions du présent Réglement.

Vl. Les marchandises dénommées au présent article continueront d'être prohibées, & l'adjudication n'en pourra être faite qu'à condition d'être renvoyées à l'étranger sans pouvoir être expédiées pour Dunkerque ni pour les Colonies Françoises savois, étoffes de soie des Indes, de la Chine ou du Levant, écorces d'arbres, glaces de miroirs de toute espece, mouchoirs des Indes, sel étranger & tont sel de salpêtre & de verierie, tabacs, toiles peintes ou teintes, les draps, étoffes & couvertures de toutes fortes de laines, fil, soie, poil ou coton; les brocards, velours, damas, taffetas & autres étoffes, & rubans d'or, d'argent & de soie; les bas & autres ouvrages de bonneterie de toutes fortes, & les chapeaux de toutes fortes.

VII. A l'égard des marchandises dont la Compagnie des Indes a le commerce ou privilege exclusif, telles que le casé de Moka, le castor en peau ou en poil, les mouchoirs, les mousselines & toiles de coton blanches; elle pourra faire vendre à son profit les cafés de Moka, & les caftors en peau & en poil dont elle se sera rendue adjudicataire, comme aussi faire transporter en transit au travers du Royaume, dans ses magafins à l'Orient, les marchandises des indes dont l'adjudication lui en aura été faite, pour y être vendus dans ses ventes publiques, à la charge de marquer de ses plombs & bulletins les mousfelines, toiles de coton blanches & mouchoirs qui pourront être vendus pour être confommés dans le Royaume, & à la charge par les adjudicataires de renvoyer à l'étranger les étoffes de foie des Indes, écorces d'arbres, & toiles peintes ou teintes : le tout ainfi qu'il en est usé pour les marchandises des Indes provenant du commerce de ladite compagnie.

VIII. Pourra aussi l'adjudicataire général des fermes, comme ayant le privilege exclusif du tabac, disposer à son prosit des tabacs des prises dont il se sera rendu adjudicataire; & quant aux tabacs qui seront adjugés à d'autres, les adjudicataires seront tenus de les renvoyer à l'étranger directement par mer, ou à Dunkerque, du port on l'adjudication aura été saite, sans pouvoir les faire voiturer par terre.

IX. Les adjudicataires du sel étranger seront pareillement tenus de les renvoyer directement par mer à l'étranger, l'introduction en étant dé-

fendue dans tout le Royaume.

X. Les adjudicataires des marchandises prohibées par l'article 6, auront un an de délai, à compter du jour de l'adjudication, pour les faire passer à l'étranger; & cependant elles demeureront rensermées dans les magasins du dépôt, sous deux cless, comme il est dit à l'art. 4; & après le terme d'un an il y sera pourvu par Sa

Majesté, ainsi qu'il appartiendra.

XI. Les adjudicataires desdites marchandises prohibées, autres que le sel & le tabac, auront la faculté de les envoyer par terre à l'étranger, par forme de transit, au travers du Royaume. sans payer aucuns droits, à la charge de passer & fortir par les ports & bureaux ci-après denommés, à l'exclusion de tous autres; savoir, pour ce qui fortira du Royaume par mer, par Dunkerque, Calais, Saint-Vallery, Dieppe', le Havre, Honfleur, Saint-Malo, le Port-Louis, Paimbeuf, la Rochelle, Bordeaux, Bayonne, Cette, Agde & Marseille; & à l'égard de ce qui sortira par terre pour l'Espagne, par les buteaux de Bayonne, Pas-de-Behobie, Ascaing & Ainhoa; pour la Savoie, par les bureaux de Pontde-Beauvoisin & Chaparillan; pour Genêve & la Suisse, par les bureaux de Seissel & Colonges ou par le bureau d'Auxonne; & d'Auxonne, par l'un des bureaux de Gex ou de Pontarlier, fuivant la destination; pour les Pays-Bas & pays de Liege, par les bureaux de la basse-ville de Dunkerque, Lille, Valenciennes, Maubeuge & Givet : dans lesquels bureaux les commis défigneront, en visant les acquits à caution de transit qui leur seront représentés, le dernier bureau de la frontiere par où les marchandifes devront fortir, suivant la route; & pour le côté de Luxembourg, par Torcy, & delà par Sedan.

XII. Les marchandises prohibées ne pourront fortir des ports où elles auront été amenées, pour être envoyées à l'étranger, qu'en présence du commis du fermier, pardevant lequel elles devront être reconnues & conduites au vaisseau, si elles sortent par mer ou chargées sur les voitures; sans que celles qui sortiront par mer puissent être interposées dans aucun port intermédiaire. A l'égard des sels & des tabacs, qui ne pourront être envoyés à l'étranger que par mer,

ils seront pareillement reconnus & conduits au mois le certificat de sortie du dernier bureau vaisseau.

XIII. Les adjudicataires des marchandises prohibées, qui les expédieront en transit dans le cours de l'année d'entrepôt accordée par l'article 10, seront tenus de rapporter dans les six mois du jour de l'expédition, le certificat de sortie du dernier bureau; à peine de payer, par sorme de confiscation de la marchandise & de l'équipage, le double de l'adjudication, & en outre l'amende portée par les Ordon. & Réglemens.

XIV. Toutes les marchandifes des prifes, autres que celles dénommées à l'article 6, auront la faculté de pouvoir être envoyées, sans payer aucuns droits, tant à l'étranger qu'aux isles & colonies Françoises, directement du port de l'adjudication, pour celles qui fortiront par mer; & elles jouiront du bénéfice du transt au trasvers du Royaume, à la charge de passer & fortir par les bureaux désignés en l'article 11, à l'exclusion de tous autres; & en attendant qu'elles soient destinées & expédiées, elles demeureront ensermées dans les magasins du dépôt sous dissérentes cless, comme il est dit en l'art. 4.

XV. Les marchandises permises ne pourront demeurer déposées au magasin sans destination & expédition, plus de six mois, à compter du jour de l'adjudication, après lequel terme les droits en seront acquits & payés au fer mier par les adjudicataires; & en cas que dans le cours desdits six mois ils les expédient en transit pour l'étranger, ils seront tenus de rapporter dans fix mois du jour de l'expédition, le certificat du dernier bureau de fortie, à peine du quadruple des droits. Veut néanmoins Sa Majesté que celles desd. marchandises permises qui seroient déclarées pour les colonies Françoises, avant l'expiration de six mois d'entrepôt, jouissent encore de six autres mois sans être sujettes à aucuns droits; mais que si, après avoir été déclarées par lesdites colonies, la destination en étoit changée, ou pour l'étranger ou pour le Royaume, dans le cours des six derniers mois, les propriétaires desdites marchandises toient tenus de payer les droits d'entrée & moitié de ceux de fortie de celtes qui passeroient à l'étranger, & les droits d'entrée avec moitié en fus, pour celles qui seroient destinées à la conformation du Royaume.

XVI. Les marchandifes, tant permifes que prohibées, qui feront expédiées en transset, seront déclarées, visitées & plombées au bureau du port de l'ensévement, & il fera pris un acquit à caution portant soumission, sous les peines portées par les articles 13 & 15 du présent Réglement, de rapporter dans le délai de six

Tom, II.

mois le certificat de sortie du dernier bureau désigné suivant la route, qui justifie que les plombs se seront trouvés sains & entiers, & que les marchandises contenues aux acquits à caution y auront été vérissées & trouvées conformes, & qu'elles sont réellement sorties pour l'étranger; & seront les dits acquits à caution visés dans tous les bureaux de la route, & par les directeurs des sermes dans les villes où il y en a d'établis, après qu'ils auront eux-mêmes reconnu les plombs sains & entiers, & sauf, en cas de soupçon, à en faire la vérisscation dans les dits bureaux de passage.

XVII. Les marchandifes dénommées au préfent article, déclarées pour la confommation du Royaume, paieront pour tous droits d'entrée des traites dans tous les bureaux des ports où l'adjudication en aura été faite, deux & demi pour cent du prix de leur adjudication; favoir, acier non ouvré, chairs falées de toute espece, cire jaune non ouvrée, cuirs verts ou en poil non salés, cuivre non ouvré, étaim non

ouvré, plomb non ouvré, & suifs.

XVIII. Les marchandifes dénommées au présent article, déclarées pour la consommation du Royaume, paieront pour tous droits d'entrée des traites, dans tous les bureaux des ports où l'adjudication en aura été faite, dix pour cent du prix de leur adjudication, savoir, charbon de terre, bouteilles ou flacons de verre, buffles, café, autre que celui de Moka, cire jaune ou blanche ouvrée, cuirs apprêtes ou tannés, cuirs dorés, cuivre ouvré, drogueries de toutes sortes, étaim ouvré, fer ouvré, ser-blanc ou tôle ouvré, linge de table ouvré ou non ouvré, mercerie, morue verte ou feche, & toute forte de poisson sec ou salé, papiers de toutes fortes, clincaillerie de toutes fortes, rubans de fil, toiles, futaines & coutils, tapis & tapisseries, & verres de toute sorte; & quant aux fucres de toute espece, ils acquiteront les droits du tarif de 1667.

XIX. Toutes les marchandises de qualité permise, qui seront déclarées pour la consommation du Royaume, autres que celles dénommées aux articles 17 & 18 du présent Réglement, paieront pour tous droits d'entrée des traites des ports où l'adjudication en aura été saite, autres que Marseille, Bayonne & Dunkerque, cinq pour cent du prix de leur adjudication, à l'exception néanmoins des soies de toutes sortes qui acquitteront les droits d'entrée de quatorze sols par livre pesant, imposés par l'Edit de Janvier 1722; & seront les dies soies de prises dispensées d'être envoyées à Lyon.

Yу

XX. Dans le cas ou les droits des marchandises des prises, réglés par le présent Arrêt, à deux & demi ou à cinq pour cent du prix de l'adjudication, pourroient se trouver plus sorts que les droits d'entrée ordinaire qui seroient dus pour aller à la destination déclarée, suivant les tarifs & Réglemens; entend Sa Majesté que les droits desdites marchandises soient réduits à ceux portès par les flits tarifs & Réglemens, sans que ladite clause puisse sen l'article 18 du présent Réglement, lesquelles demeureront assurgement as le dit article, pour quelque destination que ce soit dans le Royaume.

XXI. Les droits des marchandiles des prises devant être acquités suivant le prix de leur adjudication, veut Sa Majesté que la vente & adjudication en soient faites par les juges de l'Amirauté, par parties d'une même forte & qualité de marchandiles, & que les négocians & autres qui auront à en acquitter les droits, foient tenus de rapporter au bureau des Fermes, avec leur déclaration, un certificat de l'Amirauté, du prix de l'adjudication de la marchandise déclarée, avec le numéro, la date & le nom de l'adjudicataire portés par l'inventaire; ce qui sera vérissé sur le double dudit inventaire qui doit être remis au commis du fermier, suivant l'article 3 du présent Réglement; & faute par lesdits négocians & autres de rapporter certificat dans la forme ci-dessus prescrite, les droits seront acquittés à la valeur, fur le pied du plus haut prix qui se trouvera porté audit inventaire sur les marchandises de mênie espece.

XXII. Les acquits de paiement des droits de deux & demi, de cinq ou de dix pour cent, suivant l'espece de marchandise, tiendront lieu, tant des droits d'entrée & droits Jocaux des traites dus dans la province où l'adjudication en aura été faite, que de tous autres droits des traites qui pourroient se trouver dus au passage par terre d'une province à l'autre, même des vingt pour cent dus sur les marchandifes du Levant; pourvu néammoins que le transport s'en fasse dans les trois mois de la date de l'acquit de paiement pris au bureau du lieu de l'adjudication. N'entend Sa Majesté exempter les marchandises qui se trouvent sujettes à d'autres droits indépendans des traites ou cinq groffes fermes, lesquels droits seront payés sur les marchandises des prises destinées pour le Royaume, dans les cas où ils seront dus, indépendamment des droits d'entrée portés par le présent Réglement.

XXIII. Les droits des marchandises ne se-

ront payés que lorsqu'elles seront enlevées du lieu de l'adjudication pour être transportées dans un autre lieu du Royaume, ou pour être consommées dans le lieu de l'adjudication; & en cas que les adjudicataires veuillent les tirer du dépôt & les avoir en leur disposition avant d'en avoir fait la destination, ils seront tenus d'en payer les droits.

XXIV. Les marchandises des prifes conduites dans le port de Dunkerque, qui seront destinées pour l'intérieur, ou pour passer en transit au travers du Royaume à l'étranger, seront représentées au bureau de la basse - ville de Dunkerque, ou la déclaration en sera faite à l'ordinaire, & elles feront accompagnées d'un certificat de l'Amirauré, qui fera foi qu'elles provienneut de telle prise, lequel sera dans la forme prescrite par l'article 21, & sera vérifié dans ledit bureau sur le double de l'inventaire qui y serà remis à cet effet; & sur lesdits certificats vérifiés, elles feront visitées pour être ensuite acquittées ou expédiées en transit & plombées, avec acquit à caution & foumission de remplir les conditions prescrites par le présent Réglement. Il en sera usé de même au bureau de Septême ou autres premiers bureaux d'entrée près de Marseille, pour les marchandises des prises conduites en ce port, & qui delà seront envoyées dans l'intérieur du Royaume, ouà l'étranger par transit: réservant néanmoins Sa Majesté à l'adjudicataire général des fermes, & à ses commis établis à Marseille. la faculté de prendre connoissance des marchandifes desdites prises qui y seront amenées, & de s'opposer à l'introduction de celles qui y sont défendues par les Réglemens. Entend Sa Majesté que les tabacs de prises qui entreront dans la Flandre Françoise, par le bureau de la basse-ville de Dunkerque, acquittent audit bureau le droit de trente fols par livre de tabac imposé par la Déclaration du 4 Mai 1749.

XXV. Les marchandises des prises amenées au port de Bayonne, paieront après l'adjudication, les droits ordinaires de la coutume dans le cas où les adjudicataires y seroient sujets, & elles ne seront assujetties aux droits de deux & demi, de cinq & de dix pour cent, qu'à la sortie du coutumat pour la destination du Royaume, & en justifiant, comme il est dit ci-dessus, du prix de leur adjudication: elles jouiront au surplus du bénéfice du transit, tant pour les marchandises prohibées qui devront être renvoyées à l'étranger, que pour les marchandises permises, que les négocians & autres voudront faire passer à l'étranger ; le tout en observant les formalités prescrites en pareil cas par le préfent Réglement, pourvu néanmoins que lesdites

marchandises permises n'aient pas été en la disposition des disse négocians ou autres non privilégiés, ensorte que l'exemption des droits d'entrée & de sortie ne porte que sur celles desdites marchandises qui passeront directement en transsit à l'étranger, sans avoir été en la disposition des adjudicataires. Veut Sa Majesté que les tabacs provenant des prises, & destinés pour la consommation de ladite ville de Bayonne, acquittent le droit de 30 s. par livre de tabac imposé par la Déclaration du 4 Mai 1749.

XXVI. La connoissance des fraudes & contraventions au présent Réglement, demeure aux maîtres des Ports & Juges qui ont coutume d'en connoître; sauf l'appel, ainsi que de droit.

XXVII. Le présent Réglement dans tout son contenu sera exécuté pour les marchandises provenant des échouemens des navires pendant la

présente guerre.

XXVIII. Le contenu aux articles ci-dessus, aura pareillement lieu pour les prises faites par les vaisseaux de Sa Majesté, & les droits ordonnés par le présent Réglement, seront perçus sur les marchandises de toutes les prises faites avant sa publication, comme sur celles qui

pourront se faire à l'avenir.

XXIX. Les navires uniquement armés pour la course pendant la présente guerre, jouiront conformément à l'article 9 de la déclaration du 15 Mai 1756, de l'exemption des droits de traites sur les vivres, vins, eaux-de-vie & autres boissons fervant à leur avituaillement, ainsi que sur les bois, goudrons, cordages, ancres, voiles, armes, munitions de guerre, ustensiles, & toutes marchandises généralement servant à la construction, équipement & armement desdits navires, & s'il est embarqué dans les dits navires, destinés pour la course, d'autres marchandises que celles ci-dessus mentionnées, ladite exemption n'aura pas lieu.

XXX. Chaque armateur pour la course, sera tenu de représenter au bureau des sermes du port de l'armement, la commission en guerre qui lui aura été accordée par M. l'Amiral, & d'y remettre un duplicata du rôle de son équipage, certissé par le Commissaire de la Marine ou autre Officier chargé du bureau des Closses.

XXXI. Il ne pourra être embarqué en exemption des droits, sur chaque navire armé en courfe, une plus forte provision de vins & eaux-devie que pour trois mois, & dans la proportion

établie par l'article suivant.

XXXII. Il fera passé en exemption pour chaque homme d'équipage pendant lesdits trois mois, ou trois quarts de pinte de vin mesure de Paris par jour, ou l'équivalent en eau-de-vie.

à raison du quart de ce qui est accordé en vin; chaque volontaire sera réputé homme d'équipage, & deux mousses ne seront comptés que pour un homme, à l'égard des officiers mariniers, il leur sera passé en exemption pendant le même temps une ration & demie de vin par jour, ou l'équivalent en eau-de-vie, à raison du quart de ce qui est accordé en vin.

XXXIII. Au retour du navire dans le port d'où il sera parti, il sera fait par le Fermier ou ses préposés un recensement de tous les vins & eaux-de-vie qui s'y trouveront encore en nature, dont il sera dresse procès-verbal, & ce qui aura été consommé au-delà de la quantité cidessus réglée, à proportiou que le navire aura été dehors, sera sujet aux droits, sans que pour raison du déchet ou coulage, & sous quelqu'autre prétexte que ce soit, il puisse être fait aucune diminution, de quoi il sera pris soumission & caution aubureau des fermes avant le départ.

XXXIV. Les vins & eaux-de-vie qui auront été embarqués en exemption des droits pour la course, & qui n'y auront point été consommés, ne pourront demeurer à bord plus de trois jours après le retour dans le port du départ, lequel temps passé ils seront déchargés, si mieux n'aime l'armateur faire sa déclaration de la quantité qui lui en restera au jour de l'arrivée de son navire, & lorsqu'il remettra en mer: laquelle déclaration le sermier pourra faire vérifier par ses commis, pour être ladite quantité imputée sur celle dont l'armateur pourroit avoir besoin pour un nouveau voyage.

XXXV. Les navires qui reviendront dans un autre port que celui où ils auront armé en course, ne pourront y décharger aucuns vins ni eaux-de-vie, qu'en payant par l'armateur ou capitaine, tous les droits dus au lieu du départ & ceux dus au port où ils auront abordé, si ce n'est dans les cas forcés d'une visite ou d'un radoub, dans lesquels cas l'armateur ou capitaine sera tenu de faire sa déclaration au bureau des fermes, & d'entreposer ses boissons sous la cles

du fermier si le commis l'exige.

XXXVI. En cas de fraude reconnue faite sous l'apparence de la course; soit par un commerce de vins & eaux de-vie, soit par un versement sur les côtes du Royaume au autrement pl'armateur ou le capitaine sera condamné à une amende de trois mille livres, qui ne pourra être remise ni modérée, & au paiement de laquelle le navire, agrêts & apparaux seront affectés par privilege, sans préjudice à la contrainte par corps contre le capitaine. Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Duc de Penthievre, Amiral de France, aux sieurs Intendans

¥уij

& Commissaires départis dans les provinces, aux Officiers des Amirautés, maîtres des ports, Juges des traites, & tous autres qu'il appartiendra, de tenir la main, chacun en droit soi, à l'exécution du présent Réglement. Fait au Confeil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le quinze Mars mil sept cent cinquantesept. Signé, Peirenc de Moras.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT

DU ROI,

Qui, en consirmant un Arrêt de la Cour des Monnoies du 19 Octobre 1745; ordonne l'exécution des Réglemens concernant les matieres & vaisselles d'or & d'argent; enjoint à tous Officiers de Justice, & aux Officiers des Amirautés de s'y consormer.

Du premier Février 1746.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

CUR la Requête présentée au Roi en son Condeil, par les Officiers de l'Amirauté de Calais, & par le fieur Joseph Fossecave, negociant en ladite ville de Calais, contenant que par Arrêt de la Cour des Monnoies du 19 Octobre dernier, ledit sieur Fossecave a été condamné à restituer & rapporter une somme de 1658 l. 1 s. 3 d. pour le montant du prix & valeur des matieres & ouvrages d'argent dont il étoit dépositaire, qui ont été vendus à l'encan suivant le procèsverbal de vente qui en a été fait le 5 Juillet précédent, laquelle somme demeurera acquise & confisquée au profit de S. M. & lesdits Officiers de l'Amirauté ont été condamnés en 6632 liv. 5 s. d'amende, faisant le quadruple du montant desdites matieres & ouvrages d'argent par eux vendus; pour raifon desquelles condamnations ils sont poursuivis à la Requête du Procureur-Général de Sa Majesté en ladite Cour des Monnoies. Et comme les supplians se flattent de n'être tombés en aucune contravention, parce que les Réglemens qui défendent la vente publique des ouvrages d'orfévrerie, & qui veulent que ces matieres & ouvrages foient portés aux Hôtels des Monnoies ne regardent que les Officiers des Justices ordinaires crées pour la vente des meubles, & ne peuvent concerner les Officiers des Amirautés qui font seulement, & sans intérêt, la vente des prises faites en mer sur les ennemis de l'Etat : que d'ailleurs les Réglemens généraux ne leur font point connus, ne leur ayant été envoyés ni adressés , & que les Amirantés ont toujours été distinguées des autres Justices quant à l'exactitude des Réglemens

généraux, dans lesquels le Roi a souvent déclaré n'avoir point entendu les comprendre, étant régies par les loix ad hoc, que M. l'Amiral leur fait passer à chaque renouvellement de guerre, & sur lesquelles leur Jurisprudence est fondée en matiere de prises : Que le sieur Fossecave n'étoit point dépositaire de la prise, mais seulement de l'armement; & qu'enfin le sieur Fortin, qui avoit fait signer au sieur Fosfecave une opposition à cette vente, n'avoit point pris la qualité de changeur; mais seulement celle d'agent de change, qui ne lui donnoit aucun droit, qu'il n'étoit point connu pour changeur, & qu'au moins il auroit dû réitérer cette opposition aux officiers lorsque la vente de ces ouvrages a été affichée comme celle des autres marchandises. A CES CAUSES, requéroient les supplians qu'il plût à Sa Majesté les décharger desdites condamnations, chacun à leur égard, aux offres qu'ils font de se soumettre à exécuter par la suite les Réglemens intervenus à ce fujet, lorsque l'exécution leur en aura été ordonnée par M. l'Amiral. Vu ladite Requête, ensemble la réponse du Procureur-Général de Sa Majesté en ladite Cour des Monnoies, auquel elle a été communiquée, contenant que tous les Officiers de Justice dans les provinces font dans une contravention manifeste & habituelle à cet égard; que les Officiers de l'Amirauté de Calais ont d'autant plus de tort en certe occasion, que sur l'opposition du sieur Fortin, dans laquelle il avoit pris la qualité d'agent de change pour le Roi, ils devoient commencer par l'appeller & prononcer sur son opposition;

que les Réglemens généraux obligent également tous les officiers, lorsqu'ils ont été régistrés au Greffe des Cours & Juges qui en doivent connoître; que le sieur Fossecave, chargé de l'armement & dépositaire de la prise, n'avoit pu livrer toutes ses argenteries, ni passer outre à l'opposition qui avoit été formée entre ses mains, sans la faire juger; que d'ailleurs, les Officiers de l'Amirauté de Calais sont tombés dans une double contravention, par ladite indication qu'ils ont faite de ces mêmes matieres & vaisselles à plus haut prix que celui porté par les tarifs; & que pour parvenir à faire observer les Réglemens au sujet de ces matieres, il étoit nécessaire de faire supporter quelques peines à ceux qui y contreviennent si formellement. Oui le rapport du sieur Machault, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur-Général des Finances, LE ROI EN SON CONSEIL, sans avoir égard à ladite Requête, a ordonné & ordonne que les Edits, Déclarations, Ordonnances, Arrêts & Réglemens concernant les matie-

res & vaisselles d'or & d'argent, seront exécutés selon leur forme & teneur, fait défenses à tous Juges & officiers de Justice d'y contrevenir, sous les peines y portées ; enjoint auxdits Officiers de l'Amirauté de Calais de s'y conformer expressément. Et cependant, par grace, & sans tirer à conséquence, a modéré & modere la condamnation de restitution portée par ledit Arrêt de la Cour des Monnoies du 19 Octobre dernier contre ledit Fossecave, à la somme de 400 livres, & la condamnation d'amende aussi portée par le même Arrêt contre lesdits Officiers de l'Amirauté de Calais, à la fomme de 300 liv.; au paiement desquelles sommes ils seront contraints dans les termes & par les voies portées audit Arrêt de la Cour des Monnoies; quoi faifant ils en seront & demeureront bien & valablement quittes & déchargés. Fait au Conseil d'Etat du Roi, tenu à Versailles le premier jour de Février 1746. Collationné.

Signé, DE VOUGNY, avec paraphe.

ARREST DE LA COUR

DES MONNOIES,

Qui ordonne que les matieres, argenteries & vaisselles d'or & d'argent qui se trouveront sur les prises faites en mer, seront portées aux Hôtels des Monnoies, ou aux Changes les plus prochains, pour en être la valeur rendue sur le pied des tariss.

Du 7 Mai 1746.

Extrait des Registres de la Cour des Monnoies.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : au premier des Huissiers de notre Cour des Monnoies, ou autre notre huifsier ou sergent sur ce requis, Salut. Savoir saisons, que sur ce qui a été représenté à notredite Cour par notre Procureur-Général en icelle, que par la déclaration de l'année 1689, & par la disposition de tous les Réglemens intervenus à ce sujet, il est expressément porté que tous les ouvrages & vaisselles d'or & d'argent qui sont dans le cas d'être vendus, seront portés aux Hôtels des Monnoies auxquels ils doivent fervir d'aliment, ou aux changes les plus prochains, avec défenses à tous officiers publics d'en faire aucunes ventes, sous peine contr'eux de l'amende du quadruple, & de restitution à notre profit contre les propriétaires ou dépositaires; que notredite Cour des Monnoies a toujours assuré l'exécution de ces Réglemens toutes les fois que les Officiers de Justice y ont contrevenu; que même par Arrêt du 19 Octobre dernier elle avoit condamné les Officiers de l'Amirauté de Calais en six mille six cent trente-deux livres cinq fols d'amende, saisant le quadruple de seize cent cinquante-sept livres un sols trois deniers de restitution qu'elle avoit prononcée par le même Arrêt à notre profit, contre le dépositaire de différentes pieces & ouvrages d'orfévrerie provenant de la prise qui avoit été faite d'un navire Anglois, dont la vente avoit été faite publiquement, & à l'enchere, par lesdits Officiers de l'Amirauté de Calais : que cet Arrêt de la Cour a été confirmé par Arrêt de notre Conseil d'Etat du premier Février dernier, ren-

du sur la Requête desdits officiers, par lequel nous aurions par grace, & sans tirer à conséquence, moderé les condamnations portées par ledit Arrêt, & ordonné que les Edits, Déclarations, Ordonnances, Arrêts & Réglemens concernant les matieres & vaisselles d'or & d'argent, teront exécutés felon leur forme & teneur, & fait défenses à tous Juges & Officiers de Justice d'y contrevenir, sous les peines y portées, & enjoint auxdits Officiers de l'Amirauté de Calais de s'y confermer expressément: que néanmoins il vient d'être informé par des placards imprimés & affichés depuis deux jours dans cette ville de Paris, que nonobstant la disposition de ces Réglemens il doit être procédé les 17 & 24 Mai présent mo: , & premier Juin prochain, en la ville du Havre, pardevant les Officiers de l'Amirauté d'icelle, en exécution de différentes Sentences qu'ils ont rendues, à la proclamation & réception d'encheres pour parvenir à l'adjudication qui era commencée le 7 dudit mois de Juin, au plus offrant & dernier enchérisseur, de dissérens effets & marchandifes provenant du navire Anglois le Farnley qui a été pris par un navire François, & parmi lesquels effets & marchandises qui doivent être criées & adjugées à l'enchere, lesdits placards annoncent différens ouvrages & vaisselles d'argent. Et attendu que cette vente & adjudication seroient contraire à la dispofition de ces mêmes Réglemens, auxquels les Officiers de l'Amirauté du Havre doivent le conformer comme les autres, & qu'en snivant l'exécution de leurs Sentences ils s'exposeroient à la rigueur des peines portées par les Edits & Réglemens; requéroit notre Procureur-Général qu'il lui fût fur ce pourvu, & qu'il plut à notredite Cour ordonner que les matieres & vaiffelles d'or & d'argent qui peuvent se trouver parmi les effets provenant dudit navire Anglois le Farnley, ou de toute autre ptise, seront portées aux Hôtels de nos Monnoies, ou aux Changes les plus prochains, pour en être la valeur payée sur le pied des tarifs, & icelle remise ès mains du dépositaire desdits effets, ou de tous autres qui seront commis à cet effet; faire défenses aux Officiers de l'Amiranté du Havre & à tous autres, de procéder à la proclamation, réception d'encheres & adjudication au plus offrant & dernier enchérisseur, desdites matieres & vaisselles, & à tous dépositaires de

s'en dessaisir autrement que pour les porter aux dits Hôtels des Monnoies, ou aux Changes les plus prochains, dont ils teront tenus de justifier toutesois & quantes, le tout sous les peines portées par lesdits Réglemens; & ordonner que l'Arrêt qui interviendroit, seroit imprimé, lu publié & affiché par-tout où il appartiendroit, & envoyé dans tous les sieges du ressort de la Cour, pour y être enrégistré & exécuté selon sa forme & teneur. Lui retiré, la matiere mise en délibération : Vu ledit Arrêt de notre Confeil du premier Février dernier, le relevé qui a été fait desdits placards imprimés & affichés, en ce qui concerne les ouvrages & matieres d'or & d'argent : Oui le rapport de Me. Charles-François le Comte de Gerlan, notre Conseillerà ce commis, tout vu & confidéré: Notredite Cour. faisant droit sur le requisitoire, a ordonné & ordonne que les matieres, argenteries & vaisselles d'or & d'argent, qui peuvent se trouver parmi les effets provenant dudit navire Anglois le Family, on de toutes autres prifes, feront portées aux Hôtels de nos Monnoies, ou aux Changes les plus prochains, pour en être la valeur payée sur pied des tarifs, & icelle remise ès mains du dépositaire desdits effets, on de tous autres qui seront commis à cet effet: Fait défentes aux Officiers de l'Amirauté du Havre, & à tous autres, de procéder à la proclamation, réception d'encheres & adjudication au plus offrant & dernier enchérisseur, desdites matieres, argenteries & vaisselles d'or & d'argent, & à tous dépositaires, de s'en dessaisir autrement que pour les porter auxdits Hôtels des Monnoies, ou aux changes les plus prochains: dont ils seront tenus de justifier toutesois & quantes; le tout sons les peines portées par lesdits Réglemens. Ordonne que le présent Arrêt fera imprimé, lu, publié & affiché par-rout où il appartiendra, & envoyé dans tous les fieges du ressort de la Cour, pour y être enrégistré & exécuté selon sa forme & teneur. Si te mandons mettre le présent Arrêt à due & entiere exéeution, selon sa forme & teneur, de ce faire vous donnons pouvoir. Donné en notre Cour des Monnoies, le septieme jour de Mai, l'an de grace mil sept cent quarante-six & de notre regne le trente-unieme.

Signé, GUEUDRÉ, avec grille & paraphes.

Et scellé.



ARTICLE XXXII.

A Près les distractions ci-dessus, le dixieme de la prise sera délivré à l'Amiral, & les frais de Justice seront pris sur le restant, qui sera ensuite partagé entre les intéressés, conformément aux conditions de leur société.

L'art. 9 du tit. premier, livre premier, un émolument attaché à cette importante charge de toute ancienneté; c'est-à-dire, que l'établissement de ce droit n'ayant point d'époque distincte, on doit juger qu'il est aussi ancien que

l'institution de cette charge.

Il paroît même dans l'origine que c'en étoit le principal attribut lucratif; aussi n'en est-il point qui ait été plus souvent rappellé & consirmé dans nos Ordonnances, tantanciennes que modernes; & loin d'avoir soussert quelque altération dans la suite, on voit au contraire que la décision a toujours été en saveur de ce droit, jusque dans les cas où il sembloit y avoir lieu de douter. Les preuves en ont été rapportées sur ledit article 9; il ne s'agit ici que de la maniere de lever ce dixieme; & ce qui sera observé à ce sujet, ne doit pas être jugé inutile (quoique ce dixieme ait été suspendu dans la présente guerre, comme dans la précédente, & qu'actuellement il soit supprimé, comme je le dirai dans la suite,) non seulement à cause de l'indemnité que le Roi a promise à M. l'Amiral pour le passé après l'avoir déjà réglée pour l'avenir, & que d'ailleurs il se pourroit que ce droit sût rétabli quelque jour, au moins sur le pied de l'Edit du mois d'Août 1743; mais encore parce que ce détail, considéré simplement comme un morceau historique, peut avoir de quoi piquer la curiosité.

Cet article, conformément à l'ancien usage, n'ordonne de distraction sur le produit de la prise, au préjudice du dixieme de M. l'Amiral, que des objets compris dans l'article précédent, qui sont, les frais du déchargement & de la garde du vaisseau & des marchandises. Ce sont là les seules dépenses présérables au dixieme de l'Amiral. Il n'est point question à son égard de celles faites pour l'armement du corsaire, ni d'aucuns frais de Justice, pas même de ceux de la vente des marchandises: son dixieme est exempt de tout cela, aux termes de cet art. dont la disposition a toujours servi de regle jusqu'à la dernière guerre.

Il étoit de même d'ancien usage, que l'Amiral prît son dixieme en nature ou espece, sans être obligé de soussirir la vente des marchandises. Cet usage s'étoit établi en interprétation de l'article 4 de l'Ordonnance de 1517, portant que l'Amiral sera sa délivrance des prises, son dixieme rabattu, sans parler de vente; & plus particuliérement sur la disposition des Loix Romaines qui permettent à quiconque qui a une certaine portion dans une chose sujette à division, de prendre cette portion en nature ou essence par un partage essectif.

La preuve de cet usage au reste se tire d'une Sentence de l'Amirauté de Rouen, du 13 Mars 1596; de ce qui se pratiquoit du temps du Cardinal de

Richelieu, comme il résulte d'une commission, entr'autres, par lui donnée au nommé Lépicard pour la recette de ses droits en Provence, où il est expressément marqué, qu'il prendra le dixieme en essence; de ce qui s'est pratiqué tout de même du temps de M. le Comte de Vermandois, aussi bien que de M. le Comte de Toulouse dans les vingt premieres années de son exercice; enfin de la pratique constamment observée à ce sujet en Bretagne durant tout le temps que M. le Duc de Chaulnes en avoit été Gouverneur, & qu'encette qualité il avoit les droits de l'Amiral dans cette province.

En un mot, cet usage confirmé tacitement par l'article 12 de l'instruction du 6 Juin 1672, en ce qu'il y étoit décidé, qu'après la prise déclarée bonne, l'Amiral feroit la délivrance des marchandises en nature aux armateurs s'ils en saisoient la demande, étoit demeuré sans atteinte jusqu'à l'année 1704, que les

armateurs de St. Malo s'en plaignirent pour la premiere fois.

Il y eut à ce sujet des mémoires sournis de part & d'autre. Les armateurs de St. Malo se sondoient principalement sur ce même article 12 de l'instruction de 1672, d'où ils inséroient qu'il dépendoit d'eux de demander la délivrance des marchandises en nature, & qu'en renonçant à ce droit ils avoient la faculté par conséquent de requérir la vente.

A quoi M. l'Amiral répondoit que par la regle des corrélatifs, il devoit avoir, comme les armateurs, le droit de prendre son dixieme en essence, & qu'en cette partie il avoit le même droit qu'eux d'empêcher la vente des marchandises.

Quant aux inconvéniens du partage, M. l'Amiral fit voir aussi qu'il ne pouvoit en résulter aucun; mais qu'il n'en étoit pas de même de la vente par rapport à son dixieme, à raison de la facilité que trouveroient les armateurs de se faire adjuger à vil prix les marchandises des prises.

Enfin la prétention de M. l'Amiral n'étoit pas seulement soutenue de l'usage; mais encore de deux consultations parsaitement raisonnées des 15 & 27 Mars 1704, signées des plus sameux Avocats de ce temps-là; c'est-à-dire, de M M.

de Riparfon, Baille, Airault, Chardon & Braquet.

Mais en tout ceci, M. le Comte de Toulouse prétendoit uniquement prouver que son droit étoit incontestable. Dès qu'il en eut convaincu les armateurs de St. Malo, & en leurs personnes tous les armateurs en course, il ne balança pas à s'en désister, puisqu'on le trouvoit sujet à inconvénient; pour donner par cette marque de complaisance, aux armateurs, une preuve de ses dispositions à favoriser les armemens en course autant qu'il seroit en lui.

En 1715 les armateurs de Nantes sirent naître une autre difficulté au sujet du droit de commission qu'ils payoient à leurs correspondans, qui, chargés de leurs pouvoirs, vacquoient à l'armement ou au radoub des navires armés en course, de même qu'à la vente & au compte du produit des prises. Ils prétendoient que ces frais de commission devoient être prélevés sur les prises avant le dixieme de l'Amiral, & que c'étoit ainsi qu'il falloit interpréter cet article & le précédent.

La contestation portée deux sois au Parlement de Rennes, par un premier Arrêt du 16 Avril 1715, leur prétention sut rejettée, & par un second du 6 Mai suivant elle sut autorisée. Cette contrariété d'Arrêts engagea le Roi à rendre une Déclaration le 12 Août de la même année, par laquelle Sa Majesté cassa & annulla le dernier Arrêt du 6 Mai, & interprétant en tant que

etoin .

besoin, l'article précédent & celui-ci, ordonna que sur les deniers provenans des prises, il ne seroit pris avant le dixieme que la somme à laquelle se trouveroient monter les frais du déchargement, & de la garde du vaisseau & des marchandises, après lesquelles distractions le dixieme seroit immédiatement levé sur le restant, sans pouvoir être chargé d'aucune autre distraction ni dé-

pense, sous quelque prétexte que ce pût être.

Telle a été la regle constamment observée au sujet du divieme de M. l'Amiral jusqu'au commencement de la dernier guerre, que M. l'Amiral, voyant
de quelle importance il étoit d'encourager les armemens en course, & jugeant
qu'un des plus sûrs moyens pour y réussir étoit de faire, par rapport à son
divieme dans les prises, la condition des armateurs meilleure qu'elle n'avoit
été jusques-là, ossrit de lui-même au Roi, pour donner une nouvelle preuve de
son attachement au service de Sa Majesté & de son zele pour le bien de l'Etat, de
se contenter à l'avenir de percevoir son divieme sur le bénésice net des prises,
au lieu de le prendre sur leur produit total & sans autre déduction que des
frais de déchargement & de la garde des vaisseaux & marchandises; ainsi qu'il
lui est attribué par les divers Réglemens, notamment par l'article précédent &
celui-ci, & que ses prédécesseurs en avoient joui.

Relativement à ces offres, qui, pour être fondées sur la nécessité où se trouvoient les armateurs de faire des dépenses plus considérables que par le passé, en armant des corsaires, en état par leur force, de faire tête à ceux des ennemis, & de troubler leur commerce avec plus de succès, n'en étoient pas moins généreuses, intervint l'Edit du mois d'Août 1743, qui, après avoir dans l'article premier confirmé M. l'Amiral & ses successeurs dans la possession & jouissance du droit attribué à sa charge, du dixieme sur les prises & conquêtes saites à la mer; ordonne, art. 2, conformément aux offres de S. A. S. que ledit droit ne pourra être pris à l'avenir ni par lui ni par ses successeurs en ladite

charge, que sur le bénéfice net revenant aux armateurs.

Et afin de lever toute équivoque sur le sens de cet article, il est ajouté dans l'article suivant, qu'à cet esset, avant le partage des prises, il sera présevé la somme à laquelle se trouveront monter, non seulement les frais du déchargement & de la garde des vaisseaux & marchandises, mais encore les frais de jus-

tice & généralement toutes les dépenses de l'armement.

Il est dans l'article 4, sans autre nécessité que de prévenir de mauvaises dissicultés, que sous prétexte que l'Amiral ne pourra prendre son dixieme que déduction saite de toutes les dépenses concernant les armemens, & sur le bénésice net des prises, il ne sera pas tenu de contribuer aux dites dépenses lorsque le produit des prises ne se trouvera pas sussilant pour y satisfaire, ni dans aucun autre cas.

Enfin, pour ce qui concerne les prises saites par les vaisseaux & les galeres du Roi, l'article 5 porte, que dans la liquidation de ces prises, le dixieme sera délivré à l'Amiral sur ce qui restera de leur produit, dédustion saite seulement des frais de déchargement, de garde & de justice, y compris ceux de la vente & le dixieme des équipages, lequel sera également prélevé avant celui de l'Amiral, mais sans aucune autre dédustion pour raison des autres dépenses.

Telle est la premiere loi qui, au préjudice du dixieme attribué de tout

temps à la charge de l'Amiral, a apporté un si grand changement dans la maniere de le percevoir, sur-tout par rapport aux prises saites par les particuliers armateurs.

A peine cette loi avoit-elle commencé d'avoir son exécution, que quelques armateurs présenterent un mémoire à M. l'Amiral, tendant à ce qu'il sût passé à leur profit dans leurs comptes.

1°. Le droit de commission, 2°. les frais de relâche, 3°. ensin, les primes

d'assurance.

Par rapport au droit de commission, M. l'Amiral le consentit quant à l'armement, & le rejettz pour le désarmement, relativement à la Déclaration du Roi ci-dessus citée du 12 Août 1715, sondée sur ce qu'il y a dans chaque port un receveur qui assiste pour M. l'Amiral aux ventes & à toutes les autres opérations dépendantes des prises & de leur liquidation, auquel receveur M. l'Amiral attribue des droits qui diminuent d'autant le produit de son dixieme.

Quant aux frais de relâche, M. l'Amiral y consentit purement & simplement, comme étant des dépenses accessoires de l'armement, dont le coût

devoit être prélevé sur le produit des prises avant son dixieme.

Mais ce fut toute autre chose des primes d'assurance, attendu que cette dépense n'est point une suite nécessaire de l'armement & mise hors du corsaire, & que ce n'est qu'une précaution que prennent les armateurs pour ne pas courir le risque de la perte ou de la prise de leur vaisseau. Or cette précaution n'intéressant en rien M. l'Amiral, il étoit juste que les armateurs qui vouloient la prendre pour leur intérêt particulier, en supportassent le coût aussi en particulier, sans pouvoir en faire le prélevement sur le produit des prises. Lettre de M. de Romieu, du 29 Mai 1745. Autre chose auroit été s'il eût été question de l'assurance de la prise même à liquider: puisque ç'auroit été alors une dépense saite à l'occasion de la prise directement, dans laquelle M. l'Amiral prendroit part, & qu'en cas de perte de la prise, M. l'Amiral auroit pris son dixieme dans le recouvrement de l'assurance.

Dès le 3 Avril précédent, M. l'Amiral avoit réglé la maniere de procéder à la liquidation des prises en conséquence du nouvel Edit du mois d'Août 1743; lorsqu'il s'agiroit des prises amenées dans un port, autre que celui de l'armement. La nouvelle méthode prescrite pour ce cas, sut que les Officiers de l'Amirauté du lieu où la prise seroit amenée ou envoyée, se contenteroient d'en faire une liquidation simple qui en fixeroit le produit, déduction faite des frais de justice & autres relatifs aux prises, sans en tirer le dixieme, dont la fixation seroit renvoyée à la liquidation générale qui devoit être faite par les Officiers de l'Amirauté du lieu où le corsaire avoit été armé, comme étant seuls en état de régler les frais de l'armement & autres à prélever avant le dixieme. Du reste il sut ordonné que dans ce même cas de liquidation simple & particuliere, les armateurs ou leurs commissionnaires seroient tenus de sournir caution pour sûreté du paiement du dixieme de M. l'Amiral dans le lieu où se feroit la liquidation générale.

Cette précaution de faire donner caution pour fûreté du paiement du dixieme de M. l'Amiral, pourroit faire douter que M. l'Amiral eût pour raison de son dixieme, quelque privilege ou hypotheque à exercer sur les biens

de l'armateur, la vérité est néanmoins que son dixieme emporte privilege sur les deniers & essets mobiliers de l'armateur, & hypotheque sur ses immeubles, à compterau moins du jour de l'enrégistrement de la commission en guerre.

Ce double avantage est fondé sur ces deux principes inséparables, l'un que la charge d'Amiral est un office de la Couronne, & une portion de son do-

maine, l'autre que les droits qui y sont attachés sont droits royaux.

Qué la charge d'Amiral soit un office de la Couronne, c'est ce qui ne peut être révoqué en doute, les preuves au reste en ont été rapportées sur le titre de l'Amiral.

D'un autre côté, que les droits attachés à l'office d'Amiral soient des droits royaux, c'est une conséquence nécessaire & inévitable de la premiere proposition. C'est aussi ce que rapporte expressément l'Ordonnance de Louis XI,

du 2 Octobre 1480.

En effet, l'office étant de la Couronne & faisant partie du domaine de la Couronne, les droits qui en dépendent sont nécessairement droits de la Couronne. Comme tels, ils sont imprescriptibles, de maniere que l'Amiral n'a pas le pouvoir d'y renoncer ni d'y donner la moindre atteinte, parce qu'ils ne sont pas attachés à sa personne, mais à son office dont il n'est qu'usufruitier; comme tels par conséquent il faut leur attribuer les privileges & prérogatives attachés aux droits royaux.

Or, aux termes de l'Edit du mois d'Août 1669 & des Réglemens postérieurs il y a privilege pour les droits royaux sur les deniers comptans & sur le produit des meubles & effets de ceux qui en sont redevables; d'où il s'ensuit qu'on ne peut resuser à l'Amiral le même privilege pour son dixieme des prises, de même que pour ses autres droits, sur les meubles & effets de ceux

qui lui en sont débiteurs.

Si ce privilege ne peut lui être contesté, il en doit être de même aussi par indentité de raison de l'hypotheque, puisque, suivant le même Edit, art. 4, le Roi a hypotheque sur les immeubles des comptables du jour de leurs provi-

sions & du commencement de leur régie ou exercice.

Tout ce qu'on peut objecter sur cela, c'est que la commission en guerre, délivrée par M. l'Amiral à l'armateur, n'a pas le même caractere d'authenticité ou du moins d'autorité que les provisions du Roi; mais si cette circonstance étoit capable d'établir une dissérence essentielle entre les provisions du Roi & la commission de M. l'Amiral, du moins faudroit-il reconnoître l'hypotheque en faveur de l'Amiral du jour de l'enrégistrement de la commission au gresse de l'Amirauté, puisque cet enrégistrement est un acte judiciaire qui sonmet l'armateur à remplir tous les engagemens résultans de l'acceptation par lui faite de la commission en guerre, desquels engagemens le dixieme de M. l'Amiral fait naturellement partie.

La caution dont il vient d'être parlé n'étoit donc qu'une sûreté de plus pour

le paiement du dixieme de M. l'Amiral.

Îndépendamment du droit de M. l'Amiral sur les prises, il y a encore celui de six deniers pour livre attribué aux invalides de la Marine, par l'Edit du mois de Mars 1713, confirmé par celui du mois de Juillet 1720, outre les six deniers aussi pour livre qui sont retenus à leur prosit sur les gages des équipages. Voyez l'origine & les progrès de cet établissement, sur l'art. 11, tit. des loyers des matelots.

Zzij

Par l'article 3 de l'Edit de 1720, il étoit réglé que la retenue de ces six de niers pour livre seroit saite sur le montant total des prises, déduction saite seulement des frais saits pour la conservation & la vente des marchandises & du dixieme de l'Amiral; de sorte qu'alors ils n'entroient pas plus que M. l'A-

miral dans la dépense de l'armement ni du désarmement du corsaire.

Quoique l'opération qu'il convenoit de faire pour le Réglement, tant du dixieme de l'Amiral que des fix deniers pour livre des invalides, fût simple & sans embarras, il étoit arrivé néanmoins qu'en certaines Amirautés elle se faisoit d'une maniere, & en d'autres d'une façon toute différente. Pour y remédier par l'établissement d'une regle générale & fixe, le Roi rendit un arrêt dans son Conseil le 30 Août 1745; mais ce n'étoit pas le seul motif de l'arrêt; ll y en avoit un autre plus important sans doute, c'étoit celui de donner aux armateurs en course une nouvelle marque de l'attention de Sa Majesté en leur faveur.

Il fut donc réglé par cet arrêt, que désormais les invalides, pour leurs six deniers pour livre, de même que M. l'Amiral pour son dixieme, souffriroient la déduction sur le produit des prises, du montant de tous les frais de justice & des dépenses de l'armement & du désarmement, en conformité de l'art. 3 de l'Edit du mois d'Août 1743, donné précisément pour la réduction du dixieme de M. l'Amiral; de manière que ce ne seroit que sur le produit net & liquide des prises que seroient retenus les six deniers pour livre des invalides,

aussi-bien que le dixieme de M. l'Amiral.

Jusques-là la condition de M. l'Amiral, fixée par l'Edit de 1743, n'éprouvoit aucun changement; mais comme s'il eût dû dédommager les invalides de la réduction qu'ils souffroient par ce nouvel arrangement, tout en faveur des armateurs; au lieu qu'auparavant & toujours, son dixieme avoit été pris avant les six deniers pour livre des invalides, il su réglé au contraire, qu'à l'avenir la retenue de ces six deniers pour livre seroit faite avant son dixieme; & la même chose sut ordonnée par rapport aux prises qui seroient faites par les vaisseaux & galeres de Sa Majesté armés pour son compte. Ces six deniers pour livre ont été conservés aux invalides, quoique les déclarations de 1548 & 1756, n'en ayent pas sait mention, comme on le dira dans la suite.

Des avantages aussi considérables accordés aux armateurs en course, ne suffirent pas néanmoins pour les exciter à multiplier ces sortes d'armemens. Soit qu'ils sentifsent le besoin qu'on avoit de leur secours, soit que la course sût devenue effectivement plus dangereuse que jamais par la supériorité des forces maritimes des ennemis, il fallut les animer à mieux servir l'Etat, eux &

leurs équipages, par l'attrait d'un gain nouveau.

Dans cette idée, le Roi ayant fait connoître à M. l'Amiral qu'il fouhaitoit que son dixieme sur les prises qui seroient faites dans la suite par les particuliers sût suspendu pour le reste du temps de la guerre lors présente, & M. l'Amiral s'étant prêté aussi-tôt à cet arrangement, pour donner de nouvelles preuves de son zele pour le bien de l'Etat, Sa Majesté rendit une déclaration le 5 Mars 1748, portant, art. premier, la suspension du dixieme de l'Amiral pour le reste de la durée de la guerre, le Roi se réservant de pourvoir au dédommagement de M. l'Amiral pour raison de ladite suspension. Il en est arrivé de même par rapport à la présente guerre, suivant la déclaration du 15 Mai 1756, aussi article premier.

A ce nouvel avantage accordé aux armateurs, il en sut ajouté un autre par l'art. 6, dans lequel, pour les engager à faire construire des corsaires d'une certaine force, le Roi promit de prendre pour son compte sur le pied de l'estimation, tous ceux de 24 canons & au dessus, qui ayant été armés neuss, se trouveroient en bon état de sérvice lors de la cessation des hostilités; laissant néanmoins aux propriétaires de ces vaisseaux la liberté dè les garder pour eux, pourvu qu'ils sissent leur option avant qu'il sût procédé à l'estimation. L'article 5 de la nouvelle déclaration du 15 Mai 1756 est encore plus savorable en cette partie aux armateurs.

D'un autre côté, pour exciter l'ardeur des capitaines, officiers & équipages des corsaires, il leur sut attribué par l'art. 3, des gratifications; savoir, de la somme de 100 liv. par chaque canon pris de quatre livres de balle & au-dessus jusqu'à douze, & de 150 liv. pour chaque canon de douze livres & au-dessus; celle de 30 liv. par tête de prisonniers, & lorsqu'il y auroit eu combat, pareille somme pour chaque homme étant à bord du navire pris, au commencement de l'action. Lesquelles gratifications assignées sur le trésor royal, devoient être payées aux termes de l'article 4 par le garde du trésor royal, en conséquence des Ordonnances qui seroient expédiées à cet esset, sur les procès-verbaux & autres pieces propres à constater les causes desdites gratifications. Ces avantages ont aussi été augmentés par l'art. 2 de ladite déclaration du 15 Mai 1756. Voyez instru

Outre cela, par l'art. 5 qui attribuoit en entier ces gratifications aux capitrines, officiers & équipages, le Roi se réservoit de donner aux dits capitaines & officiers d'autres récompenses particulieres, suivant la force des vaisseaux de guerre & corsaires ennemis dont ils se seroient emparés, & selon les autres circonstances des combats qu'ils auroient soutenus. Cela a encore été confirmé avec augmentation dans l'art. 4 de ladite déclaration du 15 Mai 1756.

Par rapport à la gratification pour chaque piece de canon, l'exemple en avoit été donné par Louis XIV, dans son Ordonnance du 5 Décembre 1672, & la récompense qu'il y avoit attachée étoit même si excessive, puisqu'elle étoit de 500 liv. mais aussi elle n'avoit lieu que pour les vaisseaux ennemis armés en guerre ou en course.

Ensin, par l'article 8 de la dite déclaration, pour inviter les corsaires à se joindre aux vaisseaux de guerre du Roi, il est dit, qu'ils auront part dans les prises qui seront faites durant la jonction, & cela par proportion & relativement au nombre de canons desdits vaisseaux corsaires, sans avoir égard à la dissérence du calibre, à la grandeur des bâtimens, ni à la force des équipages. Pareille disposition aussi dans l'art. 8 de la déclaration de 1756.

Mais en cela il n'y a rien de nouveau que la généralité de la décision; la même chose avoit déjà été réglée par Ordonnance du premiere Octobre 1705, en faveur des armateurs de Dunkerque. Auparavant on faisoit attention à la dissérence du calibre des canons & de la force des bâtimens, aussi bien que de leurs équipages, comme il sera plus précisément observé sur l'article suivant.

Jusqu'à cette même déclaration du 5 Mars 1748, la part attribuée dans les prises aux équipages des vaisseaux du Roi armés pour le compte de Sa Majeste, n'étoit que d'un dixieme, & cette attribution ne leur avoit pas même été faite avant l'Ordonnance du 3 Septembre 1692.

Par cette Ordonnance il fut réglé qu'ils auroient désormais le dixieme du produit des prises qu'ils seroient, après que les frais de justice & de garde des marchandises auroient été prélevés, de même que le dixieme de M. l'Amiral; & ce dixieme devoit être distribué entr'eux, de maniere que le capitaine en auroit un quart, le capitaine en second, les lieutenans, enseignes & autres officiers composant l'état-major, un autre quart à eux tous; en sorte néanmoins que de ce quart le capitaine en second en auroit 6 parts, le lieutenant 3, l'enseigne 2, l'aumônier, le chirugien & l'écrivain chacun une part, le tout formant 12 parts.

L'autre moitié faisant les deux autres quarts, étoit distribuable, de maniere que le maître en eût trois part, les officiers mariniers, du nombre desquels sont les capitaines d'armes & des compagnies franches, chacun deux parts, & chaque matelot, garde marine & soldat chacun une part; le tout suivant le rôle qui en seroit sait par l'Intendant, & en son absence, ou par le Commissaire général de la Marine, ou par le Commissaire que l'Intendant auroit chargé de

ce détail.

Mais la déclaration dont il s'agit a accordé dans l'art. 7 auxdits officiers & équipages des vaisseaux du Roi & des galeres, un tiers dans le produit net des prises des navires marchands; au lieu du dixieme seulement qui leur avoit été ci-devant attribué; lequel tiers sera partagé entre lesdits officiers & équipages, suivant le réglement qui sera fait à ce sujet. Ce réglement, toutesois, quoiqu'il ait été annoncé tout de même dans l'art. 7 de la nouvelle déclaration du 15 Mai 1756, portant confirmation de l'attribution du tiers dans les prises avec d'autres avantages, s'est fait assezattendre; mais enfin il a paru dans l'Ordonnance du 15 Juin 1757, au moyen de quoi il n'est plus question en cette partie, de celle dudit jour 3 Septembre 1692, qui avoit fait regle jusques-là, attendu les changemens considérables qui y ont été faits. On trouvera cette nouvelle Ordonnance du 15 Juin 1757 à la suite du présent article.

Le même article 7 de la déclaration de 1748, accorde aussi aux officiers & équipages des vaisseaux & galeres du Roi, des gratifications semblables à celles portées par l'art. 3 en saveur des corsaires particuliers; & sait espérer tout de même aux capitaines & officiers, des récompenses particulieres suivant leurs grades, la force des vaisseaux de guerre ou corsaires pris, & les autres circonstances des combats qu'ils auront soutenus, relativement à l'Ordonnance déjà citée du 3 Septembre 1692; au moyen de quoi il ne doit plus être question de la gratification de 2000 liv. accordée par une autre Ordonnance du 10 du même mois de Septembre 1692, à ceux qui enleveroient un paquebot d'Espagne en Angleterre, & de 1000 liv. pour tout autre paquebot destiné pour un pays également en guerre, à condition néanmoins d'amener le paquebot dans un port du Royaume, & de remettre les malles & lettres qui y seroient trouvées.

Ce n'étoit là en effet qu'un réglement passager, occasionné par les circonstances; au lieu que les gratifications promises par cette déclaration, tant aux officiers & équipages des vaisseaux du Roi, qu'à ceux des corsaires particu-

liers, devoient être fixes & permanentes.

Aussi le Roi, par sa dernière déclaration du 15 Mai 1756, loin d'y avoir dérogé, y en a-t-il ajouté de nouvelles, & de telle nature que, s'il étoit vrai

que l'amour de la patrie & de la gloire, ne fût plus le même dans le cœur des François, le seul motif de l'intérêt suffiroit pour exciter à la course.

Ces nouveaux avantages par rapport aux officiers & équipages des navires

armés en course, consistent.

1°. Dans une augmentation considérable, faite par l'art. 2, des gratifications

à eux accordées par l'art. 3 de la déclaration de 1748.

Cette augmentation regarde les corsaires & vaisseaux de guerre ennemis dont ils s'empareront. Il leur est attribué à cet égard 50 liv. par chaque canon de 4 liv. jusqu'à 12, pris sur un corsaire, & 200 liv. pour chaque canon de même calibre sur un vaisseau de guerre; 225 liv. pour chaque canon de 12. liv. & au-dessus sur un corsaire, & 300 liv. pour chaque canon de pareil calibre pris sur un vaisseau de guerre.

A l'égard des prisonniers, la gratification est de 40 liv. par tête pour ceux

faits sur les corsaires, & de 50 liv. pour ceux des vaisseaux de guerre.

Outre cela, « lorsqu'il y aura combat lesdites gratifications seront accordées pour le nombre d'hommes effectifs qui seront trouvés sur les prises au commencement de l'action; le Roi voulant même qu'elles soient augmentées d'un quart en sus, tant pour les vaisseaux & frégates de guerre, que pour les cormaires particuliers qui auront été enlevés à l'abordage.»

2°. L'article 4 de ladite déclaration, en ajoutant à l'article 5 de celle de 1748, promet, ce qui est extrêmement remarquable, aux capitaines & officiers des corsaires qui se seront distingués, des emplois dans la Marine Royale. La

promesse a été essectuée; il y en a plusieurs exemples.

3°. Par l'article 11, Sa Majesté déclare que « suivant les témoignages qui lui » seront rendus de la conduite des officiers & volontaires qui serviront sur les » corsaires, Elle les dispensera d'une, ou même de deux campagnes (qui sont » d'obligation) sur les vaisseaux pour être reçu capitaine » à quoi il saut ajouter ou PILOTE, la raison ètant la même.

4°. Et rien de plusjuste, l'article 12 porte que les officiers & matelots des équipages des corsaires qui, par des blessures qu'ils auront reçues dans les combats, se trouveront invalides, seront compris dans les états des demi-soldes accordées aux gens de mer; & qu'il sera accordé des pensions aux veuves de ceux qui ont été tués dans les combats. Les ensans mineurs de ces mêmes hommes tués sembleroient devoir jouir du même avantage durant leur minorité, leur mere étant morte.

En ce qui concerne les officiers & les équipages des vaisseaux du Roi, les nouveaux avantages qui leur sont accordés par cette derniere déclaration, les

voici.

10. Outre le tiers qui leur est assuré dans le produit des prises qu'ils feront des navires marchands, ils ont l'expectative d'une plus grande part dans les prises, suivant les circonstances.

2°. Des gratifications leur sont accordées semblables à celles réglées par l'art. 2, en saveur des équipages des navires armés en course par des particu-

liers, à l'occasion des canons & des pritonniers.

3°. D'autres gratifications leur sont promises encore pour raison des prises qu'ils seront des vaineaux & fregates de guerre; lesquelles gratifications nouvelles consistent en la somme de 500 liv. pour chaque canon de 4 livres & au-

dessus jusqu'à 12, & en celle de 450 liv. aussi pour chaque canon de 12 liv & au-dessus, avec augmentation d'un quart en sus en cas de prise par abordage.

C'est la disposition de l'article 7 de ladite déclaration. Mais parce que ces avantages, comme purement pécuniares, auroient pu ne pas faire une égale impression sur tous les officiers de Marine, le Roi, pour les animer par un motif plus puissant à courir sur les navires corsaires ennemis comme sur les vaisseaux de guerre, a bien voulu leur promettre des récompenses particulieres, suivant leurs grades, la force des vaisseaux de guerre & corsaires dont ils se seront emparés, & les autres circonstances des combats qu'ils auront livrés ou soutenus. L'heureuse expérience qu'ils sont chaque jour de l'attention du Roi à récompenser libéralement leurs services, leur est un sûr garant de l'exactitude avec laquelle un maître aussi généreux & aussi digne d'être servi avec zele, remplira ses promesses.

Une derniere Ordonnance du 15 Juin 1757, en confirmant tous ces avanta-

ges, leur en a accordé encore de nouveaux.

Par rapport aux vaisseaux & frégates de guerre ennemis, outre les gratifications déjà promises, suivant le nombre des canons & des prisonniers, avec augmentation d'un quarten sus en cas de prise par abordage, qui sont le sujet de l'art. premier, l'art. 2 leur accorde le tiers des matieres & especes d'or & d'argent, des pierreries, marchandises & autres essets qui se seront trouvés sur les dits vaisseaux & frégates de guerre.

En ce qui concerne les corsaires ennemis dont jusques-là ils n'avoient eu que le dixieme : outre les gratifications réglées sur le nombre des canons & des prisonniers, l'art. 3 leur en attribue le tiers, comme dans les prises des na-

vires marchands; ce qui est répété dans l'art. 6.

L'article 4 renouvelle la promesse des gratifications par canons & prison-

niers, avec augmentation d'un quart en sus aussi en cas d'abordage.

L'art. 5. concernant les navires marchands, ajoute au tiers du produit net des prises qu'ils seront, 100 liv. de gratification pour chaque canon du calibre de 4 liv. & au-dessus jusqu'à 12;150 liv. pour chaque canon de 12 liv. & au-

dessus; & 30 liv. pour chaque prisonnier.

Dans le cas où le Roi retiendra pour son service quelque bâtiment corsaire ou navire marchand pris sur les ennemis, il sera fait estimation de sa valeur, pour seur être tenu compte du tiers de cette estimation. C'est la disposition de l'art. 7. De même des municions & marchandises desdits navires que le Roi jugera aussi à propos de retenir pour le service des arsenaux de sa Marine, art. 8.

Les autres articles de cette Ordonnance ont pour objet la répartition à faire entre les officiers & les gens de l'équipage des vaisseaux preneurs, du produit

de leur tiers dans les prifes & des gratifications à eux accordées.

L'art. 9 est pour le cas des prises saites par un seul vaisseau. Le plan général est celui de l'ordonnance du 3 Septembre 1692; mais dans le détail de la subdivision, il y a été sait d'assez grands changemens, principalement en saveur de l'écrivain, du commissaire de la Marine & de l'écrivain principalqui y sont fort bien traités. A l'égard des officiers mariniers au dessous du grade du maître canonnier, & des gardes de la Marine, si par l'Ordonnance de 1692, on ne leur avoit pas rendu justice en les consondant avec les matelots & les soldats, ils sont bien savorisés aujourd'hui par l'attribution qui leur est saite de 3 parts à chacun.

Si plusieurs vaisseaux du Roi ont part à une même prise, tels que sont ceux qui se trouvent ensemble & à vue de la prise l'orsqu'elle est faite, ou ceux dépendans d'une même escadre; ce qui seur en reviendra, sera réparti entre tous les vaisseaux à proportion du nombre de leurs canons & de leur calibre, à commencer par celui de 4 livres, & du nombre d'équipage étant à bord de chaque vaisseau: après quoi la portion attribuée à chaque vaisseau, sera distribuée conformément audit art. 9. C'est ce que décide l'art. 10.

C'est-à-dire, que pour régler cette répartition entre tous les vaisseaux preneurs, il ne saut plus suivre précisément l'opération tracée par le jugement de l'Amirauté de Dunkerque du 13 Décembre 1695, dont il sera parlé sur l'art. suivant; mais on doit du moins s'y conformer, dans la partie, où lorsqu'il est question de comparer équipage à équipage, on ne compte les officiers que pour hommes comme le reste de l'équipage; saus à en user autrement dans la

Subdivision pour chaque vaisseau.

L'opération sera la même, que les vaisseaux ayant tous part dans les prises soient commandés par des Chefs-d'Escadre, ou simplement par des capitaines de vaisseau. Art. 11 de cette derniere Ordonnance du 15 Juin 1757.

Mais par l'art. 12, si c'est un Vice-Amiral ou un Lieutenant-Genéral qui commande; le Commandant aura pour sa part, le dixieme du produit net des prises, avant tout partage entre les vaisseaux; c'est-à-dire, le dixieme du tiers des prises, & le dixieme des gratifications en général; & si dans une armée commandée par un Vice-Amiral, il y a un ou plusieurs Lieutenans-Généraux; le Vice-Amiral aura les deux tiers du dixieme du produit net des prises, & le Lieutenant-Général ou Lieutenans-Généraux auront l'autre tiers dudit dixieme, les 9 autres dixiemes restans, devant sormer le partage de tous les vaisseaux de l'Escadre; & alors le capitaine du pavillon aura le quart de ce qui reviendra au vaisseau du Commandant comme les capitaines en pied.

Par l'art. 13 & dernier, il est décidé que le tiers net des prises attribué aux officiers & équipages, sera sujet à la retenue des 6 den. pour liv. au profit des invalides de la marine; mais qu'il ne sera fait aucune retenue sur les gratifications, quoique la distribution doive en être faite de la même maniere que le

tiers des prises.

Cette décision paroît applicable aux gratifications que le Roi accorde aux

officiers & équipages des navires corsaires armés par les particuliers.

En exécution de cette Ordonnance de 1757, par une derniere du 3 Janvier 1760, il aété en joint à tous officiers commandant les vaisseaux de Sa Majesté, qui auront fait ou amarine des prises, d'en faire leur déclaration circonstanciée, dans les vingt-quatre heures, aux Gresses des Amirautés des ports où ils auront conduit les dites prises, & d'y faire exactement mention des vaisseaux ou autres bâtimens, en présence desquels les prises auront été faites, sur peine d'être privés de leurs parts dans les dites prises.

Enfin pour ce qui regarde les armateurs en course, outre l'exemption du dixieme de M. l'Amiral, qui, par renouvellement leur est commune avec les officiers & les gens de leurs équipages, la réitération de la promesse du Roi de prendre pour son compte les frégates ou vaisseaux de 24 pieces de canon & au-dessus qu'ils auront employés pour la course, & la confirmation tant du droit de prendre part aux prises qui seront faites pendant la jonction de leurs cor-

Tome II. Aaa

faires avec les vaisseaux du Roi, par proportion & relativement au nombre de canons, sans égard à la dissérence du calibre, ni à la grandeur des bâtimens & à la force des équipages, que de l'exemption de tous droits pour raison des vivres, artillerie, munitions, &c. tous avantages particuliers aux dits armateurs en course; outre, dis-je, tous ces avantages, ceux qui nouvellement & sura-

bondamment leur sont offerts par cette même Ordonnance, sont.

1°. Que par l'art. 6, Sa Majesté déclare que son intention est de donner des marques particulieres & honorables de sa satisfaction à ceux qui se distingueront par des armemens & entreprises considérables; voulant même que pour les indemniser & leurs intéressés des dommages que leurs corsaires autont pu souffrir dans les combats, où ils se seront rendus maîtres de quelques vaisseaux ou frégates de guerre, il leur soit payé des deniers du trésor Royal, 100 liv. par canon de 4 liv. jusqu'à 12, & 200 liv. par chaque canon de 12 liv. & au dessus, & en outre 20 liv. par chaque homme essectif qui se sera trouvé au commencement du combat sur les vaisseaux pris.

2°. Aux termes de l'article 13, les salaires & parts des matelots déserteurs des corsaires de 24 canons & au-dessus, appartiendront & seront acquis aux armateurs desdits corsaires, au lieu qu'auparavant le tout étoit acquis indistinctement aux invalides de la Marine, donataires du Roi en cette partie.

Il est à observer que le Roi, toujours attentis à la conservation de ses sujets, ne voulant pas qu'on mit à la mer des corsaires dont la soiblesse expossat trop les équipages, a fait désenses d'expédier des corsaires dont l'équipage sût au-defous de 50 hommes les officiers compris. Lettre de M. Machault du 23 Juillet 1756

En ce qui concerne la suspension du dixieme de M. l'Amiral, comme les circonstances de la précedente guerre devoient naturellement la faire considérer plutôt comme une grace accordée à l'importunité des armateurs, que comme une faveur par eux méritée, il y avoit lieu de présumer qu'on n'en verroit pas renouveller l'exemple. Il l'a été cependant à l'occasion de la guerre présente; mais il n'en faut pas conclure que ce soit une regle pour l'avenir. Le soin que prend le Roi de fortisser sa Marine, de maniere à la rendre aussi redoutable qu'autresois, mettra Sa Majesté en état de faire trembler ses ennemis sur mer comme sur terre, sans avoir besoin d'inviter ses sujets à armer en course, autrement que par l'attrait des avantages indépendans de la suspension du dixieme de l'Amiral. Ce sera bien assez de réduire ce dixieme aux termes de l'Edit du mois d'Août 1743; & il y aura en cela de quoi satisfaire les armateurs qui ne seront point dominés par un intérêt sordide.

Cette conjecture étoit toute naturelle en effet; cependant par Edit du mois de Septembre 1758, registré au Parlement en vacations le 26 Octobre suivant; ce droit de dixieme, attaché de tous temps à la charge d'Amiral, a été supprimé à perpétuité, moyennant une indemnité pour l'avenir attribuée aussi à perpétuité à ladite charge d'Amiral, d'une somme de 150000 liv. assignée sur les Fermes Générales Unies, payable ladite somme annuellement, à compter du prem. Janvier 1759. Du reste Sa Majesté en déclarant que cette suppression n'apporteroit aucun changement aux sormalités prescrites par la présente Ordonnance sur le fait des prises & conquêtes faites en mer; & en confirmant de nouveau S. A. S. M. l'Amiral & ses successeurs dans la jouissance de tous les autres droits attribués à ladite charge, s'est engagée de pourvoir à son indemnité

pour le passé depuis la Déclaration du 15 Mars 1756 jusqu'au dit jour premier

Janvier 1759.

Dans la Déclaration du 15 Mai 1756, il n'a pas plus été fait mention des six den. pour livre des invalides, que dans celle du 5 Mars 1748; mais le Roi n'a pas entendu pour cela déroger à ce droit pour en dispenser les armateurs. Son intention au contraire est, que la retenue des six den. pour livre, soit saite au prosit des invalides de la Marine, comme ci-devant, en conformité de l'Arrêt du Conseil du 30 Août 1745 ci-dessus cité, & du Réglement du 2 Juin 1747 dont il sera parlé sur l'article suivant. Lettre de M. Machault, du 30 Juin 1756; c'est-à-dire, que ces six deniers pour livre doivent se prendre sur le produit net des prises, à la déduction seulement des frais de garde, de charge & de Justice; & c'est ce qui vient tout récemment d'être consirmé par l'Ordonnance du 15 Juin 1757, art. 13, par rapport au tiers dans les prises, accordé aux officiers & équipages des vaisseaux de Sa Majesté, sans préjudice de la retenue à faire tout de même de ces six deniers pour livre, sur les deux autres tiers revenans au Roi. Lettre de M. de Moras, du 16 Août 1757.

Les opérations concernant la retenue de ces six deniers pour livre au profit des invalides, ont fort varié depuis la suspension du dixieme de M. l'Amiral; & depuis qu'il a été réglé que ces six deniers pour livre ne seroient plus retenus que sur ce qui resteroit net du produit des prises, après tous les frais prélevés compris ceux d'armement, &c. excepté les prises faites par les vais-

seaux du Roi.

· Voici de quelle maniere il faut opérer aujourd'hui.

S'il s'agit de prises faites par les vaisseaux du Roi, l'opération est simple, parce qu'il n'y a alors à prélever sur le produit de chaque prise, que les frais de décharge, magasinage & de Justice, avec les droits des Fermes, si les adjudicataires des marchandises en ont été tenus quittes, ce qui n'arrive guere toutes ois: après quoi les six den. pour livre de ce qui reste sont dus, tout y étant assujetti, aussi-bien les deux tiers quireviennent au Roi, que le tiers attribué aux Officiers & à l'équipage. Au moyen de quoi n'y ayant point de distinction à faire, il est plus court de tirer les six deniers pour livre du total restant, que de les prendre séparément sur le tiers revenant à l'équipage & sur les deux tiers du Roi.

C'est aussi de cette maniere qu'on a toujours opéré dans l'Amirauté de la Rochelle; & cette méthode qui a été présérée, a été rendue uniforme dans toutes les Amirautés par Arrêt du Conseil du 23 Juin 1759, art. premier.

EXEMPLE.

Produit de la prise Déduire pour les frais de décharge & autres concernant la garde & les droits des marchandises Plus pour les frais de Justice.

40000 liv.

1200 liv. 400 liv

1600 liv.

Reste Dont il revient pour les six den. pour liv. des invalides	38400 liv. 960 liv.
Reste net au Roi & à l'équipage	37440 liv.
Tiers pour l'équipage Deux tiers pour le Roi	12480 liv. 24960 liv.

S'il est question d'une prise saite par un armateur en course, outre les frais ci-dessus de décharge, &c. & de Justice qu'il saut d'abord prélever, il y a encore à déduire au prosit de l'armateur contre les invalides, les frais d'armement & de relâche du corsaire, dans lesquels frais entre la commission ou provision due à l'armateur, soit qu'il ait travaillé par lui-même, soit qu'il l'ait payée à un commissionnaire, parce que cela dérive du même principe; savoir que les six den. pour livre ne sont dus aux invalides, que de ce qui reste net tous srais déduits. Or la commission fait partie des frais, & par conséquent il saut en tenir compte à l'armateur. Et cela doit s'entendre aussi-bien de la commission pour le recouvrement du produit de la prise; que de celle du compte d'armement & des frais de relâche.

Il est vrai qu'avant la suspension du dixieme de M. l'Amiral il y avoit une distinction établie au sujet de la commission, suivant laquelle distinction on passoit la commission pour l'armement & les relâches, tandis qu'on la resusoit pour le recouvrement du produit des prises: mais ce resus étoit sondé sur ce que M. l'Amiral avoit son Receveur pour veiller à son intérêt dans les prises, lequel Receveur, assistoit à toute la procédure, avoit des droits qui diminuoient d'autant le dixieme; & les invalides n'ont pas une pareille raison à opposer quoiqu'ils aient un Trésorier, puisqu'il n'assiste à aucune des opérations des prises. Ainsi il est juste d'allouer à leur égard la commission aussi-bien pour le recouvrement des deniers de la prise que pour le reste.

D'un autre côté, dans la présente guerre, les capitaines corsaires se sont mis sur le pied d'exiger des armateurs, des gratifications extraordinaires, n'étant pas satisfaits des 12 parts à eux attribuées dans les prises par le Réglement du 25 Novembre 1693, outre le cossre du capitaine pris jusqu'à concurrence de 1500 livres, en conséquence ils ont stipulé non seulement que l'armateur leur paieroit une certaine somme au cas qu'ils sussent pris; mais encore qu'ils auroient jusqu'à deux & demi pour cent des prises qu'ils seroient, indépendamment des avantages à eux accordés par ledit Réglement du 25 Novembre 1693.

Sur quoi on a demandé, si cette gratification extraordinaire de deux & demi pour cent devoit leur être allouée, ou être déduite à l'armateur, au préjudice, soit des invalides, soit de l'équipage du corfaire.

Quant aux invalides, je n'ai jamais douté qu'ils ne dussent souffrir cette déduction sur la prise, vis-à-vis de l'armateur, de même que des autres déboursés par lui faits. La raison est que les six deniers pour livre ne leur sont plus dus, toujours eu égard à l'armateur, que sur ce qui lui revient net de la prise & ceci est certainement un objet qui diminue d'autant ses deux tiers dans la prise,

Cependant au fonds, la chose est indissérente aux invalides puisqu'ils n'y doi-

vent rien perdre, en ce que dans le même-temps qu'ils sont obligés de souffrir que cette gratification extraordinaire du capitaine soit prélevée sur la prise, ils sont sondés à en exiger les six deniers pour livre contre lui; ce qui est sans difficulté, que l'on considere cette gratification, soit comme un supplément de gages pour le capitaine, soit comme une augmentation de sa part dans la prise. A leur égard ce n'est donc qu'une question de nom.

Il n'en est pas de même des gens de l'équipage, & je pense que cette convention qui a fait la condition de capitaine meilleure qu'elle ne doit être aux termes du Réglement de 1693, ne peut en aucune façon leur préjudicier; de maniere que sans y avoir égard, chacun doit avoir sa portion dans la prise conformément audit Réglement, qui ne permet pas d'aggraver la condition des uns en faisant un meilleur sort aux autres. Que la convention soit valable, à la bonne heure; mais ce ne peut-être qu'entre l'armateur & le capitaine c'est-à-dire, qu'elle n'aura d'effet que sur les deux tiers de l'armateur sans aucune in-

fluence sur le tiers attribué à tout l'équipage.

Ce même tiers ne doit pas non plus selon moi, souffrir aucune diminution à l'occasion de la commission prétendue par l'armateur pour le reconvrement du produit de la prise. La raison est que l'équipage ne supporte aucuns frais d'armement ni de désarmement, ni de relâche, & qu'il ne doit entrer que dans ceux de décharge & de Justice; en un mot que dans les dépenses qui diminuent nécessairement le produit de la prise. Or la commission au recouvrement du prix de la vente de la prise, est un objet étranger aux frais qu'elle exige; le tiers en doit donc revenir à l'équipage franc & quitte de toute commission; & cela est d'autant plus naturel que les deniers de la vente doivent être regardés comme déposés au Gresse, au moins pour le tiers qui en appartient à l'équipage, à l'effet qu'il puisse toucher ce tiers par les soins du Procureur du Roi, chargé par état de soutenir ses droits, & qui le représente dans toutes les opérations des prises. En un mot si l'armateur reçoit le tout, c'est à la charge de lui en rendre le tiers comme le tenant en dépôt; & ce tiers il doit le restituer sans retenue d'aucun droit de commission, parce qu'il ne convient pas qu'il gagne sur lui. Je ne crois pas même qu'il y ait d'exception à faire pour le cas où l'armateur auroit payé la commission entiere à un commissionnaire quoiqu'on puisse dire alors qu'il ne s'agit pas de le faire gagner, mais de l'exempter de perdre : La raison de décider est en esset la même. Si faisant personnellement la recette il n'a pas de commission à prétendre, il s'ensuit qu'il en doit garantir l'équipage s'il l'a fait faire par un tiers; j'avoue néanmoins qu'il y a des personnes qui inclinent à allouer la commission à l'armateur contre l'équipage.

Il résulte de tout ceci que les invalides étant obligés de souffrir sur les prifes bien des objets de déduction dont les gens de l'équipage sont exemps, les opérations à faire dans les liquidations des prises faites par des corsaires, doivent nécessairement varier suivant les circonstances, & que dans tous les cas pour sixer les six den. pour livre, ou pour juger s'il en revient aux invalides ou non, il faut distinguer l'opération qui regarde l'armateur, de celle concernant l'équipage, pour éviter les erreurs & la consusion; ce qui ne laisse pas

d'être embarrassant & d'exiger beaucoup d'attention.

Supposons une prise dont le produit donne du bénéfice à l'armateur, toutes ses mises déduites. Voici alors la façon d'opérer.

374

Produit de la prife Déduire pour les frais de décharge, &c. commission

comprife

Plus pour les frais de Justice

2000 liv. 1000 liv.

Plus pour les frais d'armement aussi commission comprise & 10000 liv. d'avance à l'équipage Plus pour les frais de relâche & commission

30000 liv. 1400 liv.

34400 L

80000 liv.

Reste net

45600 liv.

Si l'opération entre l'armateur & l'équipage ne devoit pas effentiellement différer, il n'y auroit pour régler les six deniers pour livre des invalides qu'à les tirer tout de fuite de cette fomme de 45600 livres, ce qui feroit pour eux une fomme de 1140 l. fans déduction même de fix deniers pour liv. déjà par eux ci-devant touchés pour les avances à l'équipage, attendu que ces mêmes avances leur sonticiportées en dépense, comme faisant partie des frais de l'armement : mais comme dans l'opération entre l'armateur & l'équipage, il n'y a de déduction à faire que pour raison des frais de décharge & de justice, & qu'il faut retrancher ceux d'armement & de relâche; qui en augmentant le tiers de l'équipage, diminue par conséquent les deux tiers revenans net à l'armateur; il convient, quoique au fonds les deux opérations donnent le même produit aux invalides, de remettre à tirer leurs six deniers pour livre après l'opération entre l'équipage & l'armateur, au lieu de prendre fur 30400 liv. faisant les deux tiers de ladite fomme 45600 livres; parce qu'en opérant de cette facon l'armateur feroit léfé, attendu que par l'événement de l'opération entre lui & l'équipage il ne retire pas net cette fomme de 30400 livres, & qu'il ne doit payer les six den, pour livre que de ce qui lui reste net absolument.

Ainsi dans l'espece proposée, au lieu de dire de 45600 liv. il revient à l'armateur pour ses deux tiers 30400 liv. dont les six deniers pour livre s'élevent à 760 liv. que l'armateur paiera au Tréforier des invalides , il faut passertout

de suite à l'opération entre l'armateur & l'équipage, & dire

Sur le produit de la prife qui est de 80000 liv. ci Déduisant 2000 liv. pour les frais de décharge,

fauf la distraction encore de la commission; ci Plus pour les frais de justice, comme ci-dessus, 80000 liv.

2000 liv. 1000 liv.

3000 l.

Reste la somme de

Tiers pour l'équipage 25666 liv. 13 f. 4 d. mais comme il a reçu 10000 liv. pour avances dont il doit faire raison à l'armateur, & dont le Trésorier des invalides a reçu les fix den. pour liv. il ne Iui reste plus du net que 15666 l. 13 s. 4 d. ci

Dont les six den, pour liv. au profit des invalides

reviennent à 391 liv. 13 s. 4 d. ci

Les deux tiers de l'armateur dans ladite somme de 77000 liv. vont à 51333 liv. 6 s. 8 d. sur quoi il convient de lui déduire ses frais d'armement & de relâche comme ci-dessus. Mais dans les frais d'armement, la fomme de 10000 liv. pour avances

77000 liv.

15666 liv. 13 f. 4 d.

391 liv. 13 f. 4. d.

à l'équipage étant comprise, laquelle somme il a déduite ou précomptée audit équipage, il s'ensuit qu'il saut en faire la distraction sur ses frais d'armement & de relâche, & par conséquent ne lui allouer ici en déduction que le surplus montant à 21400 l. ci

Au moyen de quoi il ne lui revient net de ses

deux tiers que 29933 liv. 6 s. 8 d. ci

Ainsi il ne doit les 6 den. pour liv. que de cette derniere somme, lesquels six deniers pour livre 21400 liv.

29933 liv. 6 f. 8 d.

produisent 748 liv. 6 f. 8 d. ci 748 liv. 6 f. 8 d.

A cette somme joignant celle de 391 liv. 13 s. 4. d. que doit l'équipage pour les six deniers pour livre de son tiers net, on voit que part rapport aux invalides, l'opération est la même que si on leur eût d'abord attribué les six den. pour livre de la somme de 45600 livres, à paier un tiers par l'équipage & les deux autres tiers par l'armateur, puisque ces deux sommes sont juste celle de 1140 livres à quoi reviennent les six den. pour livre de ladite somme de 45600 livres. Mais il y a une différence entre l'armateur & l'équipage: à la vérité elle va à peu de chose ici; mais elle seroit toute autre si les frais de l'armement étoient plus considérables.

En effet que les frais de l'armement soient de 40000 livres au lieu de 30000 livres seulement, alors il ne restera de la prise en bénésice que 35600 liv. & par conséquent les invalides n'auront que 890 liv. pour leurs six deniers pour liv.

De cette somme l'équipage en paiera bien tout de même 391 livres 13 sols 4 den. parce qu'il retirera aussi tout de même 15666 liv. 13 s. 4 den. pour son tiers net; mais l'armateur n'en paiera que 498 liv. 6 s. 8 den. au lieu de 748 liv. 6 s. 8 d. parce qu'au lieu de 29933 liv. 6 sols 8 deniers il ne retirera net, dans cette nouvelle supposition que 19933 liv. 6 s. 8 d. pour ses deux tiers.

Du reste il est égal pour les invalides qu'ils prennent leur six den. pour l. sur les 25666 liv. 13 s. 4 d. revenans à l'équipage, à la charge de déduire les six d. pour l. qu'ils ont reçu des avances à lui faites, ou qu'ils ne les aient que des 25666 liv. 13 s. 4 d. restantes, compensation faite avec l'armateur de ces mêmes avances montant à 10000 livres, puisque tout cela revient au même. Mais encore une sois entre l'armateur & l'équipage il est essentiel de distinguer les opérations.

La preuve que les six deniers pour livre des invalides sont toujours les mêmes, eu égard au produit liquide de la prise, de quelque maniere que l'opération se fasse; c'est que dans notre seconde supposition, en cumulant les deux sommes ci-dessus de 391 l. 12 s. 4 d. que doit payer l'équipage, & celle de 498 liv. 6 s. 8 d. que doit l'armateur, cela fera tout juste la premiere somme de 890 liv. à quoi reviennent les six d. pour l. de la somme totale de 35600 liv. supposée restante net du produit de la prise. Il en sera toujours de même au reste, de toute opération bien faite.

Si l'armateur a promis au capitaine une gratification de 2, 2 & demi ou 3 pour cent ou toute autre sur le produit de la prise; l'opération ne changera pas pour cela, & l'armateur n'en paiera pas moins les six den. pour liv. aux invalides comme ci-dessus; saus à lui retenir au capitaine les six deniers pour livre de cette gratification, comme les ayant payés à son acquit.

Dans notre hypothese, la course est supposée toujours existante; ainsi pour juger du reste, il saut attendre la fin de la course & quel sera le sort du navire

corsaire. Si sans saire d'autre prise, il est pris lui-même, il n'est plus question d'autre chose. Mais s'il retourne à la fin de sa course avec une nouvelle prise ou sans prise, il s'agira alors de faire l'évaluation du corsaire & dépendances, dans l'état où tout se trouvera pour en attribuer les six deniers pour livre aux invalides aussi-bien que de la nouvelle prise, attendu que les frais de la mise hors du corsaire leur ont été portées en compte; & commece la donneroit lieu à un double procès-verbal de liquidation, il vaut mieux différer la liquidation générale de toutes les prises saites par un corsaire, jusqu'à la fin de la course.

On conçoit que si le produit des prises faites par un corsaire, est au-dessous des dépenses de l'armateur, les invalides n'ont pas de six deniers pour livre à prétendre contre lui: mais ils peuvent en avoir à exercer contre l'équipage; & cela arrivera toutes les fois que sa part dans les prises excédera les avances qui lui auront été saites, Hors delà, il ne leur sera rien dû n'étant pas naturel, qu'ils

prennent les six den. pour liv. deux fois sur le même objet.

Au surplus quoique la course soit tout-à-fait infructueuse; il n'y a point de leur part de restitution à faire de six deniers pour livre qu'ils ont reçu des avances saites à l'équipage, parce que quoiqu'il arrive; ces avances sont toujours acquises à l'équipage; de maniere que la course étant absolument malheureuse, c'est une perte de plus qui tombe sur l'armateur, qui ne peut jamais répéter ces avances contre aucun de l'équipage si ce n'est en cas de désertion; mais seulement en faire l'imputation sur le tiers de ce même équipage dans les prises.

Cependant par rapport aux six deniers pour livre des invalides, il peut se saire que tel de l'équipage aura reçu pour ses avances au delà de sa part dans la prise, & que tel autre aura reçu moins, tandis que le total des avances, dont les six deniers pour liv. auront été payés absorbera le tiers revenant à l'équipage en général. Alors indépendamment de l'opération ci-dessus, qui ne doit pas changer par cette circonstance, il s'agira de faire un relevé des parts de ceux de l'équipage qui auront moins reçu en avances, à l'effet de leur saire payer les six deniers pour livre, de ce qu'ils retireront de la prise au delà de leurs avances.

Il convient d'observer que sous prétexte, qu'il faut déduire de la part des invalides, sur les six deniers pour livre de la prise, ceux qu'ils ont reçus pour raison des avances faites à l'équipage, dans les armemens en course faits par les particuliers, il ne s'agit du tout point d'opérer de même en fait de prife faite par les vaisseaux du Roi. La raison de différence est que le Roi ne donne point d'avances aux gens de l'équipage à valoir sur les prises qu'ils feront; mais que ce font des gages simplement qu'il leur paie, lesquels gages courent tout le temps du voyage, qu'il se fasse quelque prise ou non: & s'il leur fait compter deux mois d'avance à leur embarquement, ce n'est pas encore une fois à valoir sur la course, comme on en use à présent sur les navires armés par les particuliers, ce font feulement deux mois qu'ils reçoivent d'avances fur leurs gages, ce qui fait une différence absolument décisive. Ainsi dans les liquidations des prises faites par les vaisseaux du Roi, il n'est nullement question des six deniers pour livre des deux mois de gages payés aux gens de l'équipage; c'est-à-dire; qu'il ne s'agit point d'en faire la déduction sur ceux de leurs parts dans les prises. Et il en seroit de même des liquidations des prises faites par les corsaires; s'il n'étoit pas passéen usage, de ne plus donner de gages aux gens de l'équipage: mais seulement des avances sur leurs parts des prises à faire. J'ai

J'ai observé que lorsque le produit des prises saites par un corsaire est audessous des dépenses de l'armateur, cet armateur n'a pas alors à payer de son chef les six deniers pour livre aux invalides; mais que ceux-ci pourront en prétendre contre l'équipage; ce qui arrivera toutes les sois que sa part dans la prise surpassera les avances qu'il aura reçues; auquel cas il saudra qu'ils lui tiennent compte des six den. pour liv. qu'ils auront reçus de ces mêmes avances.

Cette hypothese se rencontrera si, en retenant l'exemple ci-dessus, la mise hors du corsaire est de 78000 liv. au lieu de 30000 liv. Alors on dira dans l'opération de la liquidation, que comme l'armateur est en perte, au lieu d'avoir du bénésice, les invalides n'ont rien à prétendre contre lui, sauf à lui faire compter dans la suite de la valeur du corsaire & dépendances à son retour à la fin de la course; réserve dont on se dispensera néanmoins, s'il y a nouvelle

qu'il a été pris ou coulé à fond.

Après quoi on passera à la liquidation entre l'armateur & l'équipage, laquelle sera la même que ci-dessus; c'est-à-dire, que y ayant 77000 liv. à partager entr'eux, on attribuera à l'équipage 25666 liv. 13 s. 4 d. pour son tiers: sur quoi on déduira au prosit de l'armateur les 10000 liv. par lui payées à ce même équipage pour avances; au moyen de quoi il ne reste net à l'équipage que la somme de 15666 liv. 13 s. 4 den. de laquelle somme on tirera les six deniers pour liv. en saveur des invalides, dont ils se devront contenter, attendu que s'ils vouloient les prendre des 25666 liv. 13 sols 4 den. il saudroit alors qu'ils tinssent compte des six deniers pour livre des avances, ce qui reviendroit au même, comme il a déjà été observé.

Toutefois s'il se trouve que quelques-uns de l'équipage aient moins reçu en avances que ce qui leur revient pour leurs parts de la prise, rien n'empêchera alors que les six deniers pour livre ne soient exigibles pour raison de ce

que chacun d'eux aura à toucher au-delà de ses avances.

Au reste, les opérations relatives à la retenue des six deniers pour liv. ne se sont que dans les liquidations générales où il est question du compte de toutes les dépenses de l'armateur; & ces liquidations ne doivent se faire qu'au Siege de l'Amirauté du lieu où l'armementa été fait, ou au Siege dans le ressort duquel l'armateur est domicilié, suivant la nouvelle décision portée à ce sujet.

Si les prises sont conduites en d'autres ports, on y sait simplement des liquidations particulieres & provisionnelles, dans lesquelles on ne doit régler que le produit de la prise, déduction faite des frais de décharge & de justice. Ensuite on renvoie à la liquidation générale à faire où il convient. Voyez à ce sujet l'article suivant.

La liquidation d'une rançon est sujette aux mêmes regles & n'a rien de par-

ticulier.

En cas de prise faite par un vaisseau armé en guerre & marchandises tout enfemble, il ne s'agit point de passer en compte à l'armateur la valeur de son navire & tous les frais de la mise hors, comme dans un armement uniquement fait pour la course; mais il est juste de lui allouer ce qu'il aura dépensé de plus qu'il n'auroit fait, s'il eût équipé simplement son navire en marchandises, à l'effet de régler les six deniers pour livre des invalides.

Pour revenir maintenant à notre article, il reste à observer au sujet du reste du produit de la prise dont il ordonne le partage entre les intéresses, conformé-

Tom. II. B bb

ment aux conditions de leur société, que cela regarde indistinctement les intéresses dans l'entreprise de l'armement & les gens de l'équipage du corsa re, à l'effet que les uns & les autres soient tenus, ou collectivement ou distributivement, d'exécuter les conventions arrêtées entr'eux au sujet du partage de prosit des prises; pourvu néanmoins que ces conventions soient justifiées par un écrit en sorme, la preuve testimoniale n'étant pas admissible en pareil cas.

EDIT DU ROI,

Concernant le dixieme de l'Amiral de France, sur les prises & conquêtes saites en mer.

Donné à Versailles au mois d'Août 1743.

Registré au Parlement de Paris le 26 du même mois.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous présens & à venir, Salut. Dans les différens objets qui occupent les soins & l'attention que nous donnons continuellement à tout ce qui peut contribuer au progrès du commerce & de la navigation de nos sujets, nous avons remarqué que les armemens particuliers qu'ils font en temps de guerre, méritent une protection paticuliere: & quoique nous perféverions dans le dessein où nous avons toujours été, d'éviter, autant qu'il nous sera possible, les occasions de faire usage des ces sortes d'armemens, il nous a paru convenable de prendre dès à prèfent des mesures pour exciter nos sujets à les multiplier dans les cas où nous serons obligés de les autoriser. Nous nous proposons à cet effet de faire examiner les Ordonnances, Arrêts & Réglemens qui ont été rendus jusqu'à présent sur cette matiere, afin de simplifier les procédures, d'en diminuer les frais, & de mettre ceux de nos fujets qui feront de pareils armemens, en état de profiter le plus promptement que faire se pourra, du fruit des dépenses qu'ils feront & des risques auxquels ils s'exposeront. Mais notre très-cher & très-amé coufin le Duc de Penthievre, Amiral de France, instruit de nos vues à cet égart, & voulant y concourir, nous auroit réprésenté qu'un des meilleurs moyens d'exciter les armateurs, pourroit être de réduire le droit de dixieme attribué à la charge d'Amiral sur les prites faites à la mer : & pour nous donner une nouvelle preuve de son attachement à notre service &

de son zele pour le bien de l'Etat, il nons auroit offert de se contenter à l'avenir de percevoir son dixieme sur le bénéfice net de ces prises, au lieu de le prendre sur leur produit total & sans autre déduction que des frais du déchargement & de la garde des vaisseaux & marchandises, ainsi qu'il lui est attribué par les divers Réglemens, notamment par les articles XXXI & XXXII du titre 9 de l'Ordonnance de la Marine du mois d'Août 1681, & que ses prédécesseurs en ont joui. Nous avons lieu de croire en effet qu'un semblable arrangement doit procurer l'avantage qui a porté notredit coufin à nous le proposer, puisqu'il remplira l'objet des repréfentations que nous savons que les armateurs ont faites en différens temps. Et après nous être fait représenter, en notre Conseil, l'Edit du mois de Novembre 1669, portant suppression de la charge de Grand-Maître, Chef & Surintendant de la navigation & commerce de France, & rétablissement de celle d'Amiral, le Réglement fait le 12 du même mois de Novembre, sur les pouvoirs, fonctions, autorités & droits de ladite charge d'Amiral, les articles 32 & 32 du titre 9 de ladite Ordonnance de 1681, ensemble les Réglemens & Arrêts rendus en conséquence, nous avons résolu d'expliquer nos intentions fur ce sujet. A ces causes & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science pleine puissance & autorité royale, nous avons, par le présent Edit perpétuel & irrévocable, dit, statué & ordonné, difons, statuons & ordonnons, voulons & nous plait ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Nous maintenons, gardons, &, en tant que de besoin, consirmons notre très-cher & très-amé consin le Duc de Penthievre & ses successeurs en la charge d'Amiral de France, dans la possession & jouissance du droit attribué à ladite charge, du dixieme sur les prises & conquêtes faites à la met.

II. Ordonnons néanmoins, en agréant, acceptant & approuvant l'offre de notredit cousin, que ledit droit ne pourra être pris à l'avenit, ni par lui ni par ses successeurs en ladite charge, que sur le bénésice net revenant aux armateurs

III. Voulons à cet effet qu'avant le partage des prises il soit prélevé la somme à laquelle se trouveront monter, non seulement les frais du déchargement & de la garde des vaisseaux & marchandises, mais encore les frais de justice, & généralement toutes les dépenses de l'armement; & qu'après la distraction ci-dessus, le dixieme des prises soit délivré à l'Amiral sur le restant, lequel sera ensuite partagé aux équipages & aux intéresses, conformément aux conditions de leur société.

IV. N'entendons que, sous prétexte que l'Amiral ne pourra prendre son dixieme que déduction faite de toutes les dépenses concernant lesdits armemens & sur le bénésice net des prises, il pusse être tenu de contribuer auxdites dépenses lorsque le produit des prises ne se trouvera pas suffisant pour y satisfaise, ni dans aucun autre cas.

V. N'entendons pareillement que dans la liquidation des prises qui seront faites par nos vaisseaux & galeres armés pour notte compte, toutes les dépenses soient prélevées avant le dixieme de l'Amiral; & voulons que ledit dixieme lui soit délivré sur ce qui restera du produit desdites prises, déduction faite seulement des frais de déchargement, de garde & de justice, y compris ceux de la vente & le dixieme des équipages, lequel sera également prélevé avant celui de l'Amiral. Si donnons en mandement à nos amés & féaux les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, que notre préfent Edit ils ayent à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelui garder & observer selon sa forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, Arrêts & Réglemens, & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons par le présent Edit : car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel. Donné à Versailles au mois d'Août mil sept cent quarante-trois, & de notre regne le vingthuitieme. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX. Vifa, DAGUESSEAU. Et scellé du grand sceau de cire verte.

Registré, oui ce requérant le Procureur Général du Roi, pour être exécuté selon sa forme & teneur, sans approbation des Réglemens autres que ceux portés par les Ordonnances, Edits, Déclarations & Lettres-Patentes enrégistrés à la Cour, ni d'autres Arrêts que ceux de ladite Cour & copies collationnées envoyées dans les Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être lu publié & registré, Enjoint aux Substituts du Procureur Général du Roi, d'y tenir la main & d'en certister la Cour dans le mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, le vingt-six Août mil sept cent quarente-trois.

Signé, YSABEAU

DECLARATION DU ROI,

Portant la suspension du dixieme de l'Amiral sur les prises faites en mer, & autres, encouragemens pour la course.

Donnée à Versailles le 5 Mars 1748.

Registrée en Parlement.

L OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Par notre Edit donné à Versaille au mois d'Août 1743, Nous aurions, sur la proposition de notre très-cher & très-amé cousin le Duc de Penthievre, Amiral de France, ordonné que le droit de dixieme attribué à la charge d'Amiral sur les prises saites à

B bb ij

la mer, ne pourroit être perçu à l'avenir pour les prises qui seroient faites par des corfaires particuliers, que sur le bénésice net revenant aux armateurs, déduction faite de toutes les dépenses généralement quelconques; & nous aurions réglé en même temps, par rapport aux prifes taites par nos vaisseaux & nos galeres, armés pour notre compte, que le dixieme de l'Amiral seroit perçu déduction faire seulement des frais de déchargement, de garde & dejustice, y compris ceux de la vente & le dixieme de l'équipage, lequel seroit également prélevé avant celui de l'Amiral. Nous nous étions déterminés d'autant plus volontiers à ordonner cette réduction dans la perception de ce droit, qu'elle remplissoit l'objet des représentations que nous favions que les armateurs avoient faites en différens temps: mais l'expérience de la présente guerre nous ayant fait connoître qu'elle ne remplit pas entiérement celui de la protection par ticuliere que nous avons toujours entendu donner aux armeniens en course, nous avons résolu de faire de nouveaux arrangemens pour les favorifer encore plus esticacement. C'est dans cette vue que nous avons accepté l'offre que notre très-cher & très-amé coufin le Duc de Penthievie, toujours prêt à nous donner de nouvelles preuves de son zele pour le bien de l'Etat, nous a encore faite de suspendre la perception du dixieme fur les prifes qui pourroient être faites dans le cours de cette guerre : c'est dans la même vue qu'en affurant de nouveaux avantages aux armateurs, nous voulons régler des récompenses particulieres pour les capitaines & les équipages des vaisseaux corsaires. Et comme il est juste en même temps que nous donnions aux Officiers & équipages de nos vaisseaux armés pour notre compte, des marques publiques de la fatisfaction que nous ressentons du zele & de la valeur qu'ils font paroître en toute occasion, nous nous sommes proposés de faire aussi un Réglement nouveau par rapport aux prises qu'ils pourront faire. A CES CAUSES & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces présentes, signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plait ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

La perception du droit du dixieme attribué à la charge d'Amiral de France, fera & demeurera suspendue durant la présente guerre: & toules prises & conquêtes qui pourront être faites à la mer dans le cours d'icelle, à compter du jour de l'enrégistrement des présentes seront totalement exemptes dudit droit, suivant l'offre à nous faite par notredit cousin, laquelle nous avons acceptée, agréée & approuvée: dérogeons à cet estet par ces présentes à notredit Edit du mois d'Août 1743, & nous réservons cependant de pourvoir au dédommagément que nous jugerons être dû à notredit cousin pour raison de ladite suspension.

II. Dans deux mois, pour toute préfixion & délai, il sera, par des Commissaires de notre Conseil que nous nommerons à cet esset, procédé à l'examen des Ordonnances, Arrêts & Réglemens rendus jusqu'à présent concernant les procédures des Amirautés pour l'instruction des prises; pour, sur le compte qui nous en sera rendu, être pourvu par nous à un Réglement général sur tout ce qui a rapport auxdites procé-

dures.

III. Outre le produit des prises qui seront faites par les bâtimens armés en course par nos sujets, & desquelles le partage se fera en entiersans perception du dixieme de l'Amiral, voulons qu'il soit payé des deniers de notre trésor royal, les gratifications suivantes, pour raison desdites prises: savoir, la somme de 100 liv. pour chaque canon des calibres de 4 livres de balles & au-dessus jusqu'à douze, des navires pris; celle de 150 liv. pour chaque canon de 12 livres & au-dessus; & celle de 30 liv. par tête de prisonniers; & lorsqu'il y aura eu combat, ladite gratification sera accordée pour le nombre d'hommes effectifs qui se seront trouvés sur les prises au commencement de l'action.

IV. Les dites gratifications seront payées par le Garde de notre trésor royal en exercice, suivant les Ordonnances que nous serons expédier à cet effet sur l'extrait du procès-verbal d'inventaire de la prise, pour constater le nombre & le calibre des canons, & sur le certificat de nos officiers dans les ports auxquels les prisonniers auront été remis, ainsi que sur les autres pieces qui seront jugées nécessaires pour constater le nombre d'hommes esse éties qui se trouvoient dans la prise au commencement du combat.

V. Les dites gratifications appartiendront en entier aux capitaines, officiers & équipages des navires preneurs, pour être partagées entr'eux suivant le Réglement qui sera arrêté à cer effet dans notre Conseil. Voulons que le paiement en soit sait au capitaine, ou autre ayant charge de lui, & que pour preuve honorablede sa conduite, il lui soit délivré par le Garde du tréfor royal, une ampliation de sa quittance, aubas de la copie de notre Ordonnance; nous réser-

vant au surplus de donner aux dits capitaines & officiers, d'autres récompenses particulieres, suivant la force des vaisseaux de guerre & corfaires ennemis dont ils se seront emparés & selon les autres circonstances des combats qu'ils auront sourens.

VI. Déclarons que toutes les frégates ou vaiffeaux de vingt-quatre pieces de canon & audessus, qui seront armés pour la premiere fois du jour de la publication des présentes, & quise trouveront en bon état de service lors de la cesfation de la course, soit par un traité de paix, foit par une suipension d'armes avec nos ennemis, demeureront pour notre compte, & que le prix en sera payé des deniers de notre trésor royal, aux propriétaires, sur le pied de l'estimation qui en sera faite en la maniere accoutumée. Et à l'effet de distinguer les bâtimens neufs qui seront armés après la publication des préfentes les armateurs seront tenus d'en faire mention dans leurs déclarations au greffe de l'Amirauté, & d'y joindre un certificat en forme du maître constructeur, & pareille mention sera saite dans les commissions en guerre qui leur seront délivrées. Voulons néanmoins & entendons que les propriétaires des vaisseaux & frégates qui seront dans le cas du présent article, ayent la liberté de les garder, si bon leur semble, pour leur compte; ce qu'ils feront tenus d'opter avant qu'il soit procédé à ladite estimation.

VII. A l'égard des prises qui seront faites par nos vaisseaux & galeres armés pour notre compte durant la présente guerre, nous voulons qu'il appartienne aux officiers & épuipages de nosdits vaisseaux & galeres, un tiers dans le produit net des prises des navires marchands, au lieu d'un dixieme qui leur a été ci-devant attribué, & qu'en outre il leur soit payé des deniers de notre trésor royal, pour raison de toutes les prises qu'ils feront, des gratifications semblables à celles que nous avons réglées par l'art. 3 des présentes, pour les corsaires particulieres; nous réservant de leur accorder aussi des récompenses particulieres, fuivant leurs grades, la force des vaifseaux de guerre & cortaires ennemis dont ils se feront emparés, & les autres circonflances des combats qu'ils auront soutenus; & le partage, tant du tiers desdites prises des navires marchands que desdites gratifications, se fera entre nosdits officiers & équipages, conformément au Réglement qui à cet effet seia par nous arrêté.

VIII. Les corsaires particuliers qui fortiront de nos ports avec nos vaisseaux, ou qui les joindront à la mer, auront part, tant dans le produit des prises qui seront saites durant les dites jonctions, que dans les gratifications ci-dessus

ordonnées, par proportion & relativement au nombre de canons desdits vaisseaux & corsaires, sans avoir égard à la différence de calibre desdits canons, à la grandeur des bâtimens, ni à la fence de leurs équipages

la force de leurs équipages. IX. Les dispositions du titre des prises de l'Ordonnance de 1681, feront exécutées felon leur forme & teneur; & enjoignons expressément. tant aux officiers commandans nos vaisseaux qu'aux corfaires particuliers, d'y tenir la main. & de s'y conformer: voulons que dans le cas de soupçon de pillage, divertissement d'effets, déprédation & autres malversations, il soit procédé par les Officiers de l'Amirauté, & à la Requête de nos Procureurs, par voie de dépositions ou interrogatoires des équipages, récollemens & confrontations, contre ceux qui feront coupables desdits pillages, divertissement d'effets, déprédations ou autres malverfations: pour être lesdites procédures, ensemble les conclusions de nos Procureurs, envoyées au Secretaire général de la Marine, & être par l'Amiral, avec les Commissaires du Conseil des prises, procédé au Jugement de la validité des prises, & en même temps de la peine que mériteront les accufés, en exécution de l'article 20 dudit titre de l'Ordonnance de 1681. Lorsque l'Amiral & lesdits Commissaires estimeront que la restitution des choses pillées, & la peine du quadruple, ordonnées par ledit article, seront suffilantes, ils pourront prononcer l'une & l'autre fans qu'il foit befoin de nouvelles conclusions. ni d'un nouvel interrogatoire de l'accusé, & le condamner encore aux dommages, intérêts envers la partie, s'il y échoit; ensorte qu'après le Jugement ainsi rendu par l'Amiral, l'accusé ne puisse plus être poursuivi criminellement pour le même fait: & dans le cas où l'Amiral & lefdits Commissaires estimeront qu'il y aura lieu de prononcer peine afflictive, il renverront le procès aux Officiers de l'Amirauté, pour juger les coupables, & les condamner à la punition corporelle qu'ils mériteront suivant la qualité du délit & de la contravention aux Ordonnances , à la restitution des essets, à la peine du quadruple, & aux dommages intérêts de la partie, sans que l'Amiral puisle dans ces cas y statuer, mais seulement juger de la validité de la prise. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces présentes ils ayent à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder &

observer selon leur forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, Arrêts & Régle-

mens & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons par les présentes; car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons sait mettre notre scel à cesdires présentes. Donné à Versailles le cinquieme jour de Mars mil sept cent quarante-huit, & de notre regne le trente-troisieme. Signé, LOUIS.

Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX.

Registrée, oui, & ce requérant le Procureur-Général du Roi, pour être exécutée selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort; pour y être lue, publiée & registrée. Enjoint aux Substituts du Procureur-Général du Roi, d'y tenir la main, & d'en certister la Cour dans le mois, aux charges, clauses & conditions portées par l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Partement, le 30 Mars 1748.

Signé, YSABEAU,

DECLARATION DU ROI,

Portant la suspension du dixieme de l'Amiral de France, & autres encouragemens pour la course.

Donnée à Versailles le 15 Mai 1756.

Et enregistrée au Parlement de Paris le 20 du même mois.

OU1S, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces préfentes Lettres verront, Salut. Parmi les divers objets dont nous sommes obligés de nous occuper dans les conjonctures présentes, nous avons crû devoir donner une attention particuliere aux armemens de mer, qui se font pour la course sur les ennemis de l'Etat; & il nous a paru convenable de faire de nouveaux arrangemens, tant pour exciter nos sujets à multiplier ces fortes d'armemens, dans le cas où nous jugerons nécessaire de les autoriser, que pour assurer dès à présent aux officiers & équipages de nos vaisseaux armés pour notre compte, des marques publiques de la fatisfaction que nous fommes en droir d'attendre de leur zele & de leur valeur dans routes les occasions. C'est dans cette vue que nous nous proposons de faire examiner les Ordonnances, Arrêts & Réglemens rendus jusqu'à présent, concernant les procédures des Amiraurés, pour l'instruction des prises faites à la mer, afin de simplifier par un nouveau Réglement ces procédures, d'en diminuer les frais, & de procurer à tous les intéressés aux armemens les moyens de profirer le plus promptement que faire se pourra, du fruit des dépenfes qu'ils feront & des risques auxquels ils s'exposeront; & c'est aussi dans la même vue qu'après nous être sair représenter notre Déclararion du 5 Mars 1748, par laquelle nous aurions ordonné la suspension du dixieme de l'Amiral de France sur les prises, durant la guerre qui fublistoit alors, avec d'autres encouragemens paur la course, nous nous sommes déterminés

à en renouveller les principales dispositions, à en ajouter de nouvelles, & à faire connoître plus particulierement la résolution où nous sommes de protéger la course, & de la favoriser par toutes sortes de moyens. A ces causes, & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces présentes signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plait ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

En conséquence de l'offre qui nous a été faite par notre très-cher & très-amé cousin le Duc de Penthievre, Amiral de France, & que nous avons agréée, acceptée & approuvée, de suspendre de nouveau le droit de dixieme artribué à la charge d'Amiral, sur les prises & conquêtes faires à la mer ; voulons & ordonnons que jusqu'à ce qu'il en ait été par nous autrement ordonné, la perception dudit droit soit & demeure fuspendue, & que les prises & conquêtes qui seront faites à la mer en soient totalement exemptées; dérogeons à cet effet, par ces présentes, à notre Edit du mois d'Août 1743, & à tous autres Edits, Déclarations, Ordonnances & Réglemens à ce contraires, nous réfervant cependant de pourvoir au dédommagement que nous jugerons être dû à notredit cousin, pour raison de ladite suspension.

II. Outre le produit des prises qui seront faites par les bâtimens armés en course par nos sujets, & desquelles le partage se fera en entier, sans perception du dixieme de l'Amiral; voulons qu'il soit payé des deniers du trésor royal les gratifications suivantes pour raison desdites prises: savoir, la somme de 100 liv. pour chaque canon de calibres de quatre livres & au-dessus julqu'à douze livres, des navires qui seront pris chargés en marchandises; celle de 150 liv. pour chaque canon desdits calibres des navires particuliers armés en course, & celle de 200 liv. pour chaque canon des mêmes calibres des vaiffeaux & frégates de guerre; & celle de 150 liv. pour chaque canon de douze livres & au-dessus, des navires chargés en marchandises; de 225 liv. pour chaque canon desdits calibres de corsaires particuliers, & de 300 liv. pour chacun de ceux des vaisseaux & frégates de guerre; celle de 30 liv. pour chaque prisonnier des navires marchands qui seront pris; de 40 liv. pour chacun des prisonniers des corsaires particuliers, & de 50 liv. par tête de ceux des frégates de guerre; & lorsqu'il y aura combat, lesdites grarifications seront accordées pour le nombre d'hommes effectifs qui se seront trouvés sur les priles au commencement de l'action; voulons même qu'elles soient augmentées d'un quart en fus, tant pour les vaisseaux & frégates de guerre, que pour les corsaires particuliers qui auront été enlevés à l'abordage.

Ill. Les dites gratifications seront payées par le Garde de notre trésor royal en exercice, suivant les ordres que nous serons expédier à cet esse sur l'extrait du procès-verbal d'inventaire de la prise, pour constater le nombre & le calibre des canons, & sur les certificats de nos officiers dans les ports auxquels les prisonniers auront été remis, ainsi que sur les autres pieces qui seront jugées nécessaires pour constater le nombre d'hommes essectifis qui se trouvoient dans la prise au commencement du

IV. Lesdites gratifications appartiendront en entier aux capitaines, officiers & équipages des navires preneurs, pour être partagées entr'eux proportionnément aux quotités respectives revenantes aux capitaines, officiers & équipages dans le produit des prises, suivant les conditions faites par l'acte d'engagement: voulons que le paiement en soit sait au capitaine, ou autre ayant charge de lui; & que pour preuve honorable de sa conduite, il lui soit délivré par le Garde de notre trésor royal une ampliation de la quittance au bas de copie de notre Ordonnance; nous réservant au surplus de donner en outre auxdits capitaines & officiers, d'autres récompenses particulieres, même des emplois

dans notre service de la Marine, snivant la sorce des vaisseaux de guerre & corsaires ennemis dont ils se seront emparés, & selon les autres circonstances des combats qu'ils auront soutenus.

V. Déclarons que nous prendrons pour notre compte les vaisseaux ou frégates de vingt-quatre canons & au-dessus qui auront été construits pour la course, soit sur le pied des factures, s'ils n'y avoient pas été employé, soit sur le pied de l'estimation s'ils y ont été employés, lorsque ladite course cessera d'être autorisée. Déclarons pareillement que nous prendrons pour notre Marine les vaisseaux & frégates de vingt-quatre canons & au-dessus, qui seront pris par les corfaires particuliers, & qui se trouveront en état de servir, suivant l'estimation qui en sera également faite; & le prix de tous lesdits vaisfeaux & frégates fera payé des deniers de notre trésor royal, aussi-tôt après que la livraison en aura été faite aux officiers qui seront par nous commis pour les recevoir. Le tout néanmoins si mieux n'aimeut les propriétaires les garder pour leur compte, ou en faire faire la vente comme des autres effets de prises.

VI. Déclarons aussi que notre intention est de donner des marques particulieres & honorables de notre satisfrction aux armateurs qui se distingueront par des armemens & entreprises considérables. Voulons même que pour indemniser les intéressés auxdits armemens, des dommages que les vaisseaux corsaires auront pu souffrir dans les combats où ils se seront rendus maîtres de quelques vaisseaux ou frégates de guerre, il. leur soit payé des deniers de notre trésor royal. fur la représentation des pieces mentionnées en l'article 3 des présentes, les sommes ci-après : favoir, 100 liv. pour chaque canon du calibre de quatre livres & au-dessus jusqu'à douze livres, & 200 liv. par chaque canon du calibre de douze livres & au dessus, des vaisseaux qui auront été pris dans lesdits combats, & en outre 20 liv. par chaque homme effectif qui se sera trouvé au commencement du combat sur les éldits vaisfeaux pris.

VII. A l'êgard des prifes qui seront saites par nos vaisseaux armés pour notre compte, nous voulons qu'il appartienne aux officiers & équipages desdits vaisseaux le tiers dans le produit net des prises des vaisseaux marchands, sauf à leur donner une plus grande pars suivant les circonstances; & qu'en outre il leur soit payé des deniers de notre trésor royal, pour raison de toutes les prises qu'ils seront, des gratifications semblables à celles que nous avons réglées par l'article 3 des présentes, en saveur des corsaires particuliers, à l'exception néanmoins des

prises des vaisseaux & frégates de guerre, pour raison desquels nous voulons qu'il soit payé auxdits officiers & équipages la somme de 300 liv. pour chaque canon de quatre livres & au-dessus jusqu'à douze livres, & celle de 450 liv. pour chaque canon des calibres de douze livres & audessus, & que lesdites sommes soient augmentées d'un quart en sus lorsque lesdits vaisseaux & frégates auront été enlevés à l'abordage, nous réservant de leur accorder aussi des récompenses particulieres suivant leurs grades, la force des vaisseaux de guerre & corsaires ennemis dont ils se sont emparés, & les autres circonstances des combats qu'ils auront livrés ou foutenus; & le partage, tant du tiers desdites prises de navires marchands que desdites gratifications, se fera entre nosdits officiers & équipages conformément au Réglement qui en sera par nous arrêté en notre Conseil.

VIII. Les corfaires particuliers qui fortiront de nos ports avec nos vaisseaux, ou qui les joindront à la mer, auront part, tant dans le produit des prises qui seront faites durant les dites jonctions, que dans les gratifications cides us ordonnées, par proportion & relativement au nombre de canons desdits vaisseaux & corfaires, sans avoir égard à la dissérence du calibre desdits canons, à la grandeur des bâti-

mens, ni à la force des équipages.

1X. Les navires qui seront armés en course jouiront de l'exemption de tous droits généralement quelconques sur les vivres, artillerie, munitions & ustensiles de toutes especes servant à leur construction, avituaillement & à leur armement.

X. Il fera par nous statué sur les especes & qualités des marchandises provenantes des prises qui pourront être vendues & consommées

dans le Royaume.

X1. Suivant les témoignages qui nous seront rendus de la conduite des officiers & volontaires qui serviront sur les corsaires, nous les dispenserons d'une ou même de deux campagnes sur nos vaisseaux pour être reçus capitaines.

XII. Les officiers & matelots des équipages des corfaires qui, par des blessures qu'ils auront reçues dans les combats, se trouveront invalides, seront compris dans les états de demi-soldes que nous accordons au gens de mer: comme aussi nous accorderons des pensions aux veuves de ceux qui auront été tués dans les combats.

XIII. Les falaires & parts des matelots déferteurs de corsaires de vingt-quatre canons & au-dessus appartiendront & seront acquis aux

armateurs desdits corfaires.

XIV. Ne pourront les capitaines corsaires ad-

mettre à rançons aucun navire ennemi, sous quelque prétexte que ce puisse être; qu'après qu'ils auront renvoyé dans les ports trois prises

effectives depuis leur derniere fortie.

XV. Les dispositions du titre des prises de l'Ordonnance de 1681 seront exécutées selon leur forme & teneur; enjoignons expressément tant aux officiers commandant nos vaisseaux qu'aux corsaires particuliers, d'y tenir la main & de s'y conformer. Voulons que dans le cas de soupçon de pillage, divertissement d'effets, déprédations & autres malversations, il soit procédé par les Officiers de l'Amirauté, & à la requête de nos Procureurs, par voie de dépositions & interrogatoires des équipages, récollemens & confrontations contre ceux qui seroient prévenus desdits pillages, divertissemens d'effets, déprédations ou autres malversations, pour être lesdites procédures, ensemble les conclusions de nos Procureurs, envoyées au Secretaire général de la Marine, & être par l'Amiral, avec les Commissaires du Conseil des prises, procédé au jugement de la validité des prises, & en même temps de la peine que mériteront les accusés, en exécution de l'article 20 dudit titre de l'Ordonnance de 1681. Lorsque l'Amiral & lesdits Commissaires estimeront que la restitution des choses pillées & la peine du quadruple, ordonnées par ledit article, seront suffisances, ils pourront prononcer l'une & l'autre, sans qu'il soit besoin de nouvelles conclufions ni d'un nouvel interrogatoire de l'accusé, & le condamner en outre aux dommagesintérêts envers la partie, s'il y échoit; & après le jugement ainsi rendu par l'Amiral, l'accusé ne pourra plus être poursuivi criminellement pour le même fait; & dans le cas où l'Amiral & lesdits Commissaires estimeront qu'il y aura lieu de prononcer de plus grandes peines, ils renveront le procès aux Officiers de l'Amiranté pour juger les coupables & les condamner à la peine qu'ils mériteront, suivant la qualité du délit & de la contravention aux ordonnances, à la restitution des effets, à la peine du quadruple, & aux dommages-intérêts de la partie, sans que l'Amiral puisse dans ces cas y statuer, mais seulement juger de la validité de la prise. Si donnons en mandement à nos amès & féaux Conseiliers les gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces présentes ils ayent à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur, nonobstant tous Edits, Declarations, Arrêts, Réglemens, & autres choses à ce contraires; auxquels nous avons dérogé par les présentes: car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous

avons

tes. Donné à Versailles le quinzieme jour de LOUIS. Mai, l'an de grace mil sept cent cinquante-six,

avons fait mettre notre scel à cesdites présen- & de notre regne le quarante-unieme. Signé,

Et plus bas, Par le Roi, MACHAULT.

M. L'AMIRAL. LETTRE DE

Au sujet des liquidations des prises, & de celles qui ne seront que de relâche;

Du 3 Avril 1745.

MESSIEURS les Officiers de l'Amirauté de la Rochelle, les armateurs m'ont porté leurs plaintes fur l'obligation qu'on leur impose de faire décharger leurs prises, & de souffrir qu'on en fasse l'instruction & la vente dans les ports où ils n'entrent que par relâche, quoiqu'ils aient fait leur armement dans un autre port, & qu'ainsi, non-seulement ils soient en droit d'y conduire leurs prifes, mais même qu'ils y soient obligés par les Ordonnances : j'ai été aussi informé que, pour autoriser cette contrainte, on se sert du prétexte de la sûreté de mon droit de dixieme. Comme mon intention est de concourir en tont ce qui peut dépendre de moi au bien de la course tur les ennemis de l'Etat, & à l'avantage des armateurs, je vous fais la présente lettre pour vous dire que je souhaite que dorénavant vous ne puissiez retenir, sous quelque prétexte que ce puisse être, les prises qui ne seront entrées dans vos ports que par relâche, suivant les déclarations qui en seront faites par les capitaines ou conducteurs desdites prises; & qu'au contraire, lesdits capitaines ou conducteurs aient pleine & entiere liberté de les conduire dans tel autre port de France que bon leur femblera, relativement aux instructions de leurs armateurs, observant seulement de donner avis au Secretaire-Général de la Marine, de la déclaration qui vous aura été faite; & afin qu'il ne foit rien enlevé desdites prises de relâche, tant qu'elles seront dans vos ports, vous aurez soin d'y établir un gardien, de la probité duquel vous serez assuré, & qui sera payé par les armateurs, à qui vous ferez entendre le contenu de cette lettre, pour qu'ils avertissent leurs capitaines ou conducteurs des prises de la nécesfité, lorsqu'ils entreront dans un port purement par relache, d'en faire mention expresse dans leur déclaration, afin qu'il n'y ait à cet égard par la suite aucun équivoque ni sujet de difficulté par rapport à l'exécution de mes intentions.

Il est encore question de pourvoir à un autre Tour. 11.

objet qui devient quant à présent sort intéressant, & qui procede du nouvel Edit de 1743, comme il résulte de cet Edit, que mon dixieme ne doit être pris que sur les profits de la course pendant la durée de chaque armement, & non sur chaque prise, il convient par conséquent d'établir une nouvelle forme de procéder aux liquidations, & pour cet effet mon intention est, que les différentes prises conduites & vendues dans votre port, & qui auront été faites par des corsaires qui auront été armés dans un autre restort, soient purement & simplement liquidées par vous en ce qui regarde les frais de justice & autres relatifs à ces prises, en renvoyant pour la liquidation de mon dixieme, à la liquidation générale que j'entends qui foit faite par les Officiers de l'Amirauté où le corsaire aura été armé, comme seuls en état de pouvoir y statter en connoissance de cause, & que le produit de mon dixieme soit remis à mon receveur du lieu où aura été fait l'armement; bien entendu que, lorsque vous procéderez à ces liquidations pures & fimples des prises dans le cas ci-dessus expliqué, vous obligerez les armateurs ou leurs commissionnaires, à fournir caution pour assurer le paiement de mon dixieme dans le lieu où se sera la liquidation générale : cette liquidation ne m'intéresse pas seul, elle regarde encore ce qui revient à l'équipage; ensorte que pour abréger toutes les opérations & accélérer les partages des prises, il convient de se conformer de point en point à ce que je vous marque ici; je vous recommande particulierement de donner vos foins à faire promptement les liquidations, recevant journellement des plaintes de ce que rien n'avance, & ce qui prive les équipages de ce qui leur doit revenir, & ralentir l'émulation où paroissoient être les gens de mer de s'embarquer pour faire la course. Je suis, Messieurs les Officiers de l'Amirauté de la Rochelle, Votre biez affectionné,

L. J. M. DE BOURBON.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT

DU ROI,

Concernant la liquidation de la retenue des six deniers pour livre, qui se fait au prosit des invalides de la marine, sur les prises faites en mer.

Du 30 Août 1745.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

E ROI étant informé que dans les liquida-tions des prifes faites à la mer depuis la présente guerre, il s'est introduit des usages différens par rapport à la retenue qui se fait au profit des invalides de la Marine, des fix deniers pour livre sur les prises, ladite retenue n'étant faites dans certains Sieges d'Amirauté. qu'après le dixieme de l'Amiral, & se faisant dans d'autres après les frais de garde & de jufstice, sur les dépenses de l'armement & sur le produit net après le dixieme de l'Amiral: Et Sa Majesté s'étant fait représenter l'Edit du mois de Juillet 1720, concernant les invalides de la Marine, par l'article 3 duquel il est dit que ladite retenue fera continuée fur le montant total des prifes, déduction préalablement faite des frais & dépenfes nécessaires pour parvenir à la vente, & pour la conservation des marchandises trouvées sur les prises; & du dixieme de l'Amiral : ensemble l'Edit du mois d'Août 1743, dont l'article 2 porte que le dixieme de l'Amiral ne pourra être pris à l'avenir que sur le bénéfice net revenant aux armateurs; Sa Majesté auroit reconnu qu'il étoit nécestaire d'établir une regle générale & uniforme, à laquelle tous les Sieges d'Amirauté feroient tenus de se conformer, tant pour la retenue des six deniers pour livre attribués auxdits invalides, que pour la perception du dixieme de l'Amiral sur les prises faites, soit par les corsaires, soit par les vaisseaux de Sa Majesté armés pour son compte ; à quoi voulant pourvoir, & donner en même temps aux armateurs en course une nouvelle marque de sa protection, en réglant que la retenue du droit attribué aux invalides de la Marine, ne se fera qu'après la déduction de toutes les dépenses des armemens, mais avare le dixieme de l'Amiral, lequel ne doit effectivement se percevoir que sur le bé-

néfice net revenant aux armateurs, conformément audit article 2 de l'Edit du mois d'Août 1743. Oui le rapport, le Roi étant en son Confeil, a ordonné & ordonne ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Les Officiers de l'Amirauté, en procédant aux liquidations des prises faites par les corsaires particuliers, déduiront & préseveront avant le partage d'icelles, non-seulement les frais de déchargement & de la garde des vaisseaux & marchandises, mais encore les frais de justice, & généralement toutes les dépenses de l'armement, conformément à l'article 3 de l'Edit du mois d'Août 1743.

II. Après la distraction des sommes ci-dessus, dans laquelle seront comprises les sommes que les armateurs auront payées lors de l'armement & du désarmement de leurs navires, pour le montant des six deniers pour livres sur les gages des équipages, comme faisant partie des dépenses des armemens, la retenue des six deniers pour livres attribués aux invalides, se fera sur le restant du produit des dittes prises, avant le dixieme de l'Amiral, de maniere que ledit dixieme ne se prenne que sur le bénésice net revenant aux armateurs, en conformité de l'art. 2 de l'Edit du mois d'Août 1743.

III. Dans les liquidations des prises faites par les vaisseaux & galeres de sa Majesté, armés pour son compte, il sera préalablement sait déduction, en exécution de l'article 5 du même Edit, des frais de déchargement, de garde & de justice, y compris ceux de la vente: on prélevera ensuite les sommes revenant aux officiers & équipages des vaisseaux preneurs; & après lesdites distractions, la retenue des six deniers pour livre des invalides se fera avant le

dixieme de l'Amiral, lequel lui sera délivré sur le restant du produit desdites prises appartenant

à Sa Majesté.

1V. Veut Sa Majesté que les Officiers d'Amitauté se conforment aux dispositions ci-dessus, dans toutes les liquidations qui ne se trouveront point faites au jour de l'enrégistrement du présent Arrêt au grefse desdits Sieges, con-

firmant, en tant que de besoin, par rapport à la retenue du droit des invalides, les liquidations qui auront été faites jusqu'alors. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu au champ de Melis le trentieme Août mil fept cent quarante-cinq.
Signé, PHELYPEAUX.

ORDONNANCE DU ROI,

Portant qu'il appartiendra aux capitaines, Officiers & Equipages des vaisseaux de Sa Majesté, un dixieme dans les prises des vaisseaux marchands ennemis qu'ils feront pendant la présente guerre.

Du 3 Septembre 1692.

DEPARLEROI.

SA MAJESTÉ voulant exciter les Officiers commandans ses vaisseaux à garder leurs croifieres avec plus d'application, & chercher les occasions de faire des prises sur les ennemis de l'Etat, & interrompre leur commerce; elle a estimé qu'il n'y avoit point de moyen plus fûr que de leur accorder une part dans les prises qu'ils feront, étant persuadée qu'ils réussiront dans leur course avec plus de succès, lorsqu'ils y seront engagés par les vues de leur devoir & de leur intérêt particulier, & qu'ils retiendront aussi les équipages, & les empêcheront avec plus de facilité de divertir les marchandises des prises; pour cet effet, Elle a ordonné & ordonne, veut & entend que pendant le cours de la présente guerre, il appartiendra un dixieme aux capitaines, officiers & équipages des vaisseaux de Sa Majesté dans les prises des bâtimens marchands qu'ils seront pour son compte; lequel sera pris sur ce qui en sera provenu, les frais de justice, dépenses pour parvenir à la vente des marchandiles, ou pour les conserver, & le dixieme appartenant à l'Amiral, déduit, suivant le compte qui en sera arrêté par l'Intendant de la Marme du port où elles auront été amenées, ou, s'il n'y en a pas, par le Commissaire-Genéral ou le Commissaire qui s'y trouvera ordonnateur, & distribué, savoir, un quart au capitaine commandant le

vaisseau, autre quart au capitaine en second; lieutenant, enleigne & autres officiers composant l'état-major, & le reste aux gardes de la Marine, maielots & soldats. Veut Sa Majesté que les portions appartenantes à l'état-major & à l'équipage, soient réparties, savoir, pour le quart de l'état-major, au capitaine en second quatre parts, au lieutenant trois, à l'enseigne deux, & à l'aumônier, chirurgien & écrivain, chacun une, & pour la moitié de l'équipage. au maître trois parts, à chacun des officiers mariniers, dans lesquels sont compris les capitaines d'armes des compagnies franches, deux, & à chaque matelot, garde de la Marine & foldat, une; le tout suivant le rôle qui en sera arrêté par l'Intendant ou par le Commissaire qu'il aura chargé de ce détail. Et à l'égard des vaisseaux de guerre qui seront pris, Sa Majesté se réserve de donner aux capitaines & équipages, des récompenses proportionnées à la force des vaiffeaux & à la détense qu'ils auront faites. Mande Sa Majesté aux Intendans de la Marine ou autres Ordonnateurs dans chacun des ports, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, qu'Elle veut être publiée & affichée par-tout où besoin sera. Fait à Versailles le 3 Septembre mil fix cent quatre-vingt douze.

Signé, LOUIS.

Et plus bas, PHELYPEAUX.

ORDONNANCE DU ROI,

Concernant les prises faites par les vaisseaux, frégates & autres bâtimens de S. M.

Du 15 Juin 1757.

P A R L ER O I.

SA MAJESTÉ ayant, par sa Déclaration du 15 Mai de l'année derniere, accordé aux officiers & équipages de ses vaisseaux le tiers du produit net des prifes qu'ils feroient des navires ennemis, & diverses gratifications relativement au nombre & au calibre des canons étant sur les vaisseaux de guerre & autres bâtimens ennemis dont ils s'empareroient : & voulant expliquer plus particulièrement ses intentions, tant sur lesdites récompenses & gratifications, que sur le partage à en faire aux vaisseaux preneurs, & à la répartition de ce qui doit revenir à chacun des officiers & gens de l'équipage, Elle a ordonné & ordonne ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Tous les vaisseaux & frégates de guerre ennemis qui seront pris par les vaisseaux, frégates & autres bâtimens de Sa Majesté, seront retenus pour son service, ensemble leur artillerie, agrêts & apparaux, & les munitions de guerre & vivres qui s'y trouveront, mais il sera payé des deniers du trésor royal, aux officiers & équipages des vaisseaux preneurs, la somme de 300 livres de gratification pour chaque canon des calibres de 4 livres & au-dessus jusques à 12 livres; celle de 450 livres pour chaque canon de 12 livres & au dessus; & enfin de celle de 50 livres pour chaque prisonnier étant à bord desdites prises: & lorsqu'il y aura eu combat, ladite gratification de 50 livres par tête fera allouée sur le pied du nombre d'hommes effectifs qui se seront trouvés à bord de la prise au commencement de l'action; voulant S. M. que lesdites gratifications, tant pour le nombre des canons & leur calibre, que pour les prisonniers, soient augmentés d'un quart en sus lorsque les vaisseaux & frégates de guerre auront été enlevés à l'abordage.

 S'il se trouve des matieres & des especes d'or & d'argent, des pierreries, des marchandises & autres effets sur les vaisseaux & frégates de guerre ennemis, leur valeur en fera répartie, ainfi qu'il fera porté ci-après à l'égard du produit des prises des corsaires & navires de commerce.

III. Tous les corsaires & navires ennemis qui feront pris par les vaisseaux, frégates & autres bâtimens de Sa Majesté, ensemble les esfets & marchandises de leur cargaison, comme aussi les effets & marchandises trouvés à bord des vaisseaux & frégates de guerre ennemis appartiendront, les deux tiers à Sa Majesté, & l'autre tiers aux officiers & équipages des vaif-

feaux preneurs.

IV. Outre le tiers dans le produit net des corfaires, il fera payé des deniers du tréfor royal, aux officiers & équipages des vaisseaux preneurs, la somme de 150 livres de gratification pour chaque canon de quatre liv. & au-defsus jusqu'à 12 livres, celle de 225 livres pour chaque canon de 12 livres & au-dessus, & enfin celle de 40 livres pour chaque prisonnier étant à bord desdits corsaires; & lorsqu'il y aura eu combat, ladite gratification de 40 livres par tête sera allouée sur le pied du nombre d'hommes effectifs qui se seront trouvés à bord de la prise & au commencement de l'action, & le quart en sus desdites sommes quand les corsaires auront été enlevés à l'abordage.

V. Egalement il sera payé aux officiers & équipages des vaisseaux preneurs, outre le tiers du produit net des prises des navires marchands, la fomme de 100 livres de gratification pour chaque canon des calibres de 4 livres & audessus jusques à 12 livres, celle de 150 livres pour chaque canon de 12 livres & au-dessus, & enfin celle de 30 livres pour chaque prisonnier

étant à bord desdits navires.

VI. Les bâtimens corsaires & navires mar! chands pris par les vaisseaux, frégates & autres bâtimens de Sa Majesté, ensemble les munitions & marchandises se trouvant à leur bord; comme aussi les marchandises & effets provenant des prises des vaisseaux & frégates de guerre, seront vendus en la maniere accoutumée, & leur produit, sur lequel les frais de garde,

magasinage, de justice & autres, auront préleves, sera partagé, deux tiers pour être porté en recette extraordinaire dans la caisse du tréforier général de la Marine; & l'autre tiers pour être réparti aux officiers & équipages des

vaisseaux preneurs.

VII. Cependant s'il étoit jugé convenable de retenir pour le service de Sa Majesté quelque bâtiment corsaire ou navire marchand, de ceux qui auront été pris par les vaisseaux, frégates & autres bâtimens de Sa Majesté, il sera fait estimation de leur valeur par les officiers du port où lesdits bâtimens & navires seront entrés, pour être tenu compte du tiers de ladite valeur aux officiers & équipages des vaisseaux preneurs.

VIII. Il sera fait estimation de la même maniere de la valeur des munitions & marchandiles provenant des prises faites par les vaisseaux de Sa Majesté, qui seront jugés propres au service des arsenaux de la Marine, pour être pareillement tenu compte du tiers de leur valeur aux officiers & équipages des vaisseaux preneurs.

IX. La répartition à faire du produit des prifes revenant à un vaisseau, sera faite ainsi qu'il

SAVOIR:

Un quart au commandant du vaisseau.

Un autre quart aux officiers de l'état-major, qui sera partagé entr'eux suivant le nombre des parts à allouer à chacun selon son grade, & sur le pied ci-après.

Aucapitaine de vaisseau en second, & à chacun des capitaines de vaisseau, s'il y en avoit

plusieurs embarqués, quatre parts.

A chacun des lieutenans de vaisseau, trois

A chacun des enseignes de vaisseau, deux

A l'écrivain, deux parts.

A l'aumônier & au chirurgien-major, à chacun une part.

A un commissaire de la Marine, quatre parts. A un écrivain principal, trois parts.

A un aide de port, une part.

A un brigadier ou sous-brigadier des gardes

de la Marine, une part.

Et s'il y avoit des officiers de gardes interrompus, qui fussent embarqués, les capitaines de frégate auront trois parts, comme les lieutenans de vaisseau; les capitaines de brûlot & lieutenans de frégate, deux parts, comme les enseignes de vaisseau, & ensin les officiers-bleus volontaires, chacun une part, comme les aides de port.

Et une moitié à l'équipage, laquelle sera dis-

tribuée suivant le nombre des parts revenant à chacun selon son état, & sur le pied ci-après.

Au premier maître, aux capitaines d'armes des compagnies franches de la Marine, au premier pilote & au maître canonnier, à chacun quatre parts.

Aux gardes de la Marine, à tous les officiers mariniers, autres que ceux dénommés ci-dessus, aux sergens & caporaux des compagnies fran 1 ches de la Marine, aux seconds & aides-chirurgiens, au maître & à l'aide-armurier, aux pilotins surnuméraires, à chacun trois parts.

Aux autres officiers non mariniers, aux commis du munitionnaire & aux domestiques des

officiers, à chacun deux parts.

Au boucher, au boulanger & à tous les ma 🔄 telots & foldats, chacun une part.

Aux mousses, à chacun nne demi part.

X. Si plusieurs vaisseaux ont part à une même prise, & par vaisseaux preneurs sont entendus ceux qui se seront trouvés ensemble & à vue de la prise lorsqu'elle aura été faite, ou faisant partie d'une même escadre, le montant de ce qui reviendra à chaque vaisseau, frégate & autres bâtimens de Sa Majesté, sera constaté sur la proportion du nombre de leurs canons en batterie & de leur calibre, à commencer par celui de quatre livres & au-dessus, & du nombre d'équipage étant à bord de chaque vaisseau; & cette proportion ainsi établie, la répartition de ce qui reviendra à chaque vaisseau, sera faite sur le pied qui est prescrit dans l'article précédent.

XI. Ce partage, pour constater ce qui reviendra à chacun des vaisseaux, frégates & autres bâtimens de Sa Majesté, ayant part à une même prise, aura lieu sur la totalité du tiers du produit net des prises, quant aux escadres ou vaisseaux se trouvant ensemble commandés par des chefs d'escadre, capitaines de vaisseau ou autres offi-

ciers de la Marine du Roi.

XII. Mais si l'armée navale ou escadre est commandée par un Vice-Amiral, ou un Lieutenant-Général des armées navales de S. M. ledit Commandant prendra le dixieme du produit net des prises avant aucun partage pour les autres vaisseaux; & si dans une armée commandée par un Vice-Amiral, il s'y trouve un ou plusieurs Lieutenans-Généraux, sous ses ordres, le Vice-Amiral aura les deux tiers du dixieme du produit net des prises, & le Lieutenant-Général ou Lieutenans-Généraux, l'autre tiers dudit dixieme; les neuf dixiemes restans devant former le partage de tous les vaisseaux de l'escadre, les capitaines de pavillon de vaisfeaux commandés par des Vice-Amiraux ou Lieutenans-Généraux, ayant le quart de ce qui reviendra au vaisseau comme les capitaines en

pied.

XIII. Sur tous les paiemens qui feront faits aux officiers & équipages sur le produit net des prises, seront déduits six deniers pour livre attribués à l'entretien des invalides de la Marine, mais il ne leur sera fait aucune retenue sur les gratifications payées du trésor royal, dont le partage, répartition & distribution sera faite dans la même proportion & aux mêmes parts portées ci-dessus à l'égard du produit des prises.

Mande & ordonne Sa M. à M. le Duc de Penthievre, Amiral de France, aux Vice-Amiranx & Lieutenans-Généraux commandans dans les ports, Intendans, Chefs d'Escadre, Commisfaires-Généraux, Capitaines de vaisseaux, Lieutenans, Enseignes & autres Officiers, de tenir la main, chacun en droit soi, à l'exécution de la présente Ordonnance. Fait à Versailles le quinzieme Juin mil sept cent cinquante-sept. Signé, LOUIS, Et plus bas,

PEIRENC DE MARAS.

EDIT DU ROI,

Portant suppression à perpétuité du droit du dixieme sur les prises & conquêtes, faites en mer, attribués à la charge d'Amiral de France.

Donné à Versailles au mois de Septembre 1758.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navare, A tous préfens & à venir, Salut. La protection que nous avons dans tous les temps accordée aux armemens maritimes que nous permettons en temps de guerre à nos sujets de faire contre les ennemis de l'Etat, nous a porté à faire en faveur des armateurs divers changemens aux dispositions des anciennes Ordonnances sur les prises & conquêtes faites en mer, & nous avons, ainsi que nos fujets, éprouvé pendant la présente guerre & la précédente, l'utilité de ces changemens & des autres encouragemens, que nous avons accordé à la course au préjudice de notre très-cher & très-amé cousin le Duc de Penthievre, Amiral de France, qui si est offert avec tout le zele que son attachement aux intérêts de notre Etat pouvoit lui mipirer. Nous avons en conféquence, par notre Edit du mois d'Août 1743, réduit le droit de dixieme desdites prises & conquêtes, appartenant à ladite charge d'Amiral de Fracce, au bénéfice net revenant aux armateurs, déduction faite de toures les dépenfes des armemens , & par nos Déclarations des 5 Mars 1748 & 15 Mai 1756, nous en avons suspendu la perception, en nous réservant de pourvoir au dédommagement que nous jugerons être dû à notredit Cousin Voulant nous assurer & à nos sujets pour tous les avantages de cette suspension, nous avons résolu de supprimer à perpétuité ledit droit pour nous menager avec certitude, pour l'avenir, ainfi que dans le prétent, la ressource des armemens parsiculiers dans les occasions où nous jugerons à

propos de l'employer; & comme notredit Coufin & ses successeurs en ladite charge d'Amiral de France se trouveront par cette suppression privés du plus considérable des droits attachés. à ladite charge par Edit du mois de Novembre 1669, portant suppression de la charge de Grand-Maître, Chef & Surintendant de la navigation & commerce de France, & rétablissement de celle d'Amiral, le Réglement fait le 12 dudit mois de Novembre sur les pouvoirs, fonctions, autorité & droits qui y sont attribues, & les articles 31 & 32 du titre 9 de l'Ordonnance de 1681, & autres Réglemens & Arrêts rendus en conséquence, nous avons trouvé d'autant plus juste d'en prendre sur nous le dédommagement, que nous avons reçu en cette occasion dans le désintéressement de notredit Cousin, de nouveaux témoignages, tant de son astection à notre service que de sa soumission à notre volonté, & que d'ailleurs nous nous sommes obligés à cette indemnité par nosdites Déclarations des. 4 Mars 1748 & 15 Mai 1756. A. ces causes & autres à ce nous mouvant, nous étant fait rendre compte du produit dudit droit, non-seulement pendant que notredit Cousin en a joui. mais aussi pendant la jouissance qu'en a en notre très cher & très-amé Oncle le Comte de Toulouse, son pere & son prédécesseur en ladite charge, de l'avis de notre Conseil & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons, par le présent Edit perpétuel & irrévocable, dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons, voulons & nous plait ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Avons éteint & supprimé, éteignons & supprimons à perpétuité le droit de dixieme sur les prises & conquêtes faites en mer, attribué à la charge d'Amiral de France, & en conséquence avons déchargé & déchargeons aussi à perpétuité de la retenue & déduction dudit droit les prises & conquêtes qui seront faites en mer, tant par les vaisseaux & galeres armés pour notre compte, que par les bâtimens armés en courfe par nos fujets, lorsqu'ils y auront par nous été autorisés, fans que ledit droit puisse jamais être rétabli pour quelque cause, & sous quelque prétexte que ce soit, & sans qu'à raison de ladite suppression il puisse être rien changé aux formalités prescrites par l'Ordonnance de 1681 fur le fait des prises & conquêtes faites en mer.

II. Maintenons, gardons &, en tant que de besoin est ou seroit, confirmons notredit Cousin le Duc de Penthievre & ses successeurs en ladite charge d'Amiral de France, dans les dignités, préeminences, prérogatives, sonctions & dans tous les autres droits dont lui & ses prédécesseurs ont joui ou dû jouir en vertu dudit Edit du mois de Novembre 1669 dudit Réglement fait le 12 du même mois, de ladite Ordonnance sur le fait de la Marine de l'année 1681, & des Réglemens & Arrêts intervenus depuis.

III. Et pour dédommager notredit Cousin & ses successeurs en ladite charge d'Amiral de France, du produit du droit, nous leur avons attribué & attribuons à perpétuité, à titre d'indemnité annuelle, la somme de cent cinquante mille livres, dont ils jouiront pour chaque année, tant en ladite qualité qu'en celle de Gouverneur de notre province de Bretagne, à compter du prem. Janvier de l'année prochaine 1759,

& pour laquelle ils feront employés dans l'état des charges de nos fermes générales unies, nous réservant de pourvoir, ainsi qu'il appartiendra, à ce qui est ou pourra être dù à notre Cousin, depuis notredite Déclaration du 15 Mai 1756, jusqu'audit jour premier Janvier prochain, pour raison de la suspension de la jouissance & perception dudit droit. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier & régistrer, (même en vacations) & le contenu en icelles garder, observer & exécuter selon leur forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, Arrêts, Réglemens & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé par ces présentes: car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Versailles au mois de Septembre l'an de grace 1758 & de notre regne le quarante-quatrieme. Signé, LOUIS. Et plus bas, par le Roi, PHELYPEAUX. Vifa LOUIS. Vu au Conseil, BOULOGNE. Et scelle du grand sceau de cire verte, en lacs de soie rouge & verte.

Registré ce requérant le Procureur - Général du Roi, pour être exécuté selon sa sorme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Baillages, Sénéchaussées & Amirautés du ressort, pour y être lu, publié & registré: Enjoint aux Substituts du Procureur-Général du Roi, d'y tenir la main & d'en certifier la Courdans le mois, à la charge que ledit enrégistrement sera révéré au lendemain de St. Martin, suivant l'Arrêt de ce jour A Paris, en Parlement, en vacations, le 26 Octobre 1758.

Signé, YSABEAU.

ORDONNANCE DU ROI,

Concernant les prises saites par les vaisseaux & autres bâtimens de Sa Majesté.

Du 3 Janvier 1760.

DEPARLEROI.

SA MAJESTÉ étant informée que les Officiers commandans ses vaisseaux & autres bâtimens ne rapportent pas dans les déclarations qu'ils sont obligés de faire aux greffes des Amirautés, toutes les circonstances dont on a besoin, pour connoître si les prises qu'ils ont faites, l'ont été par un ou par plusieurs vaisseaux, ou en présence de quelqu'autre que de ceux de l'escadre ou de la division dont ils saisoient partie; & voulant qu'une pareille circonstance

ne soit jamais oubliée, parce que si elle l'étoit, ne soit jamais oubliée, parce que si elle l'étoit, ne résulteroit que les officiers & équipages des vaisseaux, en présence desquels les prises ont été faites, seroient privés des parts qui leur sont accordées par l'Ordonnance du 15 Juin 1757; Sa Majesté a ordonné & ordonne à tous officiers commandans ses vaisseaux & autres bâtimens, de même qu'à ceux qui seront détachés pour amariner des prises, d'en faire dans les vingt-quatre heures aux gresses des Amitautés des ports où ils conduiront les lettes prises, une déclaration en sorme & circonstanciée, sous peine, contre ceux desdits officiers qui ne décla-

reront pas les vaisseaux ou autres bâtimens, en présence desquels les prises auront été faites, d'être privés de la part qui leur reviendra desdites prises. Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Duc de Penthievre, Amiral de France, aux Vice-Amiraux, Lieutenans-Généraux, Intendans, Chess-d'Escadre, Commissaires-Généraux, Capitaines de vaisseau, Lieutenans, Enseignes & autres Officiers, de tenir la main chacun en droi soi, à l'exécution de la présente Ordonnance. Fait à Versailles le 3 Janvier 1760. Signé, LOUIS.

Et plus bas, BERRYER.

ARTICLE XXXIII.

S'Il n'y a aucun contrat de société, les deux tiers appartiendront à ceux qui anront sourni le vaisseau, avec les munitions & vituailles, & l'autre aux officiers, matelots & soldats.

Nciennement les armateurs & avituailleurs des corsaires n'avoient pour leurs parts dans les prises qu'un huitieme, comme il résulte de l'article 25 de l'Ordonnance de 1543, & du trente-neuvieme de celle de 1584. Gette injustice sut corrigée par ces mêmes Ordonnances, qui réglerent qu'à l'avenir les propriétaires auroient un quart, & les avituailleurs un quart & demi (car dans ce temps là ce n'étoient pas ordinairement les propriétaires des navires qui sournissoient les vivres & les munitions) l'autre quart & demi réservé aux mariniers & autres compagnons de guerre, pour en faire le partage entr'eux à la maniere accoutumée. La même regle se trouve établie dans l'article premier, chap. 11 du Guidon, aussi-bien que dans l'article 31 de sa Jurissicion de la Marine.

Notre article ne fait aucune distinction entre les propriétaires du corsaire & les avituailleurs, parce que la méthode d'armer les navires de cette maniere n'étoit plus en usage. En supposant donc que les intéressés à la propriété du navire sont les mêmes que ceux qui sournissent les vivres & les munitions, il leur attribue les deux tiers du prosit de la prise, & l'autre tiers aux officiers, matelots & soldats; le tout sauf les conventions contraires établies dans un acte de société; ce qui revient à-peu-près à la même proportion admise par

lesdites Ordonnances de 1543 & 1584.

Cette distribution, au reste, par deux tiers au prosit de ceux qui ont sourni le navire avec les munitions & vituailles, & par tiers en saveur de l'équipage, avoit déjà été suivie par le Réglement du 5 Octobre 1674, concernant les vaisseaux de guerre que le Roi cédoit alors à des particuliers pour faire la course. Il est vrai que depuis les conditions sous lesquelles le Roi cédoit ainsi ses vaisseaux, ont beaucoup varié, à l'égard des armateurs de ces vaisseaux, & toujours à leur avantage; mais le tiers a toujours appartenu à l'équipage, outre ses avances, aussi-bien dans les prises saites par les corfaires particuliers

particuliers que par les armateurs des vaisseaux du Roi, relativement à cet article confirmé par le dixieme du Réglement du 25 Novembre 1693, & par divers autres Réglemens postérieurs; de sorte que c'est la regle toujours sub-sistante. Elle a été aussi adoptée par Philippe V. Roi d'Espagne, suivant l'article 35 de son Ordonnance en sorme de Réglement du 21 Août 1703.

L'usage s'est néanmoins introduit dans la présente guerre de stipuler que les avances saites aux gens de l'équipage seroient imputées en entier sur leurs parts dans les prises. C'est l'excès des avances qu'ils ont exigées, qui a donné lieu à

la stipulation de cette condition.

Que la prise ait été faite par un navire armé tout à la fois en guerre & marchandise, mais avec commission de M. l'Amiral, ou par un vaisseau uniquement armé pour la course, le droit de l'équipage doit toujours être le même; c'est-à-dire, qu'il lui revient également le tiers du produit de la prise, puisque l'Ordonnance ne fait aucune distinction à ce sujet. Il est vrai que dans le premier cas il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Bordeaux du 6 Février 1714, cité par la Peyrere, lettre P. n°. 128, sol. 339, que l'équipage ne devoit avoir que le dixieme de la prise; mais cette décision ne peut être regardée que comme singuliere & erronée. La matiere n'étoit pas même de la compétence du Parlement, suivant les preuves qui en ont été rapportées sur l'article 21 ci-dessus.

La fingularité de la décision de cet Arrêt l'auroit sait oublier vraisemblablement, si les armateurs étoient moins attentiss en général à tout ce qui peut flatter leur cupidité. Dans la précédente guerre & dans celle-ci, plusieurs d'entr'eux ont donc rappellé cette décision hétéroclite, & il est arrivé delà que quelques Amirautés l'ont adoptée pour le partage des prises faites hors la course, tandis que d'autres, constamment attachés aux principes, ont toujours continué d'accorder aux gens de l'équipage le tiers de toutes les pri-

ses, de quelque maniere qu'elles sussent faites.

Les choses en étoient là, & les parties intéressées, quoique jugées diversement, ne se plaignoient pas, attendu la modicité du produit des prises en général, lorsqu'elles sont faites hors la course; mais en l'année mil sept cent cinquante-huit, une prise de plus de huit cens mille livres saite par le navire le Titon l'Africain, de Bordeaux, excita également l'attention des armateurs & des gens de l'équipage. Les premiers prétendirent hautement que les autres ne devoient avoir qu'un dixieme, & ceux ci soutinrent qu'il leur revenoir absolument le tiers.

Il est à observer au sujet de cette prise, non-seulement que l'ennemi ne s'étoit rendu qu'après une longue & vigoureuse résistance, de maniere qu'une si riche capture n'étoit due qu'à l'intelligence, à la bonne conduite & à la bravoure extraordinaire du capitaine du navire preneur & de son équipage; mais encore que sans cette ressource les armateurs auroient perdu quatre-vingt mille livres sur leur armement. Aussi leur prétention étoit-elle assez généralement blâmée. Cependant comme la cupidité ne dit jamais, c'est assez, ils considéroient moins les deux cens mille écus, que cet heureux événement leur apportoit, que le prosit qui revenoit à l'équiqage.

Ils entreprirent donc d'enlever à l'équipage le tiers qu'il réclamoit, & de le réduire au simple dixieme, en se prévalant de la décision de cet Arrêt du

Tom, II, Ddd

Parlement de Bordeaux. Sur cela le capitaine Raboteau, tant pour lui que pour son équipage, s'étant retiré par devers M. de Rostang, Commissaire Ordonnateur de la Marine à Bordeaux, pour le prier de prendre leur cause en main; ce Commissaire, après en avoir reconnu la justice, écrivit en leur saveur à Mgr. de Massiac, alors Ministre de la Marine, lequel lui marqua en réponse que la prétention de l'équipage étoit si juste & si conforme aux regles, qu'il ne concevoit pas comment on osoit la disputer.

Après une décision aussi précise, il sembloit que les armateurs devoient se soumettre sans aucune difficulté; cependant ils prirent le parti de saire dresser un mémoire conforme à leurs intérêts & de l'adresser à Mgr. Berryer, nouvellement nommé Ministre de la Marine; sur lequel mémoire intervint l'Arrês du Conseil du 10 Janvier 1759, dont il sera parlé dans la suite.

A la vue de cet Arrêt du Conseil, les armateurs des dissérens ports ayant prétendu en général que la question étoit décidée en leur faveur; c'est-àdire, que dans toutes les prises faites hors la course, les gens de l'équipage ne devoient avoir qu'un dixieme, trouverent mauvais qu'à la Rochelle & dans quelqu'autres Amirautés, l'on pensât disséremment. D'un autre côté les gens de mer du département de la Rochelle, craignant qu'en interprétation de ce même Arrêt, l'usage dans lequel on avoit toujours été à l'Amirauté de cette Ville de leur accorder indistinctement le tiers des prises ne changeât, eurent recours aux officiers de cette Amirauté pour les engager à faire valoir leurs droits auprès du Ministre de la Marine.

Ces Officiers y confentirent d'autant plus volontiers, que dans leur idée ils ne faifoient qu'embraffer le parti de la justice; & comme ils trouverent M. Dabbadie, Commissaire de la Marine, dans les mêmes sentimens, ils dressernt conjointement en faveur des gens de mer, un mémoire qu'ils adresser

ferent à Mgr. Berryer, au mois de Mars audit an.

Voici le précis de ce mémoire.

Comme l'article 33 du titre des prises de l'Ordonnance de la Marine de 1681; qui à désaut de contrat de sociéte, attribue aux gens de l'équipage le tiers de la prise, ne distingue point l'armement uniquement destiné pour la course, de celui qui est fait en guerre & marchandise tout ensemble, & qu'au sonds il n'y a aucune raison de dissérence pour régler le partage autrement dans ce cas que dans l'autre; il avoit toujours été entendu & observé que le partage dans l'un & dans l'autre cas devoit se faire aux termes de l'Ordonnance, de maniere qu'un tiers de la prise revint aux gens de l'équipage, & que les deux autres tiers restassent aux armateurs.

On ne voit pas en effet qu'il se soit élevé de difficulté à cet égard avant l'année 1714, que le Parlement de Bordeaux jugea à propos d'admettre une distinction entre les armemens en course & les armemens en marchandise avec commission en guerre; suivant laquelle distinction ce Parlement, par son Arrêt du 6 Février audit an 1714, attribua aux armateurs en guerre & marchandise les neus dixieme des prises, & n'en accorda aux gens de l'équipage

que l'autre dixieme.

Cet Arrêt qui dans le temps fit du bruit, & que la paix avoit fait oublier; a été rappellé avec soin par les armateurs durant la précédente guerre & dans celle-ci. Il est arrivé delà que quelques Amirautés ont adopté cette

décision purement arbitraire, tandis que d'autres, attachés aux principes, s'en sont tenus à l'Ordonnance, aux dispositions de laquelle un Arrêt de Parlement pouvoit d'autant moins donner atteinte, que les affaires des prises ne sont pas de la compétence des Parlemens, & ne peuvent être jugées souverainement qu'au Conseil d'Etat du Roi, sur un appel du Conseil des prises.

Telle a été la fource de la diversité des liquidations des prises dans les Amirautés; mais il n'est pas difficile de montrer que celles qui se sont écartées de cette décision de l'Arrêt du Parlement de Bordeaux, ont pris le parti le plus

conforme à la raison & au bien de l'Etat.

A la raison. Sur quel sondement en effet vouloir saire contenter l'équipage du dixieme seulement dans les prises, lorsque le navire n'est armé qu'en marchandise avec commission en guerre, tandis que l'on convient que le tiers lui est dû, lorsque le même navire est armé en course? Quelle pourroit être la

raison de disparité?

S'il y a de la différence dans les deux armemens, relativement à l'objet des prises, c'est que celui pour la course est tout autrement coûteux que celui qui n'est qu'en guerre & marchandise; caril ne faut pas mettre en ligne de compte l'équipement du navire & la valeur de la cargaison; on ne doit saire attention qu'aux frais de l'armement en guerre. Or ces frais, ajoutés à ceux de la cargaison, ne vont pas au dixieme de ce que coûte un armement uniquement destiné pour la course.

A ce compte, un armateur en course devroit donc avoir une plus grande part dans la prise, que lorsqu'il n'a armé qu'en guerre & marchandise; & c'est précisément ici tout le contraire, puisque dans ce dernier cas, on veut lui attribuer les neuf dixiemes de la prise, tandis que dans l'armement en course on reconnoît qu'il est borné aux deux tiers. Quoi ! lorsqu'il lui en coûte insimient moins, on prétendra qu'il doit être plus avantagé dans les prises, que lorsqu'il dépensera beaucoup plus, & que tout lui demeurera en perte, si la course est instructueuse? Cela peut-il se soutenir dans les regles de la justice & aux yeux de la raison?

La seule objection qui ait été faite jusqu'ici, est que dans les armemens en marchandise avec commission en guerre, l'armateur paie des gages à l'équi-

page; charge qu'il évite, lorsqu'il arme entiérement en course.

A quoi l'on répond, 1°. que si dans les armemens en course l'armateur ne donne pas des gages à l'équipage, il lui fait du moins des avances assez considérables, qui excedent souvent les deux ou trois mois des gages qui se paient d'avance aux gens des équipages engagés pour un voyage de long cours. Il est vrai que ces avances pour la course sont imputables sur la part de chacun des corsaires dans les prises; mais aussi s'il ne se fait point de prise, ces mêmes avances demeurent acquises à l'équipage, sans que les armateurs puissent lui en demander la restitution. Or le risque qu'ils courent de perdre ces avances en même-temps que le surplus des frais de leur armement pour la course, qui ne doit durer que trois ou quatre mois, forme un objet bien plus considérable que celui des gages qu'ils paient hors la course pendant le niême temps de trois ou quatre mois: ce qui suffiroit pour écarter la conséquence qu'ils veulent tirer de ce que dans les voyages de long cours ils paient des gages à l'équipage.

D dd ij

2°. Ces gages qu'ils paient n'ont pour motif que le service du navire, confidéré simplement comme équipé en marchandise, & le travail de l'équipage pour la conservation de la cargaison: ils n'ont absolument aucun rapport avec les prises que pourra faire le navire. La preuve en résulte de ce que si le navire ne fait aucune prise, l'équipage ne sera pas moins payé de ses gages en entier, sans aucune déduction. Si donc il se fait une prise, comme c'est là un événement tout-à-sait étranger à la stipulation des gages de l'équipage, il s'ensuit que, pour le partage de cette prise, il saut se conformer à l'Ordonnance, & en conséquence en accorder le tiers à l'équipage, s'il n'y a convention contraire; d'autant plutôt que la prise est son ouvrage, & que par là l'armateur, qui, sans augmentation de dépense, trouve un prosit considérable au moyen des deuxautres tiers qui lui restent, n'a absolument aucun titre pour prétendre rien de plus.

3°. Cela peut faire d'autant moins de difficulté que si, au lieu d'une prise l'équipage avoit rencontré en mer un navire abandonné, dont il se sût emparé, ce navire épave seroit constamment partagé comme prise entre l'armateur & l'équipage; c'est-à-dire, le tiers qui leur en reviendroit en commun; de manière que l'équipage auroit un tiers dans ce tiers, sans qu'on pût lui opposer, qu'il est aux gages de l'armateur, parce que le sauvement d'une épave sur les slots est indépendant du service du navire & à la cargaison, & qu'ainsi le prosit de l'épave est un événement heureux qui doit, à titre de bonne fortune, appartenir à ceux qui, ayant trouvé l'épave sur les slots, l'ont sauvée & amenée à bon port. Or si cela est hors de doute, pourquoi en seroit-il autrement d'une prise, puisque s'il n'a fallu que se montrer pour la faire rendre, c'est tout comme si le navire eût été trouvé abandonné sur les slots, & qu'au contraire, s'il a fallu livrer combat, l'équipage a précisément seul couru tous les risques ?

La décision défavorable à l'équipage seroit donc contraire aux principes & à la raison. Elle le seroit également au bien de l'Etat; en ce que, hors l'armement en course, les gens de l'équipage qui fauroient qu'il ne leur seroit accordé qu'un dixieme de la prise au lieu du tiers, refuseroient de s'exposer aux périls d'un combat, pour enrichir un armateur, assez avide pour ne pas se contenter des deux tiers, dans un temps que la prise, qui ne lui coûte aucuns frais nouveaux, lui apporte un profit confidérable que l'équipage n'étoit du tout point obligé de lui procurer, n'étant pas engagé pour faire des prises, mais seulement pour le fervice du navire & de la cargaison. Opposera-t-il que s'il y a combat son navire peut en souffrir, même être pris, & qu'ainsi il a intérêt que l'équipage no foit pas si entreprenant? Mais, outre qu'en cela même il iroit contre le bien de l'Etat, c'est qu'ayant pris une commission en guerre, il a eu surement intention que les gens de son équipage fitsent des prises, s'il s'en présentoit quelque occasion favorable. Or le cas arrivant, il faut donc qu'il abandonne à l'équipage le tiers des prises, sans quoi, encore une sois, l'équipage ne s'expofera pas au hazard d'un combat pour un misérable dixieme. Et quant on dit que l'attrait du gain pourroit engager les gens de l'équipage à quelque coup de témérité; si l'intérêt de l'armateur les touchoit peu, ils craindroient du moins la perte de leurs gages, de leur liberté & de leur vie même. Ce qui feroit bien plus à appréhender pour l'Etat, c'est que les armateurs, par esprit de cupidité, ne youdroient plus armer en course & se contenteroient d'armer en guerre &

marchandise, pour se ménager avec beaucoup moins de frais le produit pres-

que entier des prises.

Mais encore sur quel principe a-t-on imaginé ce dixieme auquel on veut réduire la part de l'équipage? Ou il ne doit rien avoir dans la prise, par la raison qu'il est gagé, ou il lui en faut absolument le tiers, puisque l'Ordonnance ne

distingue point entre les prises.

Après avoir bien résléchi sur l'Arrêt du Parlement de Bordeaux de 1714, on croit en avoir ensin trouvé le motif. C'est que dans ce temps là, le Roi n'accordoit aux officiers & épuipages de ses vaisseaux qu'un dixieme dans les prises qu'ils saisoient. On se persuada sans doute que cela devoit servir de regle pour les prises saites par les navires marchands, & l'on se sélicita, selon toute apparence, d'avoir imaginé cet expédient pour savoriser les armateurs au pré-

judice des gens de mer.

Mais, en premier lieu, quelle comparaison y a-t-il à faire entre un vaisseau du Roi, armé avec des frais immenses, & un navire équipé en guerre & marchandise par un de ses sujets? Quelle comparaison tout de même entre les équipages? Dans le vaisseau du Roi ce sont des sujets rigoureusement obligés au service du Prince & de l'Etat, au lieu que dans les navires marchands, les gens de l'équipage ne doivent le service au navire qu'à raison de leur engagement, toujours volontaire dans le principe. Quelle comparaison encore du côté des officiers? D'une part ce sont des personnes qui se sont dévouées au service de l'Etat, par amour pour le Prince, par l'attrait de la gloire, & par l'espoir des honneurs & des récompenses d'éclat. Entretenus au service de la marine, ils sont aux ordres du Roi, dès qu'il lui plaît de les employer; & d'autre part, les officiers des navires marchands ne tiennent aux armateurs que par les conventions qu'ils ont saites avec eux, & n'ont d'autre récompense à en attendre que les gages qu'ils ont stipulés.

Nulle apparence donc d'en user avec eux & avec les gens de l'équipage, de la maniere que le Roi en usoit ci-devant pour ses vaisseaux par rapport aux prises; autrement il saudroit dire, que si la question se sût présentée dans le temps que le Roi ne donnoit aucune part dans les prises aux officiers & équipages de ses vaisseaux (car autresois il n'y avoit effectivement rien, ce qui a duré jusqu'à l'Ordonnance du 3 Septembre 1692,) l'armateur en marchandise, avec commission en guerre, auroit prosité seul des prises; ce qui seroit absurde, non-seulement en soi, mais même à la vue de notre Ordonnance de 1681,

qui sans distinction a attribué à l'équipage le tiers des prises.

En second lieu quand il seroit vrai que, sans une méprise étonnante, on auroit pu en rigueur se régler en 1714, sur le sort des équiqages des vaisseaux du Roi par rapport aux prises, pour réduire le droit des équipages des vaisseaux marchands au dixieme, sous prétexte que le Roi n'accordoit qu'un pareil dixieme aux officiers & équipages de se vaisseaux; du moins auroit il sallu revenir de cette idée & pousser la comparaison jusqu'au bout, depuis qu'il a plu à Sa Majesté de leur accorder le tiers dans toutes les prises qu'ils seroient, indépendamment des magnisques récompenses qu'elle leur a promises, pour exciter d'autant plus leur zele à son service.

En effet pourquoi, abandonnant la comparaison, a-t-on voulu rendre différente la condition des équipages des navires marchands, après l'exemple du

Roi qui avoit détruit tout prétexte de différence? Il ne devoit donc plus y avoir de difficulté absolument à leur accorder le tiers des prises comme dans les armemens en course.

Cependant quelques Amirautés qui avoient déjà adopté la décision arbitraire de l'Arrêt du Parlement de Bordeaux de 1714, ayant continué de s'y conformer, tandis que les autres accordoient constamment le tiers aux éguipages; des armateurs qui soussiroient impatiemment que leur prétendu droit ne sût pas universellement reconnu, se sont pourvus au Conseil d'Etat du Roi, où il est intervenu Arrêt le 10 Janvier dernier (1759) par laquelle Sa Majesté a déclaré que lorsque par sa Déclaration du 15 Mai 1756, art. 7, elle avoit bien voulu accorder aux officiers & équipages de ses vaisseaux, le tiers dans les prises qu'ils seroient, elle n'avoit pas entendurien statuer en cela par rapport aux prises qui seroient faites par les navires équipés par ses sujets en guerre & marchandise, & que son intention étoit à cet égard qu'il en sut usé comme par ple passé. »

On ajoutoit dans ce mémoire, que cet Arrêt avoit besoin d'explication; puisque sans cela, chaque Amirauté se croiroit autorisé à régler le partage des prises comme par le passé, ce qui entretiendroit la diversité des opérations; qu'ainsi pour établir l'uniformité, il étoit nécessaire qu'il intervînt un nouvel Arrêt qui sixât la jurisprudence à cet égard; que pour cela il s'agissoit d'opter entre les armateurs & les gens de mer; sur quoi l'on observoit que les uns & les autres méritoient que l'Etat s'intéressait en leur saveur, puisque les uns sans les autres ne pourroient armer, soit en guerre, soit en marchandise seulement; mais qu'on croyoit pouvoir dire que, dans le concours, les gens de mer mé-

ritoient la préférence à tous égards.

Le desir de faire fortune entretiendra toujours en effet l'ardeur des armateurs; mais on n'attirera des gens au pénible service de la mer qu'autant qu'on leur fera trouver la juste récompense de leurs travaux & des périls auxquels ils s'exposent. Les gages qu'on leur donne ne sont que le salaire du service qu'ils doivent au navire, & ce service n'a rien de commun avec les prises. C'est-là un nouveau genre de péril qu'on ne peut exiger d'eux dans une navigation marchande; & par conséquent qu'on n'en doit attendre que par l'attrait d'un gain raisonnable. Un dixieme seulement n'aura pas de quoi les contenter, sur-tout l'Ordonnance leur ayant accordé de tout temps le tiers; & plutôt que de fouffrir que ces neuf autres dixiemes passent à l'armateur, qui, tranquille dans son comptoir devroit leur favoir gré du bénéfice des deux tiers qu'ils lui procurent suivant la même Ordonnance; ils aimeront mieux laisser échapper toute occasion de faire des prises, soit par la crainte de s'exposer à la mort ou au danger d'être pris, pour un si mince dédommagement que celui du dixieme, soit par jalousse même contre l'armateur qu'ils resuseront d'enrichir à leurs dépens. Or si cela arrive, dans combien de rencontres le service de l'Etat n'en souffrirat-il pas ?

L'armateur lui-même y perdra, & il n'aura qu'à s'en prendre à son avarice; car ensin s'il n'étoit pas livré en proie à cette passion, prétendroit-il les neus dixiemes des prises? Quel est son titre pour cela? Pourquoi veut-il être de meilleure condition lorsqu'il n'a armé qu'en guerre & marchandise, que lorsqu'il a armé totalement en course? Ce devroit même être tout le contraire, puisque

dans ce dernier cas, il lui en coûte incomparablement plus que dans le premier-Après tout, & c'est ce qui tranche toute dissiculté, l'équipage d'un navire marchand n'est nullement obligé d'attaquer les ennemis de l'Etat; il n'est pas engagé pour cela comme celui d'un corsaire: si donc il a le courage d'attaquer un vaisseau ennemi & le bonheur de s'en rendre maître, sur quel principe lui resuser la part qu'il auroit si le navire eût précisément été armé pour la course; Il a fait ce qu'auroit sait un corsaire; il saut donc lui attribuer nécessairement la rétribution due au corsaire. Il la mérite d'autant plus qu'il a fait plus que remplir son devoir.

On ajoutoit encore, en finissant ce mémoire, que la façon de penser sur cet objet important, n'étoit pas unisorme même parmi les armateurs; qu'il y en avoit plusieurs qui blâmoient hautement la prétention de ceux qui ne veulent pas se contenter des deux tiers des prises, & qu'ils en donnoient pour raison qu'il est intéressant d'exciter & soutenir l'émulation des gens de mer.

Après l'envoi de ce mémoire, les objections des armateurs opposés au droit légitime des gens de l'équipage, ayant été communiquées aux Officiers de l'Amiranté de la Rochelle, ils y répondirent par une addition à leur premier mé-

moire en ces termes.

» De toutes les raisons alléguées par les armateurs pour s'attribuer les neus dixiemes des prises faites par les bâtimens armés en guerre & marchandise; celle qui a le plus surpris, c'est l'assurance avec laquelle ils ont avancé qu'il en avoit été usé de la sorte de temps immémorial.

Il leur seroit impossible de prouver qu'avant l'Arrêt du Parlement de Bordeaux, en date du 6 Février 1714, leur prétention ait jamais été autorisée par aucun Tribunal; ils ne prouveront pas même qu'elle ait été formée avant cette

époque.

Jusques-là en effet, on avoit toujours pensé & reconnu que le tiers des prifes étoit dû aux officiers & équipages des navires, sans distinction absolument de ceux armés en course, d'avec ceux équipés en marchandise avec commission en guerre.

La raison est que, par l'Ordonnance de la marine de 1681, & par les Réglemens postérieurs, ce tiers leur avoit été essectivement attribué sans aucune distinction ni restriction, & que suivant la regle de droit, où la loi ne distin-

gue point, l'on ne doit pas non plus distinguer.

Mais puisque les armateurs invoquent un usage immémorial en leur faveur; c'est-à-dire, antérieur de beaucoup à l'Ordonnance de 1681, d'où ils inferent sans doute, que cette Ordonnance & ces Réglemens postérieurs n'ont eu pour objet que les armemens en course, sans toucher aux autres armemens, à l'égard desquels il étoit entendu qu'on se régleroit comme par le passé; ils permettront qu'on leur dise que cet usage qu'ils alleguent est imaginaire, & que dans la réalité leur droit dans les prises étoit anciennement fort au-dessous de celui que l'Ordonnance de 1681 leur a accordé. Pour en être convaincu il n'y a qu'à jetter les yeux sur les Ordonnances de 1543, art. 25, & de 1584, art. 39, on y verra qu'originairement les bourgeois & avituailleurs des navires n'avoient pour tout droit qu'un huitieme dans les prises; & que ce sut par un droit nouveau que le partage sut réglé autrement par ces deux Ordonnances. En conséquence il sut attribué au bourgeois du navire le quart de la prise, aux avituail-

leurs un quart & demi; (car dans ce temps-là ce n'étoit pas toujours le propriétaire du navire qui fournissoit les vivres & les munitions;) & à l'égard

de l'autre quart & demi il fut réservé aux gens de l'équipage.

Depuis ce temps-là, jusqu'à l'Ordonnance de la Marine de 1681, on ne trouvera certainement pas aucun Réglement qui ait plus attribué aux armateurs des navires & moins aux gens de l'équipage; de sorte que cette Ordonnance de 1681 est la premiere qui ait réduit le droit de l'équipage au tiers au lieu du quart & demi qu'il avoit toujours en depuis 1543.

Et qu'on ne dise pas que cela n'étoit bon que pour les armemens en course, sans aucune influence sur les armemens en marchandise, avec commission en guerre; car outre que cette distinction auroit besoin d'être soutenue de preuves claires & précises, preuves que les armateurs sont hors d'état de rapporter; c'est que Cleirac, auteur François & le seul que nous ayons qui ait écrit sur la matiere, s'exprime de maniere à écarter absolument cette subtile distinction.

Voici comme il s'explique dans son traité des contrats maritimes, chap. 11,

art. premier.

"Si les maîtres des navires combattent contre les maures, pirates, écumeurs » de mer, ou contre les ennemis Pour se Défendre ou pour éVITER » LE PÉRIL; & en se désendant, ils conquêtent par force navires, ou mar-» chandises, ou s'il se trouve quelques marchandises flottantes, droit d'Ami-» rauté levé & payé, qui est le dixieme sur le tout de ce qui est conquête » dans la mer, le reste sera partagé, à savoir un quart pour le bourgeois, quare » & demi pour les vituailleurs & autre quart & demi pour le maître & compan nons mariniers; en outre les mariniers auront pour leur abordage les dé-» pouilles, habillemens, harnois & bâtons des ennemis qui seront forcés, » avec l'or & l'argent qu'ils trouveront sur eux jusqu'à la somme de dix écus, " si plus y en avoit, demeurera pour partager tout au butin & pour être » partagé comme dessus.

Il résulte manisestement delà qu'on n'avoit pas encore imaginé la distinction des armemens en course de ceux en guerre & marchandise, & que la loi accordoit indistinctement aux gens de l'équipage ce quart & demi des prises de

quelque maniere qu'elles fussent faites.

En effet cet auteur, qui écrivoit il y a environ cent ans, parle évidemment du cas d'un armement hors la course, puisqu'il s'agit dans cet endroit de gens qui combattent en se défendant, & pour éviter le péril d'être pris, ce qui ne peut convenir à un armement pour la course, dont l'objet est d'attaquer sans se borner à se désendre. Il est d'autant moins permis de douter, qu'il ne parle effectivement d'un armement hors la course, que dans l'aticle suivant, il exhorte l'équipage qui n'a rien dans la cargaison, à ne pas hazarder le bien d'autrui au combat. Cependant le même auteur, en conformité des Ordonnances de 1543 & de 1584, attribue aux gens de l'équipage le quart & demi des prises par eux faites quoiqu'en se désendant seulement. Bien loin donc qu'il y ait un usage immémorial en faveur des armateurs, c'est précisément tout le contraire; & s'ils prétendent que l'Ordonnance de 1681, n'a entendu régler le partage des prises par tiers & deux tiers, que relativement aux prises saites en course, sans toucher aux prises faites hors la course; il faut donc qu'ils s'en tiennent aux précédentes Ordonnances qui alors subsisteront pour toutes les autres prises, & qu'en conséquence ils abandonnent à l'équipage le quart & demi de chaque prise; mais aussi alors trouveroient-ils leur compte? Qu'ils reconnoissent donc qu'à ne consulter que les Ordonnances & l'ancien usage, le tiers ne peut être disputé aux gens de l'équipage en quelque prise

que ce soit.

Reste de savoir si l'Arrêt singulier rendu au Parlement de Bordeaux en 1714, depuis lequel temps seulement les armateurs ont prétendu saire valoir la distinction des prises saites en course, de celles saites par des navires armés en guerre & marchandises simplement, a pu déroger aux Ordonnances & introduire une jurisprudence contraire à ce qui s'étoit pratiqué jusques-là; car on désie les armateurs de rien produire en leur faveur avant cette époque. Or il n'est pas douteux que tout ce qui peut être jugé contre les Ordonnances, ne soir nul & rejettable. Dans cette matiere, cela peut même d'autant moins faire dissiculté, que depuis l'année 1672, jusqu'à présent, il a été désendu aux Parlemens de connoître des prises & de tout ce qui en dépend.

Si depuis cet Arrêt extraordinaire du Parlement de Bordeaux, quelques Amirautés, pour n'y pas regarder d'affez près, ont adopté sa décision, il en est beaucoup d'autres qui, constamment attachées aux vrais principes, l'ont rejettée & ont toujours adjugé aux équipages le tiers de toutes les prises

indistinctement.

Ainsi, depuis même cet Arrêt, l'usage est pour le moins autant contre les armateurs, qu'en leur faveur; avec cette différence, que celui qui leur est sa-

vorable, heurte les principes établis par les Ordonnances.

Les autres raisons qu'ils alléguent sont aussi faciles à détruire que leur prétendu usage immémorial. Ils disent, en premier lieu, qu'ils ne prennent des commissions en guerre que pour assurer leur navigation & uniquement pour se désendre des petits corsaires ennemis; que cette précaution sait, non-seulement la sûreté du bâtiment, mais encore rend l'équipage plus certain de sa

liberté & de ses salaires, qu'il perdroit probablement sans cela.

A quoi l'on répond, qu'en tout ceci ils ne travaillent que pour leur propre intérêt, puisqu'en garantissant leurs navires d'être pris par les petits corsaires, ils diminuent d'autant leurs risques, la prime d'assurance & les salaires des gens de l'équipage. Mais enfin il en étoit de même anciennement, & cependant les Ordonnances n'en accordoient pas moins aux équipages le quart & demi de toutes les prises qu'ils saisoient; lequel quart & demi, par l'Ordonnance de 168t, a été réduit au tiers, sans, depuis que ce taux est varié jusqu'à l'année 1714, que le Parlement de Bordeaux s'avisa, pour la premiere sois, de ne leur donner qu'un dixieme des prises saites hors la course.

Ils opposent en second lieu, que leurs armemens pour nos colonies en temps de guerre leur coûtent cosidérablement en artillerie & munitions; que les falaires des équipages augmentent de moirié, & que les assurances sont excessives; d'où il concluent qu'etant surchargés, il est juste qu'ils prositent des prises que le hazard leur procure, d'autant plutôt qu'il est très-rare que

les équipages courent des risques pour faire des prises.

Mais à ce compte ils devroient donc avoir la totalité des prises sans en faire part aux gens de l'équipage. Dailleurs tous les armemens ne sont pas destinés pour nos colonies, & cependant ils n'entendent pas moins reduire

Tome II. Eee

le droit de l'équipage au dixieme en toute prise faite hors la course. D'un autre côté les dépenses qu'ils font en artillerie & munitions pour la navigation marchande, ne vont jamais au dixieme de ce qu'il leur en coûte dans les armemens en course.

A l'égard des salaires qui doivent nécessairement augmenter en temps de guerre, il n'est jamais arrivé qu'ils aient doublé, & l'augmentation dont ils se plaignent, a toujours été moindre à proportion du nombre des gens de l'équipage; parce que, plus l'équipage est nombreux, moins le service du navire est rude, le travail étant plus partagé, & les risques de l'équipage moins

grands.

Pour ce qui est des prises d'assurances, leur taux ou quotité dépend aussi de la soiblesse ou de la force de l'armement; & au sonds cela ne sait rien aux armateurs, par ce que, plus les assurances coûtent, plus la valeur des marchandises augmente lorsqu'elles arrivent à bon port. Cela est si vrai, & le prosit sur ces marchandises est tel, qu'il est quantité d'armateurs qui sont assurce, non-seulement la valeur de leur navire & de leur cargaison, mais encore la prime & les primes de la prime, au moyen de quoi c'est de leur

part une objection infidieuse qu'ils présentent ici.

C'est donc vainement qu'ils se disent surchargés & par conséquent, contre toute justice, qu'ils veulent s'attribuer les neus dixiemes des prises par sorme d'indemnité. Et lorsqu'ils ajoutent, pour atténuer le droit des équipages, que rarement ceux-ci courent des risques pour faire ces prises, non-seulement ils démentent des exemples en grand nombre qu'on seroit en état de leur opposer, mais encore à ne faire attention qu'aux prises faciles qu'ils supposent, à l'égard desquelles même il y a toujours des risques à courir, parce qu'il n'y a que l'événement qui en décide; c'est que, si les prises sont faciles à faire par un navire équipé simplement en guerre & marchandises, elles le sont à beaucoup plus forte raison pour un corsaire armé à grands frais, à l'équipage duquel on ne dispute pas le tiers. Pourquoi donc le resuser dans l'autre cas où les risques sont évidens de nature de chose, parce que jusqu'à ce que la prise soit saite, on ignore nécessairement à qui l'on a affaire?

Enfin les armateurs alléguent qu'il est plus avantageux en général au matelot, de n'avoir que le dixieme des prises en conservant ses gages en plein, que s'il obtenoit le tiers à la charge de rapporter ses mois de salaires.

Effectivement cela pourroit être vrai le plus souvent dans la supposition: mais sur quel principe les armateurs prétendent-ils que l'équipage ne peut avoir le tiers de la prise qu'à la déduction de ses gages? Il n'y a que les avances pour la course qui soient ainsi sujettes à rapport ou imputation, encore cela n'avoit-il pas lieu autresois; & ici ce sont des gages ordinaires stipulés uniquement pour le service du navire & la conservation de la cargaison. Les armateurs en conviennent eux-mêmes en avouant que, s'ils prennent des commissions en guerre & marchandises, ce n'est pas pour se battre & en vue de faire des prises; ces gages n'ont donc rien de commun avec les avances payées aux corsaires, & par conséquent iln'y a pas d'imputation à en faire sur les prises. D'ailleurs les voyages de long cours durent assez souvent douze & quinze mois, & le temps de la course n'est ordinairement que de trois mois, Ainsi de ce que les avances pour la course qui à present

équivalent à trois mois de gages sur les navires marchands, sont imputables sur les parts des prises, on n'en peut pas conclure qu'il faudroit également imputer des gages de douze ou quinze mois, qui même ne sont gagnés qu'à condition de travailler gratuitement à l'armement & au désarmement, ce qui emporte d'ordinaire une perte de temps de plus de deux mois. A joindre comme il a déjà été observé que ces gages n'ont pour objet que le service du navire, abstraction faite de toute idée de prise.

Tous les prétextes des armateurs ainsi détruits, il ne reste plus entr'eux & les gens de l'équipage que la question de droit décidée depuis plus de deux cens ans en saveur de ces derniers par les Ordonnances; elle n'auroit jamais été agitée, si le Parlement de Bordeaux ne se fût avisé en 1714 de savoriser les armateurs à leur préjudice, en imaginant une distinction toute nouvelle, suivant laquelle il jugea à propos, malgré son incompétence, de réduire le droit des équipages armés en guerre & marchandises au dixieme, au lieu du tiers qui leur avoit constamment été accordé sans aucune restriction. Tel est l'unique titre des armateurs; ils ne sauroient en produire aucun autre antérieur ni postérieur; mais un pareil titre peut-il changer les loix? Il est arrivé néanmoins que cette décision singuliere a fait illusion dans quelques Amirautés, tandis que d'autres s'en sont écartées pour demeurer toujours attachées aux véritables regles.

"C'est pour saire cesser cette dissérence de jurisprudence, & en vue de la sincer suivant les principes, que nous avons dressé le précédent mémoire. Si les raisons que nous y avons exposées pour soutenir la cause qui nous a toujours paru la seule juste, avant même que d'avoir vu les objections des armateurs, n'ont pas encore opéré leur esset, nous osons nous flatter que rien ne s'y opposera plus maintenant que nous avons dissipé les prétextes & les subtersuges auxquels les armateurs ont eu recours. Nous espérons du moins que le zele qui nous anime sera excuser notre importunité. Les gens de mer n'ont pour appui que les Commissaires de la Marine & les Amirautés pour se garantir des injustices trop fréquentes que leur sont ples armateurs. Nous n'aurions pu, sans manquer à notre devoir & à la justice, les abandonner dans une conjoncture aussi critique. Il est vrai que les intérêts des armateurs ne nous doivent pas être moins chers; mais pour les soutenir, il faut qu'ils nous paroissent sondés, & dans l'occurence nous ne voyons rien qui ne combatte leur prétention."

Dans l'intervalle de l'envoi des deux mémoires, il fut fait au premier une réponse favorable aux armateurs.

On s'attendoit que la décisson définitive interviendroit sur le second mémoire; mais jusqu'ici il n'a rien paru, ce qui a engagé l'Amirauté de la Rochelle à continuer d'adjuger aux gens de l'équipage le tiers de toutes les prifes indistinctement.

S'il arrive que la question soit enfin décidée contr'eux, ce sera à eux, pour se mettre à couvert de l'injustice des armateurs, à stipuler dans leurs contrats d'engagement, qu'en cas de prise, ils en auront le tiers suivant l'Ordonnance, aussi bien dans les armemens en guerre & marchandises, que dans ceux qui n'ont que la course pour objet. Ce sera l'unique ressource qui leur restera; & même dès à présent ils doivent avoir soin de faire cette stipula-

E e e ij

tion, pour se garantir de l'événement de la décision qui pourroit intervenir. Mais afin que l'équipage d'un navire marchand ait part à la prise qu'il a faite, il faut qu'il y ait une commission en guerre de M. l'Amiral, outre le congé; ou, pour tenir lieu de l'un ou de l'autre une commission en guerre & marchandise tout ensemble, sans quoi la prise appartient en entier à M. l'Amiral à titre de consissant par l'armateur ni l'équipage n'ont rien à y prétendre, comme il a été observé sur l'article premier du présent titre.

Une prise, quoique bonne en soi, n'est pas toujours adjugée en entier au vaisseau corsaire ou autre qui l'a saite. Il est des cas où d'autres vaisseaux sont sondés à y prendre part; mais il saut pour cela, ou qu'ils aient contribué à saire rendre le navire ennemi, ou qu'il y ait eu une sociétéentre les capitaines de ces corsaires & celui qui a fait la prise, aux termes de laquelle ils soient convenus de se communiquer réciproquement les prises qu'ils feroient chacun

de son côté, tant en absence qu'en présence.

Pour être censé avoir contribué à la prise, & à ce titre, être sondé à y demander part, il ne suffit pas de s'être trouvé à la vue de l'ennemi, soit pour être accouru au bruit du canon ou autrement; il faut, ou avoir combattu, ou avoir contribué réellement à faire rendre l'ennemi: sur quoi, en cas de contestation, ce sont les dépositions des prisonniers qui doivent décider. Article 62 de l'Ordonnance de 1584, conforme au sixieme de celle de 1555. Réglement du 27 Janvier 1706, rapporté sur l'article 29 ci-dessus, art. 2 & 6.

Le cas de la société entre deux ou plusieurs capitaines de vaisseux armés en course, a aussi été prévu & approuvé par le même article 62 de l'Ordonnance de 1584; mais cette société n'est valable qu'entre les armateurs ou les capitaines des corsaires, & nullement avec un capitaine de vaisseu de Roi, armé pour le compte de Sa Majesté. Arrêt du Conseil du 29 Octobre 1695, qui à déclaré nutles pour l'avenir de pareilles associations verbales ou par écrit, sans une permission expresse du Roi.

Il faut même, aux termes de l'article 3 du Réglement du 27 Janvier 1706, pour qu'elles soient valables entre des capitaines de corsaires, qu'il y en ait preuve par un écrit qui en contienne les conditions, signé d'eux ou de leurs écrivains en leur présence, s'ils ne savent pas signer; Sa Majeste désendant d'avoir aucun égard aux sociétés verbales, qu'Elle déclare nulles & de nul effet.

Il y a pourtant une exception à cela dans l'article 4: elle est pour le cas où des armateurs donnant chasse à un vaisseau ennemi, en apperçoivent d'autres; » ils peuvent alors, en se séparant pour les poursuivre tous en même peupers, convenir par des signaux de s'admettre réciproquement au partage des différentes prises qu'ils feront, ensorte que celui qui se separera en faiment un signal de pavillon rouge, sera admis à partager la prise dont il aura partage du vaisseau qu'il aura pris, si les autres armateurs qui continuent leur chasse lui prépondent par un signal semblable; & au cas que les autres fassent un signal partage du pavillon blanc, ce signal sera une marque de resus, & exclura la société.

Indépendamment de toute société formée par écrit, ou par les signaux dont il vient dêtre parlé, si deux ou plusieurs corsaires donnent en même temps dans une flotte, il y aura alors une société tacite entr'eux, qui rendra commune à eux touts toutes les prises qu'ils seront respectivement dans cette

occasion, comme ayant tous également contribué à ces prises. C'est la dis-

position de l'article 5 du même Réglement.

En cette partie il n'y a point de distinction à faire par rapport aux vaisseaux du Roi; c'est-à-dire, que les armateurs corsaires qui auront donné dans la slotte & fait des prises pendant que les vaisseaux du Roi combattoient ceux de l'escorte, auront part à toutes les prises, & de même dans tous les cas où par leur ionction aux vaisseaux du Roi, ils auront véritablement contribué à faire rendre l'ennemi. Mémoire fourni au nom du Roi par M. le Procureur Genéral, visé dans l'Arrêt du Conseil du 29 Octobre 1695. Ordonnance du Roi du premier Octobre 1705, en saveur des armateurs de Dunkerque.

Il y a plus: il suffira même à l'avenir que les corsaires sortent des ports avec les vaisseaux du Roi ou qu'ils les joignent à la mer, pour avoir part dans toutes les prises qui seront faites dans les dittes jonctions, de même que dans les gratifications accordées pour les canons pris & par tête de prisonniers. Article 8 de la Déclaration du 5 Mars 1748, confirmé par autre Déclaration du Roi du 15 Mai 1756, aussi article 8. Elles ont été rapportées sur

l'article précédent.

Quant à la répartition à faire du produit des prises, entre les vaisseaux des particuliers qui sont jugés y avoir part conjointement, la regle est de les y faire participer à proportion de la force de leurs frégates & de leurs équipages, du nombre & du calibre de leurs canons. Arrêt du Conseil du 29 Octobre 1695, conforme au Jugement rendu par l'Amiral le 25 Août de la même année, & suivi d'un autre Jugement semblable en date du 12 Juillet 1696. Et cette regle a été expressément confirmée par l'article 5 du Réglement déjà cité du 27 Janvier 1706.

L'opération de la distribution se sait de la maniere suivante. Conformément à un Jugement de l'Amirauté de Dunkerque, du 13 Décembre 1695, chaque pied de quille est compté pour une part. Au sujet du calibre des canons, on en fait la division par trois livres de balles, & l'on compte chaque nombre de trois livres de balle pour une part, de maniere qu'un canon de six livres vaut deux parts, ainsi du reste. Trois pierriers valent une part, chaque homme est compté aussi pour une part, & chaque mousse pour une

demi-part.

Alors on ne fait point attention au nombre & à la qualité des officiers; on ne les compte que pour hommes, comme le reste de l'équipage, sauf à faire la subdivision entre les équipages de chaque navire, suivant la regle

établie à cet égard.

Il est entendu que la répartition ne se fait que du net produit de la prise commune, déduction faite de tous frais, des droits des fermes & des six deniers pour livre des invalides; de maniere que ce n'est que de ce qui en reste qu'on attribue à chaque corsaire la part qu'il y doit avoir relativement à l'opération qui vient d'être indiquée.

Mais cette opération ne se pratique plus qu'entre les corsaires; & lorsqu'il s'agit du partage des prises entre les vaisseaux du Roi & des corsaires qui sont jugés devoir y avoir part, on n'a plus d'égard à la différence du calibre des canons, à la grandeur des bâtimens ni à la force de leurs équipages. Cela avoit d'abord été ainsi réglé par exception, en faveur des armateurs de

Dunkerque, par l'Ordonnance du premier Octobre 1705; mais depuis l'exception est devenue générale en faveur de tous les corsaires, par l'art. 8 de la Déclaration du Roi du 5 Mars 1748, consirmé aussi par l'art. 8 de la Déclaration du 15 Mai 1756.

Il est pourtant à observer que le partage, entre des vaisseaux du Roi, ayant tous part dans une ou plusieurs prises, doit toujours se faire, eu égard au nombre & au calibre de leurs canons de 4 livres & au-dessus, & à la force de chaque équipage. Article 10 de l'Ordonnance du 15 Juin 1757, rapportée

sur l'article précédent.

La distribution du produit de la prise étant saite entre tous les corsaires qui ont été admis à y prendre part, il s'agit ensuite de la subdivision de la portion attribuée à chaque corsaire, entre les gens de l'équipage & l'armateur. On conçoit qu'il en est à ce sujet tout comme lorsque la prise a été faite par un seul corsaire; c'est-à-dire, qu'aux termes de notre article, il en revient les deux tiers à l'armateur, & l'autre tiers aux gens de l'équipage pour le

partager & fubdivifer entr'eux.

La regle de ce partage est établie par l'art. 9 du Réglement du 25 Novembre 1693, rapportée sur l'art. 2 ci-dessus, elle est telle. C'est le capitaine qui en fait la division avec les officiers majors, aux termes de l'art. 8, dans laquelle il peut prendre 12 parts & rien plus (outre le coffre du capitaine pris qu'il a hors part jusqu'à la valeur de cinq cens écus, qui n'entre point dans la fixation générale du produit de la prise, comme il a été observé sur l'art. 20 cidessus il doit attribuer ensuite au capitaine en second 10 parts; aux deux premiers lieutenans 8 parts; aux autres lieutenans, à l'écrivain & au premier maître 6; aux enseignes, au maître chirurgien & aux deux maîtres 4; aux maitre des prises, pilotes, contre-maîtres, capitaine des matelots, capitaines d'armes, maîtres canonniers & maîtres charpentiers 3 parts; aux feconds canonniers, charpentiers, calfats, bossemens, maîtres de chaloupe, voiliers, armuriers, quartier-maître & fecond chirurgien 2 parts; aux volontaires une ou deux, suivant leur mérite & leur service; aux matelots à proportion de leur travail & capacité, mais pour l'ordinaire une part au moins; aux foldats. demi-part, trois quarts de part & même une part, suivant leurs services; & aux mousses un quart de part ou demi-part, suivant leur force.

Il ne doit pas oublier ceux qui font morts dans le combat d'où la prise s'est ensuivie, ni ceux qui sont morts de maladie durant la course après les prises saites, parce que leurs parts dans ces prises doivent passer à leurs veuves & héritiers. A l'égard de ceux qui auront été blessés ou estropiés dans les combats contre les ennemis, il peut leur atribuer, outre leurs parts, telle somme qu'il jugera à propos, pourvu néanmoins qu'elle n'excede pas le double de la valeur de leurs parts; laquelle gratification sera prise sur le total du provenu des-

dites prises, aussi-bien que les srais de leur pansement & guérison.

Aux termes de l'Arrêt du Conseil du 9 Juin 1706, il doit aussi être attribué une récompense aux veuves de ceux qui seront tués dans la course; mais c'est à prendre sur la retenue des trois deniers pour livre ordonnée par ce même Arrêt, sur le produit ner des prises.

Par la nouvelle Déclaration du Roi, du 15 Mai 1756, art. 12, Sa Majesté promet la demi-solde à ceux des équipages des corsaires qui, au moyen des

blessures qu'ils auront reçues dans les combats, se trouveront invalides, & des pensions aux veuves de ceux qui auront été tués aussi dans les combats.

Pour obvier au retardement que les armateurs pourroient apporter au paiement du tiers dû à l'équipage, l'art, 10 du même Réglement du 9 Juin 1706, leur enjoint de remettre au greffe de l'Amirauté les Arrêts du Conseil qui auront déclaré les prises bonnes, & cela dans six semaines à compter du jour de leur date pour y être enrégistrés, & ensuite procédé à la liquidation du produit des prises; à l'effet de quoi ils produiront les procès-verbaux de la vente, avec l'état au détail des avances par eux payées à l'équipage & le réglement des parts, quinzaine après la livraison des marchandises, qui commencera le lendemain de la vente, asin que chacun puisse connoître promptement ce qui lui revient; & faute par les armateurs de satisfaire à ce que dessus, pourront les Officiers de l'Amirauté adjuger, par maniere de provision, aux matelots, une somme pareille à celle qu'ils auront reçue pour leurs avances.

Dans l'opération à faire entre l'armateur & l'équipage, il ne doit nullement être question des frais d'armement, de relâche & de désarmement du corsaire, quoiqu'il en ait été fait objet ci-devant pour réduire le dixieme de M. l'Amiral, en conséquence de l'Edit du mois d'Août 1743, & qu'on y ait actuellement égard pour regler les six deniers pour liv. des invalides, relativement à l'Arrêt du Conseil du 30 Août 1745; parce que, vis-à vis de l'équipage, ce sont là des frais que l'armateur doit supporter en particulier, & que ce n'est qu'à raison de ces dépenses qu'il a les deux tiers dans les prises. Dans l'opération donc qui est à faire entre l'équipage & lui, il n'y a de distraction à faire que des frais de décharge & de justice, tant pour la vente que pour la liquidation de la prise, des droits des fermes, suivant l'explication ci-dessus, & des six deniers pour livre des invalides; après quoi tout le reste doit être partagé, de maniere qu'il y en ait un tiers pour l'équipage, sans que l'armateur puisse lui faire supporter aucune autre dépense. Mais il a droit de déduire & précompter à chacun des gens de l'équipage ce qui leur a été payé pour avances sur les prises à faire.

Toutes ces opérations au reste sont du ressort des Officiers de l'Amirauté, & ce n'est que par eux qu'elles doivent être faites sur les états & les pieces justificatives que l'armateur leur présente à cette sin. Il en est de même par rapport au capitaine du corsaire, pour ce qui concerne la distribution des parts afférantes aux gens de l'équipage dans le tiers du produit de la prise.

Les liquidations particulieres se sont toujours faites & se sont encore actuellement par les Officiers de l'Amirauté où les prises ont été déchargées & vendues.

A l'égard de la liquidation générale des prises faites par un même corsaire, la regle a toujours été qu'elle fût faite au Siege de l'Amirauté du lieu de l'armement du corsaire; mais aujourd'hui il est libre aux armateurs de rendre leurs comptes d'armement & de faire faire la liquidation générale des prises de leurs corsaires, au Siege de l'Amirauté du lieu de leur résidence, quoique leurs corsaires aient été construits ou armés ailleurs. Lettre de M. l'Amiral, du 9 Juin 1758.

Il a été parlé assez au long, sur l'article précédent, de ces liquidations générales & de la maniere d'y procéder, principalement en ce qui concerne le

réglement des six deniers pour livre des invalides, ubi vide.

Après la liquidation définitive, l'armateur doit payer fans délai à chaque part-prenant dans la prise, & au plus tard dans trois jours, ce qui lui à été attribué, s'il est présent ou représenté par quelqu'un porteur de sa procuration en bonne sorme. Quant aux parts des morts ou des absens, il est obligé d'en déposer le montant entre les mains du trésorier des invalides, qui lui en donnera une décharge au pied du rôle de répartition. C'est la décision sormelle de l'art. premier du Réglement du 2 Juin 1747, qui en cela est une suite de l'arrangement qui avoit déjà été pris par rapport aux gages & loyers des gens morts en mer ou absens, lors du décompte sait par le Commissaire aux classes.

L'article 2 du même Réglement du 2 Juin 1747, porte que le trétorier des invalides fera tenu d'avoir un registre sur lequel il inscrira les noms des particuliers dont il aura reçu les portions dans les prises, avec les sommes dues à chacun pour n'en saire la delivrance qu'aux réclamateurs dont le droit aura été reconnu par les Officiers de l'Amirauté, conformément à ce qui se pratique au sujet des gages & des essets des gens morts en mer. Les vacations des Officiers de l'Amirauté sont sixées, à l'égard des réclamateurs, à raison de 6 deniers pour livre, par l'art. 3.

Le temps de la réclamation est tout de même de deux années, à l'expiration desquelles, sans qu'il se soit présenté de réclamateur, il sera délivré un tiers de tout ce qui n'aura pas été réclamé, au receveur de M. l'Amiral, & le trésorier se chargera en recette des deux autres tiers au profit des invalides. Telle est la disposition de l'art. 4, conforme tout de même à ce qui s'observepour les essets des gens morts en mer; & l'article 5 ordonne que tout cela soit

exécuté dans les colonies, comme dans tous les ports du Royaume.

Au surplus, ce délai pour la réclamation n'est pas plus fatal dans ce cas que dans l'autre, vide notata, sur l'article 36 du titre des naufrages.

Pour ce qui est des déserteurs, voir l'article précédent.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT

DU ROI,

Faisant désenses aux Capitaines des vaisseaux du Roi de faire aucune société, verbale ni par écrit, sans permission de Sa Majesté, avec les capitaines ou maîtres, des baiimens armés en course pour le compte des particuliers.

Du 29 Octobre 1695.

Etrait des registres du Conseil d'Etati

V U par le Roi, étant en son Conseil, la Réquête des armateurs de la frégate l'Entre-prenante, de Bayonne, tendante à ce que faisant vaisseau l'André, de Bilbao, laquelle a été faite.

par

par la frégate de Sa Majesté la Jolie, en conséquence de l'acte de société passé à la mer entre les capitaines, le 6 Juin 1694, ladite Requête signée Fleureau, contenant que cet acte de société à été passé dans un temps non suspect, & par des officiers qui par leurs ordres étoient obligés de croiser de compagnie, ce qui emportoit une société nécessaire; joint que les opposans sont obligés par les conditions de leur armement a entretenir la frégate l'Entreprenante de toutes réparations, radoubs, agrêts, & rechanges nécessaires, qu'ils ne disconviennent pas que Sa Majesté n'ait un tiers dans la part qui doit revenir à certe même frégate, mais qu'ils en prétendent les deux tiers; que le succès de la société pouvoit être avantageux à Sa Majesté, si la frégate l'Entreprenante eût fait des prises de son chef, il est juste de les rendre participans de celle qu'a fait la Jolie; que l'Ordonnance de la Marine autorise les sociétés sans aucune différence de personnes, que les capitaines des vaisseaux du Roi & les maîtres des vaisseaux des particuliers peuvent également obliger leurs bâtimens lorsqu'ils sont à la mer, & dans le cours de leur navigation; qu'ainsi les uns & les autres peuvent former & contracter entr'eux des sociétés dans les mêmes termes que les vaisseaux particuliers qui font à vue, ont leur part dans toutes les prises faites par ceux du Roi, & que l'on ne peut autorifer ces sociétés tacites que forme la préfence, fans admettre à plus forte raison les sociétés qui sont fondées sur des conventions respectives; le Mémoire donné au nom de Sa Majesté, tendant à ce que les armateurs de la frégate l'Entreprenante de Bayonne soient déboutés de leur Requête, & ledit Arrêt du 16 Novembre 1694, exécuté selon sa sorme & teneur, ledit Mémoire contenant que le capitaine de la frégate la Jolie n'avoit pu s'associer avec celui de l'Entreprenante fans un ordre exprès & précis, & que du moins cette fociété ne pouvoit avoir lieu que par rapport aux portions des deux capitaines; que la frégate l'Entreprenante étoit entretenue par le Roi de ses agrêts, armement, loyers d'équipage & vivres, qu'elle étoit payée pour servir de convois, qu'il étoit libre aux propriétaires d'y charger telles marchandises que bon leur sembleroit pour leur propre compte, qu'il étoit convenu par le même traité que si cette frégate faisoit quelques prises, les deux tiers en appartiendroient aux

propriétaires, & seulement le tiers au Roi; que quand les capitaines des vaisseaux du Roi pourroient les obliger en certain cas, ce seroit feulement pour empêcher leur perte, ou pour acheter ce qui peut être nécessaire pour continuer leur navigation; mais que ce pouvoir no leur donne pas celui de contracter des sociétés ni verbales ni par écrit; que si Sa Majesté a bien voulu partager les prifes faites par fes vaiffeaux avec ceux qui font à la vue, c'est parce que cette présence présuppose un concours d'action qui peut mériter récompense; mais que ces fociétés passageres qui naissent d'une assistance réciproque, ne font d'aucune conféquence pour les fociétés par écrit; qu'ainsi dans les regles, les opposans n'ont aucun droit dans la prise dont il s'agit; vu aussi la procédure faite par les Officiers de l'Amirauté de Bayonne au mois de Juillet 1694, l'acte de fociété du 6 Juin de la même année, une copie de l'Arrêt du 16 Novembre 1694, & les autres pieces; oui le rapport du Sr. Phelypeaux de Pontchartrain, Secretaire d'Etat, & des commandemens de Sa Majesté, ayant le département de la Marine: Le Roi étant en son Conseil, ayant aucunement égard à la Requête d'opposition des armateurs de la frégate l'Entreprenante, leur a, par grace & fans tirer à conféquence, adjugé part dans la prise dudit vaisseau l'André de Bilbao, ordonne que les deniers provenans de la vente dudit bâtiment & des marchandises de sa cargaison seront partagés à proportion de la force des frégates & suivant les conditions de leur armement, le tout néanmoins à la réserve du dixieme du Sr. Comte de Toulouse, Amiral de France, qui sera payé au Receveur de ses droits; fait Sa Majeste defense pour l'avenir aux capitaines de ses vaisse aux, de faire aucunes sociétes ni verbales ni par écrit avec les capitaines ou maîtres des bâtimens armés en course pour le compte des particuliers, sans son ordre exprès, le tout à peine de nullité & d'interdiction contre les contrevenans; ordonne que le present Arrêt sera lu, publié & enrégistré dans les Siéges de l'Amirauté, à ce qu'aucun n'en ignore; enjoint à ceux de l'Amirauté de Bayonne de tenir la main à fon exécution en ce qui concerne la prise dont il s'agit. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majeste y étant, tenu à Verfailles le vingt-neuf Octobre milfix cent quatrevingt-quinze.

Signé, PHELYPEAUN.

REGLEMENT DU ROI,

Concernant les parts, portions d'intérêts & dixiemes non réclamés, appartenans aux officiers & équipages des bâtimens armés en course, dans les prises qu'ils ont faites sur les ennemis de l'Etat.

Du 2 Juin 1747.

DEPARLEROI.

SA MAJESTÉ ayant fait don aux Invalides de la Marine, par ses Edits des mois de Décembre 1712 & Juillet 1720, de tous les deniers & effets appartenans aux officiers mariniers, matelots, passagers & autres, en quelque forte & maniere que ce soit, qui n'auront pas été réclamés dans les deux années de l'arrivée des vaisseaux armés pour le commerce, à compter du jour & date des déclarations qui seront faites au Greffe des Amirautés: comme aussi de la solde, dixiemes & portions d'intérêts qui pourroient appartenir aux officiers-mariniers, matelots, volontaires & autres, armés en course, qui ne les auroient pas réclamés dans les deux années à compter du jour de la liquidation des prises. Et voulant prévenir toutes les contestations qui pourroient naître au sujet du recouvrement à faire de ces parts, portions d'intérets & dixiemes non réclamés dans les prises, sous prétexte que les Edits ci-dessus cités n'ont point statué sur la maniere dont le recouvrement en devoir être fait, Sa Majesté a résolu le préfent Réglement, qu'elle veut être exécuté ainfi qu'il fuit.

ARTICLE PREMIER.

Le recouvrement des parts, portions d'intérêts & dixiemes sur les prises, revenans aux équipages des bâtimens armés en course, & qui ne seront pas réclamés dans les délais de l'Ordonnance, sera fait en faveur des Invalides de la Marine, de la même maniere que celui des soldes & produits d'inventaires non réclamés des morts à la mer sur les bâtimens de commerce; à l'esset de quoi les armateurs ou dépositaires des armenens en course seront tenus de remettre entre les mains des Trésoriers des Invalides de la Marine dans les ports où ces armemens auront été saits, les montans desdits parts, portions d'intérêts & dixiemes dans les prises, appartenans aux morts ou absens saisant partie des équi-

pages des bâtimens preneurs, lors de la répartition qui en sera faite par les Officiers des Amirautés, trois jours après la liquidation faite des prises; il en sera donné décharge valable par les Trésoriers des Invalides, au pied du rôle de ré-

partition qui en sera faite.

II. Il sera tenu un registre par le Trésorier des Invalides, dans lequel feront inscrits les noms des particuliers auxquels ces parts, portions d'intérêts & dixiemes appartiendront, avec les sommes qui lui seront remises par les dépositaires de ces armemens: ceux qui les réclameront, seront tenus de justifier de leurs droits & qualités pardevant les Officiers des amirautés, qui ne leur donneront main-levée des sommes réclamées qu'après avoir ordonné la communication desdites demandes & pieces justificatives d'icelles, à l'Officier des Classes & au Receveur des droits de l'Amiral; pour contredire ou consentir à ladite main-levée par de simples mémoires; & le Trésorier des Invalides fera mention de leur consentement en marge de l'article d'un chacun, sur le registre qu'il tiendra à cet effet; & que les réclamateurs émargeront pour servir d'acquir au Tréforier

III. Les salaires dûs aux Officiers de l'Amirauté par ces réclamateurs, leur seront payés à raison de six deniers pour livre sur le montant de la réclamation, à quoi Sa Majesté a fixé les dits salai-

res pour tous droits.

IV. Après le délai de deux années accordées aux réclamateurs de ces parts, portions d'intérêts & dixiemes, à compter du jour de la liquidation des prifes; il fera dressé un état par l'Officier des Classes du port où ces liquidations auront été faites, il l'enverra au Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine, signé de lui & du Receveur de l'Amiral, auquel il en sera délivré copie pour recevoir le tiers sur ces parts, portions d'intérêts & dixiemes non réclamés qui revient à l'Amiral, duquel tiers ce Receveur donnera son reçu par ampliation au pied de la

copie dudit état; & le Trésorier des Invalides de la Marine sera recette des deux autres tiers à leur profit, sur les Ordonnances du Roi qui

en seront expédiées.

V. L'intention de Sa Majesté est que le préfent Réglement soit exécuté dans les Colonies sujettes à son obéissance, de même que dans tous les ports du Royaume, pour les parts, portions d'intérêts & dixiemes non réclamés des équipages, sur le produit des Prises qui y seront amenées.

Pour l'exécution du présent Réglement. Man-

de Sa Majesté à M.le Duc de Penthievre, Amiral de France, aux Intendans de la Marine & Ordonnateurs dans ses ports, aux Intendans départis dans ses Colonies Françoises, & à tous autres Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à ce que le présent Réglement soit exécuté selonsa forme & teneur, lequel sera enrégistré au Greffe des Amirautés, tant du Royaume que des Colonies, lu, publié & affiché par-tout où besoin sera, à ce que personne n'en prétende caufe d'ignorance. Fait à Bruxelles le deux Juin 1747.

Signé, LOUIS. Et plus bas, PHELIPEAUX.

LETTRE DE M. L'AMIRAL,

Sur le fait des liquidations.

Du 9 Juin 1758.

MESSIEURS les Officiers de l'Amirauté de la Rochelle, sur les différentes repréfentations qui ont été faites par divers armateurs des ports, j'ai cru conformément aux intentions du Roi, dont je me suis assuré, devoir révoquer les dispositions de ma Lettre du 3 Avril 1745, concernant les liquidations générales des prises. C'est pour entrer dans l'esprit de la Déclaration de Sa Majesté du 15 Mai 1756, pour l'encouragement de la course, qu'il a été décidé, que les armateurs auroient dorénavant, la li-

berté de rendre leurs comptes d'armement, & de faire les liquidations générales des prises de leurs corsaires, aux Sieges des Amirautés du lieu de leur résidence, nonobstant que les corsaires aient été construits ou armés dans d'autres ports. Tel'e est aujourd'hui l'intention du Roi, pour ne point gêner les armateurs dans leurs opérations. Je suis Messieurs les Officiers de l'Amirauté de la Rochelle, votre bien affectionné.

Signé L. J. M. DE BOURBON.

ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT

DU ROI,

Qui ordonne qu'il en sera use comme par le passé pour le partage des prises ou rançons que pourroient faire les bâtimens armés en guerre & marchandises par les Sujets de Sa Majeste.

Du 10 Janvier 1759.

EXTRAIT DES KEGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

V U par le Roi, étant en son Conseil, la Déclaration du 15 Mai 1756, portant différens encouragemens pour la course sur les en nemis de l'Etat, par l'article VII de laquelle, Sa Majesté auroit accordé aux officies & équipages des vaisseaux a més pour son compte, le tiers dans le produit net des prises des vais-

feaux marchands qui feroient par eux faites: & Sa Majesté étant informée qu'à la faveur decette disposition, qui ne regarde que ses vaisfeaux, les officiers & équipages des bâtimens appartenans à ses sujets, qui sont armés en guerre & marchandises, prétendent avoir le tiers dans le produit des prises, & qu'il s'est Fffit

élevé à ce sujet dissérentes contestations dans les Sieges d'Amirautés; qu'il y auroit même eu une diversité de jugemens à l'occasion de cette prétention, & sur l'interprétation de l'article VII de ladite déclaration. A quoi Sa Majesté voulant pourvoir: Oui le rapport, le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que la Déclaration du 15 Mai 1756, & son Ordonnance rendue en conséquence le 15 Juin 1757, concernant l'un & l'autre les prises faites par les bâtimens armés pour son compte, seront exécutées selon leur forme & teneur; & qu'à l'égard des officiers & équipages des navires armés en guerre & marchandises, par ses sujets, il en sera usé pour le partage des prises

the first of the property of the state of th

ou rançons qui pourroient être faites par lesd. navires, comme par le passé, s'il n'y a stipulation ou contravention dans l'engagement sait entre les armateurs & les équipages, sans qu'à l'occasion, ou sous prétexte du présent Arrêt, on puisse attaquer les jugemens intervenus, & les liquidations saites en conséquence. Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Duc de Penthievre, Amiral de France, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, qui sera enrégistré aux Gresses des Amirautés. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le dix Janvier mil sept cent cinquante-neus.

Signé, BERRYER;

ARTICLE XXXIV.

Aisons désenses aux Officiers de l'Amirauté de se rendre adjudicataires, directement ou indirectement, des vaisseaux, marchandises & autres essets provenant des prises, à peine de confiscation, quinze cent livres d'amende, & d'interdiction de leurs charges.

N trouve les mêmes défenses dans l'art. 10, tit. 3 du liv. prem. par rapport aux baux dont l'adjudication se fait par les Officiers de l'Amirauté, & dans l'art. 16 du tit. des naufrages pour les ventes d'effets naufragés.

Cependant quoique la prévarication soit la même dans tous les cas, les peines y sont exprimées diversement; ce qui selon toute apparence ne vient que d'un manque d'attention de la part des rédacteurs de cette Ordonnance. C'est pourquoi je pense qu'il s'agit de réunir ces différentes peines, pour faire supporter ce qu'elles ont de plus rigoureux à l'officier prévaricateur, & cela par les raisons qui en seront apportées sur ledit art. 16 du tit. des naufrages.

Par rapport à la privation des charges, sur-tout, je vois d'autant moins de difficulté à lui faire prendre la place de l'interdiction prononcée simplement par cet article, qu'il a enchéri sur l'amende on peine pécuniaire; au moyen de quoi jugeant que la tentation de prévariquer pourroit être plus pressante & plus vive dans les ventes des prises, & voulant que la sévérité des peines servit à la faire surmonter, il est tout naturel d'en inférer, qu'au lieu de la simple interdiction, ou sous ce terme interdiction, il a entendu la privation des charges, à l'exemple des deux autres articles cités, n'y ayant absolument aucune raison de différence, ou plutôt cette peine, devant suivre nécessairement l'augmentation que cet article a faite de la peine pécuniaire. Et ce qui me paroît achever de lever tout doute à ce sujet, c'est l'Ordonnance de Philippe V, Roi d'Espagne, sur le fait des prises, en date du 21 Août 1702, Ordonnance presque en tout consorme aux dispositions du présent titre comme ayant été faite sous les yeux de Louis XIV, jusque-là même que la plûpart des articles y sont copiés mot à mot. Or cette Ordonnanc, art. 36, en faisant les mêmes

413

défenses aux Officiers de l'Amirauté sous peine de 1500 florins d'amende, ajoute précisément la peine dêtre destitués de leurs charges, au lieu de la simple interdiction.

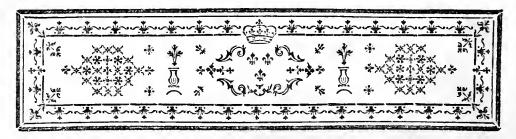
Tout ce qui est désendu directement l'est aussi indirectement, puisque sans cela rien ne seroit plus aisé que d'éluder la loi. Ainsi, la prévarication étant la même de la part des Officiers de l'Amirauté, s'ils se rendoient adjudicataires sous des noms interposés, & qu'il y en eût preuve, la punition seroit aussi la même.

En cette partie au reste, sous le nom d'Officiers de l'Amirauté, doivent être compris le Gressier en Chef, les commis Gressiers & l'Huissier de service employé pour publier les encheres, comme il a été observé sur l'art. 10, tit. 3, liv. premier déjà cité, & comme il sera dit encore sur ledit art. 16 du tit. des nau-

frages.

Dans le Réglement du 6 Juin 1672, en forme d'instruction sur le fait de la procédure des prises, il étoit simplement recommandé aux Officiers de l'Amirauté » d'observer étroitement les désenses portées par les Ordonnances & Réglemens, de ne serendre adjudicataires des marchandises des vaisseaux pris, » ni sous leur nom ni sous celui des personnes interposées... » Mais cela étoit trop simple, & ne se rapportoit qu'aux désenses faites en général aux juges de se rendre adjudicataires des choses qui se vendent par leur autorité. Il falloit donc, portant la prévoyance plus loin, prévenir le mal par la crainte des peines, & c'est ce que notre Ordonnance a fait de maniere à ne pouvoir être taxée de rigueur que par ceux qui ne savent pas avec quelle pureté de sentimens il faut exercer la magistrature.





TITRE X.

DES LETTRES DE MARQUE OU DE REPRESAILLES.



N ne voit pas pourquoi ce titre a été passé sous silence dans l'Ordonnance de 1684, concernant la Bretagne.

Le droit de représailles est celui qu'a tout Potentat de se faire justice lui-même, du tort qui lui a été fait par un autre Prince, ou par ses sujets, & dont il ne lui a pas été donné satisfaction.

C'est encore la faculté qu'ont les Souverains d'accorder à leurs sujets des lettres pour les autoriser à faisir les biens qu'ils trouveront appartenans aux sujets d'un autre Prince, pour s'indemniser du tort qu'ils en auront

reçu, & qu'on aura réfusé de réparer.

En conséquence de ce double droit, qui est admis par toutes les nations; si un Prince s'empare d'une des places d'un autre, s'il lui resuse la restitution de quelques uns de ses biens ou de ses sujets; ensin s'il lui fait quelqu'autre injustice, celui-ci est sondé à son tour à s'emparer d'une des places de l'autre à sa bienséance, à saisir ses biens ou ceux de ses sujets, même à les arrêter prisonniers, jusqu'à ce que la justice qu'il a droit d'attendre lui ait été rendue.

Tout cela convient à la définition que donne Loccenius du droit de repréfailles, de jure maritimo, lib. 3, cap. 3, n. 2, fol. 258, en ces termes, est juspræhendendi ac detinendi bona & corpora subditorum etiam exterorum, in compensationem injuria & lo sionis que in publicum detrimentum pracipuè vergit.

Selon les mêmes Auteurs ibid. ce terme représailles, usité presque par tout, les uns le sont dériver du mot François reprise ou reprendre, à reprehensione aut reprehender; d'autres du mot Latin reprimer, & d'autres du mot Italien prisa, qui signifie capture: mais, ajoute-t-il, tout cela revient au même.

Le mot Italien cependant est represaglia, suivant le Dictionnaire de Trévoux; & du reste il ne sout point, ce semble, chercher l'étymologie de ce terme ailleurs que dans ce mot de basse latinité represalia, qui, comme l'observe

Grotius, a passé dans les langues vulgaires.

Dans les principes du droit des gens, pour légitimer l'exercice des représailles, il n'est nullement nécessaire que le Prince contre qui ce remede est employé ni ses sujets, aient usé de violence, ou aient fait quelque saisse ou autre entreprise irréguliere sur les biens de l'autre ou de ses sujets; il sussit qu'il y ait déni de justice, ou resus de paiement d'une dette légitime, que cette dette soit due par le Souverain lui-même ou par ses sujets. Outre les Auteurs indiqués par le Commentateur sur l'art. premier d'après le Guidon de la mer, chap. 10, art. premier, pag. 301, on peut voir à ce sujet Bouchel dans sa Bibliotheque, verbo représailles, Stypmannus, ad jus maritimum, part. 3, cap. 1, n. 22, fol. 637; Jacobus à Canibus, Tractat. de represaillis, part. 1, àn1, usque ad 22, Maritinus Laudensis, tit. eodem, n. 3 & seq. & Jullius Ferretus, de re navali, lib. 3, n. 22 & seq. Grotius, du Droit de la Guerre & de la Paix, liv. 3 chap. 2 tout entier, où il démontre la justice des représailles, quoique de droit nul ne soit tenu des dettes d'autrui, ou de réparer les torts d'autrui. On y peut joindre les notes de Barbeyrac, ibid. de même que Pusendors, du Droit de la nature & des gens, liv. 8, ch. 6, §. 13.

Ce dernier entrant dans un certain détail, dit:

« C'est encore un usage établi entre les peuples que les biens de chaque sujet » répondent pour ainsi dire des dettes de l'Etat dont il est membre, comme aussi » du tort qu'il peut avoir fait, en ne rendant pas justice aux étrangers, ensorte » que les intéressés peuvent se saisir des biens de tous les sujets de cet Etat qui » se trouve chez eux, & de leurs personnes mêmes. Ces sortes d'exécutions

» s'appelle représailles, & elles sont souvent un prélude de guerre.

Pour en faire voir la justice au fonds, il ajoute » que comme tout le corps » de l'Etat prend sur son compte les injures faites par des étrangers à quelqu'un » de ses citoyens, on a trouvé qu'il n'étoit point injuste de supposer d'autre » part que chaque citoyen s'oblige subsidiairement pour les dettes de l'Etat, » qui, en cas de représailles, est tenu de le dédommager de la perte qu'elles » lui ont causée: que si quelque peu de citoyens, continu-t-il, en soussirent en » certaines circonstances, il faut mettre cela au nombre des inconvéniens iné- » vitables dans une société civile; mais qui sont bien peu de chose en compa- » raison de ceux où l'on auroit été continuellement exposé dans l'indépendance » de l'état de nature.

Cependant ce raisonnement de Pusendors n'est pas exact, en ce qu'il suppose que chaque particulier lésé peut d'autorité user de représailles, tandis qu'il est passé en coutume depuis long-temps, qu'il faut pour cela qu'il y soit autorisé par son Souverain; & c'est ce que Barbeyrac établit solidement dans sa note

sur cet endroit d'après Buddeus. Voici comment il s'exprime:

» Les représailles étant une espece d'aste d'hostilité, ou du moins le présude » de la guerre, il est clair que personne ne sauroit légitimement user de ce » droit, qu'au nom & par l'autorité du Souverain, qui, avant que d'en accor- » der la permission, doit bien examiner si l'intérêt public permet de se porter » à cette extrêmité. Il saut aussi que le sujet pour lequel on use de représailles » soit bien clair, & la chose dont il s'agit de grande conséquence. Mais quel- » que sujet que l'on ait d'user de représailles, on ne peut que garder les personnes dont on se sera sais, sans les maltraiter, jusqu'à ce que l'on ait obtenu » satisfaction; de sorte que pendant tout ce temps là ils sont comme en ôtage.

» Pour les biens saiss par droit de représailles, il faut en avoir soin jusqu'à
» ce que le terme auquel le paiement devoit se faire soit expiré. Après quoi
» on peut les adjuger au créancier, ou les vendre pour l'acquit de la dette,
» en rendant à celui sur qui on les a pris ce qui reste, tous frais saits. Mais il
» n'est pas permis d'user de représailles qu'à l'égard des sujets, proprement dits,
» & de leurs biens: car, pour ce qui est des étrangers, qui ne sont que passer,

» ou qui viennent seulement pour demeurer quelques temps dans le pays (sur » quoi voir Grotius, Jacobus à Canibus & Martinus Laudensis, Trast. de re- » presaliis,) ils n'ont pas une assez grande liaison avec l'Etat, dont ils ne sont » membres qu'à temps, & d'une maniere fort imparsaite, pour que l'on puisse » se dédommager sur eux du tort que l'on a reçu de quelque citoyen perpétuel, » ou du resus que le Souverain a fait de rendre justice.

Je n'ai rapporté tout ceci que pour montrer dans un seul tableau en racourci, que notre Ordonnance dans tout ce titre, où il ne s'agit que des représailles dont les particuliers peuvent nser par mer, & auxquelles par conséquent je dois me borner, est non seulement conforme au droit des gens reçu chez toutes les nations; mais encore qu'elle l'a persectionné par les sages précautions qu'elle a prises, & qu'elle a ajouté à celles qu'exigoit déjà l'Auteur du Guidon, chap. 10, pour en bannir les excès, & en tempérer la rigueur.

Venons maintenant au détail.

ARTICLE PREMIER.

Eux de nos sujets dont les vaisseaux ou autres essets auront été pris ou arrêtés hors le fait de la guerre, par les sujets des autres Etats, seront tenus avant que d'avoir recours à nos lettres de représailles, de faire informer de la détention de leurs essets pardevant le plus prochain Juge de l'Amirauté du lieu de leur descente, & d'en faire s'estimation par experts nommés d'office, entre les mains desquels ils mettront les charte-parties, connoissemens & autres pieces justificatives de l'état & qualité du vaisseau & de son chargement.

CEux de nos Sujers, non-seulement naturels & regnicoles; mais encore devenus tels par des lettres de naturalisation, comme le Commentateur l'observe sort bien: mais d'après l'Auteur du Guidon, ibid. art. 2, pag. 301, sens le citer, ce qui lui arrive toujours. C'est aussi l'avis de Jacobus, Tract. de represaliis. part. 1, n. 29.

Dont les vaisseaux & autres essets auront été pris ou arrêtés. L'article suivant & le quatrieme ne parlent que des essets déprédés, & le troisieme dit, essets retenus ou enlevés; expressons qui toutes supposent naturellement des voies de fait relatives à la navigation, telles que sont des prises faites en mer, ou des saisses & arrêts dans des ports étrangers, soit de navires, soit de leur chargement, en

tout ou partie.

Il ne s'ensuir pas delà néanmoins que les représailles ne puissent être permises en général aux particuliers que dans ces cas là; les autorités ci-dessus rapportées sont une preuve du contraire: & d'ailleurs la raison seule fait assez comprendre qu'il y a en esset d'autres causes de représailles. Mais c'est que les lettres de représailles ne s'accordent ordinairement aux particuliers qu'en pareille circonstance, comme l'observe le même Auteur du Guidon, ibid, art. 3

& que notre Ordonnance a dû nécessairement se borner à ces mêmes cas;

comme étant seuls de la compétence de l'Amiranté.

Hors le fait de la guerre. C'est, d'un côté, que la guerre autorisant les hostilités; il n'y a à s'en plaindre qu'autant qu'elles auront été commises contre les loix mêmes de la guerre, ou au préjudice des conventions particulieres; & d'un autre côté, que pour se dédommager des pertes que l'on aura souffertes à l'occasion de la guerre, il seroit superflu de recourir à des lettres de représailles, qui ne peuvent être accordées que par le Roi, avec des formalités; tandis qu'il est plus simple & plus avantageux d'armer en course, avec commission en guerre de l'Amiral.

Ces mots signifient encore qu'on peut user de représailles pour se dédommager d'une injustice qu'on aura sousserte, sans pour cela rompre la paix &

ouvrir la guerre.

Seront tenus avant que d'avoir recours à nos lettres de représailles. Dans tous les autres articles de ce titre, ces lettres ne sont appellées tout de même que lettres de représailles. Cependant, suivant la rubrique du titre, c'est la même chose que des lettres de marque; de sorte que ce sont des termes qu'il fau-

droit regarder comme fynonymes.

S'il est vrai néanmoins que les lettres de marque ne soient ainsi appellées; au sentiment des docteurs, que parce qu'elles n'attribuent, jus transeundi in alterius principis marchas seu limites, & bona eorum occupare, qui nostra usurparunt; surquoi voir le Glossaire de du Cange au mot marcha, il sembleroit que les lettres de marque n'auroient d'application qu'aux représalles à faire sur terre, & dans l'Etat dont le Prince ou les sujets auroient commis l'injussice, & que, dans le sens restreint de notre Ordonnance qui n'a de rapport qu'aux faits maritimes, on ne devroit leur donner que la dénomination simple de lettres de représailles.

Quoiqu'il en soit, ceux qui desirent d'en obtenir aux termes de cet article; doivent saire informer de la détention de leurs essets pardevant le plus prochain Juge de l'Amirauté du lieu de leur descente, & en faire saire l'estimation, &c.

Rien n'est plus naturel; celui qui se plaint d'une injustice qui lui a été faite;

est obligé d'en rapporter la preuve, & de justifier en quoi elle consiste.

Que cette justification au reste doive se faire devant le Juge de l'Amirauté, cela est tout clair, puisqu'il s'agit là d'un délit maritime, ou d'une injustice relative à la navigation. Mais, comme il a été observé, il est d'autres cas pour lesquels des lettres de représailles peuvent être obtenues; & il convient d'ajouterici, que pour ces autres cas les lettres peuvent autoriser des représailles sur mer ou dans les ports, quoique l'injustice sousserte sût étrangere à la navigation. Ce qu'il y a seulement alors, c'est que la preuve de l'injustice doit se saire pardevant d'autres Juges que ceux d'Amirauté; & cela n'empêchera pas néanmoins que, si en conséquence des lettres de représailles, il est fait quelque prise en mer, ou quelque saisie dans les ports maritimes, ce ne soit aux Ossiciers de l'Amirauté d'en connoître, à l'exclusion de tous autres Juges, même de ceux devant lesquels la vérification du délit aura été saite.

Du lieu de leur descente. Soit que le navire ait été relâché, & qu'il n'y ait en que des effets du chargement retenus; soit que tout ayant été retenu & arrêté, les parties lesées soient retournées sur un autre navire. Mais pourquoidans l'un

Tom. II.

& l'autre cas exiger que l'information soit saite devant le Juge de l'Amirauté du lieu de la descente, plutôt que devant le Juge de l'Amirauté du lieu du domicile ou du port dans lequel le navire avoit été équipé; sur-tout les pieces justificatives de l'état & qualité du vaisseau & de son chargement, devant être représentées pour saire procéder à l'estimation; & ces pieces ne pouvant être produites dans le lieu de la descente, en cas d'arrêt du navire, qu'autant qu'elles seront tirées par duplicata, ou par seconde expédition du lieu du départ du vaisseau?

Cela feroit penser que le lieu de la descente seroit ici indiqué sans conséquence, ou seulement pour l'avantage de la partie lésée, en supposant qu'il lui seroit plus sacile d'y trouver des témoins. Par exemple, ceux qui auroient été mis en liberté avec elle, & nullement qu'elle sût non-recevable à demander des lettres de représailles, pour n'avoir sait constater ses sujets de plainte que pardevant le Juge de l'Amirauté de son domicile, ou du port d'où le navire seroit parti. Après tout, les lettres de représailles dépendent de la pure grace & volonté du Roi: quelques sormalités qui eussent été observées, Sa Majesté pourroit en exiger d'autres; de même qu'elle pourroit dispenser de celles qui auroient été omises.

Mais une formalité sûrement essentielle, est que toute cette opération se sasse avec le Procureur du Roi, puisqu'il s'agit d'une chose qui peut occasionner la guerre, & qui par conséquent intéresse le Roi & l'Etat; sans compter que le ministere du Procureur du Roi est toujours nécessaire dans toutes les causes où il s'agit de la désense des droits des absens, soit François, soit Errangers.

ARTICLE 11.

UR l'information faite, & le procès-verbal justificatif de la valeur des effets pris & retenus, pour ront nos sujets se retirer pardevers nous, pour obtenir nos lettres de représailles, qui ne leur se ront néanmoins accordées qu'après avoir fait faire par nos Ambassadeurs les instances, en la forme & dans le temps porté par les Traités faits avec les Etats & Princes dont les sujets auront faits les déprédations.

AR le droit de la nature & des gens, il est permis à quiconque a reçu une injure, ou soussert une injustice, d'user de représailles: mais, par le droit civil, cette faculté trop dangereuse a été restreinte avec raison. De sorte qu'aujourd'hui, du consentement de toutes les nations policées, nul particulier n'a droit d'en user qu'avec la permission de son Souverain, expresse ou tacite; laquelle permission tacite résulte de celle accordée par les Magistrats. Grotius, loc. cit. liv. 3, chap. 2, §. 7, n. 4, & ibi Barbeyrac.

Parmi nous il faut essentiellement des lettres du Roi, parce que, comme le remarque l'auteur du Guidon, chap. 10, art. premier, pag. 301, cetui droit est de puissance absolue, qui ne se communique ni délegue aux Gouverneurs des provinces, villes & cités, Aniraux, vice-Amiraux ou autres Magistrats.

A la vérité il n'en a pas toujours été de même; & autrefois les Parlemens étoient en possession d'accorder ces sortes de lettres, c'est ce qu'atteste Ferrière, sur la décision 32 de Guy-Pape, & Chopin, de domanio, lib. 3, tit. 25, n. 1 & 5, en rapporte deux Arrêts du Parlement de Paris, des 12 Juillet 1345 & 14 Février 1392. Mais cet usage sut abrogé par Charles VIII, qui, dans son Ordonnance de l'an 1485, déclara se réserver expressément ce droit; depuis lequel temps il a toujours été mis effectivement au nombre des droits régaliens.

Mais, par être en état de se présenter au Roi pour lui demander des lettres de représailles, il saut que la supplique soit accompagnée de l'information ordonnée par l'article précédent, & du procès-verbal justificatif de la valeur

des effets pris & retenus.

Avec cela néanmoins les lettres de représailles ne seront pas accordées aussitôt, parce qu'il se peut que le Souverain du pays où l'injustice a été commise, la répare en plein; auquel cas elle sera regardée comme non-avenue. Tous les Auteurs qui ont écrit sur cette matiere conviennent unanimement que le délit d'un sujet ne doitêtre imputé au Souverain, à l'effet d'autoriser des représailles, qu'autant qu'il resuse d'en faire une satisfaction convenable.

Il faut donc auparavant la lui demander; & c'est ce que nos Rois ont toujours sait, sans jamais se prévaloir de la supériorité de seur puissance, quoique à ce titre ils eussent moins à craindre les suites des représailles; je veux dire la guerre. C'est que la justice & la modération seur ont toujours paru présérables à l'intérêt de seur gloire, quelqu'atteinte que semblât y donner la senteur

de la satisfaction.

Notre article porte que les lettres ne seront accordées qu'après des instances inutilement taites par les Ambassadeurs auprès des Princes dont les sujets

auront fait les déprédations.

Alors, en cas de refus sans cause légitime, ou de délais trop affectés, un Roi manqueroit à sa gloire & à la justice qu'il doit à ses sujets, s'il ne leur accordoit pas des lettres de représailles, sous prétexte que la guerre peut s'ensuivre; & les exemples que Loccenius rapporte des Princes & des Républiques qui en ont resusé constamment, sont moins des preuves de leur modération & de

leur amour pour la paix, que de leur foiblesse ou de leur pusillanimité.

Cependant, que dans un Traité, tel que celui cité par le même Loccenius, fol. 261, conclu entre les François & les Flamands en 1596, il soit stipulé qu'à l'avenir il ne sera accordé aucunes lettres de représailles, & que la partie lésée n'aura recours qu'à la Justice, represaliæ nullæ in posterum concedantur, sed ordinaria juris via quisque suum repetat, à la bonne heure; mais il doit toujours demeurer sous-entendu que, si par la voie de la Justice on ne peut obtenir la satisfaction due, ce sera le cas de recourir aux représailles, puisque le seul déni de Justice y donne lieu de plein droit.

Reste de savoir après ceta, si la réparation du tort doit être demandée plusieurs sois, comme la République de Pologne en sit un Décret, dans la Diette dont parle le même Loccenius en ces termes: nulla represatia aut arresta, tam terra quam mari ratione cujuscumque injuria, nisi justicia pluribus vicibus repetita

non administretur, admittantur.

Sur cela il n'y a certainement point de regle à prescrire aux Souverains; & si le Parlement, en 1743; ordonna que ces lettres ne seroient accordées qu'à

ceux à qui le Prince étranger auroit refusé la justice par trois sois, il ne prétendit pas sans doute en saire une loi; ou du moins cette condition ne pouvoit regarder que les lettres qu'il étoit encore en possession de saire expédier. Quoi qu'il en soit, il n'en dût plus être question après l'Ordonnance de Charles VIII, par laquelle il se réserva le droit d'accorder des lettres de représailles, comme un attribut essentiel de la Souveraineté. En esset, comme elles sont presque toujours le présude de la guerre, le droit de les accorder ne peut appartenir absolument qu'à la puissance qui a droit de déclarer la guerre.

C'est donc la prudence du Roi qui doit régler la nature & la qualité des inftances qu'il juge à propos de faire faire par ses Ambassadeurs, ou autrement, si par les traités il n'y a rien de statué sur ce point d'une maniere positive.

Par l'article 16 du traité de paix conclu à Utrecht le 11 Avril 1713, entre la France & l'Angleterre, conforme à l'art. 9 du traité de Riswik, il est stipulé qu'à l'avenir l'une des deux Puissances » ne délivrera aucunes lettres de repré» sailles contre les sujets de l'autre, s'il n'apparoît auparavant d'un délai, ou
» d'un déni de justice maniseste; ce qui ne pourra être tenu pour constant, à
» moins que la Requête de celui qui demandera des lettres de représailles, n'ait
» été rapportée ou représentée au Ministre ou Ambassadeur qui sera dans le
» pays de la part du Prince contre les sujets duquel on poursuivra lesdites
» lettres; afin que dans l'espace de quatre mois il puisse s'éclaircir du contraire,
» ou faire ensorte que le désendeur satisfasse incessamment le demandeur. Et
» s'il ne se trouve sur le lieu aucun Ministre ni Ambassadeur du Prince, on
» n'expédiera encore les lettres qu'après quatre mois expirés, à compter du
» jour que la requête aura été présentée au Prince contre les sujets duquel on
» les demandera; ou à son Conseil privé. »

Cela se trouve aussi rappellé en subsistance dans l'article 3 du traité de Commerce conclu entre les mêmes Puissances, le même jour 11 Avril 1713; & dans les autres traités d'Utrecht conclus avec les autres Puissances. De sorte

qu'en cette partie, c'est le droit commun des nations.

ARTICLE III.

ES lettres de représailles feront mention de la valeur des effets retenus ou enlevés, porteront permission d'arrêter & saisir ceux des sujets de l'Etat qui aura resusé de saire restituer les choses retenues, & régleront le temps pendant lequel elles seront valables.

ELLE étoit aussi anciennement la forme des lettres de représailles, comme il résulte du Guidon, chap. 10, article premier & 4, & du modele qu'en

donne Bouchel, verbo représailles.

Feront mention de la valeur, relativement au procès-verbal d'estimation des essets. C'est que les lettres de représailles n'ayant pour objet que de procurer à l'impétrant un juste dédommagement du tort qui lui a été fait; & en conséquence, ne devant toucher du produit des prises ou des saisses qu'il sera, que la somme qui lui est due, il est tout naturel qu'elle soit exprimée dans les letetres, asin qu'il n'abuse pas du pouvoir qui lui est donné.

Permission de saisir & arrêter. Le Guidon dit, permission d'appréhender, saisir par sorce ou autrement les biens & marchandises des sujets de celui qui a toléré ou

passé sous silence le premier tort.

En vertu des Lettres de représailles, l'impétrant est donc autorisé à armer en course contre les sujets de l'Etat qui a resusé de lui rendre justice, & à saire sur eux des prises en mer, en observant les formalités prescrites à ce sujet. Il peut, à plus forte raison, saisir & arrêter les essets qu'il trouvera appartenant aux sujets de ce même Etat, soit dans le Royaume ou dans des pays amis; mais alors je pense que la saisse doit être saite vià juris, par ordonnance de justice, & nullement par voie de fait; à moins qu'il n'y eût du péril dans la demeure.

Et régleront le temps. Hors lequel elles seront prescrites, dit le Guidon. Rien n'est plus juste à tous égards; sauf à obtenir de nouvelles lettres, suivant les

circonstances.

ARTICLE 1V.

Les impétrans des lettres de représailles seront tenus de les saire enrégistrer au gresse de l'Amirauté du lieu où ils seront leur armement, & de donner caution jusqu'à concurrence de moitié de la valeur des effets déprédés pardevant les Officiers du même Siege.

C Es conditions font de nouvelles précautions sagement prises par notre Ordonnance.

Quoiqu'il ne soit parlé ici que du cas où l'impétrant des lettres arme en course, l'enrégistrement au gresse de l'Amirauté n'est pas moins nécessaire, s'il s'agit d'esses a saisse & arrêter dans un port de mer, & alors l'enrégistrement doit se faire au gresse de l'Amirauté de chaque lieu où l'on saist. La raison est qu'il importe également de savoir quel usage l'impétrant sait de ses lettres, par-tout où il entend s'en servir, & par quelle voie il peut se procurer son dédommagement. Mais pour la caution qu'il doit donner au terme de cet article, il sussit qu'il l'ait sournie pardevant les Officiers de l'Amirauté du lieu où il a d'abord sait enrégistrer ses lettres; de sorte qu'en rapportant la preuve qu'il l'a esses de sournie, il sera dispensé d'en donner une nouvelle dans le lieu où il fera ensuite enrégistrer les mêmes lettres.

Cette caution au reste, qui est exigée jusqu'à concurrence de moitié de la valeur des essets déprédés, n'a point de relation à la valeur des prises ou des saisses à saire, en conséquence des lettres de représailles. Cette moitié de la valeur des essets déprédés ne peut s'entendre absolument que de la moitié de la somme exprimée dans les lettres; parce que ces mots, essets déprédés, se rapportent nécessairement aux causes de représailles, déclarées & répétées dans les articles précédens, savoir, des vaisseaux & autres essets pris ou arrêtés, des déprédations, ou des essets enlevés, pris ou retenus, à joindre, qu'on ne peut pas regarder comme essets déprédés, ceux qui peuvent être pris ou saisses

en conséquence des lettres de représailles.

Ainsi, quoique la caution doive répondre des abus & malversations que

l'impétrant pourra commettre en vertu des lettres de représailles, aussi-bien que des dommages & intérêts auxquels l'impétrant sera sujet; si l'exposé de ses lettres ne se trouve pas véritable, suivant la disposition de l'art. 8; ce ne sera toujours que jusqu'à concurrence de la moitié de la somme pour raison de laquelle les lettres de représailles auront été accordées, & il n'est pas possible d'inférer autre chose du présent article par rapport à la caution.

Mais en cas d'armement en course pour l'exécution des lettres de repréfailles, outre l'enrégistrement des lettres & la caution à sournir de la part de l'impétrant, il saudra de plus qu'il prenne une commission en course de M. l'Amiral, qui lui tiendra lieu de congé, à peine de confiscation; car il n'est pas permis à quiconque de sortir d'un port du Royaume sans commission ou congé de l'Amiral, quelque commission ou passe-port qu'il ait obtenu du Roi, parce que Sa Majesté les accordant, n'entend pas affranchir des sormalités établies pour la navigation en général, comme il a été observé sur l'article premier du titre des congés, qui est le dixieme du livre premier.

ARTICLE V.

Les prises faites en mer en vertu de nos lettres de représailles, feront amenées, instruites & jugées en la même forme & maniere que celles qui auront été faites sur nos ennemis.

Est-à-dire, que ces prises devant être absolument considérées de la même maniere que celles qui sont saites en pleine guerre sur les ennemis de l'Etat, il saut y appliquer toutes les regles établies & les formalités prescrites par rapport aux prises saites sur les ennemis; sur quoi voir ce qui a été

remarqué sur la plupart des articles du titre précédent.

Ainsi le dixieme en étoit dû à M. l'Amiral tant que ce droit a subsisté; quoiqu'il n'y ait pas de confiscation à prononcer en pareil cas. Aussi l'art. 32 du titre précédent ne sait-il aucune distinction entre les prises, dès qu'elles sont légitimes & déclarées bonnes & valables. Au surplus c'est la décision formelle de l'Or lonnance du 6 Août 1582; c'est ce qui confirme encore la proposition que j'ai avancée, que l'impétrant qui arme en course doit nécessairement prendre une commission de M. l'Amiral.

Mais en ce qui concerne la caution, au moyen de celle que l'impétrant est obligé de sournir, aux termes de l'article précedent, je pense qu'il est exempt de donner celle prescrite par l'art. 2 du tit. des prises, jusqu'à concurrence de la somme de 15000 liv. puisque c'est pour le même sujet. Et que l'on ne dise pas que celle-ci seroit indispensable si la responsion de l'autre n'alloit pas à la même somme; car il seroit ridicule d'imaginer que le Roi accordât des lettres de représailles pour un objet aussi peu considérable.



ARTICLE VI.

S I la prise est déclarée bonne, la vente en sera faite pardevant le Juge de l'Amirauté, & le prix en sera délivré aux impérans sur & tant moins, ou jusqu'à concurrence de la somme pour laquelle les lettres auront été accordées; & le surplus demeurera déposé au gresse pour être restitué à qui il appartiendra.

PAR le droit des gens, les effets pris par représailles appartiennent de plein droit à celui qui s'en est emparé, à concurrence de son dû, & des frais qu'il a été obligé de saire, sans avoir besoin de recourir à la Justice pour se saire adjuger ces effets, dit Grotius, loc. cit. n. 5; mais, ajoute-til. » selon les » regles du droit civil, on cite premièrement les intéressés, ensuite on vend, » ou l'on adjuge au créancier par autorité publique, les effets saiss; & ce » qu'il y a de surplus est restitué. »

Notre Ordonnance sur tout ceci est dans la plus exacte justice. Après avoir marqué les conditions qui doivent précéder, accompagner & suivre l'Octroi des lettres de représailles, elle veut que les prises soient sous la main du Roi & de Justice, sans les laisser à la disposition des impétrans; qu'ils ne reçoivent rien que par autorité judiciaire, & qu'à la charge de mettre leur reçu aux dos des lettres; ensin, qu'ils ne touche que leur dédommagement.

Si la prise est déclarée bonne. Or, elle ne peut être déclarée telle, qu'autant qu'elle aura été faite dans les regles, & sur des sujets de l'Etat qui aura resusé de reparer le tort à l'occasion duquel les lettres de représailles auront été

accordées.

Ce n'est aussi qu'au Conseil des prises, où préside M. l'Amiral, que la prise peut être jugée; mais l'instruction se sera par les Officiers de l'Amirauté du port où la prise aurà été amenée, comme cela s'observe à l'égard des prises en guerre.

La vente en sera faite. De même en prise ordinaire la vente ne doit se faire qu'après qu'elle a été déclarée bonne, à moins qu'il n'y ait des effets sujets à dépérissement & qui ne puissent être conservés sans trop perdre de leur valeur,

auquel cas la vente doit s'en faire provisionnellement.

Pardevant le Juge de l'Amirauté. Lui seul en esset est compétent d'en connoître, puisqu'il s'agit d'une prise saite en mer, en conséquence des lettres de représailles enrégistrées au gresse de l'Amirauté. Il en seroit de même s'il étoit question d'une saisse d'esset dans quelque bâtiment du port ou sur le quai, & d'une saisse & arrêt entre les mains d'un débiteur envers quelque sujet de l'Etat contre lequel les lettres auront été accordées, si toutesois la dette procédoit de commerce maritime; mais la dette ou les essets ayant une autre cause, il me semble qu'il saudroit en poursuivre la délivrance ou la vente, devant les Juges qui naturellement seroient sondés à en connoître.

Et le prix en sera délivré aux impétrans, &c. Le véritable objet des lettres de représailles est de procurer aux impétrans un juste dédommagement du tort qu'ils ont reçu; mais aussi ils ne peuvent prétendre rien de plus; c'est pourquoi la délivrance du prix des essets ne doit leur être faite que sur ét tant

moins, ou jusqu'à concurrence de la somme pour laquelle les lettres auront été accordées.

Cependant il faut prendre garde que sur le prix de la vente il y a à déduire tous les srais de déchargement & de la garde du vaisseau & des marchandises, que de justice, le dixieme de M. l'Amiral, & ensin la dépense de l'armement fait par les impétrans d'où la prise s'en est ensuivie; le tout suivant le réglement qui en sera fait par le Juge de l'Amirauté; de maniere que ce n'est que ce qui reste après toutes ces déductions, qui doit être imputé sur la somme portée par les lettres, & que les impétrans ne seront censés satisfaits; qu'autant qu'ils auront reçu la somme entiere quitte de tous les frais qu'ils auront été obligés de faire en conséquence des lettres de représailles. Autrement il seroit vrai de dire qu'ils ne seroient pas pleinement dédommagés.

Par cette raison je penserois même que l'intérêt de leur dû & de toutes leurs mises, leur devoit être adjugé par forme de dommages intérêts, s'il y

avoit de quoi suffire à tout.

Après tout cela, l'excédent, s'il y en a, doit être déposé au gresse, pour être restitué, dit notre article, à qui il appartiendra, c'est-à-dire, à celui sur qui les représailles auront été exercées, comme étant le propriétaire de la chose qui ne doit plus rien, dès que le tort qui a occasionné les lettres de

représailles, a été réparé.

Cela est même du droit naturel & des gens, auquel le droit civil n'a fait de changement que pour mieux régler l'usage des représailles. Ainsi le propriétaire des essets saiss seroit sondé à réclamer en Justice cet excédent du prix déposé au gresse, & le Juge seroit en droit d'en accorder la délivrance, sans qu'il sût besoin pour cela d'un ordre du Roi, à moins que la guerre ne sût survenue, parce qu'alors la somme restée en dépôt pourroit être sujette à consiscation : le tout sauf son recours contre celui qui a donné lieu aux représailles pour le saire condamner en tous ses dépens, dommages & intérêts.

ARTICLE VII.

Es impétrans seront tenus, en recevant leurs deniers, d'endosser les lettres de représailles des sommes qu'ils auront reçues, & d'en donner bonne & valable décharge, qui sera déposée au gresse de l'Amirauté, pour demeurer jointe à la procédure.

Puispue les impétrans ne peuvent faire usage des lettres de représailles que pour se procurer le paiement des sommes pour lesquelles elles leur ont été accordées, il est tout naturel qu'ils mettent au dos des lettres le reçu des deniers dont ils obtiennent la délivrance en Justice, en même temps qu'ils en donnent leur quittance en forme pour être déposée au gresse de l'Amirauté & demeurer jointe à la procédure.

A la vérité, comme ils ne peuvent recevoir sans quittance, & que chaque quittance qu'ils doivent donner doit être déposée au gresse, il sussinité pour leur conviction, au cas qu'ils reçussent par ailleurs en d'autres Jurisdictions, quelque chose au-delà de la somme portée par les lettres, de réunir leurs dis-

férentes

férentes quittances, mais il se pourroit aussi qu'on n'auroit pas connoissance de ce qui leur auroit été adjugé dans quelqu'autre Jurisdiction. Et c'est pour prévenir toute surprise à ce sujet, qu'il leur est enjoint par cet art. d'endosser les lettres originales de toutes les sommes qu'ils recevront, afin qu'à l'inspection de ces lettres qu'ils sont obligés de représenter toutes les sois qu'ils entendent en faire usage, on puisse reconnoître tout d'un coup s'il leur reste dû quelque chose, & en quoi ce reste consiste.

Il est donc du devoir du procureur du Roi, dont le ministere est indispenfable dans toute cette procédure, de veiller à ce que les impétrans ne touchent aucunes sommes, qu'à la charge d'en mettre leur reçu aux dos des lettres, & d'en délivrer en même temps leur quittance pour demeurer déposée au Gresse.

ARTICLE VIII.

S I l'exposé des lettres ne se trouve pas véritable, les impétrans serout condamnés aux dommages & intérêts des propriétaires des effets saiss, & à la restitution du quadruple des sommes qu'ils auront reçues.

L seroit difficile que l'exposé des lettres sût totalement contraire à la vérité, puisqu'aux termes de l'art. premier, il doit être appuyé dune information qui constate la détention des essets ou la réalité de tout autre sait servant de sondement à la supplique, & d'un procès-verbal d'estimation de la valeur des essets pris, enlevés ou retenus; à moins qu'on ne suppose le cas où des lettres seroient expédiées sur le simple exposé de l'impétrant sans preuve, ce qui dépend de la pure volonté du Roi.

D'une ou d'autre maniere, si l'exposé étoit entiérement saux; c'est-à-dire, s'il n'étoit pas vrai qu'on eût enlevé ou retenu des essets à l'impétrant, en un mot qu'on lui eût sait le tort dont il se seroit plaint; il n'en seroit pas quitte vraisemblablement pour la peine prononcée contre lui par cet article. Son imposture mériteroit sûrement une punition exemplaire, & le Roi ne manqueroit pas d'ordonner que son procès lui sût sait à l'extraordinaire.

De même dans le cas d'une information, où des témoins auroient faussement attesté les faits contenus dans la supplique, ces témoins mériteroient aussi une punition proportionnée à la griéveté de leur prévarication, attendu les suites qu'ont ordinairement les représailles.

Sur ce plan, j'entendrois cet article, dans ce sens, que pour saire encourir aux impétrans la peine qu'il prononce, il n'est nullement nécessaire qu'ils ayent fait un exposé totalement faux; mais qu'il suffit qu'ils ayent tellement exagéré ou déguisé les saits, qu'il n'y ait plus de proportion entre le tort qu'ils ont réellement reçu, & celui dont ils se sont plaint; en un mot entre la somme qui leur est effectivement due, & celle pour laquelle ils ont demandé les lettres de représailles. J'observerai toutesois que la restitution du quadruple n'auroit lieu que par rapport aux sommes qu'ils auroient reçues au délà de celles qui se trouveroient leur avoir été dues légitimement; & cette peine du quadru-

ple tiendroit lieu alors des dommages & intérêts, sans qu'il sût question d'autre chose à cet égard. Mais dans l'hypothese, je suppose que si la supplique eût été rensermée dans les bornes de l'exacte vérité, les lettres n'en auroient pas moins été expédiées; car s'il en eût été autrement à raison de la modicité de l'objet, (parce qu'on comprend bien qu'elles ne peuvent s'accorder que pour quelque sujet important suivant Jacobus à Canibus, loc. cit. n. 36 & Julius Ferretus de se navali lib. 3, n. 27, sol. 36.) Ce seroit le cas sans doute des dommages & intérêts en plein, outre la restitution du quadruple. Loccenius de jure maritimo, lib. 3, cap. 5, n. 9 sol. 263, Maritimus Laudensis trast de represalliis n.º 55.

Mais comme les délits sont personnels, si de plusieurs impétrags il n'y en a que quelques-uns qui ayent exposé saux, il n'y aura aussi que ceux-là qui

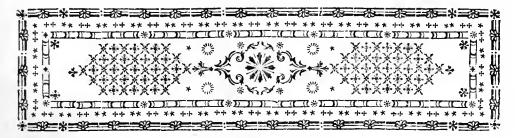
seront sujets à la peine portée par cet article.

Cette peine du quadruple au reste, si elle est empruntée de la loi ab his, au Code de naviculariis, comme l'a pensé le Commentateur d'après Cleirac; ce n'est pas que cette loi parle en aucune façon des représailles, mais c'est qu'elle assujettit à la restitution du quadruple ceux qui volent les navigateurs, & à l'exemple des autres loix qui ordonne que tout vol soit puni de la même manière, lesquelles loix sont citées sur l'art. 5 du tit. des naustrages ci-après.

Or, comme celui qui, sous prétexte de représailles se fait payer les sommes qui ne lui sont pas dues, ou au délà de ce qui lui est dû, commet réellement un vol; il étoit tout naturel que notre Ordonnance lui insligeât la peine que les loix Romaines ont attachée à ce crime, d'autant plutôt que depuis long temps notre jurisprudence l'avoit déjà adoptée, comme il résulte du Guidon, chap. 10. ci-dessus cité, art. 5, pag. 303, & des observations de Bouchel dans sa Bibliotheque, verbo représailles.

Le Commentateur observe en finissant, que ce tit. de l'Ordonnance ne regarde point la Breragne, suivant la Déclaration du Roi du mois de Novembre 1684.

On ne fait ce qu'il a voulu dire par-là, s'il a entendu que la Bretagne avoit une Ordonnance particuliere indépendante de celle-ci, qui lui est absolument étrangere, il n'a pas dit affez en Jéclarant que ce titre ne regarde pas cette province, puisqu'il en est de même de tous les autres titres. S'il a entendu au contraire que les lettres de représailles n'avoient pas lieu dans la Bretagne, ou qu'elles n'étoient pas sujettes à de pareilles formalités, il s'est trompé; parce que le droit d'accorder des lettres de repréfailles étant effentiellement royal, & aussi inséparablement attaché à la Souveraineté que celui de déclarer la guerre; le Roi peut fans difficulté en donner aux Bretons comme à fes autres Sujets, à l'exclution du Gouverneur de Bretagne; & cela quoique l'Ordonnance faite pour cette province air passé cette matiere sous silence. En effet, tout ce qu'on en peut conclure, c'est qu'en cette partie les choses sont restées dans les termes du droit commun. Or, à supposer que le présent rit. eût été omis tout de même dans notre Ordonnance, qui oseroit dire que le Roi n'auroit pas la faculté d'accorder des lettres de repréfailles à ses Sujets? L'observation du Commentateur n'est donc pas résléchi, & il faut dire, non-seulement que le Roi peut ordonner des représailles en Bretagne comme ailleurs; mais encore que les lettres qu'il y accordera seront sujettes aux formalités prescrites par le présent titre, comme ayant réuni & persectionné les regles adoptées par toutes les nations sur cette matiere.



TITRE XI.

DES TESTAMENS ET DE LA SUCCESSION

DE GEUX QUI MEURENT EN MER.

N classibus omnes nauta milites sunt, & jure militari testari posse nulla dubitatio est. Lege unicâ, \$. 1°. ff. de honorum possessione in a testamento militis. Loccenius, de jure maritimo, lib. 3, cap.

Il y auroit donc eu de la dureté à priver ceux qui meurent en mer de la faculté de tester, sous prétexte qu'il dépendoit deux

de se précautionner à cet égard avant leur embarquement.

D'un autre côté, il auroit été d'une dangereuse conséquence d'attribuer aux testament saits en mer, le même effet indistinctement qu'à ceux qui sont saits avec les solemnités requises en général.

Ainsi il étoit juste de remédier à l'un & à l'autre inconvénient; & c'est à quoi il a été pourvu par les trois premiers articles du présent titre, dont les dispositions sont toujours subsistantes, n'ayant reçu aucune atteinte par les Or-

donnances & les Réglemens intervenus depuis.

Quant à la succession de ceux qui meurent aussi en mer durant le cour de seur navigation, il n'est point question ici de l'université de leurs biens, pas même de leurs meubles & essets; il ne s'agit absolument que de ceux qu'ils avoient avec eux dans le navire, ou qui étoient réputés y être, pour n'avoir été mis à terre qu'en vue de les rembarquer, & des sommes qui pouvoient seur être dûes pour leurs gages, ou par des cédules & obligations trouvées avec leurs autres papiers dans le navire. De sorte que la succession, qui fait le sujet de ce titre, ne comprenant que les objets que l'on vient d'indiquer; ce qui est réglé à cet égard, tant par cette Ordonnance que par le Réglement du 23 Août 1739, n'a aucune influence sur les autres biens du désunt, soit qu'il s'agisse de l'intérêt de ses héritiers, soit que sa succession en général soit sujette au droit d'aubaine, ou de bâtardise, ou de déshérence.



ARTICLE PREMIER.

Es testamens saits sur mer par ceux qui décéderent dans les voyais ges, seront réputes valables, s'ils sont écrits & signés de la main du testateur, ou reçus par l'écrivain du vaisseau, en présence de trois témoins, qui signeront avec le testateur, & si le testateur ne peut ou ne sait signer, il sera sait mention de la cause pour laquelle il n'aura pas signé.

Es testamens saits sur mer, & non sur terre, quoique dans le cours du voyage, à moins que le navire n'eût abordé une terre étrangere, ou une terre de la domination Françoise où il n'y auroit pas eu d'officier public : auquel cas ce seroit tout comme si le testament eût été sait en mer. Mais si, dans le lien où le navire a abordé, il y avoit quelque officier public, le testament qui seroit sait dans ce lieu, soit à terre ou dans le port sur le navire, ne seroit valable qu'autant qu'il seroit revêtu des sormalités usitées dans le pays; à l'exemple de ce qui est prescrit par l'Ordonnance du mois d'Août 1735, au sujet du testament militaire, art. 27 & suivans. A plus sorte raison en saudroit-il dire autant d'un testament fait sur le vaisseau, étant de retour du voyage, & dans le port.

Par ceux qui décéderout dans les voyages. Soit gens de l'équipage ou passagers, puisque l'article ne distingue point, & que le motif de la loi est le même. Il est vrai que l'article suivant, parlant des gages, semble ne convenir qu'aux gens de l'équipage; mais aussi il n'exclut pas les passagers qui ont des essets dans le vaisseau. Et au surplus, le préambule du Réglement du 23 Août 1739, prouve manisestement que les passagers ont droit de tester en mer, tout comme le capitaine & les autres gens de l'équipage. Mais il faut que ces passagers soient regnicoles, & non aubains; autrement ils ne pourroient tester à la différence

du matelot. Voyez infrå art. 5.

Ces mots au reste, dans les voyages, s'entendent aussi-bien des voyages au cabotage que de ceux au long cours, sans excepter même ceux du petit cabotage qui se sont de port en port; du moins je ne vois à cet égard aucune

raison de dissérence.

feront réputés valables; c'est à dire, qu'ils vaudront, étant saits dans la forme indiquée ci-aprês, de la même maniere que s'ils étoient avec toutes les formalités requises pour la validité des testamens en général, avec cette dissérence, toutes ois, qu'ils n'auront d'esset que jusqu'à concurrence de ce qu'il est permis de donner en testant de cette maniere, relativement à l'article suivant, & qu'autant que la disposition ne sera pas contraire à l'article 3 ci-après.

A quoi il faut bien prendre garde, c'est qu'il est essentiellement requis pour la validité du testament fait en mer, que celui qui l'a fait soit décédé dans le royage; de sorte que si, au retour du voyage, le testateur descend à terre, son testament dans l'instant même devient nul & caduc, sans examiner s'il a eu se temps ou non de le consirmer ou d'en faire un autre; en quoi le testament

maritime est moins savorisé que le testament militaire, ou celui sait en temps de peste, qui vaut pendant six mois, aux termes des art. 32 & 37 de l'Ordonnance du mois d'Août 1735. Ce qui s'entend néanmoins à l'égard de celui qui a testé en mer, avec cette restriction, s'il ne s'agit d'un testament olographe qu'il ait eu droit de faire, aussi-bien à terre que sur le vaisseau, parce qu'alors ce ne seroit plus un testament maritime, mais un testament ordinaire, revêtu des formalités requises.

Mais c'est être décédé dans le voyage, si le testateur est mort dans le navire sans avoir pris terre, quoique le navire sût en rade & même dans le havre. Cela me paroît indubitable, sans examiner tout de même si le testateur a eu le temps ou non de faire venir deux notaires, ou un notaire & deux témoins

à bord, pour renouveller & confirmer son testament.

S'ils sont écrits & signés de la main du testateur. C'est-là le testament olographe: mais reste de savoir si, pour sa validité, il saut qu'il soit daté; c'est à-dire, qu'il contienne la date des jours, mois & an, comme le requiert ladite Ordonnance de 1735, art. 20, 29, 35 & 38? Je le croirois volontiers, parce que cette derniere Ordonnance n'a en cela rien statué de nouveau, & que de tout temps la date a été regardée comme essentielle aux testamens olographes. On y a même ajouté la date du lieu, pour reconnoître par là si le restateur avoit eu droit ou non de tester de cette maniere; sur quoi voir le Commentaire sur l'art. 41 de la Coutume de la Rochelle, n. 24. Ainsi je pense que le testament olographe sait en mer doit esse contenir la date, tant de l'année qu'il est fait en mer, à bord de tel navire, & contenir la date, tant de l'année

que du mois & du jour où il est fait.

malgré cela néanmoins le testament ne vaudra & n'aura d'effet que relativement à l'article suivant, s'il est fait par quelqu'un qui, par la coutume de son domicile, n'avoit pas droit de tester dans cette sorme, parce qu'alors il n'aura sait qu'un testament maritime, qui par conséquent ne peut valoir qu'en vertu du présent article, qui le dispense en cette partie de la rigueur de la loi de son pays. Mais si au contraire le testateur étoit autorisé par la loi de son domicile, à disposer par testament olographe, aussi essicament que par un testament solemnel; & qu'il ait disposé d'autre chose que ce qu'il avoit avec lui dans le vaisseau; nul doute que sa disposition ne soit valable, saus le retranchement ordonné par la loi de son domicile, ou par celle de la situation des immeubles qu'il aura donnés, parce que, encore une sois, ce ne sera pas à son égard un testament maritime, mais un testament tel qu'il pouvoit le faire par-tout ailleurs que sur mer, & que notre Ordonnance u'a pas entendu oter aux navigateurs le droit qu'il ont de tester suivant les loix générales, mais seulement suppléer à la faculté de tester qui pourroit leur manquer.

Relativement à ce dernier point de vue, il sembleroit que, quoique par la Coutume de son domicile, le testateur n'auroit pas l'âge requis pour disposer de son mobilier, il pourroit néanmoins, par le privilege de notre Ordonnance, léguer les essets qu'il auroit avec lui dans le navire, & ses gages &, pour appuyer cette idée, on pourroit se sonder non-seulement sur ce que c'est-là un pécule, à l'égard duquel il est réputé majeur, mais encore sur ce que, notre Ordonnance n'exigeant point que le testateur ait un certain âge, elle doit être réputée se contenter de la qualité de navigateur. Mais il est plus sûr de dire

avec le Commentateur, que cet article n'ayant pour objet que la forme du testament maritime, il ne dispense nullement de l'âge que le testateur doit avoir par la loi ou par la Coutume de son domicile, pour tester; que n'ayant pas parlé de l'âge auquel le testament maritime pourroit être fait, il a laissée ce point dans les termes du droit commun, & par une conséquence naturelle, qu'il a supposé un sujet capable de tester, sans prétendre lui consérer cette capacité.

C'est aussi le sentiment auquel je m'arrête d'autant plus volontiers, qu'il en doit être à cet égard du testament maritime comme du testament militaire, ou de celui sait en temps de peste. Or, sous prétexte que l'Ordonnance de 1735 n'a point parlé de l'âge auquel pourroit être sait le testament militaire, ou celui sait en temps de peste, oseroit-on soutenir qu'il peut l'être par quelqu'un qui n'a pas l'âge requis par la loi de son pays pour tester? Il est vrai que ces deux autres sortes de testamens ne sont pas bornés à certains biens comme le testament maritime: mais cette dissérence ne sait rien à la décision, parce qu'elle est étrangere à l'essence du testament, qui exige nécessairement un sujet capable de tester.

Ou reçu par l'écrivain du vaisseau. Idem art. 3 tit. de l'écrivain. Mais il a été observé sur le même titre de l'écrivain, qu'il n'y en a plus sur les vaisseaux marchands, mais seulement sur les vaisseaux du Roi, sur ceux de la Compagnie

des Indes, & sur ceux qui sont armés en course.

S'ensuit-il de là que sur les navires marchands on ne puisse tester que par testament olographe? mais à ce compte ceux qui ne sauroient pas écrire, se-roient privés de la faculté de tester, contre l'intention du Législateur. Il est donc naturel de répondre, que comme depuis long-temps c'est le capitaine ou maître du navire qui représente l'écrivain & en sait les sonstions, les testamens reçus par lui seront aussi valables que ceux qui l'étoient par les écrivains tant que l'usage en a subsissé.

Je croirois aussi par identité de raison, que s'agissant du testament du capitaine, qui seroit hors d'état d'écrire, à raison de sa maladie, il pourroit être reçu par le premier officier du navire après lui; le tout néanmoins en observant les formalités prescrites par le présent article, qui sont d'appeller au testament trois témoins qui signent avec l'officier représentant l'écrivain, & avec le testateur s'il sait ou peut signer, sinon il doit être fait mention de la cause pour

laquelle il n'aura pas figné.

Pour ce qui est de la signature du testateur, il n'y a rien là qui ne soit également de regle & d'usage en tout testament public & solemnel: mais par rapport au nombre de trois témoins sachant signer, cela est tout-à-fait extraordinaire, non-seulement parce que le testament maritime a son exécution bornée aux esses que le testateur a dans le vaisseau, & aux gages qui lui sont dus; mais encore parce que au temps de cette Ordonnance, il sussionit de deux témoins en tout testament authentique, & même, de ces deux témoins, c'étoit assez que l'un d'eux signât. Cependant comme notre article est précis sur le fait de la signature des trois témoins, & qu'il n'y a point été dérogé par aucune loi postérieure, il n'y a pas d'apparence de s'en écarter. Ainsi il faut tenir absolument que le testament reçu par l'officier représentant l'ecrivain, ne sera valable qu'autant qu'il aura été fait en présence de trois témoins qui ayent signé

avec lui, quelque difficulté qu'il puisse y avoir à trouver sur certains navires,

un pareil nombre de témoins qui sachent signer.

Ces témoins au reste doivent être idoines, c'est-à-dire, mâles, âgés de 20 ans & non-légataires, conformément à l'art. 289 de la Coutume de Paris, A quoi il saut joindre les autres conditions requises par les art. 40, 41 & 42 de l'Ordonnance du mois d'Août 1735. Voyez le Commentaire de la Coutume de la Rochelle, art. 41, n. 38 & suiv.

Mais il en est autrement des testamens maritimes saits sur les vaisseaux du Roi, puisqu'aux termes de l'art. 47, tit. 3, liv. 4 de l'Ordonnance de 1689, il sussition que les dernieres volontés des officiers ou gens de l'équipage qui y veulent tester, soient reçues & écrites par l'écrivain sur son Registre, & signées par l'officier principal de quart, sans autre sormalité; ce qui n'empêche pas que les dispositions ne doivent être exécutées en cas de mort, comme si le restament avoit été sait dans les sormes prescrites & qui s'observent dans les Villes du Royaume.

ARTICLE 11.

A Ucun ne pourra, par testament reçu par l'écrivain, disposer que des effers qu'il aura dans le vaisseau, & des gages qui lui seront dus.

A Défaut d'écrivain, le testament reçu par le capitaine sera valable comme il a été observé sur l'article précédent; mais un pareil testament ne peut avoir son exécution que pour les essets que le testateur avoit avec lui dans le navire, & pour les gages qui étoient dus, restriction toutesois qui n'a lieu qu'à l'égard des testamens faits sur les navires marchands, & non pour ceux faits sur les vaisseaux du Roi, comme le prouve l'article 47, qui vient d'être

cité, de l'Ordonnance de 1689.

Je dis qu'il avoit avec lui dans le navire durant le voyage & à fon retour; ce qui comprend non-seulement les billets & obligations. même les contrats de constitution de rentes qu'il avoit aussi avec lui dans ses papiers, attendu que ce sont là des droits actifs personnels: quoique les rentes puissent être réputées immeubles par la loi de son domicile; mais encore les effets venus avec lui, indistinctement, quoiqu'à son retour il en eut été mis à terre, sans qu'il y sût descendu; parce que ces effets sont nécessairement partie de sa succession maritime, & doivent être regardés comme s'ils sussent toujours restés dans le navire.

Puisque l'article ne parle que du testament reçu par l'écrivain, il s'ensuit par la regle inclusio unius est exclusio alterius; que si c'est un testament olographe en bonne forme il vaudra pour toutes les dispositions qu'il contiendra en quelque lieu que les biens soient situés, saus les retranchemens à faire en vertu de la loi du domicile du testateur ou des coutumes des lieux où les immeubles se trouveront situés, Furgole, tome 1, page 59.

Je pense néanmoins comme sur l'art. précédent, que la faculté de disposer par testament olographe d'autres essets que ceux que le testateur avoit avec lui dans le vaisseau, ne peut convenir qu'à celui qui pouvoit tester de cette maniere en quelqu'endroit que ce sût; & nullement à celui qui par la loi de son domicile n'avoit pas ce pouvoir. C'est aussi le sentiment du même Furgole ibid. En esset le statut en cette partie est personnel, puisqu'il s'agit de la capacité ou incapacité de tester dans une forme déterminée. Il faut donc ne consulter, pour en juger, que la Coutume du domicile. Boullenois, quest. mixtes, chap. prem. pag. 3 & 4.

ARTICLE III.

Le pourront les mêmes dispositions valoir au prosit des Officiers du vaisseau, s'ils ne sont parens du testateur.

Eci regarde le testament olographe, comme le testament reçu par l'écrivain ou par l'officier du navire qui le représente, à cause de ces mots, les mêmes dispositions qui se réserent évidemment aux deux précédens art.

La raison d'ailleurs est la même pour les deux especes de testament, puisqu'il s'agit également d'un testament sur mer, ou le testateur, soit passager, soit faisant partie de l'équipage, n'est pas en état de se désendre des infinuations, des suggestions, ni des violences même auxquelles pourroient se porter des officiers qui auroient la lâcheté d'extorquer de lui un testament en leur faveur.

Il leur feroit en effet aussi facile de le contraindre de saire un testament tout écrit de sa main, que d'en faire un devant l'écrivain, ou le capitaine. Et si l'on dit qu'il pourroit le révoquer secrétement par un autre écrit; je réponds en premier lieu que la même crainte qui l'auroit obligé de tester malgré lui l'empêcheroit tout de même de révoquer, &z en second lieu que la précaution qu'il auroit prise de révoquer, deviendroit inutile, parce que ceux qui auroient intérêt de saire valoir le testament, ne manqueroient pas de supprimer la piece contenant la révocation.

Il doit donc demeurer pour constant aux termes de cet article, & à prendre son esprit, que le testament, soit olographe, soit reçu par le capitaine au lieu de l'écrivain, sera nul, si les dispositions sont au profit de quelqu'un des officiers du vaisseau; car la crainte de la séduction ou de la violence, est la

même pour un d'eux que pour tous ou pour plusieurs.

Je crois même qu'il en faudroit dire autant de toute disposition faite au prosit de quelqu'un de l'équipage, quoique sort au-dessous du grade d'officier, du moins pour peu qu'il y eût lieu de soupçonner que ce sût un prête-nom, une personne interposée. Car toute disposition qui ne peut être valable étant

faite directement, ne peut valoir non-plus par voie indirecte.

Tout cela néanmoins doit s'entendre avec la restriction portée par notre article, si les légataires ne font parens du testateur, parce qu'alors le lien de parenté est une circonstance qui en écartant la présomption que la disposition a été extorquée, ou autrement n'a pas été libre, forme une présomption contraire superieure qui persuade que c'est par une affection particuliere pour son parent que le testateur l'a fait son légataire.

E¢

Et c'est ainsi que, quoique par les Ordonnances générales les curateurs ou autres administrateurs, les pédagogues, les médecins, chirurgiens & apothicaires soient déclarés incapables de recevoir aucuns dons ou legs de ceux qu'ils ont sous leur direction, ou qu'ils traitent durant leurs maladies, la Jurisprudence des Arrêts a excepté ceux d'entr'eux qui étoient parens des testateurs.

Toutesois la validité de semblables legs a toujours dépendu des circonstances, de maniere qu'ils n'ont jamais été consirmés qu'autant qu'ils ont paru exempts de tout soupçon légitime, indépendamment de la parenté. Il en faut donc dire autant dans l'espece de notre article, & conclure que ce qu'il contient de positif, c'est l'incapacité des officiers de recevoir aucuns legs d'un homme qui fait son testament dans le vaisseau, & que l'exception qui y est faite en faveur de la parenté, suppose qu'il n'y aura pas de circonstances d'où l'on puisse induire raisonnablement que la disposition n'aura pas été volontaire & parfaitement libre.

Au surplus, comme dans les testamens ordinaires l'incapacité d'un des légataires n'empêche pas l'exécution des autres legs, il s'ensuit que, si dans le testament maritime contenant quelques legs en faveur du capitaine ou de quelques autres officiers du vaisseau, directement ou indirectement, il y a d'autres legs au prosit des personnes non prohibées, rien n'empêchera que les autres legs n'aient leur exécution; tandis que ceux faits en faveur des officiers seront

déclarés nuls.

ARTICLE IV.

Incontinent après le décès de ceux qui mourront sur mer, l'écrivain fera l'inventaire des effets par eux délaissés dans le vaisseau, en présence des parens, s'il y en a, sinon de deux témoins qui signeront, & à la diligence du maître.

Epuis qu'il n'y a plus d'écrivain sur les navires marchands, ç'a été au maître ou capitaine à faire l'inventaire des effets des gens morts en mer sur son vaisseau, ou à terre durant le voyage: & en cela ce n'est point une obligation nouvelle qui lui ait été imposée, puisqu'il en avoit déjà été chargé expressément par l'article 76 de l'Ordonnance du mois de Mars 1584.

La succession des gens morts en mer n'appartenant pas au premier occupant, mais à leurs héritiers ou légataires, ou, à désaut des uns & des autres,
au fisc par droit de déshérence, il étoit en esset de la regle de veiller à la conservation de cette succession, en chargeant quelqu'un du soin de constater les
essets par un inventaire fidele pour s'en rendre gardien & dépositaire, avec
obligation de les représenter & d'en compter; & ce soin ne pouvoit regarder
naturellement que le maître ou capitaine, comme responsable par état de tout
ce qui est dans son navire.

Ainsi, lorsque cet article avoit ordonné que l'inventaire seroit sait par l'écrivain, relativement à l'art. 5 du tit. qui le concerne, ce n'étoit qu'un scribe qu'il avoit sournien cela au capitaine, sans le décharger en aucune maniere de l'obli-

Tome II.

gation de veiller à la conservation des effets & d'en faire la représentation dans le temps. C'est ce qui résulte, tant de la fin du même article qui veut que l'inventaire soit sait à sa diligence, que des articles suivans qui le chargent expressément des effets du désunt. C'est aussi dans ce même sens qu'il saut prendre l'art. 6 du tit. du pilote, qui permet au capitaine d'employer le pilote au désaut d'écrivain, pour saire l'inventaire en sa présence, &c.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui à désaut d'écrivain, c'est au capitaine précisément à faire l'inventaire suivant l'usage, à peine de tous dépens, dommages & interêts, suivant l'art. 76 de l'Ordonnance de 1584, & d'amende arbitraire, outre la restitution de la valeur des essets, suivant qu'elle pourra être constatée par le témoignage des gens du vaisseau, & des passagers, sans pré-

judice de toute autre prenve.

L'inventaire, pour être valable & régulier, doit être fait incontinent après le décès & le plutôt que faire se pourra, pour empêcher le divertissement des esses. Il doit être fait en présence des parens, si le désunt en a dans le vaisseau,

sinon, de deux témoins qui signeront.

L'art 76 déjà cité de l'Ordonnance de 1584, exigeoit aussi la présence des parens, même des voisins, & en outre celle de quatre des principaux de l'équipage; & c'est vraisemblablement delà qu'est venu l'usage où sont encore actuellement les capitaines de navires de faire les inventaires en préfence de tous ou presque tous leurs principaux officiers. Quoi qu'il en soit, aux termes de notre article, qui en cela a formé un droit nouveau, il suffit que l'inventaire soit fait en présence des parens ou de deux témoins, mais aussi il faut qu'ils fignent abfolument, qu'ils foient parens ou non; car ces mots qui signeront se rapportent aux parens tout comme aux témoins. En effet, il n'y a aucune raison de différence dès que les parens servent de témoins, & que sans leur signature il n'y auroit pas d'affurance qu'ils eussent été appellés à l'inventaire, à moins que le fait ne fût constaté d'ailleurs par la fignature de deux témoins. Dans tous les cas il faut donc que l'inventaire foit figné par deux témoins avec le capitaine; en préférant les parens pour témoins, s'ils veulent figner, fans préjudice encore de l'obligation de faire l'inventaire en leur présence, quoiqu'ils ne sachent pas signer, & d'y appeller deux autres témoins qui signeront.

Du reste, comme la premiere & la plus essentielle condition d'un inventaire est d'être sidele & exact, il saut que le capitaine y comprenne tous les essets du désunt, & qu'il en sasse une description suffisamment circonstanciée, de même que des papiers; sans quoi il manque à son devoir, & suivant les cir-

constances peut se rendre coupable d'un recélé formel.

Notre article, aussi-bien que le 76 de l'Ordonnance de 1584, ne parle que des biens & esset du désunt étant dans le navire; mais c'est qu'on y suppose un homme mort en mer, plutôt que dans une rade ou dans un port, au moyen de quoi il n'y a d'inventaire à faire absolument que des essets appartenans au désunt dans le navire. Ainsi il ne saut pas en conclure indistinctement que le capitaine peut se contenter de saire entrer dans l'inventaire les essets étant dans le navire, sans se mettre en peine d'autre chose.

L'esprit de notre Ordonnance est que le capitaine veille à la conservation des biens & essets de ceux qu'il a embarqués sur son vaisseau pour le voyage; & cela qu'ils meurent en pleine mer, en rade, dans un port ou même à terre,

tant que le voyage n'est pas sini. D'où il s'ensuit que si le désunt embarqué pour l'aller & le retour, après être arrivé au lieu de la destination pour l'aller, y a fait décharger des marchandises, & qu'ensuite il soit mort sur le navire ou à terre, il n'importe; il est du devoir du capitaine, après avoir fait l'inventaire de ce que le désunt a laissé dans le vaisseau, de se charger à la suite de cet inventaire des autres essets étant à terre appartenans aussi au désunt, & de les saire porter dans le navire pour en rendre compte à qui il appartiendra; parce qu'en cette partie tout ce qu'avoit le désunt dans le navire en arrivant dans le lieu, est censé y être encore comme dépendant de sa succession maritime. Par cette raison le capitaine étant sondé à réclamer ces autres essets, il y est réellement obligé, & il ne peut s'excuser sur cela qu'en produisant des preuves qu'il n'a pu se charger de ces essets.

Il n'y a d'exception à cela que pour les hardes de ceux qui sont morts à l'hôpital, & qui les y ont portées; parce que l'usage des hôpitaux est que leur dépouille y reste en cas de mort, pour dédommagement de leur dépense &

des frais de leur enterrement.

Suivant le Consulat, ch. 115, 116 & 118, le meilleur habit du désunt appartenoit au nocher; un autre habit & le lit, aussi-bien que les provisions de bouche appartenoient au patron.

Aux termes du ch. 117 le maître de chaloupe avoit les souliers, l'épée & le ceinturon, & le gardien les culotes. Nous avons rejetté ces singularités.

ARTICLE V.

E maître demeurera chargé des effets du défunt, & sera tenu, après son retour, de les remettre avec l'inventaire entre les mains des héritiers, légataires, ou autres qu'il appariendra.

I L a été déjà observé sur l'article précédent que le maître demeure chargé des effets du désunt, & qu'il en doit répondre, même de ceux que par sa

négligence il n'auroit pas compris dans l'inventaire.

Cet article ajoute qu'à son retour & son voyage sini, il sera tenu de remettre les effets avec l'inventaire entre les mains des héritiers, légataires ou autres qu'il appartiendra; sur quoi il est à observer que ci-devant & en conformité de cet article, les capitaines au retour de leur voyage, ou délivroient les essets désunts à leurs héritiers connus & aux légataires, du consentement des héritiers, ou les déposoient entre les mains des propriétaires & armateurs des navires, pour en compter à leur décharge, en même temps que des gages qui pouvoient être dus aux désunts.

C'étoit ensuite à ces propriétaires & armateurs que ceux qui avoient intérate à la délivrance de ces effets & des gages, s'adressoient, soit héritiers, légataires, ou créanciers il résultoit delà des inconvéniens, tant pour les particuliers, que pour le Roi & M. l'Amiral. Pour les particuliers, en ce que souvent tantôt on éloignoit par des délais affectés & par de mauvaises difficultés, la satisfaction qui leur étoit due; tantôt, par des préférences injustes ou erronées, on blessoit les droits des uns ou des autres; à quoi il ne pouvoit être remédié

Lii ij;

que par des procès que l'insuffisance des facultés mettoit quelquesois hors d'état de soutenir. Pour le Roi & Mr. l'Amiral, intéressés à la chose par leur droit de déshérence à désaut de réclamation, en ce que rarement les propriétaires & armateurs des navires remettoient les essets & les gages non réclamés après

le temps de la réclamation passé.

Le Roiayant fait don aux invalides de la Marine des deux tiers revenans à Sa Majesté, des soldes dues aux gens de mer, & des essets & hardes, tant desdits gens de mer que des passagers morts sans héritiers & sans tester pendant leurs voyages sur les navires marchands, il sut ordonné par l'art. 26 du tit. 6 de l'Edit du mois de Juillet 1720, que les maîtres & capitaines de navires seroient tenus à l'avenir de déposer au gresse de l'Amirauté du lieu du désarmement, les inventaires des essets & hardes des gens morts en mer, & de délivrer des copies desdits inventaires aux Commissaires de la Marine ou Officiers des classes.

Mais cela ne remédiant pas à tout, il a été enjoint de plus aux maîtres ou capitaines, par les articles 2 & 3 du Réglement du 23 Août 1739, de remettre entre les mains du tréforier des invalides, lors du désarmement, le montant de la solde des gens de mer décédés, ensemble le produit de leurs hardes & essets qui auront été vendus dans le cours du voyage, avec désenses aux officiers des classes de délivrer aux dits maîtres ou capitaines aucun nouveau rôle d'équipage, qu'ils n'aient satisfait à cet engagement; & à l'égard des essets de mer qui n'auront pas été vendus & de ceux des passagers, d'en saire le dépôt avec l'inventaire au gresse de l'Amirauté.

Par ce nouvel arrangement les choses ont été mises en regle à cet égard; de maniere que l'on n'a pas tardé à en ressentir les essets les plus avantageux tant pour les particuliers auxquels il a été rendu une prompte justice, que pour les invalides donataires des droits du Roi, & pour M. l'Amiral, qui, depuis ce temps-là ont profité exactement de ce qui n'a pas été réclamé, comme sujet au droit de déshérence. De sorte qu'il y a toute apparence que cet ordre sub-

fistera sans aucune variation dans la suite.

Ce n'est donc plus par les mains du capitaine, ni du propriétaire ou armateur, que les créanciers, les héritiers ou les légataires des gens morts en mer doivent avoir la délivrance des essets & des gages des désunts; c'est à l'Amirauté qu'ils doivent se pourvoir pour obtenir cette délivrance, en justifiant le droit qu'ils ont de la demander.

A l'égard des héritiers ou des veuves des défunts en communauté avec eux; il ne s'agit de leur part que de rapporter les pieces justificatives de leur qualité.

Il n'est nullement nécessaire au reste que ces veuves & héritiers soient regnicoles: s'il s'agit de la succession d'un étranger faisant partie de l'équipage du
navire, l'intention du Roi étant, pour engager les étrangers à entrer au service
de notre Marine, que leur succession soit affranchie du droit d'aubaine. Voyez
suprà l'art. 10 du tit. des matelots. D'où il s'ensuit qu'ils peuvent tester comme
les regnicoles, à la dissérence des passagers étrangers, puisque sans cela ils ne
servicent pas assranchis du droit d'aubaine. Et il ne s'agit point d'examiner s'ils
ont servicinq ans, ou non, sur les vaisseaux du Roi, parce que l'art. 8, titre
premier, liv. 8 de l'Ordonnance de 1689, qui exige ces cinq ans de service,
n'est que pour le cas où ces matelots étrangers voudront, après ce temps,
s'établir dans le Royaume.

Pour ce qui est des créanciers, non-seulement ils doivent produire les preuves de leurs créances, mais encore faire ordonner la délivrance en leur faveur, avec les héritiers, ou rapporter leur consentement en bonne somme. Dans les cas néanmoins où les héritiers sont inconnus, on admet les créanciers des désunts à toucher provisionnellement, lorsque leurs créances n'ont rien de suspect; à la charge toutesois d'affirmer que les sommes leur sont dues, & de se soumettre de les rapporter si faire se doit, même de donner caution à ce sujet, suivant les circonstances.

Quant aux légataires, la regle est qu'ils fassent entériner le testament avec l'héritier, ou qu'ils rapportent son consentement pour toucher. Mais si l'héritier est inconnu, on les traite comme les créanciers, après que le Procureur

du Roi a reconnu le testament en regle & exempt de contestation.

La forme ordinaire de procéder surce point, est que celui qui a intérêt à la délivrance, présente Requête au Juge de l'Amirauté, tendante à main-levée. Cette Requête est communiquée avec les pieces justificatives, tant au Procureur du Roi, qu'à l'Officier des classes & au Receveur de M. l'Amiral, aux termes de l'art. 8 dudit Réglement de 1739; & suivant que les pieces justificatives sont ou ne sont pas de la qualité requise par l'art. 7, le Juge, sur la réponse par écrit de ceux à qui le tout a été communiqué, rend son Ordonnance pour accorder ourejetter la délivrance demandée. Mais rarement il y a lieu au débouté, par le soin qu'a le Procureur du Roi de demander, avant de donner ses conclusions, les pieces qui peuvent manquer pour sonder suffisamment la réclamation, ce qui abrege & évite des frais.

Lorsque c'est l'héritier qui demande la délivrance, elle lui est faite des estes en nature déposés à l'Amirauté; & de même au légataire, si le défunt les lui a légués aussi en nature, & que le testament soit entériné. Mais si ce n'est qu'une délivrance, provisoire comme il est obligé de se soumettre d'en rapporter la valeur, on ordonne la vente pour régler cette valeur. Ce qui s'observe également en cas de délivrance au prosit des créanciers: & cela, quoique les circonstances d'ailleurs n'exigeroient pas la vente provisionnelle autorisée par le dernier article du présent titre, renouvellé en cette partie par l'article 3 du

Réglement de 1739.

ARTICLE VI.

S I les effets délaissés par ceux qui n'auront pas testé, sont chargés pour les pays étrangers, le maître pourra les négocier, & en rapporter le provenu au retour; auquel cas, outre son fret, il sera payé de sa provision.

O'I n'auront point testé. De même, si ayant testé ils n'ont pas légué les effets en nature; parce qu'alors il n'y a aucune différence à faire entre les légataires & les héritiers. Dans le cas même où les effets ont été légués en nature, on ne voit du tout point la raison de différence pour préférer le légataire à l'héritier, en donnant moins de pouvoir au capitaine, lorsqu'il s'agit

de l'intérêt d'un légataire, que lorsqu'il est question de celui de l'héritier. Il faudroit du moins que le légataire fût dans le vaisseau, parce qu'on pourroit conclure de cette circonstance, qu'il ne seroit pas naturel que le capitaine ent droit de disposer des effets sans le consentement du légataire; quoique, a vrai dire, tous les legs étant sujets à délivrance de la part de l'héritier, le légataire n'est fait vrai propriétaire que par l'entérinement du testament à l'amiable ou en Justice.

Sont chargés pour les pays étrangers. Pourquoi cette exception par rapport aux pays étrangers? On suppose apparemment que le débit de ces effets n'étoit pas permis dans le Royaume, ou qu'il étoit tout autrement avantageux dans le pays étranger que dans le Royaume. Mais aujourd'hui le premier motif cesse, au moyen de la faculté de l'entrepôt accordé au commerce par les Lettres-Patentes de 1717; & à l'égard du second, si le débit des marchandises chargées pour nos Colonies oft aussi avantageux que celui des effets destinés pour les pays étrangers, pourquoi ne pas permettre de les négocier également?

Le maître pourra. Ce n'est donc pas une obligation qui lui est imposée à ce sujet; mais seulement une faculté qui lui est accordée pour le bien de la chose. Ainfi, c'est à lui à se régler dans ces occasions avec circonspection & prudence, pour ne pas s'attirer des reproches, ou même un procès, si sa négociation n'est pas heureuse; de maniere que le plus sûr pour lui est de ne disposer des effets, qu'autant qu'il sera à présumer que le désunt en auroit usé de la même façon, s'il cût vécu, & que, s'il en est autrement, il doit rapporter les effets dans son navire au retour, attendu qu'alors il n'y aura rien à lui imputer, n'étant point chargé expressément de les négocier.

Mais s'il en dispose, il est tenu d'en rapporter le provenu au retour, par l'action negotiorum gestorum. D'où il s'ensuit qu'il ne doit pas vendre à crédit, ou que, s'il le fait, ce sera à ses risques, n'étant pas recevable à faire contenter les héritiers ou autres intéresses, des billets ou reconnoissances des ache-

S'il rapporte les retours, il fera payé de fon fret, non-seulement sur ces retours, mais encore sur les marchandises de l'aller; & s'il rapporte les effets

en nature, le fret lui en fera dû tout de même.

Au premier cas, il sera en outre payé de sa provision; c'est-à-dire, de son droit de commission, tant pour la vente que pour les marchandises qu'il aura prifes en troc; le tout suivant l'usage courant du commerce.

ARTICLE VII.

Pourra aussi vendre les hardes & meubles des mariniers & passagers, les faire apporter pour cet effet au pied du mât, & les délivrer au plus offrant, dont sera tenu état par l'écrivain & compté par le maître.

Ourra aussi vendre. Cela est encore de pure faculté, sans contrainte pour le maître, qui doit tout de même en user avec prudence, & ne faire vendre que ce qui est périssable; parce que ces sortes de ventes se sont presque

toujours à vil prix. C'est pourquoi il seroit fort à souhaiter qu'elles ne sussent pas si communes. Du reste, quoique l'article n'en dise rien, le procès-verbal de vente doit être fait avec les mêmes formalités que l'inventaire, y ayant parité de raison.

Des hardes & meubles des mariniers. Ces meubles ne doivent s'entendre que des choses qui étoient à l'usage du désunt, & nullement de ses autres effets,

encore moins de ses marchandises.

Et passagers. C'est là qu'il est essentiel, même pour les hardes, de ne vendre que ce qui ne pourroit pas être gardé sans un dépérissement maniseste, sur-tout si les passagers, comme gens à leur aise & d'un certain état, avoient des hardes & des meubles de prix; parce qu'alors n'y ayant que les officiers qui pourroient les acheter, il seroit trop à craindre qu'ils ne les sissent adjuger à bas prix, & que par-là ils ne devinssent en quelque sorte légataires des désunts, contre l'intention de l'article 3 ci-dessus.

Au pied du mât, sur le tillac, afin que tout l'équipage puisse être témoin de la vente, & être en état de certifier qu'elle a été saite avec sidélité, en lais-

sant à chacun la liberté d'enchérir.

A ces fortes de ventes, ce ne sont guere que les matelots qui se rendent adjudicataires; & c'est presque la teule voie qui leur reste aujourd'hui de contracter des dettes durant le voyage. Toutesois pour concilier ce reste de liberté de s'engager avec la loi nouvelle qui leur en a si utilement & si fagement fait la désense en général, il saut dire que c'est au capitaine à veiller à ce que ceux-là seuls qui peuvent avoir besoin des hardes, soient reçus à se rendre adjudicataires: ce qui dépend de sa prudence combinée avec les intérêts des héritiers du désunt.

Du reste, il doit être tenu un état de chaque article vendu, pour les rapporter tous exactement dans un procès-verbal en sorme; & c'est lui que ce soin regarde, comme représentant l'écrivain qui n'est plus d'usage sur les navires marchands. Lequel procès-verbal de vente, doit, comme il a été dit, être

fait avec les mêmes formalités que l'inventaire.

Et comme il est assez rare que des matelots paient comptant durant le voyage, les hardes qu'ils achetent à ces sortes de vente, le capitaine en doit saire note en marge de chaque article non payé, asin que le montant en soit retenu au retour du navire sur la solde des adjudicataires; consormément à l'article 16 du Réglement de 1739, article qui, joint aux 2 & 3, est une preuve que la faculté de vendre, accordée au capitaine par le présent article de notre Ordonnance, est toujours subsissante.

De cette maniere, le capitaine ne compte en deniers que des autres articles de la vente, au produit desquels le trésorier des invalides doit joindre les sommes qui auront été retenues sur la solde des adjudicataires, & dont le montant

lui aura sur le champ été remis en dépôt, avec le reste.



ARTICLE VIII.

Aisons désenses, à peine de punition exemplaire, à tous Officiers de guerre & de Justice établis dans les Isles & Pays de notre obéissance, de se saisse des effets des mariniers & passagers décédés sur les vaisseaux, & d'en empêcher la disposition ou le transport, sous quelque prétexte que ce soit.

Es défenses n'ont pas été saites par précaution seulement; il n'y avoit que trop d'exemples d'entreprises déjà saites par les officiers de guerre & de justice dans les colonies, sur les essets des gens de mer & des passagers décédés durant les voyages; & la prévarication étoit si commune, que le législateur ne crut pas pouvoir mieux l'arrêter, que par la crainte d'une punition exemplaire, qui emporte nécessairement la slétrissure.

Depuis ce temps-là les plaintes ont été assez rares sur ce sujet. On a pourtant eu à reprocher depuis peu à un Commissaire aux Classes, aux Isses Francoises, la témérité d'avoir obligé un capitaine de lui remettre, tant les essets

que les gages de ceux qui étoient morts sur son navire.

ARTICLE IX.

Es hardes des mariniers & passagers décédés sans héritiers & sans avoir testé, seront employées à faire prier Dieu pour eux: & de leurs autres essets étant sur le vaisseau, il en sera délivré un tiers au Receveur de notre Domaine, un tiers à l'Amiral, & l'autre tiers à l'hôpital du lieu où le navire sera son retour, les dettes du désunt préalablement payées sur le tout.

Es dispositions les plus remarquables de cetarticle ne sont plus en usage depuis que le Roi a fait don aux invalides de la Marine de son droit de déshérence en cette partie, qui consiste dans les deux tiers, l'autre tiers appartenant à M. l'Amiral, en vertu de sa haute Justice. A ce titre, la succession maritime tombée en déshérence auroit dû naturellement être dévolue en entier à l'Amiral, de même que la totalite des effets nausragés & non réclamés; mais comme le Roi est le mûtre de ses dons, que la charge d'Amiral n'a de droits qu'autant qu'il a plu à nos Rois d'y en attribuer, & qu'ainsi la même autorité qui les y avoit annexés, à pu les supprimer, les restreindre ou les modifier, il saut s'en tenir, pour le droit de M. l'Amiral par rapport aux nausrages, à la moitié qui lui a été conservée par l'article 26 du titre concernant cette matiere; & à l'égard des essets des gens morts en mer, au tiers, à quoi son droit en cette partie a été réduit, par le présent article & par les Réglemens postérieurs, renouvellés & consirmés par celui du 23 Août 1739.

Mais aussi ce tiers est acquis à M. l'Amiral en toute succession non réclamée d'un homme mort en mer, sans distinguer s'il est aubain ou regnicole, bâtard ou né en légitime mariage, puisque l'Ordonnance ne distingue point. Par rapport au droit de M. l'Amiral dans les successions des bâtards, il y en a un exemple mémorable, dans le don que M. le Comte de Toulouse sit en l'Abbé de Grancey, premier Aumônier de M. le Duc d'O 39; mais il M. qui lui revenoit dans les essets du Chevalier de Ferriere, capi invalides & tué à la prise de Carthagene, faite par M. de Pointis; lequel Chevaller de la Ferriere étoit strere naturel dudit Abbé de Grancey. Or, ce don supposoit le droit de M. l'Amiral; & du droit de bâtardise au droit d'aubaine, le passage est naturel, puisqu'en cette partie ils dépendent du même principe, c'est-àdire, de la même concession du Roi.

A cela près que le droit de l'Amiral a été conservé, il ne reste plus d'existant de notre article, que ce qu'il contient de consorme au droit commun : savoir, en premier lieu, qu'il n'y a pas d'ouverture à la déshérence lorsque le désunt a laissé des héritiers, ou qu'il a disposé de ses biens par testament, le sisse n'ayant pas droit de faire réduire les dispositions pour demander les réserves coutumieres: & en second lieu, que la déshérence n'a d'esset sur les biens qui y sont sujets, qu'après toutes les dettes payées, suivant l'axiome.

bona non dicuntur nisi deducto are alieno.

Quant aux hardes & habillemens des mariniers ou passagers, dont le produit, par présérence au sisc, devoit être employé à faire prier Dieu pour les désunts, aux termes de cet article, il n'en est plus question depuis long temps; & ce qui a fait abolir cette pratique, c'est que cet emploi ne pouvoit être sait qu'après l'expiration du délai accordé aux héritiers pour réclamer, parce qu'on ne peut pas dire jusques-là qu'iln'y a point d'héritiers. Or, depuis notre Ordonnance, non-seulement le délai d'un an a été prorogé à deux, mais encore il a été décidé que ce délai n'étoit pas satal, & qu'en quelque temps que des héritiers se présentassent, ils devoient être admis à réclamer, suivant les observations, instrà sur l'article 36 du titre des nausrages; au moyen de quoi il n'y a plus eu lieu à l'emploi prescrit par cet article.

Pour ce qui est des corps noyés trouvés sur le rivage, l'article 35 du même titre des nausrages, attribue les vêtemens qui seront trouvés sur les cadavres, à ceux qui les auront tirés sur les greves, & qui les auront portés au cimetiere; disposition qui n'a jamais reçu d'atteinte, & qui subsiste dans toute sa

force.

Enfin, en ce qui concerne le partage des effets non réclamés, dont un tiers étoit dévolu par cet article à l'hôpital général du lieu, dès l'année 1712, cette disposition sur changée: le Roi, par son Edit du mois de Décembre de la même année, ayant sait don aux invalides de la Marine, comme méritant encore plus de saveur que les hôpitaux, non-seulement de ce tiers, mais encore de l'autre tiers qu'il avoit réservé au prosit de son domaine, & ce nouvel arrangement ayant été consirmé, tant par un autre Edit du mois de Juillet 1720, que par une Déclaration du 30 Décembre suivant; & par un autre du 12 Juillet 1722, l'a encore été de nouveau par le dernier Réglement intervenusur ce sujet, en date du 23 Août 1739. De sorte que depuis ce temps-là, les deux Tom. 11.

tiers des effets non réclamés, des gens morts en mer sur les navires durant le cours de leurs voyages, ont constamment été attribués aux invalides, & l'autre tiers à M. l'Amiral, déduction faite sur le tout des dettes & des frais de justice. Voyez suprà l'art. 11, tit. des loyers des matelots.

Aifons ciers de

ARTICLE X.

E partage ci-dessus ordonné ne pourra être fait qu'après l'an & jour, à compter du retour du vaisseau, pendant lequel les essets seront déposés entre les mains d'un bourgeois solvable.

Out cela a encore été changé. Au lieu d'un an seulement que cet article accordoit aux héritiers ou autres intéresses, pour réclamer, à compter du jour du retour du vaisseu, le Réglement de 1739, d'après l'Edit du mois de Juillet 1720, leur a donné deux ans, par les articles 3, 5, 6 & 11. Il y a plus: &, comme il vient d'être observé sur l'article précédent, ce nouveau délai n'est pas même fatal; de sorte que quoique le partage ait été fait après les deux années expirées, sans qu'aucun réclamateur se soit présenté, si dans la suite il en survient dont le droit soit bien sondé, il est admis à l'Amirauté; & sur l'ordonnance rendue en sa faveur, le Ministre de la Marine donne un ordre, au nom du Roi, pour retirer des mains du trésorier des invalides les deux tiers qu'il a touché pour eux, tandis que M. l'Amiral en donne aussi un de son côté à son receveur pour restituer l'autre tiers.

Quand au dépôt des effets, que cet article vouloit qui fût fait pendant le temps de la réclamation, entre les mains d'un bourgeois folvable, c'est aujourd'hui entre les mains du trésorier des invalides, pour les deniers comptans provenans, soit des gages des désunts, soit de la vente de leurs hardes faite sur le navire pendant le voyage, relativement à l'article 7, ci-dessus, & pour les hardes & autres essets restés en nature, au gresse de l'Amirauté. Tel est le nouvel arrangement qui a été pris par le Réglement du 23 Août 1737, art. 2 & 3.

ARTICLE XI.

I les effers délaissés ne peuvent être conservés pendant l'an & jour s'insidimination considérable, ils seront vendus par autorité des Officiers de l'Amirauté, & le prix déposé comme dessus.

L'Est faire le bien de la chose, que de vendre des effets qui ne pourroient être gardés plus long-temps sans les exposer à déperir & à souffrir une diminution considérable de leur valeur. Il étoit donc juste d'autoriser les Officiers de l'Amirauté à en faire la vente en ce cas, pour la conservation des droits des réclamateurs, ou de la succession sujette à tomber en déshérence à

leur défaut. C'est aussi par le même principe d'équité qu'il a également été permis aux Officiers de l'Amirauté de vendre les effets naufragés, sujets à dépérissement, infrà, art. 15, titre des naufrages, qui leur en fait même un de-

voir précisément.

Tout cela étoit renouvellé par le Réglement du 23 Août 1739; mais il y a été enjoint aux Officiers de l'Amirauté d'appeller à ces ventes, soit provisoires ou autres, tant l'officier des classes, que le trésorier des invalides & le receveur de M. l'Amiral, par l'art. 4 du tit. premier, & par l'art. 2 du titre des bris, naufrages & échouemens: ce qui a été observé depuis avec beau-

coup d'exactitude.

Et le prix déposé comme dessus. C'est-à-dire, entre les mains d'un bourgeois solvable indiqué par l'article précédent, pour recevoir le dépôt des effets en nature. Mais comme cela a été changé, ainsi qu'il a été observé sur le même article, & que par le Réglement de 1739 il a été ordonné que les effets seroient déposés à l'avenir au greffe de l'Amirauté; c'est aussi au même greffe que demeurent déposés les deniers provenans de ces ventes provisoires, comme représentans les mêmes effets, jusqu'à ce que les deux années de la réclamation soient expirées. Après quoi, s'il reste des effets qui n'aient pas été vendus, la vente s'en fait avec les mêmes formalités que pour la premiere; & les deniers en provenans font remis par le greffier entre les mains du trésorier des invalides. Ensuite les Officiers de l'Amirauté sont la liquidation du produit de chaque succession des décédés, & dont les esfets n'ont pas été réclamés, en distinguant les objets pour éviter la consusion; ne sût-ce que pour le cas où des réclamateurs se présenteroient dans la suite, puisqu'il n'y a pas de fin de non recevoir à leur opposer pour ne s'être pas présentés dans les deux ans. Sur ce procès-verbal de liquidation, ensemble sur les Ordonnances de délivrance rendues au profit des réclamateurs, le trésorier des invalides sorme les états que par l'article 11 dudit Réglement il est tenu d'envoyer chaque année au Secretaire d'état ayant le département de la Marine.

Tel est le bel ordre qui a été établi à ce sujet, & qui, comme il a été observé

sur l'article 5 ci-dessus, à produit des avantages si considérables.

RÉGLEMENT DU ROI,

Pour la recherche des soldes & produits d'inventaires des gens de mer qui meurent sans tester pendant leurs voyages sur les bâtimens marchands, des effets & hardes des passagers qui meurent sur lesdits bâtimens, & des produits des bris & naufrages, revenant aux invalides de la Marine.

Du 23 Août 1739.

SA MAJESTÉ ayant fait don aux invalides de la Marine, des deux tiers des foldes dues aux gens de mer, & des effets & hardes, tant desdits gens de mer, que des passagers qui

les navires marchands, ensemble de la moitié des bris & naufrages lorsque lesdits effets, hardes, bris & naufrages ne font point réclamés, ainsi qu'il est porté par les Edits du mois de Décemmeurent sans tester pendant leurs voyages sur bre 1712, Juillet 1720, & par la Déclaration du

K kk ii

30 Décembre suivant, & celle du 12 Juillet 1722, concernant lessits invalides: & voulant Sa Majesté que le recouvrement du produit de ces soldes, estets & hardes, & autres dons faits aux invalides soit sait exactement par ceux qui en sont chargés, Sa Majesté a résolu le présent Réglement qu'Elle veut être exécuté ainsi qu'il suit.

Soldes des gens de mer, & produits d'inventaires desdits gens de mer & passagers morts sur les batimens sans tester.

ARTICLE PREMIER.

Les inventaires des effets & hardes appartenans aux gens de mer & passagers morts sur les vaisseaux ou bâtimens pendant le cours de leurs voyages, seront déposés par les capitaines, officiers, maîtres ou patrons desdits bâtimens, au greffe de l'Amirauté où lesdits bâtimens désarmeront; desquels inventaires il en sera désivré des copies par lesdits capitaines, maîtres ou patrons, aux Commissaires de Marine, ou Officiers des classes, conformément à l'art. 26, titre 6 de l'Edit du mois de Juillet 1720.

II. Le montant de la folde des gens de mer décédés, ensemble le produit de leurs effets & hardes qui auront été vendus dans le cours du voyage, seront remis lors du désarmement aux trésoriers des invalides, comme dépositaires de ces sommes, par les capitaines ou commandans des bâtimens, auxquels il en sera donné une décharge valable au bas du rôle de désarmement du navire: & il ne sera délivré par les Officiers des classes aux capitaines, patrons ou commandans de ces bâtimens, aucun nouveau rôle d'équipage, qu'au préalable ils n'aient satisfait à cet article.

III. Les effets des gens morts en mer, & leurs hardes, quin'auront pas été vendus à bord des vaisseaux ou bâtimens, ensemble ceux des pasfagers morts en mer, seront déposés au greffe de l'Amirauté. Il fera marqué sur ceux de chaque particulier, le nom de celui à qui ils appartenoient, le tolio & le numéro de l'article du registre que le Greffier de l'Amirauté sera obligé de tenir pour ces sortes d'effets; lesquels effets & hardes feront mis en vente lorsqu'il fera jugé nécessaire, de l'avis des Officiers de l'Amirauré, de l'Officier des Classes, & du Receveur de l'Amiral, conjointement. Et à l'égard des effets non sujets à dépérir, ils resteront en dépôt, pour être vendus à l'échéance des deux années, s'il n'y a point de réclamateurs.

IV. La vente de ces hardes & effets sera faite au plus offrant & dernier enchérisseur, par les Officiers de l'Amirauté, conformément à l'art. 11, titre des testamens, de l'Ordonnance de 1681, les Officiers des Classes, le Trésorier des invalides, & le Receveur de l'Amisal, préfens ou duement appellés, dont il fera dressé par les Officiers de l'Amirauté un procès-verbal distingué par les articles, lequel sera signé d'eux & de ceux qui auront été présens à ladite vente. & des acheteurs; dont il sera délivré des copies en forme aux Officiers des Classes, au Trésorier des invalides & au Receveur de l'Amiral : ledit procès-verbal restera dépose au gresse de l'Amirauté, & le Tréforier des invalides fera mention des sommes provenant desdits effets & hardes, lesquelles sommes il portera hors ligne du registre qu'il tiendra à cet effet.

V. A l'égard des frais des procédures qu'il conviendra de faire pour parvenir à la vente des hardes & effets qui n'auront point été réclamés dans les deux années, ainsi que de ceux qui auront été vendus à cause de leur dépérissement, les Officiers de l'Amirauté prendront,

favoir,

Pour les fommes au-deffous de cent livres du produit de ces ventes, le dixieme.

Pour celles depuis cent livres jusqu'à trois cens livres, quinze livres.

Pour celles depuis trois cens livres jusqu'à

mille livres, le vingtieme.

Et pour celles au-dessus de mille livres, & à quelques autres sommes que ces ventes puissent se monter, celle de soixante livres: desquelles sommes le Greffier aura le tiers du total, y compris ses expéditions; & les deux autres tiers seront partagés entre le Lieutenant & le Procureur du Roi, sans que lesdits Officiers puissent, sous quelque prétexte que ce soit, exiger de plus fortes sommes que celles mentionnées au préfent article, à peine de concussion.

VI. Les fommes provenant de la folde des gens de mer décédés, de leurs effets & hardes & de ceux des passagers morts en mer, pourront être réclamées dans le terme de deux années, à compter du jour de l'arrivée des navires dans le port où ils désarmeront, conformément à l'Edit du mois de Juillet 1720.

VII. Les réclamateurs desdites soldes & effets seront tenus de rapporter, à leurs frais, des actes judiciaires pour justifier de leur qualité; & au désaut desdits actes, des certificats en bonne sorme des Juges des lieux de leur demeure; & en cas qu'il n'y ait point de Juge, des certificats des Curés desdits lieux, lesquels

seront visés par l'Officier des classes, s'il y en a, ou légalifés par le Juge de l'endroit le plus

proche.

VIII. Les pieces justificatives de la qualité des héritiers, ensemble les requêtes qui seront par eux présentées aux Officiers de l'Amirauté, afin de main-levée des effets dépofés ou du prix d'iceux, seront communiquées, tant aux Officiers des classes, qu'au Receveur de l'Amiral, pour, sur leurs réponses, être statué par les Ossiciers de l'Amirauté, ainsi qu'il appartiendra.

IX. Lorsque le montant desdites soldes, & la valeur des effets vendus, n'excédera pas en total la somme de cent livres, ceux auxquels la délivrance en sera faite, en donneront seulement leur reçu en marge du registre qui sera tenu par le trésorier des invalides, dans la sorme ci-après prescrite; & s'ils ne savent pas signer, ils ne pourront recevoir qu'en présence du Curé ou de deux notables du lieu, qui certifieront en marge

la délivrance ou le paiement.

X. Lorsque les soldes ou effets réclames excéderont la fomme de cent livres, ils ne pourront être délivrés que sur des quittances passées pardevant notaires, que les trésoriers des invalides garderont pour leur décharge, & dont ils feront mention sur leurs registres, en marge de chaque article, en observant de marquer sur chaque quittance, le folio du registre; & le numéro où cetarticle sera inscrit, afin de faciliter, en cas de besoin, la vérification de chaque

X1. Après les deux années de délai accordées aux réclamateurs des foldes & produits d'inventaires des gens de mer morts pendant leurs voyages, il sera dressé un état à la fin de chaque année, par l'Officier des classes, desdites soldes & produits d'inventaires non réclamés, lequel fera envoyé au Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine; & il sera délivré copie au receveur des droits de l'Amiral, pour recevoir letiers qui lui appartient fur ces foldes & produits d'inventaires non réclamés, duquel tiers le receveur de l'Amiral donnera son reçu au pied dudit état, par ampliation.

Le Tréforier des invalides fera recette des deux autrestiers, au profit des invalides, sur les Ordonnances du Roi qui seront expédiées à cet effet; de laquelle recette il sera fait mention en marge de chaque article de ce registre, & de

la date de cet état.

Il fera fait dans la fuite, au commencement de chaque année, un pareil état de dépouiliement de ce regiltre, tant des parties qui auront éte délivrées aux réclamateurs, que de celles dont le Trésorier des invalides sera resté

dépositaire : cet état contiendra les émargemens des fommes payées aux réclamateurs, & les parties qui n'auront pas été réclamées; il sera pareillement envoyé au Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine, par l'Officier des classes; lequel le certifiera conjointement avec le Procureur du Roi de l'Amirauté, & le Receveur de l'Amiral.

XII. Le Tréforier des invalides de la Marine. dans chaque Amirauté, tiendra à l'avenir un registre des dépôts qui auront été faits desdites foldes & produits d'inventaires non réclamés. dans lesquels ils seront enrégistrés, & des pieces justificatives sur lesquelles la délivrance & le paiement en auront été faits aux réclamateurs, lequel registre sera coté & paraphé par premier & dernier, par le Commissaire de la Marine, ou Commissaire aux Classes, Chef du département: il en donnera communication toutefois & quantes qu'il en sera requis par le Receveur des droits de l'Amiral, qui en pourra prendre copie.

XIII. Il sera écrit sur ledit registre, par ordre de numéro, les noms, surnoms, deineures & qualités de tous les gens de mer qui seront morts pendant leurs voyages; & ce, fur la vérification que les Tréforiers des invalides seront tenus d'en faire sur les rôles d'équipages, au désarmement de chaque navire. Il sera expliqué à chaque article, le nom du navire fur lequel ces gens de mer feront morts, celui du capitaine ou patron, la date & le numéro de l'expédition du rôle d'équipage, celui du défarmement. le temps & le lieu du décès du navigateur, le nombre de mois & de jours qui lui seront dus de la solde, jusqu'au jour de sa mort, la solde qu'il gagnoit par mois, & le montant de ladite solde, lequel sera porté hors ligne de ce registre.

XIV. A l'égard des navigateurs morts au commencement du voyage, auxquels il ne fera point dû de folde, ils seront employés pour mé-

moire seulement, sur ledit registre.

XV. Il fera aussi fait mention dans ledit registre, à l'article de chacun de ces navigateurs morts pendant la campagne, de l'inventaire de leurs effets & hardes, remis par les capitaines. maîtres ou patrons, lesdits inventaires seront numérotés par les officiers des classes, à mesure qu'ils leur feront remis; ils feront communiqués ensuite auxdits trésoriers, & mis en liasse année par année.

XVI. Le tréforier des invalides portera hors ligne fur ledit registre, les sommes qui lui seront remifes par les capitaines, maitres ou patrons provenant de la vente qui aura été faite

faite par les Officiers de l'Amirauté, les Officiers des classes, le Trésorier des invalides, & le Receveur de l'Amiral, présens ou duement appellés.

MARINE.

morts pendant leurs voyages. Lesdits capitaines, maîtres ou patrons donneront une note des gens de mer qui n'auront pas payé lesdites hardes, pour leur en faire la retenue sur leur

à leurs équipages, des hardes des gens de mer

folde, au désarmement du navire.

XVII. Pour exécuter avec exactitude tout ce qui est contenu dans le présent Réglement, & faciliter aux armateurs, aux capitaines, maîtres ou patrons des bâtimens, les paiemens & remises qu'ils doivent faire, les trésoriers des invalides de la Marine seront réguliers à se présenter journellement au bureau des classes du port de leur résidence, pour y faire à l'avenir toutes les recettes, tant des six deniers pour livre sur la solde des équipages des navires marchands, que des soldes des morts & produits de leurs inventaires, & leurs autres opérations concernant leurs sonctions.

Des bris, naufrages & échouemens.

ARTICLE PREMIER.

Les Officiers des Sieges d'Amirauté seront tenus de faire avertir les Officiers des classes, le Trésorier des invalides & le Receveur de l'Amiral, des bris & naufrages & échouemens arrivés sur les côtes de leur ressort, avant de s'y transporter, afin qu'ils en puissent prendre connoissance.

II. En cas que les effets sauvés desdits naufrages, bris & échouements, n'aient pas été réclamés dans l'an & jour de délai accordé aux réclamateurs par l'article 26, tit. 9, du livre 4 de l'Ordonnance du mois d'Août 1681, il sera procédé à la vente de ces effets, qui sera Ill. Le produit de ladite vente sera remis, moitié au Receveur des droits de l'Amiral, & moitié au Trésorier des invalides, les frais de justice préalablement levés.

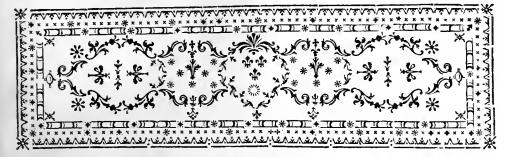
IV. Les Officiers des classes, le Trésorier des invalides & le Receveur des droits de l'Amiral, prendront connoissance desdits esses sauvés: ils s'informeront exactement s'ils ont été réclamés dans l'an & jour, & si la délivrance en a été faite aux réclamateurs; à l'esse de quoi les Officiers de l'Amirauté seront tenus de donner sans frais aux Officiers des classes & au Receveur de l'Amiral, la communication des procèsverbaux, actes & jugemens rendus au sujet desdits réclamateurs.

V. Seront tenus les Officiers des classes d'envoyer au commencement de chaque année, au Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine, un état certifié d'eux du produit desdits effets sauvés des échouemens, bris & naufrages, qui n'auront pas été réclamés dans l'an & jour; lequel état sera aussi envoyé à l'Amiral

par le Receveur de ses droits.

Pour l'exécution du présent Réglement, Mande S. Majesté à M. le Duc de Penthievre, Amiral de France, aux Intendans de la Marine, & Ordonnateurs dans ses ports, aux Intendans départis dans les Colonies Françoises, & à tous autres Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution du présent Réglement. Fait à Versailles le vingt-trois Août mil sept cent trente-neuf, Signé, LOUIS. Et plus bas, PHELYPEAUX.





LIVRE QUATRIEME.

De la Police des Ports, Côtes, Rades & Rivages de la Mer.

TITRE PREMIER.

DES PORTS ET HAVRES.

ES termes ne sont pas absolument synonymes, comme l'a pensé le Commentateur. Le port comprend bien le havre; mais il peut s'érendre plus loin. Tel est, par exemple, celui de la Rochelle. qui ne finit qu'à la Digue; au lieu que le havre est un endroit clos & ferme ordinairement par une chaîne, tel qu'est aussi celui de la Rochelle.

Suivant cette distinction, la définition que la loi 59, ff. de verb. fignif. donne du port en ces termes, portus est conclusus locus quo importantur merces, indè exportantur; est statio conclusa, atque munita, indè angiportum dictum est; con-

vient plus particuliérement au havre.

Tous les ports de mer de l'Aunis sont Royaux, excepté celui d'Esnandes qui appartient au Seigneur du lieu, lequel en conséquence est autorisé à y percevoir les droits réglés par l'Arrêt du Conseil du 8 Août 1730. Il y avoit autrefois le port de ChâtellAillon, dont il ne reste plus de vestiges; & celui de Queue-de-vache ou Marsilly, qui est comblé & abandonné depuis bien des années.

ARTICLE PREMIER.

Es ports & havres seront entretenus dans leur prosondeur & netteté: saisons désenses d'y jetter aucunes immondices, à peine de dix livres d'amende, payable par les maîtres pour leurs valets, même par les peres & meres pour leurs enfans.

T A police des ports & havres est un objet extrêmement important, c'est pourquoi norre Ordonnance y a fait dans ce titre & en plusieurs autres une sérieuse attention. Mais comme il est des ports qui, par leur disposition exigent plus de précautions & de vigilance encore que d'autres; il y a été fait des Réglemens particuliers, qui, antérieurs ou postérieurs à l'Ordonnance, n'en doivent pas moins être exécutés, l'Ordonnance n'ayant nullement entendu déroger aux premiers, mais seulement suppléer ce qui pouvoit y avoir été omis, ni empêcher qu'il sût pris dans la suite d'autres précautions que celles qu'elle avoit indiquées.

Un des premiers soins que l'on doit donner à la conservation d'un port, est de l'entretenir dans sa prosondeur & netteté; sans quoi il se combleroit peu

à p.u. & deviendroit inutile.

C'est bien assez d'avoir à se garantir des vases & du limon que la marée y apporte continuellement, & qu'elle y dépose d'une maniere assez sensible, sans qu'on soit surchargé de la dépense d'en enlever les immondices qui pourroient y être jettées par les particuliers, ou entraînées par les égoûts de la ville.

Par rapport à ce dernier objet, il y a été pourvu par l'article 22 ci-après, & celui-ci a remédié au premier, en faisant désense à quiconque de jetter aucunes immondices dans le havre, à peine de dix livres d'amende, payables même par les maîtres pour leurs domestiques, & par les peres & meres pour leurs enfans; qui avoit déjà été expressément décidé pour le port de la Rochelle, par le Réglement de M. d'Herbigny du 30 Juin 1676, art. 20; & ce qui a été confirmé par l'Ordonnance de 1689, liv. 11, tit. 4, art. 2. M. d'Herbigny, étoit Commissaire nommé par le Roi pour la visite des ports & havres du Ponant, & la réformation des abus glissés dans la marine, &c.

Et parce que si l'on soufiroit près du quai des tas d'ordures, de décombres ou de bourriers, ce seroit une occasion pour les jetter surtivement dans le havre durant la nuit, indépendamment des incidens qui pourroient en procurer la chûte, soit par le passage des voitures, soit par les pluies abondantes; le même article 20 dudit Réglement a étendu les désenses à cet objet, & sous pareilles peines. On trouve les mêmes dispositions dans l'art. 20, aussi du Réglement concernant la police du havre de Saint-Martin de Ré, en date du 19 Juin 1685; lequel Réglement, qui porte le caractere de l'autorité royale, est copie presque mot à mot de celui de M. d'Herbigny.

C'est aussi par le même motif que le Réglement de l'Amirauté de Dunkerque du 23 Décembre 1690, enjoint, art. 13, au maître de quai » de ne pas soussirir » qu'on décharge sur les quais aucunes pierres ou autres choses qui puissent » tomber dans le port, plus près du bord que des dix pieds. » Mais cette précaution est peut-être excessive; il sussit que le maître de quai, au cas que quelques pierres tombent dans le havre, dans le temps de la décharge ou après, ait soin d'avertir qu'on les enleve; & que, sur le resus qui en sera fait, il les

fasse enlever lui-même aux frais des contrevenans.

Pour ce qui est des hourriers & décombres sur le quai, l'article 15 est conforme au Réglement de M. d'Herbigny, & ajoute, qu'en cas de contravention, ceux qui y tomberont seront assignés pour le paiement de l'amende, & pour être condamnés à l'enlévement des bourriers dans les vingt-quatre heures, après lequel délai le maître de quai les sera ôter à leurs dépens.

RÉGLEMENT

Pour la police du quai de la Rochelle.

Du 30 Juin 1676.

TEnri Lambert, Chevalier, Seigneur d'Her-II bigny, Marquis de Thibouville, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes, ordinaire de son Hôtel, Commissaire départi par Sa Majesté, pour la visite des ports & havres des mers du Ponant, & Honoré Lucas, Chevalier, Seigneur du Dumuin & de Courfelles, Conseiller du Roi en ses Conseils, Commissaire départi pour Sa Majesté dans les pays d'Aunis, Gouvernement de la Rochelle, & Isles adjacentes, & Intendant Général de la Marine du Ponant & département de Rochefort; étant nécessaire pour faire cesser les plaintes des négocians par mer, & des maîtres & capitaines de navires, fréquentant le havre de la Rochelle, de pourvoir à la fûreté des vaisseaux dans le basun & des marchandises de leurs cargaitons lors de la charge & décharge sur les quais, en y établissant une bonne police : Nous avons sous le bon plaisir de Sa Majesté fait le Réglement qui fuit.

ARTICLE PREMIER.

Le maître du quai sera tenu de se rendre chaque jour sur le port à l'heure de la marée, & de saire sa ronde chaque nuit sur les quais & cales, à peine de cinquante livres d'amende pour la premiere sois, & de destitution en cas de récidive.

11. Il indiquera aux maîtres de navires, barques & chaloupes, qui entreront au port, les heux destinés pour leurs bâtimens, & les y fera placer vingt-quatre heures au plus tard après leur arrivée.

III. Faisons défense au maître du quai d'avoir aucunes barques, chaloupes ni gabarres sous son nom, ou de personnes interposées & de s'y intéresser directement ou indirectement, à peine de dessitution.

1V. Les bateaux passagers, & les barques chargées de bois à brûler, fruits & autres provisions journalieres seront placés depuis la porte du pont Saint Sauveur jusqu'au poids du Roi.

V. Faisons detente d'amarter dans la place ci-Tom. 11.

dessus aucun grand navire, ni même du côté de la petite rive depuis le pont de St. Sauveur jusqu'à la premiere cale, à peine de cinquante livres d'amende.

VI. Les barques chargées de chaux feront rangées incontinent après leur entrée, fur la petite rive au devant du quai du fieur Berchaud, près le coin qui tourne au canal des aboteaux.

VII. Et pour les grands vaisseaux & les navires chargeans ou déchargeans des marchandises, seront placés du côté de la grande rive, depuis la chaîne jusqu'au quai de la poterie, & du côté de la petite rive depuis la premiere cale, jusqu'au quai du sieur Berchaud.

VIII. Après la décharge des marchandises, les maîtres seront tenus de faire passer leurs vaisseaux derriere les bâtimens en charge, en sorte néanmoins que l'amarrage aux quais & cales soit libre aux vaisseaux qui se présenteront pour faire leur décharge.

1X. Les œuvres de marée, seront données dans le canal du bassin, & les vaisseaux carennés sur les vases du havre, & pour ce, éloignés de quatre brasses au moins de tous autres bâtimens.

X. Tous maîtres & capitaines de navire, placeront leurs bâtimens dans l'ordre ci-dessus, & en cas de resus ou négligence, le maître du quai les y sera mettre à leurs frais, dont exécutoire lui sera délivré sur son affirmation.

XI. Pendant que les navires seront au quai, ils seront amarrés avant & arrière & de bout à cale, à l'effet de quoi seront posés & entretetenus, aux dépens de la ville, des corps morts dans le chenal, avec des anneaux slottans, pour y attacher les amarres.

XII. Faifons défense de Jaisser aucunes ancres, au port dans le chenal, & passage ordinaire des vaisseaux, à peine de cinquante livres d'amende, confiscation desdites ancres, & de réparer par les propriétaires toutes les pertes & dommages qu'ils auront faits & causés.

XIII. Les maîtres de navire qui auront despoudres dans leurs boids, feront tenus sous paseilles peines de les mettre à terre avant çue

L. II

d'entrer dans le havre, & les déposer dans la tour de David Jacob, qui est hors la ville, & de lui payer dix sols par baril pour la garde.

XIV. Les brais & goudrons, pour goudronner les vaisseaux & funins, seront allumés derrière les anciennes murailles, si non dans des gabares ou sur des rats, ou bien dans les bateaux des navires.

XV. Défendons à toutes personnes de petuner dans les vaisseaux étant au quai, & dans le bateau, & d'y porter & allumer du feu de nuit, si non en cas d'urgente nécessité, & en préfence du maître de quai, à peine de vingt-cinq livres d'amende.

XVI. Le seu ne pourra être mis ni laissé aux soutes, que hors la chaîne & à quatre brasses au

moins des autres bâtimens.

XVII. Les marchands commissionnaires, maîtres de navires & autres particuliers, ne pourront laisser sur les quais aucunes ancres, ni cables, canons ni marchandises, telles qu'elles puissent être, pour leur compte ou celui de leurs amis, plus de trois jours après l'entiere décharge; les quels passés, le maitre du quai sera tenn de les faire enlever aux dépens de la chose.

XVIII. Ne seront néanmoins compris dans lesdites marchandises, les bois à brûler, qui sont apportés pour la provision journaliere des habitans, lesquels pourront être exposés en vente tant dans le bord que sur le quai, jusqu'à leur

entier débit.

XIX. Tous les bâtimens qui feront hors d'état de pouvoir jamais naviger, & ceux que les propriétaires voudront faire rompre, feront tirés hors du havre à peine de confication, après trois fommations verbales de la part du maître du quai.

XX. Faisons défense de jetter dans le bassin ou sur les quais, aucunes ordures, fanges, sumiers, boues ou autres immondices; à peine de dix livres d'amende, payable par les maîtres pour les valets & servantes, & par les peres &

meres pour leurs enfans.

XXI. Les maîtres de nevires & tous autres, qui auront besoin de gaba. es, pourront les prendre dans le port, & s'en servir en payant par chacun jour de vingt-quatre heures, ouvrable, vingt sols, ou trente sols en cas que le maître de la gabare l'amene à bord & la ramene.

XXII. Les propriétaires des gabares feront tenus, fous pointe d'amende arbitraire, de les faire marquer des premieres lettres de leurs noms au lieu le plus apparent; & de faire déclaration du nombre, & de la marque de leurs dites gabares au Gresher de l'Amirauté, qui les recevra sans frais.

XXIII. Les maîtres charpentiers & calfateurs ouvriront leurs arteliers, & commenceront leur travail en toutes faifons au lever & les finiront au concher du foleil, & feront payés à raifon de vingt fols par jour pour les ouvrages de charpente, & trente fols pour les œuvres de marée & carenes, dont les apprentifs auront moitié, & ne feront réputés compagnons qu'après deux années de travail en qualité d'apprentifs.

XXIV. Faisons désense auxdits charpentiers & calfateurs d'exiger outres leurs falaires du vin & eau-de-vie, ou autres breuvages, à peine de vingt-cinq livres d'amende, & aux bourgeois deleur en fournir ou payer une plus grande somme que celle ci-dessus par chacun jour sous pareille peine, dont en cas de contravention sera informé à la diligence du maître du quai & aux

frais des contrevenans.

XXV. Lesdits ouvriers ne pourront quitter leurs atteliers, que pour leurs repas qu'ils prendront; savoir, leur déjeuné depuis huit heures jusqu'à neuf, & leurs dinés depuis une heure jusqu'à deux, depuis le premier Avril jusqu'au dernier Octobre; & depuis le premier Novembre jusqu'au dernier Mars: depuis onze heures jusqu'à midi & demi.

XXVI. Leurs faisons défense de travailler pendant les heures destinées pour leurs repas, à d'autres ouvrages que ceux par eux entrepris

à peine de perte de leurs falaires.

XXVII. Enjoignons à tous ceux qui perçoivent des droits de calage, d'entretenir chacun en droit foi leurs quais & cales en bon état, étant garnis de boucles pour l'amarrage des vaisseaux, au maître de quai en cas de négligence de la part des propriétaires, d'y mettre ouvriers à leurs frais, enforte que la descente des marchandises y soit facile, & l'amarrage des vaisseaux assurés.

XXVIII. Prendront les propriétaires des quais & cales, pour la descente des marchandises un sol partonneau, en sournissant les cables & bois, & moitié seulement quand ils ne les sourniront pas; cinq sols pour l'amarrage de chaque barque & navire, & quinze sols par maline en cas de sejour.

XXIX. Enjoignons au meûnier de Maubec d'arrêter fon moulin toutes les fois qu'il en fera requis pour donner les œuvres de marée à quelque vaisseau, à la charge de lui payer pour le dommage, la fomme de six livres par marée.

XXX. Il y aura toujours dans le port de la Rochelle du moins trente pilotes lamaneurs & côtiers, pour conduire les bâtimens venant de la mer aux lieux où ils voudront aller faire leur

charge ou décharge, tant au-dedans qu'au dehots

XXXI. Aucun ne pourra s'immiscer de faire ledit pilotage, qu'il n'ait été examiné par deux des maîtres pilotes côtiers, en présence de quatre des plus anciens capitaines dudit lieu, & des Lieutenant & Procureur du Roi au Siege de l'Amirauté; lesquels recevront cenx qui en seront jugés capables.

XXXII. Sera payé au pilote lamaneut qui conduira un navire en la riviere de Seudre, dix livres, en Charente pareille fomme, aux Balizes du port ou l'Aiguillon fix livres, & pour entrer de Chef-de-Baye un navire dans le havre, un écu; de la Palice quatre livres, & pa-

reille somme pour la sortie.

XXXIII. Faisons défenses aux pilotes & mariniers desdites rivieres de Charente, Seudre & Marans, qui auront amené des bâtimens au pott & rade de la Rochelle d'y en prendre d'autres pour les piloter dans aucun desdits lieux, comme aussi aux pilotes de la Rochelle qui auront conduit quelques bâtimens dans lesdites rivieres, d'y en prendre d'autres pour amener au port & rade de la Rochelle ou ailleurs, sinon en cas de slotte ou de nécessité pressante.

XXXIV. Les pilotes feront leur domicile actuel en cette ville, & feront tenus de se rendre tous les jours à midi au canton des Flamands, pour y recevoir les ordres des maîtres & marchands, tant du lieu que sorains, & étrangers qui y tiennent journellement leurs assemblees, lesquels ils seront tenus de servir quand ils en auront touché les arrhes, à peine de dix livres d'amende.

XXXV. Les égoûts de la ville ayant leur décharge dans le havre, ou dans les canaux y

affluants, feront grillés à fer maillé, aux frais de la ville, & à la diligence du maitre de quai qui aura foin de faire ôter les immondices qui fe trouveront proche lesdites grilles.

XXXVI. Seront aussi mis aux dépens de la ville, des boucles hautes & basses, & en nombre sussifiant, tant le long de l'éperon qui est au dehors de la tour de la chaîne que du réduit de la tour de Saint Nicolas, pour l'amarrage des

vaisseaux de pleine & basse mer.

XXXVII. Faisons désense consormément à la baillette du quatrieme Février 1547, de construire aucune maison, ou autre édifice dans la place appellée le gan, qui demcure libre pour y ranger les pierres, bois & autres grosses marchandises qui se déchargeront à la grande rive, en payant cinq sols par mois pour quinze pieds en quarré, le jour faisant le mois.

XXXVIII. Faifons austi défense de laisser les pieces de bois, & autres semblables denrées éparses en ladite place; avec injonction à ceux à qui elles appartiennent de l'assembler & ranger par piles quinzaine après la sommation verbale qui leur en sera faite par le maître du quai, à peine de 50 liv. d'amende & de confiscation. XXXIX. Le maître du quai fera assigner les

XXXIX. Le maître du quai fera affigner les contrevenans au préfent réglement, pardevant les Officiers de l'Amirauté, pour se voir condamner aux peines & amendes y portées, qui ne

pourront être remises ni modérées.

XL. Enjoignons auxdits Officiers de l'Amirauté de tenir la main à l'exécution dudit réglement, faire leur visite sur le quai & bassin, & veiller à la conduite du maître de quai, à peine d'en répondre en leurs noms.

Fait à la Rochelle le trentieme jour de Juin 1676. Signé, LAMBERT & de Dumuin.

INSTRUCTION

Des Officiers de l'Amirauté de Dunkerque, au Maître de quai de ladite ville,

Du 23 Décembre 1690.

P Remiérement il aura foin de faire ranger & amarrer les vaisseaux dans le port, & veillera à rout ce qui concerne la police d'icelui & des quais, & tera donner les assignations nécessaires à ceux qui contreviendront, par l'huissier visiteur.

II. Il affistera l'huissier visiteur dans ses sonctions, lequel a pareil ordre d'affister le maître de quai, soit pour donner les assignations requises ou arrêter les vaisseaux ou personnes lorsqu'il sera nécessaire.

III. Il aura foin avec beaucoup d'application, qu'il ne se fasse aucun seu sur les quais proche des vaisseaux & ailleurs, que dans les cheminées établies à ces sins sur les quais, & qu'en aucune maniere il ne s'en fasse, soit de nuit ou de jour dans les vaisseaux marchands étant dans le port & dans le canal, soit en sumant,

Lll ii.

en allumant de la chandelle ou autrement, si ce n'est qu'il sût autrement jugé nécessaire, auquel cas il sera toujours présent.

IV. il aura soin de faire ranger les vaisseaux dans le port, de maniere qu'un vaisseau, sitôt

qu'il sera chargé ou déchargé, se retire du quai pour faire place à ceux qui pourront arriver.

V. Il doit savoir que les plus grands vaisseaux doivent saire leur décharge dans les quinze jours ouvrables qu'ils sont à quai, les autres à proportion, & leur chargement au plus dans le mois, quand même ils seroient à cueillette, les autres de même à proportion; après quoi, soit qu'ils soient déchargés ou chargés, il les doit obliger à quitter le quai pour faireplace à d'autres

VI. Si aucun maître ou gardien de vaisseau refuse de lui obéir & de démarrer, il a le ponvoir de couper les cables ou amarres, pourquoi il doit toujours porter une petite hache; mais il observera de ne le faire qu'après avoir au moins averti deux fois les maîtres & gardiens de démarrer; après quoi & leur refus formel ou tacite, il pourra les couper & fera en outre assigner les contrevenans pour l'amende.

VII. Il observera que les propriétaires des vaisseaux qui sont dans le port, y doivent avoir toujours un gardien à peine d'amende, & ainsi lorsqu'il en trouvera sans personne, il doit saire donner assignation aux propriétaires pour y être

condamnés.

VIII. il prendra soin de ne laisser aucun vaisfeau à l'entrée & embouchure du port, qui puisse en boucher le passage, & causer du dommage ou empêchement à ceux qui entrent.

1X. Il aura foin aussi de faire exactement obferver le réglement du port, qui veut que chaque vaisseaux ait toujours sur le pont deux pi-

pes ou barriques remplies d'eau.

X. Il veillera avec grand foin à ce que le leftage & délestage des vailseaux se fassent promptement, sans qu'il en puisse tomber aucune chose dans le port, & que pour cela ceux qui lesteront ou délesteront aient roujours une grande voile qui couvre le quai & le bord du vaisseau.

XI. Il ne fouffrira point que les vaisseaux s'amarrent les uns aux autres, ni ailleurs qu'aux

anne ux & pieux à ce destinés.

XII. Il observera de ne présérer personne pour mettre à quai, que ceux qui auront fait les premiers seur déclaration; tout vaisseau ne pou-

vant décharger anparavant.

XIII. Il ne soustrira point qu'on décharge sur les quais aucunes pierres ni autres choses qui puissent tomber dans le port plus près du bord que de dix pieds; & qu'elles restent sur les quais aussi-bien que toutes autres sortes de marchan-

dises plus de trois jours; & en cas qu'après avoir averti les propriétaires de les ôter, ils ne le sassent pour, il les tera ôter à leurs dépens; & pour le remboursement des frais qu'il aura faits pour cela, il lui sera pourvu par exécutoire, au moyen duquel, partie des marchandises pourra être vendue, & en outre sera assigner les contrevenans pour l'amende.

XIV. Lorsque les vaisseaux déchargeront; il fera observer que les marchandises se déchargent sur le quai de telle maniere que le milieu du quai reste toujours vuide, à pouvoir passer un traîneau, ou un chariot chargé de marchandises; & au cas que cela s'observe autrement par les déchargeurs ou chargeurs, il fera enlever les marchandises aux dépens des propriétaires, & en outre les sera assigner pour l'amende,

XV. Il empêchera qu'on ne laisse ou jette sur les quais aucunes ordures ou décombres, & fera assigner ceux qui y contreviendront pour être condamnés à l'amende, & ce, pendant vingt-quatre heures apres qu'il aura sommé ceux qui les y auront laissées, il les fera ôter à leur dépens.

XVI. Il ne souffrira point que les ancres restent aux côtés des vaisseaux, en sorte qu'elles puissent nuire ou faire dommage aux bordages des quais & autres vaisseaux qui seront à bord d'eux; mais il les sera mettre dans le vaisseau sur le port, & en cas de resus, & après avoir averti deux sois les maîtres & gardieus il les sera assigner pour l'amende.

XVII. Il aura grand foin, si quelques vaisfeaux entrent dans le port, avec des poudres, de les faire débarquer incessamment & sans perte de temps, préférant cela à toutes autres choses & ne soussiria point pour quelques raisons que ce soit, qu'il s'embarque de la poudre dans les

vaisseaux étant dans le port.

XVIII. Il veillera à ce que les pilotes fortent sans perdre de temps du port, lorsqu'il se présentera des vaisseaux pour entrer, & en cas de resus ou de négligence, il en donnera avis.

XIX. Il ne doit laisser fortir aucunes chaloupes pour aller en rade, si ce n'est celles des vaisseaux qui y sont à l'ancre, si les conducteurs n'en ont la permission, & observera d'empêcher que ces chaloupes ne portent aucunes autres personnes que celles de l'équipage, si ce n'est qu'il lui paroisse du passe-port, & lotsqu'il trouvera dans lesdites chaloupes autres personnes que ceux des équipages, & qui n'auront point de passe-port, il les arrêtera avec les chaloupes & conducteurs d'icelles.

XX. Il fera représenter par chacun des maîtres desdits vaisseaux qui voudront sortir, les passe-ports & congés qui leur auront été délivrés, duement enrégistrés, & si lesdits vaisseaux vouloient fortir sans avoir lesdits congés & passeports, ou sans les avoir fait enrégistrer, il les

arrêtera & en donnera avis.

XXI. Il observera de remarquer & rechercher avec foin, fi dans les vaisseaux qui fortent, il n'y a point d'autres personnes que celles mentionnées dans les rôles des équipages, & en cas qu'il en trouve & qui n'aient point de passeport, il les arrêtera & en donnera avis.

XXII. Il fera arrêter tous ceux qu'il trouvera voler dans les vaisseaux, sur le port, ou y faire aucun désordre, & en dressera son procès-

verbal, qu'il remettra au greffe.

XXIII. Il s'informera avec grand soin des exactions qui se pourroient faire dans le port & surle quai, soit à l'égard des pêcheurs, des vaisseaux, lestage & délestage ou autrement; il sera continuellement sur les quais; au moins depuis le temps du jusant jusqu'à ce que la marée soit retirée des deux tiers.

XXIV. Il fera tous les soirs, avant la porte fermante, la ronde & visite sur les quais, & fera éteindre le feu qui pourroit avoir été fait le jour dans les cheminées qui sont sur lesdits

quais.

XXV. S'il étoit nécessaire la nuit, d'aller avec chandelles allumées dans les vaisseaux, il ne le souffrira qu'en sa présence, avant d'en sortir il aura soin de les faire éteindre.

XXVI. Il aura soin tous les soirs en faisant sa ronde de faire fermer les petites maisonnerres étant sur les quais & jettées, où se vend de

l'eau-de-vie ou autre chose, ensorte que personne ne s'y puisse retirer la nuit, & n'en laissera point établir d'autres, non plus que des boutiques, fans permission.

XXVII. Il n'exigera des maîtres des vaifieaux ni des pêcheurs, aucunes marchandifes ni poillons ni autres droits pour son salaire, que ce qui est porté dans le Réglement fait par

M. de Bercy, à peine de concussion.

XXVIII. Il fera observer au surplus la police du port suivant les Réglemens ci-devant faits, & qui pourront être faits à ce sujet par la suite.

XXIX. Il tiendra un registre coté & paraphé, où il écrira tous les jours les noms des maîtres des vaisseaux qui entreront & sortiront, & le nombre d'équipage que chacun d'eux aura, ensemble le nom des passagers, tant de ceux qui débarqueront que de ceux qui auront la per-

mission de s'embarquer.

XXX. Il aura soin de donner tous les jours avis de tout ce qui arrivera sur les quais & dans le port, tant au sujet de l'entrée & sortie des vaisseaux, que des contraventions à la police du port qu'autrement. Fait & arrêté à Dunkerque au parquet Royal du Siege général de l'Amirauté de Flandre, par Nous Jean le Portier, Ecuyer, Seigneur de la Hestray, Conseiller du Roi, Lieutenant-Général de ladite Amirauté, en présence de Me. Charles Costé, Ecuyer, Seigneur de la Motte, Procureur du Roi audic Siege, pour fervir d'instruction à celui qui exercera l'office de maître des quais, le vingt-troisieme jour de Decembre 1690.

ARTICLE 1 I.

TL y aura toujours des matelots à bord des navires étant dans Le port, pour faciliter le passage des vaisseaux entrant & sortant, larguer les amarres, & faire toutes les manœuvres nécessaires, à peine de cinquante livres d'amende contre les maîtres & patrons.

U N capitaine de navire n'est pas toujours obligé de se tenir à son bord ; cela ne lui est enjoint expressément que lorsque son navire est entièrement chargé, & dans les cas marqués sur l'article 8, tit. premier, du liv. 2, ci-dessus; ou lorsqu'il est question de sortir de quelque port, havre ou riviere, suivant l'article 13 du même titre: il s'agit ici des bâtimens étant dans le port.

Mais si la présence du capitaine ou patron n'est pas toujours nécessaire à son bord, il faut du moins qu'il y laisse des matelots pour faciliter le passage des vaisseaux entrant ou sortant, en larguant les amarres, & faisant les manœuvres convenables aux circonstances, & cela sur peine de 50 liv. d'amende ; ce qui s'entend sans espérance de s'en faire indemniser par le propriétaire, parce que c'est là une saute qui lui est personnelle. Et supposé qu'il ait essectivement laissé des matelots à bord qui s'en soient absentés, il demeurera toujours responsable de leur prévarication, & des suites qu'elle a eu, sauf son recours contr'eux. Mais alors, en cas d'insolvabilité de leur part, il sera indemnisé par le propriétaire.

A l'égard des vaisseaux dont l'équipage a été congédié, ils doivent avoir chacun un gardien aux frais des propriétaires; & s'ils manquent d'y en établir, ils font amendables aux termes de l'art. 7 du Réglement de Dunkerque

déjà cité.

Le devoir du gardien est de veiller à la confervation du navire, & des agrêts, apparaux & ustensiles dont la garde lui a été consiée. Il doit aussi, à l'occasion, larguer l'amarre, sur peine de l'amende prononcée sur cet article, comme

représentant alors le capitaine ou patron.

Au fujet des gardiens des navires, Mgr. Rouillé, alors Ministre de la Marine, ayant marqué aux Officiers de l'Amirauté, par sa lettre du 12 Mars 1754, a qu'il étoit informé qu'il y avoit à la Rochelle des armateurs qui n'obter-» voient aucune attention dans le choix des sujets qu'ils établissoient pour magardiens des navires ; qu'il arrivoit quelquefois que l'on destinoit à cette m fonction des particuliers qui n'avoient aucune habitude de la marine, ce » qui étoit susceptible d'abus & d'inconvéniens; que dans ces circonstances » il paroissoit absolument nécessaire pour la confervation des navires, que » les fonctions de gardien ne fussent commises qu'à d'anciens officiers mari-» niers ou matelots, d'autant plutôt qu'ils étoient dans le cas d'être choisis, » par préférence de la part des armateurs qui doivent avec justice se porter » à les favoriser, après avoir profité de leurs services pendant qu'ils étoient » en état de naviger; & que sur tout ceci il convenoit d'en conférer avec » les principaux négocians, afin d'examiner de concert avec eux ce qu'il y » auroit à faire selon ses principes. » Les Officiers de l'Amirauté, après en avoir effectivement conféré avec la Chambre de Commerce, répondirent à Mgr. Rouillé le 31 du même mois, que le réfultat de la conférence avoit été que Mrs. de la Chambre du commerce auroient l'honneur de lui repréfenter qu'il n'étoit point venu à leur connessance qu'aucun armateur eût fait choix pour la garde des navires, d'autres gens que d'anciens marins hors d'état de continuer la navigation, & qu'ils le supplioient de laisser jouir les armateurs , comme par le passé , de la liberté de présérer ceux qui leur paroisfoient plus mériter leur canfiance; qu'ils avoient en effet le principal intérêt, & que le service à tour de rôle, en pareil cas, ne pourroient être que dangereux; que la vie oisive des marins les portant aisément à la crapule, & delà à l'infidélité, ils ne fongeroient guere à s'en défendre s'ils étoient affurés d'être employés comme ceux qui favent éviter ces deux écueils.

Les Officiers de l'Amirauté ajouterent qu'il ne leur avoit jamais été porté de plaintes par rapport à cet usage observé de tout temps, sur le fait des gardiens, quoique ce sût là une matiere de police entiérement de la compétence de l'Amirauté. Sur cette réponse, les choses en sont restées là, &

l'usage a continué.

ARTICLE III.

E pourront les mariniers amarrer leurs vaisseaux qu'aux anneaux & pieux destinés à cet effet, à peine d'amende arbitraire.

Ans tous les ports il y a effectivement des anneaux ou boucles de fer, dans le mur de revêtement du quai. Il y a aussi près du bord du quai des pieux, des canons ou des pattes d'ancres, le tout dessiné pour l'amarrage

des navires & bâtimens de mer.

C'est-là précisément qu'il faut amarrer les vaisseaux, à peine d'amende arbitraire, & le maître de quai ne doit pas soussirir qu'ils soient amarrés ailleurs; c'est-à-dire, qu'ils s'amarrent les uns aux autres, ajoute l'article 11 dudit Réglement de Dunkerque. La raison est que cet amarrage des uns aux autres, n'est d'aucune sûreté, & que les avaries seroient inévitables en cas de vent

forcé ou d'agitation extraordinaire de la mer.

Au port de la Rochelle, tant que ses navires sont à quai, ils doivent être amarrés en avant & arriere, de bout à quai ou à cale, & non en travers pour ne pas occuper inutilement une place bonne pour d'autres. A l'effet duquel amarrage par derriere, il doit y avoir dans le havre des pieux appellés corps morts, entretenus aux dépens de la ville; auxquels corps morts doivent être appliqués des anneaux slottans pour y attacher les amarres. C'est la disposition de l'art. 11 du Réglement de M. d'Herbigny. On conçoit que des navires amarrés de la sorte sont dans la position la plus savorable pour prévenir les chocs & les abordages.

ARTICLE IV.

Es vaisseaux dont les maîtres auront les premiers fait leur rapport, seront les premiers rangés à quai, doù ils seront obligés de se retirer incontinent après leur décharge.

A premiere partie de cet article a pour objet d'empêcher la préférence que le maître de quai pourroit être tenté de donner à quelque capitaine de navire au préjudice des autres. Ainsi rien de plus sage que cette disposition,

qui a été renouvellée par l'article 12 du Réglement de Dunkerque.

Ce ne sont pas pourtant les navires qui seront entrés les premiers dans le havre qui doivent être les premiers rangés à quai : ce sont ceux dont les maîtres auront été les plus diligens à faire leur rapport au greffe de l'Amirauté, parce que comme le déclare ledit art. 12 du Réglement de Dunkerque, ce sont eux qui se sont mis les premiers en état de décharger; n'étant pas permis de mettre aucunes marchandises à terre avant le rapport du greffe.

Cependant au port de la Rochelle, tous bâtimens indistinctement n'ont pas droit de se présenter pour être placés au même quai. La distribution

des quais du havre est faite de maniere, qu'il y en a une partie destinée uniquement pour les bâtimens chargés de bois à brûler, de fruits & autres provisions journalieres; une autre partie pour les barques chargées de chaux, pierres, tuiles & autres matériaux de construction; une autre ensin pour les vaisseaux & grands navires chargeant & déchargent les marchandises. Art. 4.5,6,7 & 10, du Réglement de M. d'Herbigny.

L'art. 2 veut que chaque capitaine ou maître de bâtiment soit placé où il a droit de l'être, 24 heures au plus tard, après son arrivée; & l'art. 10 donne pouvoir au maître de quai de placer de son autorité les maîtres de bâtiment qui resuseront d'occuper les places qu'il leur aura assignées; ce qu'il pourra

faire à leurs frais, dont exécutoire lui sera délivré sur son affirmation.

Au moyen de cette distribution, toute consusson est évitée. Ce n'est pas que lorsqu'il y a quelque place vacante, un bâtiment ne puisse l'occuper, quoique suivant cet arrangement il en seroit naturellement exclus; mais il ne le peut qu'à condition de se retirer aussi-tôt qu'il se présentera un autre na-

vire, ayant le privilege exclusif de se placer à cette partie du quai.

Le reste de notre article auquel se rapporte le quatrieme dudit Réglement de Dunkerque & le 8 dudit Réglement de M. d'Herbigny, suppose comme eux, qu'il y ait d'autres navires prêts à décharger ou à prendre leur chargement, autrement il y auroit de l'humeur à faire retirer sans nécessité un navire, sous prétexte qu'il auroit sait sa décharge, sur-tout s'il ne devoit pas tarder à se mettre en chargement.

Tout cela au reste dépend des circonstances, & en général les dispositions du maître de quai à cet égard doivent être suivies, à les supposer même peu convenables, si on n'a pas le temps d'en porter des plaintes aux Officiers de l'Amirauté pour les arrêter; sauf à s'en plaindre dans la suite. L'ordre de la police exige que l'on obéisse par provision à celui qui a droit de commander, quoique subalterne. Voir pour la surplus ce qui sera observé sur l'art. 2 du tit. suivant.

L'article 5 du Réglement de Dunkerque est remarquable. Il ne donne aux plus grands vaisseaux que 15 jours ouvrables pour faire leur décharge, & qu'un mois pour leur chargement quoiqu'à cueillette; après quoi, qu'ils soient chargés ou dechargés, il veut qu'ils soient obligés de quitter la place à d'autres.

ARTICLE V.

Es maîtres & patrons de navires qui voudront se tenir sur leurs ancres dans les ports, seront obligés d'y attacher hoirin, bouée ou gaviteau pour les marquer, à peine de cinquante livres d'amende, & de réparer tout le dommage qui en arrivera.

Et article est tiré du quinzieme des Jugemens d'Oleron, & des art. 28 & 51 de l'Ordonnance de Wisbuy, à cela près qu'il ajoute l'amende de 50 liv. à l'obligation de réparer le dommage causé par ce manquement; de même que l'art. 8, tit. 4, liv. 11 de l'Ordonnance de 1689.

L'article

L'article 12 du Réglement de M. d'Herbigny, foumet aux mêmes peines, & en outre à la confication des ancres, ceux qui en laisseront au port dans le chenal & passage ordinaire des vaisseaux; ce qui paroît devoir s'entendre avec cette exception, s'il n'y a été laissé un hoirin, bouée ou gavitean, quoiqu'on puisse dire ce semble que ce n'est pas dans le passage ordinaire des vaisseaux qu'il faut jetter lancre. Mais encore il n'est guere moins dangereux de laisser des ancres en rade, & que l'art. 2, tit. 8 ci-après, les capitaines sont exempts de tout blâme, lorsque forcés de quitter leurs ancres, ils y laissent des hoirins, bouées ou gaviteaux; il est naturel d'en dire autant de ceux qui en quittent dans les ports, s'ils usent des mêmes précautions. Et cela paroît devoir soussirir d'autant moins de difficulté, que le présent article permet de se tenir sur ses ancres dans le port; ce qui supposée naturellement que les ancres peuvent porter dans desendroits de passage pour les vaisseaux, & que l'on peut se trouver dans la nécessité de les y abandonner.

Cependant s'il s'agissoit d'une ancre jettée ou laissée dans le chenal du bassin du havre, ou à son entrée entre les deux tours, nul doute qu'il ne fallût appliquer à cette prévarication la rigueur du Réglement de M. d'Herbigny

fans aucune exception.

Du reste, parce que les ancres pourroient causer des avaries si elles étoient laissées aux côtés des navires, l'art. 16 du Réglement de Dunkerque, enjoint au maître de quai de ne pas les souffrir dans cet état, & d'obliger les capitaines de les mettre sur le pont. Mais cette précaution, peut être excessive, qui doit nécessairement géner les opérations pour le chargement & déchargement du navire, paroît ne devoir pas être pratiquée ailleurs. On peut en effet relever les ancres & les placer devant le navire, de maniere qu'elles ne soient pas en termes de causer aucun dommage.

Pour l'obligation de lever son ancre, & le dommage qui peut résulter du resus de la lever, voir les observations sur l'art. 11, tit. des avaries, qui est

le septieme du liv. 3.

ARTICLE VI.

Eux qui auront des poudres dans leurs navires seront tenus aussi à peine de cinquante livres d'amende, de les saire porter à terre incontinent après leur arrivée, sans qu'ils puissent les remettre dans leur vaisseau qu'après qu'il sera sorti du port.

le Réglement de M. d'Herbigny pour la Rochelle a porté son attention plus loin, en ordonnant, art. 13, à tous maîtres de navires qui auront des poudres à bord, de les mettre à terre, avant d'entrer dans le havre, & de les déposer dans une tour indiquée hors de la ville, sous la même peine de 50 livres d'amende.

Depuis plusieurs années, à la Rochelle, on a construit un magasin sur le bord de la mer, vis-à-vis la fameuse digue, dans lequel magasin s'on dépose Tom. II. On a pourtant eu plus d'une fois occasion de se plaindre des contraventions à un Réglement aussi sage; & c'est ainsi que des téméraires ou des étourdis exposent toute une ville aux derniers malheurs, sans que personne aime assez le bien public pour denoncer les prévaricateurs. L'excuse est vaine, c'est mal entendre le précepte de la charité fraternelle. Le Procureur du Roi ayant été informé par hazard en 1741, que le nommé Desnoyers, maître d'allege, avoit charge des poudres dans son allege étant dans le havre, pour les porter à bord du vaisseau l'Alexandre; cette prévarication sut punie d'amende par jugement du 21 Octobre audit an; qui en renouvellant les désenses portées tant par cet article que par le Réglement de M. d'Herbigny, permit au Procureur du Roi de le faire imprimer, lire, publier & afficher par-tout où besoin seroit, ce qui sut exécuté.

Pour la maniere d'en user, lorsque dans les ports de la marine il entre des vaisseaux marchands, dans lesquels il y a des poudres ou de la chaux vive,

voir les art. 4 & 5, tit. premier, liv. 11 de l'Ord. de 1689.

Et pour les précautions à prendre contre la peste au sujet des vaisseaux ou autres hâtimens, soupçonnés de venir d'endroits infectés du mal contagieux. Voir le tit. 2, même liv. 11 de ladite Ord. de 1689.

ARTICLE VII.

Es marchands, facteurs & commissionnaires, ne pourront laiffer sur les quais leurs marchandises plus de trois jours, après lesquels elles seront enlevées à la diligence du maître de quai, où il y en aura d'établi, sinon de nos Procureurs aux Sieges de l'Amirauté, & aux dépens des propriétaires, lesquels seront en outre condamnés en amende arbitraire.

Uelle confusion, & quel embarras pour le commerce, si ceux à qui appartiennent les marchandises débarquées sur les quais, pouvoient les y laisser autant qu'ils le jugeroient à propos.

Il a donc fallu fixer un temps pour en faire l'enlévement, afin de faire place à d'autres marchandifes. Un délai de trois jours a paru suffisant pour cela ; & le Réglement de M. d'Herbigny l'avoit déjà décidé de la sorte art. 17.

Au surplus ce ne sont pas seulement les marchandises, dont il ordonne l'enlévement dans trois jours; il en dit autant des ancres, des canons, des cables & autres choses déposées sur le quai, pour prévenir toute équivoque.

D'un autre côté, l'obligation d'enlever les effets dans le temps, ne regarde pas seulement les propriétaires, les marchands, facteurs & commissionnaires, mais encore les capitaines & maîtres de navires, & généralement tous ceux qui ont la disposition des marchandises, qu'elles leurs appartiennent ou à leurs correspondais.

Mais l'art. 18 contient une exception très-judicieuse, c'est au sujet du bois à

brûler apporté pour la provision journaliere des habitans, qu'il permet d'expoter en vente tant dans la barque que sur le quai jusqu'à l'entier débit.

Tout le reste doit donc être enlevé dans trois jours après la décharge sur le quai; faute de quoi, notre article veut que l'enlévement en soit sait à la diligence du mastre de quai, ou à son désaut à la diligence du Procureur du Roi de l'Amirauté, & cela aux dépens des propriétaires, lesquels seront en outre condamnés en amende arbitraire.

Sur quoi il està observer, que comme c'est ici un fait de police, l'enlévement des marchandises & autres essets ayant resté plus de trois jours sur le quai, peut-être ordonné de plano, par les Officiers de l'Amirauté en faisant leur visite sur le havre, & exécuté sur le champ. L'usage est néanmoins à la Rochelle de ne pas procéder avec cette précipitation, & c'est peut-être une indulgence abusive.

Au lieu de cette exécution provisoire, à l'égard des effets dont les propriétaires ou les commissionnaires sont connus, la pratique est de les affigner de jour à autre à la requête du Procureur du Roi, pour se voir condamner d'en-lever dans trois jours au plus tard, les effets en question, faute de quoi l'enlévement en sera fait à leurs frais, par les soins du maître de quai.

Ce jugement est signifié avec commandement, & faute de satisfaire, le maître de quai fait enlever les marchandises & autres essets. Les frais de l'enlevement sont ensuite réglés, pour le paiement desquels, ainsi que des dépens, il

lui est délivré exécutoire.

Pour ce qui est des essets dont les propriétaires ou commissionnaires ne sont pas connus; l'on fait publier à son de trompe que tous ceux à qui ils appartiennent aient à les faire enlever aussi dans trois jours; après les quels le maître de quai en fera faire l'enlévement aux frais de la chose, des quels frais il lui est pareillement délivré exécutoire. En contéquence sur son requisitoire appuyé par le Procureur du Roi, il lui est permis par une Ordonnance de faire vendre publiquement par un huissier la quantité d'essets nécessaires pour satisfaire aux frais dont il s'agit, & à ceux de la vente.

On s'écartoit sans doute de cette pratique, qui marque un peu trop de condescendance, si l'affluence des navires dans le havre exigeoit que les quais sufsent débarassés plus promptement. Il seroit même à souhaiter que cela arrivât, pour le rétablissement de la regle sans toutes ces sormalités. Je dis de la regle, car notre arricle paroît exclure toute procédure dans ce cas ci : & c'est ce qui résulte encore plus précisément de la disposition de l'article 13 du Réglement de Dunkerque, à moins qu'il ne s'agisse de condamuer les contrevenans à l'amen-

de, ce que nous n'avons encore jamais pratiqué.

Le même motif de débarrasser les quais & d'en rendre le service libre, a dicté aux Officiers de l'Amirauté de Dunkerque l'art. 14 de leur Réglement; suivant lequel le maître de quai doit observer que les marchandises, lors de leur déchargement ou de leur chargement, soient placées sur le quai, de maniere que le milieu du quai reste toujours vuide, à l'effet qu'un traîneau ou un chariot chargé de marchandises, puisse y passer commodément. Si l'on y manque il est autorise alors sans autre formalité à faire enlever les marchandises qui embarrassent le passage, aux frais des propriétaires, lesquels il peut saire assigner en outre, pour l'amende.

M mm ij

Notre article dit tout de même aux dépens des propriétaires, quoiqu'il ait parlé d'abord des marchands, facteurs & commissionnaires; ce qui signifie en général & à tous égards, que c'est toujours la chose qui en répond, que le propriétaire soit connu ou non; & en particulier que le propriétaire étant connu, on peut s'en prendre toujours à lui; sauf son recours contre ses facteurs ou commissionnaires.

Au surplus, on peut attaquer tout de même les facteurs ou commissionnaires en leur nom propre & privé, & les condamnations prononcées contr'eux, s'éxécuteront avec privilege & présérence sur la chose. Cela vérifie la première proportion qui est que dans tous les cas la chose répond toujours des

frais de son enlévement.

Une derniere observation à saire sur cet article est, que quoique ce soit le premier du titre qui parle du maître de quai, les précédens & ceux qui suivent ne sont pas moins du ressort de ses sonctions, puisque tout se rapporte à la police du havre & des quais, dont l'inspection lui est spécialement attribuée par l'article 2 du tit. suivant; sous la direction & l'autorité toutesois des Officiers de l'Amirauté, auxquels il doit communiquer tout ce qui est relatif à cette police, aussi-bien dans les choses qu'il a droit de saire de son propre mouvement que pour celles qu'il ne peut entreprendre sans le concours de leur autorité. A Bordeaux, c'est aux Jurats, à l'exclusion des Officiers de l'Amirauté, qu'appartient la police du port & des quais. V. suprà art. 6, tit. 2 du liv. premier & l'art. 23 ci-après.

ARTICLE VIII.

L y aura dans chacun port & havre des lieux destinés, tant pour travailler aux radoubs & calfats des vaisseaux, que pour goudronner les cordages; à l'effet de quoi les seux nécessaires seront allumés à cent pieds au moins de distance de tous autres bâtimens, & a vingt pieds des quais, à peine de cinquante livres d'amende, & de plus grande en cas de récidive.

L faut joindre à cet article le neuvieme du Réglement de M. d'Herbigny, aux termes duquel les œuvres de marées, dans le port de la Rochelle, doivent être données dans le chenal du bassin, & les vaisseaux doivent être carénés sur les vases du havre à la distance de quatre brasses au moins, de tous autres bâtimens. Il a fallu se contenter d'une aussi petite distance à cause du peu de largeur du havre.

Par rapport aux feux nécessaires pour le brai & le goudron destiné à goudronner les navires & les cordages, l'article 14 porte qu'ils seront allumés ou derrière l'ancienne muraille, ou dans des gabares & bateaux, ou sur des

rats; ce qui s'entend à pareille distance pour le moins.

Enfin l'art. 16 porte, que le seu ne pourra être mis aux soutes que hors du havre, & cela à la même distance des autres bâtimens.

ARTICLE IX.

Es maîtres & propriétaires des navires étant dans les ports où il y a flux & reflux, feront tenus sous mêmes peines d'avoir toujours deux poinçons deau sur le tillac de leur vaisseau, pendant qu'on en chaussera les soutes; & dans les ports d'où la mer ne se retire point, d'être munis des sasses ou pelles creuses propres à tirer l'eau.

Et article auquel est conforme le neuvieme du Réglement de Dunkerque, n'a pas besoin d'explications ni observations. On dira seulement que quoique les propriétaires y soient compris avec leurs capitaines ou maîtres, la peine de la contravention ne doit naturellement tomber néanmoins que sur les maîtres ou capitaines, parce que le soin de prendre ces précautions les regarde directement. A la vérité la condamnation peut porter également contre les propriétaires, comme tenus des saits de leurs capitaines; mais leur recours contre eux ne peut leur être resusé.

ARTICLE X.

L y aura pareillement des places destinées pour les bâtimens en charge, & d'autres pour ceux qui seront déchargés, comme aussi pour rompre & dépecer les vieux bâtimens, & pour en construire de nouveaux.

Indépendamment de la police particuliere au port de la Rochelle, pour la distribution des différentes parties du quai, où les marchandises doivent être déchargées suivant leurs différentes especes, police particuliere remarquée sur l'art. 4 ci-dessus, il faut toujours reconnoître que dans chaque partie du quai, il est de l'ordre que les bâtimens qui y ont fait leur déchargement, se retirent pour saire place aux autres, qui sont en terme d'y décharger aussi, ou d'y prendre leur chargement. Et c'est ce que veut dire la premiere partie de notre article, en exécution duquel, & conformément à l'article 8 du Réglement de M. d'Herbigny, il faut que les maîtres des bâtimens qui auront déchargés leurs marchandises se retirent derrière ceux qui sont en état de charger ou décharger, afin que le commerce conserve son activité.

L'article 5 du Réglement de Dunkerque va même plus loin, comme il a été observé sur ledit art. 4, puisqu'il veut que les bâtimens en charge ou décharge se retirent, après un certain temps, quoiqu'ils n'aient pas achevé leurs opé-

rations.

A l'égard des vaisseaux hors d'état de servir qu'il convient de rompre & dé-

pecer, & des vaisseaux à construire, il est de l'ordre tout de même, commes l'exige notre article, qu'il y ait dans le port des places qui y soient affectées.

Mais à la Rochelle, à cause de la petitesse du port, en égard au nombre de bâtimens qui arrivent, l'article 19 du Réglement de M. d'Herbigny porte, que les vaisseaux hors de service & qu'il sera question de démolir & dépecer, seront à cette sin tirés hors du havre, à peine de confiscation, après trois

fommations verbales de la part du maître de quai.

Il seroit à souhaiter que l'on tînt un pen plus la main à l'exécution de ce Réglement, & que l'on ne se laissat pas amuser quelquesois, par les propriétaires de ces navires, qui tantôt sont entendre que leur dessein est de les faire radouber, & tantôt promettent de les faire sortir du havre; & qui à sorce de répéter ce manege, gagnent tellement du temps, que les navires se remplissent de vases; de maniere que n'étant plus possible de les tirer hors du havre, il y a nécessité de leur permettre de dépecer dans la place qu'ils occupent, à condition néanmoins d'uter de diligence, & d'enlever incessamment les débris conformément à l'article qui suit.

Il est vrai que dans le port de la Rochelle, on ne souffre pas aux quais où se sait habituellement la décharge des marchandises, les navires que l'on désarme & désempare, parce que l'on n'a pas intention de les saire naviger de quelque temps, & qu'alors on les sait passer dans des endroits où ils ne peuvent-nuire à la navigation journaliere; mais le motif du Réglement de M. d'Herbigny a été de préserver le havre des ordures & encombremens qui sont une sont inévitable du dépecement des navires: & cette précaution salutaire est trop intéressante, pour qu'on ne doive pas manquer de saire sortir du havre

tout navire que l'on reconnoît n'être plus bon qu'à dépecer.

On conçoit que lorsqu'on tire un vaisseau hors du havre pour les dépecer; il seut le placer de maniere qu'il ne soit pas sur le passage des navires; encore moins à l'entré du port, & le soin d'y veiller regarde le maître de quai, suivant l'art. 8 du Réglement de Dunkerque.

ARTICLE XI.

Es propriétaires des vieux bâtimens hors d'état de naviger, feront tenus de les rompre, & d'en enlever incessamment les débris, à peine de confiscation & de cinquante livres d'amende, applicable à la réparation des quais, digues & jettées.

E dépecement d'un navire, se faisant dans le port, on ne sauroit y procéder avec trop de diligence, de même qu'à l'enlévement des débris. Tel-

est le sondement de notre article.

Du reste, la confiscation dont il parle n'a pas lieu de plein droit, il faut qu'elle soit prononcée, ce qui ne se peut qu'après des sommations inutiles de pousser les travaux avec vigueur, & sur une assignation donnée à la Requête du Procureur du Roi. Alors il intervient un jugement qui sixe un temps pour la per-

fection du travail, & qui faute par le défendeur de satisfaire, ordonne la con-

fiscation, en prononçant en même temps l'amende de 50 liv.

Si la confiscation ne paroît pas suffisante pour indemniser des fraix qui restent à faire, il n'est pas douteux que le Procureur du Roi, au lieu de la requérir, ne puisse demander qu'il lui soit permis de faire achever l'opération à la diligence du maître de quai & aux frais du désendeur, desquels frais il lui sera délivré exécutoire.

Pour le département des vieux navires des particuliers dans les ports du

Roi, voir l'article 5, tit. 4, liv. 11 de l'Ordonnance de 1689.

ARTICLE XII.

Seront tenus sous pareille peine de cinquante livres d'amende, ceux qui seront des sosses dans les ports pour travailler au radoub de leurs navires, de les remplir vingt-quatre heures après que leurs bâtimens en seront dehors.

A raison de cet article est sensible. Ces sosses seroient capables de saire tomber un navire sur le côté; ce qui ne pourroit arriver qu'il n'en sût considérablement endommagé. Dans ce cas après ce délais sixé par cet article, il y auroit donc lieu aux dommages & intérêts outre l'amende; & quoiqu'il n'en résulte aucun inconvénient, l'amende seroit toujours encourue par le seul fait de la contravention.

ARTICLE XIII.

Njoignons aux maçons & autres employés aux réparations des murailles, digues & jettées des canaux, havres & bassins, d'enlever les décombres, & faire place nette incontinent après les ouvrages sinis, à peine d'amende arbitraire, & d'y être pourvu à leurs frais.

Ela s'entend sans qu'il soit besoin d'explication, & n'est pas susceptible d'observations. L'art. 4, tit. 4, du liv. 11 de l'Ordonnance de 1689, contient une parcille disposition, & sixe l'amende à 100 liv. mais il y est quession des ports de la marine Royale.



ARTICLE XIV.

Aisons désenses à toutes personnes de porter & allumer pendant la nuit du seu dans le navire étant dans les bassins & havres, sinon en cas de nécessité pressante, & en la présence ou par la permission du maître de quai.

Article 4, du tit. suivant, enjoint au maître de quai d'empêcher qu'il soit fait, de jour comme de nuit, aucuns seux dans les navires ancrés ou amarrés dans le port; mais ce n'est que lorsqu'il y aura des vaisseaux du Roi.

Ici qu'il n'est quession que de navires marchands, sans voisinage d'aucun vaisseau du Roi, la désense de porter ou allumer du seu dans les navires étant dans le havre, n'est que pour la nuit; ce qui laisse par conséquent la libérté d'en user autrement le jour; en quoi on peut dire que l'article est un peu en désaut, ne sût-ce qu'à cause que c'est ici une loi générale, & qu'il y a des ports

où le feu est beaucoup plus à craindre qu'en d'autres.

Comme celui de la Rochelle est de ce nombre, à raison de son peu d'étendue, & des vaisseaux qui y arrivent, en telle quantité quelquesois, qu'ils se touchent presque tous; & enfin de ce que la partie la plus fréquentée du quai est bordée de petites boutiques & maisons voisines extrêmement combustibles; c'est la raison pour laquelle il n'a jamais été permis de faire du seu dans les navires étant dans le havre, ni le jour ni la nuit; ça toujours été à terre, dans les endroits destinés à cette sin, qu'on à obligé les maîtres & patrons des bâtimens, de faire bouillir leurs marmites; usage qui a ensin été muni de l'autorité Royale, par l'Ordonnance du 21 Janvier 1722, portant désense à tous maîtres de bâtimens de faire du seu, soit le jour, soit la nuit, à leur bord, dans le port de la Rochelle, à peine de 60 liv. d'amende.

Quant à la faculté d'y porter du feu ou une chandelle allumée, le Réglement de M. d'Herbigny, art. 15, ne le défendoit comme notre article, que pour la nuit, aussi bien que d'y petuner ou sumer la pipe, à moins qu'il n'y eût une nécessité pressante d'y porter du seu; auquel cas même, on ne pouvoit

le faire qu'en présence du maître de quai.

Notre article ajoute, ou parsapermission; Mais le maître de quai seroit extrêmement blamable s'il n'alloit pas au vaisseau où il est nécessaire de dorter du seu, & s'il en sortoit sans avoir eu soin de saire éteindre le seu; c'est aussi ce que porte précisément l'art. 25 du Réglement de l'Amirauté de Dunkerque.

L'article 3, est encore d'une sagesse à devoir le faire adopter par-tout; il charge le maître de quai d'avoir soin, qu'il ne se fasse aucun seu sur les quais, proche des vaisseaux & ailleurs que dans les cheminées établies à ces sins, sur les quais, & qu'en aucune maniere il ne s'en fasse, soit de nuit, soit de pour dans les vaisseaux marchands étant dans le port & dans le canal; soit, en sumant, en allumant de la chandelle ou autrement, si ce n'est qu'il sût, autrement jugé nécessaire, auquel cas il sera toujours présent.,

465

Cela se pratique ainsi à la Rochelle depuis plusieurs années, & les Officiers de l'Amirauté par leur Réglement du premier Février 1729, ont même porté leur attention plus loin, en faisant désenses à tous capitaines & maîtres de navire, tant françois qu'étrangers, d'entrer leurs bâtimens dans le havre avec leurs canons, sussile, pistolets & autres armes à seu, chargées, comme aussi d'y tirer ou saire tirer un coup de canon, sussil, pistolet ni autre arme à seu, sous quelque prétexte & à quelque occasion que ce puisse être, à peine de 500 liv. d'amende pour la premiere sois, & de punition corporelle en cas de récidive, avec injonction aux courtiers d'avertir les capitaines de ces désenses, sur peine d'être privés de leurs sonctions. Tant il est vrai qu'on ne sauroit trop prendre de précaution pour se garantir des terribles accidens du seu. Ce Réglement a eu pourtant aussi un autre motif: savoir, de prévenir les malheurs volontaires ou indélibérés qui pourroient résulter des armes à seu sans désenses.

Le Réglement de Dunkerque, art. 24, a pris aussi une autre précaution non moins sage, en enjoignant au maître de quai de faire tous les soirs, avant la porte sermante, sa ronde & visite sur les quais, & de faire éteindre le seu qui pourroit avoir été sait le jour dans les cheminées établies sur les dits quais.

ORDONNANCE DU ROI,

Pour empêcher qu'il ne soit allumé du feu dans les vaisseaux qui sont dans le Havre;

Du 21 Janvier 1722.

DEPARLEROI.

S A MAJESTÉ étant informée que les navires qui viennent à la Rochelle font obligés de mouiller dans un endroit du port où ils sont fort pressés les uns contre les autres, & qu'ils font du feu à leur bord le jour & la nuir, de maniere que, s'il arrivoit une incendie, ils seroient brûlés: que le vent pourroit porter la slamme aux maisons prochaines, & que la ville courroit risque d'être embrassée. Et Sa Majesté jugeant à propos de renouveller les défentes prescrites par l'Ordonnance de la Marine de 1681, de faire du teu pendant la nuit dans les vaisseaux, & même de pourvoir à une entière sûreté par de plus grandes précautions: Sa Majesté, de l'avis de M. le Duc d'Orléans, Régent, a fait très-

expresses inhibitions & désenses à tous capitaines & maîtres des navires qui mouilleront dans le port & havre de la Rochelle, d'allumer, ni soussir qu'il soit fait par leurs équipages du seu à leur bord pendant le jour ni la nuit, sous quelque prétexte que ce soit, à peine de soixante livres d'amende. Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Comte de Toulouse, Amiral de France, de tenir la main à l'exécution de la présente, qui sera enrégistrée, lue, publiée & affichée par-tout où besoin sera, afin que personne n'en ignore. Fait à Paris le vingt-un Janvier mil sept cent vingt-deux.

Signé, LOUIS. Et plus bas, Fleuriau.



ORDONNANCE DE L'AMIRAUTÉ, DE LA ROCHELLE.

Du premier Février 1729.

L OUIS-ALEXANDRE DE BOURBON, Comte de Toulouse, Amiral de France, A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut : Savoir taisons que, sur ce qui nous a été représenté par le Procureur du Roi, que par les anciennes Ordonnances & les Réglemens de la Marine, rendus au fujet du havre de cette ville, & notamment par le Réglement de M. d'Herbigny, du 50 Juin 1676; il est defendu aux maitres des bâtimens qui arrivent en ces rades, d'entrer dans le port avec leurs poudres, & qu'il leur est enjoint de les décharger & mettre dans le magasin qui leur est indiqué par ce même Réglement, & cela pour prévenir les accidens qui pourroient arriver par le feu; que, quoique par cette disposition il doit être entendu qu'aucun navire ne doit pas non plus entrer dans le havre avec des canons, susils, pistolets, & autres armes à feu chargées, cependant sous prétexte qu'elles n'y font pas nominativement énoncées, il est informé que les maîtres des bâtimens se contentent d'exécuter le Réglement en ce qui concerne la poudre seulement, & qu'ils négligent de faire décharger leurs canons & autres armes à feu, de quoi il a pensé arriver de facheux accidens dans le mois de Janvier dernier, ayant été tiré nombre de coups de fufils & pittolets ; en différentes occasions & sur divers prétextes, qu'il y a eu un coup de susil chargé à balle, qui a donné dans la boutique du nommé Camus, Ferblantier, qui demeure fur le port, & un autre coup de fusil chargé à gros plomb, qui a donné dans la boutique du nommé Ganet, & cela sur les deux heures après midi; que peu s'en est fallu qu'il n'y ait eu des personnes de tuées ; lesquels coups sont sortis des bâtimens qui étoient ou qui font encore dans le havre : à quoi étant nécessaire de remédier pour le bien & la sûreté du public, ledit Procureur du Roi,

A CES CAUSES, requéroit que les anciens Réglemens & Ordonnances rendus à ce sujet, & notamment le Réglement du havre ci-dessus daté, fussent exécuté selon leur forme & teneur, & en y ajoutant qu'il sût fait desenses à tous capitaines de navires & autres bâtimens, tant françois qu'étrangers, d'entrer dans le havre

avec leurs poudres ni avec leurs canons; fusils; pistolets & autres armes à seu chargées; de tirer ou faire tirer pendant qu'ils seront dans le port aucuns coups de susils, pistolets, canons ni autres armes sous quelque prétexte & à quelque occasion que ce soit, à peine de 500 liv. d'amende pour la premiere sois, & de punition corporelle en cas de récidive; qu'il sût même enjoint aux courriers d'en informer les maîtres & capitaines qui seront à leur adresse, & que notre Ordonnance seroit lue, publiée & affichée sur le port & par-tout ailleurs où besoin seroit; asin que personne n'en ignorât.

N Ous, FAISANT DROIT sur le requisitoire du Procureur du Roi, ordonnons que les Ordonnances & Réglemens rendus sur le fait du havre, & notamment celui de M. d'Herbigny, du 30 Juin 1676, seront exécutés selon leur torme & teneur, & en conséquence faisons défenses à tous capitaines & maîtres de navires, barques, & autres bâtimens, tant françois qu'étrangers, d'entrer leurs vaisseaux dans le havre avec leurs poudres & leurs canons, fufils, pistolets & autres armes à fau chargées, de tirer ou faire tirer, étant dans le port, aucuns coups de canons, fusils, pistolets ou autres armes à feu, fous quelque prétexte & à quelque occasion que ce puisse être, à peine de 500 liv. d'amende pour la premiere fois, & de punition corporelle en cas de récidive : enjoignons aux courtiers à qui seront adressés les bâtimens, d'avertir les capitaines qu'ils aient à décharger leurs poudres & toutes leurs armes avant que d'entrer dans le havre, & y étant entré, de n'y faire tirer aucuns coups d'armes à feu, à peine d'être privés de leurs fonctions; ordonné que notre présente Ordonnance sera lue, publiée & affichée, tant sur le port que par-tout ailleurs où besoin sera, exécutée nonobstant opposition ou appellation quelconque, & sans préjudice d'icelle. Fait & donné par nous Nicolas Regnaud, Conseiller du Roi au Siege de l'Amiranté de la Rochelle, la charge de Lieutenant dudit Siege vacante, le premier Février 1729.

Signé, REGNAUD.

ORDONNANCE

De l'Amirauté de la Rochelle.

Du 31 Décembre 1757.

DEPARLEROI.

Ujourd'hui, trente-un Décembre 1757, A a comparu pardevant nous Louis-Théodore Beraudin, Ecuyer, Confeiller du Roi, Lieutenant, Juge ordinaire, civil & criminel, Commissaire-enquêteur, Examinateur & Garde-scel du Siege de l'Amiranté de la ville de la Rochelle, le Procureur du Roi de ce Siege, qui nous a dit que la sûreté des ports & havres a été dans tous les temps un objet qui a paru mériter la plus grande attention; qu'à cet effet il a été jugénécessaire de prendre toutes les précautions convenables pour garantir d'incendie, & les navires étant dans les havres, & les maisons voisines des quais : que c'est dans cet esprit qu'il faut prendre les dispositions des articles 6, 8, 9, 14 & 15, titre premier, & des articles 4 & 5, titre 2 du livre 4 de l'Ordonnance du mois d'Août 1681, que par rapport au havre de cette ville, on a cru devoir user de plus grandes précautions encore, à cause de son peu d'étendue, & que ses quais, du côte sur-tout de la grande rive, sont extrêmement resserrés par le trop grand voifinage des maifons qui le bordent, & dont la plupart ne confissent qu'en échopes & boutiques ou habitations construites de bois & planches simplement, plus exposées par conféquent au danger du feu & à s'embrafer promptement; que ce sont ces motifs qui ont donné lien d'abord au Réglement de M. d'Herbigny, faisant désenses à tous capitaines & autres gens de mer de petuner dans leurs navires, de même que de faire chaufter le brai ou goudron nécessaire pour le carénage de leurs bâtimens, ailleurs que dans les endroits indiqués; ensuite à l'Ordonnance du Roi du 21 Janvier 1722, portant défenfes à tous maitres de bâtiment de faire du feu de jour ou de nuit a leur bord dans ledit havre, à peine de 60 liv. d'amende; & enfin au Réglement de ce Siege du premier Février 1729, qui tait défenses à routes personnes de tirer des coups de sufils ou autres armes à seu, dans les bâtimens étant dans le même havre, que malgré tant. de précautions.

toutes les petites maisons qui bordent la grande rive près la tour de la chaîne, viennent de courir rilque d'être consumées par le seu, danger qui a menacé en même temps tous les vaisseaux du port, au moyen du feu qui a pris avec violence dans une de ces petites maisons, tout près de laquelle étoient les navires qui ne pouvoient s'éloigner, la mer étant basse, & dont le beaupré touchoit presque aux flammes ; que sur l'avis qu'il a eu que le seu a pris à cette maison de bois par l'imprudence qu'a ene un maître de navire d'y faire chauster sa chaudiere de goudron, il se réferve de se pourvoir ainsi que de droit; mais qu'étant informé que plusieurs de ceux qui occupent ces petites maifons faifant face au havre ... font dans l'habitude de recevoir chez eux des maîtres de navires pour y faire chauffer leur goudron & bouillir leur marmite, il estime qu'il convient de rendre, sans perte de temps, une Ordonnance qui puisse réprimer de pareils abus, & prévenir de nouveaux accidens : en conféquence requiert le Procureur du Roi, qu'il nousplaise, en conformité du Réglement de M. d'Herbigny, & de l'Ordonnance de la Marine du mois d'Août 1681, faire défenfes à tous maîtres de navires, gens de leur équipage & toutes autres personnes, de faire chaufter du braiou goudron ailleurs que dans les endroits permis ou autres qui seront indiqués par le maître des quais ; désendre pareillement à tous propriétaires & locataires de bontiques & mailons voifines des quais & y faifant face, de fouffrir qu'on y en fasse chauster, sous quelque prétexte que ce foit, ni toute autre mariere sujette à s'enflammer subitement; le tout à peine de soixante livres d'amende contre les uns ou les autres, pour la premiere fois, & de plus grande en cas de récidive, même d'être pourfuivis extraordinairement; comme aussi faire defenses aux propriétaires & locataires des échopes & maisons de bois voisines des quais, de souffrir que les maitres ou patrons de bâtiment y fassent bouillir leur marmite, à moins qu'entre la cheminée

& toute cloison, il n'y ait au moins quatre pieds de diffance, & encore à la charge de veiller au feu durant tout le remps que la marmite y fera, fur peine de pareille amende, & de répondre de tous les accidens : lequel feu au furplus ne pourra être allume que le jour, & demeurera interdit la nuit; à l'effet de quoi le maître de quai fera autorilé, en failant la ronde lur le port, à fe faire ouvrir les portes deldires maifons pour en visiter les cheminées, & en cas de contravention, il fera tenud'en faire son rapport pour

y être pourvu.

Sur quoi faifant droit du requisitoire dudit Procureur du Roi, nous avons fait très expresses inhibitions & défenses à tous maîtres ou patrons de navires ou antres bâtimens de mer, aux gens de leurs équipages & à toures autres personnes de faire chausser du brai ou goudron ailleurs que dans les endroits permis par le Réglement de M. d'Herbigny, ou autres emplacemens vagues qui seront indiqués par le maître des quais : défendons pareillement à tous proprietaire & locataires de boutiques & maifons voilines des quais & y faifant face, de fouffrir qu'on y faile chauffer du goudron, fous quelque prétexte que ce loit, ni toute autre matiere sujerte à s'enflammer subitement; le tout à peine de 60 livres d'amende contre les uns & les autres, pour la premiere fois, & de plus

grande en cas de récidive, même d'être pour? fuivis extraordinairement : comme austi faisons défenses aux propriétaires & locaraires des maisons de bois voisines des quais, de souffrir que leidits maîtres de navires & autres gens de mer, y fastent houillir leur marinite, à moins qu'entre la cheminée & toute cloison il n'y ait au moins quatre pieds de distance, & encore à la charge de veiller au feu durant tout le temps que la marmite y sera, int peine de pareille amende & de répondre de tous les accidens, lequel feu au furplus ne pourra être allumé que le jour, & demeurera interdit la nuit; à l'effet de quoi avons autorifé le maître de quai, en faifant sa ronde sur le port, à se faire ouvrir les portes desdites boutiques & mailons pour en visiter les cheminees, & en cas de contravention, lui enjoignons de nous en faire son rapport, pour y être pourvu suivant l'exigence du

Et sera la présente Ordonnance imprimée, lue, publiée & affichée à la diligence dudit. Procureur du Roi, par-tout où besoin sera; afin que personne n'en ignore. Fait & donn é par nous Louis-Théodore Beraudin, Ecnyer, Conseiller du Roi, Lieutenant & Juge susdit, les jours & an que dessus. Signé à la minute, BERAUDIN, GRIFFON, & VALIN,

Procureur du Roi.

ARTICLE

Njoignons très-expressément aux hôteliers, cabaretiers, ven-deurs de tabac, cidre, bierre & eau-de-vie, ayant maisons & cabarets sur les quais, de les sermer avant la nuit; & leur désendons d'y recevoir & d'en laisser sortir qui que ce soit avant le jour, à peine de cinquante livres d'amende, pour la premiere fois, & en cas de récidive d'être expulsés du lieu.

'Article 12 du titre premier, livre 11 de l'Ordonnance du 15 Avril 1689; contient une pareille disposition.

Comme ces hôteliers, cabarctiers & vendeurs d'eau-de-vie ou autres boisfons, font les premiers à attirer & entretenir les mariniers dans la débauche, on ne sauroit les veiller de trop près pour les contenir dans les termes de cet article, par la crainte des peines qu'il prononce contr'eux, & pour y faire condamner ceux qui seroient surpris en contravention.

Et c'est dans cette vue que le Réglement de Dunkerque, art. 26, charge le maître de quai » du soin, en faisant sa ronde tous les soirs, de faire sermer les petites maifonnettes étant sur les quais & jettées, où il se vend de l'eau's de-vie ou autres choses, ensorte que personne n'y puisse s'y retirer la nuit. » Il lui est aussi recommandé » de n'en point laisser établir d'autres, non plus » que des boutiques sans permission: » derniere précaution assez inutile, ces

permissions étant si aisées à obtenir.

Il convient d'observer ici que lorsque ces petits logemens servant de cabarets, ne sont pas établis sur les revers du quai, la manutention de la police réglée par cet article, n'appartient passaux Officiers de l'Amirauté, privativement,
à ceux de la police ordinaire; mais aux uns & aux autres concurremment,
ou par prévention; à la charge de juger néanmoins, & de prononcer les peines en conformité.

ARTICLE XVI.

Elui qui aura dérobé des cordages, ferrailles ou ustensiles des vaisseaux étant dans les ports, sera slétri d'un ser chaud; portant la figure d'une ancre, & banni à perpétuité du heu où il aura commis le délit; & s'il arrive perte du bâtiment ou mort d'homme pour avoir coupé ou volé les cables, il sera puni du dermer supplice.

A facilité qu'il y a de commettre des vols dans les navires étant dans les ports, & de trouver des receleurs des choses dérobées, jointe à la nécessité de pourvoir, autant qu'il est possible, à la sûreté des propriétaires & maîtres des vaisseaux qui entrent dans les havres, justifie la sévérité des peines portées par cet article, & la prévoyance du législateur dans les deux articles qui suivent.

Les hommes en effet sont devenus si mauvais, qu'il n'y a plus que la crainte des peines qui soit capable de les empêcher de commettre le crime; & encore l'espérance de l'impunité par le manque de preuves, rend-t-elle ce frein assez

fouvent inutile.

Cela même exige une attention suivie à découvrir les auteurs & complices des crimes qui troublent la société & déshonorent en même temps l'humanité,

& à leur faire subir sans compassion les peines qu'ils méritent.

Ici, la peine du vol des cordages, ferrailles & ustensiles des vaisseaux étant dans un port, est la slétrissure du coupable avec un ser chaud, & le bannissement à perpétuité du lieu où il aura commis le délit. Et si pour avoir coupé ou volé les cables, il a causé la perte du bâtiment, ou la mort de quelque homme, il doit être puni du dernier supplice. Ita Loccenius, de jure maritimo, lib. 1, cap. 7, n. 12, fol 81. Il en faut dire autant du vol des ancres.

Il n'y a là rien de trop rigoureux: il n'est même pas nécessaire pour encourir la peine capitale, d'avoir coupé ou volé les cables d'un navire étant à l'ancre, il suffit d'en avoir fait autant des simples cordages avec lesquels le navire étoit amarré au quai, si par là le bâtiment étant allé à la dérive, s'est perdu, ou s'il s'est ensuive mort d'homme, puisque la raison est la même & le crime égal.

Quant au simple vol, sans autre suite fâcheuse, la peine prononcée par cet

article sera également encourue, si, au lieu de cordages, serrailles ou ustenfiles des vaisseaux, on a volé des marchandises ou des vituailles, sur le quai ou dans les navire, & soit de jour ou de nuit, sans distinction des gens de mer, d'avec toutes autres personnes, comme charpentiers, portesaix, voituriers, &c.

Mais la matiere étant du grand criminel, il s'agit d'une instruction & d'une procédure en regle, conformément à l'Ordonnance criminelle de 1670, à la

diligence & poursuite du Procureur du Roi.

Cependant l'arrêt des coupables peut être fait sans décret préalable de prise de corps; c'est lorsque le maître de quai les prend sur le fait, il est autorisé alors à les arrêter, de même de ceux qu'il trouve faisant du désordre; à la charge d'en dresser son procès-verbal & de le déposer au gresse, conformément à la sage disposition de l'art. 22 du Réglement de Dunkerque, afin que le Procureur du Roi puisse agir en conséquence & mettre la procédure en regle.

Pour ce qui est du fer chaud portant l'empreinte d'une ancre, au lieu d'une fleur-de-lys ou de toute autre marque, il n'y a rien là de particulier pour le crime dont il s'agit; la même chose se pratique pour tout autre délit maritime.

qui mérite flétriffure.

Notre article ne parle que de la peine corporelle, sans rien dire de la peine civile; mais elle est prononcée par l'art. 5 du tit. des naufrages ci-après, & elle

est du quadruple de la valeur des choses volées, outre la restitution.

Il y faut joindre la réparation de tout le dommage qui s'en est ensuivi; maisnon un double, comme l'ordonne l'article premier des Loix Rhodiennes en cestermes: Si navis in portum vellitus adpellat, & anchoris spoliata suerit, suerecomprehenso & consesso, lex eum tormentis subjici jubet, ac damnum quod indeaccidit, induplum sarcire.

L'article 2 assujettit à la même peine du double & paraction solidaire, l'armateur ou le capitaine du navire qui a consenti au vol fait par les gens de l'équipage; & cela qu'il s'agisse d'un vol d'ancres ou simplement d'ustensiles du navire, du nombre de ceux qui lui sont nécessaires ou utiles, tels que sont les

cordages, les voiles, &c.

Et s'il s'agit d'un vol fait aux marchands chargeurs par l'ordre du capitaine,, l'art. 3, en le foumettant tout de même au paiement du double de la valeur, veut que le matelot, coupable pour lui avoir obéi en cela, reçoive cent coups de verges: nauta verò qui furtum commissit, centum plagas suste verberatus accipiat. Et si ce matelot a fait le vol de son propre mouvement, l'article ajoute acriter tormentis subjicitur, maximè si aurum surreptum erit, & rem spoliator

restituito.

Les proportions sont assez mal gardées dans la distribution de ces peines ; celles que prononce notre Ordonnance sont plus régulieres & plus unisormes. Du reste, nul doute qu'elles ne soient communes à tous les complices du vol, avec action solidaire; mais hors le cas de complicité, en ce qui concerne même la restitution & la réparation du dommage, le capitaine n'en sera tenu par action civile, comme responsable des saits de ses gens, qu'autant que le vol aura été sait à bord, ou qu'ayant été sait ailleurs & en ayant eu connoissance, il n'aura pas sait ce qui aura dépendu de lui pour saire rendre & restituer les choses volées.

De même du propriétaire ou armateur du navire, à l'égard du vol commis par le maître ou par ses gens, à moins qu'il n'ait profité de la chose volée; au quel cas il en rendra la valeur quoiqu'il n'ait pas eu connoissance du crime.

La garantie, soit de l'armateur, soit du capitaine, ne s'étend pas au delà en pareil cas, attendu qu'il s'agit d'un délit; ce seroit autre chose s'il n'ésoit question que d'un sait simple d'enlévement sans dessein de vol. Par exemple, si le capitaine ou ses gens s'emparoient de la chaloupe d'un autre navire, soit pour en avoir besoin ou pour leur plaisir simplement, alors le capitaine & le propriétaire répondroient, non-seulement de la valeur de la chaloupe si elle venoit à périr, ou du dommage qu'elle essuieroit, quoique le maître du navire & de la chaloupe eût consenti, sans rétribution, que l'on s'en servit, mais encore de tous ses dommages & intérêts, si l'on s'en sût emparé à son lusu. La raison de différence est qu'en matiere de délit, de crime, il n'y a point de recours & garantie, nisi actione de in rem verso; & que, délit à part, le capitaine répond des saits & des sautes de ses gens, comme le propriétaire ou l'armateur répond des fautes de son capitaine.

Par la Loi Salique, tit. 24, art. 1, 2, 3 & 4, celui qui se servoit de la chaloupe d'un autre, sans son aveu, étoit sujet à une amende de 120 deniers ou 3 sols; celui qui la voloit devoit payer 15 sols d'amende, & si elle étoit volée

dans le navire même, l'amende étoit de 45 sols.

ARTICLE XVII.

Aisons désenses à toutes personnes d'acheter des matelots & compagnons de bateaux, des cordages, ferrailles & autres ustensiles de navire, à peine de punition corporelle.

IL ne s'agit point là des receleurs, qui, étant convaincus, font sujets aux mêmes peines que les voleurs, comme étant leurs complices; mais seulement de ceux qui ne se sont point de scrupule d'acheter des choses qui peuvent avoir été volées, & qu'on doit naturellement soupçonner de l'avoir été; tels que sont des cordages, ferrailles & ustensiles de navires, que des mateloss ou autres mariniers de pareille étosse cherchent à vendre par eux mêmes, ou par

leurs femmes & enfans, & autres personnes interposées.

L'achat de pareilles choses présentées par des gens de cette espece, ne pouvant être que suspect, il étoit juste d'y pourvoir, en assujettissant les acheteurs à la même peine corporelle. Mais comme l'article ne parle que des matelots & compagnons de navires, on ne doit pas l'étendre aux capitaines & autres officiers des vaisseaux, même aux officiers mariniers, parce qu'à leur égard, la présomption est que ces effets leur appartiennent légitimement; de sorte que sans preuve de collusion en pareil cas, il n'y auroit pas lieur d'inquiéter ceux qui auroient acheté d'eux.

Au surplus, s'agissant ici d'une peine corporelle, la procédure ne peut se

faire tout de même qu'à l'extraordinaire par voie d'information.

Quoique sur l'article précédent on ait comparé le vol des marchandises à

celui des cordages, ferrailles & ustensiles des vaisseaux, il ne s'ensuit pas qu'il faille tout de même appliquer le présent article à l'achat des marchandises. La raison est qu'il est assez ordinaire que les matelots aient des marchandises en propre au retour des navires, comme du casé, du sucre, de l'indigo même. Ce ne seroit en tout cas que, eu égard à la quantité, que les acheteurs pourroient être suspects; le tout saus les preuves de collusion.

ARTICLE XVIII.

Aisons aussi desenses, sous mêmes peines, à toutes personnes de faire ou vendre des étoupes de vieux cordages de vaisseaux, si ce n'est par ordre des maîtres ou propriétaires des navires, lesquels pourront seulement débiter celles qui proviendront de leurs bâtimens.

ET article a sa source, de même que le précédent, dans les articles 99 & 100 de l'Ordonnance de 1584. Ce n'est pas comme l'a imaginé le Commentateur, pour observer l'étoupe nécessaire pour calsater les navires & autres bâtimens de mer, que ces désenses ont été saites; car on ne manque-jamais d'étoupe, & le prix n'en varie guere. C'est précisément pour prévenir le vol des cables & autres cordages dont se fait l'étoupe, qu'il a été réglé que-nul ne pourroit saire ou en vendre sans l'aveu des maîtres ou propriétaires des navires; c'est-à-dire, si ceux-ci n'ont livré de vieux cables pour en faire de l'étoupe, & la vendre pour leur compte; ou s'ils n'ont vendu ces cables à quelqu'un pour en saire son prosit. De sorte que lorsque quelqu'un est trouvé saisant ou vendant de l'étoupe, on est sondé à lui demander où il a pris les cables qui ont produit, & qu'il est obligé de déclarer de qui il les a achetés, sauf la vérssication du fait.

Du reste, la fin de notre article ost supersue, si elle signifie seulement que les maîtres ou propriétaires des navires ne pourront vendre d'étoupes que celles provenant des cables à eux appartenans: ou si elle veut dire qu'ils n'en pourront vendre qu'autant qu'elles proviendront des cables de leurs bâtimens, ellen'est pas restechie. Car enfin qui peut les empêcher d'acheter de vieux cables, quoiqu'incapables de servir à leurs navires, s'ils ne leur sont pas vendus par

des matélots.



ARTICLE XIX.

Défendons, à peine de concussion, de lever aucuns droits de coutume; quaiage, balisage, lestage, délestage & ancrage, qu'ils ne soient inscrits dans une pancarte approuvée par les Officiers de l'Amirauté, & affichée dans l'endroit le plus apparent du Port.

Ucuns droits ne peuvent être levés sur le Public, qu'ils ne soient tout

A ensemble pleinement autorisés, & suffisamment connus.

C'est sur ce principe que, par l'article 14, tit. 4, liv. 1 ci-dessus, concernant le Gressier, il lui est enjoint de mettre, dans le lieu le plus apparent du Gresse, un tableau dans lequel seront écrits les droits de chaque expédition; que, par l'art. 94 de l'Ordonnance du mois de Mars 1584, il a été ordonné qu'il y auroit un tableau placé dans un lieu éminent de chaque Jurisdiction de l'Amirauté, contenant l'énumération des droits maritimes appartenant, tant au Roi qu'aux Seigneurs; & qu'ensin il a été réglé par diverses Ordonnances, entr'autres par celle du mois de Janvier 1629, art. 445, que tous Seigneurs, ayant des droits de péage, coutume ou autres, seroient tenus de les saire inscrire dans des pancartes exposées aux yeux du Public, dans les lieux de la perception de ces mêmes droits.

Le présent article n'ordonne donc rien de nouveau à ce sujet : il saut avouer néanmoins que l'obligation d'exposer la pancarte dans l'endroit le plus apparent du Port n'est pas exactement remplie; mais il y est suppléé, par rapport aux droits de M. l'Amiral, par le tableau qu'on en trouve, tant dans le Bureau de son Receveur, qu'au Greffe de l'Amirauté; &, pour ce qui est des autres droits, par les différens tableaux qu'on en trouve aussi au Greffe de l'Amirauté, de sorte qu'il n'est personne qui ne soit suffisamment instruit, ou à portée de s'instruire des droits qui sont à payer aux différens particuliers à

qui ils sont attribués.

Au port de la Rochelle, les droits de coutume appartenoient ci-devant au Gouverneur des Tours, qui les faisoit percevoir, à titre de serme ou de régie, par le Garde de la chaîne du Port; mais ces droits ont été supprimés par Arrêt du Conseil du 13 Septembre 1754. Ceux de quaiage appartiennent aux particuliers qui entretiennent les quais & cales. Pour les droits de balifage, lestage, délestage & ancrage, ils appartiennent à M. l'Amiral, qui en abandonne une partie aux personnes qu'il prépose pour y veiller. & en faire la recette. Les droits de quais & cales ont été sixés par le Réglement de M. d'Herbigny, du 30 Juin 1676, art. 28, à un sol par tonneau, à condition, par les propriétaires desdits quais & cales, de sournir les bois & cables nécessaires pour la charge & décharge; & à six deniers seulement, lorsqu'ils ne les sourniroient pas; à cinq sols pour l'amarrage de chaque bâtiment, & à quinze sols par maline, en cas de séjour. Réglement dont l'exécution a été expressément renouvellée par Ordonnance de l'Amirauté, du 7 Septembre 1720, Tome 11.

avec défenses aux propriétaires d'exiger de plus grands droits, à peine de cinquante livres d'amende pour la premiere sois, & de plus grande peine en cas de récidive.

ORDONNANCE

De l'Amirauté de la Rochelle.

Pour la perception des Droits des Quais & Cales.

Du 7 Septembre 1720.

DEPARLEROI.

CUR la remontrance à nous faite par le Pro-D cureur du Roi de ce Siege, qu'encore bien qu'il soit dit, par le Réglement fait pour le havre par feu M. d'Herbigny, le 30 Juin 1676, article 28, que les propriétaires des quais & cales ne prendront qu'un fol par tonneau des marchandises qui se déchargeront ou chargeront à leurs quais, en fournissant par eux les bois & cables nécessaires pour la charge & décharge, & moitié lorsqu'ils ne les sourniront pas; cinq sols pour l'amarrage des bâtimens, & quinze sols par maline en cas de féjour: néanmoins il est informé que, depuis quelque temps en-çà, il se glisse un abus dans la perception de ces droits, qui tend à la concussion, en ce que les propriétaires des quais & cales ne fournissent jamais des bois & cables pour les charges & décharges des marchandises; que ce sont d'autres particuliers qui en louent, & que cependant les propriétaires desdits quais & cales se sont payer un sol par tonneau, comme s'ils les avoient fournis; & que, quoiqu'un bâtiment ne reste qu'un jour ou deux à leur quai, ils se sont payer quinze sols, comme s'ils y avoient resté une maline : &, comme c'est une concussion qui ne peut être

foufferte ni tolérée, Nous, FAISANT DROIT fur sa remontrance & requisitoire, nous avons ordonné que le Réglement de M. d'Herbigny cidessus daté, sera exécuté selon fa forme & teneur; ce faisant, avons fait défenses à tous propriétaires des quais & cales du havre de cette Ville, de prendre plus de six deniers par tonneau des marchandises qui se chargeront ou déchargeront à lenr quai, quand ils ne tourniront pas de bois & de cables; &, lorsqu'ils en fourniront, un sol; cinq fols pour l'amarrage de chaque bâtiment, & quinze sols par maline en cas de séjour; défenses à eux d'exiger de plus grands droits, à peine de cinquante livres d'amende pour la premiere tois, & de punition corporelle en cas de récidive: &, afin que personne n'en ignore de notre présente Ordonnance, ordonne qu'elle fera lue, publiée & affichée par-tout où besoin sera, & exécutée nonobstant opposition ou appellation quelconque, & sans préjudice d'icelles. Fait & donné par nous Vincent Bouzitat, Ecuyer, Sieur de Selines, le 7 Septembre 1720. Signé à la minute, BOUZITAT DE SELINES & NECTOUX.



ARTICLE XX.

ES pieux, boucles & anneaux destinés pour l'amarrage des vaisseaux, & les quais construits pour la charge & décharge des marchandises, seront entretenus des deniers communs des villes; & les Maires & Echevins obligés d'y tenir la main, à peine d'en répondre en leur nom.

Ela est bon pour les ports où il n'y a point de droits de quai & cale au prosit des particuliers; car alors c'est à eux à entretenir les quais & cales convenablement, & c'est aussi ce que décide l'article suivant en termes formels.

Si cet entretenement étoit aux frais de la Ville, il n'est pas douteux que les Maires & Echevins ne sussent autorisés à faire percevoir, au profit de la Ville, ces mêmes droits de quais & cales.

ARTICLE XXI.

S Eront néanmoins tenus des réparations & entretien des quais, boucles & anneaux, ceux qui jouissent des droirs de coutume ou quaiage sur les ports & havres, à peine de privation de leurs droits, qui seront appliqués au rétablissement des ruines qui s'y trouveront.

Lest juste que ceux qui retirent un salaire pour l'usage d'une chose destinée au service du Public, d'autrui en un mot, entretiennent cette chose de maniere qu'elle soit utile suivant sa destination: ainsi notre article est de toute équité.

Cela, au reste, avoit déjà été décidé de la sorte par l'article 27 du Réglement de M. d'Herbigny pour le port de la Rochelle, avec injonction au Maître de quai, en cas de négligence de la part des Propriétaires, de réparer & entre-

tenir leurs quais & cales, & d'y mettre des ouvriers à leurs frais.

Notre article dit: A peine de privation de leurs droits, qui seront appliqués au rétablissement des ruines qui s'y trouveront; ce qui, en revenant à peu près au même, est néanmoins plus doux pour les propriétaires; car il ne s'agit pas ici d'une privation absolue & perpétuelle de leurs droits, mais seulement d'une suspension ou privation accidentelle qui ne durera que jusqu'à ce qu'on ait retiré de ces droits de quoi payer le coût des réparations qui auront été faites à leur désaut. Et c'est en cela que leur sort est plus doux, que si l'on mettoit des ouvriers à leurs frais pour saire ces réparations, & qu'aussi-tôt après il sût délivré exécutoire contr'eux du montant de la dépense faite à ce sujet.

Mais tout cela suppose une procédure, n'étant pas naturel qu'ils soient dépouillés, par voie de fait, de la perception de leurs droits. Il est donc ques-

Oooij

tion, lorsqu'ils sont en demeure de saire des réparations, de les appeller à la Requête du Procureur du Roi, après avoir constaté les réparations par un procès-verbal, pour se voir condamner de satisfaire en tel délai qui sera fixé par le Juge, & qui sera plus ou moins bres selon la nature des réparations. Ce Jugement signissé sans qu'il ait eu son esset, il convient de les assigner de nouveau pour voir dire qu'ils seront tenus de saire les réparations dans un autre délai, sinon & à saute de ce saire, qu'il sera permis au Procureur du Roi, & à la diligence du Maître de quai, de les saire saire sa leurs frais; à l'effet de quoi il sera autorisé à saistr les droits de quai & cale à eux appartenans, & d'en saire saire la régie jusqu'à concurrence de ce qui sera nécessaire pour le remboursement du coût des réparations, & pour le paiement des dépens.

S'il arrivoit néanmoins que les réparations fussent si considérables, que le produit des droits qui sont assez modiques, ne sût pas capable d'y sussire de plusieurs années, ce seroit un embarras par la difficulté de trouver quelqu'un qui voulût faire les avances, même avec intérêt. En ee cas, il semble qu'on pourroit faire condamner ces propriétaires de faire les réparations absolument, sur peine de privation pour toujours de leurs droits, dont la réunion se feroit alors au prosit du Corps de Ville, à la charge du rétablissement des lieux, &

de les entretenir à l'avenir, relativement à l'article précédent.

Cela ne seroit pourtant pas sans difficulté: c'est pourquoi, & pour prévenir tout inconvénient à cet égard, il convient que les Officiers de l'Amirauté veillent aux réparations des quais & cales, de maniere à ne pas les laisser grossir, & qu'ainsi le remede puisse être également prompt & facile.

ARTICLE XXII.

Njoignons aux Maires, Echevins, Syndics, Jurats, Capitouls & Consuls des villes dont les égoûts ont leur décharge dans les ports & havres, de les faire incessamment garnir de grilles de fer; & aux Officiers de l'Amirauté d'y tenir la main, à peine d'en répondre en leurs noms.

Ela avoit déjà été ordonné par l'article 7 de l'Arrêt du Conseil du 29 Mars 1670, & en particulier pour le port de la Rochelle, par l'article 35 du Réglement de M. d'Herbigny. Depuis, cela a été aussi consirmé par l'art. 3,

tit. 4, liv. 11, de l'Ordonnance du 15 Avril 1689.

Ces grilles de fer que les Officiers de l'Amirauté sont chargés de faire mettre, aux frais de la Ville, aux égoûts qui ont leur décharge dans le havre, ne doivent s'entendre naturellement que de l'issue de ces égoûts dans le port, & point du tout de leur entrée, qui est dans l'intérieur de la ville, puisque leur

Jurisdiction ne s'y étend pas.

En cette partie, c'est donc à la Police ordinaire de la ville à y pourvoir, & à faire garnir de grilles de ser l'entrée de chaque égoût, parce que, sans cela non-seulement, ce pourroit être une occasion de cacher des meurtres; mais encore ce seroit manquer l'objet de l'Ordonnance, qui est d'empêcher les impmondices de la ville d'entrer dans le havre.

Que serviroit, en effet, que l'issue de l'égoût dans le port sût grillée, si la partie extérieure ne l'étoit pas? Cette grille de l'issue seroit bientôt bouchée, sans autre remede, que de l'enlever pour faire tomber les matieres d'encombrement dans le havre; opération nuisible par elle-même, & qu'il faudroit encore répéter souvent; au lieu qu'en fermant l'entrée de l'égoût par une grille, rien n'est plus facile que de la tenir libre pour l'écoulement des eaux, & d'empêcher que rien ne s'y insinue, capable d'embarrasser le passage.

A Bordeaux, les Officiers de l'Amirauté n'ont pas cette inspection, ni sur aucune autre partie de la police du port; ce sont les Jurats. Voyez supià,

art. 6, tit. 2 du livre premier.

ARTICLE XXIII.

l'Entendons toutesois, par la présente Ordonnance, saire préjudice aux Réglemens particuliers saits pour la police d'aucuns ports, qui se trouveront duement autorisés, ni aux Jurats, Echevins autres Juges qui en auront la connoissance; à l'effet de quoi les Réglemens & les pieces justificatives de leur compétence seront par eux mises entre les mains du Secrétaire d'Etat ayant le département de la Marine, six mois après la publication de la présente Ordonnance; faute de quoi elle sera exécutée, à leur égard, selon sa forme & teneur.

A Insi tous les articles de cette Ordonnance concernant la police des ports ne sont des loix que pour les ports & havres qui n'étoient pas déjà assujettis à des Réglemens particuliers. A l'égard de ceux qui en avoient de ces Réglemens particuliers, notre Ordonnance n'a point entendu y toucher, pourvu que ces Réglemens sussent duement autorisés; du nombre desquels est celui du 30 Juin 1676, fait pour le port de la Rochelle par M. d'Herbigny, Commissaire du Conseil, conjointement avec M. de Muin, Intendant du pays d'Aunis, & des Isles adjacentes.

De forte que, quoique ces Réglemens particuliers aient quelques dispositions contraires à celles de la présente Ordonnance, elles ne doivent pas moins être suivies, comme étant sondées sur des raisons de convenance propres & particulieres à l'état de chaque port; & à plus sorte raison, si elles ne sont qu'ajouter d'autres précautions à celles prises par l'Ordonnance. Mais, par rapport aux objets prévus par l'Ordonnance, sur lesquels ces Réglemens ne se sont pas expliqués, nul doute qu'en cette partie, l'Ordonnance ne doive être exécutée dans ces mêmes ports comme dans les autres, puisqu'à cet égard il

est vrai de dire qu'ils n'ont pas de Réglemens particuliers.

D'un autre côté, comme l'Ordonnance n'a pas pu tout prévoir, rien n'a empêché qu'il n'y ait été suppléé par des Réglemens particuliers, postérieurement saits par les Officiers d'Amirauté. Et ces Réglemens doivent, sans dissiculté, être suivis, dès que, sans avoir rien de contraire à l'Ordonnance, ils

n'ont fait que l'étendre ou l'expliquer; tel qu'est entr'autres le célebre Régle-

ment de l'Amirauté de Dunkerque, du 23 Décembre 1690.

Quant à l'attribution de Jurisdission, le droit de connoître de tout ce qui regarde la police des ports & havres, de même que de tout ce qui a rapport à la navigation & aux contrats maritimes, a de tout temps appartenu si naturellement aux Officiers de l'Amirauté, qu'il est étonnant que, dans quelques ports, il ait pu s'établir un usage contraire en faveur des Jurats, Echevins ou autres Juges.

Cependant c'est ce que le présent article a supposé; & non-seulement il l'a supposé, mais encore il a présumé que cet usage pouvoit être exempt d'usur-pation, comme étant sondé sur des Réglemens & autres titres particuliers.

attributifs de la compétence à d'autres Juges que ceux de l'Amirauté.

Mais aussi, comme cela sormoit une exception contraire à la regle générale; le Législateur, ne voulant approuver cette même exception qu'autant qu'elle se trouveroit légitimement établie ou pleinement autorisée, ordonna que ceux qui prétendoient la conserver & s'y faire maintenir, seroient tenus de mettre dans six mois, entre les mains du Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine, les Réglemens & les pieces justificatives de leur compétence; saute de quoi la présente Ordonnance seroit exécutée selon sa forme & teneur; c'est-à-dire, qu'ils seroient déchus de leur prétendu droit de compétence, sans pouvoir désormais disputer la compétence aux Officiers de l'Amirauté, nonobstant tout usage & toute possession contraire, qu'on ne pourroit regarder, à désaut de titres pour l'appuyer, que comme une usurpation.

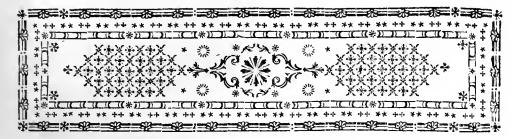
D'où il s'ensuit qu'il n'y a que les Jurats ou autres Juges, maintenus depuis cette Ordonnance dans le droit & possession de connoître de ces sortes de matieres au préjudice des Officiers de l'Amirauté, qui aient essessivement aujourd'hui droit d'en connoître. De sorte que toute nouvelle tentative de la part des Jurats, Maires & Echevins, des Officiers des Eaux & Forêts, & de tous autres Juges, seroit absolument inutile & rejettable, sans autre examen, faute par eux de s'être pourvus, dans le temps sixé par cet article, pour saire

valoir leurs prétentions.

De tous les opposans à l'exécution de cette Ordonnance, les plus considérables, par l'étendue de leurs prétentions, surent les Jurats de Bordeaux. Ils ne se contenterent pas de réclamer toute la police du port; ils demanderent encore à être maintenus dans le droit & possession de connoître du lestage & délestage des vaisseaux; de la vente & achat du poisson dans les bateaux & sur les greves; des corps noyés, & des crimes commis sur le port & dépendances; de faire les sonctions de Maître de quai, de recevoir les Maîtres Charpentiers, &c. de veiller à l'entretien des tonnes & balises. Ils formerent ensin diverses autres prétentions, à l'occasion desquelles il intervint un Arrêt du Conseil, du 7 Juillet 1687, qui, en les déboutant de quelques-unes, leur adjugea les autres; au moyen de quoi la Jurisdiction de l'Amirauté, dans le port de Bordeaux, a été fort resservée. Voyez, à ce sujet, suprà, l'article 6, titre 2, liv. 1.

Par rapport au droit de nommer le Maître de quai, la ville de Bordeaux n'est pas la seule où M. l'Amiral n'en jouit pas. Voyez, à ce sujet, l'article x

du titre qui suit.



TITRE II.

DU MAISTRE DE QUAI.

E Maître de quai, pour ce qui appartient à la police, est dans un port de commerce, ce qu'est le Capitaine de port dans un port de Marine Royale & Militaire.

C'est à M. l'Amiral qu'il appartient de donner la commission de Maître de quai, de même que toutes les autres commissions concernant la Marine dans les ports de commerce.

Les Officiers de l'Amirauté ne peuvent y pourvoir que par provision, en attendant la commission de M. l'Amiral, asse que le service n'an souffre pass. Ils en dant la commission de M. l'Amiral, asin que le service n'en sousser pas. Ils en usent aussi de la sorte, même pour les emplois qui ne sont pas de nature à être recherchés, & auxquels, par cette raison, M. l'Amiral ne juge pas à propos de nommer : tels que sont ceux de gardes-côtes, pour veiller à ce qui se passe sur le rivage, & aux essets que la mer y jette, des compteurs de morue, &c. parce qu'ils n'ont droit de délivrer ces fortes de commissions qu'au nom de M. l'Amiral, & en attendant qu'il veuille y pourvoir.

Celle de Maître de quai est trop importante pour être négligée. Ce ne sont pourtant pas les émolumens de cet emploi qui le rend considérable; c'est le pouvoir qui y est attaché, par l'inspection qu'il donne sur tout ce qui regarde la police du port. C'est pourquoi, dans le nombre d'aspirans qui se présentent d'ordinaire pour occuper cette place lorsqu'elle vient à vaquer, il conviendroit que le choix ne fût balancé qu'entre ceux qui, aux connoissances requises pour la remplir avec intelligence, joindroient non-seulement une réputation de probité bien établie, mais encore une certaine aisance de facultés, accompagnées d'une naissance exempte de mépris, ou du moins qui fût rachetée par de longs services dans la navigation; car enfin, en tout poste qui donne droit de commander, il faut rendre le commandement respectable; & le commun des hommes, même parmi le peuple, ne respecte que ceux qu'il estime. Dès qu'il croit avoir des raisons de ne plus estimer, quoiqu'entraîné & subjugué par la crainte des peines, il obéit moins, qu'il ne cede à la nécessité.

Si l'on trouve que ces réflexions sont de trop, étant faites à l'occasion de la place du Maître de quai, on n'aura pas une juste idée de cet emploi, qui, tout subalterne qu'il cst, ne peut être regardé comme méchanique, qu'autant que les fonctions en seront mal remplies. Quoi qu'il en soit, M. l'Amiral a toujours

été jaloux d'y nommer, suivant le pouvoir qui lui en est attribué par l'art. 4 ; tit. 1, liv. 1 ci-dessus, relativement aux Arrêts du Conseil, des 4 Octobre 1650, & 6 Septembre 1661.

ARTICLE PREMIER.

E Maître de quai prêtera serment entre les mains du Lieutenant, & sera enrégistrer sa commission au Gresse de l'Amirauté du lieu de son établissement.

Outes les commissions de Maître de quai, accordées par M. l'Amiral; exigent, de ceux qui les obtiennent, qu'ils soient de bonnes vie & mœurs; qu'ils prosessent la Religion Catholique, Apostolique & Romaine; qu'ils soient âgés de vingt-cinq ans accomplis; qu'ils aient la capacité & l'expérience requises au fait de la Marine; & du reste, conformément à cet article, qu'ils prêtent serment entre les mains du Lieutenant de l'Amirauté, & que leurs commissions soient enrégistrées au Gresse de l'Amirauté du lieu de leur établissement; le tout avant de pouvoir saire aucunes sonctions.

De forte que les pourvus de ces commissions ne peuvent être reçus que sur une information ou attessation de vie & mœurs; sur des preuves, tant de catholicité, que de l'âge de vingt cinq ans accomplis, & sur des certificats de la

capacité & expérience requises.

Il en est de même, après tout, des autres commissions que donne M. l'A-miral, excepté, à l'égard de la preuve de catholicité, les commissions d'interpretes des langues étrangeres, lorsque, dans le lieu, on ne peut pas trouver

d'interpretes catholiques.

Quoique le droit de l'Amiral, de nommer à la place de Maître de quai, fasse partie des plus anciennes prérogatives de sa charge; & que, confirmé par Arrêts du Conseil des 14 Octobre 1650, & 6 Septembre 1661, il ait été expressément renouvellé par la présente Ordonnance, il y a pourtant quelques ports dans lesquels il ne l'exerce pas.

Au Havre-de-Grace, c'est le Gouverneur qui y commet, en conséquence d'une ancienne possession, qui, quoiqu'usurpée dans l'origine, lui a été con-

firmée par Arrêt du Conseil, du 5 Septembre 1686.

A Bayonne, ce sont les Maires & Echevins qui y nomment, en vertu aus A

d'un Arrêt du Conseil, du 7 Juillet 1687.

Par un autre Arrêt du même jour, les Jurats de Bordeaux ont pareillement été confirmés & maintenus dans la possession où ils étoient de saire par eux-mêmes les sonctions du Maître de quai, de même que dans la jouissance de plusieurs autres droits qui appartiennent naturellement à M. l'Amiral ou à la Juris-diction de l'Amirauté. Sur quoi voir l'art. 6, tit. 2 du liv. premier ci-dessus.

A leur exemple, les Echevins de la ville de Rouen, ayant prétendu faire valoir la possession où ils s'étoient mis, de commettre un Officier pour avoir soin de la police des quais, auquel Officier ils donnoient la qualité de Superviseur; &, en consequence, s'étant opposés à ce que le sieur François Stal-

kener.

kener, pourvu par M. le Comte de Toulouse de la commission de maître de quai à Rouen, en exerçât les fonctions, ils n'eurent pas le même succès. Par autre Arrêt du Conseil du 5 Février 1691, il sut ordonné que ledit Stalkener jouiroit de la charge de maître de quai dont il avoit été pourvu par M. l'Amiral; en conséquence qu'il en feroit toutes les sonctions sans aucune exception, avec désenses aux dits Echevins & à tous autres de le troubler, à peine de tous dépens dommages & intérêts.

S'il est quelques autres ports où M. l'Amiral ne jouisse pas de cette prérogative, ce ne peut être qu'en vertu de quelque exception portant l'empreinte de l'autorité royale. L'usage seul ne seroit pas capable de le priver d'un droit inhérent à sa charge, & d'autant moins sujet à prescription, que tous les droits de cette importante charge sont royaux, & comme tels ne peuvent être possédés légitimement qu'en vertu d'une concession du Roi bien justissée, ou du

moins raisonnablement présumée.

Ceci reçoit son application à tous les autres attributs de l'office d'Amiral.

ARTICLE 11.

I L aura soin de saire ranger & amarrer les vaisseaux dans le port; veillera à tout ce qui concerne la police des quais, ports & havres, & seta donner pour raison de ce toutes assignations nécessaires.

Ne des fonctions du maître de quai, est de faire ranger & amarrer les vaisseaux dans le port, parce que cela concerne spécialement la police des quais, à laquelle il est chargé de veiller. C'est aussi la disposition de l'ar-

ticle premier du Réglement de Dunkerque.

On conçoit en effet quelle confusion ce seroit, & le trouble qui en pourroit résulter, si les capitaines ou conducteurs des navires étoient les maîtres de se placer en tel endroit du port ou du quai qu'ils jugeroient à propres de choisir; ou si, une sois placés, il leur étoit libre toujours de garder la même place.

D'un autre côté, si les vaisseaux n'étoient pas amarrés convenablement, à chaque marée ils se heurteroient & se causeroient des avaries les uns aux autres Il falloit donc établir un ordre à ce sujet; & c'est au maître de quai à y

présider.

Mais, parce qu'il pourroit favoriser des capitaines au préjudice des autres, fi la préserence des places cût été laissée absolument à sa disposition, il a été pourvu par l'article 4 du titre précédent; aux termes duquel les vaisseaux dont les maîtres auront les premiers fait leur rapport; c'est-à-dire, se seront présentés les premiers avec la preuve de leur rapport, feront aussi les premiers ranges à quai, pour être plus à portée d'y décharger leurs marchandises; apres quoi ils peuvent être contraints de se retirer pour faire place à d'autres qui ont des marchandises à décharger, sauf à reprendre la même Tom, II.

place où une autre convenable au quai, lorsqu'ils seront en état de prendre

leur chargement pour s'en retourner.

Par cet arrangement chacun est servi à son tour, & le commerce conserve son activité, qui est l'ame de ses opérations. Pour quelques particularités concernant le port de la Rochelle, voir ce qui a été observé sur ledit article 4 du

titre précédent.

Pour ce qui est de l'amarrage, l'article 3 du même tit. précédent, veut qu'il soit sait aux anneaux & pieux destinés à cette sin, à peine d'amende arbitraire; de sorte que, sur l'un ou l'autre objet, il n'est pas libre au maître de quai d'en ordonner autrement; s'il s'en avisoit néanmoins, il saudroit lui obéir provisionnellement, saus à en porter des plaintes aux Officiers de l'Amirauté pour y remédier; car le Commentateur n'y a pas pensé, lorsqu'il a dit que le maître de quai exerçoit la police à l'exclusion des Officiers de l'Amirauté. C'est à ceux-ci spécialement qu'appartient la police du port & des quais; & si le maître de quai l'exerce, ce n'est que sous leur direction: il est à leur égard comme les commissaires de police par rapport au Lieutenant-général de

police.

C'est par une suite de la même erreur que le Commentateur a ajouté, au fujet des assignations à donner pour contravention à la police, qu'elles doivent être données à la Requête du maître de quai, en son nom, & non à la Requête du Procureur du Roi. Il est vrai que de la maniere que notre article est conçu, le maitre de quai paroît autorisé à faire donner les assignations en fon nom; mais il n'est pas douteux qu'il ne soit mieux de les donner à la Requête du Procureur du Roi, après l'en avoir prévenu & en avoir obtenu fon agrément. Aussi, est-ce la pratique constante, parce que le soin de veiller à la manutention de la police le regarde effentiellement ; & ce ne feroit que dans le cas où il refuseroit d'entrer dans les vues du maître de quai, que celuici pourroit, par extraordinaire, se pourvoir en son nom. Autre chose seroit si le maître de quai avoit quelque demande à former pour le paiement de ses droits, ou pour quelque trouble à lui fait dans lexercice de ses fonctions, quoique relatives à l'exercice de la police; alors les affignations devroient effectivement être données à sa Requête & en son nom, sauf au Procureur du Roi, en donnant ses conclusions, à appuyer ou improuver ses demandes.

ARTICLE III.

Era tenu, au défaut du capitaine du port, lorsqu'il y aura de nos vaisseaux dans le havre, de faire les rondes nécessaires autour des bassins, & de coucher toutes les nuits à bord de l'Amiral.

ET article, qui n'a d'application qu'aux ports de Marine Royale où se fait aussi le commerce maritime, est devenu inutile depuis l'Ordonnance du 15 Avril 1689. En esset, le capitaine de port étant représenté en son absence par le Lieutenant, & l'un & l'autre par l'Enseigne, il seroit

difficile que le maître de quai fût dans le cas de faire ce qui est prescrit par cet article; & d'autant plus qu'à supposer que tous ces officiers sussent absens, l'Intendant de la marine ne manqueroit pas de charger quelqu'autre officier de ce soin.

ARTICLE IV.

E Mpêchera qu'il soit fait de jour ou de nuit aucun seu dans les navires, barques & bateaux, & autres bâtimens marchands ancrés ou amarrés dans le port, quand il y aura de nos vaisseaux

L n'est question ici que de l'intérêt des vaisseaux du Roi. En ce qui concerne la police générale à cet égard, tendante à préserver du seu les bâtimens marchands étant dans les ports & havres; il faut recourir à l'art. 14 du titre précédent, ubi vide notata.

On y verra que ce n'est plus seulement par rapport aux vaisseaux du Roi qu'il est désendu de saire aucun seu, de jour comme de nuit, sur les bâtimens

marchands étant dans les ports.

ARTICLE V.

Ndiquera les lieux propres pour chausser les bâtimens, goudronner les cordages, traveiller aux radoubs & calsats, & pour lester & délester les vaisseaux; & il aura soin de poser & entretenir les seux, balises, tonnes ou bouées aux endroits nécessaires, suivant l'usage & la disposition des lieux.

E droit d'indiquer les lieux propres à chauffer les bâtimens, &c. dans le port, est une dépendance naturelle des fonctions du maître de quai, puisque c'est à lui à veiller à ce qu'il ne se fasse du feu dans le havre qu'autant qu'il y a nécessité. Du reste il faut rapprocher de cet article, le huitieme du

titre précédent.

Par rapport au lestage & délestage des vaisseaux, le maître de quai n'indique les lieux pour le faire, qu'autant que M. l'Amiral n'a pas pourvu quelqu'autre d'une commission particuliere pour y veiller, Mais cela n'empêche pas qu'il n'ait inspection sur le délesteur, à l'esset d'avertir les Ossiciers de l'Amirauté des prévarications dont il auroit connoissance. Il y est même obligé par l'article 8 du titre 4 ci-après, sur peine d'en répondre dans son nom, & d'amende arbitraire.

Il est pourtant vrai que cette peine n'a lieu contre lui, qu'autant qu'un autre n'est pas commis au lestage & délestage; & que lorsqu'il y a un commis particulier, c'est celui-là seul que cette peine regarde. Ce qui n'empêche pas, encore une sois, que le maître de quai n'ait droit de se plaindre des contra-

P pp ij

ventions qui peuvent être commises à ce sujet. Au surplus, l'un & l'autre ne peuvent indiquer que les lieux marqués & destinés pour le lestage & délestage. Il ne leur est pas permis d'en indiquer d'autres de leur chef, que les Syndics & Echevins des villes y aient intérêt ou non, relativement à l'art. 2 du titre 4 ci-après, déjà cité. Ce droit n'appartient qu'aux Officiers de l'Amirauté, qui n'en usent, après tout, qu'en prenant l'avis des personnes expérimentées dans ce genre, sur l'echoix des lieux les plus convenables.

Pour la maniere de lester & délester, voir le même titre 4.

Quant au soin de poser & entretenir les seux, balises, &c. de droit il regarde le maître de quai; mais cela dépend de l'usage de chaque port. Ce qui
est généralement observé par-tout, c'est qu'il a inspection sur tous ces objets,
pour avertir les Officiers de l'Amirauté des manquemens des adjudicataires
aux engagemens de leurs adjudications respectives.

Il a déjà été observé qu'à Bordeaux tout ce qui regarde la police du port & les sonctions du maître de quai, appartient aux Jurats, en couséquence de l'Arrêt du Conseil du 7 Juillet 1687, rapporté sur l'art. 6, tit. 2 du liv. pre-

mier ci-dessus.

ARTICLE VI.

UI enjoignons devisiter une fois le mois, & toutes les fois qu'il y aura eu tempête, les passagers ordinaires des vaisseaux, pour reconnoître si les fonds n'ont point changé, & d'en faire son rapport à l'Amirauté, à peine de cinquante livres d'amende pour la premiere sois, & de destitution en cas de récidive.

A même injonction est faite aux pilotes lamaneurs, par l'article 15 du titre qui les concerne, & de donner avis, tant aux Officiers de l'Amirauté qu'au maître de quai, des changemens qu'ils auront remarqués dans les fonds & les passages ordinaires des vaisseaux; de même que des tonnes & balifes qu'ils auront trouvées déplacées. Tout cela en esset est de grande conséquence pour la sûrete de la navigation; mais il est des ports où cela est beaucoup plus intéressant qu'en d'autres, & delà dépend le plus ou le moins de vigilance à cet égard. Toujours est-il vrai que le maître de quai seroit repréhensible & punissable, aux termes de cet article, s'il se rendoit coupable de négligence sur ce point, & qu'il en résultât quelque inconvénient.

En certains ports les passages des vaisseaux seroient toujours les mêmes & ne seroient sujets à aucuns embarras, si des maitres de bâtimens, étrangers sur tout, par avarice & par envie de nuire tout à la fois, ne déposoient pas surtivement à la faveur des ténebres, une partie de leur lest aux approches

de l'entrée du havre ou du canal qui y conduit.

On ne peut douter qu'ils n'en usent de la sorte; & cependant la dissiculté de les convaincre de leur prévarication, les soustrait presque toujours à la riqueur des peines qui y sont attachées.

ARTICLE VII.

L pourra couper, en cas de nécessité, les amarres que les maîtres ou autres étant dans les vaisseaux, resuseront de larguer, après les injonctions verbales qu'il leur en aura faites & réitérées.

Lest des opérations pour la manœuvre des vaisseaux, lorsqu'il s'agit de les faire sortir du port ou de les y ranger, soit pour les placer au quai, soit pour les en éloigner & leur faire prendre place ailleuts; il est, dis-je, des opérations de cette nature qui ne sousser aucun retardement à cause de la marée dont il saut prositer. Et c'est le cas de nécessité dont parle notre article, où le maître de quai est autorisé à enjoindre verbalement à tous ceux qui sont sur les navires dont les autres gênent les opérations, de les larguer, & sur leur resus à couper lui-même ces amarres par voie de fait, & sans aucune sormalité de procédure, attendu la circonstance qui exige célérité.

Il est pouttant vrai qu'une seule injonction ne suffit pas même alors, & que l'article veut qu'elles aient été retirées; mais comme il n'en fixe pas le nom-

bre, le doute reste sur la quantité.

Pour le lever, ce doute, on ne peut mieux faire que d'avoir recours au célebre Réglement fait par l'Amirauté de Dunkerque le 23 Décembre 1690, pour servir d'instruction au maître de quai de ladite ville. L'article 6 porte qu'il pourra couper les cables & amarres qui nuiront à ces opérations, après avoir averti deux sois au moins de les larguer, & qu'il n'y aura pas été satisfait; que le resus ait été formel ou tacite. L'article ajoute qu'il sera en outre assigner les contrevenans pour l'amende; ce qui, quoique rigoureux, paroît juste au

fonds pour maintenir l'ordre & la subordination.

On comprend qu'il résulte de là, par une conséquence nécessaire, que ceux dont les amarres ont ainsi été coupées par leur faute, n'en peuvent demander la valeur en tout ni en partie. Mais si le maître de quai avoit agi sans néces-sité ou avec trop de précipitation, de maniere qu'il sût vérissé par l'audition sommaire des témoins qu'il eût tort, il seroit sans difficulté tenu du paiement du prix des amarres coupées, à dire d'experts: & d'un autre côté, s'il étoit reconnu qu'il n'étoit pas au pouvoir de ceux dont les amarres auroient été coupées d'obéir aux injonctions, par quelqu'embarras servant d'excuse raisonnable, ce seroit le cas de réputer avarie commune la perte des amarres, de la même maniere qu'on en use en fait d'abordage sortuit, ou dont la faute ne peut être imputée à une personne plutôt qu'à une autre.

Les fonctions & les obligations du maître de quai ne sont pas, à beaucoup près, toutes exprimées dans les six derniers articles de ce titre. Comme par l'article 2 il est chargé de tout ce qui concerne la police des quais, il s'ensuit que l'exécution de presque tous les articles du titre précédent le regardent, sinon directement pour quelques-uns, du moins à l'effet d'avertir de leur infraction les Officiers de l'Amiranté. Outre cela il est dénommé dans l'article 16 du tit. suivant, & dans le huitieme du tit. 4, sans compter que tout ce qui

appartient au lestage & délestage des vaisseaux fait partie de ses devoirs, lorsqu'un autre n'est pas chargé de ce soin par une commission particuliere.

Mais notre Ordonnancen'a pas pourvu à tout ce qui le concerne; & comme elle n'a point dérogé, art. 23 du tit. précédent, aux Réglemens antérieurs, duement autorisés, en les supposant même contraire, elle n'a pas empêché non plus qu'il n'en sût ajouté d'autres par des Réglemens postérieurs. Ainsi c'est dans les Réglemens particuliers à chaque port qu'il faut prendre le supplément de l'Ordonnance.

Celui du port de la Rochelle fait par M. d'Herbigny, Commissaire du Confeil, en date du 30 Juin 1676, porte, art. prem. que le maître de quai sera tenu de se rendre chaque jour sur le port à l'heure de la marée, & de faire sa ronde chaque nuit sur les quais & cales, à peine de 50 livres d'amende pour la premiere sois, & de destitution en cas de récidive.

L'article 23 du Réglement de Dunkerque du 23 Décembre 1690, ajoute; qu'il sera continuellement sur les quais, au moins depuis le tiers du jusant jus-

qu'à ce que la marée soit retirée des deux tiers.

Par l'article 3 du Réglement de M. d'Herbigny, il est fait désense au maître de quai d'avoir aucunes barques, chaloupes ni gabarres, sous son nom ou de personnes interposées, & d'y prendre aucun intérêt directement ni indirecte-

ment, à peine de destitution.

Rien de plus sage que cette disposition qui ne se trouve pas néanmoins dans le Réglement de Dunkerque. On s'est contenté de désendre dans l'art. 27 au maître de quai, d'exiger des maîtres de navires & des pêcheurs, aucune marchandise, ni poisson, ni autre chose, pour son salaire, que ce qui lui est attribué par le taris dressé à ce sujet. Désenses qui, quoique de droit, ont été saites tout de même dans le Réglement de l'Amirauté de la Rochelle du 21 Octobre 1730, art. 6, consirmé par Arrêt du Conseil du 7 Septembre 1737, dont il sera parlé dans peu.

Mais d'ailleurs ce Réglement de Dunkerque contient quantité d'articles bien digérés, qui expliquent l'Ordonnance ou qui y ajoutent. Ils ont été adaptés à divers articles du titre précédent; ceux qui n'ont pu y trouver place, sont:

L'article 20, qui ordonne au maître de quai de se faire représenter par chacun des mattres ou patrons des navires qui voudront sortir, les passe-ports & congés qui leur auront été délivrés duement enrégistrés; saute de quoi il doit les arrêter & en donner avis.

L'article 29, qui lui enjoint d'avoir un registre coté & paraphé où il écrira tous les jours les noms des maîtres des vaisseaux qui entreront & sortiront, (ce que l'on trouve tout de même dans le Réglement de l'Amirauté de la Rochelle dudit jour 21 Ostobre 1730, art. 4) & le nombre d'équipage que chacun deux aura, ensemble le nom des passagers, tant de ceux qui débarqueront que de ceux qui auront la permission de s'embarquer.

L'article 30, enfin, lui impose une obligation qui est encore de droit; savoir, d'avertir de tout ce qui arrivera d'intéressant sur les quais & dans le port, & des contraventions à la police; de même aussi l'att. 5 du Réglement de la Ro-

chelle du 21 Octobre 1730.

Les droits & vacations du maître de quai ne sont pas uniformes dans le Royaume; leur taux dépend des différens Réglemens saits à ce sujet pour chaque port. Par-tout on a cherché à les modérer autant qu'il étoit possible, en les proportionnant néanmoins à la peine & au travail du maître de quai. C'est ce qui a donné lieu à la dissérence des Réglemens, les uns ayant égard à la qualité des bâtimens, les autres à leur jauge; d'autres distinguant les bâtimens françois des bâtimens étrangers, & ceux du cabotage d'avec ceux navigeans au long cours. Mais ces Réglemens n'ont été faits que pour les ports ou le Roi n'a pas sixé les appointemens du maître de quai à une certaine somme, à prendre annuellement sur les octrois & deniers communs des villes.

A la Rochelle les droits du maître de quai sont réglés sans distinction à tant par tonneau de chaque bâtiment. Ci-devant il ne lui étoit attribué que trois deniers par tonneau, par le Réglement de l'Amirauté dudit jour 21 Octobre 1730; mais comme cette rétribution ne rapportoit pas un produit suffisant au maître de quai, pour le mettre en état de se soutenir avec honneur dans les fonctions de son emploi, elle sut augmentée de l'avis des Officiers de l'Amirauté, & porté à cinq deniers par tonneau, par Arrêt du Conseil du 7 Septembre 1737, qui pour le surplus confirma en plein ledit Réglement de l'Amirauté du 21 Octobre 1730; aux termes duquel la rétribution dudit maître de quai doit lui être payée par tous les maîtres de bâtimens portant mâts, voiles & gouvernail, tant françois qu'étrangers entrant dans le port & havre de la Rochelle, à l'exception tontesois des alleges & gabarres du port, des traversiers saisant la pêche du poisson frais, des barques des pêcheurs de sardines & des passagers de l'isle de Ré, la Tremblade & de l'isle d'Oleron; lesquels néanmoins, quoiqu'exempts, le maître de quai est tenu de faire ranger & mettre à cale dans les lieux accoutumés.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT

DU ROI,

Qui augmente les droits attribués au Maître de quai de la Rochelle, & ordonne qu'ils seront levés à l'avenir sur les bâtimens françois & étrangers qui entreront dans le port & havre de ladite ville, à raison de cinq deniers par tonneau.

Du 7 Septembre 1737.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

V U par le Roi, étant en son Conseil, le Réglement fait par les Officiers de l'Amirauté de la Rochelle, du 21 Octobre 1730, concernant les sonctions & droits attribués à la place de maitre de quai en ladite ville; par l'article 2 duquel il a été ordonné qu'il lui seroit payé pour ses droits par les maîtres de tous les bâtimens portant mâts, voiles & gouvernail, qui entreroient dans le port & havre de la Rochelle, tant françois qu'étrangers, de quelque nation qu'ils soient, trois deniers par tonneau deleur

port; ce qui seroit réglé sur les passe-ports & congés dont chaque maître est porteur, qui seroit obligé de les représenter audit maître de quai, pour en tirer son droit; au paiement duquel seroient les dits maîtres, ou leurs courtiers, contraints par toutes voies dues & raisonnables, & que ledit maître de quai seroit renu d'en donner quittance: & par l'article 3, que les alleges & gabarres de la Rochelle, non plus que les traversiers qui sont la pêche du poisson frais, les pêcheurs de sardines, n'y les passagers de l'isse

de Ré, la Tremblade & Oleron, ne seroient tenus de payer aucuns droits au maître de quai, qui cependant les feroit ranger & mettre à cale dans les lieux où ils ont accoutumé de se mettre. Et ayant été représenté à Sa Majesté, par Pierre Pinson, maitre de quai à la Rochelle, que les droits attribués à ladite place, ne produisent que trois cens soixante livres par an, ce qui n'est pas suffisant pour le faire subfister, & qu'il ne peut s'occuper à autre chose pour suppléer à la médiocrité desdits droits, attendu qu'il est employé, sans qu'il lui reste aucun intervalle, à remplir les fonctions de son emploi, qui demandent beaucoup de foins & d'attentions; à quoi il auroit supplié très-humblement Sa Majesté de vouloir bien avoir égard, en lui permettant de percevoir six deniers par tonneau fur les bâtimens énoncés audit article 2 du Réglement des Officiers de l'Amirauté de la Rochelle, au lieu des trois deniers portés par icelui. Et Sa Majesté ayant été informée par les Officiers de l'Amirauté de la Rochelle, que le droit de trois deniers par tonneau n'est pas proportionné aux peines & foins que ledit emploi exige, & que pour donner moyen audit maître de quai d'en remplir avec honneur les fonctions, il seroit nécessaire de l'autoriser à lever sur lesdits bâtimens cinq deniers par tonneau, au lieu des trois deniers qu'il perçoit : à quoi voulant pourvoir. Vu l'avis desdits Officiers de l'Amirauté de la Rochelle, oui le rapport, Sa Ma-JESTÉ, ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne qu'il sera payé à l'avenir audit Pinson, & à ses successeurs en la place de maitre de quai à la Rochelle, par les maîtres des bâtimens portant mâts, voiles & gouvernail, tant françois qu'étrangers, lesquels entreront dans le port & havre de la Rochelle, cincr deniers par tonneau des ports desdits bâtimens, au lieu de trois deniers par tonneau, à lui accordés par ledit Réglement des Officiers de l'Amirauté de la Rochelle du 21 Octobre 1730, à condition par lui & ses successeurs, de remplir les fonctions attribuées aux maîtres de quai par les Ordonnances de Sa Majesté, Ordonnances &Réglemens particuliers rendus pour le port & havre de la Rochelle; lesquels cinq deniers par tonneau seront perçus & levés de la maniere & ainsi qu'il est porté par ledit Réglement, lequel fera au surplus exécuté selon sa forme & teneur. Veut Sa Majesté que , conformément audit Réglement, les alleges & gabarres de la Rochelle, les traversiers qui font la pêche du poisson frais. les pêcheurs de lardines & les passagers de l'isle de Ré, la Tremblade & Oleron, soient exempts du paiement dudit droit; & cependant que ledit maître de quai soit tenu de faire ranger & mettre à cale dans les lieux accoutumés. Défend Sa Sajesté audit maître de quai, de percevoir d'autres & plus grands droits que ceux cidessus mentionnés, & d'exiger ou recevoir des maitres de navires & autres bâtimens, aucunes. marchandifes ou autres choses telles, & sousquelque prétexte que ce puisse être, à peine de concussion. Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Comte de toulouse, Amiral de France, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt,. lequel sera régistré au greffe de l'Amirauté de la Rochelle, lu, publié & affiché par-tout où heloin sera. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sai Majesté y étant, tenu à Versailles le sept Septembre mil fept cent trente-fept.

Signé, PHELYPEAUX.





TITRE III.

DES PILOTES LAMANEURS OU LOCMANS.

Na cru mal-à-propos ci-devant qu'il falloit être pourvu d'une commission de M. l'Amiral, pour faire les fonctions de pilote lamaneur ou locman, autrement pilote-côtier. En cette partie, il n'y a aucune dissérence à faire entre ces sortes de pilotes, & ceux qu'on appelle hauturiers; c'est-à-dire, destinés pour le grand cabotage, ou pour la navigation au long cours.

Il sussitues, dans aux autres, de même qu'aux capitaines, maîtres, ou patrons, d'avoir l'âge requis; d'avoir navigué un temps convenable, & d'être reconnus capables lors de l'examen qu'ils doivent subir, différemment toutefois, pour être reçus par les Officiers de l'Amirauté, & par-là être autorisés à en faire les fonctions.

Il est vrai que, par l'article 9 du Réglement du premier Juin 1566, sait pour les lamaneurs de Quillebœuf, il sut désendu à tout capitaine de prendre qui-conque, pour le conduire & lamaner, qui n'eût été admis & pourvu par l'Amiral ou Vice-amiral audit état, portant sa commission.

Mais cette disposition, rapprochée des articles 86, 87 & 88 de l'Ordonnance de 1584, ne vouloit rien dire autre chose, sinon que nul ne pourroit piloter & lamaner les navires, qu'il n'eût été examiné & reçu en cette qualité, avec prestation de serment devant les Juges de l'Amirauté, qui lui seroient

expédier en conséquence ses lettres de réception.

Il est vrai encore que l'Arrêt du Conseil, du 14 Octobre 1650, renouvellé par celui du 6 Septembre 1661, porte qu'à l'Amiral seul appartient de pourvoir aux emplois de maître de quai, pitote, baliseurs, &c. avec désenses à tous Seigneurs, Gouverneurs & Commandans, d'entreprendre d'y nommer; mais en ceci, il ne saut considérer que les désenses faites aux Seigneurs & Gouverneurs, pour en conclure simplement qu'ils n'avoient pas droit de pourvoir à ces emplois, sans en inférer en même temps que les pilotes avoient besoin d'être munis de commissions de M. l'Amiral, sous prétexte qu'ils ne pouvoient exercer le pilotage qu'après y avoir été autorisés par les Officiers de l'Amirauté.

Quoi qu'il en soit, depuis la présente Ordonnance, on n'a pu, sans s'abuser, mettre ceci en question pour en faire un doute raisonnable, puisque, dans
l'article second de ce titre, les formalités de la réception des pilotes lamaneurs, ne sont pas différentes de celles de la réception du capitaine, maître
Tome II.

ou patron, de même que du pilote hauturier, à l'égard desquels on n'a jamais prétendu qu'ils eussent besoin de commission de la part de M. l'Amiral.

Pour appuyer ce système, se sondroit-on sur ce que les lamaneurs doivent être sédentaires, & avoir une demeure sixe dans le lieu de leur établissement; ce qui les rapproche des autres emplois maritimes, qui exigent résidence & commission? Mais outre qu'ils étoient sédentaires tout de même des le temps de notre Ordonnance, ou, pour mieux dire, qu'ils s'ont été de tout temps, suivant la signification propre & naturelle de ce mot locman, synonime de lamaneur, c'est qu'en tout cas, toute difficulté a dû cesser sur ce point, à la vue du Réglement du 15 Août 1725, qui a absolument assujetti aux mêmes regles les réceptions des capitaines, maîtres ou patrons, des pilotes & des lamaneurs ou locmans. Il n'y a donc pas plus de commission à prendre pour les uns que pour les autres, & tout gît dans la réception à l'Amirauté.

Mais, quoique M. l'Amiral ne donne pas de commission aux pilotes-côtiers; il n'en a pas moins le droit de les interdire, & de les rétablir ensuite dans leurs sonctions. Entre autres exemples, il y a celui de Martin du Peyrat, pilote de Bordeaux, à qui M. le Comte de Toulouse sit désense de continuer ses sonc-

tions le 20 Mars 1697, & qu'il rétablit le 23 Août 1700.

ARTICLE PREMIER.

Ans les ports où il sera nécessaire d'établir des pilotes, locmans ou lamaneurs, pour conduire les vaisseaux à l'entrée & sortie des ports & des rivieres navigables, le nombre en sera réglé par les Officiers de l'Amirauté, de l'avis des Echevins & des plus notables Bourgeois.

Otre article n'a pas entendu laisser en question, s'il falloit dans les ports des pilotes locmans ou lamaneurs; il est évident qu'en général, ils sont nécessaires, & qu'on ne peut s'en passer: ce qu'il a laissé à décider seulement, c'est en quels ports obliques il seroit utile ou nécessaire d'en établir pour la facilité du commerce & la sûreté de la navigation, & en quel nombre.

Par rapport aux ports obliques où il est utile qu'il y en ait, on comprend que ce sont ceux dont les rades sont les plus fréquentées, & qui servent de

passage ordinaires aux vaisseaux.

A l'égard du nombre de ces pilotes, il étoit juste qu'il sût fixé & borné, asin que leur salaire sût capable de sournir à chacun d'eux une honnête subsistance; car c'est uniquement ce que l'Ordonnance s'est proposée à ce sujet. Elle a donc entendu que le nombre dérerminé pour chaque port ne pourroit être augmenté dans la suite, & nullement qu'il y auroit toujours le même nombre de pilotes dans les ports. On sent en esset qu'autant il est facile de se tenir dans les termes d'un nombre limité, autant il est difficile de le compléter, s'agissant d'un service libre, tel que celui-ci, au moins par rapport à l'engagement primitif.

Aussi l'Ordonnance de 1584; art. 87, avoit-elle dit simplement, seront

les lamaneurs réduits, en chacun port, à nombre compétent, ce qui sert à déterminer le sens de ces mots de notre article, le nombre en sera réglé.

Après tout, ceci n'étant que de police, on conçoit qu'il peut y être fait des changemens, relativement aux besoins ou à la convenance de la navigation & du commerce maritime; & c'est ainsi que, quoiqu'il eût été ordonné par le Réglement de M. d'Herbigny, article 30, qu'il y auroit toujours, dans le port de la Rochelle, du moins 30 pilotes lamaneurs, sans parler des ports obliques de Saint-Martin, & de la Flotte en l'Isle de Ré, non plus que de celui de Rochefort, il n'y en a actuellement à la Rochelle que 6, à Rochefort que 4, à Saint-Martin que 2, tandis qu'à la Flotte, ils sont au nombre de 24. Mais ces changemens, qui, après tout, se sont faits d'eux-mêmes, sont indifférens de leur nature, puisque les pilotes de ces quatre ports sont également au service de tous les vaisseaux qui viennent dans les rades de la Rochelle & de l'Isle de Ré, soit qu'ils aient leur destination pour quelqu'un des ports de l'Aunis, foit qu'ils aillent en d'autres provinces. Au surplus, l'intention du Roi est qu'on n'admette à remplir cet emploi que des gens de mer, qui, par un âge avancé ou quelqu'infirmité, soient hors d'état d'être commandés pour le service des vaisseaux de Sa Majesté. Lettre de M. de Maurepas, du 26 Juillet 1742. Delà il s'ensuit que, de droit, les pilotes lamaneurs sont exempts du service sur les vaisseaux du Roi. La même exemption vient d'être accordée, pour l'avantage du commerce, aux maîtres d'alleges.

ARTICLE II.

L'Amirauté, après avoir été examiné en leur présence & celle de deux Echevins ou notables Bourgeois, par deux anciens Lamaneurs & deux anciens Maîtres de navires.

Vant cette Ordonnance, on recevoit des pilotes lamaneurs à l'âge de 18 & 20 ans; ce qui étoit un grand abus, en mettant ainsi la vie & les biens des sujets du Roi sous la conduite de gens si peu expérimentés, comme le déclare l'Ordonnance particuliere du 3 Octobre 1683, confirmée par celle du 27 Janvier 1688.

Depuis est intervenue l'Ordonnance du 15 Avril 1689, qui, art. 11, tit. 1, du liv. 8, en conformité de celle-ci, a fait désenses aux Officiers de l'Amirauté de recevoir aucuns pilotes lamaneurs avant l'âge de 25 ans; ce qui a encore été renouvellé par le dernier Réglement du 15 Août 1725.

Pour l'obligation de la réception par les Juges de l'Amirauté, après un examen subi en leur présence, elle avoit déjà été prescrite par l'Ordonnance

de 1584, art. 86 & 87; ce qui n'a jamais varié depuis.

Ce qui doit faire la matiere de cet examen est expliqué dans l'article suivant: Celui-ci veut que cet examen soit sait en présence de deux Echevins ou notables bourgeois, par deux anciens lamaneurs & deux anciens maîtres de navires; ce qui a été répété in terminis dans le Réglement du 15 Août 1725, art. t du tit. 3. Cependant cela ne s'est jamais pratiqué en ce Siege pour ce qui concerne la présence de deux Echevins ou notables bourgeois; on s'est toujours contenté de deux anciens lamaneurs & de deux anciens maîtres de navires. Et cela vient sans doute de ce que le Réglement de M. d'Herbigny, qui, art. 31, parle de la réception des pilotes-côtiers, ne fait nulle mention

des deux Echevins ou notables bourgeois.

Notre Ordonnance, non plus qu'aucune autre postérieure, n'a point déclaré pendant combien de temps il salloit avoir navigué, pour pouvoir être reçu pilote lamaneur, comme elle l'a sait à l'égard du capitaine, maître ou patron, & du pilote hauturier. Ce que l'on trouve seulement, c'est que le pilote lamaueur est assujetti, comme les antres, à faire deux campagnes, de trois mois chacune au moins, sur les vaisseaux du Roi, pour être en état d'être reçu, s'il n'en a obtenu dispense, de même que de l'âge; formalité ou condition preserite, pour la premiere sois, par l'Ordonnance du 3 Octobre 1683, consirmée, tant par celle du 27 Janvier 1688, que par l'Ordonnance générale de 1689, liv. 8, tit. 1, art. 11, ci-dessus cité; & qui, sursise par une autre Ordonnance du 27 Mai 1716, presque remise en vigueur par une autre du 12 Décembre 1724, a encore été renouvellée par le dernier Réglement du 15 Août 1725, tit. 3, art. 1, aussi déjà cité.

Le reste du temps de la navigation, nécessaire pour être admis à l'emploi de pilote lamaneur, est donc laissé à l'arbitrage; &, dès que l'aspirant est reconnu capable par les examinateurs, il ne doit plus y avoir de difficulté à se recevoir, s'il a l'âge de 25 ans, & si, outre cela, il a fait les deux campagnes sur les vaisseaux du Roi. Je n'en ai pourtant jamais vu se présenter qui n'eussent

beaucoup plus de 5 ans de navigation sur les côtes.

Une derniere condition à laquelle les Officiers de l'Amirauté doivent bien prendre garde, c'est de ne recevoir aucun pilote lamaneur qu'il ne soit domicilié dans leur ressort. Il est vrai que la même chose est ordonnée par rapport anx capitaines, maîtres ou patrons & pilotes ordinaires, pour la navigation au long cours; mais en même temps il leur est permis d'en recevoir d'externes, sur un certificat des Juges de l'Amirauté de leur demeure; portant, qu'ils ont toutes les qualités nécessaires pour être reçus, art. 12 de ladite Ordonnance de 1689, & art. 3, tit. commun dudit Réglement de 1725: au lieu qu'à l'égard des pilotes lamaneurs ou locmans, cette exception ne peut être admise, l'article 4 dudit Réglement désendant absolument aux Officiers de l'Amirauté d'en recevoir aucuns qui ne soient de leur Amirauté, à peine d'interdiction; désenses qui, venant à la suite de l'article précédent, ne permettent pas de penser qu'ils puissent en recevoir d'externes, sur un certificat des Officiers de l'Amirauté de leur domicile.

En effet, ces Officiers peuvent bien attester, dans leur certificat, que celui à qui ils le délivrent, a la capacité requise pour être reçu maître ou pilote, même lamaneur dans leur district; mais ils ne peuvent pas certifier de même qu'il est propre à être reçu, en cette derniere qualité, dans une autre Amirauté, où le gisement des côtes est nécessairement dissérent. Le remede à cela, à la vérité, seroit d'examiner le sujet à la maniere accoutumée; mais, en tout cas,

LIV. IV. TIT. III. des Pilotes Lamaneurs, ART. II.

493

pour être admis, il faudroit qu'il transférât son domicile dans le district de

l'Amiranté où il vondroit se faire recevoir.

Le Commentateur observe qu'il seroit bon de leur faire prêter serment (aux pilotes lamaneurs), de bien & sidélement remplir leurs sonctions, & faire leurs devoirs. Il ignoroit sans doute que nul n'est admis en Justice à saire quelques sonctions publiques, soit en titre d'office ou par commission, de quelque nature que ce puisse être, qu'à la charge de s'engager, par serment, à s'en bien acquitter.

ARTICLE 111.

E Lamaneur sera examiné sur la connoissance & expérience qu'il doit avoir des manœuvres & fabrique des vaisseaux, enfemble des cours & marées, des bancs, courans, écueils & autres empêchemens qui peuvent rendre difficiles l'entrée & sortie des rivieres, ports & havres du lieu de son établissement.

E que le pilote lamaneur doit avoir de commun avec les autres pilotes, & avec les capitaines maîtres ou patrons; c'est la connoisiance de la manœuvre & de la fabrique des vaisseaux. En cette partie, l'examen que doivent subir les uns & les autres est donc le même: mais, du reste, il dissere essentiellement. Tout ce qu'on exige de plus de ceux qui se présentent pour être reçus pilotes lamaneurs, se borne, aux termes de cet art. & de l'art. 2, tit. 3, du Réglement de 1725, à la connoissance des côtes de leur district, des cours & marées, des bancs, courans & écueils, ensin des empêchemens qui peuvent rendre difficiles l'entrée & la sortie des rivieres, ports & havres du lieu de leur établissement. Or cette science est assez bornée, en comparaison de celle que doivent avoir les maîtres & pilotes ordinaires; sur quoi voir l'art. 1 de chacun des titres qui les concernent. Pour l'examen des pilotes lamaneurs, on peut voir aussi l'Auteur de la Jurisdiction de la Marine: Cleirac, art. 54, n°. 21, pag. 490 & 491.

Ce n'est pas qu'on exige des lamaneurs qu'ils connoissent quelque chose de plus que les dangers des côtes de leur district; par exemple, à l'egard de ceux de la Rochelle, qu'ils aient quelque connoissance des côtes du Poitou & de la Bretagne d'un côté, & de celles de Saintonge de l'autre, de même que de l'entrée & des passages de la riviere de Bordeaux. Mais enfin l'objet essentiel est qu'ils aient acquis une expérience suffisante par rapport aux côtes du lieu de leur établissement; &, moyennant cela, ils ont ce qu'il faut pour être admis, saus certaines limitations ou restrictions suivant l'occurrence.

Et parce qu'ils sont censés ne bien connoître effectivement que leurs côtes, c'est la raison pour laquelle, s'ils passent leur district, & qu'ils soient rencontrés par des pilotes-côtiers du lieu, ils peuvent être congédiés & renvoyés par ceux-ci, sans que les capitaines des navires soient recevables à s'y opposer pas plus qu'eux.

A la vérité, il est des pilotes externes, qui en savent incomparablement plus, & qui connoissent même beaucoup mieux le local que les lamaneurs du lieu, qui quelquesois sont périr des vaisseaux par ignorance autant que par inattention; mais il a paru nécessaire de considérer le droit de piloter & lamaner les navires, comme un droit réel; c'est-à-dire, attaché aux pilotes de chaque département, privativement à tous autres, asin d'occuper par-là chacun dans son district. Si cette police n'est pas exempte d'inconvéniens, une méthode contraire en produiroit bien davantage. Le véritable moyen d'y remédier est d'un côté d'être trop sévere dans l'examen de ceux qui se présentent pour être reçus pilotes lamaneurs, & d'un autre, d'être attentis à punir ceux qui commettront des sautes ou des imprudences considérables dans le pilotage.

ARTICLE IV.

Es lamaneurs seront obligés de tenir toujours leurs chaloupes garnies d'ancres & avirons, & d'être en état d'aller au secours des vaisseaux au premier ordre ou signal, à peine de dix livres d'amende, & de plus grande peine, s'il y échoit.

E bien du scrvice l'exige de la sorte, & c'est à quoi l'on ne sauroit tenir trop exactement la main. C'est aussi par le même motif que l'art. 34 du Réglement de M. d'Herbigny enjoint aux pilotes de la Rochelle de se rendre, tous les jours à midi, au canton où s'assemblent les négocians, pour y recevoir les ordres des maîtres & marchands, tant du lieu que forains & étrangers, & les servir lorsqu'ils en auront touché les arrhes, à peine de 10 liv. d'amende. Au reste, un pilote-côtier ne doit pas attendre qu'il lui soit ordonné d'aller au secours d'un navire qui en a besoin; dès qu'il apperçoit quelque signal qui avertit qu'un vaisseau demande du secours, il doit y aller en diligence, à peine d'amende ou de punition arbitraire, suivant les circonstances & les événemens plus ou moins sâcheux, qui s'en seront ensuivis.

Ces sortes de gens forment une classe d'hommes assez difficiles à soumettre à la regle. Envieux & avides, comme dans tous les autres états mercenaires, il y en a toujours en qui, malgré les désenses portées par l'art. 10 ci-après, sont allés au-devant des navires, avec un tel succès, qu'ils ont rendu les autres, sinon comme inutiles, du moins d'une condition si inégale, qu'ils ne

pouvoient plus, en quelque forte, pourvoir à leur subsistance.

Sur les plaintes réitérées de ceux-ci, principalement contre leurs collegues, établis à la Flotte en l'Isle de Ré, on a imaginé, à la Rochelle, tantôt l'expédient de les faire servir exactement tour-à-tour, sans toutes ois blesser le choix des capitaines, maîtres ou patrons, tantôt celui de leur faire faire bourse commune: mais, dans l'un ou l'autre arrangement, on a toujours rencontré des difficultés & des obstacles.

Dans le premier, il arrivoit souvent que ceux qui étoient en tour de servir manquoient de courage ou d'activité pour aller secourir des navires en danger, ne voulant piloter que ceux dont les maîtres n'avoient besoin que d'être mis

en bonne route.

499

Dans l'autre, les fainéans laissoient porter aux travailleurs tout le poids du fardeau; ils n'étoient jamais prêts pour servir & pour partager les fatigues, quoiqu'ils sussent les plus ardens à demander le partage des profits. En vue de les exciter à faire leur devoir par leur propre intérêt, on prit le parti ensuite de régler que ceux qui les remplaceroient auroient, à leur exclusion, une certaine portion des profits hors part; leur émulation ne sut point échaussée par-là, & les dissentions n'en devinrent que plus vives entr'eux.

Cependant les commerçans se plaignoient que les navires demeuroient fréquemment sans secours, par la mésintelligence de ces pilotes-côtiers. Il fallut donc chercher un nouveau tempérament capable de tout concilier, autant qu'il feroit possible; & ce tempérament qui subsiste encore aujourd'hui, a été, en revenant à la regle, de leur faire exercer le pilotage tour à tour, & de faire bourse commune, excepté les navires qui seroient des signaux d'incommodité, à l'égard desquels il est enjoint à tous pilotes lamaneurs, à portée de les secourir, d'aller à leur secours avec toute la diligence possible, sans pouvoir s'en dispenser, sous prétexte qu'ils ne seroient pas en tour de service; à peine, contre les contrevenans, d'amende arbitraire, & d'être poursuivis extraordinairement, suivant les circonstances. Dans ce cas de naviger en danger, il a été ordonné que le pilote le plus diligent, qui arrivera le premier au navire, sera préféré pour le piloter; & la rétribution qui lui sera payée à ce sujet, lui appartiendra en entier, fans être obligé de la mettre en bourse commune; à eux tous enjoint, au surplus, de faire le service convenablement, chacun à son tour & ordre, sur peine d'amende & d'interdiction.

ARTICLE V.

Aisons défenses, sous peine de punition corporelle, à tous mariniers, qui ne seront point reçus pilotes la maneurs, de se présenter pour conduire les vaisseaux à l'entrée & sortie des ports & rivieres.

Et article est tiré du quatre-vingt-huitieme de l'Ordonnance de 1584, qui ajoute: "Bien pourront les maîtres de navires se servir de tels ma-, riniers qu'ils jugeront à propos pour la manœuvre; mais il n'y aura que les

", pilotes jurés qui y commanderont. ",

Le Comte du Daugnion, en vertu du pouvoir qu'il en avoit de M. le Duc de Brezé, Grand Maître de la navigation, avoit réitéré les mêmes détenfes dans les ports de la Rochelle, d'Aunis & de Saintonge, dont il étoit Gouverneur, par son Ordonnance du 4 Octobre 1644, à peine tout de même de punition corporelle.



ARTICLE VI.

Ourront toutefois les maîtres des navires, au défaut de pilotes lamaneurs, se servir des pêcheurs pour les piloter.

L feroit comme inutile qu'il y eût des pilotes lamaneurs reçus dans les formes, après examen, si les maîtres de navires avoient la liberté d'en prendre d'autres qu'eux pour les piloter; ainsi il étoit tout naturel que les défenses

fussent respectives & réciproques.

Cependant, si tous les pilotes d'un port étoient occupés à piloter d'autres navires, ou qu'autrement ils sussent absens ou hors d'état de servir, dans le moment où le maître en auroit besoin, rien de plus juste aussi qu'il lui sût permis alors de se servir du ministere de quelque pêcheur pour le piloter. Mais cela doit se saire sans assectation; autrement le pêcheur servit amendable, & sujet à payer, par sorme d'indemnité, au pilote qui auroit pu servir, s'il eût été averii, son droit de pilotage, comme s'il eût sait le service.

ARTICLE VII.

I le lamaneur se présente au maître qui aura un pêcheur à bord avant que les lieux dangereux soient passés, il sera reçu, & le salaire du pêcheur sera déduit sur celui du lamaneur.

Eci suppose que le pêcheur aura légitimement été pris par le maître pour le piloter, relativement à l'article précédent; & alors c'est une grace & un privilege que celui-ci accorde au pilote lamaneur, en lui permettant de démonter le pêcheur & de le renvoyer. Il est vrai que ce n'est qu'autant qu'il y aura encore des lieux dangereux à passer; mais, comme, à proprement parler, il y a toujours du danger vers les côtes, l'exception ne sera jamais utile au pêcheur, à qui néanmoins on ne peut rien imputer, s'il s'est chargé du pilotage dans l'hypothese.

Quoi qu'il en foit, la décision étant portée en faveur du pilote lamaneur; il n'y a rien à dire: mais, comme cet événement ne doit pas aggraver la condition du maître du navire, il en sera quitte pour le simple droit de pilotage, qui sera partagé, en ce cas, entre le pilote & le pêcheur, à proportion du travail d'un chacun; c'est-à-dire, eu égard à la distance du lieu où le pêcheur

aura été congédié.



ARTICLE VIII.

E Lamaneur qui entreprendra, étant yvre, de piloter un vaisseau, fera condamné en cent sols d'amende, & interdit, pour un mois, du pilotage.

Ans le vrai, si cet article étoit pris à la lettre, les interdictions seroient si fréquentes & si multipliées, qu'il n'y auroit presque jamais de pilotes en exercice, tant les hommes de mer, sur les ports, sont sujets à s'enivrer. Mais il est différens degrés d'ivresse; & ce qu'il y a de singulier, c'est qu'il est des pilotes & autres mariniers qui ne montrent jamais plus d'habileté, de courage & de prévoyance tout à la sois, que lorsqu'ils sont ivres à un certain point.

Le meilleur est néanmoins de ne pas s'y fier, ne fût-ce qu'à cause de la disticulté de distinguer le degré d'ivresse qui ne seroit pas dangereux; & à cela le remede est facile, le maître ayant la liberté de resuser tout pilote qui sera reconnu ivre : si ensuite il le laisse enivrer à son bord, ce sera uniquement sa

faute.

ARTICLE IX.

Pront les premiers, & leur défendons de préférer les plus éloignés aux plus proches, à peine de vingt-cinq livres d'amende.

N comprend que le falaire du pilotage augmente à proportion de la distance des lieux pour lesquels les navires sont destinés, & qu'ainsi, de deux navires, dont l'un seroit destiné pour un port voisin, & l'autre pour un port éloigné, le pilote préséreroit, sans hésiter, le dernier, s'il étoit le maître de choisir.

Le bien du commerce & l'activité de la navigation exigeoient donc que l'on prévînt cet événement; & c'est à quoi il a été pourvu par cet article, en défendant aux pilotes de présérer les bâtimens les plus éloignés aux plus proches, & en leur enjoignant de piloter les maîtres de navires qui se présenteroient les premiers; le tout à peine de 25 livres d'amende; à quoi il faut ajouter, & de tous dommages & intérêts envers le maître qu'ils auront mal-à-propos resusé de piloter.

ARTICLE X.

Eur faisons aussi désenses d'aller plus loin que les rades, au-devant des vaisseaux qui voudront entrer dans les ports & havres, de monter dans les navires contre le gré des maîtres, & de quitter les bâtimens qui entreront, qu'ils ne soient ancrés ou amarrés au port; & ceux qui sortiront, qu'ils ne soient en pleine mer, à peine de perte de leurs salaires & de trente livres d'amende.

Es articles 89 & 90 de l'Ordonnance de 1584 ont fourni la matiere de celui-ci.

Ce n'est donc pas indistinctement qu'il est désendu aux Pilotes-lamaneurs d'aller au-devant des bâtimens qui voudront entrer dans les ports & havres; les désenses sont simplement d'aller plus loin que les rades au-devant des vaisseaux.

Le motif de ces défenses n'est pas vraisemblablement de laisser par-là aux maîtres de navires la liberté de se passer de pilotes; puisque, ce même article leur assurant ensuite cette liberté, en désendant expressément aux pilotes de monter dans les navires contre le gré des maîtres, ce seroit une répétition. C'est donc précisément pour maintenir l'ordre entre les pilotes, & empêcher que les uns n'entreprennent sur le service des autres, soit du même port, soit des ports voisins, de la même Amirauté ou d'une autre.

Rien n'est plus juste en esset; & c'est sur ce principe que, pour conserver les droits des Lamaneurs de dissérens ports, le Réglement de M. d'Herbigny, article 33, sait désenses aux pilotes des rivieres de Charente, Seudre & Marans, qui auront amené des bâtimens au port de la Rochelle, d'y en prendre d'autres pour les piloter à leur retour; de même qu'aux pilotes de la Rochelle qui auront conduit des bâtimens dans ces rivieres, d'y en prendre d'autres pour les amener au port & aux rades de la Rochelle, ou ailleurs, sinon en cas de

flotte ou de nécessité pressante.

C'est aussi pour mettre chaque pilote en état d'exercer ses sonstions, en partageant les travaux entr'eux, que par des Réglemens particuliers, il a été ordonné qu'ils piloteroient les navires à tour de rôle; & qu'en conséquence, en ajoutant à la disposition du présent article, il leur a été désendu d'aller audevant des navires, même dans les rades, excepté les cas où les navires seroient en danger, ou qu'ils réclameroient du secours, comme il a été observé sur l'art, 4 ci-dessus. Tout cela s'entend néanmoins, sans préjudice à la liberté accordée, par l'art. 17 ci-après, aux maîtres de navires de choisir entre les Pilotes-lamaneurs. &, à cet effet, de renvoyer ceux qui se seront présentés les premiers, qu'ils veuillent se passer de pilotes ou non, pourvu qu'à leur place, ils ne prennent pas de pêcheurs ou autres mariniers pour les piloter, comme n'étant pas alors dans le cas de l'art. 6.

Quant aux défenses saites aux Lamaneurs de monter dans les navires, malgré les maîtres, on les trouve également dans l'article 90 de l'Ordonnance de

1584; de même que celles de quitter les bâtimens qu'ils auront entrepris de piloter pour entrer dans un port, qu'ils ne soient ancrés ou amarrés à quai; & ceux qui sortiront, qu'ils ne soient en pleine mer; mais c'est sur peine de punition corporelle, & de tous dépens, dommages & intérêts payables par corps, au lieu que notre article se contente de perte des salaires & de 30 livres d'amende.

Cette amende, au reste, est encore dans tous les cas de notre article; mais la perte des salaires ne regarde que les deux derniers, c'est-à-dire, celui de

monter dans le navire malgré le maître, &c.

Quoiqu'il soit libre à tout maître de navire françois ou étranger (contre la disposition dudit art. 90 de l'Ordonnance de 1584, par rapport à l'étranger) de prendre un pilote-côtier ou de s'en passer; il est néanmoins de la prudence qu'il en prenne, quelque connoissance qu'il ait du port & de ses rades, & des rivieres où il veut entrer, ou dont il doit sortir. Sans quoi, prenant les dangers sur son compte, il se rend responsable de tout le dommage qui en pourra résulter, tant envers le propriétaire du navire, que des marchands chargeurs. C'est la disposition expresse de la loi item quaritur 13, \$. s. s. s. s. s. s. s. qui le soumet, outre cela, à une amende de 100 liv. sans examiner s'il a été requis ou non, par son pilote ou son équipage, de prendre un Lamaneur, comme l'Ordonnance de Wisbuy semble le desirer, art. 44 & 59.

On ne peut donc que blâmer un capitaine ou maître, qui, par vanité ou autrement, refusera de prendre un Pilote-lamaneur; &, s'il en résulte quel-

ques fâcheux événemens, il ne mérite pas même qu'on le plaigne.

Mais cette liberté de prendre ou de ne pas prendre de pilotes n'a pas lieu, lorsqu'il s'agit d'entrer dans les ports ou rivieres où il y a des vaisseaux du Roi entretenus; alors il y a nécessité, pour les bâtimens marchands de cent tonneaux & au-dessus, de prendre des pilotes pour les conduire, & éviter les abordages, à peine de cinquante livres d'amende contre les contrevenans, applicable aux Hôpitaux de Marine, &, en cas d'abordage, de réparation du dommage: art. 3, tit. premier, liv. 11 de l'Ordonnance de 1689. Les deux articles suivans sont pour le cas où il y a sur les navires marchands des poudres ou de la chaux vive.

ARTICLE XI.

E maître de navire sera tenu, aussi-tôt que le Pilote-lamaneur sera à bord du vaisseau, de lui déclarer combien son bâtiment tire d'eau, à peine de vingt-cinq livres d'amende au prosit du Lamaneur, pour chacun pied recélé.

On-seulement il saut que le maître déclare au Lamaneur combien son bâtiment tire d'eau; mais il convient encore qu'il l'instruise de la marche de son navire, & de sa maniere de porter la voile, asin qu'il puisse se régler sur tout cela.

Mais l'essentiel est qu'il sache le nombre de pieds d'eau que tire le bâtiment parce qu'il est des bas-sonds sur lesquels tel navire peut passer sans danger.

tandis qu'un autre touchera, & courra risque d'y échouer.

Cependant, à moins que le maître du navire ne déclare, par écrit, combien son bâtiment tire d'eau, comment le Pilote-lamaneur pourra-t-il le convaincre de fausse déclaration, soit pour le faire condamner en l'amende de vingt-cinq livres à son profit, pour chaque pied recélé, soit pour se disculper à la faveur de cette déclaration, si effectivement elle l'a induit en erreur, d'où il soit résulté quelque avarie ou autre événement plus sâcheux? Car enfin le Pilote-lamaneur ne sera pas eru, au prejudice du maître, sur sa simple affirmation; & il seroit bien extraordinaire que l'équipage déposât contre le maître, en pareil cas comme en tout autre, si la passion ne le guidoit.

ARTICLE XII.

Era fait, en chaque port, par le Lieutenant de l'Amirauté, à la diligence de notre Procureur, & de l'avis des Echevins ou de deux notables Bourgeois, un Réglement du falaire des Lamaneurs, qui fera écrit dans un tableau, mis au Greffe, & affiché sur le quai.

I le falaire des Pilotes-lamaneurs n'étoit pas réglé, les maîtres de navires feroient, en quelque forte, livrés à leur discrétion; ou, pour le moins, il s'éleveroit chaque jour des discussions entr'eux; ce qui causeroit une confusion étrange dans la navigation.

Il en seroit de même des maîtres de barques ou alleges, destinées au chargement ou au déchargement des navires; des bateaux passagers, des porte-faix, traîneurs, crocheteurs, charpentiers; en un mot de tous les ouvriers dont on

ne peut se passer, si leurs salaires n'étoient pareillement réglés.

Aussi, la Police, toujours attentive au bien public, n'a-t-elle jamais man-

qué d'y pourvoir.

Par rapport aux Lamaneurs, notre article dit que leur salaire sera réglé en chaque port, c'est-à-dire, en chaque Siege d'Amirauté, par le Lieutenant, à la diligence du Procureur du Roi; & cela ne pouvoit être autrement en esset une taxe de cette nature n'étant pas susceptible d'un Réglement général pour tout le Royaume, non-seulement à cause de la dissérence du prix des vivres. & des autres choses nécessaires à la vie, qui se fait sentir d'une Province à l'autre; mais encore à raison de la diversité de la situation des ports, de leurs rades, des courans, des passages plus ou moins dissiciles ou éloignés, & des dangers des côtes.

Le Réglement de M. d'Herbigny, pour le port de la Rochelle, avoit déja fixé, dans l'art. 32, le falaire des pilotes-côtiers, de même que celui des charpentiers dans l'art. 23. Mais, les choses ayant changé considérablement depuis ce temps-là, par l'augmentation du prix des denrées, &c. il a fallu en venir à de nouveaux Réglemens, tant sur ces objets que sur tous les autres relatifs au commerce maritime & à la navigation. Et ces Réglemens toujours concer-

tés avec la Chambre de Commerce, & avec les principaux Armateurs, qui représentent, en cette partie, les Echevins & les notables Bourgeois dont il est parlé, tant dans cet article que dans le premier, ont cet avantage qu'ils n'ont jamais éprouvé la moindre contradiction. Le dernier, concernant les Pilotes-lamaneurs, est du 18 Août 1745.

Ce ne sont pas, au reste, les seuls Réglemens qui ont été dressés de la sorte au Siege de l'Amirauté de la Rochelle; & il en sera toujours usé de même dans la suite, les Officiers qui le composent ayant pour regle invariable de leur conduite le desir d'assortir l'exactitude du service au bien & à l'avantage du

commerce.

RÉGLEMENT

Pour les Pilotes-Côliers.

Du dix-huit Août mil fept cent quarante-cinq.

L OUIS-JEAN-MARIE DE BOURBON, & de Rambouiller, Lieutenant-général des Armées du Roi, Gouverneur & Lieutenant-général de la Province de Bretagne, Pair & Amiral de France, à tous ceux qui ces présentes Lettres

verront, SALUT: favoir failons que,

Sur la remontrance à Nous faite par le Procureur du Roi qu'ayant été informé que les Pilotes-côtiers de ce port percevoient des capitaines, tant des batimens françois qu'étrangers, des droits plus forts que ceux qui leur sont attribués par le Réglement fait en ce Siege le 2 Janvier 1721, soit pour la sortie des navires du port, & pour les piloter dans les endroits qui y sont indiqués, (oit pour les entrer dans le havre, il auroit înterrogé lesdits Pilotes-côtiers sur le fait de cette prévatication dont ils étoient accusés, lesquels lui auroient avoué qu'effectivement ils prenoient, en certaines occasions, quelque chose au-dessus de la taxe; mais que cette rétribution excédante, qui étoit toujours volontaire, avoit pour fondement, ou le travail extraordinaire dont ils étoient charges par les circonstances ou la proportion de la distance des lieux, laquelle proportion n'avoit pas été exactement gardée lors dudit Réglement; &, au surplus, ils lui auroient observé qu'il ne leur étoit plus possible de piloter les navires fur le pied dudit Réglement, parce que depuis on a établi des fascines qui commencent à la sortie du havre, & vont jusqu'à la digue; ce qui forme un chenal qui rend cette sortie, ainsi que l'entrée extrêmement dangereuse ; qu'avant que les fascines sullent établies, en sortant un vais-

feau du havre, quoique souvent le vent fût contraire pour se rendre à la rade, on louvoyoit au-dedans de la digue d'un bord à l'autre, & l'on gagnoit la rade; mais qu'à présent, quelque bon que soit le vent, on ne peut s'en servir qu'après être forti des fascines, entre lesquelles il faut haller les vaisseaux par des touées entre les deux bords, à quoi l'on passe souvent plusieurs marées, ce qui allonge leur travail & le rend trèspénible, par la crainte qu'ils ont de faire toucher les vaisseaux sur les fascines, où il ne s'en est déjà que trop perdu; que d'ailleurs les fonds des entrées des rivieres & des rades ayant changé & le pilotage étant devenu plus difficile par les bancs de fable qui s'y forment tous les jours, il leur faut par conséquent employer plus de temps à piloter les vaisseaux qu'ils ne faisoient ci-devant, à quoi ils requéroient qu'il nous plût avoir égard. Sur lesquelles représentations, le Procureur du Roi leur ayant sauvé à se pourvoir, & cependant fait défenses d'excéder le taux dudit Réglement, ils nous ont présenté leur Requête, le 16 Juin dernier, tendante à une augmentation proportionnée à leur travail, au tempsqu'ils emploient à chaque vaisseau qu'ils pilotent & à la diffance des lieux; qu'ayant ordonné que cette Requête seroit communiquée à MM. les-Directeur & Syndies de la Chambre du Commerce ; ils auroient donné leur avis en conféquence, par lequel ils reconnoissent qu'il y a véritablement lieu d'augmenter la taxe desditspilotes sur tous les articles dudit Réglement, & qu'il convient de fixer leurs falaires pour les navires qu'ils pilotent dans les lieux qui n'y font

pas défignés, enforte qu'étant nécessaire, par toutes ces considérations, de changer & d'étendre ledit Réglement il requéroit qu'il nous plût d'en faire un nouveau, dans lequel, en gardant des proportions, la rétribution desdits Pilotes-côtiers fut établie de maniere à prévenir tous abus & tout sujet de plainte, avec désenses aux dits Pilotes-côtiers d'exiger & recevoir des sommes psus considérables que celles qui leur feroient attribuées, sur peine de 50 l. d'amende; & afin que tous ceux que ledit Réglement nouveau intéresserie pussent en avoir connoissance, ordonner qu'à sa diligence il feroit imprimé, lu, publié & affiché à la maniere accoutumée.

Sur quoi, vu ladite Requête, l'avis desdits Sieurs Directeur & Syndics de la Chambre du Commerce, & ouï ledit Procureur du Roi, Nous faisant droit sur le tout, avons fait le Ré-

glement qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Ponr tous les vaisseaux qui seront pris dans le havre de cette Ville, soit françois ou étrangers, de quelque grandeur qu'ils soient, pour les conduire dans les endroits ci-apres indiqués, il sera payé au Pilote-côtier les sommes suivantes: savoir:

prendront les vaisseaux dans les endroits ci-dessus

indiqués, pour les entrer dans le havre; &, s'ils n'entrent les conduire qu'au dedans de la digue, sans les conduire dans le havre, il leur sera déduit la somme de 3 liv.

III. Si les navires sont pris en la rade de la Palice, ou Chef-de-Baie, pour les conduire aux autres endroits indiqués par le premier article, il leur sera aussi diminué la somme de 3 liv. de

la taxe portée audit article.

IV. Si au contraire les Pilotes prennent les navires en les rades de la Flotte, St. Martin, Fosse de Loyx ou l'Eguillon, pour aller dans les couraux d'Oleron, riviere de Seudre & de Rochefort, il leur sera payé 3 liv. d'augmentation.

V. Faisons défenses aux dits pilotes de piloter & conduire les vaisseaux qui se diront de relâche pour quelqu'endroit qu'ils soient destinés, à moins que les capitaines desd. vaisseaux n'aient fait leur déclaration de relâche à notre Gresse,

à peine de 50 liv. d'amende.

VI. Faisons pareillement défenses auxdits Pilotes de prendre ni exiger des capitaines des vaisseaux ou des armateurs, autres ni plus grands droits que ceux-ci dessus, à peine aussi de 50 l, d'amende pour la premiere fois; &, en cas de récidive, d'être déchus du pilotage : leur enjoignons au surplus de garder & observer les Ordonnances & Réglemens de la Marine, tous les peines y contenues, & avons permis au Procureur du Roi, de faire imprimer, lire, publier & afficher le présent Réglement par-tout où besoin sera. Fait & donné par Nous, Louis-Théodore Beraudin, Ecuyer, Conseiller du Roi, Lieutenant & Juge ordinaire, Civil & Criminel, Commissaire Enquêteur, Examinateur & Garde-scel du Siege de l'Amirauté de cette ville de la Rochelle, de l'avis de M. Pierre-Jean-Baptiste Griffon, Conseiller du Roi en ce Siege, le 18 Août 1745. Signé à la minute, Beraudin, Griffon, Valin, Procureur du Roi, & Regnaud, Greffier.

ARTICLE XIII.

De pourront les Lamaneurs & Mariniers exiger plus grandes sommes que celles portées au Réglement, sous peine de punition corporelle, si ce n'est en temps de tourmente & de péril évident; auquel cas leur sera fait taxe particuliere par les Officiers de l'Amirauté, de l'avis de deux Marchands, eu égard au travail qu'ils auront fait, & au danger qu'ils auront couru.

En'étoit pas la peine que le Commentateur s'appliquât à définir la tourmente, & à en marquer la cause & les essets, en y opposant la bonace. Il convenoit mieux d'observer que s'il est défendu aux Pilotes-lamaneurs, & à tous autres dont les salaires sont taxés, de rien exiger au-delà de la taxe, puisque, sans cela, les Réglemens seroient inutiles : il ne leur est pas permis, pour cela, d'offrir de servir pour un moindre salaire, à cause que l'ordre seroit troublé par-là; que ce seroit rendre arbitraire le prix insérieur à la taxe, & qu'ensin ce seroit une source intarissable de discussions & de querelles entre ces mercenaires, qui, par envie, pour se faire donner la présérence, assertencent de s'offrir au rabais.

Aussi la Police est-elle également attentive à mulcter d'amende ceux qui sont convaincus de cette sorte de prévarication, qu'à insliger la peine portée par cet article, à ceux qui exigent quelque chose au-dessus de la taxe. Par cette raison, un capitaine ou maître de navire n'est pas recevable à faire preuve que le Lamaneur est convenu avec lui à une somme au-dessous de la taxe. Ainsi jugé de restè par Sentence de l'Amirauté de Marseille, du 12 Novembre 1748.

Il est pourtant des cas où il ne seroit pas juste de borner les Lamaneurs absolument à la taxe; & notre article qui l'a pensé de la sorte, en sait l'exception pour le temps de tourmente & de péril évident: exception qui a lieu, soit que le péril sût évident dès le temps que le Pilote-Lamaneur est allé au secours du

navire, soit que la tourmente ne soit venue que depuis.

En effet, quoique la taxe soit saite sans distinction des saisons ni des circonflances qui peuvent alonger ou racoureir le temps du pilotage, elle n'est jamais
censée porter sur des cas extraordinaires, tels que coux d'une tourmente &
d'un péril manisesse. Il est donc naturel alors d'accorder au Lamaneur une taxe
particuliere & extraordinaire, eu égard à son travail aussi extraordinaire,
& au danger qu'il a couru. Mais ce n'est pas à lui à fixer la rétribution qui
lui est due; &, si le maître n'en convient pas à l'amiable avec lui, après le
péril passé, à cause de l'article suivant, c'est au Juge à la régler, de l'avis de
gens experts, tels que sont des armateurs & des capitaines de navires.

Il est rare néanmoins de voir porter en Justice ces sortes de discussions; elles

se terminent presque toutes extrajudiciairement par des conciliateurs.

ARTICLE XIV.

Éclarons nulles toutes promesses faites aux Lamaneurs & autres Mariniers, dans le danger du naufrage.

S Ans qu'il foit besoin de lettres de rescisson, comme le Commentateur l'a pensé mal-à-propos, attendu que la nullité est prononcée par l'Ordonnance. Cette disposition au reste, qui est dans les vrais principes du droit, & qui se trouve dans l'art. 89 de l'Ordonnance de 1584, de même que dans l'article 31, chap. 5. du Guidon de la mer, avoit aussi été adoptée par l'art. 4 des Jugemens d'Oleron, & justifiée par l'Auteur des notes, n. 7, d'où notre Commentateux a tiré toutes les autorités dont il a fait parade sur le présent article.

Toutes ces promesses faites, dans le danger d'un naufrage, sont donc nulles; & sans y avoir aucun égard, c'est au Juge à taxer le salaire du Pilote-lamaneur de tous les autres qui ont donné du secours, eu égard à la nature & à la difficulté du travail. Ce qui amene aussi la considération des risques qu'il leur a fallu

courit. Vide infrà l'art. 11, tit. 9, des naufrages.

Que le danger du naufrage se soit manisesté avant de demander du secours; ou qu'il ne se soit déclaré que depuis, c'est toute la même chose, puisqu'il s'agit toujours de promesses faites dans le danger, ou par la crainte du danger; &, s'il étoit question de promesses exigées par le Lamaneur, hors de tout danger, il seroit alors dans le cas de la contravention à l'article précédent, relatif au 89 de l'Ordonnance de 1584.

ARTICLE XV.

Njoignons aux Lamaneurs de visiter journellement les rades des lieux où ils seront établis, de lever les ancres qui y auront été laissées, & d'en faire vingt-quatre heures après, leur déclaration au Gresse de l'Amirauté.

Lest enjoint au maître de quai, par l'art. 6 du tit. précédent, de visiter une fois le mois, & toutes les fois qu'il y aura eu tempête, les passages ordinaires des vaisseaux pour reconnoître si les fonds n'ont point changé.

Ici, il y a injonction aux Pilotes-lamaneurs de visiter journellement leurs rades; ce qui ne doit rien leur coûter, puisque l'exercice continuel de leurs fonctions les met à portée de reconnoître s'il y a des changemens ou non dans les fonds.

A l'égard de l'injonction qui leur est aussi faite de lever les ancres qui auront été laissées dans les rades, il faut l'entendre de celles qui seront trouvées sans bouées, hoirins ou gaviteaux, & non de celles qui en auront, s'il ne leur est ordonné spécialement par les Officiers de l'Amirauté de les lever, relativement à ce qui sera observé à ce sujet sur l'art. 28 du tit. des nausrages ci-après.

Pour ce qui est de l'obligation qui leur est imposée de déclarer, dans vingtquatre heures, au Gresse de l'Amirauté, les ancres qu'ils auront levées, il n'y a rien en cela de particulier. Tout ce qui est trouvé en mer ou sur les côtes est sujet tout de même à déclaration dans les vingt-quatre heures, sur peine de recélé. Art. 19 & 20 du même titre des nausrages.

ARTICLE XVI.

Ils reconnoissent quelques changemens dans les sonds & passages ordinaires des vaisseaux, & que les tonnes ou balises ne soient pas bien placées, ils seront tenus à peine de dix livres d'amende, d'en donner avis aux Officiers de l'Amirauté & au maître de quai.

Tout

Out cela est à sa place, & rien n'est plus juste. Mais comment convaincre les pilotes lamaneurs d'avoir remarqué ces changemens, & que les tonnes & balises ne sont pas bien placées, pour leur insliger la peine de l'amende dont il s'agit, saute par eux d'en avoir donné avis? Après tout, on n'a point de reproche à leur faire à ce sujet; aussi ont-ils un intérêt personnel à avertir ce qui peut rendre la navigation plus difficile & plus dangereuse: ce qui, outre les choses exprimées dans cet article, comprend encore le mauvais entretien des seux.

Il est tout naturel aussi qu'ils en donnent avis aux Officiers de l'Amirauté & au maître de quai. A celui-ci, asin qu'il aille vérisser le fait; & aux Officiers de l'Amirauté, asin que sur son rapport ils prennent les précautions convenables aux circonstances, sur-tout pour le rétablissement des tonnes & balises, & pour l'entretien des seux, dernier objet si important pour la sûreté de la na-

vigation pendant la nuit.

ARTICLE XVII.

I L sera libre aux maîtres & capitaines de navires François & étrangers, de prendre tel lamaneur que bon leur semblera pour entrer dans les ports & havres; sans que pour en sortir, ils puissent être contraints de se servir de ceux qui les auront fait entrer.

A U premier coup d'œil, cette liberté accordée à tout maître ou capitaine de navires François & étrangers, de choisir entre les pilotes lamaneurs, & de prendre celui d'entr'eux que bon lui semblera, sans être obligé de se servir de celui qui est en tour de service, paroît contraire au bon ordre, comme étant capable de somenter des brigues entre les pilotes lamaneurs, pour se ménager respectivement la présérence, & de les entretenir dans des divisions, des querelles & des haines interminables.

Cependant réflexion faite, ces inconvéniens doivent céder à la satisfaction qu'il est juste de donner à un maître de navire, de choisir un lamaneur en qui il a mis sa confiance, soit pour l'avoir éprouvé, soit parce qu'il a une réputa-

tion établie.

Quoique tous les pilotes lamaneurs soient censés savoir leur métier, puisqu'ils ont tous été reconnus capables lors de leur examen; il en est néanmoins, comme dans tous les autres états, qui ne s'attirent aucune sorte de considération. D'ailleurs dans ce métier-là il faut, outre la capacité requise, de la prudence, de la sobriété, un caractère pacisique; en un mot, savoir en bien user avec les maîtres de navires; & l'on ne peut pas dire assurément que tous les lamaneurs aient ces qualités.

Il est donc juste au fonds que les maîtres & capitaines puissent choisir ceux qui leur conviennent le mieux; & cette liberté de choix est peut-être le moven le plus sûr pour corriger ceux des lamaneurs que leurs défauts font !aisser à l'écart. Il n'est pas nouveau, en esser, ni extraordinaire que l'intérêt agisse plus

Tome 11, Sill

efficacement sur le cœur des hommes, pour réprimer leurs passions, que la Religion, ou cette orgueilleuse raison que nos Philosophes modernes s'efforcent de lui substituer, avec une indécence qui met le comble à leur aveuglement.

De cette même liberté donnée aux maîtres & capitaines de navires, de choifir pour entrer dans les ports & havres tel lamaneur qu'il leur plairoit, devoit s'ensuivre tout naturellement celle de ne pas se servir du même pilote pour en sortir; & c'est aussi ce que notre article décide expressément d'après le 90 de l'Ordonnance de 1584. De sorte que le seul changement de volonté de la part du maître ou patron, sussit sans qu'il soit obligé d'en dire les raisons. Tout est libre de son côté. Il peut se passer de pilote, s'il le Juge à propos, soit pour entrer, soit pour sortir; & s'il en veut un, il prend celui qu'il lui plaît, sans que le choix qu'il en a fait pour l'entrée l'oblige de s'y tenir pour la sortie. Il en est autrement du pilote: exclus de préférer un maître à un autre, il faut qu'il serve celui qui le demande le premier.

Tout cela néanmoins s'entend, pourvu que le choix du maître n'ait pas pour motif une convention secrete moyennant laquelle le salaire du pilote sera payé au-dessous de la taxe; & cela, par les raisons alléguées sur l'art. 13.

ARTICLE XVIII.

Es lamaneurrs qui, par ignorance, auront fait échoir un bâtiment, seront condamnés au souet, & privés pour jamais du pilorage; & à l'égard de celui qui aura malicieusement jetté un navire sur un banc ou rocher, ou à la côte, il sera puni du dernier supplice, & son corps attaché à un mât planté près du lieu du naustrage.

Ignorance ne s'entend pas ici d'un défaut de capacité ou d'intelligence en général de la part du pilote lamaneur. En effet, on ne peut pas supposer qu'il ne sache pas son métier, puisqu'il n'a été reçu qu'après un long exercice dans la navigation sur les côtes de son département, & qu'après un examen sévere.

Ce terme ignorance ne doit donc être pris ici que dans une fignification reftreinte; c'est-à-dire, qu'il énonce simplement une faute, un désaut d'application des regles & de la pratique de l'art. du pilotage, d'où s'est ensuivi l'é-

chouement du navire.

Mais de maniere ou d'autre, le pilote qui cause un tel malheur est extrêmement coupable, qu'il ait agi par ignorance pure, ou par désaut d'attention, ou ensin par caprice ou entêtement. S'il n'est pas assez expert dans son art, c'est à lui à le quitter & à se retirer; sans quoi il trompe la soi publique. S'il se conduit étourdiment, méprisant le danger, en ne prenant pas les précautions convenables pour l'éviter, il abuse de la consiance qu'on a en lui. Ensin si, par obstination, il est sourd aux avis qu'on lui donne, il mésuse du pouvoir que son poste lui attribue, & ce sont-là autant de crimes qui méritent une punition exemplaire.

Les articles 23 & 24 des Jugemens d'Oleron, tirés du chap. 247 du Consulat, sont remarquables sur cela, autant par leur sévérité que par la maniere dont

ils permettent de l'exercer.

L'article 23 dit: » si un locman prend une nes à mener à St. Malo ou autre » lieu, s'il manque, & ladite nes s'empire par sa faute qu'il ne sache conduire, » & par ce, les marchands reçoivent dommage, il est tenu de rendre les dommages, & s'il n'a de quoi doit avoir la tête coupée.

L'article 24 ajoute » & si le maître ou un des mariniers, aucun des marchands » lui coupe la tête, ils ne seront pas tenus de payer l'amendement : mais tou-

» tefois l'on doit favoir avant de le faire, s'il a de quoi.

Cette fingularité n'a été remarquée que pour faire connoître que de tout temps on a regardé comme un grand crime, la faute d'un pilote lamaneur qui par imprudence & par sa mauvaise manœuvre, fait périr ou échouer le navire dont la conduite lui est consiée.

La punition que notrearticle lui inflige, loin de paroître excessive, doit donc au contraire passer pour être trop douce eu égard à l'intérêt qu'a l'Etat d'avoir des pilotes lamaneurs bien versés dans leur art, & attentiss à assurer la navigation.

Cependant quoiqu'il ne se passe point d'année que quelques navires ne périssent par leur saute, on ne voit point qu'il en soit sait d'exemples; & cela

faute de dénonciation par une charité mal entendue.

Il ne se peut rien de plus contraire au bien public. Ce qui en résulte, le voici:

1°. Les mal-adroits & les étourdits continuent leurs fonctions sans travailler à se corriger, & sont périr d'autres navires. On assure qu'il en est un des côtes

de Bretagne qui en a fait perdre jusqu'à trois.

2°. Le défaut de punition donnant une sorte d'assurance que les sautes ne se ront point recherchées, peu de pilotes s'appliquent à se persectionner dans leur art; & ce qui est pire encore, ils négligent d'apporter l'attention requise à éviter les dangers, en multipliant & variant les manœuvres suivant les circonstances. Ils ne songent qu'à se rendre par la voie la plus courte, aux risques de ce qui pourra en arriver, pour être en état de piloter quelqu'autre navire.

3°. Enfin le peu de sûreté que par-là l'on croit trouver à prendre des pilotes, fait qu'un grand nombre de capitaines, maîtres ou patrons s'en passent : ce qui ne sert qu'à augmenter les accidens maritimes. Mais quand cette méthode ne seroit que rendre le service des lamaneurs plus rare, eux qui ont besoin d'un exercice continuel pour acquérir plus d'expérience, ce seroit toujours un grand mal, sans compter que l'ardeur à s'engager dans un métier diminue à mesure que les aspirans s'apperçoivent qu'il ne peut plus sournir une honnête subsistance.

Toutes ces considérations devroient donc faire souhaiter que l'on punit régulièrement tout pilote lamaneur, à qui l'on seroit sondé à reprocher d'avoir

causé par sa faute la perte ou l'échouement de quelque navire.

A l'égard de celui qui malicieusement aura jetté un navire sur un banc our rocher, ou à la côte, notre article veut qu'il soit puni du dernier supplice, & que son corps soit attaché à un mât planté près le lieu du naustrage, » en mémoire perpétuelle, dit l'art. 25 des Jugemens d'Oleron, & pour faire balise » aux autres qui viendront là.

La même peine de mort est prononcée pour pareil cas contre le capitaine

Sffij

par l'art. 36, tit. premier du livre 2 ci-dessus, par l'art. 7 du tir. 4 contre le pilote, & par l'art. 44 & 45 du tit. des nausrages ci-après, tant contre les Seigneurs des siefs voisins de la mer, & tous autres qui auront forcé les pilotes & locmans de saire échouer les navires aux côtes qui joignent leurs terres, que contre ceux qui allumeront la nuit des seux trompeurs sur les greves de la mer, & dans les lieux périlleux, pour y attirer & saire perdre les navires; ubi vide notata.

Au reste le pilote lamaneur sera jugé avoir malicieusement sait échouer ou périr le navire, s'il a été averti du danger par le capitaine & l'équipage du navire, & si au lieu en cas d'avoir sait la manœuvre convenable, ou celle qui lui aura été indiquée, il a suivi son caprice & son entêtement. Il en sera de même, si l'écueil sur lequel le navire aura été jetté étoit un écueil notoirement connu, & s'il n'a pas sait la manœuvre requise pour l'éviter. En un mot, c'est par les circonstances qu'il saudra se décider pour la faute simple ou pour la malice.

Il est tel cas où l'échouement devient indispensable, pour éviter une perte totale & un naufrage absolu: mais le pilote lamaneur ne doit jamais s'y déterminer de son ches. Il faut qu'il le propose au capitaine & à l'équipage, par voie de conseil simplement, & qu'il attende sur cela leur résolution pour s'y consormer; sans quoi il se rend responsable de l'événement, & coupable nécessairement d'une faute capitale.

On comprend par-là que le pilote côticr étant à bord, est le chef & le conducteur du navire; que c'est à lui à diriger la route, & à faire exécuter toute la manœuvre; de maniere que le capitaine n'en a plus la direction. Et c'est pour cela que l'art. 11 lui enjoint de déclarer au lamaneur combien son navire tire d'eau, à peine de vingt-cinq livres d'amende pour chaque pied recelé.

Ce n'est pas qu'il n'ait le droit de donner ses avis au pilote, & de lui saire les remontrances qu'il jugera à propos; mais après cela il doit le laisser saire, si évidenment il ne manœuvre mal, & que son équipage en juge comme lui, sans quoi il est sujet à réprimande & à punition, en s'exposant d'ailleurs aux

dommages & intérêts qui en pourroient réfulter.

Que serviroit en effet qu'il y cût des pilotes lamaneurs, si la conduite des navires ne leur appartenoit pas spécialement, & s'il n'étoient-là que pour donner simplement des conseils? On peut se passer d'eux, à la vérité; mais quand on s'est déterminé à en prendre, il faut les laisser dans toute la liberté de leurs sonctions, si encore une sois il n'est évident au capitaine & aux principaux de l'équipage qu'il opere mal.

Le Commentateur a encore emprunté de Cleirac tout ce qu'il dit assezinutilement sur cet article comme sur quantité d'autres, & toujours sans en avertir.





TITRE IV.

DU LESTAGE ET DELESTAGE.

N sent de quelle conséquence il est que le lest soit jetté dans des endroits où il ne puisse encombrer les rades, les ports & les entrées des rivieres.

C'est pour cela que dans tous les temps il y a eu des endroits marqués pour y déposer le lest; mais aussi dans tous les temps les capitaines où maîtres de navires, pour épargner la dépense que cause la décharge du lest, ont conservé la criminelle habitude de jetter leur lest, en tout

ou partie, en arrivant dans les ports & rades.

En vain, par l'article 458 de l'Ordonnance de 1629, leur avoit-il été fait défenses d'en user de la sorte, à peine de confiscation de leurs navires & de leur chargement: Envain, par Lettres-Patentes du 9 Janvier 1640, & par un Réglement conforme de M. le Duc de Vendôme du premier Octobre 1660, avoit-il été prononcé des peines extrêmement séveres contre ceux d'entr'eux qui manqueroient d'observer les regles prescrites pour le sestage & délestage: en vain encore, par Arrêt du Conseil du 24 Janvier 1665, avoit-il été pris de nouvelles précautions à ce sujet; le désordre étoit venu à tel point, suivant l'énoncé de l'Arrêt du Conseil du 29 Mars 1670, » que les grands vaisseaux qui abormoient auparavant avec facilité les ports & havres, n'y pouvoient plus mentrer, au préjudice du service de Sa Majesté & du commerce général du » Royaume.

A quoi le Roi, jugeant qu'il étoit nécessaire de pourvoir, ordonna que toutes concessions saites à des particuliers ou communautés, pour raison des sonctions de délesseur, & des droits de délessage, sous quelque prétexte & en quelque maniere que ce pût être, seroient & demeureroient révoquées & annullées, avec désenses à toutes personnes de s'immiscer au fait dudit délestage ou lestage de toutes sortes de vaisseaux françois ou étrangers; à la réferve de ceux qui seroient commis, & pourvus par lettre de Sa Majesté.

Par le même Arrêr du Conseil, il sut réglé en dix articles de quelle maniere il seroit procédé au lestage & délestage des navires; & l'exécution en sut ordonnée sous des peines, non-seulement pécuniaires; mais même corporelles, avec attribution de Jurisdiction aux Commissaires départis dans les provinces pour les ports ordinaires, & aux Intendans de Marine pour les ports de Sa Majesté.

Cependant plusieurs des dispositions de ces articles sont demeurées sans effet comme ayant été tacitement révoquées, tant par la présente Ordonnance, que par celle de 1689, qui n'en ont conservé qu'une partie; & sur lesquelles seules, comme étant les dernieres loix saites sur ce sujet, il saut maintenant se régler, soit pour la nature des peines, soit pour la Jurisdiction, qui par-là a été rendue aux officiers de l'Amiranté comme auparavant; à l'exception des ports royaux, où les Intendans de la Marine continuent de connoître du lestage & délestage, relativement à ladite Ordonnance de 1589, art. premier, tit. 3 du liv. 11, consirmative en cette partie dudit Réglement de 1670 & de celui du 6 Octobre 1674, tit. 12.

Il n'est donc plus question de délesteurs avec commission ou provision du Roi, en conséquence dudit Arrêt du Conseil du 29 Mars 1670; puisque M. l'Amiral a été rétabli dans son ancien droit à cet égard, par l'article 4, titre premier du livre premier ci-dessus, relativement aux précédens Arrêts du Conseil des 14 Octobre 1650, & 6 Septembre 1661; c'est-à-dire, dans le droit de commettre les délesteurs, de même que les sujets propres à remplir les autres sonctions relatives à la navigation, au commerce maritime, & à la police des ports & havres : droit dont il a toujours usé depuis sans aucune interruption.

ARTICLE PREMIER.

Ous capitaines ou maîtres de navires venant de la mer, seront tenus en faisant leur rapport aux Officiers de l'Amirauté, de déclarer la quantité de lest qu'ils auront dans leur bord, à peine de vingt livres d'amende.

E que cet article prescrit aux capitaines ou maîtres de navires, less Lettres-Patentes du 9 Janvier 1640, & le Réglement de M. le Duc de Vendôme du premier Octobre 1660, le leur avoient déjà ordonné, & sous.

des peines tout autrement rigoureuses.

L'objet de cette déclaration, qui doit être faite dans les vingt-quatre heures de l'arrivée, suivant l'Ordonnance de l'Amirauté de la Rochelle du 10 Juin 1749; Ordon. sondée sur ce que cette déclaration doit accompagner le rapport au gresse, que tout maître est obligé aussi de faire dans les 24 heures, suprà, art. 4, tit. 10 du livre premier; l'objet, dis je, de cette déclaration est non-seulement de pourvoir au délestage dès qu'il en sera question; mais encore principalement de vérisier, par la visite du navire, si le maître a accusé juste, s'il a bien à son bord la quantité de lest par lui déclarée; & si, eu égard au port de son bâtiment, il ne devoit point avoir une plus grande quantité de lest: parce que, dans tous ces cas, il seroit en contravention, & réputé avoir jetté frauduleusement une partie de son lest en arrivant dans les rades; ce qui l'exposeroit aux peines portées par l'art. 6 ci-après.

Dans les ports de la Marine du Roi, c'est au capitaine de port que la déclaration doit être faite; sous peine de pareille amende; art. 2 de l'Ordon. de 1689, déjà citée, liv. 11, tit. 3. Le délain'y est pas fixé; sur quoi il faut

prendre pour regle la présente Ordonnance, qui veut que tout rapport soit sait dans les 24 heures de l'arrivée, comme il vient d'être observé.

A Bordeaux, c'est aux Jurats qu'appartient le droit de veiller au lestage &

délestage des navires. V. l'art. 6, tit. 2 du liv. premier, fuprà.

A Nantes, les droits de lestage & délestage appartiennent à l'Hôpital général, par l'adjudication du Commissaire du Roi, en date du 28 Octobre 1693, confirmée par Arrêt du Conseil du 20 Décembre 1694. Le tarif des droits sut

ensuite réglé le 7 Juillet 1695.

Le premier Réglement qui paroissoit avoir été sait sur les droits de lessage & délestage, est celui de M. de Thuillerie, Intendant de la Rochelle, en date du 22 Septembre 1631. Les droits y sont fixés à 15 sols pour les navires du port de 30 tonneaux & au-dessous; à 30 sols pour ceux depuis 30 tonneaux jusqu'à soixante; à 48 sols, pour ceux de 60 à 100 tonneaux; & à 3 livres pour tous autres navires de 100 tonneaux & au-dessus indistinctement.

Ce Réglement fait d'abord pour la feule Amirauté de la Rochelle fût approuvé & ratifié par le Gardinal de Richelieu le 12 Avril 1632; & ensuite M. le Duc de Vendôme en fit un Réglement général par son Ordon. du premier Octobre 1660. Mais cela n'exclud pas les usages contraires autorisés par des Réglemens particuliers, tels que sont celui de Nantes du 7 Juillet 1695, &

celui de Marennes du 31 Juillet 1700.

On conçoit en effet que les droits doivent être plus ou moins forts, suivant le plus ou le moins de difficultés qui se rencontrent pour le lestage & délestage. Il est pourtant vrai que comme la dissérence ne doit insluer que sur le salaire des ouvriers employés à ces sortes d'opérations, elle ne se fait aussi remarquer que dans les endroits, où, avec les droits sont consondus les salaires de ces ouvriers; de maniere que les maîtres de navires n'ont rien de plus à payer à ce sujet; au lieu que dans les ports ou les salaires ne sont pas mêlés avec les droits dus pour la permission de lester ou délester, aux visiteurs commis pour veiller à ce que ces opérations se fassent consormément aux régles, les maîtres de navires sont obligés de payer à part les salaires dus aux maîtres des gabares ou autres bâtimens qui y sont employés, au moyen de quoi tout paroît revenir au même.

ARTICLE II.

Es Syndics & Echevins des villes & communautés seront tenus de désigner, & même de fournir si besoin est, les lieux ou emplacemens nécessaires & suffisans pour recevoir le lest, ensorte qu'il ne puisse être emporté par la mer.

S'll étoit quelque port où il n'y eût pas des emplacemens publics propres à y déposer commodément le lest des vaisseaux, il faudroit bien, aux termes de cet article, que les Maire & Echevins de la ville, en sournissent à leurs fraix; à l'esset de quoi ils seroient tenus de faire l'acquisition de ceux qui seroient choisis pour ce sujet, sans égard à la désignation qu'ils

pourroient faire d'autres emplacemens, quoique ce même article leur laisse la liberté du choix par ce mot désigner. Mais il ne faut l'entendre que dans le fens que la défignation des lieux fera de nature à être acceptée, car c'est précisément aux Officiers de l'Amiranté à fixer les endroits du lestage & délestage. Aussi ceux de l'Amiranté de la Rochelle ont ils toujours usé de ce droit, comme il résulte de plusieurs de leurs Ordonnances, entr'autres de celles des

4 Avril 1702, 19 Juin 1725, & 10 Juin 1749. Après tout, cela avoit déjà été ainsi réglé par les Lettres-Patentes du 9 Janvier 1640, par le Réglement de M. de Vendôme du premier Octobre 1660, & par celui de M. de Beaufort du 28 Mai 1669. On conçoit bien néanmoins que les officiers de l'Amirauté ne font jamais ces indications de leur feule autorité, & qu'ils ne font en cela que se conformer à l'avis des principaux armateurs, capitaines & pilotes du port. Ils ne le feroient pas non plus fans consulter les Maire & Echevins, s'il étoit question de la part de ceux-ci de fournir des emplacemens; puisqu'étant alors parties intéressées, il y auroit nécessité d'entendre leurs raisons, du moins cela me paroît tout naturel, quoique en cette partie, dans les ports de commerce, les Officiers de l'Amirauté aient le même droit que les Intendans de la Marine dans les pors Royaux, & que l'art. 4 de l'Ordonnance de 1689, donne tout pouvoir aux Intendans de Marine de régler & fixer les lieux ou le lest doit être déposé, & de contraindre les villes & communautés d'en fournir au besoin.

Sur ces mots, en sorte qu'il ne puisse être emporté par la mer, le Commentateur a raison d'ajouter, » & qu'on puisse le trouver quand on en aura besoin » pour lester les navires. » Par où il fait entendre qu'il n'est pas permis aux maîtres de navires de prendre du lest où ils le jugent à propos; & en esset, s'il n'y avoit pas des endroits défignés pour cela, aussi-bien que pour le délestage, on pourroit, en dégarnissant trop la côte en certains lieux, ouvrir un passage à la mer, & lui donner le moyen de se répandre sur les terres voisines, où elle causeroit des dommages considérables aux propriétaires de ces terres.

C'est par le même motif qu'il est désendu à quiconque, non-seulement de rompre la banche ou la mer vient se briser, mais encore d'enlever les pierres, grifons ou cailloux qui bordent le rivage, fous quelque prétexte que ce foit, fans une permission des Officiers de l'Amirauté. A la vérité, ils la resufent rarement; mais austi ils ne l'accordent jamais qu'après avoir fait visiter les endroits où l'on demande à prendre de la pierre, & qu'après avoir reconnu

que cela peut se faire sans inconvénient.

M. Begon, Intendant de la Généralité de la Rochelle, rendit à ce sujet le 7 Août 1704, une Ordonnance portant défenses d'enlever les pierres du rivage de la mer, (avec une certaine restriction toutefois), à peine de dix livres d'amende, applicable moitié à l'Hôpital des Orphelins de Rochefort, & l'autre moitié au dénonciateur. L'Ordonnance étoit juste au fonds, à l'application près de l'amende; mais ce n'en étoit pas moins une entreprise sur la Jurisdiction de l'Amiranté: aussi n'en a t-il samais été fait usage.



ORDONNANCE DE L'AMIRAUTÉ DE LA ROCHELLE.

Pour le Lestage & Délestage.

Du 10 Juin 1749.

DEPARLEROI.

LOUIS-JEAN-MARIE DE BOURBON, Duc de Penthievre, de Château Vilain & de Rambouillet, Gouverneur & Lieutenant-Général de la province de Bretagne, Pair & Amital de France: à tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut; savoir, faisons que:

Sur la remontrance à nous faite par le Procureur du Roi, que dans tous les temps il a été rendu nombre d'Ordonnances, Arrêts & Réglemens sur le fait du lestage & délestage des vaisseaux, & entr'autres une Déclaration du Roi du 9 Janvier 1640, qui regle de quelle maniere il se doit faire, & ordonne que ceux qui y contreviendront soient condamnés en deux mille liv. d'amende, & cela pour empêcher que les capitaines des vaisseaux, tant françois qu'étrangers, ne jettent leur lest dans les rades, potts & rivieres où ils abordent, ce qui est de la derniere conséquence pour la navigation; que, quoiqu'on ait tenu la main à l'exécution de cette Ordonnance, par celles qui ont été rendues depuis & notamment par celle de 1681, & par celles rendues en ce Siege sur différentes contraventions, & qu'il femble que la manière avec laquelle se doit faire le lestage & délestage, ne doit plus être révoquée en doute; néanmoins il est informé qu'il se commet encore journellement un abus sur le délestage qui se fait en ce port des vaisseaux qui y arrivent, & qui ont leur lest de sable, en ce que plusieurs particuliers de cette ville qui ont des tombereaux, en donnant quelque piece d'argent à l'équipage pour en faire la décharge, l'enlévent sans la participation du maitre des quais à qui seul appartient de faire observer les précautions qu'il faut prendre pour cette décharge, & d'indiquer les endroits où il le faut porter, & par-là privent le public de l'utiliré qu'il pourroit trouver dans la distribution de ce sable, s'il passoit par les mains du maitre des quais. A CES CAUSES, requéroit le Procureur du Roi qu'il plût y pourvoir.

Sur quoi faisant droit de sa remontrance; nous avons ordonné que les Ordonnances & Réglemens rendus sur le fait du lestage & délestage, seront exécutés selon leur forme & teneur, & en conséquence avons enjoint à tous maîtres de bâtimens, tant françois qu'étrangers, qui arriveront en ces rades & dans le port, de faire, dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, leur déclaration à notre greffe, & à ceux qui auront du lest d'en déclarer l'espece & la quantité: leur faisons défenses de délester ou lester, qu'ils n'en aient obtenu la permission du Receveur de M. l'Amiral, & payé ses droits, conformément au Réglement fait par M. de la Thuillerie, Intendant , le 22 Septembre 1631 , confirmée par M. le Cardinal de Richelieu, le 22 Août 1632: lequel lestage & délestage ils ne pourront faire qu'en présence du maitre des quais ou des personnes par lui préposées pour le voir faire, qui leur indiquera l'endroit où il faut prendre le lest dont ils auront besoin, & celui où il faudra porter celui qu'ils déchargeront; le tout à peine de 100 liv. d'amende pour chaque contravention. Faisons austi défenses, sous les mêmes peines, à toutes personnes de s'ingérer de faire décharger & enlever le lest des vaisseaux; à l'effet de quoi avons ordonné que ceux qui auront besoin de lest, soit de pierre ou de sable, s'adresseront au maître des quais qui leur en fera délivrer; & afin que personne n'ignore notre présente Ordonnance, ordonne qu'elle sera imprimée, lue, publiée & affichée par-tout où besoin sera. Fait & donné par nous Louis - Théodore BERAUDIN, Ecuyer, Conseiller du Roi, Lieutenant & Jugé ordinaire, civil & criminel, Commissaire Enquêteur, examinateur, Garde-Scel du Siege de l'Amirauré de la Rochelle, le 10 Juin 1749. Signé, BERAUDIN. VALIN, Procureur du Roi, & REGNAUD, Greffier.

ARTICLE 111.

Près le délestage des bâtimens, les Maîtres des bateaux ou gabares qui auront été employés, seront tenus, à peine de trois livres d'amende, de saire leur déclaration aux Officiers de l'Amirauté, de la quantité de tonneaux qui en auront été tités.

N trouve la même disposition in terminis dans l'article 5 de l'Ordonnance de 1689, à cela près qu'au lieu des Officiers de l'Amirauté, il est dit que la déclaration sera faite au capitaine de port.

Cette déclaration au reste est exigée pour la comparer avec celle du maître ou capitaine du navire, & pour reconnoître par-là s'il avoit bien la quantité

de lest par lui déclarée.

Il est inutile peut-être d'avertir que toutes les déclarations qui se sont à l'Amirauté, sont accompagnées du serment de ceux qui les sont; mais ce que l'on pourroit ignorer, c'est que nul maître de bateau ou gabare ne peut travailler au lestage ou délestage, sans une permission par écrit du maître de quai ou de la personne commise à cet esset par M. l'Amiral (à la Rochelle c'est le Receveur de M. l'Amiral) qui signe & délivre ces permissions, & qui perçoit les droits de lestage & délestage, qui au surplus doit être sait en présence du commis, ou à désaut de commis en présence du maître de quai. Ordonnance de l'Amirauté de la Rochelle du 10 Juin 1749. Il est dû à cette occasion au commis ou au maître de quai dix sols par navire, pour toute rétribution à cet égard, de quelque grandeur ou capacité que soit le bâtiment.

ARTICLE 1V.

Ous bâtimens embarquant ou déchargeant du lest, auront une voile qui tiendra aux bords, tant du vaisseau que de la gabare, à peine de cinquante livres d'amende solidaire contre les maîtres des navires & gabares.

l'art. 10 du Réglement de Dunkerque, en date du 23 Décembre 1690. Sans la précaution en effet d'avoir une voile ou prélat qui tienne aux bords; tant du vaisseau à lester ou à délester, qu'au bateau ou à la gabare, il seroit de toute impossibilité qu'il ne tombât pas une partie du lest dans l'eau; ce qui est précisément l'inconvénient à éviter. La même précaution avoit aussi été indiquée par l'Arrêt du Conseil du 29 Mars 1670, art. 3; & l'amende pour la contravention étoit de 1500 liv. Ici elle n'est que de 50 liv. mais elle est payable solidairement par le maître du navire & par celui de la gabare, parce que la contravention leur est commune, & qu'en matiere de délit, la

peine pécuniaire doit réguliérement être supportée solidairement par les coupables, sauf les recours de l'un contre l'autre pour le remboursement de sa portion,

ou pour l'y faire contribuer.

En tout ceci, au reste, il n'y a point de distinction à faire entre les maîtres ou capitaines françois, & les étrangers, pour dire que ceux-ci seroient en quelque sorte excusables d'ignorer nos loix & nos usages; ou du moins qu'ils devroient avoir leur recours & garantie contre les maîtres des bateaux ou gabares: car, outre qu'en cette partie nos loix n'ont rien de particulier & qui ne soit observé ailleurs, ce qui exclut par conséquent toute excuse d'ignorance, c'est qu'en matiere de délit on n'admet point de garantie.

ARTICLE V.

Ous mariniers pourront être employés au lestage & délestage des vaisseaux, avec les gens de l'équipage.

Ela veut dire qu'il n'y a point de gens préposés en titre ou par commission, dont il y ait nécessité de se servir pour travailler au lestage & délestage, comme il y en a pour le pilotage; & qu'ainsi il est libre aux maîtres de navires de prendre pour les lester & délester tels maîtres de bateaux ou gabares qu'ils jugeront à propos; & de même de choisir entre les mariniers ceux qu'ils voudront pour aider les gens de leur équipage dans le travail, avec pleine faculté de s'en passer si l'équipage sussit pour l'opération.

Il étoit d'autant plus juste de leur laisser cette liberté, qu'en leur donnant par-là le moyen d'épargner les frais, il n'en peut résulter aucun inconvénient, ce travail au fonds n'exigeant point d'expérience, & se faisant d'ailleurs sous

les yeux du commis au lestage & délestage.

ARTICLE VI.

Aisons désenses à tous capitaines & maîtres de navires de jetter leur lest dans les ports, canaux, bassins & rades, à peine de 500 liv. d'amende pour la premiere sois, & de saisse & de confiscation de leurs bâtimens en cas de récidive; & aux délesteurs de le porter ailleurs que dans les lieux à ce destinés, à peine de punition corporelle.

I 'Ordonnance de la Hanse Teutonique dit seulement, art. 38, le lest sera » porté & jetré sur les lieux destinés, & en cas de contravention seront

» les réfractaires punis par les Magistrats des villes. »

D'un autre côté, par les Lettres-Patentes du 9 Janvier 1640, & par le Réglement de M. de Vendôme du premier Octobre 1660, il y avoit pour la premiere fois amende de 2000 liv. confitcation du navire pour la feconde fois, & peine corporelle pour la troisieme.

T ttij

L'Arrêt du Conseil du 29 Mars 1670 avoit déjà modéré l'amende à 1500 liv. & enfin elle a été réduite par cet article à 500 liv. ce qui a été confirmé par

l'article 7 de l'Ordonnance de 1689.

Cette derniere Ordonnance prononce tout de même la confiscation des navires, en cas de récidive; & du reste, la punition corporelle ne regarde non plus que les désesteurs qui porteront le lest ailleurs que dans les lieux à ce dessinés. Aussi n'y a-t-il qu'eux que s'on puisse rendre naturellement responsables de cette prévarication, à moins qu'il n'y eût preuve de connivence & de collusion entr'eux & les maîtres de navires, qui à cette occasion seroient convenus d'un salaire moindre que celui qu'on a accoutumé de payer pour porter le lest dans les endroits indiqués: auquel cas ces maîtres de navires étant réellement complices du désit, seroient par conséquent sujets tout de même à punition corporelle.

Du reste, on ne sauroit tenir trop sévérement la main à l'exécution d'une

police aussi salutaire, & à la punition des prévaricateurs.

ARTICLE VII.

Aisons aussi désenses, sous pareilles peines, aux capitaines & maîtres de navires de délester leurs bâtimens, & aux maîtres & patrons de gabares ou bateaux lesteurs, de travailler au lestage ou délestage d'aucuns vaisseaux pendant la nuit.

Eme décision absolument dans l'article 8 de l'Ordonnance de 1689. Par l'Arrêt du Conseil du 29 Mars 1670, il y avoit 1500 liv. d'amende,

fans parler de peine corporelle.

Ces mots, fous pareilles peines, s'entendent distributivement, c'est-à-dire, de l'amende pour la premiere sois, & de la confiscation en cas de récidive, contre les mastres ou capitaines de navires; & indistinstement de la punition corporelle à l'égard des lesteurs & délesteurs qui auront ainsi prévariqué, sans préjudice de l'amende néanmoins; car toutes les sois qu'à l'occasion d'un délit commis par deux personnes il y a amende prononcée contre l'une, & punition corporelle contre l'autre, la peine corporelle de celle-ci emporte né-

cessairement en même temps pareille amende.

La raison pour laquelle le lestage & le délestage sont désendus pendant la nuit, n'est pas précisement la crainte que dans l'obscurité ceux qui y travail-leroient ne se méprissent, & ne laissassent tomber du lest dans l'eau par mégarde. Il faudroit avoir bien de la bonne soi pour s'imaginer, comme le commentateur, qu'il n'y auroit pas d'autre sujet de crainte. C'est bien plutôt que ces gens là n'ayant point de témoins de leur travail, ne manqueroient pas ; pour l'abréger, de jetter autant de lest qu'ils le pourroient; & qu'ensuite, à désaut de preuve contraire, ils en seroient quittes pour dire qu'ils auroient observé les regles.

Il est donc de la derniere importance que ces opérations se fassent en plein jour, & que le public en puisse être témoin, pour contenir ceux qui seroient

d'humeur de prévariquer.

ARTICLE VIII.

E Njoignons au maître de quai de tenir la main à ce que le lestage ou délestage des vaisseaux soit sait conformément à la préfente Ordonnance, à peine d'en répondre en son nom, & d'amende arbitraire.

NE des fonctions du maître de quai est donc de veiller à ce que le lestage & délestage des navires soit sait en conformité des regles prescrites à ce sujet. L'article 5 du titre qui le concerne y conduisoit déjà tout naturellement. Ses autres sonctions sont marquées, tant dans les autres articles du même titre,

que dans plusieurs autres du titre des ports & havres.

Cependant ce soin, par rapport au lestage & délestage, ne le regarde; sous les peines portées par cet article, qu'autant que M. l'Amiral n'a pas commis quelqu'autre pour y veiller, comme il en a le droit, & qu'il en a usé en plusieurs occasions. En esset, ce n'est plus son affaire si la commission en a été donnée à un autre; & c'est celui-là seul qui, chargé de veiller à ce qu'il ne se commette pas de contraventions dans ce genre, en doit répondre aussi seul, & supporter l'amende que mérite sa négligence.

Mais, quoique le soin de veiller au lessage & délestage ait été détaché de sa commission, le maître de quai n'en est pas moins en droit, par l'inspection générale que lui donne son emploi sur la police du havre, du port & de la rade, de se plaindre des contraventions qui viennent à sa connoissance, & de dénoncer les contrevenans au Procureur du Roi de l'Amirauté, pour qu'il leur

fasse infliger les peines qu'ils méritent.

Du reste, dans le cas même il demeure chargé de veiller au lestage & délestage, par le titre de sa commission, il n'a pas naturellement d'autre voie à prendre pour la punition des résractaires aux regles; attendu, comme le remarque fort bien le Commentateur, qu'il n'a pas le droit de statuer ni de prononcer aucune condamnation, en quelque cas que ce soit. Il ne peut que dresfer des procès-verbaux des contraventions, & ensuite se pourvoir par une demande en Justice, s'il le juge à propos, en requérant la jonstion du Procureur du Roi. Mais le plus court & le plus régulier est qu'il s'en tienne à la dénonciation, la poursuite des contraventions à la police & au bon ordre appartenant essentiellement au ministere public.

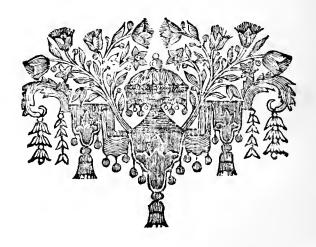
A Bordeaux ce sont les Jurats qui sont maîtres de quai, & qui, en cette qualité, sont chargés du soin de veiller au lestage & délestage des vaisseaux; l'Amirauté n'y a aucune inspection, ni aucun droit de Jurisdiction à ce sujet.

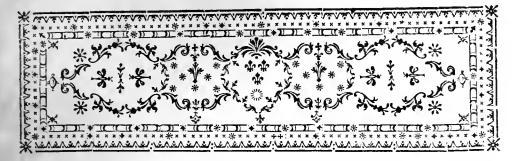
Voyez suprà art. 6, tit. 2 di livre premier.

Par Edit du mois de Janvier 1692, il fut créé dans ladite Amirauté de Bordeaux trois offices de visiteurs, lesteurs & délesteurs; dans celle de Bayonne, deux; dans celle de Brouage, aujourd'hui Marennes, un; & un aussi dans le nouveau Siege d'Amirauté érigé à Libourne par le même Edit. Mais par celui du mois de Mai 1711, ces offices & quantités d'autres créés par Edit du

mois d'Avril 1691, ont été éteints & supprimés, excepté ceux qui avoient été levés, & auxquels il avoit été pourvu sur la nomination de M. l'Amiral.

Au surplus, il est une sorte de lest utile au public, & dont par cette raison on n'exige pas au port de la Rochelle que les maîtres des navires fassent le dépôt dans les endroits défignés pour recevoir le lest ordinaire. Ce lest est celui qui consiste en pierres ou sable propre à bâtir, ou en gravier bon pour sabler des allées. Il est donc permis de décharger cette sorte de lest sur les quais, pour être distribué aux personnes qui peuvent en avoir besoin. Mais comme il ne doit point embarrasser les quais, & que d'ailleurs il convient de veiller à sa décharge, pour empêcher qu'il n'en tombe dans le havre, l'opération ne doit fe faire qu'avec la permission & sous les yeux du maître des quais; & c'est à lui que doivent s'adresser les personnes qui en ont besoin, en lui payant une rétribution que l'usage a fixé à dix sols par tomberée. Ordonnance de l'Amirauté de la Rochelle du 10 Juin 1749, rapportée article 2 ci-dessus.





TITRE V.

DES CAPITAINES GARDE-COSTES.

pitaines & autres officiers gardes-côtes, dont il est parlé ici, sont ceux qui sont connus aujourd'hui sous le titre de capitaines généraux, majors & aides-majors, ou lieutenans garde-côtes, & qui forment l'état-major de chaque capitainerie.

Ce n'est pas que dès le temps même de notre Ordonnance, il n'y eût comme à présent d'autres officiers dans les capitaineries garde-côtes, quoique la garde-côte fût resservée alors dans les bornes d'une demie-lieue; au lieu qu'elle a été étendue depuis jusqu'à deux lieues : mais ils n'étoient pas reconnus, pas plus qu'à présent, pour officiers garde-côtes commandans, cette dénomination n'ayant jamais appartenu qu'aux premiers que l'on vient de désigner, & encore les aides-majors n'ont-il plus aujourd'hui droit de commander dans leurs capitaineries.

Anciennement ces capitaines & autres officiers garde-côtes étoient à la nomination & provision de l'Amiral, & ce droit lui sut confirmé par l'art. 8 de l'Ordonnance de 1584; de maniere que ceux qui avoient été pourvus par le Roi, ses Gouverneurs ou Lieutenans-Généraux dans les provinces, surent assujettis à prendre l'attache de l'Amiral, dans trois mois; saute de quoi, il

lui fut permis d'en nommer d'autres à leur place.

Cet ordre subsista jusqu'à l'Edit de rétablissement de la charge d'Amiral en 1669, que le Roi se réserva expressément la nomination de ces officiers garde-côtes, aussi-bien que de tous les autres Officiers de Marine; ce qui ayant été confirmé par l'article 14 du titre de l'Amiral ci-dessus, n'a jamais varié depuis: à cela près que, par l'article 2, titre premier du Réglement du 28 Janvier 1716, il a été ordonné que ces Officiers prendroient l'attache de l'Amiral, sur les commissions que le Roi leur accorderoit à l'avenir. Disposition renouvel-lée par la derniere Ordonnance concernant le service des milices garde-côtes, du 5 Juin 1757, art. 10 & 11.



ARTICLE PREMIER.

ES capitaines garde-côtes, leurs lieutenans & enseignes prêteront serment devant l'Amiral ou ses Lieutenans aux Sieges dans le détroit desquels ils seront établis, & y seront enrégistrer leurs lettres.

E qui a toujours été observé sans variation, aussi-bien avant cette Ordonnance que depuis, nonobstant que les commissions d'officiers garde-côtes, eussent été érigés en titre d'office, par les Edits de Février 1705, Juillet 1707, Septembre 1709 & Avril 1713; c'est l'obligation imposée à ces officiers, en titre ou par commission, de prêter serment devant les Officiers de l'Amirauté, & de faire enrégistrer leurs lettres au gresse de l'Amirauté du lieu de leur établissement. Obligation jugée si essentielle, que seu M. le Comte de Toulouse, par son Ordonnance du 2 Septembre 1696, rendue en exécution du Réglement du 12 Mai précédent, déclara que, saute par ces officiers d'y satisfaire, ils ne pourroient être reconnus pour tels, ni saire aucunes sonstions.

Et en effet, une formalité de cette nature est de l'essence de la commission, ou, ce qui revient au même, en est une suite nécessaire, tout office étant sujet à installation, comme à une condition sans laquelle l'officier pourvu ne peut avoir le caractere public dont il a besoin pour exercer ses sonctions.

Mais il faut prendre garde qu'il n'y a que les officiers pourvus par Sa Majesté, par brevet ou par commission, qui soient sujets à prêter serment devant les Officiers de l'Amirauté, & à faire enrégistrer leurs commissions à leur

greffe.

Dans le temps de cette Ordonnance, cela ne regardoit que les officiers défignés dans cet article; favoir, les capitaines généraux, leurs lieutenans & enseignes. Dans la suite un plus grand nombre d'officiers y sut assujetti, le Roi, par son Edit du mois de Février 1705, & par les autres dont il a été parlé, ayant créé en titre d'office des capitaines-généraux, lieutenans-généraux, majors, aide-majors, commissaires & archers garde-côtes. Mais tous ces offices surent supprimés par autre Edit du mois de Janvier 1716; & par Réglement du 28 du même mois, les officiers garde-côtes remis en commission, surent réduits au nombre de trois dans chaque capitainerie, relativement à cet article, sans autre changement que du côté de la dénomination, le grade de licutenant ayant été converti dans celui de major; & le grade d'enseigne, en celui de lieutenant. Ce qui a subsissé jusqu'à l'Ordonnance du 5 Juin 1757, qui a converti encore le titre de lieutenant garde-côte en celui d'aide-major, art. 4.

Ce ne sont donc que ces officiers qui seuls sont appellés officiers gardecôtes, & qui sorment l'état major de chaque capitainerie, qui sont astreints à la double sormalité prescrite par cet article. Pour ce qui est des capitaines des compagnies détachées, & des capitaines généraux du guet, comme étant

pourvu

ourvus de commission du Roi, ils sont bien sujets à la sormalité de l'enrégistrement de leur commission au gresse; mais ils ne prêtent point serment devant le Lieutenant de l'Amirauté. A l'égard des simples capitaines des compagnies du guet, & de tous autres officiers, ils sont exempts même de la sormalité de l'enrégistrement; parce que le Roi n'y pourvoit point, & que c'est le capitaine général qui les nomme, comme il sera observé sur l'article suivant.

En ce qui concerne les capitaines des compagnies détachées, le Roi s'en étoit déjà réservé la nomination par son Ordonnance du 4 Novembre 1734, confirmée par celle du 16 Juillet 1737. Assujettis comme les officiers majors à prendre l'attache de M. l'Amiral sur leurs commissions, il sembloit qu'ils devoient prêter le serment comme eux devant les Officiers de l'Amirauté, en faifant enrégiltrer leurs commissions à leur gresse; cependant, par une distinction finguliere que l'on ne comprend pas, l'Ordonnance du 16 Juillet 1737, qui vient d'être citée, s'est contentée de l'enrégistrement par extrait de leurs commissions au gresse de l'Amirauté, sur la simple remise qu'ils en seroient, sans qu'il fût besoin d'aucune autre formalité, en payant seulement vingt sols pour tous droits d'enrégistrement. Cette distinction a néanmoins été conservée par derniere Ordonnance du 5 Juin 1757, art. 10 & 11. les Droits d'enrégistrement y font réduits tout de même à vingt fols; & cette réduction s'étend aux brevets d'aides-majors, aussi-bien qu'aux commissions des capitaines généraux du guet. Quant aux capitaines généraux & aux majors garde-côtes, les droits font comme ci-devant; favoir, de 6 liv. pour les capitaines généraux, & de 5 liv. pour les majors.

Pour ce qui est du rang & du commandement de ces officiers de compagnies détachées, entr'eux, outre l'article 2, tit. 4 du Réglement du 28 Janvier 1716, il faut voir les Ordonnances des 9 Juillet 1729 & 31 Janvier 1735; ce qui n'empêche pas qu'ils ne soient toujours assujettis au commandement du capitaine général ou du major en son absence. Ils prenoient aussi l'ordre du lieutenant de la garde-côte en l'absence des deux, suivant l'article 7 de ladite Ordonnance du 31 Janvier 1735, qui en cette partie avoit renouvellé l'article 2, tit. 3 dudit Réglement de 1716: mais cela a été changé par la derniere Ordonnance de 1737, qui, en subrogeant le titre d'aide-major à celui de lieutenant, ne lui a laissé de commandement qu'autaut qu'il aura la commission du capitaine;

& alors il ne commandera que suivant son rang d'ancienneté.

Du reste, il y a actuellement des inspecteurs généraux qui ont le commandement de toutes les milices garde-côtes de leur département, sous l'autorité des Gouverneurs & Commandans-généraux dans les provinces, il y a aussi dans chaque capitainerie, un capitaine général du guet & un lieutenant du guet, dont les sonctions sont d'être chargés de faire exécuter par les commandans des paroisses, les ordres qui leurs seront donnés par rapport au guet, & de rendre compte au capitaine général de la capitainerie, de tout ce qui concernera le service des compagnies du guet. Pour ces particularités & plusicurs autres changemens saits dans le service des milices garde-côtes; il saut voir ladite Ordonnance du 5 juin 1757.



ARTICLE II.

Haque Capitainerie sera composée d'un certain nombre de paroisses, dont les habitans seront sujets au guet de la mer.

Utrefois les capitaineries garde-côtes n'étoient pas multipliées comme elles le font aujourd'hui. Comme la garde-côte finissoit à une demi-lieue de distance du bord de la mer, chaque capitainerie occupoit alors un terrein beaucoup plus étendue le long de la côte, parce qu'elle s'étendoit beaucoup moins loin dans les terres. La garde-côte, par le Réglement du 23 Novembre 1701, art. premier, confirmé par celui du 28 Janvier 1716, art. premier, tit. 5, ayant été étendue jusqu'à deux lieues, ce qui n'a point varié depuis, il a fallu nécessairement augmenter le nombre des capitaineries pour l'exactitude du service.

Suivant la division faite des capitaineries, par le Réglement du 25 Novembre 1676, la Rochelle n'avoit qu'une capitainerie; & elle comprenoit non-feulement les bourgs & villages de l'Aunis jusqu'à une demie lieue de la côte, mais encore ceux qui se trouvoient à une pareille distance le long de la côte du Poitou, à prendre depuis l'Abbaye Royale de St. Jean d'Orbitier, où elle commençoit; cequi comprenoit dans l'Amirauté des Sables d'Olonne, le Château de Tallemont, les villages de Jard, de la Tranche & de St. Benoît, la ville de Luçon, St. Michel en l'Herm, l'embouchure de la riviere du Lay, l'Aiguillon & le bourg de Pierre-menue.

Et dans l'Amirauté de la Rochelle, l'Isse de Ré, les paroisses de Marans, Villedoux, Esnandes, Loziere, Niœuil, Marsilly, Nantilly, le Plomb & Laleu, la ville de la Rochelle, la pointe de Coureille, Aytré, Angoulin, Châtel-Aillon, Yves, Fouras & St. Laurent de la Prée à l'embouchure de la Charente.

Il n'étoit plus possible que cette division subsissant, depuis l'extension donnée à la garde-côte jusqu'à deux lieues dans les terres, par le Réglement du 23. Novembre 1701; mais il n'y eut point alors de Réglement général à ce sujet. Tout dépendoit de l'étendue du terrein que le Roi assignoit aux capitaines

garde-côtes dans les committions qu'il leur faisoit délivrer.

Il n'avoit pas même encore été pourvu à une nouvelle division des capitaineries garde-côtes, lors du Réglement du 28 Janvier 1716, qui a commencé l'établissement du bel ordre qui regne aujourd'hui dans la garde-côte, comme il résulte de l'art. premier du titre 6; par lequelle Roi se réserva de le faire de l'avis de M. l'Amiral & des gouverneurs & commandans généraux dans les provinces, par un Réglement qui détermineroit l'étendue de chaque capitainerie, & le nombre des paroisses qui en dépendroient. Ce qui pourtant n'a été exécuté, au moins pour le pays d'Aunis, que par le Réglement du 5 Août 1721.

La distribution y est faite des côtes maritimes, en cinq capitaineries garde-

côtes.

La premiere appellée de la Rochelle, comprend les paroisses de Cogne-hors, faisant partie de la paroisse de Notre-Dame hors les murs, Laleu, Saint-Mau-

LIV, IV. TIT.V. des Capitaines Gardes-côtes, ART. II.

rice, l'Hommeau, Lagord, Niœuil, Marsilly, Esnandes, Villedoux, Andilly, Saint-Ouen, Longesve, Sainte-Soule, Dompierre & Saint-Xandre. Dans la nouvelle division du 14 Avril 1758, on a ôté de cette capitainerie, Andilly,

aussi-bien que Longesve, pour y mettre Saint-Médard.

La feconde de Châtel-Aillon, est composée des paroisses de Châtel-Aillon, Salles, La Jarne, Angoulin, Aitré, Perigny, Saint-Rogatien, Bourgneuf, Montroy, Clavette, la Jarrie, Croix chapeau, Saint-Vivien, Mortagne, Thairé, Ciré, Ballon & le Thou. Ces trois dernieres paroisses ont été retranchées de cette capitainerie par cette même nouvelle division du 14 Avril 1758.

La troisieme appellée de Loire ou Charente, est mi-partie; c'est-à-dire, composée tout à la fois des paroisses de l'Aunis & de la Saintonge. Celles de l'Aunis qui en dépendent sont, le Vergerou, Saint-Laurent, Fouras, Yves & Voultron. Dans la nouvelle division promise par l'art. 2 de l'Ordonnance du 5 Juin 1757, on a conservé cette bigarure, & l'on a ajouté à ces paroisses celles de Loire, Ciré, Ballon & le Thou. Même Réglement du 14 Avril 1758.

La quatrieme nommée de Marans, n'est sormée que des paroisses de Marans, de l'Îsle d'Elle & de Charon. Mais par la nouvelle division du 14 Avril

1758, on y a ajouté Andilly.

La cinquieme & derniere est appellée de l'Isle de Ré, & comprend toute l'Isle. Chacune de ces capitaineries a son capitaine général, son major & son aidemajor, subrogé aujourd'hui à la place du lieutenant, mais avec moins d'autorité que celui-ci en avoit, & ce sont ceux-là seuls qu'on appelle officiers majors

garde-côtes.

Ces capitaineries sont divisées en plusieurs compagnies, tant d'infanterie, que de cavalerie & de dragons. A la tête de l'infanterie étoit ci-devant une compagnie de grenadiers; mais elle a été supprimée, & tout est aujourd'hui distribué en compagnies de paroisses ou du guet; & en compagnies détachées. Chaque compagnie a pour officiers un capitaine, un ou deux lieutenans.

Pour la cavalerie & les dragons, il y a aussi dans chaque compagnie un premier capitaine, capitaine en second, un lieutenant, un cornette & deux

maréchaux des logis.

Par un nouvel arrengement porté par l'Ordonnance du 9 Avril 1758, toute la cavalerie garde-côte n'est aujourd'hui composée que de dragons, dont on a formé quelques compagnies détachées à l'instar de ce qui a été pratiqué pour l'infanterie. Le reste des dragons est uniquement destiné pour le guet de la mer.

Précis de cette Ordonnance.

Par l'article premier, le Roi ordonne qu'il scit sormé des compagnies détachées de dragons garde-côtes, comme il en a été usé pour l'infanterie.

Il y en a deux dans le Poitou & deux dans l'Aunis, formant deux escadrons

de cent hommes chacun.

En Saintonge, aussi deux escadrons de cent hommes chacun.

Ces quatres escadrons en huit compagnies détachées, ont un état major composé d'un commandant avec rang de colonel, d'un major avec rang de lieutenant-colonel, & d'un aide major avec rang de capitaine, art. 3.

Ces compagnies détachées de dragons doivent être assemblées un mois chaque année, pour être exercées par leur commandant & l'aide-major, art. 5.

Vvvij

Après le mois d'exercice, ces compagnies rentreront dans les capitaineries

générales dont elles dépendent, art. 4 & 6.

Et néanmoins elles seront exercées une sois le mois par leurs capitaines, un jour de Fête ou dimanche, après que la permission en aura été démandée na capitaine général de la capitainerie, ainsi qu'au commandant général des dragons, ou au major. Même art. 6.

Les articles 7 & 8 concernent les appointemens & la paie, tant des officiers

que des dragons, durant le mois d'affemblée.

Les dragons de ces compagnies détachées doivent fervir six ans, comme les compagnies détachées d'infanterie; après quoi ils seront remis dans les compagnies du guet. Pendant les six années de service, les dragons & leurs chevaux ne pourront être commandés pour les corvées des grands chemins, en temps de guerre seulement; & durant le même temps, les dragons seront exempts d'être établis commissaires-sequestres. Article 10.

Indépendamment de ces compagnies détachées, les habitans qui auront des chevaux composeront les compagnies du guet, & seront commandés par le capitaine général & le lieuteuaut du guet, sous les ordres du capitaine général

de la capitainerie. Article 12.

Le service de ces dragons du guet consiste à être posés le long des côtes; en temps de guerre, de distance en distance, pour donner plus promptement connoissance de ce qui se passe sur les côtes, & porter les avis & ordres qui leur seront donnés. Article 13.

L'uniforme des officiers & dragons est rouge, & le chapeau des dragons aura

un bord de laine jaune. Art. 14 & dernier,

Il y a aussi des dragons détachés en Guienne, au nombre de cinq cens, en deux escadrons & demi, formés de dix compagnies de cinquante hommes chacune. Vide le Réglement du 13 Août 1757. Depuis, par une derniere Ordonnance du 21 Octobre 1758, ce corps de dragons à été porté à neuf cens hom-

mes. Voyez l'article 6 du titre suivant.

L'établissement des compagnies détachées n'avoit été qu'indiqué par l'art. 12 du Réglement du 23 Novembre 1701. Il sut spécialement ordonné & rendu fixe par le Réglement du 13 Juin 1708, art. 2: & cet ordre, qui n'a point varié depuis, a été persectionné par la derniere Ordonnance du 5 Juin 1757. Ces compagnies sont maintenant de quatre-vingt hommes chacune, les officiers compris. Leur nombre dépend de la force des capitaineries. Il y a dans chacune un certain nombre de canonniers exercés. Elles sont composées de la fleur ces jeunes gens, & leur service est de six années consécutives, après lesquelles ils devront être licenciés, & remplacés par d'autres.

Il faut joindre à cette Ordonnance du 5 Juin 1757, le Réglement du 14 Avril 1758 qui porte entr'autres choses, que le remplassement se fera parsixieme partie d'année en année, à commencer de l'année 1760; & que ces compagnies

en temps de paix seront réduites à cinquante hommes. Art. 2 & 4.

La différence qu'il y a pour le fervice, entre les compagnies des paroisses & les compagnies détachées, c'est qu'il n'y a que les premieres qui soient sujettes au guet & garde sur les côtes; la fonction des autres est d'occuper les postes qui leur sont marqués en cas d'alarme, & de se porter aux lieux pour les quels ils sont commandés, pour s'opposer aux descentes des ennemis. Les preuves en sont indiquées sur l'article premier du titre suivant.

Par l'article 4 du Réglement du 13 Juin 1708, la nomination aux places vacantes de capitaines, lieutenans & enseignes des compagnies sut attribuée au capitaine général de chaque capitainerie; avec désenses d'exiger aucuns droits des sujets qu'il choisiroit à cette sin parmi les gentilshommes, par présérence, sur peine d'être déchu de ce droit de nomination. Mais le Roi se réservant celui de donner des commissions, brevets & lettres à ces officiers, sur la nomination du capitaine général, visée par le Gouverneur ou Lieutenant-Général de la province.

Dans la suite, & par l'art. 3, tit. 2 du Réglement du 28 Janvier 1716, le capitaine général sut autorisé, non-seulement à nommer les sujets propres à remplir ces places, mais encore à leur donner leur commission, avec déclaration toutesois qu'elle ne seroit valable qu'après avoir été visée par le Gou-

verneur ou commandant général de la province.

Dans la suite encore, sur ce qui sut représenté au Roi que la nécessité de ce visa empêchoit que les places qui devenoient vacantes pendant l'absence des Gouverneurs & commandans-Généraux, ne pussent assez tôt être remplies, ce qui interrompoit la discipline dans les capitaineries, il intervint une Ordonnance le 13 Juillet 1722, par laquelle il sut réglé » que pendant l'absense » des Gouverneurs & Commandans Généraux hors des provinces où ils commandant, les commissions données par les capitaines des capitaineries aux possibles des dites capitaineries, seroient valables encore qu'elles n'eussent point éte visées par les dites Gouverneurs ou Commandans Généraux, à condition cependant que les dites commissions sussent présentées aux dits Gouverneurs ou Commandans Généraux, à leur arrivée dans les dites provinces, pour être par eux visées; sans quoi elles demeureroient nulles & sans effet.

Jusques-là le droit de pourvoir aux places d'officiers vacantes dans les capitaineries, n'appartenoit qu'au capitaine général; & il l'exerçoit absent comme présent. Mais, par une autre Ordonnance du 5 Avril 1724, il sut décidé » que » lorsque les capitaines généraux seroient absens de la province où seroient » situées leurs capitaineries, les majors desdites capitaineries, & pareillement » en l'absence desdits capitaines & majors, les lieutenans desdites capitaine- » ries pourroient nommer aux places vacantes de capitaines, lieutenans & enseignes des compagnies de leurs capitaineries; » le tout de la même manière & aux mêmes conditions que le capitaine général étoit sondé à le faire étant présent. Et cela au reste étoit d'autant plus naturel, que, par l'art. 2, titre 3 du Réglement du 28 Janvier 1716, il avoit déjà été décidé que le major commanderoit dans la capitainerie en l'absence du capitaine, & le lieutenant au désaut de tous les deux; ce qui sut consirmé par l'article 7 de l'Ordonnance du 3 1 Janvier 1735.

Par une suite du même principe, & pour pousser la comparaison jusqu'au bout, le lieutenant garde-côte, qui, aux termes de l'art. 4, titre premier dudit Réglement de 1716, n'avoit que le rang de licutenant d'infanterie, tandis que le capitaine & le major avoient celui de capitaine d'infanterie, sut enfin décoré du même grade par l'art. 8 de ladite Ordonnance du 31 Janvier 1735.

Avant l'année 1734, le capitaine général, ou à fon défaut, le major, & au défaut de l'un & de l'autre le lieutenant, nommoit aux places vacantes, aussien dans les compagnies détachées que dans celles des paroisses; mais ce

droit fut restreint pour les capitaines aux compagnies des paroisses par l'Ordonnance du 4 Novembre audit an 1734, confirmé par celle du 16 Juillet 1737, par lesquelles le Roi s'est réservé la nomination des capitaines des compagnies détachées, sans parler des autres officiers des mêmes compagnies; ce qui par conféquent en a laissé la nomination aux capitaines généraux ou leurs représentans, de même que des capitaines & autres officiers des compagnies des paroisses. Et c'est aussi ce que porte précisément l'art. 6 de ladite Ordonnance du 4 Novembre 1734, de même que l'art. 45 de la derniere Ordonnance du 5 Juin 1757; à la charge néanmoins que les commissions seront visées par l'inspecteur général, & approuvées par le Gouverneur ou commandant général de la province. Du reste, l'aide-major subrogé au lieutenant n'a plus aucun droit de nomination, & son grade est réduit à celui de lieutenant d'infanterie. A l'égard du major, il a comme ci-devant le rang de capitaine d'infanterie, & l'on y a joint le titre de premier capitaine de la garde-côte. Le capitaine général, au lieu que ci-devant il n'avoit que le rang aussi de capitaine d'infanterie, a aujourd'hui celui de lieutenant-colonel, l'inspecteur général a celui de colonel. Art. 6 de la même Ordonnance de 1757.

Pour ce qui est de la nomination des capitaines des compagnies détachées; & du càpitaine général du guet, que le Roi s'est réservée; elle se fait des sujets proposés à cette sin par le capitaine général, après toutesois qu'il les aura fait agréer par l'inspecteur général, lequel de son côté a le droit de proposer les sujets propres à remplir les places vacantes dans les états-majors des capi-

taineries. Art. 16 & 17.

Et ce qui concerne l'autorité de discipline du capitaine général, voir l'artifuivant; & pour les privileges des officiers garde-côtes, l'art. 6 ci-après.

ARTICLE III.

ES capitaines garde-côtes feront la [montre & revue des habitans des paroisses sujettes au guet de la mer, dans l'étendue de leurs capitaineries, le premier jour du mois de Mai de chacune année, en présence des Officiers de l'Amirauté, qui en garderont le contrôle dans leur gresse.

E Commentateur, sous prétexte que du temps qu'il écrivoit il y avoit des Commissaires aux montres & revues en titre d'office, s'étoit imaginé que cet article étoit devenu inutile par rapport aux capitaines garde-côtes, prétendant que ces Commissaires avoient seuls le droit de faire les revues, à l'exclusion des capitaines généraux des capitaineries, il n'avoit pas pris garde aux articles 27 & 36 du Réglement du 13 Juin 1708, aux articles premier & second, titre des revues, de celui du 2 Mai 1712, ni aux quatre premiers articles de celui du 24 Septembre 1713; suivant lesquels le droit de ces Commissaires ne préjudicioit pas plus à celui des capitaines généraux, qu'à celui des Officiers de l'Amirauté, en ce qui concernoit les revues.

Ç'a été en effet dans tous les temps un des principaux attributs des capi-

taines généraux garde-côtes, que celui de faire la revue de toutes les milices de leurs capitaineries, sans distinction des compagnies détachées de celles des paroisses, ni de la cavalerie de l'infanterie; & ce droit qui leur a été confirmé surabondamment par le Réglement du 28 Janvier 1716, art. 4 & 5, tit. 2, art. 6 & 8 du tit. 8, & art. 4 du tit. 9, n'est point censé révoqué par l'Ordonnance du 5 Juin 1757, sous prétexte qu'elle l'a passé sous silence, puifqu'elle laisse subsister les anciennes en ce qu'elles n'ont rien de contraire à ses dispositions.

Pour ce qui est des Officiers de l'Amirauté, dans tous les Réglemens où il est fait mention des montres & revues des troupes de la garde-côte, il est dit expressément qu'elles se seront en leur présence; de sorte que la disposition du présent article, relatif au neuvieme, titre second du liv. premier ci-dessus, n'a jamais sousser la moindre atteinte en cette partie. Le Réglement du 28 Janvier 1716, en le consirmant en tant que de besoin, aussi-bien que les Réglemens intermédiaires, a même ajouté, art. 4 du tit. 2, comme une condition naturellement convenable aux sonctions d'inspecteurs que sont dans ces revues les Officiers de l'Amirauté, que les capitaines généraux garde-côtes, à qui la liberté est laissée de déterminer le lieu où se fera chaque revue, auront soin d'en avertir huit jours auparavant les Officiers de l'Amirauté.

Quant au droit que leur donne le présent article de garder le contrôle de ces revues à leur gresse, il a soussert une sorte d'interruption durant le temps qu'il y a eu des Commissaires aux montres & revues en titre d'ossice, en ce que ces Commissaires étoient autorisés à tenir le contrôle & à dresser les rôles des désaillans aux revues, avec saculté de poursuivre le recouvrement des amendes prononcées à ce sujet; articles 12 & 13, titre des amendes du Réglement du 2 Mai 1612. Je dis une sorte d'interruption, comme n'étant pas absolue, puisqu'aux termes de l'art. 14 du même Réglement, il falloit que ces Commissaires remissent tous les six mois au gresse de l'Amirauté, un état des

amendes payées & de celles restantes à payer.

Quoi qu'il en soit, les Officiers de l'Amirauté ont été pleinement rétablis dans leur ancien droit à cet égard, tant par ledit art. 4, tit. 2, que par l'art. 6 , tit. 9 du Réglement de 1716 , qui portent expressément , en conformité du présent article, qu'ils garderont le contrôle des revues dans leurs greffes. Ce qui s'entend, foit qu'ils affistent aux revues, ou non : de maniere que les capitaines garde-côtes sont tenus de leur envoyer l'état & contrôle de chacune de leurs revues. En effet, cela s'est ainsi pratiqué jusqu'à présent, & doit être continué de même, quoique l'Ordonnance du 5 Juin 1757 ait passé cet objet sous filence; soit parce que pour ôter aux officiers de l'Amirauté ce droit qui leur a été attribué de tout temps, il faudroit une loi précise qui y dérogeat ; soit parce que cette même Ordonnance, déclarant expressément, art. 49 qui est le dernier, que les dispositions des précédentes Ordonnances seront exécutées, c'est avoir tacitement par-là confirmé le droit desdits Officiers de l'Amiranté. Et qu'on ne dife pas que cette derniere Ordonnance ne parle, art. 18, que des inspecteurs généraux pour les revues; car s'il falloit s'en tenir là, il s'ensuivroit que les capitaines généraux n'auroient plus droit de faire les revues de leurs capitaineries; ce qui seroit absurde. Or, s'ils sont fondés à les faire comme par le passé, ce qui est hors de doute, il s'ensuix que le droit de l'Amiranté par rapport à ces revues, est aussi le même que ci-devant.

Du temps que l'Amiral avoit le commandement & la direction des milices de la garde-côte, il en faisoit la revue en temps de guerre quand bon lui sembloit, par lui-même ou par ses officiers; mais en temps de paix la revue ne se faisoit que de deux en deux ans, comme il sera observé sur l'article premier du titre qui suit.

La nécessité de discipliner & d'exercer ces milices s'est faite sentir dans tous les temps: mais la crainte de dérober à des paysans un temps précieux pour eux

& pour leurs familles; a toujours fait pencher la balance en leur faveur.

Pour concilier ces deux objets, les exercices ont été distribués de maniere qu'en devenant propres à former assez promptement ces milices aux évolutions, leur travail n'en doit pas trop soussire. A l'égard des revues générales, il parut d'abord que ce seroit assez d'une par an. Elle sut sixée au premier Mai de chacune année. Par notre article, & durant long-temps il ne sut pas permis aux capitaines généraux d'en saire d'autres; mais il devoient une sois le mois, en temps de guerre, & trois sois l'année en temps de paix, saire la visite de toutes les paroisses de leurs capitaineries: lors desquelles visites ils assembleroient les capitaines, lieutenans & enseignes, pour savoir d'eux l'état de leurs compagnies. Art 2 & 3 du Réglement du 23 Novembre 1701. Cela s'observe encore

dans la paix. Art. 4 & 5 du Réglement du 28 Janvier 1716.

Par rapport à l'exercice, il sut ordonné par l'article 6 dudit Réglement de 1701, aux capitaines de chaque compagnie, de le saire saire une sois le mois en temps de paix, & deux sois au moins en temps de guerre, en choisssant toujours un jour de Dimanche ou de Fête. Au surplus, pour le soulagement des soldats de chaque compagnie, il sut enjoint aux capitaines de les assembler en tel lieu qu'ils pussent s'y rendre & s'en retourner chez eux dans l'espace d'un demi-jour. Art. 32 du Réglement du 13 Juin 1708, consirmé par l'article 10, titre 2 du Réglement du 28 Janvier 1716; & c'est dans le même esprit que ledit Réglement du 28 Janvier 1716 veut, art. 3, du tit. 4, que l'exercice se sassembles du titre 9, cet exercice à une sois le mois, & a ordonné qu'il seroit publié huit jours auparavant à l'issue de la Messe paroissale. Outre cela, l'usage est encore de battre le tambour la veille de l'exercice, pour avertir les soldats de s'y trouver.

En ce qui concerne les revues générales, le premier Réglement qui en ait ordonné deux par an, l'une le premier Mai, & l'autre à la fin d'Octobre ou au commencement de Novembre, est celui du 2 Mai 1712 art. 2 & 7; & quoique cela ne parut avoir été ainsi réglé qu'à l'occasion de la guerre, il en a pourtant été fait aussi une loi pour le temps de paix, par l'art. 2 du Réglement du 24 Septembre 1713, confirmé par le Réglement général du 28 Janvier 1716

112 14, 5 & 6 du tit. 9.

Dans la derniere Ordonnance du 5 Juin 1757, ilin'est parlé que d'une seule revue générale à faire chaque année, & c'est l'inspecteur général qui la doit saire, dont un extrait est envoyé au Secretaire d'état de la marine. Mais cela ne déroge point aux Ordonnances antérieures rendues sur le fait des re-

LIV. IV. TIT. V. des Capitaines Garde-côtes, ART. III. 529 vues, tant générales que particulieres, dans chaque capitainerie, comme il a été observé ci-dessus.

L'autorité de discipline qu'a le capitaine général ou son représentant dans sa capitainerie, est la même que celle d'un colonel dans son régiment. En conféquence, aux termes du Réglement du 12 Mai 1696, il a le pouvoir d'interdire, suspendre & faire arrêter tous ceux des officiers de sa capitainerie qui manqueront à leur devoir : à la charge néanmoins d'en rendre compte aussité au commandant dans la province. Cela a été renouvellé par le Réglement du 28 Janvier 1716, art. 5, tit. 2. Aujourd'hui c'est à l'inspecteur général; art. 39 & 40 de ladite Ordonnance du 5 Juin 1757.

Il a droit de même de faire châtier & mettre en prison les particuliers qui manquent à leurs gardes ou aux ouvrages qui leur sont commandés, ainsi que les sergens & caporaux qui seront en saute. Même Réglement du 12 Mai 1696,

auquel il n'a point été dérogé.

Mais il ne peut les retenir plus de huit jours en prison, à moins qu'ils ne méritent d'être mis au Conseil de guerre: auquel cas leur procès sera instruit dans les regles. Art. 22, tit. 1er. du Réglement du 2 Mai 1712, consirmé par l'art. 43 de l'Ordonnance de 1757; à quoi il faut joindre le dernier Réglement

du 14 Avril 1758, art. 37, 38 & 39.

Il est à observer, au sujet de ce Conseil de guerre, qu'aux termes de l'art: premier dudit Réglement du 2 Mai 1712, il ne doit connoître » que des crimes » & délits qui seront commis entre les officiers & soldats, pour les cas seu- lement où il s'agira du service de Sa Majesté, de la discipline militaire, de » l'observation des Ordonnances, & ce dans le temps que les officiers & sol- dats seront commandés pour le service, ou qu'ils seront sous les armes, ou en marche pour aller s'opposer aux ennemis, ou qu'ils seront assemblés. » Et qu'à l'égard de tous autres crimes & délits commis hors les dits cas, la connoissance en appartient aux Officiers de l'Amirauté, à l'exclusion de tous autres Juges, suivant l'art. premier, tit. 10 du Réglement du 28 Janvier 1716, relatif à l'art. 9, tit. 2 du livre premier ci-dessus.

Les peines sont établies & distinguées dans le titre suivant dudit Réglement du 2 Mai 1712. L'art, 9 est pour le cas où les soldats de la garde-côre seront rencontrés tirant sur les pigcons ou chassant. Ils doivent être envoyés en prison & désérés à la Justice, pour être condamnés suivant les Ordonnances du Roi; & c'est pour prévenir ce délit que le Réglement du 24 Septembre 1713 leur a désendu, art. 8, de porter les armes hors le jour de revue & d'exer-

cice, à peine de prison.

C'est par une suite du droit de discipline qu'a le capitaine général, qu'il est enjoint par l'article premier, tit. 4 du Réglement du 28 Janvier 1716, à chaque capitaine de compagnie, de lui rendre compte de l'état où elle est, & de ce qui

y manque, afin qu'il y soit pourvu.

Pour ce qui est du commandement, il l'a dans toute sa capitainerie, non seulement sur toutes les troupes qui la composent, mais encore sur toutes celles qui y sont envoyées pour la désense de la côte, soit milices ou troupes réglées, conformément à l'art. 12 du Réglement du 13 Juin 1708. Ce qui s'entend néanmoins, suivant l'art. 11, tant qu'il n'y aura point d'autre officier ou commandant qui ait un grade supérieur au sien.

Tome II.

Il a de même le commandement sur les autres capitaines généraux qui pourront être envoyés dans son département avec les troupes de leur capitainerie,

pour la défense de la côte. Art. 13 dudit Réglement.

Mais dans le cas qu'il s'agira d'assembler les milices de plusieurs capitaineries, le commandement appartiendra au plus ancien capitaine garde-côte, suivant le grade dont il sera revêtu; & si leurs commissions sont de même date, celui qui aura servi dans les troupes commandera. Art. 7, tit. 2 du Réglement

du 28 Janvier 1716, & art. 7 de l'Ordonnance du 5 Juin 1757-

Tout cela s'entend néanmoins sous les ordres du commandant général de la province & des autres officiers généraux ou particuliers qui y commandent, sans l'aveu desquels le capitaine général ne peut rien ordonner d'extraordinaire, ni établir aucune imposition, charroi ni corvées dans les villages & paroisses. Il peut seulement, dans les cas pressans, ordonner ce qui lui paroîtra nécessaire pour le service, à condition d'envoyer sur le champ auxdits officiers copie de l'ordre qu'il aura cru devoir donner, avec un mémoire des raisons qui l'y auront déterminé, sur peine de répondre de l'événement. Article 8 du même tit. 2 du Réglement de 1716. Voyez l'art. 19 de l'Ordonnance du 5 Juin 1757.

ARTICLE IV.

Ly aura dans l'étendue de chaque capitainerie un clerc du guet; qui sera commis par l'Amiral ou ses lieutenans, tant pour avertir les habitans sujets au guet de se trouver aux revues & de monter la garde, que pour tenir registre des désaillans.

L ne sut plus question du clerc du guet tant que les charges de Commissaires aux montres & revues subsisterent; mais ces offices ayant été supprimés par Edit du mois de Janvier 1716, les clercs du guet surent rétablis, conformément à cet article, par le Réglement du 28 du même mois de Janvier, art. 3, du titre premier. Ce qui n'a point varié depuis.

La nomination de ces cleres du guet se fait par les Officiers de l'Amirauté, qui leur en délivrent les commissions, en leur faisant prêter serment de bien

& fidélement s'acquitter de leurs fonctions.

Ces commissions ne se donnent par les officiers de l'Amirauté, qu'en attendant que Mr. l'Amiral y ait pourvu. Mais ces places sont assujetties à des sonctions qui n'invitent pas à les rechercher avec une sorte d'empressement; c'est pourquoi Mr. l'Amiral n'a jamais jugé à propos d'y pourvoir, sur le compte qui

lui en a été rendu en différens temps.

Les fonctions du clerc du guet dans chaque capitainerie garde-côte, sont exprimées dans cet article, auquel sont conformes, tant ledit art. 3, tit. 1er. du Réglement de 1716, que l'art. 7 du tit. 5; ce qui emporte par une conséquence naturelle que c'est à lui à fairele recouvrement des amendes, puisqu'il est chargé d'en tenir le rôle; & cela d'autant plutôt que le commissaire aux revues, qui le représentoit en cette partie, étoit essectivement chargé de cette recette & de rendre compte, par les art. 13 & 14, tit. des amendes, du Réglement du 2 Mai 1712.

C'est encore une conséquence de l'obligation imposée au clerc du guet, par l'art. 4 du titre suivant, de mettre de six mois en six mois au Gresse de l'Amirauté un rôle des amendes payées, & de celles qui restent à payer.

Aureste, quoique par le Réglement de 1716, il soit dit qu'il y aura dans chaque capitainerie un ou plusieurs clercs du guet, selon l'étendue de la capitainerie, il n'en a jamais été nommé qu'un dans chacune, bien qu'il y en ait qui sont extrêmement nombreuses. Cela vient peut-être de ce que les capitaines des compagnies cherchent à rendre inutiles, autant qu'il est en eux, les sonctions de ces clercs du guet.

A la vue de l'Ordonnance du 5 Juin 1757, on pourroit penser qu'il n'est plus question des clercs du guet, à cause qu'elle a établi dans chaque capitainerie un capitaine général & un lieutenant du guet. Mais les fonctions de ces nouveaux officiers sont trop relevées, pour compatir avec celles des clercs du guet:

ainsi il faut conclure qu'il n'y a rien de changé à cet égard.

ARTICLE V.

Aisons très-expresses inhibitions & désenses à tous capitaines garde-côtes, de prendre aucune connoissance des bris, nau-frages, échouemens, épaves & varechs, & de s'emparer des effets en provenans, à peine de suspension de leurs charges, de restitution du quadruple pour la premiere sois, & de punition exemplaire en cas de récidive.

C Es défenses avoient été suspendues ou modifiées durant le temps que les capitaines & autres officiers garde-côtes étoient en titre d'office, & qu'en cette qualité il leur étoit attribué une portion des effets sauvés du nau-

frage par leurs soins. Art. 24 du Réglement du 13 Juin 1708.

Il est à observer à ce sujet que, pour donner du crédit à ces charges & pour engager à les lever, l'Edit du mois de Février 1705 avoit accordé à ces officiers, outre la noblesse & plusieurs autres privileges, le dixieme des debris des vaisseaux ennemis, naus ragés on échoués, avec la moitié des marchandises prohibées dont ils se seroient saisses, & qu'en conséquence les art. 22 & 23 dudit Réglement du 13 Juin 1708, leur avoit permis de veiller aux naus rages & échouemens, d'y établir un corps-de-garde pour empêcher le pillage, & de saire sournir par les paroisses voisines tous les hommes & les secours requis en pareil cas; à la charge néanmoins, aux termes de l'art. 24, d'en donner avis aux officiers de l'Amirauté, afin qu'ils pussent se transporter sur les lieux, & y faire les opérations convenables, telles qu'elles sont prescrites dans le titre des naus rages ci-après.

Ensuite de quoi il avoir été ordonné par le dernier article du Réglement du 2 Mai 1712, que ce dixieme des effets naufragés, & cette moitié des marchandises prohibées, seroient partagées en vingt parts, dont dix appartiendroient au capitaine général, quatre au lieutennant général, trois au major,

Xxx ii

une & demie à l'aide-major, une au capitaine de la compagnie de la paroisse où le naufrage seroit arrivé, & la demi-part restante au lieutenant de la même

compagnie.

Mais ces offices en titre ayant été supprimés par l'Edit du mois de Janvier 1716, & par-là tous ces arrangemens ne subsistant plus, les choses ont été remises aux termes du présent article, qui, en tant que de besoin, a été spécialement consirmé par l'art. 3, titre 10 du Réglement du 28 du même mois de Janvier 1716, toujours subsistant en cette partie, comme sur plusieurs autres points intéressans, auxquels il n'a pas été dérogé par la derniere Ordonnance du 5 Juin 1757,

ARTICLE VI.

ES capitaines garde-côtes, leurs lieutenans & enseignes jouiront de l'exemption du ban & arriere-ban.

Cette exemption, qui est ancienne puisqu'on la trouve dans l'art. 9 de l'Ordonnance du mois de Mars 1584, le Réglement du 28 Janvier 1716, revêtu de Lettres-Patentes enrégistrées au Parlement, a ajouté, art. 5 du tit. premier, celle de tutelle & curatelle, nomination à icelles, & autres charges de ville.

Il est dit encore, que le service des officiers garde-côtes leur tiendra lieu de celui qu'ils pourroient rendre dans les armées: de maniere qu'ils pourront mériter dans les occasions d'être reçus dans l'Ordre de S. Louis, & que durant la guerre ils pourront obtenir des Lettres d'Etat, comme s'il servoient dans les armées.

Mais cela ne regardoit alors que les officiers majors de la garde-côte, tels que sont le capitaine général, le major & le lieutenant ou aide-major de chaque capitainerie. Les capitaines & autres officiers des compagnies, soit de paroiffes, soit détachées, ne participoient point à ces privileges, si ce n'est à celui de l'exemption du ban & arriere-ban, qui a toujours été commun à tous ceux qui sont au service militaire. Mais par la nouvelle Ordonnance du 5 Juin 1757, tous ces privileges ont été étendus aux capinaines des compagnies détachées, & aux capitaines généraux du guet.

Les milices garde-côtes ont aussi leurs privileges.

Le premier est celui qui les exempte du logement des gens de guerre & d'étape: lequel privilege leur a été accordé par la Déclaration de Louis XIII du dernier Février 1625, dont Cleirac sait mention sur l'art. 50 de la Juris-diction de la Marine. Ce même privilege, consirmé par l'article 453 de l'Ordonnance du mois de Janvier 1629, se trouve rappellé dans une autre Déclaration de Louis XIV du 31 Octobre 1647.

Le second ost celui qui exempte les paroisses sujettes au guet & garde de la mer, de sournir des hommes pour les milices de terre. Il est porté par l'art. 10, tit. 5 du Réglement dudit jour 28 Janvier 1716, & il a été confirmé par l'art. 20 de l'Ordonnance du 5 Juin 1757. L'art 13 ajoute qu'aucun mili-

tien des compagnies détachées ne pourra être engagé dans les troupes de terre ni dans celles de mer, pendant les six années qu'il sera employé dans lesdites

compagnies.

Le troisieme enfin, mais qui est particulier aux cavaliers garde-côtes en considération de ce qu'ils peuvent être commandés à tout moment pour le service du Roi ou pour donner main-forte au besoin, est celui en vertu duquel ils ne peuvent être établis commissaires sequestres sur des fruits saissis, s'ils ne veulent accepter la commission, Commentaire sur la Coutume de la Rochelle, art. 15, n. 19. Ce n'est qu'un usage, à la vérité; mais le privilege n'en est pas moins réel, & MM. les Intendans ne soussirent pas qu'on y donne atteinte. Cependant ils n'interposent leur autorité à ce sujet, que lorsque la saisse sequestre des fruits est saite pour le paiement de la taille ou autres deniers royaux.

Par Ordonnance du 9 Avril 1758, art. 10, ce privilege à été expressément confirmé en faveur des dragons des compagnies détachées, durant les six années de leur service. Au surplus, ils ont été déclarés exempts eux & leurs chevaux

pendant la guerre, des corvées, pour l'entretien des grands chemins.

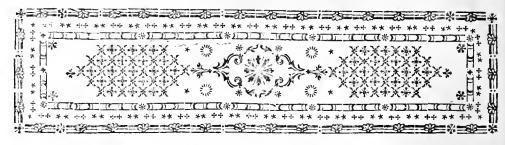
Par rapport à ces mêmes corvées, tous ceux qui composent les compagnies détachées de l'infanterie, en sont aussi déclarés exempts durant la guerre, par l'art. 30 du Réglement du 14 du même mois d'Avril 1758; mais non leurs chevaux, excepté les jours qu'ils seront commandés pour le service, parce qu'ils ne se trouveroient pas alors en état de conduire eux-mêmes leurs chevaux.

L'Ordonnance du 5 Juin 1757, art. 38, promet aux miliciens des compagnies détachées, des exemptions pendant tous le temps qu'ils seront employés dans ces compagnies, lesquelles exemptions seront expliquées par des Réglemens particuliers pour chaque province.

Ces exemptions ne sont autres que celles portées par l'Ordonnance du 9 Avril 1758, & par le Réglement du 14 du même mois, dont il vient d'être

parlé.





TITRE VI.

DES PERSONNES SUJETTES AU GUET DE LA MER.

******* E guet & la garde sur les côtes du Royaume a toujours été

regardé avec raison comme un objet extrêmement important :

L ** aussi y a-t-il eu une grande quantité de Réglemens pour en per
regardé avec raison comme un objet extrêmement important :

c † L ** aussi per le de la garde fur les côtes du Royaume a toujours été

regardé avec raison comme un objet extrêmement important :

c † L ** aussi per le de la garde fur les côtes du Royaume a toujours été

regardé avec raison comme un objet extrêmement important :

c † L ** aussi per le de la garde fur les côtes du Royaume a toujours été

regardé avec raison comme un objet extrêmement important :

c † L ** aussi per le de la garde fur les côtes du Royaume a toujours été

regardé avec raison comme un objet extrêmement important :

c † L ** aussi per le de la garde fur les côtes du Royaume a toujours été

regardé avec raison comme un objet extrêmement important :

c † L ** aussi per le de la garde fur les côtes du Royaume a toujours été

regardé avec raison comme un objet extrêmement important :

c † L ** aussi per le de la garde fur les côtes du Royaume a toujours été

regardé avec raison comme un objet extrêmement important :

c † L ** aussi per le de la garde fur le de la

Dans l'origine, le foin d'y veiller appartenoit spécialement

pour empêcher les descentes des ennemis.

En conféquence, il ordonnoit le guet & garde sur les côtes, quand il le jugeoit à propos, à tous ceux qui y étoient sujets; c'est-à-dire, à ceux qui n'étoient pas à plus d'une demi-lieue de distance de la mer : ce qu'il ne faisoit toutes ois qu'en temps de guerre ou suspect. Mais comme pour être en état de bien servir en temps de guerre, il faut avoir été exercé en temps de paix, il faisoit assembler, en paix comme en guerre, les milices garde-côtes, dont il faisoit la revue par lui ou par ses officiers; avec cette dissérence qu'en temps de guerre ces revues ou montres se renouvelloient de six mois en six mois, & qu'en temps de paix elles n'avoient lieu que tous les deux ans.

dance naturelle du droit qu'il avoit de commander sur la mer & sur ses bords,

Tout cela s'exécutoit aux lieux, jours & heures qu'il indiquoit dans les ordres qu'il envoyoit à cette fin aux capitaines de ces milices garde-côtes. Chargés par état de les former au maniement des armes & à la discipline militaire, ils étoient à sa nomination, de même que tous les capitaines & les

autres officiers de la Marine.

Pour l'ordre & l'exactitude de ces revues ou montres, il y avoit comme aujourd'hui dans chaque capitainerie un clerc du guet également à sa nomination, lequel étoit chargé de tenir un rôle, distingué par compagnies, de tous les habitans sujets au guet; & de les avertir du jour de chaque revue. Ceuxci, comme aujourd'hui encore, étoient obligés de s'y trouver en armes, à peine d'amende au prosit de l'Amiral.

Outre cela, il lui étoit dû par chaque seu une redevance annuelle, mais en temps de paix seulement, & non en temps de guerre, à moins qu'on ne manquât au guet commandé: auquel cas la redevance étoit due, outre l'a-

mende du défaut, & la peine de la prison pour la désobéissance.

La preuve de tout ceci se trouve dans les Ordonnances de 1517, art. 28, 29 & 30; de 1543, art. 7, 8, 9 & 10; de 1584. art. 16, 17, 18 & 19, &

dans la Déclaration d'Henri IV, du 23 Février 1605,

Du reste, par l'Ordonnance du 6 Août 1582, il avoit été expressément défendu à tous Gouverneurs, lieutenans, capitaines & gardes des villes, châteaux & places maritimes ou autres, de prendre aucune connoissance des dits guet & garde, &c. avec injonction d'en laisser l'entiere disposition à l'Amiral & à ses lieutenans.

Cet ordre subsista, non seulement jusqu'à la suppression de la charge d'Amiral en 1627, mais encore durant tout le temps que les sonctions de cette charge surent exercées sous le titre de Grand-Maître, Chef & Surintendant de

la navigation.

En ce qui concerne la faculté qu'avoit | le Grand-Maître de la navigation de nommer aux places vacantes des capitaines garde-côtes. par continuation du droit de l'Amiral, il n'en faut point d'autre preuve que l'Ordonnance du 13 Octobre 1672, rendue au sujet des capitaines & autres officiers garde-côtes nommés par M. le Duc de Beausort, » qui avoient, est-il-dit, continué de faire les sonctions desdites charges, quoique leurs provisions sussent devenues » nulles par sa mort; à raison de quoi il leur sut fait désenses de s'en servir, & » & à toutes personnes de le reconnoître en la dite qualité: saus à se pourvoir pardevers Sa Majesté, pour en obtenir de nouvelles provisions, ainsi qu'E lle verroit bon être. «

Alors la charge d'Amiral étoit rétablie, & l'on voit que ce n'étoit plus à l'Amiral à nommer à ces places. C'est que, par le Réglement du 12 Novembre 1669, relatif à l'Edit du même mois, portant rétablissement de cette charge, le Roi s'étoit formellement réservé le choix & provision des capitaines gardecôtes, de même que de tous les officiers de la Marine. Réserve depuis renou-

vellée dans l'art. 14, tit. premier du liv. premier ci-dessus.

Ainsi il n'est pas étonnant que depuis ce temps-là l'Amiral n'ait plus nommé les capitaines garde-côtes. Tout ce qui lui est resté de son ancien droit en cette partie, c'est que les commissions que le Roi leur donne sont assujetties à son attache, & à être enrégistrées au gresse de l'Amirauté, avec prestation de serment, comme il a été observé sur l'article premier du titre précédent.

A l'égard de la redevance annuelle par seu, payable en temps de paix par chaque chef de famille sujet à la garde des côtes, de tous les droits attachés originairement à la charge d'Amiral, il n'en est peut-être point de plus ancien,

ni qui ait été plus souvent confirmé en connoissance de cause.

Fixé par la quotité à cinq fols, par Edit de Louis XI, du mois d'Avril 1475, il existoit long-temps auparavant; il a été confirmé depuis : savoir sous la dénomination générique de devoir au taux accoutumé, par les Ordonnances de 1517, art. 30; de 1543, art. 9, & de 1584, art. 18; & formellement à raison de cinq sols par seu, par la Déclaration d'Henry IV, du 23 Février 1605, vérifiéc au Parlement de Rouen le 10 Mai suivant, sous la condition toutes ois qu'il n'en pourroit être demandé qu'une année; c'est-à-dire, que cette redevance n'arrérageroit point à l'instar de la dime & du terrage ou champart, Ce qui sut ordonné de nouveau par un autre Arrêt du même Parlement, en date du 29 Mars 1610.

Dans la suite, quoique ce droit eût encore été rappellé dans le préambule de la Déclaration du 31 Octobre 1647, il sut disputé à M. le Duc de Vendôme, tant par divers Seigneurs & Gouverneurs, dont les uns avoient tenté de l'usurper, & d'autres s'étoient opposés à sa perception, que par les habitans d'une quantité considérable de paroisses maritimes qui prétendoient à l'envise désendre de le payer; mais M. de Vendôme y sut constamment & sans aucune interruption, maintenu par Arrêt du Conseil des 27 Mars 1654, 11 Juillet 1659, 5 Février & 6 Septembre 1661, 10 Mars & 12 Juillet 1662, & 25 Juin 1665. Ce dernier d'autant plus remarquable, que le Duc de Vendôme avoit en tête un plus grand nombre d'adversaires.

Il sembloit après cela que la perception de ce droit au profit de l'Amiral ne pouvoit plus cesser, qu'autant que la suppression en seroit formellement ordonnée par quelqu'acte émané de l'autorité royale; cependant il en est arrivé autrement, & ce droit s'est éteint comme de lui-même, & par le simple non-

ufage.

Si la recette en eût discontinué aussi-tôt après le rétablissement de la charge d'Amiral, ou même aussi-tôt après la promulgation dela présente Ordonnance, on pourroit présumer que l'intention du Roi auroit été de le supprimer effectivement, en ne le comprenant pas dans l'énumeration des droits anciennement attachés à cette charge: mais outre que depuis ces deux époques, il a été reconnu plus d'une sois que le Roi n'avoit pas entendu préjudicier aux autres droits de l'Amiral, sous prétexte qu'ils n'avoient pas été rappellés dans l'énumération qu'il en avoit faite, c'est que, par rapport à ce droit de guet & garde sur les côtes en particulier, il y a des monumens postérieurs à l'une & l'autre époques, qui prouvent que Louis XIV l'a reconnu comme un droit toujours subsistant.

Ces monumens sont, 1°. la commission que le Roi sit délivrer le 4 Octobre 1671 pour la régie & conservation des droits de l'Amiral, pendant la minorité du Comte de Vermandois, dans laquelle commission le droit de guet &

garde est expressément établi.

20. Une autre commission du 9 Décembre 1683, désivrée au sieur Fouyn pour le même sujet, à l'occasion de la minorité de M. le Comte de Toulouse.

dans laquelle ce droit de guet & garde est pareillement exprimé.

3°. Un autre Arrêt du Conseil du 13 Décembre 1687, qui, sur la Requête de Madame la Princesse de Conty, en qualité d'héritiere de M. le Comte de Vermandois son frere, tendante à la restitution dudit droit de garde que divers particuliers s'étoient fait payer durent l'exercice de M. le Comte de Vermandois, par usurpation sur les droits de sa charge: ordonna que les particuliers qui se tronveroient avoir reçu ledit droit de garde, seroient assignés à la requête de ladite Dame, pour représenter les titres en vertu desquels ils l'avoient perçu.

4°. Enfin, un autre Arrêt du Conseil du 30 du même mois de Décembre, qui, sans avoir égard aux titres & moyens produits par le sieur de la Feriere, Lieutenant de Roi de Grandville, dans la vue de se faire maintenir en possession dudit droit de garde, dans l'étendue du gouvernement de ladite ville, sui sit désenses d'exiger à l'avenir ledit droit de garde, à peine de concussion. Dans cet Arrêt est visé celui du 25 Juin 1665, ci-dessus cité, rendu

en faveur de M. le Duc de Vendôme, comme l'ayant confirmé & maintenu dans la possession de faire percevoir à son profit la redevance de cinq sols par

feu, en temps de paix, pour droit de guet & garde.

Ainsi dans ce temps là M. l'Amiral étoit encore en possession & jouissance de ce droit, qui par conféquent étoit indépendant de la destination de l'emploi des amendes portées par l'article 3 ci-après. Comment ce droit s'est-il donc éclipsé dans la suite, ne paroissant pas avoir été supprimé par aucun Edit ni Arrêt du Conseil; Voici sur cela mes conjectures.

Ce droit n'étoit dû par les habitans de la garde-côte qu'en temps de paix; & réguliérement la garde-côte étoit bornée anciennement à une demi-lieue de distance du bord de la mer. Par l'article premier du Réglement du 23 Novembre 1701, elle fut étendue jufqu'à deux lieues : on étoit alors en guerre, & par conséquent la redevance des cinq sols par seu n'étoit par exigible. D'ailleurs, quand on auroit été en paix, il n'auroit pas été naturel de donner à la redevance, la même extension qui avoit été donnée au terrein sujet à la gardecôte, c'est-à-dire. d'y assujettir les habitans qui venoient d'être soumis nouvellement au fervice de la garde-côte.

Que l'augmentation de l'étendue de la garde-côte ne fût pas capable de faire perdre à l'Amiral le droit qu'il avoit sur l'étendue ancienne de la garde-c ôte, c'est-à-dire, jusqu'à une demi-lieue de distance du bord de la mer, à la bonne heure; mais par la raison contraire son droit ne pouvoit pas s'étendre jusqu'à deux lieues, fous prétexte de l'extension nouvellement donnée à la garde-côte jusqu'à cette distance de deux lieues. Il auroit fallu pour cela que le Roi eût expressément donné à ce droit la même extension qu'il avoit donné à l'étendue de la garde-côte, d'autant plutôt que le service de la garde-côte n'étoit plus le même qu'autrefois.

Il étoit changé en effet depuis que le Roi s'étoit réservé la nomination des capitaines garde-côtes. M. l'Amiral n'y avoit plus la même influence, furtout depuis le Réglement du 12 Mai 1696; & quoique celui du 23 Novembre 1701 portât que les capitaines garde-côtes ne commanderoient que sous l'autorité de M. l'Amiral, on y voit néanmoins que tout ce qui concernoit le fervice de la garde-côte devoit se faire par les ordres des Gouverneurs généraux ou

des Commandans dans les provinces.

Le changement fut encore plus considérable au moyen de l'Edit du mois de Février 1705, par lequel le Roi érigea en titre d'office les capitaineries garde-

côtes du Royaume, & des Réglemens intervenus en conséquence.

Il est vrai que ces charges surent supprimées pat un autre Edit du mois de Janvier 1716, & que par un dernier Réglement du 28 du même mois, qui est la regle encore aujourd'hui subsistante pour la majeure partie du service de la garde-côte, les choses ont été rétablies à peu près sur le pied qu'elles étoient au temps de notre présente Ordonnance; mais il est resté encore assez des changemens qui avoient interrompu la preception de la redevance de cinq sols par feu au profit de M. l'Amiral, pour en avoir empêché le rétablissement.

Et d'abord l'étendue de la garde-côte étant demeurée fixée à deux lieues, comme par le Réglement du 23 Novembre 1701 il est évident que la redevance de cinq fols par feu ne pouvoit être prétendue par M. l'Amiral après la paix d'Utrecht, que sur l'ancien pied, c'est-à-dire, que jusqu'à une demi-lieue de dis-

Tom, II. Yyy tance de la côte. Or cette distinction qui devoit mettre une dissérence notable entre les habitans sujets à la garde-côte, & rendre leur condition inégale en cette partie, tandis que les charges du service étoient absolument les mêmes, sormoient déjà un grand inconvénient, capable même, soit par jaloussie naturelle aux paysans, soit par l'esprit d'intérêt qui les domine singuliérement, d'engager plusieurs de ceux qui avoient leur domicile dans l'étendue de la demi-lieue à le transférer au-delà, pour s'exempter du paiement de la redevance : ce qui auroit dépeuplé d'autant les lieux les plus voisins de la côte, tandis que l'intérêt de l'Etat exige que ces mêmes lieux soient les plus habités, à raison de la promptitude du secours qui peut en résulter. Et si l'on oppose que ce changement de domicile n'étoit point arrivé du temps que la gardecôte ne s'étendoit pas au-delà de demi-lieue, c'est qu'alors ils auroient perdu les privileges attachés à la garde-côte, ce qu'ils n'auroient pas eu à craindre en allant s'établir au-delà de la demi-lieue, dès qu'ils auroient été sujets tout de même à la garde des côtes.

Cela tout seul n'auroit pas empêché à la vérité, que M. l'Amiral n'eût continué la perception de sa redevance de cinq sols par seu dans l'étendue de la demi-lieue, sur ceux des habitans qui s'y seroient trouvés domiciliés; mais, outre les embarras de cette régie à l'occasion de laquelle il auroit sallu poser les bornes de la demi-lieue & faire dresser des rôles particuliers pour les habitans domiciliés dans l'étendue de la même demi-lieue, c'est qu'au sonds le droit de l'Amiral étoit devenu sujet à contestation; attendu que, suivant les titres qui l'avoient établi ou confirmé en sa faveur, il n'étoit dû par les habitans de la garde-côte, en temps de paix, qu'à cause qu'ils étoient dispensés du guet & garde sur les côtes durant le même temps, & qu'ils n'étoient assujettis à s'assembler pour passer en revue que de deux ans en deux ans; au lieu que par les nouveaux Réglemens concernant le service de la garde-côte, non seulements ils étoient devenus sujets à passer en revue deux fois l'année, mais encore à saire l'exercice une sois le mois. Ordre qui s'observe encore aujourd'hui.

La condition des habitans sujets à la garde des côtes ayant donc changé aussi considérablement, il n'étoit pas naturel qu'avec cette surcharge ils demeurassent encore assujettis à l'ancienne redevance de cinq sols par feu.

Telles sont les raisons qui vraisemblablement engagerent seu M. le Comtede Toulouse à y renoncer, en le laissant tomber par simple prétermission. Aussi depuis ce temps-là n'en a-t-il plus été question.

ARTICLE PREMIER.

Les habitans des paroisses sujettes au guet de la mer, seront tenus de faire la garde sur la côte, quand elle sera commandée; à peine de trenie sols d'amende contre le désaillant, pour la premiere sois, & d'amende arbitraire, pour la seconde.

Le S habitans des paroisses sujettes au guet de la mer. Anciennement la gardecôte ne s'étendoit, comme il vient d'être dit, que jusqu'à une demi-lieue de distance du bord de la mer: Ordonnance de 1543, art. 10, & de 1584, art. 19. Par le Réglement du 23 Novembre 1701, elle a été étendue jusqu'à deux lieues, ce qui a été confirmé par l'article premier, tit. 5 du Réglement du 28 Janvier 1716, qui est la loi générale toujours subsistante sur le sait de la garde-côte, & par l'article 20 de l'Ordonnance du 5 Juin 1757.

Ce sont donc les habitans des paroisses situées dans cette étendue de deux lieues, qui sont sujets au guet de la mer & à la garde sur les côtes; mais il en

faut excepter:

1º. Non seulement ceux qui sont au-dessous de l'âge de seize ans, (art. 20 de l'Ordonnance du 5 Juin 1757, auparavant le service ne commançoit qu'à 18 ans) & ceux qui sont au-dessus de l'âge de 60 ans, mais encore les matelots, aux termes dudit Réglement du 28 Janvier 1716, art. 2 du tit. 2; ce qui avoit déjà été ainsi prescrit par le Réglement du 13 Juin 1708. A l'égard des matelots, la raison de l'exemption est qu'ils doivent le service sur les vaisseaux du Roi: & pour ce qui est des autres, c'est l'âge avant lequel ou après lequel on ne peut être forcé au service. Le matelot en est même dispensé à 50 ans. Voyez le titre des matelots surprà, art 2.

2º. Ceux qui ont servi durant trente ans dans la garde-côte, puisqu'ils doivent avoir alors leur congé absolu, suivant l'article 9 titre 5 dudit Réglement de 1716; mais il semble que cela ne doit s'entendre que de trente années de guerre, de même que les vingt années de service qui operent l'exemption de la taille en faveur de ceux qui se seront distingués dans quatre oc-

casions.

3.º Ceux qui sont chargés du recouvrement des deniers royaux, durant tout le temps de leur exercice ou gestion.

4°. Les Commis des Postes, des Aides & autres Employés des Fermes.

5°. Les Gardes-Etalons.

6°. Les Charpentiers de navires, Calfats & autres ouvriers affectés au service de la Marine; les Syndics des paroisses durant le temps de leur exercice. Art. 21 & 22 de l'Ordonnance du 5 Juin 1757.

7°. Enfin, ceux qui sont commis par M. l'Amiral ou par les Officiers de l'Amirauté pour veiller aux naufrages & au sauvement des essets qui viennent

à la côte.

Par les anciennes Ordonnances, ceux qui n'étoient taxés qu'à 5 fols de taille étoient exempts de la garde-côte; mais depuis longues années il n'y a plus

de taux aussi modique.

Seront tenus de faire la garde. Aujourd'hui cela ne regarde plus que les habitans compris dans les compagnies des paroisses; ceux des compagnies détachées en sont dispensés, parce qu'ils ont un service séparé. Art. 2 du même tit. 5, art. 6 du tit. 7, & art. premier & 9 du tit. 8 dudit Réglement de 1716. Cela avoit déjà été ainsi ordonné par l'art. 3 du Réglement du 13 Juin 1708, & par l'art. 4, titre des amendes du Réglement du 2 Mai 1712, & a encore été nouvellement consirmé par l'Ordonnance du 5 Juin 1757, art. 39 & suivant.

Quand elle sera commandée, par le capitaine général garde-côte ou son représentant qui de son côté doit prendre les ordres du Gouverneur ou Commandant général de la province. Art. 5, 8 & 10, tit. 2 du même Réglement de 1716, en conformité de celui du 13 Juin 1708, art. 16, 17 & 32. Voyez

aussi sur ce sujet l'Ordonnance du 5 Juin 1757.

Mais tout cela n'est que pour le service en temps de guerre. En temps de paix il n'y a point de guet & garde à faire sur la côte. Art. 13 du Réglement du 24 Septembre 1713; il n'est question que des montres ou revues, & des l'exercice des soldats. Les revues sont au nombre de deux par an. au mois de Mai, & au mois d'Octobre ou de Novembre; & l'exercice doit se faire une sois le mois. En cette partie il n'y a point de distinction entre les compagnies des paroisses & les compagnies détachées; tous ceux qui les composent sont également obligés de s'y trouver.

Pour ce qui est des revues, voir l'art. 4 du tit. 2; l'art. 6 du tit. 5, & l'art. 4 du tit. 9 du Réglement de 1716, dont les dispositions sont relatives aux articles premier & 2 du Réglement du 24 Septembre 1713; voir aussi le nouveau

Réglement du 14 Avril 1758.

Réglement du 14 Avril 1758.

En ce qui concerne l'exercice; voir l'art. 3 du tit. 4, l'art. 6 du tit. 5, & l'art. 4 du tit. 9; le tout conforme aux articles 6 & 7 dudit Réglement du

24 Septembre 1713.

A peine de trente sols d'amende, &c. Par l'article 9 du Réglement du 23 Novembre 1701, de même que par l'art. 36 du Réglement du 13 Juin 1708, l'amende avoit été laissée à l'arbitrage des Gouverneurs généraux ou Commandans des provinces. Le Réglement du 2 Mai 1712, articles premier & 2, l'avoit fixée à 10 sols pour la premiere sois, à 20 sols pour la seconde; & en cas de récidive, il la laissoit à l'arbitrage tout de même du Commandant de la province, suivant l'art. 10; ce qui avoit été confirmé par autre Réglement du 24 Septembre 1713, art. 7; mais par le Réglement du 28 Janvier 1716, elle ne peut être moindre de dix sols, ni plus forte de quarante sols, art. 7 du tit. 5. Cela veut dire que pour le premier désaut il n'y a que 10 sols d'amende, & que pour le second elle peut être portée jusqu'à 40 sols, à l'arbitrage du Juge.

Pour ce qui est du service en temps de guerre, l'art. 3 du tit. 8 conformément au Réglement du 2 Mai 1712, titre des peines, art. premier, soumet à 15 jours de prison & à 20 sols d'amende le soldat de compagnie qui ne se sera pas rendu à son poste, ou qui après y être venu aura quitté sa compagnie sans la permission du commandant; & s'il quitte pendant quelque action, il doit être condamné aux galeres perpétuelles. A l'égard de ceux qui doivent faire la garde sur la côte, étant commandés aussi en temps de guerre, la peine du manquement est également de 20 sols d'amende & de prison en cas de récidive; art. 9 du même titre 8. La derniere Ordonnance du 5 Juin 1757, art. 35 & 40, ne parle que de prison, sans amende; mais cette Ordonnance, qui laisse bien des choses à desirer, laisse subsister tout ce à quoi elle n'a pas dérogé: il y a quelque chose de plus dans le nouveau

ARTICLE II.

l'Entendons toutesois comprendre les habitans des paroisses qui doivent le guet ès Villes, Châteaux & Places sortes situées sur la mer, lesquels seront tenus de l'y saire, & non sur la côte.

Ntrouve la même disposition dans l'Ordonnance de 1543, art. 10, & dans celle de 1584, art. 19. Il n'auroit pas été naturel, en esset, que ceux qui étoient assujettis au guet & garde dans les Villes & Châteaux eussent encore été tenus de faire le guet sur la côte. Mais aujourd'hui cette distinction n'a plus lieu, parce que la garde de ces Villes, Châteaux & Places fortes situés sur le bord de la mer ou dans la mer, est consiée en tout temps à destroupes réglées ou aux invalides; de sorte que le soin de renforcer ces postes, en cas d'alarme, par les habitans de la garde-côte, regarde uniquement le Commandant de la province.

ARTICLE III.

L'ieutenant de l'Amirauté jugera les amendes sur les rapports du clerc du guer, lequel en sera la recette: & les deniers seront appliqués, à la diligence de notre Procureur, aux réparations du corps-de-garde.

L'Est encore aujourd'hui le Lieutenant de l'Amirauté qui doit prononcer les amendes contre ceux qui manquent de se trouver aux revues générales ou particulieres, & aux exercices. Ce droit avoit été attribué au Gouverneur général ou Commandant de la province, par les art. 9 & 15 du Réglement du 23 Novembre 1701, par l'art. 36 du Réglement du 13 Juin 1708, & par l'art. 10, titre des amendes, du Réglement du 2 Mai 1712; mais il a été rendu au Lieutenant de l'Amirauté par le Réglement du 28 Janvier 1716, art. 7 du tit. 5, & art. 2 du tit. 10, à quoi il ne paroît pas qu'il ait été dérogé par la derniere Ordonnance du 5 Juin 1757, ni par le nouveau Réglement du 14 Avril 1758.

Les amendes se prononcent contre les désaillans, sur le rôle qu'en doit tenir le clerc du guet, aux termes de l'art. 3, tit. premier, & du même art. 7, tir. 5 dudit Réglement. Il en sutrement tant que les officiers des Commissaires aux montres & revues subsisterent; c'étoit à eux alors à tenir le rôle des désaillans & à faire la recette des amendes, à la charge néanmoins de remettre au gresse de l'Amirauté, tous les six mois, un état des amendes payées & à payer, suivant les articles 12, 13 & 14, titre des amendes du Réglement du: 2 Mai 1712.

Le Réglement du 28 Janvier 1716 ne dit point par qui la recette des amen-

des sera saite; mais puisqu'il a rétabli le clerc du guet pour tenir le rôle des désaillans, conformément à notre Ordonnance, il est évident, comme il a été observé sur l'art. 4 du précédent titre, qu'il a entendu que ce seroit aussi ce clerc du guet qui seroit la recette des amendes, relativement à la disposition du présent article & suivant; aussi est-ce l'usage qui s'observe actuellement.

Quant à la destination des amendes, qui, aux termes de ce même article; doivent, à la diligence du Procureur du Roi, être appliquées aux réparations du corps-de-garde, cette disposition a été renouvellée par Ordonnance de M. le Comte de Toulouse, en exécution du Réglement du Roi, du 12 Mai 1696.

Depuis ce temps-là il fut ordonné par l'art. 8 du Réglement du 23 Novembre 1701, que la recette des amendes seroit faite par ceux que les Intendans des provinces y préposeroient, pour en être le produit employé par les ordres de Sa Majesté, mais par l'art. 37 du Réglement du 13 Juin 1708, il a été réglé que le produit desdites amendes teroit employé aux réparations des corps-degarde & entretien du seu & chandelle d'iceux, sans qu'elles puissent être diverties à d'autres usages; & cette destination, conforme à celle prescrite par le préfent article, n'a point changé depuis, n'y ayant rien de contraire dans les Ré-

glemens postérieures.

Cependant, comme suivant le Réglement de 1716, il n'y a de subsistant en temps de paix que les corps-de-garde bâtis en pierres ou en briques, & que les dépenses de leur entretien sont peu considérables, l'usage s'est introduit d'appliquer les amendes aux réparations des drapeaux, guidons & étendarts, des tambours & des habits uniformes; le tout sous la direction du capitaine général de chaque capitainerie, sans en communiquer au Procureur du Roi, comme si son ministere étoit borné en cette partie, à veiller au recouvrement des amendes; encore est-on attentif à lui ôter la connoissance, quoiqu'il ne soit pas douteux qu'il n'ait droit d'examiner si les amendes ont été payées, & l'emploi qui en a été fait.

Quant à la construction, la conservation & la démolition des corps-degarde & magasins, voir le tit. 7 & les articles premier & second du tit. 9 du Réglement de 1716. L'aricle 3 parlant de l'inventaire des ustensiles, veut qu'il

en soit remis une copie au greffe de l'Amirauté.

ARTICLE IV.

E Clerc du guet sera tenu, à peine de destitution, de metrre de six mois en six mois au gresse de l'Amirauté, un rôle des amendes payées, & de celles qui resteront à payer.

Ant qu'il y a eu des commissaires aux montres revues en titre d'ossice, c'étoit à eux à remplir l'obligation imposée ici au clerc du guet, comme il résulte de l'art. 14 du titre des amendes, du Réglement du 2 Mai 1712 : ainsi notre article n'a jamais cessé d'avoir son exécution; il n'y a eu de dissérence que par rapport au sujet qui y étoit astreint.

Aujourd'hui les choses sont au même état qu'elles étoient au temps de la

promulgation de cette Ordonnance, puisque le clerc du guet a été rétabli par le Réglement du 28 Janvier 1716, qui en cette partie n'a souffert aucun chau-

gement par la derniere Ordonnance du 5 Juin 1757.

L'objet de cet article est de pourvoir au recouvrement des amendes contre ceux qui sont en demeure ou qui resusent d'en saire le paiement; & ce soin regarde naturellement le Procureur du Roi, qui au moyen de ce rôle est inftruit de ce qui reste à payer des amendes. Mais, comme il a été observé sur l'article précédent on fait se passer de son ministère à cet égard; on se sert même pour cela d'un moyen qui n'est pas régulier, quoiqu'il semble autorisé par l'art. 10, tit. des amendes du Réglement du 2 Mai 1712. Ce moyen est d'emprisonner par voie de fait & exécution militaire, ceux qui sont en retard de payer; & ce qui me fait dire que ce moyen n'est pas régulier, c'est la dispositions des articles 1 & 2, tit. 10 du Réglement du 28 Janvier 1716, qui a rétabli les Officiers de l'Amirauté dans leur ancien droit, par rapport à la garde-côte; d'où il s'ensuit que le recouvrement forcé des amendes ne doit se faire qu'à la diligence du Procureur du Roi. Il est pourtant vrai au sonds que l'emprisonnement est la voie la plus courte pour parvenir au paiement des amendes; ainsi cet usage peut être toléré absolument, pourvu néanmoins que l'on corrige l'abus où font les capitaines de faire grace de l'amende à qui il leur plaît de leurs foldats; car, que cette remife foit gratuite ou non, elle ne va pas moins contre le bien du fervice, ne fût-ce que par le sujet de murmurer qu'elle donne à ceux qui ne sont pas traités si favorablement. Il en est de même de l'exemption de fervice pour les revues, l'exercice & le guct de la mer; aussi tout cela leur est-il expressément désendu par l'art. 9, tit. 2 du Réglement du 28 Janvier 1716; & plus particuliérement encore sous des grieves peines, fur-tout l'exempliion étant à titre onéreux & non gratuit, par les art. 10 & 11 du Réglement du 2 Mai 1712, titre des revues, à qui se capporte la disposition de l'article 40 du nouveau Réglement du 14 Avril 1758.

ARTICLE V.

LE signal se sera de jour par sumée, & de nuit par seu.

ES signaux, qui sont les mêmes que ceux indiqués par l'Ordonnance de 1517, art. 29, par celle de 1543, art. 8, & par celle de 1584, art. 17, ont été pratiqués de tout temps, comme il résulte des notes de Cleirac, sur l'art. 83 de la Jurisdiction de la Marine, pag. 547 & 548, d'où le commen-

tateur à tiré tout ce qu'il a dit sur cet article.

Mais on ne s'en tient pas toujours à ces fignaux de jour par sumée & de nuier par seu. Il en est d'autres que l'on peut y joindre, ou substituer même, tels que ceux indiqués par l'art. 10 du Réglement du 13 Juin 1708, & par l'art 11, tit. 8 du Réglement du 28 Janvier 1716, qui peuvent être saits avec des pavillons ou des coups de canon, qui soient vus ou ouis d'un corps-degarde à l'autre; le tout sans préjudice des autres signaux qui peuvent être ordonnés par le Commandant, tels qu'il le jugera à propos, avec ordre de

les répéter, & qu'ils se fassent à des distances assez rapprochées, pour qu'ils puissent être apperçus plus aisément & rendus plus composés, suivant l'art.

12 du même Réglement de 1716.

Cependant les fignaux par sumée le jour, & par seu la nuit, comme se saifant remarquer de plus loin, sont présérés par le Réglement du 23 Novembre 1/01, ait. 13, qui en conséquence ordonne qu'il y ait sur les lieux où ils se devront saire, les matieres nécessaires pour cela, & qui charge les capitaines garde-côtes d'y tenir la main.

Mais ces signaux ne sont d'usage qu'en temps de guerre, & en cas d'a-

larme.

ARTICLE VI.

ES habitans des paroisses sujettes au guet de la mer, seront tenus d'avoir en tout temps dans leurs maisons, chacun un mousquet ou susil, une épée, une demi-livre de poudre, & deux livres de balles, à peine de cent sols d'amende.

Os anciennes Ordonnances ci-devant citées, s'étoient contentées de dire que l'Amiral contraindroit les habitans sujets à la garde des côtes, à eux

armer & ambastonner comme il appartient.

La maniere de faire la guerre ayant changé depuis, c'est la raison pour laquelle notre article, consirmé par l'Ordonnance du 5 Juin 1757, art. 44, a ordonné (mais vide instà) qu'ils sussent armés & pourvus de munitions de guerre, de la façon qui y est prescrite, & cela en tout temps, c'est-à-dire, en temps de paix comme en temps de guerre. Cependant cela ne s'exécute pas à la rigueur en temps de paix pour les munitions, à moins que l'on ne prévoye une guerre prochaine. Au surplus, lorsque ces troupes sont commandées pour s'opposer aux descentes, c'est le Roi qui leur fait sournir les munitions de guerre & le pain, dès le lendemain de leur arrivée pour le service de la garde-côte. Il y a pourtant une exception par l'Ordonnance du 5 Juin 1757, art. 31, en ce qui concerne la solde, qui ne doit courir qu'après le quatrieme jour de service, lorsqu'il ne sera question que des détachemens pour la garde des redoutes, corps-de-garde, batteries & autres posses.

Pour reprendre notre article, le Réglement du 13 Juin 1708, a ajouté, art, 5, qu'outre le susil, chaque habitant seroit muni d'une bayonnette, d'un porte bayonnette & d'un sourniment avec le cordon; ce qui ayant été passé sous silence dans l'art. 8, titre des amendes, du Réglement du 2 Mai 1712, qui ne parle que d'un susil & d'une épée en bon état, a été expressément ordonné de nouveau par le Réglement du 28 Janvier 1716, art. 3, tit. 5. Aujourd'hui par la nouvelle Ordonnance du 5 Juin 1757, art. 33, c'est le Roi qui fait sournir aux compagnies d'étachées les armes nécessaires pour le service; & ces armes, qui doivent être déposées dans un magasin destiné à cette sin pour n'en être tirées qu'à l'occasion des revues & du service, sont sujettes à y

être rapportées aussi-tôt après le service sini.

Mais

Mais, par l'art. 24 du nouveau Réglement du 14 Avril 1758, il est ordonné que les armes, au lieu d'être dépotées dans les magasins, resteront, pendant la guerre, entre les mains des soldats de ces compagnies détachées, lesquels

ioldats seront tenus d'entretenir leurs armes en bon état, &c.

A l'égard des milices des compagnies du guet, l'article 25 les dispense, pour l'avenir, de se fournir d'armes & de munitions à leurs frais; & vont que les paroisses soient tenues de pourvoir chacun des corps-de-garde du nombre de suisse récessaires pour la garde ordinaire du guet, & du même calibre que ceux des compagnies détachées, & qu'ils y soient entretenus pendant le temps de la guerre, ainsi que la poudre, les balles, pierres de rechange, tirre-bourres & tourne-vis, proportionnément au nombre des soldats qui seront commandés pour le service de chacun desdits corps-de-garde.

Il en est de même en Bretagne, art. 50 de l'Ordonnance du 25 Février 1756, & en Normandie, art. 22 du Reglement du 15 Février 1758. Secus en Picardie, art. 31 du Réglement du 30 Mars 1758; & en Guienne & en Languedoc, les

Réglemens des 13 Août 1757 & 15 Mai 1758 n'en difant rien.

En Provence, c'est à la province à sournir tout ce qui est nécessaire pour armer & équiper les garde-côtes. Ordonnances des 27 Avril 1746, & premier Mai 1748.

Quant à l'amende pour contravention à notre article, elle avoit été réduite à 50 fols par l'art. 8 du Réglement de 1712; mais par celui de 1716, elle a été

rétablie à cent sols, conformément au présent article.

L'article 4 du même Réglement ordonne de plus qu'il sera établi, autant qu'il sera possible, l'unisormité des armes, qu'à mesnre qu'il manquera de sussis de bayonnettes, ils seront remplacés par d'autres du modele de ceux des soldats de la marine, & pris dans les magasins désignés, après en avoir fixé le prix, & sait les épreuves convenables; mais il est entendu que les habitans garde-côtes doivent en être sournis à leurs frais, excepté aujourd'hui les miliciens enrôlés pour six ans dans les compagnies détachées, auxquels, comme il vient d'être observé, le Roi sait sournir les armes.

Tout cela, avec les exercices ordonnés une fois le mois, a pour objet de dresser les habitans sujets à la garde-côte au maniement des armes, & de les rendre, par-là, plus proptes à prévenir les descentes des ennemis, ou à les

repouffer.

C'est pour cela encore que, par l'art. 10 du Réglement du 23 Novembre 1701; il a été permis « au Commandant de la province de donner ses ordres pour » leur faire brûler des amorces & les saire tirer ensuite, asin de les accoutumer » au seu, & pour les dresser à bien tirer; Sa Majesté saisant espérer qu'Elle » pourroit accorder des prix pour ceux qui se distingueroient dans cet exer- » cice; » ce qui a été renouvellé par l'art. 8, tit. 5 du Régl. du 28 Janvier 1716.

Dans ces dernieres années, les exercices ont été si multipliés & si réguliers, sur-tout par rapport aux compagnies détachées, qu'on en a fait des troupes très bien disciplinées. On en a aussi dressé un certain nombre à l'exercice du canon; & en général le succès a été tel, que plusieurs, après avoir remporté les prix proposés, ont été jugés capables de former d'autres canonniers, & que tous ont été reconnus également propres au service des batteries.

L'heureuse épreuve que l'on a fait de l'utilité de ce nouvel arrangement Tome 11.

fera sans doute tenir exactement la main dans la suite à l'observation de la discipline parmi ces troupes garde-côtes, puisque c'est à leur ardeur pour le service, au courage qu'elles ont montré pour la desense de la patrie, & à leur bonne contenance dans le péril, que l'on doit, en grande partie, attribuer le mauvais succès de la tentative des Anglois au mois de Septembre 1757.

Il est vrai que les belles dispositions de M. le Maréchal de Senectere & les habiles manœuvres des Ossiciers généraux qui commandoient sous ses ordres, sur-tout de M. le Marquis de Langeron, Lieutenant-général des Armées du Roi, & de M. de Roussiac, Maréchal de camp, dont l'un avoit assis son camp à Fouras, & l'autre à Angoulin, ont déconcerté toutes les mesures prises par les Anglois pour la descente, qui ne leur a pas paru praticable, masgré la force-prodigieuse de leur armement; mais ces Généraux, avec aussi peu de troupes réglées qu'ils en avoient, (elles ne consissoient qu'en trois bataillons & un régiment de dragons) n'auroient pu faire face par-tout aux ennemis, & leur présenter un front capable de les intimider, sans le secours des milices garde-côtes, dont les évolutions régulieres & multipliées, aux preuves de leur destr d'en venir aux mains, ajoutoient l'avantage de grossir considérablement leur nombre.

Tout cela joint à l'adresse de nos Généraux à faire passer continuellement des troupes de l'un à l'autre camp, comme si c'eussent été de nouvelles troupes qui y arrivassent, en a imposé aux Anglois, de maniere qu'après avoir resté dix jours dans nos rades, ils ont pris le parti de la retraite, sans autre fruit de leur terrible expédition, annoncée avec tant d'appareil & d'emphase, que la prise

de la petite isle d'Aix mal défendue, & la démolition de son Fort.

Mais, fous prétexte que nos milices garde-côtes ont si bien servi dans cette circonstance critique, il seroit fort peu sur de se reposer uniquement sur elles du soin de désendre nos côtes; non-seulement à raison de leur petit nombre, eu égard à l'étendue du terrein qu'il y a à garder; mais encore parce que de pareilles troupes, quelque courage qu'elles fassent paroître, ne sont pas en état de tenir serme contre des ennemis aguerris, si elles ne sont soutenues par des

troupes réglées & accoutumées à vaincre.

C'est tout ce qu'il me convient de dire sur ce sujet. On trouvera dans une relation imprimée peu de temps après cet événement; (relation à laquelle se résere l'Historien de la Rochelle dans son second volume) un récit également circonstancié & bien écrit de cette sameuse entreprise des Anglois, & des précautions prises pour saire échouer leur projet. L'Auteur de cette relation, au reste, n'a du tout point slatté les Rochellois, en saisant valoir le zele qu'ils témoignement à l'envi pour la désense de la Ville. Ce zele, en esset, ne pouvoit aller plus loin, puisqu'en moins de trois jours, il se forma un grand nombre de compagnies de jeunes gens de tous états, faisant ensemble plus de mille hommes, qui montoient la garde tour à tour avec un détachement de milices, & qui par-là se chargeoient de désendre la Ville à la place des deux bataillons campés à Fouras & à Angoulin pour disputer la descente.

Le Commerce te distingua aussi en particulier, en saisant élever diverses batteries de canons tirés de leurs vaisseaux pour désendre l'entrée du port, & cela aux frais des Négocians & Armateurs. Le Corps de Ville, de son côté, pourvut à l'approvisionnement de la Ville, & sit sournir des rasraîchissemens aux

différentes troupes répandues sur les côtes.

Ce même nouvel ordre, introduit dans la garde-côte, s'est étendu à toutes les provinces maritimes du Royaume, excepté le pays Boulonnois, dont les habitans ont le privilege de se garder eux-mêmes; mais si, dans les divers Réglemens intervenus sur cette matière, on trouve des dispositions uniformes,

il y en a aussi de particulieres pour quelques pays.

On peut voir à ce sujet, outre les pieces ci-dessus citées, des 5 Juin 1757, 8 14 Avril 1758; pour la Provence, les Ordonnances des 21 Avril 1746, 8 premier Mai 1748; pour la Bretagne, l'Ordonnance du 25 Février 1756, 8 le Réglement du 10 Août audit an 1756; pour Belle-Isle, l'Ordonnance du 26 Mai 1755; pour la Guienne, le Réglement du 13 Août 1757; pour la Normandie, celui du 15 Février 1758; pour la Picardie, celui du 30 Mars aussi 1758; & pour le Languedoc, l'Ordonnance du 15 Mai encore de 1758: ensin l'Ordonnance du 12 Mars 1759, concernant les nouveaux Inspecteurs des milices garde-côtes.

En faifant le relevé de ces différens Réglemens, on trouve que les compa

gnies détachées qui composent l'élite de la garde-côte, forment :

En Picardie, 1050 hommes, non compris le Boulonnois, dont les habitans, comme il a été observé, ont le privilege de garder leur pays, & qui, pour cela, entretiennent un corps de plus de 6000 hommes.

En Normandie, 15200 hommes. En Bretagne, 10000 hommes. A Belle-Isle, 1200 hommes.

En Poitou, 1920 hommes d'infanterie, & 100 dragons.

En Aunis, 1600 hommes d'infanterie, & 100 dragons, non compris l'Isle de Ré qui fournit au moins 2000 hommes.

En Saintonge, 1760 hommes d'infanterie, & 200 dragons, sans y comprendre l'isle d'Oleron, dont la garde-côte est aussi forte que celle de l'isle de Ré.

En Guienne, 2500 hommes d'infanterie, & 500 dragons; mais, par une dernière Ordonnance du 21 Octobre 1758, ce corps de dragons a été porté à 900 hommes, en dix-huit compagnies de 50 hommes chacune, sormant enfemble neuf escadrons.

En Languedoc, 2000 hommes.

Et en Provence, 2 autres mille hommes.

Ce qui fait en tout plus de 50000 hommes de troupes d'élite, & bien exercées.

Et, comme ces compagnies détachées ne forment pas le tiers des milices garde-côtes, on peut compter sur 180000 hommes garde-côtes, outre les gens de mer.



ARTICLE VII.

Aisons désenses à tous Huissiers de saisir pour detres, même pour deniers royaux, les armes & munitions ci-dessus, à peine de cinquante livres d'amende; en laquelle, en cas de contravention, ils seront condamnés par les Officiers de l'Amirauté, bien que les Actes & Jugemens, en vettu desquels les saisses auront été faites, aient été donnés par d'autres Juges, auxquels nous en interdisons la connoissance.

Et article a été confirmé par le Réglement du 28 Janvier 1716, où il est

expliqué, mot à mot, dans l'article 5 du titre 5.

S'il n'est pas permis de saisser ces armes & munitions, même pour deniers royaux, à plus sorte raison la saisse n'en est-elle pas licite pour toute autre dette, de quelque nature que ce soit, même de la part du vendeur, qui doit s'imputer alors d'avoir sait crédit : le bien du service de la garde-côte l'exige de la sorte.

En vertu de l'attribution faite, par cet article, aux Officiers de l'Amirauté, il s'ensuit que l'opposition à une pareille saise doit être portée pardevant eux; qu'il y auroit incompétence, si elle étoit formée devant d'autres Juges, même devant ceux qui auroient rendus les Jugemens, en conséquence desquels la saise auroit été faite. Delà il s'ensuit encore que, si l'opposition étoit portée ailleurs qu'à l'Amirauté, les Juges de cette Jurisdiction seroient sondés à revendiquer la cause, en saisant desenses aux parties de plaider ailleurs que pardevant eux, à peine d'amende; & que, sans autre examen, ils sont autorisés à déclarer la saisse nulle, & à condamner l'Huissier ou Sergent en cinquante livres d'amende, de quelque Jurisdiction qu'il soit; laquelle amende, qui est au prosit de M. l'Amiral, puisqu'elle n'a pas de destination marquée, est payable par provision, nonobstant l'appel, & toutesois sans y préjudicier, aux termes de l'art. 2, tit. 10 du Réglement de 1716, entre les mains du Receveur de M. l'Amiral, sur sa simple soumission, comme à l'égard des amendes prononcées en toute autre matiere.

La même raison qui a fait interdire la saisse de ces armes & munitions, a fait désendre aussi à quiconque, par l'article 9, titre des amendes du Réglement du 2 Mai 1712, de les acheter des habitans garde-côtes à peine de confiscation, & de 30 liv. d'amende, payable sans déport ni remise. Mais tout cela ne s'entend que des armes & munitions que doit nécessairement avoir le garde-côte, suivant ce qui a été remarqué sur l'article précédent; s'il en avoit en plus grand nombre, rien n'empêcheroit que cet excédant ne pût être valablement sais sur lui, & qu'il n'eût la faculté de le vendre.

Il est quantité d'autres choses qu'on ne peut valablement saisir sur les gens de la campagne & autres; sur quoi voir l'Ordonnance de 1667, & les Au-

teurs qui ont écrit sur ce sujet.

RÉGLEMENT

Que le Roi, de l'avis de son très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orléans Régent; veut être observé, à l'avenir, pour le service de la garde-côte.

Du 28 Janvier 1716.

TITRE PREMIER.

Des Officiers Garde-côtes.

ARTICLE PREMIER

IL y aura dans chaque capitainerie un capitaine, un major & un Lieutenant.

II. Ces officiers garde-côtes seront pourvus par Sa Majesté; &, sur leurs commissions, ils prendront l'attache de l'Amiral de France, devant qui ils prêteront serment, ou devant ses Lieutenans aux Sieges d'Amirauté, dans le détroit desquels ils seront établis, & y seront enrégistrer leurs commissions; &, jusqu'à ce que les capitaines desdites capitaineries soient pourvus. les capitaines & autres officiers des compagnies franches de milice garde-côte, ensemble ceux des compagnies des paroisses, continueront à faire les sonctions de leur emploi, & veilleront à la discipline desdites compagnies, ainsi qu'ils faisoient avant la suppression des offices de la garde-côte.

III. Il yaura, dans l'étendue de chaque capitainerie, un ou plusieurs clercs du guet, selon l'étendue de ladite capitainerie, qui seront commis par l'Amiral ou ses Lieutenans, tant pour avertir les habitans de se trouver aux revues, & de monter la garde, que pour tenir registre des défaillans.

IV. Les capitaines des capitaineries gardecôtes auront rang de capitaine d'infanterie; &, en cas que, dans le fervice, ils aient eu un grade plus confidérable, il leur fera donné le mêine par leurs commissions: à l'égard du major, il aura aussi rang de capitaine d'infanterie, & le lieutenant celui de lieutenant d'infanterie.

V.Lesdits officiers garde-côtes seront exempts de tutelle, curatelle, nomination à icelles, & autres charges de Ville; & ce service leur tiendra lieu de celui qu'ils pourroient rendre dans les armées, de même qu'au ban & arriere-ban, dont ils seront exempts; & pourront mériter, dans les occasions, d'être reçus dans l'Ordre de

Saint Louis. Pourront tous lesdits officiers garde-côtes, durant la guerre, demander & obtenir des Lettres d'Etat, comme s'ils servoient dans les armees.

TITRE II.

Des Capitaines des Capitaineries Garde

ARTICLE PREMIER.

Chaque capitaine garde-côte s'appliquera à acquérir une parfaite connoissance de sa capitainerie, dans toute son étendue, tant par rapport aux paroisses qu'elle contient, leur fituation, leur distance, & les chemins qui conduisent de l'une à l'autre, qu'au nombre & à la qualité des habitans de chaque paroisse, de même que de la nature & de l'étendue des côtes qu'ils auront à désendre, & des lieux où ils jugeront à propos de placer des retranchemens & des batteries en temps de guerre, asin d'en pouvoir rendre compte toutes les fois qu'on le leur demandera.

II. Les capitaines garde-côtes feront faire un rôle général de tous les habitans depuis l'âge de 18 ans jusqu'à 60; (sans qu'aucun matelot y puisse être compris) pour servir au guet & garde de la côte, & de ce rôle ils en tireront le nombre qui sera jugé nécessaire pour en sormer les compagnies détachées: mais cette disposition ne pourra avoir lieu qu'après avoir été approuvée par le Gouverneur général ou Commandant de la Province.

III. Ils s'informeront des gentilshommes de la capitainerie, ou autres vivant noblement, & faifant profession des armes, & qui demanderont à commander les compagnies, ou à remplir les places de lieutenans & d'enseignes; ils choisiront les meilleurs sujets, à qui ils ne donneront leur commission, qui ne sera néanmoins valable qu'après qu'elle aura été visée par le Gouverneur ou Commandant général de la Province.

IV. En temps de paix, les capitaines garde-

côtes feront la montre & revue des habitans qui font dans l'étendue de leur capitainerie, deux fois l'année; favoir, le premier jour de Mai, & l'une des Fêtes du commencement de Novembre; elle fe fera dans le lieu qu'ils jugeront le plus convenable, ils aurent foin d'en avertir huit jours auparavant les Officiers d'Amirauté, en préfence de qui cette revue doit être faite, & qui en doivent garder le contrôle dans leur greffe. Il ne fera point fait d'autre revue générale durant l'année; mais Sa Majessé desire seulement que chaque capitaine fasse trois fois l'année la visite de chacune des paroisses de sa ca-

pitainerie. V. Dans ees visites, ils affembleront les capitaines, lieutenans & enfeignes, pour favoir d'eux l'état de leurs compagnies, du nombre des hommes dont chacune fera composée, aussibien que des armes dont ils seront armés, dont ils drefferent des étais avec des officiers feulement, & suns détourner les habitans de leur ouvrage : ces visites seront pourtant annoncées au prône quelques jours auparavant, & on fonnera la cloche lorsqu'elles commenceront, afin que les habitans qui auront des plaintes à faire contre leurs officiers, puissent venir les faire librement aux capitaines garde-côtes, qui pourront, par provision, interdire ceux qui se trouveront en faute, & en rendront compte aux Gouverneurs généraux on Commandans des Provinces, pour recevoir leurs ordres.

VI. Ils examineront ces officiers, peur voir s'ils favent faire l'exercice, & s'ils font capables de le montrer aux autres; ils le leur feront faire en leur préfence, & leur donneront les instruc-

tions dont ils auront befoin.

VII. En cas que les milices de plufieurs capitaineries foient obligées de s'affembler, le plus ancien capitaine garde-côte commandera, fuivant le grade dont il fera revêtu; &, si leurs commissions sont de même date, celui qui aura fervi dans les troupes, commandera.

VIII. Les capitaines garde-côtes ne pourront, dans l'étendue de leur capitainerie ni ailleurs, ordonner, de leur autorité, aucune imposition, charroi ni corvées aux villages & paroisses, qu'avec le consentement des Officiers généraux ou particuliers de la Province, qui sont en droit & en usage d'en ordonner: pourront toutesois, dans les nécessités urgentes, ordonner ce qui sera absolument nécessaire pour le service, à condition d'envoyer sur le champ, auxdits Officiers généraux ou particuliers, copie de l'ordre qu'ils auront été obsigés de donner & un mémoire des raisons qu'ils auront eu de le saire, sons peine, pour ceux qui l'auront donné, d'en

demeurer responsables en leur propre & privé nom, s'ils se trouvoient l'avoir donné mal-à-

propos.

1X. Aucun'officier de la garde-côte ne pourra donner d'exemption de fervice, pour quelque caufe que ce puisse être à aucun habitant, non plus qu'à ceux qui auront été une fois reçus & incorporés dans les compagnies; & ceux qui en demanderont, feront obligés de fe pourvoir pardevant le Gouverneur ou Commandant de la Province.

X. Ils prendront les ordres du Commandant de la Province, pour le temps & les lieux de l'exercice des compagnies, en observant que les soldats desdites compagnies puissent y venir & retourner chez eux dans l'espace d'un demijour; &, lorsque le temps & les lieux auront été réglés, ils tiendront la main à ce que lesdites assemblées se fassent régulièrement, & seront tenus d'y assister.

TITRE III.

Des Majors & Lieutenans des Capitaineries Gasde-côtes.

ARTICLE PREMIER.

Ces officiers feront obligés de fe trouver aux revues & exercices des compagnies de leurs capitaineries, & auront soin, en temps de guerre, que les gardes soient régulièrement montées, dont ils rendront compte au capitaine de la capitainerie.

Le Major commandera dans la capitainerie, en l'absence du capitaine, & le lieutenant, au

défaut de tous les deux.

TITRE IV.

Des Capitaines des Compagnies.

ARTICLE PREMIER.

Chaque capitaine de compagnie tiendra la main à ce que la discipline soit bien observée, & que les armes de ses soldats soient en bon état; il rendra compte au capitaine garde-côte de l'état où il les aura trouvées, & de ceux qui en manqueront, afin qu'il y soit pourvu.

II. Le capitaine de compagnie détachée, qui fera gentilhomme, commandera les autres capitaines qui ne le feront point; entre deux gentilshommes, celui qui aura fervi dans les troupes, commandera; &, entre les capitaines

qui ne le seront point, le commandement appar-

tiendra au plus ancien.

III. Ils feront faire l'exercice à leurs foldats une fois le mois, un jour de Fête ou de Dimanche, dans le centre des paroiffes qui composent leurs compagnies, & ils le feront publier à l'isfue de la meste paroiffiale, huit jours auparavant.

TITRE V.

Des Paroisses sujettes aux Guet & Garde.

ARTICLE PREMIER.

Toutes les paroisses situées sur le bord de la mer, ou à la distance de deux lieues dans les terres, seront sujettes aux guet & garde.

II. Les habitans desdites paroisses teront destinées, en général, à faire le guet & garde ordinaires sur la côte, dont toutes sois seront exempts ceux qu'on choisira pour entrer dans les

compagnies détachées.

III. Les habitans desdites paroisses seront tenus d'avoir, en tout temps, chez eux, un fusil, une bayonnette, un porte-bayonnette, un fourniment avec le cordon, une demi-livre de poudre & deux livres de balles, à peine de cent sols

d'amende,

IV. Il fera établi, autant qu'il fera possible, l'uniformité des armes pour les milices gardecôtes; &, à mesure qu'il manquera des fusils & des bayonnettes, ils seront remplacés par d'autres, qui feront du modele de ceux des foldats de la marine; & pris dans les magasins ou sabriques qui seront désignés, après en avoir sixé le prix, & fait les épreuves convenables.

V. Il est défendu à tous huissiers de saisir, pour dettes, même pour deniers royaux, les armes & munitions ci-dessus, à peine de 50 liv. d'amende; en laquelle, en cas de contravention, ils seront condamnés par les Officiers d'Amirauté, bien que les Actes & les Jugemens en vertu desquels les saisses auront été faites, aient été donnés par d'autres Juges, auxquels la connoissance en est interdite,

VI. Ils auront soin de se trouver exactement aux revues & aux exercices, pour s'instruire de ce qu'ils auront à faire, tant pour le maniement des armes, que pour savoir les postes qu'ils doi-

vent occuper, en cas d'alarme.

VII. Le clerc du guet tiendra le rôle des défaillants, qui feront condamnés à l'amende par les Officiers d'Amirauté, laquelle amende ne pourra être moindre que de dix fols, ni plus forte que de quarante fols.

VIII. Il sera, de temps en temps, fourni de la

poudre & des balles aux capitaines garde-côtes, pour exercer les foldats à tirer au blanc; & il fera affigné des prix à ceux qui se seront distin-

gués par leur adresse.

IX. Tout foldat de compagnie, qui aura servi durant vingt années de guerre, & qui justifiera, par des certificats de ses officiers, qu'il s'est distingués dans quatre occasions, sera exempt de taille le reste de sa vie; & , s'il a servi trente ans, il aura son congé absolu.

X. Les paroisses sujettes au guet & garde seront exemptes de fournir des hommes pour les

milices de terre.

TITRE VI.

Des Capitaineries & des Côtes.

ARTICLE PREMIER.

Les capitaineries feront divifées, fur l'avis de l'Amiral de France, & des Gouverneurs ou-Commandans généraux dans les Provinces, par un Réglement qui déterminera l'étendue de chaque capitainerie, & le nombre des paroifles

qui y seront nommées.

II. Le consoil de marine sera chargé de faire visiter, exactement & en détail, les côtes de chaque capitainerie, par des ingénieurs & des officiers de marine, pour observer & déterminer les endroits où les descentes sont les plus aisées ou les plus difficiles; désigner les lieux où, en temps de guerre, il faudra faire des retranchemens & des plates-sormes pour des batteries; marquer la forme desdits retranchemens; déterminer les lieux où il conviendra d'établir les corps de garde, & des magasins pour les munitions qu'il y aura à distribuer sur toute la côte, en cas d'alarme.

III. Tout ce que dessus se fera avec le capitaine garde-côte, qui pourra donner ses avis, &, en même temps, s'instruire de tout ce qui regarde la désense de la côte qui lui est consiée; il en sera dresse des avis doubles, qui seront envoyés au Conseil de Marine, & auxquels sera joint le plan de la côte & des retranchemens, batteries, corps-de-garde & magasins qu'il couviendra d'établir: le tout signé par les officiers ingénieurs qui auront été commis pour faire

cette visite.

TITRE VII.

Des corps-de-garde, plates-formes & magasins,

ARTICLE PREMIER.

Les corps de-garde, lorsqu'on en aura besoin, seront construits par corvées des paroisses de la capitainerie où ils seront établis.

11. Lesdites paroisses sourniront ce qui sera nécessaire pour la construction desdits corps-de-garde, qui seront faits, suivant la nature des lieux, de planches ou de solives, avec de la terre entre deux, & couverts de chaume ou autre matière commune dans le pays; sourniront aussi les tables, bancs, chaises, rateliers & autres choses nécessaires, tant pour les corps-de-garde, que pour les plates-tormes; le tout sur l'avis du capitaine garde-côte, au bas duquel sera l'Ordonnance de l'Intendant de la Province.

III. Les corps-de-garde & batteries ainsi établis, seront consignés en l'état où ils se trouveront, & avec un inventaire de tous les ustensiles, à celui qui y viendra commmander, & qui en demeurera responsable, jusqu'à ce qu'il les ait consignés à celui qui viendra le relever.

IV. Lorsque les corps-de-garde & plates-formes, ne seront plus nécessaires, ils seront démolis par corvées des mêmes paroisses qui auront été employées à leur construction; & toutes les pieces qui pourront servir une autre fois, comme pieces de charpente, planches, portes, fenêtres & autres choies iemblables, seront transportées dans les paroisses les plus voisines, pour être déposées, ou dans la grange des dimes, ou dans les voûtes de la paroisse, & remises à la garde des Marguilliers, Syndics ou Consuls, qui en demeureront responsables; & seront faites lesdites corvées, comme il a été dit ci-desfus, fur l'avis du capitaine garde-côte, au bas duquel sera l'Ordonnance de l'Intendant. A l'égard des corps-de-garde qui se trouveront bâtis de pierre ou de brique, ils ne seront point démolis; les fenêtres & les portes en seront bouchées, & les couvertures seront entretenues.

V. En temps de guerre, les magasins seront établis dans une ou plusieurs paroisles, d'où les munitions seront plus aisément transportées partout où il seront besoin; & seront à la garde des Marguilliers desdites paroisses, qui en seront

responsables.

VI. Il y aura des corps-de-garde établis, le long de la côte, pour les compagnies détachées; &, fur les hauteurs, pour les habitans destinés au guet & à la découverte.

TITRE VIII.

Du Service, en temps de guerre,

ARTICLE PREMIER.

Les officiers des compagnies détachées feront monter la garde journellement dans les postes,

& par le nombre de foldats qui sera réglé par le capitaine garde-côte, sous les ordres du Gouverneur ou du Commandant Général de la Province

11. Il fera établi, dans chaque capitainerie; des fignaux & des correspondances, pour faire marcher les compagnies dans les endroits nécessaires pour s'opposer aux entreprises des ennemis, suivant les ordres du Commandant dans la Province, ou même du capitaine garde-côte, dans les occasions imprévues.

III. Tout foldat de compagnie qui ne sera pas rendu à son poste, ou qui, après y être venu, quittera sa compagnie sans la permission du commandant, sera condamné à quinze jours de prison, & à vingt sols d'amende; &, s'il quitte pendant quelque action, aux galeres perpétuelles.

IV. Les retranchemens étant faits ou rétablis, le capitaine garde-côte assignera aux compagnies ou aux soldats les retranchemens qu'ils y devront occuper; & cela dans le plus grand détail qu'il sera possible, asin qu'en cas de besoin, les posses se trouvent garnis sans consusion &

fans retardement.

V. Il sera fait une visite des côtes, pour déterminer les lieux où, en temps de guerre, il faudra établir des retranchemens: ces lieux seront désignés, autant qu'il sera possible, par des marques permanentes, & aisées à reconnoître, comme un arbre, rocher, sondriere ou autre chose pareille; &, dans les lieux où il n'y aura pas de pareille connoissance, ils seront marqués par des pierres ensoncées en terre, comme des bornes; ensorte qu'en cas d'alarme, sans avoir besonn d'ingénieurs ni officiers sortexpérimentés, l'officier garde-côte soit en état de pouvoir saire travailler à ces retranchemens, sur les plans qui lui en seront envoyés du dépôt du Conseil de la Marine.

VI. Au lieu des revues ordinaires de Mai & de Novembre, qui se seront durant la paix, chaque capitaine garde-côte en sera une durant la guerre, à l'ouverture de la campagne, avec tous les officiers de sa capitainerie, tant de ceux des compagnies détachées de milice garde-côte, que de celles des compagnies des paroisses, pour régler les postes, & établir un service bien réglé pendant les six mois de campagne, dont il dressera un état, qu'il tera approuyer par le Commandant dans la Province.

VII. Au commencement du mois de Juillet; Août & Septembre, il visitera encore tous les

postes, mais sans faire de revue.

VIII. Il fera fait une revue générale à la fin d'Octobre, de même qu'au mois de Mai, afin de disposer & régler toutes choses pour l'hiver

IX.

IX. Tous les habitans des paroisles sujettes au guet de la mer, qui ne sont point incorporés dans les compagnies détachées, seront tenus de faire la garde sur la côte, lorsqu'ils seront commandés, sous peine de vingt sols d'amende contre le défaillant, & de prison en cas de récidive.

X. De ces habitans non incorporés dans les compagnies détachées, il fera forme une compagnie dans chaque paroisse, dont le capitaine, le lieutenant & l'enseigne seront choisis par le capitaine garde-côte, qui leur donnera des commissions, lesquelles seront visées par le Gouverneur ou Commandant dans la province.

XI. Le capitaine garde-côte leur donnera les instructions pour les signaux, tels qu'il jugera à propos de les établir; soit de seu, sumée, pavillons ou de coups de canons, qui soient vus & ouis d'un corps-de-garde à l'autre, & même répétés par chacun d'eux, pour avertir des mouvemens qui se feront, & des vaisseaux ennemis qui paroîtront.

XII. Les lieux où l'on établira les fignaux, feront le plus proche les uns des autres que faire fe pourra, pour qu'ils puissent être apperçus plus

aisément, & rendus plus composés.

XIII. Les officiers des compagnies, uniquement destinées au guet, seront chargés du soin de placer journellement les habitans destinés pour les différens postes d'où l'on peut faire la découverte, & de les relever par d'autres; les postes, aussi bien que le nombre des gens qui

les doivent garder, seront réglés par le capitaine garde-côte.

XIV. Lorsque, par le moyen du guet & de la garde, il aura connoissance des slottes ou des vaisseaux ennemis qui paroîtront à la mer, il en donnera avis au Commandant & à l'Intendant de la province, de même qu'au Commandant & à l'Intendant de la Marine du port le plus prochain; & il observera que ces avis soient les plus détaillés & les plus circonstanciés qu'il sera

poslible.

XV. Pour faire passer les avis avec plus de diligence & de facilité dans tous les endroits où il faudra les faire passer, il sera établi, de paroisse en paroisse, des messagers à pied, qui seront, à toute heure du jour & de la nuit, en état de faire passer d'une paroisse à l'autre les paquets qui leur seront apportés; leur paiemens seront réglés & ordonnés par l'Intendant, aussi-bien que les amendes contre les paroisses, en cas de manquement au service.

XVI. Les compagnies commandées pour les retranchemens, batteries ou autres postes, seront tenues de se fournir du pain pour quatre

Tome II.

jours, après quoi, il leur en sera sourni aux dépens du Roi.

TITRE IX.

Du service en temps de paix.

ARTICLE PREMIER.

Dès que la paix sera saite, les corps-de-garde, batteries & magasins seront démolis par corvées, ainsi qu'il a été dit ci-dessus; & tout ce qui pourra être serré & transporté, le sera dans les paroisses voisines, & mis à la garde des Marguilliers, Syndics ou Consuls, qui s'en chargeront par un inventaire, & en demeureront responsables; à l'égard de ceux de maçonnerie, ils seront confervés & entretenus, comme il est dit ci-devant.

II. Il sera fait d'abord un inventaire général par les Officiers d'Amirauté de tout ce qui sera en état d'être transporté; & à la consection duquel assistera le capitaine garde-côte, & ses os-

ficiers qui y figneronr.

III. Il sera sait trois copies de cet inventaire, dont l'une demeurera au gresse de l'Amirauté, la deuxieme sera envoyée à l'Intendant de la province, & la troisseme au capitaine gardecôte: la même chose sera observée à l'égard des inventaires particuliers.

IV. Pendant la paix, chaque capitaine gardecôte fera feulement deux revues, tant des compagnies détachées, que de tous les hommes des

paroisses qui composent sa capitainerie.

V. La premiere se sera le premier jour de Mai, & la deuxieme dans les premieres Fêtes du mois de Novembre, & sera même retardée dans les pays où les vendanges ne seront pas encore saites.

VI. On choisira toujours pour ces revues un jour de Fête ou Dimanche; elles se feront en présence des Officiers de l'Amirauté, à l'ordinaire; ils en tiendront le contrôle, dont ils enverront copie au Conseil de Marine, au Gouverneur ou Commandant dans la province, & en garderont une copie à leur gresse.

VII. Les capitaines des compagnies détachées feront faire l'exercice à leurs soldats une fois le mois, un jour de Fête ou de Dimanche, dans le centre des paroisses qui composent leur compagnie; & le teront publier, huit jours d'avance,

à la Messe de Paroisse.

TITRE ,X.

Des Officiers d'Amirauté.

ARTICLE PREMIER.

Les Officiers d'Amirauté connoîtront, con-

Aaaa

formément à l'Ordonnance de 1681, de tout ce qui a rapport à la garde-côte, dont la connoif-

fance est interdite à tous autres Juges.

II. Dans les matieres qui regardent la gardecôte, leurs sentences pour les amendes seront exécutoires, nonobstant & sans préjudice de l'appel, jusqu'à la somme de 50 liv.

III. Il est défendu à tous capitaines gardecôtes de prendre aucune connoissance des bris & naufrages, échouemens, épaves & varech, fous les peines portées par l'Ordonnance de t 681.

Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Comte de Toulouse, Amiral de France, aux Gouverneurs & Commandans généraux dans ses provinces, & autres Officiers généraux, employés fous l'autorité desdits Gouverneurs & Commandans dans lesdites provinces; comme aussi aux Intendans & Commissaires départis dans les provinces & généralités , de tenir la main , chacun en droit soi, à l'exécution du présent Réglement, lequel fera lu, publié & affiché par-tout où besoin sera. Fait à Paris le 28 Janvier 1716. Signé, LOUIS.

Et plus bas, PHELYPEAUX.

Registré, oui ce requérant le Procureur-Général du Roi, pour être executé selon sa forme & teneur, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, le vingt-huitieme jour de Mai mil gept cent seize. Signé, DONGOIS.

LETTRES PATENTES DU ROI, fur le Réglement rendu pour le service de la Garde-côte, le 28 Janvier 1716.

[Données à Paris le 4 Février 1716.

O.UIS, par la grace de Dieu, Roi de L France & de Navarre : à tous ceux qui ces préfentes Lettres verront, Salut. Nous avons supprimé, par notre Edit du mois de Janvier dernier, tous les offices des Capitaines généraux, Lieutenans-généraux, Majors, Aides-majors, Commissaires & Archers, Gardes-côtes, créés

par Edits des mois de Février 1705, Juillet 1707, Septembre 1709, & Avril 1713. Nous avons aussi fait un Réglement, en date du 28" du même mois, au sujet de ce que nous voulons êrre observé à l'avenir pour le service de la Garde-côte; pour l'exécution duquel nous avons jugé nécessaire de faire expédier nos Lettres-Patentes adiessantes à nos Cours, & d'y faire attacher ledit Réglement sous le contrescel: A ces causes, de l'avis de notre très-cher & très-amé oncle le Duc d'Orléans, Régent; de notre très-cher & très-amé cousin le Duc de Bourbon; de notre très-cher & très-amé onclele Duc du Maine; de notre très-cher & très-amé oncle le Comte de Toulouse, & autres Pairs de France, grands & notables personnages de notre Royaume, nous, en confirmant ledit Réglement, en date du 28 du mois dernier, ci-attaché fous le contre-scel de notre Chancellerie, l'avons autorisé & autorisons par ces présentes fignées de notre main: voulons qu'il soit enrégistré en nos Cours, & exécuté selon sa forme. & teneur.

Si donuons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces présentes, ensemble ledit Réglement, ils aient à faire lire, publier & enrégistrer, & le contenu en icelles garder & observer selon sa forme & teneur, nonobstant tous Edits, Ordonnances, Réglemens & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons, En témoin de quoi nous avons fait apposer notre scel auxdites présentes : car tel est notre plaisir. Données à Paris. le quatrieme jour de Février, l'an de grace mil sept cent seize, & de notre tegne le premier. Signé, LOUIS, Et plus bas, par le Roi, le Duc d'Orléans, Régent, présent. Signé PHELY-PEAUX. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Registrées, oui, & ce requérant le Procureurgénéral du Roi, pour être exécutées selon leur. forme & teneur, suivant l'Arrêt de ce jour. A' Paris, en Parlement, le vingt-huitieme jour de. Mai mil sept cent seize. Signé, DONGOIS ...



ORDONNANCE DU ROI,

En interprétation de l'Article III du Titre 2 du Réglement du 28 Janvier 1716; concernant la Garde-côte.

Du 5 Avril 1724.

DEPARLEROI.

S A MAJESTÉ s'étant fait représenter le Rè-glement qu'Elle a rendu, le 28 Janvier 1716, pour le service de la garde-côte, qui donne pouvoir seulement aux capitaines des capitaineries garde-côtes, de choisir & nommer les capitaines, lieutenans & enseignes des compagnies de milices de leurs capitaineries : & étant informée que le fervice de la garde-côte souffre de l'absence des capitaines des capitaineries qui obtiennent des congés, les places d'officiers des compagnies qui viennent à vaquer n'étant point remplies; Sa Majesté, desirant y pourvoir, a ordonné & ordonne que, lorsque les capitaines des capitaineries garde-côtes seront absens de la province où sont situées leurs capitaineries, les majors desdites capitaineries, & pareillement, en l'absence desdits capitaines & majors, les lieutenans desdites capitaineries pourront nommer aux places vacantes de capitaines, lientenans & enseignes des compagnies de milices garde-côtes de leurs capitaineries, en se conformant, pour le choix des sujets, auxdits Réglemens : déclare Sa Majesté que les commissions qu'ils délivreront, ne seront valables qu'après qu'elles auront été visées par le Gouverneur ou Commandant - général de la province, ainsi qu'il est ordonné par ledit Réglement : veut cependant qu'en cas d'absence dudit Gouverneur ou Commandant-général des provinces où ils commandent, lesdits majors ou lieutenans puisfent donner des commissions, lesquelles auront lieu, à condition qu'à l'arrivée desdits Gouverneurs ou Commandans-généraux, elles leur feront présentées pour être par eux visées, conformément à l'Ordonnance du 13 Juillet 1722. Mande Sa Majesté à Monsieur le Comte de Toulouse, Amiral de France, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera lue, publiée & affichée par-tout où besoin fera. Fait à Versailles le cinquieme Avril mil sept cent vingt-quatre. Signé, LOUIS.

Et plus bas, PHELYPEAUX.

ORDONNANCE DU ROI,

Qui regle le rang entre les capitaines des compagnies détachées de la Garde-côte.

Du 9 Juillet 1729.

DEPARLEROI.

S A MAJESTÉ voulant prévenir les difficultés qui pourroient arriver entre les capitaines des compagnies détachées de la garde-côte, pour le rang & le commandement entr'eux, Elle a ordonné & ordonne, en interprétant le Réglement du 28 Janvier 1716, ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Les capitaines des compagnies détachées auront rang entr'eux du jour & date de leurs commissions, soit qu'elles aient été accordées par le feu Roi, ou qu'elles aient été données de-

Aaaaii

puis le Réglement du 28 Janvier 1716, & conformément à icelui, par les capitaines des capitaineries garde-côres, & vilées des Gouverneurs

ou Commandans des provinces,

II. S'il fe trouve plufieurs capitaines qui aient des commissions du même jour, ceux qui seront gentilshommes, & qui auront servi dans les troupes réglées, auront rang avant les autres; & ceux qui ne seront point gentilshommes, & qui auront servi dans lesdites troupes, auront rang avant ceux qui feront gentilshommes, & qui n'y auront point servi.

III. Si ces capitaines, pour vus de commissions du même jour, se trouvent être tous gentilshommes, & avoir tous fervi dans les troupes réglées, ils prendront rang entr'eux, suivant l'ancienneté de leurs fervices, en qualité d'officiers dans lesdites troupes : il en sera usé de même entre ceux qui ne séront point gentilhommes, au cas qu'ils aient tous servi dans lesdites troupes.

point servi dans les troupes réglées, le rang appartiendra à ceux qui seront gentilshommes. V. Vent Sa Majesté que tous lesdits capitai-

vus de commissions d'une même date, n'aient

IV.S'il se trouve que tous ces capitaines, pour-

nes n'aient le commandement que suivant le rang. à eux attribué par la présente Ordonnance.

Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur le Comte de Toulouse, Amiral de France, aux Gouverneurs & Commandans généraux dans ses provinces, & autres Officiers généraux employés fous l'autorité desdits Gouverneurs & Commandans dans lesdites provinces; comme aussi aux Intendans & Commissaires départis dans les provinces & généralités, de tenir la main chacun en droit soi, à l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera registrée aux greffes des Amirautés, lue, publiée & affichée par-tout où besoin sera. Fait à Marly le neuvieme Juillet mil fept cent vingt-neuf. Signé, LOUIS.

Et plus bas, PHELYPEAUX.

ORDONNANCE DU ROI,

Qui regle que les capitaines des compagnies détachées de la Garde-côte seront pourvus de commissions de Sa Majesté.

Du 4 Novembre 1734.

DE PAR LE ROI.

CA MAJESTÉ estimant convenir au bien de on fervice d'accorder des commissions aux capitaines des compagnies détachées des milices garde-côtes de son Royaume, comme il a été pratiqué par le feu Roi son bisaïeul; Elle a ordonné & ordonne ce qui fuit :

ARTICLE PREMIER.

Il ne sera plus donné par les capitaines des capitaineries garde-côtes, les commissions des emplois de capitaine des compagnies détachées de la garde côte, nonobstant ce qui est porté par l'article 3 du titre 2 du Réglement pour le service de la garde-côte, du 28 Janvier 1716, auquel Sa Majesté a dérogé, pour ce regard seulement, & sans tirer à conséquence.

II. Les capitaines desdites compagnies détachée seront pourvus, à l'avenir, de commisfion de Sa Majesté, pour commander lesdites

compagnies.

III. Il sera pris l'attache de l'Amiral de France sur lesdites commissions, qui seront registrées, par extrait, au greffe de l'Amirauté du reffort, pour lequel enrégistrement il fera payé, par lefdits capitaines des compagnies détachées, vingt fols pour tous frais & droits.

IV. Les capitaines qui ont des commissions du feu Roi pour commander les dites compagnies détachées, continueront de les commander, fans qu'il soit besoin d'obtenir de nouvelles commissions de Sa Majesté: ils seront néanmoins. tenus de faire enrégistrer lesdites commissions du feu Roi, au greffe de l'Amiranté du ressort, de la même maniere portée par l'article précédent.

V. Les capitaines desdites compagnies détachées, qui auront des commissions des capitaines des capitaineries garde-côtes, ne pourront en saire aucunes fonctions en vertu desdites commissions, après le premier Mars de l'année prochaine; & seront tenus de se pourvoir par

devers Sa Majesté, pour en obtenir de nouvelles commissions, qui seront accordées, ainsi

qu'Elle avisera bon être.

VI. Les lieutenans & enseignes des compagnies détachées, & les capitaines & autres officiers des compagnies des paroisses de la gardecôte, continueront d'être pourvus de commisfions des capitaines des capitaineries, conformément audit Réglement du 28 Janvier 1716.

Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur le Comte de Toulouse, Amiral de France, aux Gouverneurs & Lieutenans-généraux dans fes provinces, & autres officiers généraux employés sous l'autorité desdits Gouverneurs & Lieutenans-généraux; comme aussi aux Intendans & Commissaires départis dans les provinces & généralités, de tenir la main, chacun en droit soi, à l'exécution de la présente Ordonnance, qui fera registrée dans les gresse des Amirautés du Royaume, lue & publiée par-tout où besoin sera. Fait à Fontainebleau le quatrieme Novembre mil sept cent trente-quatre. Signé, LOUIS.

Et plus bas, Phelypeaux.

ORDONNANCE DU ROI,

Qui regle le rang entre les capitaines des compagnies détachées de la Garde-côte.

Du 31 Janvier 1735.

DE PAR LE ROI.

S A MAJESTÉ ayant réglé, par son Ordonnance du 4 Novembre de l'année derniere, que les capitaines des compagnies détachées des milices garde-côtes, seroient pourvus de ses commissions; & estimant convenable d'expliquer ses intentions pour le rang & le commandement entr'eux, Elle a ordonné & ordonne, en interprétant le Réglement du 28 Janvier 1716, & l'Ordonnance du 9 Juillet 1729, ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Les capitaines des compagnies détachées auront rang entr'eux du jour & date de leurs commithons, foit qu'elles aient été accordées par le feu Roi, on qu'elles foient données par Sa Majesté, en conformité de l'Ordonnance du 4

Novembre 1734.

II. Les capitaines qui auront des commissions du même jour, les quels seront gentilshommes, & qui auront servi dans les troupes réglées, auront rang avant les autres capitaines des compagnies detachées des capitaineries; & ceux qui se trouveront dans ce cas, prendront rang entr'eux, suivant l'ancienneté du grade qu'ils avoient dans les troupes réglées.

Ill. Les capitaines qui auront des commiffions du même jour, lesquels auront servi dans les troupes réglées, & qui ne seront point gentilshommes, auroni rang après les capitaines qui seront gentilshommes & qui auront servi; & ceux qui se trouveront dans ce cas, prendront rang entr'eux, suivant l'ancienneté du grade qu'ils avoient dans les troupes réglées.

IV. Les capitaines pourvus de commissions du même jour, lesquels seront gentilshommes, & qui n'auront point servi dans les troupes réglées, auront rang après les capitaines qui y auront servi; & ceux qui se trouveront dans ce cas, prendront rang entr'eux, suivant l'ancienneté de leurs services dans la garde-côte.

V. Les capitaines pourvus de commissions du même jour, lesquels ne seront point gentilshommes, & qui n'auront point servi dans les troupes réglées, auront rang après ceux qui seront gentilshommes; & ceux qui se trouveront dans ce cas, prendront rang entr'eux, suivant l'ancienneté de leurs services dans les milices garde-

VI. Lesdits capitaines auront le commandement entr'eux, suivant le rang à eux attribué

par la prétente Ordonnance.

VII. Les capitaines desdites compagnies détachées, ainsi que ceux des paroisles, continueront de servir sous l'autorité des capitaines des capitaineries garde-côtes, des majors & des lieutenans d'icelles; &, au désaut ou en l'absence du capitaine de la capitainerie, le major y commandera; & le commandement sera déséré au lieutenant, au désaut ou en l'absence du capitaine & du major; le tout consormément au Réglement du 28 Janvier 1716.

VIII. Les lieutenans des capitaineries auront

à l'avenir rang de capitaines d'infanterie, nonobstant ce qui est porté par ledit Réglement.

Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Comte de Toulouse, Amiral de France, aux Gouverneurs & Commandans-généraux dans ses provinces, & autres Officiers-généraux employés sous l'autorité desdits Gouverneurs & Commandans dans lesdites provinces; comme aussi

aux Intendans & Commissaires départis dans les provinces & généralités, de tenir la main, chacun en droit soi, à l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera registrée aux gresses des Amirautés, lue, publiée & affichée par-tout où besoin sera. Fait à Versailles le 31 Janvier 1735. Signé, LOUIS.

Et plus bas, PHELYPEAUX.

ORDONNANCE DU ROI,

Qui regle que les commissions des capitaines des compagnies détachées garde-côtes feront enrégistrées par extrait, sur la simple remise qui en sera faite aux greffes des Amirautés, sans aucune autre formalité.

Du 16 Juillet 1737.

DEPARLEROI.

SA MAJESTÉ s'étant fait représenter son Ordonnance du 4 Novembre 1734, portant que les capitaines des compagnies détachées de la garde-côte, seroient pourvus de ses commissaires, sur lesquelles ils prendroient l'attache de l'Amiral de France; que les dites commissions seroient registrées, par extrait, au gresse de l'Amirauté du ressort, su qu'il seroit payé à cet égard vingt sols pour tous frais & droits; & estimant convenir de régler la maniere dont ledit enrégistrement doit être sait, Elle a ordonné & ordonne, veut & entend que les commissions des capitaines des compagnies détachées garde-côtes soient enrégistrées par extrait, sur la simple re-

mise qui sera faite desdites commissions au greffe de l'Amirauté du ressort, sans qu'il soit besoin d'aucune autre formalité, en payant vingt sols pour tous droits d'enrégistrement, conformément à l'Ordonnance du 4 Novembre 1734.

Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Comte de Toulouse, Amiral de France, Gouverneur & Lieutenant-général en la province de Bretagne, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera registrée aux greffes des Amirautés, lue, publiée & affichée par-tout où besoin sera. Fait à Versailles le seizieme Juillet mil sept cent trente-sept. Signé, LOUIS.

El plus bas, PHELYPEAUX.

ORDONNANCE DU ROI,

Concernant les milices garde-côtes des provinces de Picardie, Normandie, Poitou;
Aunis, Saintonge & Guyenne.

Du 5 Juin 1757.

DEPARLEROI.

S A MAJESTÉ ayant été informée que le fervice des milices garde-côtes avoit été entiérement négligé, Elle a jugé à propos, dès l'année dernière, dans la vue d'y mettre plus d'ordre & de regle, de faire faire des nouvelles dispositions dans les capitaineries garde-côtes de ses provinces maritimes de l'Océan, qui tendent principalement à exercer & discipliner les mili-

ciens qui composent les compagnies détachées desdites capitaineries; à l'effet de quoi il lui a paru convenable d'établir des inspecteurs généraux, pour avoir le commandement des milices garde-côtes dans chaque province. S. M. voulant dispenser aussi les miliciens desdites compagnies détachées, de se fournir d'armes & de munitions à leurs frais, ainsi qu'ils y ont été assujettis par l'Ordonnance de la Marine du mois d'Août 1681, & par le Réglement du 28 Janvier 1716; Elle a ordonné qu'il leur en seroit sourni de ses magasins; &, comme Elle a déja prescrit, par son Ordonnance particuliere du 25 Février 1756, ce qu'Elle veut être observé à cet égard dans sa province de Bretagne, Elle a ordonné & ordonne ce qui suit, qu'Elle veut être exécuté dans ses provinces de Picardie, Normandie, Poitou, Aunis, Saintonge & Guyenne, en attendant qu'Elle explique définitivement ses intentions par des Réglemens particuliers.

ARTICLE PREMIER.

S. M. révoque les provisions & commissions dont sont actuellement pourvus les capitaines, majors & lieutenans des capitaineries gardecôtes desdites provinces, lesquels continueront néan moins de jouir pendant leur vie des mêmes exemptions & privileges dont ils jouissoient. Révoque aussi Sa Majesté les commissions dont sont actuellement pourvus les capitaines des compagnies détachées desdites capitaineries; & tous autres titres qu'elle avoit ci-devant sait expédier à divets officiers garde-côtes, soit en qualité d'aides-majors, on autrement.

II. Il fera fait par la fuite une nouvelle divifion des paroilles qui devront composer chaque capitainerie garde-còte, Sa Majesté se réservant de fixer, par des Réglemens particuliers, le nombre desdites capitaineries, ninsi que le nombre & la force des compagnies détachées, qui feront assectées à chaque capitainerie.

III. Il fera établi par Sa Majesté des inspecteurs généraux qui auront le commandement des milices garde-côtes sous l'autorite des Gouverneurs ou Commandans généraux dans lesdites provinces, lesquels inspecteurs généraux seront obligés à résidence dans le département où ils feront placés, & rendront compte de toutes leurs opérations au Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine.

IV. Chaque capitainerie garde-côte sera commandée par un capitaine général qui aura sous lui un major & un aide-major pour avoir particuliérement le détail de ce qui concernera les compagnies détachées; & en outre un capitaine: général du guet, & un lieutenant du guet, pour avoir le détail de ce qui concernera les compagnies du guet.

V. Chaque compagnie détachée (era commandée par un capitaine, qui aura fous lui un ou deux lieutenans, suivant la force des com-

pagnies,

VI. Les inspecteurs généraux auront rang de colonels ; les capitaines généraux , de lieutenanscolonels; les majors, de capitaines d'infanterie & premiers capitaines de la garde-côte, & comme tels commanderont à tous aides-majors des capitaineries, aux capitaines des compagnies détachées, & aux capitaines généraux du guet; & les aides-majors auront rang de lieutenans d'infanterie, à moins qu'ils n'enssent déja la commission de capitaine, auquel cas veut Sa Majesté que ceux qui en feroient pourvus en confervent le rang ; & à l'égard de ceuv qui n'avoient pas commission de capitaine, elle pourra leur être accordée après deux années de fervice en qualité d'aide-major, sur le compte qui sera rendu de leur zele & capacité au Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine, par les inspecteurs généraux garde côtes.

VII. Les capitaines généraux garde-côtes, da même que les majors, roulei ont entr'eux, chacun dans leur grade, fuivant l'ancienneté de leurs commissions. Si leurs commissions se trouvoient de même date, celui qui aura servi auparavant dans un grade supérieur, ou le plus longtemps, à grade égal, dans les troupes réglées, commandera de présérence; en cas d'égalité de grade & d'ancienneté de service, ils tireront enfemble pour prendre le rang que le sort leur donnera; & s'ils n'avoient pas servi dans les troupes réglées, mais seulement dans les milices garde-côtes, avant la présente Ordonnance, ils prendront rang entr'eux, suivant le grade & le temps qu'ils auront servi précédemment dans

leidites milices.

VIII. Les capitaines des compagnies détachées auront rang entr'eux du jour & date de leurs commissions; & au cas qu'elles fussent de même date, ils se conformeront aux dispositions portées par l'Ordonnance du 31 Janvier 1735.

IX. Il fera expédié des provisions, commisfions & brevets à tous les capitaines généraux, majors & aides-majors des capitaineries; & des commissions à tous les capitaines des compagnies détachées & capitaines généraux du guet, qui ont été désignés, l'année derniere, par un état que S. M. a approuvé, ainsi qu'à ceux qu'Elle a aussi agréés depuis pour remplir les emplois quis sont devenus vacans.

X. Veut Sa Majesté qu'il soit pris sur les pro-

visions, commissions & brevets accordés aux capitaines généraux, majors & aides-majors, l'attache de l'Amiral de France, devant qui les dits officiers prêteient serment, ou devant ses lieutenans aux Sieges d'Amiranté dans le détroit desquels ils seront établis, & y seront enrégistrer les dites provisions, commissions & brevets. Il sera payé aux Officiers d'Amiranté pour tous droits de prestation de serment, réception & enrégistrement des dites provisions, commissions & brevets, savoir, par les capitaines généraux la somme de six livres, par les majors celle de cinq livres, conformément à l'Ordonnance de Sa Majesté, du 3 Juillet 1725, & celle de vingt sols par les aides-majors.

XI. Les capitaines des compagnies détachées & les capitaines généraux du guet, prendront aufli l'attache de l'Amiral de France sur leurs committions, qui seront enrégistrées par extrait au gresse de l'Amirauté du ressort; pour lequel enrégistrement il sera payé, par les dits officiers, vingt sols pour tous srais & droits, conformément à l'Ordonnance de Sa Majesté, du 4 No-

vembre 1734.

XII. Jouiront les inspecteurs généraux, les capitaines généraux, majors & aides-majors, les capitaines des compagnies détachées, & les capitaines généraux du guet, de l'exemption de tutelle, curatelle, nominations à icelles, & autres charges de ville; & ce service leur tiendra lieu de celui qu'ils pourroient rendre dans les armées, de même qu'au ban & arrière-ban dont ils seront exempts.

XIII. Pour exciter tous les officiers-ci-dessus à remplir, avec zele & exactitude, les sonctions de leurs emplois, Sa Majesté veut bien leur faire espérer de participer aux graces qu'Elle accorde aux officiers de ses troupes, sur le compte qui sera rendu de leur conduite & desleurs actions au Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine, par les Gouverneurs & Commandans généraux desdites provinces, & par les

Inspecteurs généraux.

XIV. Se réferve Sa Majesté de fixer, par les Réglemens particuliers qui interviendront, les appointemens qu'Elle jugera à propos d'accorder aux inspecteurs généraux, par proportion à l'étendue de leur département; ainsi que ce qu'Elle estimera devoir être payé, chaque année, aux officiers des états-majors des capitaineries gardecôtes, pour les dédommager des dépenses qu'ils seront obligés de faire à l'occasion de leur service.

XV. Il fera fourni aux inspecteurs généraux un logement convenable dans le lieu de leur département qu'ils auront choisi pour y saire leur

réfidence.

XVI. Les dits inspecteurs généraux, chacun dans leur département, proposeront au Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine, les officiers qu'ils estimeront propres pour remplir les places qui seront vacantes dans les étatsmajors des capitaineries.

Le capitaine général de chaque capitainerie continuera de proposer audit Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine, les officiers qui conviendront pour les places des capitaines des compagnies détachées & de capitaine général du guet, qui seront vacantes, après toutefois qu'il les aura fait agréer par l'inspecteur général; & les uns & les autres desdits inspecteurs généraux & capitaines généraux des capitaineries ne pourront proposer, sous quelque prétexte que ce soit, pour les emplois de la garde-côte, aucun officier employé au service de Sa Majesté, soit dans des places fixes ou attachés à quelques régimens, ni aucun autre dont l'habitation ordinaire feroit à plus de fix lieues de la capitainerie pour laquelle il seroit proposé.

XVII. Les inspecteurs généraux ne pourront; en temps de guerre, s'absenter de leur département pour plus d'un mois, sans en informer le Secrétaire d'Etat ayant le département de la Marine; à l'effet d'obtenir un congé de Sa

Majesté.

Les capitaines généraux des capitaineries ne pourront aussi, en remps de guerre, s'absenter de leur résidence pour plus de quinze jours, sans en avoir obtenu la permission du Gouverneur ou Commandant général dans la province : lorsqu'ils seront dans le cas de s'absenter pour plus d'un mois, ils seront tenus de s'adresser audit Gouverneur ou Commandant général, pour leur faire obtenir un congé de Sa Majesté; &, dès qu'ils l'auront obtenu, ils en donneront avis à l'inspecteur général.

Les majors, aides-majors & autres officiers des capitaineries ne pourront également, en temps de guerre, s'absenter de seur résidence pour plus de quinze jours, sans une permission de leurs capitaines généraux, qui seront tenus d'en rendre compte à l'inspecteur général, & pour plus d'un mois, sans une permission du Gouverneur ou Commandant général de la province; laquelle sera demandée pour eux par leur capitaine général, qui en rendra compte à l'inse

pecteur général.

XVIII. Les inspecteurs généraux feront, chaque année, les revues générales des capitaineries garde-côtes de leur département; à cet effet, ils feront avertir chaque capitaine général, du jour qu'ils auront fixé pour la revue de sa capitainerie, & du rendez-vous où elle devra s'assem-

bler, & après ces revues faites, ils enverront un extrait au Secrétaire d'Etat ayant le département de la Marine.

XIX. Lesdits inspecteurs généraux, les capitaines généraux & autres Officiers de la gardecôte, ne pourront ordonner aucune imposition, charroi, ni corvée dans les paroisses ou villages de leur district; & lorsqu'il y aura des munitions & ustensiles pour l'usage des compagnies détachées à voiturer, ils s'adresseront à l'Intendant de la province ou à son subdélégué. Quant au service que les milices garde-côtes doivent aux batteries, il sera pourvu par les Réglemens particuliers qui interviendront.

XX. Tous les habitans non classés dans les paroisses des provinces de Picardie, Normandie, Poitou, Aunis, Saintonge, Guyenne, situés, tant sur le bord de la mer, qu'à la distance de deux lieux des côtes, depuis l'age de seize ans jusqu'à soixante, qui ont été jusqu'à présent sujets au service de la garde-côte, continueront d'être assujettis audit service, & les dites paroisses seront exemptes, comme par le passé, de sournir des hommes pour les milices de terre.

XXI. Les Charpentiers de navires, calfats & autres ouvriers uniquement affectés au service de la Marine on à celui des particuliers qui équipent des vaisseaux, tant en guerre qu'en marchandises, & desquels, quoiqu'ils n'aillent pas à la mer, il est tenu registre dans les bureaux des classes, pour les envoyer, sur-tout en temps de guerre, travailler dans les ports de Sa Majesté, tant aux constructions & radoubs de ses vaisseaux, qu'à divers autres atteliers, ne feront point incorporés dans les compagnies détachées de la garde-côte, mais seulement dans celles du guet quand ils ne seront point employés pour le service de Sa Majesté, & qu'ils se trouveront chez eux.

XXII. Les syndics des paroisses, & les habitans chargés de la collecte des tailles & de la perception des vingtiemes, ne seront point non plus incorporés dans les dites compagnies détachées, ni même dans celles du guet, pendant le temps qu'ils exerceront les dits emplois, pour la nomination des quels l'ordre du tableau sera toujours suivi. Veut Sa Majessé que s'ils s'entrouve quelques-uns actuellement en place, ou à la veille d'y entrer suivant l'ordre dudit tableau, qui aient été incorporés dans les dittes compagnies, ils en soient tirés à l'instant pour vaquer aux sonctions de leur recouvrement, sauf à y rentrer après ledit recouvrement achevé.

XXIII. Les tailleurs de pierre, maçons & autres ouvriers qui feront demandés pour le fervice des bâtimens civils de Sa Majesté dans les

ports ou dans les forts, ne pourront être dispensés de suivre cette destination, quand bien même ils seroient incorporés dans les compagnies détachées. Il seront tenus avant leur départ, de présenter au capitaine de leur compagnie, l'ordre qu'ils auront reçu d'aller travailler à ce service, & à leur retour ils rentreront dans les mêmes compagnies.

XXIV. Il fera libre aux habitans, depuis l'âge de 16 ans jusqu'à trente-cinq, qui n'auront pas encore été à la mer, de s'engager, s'ils le jugent à propos, sur les navires qui font la course, le commerce ou le cabotage, quand bien même ils auroient été incorporés dans les compagnies détachées, ou du guet; bien entendu cependant tels qu'ils seront déclarés navigateurs, & comme tels, sujets à être embarqués trois mois au plus tard après la déclaration qu'ils auront faite du dessein où ils seront de prendre le parti de la navigation; sans quoi ils seront rétablis sans dissiculté dans leurs compagnies, & y continueront leur service.

XXV. Le fervice des fergens, caporaux, anspessades, fusiliers, tambours & cononniers des compagnies détachées, formées l'année derniere suivant l'intention de sa Majesté, par les ordres du Commandant en chef des provinces maritimes de l'Océan, sera de six années consécutives, après lesquelles ils seront licenciés & remplacés par d'autres.

XXVI. Les hommes licenciés après avoir fini leur temps de fervice dans lesdites compagnies détachées, ne pourront être contraints à rentrer dans les les compagnies détachées que lorsque tous les autres habitans des paroisses affectées à la composition de leurs compagnies, & qui seront propres pour le service, auront rempli le même service; mais ils seront employés dans les compagnies du guet.

XXVII. Lors des remplacemens à faire dans lesdites compagnies détachées, sormées l'année derniere, chaque capitaine de compagnie détachée choisira les fergens, caporaux, anspessades, tambours & canonniers qu'il croira les plus capables de remplir ces places, lesquelles ne pourront être données qu'à des hommes qui auront encore trois années à servir; & sera tenu ledit capitaine, pour les sergens d'avoir l'approbation de son capitaine général.

XXVIII. Les habitans de l'intérieur des terres, qui viendront demeurer dans les paroifles fujettes à la garde-côte, ne pourront entrer dans les compagnies détachées, pendant les deux premieres années de leur féjour dans leidites paroiffes de la côte. Il feront fujets pendant lefdites deux années aux mêmes charges que ceux de la

Tom. II.

paroisse qu'ils auront quittée, & pourront en contéquence être réclamés comme fuyards de

la milice de terre.

XXIX. Les habitans des paroisses sujettes à la garde-côte, qui abandonneronr leur réfidence pour se retirer dans celles de l'intérieur des terres, & qui ne feront ni classés, ni incorporés dans les milices garde-côtes, pourront être pris pour miliciens de terre, dès avant la fin de la piemiere année de leur féjour dans les paroisses où ils se seront retirés.

XXX. Aucun milicien des compagnies détachées de la garde-côte ne pourra s'engager dans les troupes de terre ni de mer pendant les six années qu'il fera employé dans lesdites compagnies, à peine d'être arrêté & conduit dans les prisons de la capitainerie, pour être jugé conformement à ce qui sera réglé par les Ordonnances qui interviendront. Défend Sa Majesté à tous ses Officiers de terre & de mer d'engager aucun desdits miliciens; à peine de désobéissance & nullité d'engagement.

XXXI. Le service des compagnies détachées garde-côtes, ainsi que celui des compagnies du guet, sera réglépar le Gouverneur ou Commandant général dans chaque province, snivant l'exigence des cas; & s'il étoit fait des détachemens aux redoutes, corps de garde, batteries ou autres postes, où les circonstances exigeroient plus de quatre jours de service par les mêmes détachemens, il seroit pourvu à la solde desdits détachemens à commencer du cinquieme jour de service, jusqu'à celui auquel ils servient relevés, & ce, sur le pied qui sera déterminé par les réglemens particuliers qui interviendront.

XXXII. Dans les cas où lesdites comp ignies détachées feroient assemblées en corps pour la défense & la garde de la côte, il seroit également pourvn à leur folde, ainfi qu'il est porré

par l'article précédent.

XXXIII. Les armes qui seront fournies aux compagnies détachées garde-côtes, feront dépofées dans le magafin qui fera établi dans le lieu d'assemblée de chacune desdites compagnies détachées; ne pourront lesdites armes être tirées dudit magafin que pour les revues, ou pour d'autres causes concernant le service, sur les ordres du capitaine général de la capitainerie, & elles feront rapportées audit magafin immédiatement après.

XXXIV. Il ne sera pareillement délivsé que fur les ordres du Commandant général de la capitainerie, de la poudre & des balles auxdites com-

pagnies détachées.

XXXV. Les capitaines généraux, majors, aides-majors & autres officiers des compagnies

détachées gardes-côtes, porteront toujours leur uniforme fous les armes, les Officiers & fergens des compagnies détachées seront armés d'un fusil & d'une bayonnette, & porteront une gi-

XXXVI. L'uniforme des miliciens des compagnies détachées garde-côtes, ferablanc, avec un petit parement aux manches & un collet bleu, & des boutons plats de cuivre jaune. Il n'y aura point de boutons sur les manches, & le chapeau fera bordé de laine blanche.

L'habit des fergens aura fur le parement des manches un bordé de laine jaune & un fecond

galon au milieu.

Celui des caporaux & anspessades aura un seul bordé sur le parement.

Celui des canonniers aura un galon qui couvrira la couture du parement.

Les tambours seront habillés de la petite livrée

XXXVII. Les tambours de la garde - côte battront l'Ordon. comme l'Infanterie Françoise.

XXXVIII. Les miliciens des compagnies détachées garde-côtes, jouiront en temps de guerre, pendant le temps seulement qu'ils seront employés dans lesdites compagnies, des exemptions qui seront expliquées par les réglemens par-

ticuliers pour chaque province.

XXXIX. Quand les compagnies détachées garde-côtes devront s'assembler, soit lorsqu'elles en auront reçu l'ordre, en cas d'alarme, tout fergent, caporal, anspessade, canonniers, fusillers & tambour desdites compagnies détachées, qui, fans aucune permission de son officier, dont il fera rendu compte fur le champ au commandant, ne se sera pas rendu an lieu indiqué par l'assemblée, quoique averti, ou qui après s'y être rendu, quittera sa troupe sans permission par écrit de son commandant, sera par lui condamné à huit jours de prison; le capitaine général en rendra compte à l'infpecteur général de son département.

XL. Tout milicien desdites compagnies détachées, qui manquera à l'obéissance qu'il doit à ses officiers en ce qu'ils lui ordonnent pour le tervice de Sa Majesté, sera puni sur le champ de quatre jours de prison. Il en sera rendu compte au capitaine général, qui, suivant l'exigence pourra ordonner une plus longue détention; & en cecas il en informera l'inspecteur général.

XLI. Tout milicien desdites compagnies détachées, qui quittera son poste sans ordre, étant en faction, ou qui se retirera pendant quelque action, sera condamné aux galeres & même à mort, suivant les circonstances.

XLII. Tout milicien desdites compagnies

détachées, qui osera se révolter ou lever la main contre ses officiers pour les offenser ou

frapper, sera condamné à mort.

XLII. Veut Sa Majesté que les dispositions portées par le Réglement du 2 Mai 1712, soient observées par rapport aux Jugemens à rendre pour les crimes & délits militaires qui seront commis par les milices garde-côtes; & en conséquence elle désend à tous officiers assemblés pour juger les distances & délits, de faire exécuter les Jugemens qu'ils rendront, qu'après en avoir reçu l'ordre de Sa Majesté par le Secretaire d'Etat ayant le département de la Matine, auquel les dits Jugemens seront envoyés.

XLIV. Tous les habitans desdites paroisses sujetues à la garde-côte, depuis l'âge de seize ans jusqu'à soixante, qui ne seront point classes, qui setont sans infirmité, & qui n'auront pas été mis dans les compagnies détachées garde-côtes, formeront comme ci-devant les compagnies du guet, & seront tenus comme par le passé de se sournir de suffis & de munitions.

XLV. Chaque compagnie du guet aura un commandant par paroisse, sous le titre de capitaine, lieutenant ou sergent, suivant la force de la paroisse, lequel sera pourvu par le capitaine général de la capitainerie d'une commission visée par l'inspecteur général, & approuvé par le Gouverneur ou commandant général de la

Province.

XLVI. Indépendamment des capitaines & lieutenans des paroiffes de la garde-côte pour commander les compagnies du guet, il y aura par chaque capitainerie un capitaine général du guet, & fous lui un lieutenant du guet, ainfi qu'il est porté par l'art. 4 de la préfente Ordonnance; lesquels capitaine général & lieutenant du guet auront rang avec les capitaines & les lieutenans des compagnies détachees, & pourront comme les dits officiers des compagnies détachées, être pourvus aux emplois de l'étatmajor, sur le compte qui sera rendu à Sa Majesté de leur zele & capacité. Les dits capitaines

généraux & lieutenans du guet feront chargés particuliérement de faire exécuter par les commandans des paroisses, les ordres qu'on les chargera de leur adresser, & ils rendront compte au capitaine général de la capitainerie de tout ce qui concernera le service desdites compagnies du guet.

XLVII. Les compagnies du guet ne feront assujetties à aucun service en temps de paix, mais en temps de guerre elles sournirout les gardes & détachemens qui leur seront ordonnés par le Gouverneur ou Commandant de la Pro-

vince.

XLVIII. Lorsque lesdites compagnies du guer, ou partie, seront commises en temps de guerre à la garde de quelques postes, elle seront alors sous les ordres des officiers de garde sur la côte, & seront tenus de leur obéir sans difficulté en tont ce qu'ils leur ordonneront pour le service de Sa Majesté. Se réserve au surplus S. M. d'expliquer plus amplement ses intentions, tant au sujet sur service du guer, que sur les panitions à imposer à ceux qui tomberont en fante.

XLIX. Seront au furplus exécutées les dispofitions des précédentes Ordonnances rendues pour le fervice de la garde-côte, en ce qui

n'est point contraire à la présente.

Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Duc de Penthievre, Amiral de France, au Commandant en chef des Provinces maritimes de l'Océan, aux Gouverneurs on Commandans généraux èsdites provinces de Picardie, Normandie, Poitou, Annis, Saintonge & Guyenne, & autres Officiers qu'il appartiendra, comme aussi aux Intendans & commissaux Intendans & commissaux et departis èsdites provinces, de tenir la main, chacun en droit soi, à l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera enrégistrée aux Gresses des Amirautés desdites provinces. Fait à Versailles le 5 Juin 1757, Signé, LOUIS.

Et plus bas, PEIRENC DE MORAS.



ORDONNANCE DU ROI,

Concernant les Dragons Garde-côtes des provinces de Poitou, Aunis & Saintonge.

Du 9 Avril 1758.

DEPARLEROI.

Cornette.

S A Majefté jugeant à propos d'établir une nouvelle forme dans la composition des compagnies détachées de dragons garde-côtes de les provinces de Poitou, Aunis & Saintonge, Elle a ordonné ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Il y aura dans la province de Poitou & dans le pays d'Aunis, quatre compagnies de dragons qui formeront deux escadrons; & dans la province de Saintonge, quatre compagnies de dragons qui formeront également deux escadrons, lesquels seront tirés des capitaineries dont l'état est ci-après.

SAVOIR;

Poitou.

La Capitainerie de Bauvoir fournira	1 20 li
un Lieutenant.	
La Capitainerie des Sables d'Olonne.	. 30
un Capitaine , un Cornette.	_
La Capitainerie de Luçon	. 50
un Capitaine, un Lieutenant, un	=

Un escadro	n de.				100	h.
------------	-------	--	--	--	-----	----

Pays d'Aunis.

Cornette.

La Capitainerie de la Rochelle	50
un Capitaine, un Lieutenant, un	•
Cornette.	
La Capitainerie de Châtel-Aillon	30
un Capitaine, un Cornette	•
La Capitainerie de Charente	20
un Lieutenant.	

Un escadron de 100 h.

Saintonge.

La Capitainerie de Marennes. 50 un Capitaine, un Lieutenant, un Cornette.

La Capitainerie de Royan	100
deux Capitaines, deux Lieutenans,	
deux Cornettes.	
La Capitainerie de Mortagne	50
un Capitaine, un Lieutenant, un	, .

Deux escadrons de 200 h.

II. Chacune desdites compagnies sera composée d'un capitaine, d'un lieutenant, d'un cornette, un maréchal-des-logis, deux brigadiers, un tambour & quarante-six dragons.

III. L'Etat-major des huit compagnies d'étachées de dragons, formant quatre escadrons, fera composé d'un commandant avec rang de colonel, d'un major avec rang de lieutenantcolonel; & d'un aide-major avec rang de cah. Pitaine.

IV. Tous les dragons garde-côtes, tant des compagnies détachées que du guet, feront attachés aux capitaineries d'où ils dépendent, & ils continueront à fervir fous les ordres des capitaines généraux desdites capitaineries; mais lorsque les quatre cens dragons des compagnies détachées, qui composent les quatre escadrons feront assemblés, soit pour les revues, exercices ou service extraordinaire sur la côte, ils feront alors aux ordres du commandant, du major & de l'aide-major desdits escadrons.

V. Ces assemblées se feront par deux escadrons; savoir, les deux escadrons du Poitou & de l'Aunis, dans le lieu le plus à portée desdites provinces, pendant un mois de l'année, qui sera désigné par le commandant général de la province, où ils seront exercés par le commandant des dragons & de l'aide-major.

Les deux escadrons de Saintonge seront par reillement assemblés pendant un autre mois de l'année, dans le temps & au lieu désigné par le commandant général de la province, & ils seront exercés par le commandant des dragons & le major.

VI. Après le temps des assemblées, exercices ou service extraordinaire sur la côte, les compagnies détachées de dragons, rentreront dans les capitaineries d'où elles dépendent, confor-

mément-à l'article 4 ci-dessus.

Les officiers desdites compagnies continueront à leur faire observer la même discipline qui aura été réglée pendant les mois d'assemblée par le commandant, major & aide-major des dragons, ils les assembleront une fois le mois, un jour de Fête ou de Dimanche, dans le lieu le plus à portée de leurs paroisses, après néanmoins en avoir demandé la permission au capitaine général de la capitainerie, auquel ils rendront compte des exercices particuliers, ainsi qu'au commandant ou major des dragons.

VII. Il fera payé aux officiers de l'Etatmajor des compagnies détachées de dragons garde-côtes; favoir, au commandant général fix cens livres, au major quatre cens vingt livres, & à l'aide-major trois cens foixante-livres.

VIII. Les compagnies détachées de dragons, feront payées pendant le mois de chaque affemblée générale, à raison de quatre livres par jour au capitaine, trois livres au lieutenant, cinquante sols au cornette, trente sols au maréchal-des-logis, vingt-quatre sols aux brigadiers, vingt-quatre sols au tambour, & vingt sols à chaque dragon, y compris la nourritute de son cheval.

Il fera également payé aux officiers de l'Etatmajor des dragons, indépendamment de leurs appointemens, pendant le temps qu'ils feront employés à un fervice extraordinaire, & le mois d'assemblée; savoir, six livres par jour au commandant général, cinq livres au major, & trois

livres à l'aide-major.

IX. Les états d'appointemens des officiers de l'Etat-major ordonnés par l'article 7 ci-deslus, & ceux de la solde desdites compagnies détachées de dragons pendant le temps de l'assemblée, seront arrêtés par l'Intendant de chaque généralité, & payés par ceux qu'il commettra à cet esser à les dits états d'appointemens & solde, ensemble les comptes de paiement d'iceux, seront envoyés tous les ans par les dits sients Intendans au Secretaire d'Etat ayant le département de la marine.

X. Les dragons feront choisis parmi ceux ayant l'âge, la taille convenable & un cheval, de la même maniere que pour l'infanterie, & les garçons feront toujours préferés aux gens mariés. Chaque dragon fervira six ans, après lequel temps il sera licencié & remis dans les compagnies du guet. Il en sera usé pour le licenciement & le remplacement des dragons, comme pour les autres milices garde-côtes d'infanterie. Pendant les six ans de son fervice dans la com-

pagnie détachée de dragons, il fera tenu d'avoir un cheval & de l'entretenir, lequel dragon & fon cheval ne pourront être commandés pour les corvées des grands chemins, en temps de guerre feulement, pendant lequel temps veut bien Sa Majesté exempter les dits dragons garde-côtes des compagnies détachées det dites provinces d'être établis commissaires séquestres.

XI. L'inspecteur général aura le même commandement sur les dragons que sur l'infanterie

garde-côte.

XII. Indépendamment des compagnies détachées de dragons, les habitans des paroifles garde-côtes non compris dans lesdites compagnies, qui auront des chevaux composeront les dragons de guet, & seront commandés par le capitaine général & le lieutenant du guet, sous les ordres du capitaine général de la capitainerie.

XIII. Les dragons garde-côtes ayant été originairement établis & destinés pour donner plus promptement connoissance de ce qui se passe le long des côtes; ceux du guet, ainsi que les dragons des compagnies détachées, hors le temps de l'assemblée générale, seront posés pendant le temps de la guerre, de distance en distance, suivant les ordres des capitaines généraux des capitaineries. Ces dragons seront chargés de se rendre de main en main, & de faire parvenir sans retardles lettres & les avis concernant le service, tant au commandant général qu'à l'Intendant de province.

XIV. Les quatre cens dragons dont font composés les quatre escadrons desdites provinces seront tenus de se monter, habiller, armer & équiper; à l'exception des tambours, auxquels il sera fourni un habit bleu, un chapeau & une caisse, par les soins des sieurs Intendans

des généralités.

L'uniforme des officiers & dragons sera rouge; le chapeau des dragons aura un bord de laine

iaune

Mande & ordonne Sa Majesté à Mons. le Duc de Penthievre, Amiral de France, aux Gouverneurs & commandant général dans les provinces de poitou, Aunis & Saintonge, & autres officiers généraux fervant sous l'autorité des dits Gouverneurs & Commandant général, aux intendans & commissaires départis dans les les provinces, & tous autres officiers qu'il appartiendra, de tenir la main, chacun en ce qui le regarde, à l'exclusion de la présente Ordonnance. Fait à Versailles, le neuf Avril mil sept cent cinquante-huit. Signé, LO UIS.

Et plus bas, Peirenc De Moras.

RÉGLEMENT

Concernant le service de la garde-côte dans les provinces de Poitou, Aunis, Saintonge & Isles adjacentes.

Du 14 Avril 1758.

DEPARLEROI.

🗅 A Majesté ayant jugé à propos par son Ordonnance du 5 Juin 1757, d'établir une nouvelle forme dans le fervice des milices gardecôtes des provinces de Picardie, Normandie, Poitou, Aunis, Saintonge & Guyenne: & voulant fixer la division des capitaineries gardecôtes de Poitou, Aunis & Saintonge, le nombre & la force des compagnies détachées dont elles seront composées, les lieux d'assemblée, tant pour les revues particulieres de chacuue desdites compagnies, que pour les revues générales, & la maniere de faire les remplacemens annuels pour compléter lesdites compagnies détachées, Elle a arrêté le présent Réglement qu'Elle veut être exactement observé à l'avenir.

ARTICLE PREMIER.

Il y aura à l'avenir cinq capitaineries gardecôtes dans la province de poitou, cinq capitaineries dans le pays d'aunis, & cinq capitaineries dans la province de Saintonge, favoir:

Pour le Poitou, les capitaineries de l'Isle de Bouin, l'isle de Noirmoutier, Bauvoir, Sa-

bles-d'Olonne & Luçon.

Pour le pays d'Aunis, celles de Marans, la Rochelle, Châtel - Aillon, Charente & l'isle de Ré.

Pour la Province de Saintonge, celles de Soubife, Marennes, Royan, Mortagne & l'isle d'oleron, conformément à l'état & division qui

sera joint au present Réglement.

11. Pendant la guerre, chaque compagnie détachée fera composée de quatre-vingt-hommes, commandés par un capitaine & deux lieutenans, & portera le nom du village où elle doit être affemblée, & comme l'intention de Sa Majesté est de soulager les peuples, dès que les circonstances pourront le permettre, les dites compagnies détachées feront & demeureront réduites pendant la paix à cinquante hommes.

III. On choifira dans le nombre des tambours des compagnies détachées de chaque capitainerie, celui qui aura été le mieux instruit à la batterie de l'Ordonnance; il aura le titre de tambour-major de la capitainerie, & il sera chargé d'exercer ceux desdites compagnies, sans cesser néanmoins de servir comme tambour dans celle

où il est employé.

IV. Sa Majesté voulant qu'il soit licencié chaque année un fixieme des compagnies détachées & cependant prévenir l'inconvénient qu'il y auroit de commencer ce licenciement avant l'année 1760, Elle entend qu'à la revue générale qui se fera au mois de Mars de ladite année, le premier fixieme de chacune desdites compagnies soit licencié, & les autres sixiemes successivement d'année en année, dont les remplacemens se feront à mesure desdits licenciemens. les capitaines généraux enverront à l'intendant de la généralité, un état visé par l'inspecteur général des hommes qui devront être licencies; en conséquence duquel, led. sieur intendant donnera des congés aux foldats garde-côtes desdires compagnies, qui seront licenciés. Entend Sa Majesté que toutes les plaintes qui pourroient furvenir pour raison du licenciement, soient portées audit sieur intendant pour y être statué fuivant l'exigence des cas.

V. Les états de remplacemens nécessaires pour compléter les compagnies détachées, seront constatés tous les ans, dans le courant des mois de Mars & d'Avril, par une revue qui sera faite par le capitaine général; en présence de l'inspecteur général; & ledit capitaine général, adresser les les dits états visés par l'inspecteur à l'intendant de la généralité, pour être ensuite procédé au remplacement par ledit sieur intendant ou les subdélégués qu'il jugera à pro-

pos de commettre.

V1. L'infpecteur général indiquera à l'avance le capitaine général de la capitainerie, le jour qu'il aura fixé pour fa revue, qu'il fera, autant qu'il fera possible, un jour de Fête ou de Dimanche, & le jour de ladite revue sera aussi-tôt annoncée & publiée dans toutes les paroisses de la capitainerie, afin qu'aucun habitant n'en puisse prétendre cause d'ignorance.

VII. Les remplacemens feront faits à la chargede la totalité des paroisses affectées à la composition de chaque compagnie détachée, sans qu'aucune autre paroisse des autres compagnies

soit tenue d'y contribuer.

VIII. Entend Sa Majesté, qu'indépendamment de l'exemption du guet & garde sur la côte, attribuée par l'article 22 de l'Ordonnance du 5 Juin 1757, aux Syndics des parosses & collecteurs des impositions royales, la même exemption de service sur la côte, soit accordée aux domestiques attachés à la personne des Gentilshommes portant leur livrée, & que toutes les contestations qui pourroient naître pour raison desdites exemptions, soient décidés par l'Intendant de la province.

1X. On choisira par préférence, pour compléter les compagnies détachées les garçons depuis l'âge de seize ans jusqu'à quarante-cinq, de la hauteur de cinq pieds au moins, & les plus propres au service; & à désaut de garçons, les hommes mariés y seront employés jusqu'à

l'age de quarante-cinq ans.

X. Les capitaines généraux, chacun dans leur capitainerie, se feront remettre à l'avance, par le capitaine général du guet, des rôles exacts & détaillés de tous les habitans des paroisses qui composent les dittes compagnies du guet, & les Subdélégués dresseront pareillement les rôles

des habitans desdites paroisses.

XI. Le capitaine de chaque paroisse conduira au lieu de l'assemblée pour le licenciemeut, tous les habitans compris au rôle qui aura été remis au capitaine général, sans qu'aucun desdits habitans puisse en être dispensé, si ce n'est dans le cas de la maladie, que le capitaine sera tenu alors de justisser par un certificat; à peine contre les habitans qui auront sourni de saux certificats, d'être punis de quinze jours de prison, & de servit six ans de plus dans la compagnie détachée où ils seront employés.

XII. Le capitaine général du guet, & en son absence le lieutenant, sera assembler toutes les compagnies du guet, & les formera sur autant de rangs de hauteur qu'il y a de compagnies détachées, observant de mettre ces rangs à une distance raisonnable les uns des autres, de saçon qu'on puisse les parcourir & les voir libre-

mient.

XIII. Les hommes des compagnies du guet qui auront été choisis par l'intendant ou son

Subdélégué, pour compléter les compagnies détachées, seront aussi-tôt enrégistrés & signalés par le major ou l'aide-major de la capitainerie, qui aura à cet estet un registre pour y porter les noms, signalemens & demeures des habitans qui composent les dites compagnies détachées, avec la date de leur entrée dans les dites compagnies, afin d'y avoir recours lors du licenciement. Ledit sieur Intendant aura également un contrôle général par paroisse, détachées des lement de toutes les compagnies détachées des

capitaineries de son département.

XIV. Indépendamment de la revue fixée au mois de Mars par l'art. 4 ci-dessus, l'inspecteur général fera chaque année deux revues générales des compagnies détachées de chaque capitainerie, l'une dans le mois de Mai, & l'autre dans celui d'Octobre, un jour de Fête ou de Dimanche. Il avertira quinze jours à l'avance le capitaine général de la capitainerie, du jour qu'il aura fixé pour ladite revue d'infpection dans sa capitainerie, à l'effet par ledit capitaine général, de faire affembler au jour indiqué les compagnies détachées de sa capitainerie au lieu défigné; & ledit inspecteur général, après chacune desdites revues, en enverra l'extrait au Secretaire d'Etat ayant le département de la marine.

XV. Les premiers Dimanches des mois d'Avril, Mai, Juin & Octobre, chaque capitaine de compagnie détachée, affemblera sa compagnie au lieu d'affemblée particuliere de ladite compagnie, & le lieutenant sera tenu de s'y rendre. Il en sera la revue, & fera éxécuter le maniement des armes aux soldats de sa compagnie. Il examinera si les armes de chaque soldat sont en bon état. Cette revue pourra être remise au Dimanche suivant, lorsque le temps ne permettra pas de les assembler.

XVI. Le capitaine général, le major & l'aide-major de chaque capitainerie affisteront enfemble ou séparément auxdites revues particulieres, de maniere que dans le courant de l'année chacun d'eux ait été présent à l'une des revues d'exercices de chaque compagnie détachée, & le capitaine général rendra compte au Secretaire d'Etat ayant le département de la

marine, desdites revues particulieres.

XVII. Indépendamment desdites revues particulieres & d'exercices, les sergens, caporaux & anspessades des compagnies détachées, exerceront pendant le temps de la guerre seulement, les soldats garde-côtes de leurs paroisses, ensemble ou séparément pendant deux heures, sur le lieu qui aura été choisi par le capitaine, lequel doit avoir attention à ne com-

mander ces exercices que les jours de Fête & de Dimanche, & dans le temps les plus convenables aux habitans desdites paroisses. Il n'en sera point fait pendant le mois de Juillet, Août & Septembre, pour ne point interrompre leurs travaux

XVIII. Tout foldat garde-côte, qui fans excuse légitime ne se trouvers pas aux revues générales & particulieres, sera puni d'un jour de prison par le capitaine général : & s'il étoit dans le cas de subir une punition plus sévere ; ledit capitaine général en informera le Commandant général de la province, & en son absence, l'inspecteur général qui en rendra compte au Secretaire d'Etat ayant le département de la marine.

XIX. Veut Sa Majesté que pour dédommager les officiers des États-majors de capitaineries gardes-côtes, des dépenses qu'ils seront obligés de faire à l'occasion de leur service, il leur soit payé par année, savoir, à l'inspecteur general trois mille livres, aux capitaines genéraux six cens livres, aux majors quatre cens vingt livres, & aux aides-majors trois cens soixante livres.

A l'égard des États-majors des capitaineries garde-côtes des Isles de Noirmoutiers, Bouin, Ré, Oleron, entend Sa Majesté qu'ils soient payés par année savoir.

Au capitaine général de la capitainerie de Noirmoutiers, fix cens livres, au major quatre cens vingt livres & à l'aide-major, trois cens foixante livres.

Au capitaine général de la capitainerie de l'Isle de Bouin, quatre cens livres, au major trois cens livres, & à l'aide-major deux cens livres.

L'Etat major de chacune des capitaineries des líles de Ré & d'Oleron, fera composé à l'avenir d'un capitaine général & d'un major; & il y aura un aide-major affecté à chaque bataillon. il fera payé par année, savoir, au capitaine général de la capitainerie de l'Isle de Ré, neuf cens livres; au major, fix cens livres, & chacun des trois aides-majors de bataillon, trois cens soixante livres.

Au capitaine général de la capitainerie de l'Isse d'Oleron, douze cens livres, au major, fix cens livres, & à chacun des quatres aidesmajors de bataillon, trois cens soixante livres.

XX. Les compagnies détachées étant affemblées pour un fervice extraordinaire pendant plus de quatre jours, feront payées à commencet du cinquieme jour, fur le pied de cinq livres par jour au capitaine général, quatre livres au major, cinquante fols à l'aide-major, trois livres au capitaine, vingt-cinq fols à chacun des deux lieutenans, dix fols à chacun des quatres fergensfept fols & fix deniers à chacun des quatre caporaux, fix fols fix deniers à chacun des quatre anspessades & des deux tambours, & cinq fols fix deniers à chacun des foixante-fix suffiliers.

XXI. Sa Majesté ayant prescrit par l'art. 36 de son Ordon. du 5 Juin 1757, l'unisorme des milices garde-côtes desdites compagnies détachées, Elle entend qu'il soit soumi tous les six ans un justaucorps & un chapeau unisorme à chaque soldat desdites compagnies détachées, par les soins & sur les ordres de l'Intendant de la province, qui fera pourvoir à la dépense dudit habillement sur les sonds qui y sont destinés.

Défend expressément Sa Majesté auxdits soldats gardes-côtes, de se servir dudit habillement uniforme hors les temps où il seront commandés pour le service.

XX II. Il fera accordé fix livres de gratification aux fergens des compagnies détachées, qui auront instruit avec succès les foldats desdites compagnies, & une pareille gratification de six livres par an au tambour-major de chaque capitainerie.

Il fera aussi payé trois livres par an à chaque tambour pour l'entretien de sa caisse.

XXIII. Les états des appointemens des officiers de l'Etat-major, réglés par l'article 19 cidessus, & ceux de la soide des compagnies détachées, ainsi que de toutes les autres dépenses relatives auxdites compagnies, qui se trouvent énoncées au présent réglement, seront arrêtés par l'Intendant-de la province, payés par ceux qu'il commettra à cet esset, & lesdits états, ensemble les comptes de paiement qui auront été faits sur iceux, seront envoyés tous les ans par ledit sieur Intendant au Secretaire d'Etat ayant le département de la marine.

XXIV. Les armes, pulverins & gibernes. qui ont été fournis aux compagnies détachées, au lieu d'être dépofés dans les magaims établis dans les lieux d'assemblée desdites compagnies détachées, resteront, pendant le tenps de la guerre seulement, entre les mains des soldatsdesdites compagnies, nonobstant ce qui est porté par l'article 33 de l'Ordonnance du 5 Juin 1757, à laquelle Sa Majesté a dérogé à cet égard; & pour la confervation desdites armes, il sera distribué à chaque soldat gardecôte desdites compagnies, un tournevis & un tire. bourre, & dont il demeurera responsable, ainsi que du fusil , bayonnette , giberne , pulverin & munitions qui lui auront été délivrés. Il fera tenu d'avoir en tout temps dans sa giberne deux pierres de réchange & une piece grasse.

XXV. Sur ce qui a été représenté à Sa Maiesté, que les milices garde-côtes des compagnies du guet, qui ne sont assujetties à aucun service en temps de paix, ne doivent être employées, pendant le temps de la guerre, qu'à monter la garde aux corps-de-gardes qui leur font défignés, Elle entend que, nonobitant ce qui est porté par l'article 44 de son Ordonnance du 5 Juin 1757, qui leur enjoint de se fournir eux-mêmes de fusils & munitions, les paroisses foient seulement tenues de pourvoir chacun desdits corps-de gardes qui leur seront aflectés. du nombre de fusils nécetlaires pour la garde ordinaire desdites compagnies du guet, & du même calibre que ceux des compagnies détachées, & qu'ils y soient entretenus pendant le temps de la guerre, ainsi que la poudre, les balles, pierres de rechange, tire-bourres & toutnevis, proportionnément au nombre des soldats desdites compagnies du guet, qui seront commandés pour le fervice à chacun desdits corpsde-gardes.

XXVI. Tous les fusils & autres effets appartenans au Roi, seront marqués du nom de chaque capitaine, de celui de chaque compagnie, & d'un N.º, depuis r jusqu'à 80: les caisses seront pareillement marquées & numérotées, ainsi que les équipemens. Le capitaine général fera dresser, tous les ans, des états particuliers par compagnie, contenant le nom de chaque soldat, & le N.º du susil & de l'équipement qui lui seront délivrés. Le capitaine général enverra des doubles desdits états, signés de lui, à l'In-

tendant de la Province.

XXVII. Les officiers auront une attention particuliere à ce que les dites armes & esses soient bien entretenus; & les réparations qui feront à y faire, seront à la charge des soldats garde-côtes, lorsqu'elles seront occasionnées par leur négligence: le capitaine général s'en sera rendre compte exactement par les capitaines, après chaque revue particuliere; & il enverra à l'Intendant de la Province l'état desdites réparations, & les noms des soldats dont les armes seront à réparer, pour qu'il y soit pourvu par ses ordres & à leurs frais.

XXVIII. Tous les corps-de-garde feront pourvus d'un ratelier pour y poser les armes; d'un lit de camp, d'une table, d'un banc, d'un fanal & d'un chandelier de ser; & le bois & la lumiere y seront soarnis, ainsi qu'il est d'usage pour les troupes de terre.

L'état desdites sournitures & ustensiles sera affiché dans les corps-de-garde; ils seront consignés à ceux qui releveront le poste; &, en cas de dégradation, celui qui relevera le poste, en

donnera avis, dans le jour, à l'officier de garde fur la côte, ou au eapitaine de la compagnie, qui fera passer au capitaine général un état, où teront spécifiés la nature de ladite dégradation, & les noms des soldats qui y étoient de garde pendant qu'elle a été tatte, asin d'obliger les toldats à la réparer à leurs frais.

XXIX. Les Intendans, chacun dans leur généralité, feront défigner, dans le village le plus à portée de la côte & du rendez-vous général, une chambre, où l'officier de garde pourra fe tenir pendant le temps de son service; & les bois, lumiere & ustensiles nécessaires, lui seront fournis de la même maniere, & ainsi qu'il est réglé pour les corps-de-garde des officiers des troupes de terre.

XXX. Tous les fergens, caporaux, anspessades, sussilers & tambours des compagnies détachées, jouiront, en temps de guerre seulement, de l'exemption de la corvée pour la construction & la réparation des grands chemins; bien entendu que ladite exemption n'aura lieu que pour leur personne, & non pour leurs chevaux, lesquels néanmoins ne pourront être commandés les jours que le soldat garde-côtes détaché sera de service, se trouvant alors hors d'état de les conduire lui même.

AXXI. Les lieutenans des compagnies détachées, & le lieutenant général du guet, jouiront des mêmes privileges & exemptions portés par l'article 12 de l'Ordonnance du 5 Juin 1757.

1757.
XXXII. Tout aide-major commandera tous les lieutenans, & ne pourra avoir rang & commission de capitaine qu'apres deux ans d'exercice d'aide-major, conformément à ce qui est porté par l'article 6 de l'Ordonnance du 5 Juin 1757.

XXXIII. Le capitaine général de chaque capitainerie, conjointement avec le major & le capitaine général du guet, fera une division des paroisses sujettes au guet & garde, proportionnée au nombre de corps-de-garde, où les compagnies du guet devront monter la garde; & il aura attention de n'affecter à chaque corps-de-garde que les paroisses qui en seront le plus à portée : laquelle division ne sera néanmoins exécutée qu'après qu'elle aura été approuvée par le Secretaire d'État ayant le département de la Marine.

XXXIV. Le capitaine général du guet tiendra un rôle exact des compagnies du guet qui devront monter la garde aux postes qui leur seront désignés, pour les faire relever succefsivement par d'autres, suivant l'état de contribution de chacune des paroisses qui y seront assujetties; ensorte que les habitans d'une paroisse.

Tome 11.

qui auront fait le service du guet & garde, ne puissent être commandés qu'après que tous les hommes de la paroisse auront rempli le même service.

XXXV. Les officiers des compagnies du guet, qui feront chargés de faire monter journellement les habitans aux postes qui leur feront indiqués, auront une attention particuliere à ne jamais commander à la fois plusieurs hommes d'une même maison; &, pour prévenir cet inconvénient, ils auront un rôle des habitans de leur paroisse, où ils distingueront les peres des enfans, & les maîtres des domestiques; enforte qu'il n'y ait qu'un seul homme de chaque mai-

XXXVI. Aucun officier ni leigent des compagnies du guet ne pourra faire monter la garde par un foldat desdites compagnies, à peine d'être cassé; mais lesdits officiers ou sergens pourront, à garde égal, faire le service l'un pour l'autre, lorsque leurs assaires personnelles l'exigeront; & ils en donneront avis au capitaine général du guet, ou à son lieutenant, autant qu'il sera

son commandé, le même jour, pour ce service.

possible.

XXXVII. Tout foldat des compagnies du guet, qui aura manqué, par mauvaise volonté, de se trouver au poste où il a été commandé pour monter la garde, sera tenu, d'y servir deux jours de suite, & pourra être mis un jour en prison, suivant l'exigence des cas, dont il en sera rendu compte au capitaine général de la capitainerie, qui ordonnera, à cet effet, de l'y saire conduire par des sussiliers de la compagnie détachée de la paroisse d'où sera le soldat.

XXXVIII. Les foldats desdites compagnies du guet, qui manqueront à l'obéissance qu'ils doivent à leurs officiers en ce qu'ils seur ordonneront pour le service, seront punis de deux jours de prison, & subiront même une plus grande peine, suivant l'exigence des cas, dont il sera rendu compte au capitaine général, & à l'inspecteur général, qui ne pourront l'ordonner sans en avoir reçu l'ordre de Sa Majesté, par le Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine.

XXXIX. A l'égard des cas qui n'ont point été prévus dans les dispositions portées par le Réglement du 2 Mai 1712, par rapport aux jugemens à rendre pour les crimes & délits militaires qui feront commis par les milices gardecètes, & qui ne se trouvent point également dans l'Ordonnance du 5 Jun 1757: l'intention de Sa Majesté est que le Conseil de guerre se conforme à son Ordonnance sur les crimes & délits militaires pour les troupes de terre; défendant cependant à tous les officiers, assemblés pour juger les dits crimes & délits commis par les milices garde-côtes, de saire exécuter les Jugemens qu'ils rendront, qu'après en avoir reçu l'ordre de Sa Majesté par le Secretaire d'Etat ayant le département de la marine, auquel les dits Jugemens seront envoyés.

XL. Veut Sa Majesté que les milices gardecôtes aient la liberté, dans les temps ordinaires, de vaquer à leurs travaux & affaires particulieres, sans qu'il puisse leur être imposé aucune contrainte, corvée ou service journalier, par leurs officiers, qui ne pourront les assembler qu'aux jours indiqués par les inspecteurs généraux, pour les exercices & revues, tant particulieres que générales, ou sur les ordres du

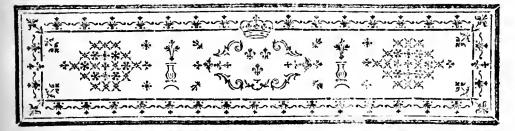
Commandant général de la Province.

XLI. Veut, au furplus, Sa Majesté que ses précédentes Ordonnances & Réglemens, concernant la garde-côte, soient exécutés selon leur sorme & teneur, en tout ce qui n'est pas con-

traire au présent Réglement.

Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Duc de Penthievre, Amiral de France; aux Gouverneur & Commandant général dans les provinces de Poitou, Aunis, Saintonge & Isles adjacentes, & autres Officiers généraux, employés fous l'autorité desdits Gouverneur & Commandant général; aux Intendans & Commillaires départis dans lesdites Provinces; l'Infpecteur & Capitaines généraux des capitaineries garde-côtes, & autres Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main, chacun en ce qui le regarde, à l'exécution du présent Réglement, lequel sera lu, publié & affiché par-tout où besoin fera. Fait à Versailles, le quatorze Avril mil sept cent cinquante-huit. Signé, LOUIS. Et plus bas, Peirenc de Moras.





TITRE VII.

DU RIVAGE DE LA MER.

Armi les choses déclarées communes & à l'usage de tous par les Loix Romaines, fondées, à cet égard, sur les principes du droit naturel, la mer & ses bords tenant le premier rang, Domat, tom. 2 du Droit public, liv. premier, tit. 8, sest. premiere, n. 1 & 2, sol. 60, il importoit d'autant plus de déterminer l'étendue du rivage de la mer, & de défendre d'y saire aucunes entreprises préjudiciables à la navigation & au public, qu'il a été plus difficile d'obliger les Seigneurs des grands Fiess, voisins des côtes, d'abandonner leurs prétentions en cette partie, soit à titre de propriété, soit à titre de Jurisdiction, & de renoncer aux usurpations qu'ils y avoient saites, comme il sera observé sur le titre des nausrages.

Comment ces Seigneurs auroient-ils douté que le rivage de la mer ne leur appartenoit pas, eux qui, par une affectation singuliere, confrontoient leurs terres, les uns à l'Espagne, les autres à l'Angleterre, la mer entre deux?

Il ne suffisoit donc pas de les avoir désabutés de ce côté-là, il falloit encore leur indiquer les limites de leurs terres, en fixant le rivage de la mer. & en le mettant à couvert de nouvelles entreprises à l'avenir; & c'est à quoi il a été pourvu par les deux articles, dont ce titre est seulement composé, en y joignant le titre de la pêche, & celui des parcs & pêcheries.

ARTICLE PREMIER.

Sera réputé bord & rivage de la mer, tout ce qu'elle couvre & découvre pendant les nouvelles & pleines Lunes, & jusqu'où le grand flot de Mars se peut étendre sur les greves.

L licus est quò usque maritimus fluctus à mari pervenit. Leg. 96, ff. de verb; fignif.

Lieus publicum est catenus, qu'à maxime fluctus exassuat. Leg. 112, eodem eir.

La définition ou description que notre article fait du rivage de la mer, est
plus exacte, parce que les observations ont appris que les hautes marées.

Ccc i

arrivent, chaque mois, à la nouvelle & à la pleine Lune; & que, des marées des équinoxes & des folflices, qui font encore plus hautes, celle de l'équinoxe de Mars l'emporte. Ainfi, puisqu'au terme des loix ci-dessus, le rivage de la mer ne finit qu'à l'endroit où s'arrête le plus grand flot de la mer, & que l'expérience a fait voir que ce plus grand flot est celui de Mars, c'est avec raison que notre article l'a donné pour regle de l'étendue de la mer.

Cette fixation, au reste, n'est pas nouvelle; on la trouve la même dans l'article premier d'un ancien Mémoire, rapporté par Fontanon, à la suite du titre de l'Amiral; &, ce qui mérite encore plus d'attention, dans l'Ordonnance du 27 Février 1534, dans celle du 12 Février 1596, & dans l'Arrêt du Confeil du 14 Mars 1654. Elle a été aussi confirmée & renouvellée par un autre Arrêt du Conseil du 31 Octobre 1686, suivi d'une Déclaration du Roi du 31

Janvier 1694.

C'est donc sur ce rivage ainsi désigné, que l'article suivant désend de faire aucuns ouvrages qui puissent porter préjudice à la navigation. C'est aussi sur la même étendue de terrein que les Officiers de l'Amirauté, privativement à tous autres Juges, font fondés à exercer leur Jurifdiction, tant civile que cri-

minelle & de Police.

Il y a plus : comme la mer refoule dans les fleuves & rivieres navigables qui y affluent, la Jurisdiction de l'Amirauté s'étend tout de même dans ces rivieres, & ne finit qu'à l'endroit où le grand flot de Mars cesse de s'y faire sentir. C'est ce qui est discertement exprimé dans les mêmes Ordonnances & Arrêts du Conseil que l'on vient de citer. Voyez suprà, art. 2, 5, 8 & 10, tit. de la

compétence.

Mais, par rapport au rivage, il ne faut entendre que la partie jusqu'où s'étend ordinairement le grand flot de Mars, laquelle partie est facile à reconnoître par le gravier qui y est déposé; & nullement l'espace où parvient quelquesois l'eau de la mer, par les coups de vents forcés, causes & suites tout à la fois, des ouragans & des tempêtes. Arrêt d'Aix du 11 Mai 1742, prononcé par M. de Raguse, suivant les conclusions de M. Castillon, entre les freres Jourdain de Cannes & le Procureur du Roi de l'Amiranté d'Antibes, d'une part; les freres Mus dudit lieu de Cannes, d'autre part.

ARTICLE II.

Aisons défenses à toutes personnes de bâtir sur les rivages de la mer, d'y planter aucuns pieux, ni faire aucuns ouvrages qui puissent porter préjudice à la navigation, à peine de démolition des ouvrages, de confiscation des matériaux, & d'amende arbitraire.

Ar la raison précisément qu'une chose est publique avec faculté à chacun d'en user selon sa destination, il n'est pas permis à l'un d'en jouir au préjudice d'un autre, en s'y attribuant un droit permanent & exclusif, on en y

573 formant un établissement qui restreindroit le droit de la Communauté. Styp-

manus ad jus maritimum parte 2. cap. 4. n. 139 & seq. fol. 304.

Pour prévenir les inconvéniens qui seroient résultés de pareilles entreprises; il étoit donc indispensable que la liberté d'user d'une chose publique eut des bornes; & ces bornes, il n'y avoit que la puissance publique qui eut droit de les poser.

C'est ce que Domat, loc. cit. sect. 2, note sur le n. 1, fol. 61, explique

admirablement en ces termes:

a Il est du droit naturel aussi que cette licence commune à tous, étant une » occasion continuelle de querelles, & d'une infinité de mauvaises suites, il y » soit pourvu par quelque police; & il ne pouvoit y en avoir de plus juste & » de plus naturelle que de laisser au Souverain à pourvoir à ces inconvéniens: » car, comme il est chargé du soin du repos public, que c'est à lui qu'appar-» tient la police de l'ordre de la société, & que ce n'est qu'en sa personne que » peut résider le droit aux choses qui peuvent être communes au public, dont » il est le chef, c'est à lui que cette qualité donne la dispensation & l'usage » de ce droit pour le rendre utile au public; & c'est sur ce sondement que les » Ordonnances ont réglé l'usage des navigations, & de pêcher sur la mer & m fur les rivieres. »

Sur ces principes, le rivage de la mer devant être libre & accessible pour tous, & pour quiconque y veut pêcher, nemo igitur ad littus maris accedere prohibetur piscandi causa, leg. 4, ff. de divisione rerum & qualitate; de même que, pour y aborder à l'effet d'y prendre terre, y décharger ce qui peut embarrasser le navire, y fécher des rêts, &c. conformément à la Loi suivante, qui s'exprime ainsi: Riparum usus publicus est jure gentium sicuti ipsius sluminis, Itaque navem ad eas appellare, funes ex arboribus ibi natis religare, retia siccare & ex mare reducere, onus aliquid in his reponere, cuilibet liberum est, sic te per ipsum

flumen navigare.

Sur ce fondement, dis-je, les défenses portées par notre article, quoiqu'elles ne regardent directement que les ouvrages capables de faire préjudice à la navigation, doivent influer également sur toutes autres entreprises faites sur le rivage de la mer; soit parce qu'il n'est point de bâtiment qui y puisse être construit avec des pierres ou avec des pieux, qui ne donne atteinte au droit d'y pêcher, accordé à tous les sujets du Roi par l'article premier, titte premier, du Livre 5 ci-après; foit encore parce que toute construction nouvelle de parcs ou écluses est expressément défendue par l'article 4 du titre concernant cette matiere; soit enfin parce que tout établissement sur le rivage emporteroit, par sa nature, un acte de propriété incompatible avec le droit du public, &, qui plus est, avec le droit de fouveraineté du Roi sur la mer & fur les rivages qui en dépendent. Toutes autres citations des Loix romaines & des Auteurs à ce sujet, pour ou contre, seroient superflues.

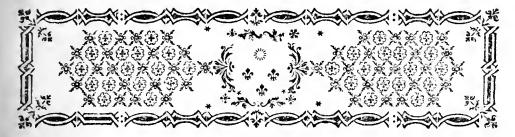
Il n'y auroit donc qu'une concession expresse du Roi qui pût garantir de la démolition & des peines, portées par cet article, les ouvrages que quiconque entreprendroit de construire sur le rivage de la mer; & cela, quand ils ne feroient pas contraires à la navigation : ce qui pourtaut feroit affez difficile à concevoir, puisque la navigation se fait avec de très petits bâtimens capables d'aborder le rivage, aussi-bien qu'avec d'autres qui tirent trop

574 ORDONNANCE DE LA MARINE.

d'eau pour approcher si près des côtes sans un danger manisesse d'y échouer? C'est aussi une entreprise sur le rivage de la mer, que d'y rompre la banche, & d'enlever les pierres, les grisons ou les cailloux, qui, amoncelés, servent de barriere aux slots de la mer. V. suprà, art. 2, tit. 4 du présent Livre.

Enfait de riviere navigable, le chemin ou l'espace qui doit demeurer libre, le long de la rive, pour le halage des vaisseaux, & que les anciennes Ordonnances ont fixé à 24 pieds de largeur, est censé une dépendance de la rive, & . par conséquent, est de la compétence de l'Amirauté à l'égard des rivieres où le flux de la mer se fait sentir: suprà, art. 6, tit. de la Compétence. Je ne crois point qu'on en doive dire autant du bord de la mer; c'est-à-dire, que l'espace qui regne le long de la falaise ou du rivage, soit censé en faire partie jusqu'à la distance de 24 pieds, à lesset de le soumettre à la Jurisdiction de l'Amirauté. puisque le motif du halage ne peut s'y rencontrer. Ce terrein appartient réellement aux propriétaires des terres qui con rontent au rivage, &, par conséquent, releve de la Justice du Seigneur du lieu : de sorte que, s'il s'y commettoit un meurtre, ce seroit au Juge du Seignenr Haut-Justicier du même lieu à en connoître & à lever le cadavre, à l'exclusion des Officiers de l'Amirauté: à moins que ces Officiers ne se trouvassent alors là en fonction, à l'occasion d'un naufrage, pour faire sauver les effets; auquel cas, par droit de territoire emprunté, ils connoîtroient, sans difficulté, de tous les crimes & délits qui s'y commettroient durant leurs opérations.





TITRE VIII.

DES RADES.

Out ce que le Commentateur a dit sur ce sujet, se trouve dans Cleirac, sur l'art. 15 des Jugemens d'Oleron, n. 4, pag. 71, & dans le Dictionnaire de Trevoux, au mot Rade.

La rade differe du port, en ce que les vaisseaux, quoique en bon mouillage, n'y font pas en sûreté comme dans le port. Il y a néanmoins des rades si bonnes, qu'il n'y a pas plus à

craindre pour les vaisseaux qui y sont que s'ils étoient dans le port.

Il y a austi des rades si voisines des ports, que les vaisseaux y sont regardés comme s'ils étoient dans les ports mêmes. On les distingue des rades foraines, & celles-ci sont appellées de ce nom, soit parce que le mouillage n'y est pas sûr, soit parce que leur position est telle, qu'elles ne sont pas censées être d'un port plutôt que d'un autre, & que les vaisseaux qui y mouillent, sont à portée d'en partir, & de prendre le large pour différentes navigations.

ARTICLE PREMIER.

Voulons que les rades soient libres à tous vaisseaux de nos sujets & alliés dans l'étendue de notre domination; faisons désenses à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles puissent être, de leur apporter aucun trouble & empêchement, à peine de punition corporelle.

On-seulement les rades sont libres pour la navigation & le commerce; à tous les sujets du Roi & de ses alliés, dernier terme qui comprend également toutes les nations avec lesquelles le Royaume est en paix, sans exclusion de commerce à certains égards; mais encore les dissérens ports du Royaume, puisque la raison est absolument la même.

Cette liberté exigeoit donc que les vaisseaux qui ont droit d'y arriver, y fussent à couvert d'insulte, & de tout trouble ou empêchement; & c'est sur ce principe que notre article en a fait des défenses expresses à toutes personnes fans exception, à peine de punition corporelle; ce qui emporte nécessaire-

ment, outre cela, les dommages & intérêts.

Mais, s'il est libre à tous maîtres & capitaines de navires amis, de fréquenter nos rades & nos ports, ce n'est qu'à condition de remplir les formalités prescrites à ce sujet, tant aux François qu'aux étrangers; & entr'autres, de saire leur rapport ou déclaration d'arrivée ou de relâche au Greffe de l'Amirauté, & de ne sortir des ports qu'avec congé de l'Amiral: de sorte que, s'ils manquent à ce qu'ils sont tenus de saire, les poursuites qui pourront être saites contre eux, ne seront point un trouble & empêchement dont ils puissent se plaindre.

La liberté de fréquenter nos rades & nos ports n'étant accordée qu'aux amis & alliés, il s'ensuit que, si les vaisseaux des autres nations y arrivent, non-feulement il ne leur sera pas permis d'y décharger des marchandises, ni d'y faire aucun autre commerce; mais encore qu'ils ponrront êtte arrêtés & mis en séquestre, à moins qu'ils n'y soient entrés par tempête ou autre force majeure; auquel cas, devant être traités suivant le droit des gens, la faculté leur sera laissée de se retirer après le danger passé; & il leur sera fourni, en payant les choses nécessaires pour reprendre & continuer leur navigation. Il est entendu réammoins que ce ne seront ni des ennemis ni des pirates, qui, que lque part qu'ils soient rencontrés, peuvent être saiss & arrêtés, avec confiscation de tout ce qu'ils ont avec eux.

ARTICLE II.

Njoignons aux maîtres & capitaines de navires qui seront forcés, par la tempête, de couper leurs cables, & de laisser quelques ancres dans les rades, d'y mettre des hoirins, bouées ou gavuaux, à peine de perte de leurs ancres, qui appartiendront à ceux qui les auront pêchées, & d'amende arbitraire.

A disposition de cet article n'auroit rien de trop rigoureux, s'il y avoit preuve que le maître ou capitaine étant obligé de couper ses cables, ou de les siler par bout, avoit eu le temps & la facilité de mettre sur ses aucres des hoirins, bouées ou gavitaux: mais cessant cette preuve, qui est nécessaire, parce que la présomption contraire est de droit, il n'est pas possible que notre article aut enten lu la punir de la maniere qui y est marquée; les raisons en seront rendues sur l'article 28 du titre suivant.

Il est vrai que l'article 45 des Jugemens d'Oleron paroît assez conforme à celui-ci; mais, en le rapprochant du quinzieme, il est comme évident qu'il suppose un navire dans le havre, où il y a essectivement obligation de mettre des hoirins ou autre marque sur les ancres, sur peine de répondre de tout le dommage qui en arrivera; ce qui est conforme aux articles 28 & 51 de l'Ordonnance de Wisbuy, & à l'article 5, titre premier, suprà du présent livre 4; au lieu qu'il s'agit ici d'ancres dans les rades.

On trouvera facilement, dans les Dictionnaires & ailleurs, l'explication de ces termes, hoirins, bouées & gavitaux.

Article

ARTICLE 111.

Es maîtres des navires venant prendre rade, mouilleront à telle distance les uns des autres, que les ancres & cables ne puissent se mêler & porter dommage, à peine d'en répondre & d'amende arbitraire.

N maître de navire ou autre bâtiment, arrivant le premier dans une rade ou dans un port, peut se placer où il juge à propos, pourvu néanmoins qu'il ne se mette pas dans le canal qui conduit au havre, ou autrement sur les passages des autres navires, de maniere que sa position puisse incommoder naturellement les autres. Pour ce qui est de la place qu'il doit occuper dans un havre ou au quai, ce n'est point à lui à la choisir; mais au maître de quai à lui indiquer, sur quoi celui-ci doit se comporter avec équité & prudence, & sans partialité. V. suprà art. 4, tit. premier, & art. 2, tit. 2, du présent livre 4.

Qu'il y ait déja des places occupées dans une rade ou dans un port, ou qu'il s'agisse d'en remplir plusieurs à la sois, les maîtres de navires qui arrivent ou qui surviennent, » doivent mouiller à telle distance les uns des autres, » que les ancres & les cables ne puissent se mêler & porter dommage, à peine

« d'en répondre & d'amende arbitraire.

Tel est, consormément au ch. 200 du Consulat & à l'avis de Targa, pag. 342, le Réglement de Police porté par notre article, dont la sagesse doit naturellement faire loi par-tout; mais dont l'exécution dépend toujours des circonstances; c'est-à-dire, qu'en pareil cas il s'agira d'examiner si le capitaine arrivé le dernier aura été averti ou non de se placer un peu plus à l'écart; s'il aura dû raisonnablement acquiescer à l'avis, & ensin s'il l'aura pu.

J'en dis autant du cas où un navire en entrant dans la rade ou dans le port, a causé du dommage à un autre qui étoit à l'ancre, quoiqu'il y ait des autorités (Consulat ch. 197, 199. Targa, pag. 340.) qui chargent le maître de réparer le dommage, s'il ne prouve que cela est arrivé par cas fortuit ou force majeure, en un mot, sans sa faute, & quoique cela ait ainsi été jugé à Marseille le 13 Juillet 1754 contre le capitaine Fougeray en faveur de Caliot & Juliard.

Mais s'il s'agissoit d'un navire à l'ancre ou à la cape, qui reçût du dommage de la part d'un autre qui entreroit à pleines voiles, je ne douterois nullement que le capitaine de celui-ci ne dût réparer le dommage, suivant la décision de l'Arrêt du Parlement d'Aix du 30 Juin 1750, au prosit du capitaine Villourse, contre un Suédois.

ARTICLE IV.

Orsqu'il y aura plusieurs bâtimens en même rade, celui qui se trouvera le plus avancé vers l'eau, sera tenu d'avoir pendant la nuit le seu au fanal pour avertir les vaisseaux venant de la mer.

Tome II.

D ddd

Ela est encore d'une police extrêmement sage, & cependant on ne l'obiserve point dans la pratique; ce qui n'empêcheroit pas néanmoins, que si, saute d'user de cette précaution, quelque bâtiment en recevoit du dommage, le maître du navire qui y auroit manqué, ne sût tenu d'en faire raison.

On entend que celui qui est le plus avancé vers l'eau, est celui qui l'est le moins dans la rade, & qui par conséquent peut être le premier rencontré & abordé par les navires venant de la mer, pour prendre rade & mouiller.

ARTICLE V.

Uand un vaisseau en rade voudra faire voile pendant la nuit; le maître sera tenu dès le jour précédent de se mettre en lieu propre pour sortir, sans aborder ou saire dommage à aucun de ceux qui seront en même rade, à peine de tous dépens, dommages & intérêts, & d'amende arbitraire.

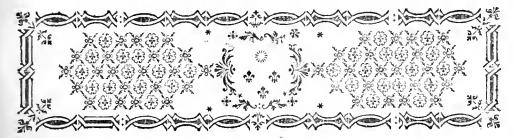
L'écroit bien difficile qu'un vaisseau destiné pour un voyage de long cours, sît voile pendant la nuit, tant il y a de préparatifs & de manœuvres à faire avant le départ, quoiqu'on se soit précautionné plusieurs heures auparavant. Quelle raison d'ailleurs de partir la nuit pour un pareil voyage? On ne s'y détermine que sur une assurance morale d'un vent savorable, au moins pour quelques jours; & rien n'oblige à former cet augure pendant la nuit. Ce n'est pas dans ces occasions qu'on peut dire qu'il saut profiter des instans; cela ne peut convenir qu'aux petits navires saisant la pêche ou le cabotage; la marée, le vent changé tout-à-coup, peuvent être de conséquence pour eux.

Quoi qu'il en soit, il est permis par notre article de faire voile & de quitter la rade durant la nuit; mais c'est à condition de la part du maître de s'y préparer dès la veille, en se mettant à l'écart & au large; en un mot, en lieu propre pour sortir, sans s'exposer à aborder aucun autre bâtiment étant dans la même rade, ou autrement à y causer du dommage; sinon il sera tenu de tous

les dommages & intétêts, & sujet à une amende arbitraire.

Que l'on fasse voile de nuit ou de jour, le navire qui part après un autre & qui le suit, doit prendre garde à ménager sa marche de maniere à ne pas le heurter; sans quoi il répondra du dommage. Ainsi jugé à l'Amirauté de Marseille le 14 Février 1750, & par autre Sentence du 22 Mars 1751 au rapport de M, Emerigon, en saveur du patron Escosier, contre le capitaine Arnaud; d'Agde.

Un des points de la police de la pêche des morues sur le banc de Terre-Neuve, ou dans la baye de Canada, est que nul maître de navire ne peut quitter la pêche & saire voile durant la muit sans s'exposer à une amende de 1500 liv. en cas d'abordage, & à punition corporelle, s'il arrive perte d'homme dans l'abordage, outre la réparation de tout le dommage qui s'en sera ensuivi. Art. 13, tit. 6, liv. 5 ci-après.



TITRE IX.

DES NAUFRAGES, BRIS ET ECHOUEMENS.

L est de l'humanité de s'intéresser au sort des malheureux, &

de travailler à leur adoucir le sentiment de leur infortune.

Jusques dans les siecles les plus grossiers & les plus barb res, la voix de le nature se faisoit encore assez entendre pour les cœurs à la compassion de la la la la compassion de la la la compassion de la la la comp Jusques dans les fiecles les plus groffiers & les plus barbares, la voix de le nature se faisoit encore assez entendre pour ouvrier les cœurs à la compassion, delà ces lieux d'asyle si respectables, & cette loi de l'hospitalité, si religieusement observée.

Par quelle fatalité en usoit-on autrement à l'égard de ceux qui avoient le malheur de faire naufrage on d'échouer sur des côtes étrangeres ? Car il n'est que trop vrai que dans ces mêmes temps, ils n'échappoient à la fureur des flots que pour éprouver fouvent un autre genre de mort, d'autant plus douloureuse, qu'elle leur étoit donnée de sangfroid par des mains cruelles, dans le lieu même qui devoit être pour eux un port de salut. Les plus heureux étoient ceux à qui il n'en coûtoit que la perte de leur liberté ou de leurs biens.

Que l'injuste soif des richesses ait entretenu cette coutume barbare & inhumaine; c'est ce qu'il est aisé de comprendre : mais elle n'en a pas vraisemblablement été le principe. Dans les premiers temps la navigation n'ayant pas le commerce pour objet direct, elle n'offroit pas à enlever aux navigateurs des biens capables d'exciter la cupidité, au mépris de tous sentimens humains. Il y a plus d'apparence que les premiers navigateurs faisant le métier de pirates & ravageans les côtes sur lesquelles ils faisoient des descentes, armerent les nations contr'eux pour se désendre de leurs déprédations, & qu'ensuite la prévention les faifant regarder tous comme animés du même esprit, on crut devoir les facrifier à la sûreté publique en les traitant indistinctement comme ennemis.

Que les anciens Gaulois ayant pratiqué cet usage odieux & détestable, cela est hors de doute; mais c'est mal-à-propos qu'on leur en fait un crime personnel & particulier; ils ne faisoient en cela que suivre l'exemple des autres peuples. On en peut juger par ce grand nombre de loix romaines, portées en vue d'abolir cette exécrable coutume. Il n'en auroit pas tant fallu s'il n'eût été question que des Gaulois.

Ddddii

Le mai venoit de plus loin, & au sentiment de plusieurs savans, du nombre desquels est Seldenus, de domino maris, c. 22 sol. 177, ce sont les Rhodiens qui ont introduit cette étrange coutume, quoiqu'ils l'ayent changée depuis, insrà art. 5 in sine. A la vérité, Loccenius, de jure maritimo lib. 1°. c. 7, n. 10, a entrepris de les sauver de ce reproche; mais ç'a été sans succès.

Quoi qu'il en soit, cette barbarie ayant passé chez les Romains, ils s'y accontumerent de façon, que ce ne sut que bien tard qu'ils reconnurent que les essets nausragés ne devoient pas appartenir au premier occupant ni au sisce que celui à qui ils étoient avant le nausrage n'en avoit pas perdu la propriété ni la possession civile, & qu'ainsi la restitution devoit lui en être faite conformément à la loi naturelle & au droit des gens.

On n'avoit pu effectivement penser le contraire autrefois que par un oubli-

& un renversement de toute justice.

Pendant un certain temps, suivant Seldenus, loc. cit. il n'étoit pas bien décidé si les effets nautragés ou venus à la côte, appartenoient à ceux qui les avoient sauvés ou trouvés, ou au sisc; mais dans la suite la dévolution en sut généralement artribuée au sisc. C'est ce qui résulte de la Supplique de Eumedon à Antonin, ut bona naufragii sui à publicanis direpta, sibi restitue-rentur.

Ce point ainsi décidé, le retour au droit naturel étoit beaucoup plus sacile ; aussi les Empereurs Romains, amis de la justice, ne tarderent-ils pasà proscrire cette coutume inique, en permettant la réclamation des effetsnausragés à ceux à qui ils appartenoient, comme n'ayant pu en perdre la

propriété par ce malheureux événement.

Les premiers Empereurs qui ont paru avoir la gloire de renoncer au droit de naufrage en faveur des malheureux naufragés, furent Adrien & Antoine; Leg. 7 & ultimá, de ruiná, naufragio; & leg. 1°- cod. de naufragiis. Celle ci est conçue en ce, termes. Si quando naufragio navis expulsa suerit ad littus, vel si quando aliquam terram attigerit, ad dominos pertineat; siscus meus se non interponat. Quod enim jus habet siscus in aliená calamitate, ut de re tamulusuos compendium sesseum?

Il est vrai que cette loi si pleine d'humanité, porte le nom de Constantin; mais elle est véritablement d'Antonin, suivant la remarque de Godesroi & de plusieurs autres savans. C'est aussi ce qui résulte des loix 7 & derniere

ci-dessus citées.

Ces mêmes loix ont servi de base à la 21°. sf. de acquirenda vel amittenda poss. à la 44°. sf. de acquir, rerum dominio, aux 3e. & sniv. sf. de incendio; & c'est en conformité que Julianus Basilie, lib. 33, tit. 3, cap. 8, a dit : si res naufragio in mari sucto, in mare objecta est, adhuc in domino ejus manet qui anteà cam habuit; & si maris assu in terram ejecta suerit, potest cam dominus vindicare.

Mais le mal étoit trop invétéré pour que la fagesse & la vigilance des Législateurs Romains eussient le pouvoir d'y remédier. Ces mêmes loix d'ailleurs turent méprisées par ceux des Empereurs suivans, qui songerent plus à étendre les droits du sise qu'à faire régner la justice. Ensin l'Empire approchant chaque jour de sa ruine & les bonnes loix demeurant sans vigueur, le

désordre par rapport aux nausrages ne pouvoit que continuer. Les peuples croyoient ne s'approprier que les droits du sise, trop soibles alors pour les conserver, & ils ne s'appercevoient pas de l'injustice dont ils se rendoient coupables envers les malheureux; tant il est difficile de revenir d'une erreur qu'un long usage a pour ainsi dire consacré sous le spécieux prétexte d'une légitime désense.

Ce malheureux préjugé qui, au rapport du commun des écrivains, avoit gagné successivement les François, les Anglois, les Napolitains, les Siciliens & quantité d'autres nations, ne pouvoit encore que se fortisser par les fréquentes incursions des différens penples du Nord, connus en général sous le nom de Saxons & de Normands, & par les horreurs qui laissoient par-tout

des traces de leur passage.

Il n'étoit que trop naturel de chercher à se désaire de pareils hôtes & à les empêcher d'exercer leurs affreux brigandages. Le mal étoit que tout navigateur étant pris pour pirate, la punition étoit la même, sans examen & sans discernement. C'est que l'avidité des habitans, & sur-tout des Seigneurs des Fiess voisins du rivage de la mer, vient se joindre à la crainte de ces redoutables ennemis.

Et voilà pourquoi, ni les Loix romaines, ni les Ordonnances rendues sur le sait des nausrages, depuis même la cessation de ces terribles incursions, ne produisent peu à peu d'autre esset que celui de sauver la vie à coux des navigateurs que la tempête & les autres accidens maritimes avoient jettés sur les côtes.

De tant d'Ordonnance publiées par les Empereurs depuis la décadence de l'Empire, la seule qui soit venue jusqu'à nous est celle d'Andronic Comnene, Empereur d'Orient, qui regnoit en 1183. Pasquier dans ses recherches en sait mention, liv. 2, ch. 14, fol. 118, & en rapporte les circonstances, qui sont trop remarquables pour être passées sous silence-

Ce Prince recevant continuellement des plaintes du peu de soin qu'apportoient les Magistrats à reprimer la licence du pillage dans les naufrages, &

ayant pris la résolution d'y remédier, s'en ouvrit en plein Sénat.

Alors il lui fut remontré » par quelques Sénateurs, premiers & princi» paux de la compagnie, que cette maladie avoit pris trait d'une si longue
» ancienneté qu'elle étoit incurable, & que plusieurs Empereurs ses devanciers
» y avoient voulu mettre la main; mais en vain, comme s'ils eussent écrit
» leurs Edits sur les vagues » A quoi l'Empereur répondit sagement » qu'il
» n'y avoit rien qui ne pût être réformé, de mal en bien, & de bien en
» mieux par un Empereur, ni crime qui pût résister à son autorité, que si mes
» prédécesseurs (ajouta-t'il) n'ont pu parvenir à ches de cet œuvre, il saut,
» de deux choses l'une, ou que légérement ils eussent entrepris cette que» relle, ou bien passé par connivence, se contentant de payer les navigateurs
» de quelque belle hypocrisie.

Telle est la traduction que donne Pasquier de la réponse de cet Empereur, qui est tout autrement énergique en latin. On la trouve dans Loccenius, de

jure maritimo, lib. 1º. cap 7º. n. 14, fol. 82, 83: la voici.

Nihil est quin ab Imperatoribus emendari queat, nec ullum peccatum est quod vires eorum superet. Superiores autem imperatores, aut rem siuliè sunt agressi,

aut se dolore injuriis simularunt: non enim inutilibus litteris sed ense coercere hoc malum debuissent, quod pravos mares non corrigendo confirmarunt.

Loccenius se contente d'ajouter que l'Empereur prononça de rigoureuses peines, non seulement contre ceux qui seroient convaincus de pillage dans les nausrages, mais encore contre ceux qui pouvant l'empêcher, ne s'y se-

Mais Pasquier entrant dans le détail, observe que l'Edit de l'Empereur sut

roient pas opposés.

vérifié en plein Senat, » portant expresses inhibitions & défenses d'user de là » en avant de pareilles pilleries sur les vaisseaux submergés, à peine d'être » pendu & étranglé au plus haut mât, & s'il n'y en avoit point, au plus » haut d'un arbre qui seroit pris en la plus prochaine Forêt & mis sur l'orée » de la mer, afin que par ce spectacle chacun se tint assuré de quelle saçon » il devoit se comporter en tel cas; & au surplus que ceux qui auront des » maisons plus proches & voisines de la mer seroient responsables des délits » ors qu'ils u'y eussent consent saus leur recours contre les délinquans.

L'Auteur ajoute que l'Empereur ayant fait connoître par ce discours & par son air sévere qu'il tiendroit la main à l'exécution de son Edit, les Sénateurs qui savoient d'ailleurs combien il étoit serme dans ses résolutions, » ne firent » instance au contraire, ores que, pour être par leurs maisons de plaisir pro» ches de la mer, ils eussent par avanture part à ces butins; toutes l'Edit » ayant été publié ils l'envoyerent diversement aux Juges des lieux, afin que » nul n'en pût prétendre cause d'ignorance, & qu'il sût bien & duement en» tretenu; de manière que par ce moyen se logea la tranquillité dedans la mer » au milieu de la tempête.

La fureur du pillage n'ayant pas moins continué dans la suite, & par sa généralité étant devenue comme un mal épidémique; il est évident que l'Edit salutaire de cet Empereur, digne en cette partie des plus grands éloges, cessa d'être exécuté après sa mort qui ne tarda pas. Eh! le moyen qu'il en sût autrement, puisque les Sénateurs, eux-mêmes, qui ne s'y étoient soumis que par crainte, étoient assez lâches pour prendre part à la dépouille des malheureux

naufragés!

Faut-il s'étonner après cela qu'en France les Seigneurs voisins des côtes maritimes, après avoir participé au pillage des vaisseaux naufragés, comme particuliers, s'en sussent fait peu à peu un droit exclusif, & comme un privilege attaché à leurs Seigneuries, par l'autorité en quelque sorte desposique

qu'ils avoient acquife fur leurs fujets ou tenanciers.

En vain pour faire cesser un désordre si universellement répandu, le Concile de Latran tenu en 1179, sous Alexandre III. avoit-il frappé de l'anathême de l'excommunication, ceux qui s'en rendroient coupables, excommunication renouvellée par la Bulle Cana Domini, au rapport de Seldenus mare clausum lib. 1°. cap. 22, fol. 177; il falloit quelque chose de plus que les soudres de l'Eglise, armes presque toujours impuissantes, pour rétablir l'ordre de la justice; c'est-à-dire, qu'il auroit fallu que l'autorité des loix sût venue à l'appui; & nos Rois qui non seulement avoient alors peu de possessions voisines de la mer, mais encore qui n'étoient pas en termes de s'y faire obéir par leurs Vas-saux, auroient entrepris inutilement de réprimer ce qu'ils n'étoient pas en état de punir.

On ne doit point chercher d'autre cause du silence de nos anciennes loix sur ce sujet : il falloit bien que St. Louis se trouvât dans ces circonstances, puisqu'au lieu de sévir par quelque Ordonnance contre le pillage dans les naufrages, il préséra, à la requisition des Bordelois & des Rochellois, selon Cleirac, pag 95 & 543, & à la supplication de tout le pays, selon Pierre Garcie, dit Ferrande, dans son grand Routier & Pilotage de l'an 1483, de composer en 1231, avec Pierre de Dreux, dit Maucler, Duc de Bretagne, & de l'engager à renoncer au droit de naustrage qu'il exerçoit à la rigueur, à condition que les navigateurs prendroient de lui des bress ou brieux, appellés les uns de sauveté, les autres de conduite & de victuailles.

A peu près dans le même temp parurent ces fameux jugemens d'Oleron; (voyez la préface. Mais ils devoient être d'une date beaucoup plus ancienne,) puisque l'opinion commune les attribue à la Princesse Eléonor ou Aliénor, Duchesse d'Aquitaine, & à Richard son fils; Réglemens faits uniquement pour la navigation le long des côtes de Guienne, du Poitou & de la Normandie, mais qui dans la suite furent si essimés & respectés, qu'on les prit générale-

ment pour regle de décision.

Or dans ces jugemens d'Oleron, on trouve plusieurs articles qui ont des dispositions aussi curieuses que singulieres sur le fair des nausrages. Les principales seront rapportées sur les articles 2 & 4 ci-après; ici il doit sussire de remarquer, que le brigandage dans les nausrages n'éroit pas le même par-tout. En quelques endroits on étoit assez inhumains pour assommer les nausragés, afin qu'il n'y eût aucun obstacle au pillage, même d'attirer les navires dans les écueils pour les faire périr. En d'autres endroits on se bornoit au pillage; & en d'autres encore, par un reste d'humanité, on laissoit aux nausragés une petite partie de leurs essets, comme le tiers ou le quart, le surplus étant partagé entre le Seigneur du lieu. & ceux qui avoient sauvé les essets.

C'est ce qui résulte des art. 25, 26 & 31, qui prononcent des peines trèsrigoureuses contre les coupables, outre celle de l'excommunication, relative fans doute à celle portée par le Concile de Latran dont il a été parlé. Du reste, il sut ordonné art. 29, conformément à la droite raison & à l'équité, de fournir les secours convenables à ceux qui auront le malheur de faire naufrage & de leur abandonner tous leurs essets sans en rien retenir, & sans exiger d'eux autre chose que les strais de sauvement, tels qu'ils seroient réglés par justice; le tout sur peine contre les transgresseurs, d'être excommuniés de

l'Eglise, & d'étre punis comme larrons.

Par l'art. 30, il fut aussi très-sagement ordonné, qu'en cas de nausrage, où l'équipage auroit péri, le Seigneur seroit travailler ses gens au sanvement des essets & les mettroit en sûreté pour les rendre aux propriétaires qui les réclameroient dans l'an, à la déduction des frais de sauvement; mais ce qui est bien singulier, c'est d'y voir ajouté qu'à désaut de réclamation, le Seigneur seroit tenu d'employer le prix de la vente des essets, en œuvres pies, comme distribuer aux pauvres, marier pauvres silles, & c. selon raison à conscience, sans en retenir quart ni part, sur peine d'encourir la malédiction de notre Mere Sainte Eglise & peines sussitues.

C'étoit assurément passer le but & mettre à une trop rude épreuve la vertu des Seigneurs, que de leur enjoindre d'appliquer à des œuvres pies ce qui

restoit du produit des essets naufragés, après les frais de sauvement payés. Une pareille loi n'étoit pas saite pour être observée, elle exigeoit trop de perfection; mais quoi ! le sisc n'osoit-il donc pas encore révendiquer cet excédent non réclamé, comme lui étant dévolu à titre de souveraineté.

Le problème, si c'en étoit un, ne demeura pas long-temps sans être résolu, & l'on n'eut pas non plus long-temps des reproches à se faire sur l'infraction de cette loi trop gênante, par le désintéressement absolu qu'elle exigeoit.

Henri III. Roi d'Angleterre, Duc de Normandie, d'Aquitaine, & Comte de Poitou & d'Anjou, y pourvut par son Edit de l'année 1226, la vingtieme

de son regne.

Cet Edit que Cleirac rapporte sur l'art. 26 des Jugemens d'Oleron, pag. 67, a aussi sa singularité. Il est dit qu'en cas de nausrage sur les côtes de la mer d'Angleterre, de poitou, de l'Isle d'Oleron ou de Gascogne, si quelque homme du navire échappe & gagne la terre, les débris du navire & tous les essets en dépendans, seront remis à ceux à qui ils appartenoient, affranchis de tous droits de nausrage & de rivage; car c'est ainsi, selon moi, qu'il faut

entendre ces mots, & eis non depereant nomine ejecti.

Il est dit ensuite que tout l'équipage ayant péri, si quelque animal échappe au nausrage, ou s'il en est trouvé un en vie dans le navire, alors les officiers du Roi ou des Seigneurs du lieu, s'empareront des essets nausragés & les mettront sous la garde de quatre personnes de probité & solvables, pendant trois mois, pour être restitués à ceux qui les réclameront dans ce terme de trois mois, & qui prouveront leur droit de propriété, & qu'à désaut de réclamation dans les trois mois, les essets seront acquis au sisc royal, nomine ejecti, ou à celui qui se trouvera sondé en droit de nausrage.

Enfin il est ajouté que si tout périt dans le naufrage, hommes & bêtes; les essets fauvés appartiendront alors & sans délai au sisc ou autre ayant pareillement droit de naufrage; ce qui ne doit s'entendre qu'en vertu d'une

concession du Souverain.

Dans ces distinctions tout-à-sait extraordinaires, on ne trouve qu'une justice incomplete. Les deux premieres contenoient bien une dérogation à l'ancienne coutume observée dans les nausrages; mais le délai pour la réclamation n'étoit que de trois mois, au lieu d'un an que les jugemens d'Oleron accordoient conformément au droit commun-

D'un autre côté nul délai pour réclamer dans le dernier cas, ce qui étoit

contre toute justice

Au surplus, nulle obligation d'employer en œuvres pies le produit des essets nausragés à désaut de réclamation, comme l'ordonnoient ces mêmes jugemens d'Oleron, ce qui étoit une bizarrerie pour vouloir trop donner à la persection évangélique; & enfin c'étoit saire rentrer la souveraineté dans ses droits, que d'attribuer au sisc les essets nausragés, à l'exclusion de ceux qui ne justifieroient pas par titres qu'ils étoient sondés en droit de nausrage.

Sans doute que cet Edit d'Henri III. Roi d'Angleterre, malgré ses distinctions singulieres, eut son exécution encore long-temps après, puisque dans le Traité de paix & de commerce conclu entre Henri VII. & Philippe, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, &c. le 14 Février 1495, il y sut dérogé, ch.

24.

24, en tant qu'il y sut stipulé qu'en cas de naufrage, les débris & les essets ne seroient point sujets à confiscation, quoiqu'il ne sût échappé de naufrage ni homme ni bête, licet in ipsa navi non remaneat vir, mulier, puer, cattus, canis vel gallus vivens; mais qu'ils seroient sauvés & recueillis par les soins des ossiciers des parties contractantes, & mis sous bonne garde pendant un an & jour, pour être rendus à ceux qui, se présentant dans ledit temps, prouveroient que les effets leur appartenoient, en payant seulement les frais de sauvement & de garde, suivant qu'ils seroient réglés convenablement.

Un Réglement, aussi sage & aussi judicieux, étoit moins une convention particuliere entre deux Souverains, qu'une déclaration du droit commun, qu'

devoit être observée à ce sujet chez toutes les nations.

C'est aussi la regle que suivit François I dans les articles 11 & 12 de son Ordonnance du mois de Février 1543, qui est la premiere que nous ayons sur cette matiere, en ordonnant, au surplus, qu'à désaut de réclamation dans l'an & jour, un tiers de ce qui auroit été tiré de mer à terre ou du sonds de la mer, appartiendroit à ceux qui les auroient sauvés, un tiers à l'Amiral, & le dernier tiers au Roi ou aux Seigneurs auxquels il auroit cédé son droit.

Mais il plut à la Cour de Parlement, par son Arrêt de vérification, du 10 Mars de la même année, de modifier l'art. 12 concernant les effets sauvés en mer, ou tirés du sond de la mer; & en conséquence, non seulement de limiter à deux mois le temps de la réclamation, mais encore d'ordonner que, malgré la réclamation, le tiers des effets demeureroit acquis à ceux qui les auroient

sauvés.

Par rapport à cette seconde disposition, il n'y avoit rien à dire, en suppofant toutes ois des effets trouvés en pleine mer, ou tirés du sond de la mer, sans suite de la part des propriétaires, comme il sera observé sur l'article 27 ci-après; mais pour la premiere, il y avoit de l'injustice à abréger le temps de la réclamation; & néanmoins elle sut adoptée par l'art. 21 de l'Ordonnance de 1584; ce qui a ensin été corrigé par la présente Ordonnance, tant dans l'article 27 qui vient d'être énoncé, que dans les 24 & 26, d'après l'article 447

de l'Ordonnance de 1629.

Avant l'Ordonnance de 1543, il y a apparence que, malgré les Jugemens d'Oleron, & les premieres notions de la raison & de l'équité, les réclamateurs des effets nausragés sur nos côtes obtenoient difficilement justice. Ce qui le fait penser de la sorte, & en même temps que cette Ordonnance n'avoit pas encore eu l'autorité de subjuguer les esprits; c'est non-seulement la note de Dumoulin, sur le traité de Jean Ferrault, de juribus & privilegiis, Regni Francia, part. 4 syli Parlamenti, S. 11. sur le mot fractura, où, après avoir dit que le droit divin, le droit naturel & le droit civil, désendent également de s'approprier les biens s'e ceux qui font nausrage, & qu'il n'y a que le Prince qui ait droit de les recueillir pour les conserver, & les rendre aux propriétaires, il ajoute: Sed hodiè impii almiti, sibi applicant & sarè de sidelibus subditis (cos crudeliter trucidando impias pradas agunt; mais encore la réponse que sit Anne de Montmorency, Connétable, aux Ambaisadeurs de l'Empereur qui réclamoient auprès d'Henri II deux navires échoués sur une des côtes de France.

Cette réponse sut, selon Bodin, de Repub. lib. primo, cap. ultimo, qu'il étoit Tome II. E e e c

d'usage chez toutes les nations, que tout ce qui étoit jetté par la mer à la côte appartenoit, de plein droit, au Souverain. Sur quoi Loccenius, de jure maritimo, cap. 7, n.7, dit: In eo magis causa quam vero servivit; verum quiden est, aliquot gentium instituto, sit observatum suisse, non autem ab omnibus.

Bodin, à la suite de la réponse du Connétable de Montmorency, ajoute, qu'elle prévalut de maniere que André Doria ne crut pas devoir réclamer des vaisseaux qui avoient ensuite fait nautrage sur les côtes de France. Et ita jus invaluit ut ne Andreas quidem Doria quassus sit de navibus in littore celtico

ejectis & à præfecto classis Gallia direptis.

Cependant la réponse du Connétable étoit juste, en ce qu'elle attribuoit au Souverain le droit de naufrage à l'exclusion de tous autres; mais il en faisoit une mauvaise application, en ce qu'il exclusit les propriétaires du droit de réclamer les essets échoués ou naufragés: car, quelque accréditée que sût l'ancienne coutume dont il exceptoit, elle n'en étoit pas moins injuste, au sentiment de tous les Auteurs qui en ont parlé. Outre Vinnius sur Peckius, in tit. cod. de naufragiis, fol. 391; & Dumoulin, qui, comme il vient d'être observé, l'a trouvée contraire au droit divin, au droit naturel & au droit civil; Loccenius, entr'autres, loc. cit. n. 9, l'a traitée de barbare, après Seldenus, mare clausum 1°. c. 25; & Grotius, de jure belli & pacis. Ab ipsa tamen humanitate, dit-il, & aquitate abhorret. Nonne, ajoute-t-il, inhumanum & iniquum est calamitosos, absque suo sacto re sua privari & siscum ex alieno dispendio suum quarere compendium? Undè qui cum humanitate aliquod commercium hambent, hunc morem ut planè barbarum atque injustum passim damnant

Il observe ensuite, fol. 76, qu'en conformité des Loix Romaines & de l'équité naturelle, Sigismond, Roi de Pologne, rendit une Ordonnance l'an 1598, qui obligeoit de restituer les choses naufragées à ceux à qui elles appartenoient avant le naufrage; mais c'étoit avoir attendu bien tard. Il ajoute pourtant

que la Chambre Impériale avoit plusieurs fois décidé la même chose.

Cependant il y a encore, en Allemagne, des pays où la Coutume de confiquer les biens naufragés n'est point abolie. Il y a même des endroits où les Ministres Prédicateurs ne font pas dissibilité de prier Dieu en chaire qu'il se saffe bien des naufrages sur leurs côtes. Et ces prieres, Thomasius a entrepris sérieusement de les justifier; mais par des raisons si singulieres, qu'elles ne valoient pas la peine que Barbeyrac a prise de les résuter. V. la note sur Pusendorss, Traité du droit de la nature & des gens, tom. 2, liv. 4, chap. 13, \$.4, p. 381, édition de Londres 1740.

On ne fauroit dire en quel temps, ce droit de réclamer, qui est de toute justice, a été généralement reconnu & autorisé, en France, dans la pratique. Tout ce qu'on peut conjecturer, c'est qu'il n'a plus été disputé depuis l'Ordonnance du mois de Mars 1584; à quoi n'a pas peu contribué la disposition des Edits des 12 Février 1576 & 2 Août 1582, & l'art. 22 de ladite Ordonnance de 1584, portant attribution de jurisdiction aux Officiers de l'Amirauté, avec droit de connoître des naufrages, & de tous procès & dissérends, mus & à mouvoir à cette occasion, privativement à tous autres Juges.

D'ailleurs, l'autorité royale s'étant affermie depuis ce temps-là, de maniere que le Gouvernement se trouvoit en état de réprimer tous ceux des Seigneurs qui prétendoient encore se maintenir dans la possession des droits d'Amirauté, de nausrage & de rivage qu'ils avoient usurpés; c'étoit lever le plus grand

obstacle qui s'opposoit au retour du droit des réclamateurs, que d'accoutumer les Seigneurs & les peuples à penser qu'à désaut de réclamation des essets naufragés, le produit en étoit dévolu au Roi, à raison de sa Souveraineté, comme il sera montré dans la suite sur l'article 26.

Mais il étoit réservé à Louis XIV de mettre la derniere main à ce grand ouvrage; & il salloit que le respect qu'on ne pouvoit resuser à l'équité de ses loix en général, & la crainte d'encourir son indignation, achevassent ce que les seules lumières naturelles & la voix de la justice auroient dû pleinement

opérer, & qu'elles n'avoient pu néanmoins que foiblement ébaucher.

Ce grand Prince ne pouvoit mieux s'y prendre, qu'en commençant par déclarer dans l'article qui suit, qu'il mettoit sous sa protection & sauve-garde, tous les vaisseaux, leurs équipages & chargemens qui seroient jettés par la tempête sur les côtes du Royaume, ou qui autrement y auroient échoué, &

généralement tout ce qui teroit éch ppé du naufrage.

Il y a là, en effet, un air de grandeur, de noblesse & d'autorité, qui rend encore plus r spectable le motif de la loi. Le pillage, dans les nausrages, n'est plus desend i simplement comme une injustice, comme un vol, comme un crime qui rom n'les liens de correspondance que la Providence a voulu établir entre les hommes, il l'est encore comme un acte qui merite la qualification de crime de leze-Majesté, pussque le coupable s'approprie, au mepris de la puissance publique, ce que le Souverain a mis spécialement sous sa protection & sauve-garde.

ARTICLE PREMIER.

Eclarons que nous avons mis & mettons, sous notre protection & sauve-garde, les vaisseaux, leurs équipages & chargemens, qui auront été jettés, par la tempête, sur les côtes de notre Royaume, ou qui autrement y auront échoué, & généralement tout ce qui sera échappé du naustrage.

I L n'y a point de distinction à saire entre les sujets du Roi, ses amis out alliés, & ses ennemis, même les pirates: tout est également sous la protection du Roi; hommes & biens sont indistinctement mis sous sa sauve-garde. Ainsi le Commentateur, qui, du reste, n'a fait que copier Cleirac, sur le vingt-sixieme art. des Jugemens d'Oleron, pag. 95, s'est étrangement mépris, lorsqu'il dit, en finissant, que l'ancien droit de nausrage a toujours lieu contre les ennemis de l'Etat & des pirates, & qu'il est même permis de les spolier.

Il est vrai que, par l'art. 47 des Jugemens d'Oleron, conforme, en cette partie, à la loi 18, cod. de furtis, chacun étoit autorité à piller les pirates & les ennemis de la Foi catholique; mais dans un Royaume aussi policé que celui de France, une pareille disposition ne pouvoit pas être adoptée, quelque juste

& raisonnable qu'elle air paru à Cleirac.

D'ailleurs, le Commentateur n'avoit qu'à jetter les yeux sur l'art. 18 ci-après pour revenir de son erreur, puisqu'il y auroit vu qu'en cas d'échouement des-

vaisseaux ennemis ou pirates, c'est aux Officiers de l'Amirauté qu'il est enjoint de s'assurer des hommes, vaisseaux & marchandises. Le pillage est donc aussi sévérement désendu à leur égard, qu'à l'égard de tous autres qui ont le malheur de faire nausrage. Et de cela, il y en a deux raisons sans réplique: l'une que, les voies de sait étant prohibées, ce n'est point aux particuliers à se charger de la vindicte publique, indépendamment même des abus qui en pourroient résulter; l'autre que la pette des biens, en pareil cas, n'ayant lieu qu'à titre de consistation, ce seroit un vol que les particuliers feroient au Souverain, à qui appartient essentiellement toute consistation des biens des ennemis de l'Etat.

D'un autre côté, comme ce qui est trouvé au sond de la mer, sur les slots ou sur les greves, n'est pas au premier occupant; qu'ainsi la réclamation peut en être saite; & qu'à désaut de réclamation, les deux tiers en reviennent au Roi & à l'Amiral, à l'exception des ancres, il convenoit que la Justice en demeurât saisse pour en saire la délivrance aux termes de droit. Et c'est ce qui a été prescrit par les articles 19 & 20 du présent titre, au moyen de quoi toute

justice est gardée.

ARTICLE 11.

Njoignons à nos sujets de faire tout devoir pour secourir les personnes qu'ils verront dans le danger du nausrage. Voulons que ceux qui auront attenté à leurs vie & biens, soient punis de mort, sans qu'il leur puisse être accordé aucune grace, laquelle dès-à-présent nous avons déclarée nulle; & désendons à tous Juges d'y avoir aucun égard.

AR l'article précédent, tout navire naufragé ou échoué, françois ou étranger, ami ou ennemi, même corfaire ou pirate, étant mis fous la protection & fauve-garde du Roi, avec les gens de l'équipage & fon chargement, il étoit de la fuite que, par celui-ci, il fut enjoint à ceux qui feroient à portée & en état de donner du fecours aux personnes en danger de naufrage, de s'y employer de tout leur pouvoir, avec désenses d'attenter à leur vie & à leurs

biens sur peine de mort, sans espoir de grace ou rémission.

L'obligation de fournir les fecours convenables en pareil cas, puisée dans les sentimens de la nature, indépendamment même de la charité chrétienne, avoit déja été recommandée assez inutilement plusieurs sois. Elle sut encore expressément renouvellée dans les articles 25, 29 & 30 des Jugemens d'Oleron, avec désenses d'enlever aux naufragés leurs biens & effets, sur peine, contre les transgresseurs, d'être maudits & excommuniés de l'Eglise, & d'être punis comme larrons.

A l'égard de ceux qui auroient la cruauté d'attenter à la vie de ces infortunés, suivant l'ancienne coutume barbare, les expressions de l'article 31 sont

remarquables.

Mais il advient, est-il dit, qu'aucunes fois en beaucoup de lieux, qu'il y a des

gens inhumains, plus cruels & felons que les chiens & loups enragés, lesquels meurtrissent & tuent les pauvres patiens pour avoir leur argent, leurs vétemens & autres biens. Icelles manieres des gens, doit prendre le Seigneur du lieu, & en faire justice & punition, tant en leurs corps qu'en leurs biens; & doivent être mis en la mer, & plongés tant ils soient à demi-morts; & puis les retirer dehors, & les lapi-

der ou les assommer, comme on seroit les loups ou les chiens enragés.

Par rapport aux Seigneurs qui, au lieu de réprimer pareils excès d'inhumanité, seroient assez scélérats pour y participer, sur-tout à la détestable manœuvre des Pilotes pour faire périr les navires, l'art. 26, pour marquer tout de même l'horreur qu'on en doit concevoir, vouloit que ledit Seigneur sût prins, & tous ses biens rendus & confisqués en œuvres pitoyables, pour faire restitution à ceux à qui il appartiendra, & doit être lié à une étape au milieu de sa maison; & puis on doit mettre le seu aux quatre cornières de sa maison, & faire tout brûler; & les pierres des murailles jettées par terre; & là faire place publique & le marché pour vendre les pourceaux à jamais perpétuellement.

Il falloit que la fureur du pillage, dans les naufrages, fût encore alors bien grande, & peut-être dans toute sa fermentation, pour exiger qu'on en vînt à

de telles imprécations & à des remedes aussi violens.

Ainsi la peine de mort, prononcée par cet article, n'a rien de nouveau & d'extraordinaire; elle avoit même déjà été ordonnée par l'Edit de l'Empereur Andronic, cité sur le présent titre: mais la distinction que sont les Jugemens d'Oleron, entre ceux qui attentoient à la vie des nausragés, & ceux qui se contentoient de leur enlever leurs biens, en tout ou en partie, suivant laquelle distinction, les premiers devoient être punis de mort, & les autres comme larrons seulement, sert à déterminer sur qui doit tomber cette peine de mort portée par notre article. C'est-à-dire, que, pour mériter le dernier supplice, il ne suffiroit pas d'avoir attenté aux biens des nausragés, il saudroit avoir attenté en même temps à leur vie; de maniere que ce n'est que l'attentat à la vie qui doive être jugé digne de mort, sans égard aux lettres de grace ou de rémission que les coupables pourroient avoir obtenues.

La preuve, au reste, que c'est ainsi qu'il saut entendre le présent article; se tire des articles 5, 19 & 20 ci-après, en ce qu'ils assujettissent simplement à être punis comme receleurs, ceux qui, ayant sauvé des essets nausragés, auront manqué d'en faire leur déclaration aux Officiers de l'Amirauté dans 24 heures; ce qui donne lieu de conclure que le simple vol d'essets nausragés ne mérite pas la mort, s'il n'est commis par les personnes désignées par l'art. 30 aussi ci-après; ou s'il n'est accompagné de violence, ou enfin s'il ne s'agit d'un pillage extraordinaire, sait avec atroupement de dessein formé & avec complot.

Mais, si la crainte des peines a rendu assez rare, depuis long-temps, ces exemples de barbarie qui dégradoient la religion & l'humanité tout ensemble, elle n'a pas de même ralenti l'ardeur du pillage dans ces tristes occasions. Il semble même qu'à mesure que les Seigneurs ont respecté la loi qui les privoit du droit de bris, comme d'un droit également injuste & usurpé, & qui leur désendoit de prendre aucune connoissance des nausrages, les habitans des côtes maritimes aient acquis plus de liberté de signaler, dans ces cas malheureux, leur penchant naturel à la rapine & au brigandage.

Ce qui cause l'essroi des navigateurs, est pour eux un sujet de joie. Au

premier choc d'une tempête, ils abandonnent leurs travaux pour roder, jour & nuit sur les côtes; non pour secourir, conformément à cet article, ceux qu'ils pourront voir en danger de périr au milieu des flots, mais pour s'emparer survivement (& ce sont encore les moins coupables) des essets qu'ils trouveront sous leurs mains.

La loi qu'ils ne peuvent ignorer les avertit inutilement que ces effets ne sont pas à eux; ils ne la regardent que comme une injuste contrainte, dont l'objet est de les priver de ce que leur bonne fortune leur offre; & leur illusion est telle sur ce point, qu'il ne leur vient pas le moindre scrupule sur cette sorte

de rapine, quoiqu'ils la consameent hautement par-tout ailleurs.

A la vue d'un détorcre aust universellement repandu, on s'est plaint quelques ois que les Officiers de l'Amirauté n'usoient pas avec assez d'exactitude des moyens prescrits par les Ordonnances pour le réprimer; mais ceux quilleur ont fait ces reproches, n'ont pas fait attention à la difficulté des preuves, à raiten de la multitude des coupables, ni à la distinction des différentes especes de prévarications. Ils ignoroient aussi peut être que des informations commencees, accompagnées de visite dans les maisons des particulièrs les plus suspects, & ne menaces de faire publier des monitoires, opéroient plus de restitutions d'essets sous les connoissoient mieux, ils leur feroient la justice d'être persuadés qu'ils sont tout ce qui dépend d'eux pour prévenir les pillages, en arrêter les suites, & pour faire réunir à la masse des effets sanvés ceux qui peuvent avoir été détournés.

ARTICLE III.

ES Seigneurs & Habitans des paroisses voisines de la mer, incontinent après les naufrages & échouemens arrivés le long des leurs territoires, seront tenus den avertir les Officiers de l'Amirautédans le détroit de laquelle les paroisses se trouveront assisses, &, à cet esset, commettront, au commencement de chacune année, une ou plusieurs personnes pour y veiller, à peine de répondre du pillagequi pourroit arriver.

ES Seigneurs haut-justiciers des paroisses voisines de la mer, s'étant autres dis attribué les droits de rivages, bris & naufrages; & plusieurs d'entr'eux sousserant encore impatiemment de s'en voir privés, quoiqu'ils n'enteusser dieux qu'ils avertissent les Officiers de l'Amirauté des naufrages ou échouemens arrivés le long de leurs territoires: cependant, & ceci fait l'eloge de leur amour pour la justice, aussi bien que de leur soumission aux ordres au Rei, si ce n'est pas précisément par eux que les Officiers de l'Amirauté reçoivent pour l'ordinaire le premier avis de ces tristes événemens, c'est presque toujours par leurs soins que quautité d'essets sont sauvés du pillage avant l'arrivée des Officiers de l'Amirauté.

A l'égard de l'injonction qui leur est faite, & aux habitans de ces paroisses, de commettre, au commencement de chaque année, une ou plusieurs personnes pour veiller aux nausrages, à peine de répondre du pillage qui pourroit arriver, ce que le Commentateur déclare mal-à-propos être conforme à la disposition de la Coutume de Normandie, art. 597 & 598, puisqu'ils n'en disent rien, c'est une obligation dont le non-usage les a dispensés; & je ne sai même si, dans la pratique, ils y ont jamais été assujettis.

Cependant le vœu de l'Ordonnance, en cette partie, n'a pas été négligé pour cela; & c'est pour y satisfaire d'une maniere plus efficace peut-être, que les Officiers de l'Amirauté sont depuis long-temps dans l'usage d'établir des perfonnes de confiance qu'ils chargent du soin de veiller aux nausrages & à tout ce qui se passe sur les côtes, avec ordre, chacun dans son district, de leur

donner avis de tout ce qui y arrivera d'intéressant.

Ces surveillans, appellés garde-côtes pour l'Amirauté, sont établis, de distance en distance, sur les côtes pour y saire la garde nuit & jour. A cet est ; les Officiers de l'Amirauté leur donnent des commissions, de l'aveu de M. l'A-

miral dont ils portent la bandouliere.

Si cet emploi n'étoit pas aussi rebutant qu'il l'est pour ceux qui l'exercent; par les satigues qu'il exige, sans autre rétribution que celle du salaire de leurs journées, lorsque les essets qu'ils sauvent ou sont sauver à la côte, sussifient pour le paiemement des frais, & à raison des reproches & des injures qu'ils essuient continuellement de la part de ceux qui ont le plus d'inclination pour le pillage, il pourroit être recherché par les habitans les plus aisés des paroisses maritimes, qui alors seroient revêtus de commissions de M. l'Amiral.

A leur défaut, les Officiers de l'Amirauté sont réduits à choisir, dans le second ordre, ceux sur la fidélité & l'exactitude desquels ils croient pouvoir le plus compter; & cependant jusqu'ici, dans cette Amirauté, il ne paroît pas qu'ils se soient trompés dans leur choix, de maniere à se voir obligés de révoquer aucune de leurs commissions, quelque attention qu'ils aient à écouter

les plaintes qui leur font portées contre ces garde-côtes.

Mais ce sont ces plaintes mêmes, quoique mal sondées presque toujours, ou exagérées, qui servent à les contenir dans leur devoir. Et comment se pourroit-il qu'ils ne sussent pas odieux au plus grand nombre, puisque leurs sonctions sont, non-seulement de mettre sous la main du Roi & de la Justice tous les essets & les débris qui arrivent à la côte, avec pouvoir de se faire remettre ceux qui auront été sauvés & recelés par les habitans des lieux, mais encore de veilter à ce que les écluses & bouchots soient tenus dans les regles prescrites par l'Ordonnance, & à ce que la pêche ne se fasse qu'avec les filets permis.

Reste de savoir si, sur ces divers objets, au lieu des plaintes qui sont sormées contre eux, ils ne méritoient pas mieux le reproche d'user de trop d'indulgence ou de saire acception des personnes; & c'est ce que les Officiers de l'Amirauté ne peuvent guere vérisser, même lors des visites qu'ils sont sur les côtes pour y maintenir la police, à l'occasion des parcs & pêcheries & des filets de pêche. Il est des abus qui trompent la vigilance la plus exacte des

Magistrats préposés pour les réprimer.

ARTICLE IV.

Eront en outre tenus, en attendant l'arrivée des Officiers, de travailler incessamment à sauver les essets provenans des naufra, ges & échouemens, & d'en empêcher le pillage, à peine aussi de répondre, en leurs noms, de routes pertes & dommages, dont ils ne pourront être déchargés qu'en représentant les coupables, ou en les indiquant & produisant des témoins à justice.

L'est encore ici question des Seigneurs, aussi bien que des habitans leurs treanciers: l'injonstion de travailler, en attendant l'arrivée des Officiers de l'Andrauté, à sauver les effets nausragés, & à en empêcher le pillage, leur est commune; ce qui est conforme aux articles 29 & 30 des Jugemens d'Oleron. Il est vrai qu'alors chaque Seigneur avoit à sa garde ou confignation les essets qu'il faisoit sauver; mais cette circonstance est indissérente, parce que, dans tous les cas, il lui étoit désendu d'en retenir aucune portion, sur peine d'encourir la malédiction de notre mere Sainte Eglise, & d'être traités comme larrons, sans avoir rémission jusqu'à satissaction. L'art. 46 ajoutoit que, si les contrevenans étoient Evêques, ou Prélats, ou Clercs, ils devoient être déposés de leurs

offices, & privés de leurs bénéfices.

Ce n'est donc pas par simple devoir de charité que les Seigneurs, en conséquence de cet article, font obligés d'employer leur autorité fur leurs tenanciers & autres habitans à empêcher le pillage, & leur zele à faire punir les coupables, en les indiquant à Justice, avec les témoins qui pourront déposer contre eux. C'est une obligation qui leur est imposée, sur peine de répondre des pertes & dommages réfultans du pillage, conformément à l'Edit de l'Empereur Andronic, rapporté ci-dessus, à la loi 7, ff. de incendio, ruina, naufragio, & au préjugé cité par Berault, sur l'art. 598 de la Coutume de Normandie, dont il fera fait mention ci-après, sur l'art. 38. De forte que, s'il s'agissoit d'un pillage extraordinaire, fait pour ainsi dire sous leurs yeux, pouvant l'empêcher, il y auroit lieu de les impliquer, comme complices ou réputés tels, dans l'information qui seroit faite à ce sujet, ou en tout cas de les rendre responfables des dommages & intérêts, faute par eux de dénoncer les coupables, & de produire des témoins contr'eux, aux termes de cet article. Mais, comme il a été observé sur l'article précédent, il n'y a, en général, qu'à se louer de la conduite qu'ils tiennent dans ces occasions.

Il n'en est pas de même, à beaucoup près, de celle des habitans; non qu'ils manquent d'ardeur pour accourir aux naufrages avant l'arrivée des Officiers de l'Amirauté, mais c'est qu'ils n'y viennent presque tous que dans le dessein de piller, profitant du trouble inséparable de ces sortes de désastres. S'ils rencontrent des ballots ou des caisses de marchandises, ils les ouvrent pour en tirer ce qui peut s'emporter facilement, ou, si ce sont des barriques de vin ou d'eau-de-vie, ils les désoncent pour boire jusqu'à ce que, perdant les sorces avectout usage de raison, ils ne puissent plus exécuter la résolution qu'ils avoient prise d'abord d'emporter de la liqueur tout ce qu'ils pourroient chez eux.

Ce

Ce sont là les naufrages où il se commet le plus de désordres, malgré l'attention des garde-côtes, des seigneurs & des bons bourgeois des lieux. Les Officiers de l'Amirauté ont même été insultés quelquesois, dans l'accès d'ivresse de la canaille, jusqu'à être obligés de se retirer pour ne pas s'exposer aux suites de la sédition. Il y en a des exemples mémorables dans

cette Amirauté, par la punition des principaux coupables.

Tel est le secours que l'on retire ordinairement de ces hommes si ardens à courir aux nausrages, sous prétexte que l'Ordonnance leur en fait un devoir; & c'est pour y remédier autant qu'il étoit possible, que les Officiers de l'Amirauté, d'un côté, ont augmenté en disférens temps le nombre des garde-côtes, savec ordre de s'entr'aider au besoin, & que d'un autre côté, ils ont réglé que nul ne seroit reconnu pour avoir travaillé au sauvement des débris, à l'esset d'être payé en cette qualité, qu'il n'en eût pris l'aveu du garde-côte, ou qu'il ne lui eût fait la déclaration & représentation de ce qu'il auroit sauvé.

Au moyen de ces précautions le pillage est devenu beaucoup moins commun, & c'est tout ce qu'on pouvoit s'en promettre. Du côté des preuves, la difficulté est toujours restée la même, ces gens-là n'étant pas d'humeur de

se déclarer les uns & les autres.

C'est vraisemblablement à cause que le pillage est si fréquent dans les naufrages, que par une loi de Zélande, rapportée par Peckius, ad rem nauticam, sol. 353 & 354, il étoit désendu à quiconque, sur peine de la vie, de courir aux nausrages, & d'entreprendre de sauver des essets sans la permission du Magistrat, ou des personnes par lui proposées. Mais ces désenses avoient cet inconvénient sâcheux qu'elles privoient les malheureux des secours qu'ils ne sauroient recevoir trop promptement dans ces occasions; & ce sont ces secours salutaires que notre Ordonnance a voulu leur procurer, au même temps qu'elle a pris contre le pillage toutes les précautions qu'elle pouvoit prendre.

ARTICLE V.

Aisons désenses aux particuliers employés au sauvement, & à tous autres, de porter dans leurs maisons, ni ailleurs qu'aux lieux à cet effet destinés, sur les dunes, grèves, ou falaises, & de recéler aucune portion des biens ou marchandises des vaisseaux échoués ou naufragés; comme aussi de rompre les cosfres, ouvrir les ballots, & couper les cordages ou mâtures, à peine de restitution du quadruple & de punition corporelle.

Es défenses regardent aussi-bien ceux qui travaillent sans ordre au sauvement des essets, que ceux qui y sont employés par ordre des gardecôtes ou des Officiers de l'Amirauté. De maniere ou d'autre, en cas de naufrage ou échouement, il ne leur est pas permis de porter les essets dans leurs
maisons. Il faut qu'ils les portent aux lieux indiqués, sur les dunes, grèves ou

Tome I I.

falaises; & supposé qu'il n'y ait encore aucun lieu indiqué pour les dépôts; ils doivent, après les avoir tirés à terre, & les avoir mis hors de la portée du flot, en donner avis à celui qui, le plus près de l'endroit, a la direction des travaux, ain ou'il en fasse faire le transport où il convient.

Il leur est pareillement désendu de recéler aucune portion des effets naufragés; & ils teront coupables de recélé, s'ils sont convaincus, non seulement d'en avoir porte dans leurs maisons, mais encore d'en avoir mis dans quelque endroit écarte ou caché de la côte, & à plus sorte raison d'en avoir ensoui

dans le fable.

Indépendamment même d'aucune de ces circonstances, c'est assez, aux termes des art 19 & 20 ci-après, pour être coupable de recélé, d'avoir manqué de déclarer dans vingt-quatre heures, aux Officiers de l'Amiranté, les essets qu'on a trouvé sur les slots, ou sur les grèves & rivage de la mer. Mais comme, dans ces articles, il est question d'essets tauvés hors le temps du nausrage, il n'est pas désendu, comme par calvi-ci, à ceux qui les ont trouvés de les porter chez eux, puisque d'un côté il ne peut pas y avoir de lieu indiqué pour les y transporter; & que d'un autre côté, ils doivent mettre ces essets en sûreté: ce qui ne peut guere s'entendre que dans leurs maisons, ou en quelque maison empruntée à cette sin. C'est ainsi, selon moi, qu'il saut concilier ces articles avec celui ci, en observant qu'en cas de nausrage, le seul transport des essets dans la maison forme le recélé; au lieu que, hors le cas de nausrage, il n'y aura recélé qu'à désaut de déclaration dans les 24 heures.

Du reste, la peine de recélé sera la même, telle qu'elle est prononcée par cet article; c'est-à-dire, que le coupable sera sujet à la restitution du qua-druple de la valeur des choses recélées, & à punition corporelle. Car, quoique cette peine suive immédiatement le délit résultant de la rupture des coffres, de l'ouverture des ballots, & de la coupe des cordages ou mâtures, tous actes bien plus criminels que le recélé; je ne doute pas néanmoins que la punition ne doive influer sur tous les cas, saus à aggrayer la punition corporelle dans

ceux défignés dans la derniere partie de l'article.

La peine du quadruple au reste est également prononcée par la loi 44, s. de acquir. rerum dominio, & par les loix premiere & troisieme, sf. de incend. rui, naustr. sans préjudice de plus grande punition, suivant les circonstances, aux termes de la loi 18, cod. de survis; toutes lesquelles loix son tirées de celles des Rhodiens, art. 48, 50 & 51. On les trouve à la tête du Commen-

taire de Peckius & Vinnius, de re nauticâ.

Sur tout ceci on peut voir aussi les loix 2, 4 & 5, sf. cod. iit, de incendio. De ces loix combinées avec la premiere & la troisieme, il résulte, 1°. que, pour être sujet à la peine du quadruple & à la punition corporelle tout ensemble, il faut qu'on ait volé, in ipsa naustragii trepidatione, in tempore & loco naustragii. Alors que ce soit en mer ou sur le rivage, e'est la même chose. Si in ipso naustragii tempore id acciderit; nihil inter est, utilien ex ipso mari quisque rapiat, an ex naustragiis, an ex littore. Dista leg. 5.

2°. Que si quelque temps après le naufrage on enleve frauduleusement des.

effets sur le rivage, on n'est coupable alors que de simple vol.

3°. Enfin que les recéleurs font punis comme les principaux coupables 3. c'est à dire, de la peine du quadruple; & telle est aussi la disposition du Code des Wisigots, lib. 7, tit. 2, lege 18.

ARTICLE VI.

Ncontinent après l'avis reçu, les Officiers se transporteront au lieu de naufrage, seront travailler incessamment à sauver les effets, se saissent des charte-parties, & autres papiers & enseignemens du vaisseau échoué, recevront les déclarations des maîtres, pilotes & autres personnes de l'équipage, dresseront procès-verbal de l'état du navire, seront inventaire des marchandises sauvées, les feront transporter & mettre en magasin ou lieu de sûreté, informeront des pillages, & feront le procès aux coupables, à peine d'interdiction de leurs charges, & de répondre en leurs noms de toutes pertes & dommages envers les intéressés.

Puisque c'est une obligation étroite de la part des Officiers de l'Amirauté de se transporter au lieu du nausrage, aussi-tôt après l'avis qu'ils en ont reçu, & que l'expérience prouve assez que leur arrivée sait ordinairement cesser tout désordre & tout pillage; pourquoi dans ces sâcheux accidens, les armateurs & les capitaines, au lieu de souhaiter leur présence, la redoutent ils en général? C'est que, à la honte de la Magistrature, il s'est trouvé des officiers d'Amirauté qui ont tenu une conduite plus qu'équivoque en pareilles circonstances, sans parler des pertes considérables qu'ils ont causées par imprudence, & des frais exhorbitans qu'ils ont faits, avec une affectation qui ne permettoit pas de douter que leur vue ne sût de multiplier leurs vacations.

Il n'a fallu que peu d'exemples de cette nature pour prévenir les esprits contre tous les Officiers d'Amirauté indistinctement, par rapport à ces sortes d'opérations. Il en est néanmoins qui les éviteroient, si le devoir le leur permettoit,

loin de les souhaiter, pour avoir occasion de faire des gains illicites.

Inutilement les Officiers d'Amirauté iroient-ils aux naufrages, s'ils ne faifoient travailler incessamment & sans perte de temps, à sauver les essets. Du
reste, ils manqueroient tout de même à leurs obligations, s'ils négligeoient
de faire ce qui leur est prescrit de plus par cet article: le texte en est clair,
& n'a pas besoin de commentaire. Ce qu'il y a à observer seulement, c'est
que les déclarations qu'ils doivent prendre du maître, du pilote & autres
personnes de l'équipage, dont l'objet est de découvrir la cause du naustrage
ou de l'échouement, tiennent lieu de celle que sans cela le maître ou son représentant seroit tenu de faire au Gresse de l'Amirauté. Il n'y a d'exception
à cela que pour les nausrages qui arrivent en des endroits où le mauvais temps
ou quelqu'autres circonstances ne permettent pas aux Officiers de se transporter. Comme ce sont alors les commis-gressiers qui sont chargés par état
de vaquer aux nausrages, & qu'ils n'ont pas le pouvoir de recevoir les grands
rapports des capitaines, quelque déclaration que ceux-ci fassent devant eux
dans ces occasions, ils sont obligés de les réitérer au Gresse de l'Amirauté.

Ff st ij

Mais si, pour cause d'indisposition, ou à raison des affaires extraordinaires de la Jurisdiction, le Juge ne pouvant se transporter au lieu de nausrage, commet quelque autre Officier, ou à son désaut un Licencié pour faire ses sonctions; alors les déclarations du maître & des gens de l'équipage, faites devant ce commissaire, valent autant que si le Juge les recevoit en personne, sans qu'il soit besoin de les réitérer au Grefse.

A peine de répondre en leur nom, &c. La même peine avoit déjà été prononcée par Arrêt du 26 Avril 1561, rendu au Parlement de Rennes, re-

marqué par Duboisgelin, Traité des droits royaux, bris, &c.

Depuis le Réglement du 23 Août 1739, les Officiers de l'Amirauté, avant d'aller aux naufrages, sont obligés d'en donner avis aux Officiers des Classes, au Trésorier des Invalides, & au Receveur de M. l'Amiral: mais c'est une formalité assez inutile, par rapport aux premiers, puisqu'ils n'y ont jamais assisté, non plus qu'aux ventes des essets, soit provisoires, soit définitives.

ARTICLE VII.

Es voituriers, charretiers & mariniers, seront tenus de se transporter avec chevaux, harnois & bateaux, au lieu du naufrage, à la premiere sommation qui leur en sera faite de la part des Officiers de l'Amirauté, ou des intéressés au naufrage, à peine de vingt-cinq livres d'amende contre chacun des resusans.

Ans ces circonstances aussi critiques, il en est comme dans une incendie: tout homme en état de donner du secours peut être commandé à cette sin, & il doit obéir sur peine d'amende, sur tout si c'est un homme de métier. Ainsi, non seulement les voituriers, les charretiers & les mariniers, dont parle cet article, sont sujets à prêter le secours convenable dans ces occasions; mais encore les laboureurs & tous autres artisans, sans qu'ils puissent s'en désendre, d'autant plutôt encore que leur travail ne restera pas sans salaire.

C'est donc à eux à obéir à la premiere sommation qui leur sera saite de la part des Officiers de l'Amirauté, sur peine de 25 liv. d'amende contre chacun des resusans. Le Commentateur observe que cette sommation doit être saite par écrit, par le ministere d'un huissier ou sergent de l'Amirauté, supposé qu'il y en ait un dans le moment sur le lieu : mais il se trompe de tout point.

1°. Les Officiers de l'Amirauté se sont toujours accompagner d'un de leurs huissiers, le réqu'ils vont aux naufrages, ou faire la visite des côtes, afin d'être en état de faire donner les assignations sur le champ devant eux, selon l'exi-

gence des cas.

2°. Il teroit absurde que les sommations pour le rravail sussent faites par écrit; ce seroit perdre trop de temps: il sussit d'un ordre verbal intimé de la part des Officiers de l'Amirauté, par qui que ce soit que l'ordre soit por-

té; & le ministere d'un huissier n'est nécessaire que pour assigner dans l'instant les resusans, à l'esset de leur insliger l'amende de vingt-cinq livres, avec injonction d'obéir sur plus grande peine, & même de prise de corps, atten-

du la rébellion à Justice.

3°. Enfin il ne faut pas même d'assignation pour la condamnation à l'amende, si c'est le Juge en personne qui donne l'ordre de travailler. En cas de resus, sur le simple requisitoire du Procureur du Roi, il peut prononcer l'amende de plano, & réitérer l'ordre; & s'il n'opére pas plus que le premier, le Procureur du Roi, après avoir sait prononcer une seconde amende plus sorte, avec aussi peu de succès, & après une information sommaire du resus réitéré, pourra requérir le décret de prise de corps contre les rébelles. La raison est que les Officiers de l'Amirauté sont alors en plein exercice de la grande police, criminelle & civile, & que le cas est pressant & privilégié, indépendamment même du mépris de leur autorité. Il n'est question, pour la validité de toute cette procédure, que d'un procès verbal en sorme, à la suite de celui qu'ils auront commencé en arrivant au naustrage, & qu'ils auront continué jour par jour.

Ou des intéresses au naufrage. Il ne faut entendre ceci que du temps antérieur à l'arrivée des Officiers de l'Amirauté: car eux présens, tous les ordres doivent émaner d'eux, & nul n'en peut donner que de leur aveu, quelqu'intérêt qu'il ait à la chose. Autrement, n'y ayant plus de subordination,

la confusion & le désordre seroient inévitables.

Il ne siéroit pas néanmoins aux Officiers de l'Amiranté de désapprouver toute manœuvre saite sans leur aveu, précisément parce qu'ils ne l'auroient pas ordonnée. Etant reconnue bonne, il convient qu'ils sacrissent leur amour propre au besoin de la chose, en prenant au surplus les mesures convenables pour le maintien de leur autorité. Le vrai moyen au reste de la faire respecter en pareil cas, est qu'ils ne prennent pas tout sur leur compte, se croyant plus habiles & plus intelligens que tous les autres: il convient au contraire qu'ils écoutent les avis proposés par les gens du métier, & par les parties intéressées, pour ne prendre leur parti qu'après un mûr examen: & en général ils doivent se consilier autant qu'il est possible avec les intéressés au naufrage. Pour n'en avoir pas usé de la sorte, il en est qui par leur imprudence, pour ne rien dire de plus, ont rendu tout à fait ruineux des naustrages où l'on auroit presque tout sauvé, si l'on s'y étoit bien pris, ou qui ont fait convertir un simple échouement dans un naustrage complet.

Les intéressés au naufrage sont nécessairement, le capitaine & les gens de l'équipage, l'armateur & ceux qui ont part dans le navire, ou dans les marchandises de son chargement Ce sont encore ceux pour le compte desquels il a été fait quelques changemens dans le navire; & ensin les assureurs, en cas d'abandon de la part des assurés. Tous ceux-là donc, ou l'un d'eux, ont droit, en attendant l'arrivée des Officiers de l'Amirauté, de requérir le secours des gens de métier en état de leur en donner; & en cas de resus, ils peuvent les assigner pour les faire condamner à l'amende de vingt-cinq livres portée par cet article. Mais les Officiers présens, c'est à eux seuls, comme il a été observé, à faire les injonctions, & à donner les ordres nécessaires, en

se conduisant néanmoins avec prudence & circonspection.

ARTICLE VIII.

Es travailleurs seront employés par marées ou journées, & il en sera tenu rôle, dont l'appel sera fait au commencement & à la fin de chaque jour, sans qu'aucun autre puisse, après l'arrivée des Officiers, s'immiscer au travail, que ceux qui seront par eux choisis, à peine du souet.

Uelle confusion n'y auroit-il point dans les opérations qu'entraînent les nausrages s'il n'étoit pas tenu un état ou rôle des travailleurs, & si l'appel n'en étoit pas fait au commencement & à la fin de chaque jour, pour

les reconnoître, & la nature de leur travail!

Comme les travaux, suivant les circonstances, ne peuvent pas toujours être continus, il convient de distinguer ceux qui se sont par marée de ceux qui se sont tout le long du jour, attendu que la taxe en doit être dissérente. Il y a aussi quelquesois des travaux de nuit, qu'il saut distinguer tout de même, sans compter ceux qui sont préposés à la garde des effets sauvés, sur les dunes ou salaises, & qui sont la garde jour & nuit, jusqu'à ce qu'on ait eu le temps de mettre les essets en magasin. De toutes ces opérations & des autres accessoires, il en est régulièrement dressé procès-verbal, par séance, d'avant & après midi, jusqu'à la consommation de l'ouvrage & à la retraite des Officiers de l'Amirauté.

Du reste, comme c'est à eux à regler toutes les opérations & ordonner les travaux, nul ne peut, après leur arrivée, s'immiscer au travail sans leur aveu; & cela sur peine du souer, aux termes de cet article. La raison est, que des gens qui travailleroient à leur insu, & sans prendre leurs ordres, seroient de plein droit présumés agir à dessein de voler ou recéler les essets qu'ils sauveroient, & que par l'art. 5 ci-dessus, ce cas est déclaré sujet à punition corporelle, outre la restitution du quadruple.

Cependant si des travailleurs, ayant ignoré l'arrivée des Officiers, avoient continué leur travail, & qu'ensuite ils leur eussent fait le rapport de ce qu'ils auroient sauvé; non seulement ils seroient exempts de la peine dont il s'agit, mais même on ne pourroit leur resuser un salaire compétent, saus les

prévarications qu'ils auroient pu commettre.

ARTICLE IX.

Era pareillement tenu état par les mêmes Officiers, des voitures qui seront faites pour porter les effets sauvés dans les magasins; & sera donné au voiturier, en partant du lieu du naufrage, un billet de charge, lequel il mettra entre les mains du gardien.

Es précautions indiquées par cet article, sont une suite naturelle de celles prescrites par l'article précédent. Où en seroit-on si les voituriers ne recevoient pas par compte les essets qu'ils sont chargés de porter au ma-

599

gasin ou autre lieu désigné? On leur donne donc pour chaque voyage qu'ils font, un billet de leur charge, qu'ils doivent remettre au gardien, asin qu'il puisse vérisser s'il ne manque rien à la charge; & de peur qu'ils ne gardaffent la charge avec le billet, les Officiers de l'Amirauté tiennent un état général de ce qui est consié à chaque voiturier, à l'esset de lui en faire rendre compte, au cas qu'il n'ait pas remis tous les billets au gardien, lequel alors est responsable de tout ce qui est porté par ces billets.

Malgré cela néanmoins, pour plus grande sûreté, & pour prévenir toute surprise, les Officiers de l'Amirauté portent l'attention, suivant les circonstances, jusqu'à se partager, de maniere que les uns restent au lieu du naufrage, & les autres se transportent au magasin, pour saire la vérisscation de tout ce qui y est porté. Ils en usent aussi de même lors de la décharge des

prifes.

ARTICLE X.

E gardien tiendra état ou contrôle de ce qui sera rapporté par chaque voiturier.

Ela est tour naturel: mais comme il vient d'être observé, ce sont souvent les officiers de l'Amirauté eux-mêmes qui tiennent cet état ou contrôle; au moyen de quoi ils se passent alors de gardien, si le magasin est sous cles, & sans communication.

Ce magafinau reste, au cas que le propriétaire sit resus de le céder, pourroit être pris d'autorité, par la même raison que, suivant l'art. 7, tous les voituriers, charretiers & mariniers peuvent être commandés pour travailler

chacun dans fon mérier.

ARTICLE XI.

Près le transport fait au magasin des marchandises sauvées, il sera par les Officiers procédé à la reconnoissance & vérisication, tant sur les inventaires faits au lieu de l'échouement, que sur les billets sournis aux voituriers, & sur le contrôle dressé par le gardien; ensuite sera fait taxe raisonnable aux ouvriers pour leurs salaires, sur les états de leur travail.

Uelques précautions qu'on ait prises pour l'entrée des effets dans les magasins, il est de la regle d'en faire la vérification & reconnoissance par un inventaire général, concilié avec les procès-verbaux faits au lieu du naufrage ou de l'échouement, avec les billets délivrés aux voituriers, représentés par le gardien, & avec le contrôle qui en a été tenu.

Il arrive quelquesois, soit par l'éloignement de toute habitation, soit par-

ce que les frais du transport en magasin absorberoient la valeur des effets, & sur-tout des débris du navire, que l'on prend le parti de les laisser sur la falaise, à la consignation d'un ou de plusieurs garde-côtes, qui sont chargés de veiller nuit & jour à leur conservation, sous des cabanes pratiquées à cette sin, suivant la rigueur de la saison.

La reconnoissance de ces effets s'en fait de même que de ceux qui sont en magasin, & nonobstant leur dispersion, tout est porté dans un tableau gé-

néral de ce qui a été fauvé.

Les choses étant ainsi en regle & en sûreté, il est question de procéder à la taxe des salaires des ouvriers, sur les états qui ont été tenus de leur

travail, & en égard aux circonstances.

La taxe ordinaire des simples manœuvres est de sept sols six deniers par marée, ou de quinze sols par jour: mais on l'augmente d'un quart, lorsque la faison est rigoureuse. Celles des voituriers se regle sur la distance des lieux; des maîtres de barques, suivant les risques qu'ils courent; & celle des gens de métier, sur le prix ordinaire de leurs journées, lorsqu'ils travaillent librement.

Sur ce que notre article dit, sera fait taxe raisonnable, le Commentateur fait cette observation par forme de restriction ou explication, si les voituriers ou travailleurs n'ont été arrétés ou pris à une certaine rétribution: mais cela ne peut raisonnablement s'entendre que d'un prix convenu à forfait ou autrement, avec les Officiers de l'Amirauté, & nullement d'une convention faite avec le capitaine ou autres gens de l'équipage du navire nausragé ou échoué.

La raison de différence est que des Officiers, qui ont l'autorité & la force en main pour se faire obéir, ne peuvent que librement faire ces sortes de traités, auxquels ils ne se prêtent que pour le bien de la chose; au lieu que c'est, ou du moins ce peut être le contraire, la convention étant faite avec les gens de l'équipage du vaisseau, qui peuvent se trouver en telle position qu'ils accorderoient tout ce qu'on leur demanderoit pour le secourir.

C'est pour cela que leurs promesses comparées à celles que font les malades à leurs médecins & autres qui mettent leurs soins ou services à trop haut prix, ont perpétuellement été déclarées nulles; & que, sans y avoir égard, il a toujours été recommandé aux Juges de régler le salaire qui pouvoit raisonnablement être dû dans ces occasions, suivant la nature du travail. Art. 4 des Jugemens d'Oleron, avec les notes; art. 89 de l'Ordonnance de 1584; art. 31, chap, 5 du Guidon, & art. 13 & 14, tit. 3 ci-

dessus, concernant les pilotes lamaneurs.

Et cela doit avoir lieu, non seulement à l'égard des promesses & conventions faites en danger de mort; mais encore lorsqu'il ne s'agit que d'un navire à relever de l'échouement, ou d'essets à sauver étant submergés à l'occasion desquels il saut se servir de pêcheurs ou plongeurs, nonobstant que la Loi Rhodienne, n. 45 & 47, adoptée par les Suédois, au rapport de Loccenius, de jure maritimo, lib. 1, c. 7, n, 10, adjugeât aux plongeurs la moitié des essets qu'ils avoient tiré du fond de la mer, & que, par Arrêt de Réglement du Parlement de Paris du 10 Mars 1543, qui est celui de vérification de l'Ordonnance du mois de Février de la même année, ils dussent en avoir le tiers. C'est qu'aujourd'hui ces sortes d'opérations sont beaucoup plus

plus faciles & moins périlleuses qu'autrefois; & que l'art. 27 ci-après n'est que pour le cas où les esfets n'ont pas été indiqués par ceux qui ont été con-

traints de les jetter, pour éviter le naufrage.

Tout travail, relatif au sauvement des essets naufragés, doit donc être taxé par les Officiers de l'Amirauté, sans égard aux conventions & compositions à forsait, qui peuvent avoir été saites entre les charpentiers, machinistes, mariniers plongeurs ou autres gens accoutumés à ces sortes de travaux, & les propriétaires & maîtres des navires naufragés ou échoués, ou les gens de

l'équipage, dès que le prix stipulé paroît exorbitant.

Comme ces traités sont nuls de nullité d'Ordonnance, il ne faut point de lettres de rescision pour les saire rejetter; il s'agit seulement d'examiner quelle est la rétribution qui peut être légitimement due, eu égard aux circonstances : à l'esset de quoi on exige de l'entrepreneur du travail un état des dépenses qu'il a faites, à cette occasion, en bois, planches, bateaux, cordages & autres matériaux qu'il a fournis, avec déclaration du temps & du nombre des hommes qu'il y a employés. Après quoi, sur les réponses des parties intéressées, on sixe, par avis d'Experts, la rétribution qui peut être justement due eu égard au temps employé, aux risques que l'entrepreneur a courus, & son industrie; car tout cela est à considérer pour étendre ou resierrer la récompense,

qui en général doit être graciense dans ces occasions.

Mais, fous aucun prétexte, il ne faut pas que les entrepreneurs de pareils travaux foient en droit d'exiger le prix qu'ils jugeront à propos d'y mettre. Il s'en est trouvé qui ont eu l'adresse de stipuler qu'il ne leur seroit rien payé absolument, s'ils ne réussissionent pas; & qui, à la faveur des risques qu'ils prétendoient avoir courus, soutenoient que la convention étant à forfait, ne pouvoit être attaquée. Mais, cette convention-là même n'en ayant paru que plus suspecte, au moyen de cette clause insidieuse, parce que ces gens-là n'auroient pas ainsi entrepris l'ouvrage, s'ils n'avoient pas été assurés du succès, on n'en a été que plus en garde contre cux. C'est aussi en parcille circonstance que, par Sentences de l'Amirauté de cette Ville, des 5 & 30 Mai 1759, deux traités saits dans ce goût, entre Louis Porsin, charpentier de navire en l'isle de Ré, & les propriétaires ou maîtres de deux barques échouces vers la Tranche, côte du Poitou, ont été soumis à l'examen & au Réglement. Il est vrai que Porsin en a déclaré appel; mais il y a tout lieu de présumer qu'il succombera.

Il sembleroit au reste, dans les termes que cet art. est conçu, que la taxe devroit être faite aussi-tôt après l'inventaire général des esfets; mais au sond, il n'en fait pas une obligation; & l'art. 13 ci-après en est une preuve, puisqu'il veut que les ouvriers attendent la vente des essets périssables pour être payés, s'il ne se présente pas de réclamateur; laquelle vente ne peut se faire qu'après le mois; ce qu'il faut entendre néanmoins, s'il n'y a du péril dans la demeure.

Rien n'empêche donc que la taxe ne puisse être dissérée jusqu'au temps du paiement des travailleurs; & c'est aussi de cette maniere qu'on en use, d'autant plus volontiers que par-là on évite une seconde taxe : savoir, celle du salaire des gardiens, du loyer des magasins & des frais de la vente.

Tome II. Gggg

ARTICLE XII.

ES procès-verbaux de reconnoissance des effets sauvés seront faits en présence du maître, si aucun il y a, sinon du plus apparent de l'équipage; & signés de lui & du gardien, lequel en demeurera chargé.

Uand l'Ordonnance n'auroit pas chargé les Officiers de l'Amirauté d'appeller à la reconnoissance des essets sauvés, le capitaine, ou, à son défaut, le plus distingué de l'équipage, l'intérêt de leur bonheur, & le soin de mettre leur conduite à couvert de tout soupçon, leur en auroit fait un devoir.

Aussi ceux qui veulent éviter tous reproches, ne s'en tiennent-ils pas précisément à l'Ordonnance. Entrant dans son esprit, ils sont toutes les opérations non-seulement en présence du capitaine ou de son représentant, & de tous ceux qui y peuvent prendre intérêt, mais encore avec eux tous, autant qu'il est possible de se concilier sans user despotiquement de leur pouvoir. Cela ne convient en esset qu'à l'esprit d'orgueil, toujours précédé de l'ignorance, & suivi de l'entêtement.

On comprend qu'ils ne manquent pas de faire figner toutes les féances de leurs proces-verbaux, par les parties comparantes, auffi-bien que par le gardien, lorsqu'il est question de lui mettre des effets en dépôt, ou de faire mention des cautes pour lesquelles ils n'ont pas figné; de ce interpellés, parce que tout cela est de regle & d'Ordonnance en général.

ARTICLE XIII.

IL ne se présente point de réclamateurs dans le mois, après que les effets auront été sauvés, il sera procédé par les Officiers à la vente de quelques marchandises des plus périssables; & les deniers en provenans seront employés au paiement des salaires des ouvriers, dont it sera dressé procès-verbal.

ÈS que les effets sauvés sont réclamés en parties capables, avec les preuves requises par l'art. 25 ci-après, ils cessent d'être sous la main de Justice; c'est-à-dire, que la main-levée n'en peut être resusée, à la charge par les réclamateurs de payer les frais du sauvement, de garde & de Justice, chacun à proportion, suivant la liquidation & répartition à faire; pour raison de quoi, suivant les circonstances, on les oblige de donner caution; car ensin il est d'une justice rigoureuse d'assurer le paiement d'objets aussi privilégiés.

S'il ne se présente point de réclamateurs dans le mois après le sauvement des essets, l'article veut qu'il soit pourvu au paiement des salaires des ouvriers,

& qu'à cette fin les Officiers de l'Amirauté fassent la vente de quelques marchan-

difes des plus périssables.

Rien n'est plus juste à tous égards. D'un côté, c'est bien assez que le paiement des salaires des ouvriers ait été disséré un mois, d'autant plusôt qu'on ne sauroit les satisfaire trop exactement, puisque c'est le moyen d'être mieux servi, plus promptement & de meilleure grace, dans ces cas malheureux; &, d'un autre côté, comme le droit de réclamer est toujours subsistant, il convient non-seulement de ne vendre des essets que jusqu'à concurrence, ou à peu près, du montant des salaires qui sont à payer, mais encore de faire choix pour cela des essets qui ne peuvent que dépérir, ou dont la conservation difficile cause-roit de nouveaux frais; ou enfin de ceux qui ne pourroient être naturellement réclamés que pour être vendus promptement, tels que sont les débris du navire, ou le sucre & autres marchandises trop avariées pour être remises en état de bonne vente.

Sur tout cela, au reste, c'est la prudence qui doit décider; mais s'il n'y avoit aucuns objets de cette nature à vendre, ou s'ils ne suffission pas, nul doute qu'il ne sût permis d'en mettre d'autres en vente, en observant toujours de commencer par les moins précieux, & de n'en vendre qu'autant qu'il en saudroit pour le paiement des frais.

Lorsque la vente se fait dans le lieu de la résidence des Officiers de l'Amirauté, c'est pardevant eux qu'elle est faite. Si elle se fait ailleurs, & que l'objet ne mérite pas leur transport, c'est par le ministere d'un Huissier ou Sergent, & ils

chargent leur Commis-Greffier du lieu d'y veiller.

De maniere ou d'autre, la vente s'ordonne sur le requisitoire du Procureur du Roi: tantôt à condition que la vente sera précédée de trois publications & affiches; tantôt après une seule publication, suivant la valeur & la quantité des effets à vendre; à laquelle vente on invite les Officiers des Classes, le Trésorier des Invalides & le Receveur de M. l'Amiral, d'assister, conformément au Reglement du 23 Août 1739. Les deniers de la vente sont déposés entre les mains du Greffier ou du Commis-Greffier, qui tout de suite est chargé du paiement des salaires des ouvriers & des autres frais, conformément à la taxe qui en a été faite; & s'il lui reste des deniers entre mains, il en demeure comptable, sur la représentation du procès-verbal de la vente, & de l'état de la taxe des frais; savoir, le Commis-Greffier au Greffier en chef, à qui il doit remettre cet excédant, & le Greffier en chef, pour en faire la délivrance à qui par Justice il sera ordonné.

ARTICLE XIV.

I les marchandises déposées au magasin se trouvent gâtées, le gardien sera tenu après visite & par permission des officiers d'y faire travailler par gens à ce connoissans, pour les remettre en état, autant que faire se pourra.

ES officiers de l'Amirauté n'attendent pas que le gardien des effets les avertisse qu'il y en a d'avariés, pour en faire la visite, & prendre les précautions convenables en pareil cas. Ils ont soin de faire mettre à part

dans les magasins les marchandises qui ont sousset, & aussi-tôt ils les sont visiter par des experts & gens à ce connoissans, dont ils prennent l'avis, sur lequel ils ordonnent ce qui paroît le plus expédient pour remettre ces marchan-

dises au meilleur état qu'il se puisse.

Suivant les circonstances, & sur-tout lorsque ces opérations ne sont pas trop longues, ils les sont faire sous leurs yeux; mais le plus souvent ils en chargent quelques personnes de consiance, à désaut de gardien; car il n'y en a pas, comme il a été observé, lorsque le magasin est fermé à clef, & qu'il est sans communication.

Dans toutes ces occasions, les officiers de l'Amirauté dressent leur procèsverbal de l'état où les marchandises ont été trouvées par la visite, en distinguant leurs marques & numéros, autant que cela est possible, avec énonciation des mesures prises pour leur réparation & conservation. Et tout cela se fait en présence & de l'agrément, tant du capitaine du navire, que de toutes les autres personnes intéressées, qui signent avec la personne établie à la garde & à l'amélioration des effets.

Ensuite les opérations étant achevées, nouveau procès-verbal, sait avec les mêmes précautions, pour constater l'état où les marchandises auront été mises; après quoi il n'est plus question que de faire la taxe des frais saits à

l'occasion de chaque espece qui doit les supporter en particulier.

ARTICLE XV.

N cas que le dommage soit tel qu'il ne puisse être réparé, ni les marchandises gardées sans perte considérable, les officiers de l'Amirauté seront tenus de les saire vendre, & de mettre les deniers en main sûre, dont ils demeureront responsables.

Out ce qui vient d'être dit suppose que le dommage arrivé aux marchandises est de nature à être réparé ou diminué. Autrement, & si elles ne peuvent d'ailleurs être gardées sans dépérir davantage, il est du devoir des officiers de l'Amirauté d'en saire saire la vente, aux termes de cet article, après avoir constaté la nécessité de la vente par leur procès-verbal, de l'avis des experts & des parties intéressées, du nombre desquelles sont nécessairement le capitaine ou celui qui le représente, le commissaire aux classes, le trésorier des invalides & le receveur des droits de M. l'Amiral, qui tous doivent être appellés à la vente, en conséquence du Réglement du 23 Août 1739, titre des bris, art. 2.

Alors il n'est nullement question d'attendre le mois, conformément à l'art. 13 ci-dessus, quoique les deniers de cette vente puissent être appliqués au paiement des salaires des ouvriers & des autres frais, sauf à en faire raison dans la

répartition des frais, tant généraux que particuliers.

Pour ce qui est du dépôt des deniers de la vente, que cet article veut que les officiers de l'Amirauté mettent en main sûre, dont ils demeureront responsables, on ne voit pas la raison de cette rigueur, tandis qu'en matiere de

LIV. IV. TIT. IX. des Naufrages, &c. ART. XV

prise, il est décidé simplement, par l'art. 29, tit. 9 du liv. 3 ci-dessus, que le prix de la vente sera mis entre les mains d'un bourgeois solvable, & qu'en cas de vente d'un vaisseau par décret, l'art. 10, tit. 14 du livre premier se contente d'ordonner que le prix sera consigné entre les mains d'un notable bourgeois ou au gresse de l'Amirauté, sans ajouter, dans l'un ni dans l'autre cas, que les officiers de l'Amirauté demeureront responsables de la solvabilité du

dépositaire.

On conçoit néanmoins que, s'ils étoient capables d'ordonner le dépôt des deniers entre les mains de quelqu'un, qui ne seroit pas notoirement reconnu folvable, ou dont le folvabilité feroit suspecte, il seroit juste qu'ils en demeuraffent responsables, s'ils choisissoient ce dépositaire plutôt que leur gressier; fur-tout si c'étoit sans l'aveu des parties intéressées, & à plus forte raison sans avoir égard à leurs remontrances. Mais si le dépositaire qu'ils auroient choisi d'office, autre que leur greffier, étoit un notable bourgeois, réputé folvable dans l'opinion publique, quelque chose qui arrivât dans la suite, nulle apparence de les rendre garans d'une infolvabilité qui ne pourroit pas naturellement leur être imputée, aux termes des deux articles qui viennent d'être cités, & qui doivent servir à l'interprétation de celni-ci, pour en restreindre l'application au feul cas où les officiers de l'Amirauté auroient préféré, par caprice ou autrement, un dépositaire d'une solvabilité équivoque, sans le concours des parties intéressées. C'est aussi sur ce principe que le Lieutenant & le Procurent du Roi de l'Amiranté de Nantes, pris à partie pour avoir reçu, à l'occasion d'une prise, le cautionnement d'un négociant devenu insolvable, mais qui étoit en plein crédit lorsqu'il fut admis caution, furent renvoyés & déchargés par Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, en date du 10 Octobre 1705.

Il est entendu, dans tous les cas, qu'ils peuvent ordonner la consignation des deniers au greffe, sans qu'il y ait rien à dire, puisque cette consignation est exempte de frais, suivant l'art. 10 du titre de la saisse des vaisseaux ci-dessus cité. Mais lorsque la vente se fait hors le lieu de la résidence des officiers de l'Amirauté, & par conséquent par d'autres que par eux, c'est-à-dire, sous la direction de leurs commis-gressiers, ce qui arrive presque toujours dans les ventes qui se sont à l'isse de Ré, comme il ne seroit pas naturel alors d'obliger les adjudicataires d'apporter au gresse le prix de leur adjudication, & encore moins ceux qui ont travaillé à sauver les essets, d'y venir recevoir leur salaire, c'est le cas de choisir par provision un autre dépositaire que le gressier en chef, & par conséquent un notable bourgeois du lieu où le commis-gressier chargé de veiller à la vente; lequel, après avoir payé sur le lieu les frais de sauvement, consormément à la taxe dont un état lui est envoyé, remet au gresse le surplus des deniers, dont le gressier demeure chargé pour en compter ainsi que de

raifon.

C'est ainsi que cela s'est toujours pratiqué en ce Siege, sans qu'il en soit résulté aucun inconvénient. Si l'on a quelquesois suivi une autre méthode, c'est lorsque les réclamateurs & les autres parties intéressées l'ont souhaité; à quoi les officiers de l'Amirauté n'ont eu garde de s'opposer, se faisant toujours un devoir de se conformer à ce qui paroissoit juste & raisonnable, & à ce qui étoit proposé par le plus grand nombre; au moyen de quoi on n'a jamais eu aucun sujet de reproche à leur faire.

L'art. 3 du Réglement de 1739, déjà cité, porte que le produit de la vente fera remis, moiné au receveur de M. l'Amiral, & moiné au tréforier des invalides, les frais préalablement levés; mais comme il n'est que la suite du précédent, où il ne s'agit que de la vente différée jusqu'à l'expiration du délai d'un an accordé aux réclamateurs, il n'a aucune application à la vente prévue & ordonnée par le présent article; de maniere que, la vente se faisant dans le délai de la réclamation, les deniers en provenans doivent demeurer déposés jusqu'à ce que le temps de la réclamation soit passé : après quoi, nulle difficulté d'en faire la remise au receveur de M. l'Amiral & au trésorier des invalides par moitié, tout comme si la vente ne se faisoit qu'après l'an & jour, sans qu'il se sût présenté de réclamateur.

ARTICLE XVI.

Esendons aux officiers de l'Amirauté de se rendre, directement ou indirectement, adjudicataires des marchandises, à peine de restitution du quadruple; & de privation de leurs charges.

ES mêmes défenses sont prononcées dans l'art. 34 du titre des prises; &, quoique les peines y soient établies différemment, je pense néanmoins qu'il saut les concilier de maniere que la plus grande ait lieu; c'est-à-dire, que, dans l'un & l'autre cas, il y aura privation des charges, au lieu de la simple interdiction; que la confiscation des effets sera inévitable, quoiqu'elle ne soit prononcée qu'à l'article des prises, & que du reste la restitution du quadruple ou l'amende de 1500 liv. aura lieu, suivant que par-là l'officier prévaricateur se trouvera plus griévement puni.

Il est vrai qu'en sait de peines, on ne doit rien ajouter à la loi; mais ou la prévarication est égale, la peine doit être la même, quoique la loi paroisse y avoir mis quelque dissérence. Or qu'il s'agisse d'une vente d'essets provenans d'une prise ou de la vente d'essets nautragés, la prévarication est absolument la même de la part de l'officier qui s'en rend adjudicataire. Il ne doit donc pas pas y avoir de dissérence dans la punition; & la loi ne doit pas être présumée

avoir voulu qu'il y en eût, ne s'en étant pas formellement exprimée.

Je sai ce qu'on peut répondre à cela. Mais quand je vois l'art. 10, tit. 3; liv. premier, dans un cas à peu près semblable, & sondé sur les mêmes raisons, prononcer tout de même la peine de la privation des charges, je ne puis me désendre de penter que l'article des prises a entendu insliger la même peine

fous le terme simple d'interdiction.

Un officier après tout, interdit en pareil cas, pourroit-il naturellement reprendre les fonctions? L'honneur, une fois flétri, ne peut plus recouvrer son premier luitre; & un officier dont la réputation a fouffert une atteinte publique, ayant perdu toute confidération, n'a plus d'autre parti à prendre que celui de se désaire de sa charge. Ceux qui pourront trouver cette saçon de penser un peu trop sévere, n'ont pas de la Magistrature l'idée qu'on en doit avoir, & n'ont jamais été dignes d'y parvenir.

Je dis un officier interdit en pareil cas, parce que c'est pour cause de prévarication; & cela pour ne pas confondre ce cas ci avec quantité d'autres dans lesquels la présente Ordonnance & plusieurs Réglemens postérieurs prononcent également l'interdiction, peut-être avec trop de rigueur, puisqu'il n'est question que de l'omission simple de quelques formalités. Or une interdiction encourue en pareilles circonstances n'est qu'un malheur, plus capable de saire plaindre l'officier que de le fletrir; au lieu que, dans les especes dont il s'agit, elle ne peut qu'imprimer une note d'infamie, comme étant la peine d'une prévarication réelle, punissable en tous Juges, parce qu'il est également défendu à tous Juges de se rendre adju licataires des biens meubles & immeubles qui se vendent dans leur Jurisdiction, & de prendre intérêt dans les baux qui se font devant eux. De Héricourt, Traité de la vente des immeubles par décret, chapitre 9, n. 24; Rousseau de la Combe, recueil de la Jurisprudence, verbo décret, n. 4. On ne doit pas être étonné que la punition foit plus grande à l'égard des officiers de l'Amirauté, puisqu'à raison du grand nombre de subalternes sur lesquels s'étend leur autorité, & des fréquentes occasions qu'ils ont de faire des ventes de vaisseaux & d'effets, l'abus de leur pouvoir ou de leurs infinuations est incomparablement plus à craindre. Ainsi étant plus exposés à la tentation de prévariquer en cette partie, il étoit d'autant plus naturel que la sévérité de la punition leur servit de frein ou de préservatif.

Et qu'on ne dise point qu'il faudroit au moins distinguer les objets d'une certaine conséquence de ceux de peu de valeur, pour faire une exception à l'égard de ces derniers; car où la loi ne distingue point, nous ne devons pas non plus distinguer; & d'ailleurs tout relâchement dans l'observation des Réglemens civils étant aussi dangereux que dans la morale, le plus ou le moins

devenant alors arbitraire, la regle seroit bientôt méconnue.

Au surplus, comme je l'ai observé sur l'art. 10, tit. 3, liv. premier, & sur l'article 34 du titre des prises, sous la dénomination d'officiers d'Amirauté, il ne saut pas seulement entendre le Lieutenant, les Conseillers, l'Avocat & le Procureur du Roi, on doit encore y comprendre le Gressier en chef, les Commis-gressiers, & même l'Huissier de service, pour éviter toute connivence, & prévenir les suites de la complaisance que les principaux officiers pourroient avoir pour leurs subalternes. Et cette décision ne doit pas paroître extraordinaire, puisqu'elle est sondée sur l'art. 117 de l'Ordonnance de 1629: il est vrai qu'elle ne parle pas des Huissiers, mais la raison est la même que pour les Clercs du Gresse.

ARTICLE XVII.

SI, lors de l'échouement, les propriétaires ou commissionnaires auxquels les marchandises sont adressées par les connoissemens, ou ceux qui les auront chargées, se présentent pour y mettre ordre euxmêmes, enjoignons aux officiers de l'Amirauté de se retirer, & de leur laisser la liberté entiere d'y pourvoir.

I lors de l'échouement. Quoique cet article ne parle que de l'échouement; il faut l'appliquer tout de même au cas du naufrage, à cause de l'article suivant, qui, dans l'exception qu'il y apporte, parle du naufrage, aussi-bien que de l'échouement. Et en effet la raison est la même dans les deux cas.

Avant que le droit inhumain des bris & naufrages eût été aboli & proscrit, c'auroit été inutilement que des réclamateurs se seroient présentés; on ne les auroit pas écoutés, & on les auroit renvoyés même sans aucun espoir. Aujourd'hui la faveur de la réclamation est telle, qu'étant reconnue légitime, les officiers de l'Amirauté, chargés par état de veiller à la sûreté des essets naufragés ou échoués, sont obligés de se retirer sans rien mettre sous la main de Justice, & de laisser aux réclamateurs la liberté de pourvoir au sauvement de leurs essets: ce qui est conforme à la loi 12 ff. de incendio, & c. en ces termes. Licere unicuique naufragium sum impunè colligere constat.

Le Commentateur observe que « cette disposition est pour éviter aux frais de Justice qu'on sait être grands dans ces occasions, & qu'il est juste d'épar-

» gner à des pauvres marchands.

Il est également malheureux pour les particuliers, & honteux pour la Magistrature, qu'il se soit essectivement trouvé des officiers d'Amirauté assez lâches pour grossir avec affectation les frais de Justice dans ces tristes conjectures, & en assez grand nombre pour faire soupçonner tous les autres de se

comporter de la même maniere.

Peut-être n'a-t-il fallu, comme il a été observé sur l'art. 6, que peu d'exemples de cette espece pour somenter le soupçon contre les autres. Peut-être aussi, & cela n'est que trop vraisemblable, a-t-on consondu & a-t-on mis sur le compte des frais de Justice ceux du sauvement, qui véritablement ne peuvent manquer d'être considérables, & qui néanmoins sont très-distincts de ceux de Justice. Quoi qu'il en soit, cette idée, jointe au souvenir des bévues de certains ossiciers d'Amirauté, qui, par ignorance, ou jalousie de leur autorité, ont rendu tout à-fait ruineux des nautrages où l'on auroit sauvé la majeure partie des essets, a tellement prévenu les armateurs & tous ceux qui ont intérêt dans les vaisseaux échoués ou naufragés, contre les officiers de l'Amirauté, qu'ils croient leur malheur sans ressource, quand ils ne peuvent éluder leur ministère.

Les étrangers qui ont pu souffrir de ces mauvaises opérations, s'étant imaginés que leur qualité d'étrangers y avoit eu part, sans prendre garde qu'en cette partie, l'Ordonnance vout qu'on en use envers eux, comme à l'égard des François: ces étrangers, dis-je, ayant fait entendre leurs plaintes en différens temps, il a été ordonné en contéquence, depuis quelques années, aux ossiciers de l'Amirauté d'informer le Ministre de la Marine de tout naustrage de bâtiment étranger qui arrivera désormais sur les côtes de leur ressort, & de lui rendre un compte exact de tout ce qui aura été sauvé & recouvré, aussi-bien que de la maniere dont il y aura été procédé, & des mesures qui auront été prises pour assurer aux intéressés leurs marchandises & essets. Lettre de M. Rouillé, du 14 Décembre 1750.

Cependant, encore une fois, tous les officiers d'Amirauté ne font pas dans le cas de faire redouter leur présence dans ces fâcheuses occasions. Je pourrois citer plus d'un exemple dans cette Amirauté, tantôt pour prouver qu'on

s'eft

s'est mal trouvé de s'être passé du secours des ossiciers; tantôt pour montrer que lorsqu'on les a laissé agir, non seulement ils ont empêché le pillage autant que cela étoit possible: mais encore ils ont fait sauver plus d'essets, plus promptement & à moins de frais, que lorsque les réclamateurs se sont chargés de ce soin.

Et cela n'est pas difficile à comprendre. Il sustit de considérer que des officiers qui ont l'autorité en main, ont tout autrement le moyen de se faire obéir, & de remédier aux désordres inévitables dans ces occurrences, lorsque le commandement n'est pas réglé, que de simples particuliers qui ne peuvent se faire servir qu'à sorce d'argent, & qui ont tout à craindre de la part des travailleurs qu'ils emploient.

Aussi depuis bien des années, n'est-il point arrivé qu'on ait requis les officiers de l'Amirauté, qui, par le devoir de leur charge, ont été obligés de se présenter aux naustrages; il n'est point arrivé, dis-je, qu'on les ait requis de se retirer. Il y a apparence qu'il en seroit par-tout de même, si l'on suivoit par-tout les mêmes principes. Ceci soit dit sans ostentation, comme sans dessein de bles-

fer personne.

Cela n'empêche pas néanmoins que les officiers de l'Amirauté ne doivent se retirer sans hésiter, si tous ceux qui ont intérêt à l'échouement ou au nausrage se présentent pour y mettre ordre, soit par eux-mêmes, soit par leurs commissionnaires, moyennant toutesois que les réclamateurs prouvent leur droit de

réclamer, conformément à la disposition de l'article 25 ci-après.

Je dis tous ceux qui ont intérêt, propriétaires ou commissionnaires auxquels les marchandises sont adressées par les connoissemens ou ceux qui les auront chargees, ce qu'il faut entendre pour leur compte; car s'il ne s'en présente que pour une partie, sût-ce la plus grande, ils ne doivent avoir la liberté de pourvoir par eux-mêmes au sauvement que de ce qui les concerne, sans toucher au reste, dont le sauvement regarde essentiellement les officiers de l'Amirauté, comme conservateurs nés des intérêts des absens.

C'est à quoi l'on n'a pas toujours sait assez d'attention. Des officiers de l'Amirauté se sont retirés sans autre examen, sur la déclaration de l'armateur ou de son commissionnaire, qu'il entendoit mettre ordre au sauvement des débris du navire & des marchandises, tandis qu'il y avoit quantité de marchandises étrangeres à la cargaison, & chargées pour le compte de divers particuliers,

dont il ne représentoit pas les pouvoirs.

Quant à la réclamation du navire ou de ses débris, & des marchandises de la cargaison, il n'y avoit rien à dire; mais par rapport aux marchandises chargées pour le compte des particuliers, c'étoit autre chose. Il n'avoit pas droit de se charger de pourvoir à leur sauvement, & par conséquent ce n'étoit pas le cas où les officiers de l'Amirauté dussent se retirer; & cela non-seulement en sait de bris & naufrages, ce qui est indubitable, mais encore en maticre du simple échouement.

En vain opposeroit-on qu'aux termes de l'art. 11 du tit. du fret ou nolis, le maître peut saire radouber son vaisseau durant le voyage; & que si son vaisseau ne peut être raccommodé, il a la faculté d'en louer un autre pour transporter les marchandises au lieu de leur destination; & voudroit-on conclure de là que l'armateur ou son commissionnaire, en cas de simple échoue-

Tome II. Hhhh

ment, est fondé à se soumettre de relever & radouber le navire pour continuer son voyage, ou, en cas de naufrage absolu, à offrir de louer un autre navire pour le transport des marchandises. La réponse seroit que, dans l'un & l'autre cas, pour être écouté, il faudroit qu'il reconnût que les marchandifes chargées pour le compte des particuliers, sont faines & entieres, avec soumission de les remetrre telles, au lieu de Jeur destination, sauf les nouveaux périls & risques de la mer. Alors, a la vérité, les officiers de l'Amirauté n'auroient plus rien à faire pour l'intérêt des abiens : mais l'Armoreur ou (on Commissionnaire ne voulant pas se soumettre à ces conditions, sur-tout en fait de naufrage, où il est comme impossible qu'it n'y sit pas cuantite de marchanlises avariées, feroit-il nat rel que les officiers de l'Amirauté le retiraffent, en lui laissant la libre difposition des marchandises d'autrui comme des siennes? Et n'est-il pas de leur devoir au contraire de faire travailler un fauvement des effets de ceux dont les pouvoirs ne sont pas représentés, pour constater leur état, empêcher qu'ilsne soient confondus mal-à-propos avec d'autres, & veiller à leur conservation par tous les moyens possibles.?

Encore un coup, c'est à quoi l'on n'a pas toujours assez sait attention; &, parce que des officiers de l'Amirauté ont eu le scrupule ou la facilité de se retirer sur la simple remontrance de l'Armateur ou de son Commissionnaire, il en est résulté de grandes pertes pour des particuliers chargeurs. N'y ayant plus personne pour veiller à leurs intérêts, il est arrivé qu'on a ouvert leurs ballots & désoncé leurs sutailles, pour consondre leurs essets non avariés, ou qui l'étoient médiocrement, avec ceux de la cargaison qui l'étoient d'une façon extraordinaire; ou, ce qui est encore plus abominable, pour substituer à la place de leurs bonnes pelleteries celles de la cargaison qui etoient viciées : or rien de tout cela ne seroit arrivé, si les officiers de l'Amirauté, mieux instruits de leur droit & de leur devoir, n'eussent pas eu la soiblesse de se retirer en

pareil cas.

C'est donc à eux à rester alors pour l'intérêt des absens; & alors aussi leurs vacations, pour le temps seulement qu'ils resteront, seront uniquement pour le compte de ces absens; ceux du transport & qu'retour devant nécessairement

être supportés par la totalité des effets, au sol la livre.

En ceci, au reste, je ne sais que prendre notre article dans son sens naturel, sans le détourner en aucune saçon; car ensin il ne dit pas que, dès qu'il se présentera un ou plusieurs réclamateurs, les officiers seront obligés de se retirer, mais seulement lorsque les propriétaires ou commissonnaires, ou les chargeurs des marchandises se présenteront, &c. ce qui suppose évidemment que tous se présenteront par eux-mêmes ou par leurs commissionnaires, pour mettre ordre à l'échouement ou au naufrage, & que, s'il ne s'en présente qu'une partie, ils n'auront la liberté d'y pourvoir que pour leur intérêt personnel.

Une preuve, après tout, que je n'entends nullement restreindre l'article, c'est que, quoiqu'il ne parle que des propriétaires ou leurs commissionnaires, j'admittrois le capitaine ou maitre, en cas de simple échouement, sans avaries aux marchandites, à se soumettre de relever son navire & de le conduire au lieu de sa destination; & en contéquence je croirois que les officiers de l'Amirauté, après avoir fait visiter le navire, & avoir reconnu par-sa la facilité de le relever essectivement, seroient dans le cas de se retirer; mais s'il s'agissoit

d'un vrai naufrage, ou, fans cela même, si les marchandises étoient avariées, quelque soumission que sît le capitaine, n'étant pas muni d'une procuration de l'Armateur & des autres intéressés, il seroit de leur devoir de rester pour remédier au désastre autant qu'il seroit en eux.

ARTICLE XVIII.

Oulons néanmoins que les Juges de l'Amirauté s'informent de la cause du nausrage ou échouement, de la nation du maître & des mariniers, de la qualité des vaisseaux & marchandises, & à qui elles appartiennent; &, en cas que l'échouement sût volontaire, que les vaisseaux sussent ennemis ou pirates, ou que les marchandises sussent de contrebande, qu'ils s'assurent des hommes, vaisseaux & marchandises.

Ue les officiers de l'Amirauté, qui vont à un naufrage ou échouement; foient dans le cas de se retirer ou non, ils ont toujours droit; & c'est même leur devoir de s'informer de la cause de l'échouement ou du naufrage, de la nation du maître & des mariniers, de la qualité du vaisseau, des marchandises dont il est chargé & à qui elles appartiennent, à l'esse de quoi ils sont autorisés à se faire représenter la facture générale du chargement, avec les connoissemens & les autres papiers du navire; &, avant de se retirer, dans le cas où ils y seroient obligés, aux termes de l'article précédent, ils doivent dresser du tout leur procès-verbal, qu'ils feront signer par le capitaine & les principaux de l'équipage; de même que par tous autres qu'ils auront interrogés sur la cause de l'échouement, s'ils savent signer, sinon ils en feront memion.

Mais s'ils ont des indices que l'échouement ait été volontaire, c'est à-dire, sans nécessité & par mauvais dessein, (car un echouement qui n'auroit pour cause que le danger évident de périr en mer, n'auroit rien de criminel), alois, au lieu de se retirer, ils doivent informer en regle du sait, &, sur la preuve

qu'ils en auront, s'assurer des hommes, vaisseaux & marchandises.

De même si c'est un vaisseau ennemi ou pirate, ou si les marchandises sont de contrebande, ils doivent aussi, aux termes de notre article, s'assurer des

hommes, vaisseaux & marchandises.

Dans le cas du naufrage ou échouement volontaire & frauduleux, comme c'est là un crime auquel tout l'équipage pent avoir participé, même l'Armateur, il est naturel que les officiers de l'Amirauté s'assurent tout à la sois des hommes, du vaisseau & des marchandises, parce qu'on y pourra trouver de quoi constater le délit, & qu'il convient d'ailleurs u'en sauver tout ce qu'il sera possible.

Mais û l'Armateur n'est pas en termes d'être impliqué dans la poursuite criminelle, & qu'il se présente pour réclamer le navire ou ses débris, avec les marchandises qui lui appartiennent dans la cargaison entiere, nulle dissiculté de

Hhhhij

lui en accorder la main-levée, & d'en user de même à l'égard de chaque Marchand chargeur ou Commissionnaire, à qui les essets seront adressés, à

l'exception de tout ce qui pourra fervir de pieces de conviction.

En ce qui concerne les vaisseaux ennemis ou pirates, qui ont échoué ou fait nausrage, il est naturel tout de même de s'assurer, autant qu'il est possible, des hommes, parce que les uns sont de droit prisonniers de guerre, & que les autres sont punissables de mort, suivant les Ordonnances & Réglemens dont il a été suit mention sur l'art. 3 du tit. des prises; & des vaisseaux & marchandises, parce que tout est sujet à confiscation, à qui que ce soit que les marchandises appartiennent, sans distinction des alliés ni des sujets du Roi, suivant l'article 7 du même titre des prises.

Dans l'un ni dans l'autre cas, il n'y a donc pas matiere à réclamation d'aucuns effets, à moins qu'il ne s'agisse, ou d'un vaisseau françois pris par les ennemis, avant que d'avoir été conduit dans un port ennemi, ou, à l'égard des pirates, qu'il ne s'agisse d'esset appartenans à des François ou à des amis & alliés; auguel cas, il y aura lieu à la réclamation, relativement aux articles 9.

& 10 du même titre encore des prises.

Mais, vaisseaux ennemis ou pirates, dès que c'est aux officiers de l'Amirauté qu'il est réservé de s'assurer des hommes, des vaisseaux & des marchandises, il s'ensuit que les particuliers n'ont pas droit de s'en emparer; savoir des ennemis, sous prétexte que, par les Déclarations de guerre, il est enjoint de leur courir sus, & des pirates, à la faveur des anciennes Loix, qui permettoient de s'en désaire & de les spolier. Les uns & les autres sont sous la protection & sauve-garde du Roi, de même que les vaisseaux des François & des Álliés, comme il a été observé sur le présent titre; de maniere que ce n'est que par les voies de la Justice qu'ils doivent subir les peines qu'ils méritent.

Qu'en cas de descente de la part des ennemis ou des pirates, dans l'intention de piller ou de mettre le seu en quelque endroit, il soit permis de saire main-basse sur eux, de leur enlever leur butin, & de les arrêter prisonniers, cela n'est pas douteux; mais il saut aussi-tôt remettre les prisonniers & le butin entre les mains de la Justice; &, en aucun cas, il n'est nullement permis de piller leurs vaisseaux, d'autant plutôt que ce seroit un vol sait au Souverain, à qui toute la dépouille des ennemis ou des pirates appartient par droit de confiscation. Si l'on cut pensé de même autresois, ou plutôt si l'autorité eut toujours été en état de se faire obéir, on n'auroit pas à rougir du brigandage ancien qui

a si long-temps déshonoré la nation la plus polie de l'univers.

Pour ce qui est des marchandises de contrebande, il y en a de deux fortes: favoir les marchandises dont l'entrée ou la fortie sont égatement prohibées en temps de paix comme en temps de guerre; & celles qui, non prohibées de leur nature, le font seulement en temps de guerre, telles que sont les armes, poudre, boulets, & autres munitions de guerre & de bouche destinées pour les ennemis. Ces dernicres, en temps de guerre, sont sujettes à confication, en quelque vaisseau qu'elles soient trouvées. Ainsi, en cas de naufrage ou échouement, c'est aux officiers de l'Amirauté à les saisir nonobstant toute réclemation.

A l'egard des autres, il est de leur devoir de les saisir tout de même, aux termes de cet article; de même que, par l'article 5 du titre 5, livre 1, il est.

LIV. IV. TIT. IX. des Naufrages, &c. ART. XVIII.

enjoint aux huissiers visiteurs de les saissir pareillement; mais la saisse ne s'entend pas sur les hommes & sur les vaisseaux : ainsi, en cette partie, notre article ne regarde que les marchandises; & encore la saisse ne sera-t-elle suivie de confiscation, qu'autant qu'on aura négligé les formalités prescrites pour l'éviter, ou que la prohibition du transport des marchandises sera absolue.

Pour la compétence de l'Amirauté à ce sujet, voir les observations sur l'ar-

ticle 10, titre 2, livre premier ci-dessus.

ARTICLE XIX.

Njoignons à tous ceux qui auront tiré du fond de la mer, ou trouvé sur les slots, des essets procédans de jet, bris ou naufrage, de les mettre en sûreté; &, vingt-quatre heures après, au plus tard, d'en faire leur déclaration aux officiers de l'Amirauté, dans le détroit de laquelle ils auront abordé, à peine d'être punis comme receleurs.

La déjà été observé, sur l'article 5 ci-dessus, que le présent article & le suivant n'ont pour objet que des essets sauvés, hors le cas d'un naustrage connu, auquel on travaille actuellement. Cela est clair en esset par cer article, en ce qu'il ordonne que la déclaration soit saite, dans vingt-quatre heures, aux officiers de l'Amirauté, dans le détroit de laquelle on aura abordé; ce qui suppose naturellement un vaisseau qui, faisant sa route, aura rencontté des marchandises & des débris au loin sur les slots; (aussi l'article 27 ci-après dit: Essets trouvés en pleine mer), ou un bateau de pêche, qui, au moyen de ses silets ou autrement, aura trouvé des essets au sond de la mer qu'il en aura tirés.

S'il s'agissoit d'essets slottans apperçus du rivage, ou d'autres jettés à pareille distance pour soulager le navire, & que quelque maître de bâtiment près delà, requis ou non de sauver ces essets, les sauvât essetivement à la vue des travailleurs, il seroit obligé, le pouvant sans danger, de prendre terre dans l'endroit, pour saire sa déclaration sur le champ aux ossiciers de l'Amirauté, & saire porter les essets au lieu in siqué pour le dépôt général, relativement à

l'article, & fous les peines y portées.

Hors de là & dans l'espece précise de notre article, le maître de bâtiment qui aura trouvé des essets sur les slots, & qui les aura tirés du sond de la mer, est tenu de les mettre en sûreté; c'est-a-dire, qu'il a le ponvoir de les saire conduire chez lui ou en magasin; mais à con ition d'en taire sa déclaration vingt-quatre heures apres son arrivée, aux officiers de l'Amirauté dans le détroit de

laquelle il aura abordé, le tout sur peine d'être puni comme receleur.

La raison est que ces effets appartiennent à quelqu'un qui peut les réclamer dans le temps present, & qu'à défaut de réclamation, ils sont dévolus au Souverain à qui appartiendra le domaine de la mer, saus le droit de celui qui les a sauvés, qui non-seulement ne peut retenir le surplus sans se rendre coupable de vol, mais encore qui doit prendre son contingent des mains de la

justice, soit pour prévenir les fraudes & les soustractions, soit pour le maintien du bon ordre, qui ne permet pas qu'on se fasse justice soi-même, & par voie de fait.

Il y auroit donc lieu d'informer contre ceux qui, ayant trouvé des effets aux termes de cet article, auroient manqué d'en faire leur déclaration, & de les faire punir comme receleurs; ce qui emporte peine corporelle, avec la restitution du quadruple relativement audit article 5. Les loix qui y ont été citées ne parlent pas plus de la déclaration à faire dans les vingt-quatre heures, que celles que le Commentateur indique sur le présent article; mais elles sont plus précises pour la peine du quadruple.

ARTICLE XX.

Njoignons aussi, sous les mêmes peines, à ceux qui auront trouvé sur les greves & rivages de la mer quelques effets échoués ou jettés par le flot, de saire semblable déclaration dans pareil temps, soit que les effets soient du crû de la mer, ou qu'ils procedent de bris, nausrages & échouemens.

A mer étant du domaine du Souverain, il en est de même par une conféquence naturelle de ses greves & rivages. Ainsi les essets qui y sont échoués ou jettés par le flot, doivent demeurer sous sa sauve-garde pour les faire restituer à ceux à qui ils appartiennent, ou pour lui être dévolus à désaut de réclamation par le titre de sa souveraineté. Ils n'appartiennent donc pas plus à celui qui les trouve, que ceux qui, rencontrés sur les flots ou tirés du sond de la mer, n'appartiennent à celui qui les a sauvés. L'un & l'autre sont également tenus, & sous les mêmes peines, d'en saire leur déclaration aux officiers de l'Amirauté dans vingt-quatre heures; & cela que les essets soient du crû de la mer, on qu'ils procedent de bris, naufrages ou échouemens.

Il est vrai que, par l'article 29 ci-après, les choses du crû de la mer, comme ambre, corail, poissons à lard & autres semblables, qui n'auront appartenu à personne, sont déclarées acquises en entier à ceux qui les auront tirées du sond de la mer, ou pêchées sur les slots, & que la réduction au tiers ne regarde que ceux qui les auront trouvées sur les greves; mais les uns & les autres me paroissent également sujets à déclaration, soit pour le bon ordre, soit parce qu'il se peut que ces choses aient appartenu à quelqu'un, pour les avoir pêchées & ensuite perdues, ce qu'il est intéressant que l'on puisse vérisier; & cela est d'autant plus naturel, que ces sortes de déclarations sont exemptes de tous droits

abfolument.

Les articles 34, 35 & 36 des Jugemens d'Oleron sont singuliers au sujet des choses trouvees sur l'arene du rivage de la mer. Il y est dit: « Que celles qui » ne surent à personne quelconque appartiennent à celui qui les a trouvées; que » si c'est or ou argent, il est tenu de le restituer sans en rien retenir que le » falaire de sa journée, à moins qu'il ne soit pauvre, auquel cas il peut tout » retenir »; mais ce n'est pas à lui à juger si son indigence le met aux termes

d'appliquer le tout à son prosit; « il doit pour cela prendre l'avis de ses supé-» rieurs, qui lui donneront conseil selon Dieu & conscience ». Et si, dans le cas » de rendre, il ne sait à qui il doit, « il lui est enjoint d'annoncer aux lieux » circonvoisins l'argent qu'il a trouvé ». Comment concilier une aussi grande simplicité ou pureté de morale avec la dépravation des mœurs de ce temps-là, Pensont-on en portant de telles loix qu'elles servient sidelement observées?

Le Consulat, chap. 249, ordonne à ceux qui trouveront des essets naufragés, de les consigner à la Justice dans dix jours au plus tard, à peine d'être

privés de toute récompense & d'être poursuivis comme voleurs.

Qui invenerit. . . . Tenetur ea proximo magistratui ad quem primò appulerit, tradere; jus hanseaticum tit. 9; art. 3, & ibi. Kuricke, sol. 797.

ARTICLE XXI.

ES essets procédans des naufrages & échouemens, trouvés en mer ou sur les greves, seront incessamment proclamés aux Prônes des Paroisses du Port & de la Ville maritime la plus prochaine, à la diligence de notre Procureur au Siege de l'Amirauté.

Epuis l'Edit du mois d'Avril 1695, qui, art. 32, a dispensé les Curés, leurs Vicaires & autres Ecclésiassiques, de publier, aux Prônes ni pendant l'Office divin, les actes de Justice & autres qui regardent l'intérêt des particuliers, la disposition du présent article n'est plus en vsage. Il n'a pas même été suppléé à cette formalité par celle de taire faire la publication par un Huissier ou Sergent au devant de la porte de l'Eg!ise, à l'issue de la Messe paroissiale, comme il se pratique au sujet des criées & des autres proclamations; &

cependant jusqu'ici, il n'y a eu aucunes plaintes à cette occasion.

C'est que la correspondance du commerce est si bien établie & si universellement, qu'il n'arrive point de nausrage ou d'échouement, dont la nouvelle ne puisse parvenir, en peu de temps, aux parties intéressées : aussi les réclamations se font-elles exactement long-temps avant l'expiration du délai; &, s'il reste quelques essets qui ne toient pas réclamés, ce n'est qu'autant qu'ils n'en valent pas la peine, & que leur peu de valeur est absorbée par les frais de sauvement & de garde, que, par cette raison, il faut quelquesois réduire audessous de la taxe ordinaire.

ARTICLE XXII.

ES billets de proclamation contiendront la qualité des effets, le lieu & le temps auquel ils auront été trouvés; & les Curés feront tenus d'en faire la publication, à peine de faisse de leur temporel.

I ces proclamations étoient encore en usage, sans doute qu'il faudroit que les billets sussent conformes à ce qui est prescrit par cet article; mais, comme il a été observé, les Curés ne sont plus tenus de faire ces sortes de publications; & le Commentateur en ayant aussi fait la remarque sur l'article précédent, ne devoit pas ajouter sur celui-ci que la publication doit être faite gratis & sans pouvoir exiger aucune rétribution.

Ce qui vraisemblablement a été cause qu'on n'a pas substitué à la formalité de cette publication au prône celle de la faire saire par un Huissier ou Sergent audevant de la porte de l'Eglise, c'est qu'il auroit sallu pour cela lui accorder un salaire compétent; & où le prendre, les essets étant de très-peu de valeur?

La formalité n'auroit donc pu être utile que lorsque les effets auroient été considérables; mais l'expérience a appris qu'on pouvoit s'en passer, vu l'immensité de la correspondance du commerce, dont l'effet a toujours été tel qu'il n'est jamais resté d'effets naufragés d'une certaine valeur sans être réclamés.

Aussi n'est-il point de faits qui se répandent plus rapidement dans le public que ceux d'essets sauvés en mer ou sur les greves; & le Gresse de l'Amirauté est toujours ouvert pour tous ceux qui veulent en savoir les particularités, ou en avoir des indications.

ARTICLE XXIJI.

ES charte-parties, connoissemens, & autres écrits en langue étrangere, trouvés parmi les essets, seront aussi à la diligence de nos Procureurs, communiqués aux Consuls des Nations & aux Interpretes; auxquels nous enjoignons d'en donner avis aux personnes intéressées, & aux Magistrats des lieux y désignés.

ON-seulement ce qui est prescrit par cet article est observé à la lettre; mais encore, après que, par le secours d'un Interprete ou autrement, on a reconnu de quelle nation est le navire échoué ou naustragé, si cette Nation n'a pas de Consul sur le lieu, on donne avis de l'accident aux principaux Négocians de la même Nation, ou à quelques commissionnaires ou correspondans du pays, asin qu'ils en informent les Parxies intéressées ou les Magistrats du lieu où le navire a été armé.

Et, s'il n'y avoit rien de tout cela dans l'Amirauté où le naufrage seroit arrivé, le Procureur du Roi ne manqueroit pas d'en informer M. le Procureur Général, même M. l'Ambassadeur ou Résident de la Nation.



ARTICLE XXIV.

ES vaisseaux échoués, & les marchandises & autres effets pro-venans des bris & naufrages, trouvés en mer ou sur les greves, pourront être réclamés dans l'an & jour de la publication qui en aura été faite, & ils seront rendus aux propriétaires ou à leurs commissionnaires, en payant les frais faits pour les sauver.

Infi a été abrogé sans retour ce misérable droit de bris & naufrage, qui, A au mépris des loix divines & humaines, a eu cours si long-temps dans

ce Royaume, à l'exemple des autres nations.

En vain avoit-on enfin reconnu plus d'un fiecle avant cette Ordonnance; qu'il étoit de toute justice de rendre aux malheureux naufragés les effets fauvés du naufrage, comme leur appartenans, pour n'en avoir pu perdre la propriété dans une si triste conjoncture; la loi, aussi impuissante que la raison,

n'étoit pas plus écoutée.

La difficulté n'étoit pas de réduire les simples particuliers, mais de réprimer l'usurpation des Seigneurs & des Gouverneurs & Commandans accoutumés depuis tant de fiecles à s'attribuer par droit de consiscation ou d'épave tout ce qui étoit jetté à la côte; & il falloit pour cela de la part du Gouvernement des coups de vigueur, que les circonstances ne permettoient pas toujours de porter ou de suivre.

Le remede ne pouvoit donc opérer que lentement; on peut dire même qu'il ne commença à se faire sentir que sous Louis XIII, par la fermeté du Cardinal de Richelieu, son premier Ministre. Mais ce n'étoit encore là que l'aurore qui annonçoit le soleil. En ceci, comme en tout le reste, ce n'étoit qu'une ébauche, & il étoit réservé à Louis XIV, de rétablir l'ordre dans tou-

tes les parties de l'Etat.

C'est donc maintenant un point de Jurisprudence incontestable, que les vaisseaux échoués, les marchandises ou autres essets provenans des bris & naufrages, trouvés en mer ou sur les greves, peuvent être réclamés par les

propriétaires ou leurs commissionnaires, & cela dans l'an & jour.

Par rapport à ce délai d'an & jour, la même chose avoit déjà été réglée par les Lettres Patentes de Charles V, de l'an 1364, portant exemption du droit de naufrage en faveur des Castillans, & par l'Ordonnance de 1543, art. 11 & 12, conformément au droit romain, leg. 1, sf. de incendio, ruina, &c. leg. 2, cod. de naufragiis, & leg. 18, cod. de frutis, & aux us & coutumes de la mer, art. 30, des Jugemens d'Oleron. C'étoit aussi la disposition d'une ancienne Ordonnance inférée dans le livre du Confulat, au rapport de Servin dans ses Plaidoyers, tome premier, page 509, & de l'ancienne Coutume de Normandie, tit. du Varec, confirmée par les art. 599, & suivans de la nouvelle Coutume. C'étoit enfin le délai observé chez les Suédois, Loccenius, de jure maritimo, lib. 1, c. 7, n 10, fol. 77, & chez les Anglois & les Flamands, comme il résulte du traité de paix conclu entre Henri VII, Roi d'Angleterre Tome II.

& Philippe, Archiduc d'Autriche, le 14 Février 1495, dont il a été fait men-

tion sur le présent titre.

Cependant la Cour de Parlement jugea à propos, en vérifiant cette Ordonnance, de modifier, par son Arrêt du 10 Mars, l'art. 12 concernant les essets trouvés tur les slots ou tirés du sond de la mer, & de réduire à deux mois le délai de la réclamation; ce qui fut cause que dans l'Ordonnance de 1584, le délai sur réduit tout de même à 2 mois par l'article 21, pour le même cas; le délai d'an & jour subsissant toujours pour ce qui étoit trouvé sur le rivage ou pres de la côte.

A cette occasion, Pasquier, liv. 2, chap. 14, fol. 119, comparant l'Edit de l'Empereur Andronic, dont il a été parlé sur le présent titre, à l'Ordonnance de 1543, & cette Ordonnance à l'Arrêt d'enrégistrement, dit: » je trouve l'Ediz: » de l'Empereur Andronic sort beau, mais celui du Roi François premier, » plus beau; mais si j'en suis cru, la vérification faite par la Cour de Parle-

» ment plus belle. «

Que l'on fasse attention que l'Edit d'Andronic ne fixoit point les termes de la réclamation; que l'Ordonnance de 1543 la déterminoit à un an, & que l'Arrêt l'avoit réduit à deux mois; il fera aisé ensuite de juger de la folidité de la réstexion de Pasquier, sur-tout en la rapprochant de cet article, qui, d'après le 447 de l'Ordonnance de 1629, a rétabli le délai d'un an, aux termes du droit commun.

Avant l'Ordonnance de 1629, le délai demeuroit donc toujours réduit à deux mois; d'où il arriva que pour faire rendre aux Portugais les effets fauvés des vaisseaux Caraques naus ragés sur les côtes du Royaume, & non réclamés dans le temps, il fallut que Louis XIII rendit un Ariêt, par lequel Sa Majesté renonça à son droit de naus rage; exemple de générosité qui sut imité par le Cardinal de Richelieu en qualité de Grand-Maître, &c. Cet Arrêt, donné au Camp devant la Rochelle & daté du 5 Février 1628, est rapporté par Godes roi dans son traité des Amiraux, fol. 40, avec l'ordre de remise du Cardinal.

Cet an ir jour, notre article ne le fait courir encore que du jour de la publication qui aura éte faite des effets, relativement à l'article 21 ci-dessus, tandis que les Ordonnances de 1543 & de 1584 le comptoient du jour de la perre. Il n'est pas douteux que notre article ne soit plus équitable, puisqu'il allonge le délai d'autant. Cependant aujourd'hui & depuis long-temps, cette formalité de la publication n'est plus en usage. Que résoudre donc à ce sujet 🧎 Je pense qu'il convient de faire courir le délai du jour de la déclaration faite au greffe de l'Amirauté, ou dans le cas du transport des Officiers au lieu du naufrage, du jour qu'ils auront clos leur procès-verbal, & cela d'autani plusvoloniers, que ce délai est sans conféquences, c'est à dire, qu'il n'est pas déclaré fatal, pas plus que celui accordé aux héritiers de ceux qui sont décédés en mer, le Roi & M l'Amiral ayant toujours voulu qu'on admit les réclamations quoique faites hors le remps prescrit. Trait d'équité qui tient plus de la grandeur n'ame que de la justice exacte; car ensin, dominus qui intia tempus prosperiptum quo commode potuit, si non sstat & suum repetat pro derelicto habere presumitur, dit Loccenius, de jure marit, lib. 1, cap. 7, n. 10, fol. 77.

Il est néanmoins une sorte de naufrage qui a paru mériter que le délai de la réclamation sût abrégé, & cela en vue d'exciter, soit les parties intéressées, soit à leur désaut d'autres particuliers, à ne rien négliger pour relever & sauver le navire & les essets submergés.

C'est pour le cas d'un naufrage arrivé en pleine mer ou à la portée des côtes

sans qu'il en reste aucun vestige permanent sur la surface des eaux.

Il est ordonné en pareil cas par l'art. 2 de la Déclaration du Roi du 15 Juin 1735, que les propriétaires ou intéressés aux navires & essets ainsi naufragés, seront tenus de saire dans deux mois, à compter du jour de la nouvelle du naustrage, leur déclaration au gresse de l'Amirauté du ressort où ledit navire sera arrivé, qu'ils entendent entreprendre de relever du sond de la mer les bâtimens & essets submergés; après quoi il leur est enjoint d'y faire travailler dans le cours de six mois, à compter tout de même du jour de la nouvelle du naustrage; si non & saute de déclaration dans les deux mois, ou de faire travailler au sauvement dans les six mois, ils demeureront déchus de tout droit de réclamation.

L'art. 3 veut ensuite, qu'après ces délais expirés (ce qu'il faut entendre de celui de deux mois sans déclaration, & de celui de six mois en cas de déclaration) il soit loisible à ceux qui en auront obtenu la permission du Roi par un brevet enrégistré au Gresse de l'Amirauté du ressort, de faire construire les vaisseaux & machines qu'ils jugeront à propos, à l'esset d'entreprendre le sauvement des choses submergées, lesquelles leur appartiendront en toute propriété, à l'exception toutesois d'un dixieme pour le Roi & de parcil dixieme pour l'Amiral, qui seront présevés sur le total de ce qui sera sauvé; le Roi se réservant néanmoins la liberté de gratisser les entrepreneurs, de partie ou du total de son dixieme sclon les circonstances du sauvement.

A raison de la retenue de ce double dixieme, il est prescrit par l'art. 4, qu'il sera établi sur les bâtimens destinés auxdites entreprises, un écrivain qui sera tenu de faire un inventaire exact & sidele des choses qui seront sauvées; lequel inventaire sera signé, tant par le capitaine ou maître & autres principaux Officiers, que par ledit écrivain, dont sera remis un double au Gresse de l'Amirauté, pour, sur ledit inventaire, ainsi que sur les rapports & vérifications qui seront saits au retour, être procédé par les Officiers de l'Amirauté, à la vente & aux siquidations desdits essets en la forme prescrite par

l'Ordonnance.

par l'art. 5 & dernier, il est réglé qu'en cas de contestation entre les propriétaires & intéresses, tant aux bâtimens & machines destinées aux dites entreprises, que sur le partage du produit des essets sauvés, ensemble sur la liquidation d'iceux, circonstances & dépendances, elles seront jugées par les Ossiciers de l'Amirauté dans le ressort de laquelle l'armement aura été sait, & que les Sentences qui seront par eux rendues seront exécutées par provision, nonobstant les appellations qui en pourront être interjettées, & que les appellans seront tenus de mettre en état d'être jugées dans l'année, si non, elles sortiront leur plein & entier esset.

Je ne sache pas qu'ils se soit présenté aucune occasion de faire usage de cette

Déclaration du Roi.

Seront rendus, &c. en nature, ou s'ils ont été vendus les deniers en pro-

venans; mais pour le droit de vendre les essets durant le temps de la réclamation, les Ossiciers de l'Aminauté ne l'ont qu'en trois cas ; savoir, par l'art. 13, pour payer les salaires des ouvriers, lorsqu'il ne se présente point de réclamateur dans le mois pour y satisfaire, & par l'art. 15, lorsque le dommage arrivé aux marchandises est tel qu'il ne peut être réparé, ou que les marchandises ne peuvent être gardées sans perte considérable; ce qui suppose, ou qu'en les gardant l'avarie ne pourroit qu'augmenter considérablement, ou que les frais de garde en absorbercient ou diminueroient trop la valeur; & par l'art. 27 ci-après, lorsqu'à l'égard des essets sauvés sur les slots on tirés du fond de la mer, il n'est pas possible d'en délivier le tiers en nature à ceux qui les ont sauvés.

Hors delà il y a nécessité de garder les essets en nature durant l'an & jour; & cela résulte, tant du présent article & de deux autres ci-dessus, que de la disposition de l'art. 2 tant du Réglement du 23 Août 1739, tit. des bris, & e. qui ne parle que de la vente des essets nausragés qu'apres l'an & le jour de la réclamation.

Mais après l'an & jour, tout ce qui n'aura pas été réclamé doit être vendu par les Officiers de l'Amirauté aux termes dudit article 2 du Réglement; & tuivant l'art. 3 le produit de la vente doit être remis, moitié au receveur de M. l'Amiral, & l'autre moitié au tréforier des invalides, comme étant aux droits du Roi, les frais de justice & de sauvement préablement levés.

En payant les frais saits pour les sauver. Rien n'est plus juste; mais les propriétaires n'en sont quittes pour cela, qu'à l'égard des effets sauvés pendant ou à la suite du naustrage, ou de ceux trouvés sur les greves ou près du rivage. S'il s'agit d'essets trouvés sur les slots en pleine mer ou tirés du sont de la mer, la réclamation n'a d'esset que pour les deux tiers, & l'autre tiers appartenant de plein droit à ceux qui ont sauvé les essets, & cela avec exemption de tous frais: infrà, art. 27.

DECLARATION DU ROI,

Coucernant les Naufrages maritimes.

Donnée à Versailles le 15 Juin 1735.

OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces prefen-es Lettres verront, Salut. L'attention que nous donnons aux avantages que le commerce maritime peut procurer à nos fujets, nous ayant porté à faire examiner les dispositions des Ordonnances concernant les nausrages qui arrivent tant en mer que sur les côtes, nous avons teconnu que, quoiqu'il air pourvu par l'Ordonnance du mois d'Août 1681, liv. 4, tit. 9, & par celle du mois de Novembre 1684, liv. 4, tit. 11, à ce qui pouvoit regarder cette matière, en

accordant le délai d'une année aux propriétaires de navires & autres bâtimens de mer & des marchandises naufragés sur les côtes, pour en pouvoir saire les réclamations; l'expérience nous a fait connoître qu'il est des naufrages tels que ceux qui arrivent en pleine mer, ou à la portée des côtes, dont il ne reste aucun indice permanent sur la surface des eaux, & qui causent des pertes immenses pour nos sujets, saute d'avoir prescrit ce que les propriétaires & intéressés doivent saire pour relever les dits bâtimens & retirer les marchandises & essets naufragés dans un délai con-

pétent, nous avons cru devoir exciter ceux de nos fujets qui voudront faire les dépenfes nécessaires pour entreprendre de relever & retirer du fond de la mer lesdits bâtimens & essets naufragés, en leur accordant la pleine propriété, sanf notre droir & celui de l'Amiral, amfi qu'il fera ci-après expliqué: à quoi nous croyons devoir nous porter avec d'autant plus de justice, que sans cette attention tout ce qui se trouve ainfi submerge demeure rotalement perdu, fans aucune ressource pour les parties intéressées, au lieu qu'en excitant l'émulation de ceux de nos sujets qui se trouveront capables & en état de faire ces fortes d'entreprises, tout ce pui se trouvera ainsi sauvé peut sormer un objet d'utilité réelle pour notre Etat: à ces causes & autres à ce nous mouvans, nous avons dit & déclaré, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plait

ARTICLE PREMIER.

Que ce qui a été prescrit par nos Ordonnances de 1681 & de 1684, concernant les naufrages, bris & échouemens des vaisseaux & chargemens fur les côtes de notre Royaume foit

exécuté felon sa forme & teneur,

II. Ordonnons que pour ce qui concerne les naufrages qui sont arrivés & arriveront en pleine mer, ou à la portée des côtes; sans qu'il en reste aucun vestige permanent sur la surface des eaux, les propriéraires ou intéressés aux bâtimens & marchandifes de leur chargement ainsi naufragés, ou leurs commissionnaires soient tenus de faire dans deux mois, à compter du jour de la nouvelle du naufrage, leur déclaration au greffe de l'Amiranté du ressort où ledit n aufrage fera arrivé, qu'ils entendent entreprendre le relevement du fond de la mer & le . fauvement des bâtimens, marchandises & effets submergés, & d'y faire travailler dans le cours de fix mois, à compter du jour de la premiere nouvelle du naufrage, finon & à faute de ce faire dans ledit délai de deux mois, & de faire travailler au fauvement dans ledit délai de fix mois ci-dessns prescrit, lesdits propriétaires & intéressés demeurent déchus de tout droit de réclamation.

Ill. Voulons qu'après lesdits délais expirés, il foit loisible à ceux de nos sujets auxquels nous en accorderons la permission par des brevets qui seront expédiés par le Secretaire d'Erat ayant le département de la Marine, & enrégiftrès au greffe de l'Amirauté du ressort, de faire construire les vaisseaux & machines qu'ils jugeront à propos, à l'effet d'entreprendre le rele-

vement & sauvement desdits bâtimens, marchandifes & effets naufragés, lesquels bâtimens, marchandifes & effets ainsi tirés du fond de la mer & fauvés leur appartiendront en toute propriété, à l'exception toutefois d'un dixieme pour Nous, & de pareil dixieme pour l'Amiral, qui feront prétevés for le total de ce qui fera fauvé, nous refervant néammoins la liberté de gratifier les dits entrepreneurs de partie ou du total de notre dixieme, selon les circonstances du sauvement, par des bievets qui feront pareillement expédies par le Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine, & enregilfrés au greffe de l'Amiranté, sans aucune autre sormalité.

IV · Ordonnens qu'il fera établi fur les bâtimens destinés auxdites entreprises un écrivain qui fera jenu de faire nu inventaire exact & fidele des choses qui seront sauvées & tirées du fond de la mer, lequel inventaire fera figné, tant par le capitaine on maître & autres principaux officiers, que par ledit écrivain, dont fera remis un double au greffe de l'Amirauté, pour, sur ledit inventaire, ainst que sur les rapports & vérifications qui feront faits au retour, être procédé par les Officiers de l'Amirauté à la vente & aux liquidations desdits effets, ainsi & en la forme prescrite par les Ordonnaces de

1681 & 1684.

V. Voulons qu'en cas de contestation entre les propriétaires & intéressés, tant aux bâtimens & machines destinés auxdites entreprises, que fur le partage du produit des effets tirés du fond de la mer & fauvés, ensemble sur la liquidation d'iceux, circonstances & dépendances, elles foient jugées par les Officiers de l'Amirauté, dans le reflort de laquelle l'armement aura été fait, & que les Sentences qui seront par eux rendues, foient exécutées par provision, nonobitant les appellations qui en pourront être interjettées, & que les appellans feront tenus de mettre en état d'être jugées dans l'année, finon & à saute de ce faire dans ledit temps & icelui passé, lesdites Sentences sortiront leur plein & entier effet. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Confeillers; & les gens tenant nos Cours de Parlement, que ces Présentes ils fassent lire, publier & régistrer, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, Ordonnances, Arrêts, Réglemens, Coutumes & Privileges à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons par ces Préfentes. Voulons qu'aux copies d'icelles collationnées par l'un de nos Confeillers Secretaires, foi foit ajoutée comme à l'original. Car tel est

notre plaisir, en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donnée à Versailles le 15 Juin 1735. Et de notre regne

le vinguieme. Signé, LOUIS. Et plus bas, par le Roi PHELYPEAUX. Et scellée du grand Sceau de cire jaune.

ARTICLE XXV.

ES propriétaires seront tenus de justifier leur droit par connoissemens, polices de chargement, factures & autres semblables pieces; & les commissionnaires en outre leur qualité par un pouvoir suffisant.

L ne seroit pas naturel de remettre les essets à quiconque se présenteroit pour les réclamer; ainsi il saut que les réclamateurs justifient leur droit & qu'ils en rapportent les preuves indiquées par cet article : savoir, en ce qui concerne le corps du navire ou ses débris, l'acte de propriété ou la déclaration faite au gresse de l'Amirauté avant le départ du vaisseau. De sorte qu'un contrat d'affrétement ne sussirie pas, parce qu'il se peut qu'on affrete un navire sans en être propriétaire en entier, & qu'il n'y a que les propriétaires qui ayent droit de réclamer. Il saut néanmoins excepter l'armateur reconnu pour tel, parce qu'il représente de droit tous les propriétaires du vaisseau, non le capitaine ou maître, si ce n'est au cas que le navire puisse être relevé de son échouement & mis en état de continuer son voyage. Mais en fait de naufrage, sa qualité étant cessée, il ne peut avoir droit de réclamer qu'en vertu d'une procuration de chaque intéressé au navire, ou de l'armateur.

Quant aux marchandises, il faut distinguer les essets de la cargaison de ceux des marchands chargeurs. Pour être reçu à réclamer les premieres, à désaut de connoissement ou polices de chargement, car c'est la même chose aux termes de l'Ordonnance, la facture générale de la cargaison suffira: mais à l'égard des chargemens des particuliers, il faut naturellement produire les connoissemens, au moins en temps de paix, où il est facile d'en envoyer des doubles par d'autres navires. Cependant, comme notre article ajonte & autres semblables pieces, il faut dire que la facture générale du chargement du navire suffira aussi, & même que des factures particulieres, accompagnées de lettres d'avis de la part des chargeurs, feront des pieces supplétives, du moins à l'effet d'accorder la main-levée provisoire, sauf aux Ossiciers de l'Amirauté

à exiger d'autres preuves en définitive, suivant les circonstances.

Mais il feroit dangereux d'admettre, comme le pense le Commentateur, la simple preuve testimoniale, dans le cas où tous les papiers du navire seroient perdus dans le naustrage; non seulement à l'égard du navire, parce que le droit de propriété n'est pas de nature à être prouvé par temoins, & qu'il est facile d'en avoir les preuves par des secondes grosses des actes s'il y en a eu; mais encore en ce qui concerne les marchandises, parce que les preuves de leur chargement s'envoient par duplicata en d'autres navires. De sorte que je n'admettrois la preuve testimoniale même en cette partie, qu'autant qu'il y auroit un commencement de preuve par écrit, ou qu'il ne seroit question que de quel-

623

ques effets, mis par des passagers ou autres dans leurs coffres; ou enfin du cas particulier remarqué sur l'art. 12 du titre du jet & de la contribution.

Du reste, le plus ou le moins de preuves à exiger dépend de la prudence du Juge, qui ne décide jamais que sur les conclusions du Procureur du Roi, & sur la réponse, tant du receveur de M. l'Amiral que du trésorier des invalides. Mais qu'on ne soit pas essergé du nombre de ces contradicteurs; animés d'un même esprit, ils cherchent moins à sormer des difficultés, qu'à rendre exactement justice, en distinguant les vrais réclamateurs de ceux qui se présenteroient sans avoir droit de réclamer.

Par un pouvoir suffisant; c'est-à dire, par une procuration authentique & en bonne forme, générale ou spéciale, accompagnée des pieces sustificatives que devroit produire celui au nom duquel la réclamation se fait, s'il se présentoit en personne. Un pouvoir sous signature privée ne suffiroit pas, si ce n'est pour une délivrance provisionnelle, le porteur d'ordre étant un homme de probité & d'une solvabilité reconnue.

ARTICLE XXVI.

S I les vaisseaux & effets échoués ou trouvés sur le rivage, ne sont point réclamés dans l'an & jour, ils seront partagés également entre nous, ou les seigneurs auxquels nous aurons cédé notre droit, & l'Amiral; les frais du sauvement & de justice préalablement prissur le tout.

défaut de réclamation des effets échoués ou trouvés sur le rivage, en ordonnant le partage égal entre le Roi ou les Seigneurs à qui il aura cédé son droit, & l'Amiral; n'ont pas introduit un droit nouveau, puisque la même décision avoit déjà été portée par l'Ordonnance de 1543, art. 11 & 12, & par celle de 1584, art. 20 & 21; mais il n'étoit pas moins intéressant de la renouveller & de tenir la main à son exécution; non plus à la vérité pour abohr & proscrire l'ancien usage barbare pratiqué durant tant de siecles dans le cas des bris & nausrages, puisque depuis long-temps il n'etoit plus observé: mais pour saire rentrer la Souveraineté dans la possession paissible d'un de ses plus beaux droits, que les Seigneurs avoient usurpé à l'envi, principalement ceux qui avoient des terres un peu considérables voisines de la mer.

Tous ou presque tous s'étoient hautement attribué la propriété du rivage de la mer, avec droit de bris & naufrages & droit d'épave de mer. Ils affectoient de les employer ans leurs aveux & dénombremens; il y en avoit même qui confrontoient leurs terres; les uns à l'Espagne, les autres à l'Angleterre, la mer entre eux. A leur exemple, de moindres Seigneurs, dès qu'ils avoient la haute justice, s'arrogeoient les mêmes droits & se donnoient les mêmes licences. En Picardie, ces droits étoient connus sous le nom de lagan, & ce terme servoir à exprimer tout ce que le flot de la mer jette à la côte. Jus issua appella' ant quod aominis seudorum competebant in rebus, quas ad littus escribbat maris costus, ratione cujus, quid quid navis naufragium passa contineret, corum

erat, Ducange, verbo lagan. C'étoit la manie du temps, & l'on ne pouvoit se perfuader que c'étoient là des droits vraiment royaux. Il en est même encore aujourd'hui qui pensent que ce n'est que la loi du plus fort qui l'a décidé.

Cependant, indépendamment même des preuves que fournissent les autorités les plus respectables & les exemples de tous les siecles; les seules lumieres de la raison & du bon sens suffiroient pour montrer que ces droits sont essecti-

vement & ne peuvent être que des droits de Souveraineté-

En esset, le domaine de la mer servant de bornes aux côtes d'un Etat, domaine qui dans les premiers principes du droit appartenoit à la communauté, est dévolu essentiellement au Souverain, comme réunissant dans sa personne tous les droits & les intérêts de la communauté, à raison de la puissance publique qui réside en lui seul. A ce titre, le domaine de la mer lui appartient donc au nom & comme ches de la nation, à l'exclusion de tous Seigneurs particuliers, qui ne sont que des membres de la nation. Or, si le domaine de la mer lui appartient, le rivage qu'elle baigne lui appartient aussi; & par une autre conséquence également nécessaire, tout ce qui est trouvé sur les slots ou qui est tiré du sond de la mer, & tout ce qu'elle jette à la côte lui appartient tout de même à désaut de réclamation de la part des propriétaires de ces choses.

Le droit de bris & naufrage & d'épave de mer est donc essentiellement un droit régalien; & delà il s'ensuit qu'étant imprescriptible de sa nature, nul ne peut en jouir, ou du moins en conserver la possession, qu'en vertu d'une con-

cession expresse du Roi.

S'il faut après cela des autorités & des exemples pour montrer effectivement que ce droit a toujours été regardé comme une annexe de la Souveraineté; à Selden, Auteur Anglois, qui dans son traité intitulé mare clausum, seu de dominio maris, établit cette proposition en cent endroits, comme une vérité reconnue chez toutes les nations anciennes & modernes, & aux disférens traits déjà rapportés sur le présent titre, du nombre desquels sont la Supplique de Eumedon a l'Empereur Antonin, les loix mêmes par lesquelles le sisc avoit dérogé au droit de bris & naufrage, l'Edit de l'Empereur Andronic Comnene, l'Edit d'Henri III, Roi d'Angleterre, Duc d'Aquitaine, de l'an 1226, la réponse du Connétable de Montmorenci aux Ambassadeurs de l'Empereur, avec la remarque de Bodin, & l'Ordonnance de Sigismond, Roi de Pologne; à tout cela, dis je, on peut joindre ce passage de Juvenal, res siscies quodcumque natat, & cet aveu des anciens Jurisconsultes: Lex est, naufragium esse publicanorum, ut naufragia ad publicanos pertineant.

Loccenius, Auteur Suédois, de jure maritimo, lib. 1, cap. 7, n. 10, établit aussi comme un principe incontestable, qu'au défaut de réclamation, les effets naustragés ou trouvés sur le rivage, appartiennent au sisse à titre de souveraineté; il ajoute, fol. 78, que c'est un droit reconnu royal, tant en Suede que dans tous les pays du Nord, dans la Prusse & dans le Pays-Bas; & cela, ajoute-t-il encore, fol. 79, en considération des seux que les Souverains doivent entretenir pour la sûreté de la navigation, des précautions qu'ils prennent pour écarter les pirates, des dépenses où les engage la construction des ports & des sorteresses qui en défendent l'entrée, ensin de la protection qu'ils accordent à ceux qui sont obligés de s'y resugier; ensorte, poursuit-il, que c'est moins un gain qu'ils sont en cela, qu'une sorte de dédommagement qui

LIV. IV. TIT. IX. des Naufrages, &c. ART. XXVI.

leur en revient, ut jam non esset predæ species sed tenumeratio quadam impen-

Sarum & opera.

au Roi.

Regnier Sixtein, d'autres écrivent Sistin, célebre Jurisconsulte Allemand, traité des droits royaux, liv. 2, chap. 2, justifie tout de même que ce droitci est royal; & c'est un principe que Pussendorss suppose universellement re-

çu, traité du droit de la nature & des gens, liv. 4, chap. 6.

Mais pour venir à des autorités qui nous touchent de plus près, comme particulieres à la France; outre le passage de Hildeberg, cité par Cleirac, sur le 26e. art. des Jugemens d'Oleron, pag. 95, & par notre Commentateur, sur l'article premier ci-dessus, passage qui, en blâmant l'ancienne cruauté dont on usoit dans les naufrages, ne prouve pas moins que le profit en revenoit au fisc, en ces termes, quiquid evadebat ex naufragiis totum sibi sifcus lege patria rindicabat, passosque naufragium miserabilius violentia principis spoliabat, quam procella: nous avons aussi les Lettres-Patentes du mois d'Avril 1364, portant exemption du droit de naufrage en faveur des marchands du Royaume de Castille trafiquans en France; privilege accordé par Charles V, & confirmé en Juin 1391, Mars 1397, Janvier 1405, par Charles VI, Charles VII, Louis XI & Charles VIII. Or pour accorder ainsi l'exemption du droit de naufrage, il falloit que ce droit fût reconnu appartenir à la Couronne. Aussi le même Roi, Charles V, en donnant le Gouvernement de l'Isse d'Oleron aux Montmort, freres, se réserva-t'il expressément le droit de bris & naufrage, avec le droit de ressort ès causes d'appel devant le Gouverneur de la Rochelle, dans la commission qu'il leur sit expédier le 18 Mars 1372.

Nous avons encore pour autre antique monument, la très-ancienne Coutume de Bretagne, rédigée en 1330, confirmée, tant dans la réformation qui en fut faite en 1539 que dans la derniere de l'an 1580. Dans les trois rédactions & réformations on trouve le même article, conçu en ces termes. De toutes les noblesses qui sont dûes au Prince seulement, nonobstant qu'autres ayant accoutumé d'en user, ils n'en jouiront s'ils n'avoient titres certains. Et sur cela tous les Auteurs Bretons, Duboisgelain, en son Traité des droits royaux, des bris & bress; d'Argentré, dans son Histoire de Bretagne, liv. 2, chap. 4, & liv 5, chap. 12, que dans son Commentaire, soit sur l'art. 56 de l'ancienne coutume, soit sur le 51 de la nouvelle; Belordeau & M. de Perchambaud, sur le même art. 51, demeurent d'accord que ce mot noblesses comprend sans

difficulté, entre plusieurs droits, celui des bris & naufrage.

Or, si de tout temps en Bretagne ce droit a appartenu au Duc de Bretagne à titre de souverain, à l'exclusion de tous Seigneurs, il est évident que dans le reste de la France ce droit appartenoit tout de même essentiellement

C'est aussi ce qu'atteste tous nos Auteurs, qui ont traité la matiere, entreautres Chopin, de domanio, lib. 1, cap. 13; la Popeliniere, Traité de l'Amiral, chap. 14, pag. 71; Carondas, sur le Code Henri, liv. 20, tit 7, art. 28, sol. 609 qui en donne cette raison décisive » que le Roi est souverain Seigneur » des mers qui s'étendent à l'entour de son Royaume, par le moyen de ce » qu'en sa puissance est transféré tout le droit des choses qui étoient commu-» nes & universelles par le droit naturel ou des gens.

On feroit étonné après cela de voir que les Seigneurs se fussent attribués Tome II. Kkkk ce droit, si l'on ne savoit pas, qu'au passage de la seconde à la troisseme race de nos Rois, les Seigneurs en s'approprient & rendant héréditaires les fiefs qu'ils ne tenoient qu'à vie, usurperent en même temps, non seulement la justice avec les droits en dépendans, mais encore les droits régaliens, jusqu'à celui de faire battie monnove, d'accorder des lettres de légitimation, &c.

Il est vrai que nos Rois ayant peu à peu recouvré la majeure partie de ces dioits, il y a encore lieu de demeurer furpris de ce qu'ils ne rentrerent pas de même en possetion de celui des bris & naustrage, & d'épave de mer; mais la furprife cessera si l'on considere que ce n'est pas les Edits des 12 Fevrier 1576 & 2 Août 1582, confirmés par l'Ordonnance de 1584, art. 22, que la connoissance des naufrages & échonemens a été spécialement attribuée aux Juges de l'Amirauté, à l'exclusion de tous autres.

Avant ce temps-là, les Juges ordinaires des Seigneurs connoissant des naufrages arrivés dans leur diffriet, il étoit d'autant plus naturel qu'ils suivissent leur penchant ordinaire à favoriser leurs Seigneurs, qu'en cette partie ils y

tronvoient leur compte.

Par la même raifon , depuis & long-tems encore après , il en dut aussi être de même, foit parce que les Jurisdictions de l'Amirauté n'étoient pas affez multiplices alors pour vaquer par-tout, foit parce que l'ordre, obfervé aujourd'hui par le moyen des garde-côtes, n'étoit pas encore établi, foit enfin parce qu'il faut du temps pour affermir toute attribution particuliere de jurifdictions contre la jalousie toujours renaissante des jurisdictions ordinaires.

Et voilà comment les Seigneurs furent le maintenir si long-temps dans leur ulurpation, par rapport au droit de bris & naufrage, tant au préjudice du Roi que de l'Amiral; mais le pays où le remede fut le plus difficile & vint le plus tard, ce sut la Bretagne; & cela parce qu'il n'y avoit aucun siege d'Amirauté établi dans cette Province, n'y en ayant point eu d'érigé avant l'Edit de

169τ.

Avant cette époque, c'étoient les Juges ordinaires des Seigneurs qui connoissoient des bris, naufrages & épaves de mer, & généralement de toutes les causes maritimes, comme des procès ordinaires; & cet usage subsista jusqu'à l'Ordonnance de 1684, qui est pour la Bretagne ce qu'est la présente Ordon-

nance pour le reste du Royaume.

Il fubfista, dis-je, jusqu'à cette Ordonnance de 1684, qui le supprima par l'art. 13 du tit. premier , au moyen des défenfes qui furent faites à tous Juges & Officiers de la Province, autres que ceux des Justices ordinaires royales, de connoître, en premiere instance, des causes & matieres maritimes. Nouvel arrangement, qui cessa sept ans après, au moyen de l'Edit de 1691, portant création des fieges d'Amiranté en Bretagne, avec attribution spéciale de jurisdiction pour ces mêmes causes & matieres maritimes, à l'exclusion de tous autres Juges ordinaires & royaux, nonobítant l'art. 13 de ladite Ordonnance de 1684, auquel il fut expressément dérogé.

Par-là, la regle se trouva unisorme par tout le Royaume, sauf le privilege du Varech pour la province de Normandie, dont il fera parlé ci-après, fur les articles qui en contiennent l'exception; & il ne restaplus de ressource ou de prétente aux Seigneurs pour foutenir leur nfurpation, que dansleur longue

possession & dans ce qu'ils appelloient leurs titres.

Mais, du côté de la possession, ce qui comprenoit tous les actes de jurisdiction; les baux, les pancartes, & généralement tous les actes justificatifs de la perception des droits de bris, naufrages & épaves de mer, c'étoit une foible ressource s'agissant des droits régaliens, attendu qu'ils sont imprescriptibles de leur nature: maxime généralement reconnue comme un principe incontestable & consignée, par rapport même à ce droit-ci en particulier, dans la

A l'égard des titres, par la même raison que ces droits sont imprescriptibles, il étoit naturel de conclure, sans hésiter, qu'ils n'avoient pu être détachés de la Couronne que par une concession spéciale du Roi; ce qui imposoit par conséquent à chaque Seigneur la nécessité de produire l'acte précis de la concession, ou du moins quelques actes énonciatifs, formellement approuvés par le Roi; ce qui sit naître la question de savoir si les aveux & dénombremens n'étoient pas des actes supplétifs au désaut de représentation du titre primordial, au moins lorsqu'ils avoient été reçus & vérisses à la Chambre des Comptes.

Mais cette question là même ne pouvoit plus saire de dissiculté après la décision formelle de d'Argentré, sur la Coutume de Bretagne, qui avoit déjà réglé ce que porte le présent article de notre Ordonnance : savoir, que nul Seigneur ne peut prétendre les droits de bris, naustrages & d'épaves de mer,

qu'en vertu d'une concession spéciale du Prince.

Or d'Argentré, sur l'article 56 de la Coutume de Bretagne, notes 4 & 5, examinant d'abord de quelle nature doit être le titre, dit: Nec tamen in subjectà materià regatium, qui vis titulus & vulgaris sufficit, sed est necessarium ab eo haberi qui omnino dare potuerit. Dari verò nequit, nist à principe summo in regalibus.

Puis, venant aux aveux & dénombremens, il ajoute : Unde sit ut nec dinumeramenta & prosessiones seudales, nec tenura ut loquntur, ad id voleant, sit à intra tempora sint impugnandi, sit preterierint, propter inutilitatem possessiones qua titulo non consirmatur... nec quisquam ad consirmandam possessionem, patientiam officialium regiorum apponat, que regi obesse non debet.

Non valet igitur possessio, quamtibet continuata, ad obtinendam provisionem in materia regalium, nec ea recte probatur tenuriis dinumeramentis aut professionibus, ubi omnino titulus probandus est, & jus commune possessioni resissit, &

ordinatio eam infringit & debilitat.

Cette décision est en esset dans les vrais principes, dès qu'il est avéré que les droits de bris & naustrage ne sont pas de simples droits seigneuriaux, mais des droits royaux & de souveraineté; car, suivant l'observation judicieuse de l'Auteur du Mémoire pour seu M. le Comte de Toulouse, contre Madame la Duchesse de Les diguieres, « des aveux & dénombremens peuvent bien servir » au désaut de la premiere investiture pour régler les droits des siess eutre » le vassal & le suzerain, mais non pour décider des droits royaux entre le » Prince & le sujet. C'ast inutilement qu'on comprendroit dans des aveux des » droits qui ne dépendent point du sies, qui, par leur nature, ne sont point » censés compris dans la concession du sies, & qui ne sont point présumés cédés » par le Roi, si l'on n'en rapporte l'acte de cession en bonne forme, enrégistre » en la Chambre des Comptes; ensorte que, quand, par négligence ou par » facilité, les Officiers du Roi auroient laissé passer un droit de cette qualité

Kkkkij

" dans des aveux & dénombremens, cela ne feroit point un titre contre le "Roi, les aveux ne pouvant établir qu'une possession, & toute possession

» étant inutile où il faut un titre exprès. »

Du moins il est vrai que des aveux ne pourroient suppléer le titre de concession, qu'autant que le premier vérissé feroit une mention expresse du titre, lequel seroit visé dans l'Arrêt de vérissication; ou qu'en cas de contestation sur quelques aveux par rapport à ce droit, la vérissication en eût été faite

ensuite purement & simplement.

Mais, quelque titre qu'un Seigneur puisse avoir à ce sujet, son droit est nécessairement borné à celui du Roi, sans préjudice de celui de l'Amiral; c'est-à-dire, que tout ce qu'il peut prétendre alors, comme ayant les droits cédés du Roi, c'est de partager par moitié avec l'Amiral le profit des bris, nausrages, épaves de mer. La raison est que, le Roi ayant attribué à l'Amiral la moitié de ces profits éventuels dès l'instant de la création de cette importante charge, quelque cession qu'il ait pu saire, dans la suite, concernant ces mêmes droits, elle a dû nécessairement être bornée à la moitié qu'il s'en étoit réservée.

Et c'est ce qui a été solemnellement jugé par Arrêt du Parlement de Rennes; du 8 Février 1707. Cet Arrêt, intervenu sur le procès dont il vient d'être parle, mû entre M. le Comte de Toulouse, Amiral de France & Gouverneur de Bretagne, & Madame la Duchesse de Lesdiguieres & de Retz, en maintenant cette Duchesse dans la possession de percevoir le droit royal des bris, nausrages & épaves de mer, dans l'étendue de son Duché de Retz, comme ayant la cession du Roi, maintint en même temps M. le Comte de Toulouse, comme Gouverneur de Bretagne, & en cette qualité Amiral de cette Province; dans la possession de lever la moitié de ce même droit, dont le partage seroit fait entre lui & la Duchesse, de la même maniere qu'il se faisoit entre le Roi & Ini par-tout ailleurs où le Roi n'avoit pas cédé son droit.

La Duchesse de Retz ne bornoit pas là ses prétentions; elle vouloit encore non-seulement s'attribuer le droit de donner des congés aux vaisseaux fortant des ports de son Duché, mais encore que ses Officiers connussent, comme par le passé, des naufrages qui pourroient arriver aux côtes du même Duché; mais, par ce même Arrêt, elle sut déboutée de ces deux autres chess de demande, & M. le Comte de Toulouse sut maintenu dans le droit excluss délivrer les congés aux vaisseaux fortant des ports du Duché de Retz, comme de tous autres ports de France; &, en ce qui concerne la Jurisdiction, il sut décidé que les Officiers de l'Amiranté de Nantes auroient seuls la connoissance des bris, naufrages & épaves, qui arriveroient sur les côtes dudit Duché de

Retz, comme dans le reste de leur district.

Une observation à faire est que M. le Comte de Toulouse ne sut consirmé dans la possession de tous ces droits que comme Gouverneur de Bretagne, parce que ce n'étoir qu'en cette qualité qu'il avoit les droits d'Amirauté en Bretagne, l'Amirauté de France n'ayant aucune influence sur celle de Bretagne, comme je l'ai observé plus au long sur le titre de l'Amiral. Cela n'a point changé depuis; & actuellement M. le Duc de Penthievre n'est Amiral de Bretagne, comme du reste de la France, que parce qu'il est pourvu, comme l'étoit seu M. le Comte de Toulouse, du Gouvernement de Bretagne.

D'un autre côté, si Madame la Duchesse de Retz sut maintenue dans le droit de partager les profits des bris, nausrages & épaves de mer, avec M. le Comte de Toulouse, Gouverneur, & par-là Amiral de Bretagne, ce ne sut qu'en vertu des titres géminés qu'elle produisit en sa faveur. D'où il s'ensuit que ce n'est ni le titre des terres voisines de la mer, quelque éminent qu'il soit, comme celui d'ancienne Baronnie, de Comté, de Marquisat ni de Duché, qui peut saire maintenir des Seigneurs en possession de ce droit, quelque longue qu'elle soit, mais la seule concession du Roi rapportée en original ou énoncée dans des aveux anciens, bien suivis, ou autres actes anciens faisant pleine soi en justice.

Dans l'Amirauté de la Rochelle, il y a encore plusieurs Seigneurs qui prétendent les droits de bris, nausrages & échouemens, sur les côtes de leurs Terres: il en est même qui, à l'insçu des Officiers de l'Amirauté, ont pris connoissance, par les Officiers de leur Jurisaiction, des effets échoués à la côte; & qui, à désaut de réclamation, en ont appliqué le produit à leur profit, au mépris de la présente Ordonnance. Mais de tous ces Seigneurs, il n'y a jusqu'à présent que ceux de Fourras & de la Baronnie de Châtel-Aillon qui

aient obtenu la confirmation de ce droit.

Depuis plusieurs années, M. François-Louis Gréen de Saint-Marfault, Seigneur, Baron de Châtel-Aillon, s'étoit pourvu au Bureau de la Commission établie pour la vérification des droits maritimes, & y avoit produit ses titres, à la faveur desquels & de son ancienne possession, il avoit présenté requête, tendante à être maintenu dans la jouissance des droits d'eau, pécherie & désend,

rivages, épaves, bris & naufrages, Oc.

Après quelques Jugemens interlocutoires, il est ensin intervenu un Arrêt au Conseil d'Etat du Roi, le 27 Septembre 1757, qui, consormément à l'avis de MM. les Commissaires, a maintenu ledit Seigneur de Châtel-Aillon dans le droit de bris, nausrage & échouement, sur les côtes de sa Baronnie, pour en jouir consormément à la présente Ordonnance; c'est-à-dire, à l'esset de partager le produit des essets échoués par moitié avec M. l'Amiral, saute de réclamation dans l'an, & à la charge de prendre sa portion des mains des Ossiciers de l'Amirauté.

Si le Seigneur de Châtel-Aillon a été ainsi confirmé dans le droit de bris, naustrage & échouement, c'est sans doute parce que la Baronnie de Châtel-Aillon avoit été donnée originairement, par le Roi Charles VII, au Comte de Dunois, chef de la maison de Longueville, pour en jouir par lui & ses successeurs mâles, avec les mêmes droits que le Roi y avoit; que, depuis cette donation, le Comte de Dunois & ses successeurs de la maison de Longueville avoient toujours joui du droit de bris & naustrage; & qu'après eux, les auteurs du sieur Gréen de Saint-Marsault, acquércurs de cette Baronnie depuis 1615, avoient continué la jouissance de ce même droit.

Il est vrai qu'après l'extinction de la ligne masculine du Comte de Dunois, sinie en la personne de Louis-Charles d'Orléans de Longueville, decédé le 4 Février 1694, la Baronnie de Châtel-Aillon avoit été déclarce réunie à titre de réversion au domaine de la Couronne, par Arrêt du Conseil du 9 Mars de la même année; mais comme la maison de Saint-Marsault avoit sait plusieurs augmentations & améliorations, qu'elle avoit unies & incorporées à cette

Baronnie; & que la défunion de ccs acquisitions & améliorations auroit été trop embarrassante pour prévenir toutes dissicultés & discussions à ce sujet, le Roi accepta l'échange qui sut proposé par le sieur Gréen de Saint-Marsault de sa Terre & Seigneurie de Dompierre, contre l'ancien corps de la Baronnie de Châtel-Aillon; &, en conséquence, par contrat du 5 Février 1699, S. M. céda audit seur Gréen de Saint-Marsault tout ce qui, de ladite Baronnie, dépendoit du Domaine de la Couronne, sans aucune réserve, pour en jouir de la même manière qu'il en avoit joui avant l'Arrêt de réunion, comme subrogé aux droits

de la maison de Longueville.

De cette maniere le sieur Gréen de Saint-Marsault, Seigneur actuel de Châtel-Aillon, ayant conservé l'intégrité de la Baronnie, il n'est pas étonnant qu'il ait été maintenu & gardé par ledit Arrêt du Conseil, du 27 Septembre 1757, dans le droit de bris, nausrage & échouement; d'autant plutôt qu'en continuant la possession de ses auteurs, successeurs des Seigneurs de la maison de Longueville, il en avoit aussi joui lui personnellement. De sorte qu'il a été jugé par cet Arrêt, qu'il a les droits cédés du Roi en cette partie, à l'effet de partager avec M. l'Amiral le produit de ce qui se trouvera échoué ou jetté par la mer aux côtes de sa Baronnie, à désaut de réclamation, sans que les invalides de la Marine, à qui le Roi a cédé en général son droit de bris, nausrage & échouement, dès l'année 1712, comme il a été observé sur l'article 11 du titre des loyers des matelots, y puissent rien prétendre.

Mais l'abus ou étoit ledit Seigneur Baron de Châtel-Aillon de s'emparer, par les Officiers de sa Justice, des esfets nausragés & jettés aux côtes de sa Seigneurie, & de connoître des réclamations à l'insçu des Officiers de l'Amirauté & au mépris de leur jurisdiction, a été réprimé par le même Arrêt, en tant qu'il ajoute, sans que les Officiers de sa Justice puissent prendre aucune connoissance desdits bris & échouemens, mais seulement les Officiers de l'Amirauté.

Du reste, par rapport aux parcs & pêcheries, l'Arrêt ordonne, avant saire droit, qu'en présence du Procureur du Roi de l'Amirauté de la Rochelle, il sera, par les Officiers de ladite Amirauté, dresse procès-verbal de l'existence actuelle desdites pécheries, de leur nature & du temps de leur établissement, pour être ensuite, par Sa Majesté, ordonné ce qu'il appartiendra.

Et, à l'égard du surplus des demandes dudit Seigneur de Châtel-Aillon concernant le droit d'eau, pêcherie & désend, rivage, &c. l'Arrêt l'a mis hors de Cour.

Suit le dispositif dudit Arrêt:

Le Roi, étant en son Conseil, conformément à l'avis desdits sieurs Commissaires, a maintenu & maintient ledit sieur Gréen de Saint-Marsault, Seigneur de Châtel-Aillon, dans le droit de bris, nausrage & échouement sur les côtes de ladite Baronnie de Châtel-Aillon, pour en jouir conformément à l'Ordonnance de la Marine de 1681, & sans que les Officiers de sa Justice, puissent prendre aucune connoissance desdits bris & échouemens, mais seulement les Officiers de l'Amirauté. Avant faire droit sur la demande dudit sieur de Saint-Marsault, afin d'être maintenu en la possession & jouissance des pêcheries par lui prétendues sur les dites côtes, a ordonné & ordonne, qu'en présence du Procureur du Roi de l'Amirauté de la Rochelle, il sera, par les Officiers de ladite Amirauté, dressé procès-verbal de l'existence actuelle desdites pêcheries, de leur nature & du temps de leur établissement, pour ce

LIV. IV. TIT. IX. des Naufrages, &c. ART. XXVI. 631

fait & rapporté sur l'avis desdits sieurs Commissaires, être par Sa Majessé ordonné ce qu'il appartiendra; sur le surplus des demandes dudit sieur de Saint-Marsault, l'a mis & met hors de Cour. Enjoint aux Officiers de ladite Amirauté de la Rochelle, de tenir la main à l'exécution du présert Arrêt, lequel sera enrégistré en leur Gresse, lu, publié & assiché partour où besoin sera. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majessé y étant, tenu à Versailles le 27 Septembre 1757. Signé, Perinc de Moras.

A l'égard des sieurs Descoyeux, Seigneurs de Fourras, le même droit de bris & naustage leur avoit déjà éte consirmé, sans Arrêt du Conseil, par Jugement de Messieurs les Commissaires, du 23 Août 1754, enrégistré à l'Amirauté le 14 Avril 1757, pour en jouir, est-il dit simplement, conformément à leurs titres, & aux Ordonnances & Réglemens; sur quoi il est à els ever qu'il saut que leurs titres se soient trouvés bien précis, & leur possession bien exactement soutenue sans interruption, puisqu'ils ont si promptement obtenu la confirmation d'un droit qui est, sans contredit, du nombre des droits régaliens. Qu'ils continuent d'en jouir, à la bonne heure; mais, pour la manière de l'exercer, il n'est pas douteux qu'ils ne doivent suivre la regle établie à ce sujet par l'Arrêt du Conseil ci-dessus, concernant le Seigneur Baron de Châtel-Aillon.

Venons maintenant au particulier de notre Article, aux termes duquel les vaisseaux & essets échoués ou trouvés sur le rivage ne sont dévolus au Roi, ou aux Seigneurs ayant les droits cedés au Roi & à l'Amiral, qu'autant que la réclamation n'en aura pas été saite par les propriétaires dans l'an & jour.

Ils seront partagés également entre nous, & c. Quoique ceci confirme ce qui a été observé ci-dessus, art. 24, que, hors les trois cas qui y ont été marqués, les Ossiciers de l'Amirauté sont obligés de garder les esfets en nature pendant l'an & jour, sans les vendre; il ne s'ensuit nullement que, l'an écoulé sans qu'il se soit prétenté de réclamateur, le partage essetif & en nature doive se faire des essets entre le Roi ou ayant cause, & M. l'Amiral par moitié; non-seulement parce que cet Article veut, comme il est juste, que les frais de sauvement & de justice soient pris sur le tout, mais encore à cause des dissicultés inséparables d'un partage essettif de pareils essets.

Par cette double raison, il y a donc nécessité de vendre, au prosit commun du Roi & de M. l'Amiral, les essets non réclamés, au lieu d'en saire le partage entr'eux, d'autant plutôt encore que chacun seroit obligé de saire vendre sa portion. Aussi cette vente est-elle ordonnée expressément, au lieu de partage, par l'article 2 du Réglement du 23 Août 1739; de sorte que le partage par moitié, ordonné par notre présent Article, ne tombe que sur le prix de la

vente, déduction faite des frais de fauvement & de justice.

Cette vente, au reste, suivant le même Article 2 dudit Réglement, doit être faite par les Officiers de l'Amirauté, ceux des Classes, le Trésorier des Invalides & le Receveur de M. l'Amiral, prétens ou duement appellés; &, par l'article 3, le produit de la vente doit être remis, moitié au Receveur de M. l'Amiral, & moitié au Trésorier des Invalides, commé étant aux droits du Roi en cette partie, par-tout & dans tous les cas où les Seigneurs ne sont pas aux droits du Roi, aussi à cet égard.

On comprend que, si les essets échoués sont trouvés à la côte d'une Terre dont le Seigneur a droit de bris, naustrage & échouement, c'est avec lui que

la vente & toute la procédure doit être faite, aussi-bien qu'avec le Receveur de M. l'Amiral, sans qu'il soit question alors du Commissaire aux Classes ni du Trésorier des Invalides, comme n'y ayant plus d'intérêt; mais c'est toujours aux seuls Officiers de l'Amirauté qu'il appartient de connoître, à l'exclusion de ceux du Seigneur. C'est ce qui résulte des observations ci-dessus, & ce qui a été formellement décidé par l'Arrêt du Conseil, du 27 Septembre 1757, dont

il vient d'être parlé concernant la Baronnie de Châtel-Aillon.

Comme cet article, le suivant & autres, attribuent à M. l'Amiral la moitié des vaisseaux & essets nausragés, échoués ou trouvés sur le rivage, sans distinction des personnes à qui ils appartenoient, c'est-à-dire, sans aucune exception de ceux appartenans aux ennemis de l'Etat; & que, suivant qu'il a été observé par les articles 1 & 18, la protection & sauve-garde du Roi s'étend indisséremment à tous vaisseaux nausragés, françois ou étrangers, amis ou ennemis, même corsaires ou pirates: il sembloit qu'il n'y avoit pas plus lieu de disputer à M. l'Amiral le droit de partager avec le Roi les essets échoués ou nausragés, appartenans aux ennemis, que ceux appartenans aux amis; encore moins par l'Arrêt du Conseil, du 22 Août 1690, qui avoit préjugé la question en sa faveur.

Cependant le contraire a été décidé depuis par deux autres Arrêts du Confeil, l'un du 10 Mars 1691, & l'autre du 3 Janvier 1693, en interprétation du présent article & dudit premier Arrêt du 22 Août 1690; c'est-à-dire, qu'il a été jugé, par ces deux derniers Arrêts, que le partage par moitié entre le Roi & M. l'Amiral, à désaut de réclamation, ne doit pas avoir lieu en cas de nautrage ou échouement de vaisseau ou d'essets d'ennemis de l'Etat; qu'alors tout est consisseu prosit du Roi, sans que M. l'Amiral ait rien à y prétendre : en conformité desquels Arrêts seu M. le Comte de Toulouse a toujours jugé depuis; & notamment par Jugement du 13 Avril 1711, par lequel il adjugea au Roi la consiscation en entier du navire le Saint-Jacques & Saint-Antoine de Gènes, nausragé sur les côtes de l'Amirauté de Quimper.

Dans la même affaire, les Officiers de l'Amirauté de Quimper avoient admis les réclamations, faites par les François, des marchandifes chargées pour leur compte dans ce navire; &, par le Jugement de M. l'Amiral, il leur fut fait

défenses de rendre de pareilles Sentences à l'avenir.

Il faut respecter sans doute ces décisions: cependant, si la question étoit entiere, il seroit dissicile de goûter les raisons de cette distinction qui exclut M. l'Amiral du droit de prendre part dans les essets naufragés, sous prétexte

qu'ils ont appartenu aux ennemis de l'Etat.

Car quand on dit que, dans le concours de deux droits différens appartenans à Sa Majesté, il est naturel de choisir celui qui est le plus avantageux, & par conséquent de préserer la confiscation procédante de la qualité de l'ennemi propriétaire des essets, au droit de bris & nausrage, ou d'épavè de mer, parce que cette confiscation est dévolue au Roi seul, à raison de sa souveraineté, on ne prend pas garde qu'il y a là pétition de principe, c'est-à-dire, qu'on suppose la distinction déjà établie, au lieu d'en prouver la légitimité.

Quant au droit de souveraineté, il influe aussi-bien sur le cas d'un naustrage d'effets appartenans aux sujets ou aux neutres, qui ont manqué de réclamer, que sur celui d'un naustrage d'effets ennemis; & ce droit sacré est également

conservé

conservé dans ces deux cas, dès que M. l'Amiral n'y prend part qu'en vertu de

la concession que le Roi lui en a faite pour une moitié.

L'autre raison qu'on allegue, savoir que, par le droit de la guerre, toutes confiscations des biens des ennemis appartiennent au Roi seul, par le titre de sa souveraineté, & cela avec d'autant plus de justice qu'il supporte seul tout le poids de la guerre, a quelque chose de plus imposant, sans être pour cela plus décisive.

En effet, la loi, en fait de naufrage, ne mettant aucune différence entre les effets appartenans aux ennemis, & ceux qui appartiennent à d'autres, sur quel principe en faire la distinction pour restreindre la concession absolue saite à l'Amiral de la moitié de tous les essets naufragés, dont il n'y a pas de récla-

mation?

Dès qu'il s'agit d'effets échoués ou naufragés, qu'importe à qui ils aient appartenu au temps de l'accident? Pour avoir appartenu aux ennemis, ce n'en sont pas moins des effets naufragés, sujets par conséquent au partage par moitié entre le Roi & l'Amiral; puisque la loi ordonne ce partage indistinctement, & qu'elle a dû prévoir nécessairement que, parmi les effets échoués ou naufragés, il y en auroit quelquesois qui auroient appartenu aux ennemis.

Elle l'a prévu effectivement dans l'article 18 ci-dessus; &, n'ayant pas déclaré qu'alors les vaisseaux & leur chargement appartiendroient au Roi seul, on ne peut s'empêcher de conclure que cet article 18 a laissé le cas dans les termes du droit commun, expliqué dans notre article 26, qui, étant général & absolu,

exclut la distinction dont il s'agit.

Il est vrai, suivant la dostrine de Grotius, de jure belli & pacis, lib. 3, cap. 6, depuis le §. 8 jusqu'au 23, que les choses prises sur les ennemis appartiennent de droit au Peuple ou au Souverain qui fait la guerre, & qu'elles ne peuvent être acquises à d'autres que par une concession expresse ou tacite du même Souverain. Mais entout ceci Grotius ne parle que des choses prises sur l'ennemi dans une expédition militaire; ce qui, n'ayant rien de commun avec l'échouement ou le nausrage d'un vaisseau, ne pourroit, en tout cas, être tiré en argument, qu'autant que l'échouement ou le nausrage seroit l'esset & la suite de la chasse qui auroit été donnée au navire ennemi par un vaisseau de guerre du Roi. Alors il seroit naturel de considérer l'échouement comme prise faite par une expédition militaire; mais aussi alors il en reviendroit du moins le dixieme à M. l'Amiral, par le droit attaché à fa charge.

Mais notre hypothèse n'est pas dans ces termes. Il est question simplement d'un échouement ou d'un nausrage sortuit, causé par la tempête ou autre sortune de mer : événement tout-à-fait indépendant d'une expédition militaire, qui par conséquent exclut toute idée de prise, & réduit l'espece à un nausrage ordinaire. Or, je le répete, l'Ordonnance attribue à M. l'Amiral la moitié de tous les essets nausragés, & non réclamés; sans excepter, en aucune maniere,

ceux qui ont appartenu aux ennemis.

Si donc il saut examiner ce qui a précédé le naufrage, ce n'est que pour juger s'il y a lieu ou non à la réclamation, & par conséquent pour decider si le partage doit se faire sur le champ, ou s'il saut attendre que le temps de la réclamation soit passé. Ainsi, les essets étant reconnus avoir appartenu aux ennemis, tout ce que doit opérer cette circonstance, c'est que, n'y ayant pas Tome II.

lieu à la réclamation, le partage entre le Roi & l'Amiral doit se faire sans délai, comme il se feroit après l'an de la réclamation écoulé, si ces effets eussent appartenu à d'autres qu'à des ennemis; car ensin c'est toute la même chose qu'il n'y ait pas ouverture à la réclamation, ou que le temps en soit passée. S'il en étoit autrement, & s'il étoit vrai de dire que la moitié des effets naufragés ne sût acquise à l'Amiral que dans le cas qu'il y auroit en lieu à la réclamation, & qu'elle n'auroit pas été faite dans le temps, il s'ensuivroit qu'il n'auroit rien à prétendre dans les vaisseaux & effets nausragés des pirates, attendu que ceux-là n'ont pas plus de droit de réclamer que les ennemis avec lesquels on est en guerre déclarée. Cependant on n'a jamais douté que l'Amiral n'eût part dans les essets nausragés des pirates.

Cessant donc la décisson des Arrêts ci-dessus, on ne voit pas qu'il y eût lieu d'admettre une distinction que ne fait pas notre Ordonnance, à l'esset d'exclure M. l'Amiral du droit de prendre part dans les essets naus appartenans aux

ennemis.

Mais enfin, puisque cela est ainsi décidé, il faut s'y soumettre tant qu'il plaira au Roi de maintenir la rigueur de cette décision, en considérant alors ces essets comme pris sur les ennemis, plutôt que comme nausragés simplement. Mais aussi, sous ce point de vue, il me paroit juste d'en accorder le dixieme à M. l'Amiral, puisque ce sont des essets maritimes, & que de toutes prises faites en mer, le dixieme lui en a toujours été acquis, comme étant un des plus anciens droits de cette charge éminente. A la vérité, ce dixieme est aboli maintenant; mais il pourroit revivre dans la suite.

Par identité de raison, si dans le vaisseau ennemi échoué il y avoit des marchandises chargées par des François, le dixieme en seroit également dû à M. l'Amiral, le tout étant déclaré de bonne prise par l'article 7 du titre des

prifes.

Et cela me paroît faire d'autant moins de difficulté, que s'il ne s'agissoit que de faire valoir la confiscation à cet égard, abstraction faite de toute idée de prise en pareil cas, ce seroit à M. l'Amiral précisément qu'appartiendroit la confiscation des marchandises chargées pour le compte des François dans le navire ennemi. La raison est que la confiscation alors seroit une peine de la contravention commise par les François; en un mot, d'un délit maritime, & que toute confiscation qui a pour canse une contravention à l'Ordonnance de la Marine, ou un délit maritime, est au prosit de M. l'Amiral, suivant les preuves rapportées ci-dessus, liv. 1, tit. 1, art. 10.

Il me semble que cette conséquence ne peut être éludée qu'en considérant tous ces essets comme pris sur l'ennemi; & , à ce titre, il saut convenir qu'il

en appartient nécessairement le dixieme à l'Amiral.

Au surplus, que M. l'Amiral ait part ou non dans la confication des effets des ennemis, en cas de naufrage ou d'échouement, elle n'est pas moins de la compétence de l'Amirauté, comme il résulte du Jugement ci-dessus daté, rendu par seu M. le Comte de Toulouse, & de quantité d'autres antérieurs & postérieurs; mais, comme cela dépend de la matiere des prises, les Officiers de l'Amirauté n'en peuvent connoître que pour saire l'instruction, & préparer la decision au Conseil des prises.

ARTICLE XXVII.

S I toutesois les essets naufragés ont été treuvés en pleine mer, ou tirés de son sond, la troisieme partie en sera délivrée incessamment & sans frais, en especes ou en deniers, à ceux qui les auront sauvés; & les deux autres tiers seront déposés pour être rendus aux propriétaires, s'ils les réclament dans le temps ci-dessus; après lequel ils seront partagés également entre nous & l'Amiral, les frais de Justice préalablement pris sur les deux tiers.

L'Exception, portée par cet article, cst jugée à tous égards; mais il saut prendre garde à ne pas l'étendre au-delà de ses bornes: c'est-à-dire, comme il a été observé sur l'article 19, à ne pas consondre les essets sauvés en pleine mer ou tirés de son sond, hors le cas d'un nausrage connu auquel on travaille actuellement, avec ceux qui sont sauvés de la même maniere, par ordre ou

sans ordre, à peu de distance du rivage, & à vue des travailleurs.

Dans l'un & l'autre cas, ceux qui ont ainsi sauvé des essets, sont également tenus d'en faire la déclaration, dans vingt-quatre heures, aux Officiers de l'Amirauté, aux termes dudit article 19, sous les peines y portées, relatives à celles de l'article 5: mais leur condition sera dissérente; en ce que, au premier cas, le tiers des essets appartiendra à ceux qui les auront sauvés, conformément à la disposition du présent article, & qu'au second, au lieu du tiers, ils n'auront que leurs frais de sauvement, suivant la taxe qui en sera faite, eu égard à la nature du travail. La raison est, qu'il ne s'agit pas, dans ce dernier cas, d'une chose perdue ou réputée abandonnée, comme dans le premier, puisqu'il est question d'un naufrage dont on est occupé à recueillir les restes & les débris.

L'espece de notre article ainsi déterminée, il est juste, comme il l'ordonne effectivement, que le tiers des essets soit délivré, sans délai, à ceux qui les ont ainsi sauvés; puisque, réclamés ou non, ce tiers leur est déclaré pleinement acquis, & qu'ainsi il ne peut y avoir aucune raison pour dissérer de leur faire la délivrance de leur tiers. Cela, au reste, avoit déjà été ainsi réglé par l'Arrêt de vérification de l'Ordonnance de 1543, en expliquant l'art. 12 en cette partie.

L'article 47 des Loix Rhodiennes, à l'égard des effets tirés du fond de la mer, en attribuoit le tiers à ceux qui les avoient fauvés à la profondent de huit coudées, & la moitié, s'ils les avoient tirés à quinze coudées. Pour ce qui est des effets sauvés sur les flots, l'art. 45 n'en accordoit que le quint. Il est mienx de ne point distinguer, & de donner le tiers dans tous ces cas.

Notre article ajoute & fans frais; ce qui fignifie simplement qu'ils auront leur tiers franc & quitte de tous frais de Justice, de garde & de loyers de magasin, & nullement qu'outre leur tiers, ils seront payés sur les deux tiers restans de leurs frais de sauvement. Ces frais-là, il est évident qu'ils les confondent en eux-mêmes, au moyen du tiers qu'ils ont dans les essets; lequel tiers ne leur est acquis qu'en considération de leur travail, & des risques qu'ils

LIII ii

peuvent avoir courus à ce sujet. Mais aussi il doit leur être permis de renoncer à ce tiers pour demander leurs frais de sauvement, s'ils croient y trouver mieux leur compte; car ensin l'article est en leur faveur, quoiqu'on ne seroit pas recevable à leur disputer ce tiers, sous prétexte qu'il excéderoit de beau-

coup les frais de fauvement.

Notre article ajoute encore en espece ou en deniers; d'où il s'ensuit que, si le partage des essets peut se faire de maniere que le tiers puisse leur en être délivré en nature, sans lésson ou inconvénient de part ni d'autre, il faudra le leur artribuer essectivement en nature, en appellant au partage toutes les parties intéressées; & qu'au contraire, si le partage n'est pas praticable, il faudra procéder à la vente judiciaire du total des essets, & délivrer sur le champ le tiers du prix en provenant à ceux qui les auront sauvés.

Reste de savoir sur cela si, parce que l'article porte qu'ils auront ce tiers sans srais, & que ce seront les deux autres tiers qui supporteront seuls les srais de Justice, ils doivent avoir ce tiers, sans être tenus de supporter à proportion les srais du partage, dans le cas où il pourra se faire, ou de la vente dans

le cas contraire?

La raison de douter est, qu'aux termes du Droit commun, tout partage ou tout acte supplictif à partage doit être sait aux frais de la chose, par conséquent aux dépens de tous les part-prenans dans la chose, mais la disposition de notre article est trop claire en faveur de ceux qui ont sauvé les effets de la maniere qui y est exprimée, pour qu'on ne les regarde pas comme affranchis de la regle générale. Aussi est-il vrai que, dans l'usage, leurs tiers leur a toujours été délivré sans aucune déduction pour raison des frais du partage ou de la vente, non plus que des autres frais de Justice, de garde & magasinage, dont la tôtalité a perpétuellement été à la charge des deux autres tiers, qu'ils aient été réclamés ou non. Mais alors aussi il n'est plus question des frais de sauvement, ayant été payés ou compensés par le moyen du tiers qui a été délivré à ceux qui ont sauvé les effets.

A l'exemple des effets naufragés, trouvés en pleine mer, il est naturel de conclure que, si un navire abandonné de son équipage, soit après l'échouement, soit pour éviter le danger d'un naufrage imminent, soit ensin par la crainte d'être pris des pirates ou des ennemis, est trouvé en pleine mer & sauvé, le tiers en appartiendra à celui qui l'aura sauvé; de maniere qu'il faudra lui payer le tiers de la valeur, tant du navire que de tout ce qui s'y trouvera, saus le recours des propriétaires contre les assureurs chargés de la baraterie de patron, & des uns & des autres contre le capitaine du navire, pour le cas où il ne sera pas excusable de l'avoir abandonné. La raison, en esset, étant la même que dans les deux cas de notre article, la décision ne peut être différente, que celui qui a rencontré le navire ainsi abandonné à la merci des slots, soit de la même nation ou d'une autre. Il y en a au reste un exemple affez récent au sujet d'un navire abandonné durant la derniere guerre, qui avoit été rencontré par un allié, & qui l'avoit conduit à Bordeaux.

On prétend néanmoins que Regusse rapporte un Arrêt qui a jugé qu'en pareil cas, i' n'étoit dû qu'une simple récompense, au lieu du tiers, à celui qui avoit sauvé & amené un navire ainsi abandonné en pleine mer, sur ce principe qu'il n'y a pas là de nausrage; mais qu'importe dès que le nausrage, en pareil

cas, est inévitable?

Le partage de ce tiers doit se faire entre le propriétaire du navire & les gens de l'équipage, comme en matiere de prises; sur quoi voir l'art. 33 du tit. des prises, & l'art. premier du Traité des contrats maritimes de Cleirac.

Il n'est pas douteux que, si le navire est à la part, le bénésice dont il s'agit ne doive être rapporté à la masse commune : mais je douterois fort que les passagers dussent y prendre part, malgré l'avis contraire de Targa, à moins qu'ils n'eussent fait le service dans le navire, conjointement avec les gens de l'équipage; attendu que le prosit dont il s'agit ici, n'est acquis qu'à raison du travail, l'inventeur, dans la regle générale, n'ayant rien à prétendre dans

l'épave qu'il trouve.

Comme cet article n'attribue spécialement le tiers des effets sauvés qu'à ceux qui les ont trouvés en pleine mer, ou qui les ont tirés de son fond; & que. dans l'article précédent, où il est question d'esfets échoués & trouvés sur le rivage, il est dit simplement, qu'à défaut de réclamation dans l'an & jour, ils seront partagés entre le Roi & M. l'Amiral, sans autre déduction que des frais de fauvement & de justice. Il est tout simple de conclure de là que l'esprit de l'Ordonnance est, que ceux qui auront sauvé des esfets naufragés, autrement qu'en les trouvant sur les flots en pleine mer, ou en les tirant de son fond, n'en puissent prétendre le tiers, & qu'ils doivent se contenter des frais de lauvement dans les autres cas; que les effets aient été rencontrés sur les greves, & sauvés fur le rivage, dans le cours des travaux ordonnés à l'occasion d'un nausrage connu, ou en toute autre circonstance. Et cette conséquence paroît d'autant plus naturelle & mieux fondée, qu'il s'agit là d'une simple épave, appellée varec en Normandie. Or il est décidé par les articles de la Contume de Normandie, compris fous le titre de varce, que tout ce qui est jetté par le slot sur le rivage de la mer, appartient au Seigneur voifin du rivage, sans que ceux qui l'ont trouvé y aient aucune part; & , d'un autre côté , la regle générale , en fait d'épave, est que celui qui l'a rencontrée, n'y peut rien prétendre que ses frais de fauvement.

Cependant, en matiere d'épave de mer, ce qui comprend, tant ce qui est trouvé sur le rivage; que ce qui peut y être tiré avec le secours du flot & de quelque instrument, on pourroit dire que le tiers en appartient à ceux qui ont ainsi trouvé & sauvé des essets nausragés, pourvu néanmoins que cela soit arrivé hors le temps d'un travail actuel, ordonné pour sauver les débris d'un nausrage, & qu'il ne se présente point de réclamateur dans l'an & jour.

Ces raisons qui appuient cette opinion, les voici. La presente Ordonnance n'a nullement dérogé aux articles 11 & 12 de l'Ordonnance de 1543, & aux 20 & 21 de celle de 1584, qui, sans distinguer les diverses manieres de sauver les effets nausragés, en accordent indifférenment le tiers à ceux qui les ont trouvés & sauvés, dès qu'il n'est question que de l'intérêt du Roi & de l'Amiral. C'est aussi la regle que l'on suit en Suede & dans toute la mer Baltique, au rapport de Loccenius, de jure maritimo, lib. 1, cap. 7, n. 1; quoique les Loix Rhodiennes, art. 45, n'accordassent que le cinquieme à ceux qui avoient sauvé les essets sur les slots, & le dixieme à ceux qui ne les avoient sauvés qu'à la distance d'une coudée du rivage, art. 47.

La seule dissérence qu'il y a, à cet égard, entre nos anciennes Ordonnances, modifiées par l'Arrêt d'enrégistrement du 10 Mars 1543, & la présente, est

qu'à l'égard des effets sauvés sur les flots, ou tirés du fond de la mer, les propriétaires n'avoient que deux mois pour réclamer les deux tiers qui devoient être déposés; au lieu que, par la présente Ordonnance, ils ont l'an & jour pour réclamer les effets naufragés, de quelque maniere qu'ils aient été sauvés.

Mais pour ce qui est du gain du tiers, attribué par ces anciennes Ordonnances, à désaut de réclamation, à ceux qui auroient trouvé des effets sur les greves & rivages de la mer, encore un coup, la présente Ordonnance n'y a du tout point dérogé dans le précédent article, qui ne regarde que les effets sauvés à la suite d'un naustrage, par des travaux saits sous les yeux & par les ordres des Officiers de l'Amirauté; & la preuve en résulte de la disposition des articles 29 & 36 ci-après.

En effet, l'art. 29,, après avoir dit que les choses du crû de la mer, demeureront entièrement à ceux qui les auront tirées du fond de la mer, ou qui les auront pêchées sur les flots, ajoute, &, s'ils les ont trouvées sur les greves, ils

n'en auront que le tiers, &c.

Voilà donc le tiers de ce qui est trouvé sur les greves, formellement attribué à ceux qui en ont sait la rencontre & le sauvement, lorsqu'il ne s'agit que de l'intérêt du Roi & de l'Amiral. Et qu'on ne dise pas que c'est ici une espece particuliere, puisqu'il est question de choses qui n'ont appartenu à personne, comme érant du crû de la mer; car la circonstance est tout-à-sait indissérente vis-à-vis du Roi & de l'Amiral. Par rapport à eux en esset, il est absolument égal que les essets n'aient jamais eu de propriétaire, ou qu'ils aient appartenu à quelqu'un, dès qu'ils n'ont pas été réclamés. Ainsi l'article décidant que des choses du crû de la mer, trouvées sur les greves, le tiers en appartient à ceux qui les ont sauvées, il en résulte nécessairement qu'il en doit être de même des choses qui ont appartenu à quelqu'un, & qui n'ont pas été réclamées dans le temps.

Il n'est plus permis, au reste, d'en douter, à la vue de l'article 36, qui, au sujet de l'argent monnoyé, des bagues & autres essets de prix, trouvés sur un cadavre, ordonne qu'à désaut de réclamation dans l'an & jour, le partage en soit sait entre le Roi, l'Amiral, & celui qui aura trouvé le cadavre avec ses essets; car ensinil s'agit là de choses qui ont appartenu à quelqu'un: au moyen de quoi, l'objection prise de ce que l'article 29 ne parle que de choses qui

n'ont appartenu à personne, est sans conséquence à tous égards.

Concluons donc, sans hésiter, ajoutent les partisans de cette opinion, qu'aux termes de notre Ordonnance, plus généreuse en cela que la Coutume de Notmandie, le tiers des essets, jettés par la mer sur les greves & rivages, appartient à ceux qui les ont trouvés, lorsqu'ils ne sont pas réclamés dans l'an & jour, & que ce n'est que dans le cas de la réclamation qu'on peut les faire contenter des frais de sauvement, ou lorsqu'ils n'ont sauvé les essets que durant le cours des travaux ordonnés à l'occasion d'un naustrage, parce qu'alors ils ne peuvent pas être de meilleure condition que les autres travailleurs.

Il est vrai, continuent-ils encore, que, dans la pratique ordinaire, ceux qui trouvent des essets à la côte hors le temps d'un nausrage, ne sont payés que de leurs frais de sauvement, tout comme ceux qui, dans un nausrage, sont commandés pour y travailler. Mais, si l'on en use de la sorte, c'est d'un côté, qu'ils aiment mieux être payés de leurs journées pour tout salaire, sans atten-

dre le temps de la réclamation; & que, d'un autre côté, ne s'agissant presque toujours que de quelques débris de peu de valeur, l'expérience sait voir qu'ils gagnent plus en recevant le salaire de leurs journées, que s'ils prenoient le tiers du produit de la vente de ces essets. Mais cela ne décide pas de leur droit; & il n'est pas douteux que, s'ils vouloient attendre que le temps de la réclamation sût passé, ils ne sussent fondés à en prétendre le tiers, au lieu du paiement de la taxe de leurs journées ou marées.

Quelque imposant que paroisse d'abord ce raisonnement, il n'est que spécieux néanmoins, & il ne peut tenir contre la combinaison simple & naturelle

de cet article avec le précédent.

En effet, le précédent article, parlant des vaisseaux & effets échoués ou trouvés sur le rivage, veut, en général & sans distinction, qu'ils soient partagés entre le Roi & M, l'Amiral, les frais de sauvement préalablement pris sur le tout.

Et celui-ci ne contient une exception que par rapport aux effets trouvés en pleine mer, ou tirés de son sond, pour en attribuer la troisieme partie à

ceux qui les auront sauvés de cette maniere.

Ce n'est donc qu'à ceux-là que le tiers est attribué; &, pour ce qui est des essets trouvés sur le rivage ou près du rivage, il ne revient absolument à ceux qui les auront trouvés & sauvés que leur frais de sauvement.

Il n'y a donc plus à raisonner après cela; & il ne falloit point une dérogation

plus formelle aux Ordonnances de 1543 & 1584 en cette partie.

Quant à l'argument tiré des articles 29 & 36 ci-après, ce sont que des

exceptions qui servent à confirmer la regle pour le surplus.

Après tout, l'usage, qui est le meilleur interprete des loix, a toujours été de n'attribuer à ceux qui trouvent des essets échoués sur le rivage, & qui les

sauvent, que leur frais de sauvement.

Ce qui autoriseroit même cet usage, indépendamment de la loi, si elle n'étoit pas aussi claire qu'elle l'est, c'est qu'au moyen de l'établissement des gardecôtes dans les Amirautés, ou ce sont eux qui découvrent les premiers les essets qui arrivent à la côte, ou s'ils sont prévenus par d'autres, ils en sont informés d'abord, & aussi-tôt ils sont travailler au sauvement. Or, d'une ou d'autre maniere, il n'échoit que le paiement des journées, au lieu de la délivrance du tiers, parce qu'ils sont préposés par les Officiers de l'Amirauté pour recueillir & mettre en sûreté tout ce qui vient à la côte.

Ne feroit-il pas ridicule, au reste, que ceux qui trouveroient ainsi des effets sur le rivage, & qui les sauveroient sans aucun risque, comme sans grand travail, sustent aussi savorisés que ceux qui, avec des risques & beaucoup plus de dépense, les sauveroient sur les slots en pleine mer, où les sireroient de

fon fond?

Enfin ce qui est trouvé sur le rivage ou ailleurs n'est qu'une épave; & la regle cst, en sait d'épave, comme il a été observé, que celui qui la trouve, ne peut prétendre que les srais par lui saits pour la sauver. Cette regle, confirmée encore par le Réglement du 23 Août 1739, art. 3, tit. des bris & naufrages, ne soustre d'exception que dans les cas exprimés, tant par cet art. 27, que dans les 29 & 36 ci-après. Il saut donc nécessairement s'en tenir là.

En cas de naufrage avec submersion totale, de maniere qu'il n'en reste

aucun vestige permanent sur la surface des eaux, il y a la Déclaration du Roi, du 15 Juin 1735, dont les dispositions ont été rapportées sur l'article 24 ci-dessus. Le temps de la réclamation y est réduit à deux ou six mois; & le produit des essets sauvés est abandonné à ceux qui les ont retirés du sond de la mer, ayant obtenu la permission d'y faire travailler, saus le dixieme au prosit du Roi, & un autre dixieme en faveur de M. l'Amiral.

ARTICLE XXVIII.

ES ancres tirées du fond de la mer, qui ne seront point réclamées dans deux mois, après la déclaration qui en aura été fait, appartiendront entiérement à ceux qui les auront pêchées.

Et article contient une nouvelle exception, bien plus avantageuse encore que celle de l'article précédent, pour ceux qui tirent des effets du sond de la mer, puisque, si ce sont des ancres, il n'y a que deux mois pour leur réclamation, & qu'à défaut de réclamation, elles appartiennent en entier à ceux qui les ont pêchées, le Roi ayant bien voulu renoncer à son droit & à celui de M. l'Amiral en cette partie.

La raison de l'une & de l'autre de ces dispositions est, qu'il importe extrêmement à la sûreté de la navigation qu'il ne reste point d'ancres dans les rades, à cause des avaries & des dommages considérables qu'elles pourroient saire aux navires, soit aux corps des bâtimens, soit à leurs cables, soit aux silets de

pêche.

Pour prévenir ces inconvéniens, il étoit naturel, d'un côté, de rendre les propriétaires, & les capitaines ou maîtres de navires, attentifs à faire pêcher les ancres qu'ils feroient forcés, par la tempête ou par quelque autre incident, de laisser ou abandonner, soit en coupant leurs cables, soit en les filant par bout, s'ils ne vouloient pas s'exposer à les perdre; &, d'un autre côté, d'inviter, par l'attrait du gain, ceux qui rencontrervient des ancres dans les rades ou le long des côtes, à les pêcher, & c'est à quoi il a été pourvu, par cet article, de la maniere la plus convenable, en bornant le temps de la réclamation à deux mois, & en attribuant, après ce temps, la totalité de l'ancre à celui qui l'aura pêchée.

Comme l'article 2 du titre précédent enjoint aux maîtres & capitaines de navire qui seront obligés d'abandonner leurs ancres dans les rades, d'y mettre des hoirins, bouées ou gaviteaux, à peine de perte de leurs ancres, qui appartiendront à ceux qui les auront péchées, & d'amende arbitraire, on pourroit penfer que celui ci n'a d'application qu'aux ancres auxquelles il aura été laissé une marque pour les saire reconnoître; c'est-à-dire, qu'il n'admet la réclamation pendant deux mois, qu'en saveur des capitaines qui auront mis sur leurs ancres des hoirins, bouées ou gaviteaux, & qu'à l'égard des autres, leuts ancres doi-

vent être perdues fans retour.

Cependant nous ne l'avons jamais entendu de la forte, & nous avons toujours tenu, au contraire, que cet article ne pouvoit regarder que les ancres laissées LIV. IV. TIT. IX. des Naufrages, &c. ART. XXVIII.

laissées sans bouées dans les rades, par la raison qu'il a perpétuellement été désendu aux maîtres de barques ou autres bâtimens de lever celles qui seroient trouvées ayant les marques prescrites: désenses qui ont été renouvellées encore depuis peu par Réglement de cette Amirauté du 25 Mai 1751, art. 3 & 4.

Ces défenses sont sondées sur ce que rien n'est plus juste que de laisser aux maîtres ou capitaines de navire, la faculté de retirer leurs ancres, que le danger où ils se sont trouvés les a obligés d'abandonner en coupant leurs cables, les silant par bout, non seulement afin de leur éviter par-là la perte du tiers de leurs ancres, si elles étoient pêchées par d'autres, mais encore, ce qui est d'une toute autre conséquence, pour ne pas retarder quelquesois leur départ ou la continuation de leur voyage; car, comme le dit sort bien l'article 45 des Jugemens d'Oleron, tel a laissé son ancre au matin, qui se pourra recouvrer au soir.

Or, sans ces désenses, il seroit difficile qu'un capitaine de navire pût recouvrer ses ancres promptement & à peu de frais; ou plutôt il seroit comme impossible qu'il ne sût pas prévenu par les pilotes lamaneurs, les pêcheurs, les maîtres de traversiers, d'alleges ou autres bâtimens qui passent continuellement dans les rades, sans compter qu'il pourroit y en avoir qui se sussent apperçus de la manœuvre qu'il auroit été obligé de saire en abandonnant ses ancres.

A la faveur de ces mêmes défenses, il est arrivé que tel capitaine de navire prêt à partir, ayant été forcé de quitter ses ancres, & les ayant ensuite recouvrées aussi-tôt après le danger passé, n'a essuyé qu'un retardement de vingt-quatre heures ou environ, tandis que si ses ancres eussent été pêchées par d'autres, son départ auroit été différé de huit jours au moins, même de quinze & plus, suivant les circonstances, ou qu'il auroit été obligé de se pourvoir d'autres ancres.

C'est par toutes ces considérations que les Officiers de l'Amirauté se sont toujours fait un devoir de tenir la main à l'exécution de ces désenses pour l'intérêt de la navigation; & qu'ils ont pris aussi d'autres précautions, tant pour réprimer les autres abus résultans de la pêche des ancres, que pour faire cesser les contestations qui naissoient fréquemment à ce sujet, comme on le verra dans la suite.

Mais, pour se borner actuellement au sens de cet article, il est évident qu'il ne peut s'entendre des ancres trouvées avec leurs bouées, au moyen des défenses faites aux maitres de barques & autres bâtimens, de les lever dans cet état, à peine de restitution des ancres, sans espérance de rétribution pour droit de sauvement, & de 100 liv. d'amende. D'où il s'ensuit qu'il saut en saire l'application aux ancres trouvées sans bouées dans les rades, & qu'ainsi c'est aux propriétaires de ces ancres qu'il est permis d'en faire la réclamation dans les deux mois; mais après ce temps elles sont perdues pour eux sans retour.

Il est vrai, comme il a été observé ci-dessus, que l'art. 2 du tit. précédent enjoint aux maîtres & capitaines, qui sont forcés de laisser leurs ancres, d'y mettre des bouées, à peine de perdre leurs ancres, qui appartiendront à ceux qui les auront pêchées; mais aussi il suppose qu'ils l'ont pu & qu'ils ne l'ont pas voulu, puisqu'il les assujettit en même temps à une amende arbitraire : peine qui ne peut être que la suite d'une prévarication ou d'un manquement volontaire.

Or, cette supposition n'étant rien moins que naturelle, par l'intérêt pressant Tome II. Mmmm qu'à tout capitaine de recouvrer ses ancres promptement & par lui-même, ne suit-ce que pour se garantir de payer le tiers de leur valeur à cenx qui les auront sauvées, il saudroit le convaincre de prévarication, c'est-à-dire, de n'avoir pas voulu mettre des bouées sur ses ancres, le pouvant facilement, pour
l'exclure du droit de réclamer. Car ensin la présomption est toute en sa faveur,
que le même danger qui l'a obligé d'abandonner ses ancres, ne lui a pas permis d'y mettre des bouées. Et où trouver des preuves capables de détruire
cette présomption? Comment même prouver qu'il n'y avoit pas de bouées sur
les ancres? S'en rapporteroit-on à la déclaration intéressée de ceux qui auroient
trouvé les ancres, après y avoir été si souvent trompé?

Si l'on oppose que cela n'arriveroit pas si les capitaines ou maîtres, aussi-tôt après qu'ils ont jetté l'ancre dans une rade, y mettoient une bouée; la réponse cst que cela n'a jamais été d'usage, & qu'il n'y a aucune loi qui les y oblige. Ce n'est en esset que dans les ports qu'il leur est enjoint expressément d'attacher une bouée à chaque ancre, à peine de cinquante livres d'amende, & de reparer tout le dommage qui en arrivera, aux termes de l'art. 5, tit. premier. ci-dessus, relatif à l'art. 15 des Jugemens d'Oleron, & aux articles 28 & 51 de

l'Ordonnance de Wisbuy.

Dans les rades, c'est autre chose; & le même art. 2 du tit. précédent, en est une preuve, puisqu'il n'enjoint aux capitaines de mettre des bouées sur leurs ancres, que lorsque la tempête les oblige de les abandonner. La raison de dissérence au reste est sensible: c'est que dans les rades il y a toujours assez d'eau pour qu'un petit bâtiment puisse passer sur une ancre sans y toucher, & qu'à l'égard des gros navires, c'est à ceux qui les conduisent à éviter les autres gros navires qu'ils rencontrent, pour ne pas être incommodés de leurs ancres, dont ils ne peuvent ignorer la position. Au lieu que dans un port, où le terrein demeure à découvert à toutes les marées basses, & où par conséquent il ne peut y avoir au-dessus des ancres que quelques pieds d'eau aux marées hautes, tous les bâtimens qui passeroient sur les ancres en seroient incommodés, s'ils n'étoient avertis par des bouées de les éviter.

Delà il faut donc conclure que l'article 2 du titre précédent, ne doit être pris à la lettre pour la perte absolue des ancres trouvées sans bouées, & pêchées, que lorsqu'elles sont rencontrées dans des ports ou havres; & qu'à. l'égard des ancres trouvées sans bouées dans les rades, la réclamation en doit être admise dans les deux mois, en conformité du présent article, s'il n'y a preuve positive que le capitaine a manqué d'y mettre des bouées, ayant toute.

liberté de le faire lorsqu'il les a abandonnées.

Il reste à prévenir une objection que l'on pourroit saire au sujet des désenses de lever les ancres dans les rades lorsqu'elles sont marquées par des bouées; & cette objection est qu'au moyen de ces désenses, des ancres pouvant rester trop long-temps sans être relevées, c'est donner lieu aux inconvéniens que, le present article a en intention d'éviter, en excitant, par l'attrait du gain, ceux qui rencontrent des ancres, à les enlever.

A quoi l'on répond, en premier lieu, que tout capitaine qui se trouve sorcé. de laisser ses ancres, est extrêmement attentis à les reconvrer le plutôt qu'il se peut, par le pressant besoin qu'il en a ; qu'il y ait mis des bouées ou non; & que lorsqu'elles ont essettivement des bouées, il est rare qu'il ne

LIV. IV. TIT. IX. des Naufrages, &c. ART. XXVIII. 643

les rencontre pas promptement. En second lieu, que s'il arrivoit qu'un capitaine sût assez négligent pour ne pas saire la recherche de ses ancres en temps convenable, il y seroit pourvu par les Officiers de l'Amirauté, relativement à l'article 4 du Réglement du 25 Mai 1751, dont il a déjà été parlé: au moyen de quoi les désenses dont il s'agit sont de toute justice, sans être sujettes à aucun inconvénient.

La feule omission qui ait été faite dans ce Réglement, est de n'avoir pas sixé le temps dans lequel les capitaines seroient tenus d'aller à la recousse de leurs aucres, faute de quoi il seroit permis à quiconque de les relever; mais cette omission-là même a été saite à dessein, & il a paru convenable que les Juges

se réservassent la liberté d'en décider suivant les circonstances.

Ce n'est donc qu'avec la permission des Juges que les maîtres de barques & d'autres bâtimens peuvent licitement relever les ancres trouvées dans les rades avec des bouées; & alors il en est pour le droit de les réclamer, comme de celles qui ont été laissées sans bouées, c'est-à-dire, que les propriétaires des unes & des autres ont également deux mois pour en faire la réclamation, à compter du jour de la déclaration qui en aura été saite au gresse de l'Amirauté; laquelle déclaration est sans frais, de même que toute autre concernant

les effets naufragés & les épaves de mer.

La réclamation se trouvant bien sondée, ce qui gît en preuve, elle n'a lieu qu'à la charge du paiement du tiers de la valeur de l'ancre à ceux qui l'ont sauvée, Notre article ne le dit pas, à la vérité, mais c'est une conséquence nécessaire de l'article précédent, puisqu'il s'agit d'un objet tiré du sond de la mer. Et s'il n'y a pas de réclamation dans les deux mois, l'ancre appartient alors entiérement à ceux qui l'ont pêchée; & cela sans retour) ce délai ayant toujours été jugé satal contre les propriétaires) de même que sans partage avec le Roi & l'Amiral, Sa Majesté, par une grace spéciale, ayant bien voulu déroger à son droit en cette partie, contre la disposition de l'art. 45 des Jugemens d'Oleron.

La regle est que ceux qui ont perdu leurs ancres en sassent leur déclaration au greffe de l'Amirauté, dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, en même temps qu'ils sont leur rapport, puisque c'est une avarie qu'ils ont soussert. Cela est méme d'autant plus intéressant pour eux que cette précaution les met sur la voie de suivre plus promptement leurs ancres & de les réclamer avec moins de difficultés à essuyer. Et parce que les difficultés augmentent ou diminuent suivant que les déclarations sont p'us ou moins circonstanciées, il a été ordonné par l'art. premier du Règlement déjà cité du 25 Mai 175t, que les déclarations qui seront faites par les maîtres & capitaines de navires, au sujet des ancres qu'ils anront été obligés de laisser ou d'abandonner dans les rades & sur les côtes de ce département, seront mention du lieu où les ancres auront été abandonnées; s'il y a été mis des bouées avec hoirins ou non; si le cable y a été laissé en entier ou en partie seulement, avec indication de sa grosseur & de sa longueur, de même que des autres marques capables de saire reconnoître l'ancre.

De leur côté, les lamaneurs, maîtres de traversiers, d'alleges & autres bâtimens, qui ont trouvé & levé des ancres, sont aussi tenus d'en faire leur déclaration au greffe de l'Amirauté, aux termes de cet article, & cela dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, relativement à la disposition de l'article

Mmmm ij

pêchée.

15 du tit. 3, concernant les pilotes lamaneurs, & encore par argument de l'article 19 ci-dessus, & sous les peines y portées; c'est-à-dire, d'être punis-comme receleurs, conformément à l'art. 45 des Jugemens d'Oleron. A quoî l'article 2 du même Réglement de 1751 a ajouté la privation de tout droit de sauvement, & cinquante livres d'amende; en leur enjoignant au surplus d'indiquer dans leur déclaration le poids & la marque de l'ancre, la qualité, la longueur & la grosseur de son cable, & dans qu'elles circonstances ils l'auront

Ce n'est pas tout: comme il y avoit des plaintes fréquentes que les maîtres de traversiers & autres bâtimens, en vue d'empêcher la réclamation des ancres qu'ils avoient pêchées, les avoient portées dans les ports obliques de leur demeure, les tenans dans des lieux peu fréquentés; qu'il y en avoit même qui les avoient portées hors l'étendue de la Jurisdiction, & dans des lieux inhabités; d'où il est arrivé que des propriétaires & maîtres de navires, malgrétoutes leurs recherches & perquisitions, n'avoient pu découvrir leurs ancres pour les réclamer dans le temps. Pour remédier à d'aussi grands abus, il a été enjoint à ces maîtres de barques, par le même article 2, & sous les mêmes peines, d'apporter sans délai, dans le port de cette Ville, les ancres qu'ils auroient pêchées avec leurs cables, & de les déposer dans l'endtoit indiqué par l'article 5; avec défenses de les porter ailleurs, à peine, pour la premiere sois, de payer le double de la valeur de l'ancre & du cable, & de 100 liv. d'amende, applicable moitié au dénonciateur; pour la seconde sois, du double de l'amende applicable de la même manière, & de plus grande peine selon l'exigence des cas.

Et parce que les maîtres des bâtimens des ports obliques se seroient trouvés par cet arrangement de pire condition que ceux du port de cette Ville, s'il n'eût été pourvu à leur dédommagement, il a été ordonné par l'art. 6, qu'outre & par-dessus le tiers à eux acquis de la valeur des ancres & de leurs cables, il leur seroit payé par les réclamateurs la somme qui seroit réglée par les Officiers de l'Amirauté, pour les frais de leur voyage en ce port, pour apporter & déposer les dites ancres : au moyen de quoi l'ordre a été pleinement rétabli,

& toute justice observée à cet égard.

La réclamation des ancres se fait par requête, de même que de tous les autres effets naufragés, & des épaves; & la seule distérence qu'il y ait à ce sujet, est qu'il n'y a que deux mois pour réclamer les ancres. Du reste la réclamation doit être soutenue de preuves dans cette occasion comme en toute autre; & c'est à ceux qui ont trouvé les ancres, à discuter les preuves, comme ayant seuls intétêt à la chose; à l'esset de quoi la requête leur est communiquée pour avoir leur réponse; & ce n'est pas le cas de la communiquer, comme il se pratique dans les autres occasions, au receveur de M. l'Amiral & au trésorier des invalides, attendu qu'ils n'y ont aucun intérêt, que la réclamation soit sondée ou non.

Lorsque la déclaration de la perte de l'ancre est bien circonstanciée, & qu'elle a été faite avant le sauvement, il ne saut rien de plus si le cable a été silé par bout; en tout cas, toune difficulté est levée au moyen de l'attestation de deux personnes dignes de soi, ou de l'affirmation de l'armateur & du capitaine. Si le cable a été coupé, la preuve se sait par un témoin muet, c'est-à-dire, en comparant le bout du cable resté dans le navire, avec celui resté à l'ancre.

Dans ce dernier cas, si cette preuve par comparaison des deux bouts du cable ne pouvoit se faire dans le temps, parce que le navire auroit été jetté par la tempête sur d'autres parages, ou parce qu'il auroit été forcé de faire route, comme il est arrivé quelquesois, & que les autres preuves qui pourroient être offertes par le réclamateur ne sussent pas suffisantes, il échoiroit alors de surfeoir pendant un temps compétent pour le rapport des preuves; bien entendu néanmoins que la requête en réclamation eût été présentée dans les deux mois après la déclaration; sans quoi il y auroit sin de non-recevoir absolument, & l'ancre seroit adjugée en entier à celui qui l'auroit pêchée, avec pleine faculté d'en disposer. Cela s'ordonne sans hésiter, sur une simple requête présentée à cette sin aussi-tôt que les deux mois sont écoulés.

REGLEMENT DE L'AMIRAUTÉ DE LA ROCHELLE,

Pour la Pêche des Ancres.

Du 25 Mai 1751.

DEPARLEROI.

LOUIS-JEAN-MARIE DE BOURBON, DUC DE PENTHIEVRE; de Châteauvillain & de Rembouillet, Gouverneur & Lieutenant-Général pour le Roi en sa province de Bretagne, Pair & Amiral de France: à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Savoir faisons que,

CUR la remontrance à nous faite par le Pro-Ocureur du Roi, que très-souvent il survient des contestations entre les propriétaires ou les maîtres de navires, & les maîtres de traversiers, chaloupes, filadieres & autres bâtimens qui navigent ou font leur pêche le long des côtes de l'étendue de notre département, au sujet des ancres qui sont tirées du fond de la mer ; qu'il est arrivé que des ancres laissées dans les rades par des maîtres de bâtimens, forcés de couper leurs cables ou de les filer par bout, ne se sont plus trouvées, malgré la précaution prise par ces maîtres de laisser sur leur ancres des bouées ou gavitaux avec leurs hoirins, & leur diligence à les envoyer pêcher, après en avoir fait leur déclaration à notre Greffe, parce qu'elles avoient été péchées & enlevées par des maîites de traversiers, alleges ou filadieres, qui quelquetois s'etant apperçus des manœuvres qui avoient obligé les capitaines d'abandonner leurs ancres, pouvoient d'autant plus aisément les pré-

venir qu'ils étoientencore guidés par les bouées qu'ils disoient en suite n'avoir point trouvé; qu'il est arrivé aussi, que de ceux qui ont pêché des ancres, les uns n'en ont point fait de déclaration & se les sont appropriés, d'autres les ont emportés dans les lieux & ports de leur demeure ,. les tenans dans des endroits peu fréquentés, attendant avec impatience que les deux mois fulfent écoulés, pour demander qu'elles leur fufsent adjugées: que ce dernier abus s'est tellement multiplié, que le Procureur du Roi est informé que des maîtres de traversiers & autrespêcheurs de ports obliques & isles adjacentes de ce département, qui ont pêché des ancres fans dictinction, si elles étoient marquées ou non par des bouées & gaviteaux, non contensde les emporter dans le lieu de leur demeure & de les déposer devant leurs maisons ou en d'autres endroits écartés, les ont même portés hors de l'érendue de notre Jurisdiction, à l'Équillon-& dans les lieux inhabités, & plus fouvent fans-

en faire de déclaration, de peur qu'elles ne fussent réclamées, ne trouvant pas que le tiers de leur valeur fût un dédommagement suffisant pour eux; que par ce manege, les recherches que font les propriétaires & maîtres des navires dont les ancres ont été abandonnées devenant d'ordinaire inutiles par l'incertitude des lieux où elles ont été portées, les négocians armateurs ne sont que trop fondés à le plaindre de la contraveution de ces pêcheurs & maîtres de barques à l'esprit de l'Ordonnance; qu'il leur est arrivé plusieurs sois d'avoir fait saire les perquisitions les plus exactes de leursancres perdues, fans avoir pu les découvrir, & qu'ils avoient en ensuite le désagrément d'apprendre au bout de deux ou trois mois, que des pêcheurs en avoient obteun la délivrance & en avoient difposé ; que la police & le bon ordre exigeoient qu'il fût remédié à des abus que la cupidité & l'impunité ne pourroient qu'augmenter de jour en jour, pourquoi il requéroit qu'il y fût par nous statuć, & pourvu par un Réglement qui, en fixant la maniere de pêcher les ancres, ordonnât que le dépôt de celles qui feroient tirées du fond de la mer, dans les rades & l'étendue de ce département, fût fait à l'avenir dans un lieu public, fréquenté journellement, & où chacun pourroit facilement reconnoître fon ancre perdue, afin qu'en prévenant par-là les inconvéniens & les discussions, tout puisse se passer à cet égard dans l'ordre & dans les regles, à la fatisfaction, tant de celui qui perd son ancre que de celui qui la trouve.

Sur quoi nous avons audit Procureur du Roi, donné acte de sa remontrance, & après en avoir délibéré relativement à différentes sentences rendues en ce Siege, conformément à l'Ordonnance de la Marine du mois d'Août 1681. Nous avons ordonné provisionnellement ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Les maîtres & capitaines de navires qui seront obligés de laisser ou abandonner leurs ancres dans les rades & sur les côtes de notre département, seronr tenus d'en faire leur déclaration circonstanciée à notre gresse dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, contenant le lieu où l'ancre aura été laissée & abandonnée, s'ils y ont mis une bonée avec l'hoirin ou non, s'ils y ont laissé le cable entier ou une partie seulement, sa grosseur, sa longueur & les marques qui peuvent faire distinguer leur ancre.

11. Tous maîtres de traversiers, alleges, filadieres ou autres bâtimens & navires sans distinction, qui auront tité des ancres du fond de la mer ou le long des côtes, feront tenus de les apporter avec leurs cables, fans délai, en cette Ville, & d'en faire pareillement leur déclaration à notre Greffe dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, laquelle déclaration contiendra le poids & la marque de l'ancre, la qualité, la longueur & la grofleur du cable qu'ils y auront trouvé, & dans quelles circonftances ils l'auront pêchée & tirée du fond de la mer, à peine contre les contrevenans, de la reffitution de l'ancre, fans répétition de leurs droits de fauvement, & de cinquante livres d'amende.

III. Défendons fous les mêmes peines à tous les dits maîtres de traversiers, filadieres & autres bâtimens, de toucher aux ancres qui auront une bouée ou gaviteau, ni de s'immiscer à les tirer du fond de la mer; comme aussi d'enlever les bouées, d'en séparer ou couper les hoirins sur peine de répondre de la perte des ancres, & de

cent livres d'amende.

IV. Leur faisons pareillement défenses, loss-qu'en draguant ou par quelqu'autre manœuvre, ils trouveront dans le fond de la mer ou sur les côtes, une ancre, à laquelle sera attachée une bouée par un hoirin qui ne parostroit plus cependant, par envasement ou entortillement de l'hoirin, de lever ladite ancre; leur enjoignons au contraire de remettre la bouée à flot, & d'en faire leur déclaration à notre Gresse dans les vingt-quatre heures, saus après leur déclaration à être pourvus par nous au sauvement & pêche de ladite ancre.

V. Ordonnons que les ancres qui seront apportées en cette Ville, conformément à l'article 2 ci-dessus, seront déposées avec leurs cables fur la greve joignant l'ancien éperon proche le havre de cette Ville, entre la tour de la chaîne & la tonr de la lanterne, lieu qui nous a été indiqué par les principaux Négocians & Armateurs, comme étant le plus propre, le plus commode & le plus fréquenté par les maîtres & capitaines de navires ; en conféquence avons fait désenses à tous maîtres de traversiers & tous autres qui auront tiré lesdites ancres de la mer; de les porter & exposer en aucuns autres lieux, places, greves ou rues, à peine contre les contrevenans, pour la premiere fois, de payer le double de la valeur de l'ancre & cable qu'ils auront aussi porté ailleurs, cachés ou détournés, par forme de dommages & intérêts, & de cent livres d'amende applicable, moitié au dénonciateur; pour la seconde fois, du double de l'amende, aussi applicable, moitié au dénouciateur, & de plus grande peine, selon l'exigence

VI. Indépendamment du tiers, attribué par

l'Ordonnance de la Marine, la valeur des ancres sauvées, à ceux qui les tireront & pêcheront du fond de la mer, sans dol & sans fraude, & avec l'observation des regles ci-dessus prescrites : il sera encore alloué aux maîtres, qui ne sont pas de ce port, leurs frais de voyage en cette Ville, pour déposer & exposer lesdites ancres, suivant qu'ils seront par nous taxés; l'esquels frais seront aussi payés par les réclamateurs, qui, après avoir reconnu lesdites ancres, se trouveront fondés à en demander & obtenir la main-levée & délivrance, à la maniere accoutumée, dans les temps porté par ladite Ordonnance, laquelle sera au surplus exécutée selon sa forme & teneur. Et afin que notre présent Réglement soit rendu notoire, avons permis

audit Procureur du Roi, de le faire imprimer, lire, publier & afficher par-tout où besoin sera, ce qui sera exécuté nonobstant oppositions ou appellations quelconques, comme Ordonnance de Police. Fait & donné pas Nous LOUIS-THEODORE BERAUDIN, Ecuyer, Confeiller du Roi, Lieutenant, Juge ordinaire, civil & criminel, Commissaire, Enquêteur & Examinateur & Garde-Scel au Siege de l'Amirauté de la ville de la Rochelle, de l'avis de Me. Pierre Jean-Baptiste Grisson, Conseiller du Roi en ce Siege, le vingt-cinq Mai 1751. Signé à la minute, BERAUDIN, GRIFFON, VALIN, Procureur du Roi, & BOUTET, Greffier.

ARTICLE XXIX.

ES choses du crû de la mer, comme ambre, corail, poissons à lard, & autres semblables qui n'auront appartenu a personne, demeureront aussi entiérement à ceux qui les auront tirées du sond de la mer, ou pêchées sur les flots; & s'ils les ont trouvées sur les greves, ils n'en auront que le tiers, & les deux autres seront partagés entre nous, ou ceux à qui nous aurons donné notre droit, & l'Amiral.

PAR la raison qu'il s'agit dans cet article de choses réputées n'avoir appartenu à personne, il n'y est point parlé de leur réclamation. Cependant si elles avoient rééllement appartenu à quelqu'un, pour les avoir pêchées & ensuite perdues, il n'est pas douteux que, moyennant la preuve du fait, elles ne sussent sujettes à être réclamées; & cela dans l'an & jour, relativement aux articles 26 & 27 ci dessus, pour valoir la réclamation jusqu'à concurrence des deux tiers seulement, l'autre tiers demeurant nécessairement acquis à ceux qui les auroient tirées du sond de la mer ou pêchées sur les slots.

Et parce qu'il se peut que ces choses aient effectivement appartenu à quelqu'un, il est de la regle, & d'ailleurs le bon ordre l'exige, que la déclaration en soit saite au grefse de l'Amirauté dans les vingt quatre heures, comme il

a été observé supra, art. 20.

Si ces mêmes choses ont été trouvées sur les greves, la déclaration est d'autant plus indispensable, que celui qui les a trouvées ne peut y prétendre que le tiers, les deux autres tiers étant dévolus au Roi & à M. l'Amiral. Aussi, l'article 20 est-il précis pour la déclaration dans les vingt-quatre heures, aussibien par rapport aux choses du crû de la mer, qu'au sujet de tous autres essets trouvés sur le rivage.

Dans ce dernier cas, s'il se présente un réclamateur dans l'an & jour, & que sa réclamation soit bien sondée, il ne sera plus question du partage ordonnée

par cet article, & les choses seront réglées par la disposition de l'article 24, c'est-à-dire, que le tout sera rendu au propriétaire ou la valeur, à la déduction simplement des frais de sauvement & de Justice. Mais alors il saut communiquer la requête en réclamation au receveur de M. l'Amiral & au trésorier

des invalides, comme ayant les droits cédés du Roi.

Je dis ou la valeur, parce que dans l'incertitude si ces choses ont véritablement appartenu à quelqu'un ou non, ou plutôt la présomption étant naturelle qu'elles n'ont appartenu à personne, il ne conviendrost pas de garder pendant un an celles qui pourroient effectivement être conservées, sans les vendre, ni d'en déposer aussi le produit, dès qu'il ne se présentera pas de réclamateur, avant le partage du produit de ses effets entre le Roi, M. l'Amiral, & celui qui les aura sauvés; rien n'empêchera qu'il ne se fasse provisionnellement, saus le rapport à faire en cas de réclamation. De même, si ces choses ont été trouvées sur les slots, ou tirées du sond de la mer, rien ne doit empêcher qu'elles ne soient délivrées à celui qui les aura ainsi sauvées, après en avoir toutes sait saire l'essimation, à l'effet qu'en cas de réclamation les deux tiers de cette estimation seroient rendus au réclamateur, à la déduction des frais de Justice en entier, relativement à l'article 27.

Dans le cas du partage ordonné par cet article, il est entendu que ce n'est qu'après les frais de Justice prélevés sur le tout; de sorte qu'il n'y a de partage à saire, par tiers, que de ce qui reste net, sans déduction toutesois des frais de sauvement; parce qu'ils sont consondus dans le tiers que prend celui qui a

trouvé ces effets, de même que dans le cas de l'art. 27.

L'article 34 des Jugemens d'Oleron, parlant des choses qui ne surent à personne, comme pierres précieuses, poissons & herbes marines, les attribue en entier à ceux qui les auront trouvées en la mer ou sur le rivage, conformément au Droit Romain.

Par rapport aux poissons à lard, l'art. 44 les donne aussi à ceux qui les auront trouvés en pleine mer, s'il n'y a poursuite, c'est-à-dire, réclamation. Et à l'égard de ceux qui seront trouvés sur le rivage, l'article 37 veut qu'on ait égard à la Coutume du pays, pour régler la part qu'y doit avoir le Seigneur.

Ce qui se rapporte à la province de Normandie.

Les poissons à lard sont les baleines, les veaux-marins, les marsouins, les thons, les souffleurs, & autres poissons qui ont beaucoup de graisse propre à sondre pour en tirer de l'huile. Cleirac, sur l'art. 38 des Jugemens d'Oleron, n. 2, page 136. C'est aussi la disposition de l'article 2, tit. 7, liv. 5 ci-après.

Tels sont les poissons qui, trouvés sur le rivage de la mer, doivent être partagés conformément au présent article, saus le droit de varech en Normandie, instrà, art. 42; quoique de droit ils appartiennent au Souverain, suivant Selden, de dominio maris, lib. 1, cap. 24, fol. 178. Pour ce qui est des poissons royaux, qui sont les dauphins, les esturgeons, les saumons & les truites, l'article premier du même titre 7 déclare qu'ils appartiennent au Roi, étant trouvés échonés sur le bord de la mer, en payant les salaires de ceux qui les auront rencontrés & mis en lieu de sûreté. Mais, parce que l'article 3 déclare aussi que lorsque les poissons, tant royaux qu'à lard, auront été pris en pleine mer, ils appartiendront à ceux qui les auront pêchés, sans en payer

aucun droit à cette occasion à qui que ce soir, jamais dans cette Amirauté il

ne s'est présenté de cas pour y appliquer la disposition de l'article premier, concernant les poissons royaux. Il s'est toujours trouvé; c'est à dire, qu'on a toujours supposé qu'ils avoient été pris en pleine mer; il a fallu en passer

par-là, à défaut de preuve contraire.

On comprend par la regle, exceptio firmat regulam in cateris, qui est la même que celle-ci, qui negat de uno affirmat de altero; on comprend, dis-je, que tous poissons, autres que les royaux & ceux à lard, trouvés échoués sur les côtes, appartiennent de plein droit & sans partage, à ceux qui les trouvent; puifqu'il n'y auroit que le Roi, comme Souverain du rivage de la mer, qui pourroit y prendre part, pour la partager avec l'Amiral, & que le Roi a bien voulu renoncer à son droit d'épave en cette partie. Mais il faut excepter la province de Normandie à cause du droit de varech qui s'étend à tout ce qui est trouvé sur le rivage. & par conséquent à tous les poissons, sauf les poissons royaux.

ARTICLE XXX.

F Aisons défenses à tous Seigneurs particuliers & Officiers de Guerre ou de Justice, de prendre aucune connoissance des bris & échouemens, & de s'en attribuer aucuns droits, à cause de leurs terres, offices ou commissions, & d'y troubler les Officiers de l'Amirauté, à peine de privation de leurs fiefs, offices & emplois; & à tous foldats & cavaliers de courir aux naufrages, à peine de la vie.

T E droit de bris & naufrage ou échouement, & d'épave de mer, ayant L'été déclaré royal, il étoit de la suite de faire désenses aux Seigneurs, & aux Officiers de Guerre & de Justice, & à toutes autres personnes de prendre aucune connoissance des bris & échouemens, des naufrages & des épaves de mer, de s'attribuer aucuns droits à ce sujet, à cause de leurs terres, Offices ou commissions, & d'y troubler les Officiers de l'Amirauté.

Ces défenses étoient même d'autant plus naturelles & nécessaires, que les Seigneurs ne s'étoient si long-temps maintenus dans l'usurpation de ces droits régaliens, qu'à la faveur de leurs Justices, leurs Juges étant en possession de connoître comme Juges ordinaires, non seulement des bris & naufrages, mais encore de toutes autres causes maritimes, avant que l'attribution en cût spécialement été faite aux Officiers de l'Amirauté, comme il a été observé

sur l'article 26 ci-dessus.

Aussi dès que les circonstances permirent au Gouvernement de prendre des mesures efficaces pour faire rentrer la Souveraineté dans la pleine jouissince de ses droits, des désenses pareilles à celles portées par cet article, ne tarderent-elles pas à paroître, comme on le peut voir dans l'Ordonnance de . 1629, art. 450 & 451, & dans les divers Arrêts du Conseil intervenns en con-Tome II. Nnnn

féquence, cités sur l'art. 13 du tit. de l'Amiral, auxquels on peut joindre celui du 11 Mai 1673, rendu contre le Maire de Boulogne & le Seigneur de Busca, Capitaine garde-côtes, & celui du 4 Octobre 1707, rendu contre les Officiers de la Seigneurie d'Usa, à l'occasion d'un naufrage arrivé près de Bayonne.

De forte que tout ce que le présent article a fait de plus, ç'a été d'ajouter aux peines prononcées auparavant contre les rétractaires, celle de la privation de leurs siefs, offices & emplois; ce qui étoit le plus sûr moyen de se

faire obéir.

Pour ce qui est des défenses saites en même-temps aux foldats & cavaliers de courir aux naufrages, à peine de la vie, elles sont tirées ou imitées de la loi 7, sf. de incendio, ruina nauf qui les étendoit pareillement aux esclaves du Prince, en ces termes : sed nec intervenire naufragiis colligendis, aut militem, aut privatum, aut libertum, servum-ve Principis, placere sibi ait Senatus.

La moitié de ces défenses est aité à pénétrer; c'est pourquoi je doute que pour faire subir aux soldats trouvés sans ordre aux nausrages, la peine de mort prononcée contr'eux par cet article, il sut nécessaire de les convaincre juridiquement d'avoir pillé & volé des essets. Le fait seul déposeroit contre eux, & seroit plus que les rendre suspects, attendu ces désenses qu'ils ne peuvent ignorer, à moins qu'ils n'eussent un Officier à leur tête, & qu'ils ne parussent au nausrage que pour y maintenir l'ordre, en attendant l'arrivée des Officiers de l'Amirauté. Exception qu'il seroit peut-être même dangereux d'admettre, à cause des conséquences, & même de l'article suivant.

Mais il ne faut pas confondre le cas d'un naufrage connu & instant, avec celui de la rencontre de quelques effets apportés de loin par la mer, & jettés sur le rivage. A la vérité, des soldats invalides ou autres qui, ayant trouvé ces effets, se les seroient appropriés, au lieu d'en faire leur déclaration aux Officiers de l'Amirauté, seroient punissables; mais ce ne seroit pas de la peine de mort : ils devroient seulement être punis comme receleurs, relativement

à l'art. 20 ci-dessus.

Par l'art. 5, tit. 5 aussi ci-dessus, pareilles désenses sont saites aux Capitaines garde-côtes, sous des peines plus rigoureuses encore que celles qui sont prononcées ici contre les Seigneurs & Officiers. Ce qui a été renouvellé par l'art. 3, tit. 10 du Réglement du 28 Janvier 1716.

ARTICLE XXXI.

Seront néanmoins les Gouverneurs des places, & commandans des garnisons des villes & lieux maritimes, tenus de donner main-forte aux Officiers de l'Amirauté & aux intéressés dans les naufrages, quand ils en seront par eux requis, & d'envoyer pour cet esse des officiers & soldats, dont il répondront.

N aucun cas, les foldats ne doivent donc pas paroître aux naufrages s'ils n'en font requis par les Officiers de l'Amirauté, ou par les parties intéressées au naufrage, en l'absence de ceux-ci. Alors seulement les Gouver-

LIV. IV. TIT. IX. des Naufrages, &c. ART. XXXI.

neurs des places & Commandans des garnifons des lieux & villes maritimes, peuvent donner des détachemens pour arrêter les désordres qui sont si com-

muns dans les naufrages; & non seulement ils le peuvent, mais même ils doivent nécessairement prêter main-forte aux Officiers de l'Amirauté qui ré-

clament leur secours.

Et afin que ce secours soit utile, sans mêlange d'inconvéniens, non seulement le Commandant doit nommer un ou plusieurs officiers pour régler la conduite des foldats; mais encore cet article le rend responsable de tout le

tort que pourroient causer, & les soldats & les officiers.

Le Commentateur observe que ce service des soldats doit être gartuit & fans frais: & il a raifon, tant qu'il n'est question que de la main-forte; parce que ce n'est alors qu'une suite du service militaire, qui ne peut pas plus être refusé qu'en cas d'incendie ou d'émeute populaire, lorsqu'il est requis par les Magistrats. Mais si les soldats éroient employés à sauver des essets naufragés, ou simplement à la garde de ces mêmes effets, nul doute qu'il ne fallût les payer sur le pied des autres travailleurs, ne s'agissant plus en ce cas de service militaire.

C'est pour cela aussi que ce secours peut être resusé par les Commandans, lorsqu'il n'y a pas de désordre à arrêter, ou qu'il peut être retiré lorsque l'ordre est rétabli. Si donc hors ces circonstances ils accordent des soldats pour les travaux, sur la demande qui leur en est faite, il est juste que ce soit à la charge d'une rétribution pareille à celle des autres travailleurs.

ARTICLE XXXII.

To Njoignons à ceux qui trouveront sur les greves des corps noyés, Le de les mettre en lieu d'où le flot ne les puisse emporter, & d'en donner incontinent avis aux Officiers de l'Amirauté, auxquels ils feront rapport des choses trouvées sur les cadavres; leur défendons de les dépouiller ou enfouir dans les sables, à peine de punition corporelle.

P Ar l'article 8, titre 2, livre premier, auquel celui-ci se rapporte, au lieu d'y déroger, ce n'est pas seulement des corps noyés trouvés sur les greves qu'il appartient aux Officiers de l'Amirauté d'en faire la levée privativement à tous autres Juges; c'est encore des corps noyés en mer, ou dans les ports, même dans les rivieres navigables jusqu'où le flux & le reflux se fait sentir : parce que tout cela est du territoire on district de l'Amirauté.

Il est de l'humanité de retirer les corps noyés de dessus les greves & de les mettre en lieu d'où le flot ne les puisse emporter, afin de leur procurer la sépulture, & de les empêcher de devenir la pâture des poissons ou des autres animaux. Cet acte de religion rempli, il est aussi du devoir de ceux qui ont trouvé ces cadavres d'en donner incontinent avis aux Officiers de l'Amiranté; & c'est à quoi l'on est assez exact. Mais pour ce qui est du rapport ou aveu de choses trouvées sur les cadayres, tout se réduit ordinairement aux habil-

Nanai

lemens & à quelques bagatelles, outre les papiers, sans qu'il soit jamais

question d'argent ni d'autre chose de prix-

Il est arrivé même quelquefois, contre les défenses expresses de cet article, & malgré la peine corporelle attachée à leur infraction, que des cadavres ont été trouvés dépouillés & nuds ; mais parce que cela ne se'st rencontré que dans des endroits écartés de la côte, on n'a pu que rarement en découvrir les auteurs pour leur faire subir la peine méritée, quelques perquisitions qu'on air faites à ce sujet.

Pour ce qui est du crime d'enfouir les corps dans le sable, lorsque le fait a été découvert, la providence a permis qu'on ait reconnu les coupables, qui ont été punis avec plus on moins de sévérité suivant les circonstances. Heureusement que ces forfaits sont extrêmement rares dans cette Amirauté.

ARTICLE XXXIII.

M Ussi-tôt après l'avis reçu, les Officiers se transporteront sur les lieux pour dresser procès-verbal de l'état du cadavre & des choses trouvées avec le corps.

Es Officiers de l'Amirauté remplissent avec toute la diligence & l'exactitude possible ce qui leur est prescrit par cet article. La conduite qu'ils. ont contume de tenir dans ces occasions, est détaillée sur l'article 8, titre 2, livre premier.

ARTICLE XXXIV.

Es Curés seront tenus d'inhumer les cadavres dans le cimetiere de leur paroisse, s'il est reconnu que les personnes sussent de la religion catholique, apottolique & romaine; à quoi faire ils seront contraints par saisse de leur temporel.

L n'en faut jamais venir aux extrêmités avec les Curés, pour l'inhumation I des corps noyés. Lorsque les cadavres sont réclamés par quelque parent ou ami qui offre de lui faire donner la fépulture, on le lui abandonne; & à defaut de réclamation le Juge prie le Curé du lieu par un billet, de lui donner la fépulture eccléfiastique, s'il n'y a aucune circonstance qui indique que le défunt ne professoit pas la religion catholique, parce que alors la préfomption est en faveur de la catholicité.

En conséquence, le Curé fait l'enterrement dans le cintetiere de sa paroisse,. à quoi il n'y a jamais eu de difficulté. Cet enterrement se fait toujours par charité & gratuitement, lorsqu'outre les vêtemens, il ne se trouve pas sur le cadavre de quoi en faire les frais. Quand le corps est trouvé noyé dans le havre de cette Ville, comme il y a alors une affluence prodigieuse de monde, que la curiofité appelle à la levée du cadavre ; on a coutume de faire une

quête pour les frais de l'enterrement, du produit de laquelle quête, on achete un fuaire, & le furplus est remis au Curé pour le luminaire & fes droits curiaux;

mais il est rare qu'il y ait de quoi suffire à tout.

Sur ce que le présent article porte que l'enterrement se sera dans le cimetiere, le Commentateur dit « & non d'obligation dans l'Eglise, à moins qu'il » ne se trouve sur le corps du désunt de l'argent ou autres esses propres à » saire de l'argent en le vendant. » Mais de quel droit sous ce prétexte saire enterrer le cadavre dans l'Eglise & par conséquent avec pompe? » En tour cas, il faudroir pour cela qu'il sut question d'une personne d'un certain rang; autrement il conviendroit de borner à une sépulture simple & commune, en un mot, proportionnée à l'état & la profession connue ou présumée du défunt.

S'il arrivoit que le Curé resusant de désérer à la prière du Juge, le Procureur du Roi seroit sondé alors à lui faire une sommation de donner la sépulture au cadavre; & sur un nouveau resus, de l'assigner pour s'y voir condamner, sur peine de la saisse de son temporel, aux termes de cet article, même d'amende en cas de persévérance dans le resus. Tout cela étant de la compétence du Juge laïque, comme dépendant de la Police civile & criminelle, & la police en matiere maritime appartenant incontestablement aux Officiers de l'Amirauté, aussi-bien contre les ecclésiassiques que contre les laïques.

Un refus au reste qui auroit pour cause le désaut de preuve de catholicité, n'en seroit pas moins blâmable, parce que le Juge s'étant déterminé par la présomption de la catholicité, ce n'est point au Curé à élever des doutes à ce

sujet & à former des difficultés en conséquence.

Au surplus si le cadavre étoit reconnu pour être d'un pays étranger, protestant ou insidele, on ne lui donneroit la sépulture ecclésiastique, qu'autant qu'il y auroit preuve sussissante de sa catholicité. Sans cela on se seroit enterrer daus le cimetiere des étrangers, ou à désaut d'un tel cimetiere, en quelque lieu prosane.

ARTICLE XXXV.

Es vêtemens trouvés sur le cadavre, seront délivrés à ceux qui l'auront tiré sur les greves & transporté au cimétiere.

Ela est juste & s'est toujours observé de quelque valeur que sussent les vêtemens, asin d'engager par là à la pratique de cet acte de piété & de religion. Le mal est que ceux qui trouvent des cadavres sur le rivage, sans considérer que leurs vêtemens leur sont acquis légitimement, en mettant les corps hors de la portée des slots, & en les portant, après le procès-verbal de visite des Officiers de l'Amirauté, au lieu de la sépulture, ont quelques ois l'inhumanité de les dépouiller; en quoi ils commettent gratuitement un crime qui les expose à une-punition corporelle, & sont un vol a ceux qui transportent le corps au cimetière, en le privant de la part qu'ils auroient dû avoir dans ces vêtemens. Car il ne faut pas croire que ceux qui ont enlevé la dépouille,

soient ceux-là même qui se présentent pour porter le corps au lieu de la sépul-

ture; ils auroient peur d'être découverts.

Dans l'hypothese de notre article, où le cadavre est trouvé avec ses vêtemens, sa dépouille est donc abandonnée à ceux qui l'ont tiré sur le rivage & à ceux qui le porteront au cimetiere pour en faire le partage entr'eux par égales portions, sans que le Curé, le Fabriqueur, le Sacrissain ni aucun autre ait rien à prétendre pour frais d'enterrement, sous prétexte que ses vêtemens vaudroient beaucoup plus que le falaire qui seroit naturellement dû à ceux dont il est question; l'attribution qui leur est faite du profit de ces vêtemens par le présent article, est trop formelle pour soussire la moindre exception.

Mais aussi ce ne sont que les vêtemens qu'ils gagnent & nullement ce qui s'y trouveroit en argent, bagues ou autres essets, billets ou obligations dont le dépôt seroit fait au Gresse de l'Amirauté, en exécution de l'article suivant.

Au surplus ces mots, rransportés au cimetiere, justifient l'usage où sont les Curés de ne recevoir ce corps que près de l'Eglise ou du cimetiere, sans être obligés de les aller prendre sur le rivage où ils ont été trouvés.

ARTICLE XXXVI.

Il se trouve sur le cadavre argent monnoyé, bagues ou autre chose de prix, le tout sera déposé au Grefse de l'Amirauté, pour être rendu à ceux à qui il appartiendra, s'il est reclamé dans l'an É jour; si non, il sera partagé également entre Nous, l'Amiral & celui qui l'aura trouvé, les frais de justice & de l'inhumation préalablement pris.

E coupable usage où sont ceux qui rencontrent des cadavres sur le rivage de la mer, de les souiller & d'en tirer tout ce qu'ils y trouvent sans en excepter même quelquesois les habillemens, est cause que le cas de cet article n'est jamais arrivé qu'à l'égard des gens de mer ou des passagers qui se sont noyés dans le port à leur arrivée, ou à l'égard des gens de mer avant d'avoir quitté le navire & d'avoir passé en revue devant le Commissaire aux Classes. Alors non seulement tout ce qui s'est trouvé en esses sur ces cadavres outre leurs vêtemens; mais même tout ce qu'ils avoient à eux appartenans dans leurs cossres, ou autrement dans le navire, ou qui en étoit déjà sorti, a été déposé au Gresse de l'Amirauté, comme dépendant de leur succession maritime. Elle est composée outre cela des gages à eux acquis, dont le dépôt doit être sait entre les mains du Trésorier des Invalides, aux termes du Réglement du Roi du 23 Août 1739. V. suprà l'art. 3, tit. 2 du liv. premier.

Pour être rendu à ceux à qui il appartiendra; c'est-à-dire aux héritiers, ou aux légataires, comme le porte l'art. 5, tit. 11 du liv. 3 ci-dessus. Il est entendu néanmoins à l'égard des légataires, que le testament soit représenté en bonne forme entériné avec les héritiers, ou au désaut d'héritiers connus, avec le Procureur du Roi du lieu du domicile du désunt. S'il s'agit d'un testament sait dans le vaisseau même, en ce cas l'entérinement pourra être or-

LIV. IV. TIT. IX. des Naufrages, &c. ART. XXXVI.

donné au Siege de l'Amirauté saisse de la succession, avec le Procureur du Roi, toutesois dans la même supposition qu'il n'y ait pas d'héritiers connus; & encore alors on exige que le légataire donne caution de rapporter, si faire se doit, jusqu'à ce que le temps de la réclamation des héritiers soit passé, la somme qu'il touchera; s'il est solvable, on se contente néanmoins de sa soumission.

Outre les héritiers & les légataires, il y a encore les créanciers légitimes, fupià art. 9, tit. 11 du livre 3, lesquels créanciers sont préscrables à cux tous, s'ils ont saissent eles mains du Gressier, ou qu'autrement ils se présentent pour réclamer, avant que la délivrance ait eté ordonnée & essectuée en saveur des héritiers ou des légataires. Mais on exige tout de même, avec raison, des créanciers, qu'ils fassent reconnoître leurs créances par les héritiers, ou avec eux. s'il y en a de connus, & si l'on n'a pu en découvrir, après quelque délai, l'usage est, si les creances paroissent sinceres, d'admettre les créanciers à toucher jusqu'à concurrence de leur dû, en assimant par serment chacun, que les sommes qu'ils demandent leur sont bien & légitimement dûes, & en donnant caution, ou tout au moins se soumettant, s'ils sont d'une solvabilité non suspecte, de rapporter s'il y écheoit, ce qui emporte la contrainte par corps.

En cas d'infussifiance pour les satisfaire tous, ils touchent alors par contribution au sol la livre, sans présérence à raison de la priorité des saisses; mais sauf le droit de ceux dont les créances sont privilégiées, qui en ce cas sont payés les premiers & en entier, tant en principal qu'intérêts & frais, aux

termes du droit commun.

S'il est réclamé dans l'an & jour. L'article 10, tit. 11, liv 3, ci-dessus, ne donne tout de même, ou ne suppose que l'an & jour, pour la réclamation des essets des gens morts en mer, à compter du retour du vaisseu; mais le Réglement du 23 Aoûi 1739 dejà cité, accorde dans l'art. 6, deux ans au lieu d'un, conformément aux Edits des mois de Decembre 1712, & Juillet 1720, quoique à l'égard des bris, naufrages & échouemens le délai soit borné à l'an & jour, comme par la présente Ordonnance.

Ainsi comme dans l'espece du présent article, il s'agit précisément de la fuccession d'un homme mort en mer, sût-il même avéré qu'il sût mort dans un naustrage, il saut dire que les héritiers ou autres intéressés à la chose, auront deux ans entiers pour réclamer; de maniere que ce ne sera qu'à désaut de réclamation dans les deux ans, que le partage ordonné par le même article

pourra fe faire.

Si l'on oppose que la succession d'un homme noyé dans un nausrage ou échouement, ou par accident particulier, doit être réglée absolument par la présente Ordonnance, indépendamment des Edits des mois de Décembre 1712, & Juillet 1720, & du Réglement de 1739, qui n'ont pour objet que les essets des gens morts en mer en général, pendant leurs voyages, & qu'ainsi dans le cas de notre article, il ne doit y avoir que l'an & jour pour la réclamation, quoique les Edits & réglemens donnent deux années entieres: je réponds.

1°. Qu'il n'y a aucune différence à faire, entre le cas d'un homme mort fur un vaisseau durant le cours d'un voyage, & celui d'un homme noyé dans un naufrage ou par quelqu'autre accident; autrement il faudroit dire que

la succession d'un homme de mer, qui en saisant route, tomberoit en pleine mer & se noyeroit, devroit se régler disséremment de celle d'un marin qui mourroit de mort naturelle dans le navire. Or il seroit absurde de mettre aucune dissérence entre les deux especes d'ouvertures de succession. Il en saut donc dire autant de la succession d'un homme noyé dans un naustrage; puisqu'au sonds c'est dans tous les cas un homme mort en mer. D'où il s'ensuit que dans tous ces cas aussi, il y a indistinctement deux ans pour réclamer en vertu des Edits de 1712 & de 1720, & du Réglement de 1739, qui ont dérogé en cette partie au présent article.

la succession d'un homme noyé, c'est qu'elle en avoit usé de même au sujet des essets de l'homme mort en mer sur un vaisseau pendant le voyage, comme il résulte de l'art. 10 déjà cité, tit. 11, liv. 3. Or si, comme on n'en peut douter, le délai dans ce dernier cas a été prorogé & étendu à deux années par les Edits de 1712 & 1720, & par le Réglement de 1739, il est d'une nécessité indispensable de reconnoître que la prorogation du délai regarde également le cas de notre article, puisqu'on ne sauroit assigner aucune raison de différence.

3°. Enfin, cela doit faire d'autant moins de difficulté, que les réclamateurs font toujours favorables, & que dans les principes du droit, favores sunt ampliandi; en conséquence duquel principe, le Roi & M. l'Amiral se sont nettement expliqués qu'ils n'entendoient point que le désaut de réclamation dans le temps, opérât une fin de non-recevoir absolue, & qu'au contraire leur intention étoit que les réclamations sussent reçues en tout temps, dès qu'elles se trouveroient sondées & sussilamment appuyées. Cela se trouve même sormellement décidé, tant par l'Edit du mois de Décembre 1712, que par la Déclaration du Roi du 30 Décembre 1720

Concluons donc qu'au lieu de l'an & jour porté par le présent article, il y a nécessairement deux ans pour réclamer, depuis les Edits des mois de Décembre 1712 & Juillet 1720, la Déclaration du Roi du 30 Décembre audit an 1720, & le Réglement du 23 Août 1739; qu'ainsi le partage qu'il ordonne ne peut avoir lieu qu'après les deux ans, entre le Roi, l'Amiral &

celui qui aura trouvé le cadavre.

Mais il faut prendre garde qu'il n'y aura de sujet à ce partage par tiers, que ce qui sera trouvé sur le cadavre en argent ou autres essets, aux termes de cet article; & qu'à l'égard de ce qui aura appartenu au désunt étant dans son cosser ou autrement dans le navire, de même que de ses gages, celui qui aura trouvé le cadavre n'aura rien à y prétendre; le tout, saute de réclamation, étant dévolu aux Invalides de la marine, comme étant aux droits du Roi, & à M. l'Amiral, avec les deux tiers qui leur reviendront du partage à faire avec l'inventeur du cadavre.

Au surplus ce partage est borné, à ce qui restera des effets, après le paiement des frais de justice & de l'inhumation. Sur quoi il est à observer par rapport aux frais de justice, qu'ils comprennent non seulement ceux de la vente des essets, mais encore ceux du procès-verbal de transport des Juges pour la levée du cadavre; car cette partie de leurs sonctions ne doitêtre gratuite de leur part, que lorsqu'outre les vêtemens qui ne se comptent pas à cause de l'article précédent, il ne se trouve pas sur le cadavre, ou appartenant

au

au défunt dans le navire, ou provenant de ses gages, de quoi payer leurs yacations, outre les frais de l'enterrement qui ont encore la présérence.

S'il y a de quoi suffire à tout, il est juste en esset qu'ils soient satisfaits de leurs vacations, & cet article les autorise à les prendre, en parlant des frais de Justice en général. Mais s'il n'y a rien après les frais d'inhumation, qui, comme je l'ai dit, sont présérables, leur travail est gratuit, quoique le désunt ait laissé des biens qui passent à des héritiers connus. Faute d'être instruits de cet usage, les parens de ceux dont on leve les cadavres, resusent le plus souvent de les reconnoître pour leur faire donner la sépulture, s'imaginant que s'ils s'avouent héritiers, même parens simplement, les Officiers de l'Amirauté leur demanderoient des vacations, quoiqu'il n'y en ait jamais eu d'exemple. Le peuple est peuple par-tout, & ne revient jamais de ses préventions.

Quant aux frais de l'inhumation, ils sont pareillement justes dans le cas de notre article; mais comme il a été observé ci-dessus, il ne s'agit pas d'excéder les bornes ordinaires, sous prétexte qu'il y a des essets d'une certaine valeur dans la succession. Il saut se régler sur l'état & la condition du désunt, autrement ce seroit saire tort aux parties intéressées, qu'il y eût dans la suite récla-

mation ou non.

ARTICLE XXXVII.

'Entendons par la présente Ordonnance faire préjudice au droit de Varech, attribué par la Coutume de Normandie aux Seigneurs des Fiess voisins de la mer, en satisfaisant par eux aux charges y portées.

Pour l'intelligence de cet article & du suivant, mais principalement de celui-ci, il faut avoir recours à la Coutume de Normandie, titre du Varech.

L'article 596 dit, fous ce mot Varech & choses gayves, sont comprises; » toutes choses que l'eau jette à terre par tourmente & sortune de mer, ou » qui arrive si près de terre, qu'un homme à cheval y puisse toucher avec » sa lance.

Par-là hous avons une idée de ce qu'on entend en Normandie sous le nom de Varech. & des choses gayves réputées Varech; ce qui ne s'applique qu'aux choses jettées par le flot sur le rivage, ou si près de terre, qu'un homme à

cheval y puisse toucher avec une lance.

Dans la même Coutume il est d'autres choses gayves, & suivant l'article 603, ce sont choses qui ne sont appropriées à aucun usage d'homme, & qui ne sont réclamées par aucun. C'est ce qu'on appelle ailleurs épaves de terre, telles que sont les bêtes égarées; mais il ne s'agit ici que des épaves de mer, toutes comprises en Normandie sous le terme de Varech, que les choses soient appropriées à l'usage de l'homme, ou non.

Berault, sur ledit art. 596 & C. B. R. en sa note que l'on trouve dans le Coutumier général sur l'art. 194 de la même Coutume, prétendent que ce mot Tome 11.

Varech est tiré du mot anglois Vraich, qui désigne cette herbe marine que notre Ordonnance appelle Varech ou Vraiq, sart ou gouêmon, dans le titre suivant, à la bonne heure; mais que delà ont ait appellé Varech tout ce que la mer jette sur le rivage, c'est ce qui n'a pu se faire que par une mauvaise application du terme, n'y ayant aucune analogie entre les deux significations qu'on lui a données.

Quoi qu'il en soit, le Varech ainsi spécifié & déterminé en Normandie; appartient par la Coutume au Seigneur du sief sur lequel, c'est-à-dire, sur le rivage duquel il est trouvé, s'il n'est réclamé dans l'an & jour. En conséquence il doit avoir la garde du Varech après inventaire fait par la justice du Roi, pour être rendu au propriétaire qui le réclamera dans l'an & jour, sinon il lui demeurera acquis. C'est la disposition des articles 597, 600 & 601, sauf

les choses détaillées dans l'article 602, qui sont dévolues au Roi.

C'est donc à ce droit de Varech que notre Ordonnance, dans le présent article, déclare n'entendre faire aucun préjudice; ce qui est une exception unique & privilégiée en faveur de la province de Normandie. En vertu de ce privilège, tout Seigneur séodal, noble ou roturier, suivant l'article 194 de la même Coutume, (qu'il ait la haute-Justice, ou non, Berault, pag. 927, & Pesnelle, pag. 612) ayant un sief voisin de la mer, est sondé en droit de bris, nausrages & épaves, sur tout ce que la mer jette sur le rivage de son sief, ou qui en approche assez pour qu'un homme à cheval y puisse toucher avec une lance, tandis que dans tout le reste du Royaume, nul Seigneur, quelque qualissié qu'il soit, n'y peut rien prétendre, s'il n'en a une concession spéciale du Roi, comme il a été observé ci-dessus, art. 26.

On ne voit point l'origine de ce privilege dont jouissent les Seigneurs Normands, on voit seulement que le droit municipal de leur province le leur avoit attribué dès le temps de l'ancienne Coutume; & il suffit que l'autorité royale l'ait confirmé dans le présent article, pour qu'il ne puisse plus leur être disputé, n'ayant pas besoin de titres particuliers pour s'en faire maintenir en possession.

Aux charges y portées. Ces charges, ou plurôt ces conditions, font, 1.º de prendre le Varech des mains de la Justice du Roi, c'est-à-dire, des Officiers de l'Amirauté, sans pouvoir s'en emparer d'autorité, ni par celle de sa Justice, le cas étant déclaré royal, art. 597. 2.º De garder le Varech sans l'empirer, & de saire vendre les essets périssables, en retenant marque ou échantillon, &c. art. 599. 3.º Ensin, de rendre le Varech au propriétaire qui le réclamera dans l'an & jour, sans exiger de lui autre chose que le paiement des frais faits pour la garde & conservation des essets, suivant qu'ils seront réglés par Justice, art. 600.

Au surplus, ce droit de Varech doit être exactement resserré dans ses bornes: &, puisqu'aux termes de la Coutume, il ne s'enrend que des essets jettés par la mer sur le rivage, ou poussés si près du rivage qu'un homme à cheval puisse y toucher avec sa lance, il saut dire que, s'il s'agit d'essets nausragés, sauvés sur les slots ou à une distance plus grande, le Seigneur n'y peut rien prétendre, & qu'ils appartiennent au Roi & à M. l'Amiral, relativement au droit commun qui doit alors servir de regle, & c'est ce qui résulte au reste de l'article 42 ci-après.

Dans le cas au contraire du véritable Varech, tout appartient au Seigneur

à défaut de réclamation dans l'an & jour, sans que puis après il en puisse être inquiété, ajoute l'art. 602; c'est-à-dire, 1.º que le Roi ni M. l'Amiral n'en penvent demander aucune portion, s'il ne s'agit des choses énoncées dans l'art. 602, & déclarées appartenir au Roi; dans lesquelles par conséquent M. l'Amiral prendroit la moitié comme dans les autres provinces du Royaume.

2.º Qu'après l'an & jour, il n'y a plus de réclamation qui soit admissible, la fin de non-recevoir étant acquise contre les propriétaires; en quoi les Seigneurs sont moins généreux que le Roi & M. l'Amiral, qui ne tirent jamais à

conséquence la fin non-recevoir.

3.º que le Varech après ce temps, appartient de plein droit au Seigneur qui en a eu la garde, sans qu'il soit obligé d'en demander la délivrance défi-

nitive aux Officiers de l'Amirauté.

4.º Enfin, que ceux qui ont trouvé & sauvé le Varech, doivent se contenter de leurs salaires, & ne sont pas sondés à prétendre le tiers des effets, conformément à l'art. 10 de l'Ordonnance de 1543, & à l'art. 20 de celle de 1584, attendu que le Parlement de Rouen, par son Arrêt de vérification du 17 Avril 1584, a modifié ces Ordonnances pour n'avoir lie u que suivant la Coutume du pays & les Arrêts de la Cour, & qu'en cette partie, la présente Ordonnance n'a du tout point dérogé au droit & privilege des Seigneurs Normands.

ARTICLE XXXVIII.

Eur faisons toutesois désenses de faire transporter les choses échouées, dans leurs maisons, avant l'arrivées des Officiers de l'Amirauté, & jusqu'à ce qu'elles aient été par eux vues & inventoriées, à peine de répondre de tout le chargement, & de déchéance de leur droit.

Es défenses ne sont point nouvelles & n'ont rien que de conforme à la Coutume de Normandie, qui, dans l'art. 597, ne permet pas au Seigneur d'enlever ou de diminuer le Varech; jusqu'à ce qu'il ait été vu par la Justice du Roi. Or, la Justice du Roi, en cette partie n'a jamais été étendue que de la Jurisdiction de l'Amirauté, suivant l'observation de Berault sur ce même article, & Pesnelle, pag. 614.

Notre article dit vues & inventoriées; ce qui semble ajouter quelque chose d'intéressant à celui de la Coutume de Normandie; mais Berault, ibid. déclare que la pratique a toujours été que les Seigneurs doivent prendre les essets des mains des Officiers de l'Amirauté, & que ce n'étoit qu'après un inventaire

exact que la garde leur en étoit confiée.

A peine de répondre de tout le chargement. Non-seulement dans ce cas, dit Berault, mais encore si les Seigneurs ont laissé piller & emporter des essets, sans s'y être opposés de tout leur pouvoir; ce qu'il appuie d'une Sentence de la Table de Marbre du 22 Novembre 1608, & ce qui est aussi conforme à la disposition de l'article 4 ci-dessus.

Ooooij

Et de déchéance de leur droit. Non pour toujours, pour eux & leurs héritiers, ou ayant cause, comme l'a pensé mal-à-propos le Commentateur, puisque l'article ne le dit pas, & qu'une peine de cette conséquence doit être expressément prononcée par la loi pour avoir lieu, mais seulement pour cette sois. De maniere que le Seigneur qui sera contrevenu à la disposition de cet article, sera privé de son droit de Varech dans cette occasion, sans être exclus de la faculté de l'exercer à l'avenir; ce ne seroit qu'en cas de plusieurs récidives qu'il pourroit en être déclaré déchu à jamais.

ARTICLE XXXIX.

Es Officiers de l'Amirauté établis sur les côtes de Normandie, après l'inventaire des effets sauvés, en chargeront les Seigneurs des Fiets, ou personnes solvables en leur absence, à peine d'en répondre en leurs noms.

E Commentateur observe fort bien qu'il n'est parlé ici que des Officiers de l'Amirauté de Normandie, parce qu'il n'y a dans tout le Royaume que les Seigneurs des Fiess situés dans cette Province qui aient le droit de Varech, c'est-à-dire, de bris, n'aufrage, échouement & d'épave de mer, sur tout ce qui est jetté à la côte & échoué sur le rivage, sans avoir besoin de titres.

Mais, comme le profit réfultant de ce droit, ne peut leur être acquis qu'à défaut de réclamation dans l'an & jour, & qu'ainsi il est extrêmement intéressant pour les propriétaires, que les essets sauvés soient constatés par un inventaire sidele, avant de passer sous la garde des Seigneurs, chacun en ce qui le concerne, & pour ce qui s'en est trouvé sur le rivage de leurs Fiess; c'est par cette raison que l'article précédent leur désend de faire transporter aucuns de ces essets dans leurs maisons, avant l'inventaire qui en doit être fait par les Officiers de l'Amirauté, & que par celui-ci il est décidé que ces Officiers, après l'inventaire, les en chargeront, c'est-à-dire, leur en laisseront ou confieront la garde, pour en faire la représentation & la remise aux propriétaires qui les réclameront dans l'an & jour.

Si le Seigneur se présente en personne sur le lieu, ou par un procureur sondé de procuration suffitante, ce qui s'entend, ou d'un pouvoir spécial particulier, ou d'un pouvoir général pour tous les Varechs qui se trouveront sur son Fies, c'est à lui qu'il saut laisser la garde du Varech, en le chargeant de le représenter, s'il y échoit, conforme à l'inventaire, dont, à cette sin, je pense qu'il saut lui donner une copie; ce n'est qu'en son absence, ou d'un Procureur de sa part, que la garde en doit être confiee à d'autres personnes.

Tel est le privilege du Seigneur de Fief en Normandie; de sorte que ce n'est pas même le cas d'examiner s'il est d'une solvabilité sussissante, ou non; pourvu toutesois qu'il soit partie capab e pour s'engager irrévocablement; sur quoir voir infrà l'article 43. Mais aussi, parce que le dépôt entre ses mains est nécessaire, & que ce n'est qu'à raison ou à l'occasion de son Fief, je ne doute nullement que pour la restitution du Varech, les réclamateurs n'aient une hypo-

theque privilégiée sur son Fief, préférable à tous autres créanciers, avec la

contrainte par corps.

En son absence: cet article veut que les Officiers de l'Amirauté chargent de la garde du Varech, des personnes solvables; ce qui est conforme à l'article 198 de la Coutume de Normandie, qui n'ajoute pas néanmoins, comme notre article, à peine d'en répondre en leurs nons; mais Berault, long-temps avant cette Ordonnance, avoir cru que la peine étoit de droit; comme telle, il l'avoit suppléée dans ladite Coutume de Normandie, pag. 920.

Cependant cette garantie de la solvabilité des dépositaires choisis par les Officiers de l'Amirauté, en l'absence du Seigneur ou de son porteur d'ordre, ne doit s'entendre que relativement aux observations qui ont été faites sur

l'arricle 15 ci-dessus.

Et cela feroit encore moins de difficulté, si le choix des dépositaires étoit fait de l'aveu des Officiers du Seigneur ou de son homme d'affaires; ce qui s'entend néanmoins, pourvu que ce ne soit pas eux-mêmes qui soient choisis, s'ils ne sont d'une solvabilité bien reconnue, suivant la remarque du même

Berault, ibidem, & de Pesnelle, pag. 614.

Mais, en aucun cas, les Officiers de l'Amirauté ne peuvent, selon moi, ordonner le dépôt à leur gresse; soit parce que le présent article & le 598 de la Coutume de Normandie, en disposent autrement; soit parce que le Roi & M. l'Amiral n'ayant rien à prétendre à la chose, ce ne pourroit être que par affectation qu'ils seroient saire le dépôt à leur gresse, sur-tont des essets en nature, à cause du droit de magasinage, qui seroit censé avoir déterminé leur choix.

ARTICLE XL.

E salaire des ouvriers employés à sauver & transporter les essets naufragés chez le Seigneur, sera taxé & payé en la maniere prescrite par les articles XI & XIII du présent titre, sans que les Officiers de l'Amirauté puissent taxer aucune chose aux Seigneurs pour droit de sauvement, vacations ou journées par eux prétendues employées à la garde du Varech. Faisons désenses aux Seigneurs de rien exiger sous ce prétexte, à peine du quadruple, de quinze cens liv. d'amende, & de privation de leur droit.

R, par l'article 11 ci-dessus, il est dit qu'il sera fait taxe raisonnable aux ouvriers pour leurs salaires sur les états de leur travail, qui auront été tenus par les Officiers de l'Amirauté, aux termes des articles 8 & 9, & l'article 13, auquel celui-ci se rapporte également, porte que, s'il ne se présente point de réclamateurs dans le mois après que les effets auront été sauvés, il sera procédé par des Officiers à la vente de quelques marchandises des plus perissables, & les deniers en provenant seront employés au paiement des salaires des ouvriers, dont sera dresséprocès-verbal; sur quoi voir ce qui a été observé sur ledit article 13.

A quoi il convient d'ajouter ici, conformément à l'art. 15, que, si le domanage arrivé aux essets est tel qu'il ne puisse être réparé, ni les marchandises gardées sans perte considérable, la vente en sera faite par les Officiers de l'Amirauté, pour les deniers en provenans être déposés entre les mains du Seigneur ou de personnes solvables en son absence, relativement à l'article précédent, & à la disposition de l'article 599 de la Coutume de Normandie.

Tout cela suppose par conséquent, que ces diverses opérations doivent être saites avec le Seigneur, s'il est présent, comme partie intéressée essentiellement, attendu qu'il se peut qu'il n'y ait pas de réclamation dans l'an & jour; ou dans son absence avec son porteur de procuration, ses officiers ou gens

d'affaires.

Mais dans tous ces cas, cet article défend expressément aux Officiers de l'Amirauté, d'allouer aucune somme aux Seigueurs, ni par conséquent à leurs représentans, pour droit de sauvement, vacations ou journées par eux employées à la garde du Varech; & parce que sous main les Seigneurs pourroient se dédommager, l'article leur désend tout de même de rien exiger des réclamateurs sous ce prétexte, à peine du quadruple, de 1500 liv. d'amende, &

de privation de leur droit.

Dans le premier cas, il y auroit en effet de l'indécence & quelque chose de plus de la part d'un Seigneur à demander le salaire de ses journées comme un manœuvre; d'autant plutôt encore que, n'étant point obligé par état de se trouver au sauvement des effets, il n'y peut assister que pour son propre intérêt, c'est-à-dire, que pour la conservation d'un Varech qui doit lui appartenir à désaut de réclamation dans l'an & jour; & dans le second cas, c'est une exaction ou concussion dont il se rend coupable, en exigeant, par abus de son autorité, des droits que l'Ordonnance lui resuse absolument & à si juste titre.

Cependant, comme notre article ne parle que des vacations pour journées employées par les Seigneurs au fauvement & à la garde du Varech, je ne doute nullement que s'ils ont fourni des magasins pour la garde des essets ils ne soient sondés, comme tous autres dépositaires, à prétendre le loyer des magasins, suivant la taxe qui en sera faite par les Officiers de l'Amirauté, puisque ces loyers étant de nécessité, il auroit fallu les payer à d'autres personnes, si les Seigneurs n'avoient pas sourni eux-mêmes les magasins. Cela résulte au reste de la disposition de l'article 600 de la Coutume de Normandie,

auquel celui-ci ne paroît nullement avoir voulu déroger.

ARTICLE XLI.

E pourront les Seigneurs, sous prétexte de leur droit de Varech, empêcher les maîtres de se servir de leur équipage pour alléger leurs bâtimens échoués, & les remettre à flot; ni les forcer de se servir de seurs valets & vassaux, sous pareille peine de quinze cents liv. d'amende & de perte de leur droit.

663

A disposition de cet article est si naturelle & d'une justice si évidente. qu'on l'auroit suppléée, si elle est été omise. Aussi n'avoit-elle pas échappé au Législateur, Auteur de la compilation des Jugemens d'Oleron, comme il résulte de l'article 29.

Quoi de plus juste en effet que de laisser au maître ou capitaine d'un navire la faculté de travailler, par lui-même & avec le secours des gens de son équipage, à alléger son navire, pour le retirer de l'échouement & le remettre à flot.

Du même principe il s'ensuit que le Seigneur ne peut le forcer non plus de se servir de ses valets, vassaux & tenanciers; il y en a même une raison de plus: savoir, que ces hommes du Seigneur, au lieu de travailler de bonne soi à sauver le navire & à le remettre à flot, pourroient convertir l'échouement dans un naustrage complet; & c'est sans doute par cette double considération que cet article prononce contre le Seigneur coupable d'une telle prévarication une amende de 1500 liv. & la perte de son droit.

Il n'en seroit pas de même quitte pour cela, s'il étoit justifié que ses gens euffent percé le navire, ou manœuvré de maniere à le faire périr nécessairement. Ce seroit alors le cas de l'art. 44 ci-dessous, s'il y avoit preuve que ses gens n'auroient ainsi prévariqué que par son ordre; ou le moins qui en pourroit arriver, à cause de la présomption trop naturelle qu'il y auroit trempé, ce seroit qu'il fût responsable de tout le dommage absolument, comme y ayant donné lieu.

Cet article au reste est dans toute la regle du droit de Varech, puisque ce droit ne peut s'étendre que sur les essets par la mer sur le rivage, ou qui en approchent assez pour qu'un homme à cheval y puisse toucher avec sa lance, & qu'il est impossible qu'un navire échoue assez près du rivage pour se trouver dans ce cas. Mais quand il pourroit en arriver autrement, il ne seroit pas moins libre aux gens de l'équipage de travailler à relever le navire; il seroit également désendu au Seigneur de les forcer de recevoir le secours de ses gens, dès qu'ils ne voudroient pas l'accepter.

Il n'y a, en pareil cas, que les Officiers de l'Amirauté qui puissent ordonner les manœuvres convenables pour le sauvement du vaisseau & de ses essets, & par conséquent obliger les gens de l'équipage d'accepter les secours dont ils croiroient pouvoir se passer. A l'égard des Seigneurs de Normandie, leur droit de Varech les rend trop suspects pour qu'on ne doive pas se désier des secours qu'ils peuvent offrir. C'est à eux à attendre qu'on leur en demande, & alors ils rentrent dans la cathégorie des Seigneurs des autres provinces; il saut qu'ils se consorment à la disposition de l'article 4 ci-dessus, sous les peines qui y sont

portées.

Mais pour nous renfermer ici dans l'espece du présent article, où il s'agit d'un bâtiment échoué, que le maître & les gens de son équipage s'essorcent de relever, en l'allégeant, pour le remettre à flot, de ce qui est désendu au Seigneur de les troubler dans ce travail sous prétexte de son droit de Varech, il s'ensuit que, s'ils viennent à bout de retirer le navire de son échouement, le Seigneur n'y peut rien prétendre, ni empêcher qu'on donne au bâtiment le radoub nécessaire pour qu'il remette en mer ou qu'il gagne un port; & cela, quand même le secours de ses gens auroit été accepté, parce qu'en ce cas, tout se réduit au paiement de leurs salaites, suivant la taxe qui en sera faite par les Officiers de l'Amirauté.

Il s'ensuit aussi non-seulement qu'il est libre au maître ou capitaine de se servir d'alleges, bateaux de pêcheurs ou autres bâtimens, pour recevoir & mettre en sûreté les marchandises qui seront tirées du navire pour l'alléger, mais encore qu'il pourra saire tirer à part, par les gens de son équipage, les sutailles & autres choses flortantes qui seront sorties naturellement du navire, ou qu'il aura fait jetter à la met, sans que le Seigneur y puisse non plus rien prétendre à raison de son droit de Varech, qu'il ne peut saire valoir que sur les seuls essets que le flot aura jettes sur le rivage.

Mais il est entendu que toutes ces manœuvres, le capitaine ne peut les faire faire de son chef qu'avant l'arrivée des Officiers de l'Amirauté, ou en leur absence, parce que, eux présens, tout le travail doit être réglé & ordonné

par eux, comme il a été observé suprà, art. 6,7 & 8.

ARTICLE XLII.

E pourront non plus les Riverains, sous ptétexte du même droit de Varech, prétendre aucune part aux essets trouvés sur les flois, ou pêchés en pleine mer, & amenés sur les greves en l'endroit de leurs Seigneuries, ni sur les poissons gras & autres qui y seront conduits & chassés par l'industrie des pêcheurs.

'Est parce que le droit de Varech en Normandie, comme il a déjà été remarqué plus d'une fois, n'a lieu que sur les essets jettés par la mer sur le rivage, ou qui en sont si près qu'un homme à cheval puisse y toucher avec sa lance.

Il ne peut donc pas influer sur les essets sauvés sur les slots ou pêchés en pleine mer; & c'est aussi ce que décide formellement cet article, quoique ces essets soient anienés sur les greves contigues aux Fiess des Seigneurs; ce qu'il faut entendre, par qui que ce soit que ces essets soient amenés sur les greves, même

par les gens des Seigneurs, fauf le paiement de leurs falzires.

De sorte qu'en pareil cas, il saut distinguer ces essets de ceux qui seront venus naturellement à la côte, pour ne mettre que ces derniers sous la garde des Seigneurs, après que l'inventaire en aura été fait, relativement à l'article 39 cidessus; parce qu'il n'y a essectivement que ceux-là qui puissent être dévolus aux Seigneurs par droit de Varech, à désaut de réclamation dans l'an & jour. Quant aux autres essets, c'est aux Officiers de l'Amirauté à veiller à leur garde & confervation, conformément aux articles 6 & suivans, les choses à cet égard étant dans les termes du droit commun, & devant absolument être réglées tout comme si le nausrage ou l'échouement sût artivé en toute autre Province que celle de Normandie; de maniere que, sauf l'exécution de l'article 27, ces essets, à défaut de réclamation aussi dans l'an & jour, appartiendront par moitié au Roi & M. l'Amiral.

Par cette raison que ce droit de Varcch est borné aux esfets arrivés naturellement, & jettés par le flot à la côte, il faut prendre garde que cet article n'excepte pas simplement, comme le 27, les effets trouvés en pleine mer ou tirés

tirés de son sond: mais qu'il ajoute ceux qui seront trouvés sur les stots. Ce qui s'entend néanmoins de saçon, qu'ils ne soient pas assez près du rivage pour qu'un homme à cheval y puisse toucher avec une lance, parce que alors ce seroit le cas du Varech; mais à une plus grande distance, c'est autre chose, en telle sorte que quoique ces mêmes essets auroient pu naturellement être poussés par les slots sur le rivage, ils sont exempts du droit de Varech, dès qu'ils y sont amenés par main d'homme, parce que c'est les avoir trouvés & sauvés sur les slots, ce qui sustituaux termes de cet article.

Il en est de même des poissons, gras ou à lard, qui de droit sont également sujets au droit de Varech; c'est-à-dire, qu'il faut pour cela qu'ils viennent à la côte naturellement, & saide d'homme, comme le décide l'article 602 de la Coutume de Normandie, & plus disertement le présent article, en ces termes exclusifs du droit de Varech, poissons gras & autres qui y sèront conduits & chasses par l'industrie des pécheurs. Sur quoi il est à observer toutes ois, que ce mot pécheurs n'indique qu'une qualité relative à ceux qui conduisent & chassent le poisson, sans exiger qu'ils soient pêcheurs de profession, parce qu'en

cetre partie ils sont réellement pêcheurs, ce qui suffit.

Au reste les poissons gras dont parle cet article, sont les poissons à lard qui font le sujet de l'art. 29 ci-dessus, ubi vide notata. Ce sont donc ces poissons, autres que les royaux, qui, venus à la côte, sans aide d'homme, appartiennent au Seigneur en entier par droit de Varech. Il y a plus, & il en saut dire autant de tous autres poissons trouvés sur le rivage, non seulement parce que cet article dit, poissons gras & autres, mais encore parce que l'article 603 de la Coutume de Normandie, n'excepte absolument que le poisson royal, attribuant tout le reste aux Seigneurs.

ARTICLE XLIII.

Es Seigneurs des Fiess seront tenus, six mois après la publication des présentes, de faire borner entr'eux, du côté de la mer, leurs terres qui aboutissent sur les greves, à peine des dommages & intérêts de qui il appartiendra.

E motif de cet article a été de prévenir les contestations qui auroient pu s'élever entre les Seigneurs des Fiefs voisins du rivage, où se trouveroient des effets échoués ou naufragés, & d'en éviter les suites fâcheuses. C'est pour cela uniquement qu'il leur a été enjoint, de faire borner entr'eux, du côté de la mer, leurs terres qui aboutissent sur les greves, afin que l'étendue du Fief d'un chacun étant déterminée, il n'y eût aucune difficulté pour reconnoître & distinguer les effets sujets au droit de Varech, austi d'un chacun.

Ce droit étant précisément attaché & inhérent au Fief, ne doit donc être considéré que comme un droit purement réel, abstraction saite de la personne du Seigneur propriétaire ou possesseur du Fief. Ainsi il importe peu que le Seigneur soit noble ou roturier, laïc ou ecclésiastique. Et comme il sustituemes de la présente Ordonnance & de la Coutume de Normandie, d'être Sei-

Tome II, Ppp

gneur Féodal, Seigneur de Fief, fans qu'il foit fait mention de la justice; il s'ensuit aussi qu'il importe peu tout de même, que le Fief ait la haute-justice ou non, même qu'il n'ait aucun droit de Jurisdiction. De maniere que le vassal dont le Fief touche au rivage de la mer, doit jouir du droit de Varech, quoique son Fief soit sans aucune Jusisdiction, à l'exclusion de son Seigneur suze-

rain, dont la haute-justice s'étend sur ce même Fies.

De ce que ce même droit est purement réel, dû, ratione fundi & non ratione personnx, qu'il est indépendant de tout droit de Jurisdiction; il s'ensuit encore qu'il fait partie des fruits & profits du Fief; en un mot, qu'il est ce qu'on appelle in fructu, & par conséquent qu'il appartient non seulement à l'usufruitier du Fiet ou à la douairiere; mais encore au Fermier, si par l'acte de Ferme le Seigneur bailleur n'en fait une réserve expresse ou implicite; mais la réserve sera implicite, si le Seigneur a retenu en général les droits & profits casuels; parce que les lods & ventes y étant compris, le droit de Varech qui est comparablement plus casuel encore, à plus forte raison censé réservé.

Si le Fief appartient à l'Eglife, comme le Bénéficier ne peut engager le fonds du bénéfice, & que d'ailleurs en pareil cas, il n'y auroit pas lieu à la contrainte par corps contre le Bénéficier, ce feroit inutilement qu'il demanderoit la garde du Varech, s'il n'offroit en même temps bonne & suffisante caution, ou les Officiers de l'Amirauté qui lui confieroient ce dépôt sans cette précaution, s'exposeroit à en répondre en leurs noms envers les propriétaires réclamateurs.

Il en faut dire autant si le Fief est possédé par une douairiere, les raisons

étant absolument les mêmes.

A l'égard de l'usustruitier ordinaire, quoique sujet à la contrainte par corps pour la restitution du Varech qui lui seroit consié, comme il ne peut pas non plus engager le Fief au préjudice du propriétaire, il y auroit également de l'indiscrétion à lui laisser la garde du Varech, sans exiger de lui une caution; avec cette seule dissérence qu'on pourroit alors ne pas regarder d'aussi près à la folvabilité de la caution.

Même décision par rapport au Fermier qui, par la nature de sa Ferme, auroit le droit de Varech, quoiqu'on pourroit dire ce semble, que le Seigneur l'ayant subrogé en son lieu & place, devroit répondre subsidiairement de sa solvabilité. Mais cela seroit trop rigoureux, & d'ailleurs ne sauroit se soutenir en point de droit. Il ne saut pas consondre un Fermier avec un porteur de procuration, qui représente essentiellement celui dont il a le pouvoir, & qui par conséquent, l'engage aux termes du pouvoir, suivant l'axiome, qui per alium sacie, per se ipsum facere videtur.

Enfin, pour ce qui est du Seigneur de Fief en minorité, s'il a un tuteur, nul doute que la garde de Varech ne doive être consié à ce tuteur, sans qu'on puisse exiger de lui caution, parce qu'il représente aussi essentiellement, & qu'il engage aussi essicacement son mineur pour tout ce qui regarde son administration,

qu'un porteur de procuration engage le majeur dont il a le pouvoir.

Mais s'il n'a plus de tuteur parce qu'il est émancipé, sa majorité séodale ne suffisant pas en pareille hypothese pour l'engager sans espérance de restitution; c'est le cas de ne lui laisser la garde du Varech que moyennant bonne & suffisante caution.

Au furplus, dans les cas ci-dessus de l'usufruitier & du Fermier, les désenses

portées par l'article 40, au sujet des journées par eux employées au sauvement & à la garde des effets, les regardent absolument comme le Seigneur propriétaire du Fief, de même que celles des art. 38 & 41, & de celui qui suit.

Il reste à observer sur celui-ci que, si, saute par les Seigneurs d'avoir constaté & réglé entr'eux les bornes de leurs Fiess voisins de la mer, il s'éleve des contestations qui arrêtent ou suspendent le sauvement & le transport des effets en lieu de sûreté, ou qui, de quelque maniere que ce soit, occasionnent des dommages & intérêts, ils en répondront, aux termes de cet article, à qui il appartiendra; c'est-à-dire, qu'ils en feront raison aux propriétaires réclamateurs, & cela solidairement, attendu la saute commune à tous les contendans; saus à saire décider sur qui la faute devra être rejettée en particulier, & par conséquent qui devra en supporter la peine, tant en principal que tous accessoires.

ARTICLE XLIV.

S Eront punis de mort les Seigneurs des Fiefs voisins de la mer, & tous autres qui auront forcé les pilotes ou locmans, de faire échouer les navires aux côtes qui joignent leurs terres, pour en profiter, sous prétexte de droit de Varech ou autre, tel qu'il puisse être.

S I les Seigneurs riverains de Normandie sont désignés ici plus particulièrement que les Seigneurs des autres Provinces maritimes, c'est que l'intérêt de leur droit de Varech pourroit tenter & les porter plus aisément à pratiquer cet indigne & exécrable moyen de le faire valoir.

Mais, parce que c'est un crime capital & horrible de forcer les pilotes ou locmans de faire échouer des navires, quelque soit le motif qui le fasse commettre, notre article n'a rien de trop rigoureux, & au contraire est extrêmement juste, en soumettant à la peine de mort tous ceux qui en seront coupa-

bles, Seigneurs, & toutes autres personnes indistinctement.

Ainsi un Capitaine de navire qui en aura usé de la sorte, encourra la même peine; & c'est aussi la disposition de l'att. 36, tit. premier, liv. 2 ci-dessus, pour le cas où il a lui-même fait périr ou échouer son vaisseau. Mais comme ce même article suppose qu'il l'ait fait malicieusement, & qu'il a été observé, fur le même article, qu'il n'y aura rien à lui imputer, si l'échouement est devenu nécessaire pour se garantir d'un naufrage absolu & inévitable sans cela, pourvu néanmoins qu'il ne se soit déterminé à l'échouement que par l'avis du plus grand nombre de l'equipage; il en faut dire autant du cas même où il y aura à bord un pilote-côtier ou locman, quoique ce pilote se soit opposé à l'échouement, l'avis du plus grand nombre en pareilles circonstances, devant toujours l'emporter & servir d'excuse à un Capitaine, d'autant plutôt que l'expérience n'apprend que trop que les pilotes-lamaneurs ne sont pas exempts de fantes, nume les plus lourdes, par impéritie ou autrement. Mais si, de ton chef & contre l'avis de son équipage, il forçoit le pilote d'échouer le navire, il seroit dans le cas de notre article; ou s'il y avoit quelques circonstances. capables de le faire préfumer qu'il n'auroit pas eu dessein de commettre en

Ppppi

cela un crime, il seroit pour le moins responsable de tous les dommages &

intérêts, déclaré indigne de commander à l'avenir aucun navire.

Quoique l'article ne parle que de ceux qui auront forcé les pilotes d'échouer des navires, il est évident qu'il faut l'appliquer tout de même à ceux qui les y auront incités, portés & engagés moyennant argent ou promesse de récompense, parce que alors ils seront tous coupables & complices du crime. Aussi est-ce la disposition formelle de l'art. 26 des Jugemens d'Oleron, cité sur l'art, 2 ci-dessus, & qui est d'autant plus remarquable, que le genre du supplice prononcé contre les Seigneurs, assez cruels pour se prêter à d'aussi détestables manœuvres, est plus singulier.

Pour ce qui est des pilotes locmans, qui de dessein prémédité sont échouer ou périr les navires, leur punition est marquée à part & disséremment, dans l'art. 25 des mêmes Jugemens d'Oleron. Il en est parlé ci-dessus, art. 18, tit. 3

du présent livre.

ARTICLE XLV.

Eux qui allumeront la nuit des feux trompeurs sur les greves de la mer, & dans les lieux périlleux, pour y attirer & faire perdre les Navires, seront aussi punis de mort, & leurs corps attachés à un mât planté où ils auront fait les feux.

U moyen de ces feux trompeurs, les navigateurs n'en seroient pas quittes vraisemblablement par un échouement simple de leur navire, le naustage complet s'ensuivroit, selon toute apparence, peut-être même avec perte de la vie. Ainsi le crime étant encore plus grand que dans le cas du précédent article, il étoit tout naturel d'ajouter l'ignominie à la peine de mort, en ordonnant que les corps des coupables condamnés sussent attachés à un mât ou poteau planté dans le lieu où le seu auroit été sait, asin que la honte & la vérité du supplice servissent à détourner de pareils crimes.

Ces feux trompeurs, aux termes de notre article, sont ceux qui sont allumés la nuit sur les greves & autres endroits périlleux pour y attirer & saire perdre les navires. Ainsi il ne saut pas le consondre avec les seux ordonnés pour la garde-côte, par l'art. 5, tit 6 ci-dessus, ni avec ceux que les pêcheurs doivent montrer, suivant plusieurs articles du tit. 5 du livre suivant, encore

moins avec les feux entretenus pour la sûreté de la navigation.

Il ne faut pas non plus les confondre avec les autres feux qu'il est défendu aux mêmes pêchenrs de montrer sur leurs bâtimens, par l'art. 7 dudit tit. 5, puisqu'à ce sujet il n'échoit qu'une punition corporelle, au lieu que dans le présent article, il s'agit de la peine de mort. Cependant si ces pêcheurs se plaçoient près de la côte, dans des endroits dangereux, & qu'ils sissent des seux capables d'autirer des navires près d'eux, il faudroit dire qu'ils seroient dans le cas de cet article.

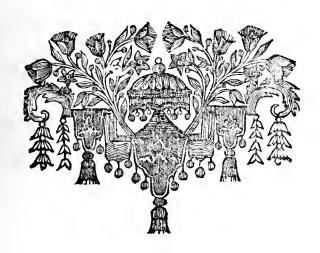
Tel est aussi l'avis de Loccenius, de jure maritimo, lib. 3, cap. 9, n. 23 & 24, fol. 316; mais il semble exiger que la mort ou le nausrage s'ensuive, de même

LIV. IV. TIT. IX. des Naufrages, &c. ART. XLV.

669

que Peckius de re nauticà, sur la loi 10, sff. de incend. ruin. nauf. fol. 366. En quoi il y a trop d'indulgence; car ensin ces seux n'étant montrés qu'à dessein de tromper les navigateurs, le crime est commis par ce seul sait, & il n'est pas question d'en juger par l'événement. Ce seroit enhardir les coupables à tenter l'aventure par l'espérance de l'impunité, ou d'en être quittes pour un léger châtiment, & de quelle conséquence ne seroient pas d'aussi pernicieux exemples!

C'est par cette raison au reste que Vinnius sur cet endroit de Peckius, après avoir dit, nam hac res & pravissimi exempli est, a ajouté, & quid aliud est ossens lumine, dolo malo hominem in perniciem trahere, quam nortis causam prabere? A quoi l'on peut joindre la loi 15, st. ad legem Corneliam de sicaris, conçue en ces termes: nihil interest occidat, quis, an causam mortis prabeat.





TITRE X.

DE LA COUPE DU VARECH OU VRAICQ, SAR OU GOUESMON.



OTRE Ordonnance a réuni ces termes, varech au vraïcq, sar ougouesmon, qui expriment la même chose pour se faire entendre
dans les différens pays où cette chose n'est connue que sous l'un
de ces noms.

En effet, l'herbe dont il est ici question, s'appelle en Normandie, varech ou vraïcq; en Aunis, Saintonge & Poitou, sar-

uu fart; & en Bretagne, gouesmon.

On peut voir dans les Dictionnaires ce que c'est que cette herbe, qui croît sur les rochers & sur les banches, ou bancs de pierre, que la mer arrose con-

tinuellement, ou à toutes les marées-

Il y a des côtes qui en sont prodigieusement garnies, d'autres où l'on en trouve peu, & d'autres enfin où l'on n'y en voit qu'autant que la mer y en apporte d'ailleurs. Il est à remarquer à ce sujet, que dans les temps ou la mer est extraordinairement agitée par la tempête & par des ouragans, la violence de ses slots détache des rochers & des banches une grande quantité de cette herbe, qu'elle reunit & moncele par le mouvement qui la rapproche & l'éloigne continuellement du rivage; il est à remarquer, dis-je, qu'après avoir formé des masses prodigieuses de ces brins d'herbes, qu'elle a recueillis de divers endroits, elle s'en décharge ensin sur quelques plages, par des slots redoublés à la saveur d'un vent impétueux.

C'est ordinairement dans des anses ou ensoncemens qu'elle sait ces sortes de dépôts, & ils y sont plus ou moins considérables, selon que la tempête a

été plus ou moins violente & longue.

Comme cette herbe est très-propre à engraisser & sertiliser les terres, l'ardeur à la ramasser est telle, que les habitans des côtes suspendent tout autre occupation pour aller recueillir celle qu'ils savent avoir été jettée par la mer sur les greves. Ils épient même le temps où ils prévoient qu'il pourra y en avoir sur le rivage, pour ne pas se laisser prévenir par d'autres : car, en cette partie, il n'y a de présérence pour personne; la chose est au premier occupant, aux termes de l'art. 5 ci-après.

Il en est autrement du sart attaché au rocher ou à la banche. L'Ordonnance veut qu'on le regarde comme saisant partie du territoire; & par cette raison,

elle en attribue la récolte aux habitans voisins du même territoire. Mais comme d'un autre côté la distribution en seroit nécessairement inégale entr'eux, s'il n'y avoit pas un temps fixé pour la coupe, asin que tous puissent en profiter; & que d'un autre côté, il est intéressant pour la conservation du frai du poisson, que la coupe du sart ne se fasse pas en tout temps, il étoit nécessaire d'y établir une police, & c'est à quoi l'Ordonnance a pourvu dans ce titre. Il est vrai que depuis long-temps cette police est négligée, sur-tout en Aunis; mais, trop utile pour être sujette à prescription, il sera facile de la faire revivre, dès que les habitans qui y ont intérêt, le requerront, ou que quelque autre circonstance l'exigera.

Une derniere propriété ou utilité du fart, c'est qu'il est propre à la fabrication du verre; mais les privileges accordés aux Directeurs & Entrepreneurs des Verreries, ne peuvent donner atteinte au droit attribué par notre Ordon-

nance anx habitans des paroisses situées sur les côtes de la mer.

Il est intervenu sur cette matiere une Déclaration du Roi du 30 Mai 1731, qui, en confirmant toutes les dispositions des articles dont ce titre est composé, y en a ajouté de nouvelles. Il est vrai que cette Déclaration ne regarde que les provinces de Flandres, pays conquis & reconquis, Boulonnois, Picardie & Normandie; mais, à cela près que les temps pour faire la coupe du sart y sont trop variés pour saire regle ailleurs, on y trouve des décisions qui conviennent à tous les pays où l'on fait usage de cet herbe: c'est pourquoi elle sera transcrite à la suite de ce titre.

ARTICLE PREMIER.

Le premier Dimanche du mois de Janvier de chacune année, à l'issue de la Messe paroissiale, pour régler les jours auxquels devra commencer & sinir la coupe de l'herbe appellée varech & vraïcq; sart ou gouesmon, croissant en mer à l'endroit de leur territoire.

L résulte incontestablement que la disposition, tant de cet article, que du troisseme & du quatrieme, que le sart vis; c'est-à-dire, celui qui tient par la racine au rocher ou à la banche, est une dépendance du sol, & qu'à ce titre la dépouille en appartient aux habitans de la paroisse du territoire, privativement à tous autres, à qui il est désendu, & de même au Seigneur, de les troubler dans l'exercice de ce droit; mais c'est à condition par eux de se servir de ce sart pour améliorer leurs terres de la même paroisse, sans pouvoir le transporter ailleurs ni le vendre aux forains, à peine de cinquante livres d'amende & de confiscation des chevaux & harnois.

La raison pour laquelle le sart vis a été attribué aux habitans de chaque paroisse du territoire où il croît, est sans doute l'incommodité & le dommage qu'ils recoivent du voisinage de la mer; soit par les vents impreignés de parties salées qui brûlent & dessechent si souvent la feuille & la sleur des arbres & des vignes, de même que les fruits de toute espece, des terreins trop près des

côtes; foit par l'écume que la mer en couroux éleve en précipitant ses flots. à coups redoublés contre le rivage: écume qui, en franchissant les falaises même les plus hautes, se décharge comme un brouillard épais sur toutes les terres des environs & même à une affez grande distance.

Il étoit donc juste que les possesseurs des terres sujettes à de pareils ravages dont le moindre effet est de les rendre arides & brûlantes, regussent une sorte de dédommagement, au moyen de l'octroi du privilege de recueillir sur leurs

côtes une herbe propre à fertiliser ces mêmes terres.

Mais, comme il a été obfervé, il étoit nécessaire d'établir une police pour la coupe de cette herbe, & cela par deux raisons. La première pour garder l'égalité, autant qu'il étoit possible, entre ceux qui devroient participer au même privilege, en leur assignant un temps durant lequel ils pourroient tous concourir à cette forte de moisson; de peur que sans cela, les plus âpres & les plus entreprenans, n'ufassent d'une diligence préjudiciable aux autres ; la seconde pour conserver le frai du poisson, aussi-bien que le petit poisson, qui, tropfoible pour lutter contre les vagues de la mer, lors même qu'elle n'est pas agitée, ou pour foutenir la trop grande fraîcheur, trouve sous le sart un abriqui tout à la fois le met hors d'infulte de la part des vagues, de même que des gros poissons, & lui fait ressentir une chaleur douce, causée par le soleil qui échausse, dans la belle faison, la partie du rivage que la mer découvre pen-

dant le reflux ou le temps qu'elle employe à se retirer.

Cette derniere raifon, bien plus confidérable encore que l'autre, ne frappe pas certaines gens, à qui il femble que c'est se désier de la providence que de prendre des précautions pour empêcher la destruction du petit poisson, Selon eux, & ce ne sont pas toujours les gens du peuple qui tiennent ce langage, la mer est inépuisable, & le petit paisson pris qu'on lui rendroit, en vue de le laisser grossir, deviendroit la proie, ou d'un autre pêcheur; ou des gros poissons. Pitoyable raisonnement qui ne vaut pas la peine d'être résuté, ou plutôt qui ne l'est que trop par une funeste expérience. La pêche du poisson frais est en estet extraordinairement diminuée sur toutes les côtes du Royaume. A la Rochelle en particulier, il y avoit depuis moins de quarante ans, trentetrois maîtres de traversiers, ou autres bâtimens faisant la pêche, & actuellement on n'en compte que neuf. D'où cela procéde-t'il, si ce n'est de la stérilité de la pêche? Et cette disette, à quoi peut on l'attribuer, sinon à la dévas tation du petit poisson & du frai, par le moyen des parcs & buchots, ou, malgré l'attention des personnes préposées pour y veiller, on se sert d'engins & de filets avec lesquels les plus petits poissons se trouvent pris, sans qu'il en puisse échapper aucuns? Mais ce sont-là des plaintes anticipées qu'il ne faut pas pousser plus loinici; il convient de les réserver pour le livre suivant. Venons au détail de notre article.

Les habitans, toit propriétaires, foit cultivateurs à titre de ferme ou colonage, foit même qu'il n'aient aucun bien à faire valoir, puisqu'ils n'eu sont pas moins habitans de la paroisse. Par rapport aux fermiers ou colons, leur droit à la coupe du fart ne peut être révoqué en doute, attendu qu'il ne s'agit ici que d'engraisser des terres, pour leur faire produire les fruits qu'elles ne donneroient pas sans cela, ou du moins en aussi grande quantité. Or cet engraisayant les fruits pour objet, doit être commun à tous ceux qui ont droit aux

fruits.

fruits, qu'ils soient propriétaires des terres, ou qu'ils n'en soient que les sermiers ou colons. D'ailleurs, une terre sumée est améliorée pour un certain

temps; ainsi le propriétaire y trouve toujours son compte.

A l'égard des habitans sans terrein à cultiver, l'objet de l'Ordonnance étant en sûreté, au moyen des désenses saites par l'article 3 de transporter le sart sur d'autres territoires, rien ne peut les exclure de la participation à la coupe du sart. En esset, puisqu'il saut nécessairement que le sart soit employé dans la même paroisse, qu'importe par qui il soit coupé & enlevé? Cette proposition sera encore plus développée sur ledit article 3.

D'un autre côté, pour être réputé habitant, à l'effet de prendre part à la coupe du fart, il suffit de posséder des terres dans la paroisse, quoiqu'on n'y demeure pas réellement: de sorte que si une même personne a des terres en plusieurs paroisses maritimes, elle aura droit de couper ou acheter du sart dans chacune de ces paroisses, pourvu néanmoins qu'elle n'emploie pas le sart d'une paroisse dans les terres d'une autre. S'il en étoit autrement en effet, les bourgeois qui habitent les villes seroient privés de la ressource que donne le sart pour améliorer leurs domaines. Ainsi, en cette partie, le droit d'habitant se titre indifféremment, ou de la demeure effective sur la paroisse, ou de la qualité du possesseur de terreins dans la même paroisse.

Des paroisses sur les côtes de la mer. C'est-à-dire, de celles qui s'étendent jusqu'au rivage de la mer, & qui l'ont pour bornes, à l'exclusion des paroisses supérieures qui sont plus avant dans les terres, & qui ne confinent pas à la mer, & cela, quoique les habitans de ces paroisses supérieures soient sujets, comme les autres, au guet de la mer & à la garde des côtes, parce que le service de la garde-côte n'a rien de commun avec le motif qui a fait accorder aux riverains le privilege exclusif de couper le sart croissant sur leurs côtes; c'est-à-dire, que ceux qui ne sont pas riverains n'éprouvent pas, comme ceuxci, l'incommodité & le dommage inséparable du trop grand voisinage de la

mer.

S'assembleront. L'article premier, titre 3, de la Déclaration du Roi, du 30 Mai 1731, veut tout de même que les habitans s'assemblent le premier Dimanche de l'année. Les onze premiers articles du titre premier reglent le temps de la coupe du sart, & chacune des paroisses qui y sont dénommées a son temps distingué: il est en général de trente jours; mais ces trente jours se prennent, suivant la dissérence des paroisses, depuis le 15 Janvier jusqu'à trois jours après la pleine lune d'Avril. Il y a long-temps que ces assemblées ne se tiennent plus dans le pays d'Aunis. Où elles ont été le plus pratiquées, c'est dans l'îsse de Ré, sur-tout à Sainte-Marie; mais elles y ont cessé, comme ailleurs, depuis plus de vingt ans.

Les mémoires qui m'ont été fournis, & où j'ai trouvé ces particularités; ajoutent que ces assemblées se faisoient le premier Octobre, & que, de ce jour-là jusqu'au premier Mars suivant, il étoit désendu de couper le sart. Mais il est évident qu'on s'est trompé, & qu'on a voulu dire plutôt tout le contraire: car enfin ç'auroit été désendre de couper le sart dans le temps précifément qu'il convient de le cueillir, comme ne pouvant plus croître, & permettre de le couper non-seulement dans le temps de son croît, mais encore dans la saison où il doit servir de resuge au petit poisson.

Tome II.

En supposant donc que la coupe du sart ne se fît que depuis le mois d'Ocitobre jusqu'au mois de Mars, il n'y avoit rien à dire, quoique notre article, en sixant l'assemblée au premier Dimanche du mois de Janvier de chaque année, indique naturellement que l'usage étoit alors de couper le sart dans le même mois de Janvier, ou, au plus tard, dans le mois de Février; car on ne s'assemble pas à dessein de régler des opérations de cette nature, pour en reculer l'exécution.

Cela n'empêchoit pas néanmoins que les habitans ne pussent s'assembler avant le mois de Janvier, pour anticiper la coupe du fart, pourvu qu'elle ne commençat pas avant le mois d'Octobre, & qu'elle finit avant le mois de Mars, pour ne pas nuire au petit poisson & à la reproduction de cette herbe.

La raiton de cette anticipation du temps de la coupe du fart est, qu'en certains cantons, on l'emploie, dans les terres comme dans les vignes, tel qu'on le tire de la côte, sans le laisser pourrir & devenir sumier, comme d'autres font au contraire, avant de s'en servir. A l'égard de ces derniers, il importoit peu en quel temps se sit la coupe du sart; mais les autres avoient intérêt qu'elle se sit dans les mois d'Octobre, de Novembre ou de Décembre.

Comme les côtes de l'Aunis sont presque toutes vignobles, & que le sart, quoique très-propre à rétablir les vignes, a ce désaut d'altérer, pendant quelques années, la qualité du vin, jusqu'à lui communiquer son sel & son odeur, la plupart des cultivateurs ont négligé, depuis long temps, d'en saire usage pour leurs vignes; & delà l'emploi du sart étant devenu, en quelque sorte, le partage des seuls paysans, c'est la vraie cause de la cessation totale.

des assemblées ordonnées par cet article.

Il paroît néamoins actuellement qu'à l'imitation des habitans de l'Isle de Ré; plusieurs propriétaires de vignes sont déterminés à les sarter, nonobstant l'influence de cette herbe sur la qualité du vin. En esset, ceux-là ne doivent pas s'en embarrasser, qui sont dans l'usage de convertir, chaque année, leur vin en eau-de-vie. Si leur exemple est suivi d'un certain nombre d'autres, ce sera alors qu'on pourra faire revivre ces assemblées, pour l'indication des jours de la coupe du sart: car, comme il a été observé, il n'y a point de prescription à alléguer contre un Réglement de Police, tel que celui-ci, qui a pour objet de faire jouir, sans trouble & sans consuson, d'une chose déclarée commune,

tous ceux qui ont droit d'y participer.

Mais jusqu'à ce qu'il soit expédient de rétablir ces assemblées; c'est-à-dire; jusqu'à ce qu'elles soient requises par un certain nombre d'habitans, ou qu'à l'occasion de la récolte du sart, il s'éleve des querelles qui engagent les Juges de l'Amirauté à en ordonner d'office le renouvellement, les choses doivent rester sur le pied où elles sont; de maniere que les riverains pourront, sans offense, continuer de couper le sart dont ils auront besoin sur les côtes de leurs paroisses, quand ils le jugeront à propos, pourvu toutesois que ce ne soit pas en temps prohibé, c'est-à-dire, depuis le premier Mars jusqu'au premier Octobre. Autrement ils seroient sujets à être poursuivis par le Ministere public, pour subir la condamnation à une amende de cinquante livres, avec consiscation des chevaux & harnois, dont la saisse auroit été faite, conformément à l'article 3 ci-après.

Il ne faut pas qu'on dise que l'amélioration des terres est un objet plus inté-

ressant que la conservation du petit poisson, pour rendre la pêche plus utile & plus abondante; car, outre que la proposition trouveroit autant de contradicteurs pour le moins que de partisans, c'est que, s'il étoit permis de couper le fart en tout temps, & lorsqu'il croît encore, aussi-bien que lorsqu'il a cessé de croître, ce seroit tout à la fois exposer le frai du poisson à périr, & se priver, en grande partie, de la ressource que l'on a pour engraisser les terres, en ne coupant le fart que lorsqu'il a reçu tout son accroissement.

Il est à observer, au reste, que notre Ordonnance ne parle que de couper le sart, & nullement de l'arracher, parce que ce seroit en empêcher la production. C'est bien assez de celui que la mer arrache, sans que la main de l'homme contribue à sa dévastation. Quiconque seroit convaincu d'avoir arraché du sart, au lieu de l'avoir coupé, seroit donc punissable d'amende arbitraire pour la premiere sois, avec désenses de récidiver sur plus grande peine, & même d'être

poursuivi extraordinairement.

L'article 4, tit. 2 de la Déclaration du Roi, du 30 Mai 1731, prononce pour ce cas une amende de 300 liv. & menace de punition corporelle en cas de récidive; mais ce n'est que pour les pays qui en sont l'objet.

ARTICLE II.

Assemblée sera convoquée par les Syndics, Marguilliers ou Tréforiers de la Paroisse; & le résultat en sera publié & affiché à la principale porte de l'Eglise, à leur diligence, à peine de dix livres d'amende.

S l ces assemblées se rétablissent en Aunis, il s'agira de les tenir, & d'en publier le résultat dans la forme prescrite par cet article, sur peine d'amende qui y est portée, parce qu'alors, chacun ayant intérêt d'être informé du temps de la coupe du sart pour en prositer, plusieurs se trouveroient frustrés de leur droit, saute de notoriété du résultat qui auroit déterminé les jours auxquels la coupe devoit se faire. La Déclaration du Roi ci-dessus citée, après avoir renouvellé le présent article dans l'article 2 du titre 2, ajoute, article 3, que les Syndics, &c. remettront au Gresse de l'Amirauté, sous la même peine de dix livres d'amende, un double du résultat de ladite assemblée, deux jours après qu'elle aura été tenue.

Le bénéfice de la coupe du fart, au reste, est tel, que chaque habitant a droit d'enlever ce qu'il en a coupé, amoncelé & mis sur le rivage, hors d'atteinte des slots de la mer. Le sart qu'il a ainsi déposé lui appartient; de maniere que si quelqu'autre en fait l'enlevement, il est fondé à se pourvoir en restitution avec dépens, dommages & intérêts. Il en seroit de même du sart que la mer auroit jetté à la côte, dès qu'il l'auroit aussi amoncelé & mis à part sur le bord

de la mer.

On en useroit encore de la forte, dans le cas où l'usage de la coupe en commun seroit renouvellé. Chacun emporteroit tout de même, comme sien, le fart

Qqqi

qu'il auroit coupé & mis en tas sur la côte; sauf, en cas de contestation, à partager le territoire, & à en assigner une portion à chaque habitant pour que tous pussent, sans consusson & sans trouble, participer à la coupe du sart.

ARTICLE III.

Aisons désenses aux habitans de couper les Vraicqs de nuit & hors les temps réglés par la délibération de leur communauté, de les cueillir ailleurs que dans l'étenaus des côtes de leurs paroisses, & de les vendre aux forains, ou porter sur d'autres territoires, à peine de cinquante livres d'amende, & de consiscation des chevaux & harnois.

ES défenses de couper le sart de nuit & hors les temps réglés par la délibération de leur communauté, supposant des assemblées qui ne sont plus en usage depuis long-temps, il semble qu'il ne devroit plus en être quession. Cependant il saut tenir le contraire, & dire que si la désense de couper le sart de nuit n'a plus pour objet d'empêcher quelques habitans de couper le sart en cachette, au préjudice des autres, elle subsiste au moins par un autre motif, qui est de s'assurer si le sart n'est point arraché plutôt que coupé. De même, quoiqu'il n'y ait plus de temps réglé pour faire la coupe du sart en commun, il y en a toujours un durant lequel toute coupe du sart est prohibée. Ainsi la seconde désense subsiste encore pour ce temps-là, qui est, comme il y a été observé, depuis le premier Mars jusqu'au premier Octobre.

L'amende pour contravention à cet article est portée à 300 liv. par la Déclaration du Roi, du 30 Mai 1731, art. 12 du tit. premier, & art. 5 & 6 du

tit. 2. La peine corporelle y est même ajoutée en cas de récidive.

Pour ce qui est des autres défenses, qui sont faires aux habitans des côtes de cueillir le sart ailleurs que dans l'étendue des côtes de leurs paroisses, & de le vendre aux forains, ou porter sur d'autres territoires que le leur; comme elles sont indépendantes de la tenue des assemblées, elles sont toujours les mêmes, & leur infraction seroit nécessairement suivie de punition que cet article y a attachée.

Il résulte donc delà, ainsi qu'il a été observé ci-dessus, que le sart vis fait partie du territoire où il tient par la racine; que, par cette raison, la dépouille en est attribuée aux habitans de la paroisse contigué à ce territoire, à l'exclusion de tous autres, quoiqu'il en soit autrement de la faculté d'y pêcher; que cetre attribution est tellement exclusive, que non seulement un habitant riverain n'a pas la faculté de couper du sart nulle part, mais même que le riverain d'une paroisse n'a pas le droit d'aller couper du sart dans une autre paroisse que la sienne, s'il n'y possede des terres, parce que ce privilège est réservé aux habitans de la paroisse; que cependant ce même privilège a pour objet l'amélioration des terres de la même paroisse, puisqu'il n'est pas permis de transporter le sart ailleurs, ni d'en vendre ou céder aux forains: terme qui désigne ici tous autres que les habitans de la paroisse.

Mais de ce que la défense ne regarde que les forains, il s'ensuit que le fart

peut être vendu par un habitant à un autre de la même paroisse; &, par une seconde conséquence également naturelle, qu'il n'est pas nécessaire qu'un habitant, pour participer à la récolte du fart, ait des terres à améliorer dans la paroisse. Sa qualité d'habitant lui sussit, pourvu qu'il ne dispose de sa part du fart qu'au prosit de quelque autre de la paroisse. Et c'est ainsi qu'on voit, chaque annéc, des paysans riverains vendre le sart qu'ils ont coupé, aux bourgeois de la même paroisse.

Il y auroit de la témérité, au reste, à les troubler dans cette possession, sous

prétexte qu'ils n'ont pas des terres à engraisser.

1.°, ils sont habitans, & notre Ordonnance n'exige rien de plus pour sormer le droit de participer à la coupe du sart. Il est vrai que l'objet de l'Ordonnance est l'amélioration des terres de la paroisse; mais cet objet n'est-il pas également rempli, dès que le sart ne sort pas de la paroisse? Qu'importe en esser, par qui le sart soit coupé ou enlevé, pourvu qu'il ne soit employé que dans

les terres de la même paroisse?

2.°, La permission que notre article donne, par argument à contraio, de vendre du sart aux habitans de la même paroisse, est absolument décisive en faveur du simple habitant qui n'a pas de terres à faire valoir; autrement il faudroit conclure que l'habitant, possessement de quelques terreins, ne pourroit couper du sart qu'à condition précisément de l'employer dans ses terres, ce qui seroit absurde. Or si un tel habitant peut couper du sart pour le vendre à un autre qui en a besoin, pourquoi l'habitant non cultivateur ne le pourroit-il pas tout de même? Le coupant alors pour quelqu'un qui en a besoin, n'est-ce pas tout comme si ce dernier le coupoit lui-même? Co n'est guerre que par ce moyen au reste que les bourgeois peuvent avoir du sart.

ARTICLE IV.

Aisons aussi désenses à tous Seigneurs des Fiess voisins de la mer, de s'approprier aucune portion des rochers où croît le Varech, d'empêcher leurs vassaux de l'enlever dans le temps que la coupe sera ouverte, d'eviger aucune chose pour leur en accorder la liberté, & d'en donner la permission à d'autres, à peine de concussion.

El est le droit acquis aux riverains, par rapport à la coupe du sart qui croit sur les côtes de leurs paroisses, qu'ils n'en peuvent être privés de la part des Seigneurs des Fiess voisins de la mer, sous quelque prétexte que ce soit; & cela qu'ils soient leurs vassaux ou tenanciers, ou qu'ils ne possedent rien dans ces mêmes Fiess.

C'est sur ce principe qu'il est désendu, par cet article, à tous Seigneurs, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de s'approprier aucune portion des rochers & autres terreins où croît le sart ou varech; & en conséquence d'empêcher leurs vassaux ou autres habitans de l'enlever dans le temps permis, d'exiger aucune chose pour leur en accorder la liberté, & d'en donner la permission à ceux qui n'en ont pas le droit, Ces désenses sont réitérées dans

l'article premier, titre 3 de la Déclaration du Roi, du 30 Mai 1731.

La raison est qu'ils ne peuvent se dire propriétaires de ces terreins que la mer couvre & découvre à chaque marée; & que c'est au Roi seul qu'en appartient la propriété, par le titre de sa souveraineté. Or, le Roi ayant bien voulu se démettre de son droit en cette partie, en faveur des habitans des paroisses maritimes, nul Seigneur ne pourroit y donner atteinte sans crime, & ce crime est qualissé ici de concussion.

Les Seigneurs n'ont donc d'autre droit à cet égard que celui que leur donne le titre d'habitant, à l'esset de participer, comme les autres, à la coupe du sart; & à la charge, comme eux, de ne point le transporter hors du territoire, sans abuser au reste de leur qualité de Seigneur, pour restreindre ou gêner le

droit des autres habitans.

Dans le titre précédent concernant les naufrages, il y a une exception portée par les articles 37 & suivans, en faveur du droit de varech, attribuée par la coutume de Normandie aux Seigneurs des Fiess voisins de la mer; mais ce droit de varech n'a rien de commun absolument avec l'herbe dont il est ici question, appellé varech dans la même province de Normandie: de sorte que les désenses, portées par cet article, regardent aussi-bien les Seigneurs de Normandie que ceux des autres provinces du Royaume; & l'article qui vient d'être cité de la Déclaration du Roi, du 30 Mai 1731, en est une preuve sans réplique.

L'article 2 du même titre permet même aux habitans d'aller couper le sart, dans le temps réglé pour la coupe, jusques dans les pêcheries exclusives, sans que les propriétaires de ces pêcheries puissent s'y opposer; &, s'ils le sont.

ils encourront l'amende de cinquante livres.

ARTICLE V.

Ermettons néanmoins à toutes personnes de prendre, indisséremment en tout temps & en tous lieux, les vraicqs jettés par le flot sur les greves, & de les transporter où bon leur semblera.

CI cesse le privilege des habitans des paroisses maritimes, parce qu'il ne s'agit plus de sart vif, de sart à couper, dépendant du territoire, & comme tel, réputé saire partie du sonds; mais seulement du sart que la mer a jetté sur le rivage, qui par conséquent ne peut être qu'une épave, la mer ayant pu le

pousser & le déposer en tout autre endroit que celui où il est trouvé.

Dans la regle, les épaves de mer, par rapport aux choses qui n'ont appartent à personne, comme étant du crû de la mer, telles que sont l'ambre, le corail, les poissons à lard & autres semblables, ne sont pas acquises en entier à ceux qui les trouvent sur les greves: il ne leur revient que le tiers; & les deux autres tiers doivent être partagés entre le Roi & M. l'Amiral, suprà, article 29 du titre précédent. Mais ce qui concerne le sart, il y a ici dérogation à la regle, puisque notre article attribue au premier occupant tout celui que la mer aura jetté à la côte.

En cette partie, il n'est donc plus question du privilege des riverains, ni

de la police établie par les articles précédens. Il est permis à quiconque, aux habitans des paroisses non maritimes comme aux riverains, d'enlever ce fart indifféremment en tout temps & en tous lieux, avec faculté de le transporter & de l'employer où bon semblers à ceux qui en auront sait l'enlévement.

Delà il s'enfuit que les Seigneurs se rendroient coupables du crime de concussion, s'ils troubloient le premier occupant dans le droit d'enlever le fart jetté par la mer à la côte, tout comme s'ils empêchoient les riverains de prendre part à la coupe du fart vif, ou qu'autrement ils enfreignissent les défenses portées par l'article précédent. En effet, dans un cas comme dans l'autre, ils abuseroient également de leur pouvoir; leur droit, dans les deux cas, n'étant autre, dans la réalité, que celui d'habitant ou de premier occupant. Or ce que les Seigneurs ne pourroient entreprendre sans crime, contre la permisfion accordée par le présent article au premier occupant, à plus sorte raison les riverains ne le pourroient-ils pas non plus, fans s'exposer à une amende arbitraire, & à tous dépens, dommages & intérêts. L'article 4, titre 3, de la Déclaration du 30 Mai 1731, fixe l'amende, en ce cas, à cinquante livres. Par l'article 3, il est permis à tons particuliers & à tous autres d'aller, avec bateaux & autres bâtimens, cueillir en tout temps le sart qui croît sur les isles & rochers déserts en pleine mer, & de le transporter où bon leur semblera, avec défenses à quiconque de les y troubler, à peine tout de même de 50 liv. d'amende. La raison est que ce sart, croissant dans les isles & sur les rochers en pleine mer, doit naturellement appartenir au premier occupant, attendu qu'il s'agit là d'un terrein absolument détaché d'un continent & d'un rivage, fur lequel terrein, par consequent, les riverains ne peuvent avoir un droit acquis exclusivement à d'autres, Il en doit donc être de même que du fart jetté par la mer sur les côtes, qui appartient à celui qui le premier s'en empare, à quelque usage qu'il le destine.

C'est pour cela qu'il y a quelques années, il sut sait désenses aux habitans de Laleu de troubler un sabricant de verre dans le droit d'enlever le sart qu'il avoit ramassé sur la côte, & d'en disposer; en même temps que désenses lui surent aussi faites, de son côté, de toucher au sart vis, parce que, comme il a été observé, les privileges accordés aux verreries sont subordonnés à celui que notre Ordonnance attribue aux riverains sur le sart croissant à la côte: de sorte que si ce sabricant se sût borné à faire enlever le sart jetté par la mer sur le rivage, en le saisant transporter par bateau ou autrement, pour le brûler & en tirer la soude, en quelque endroit libre & non nuisible, il n'y auroit rien à lui dire. Mais ayant prétendu avoir droit de le saire brûler sur la falaise, & en consépuence y ayant établi des sourneaux, dont la sumée, se répandant au loin, incommodoit sort les habitans, leurs vignes & leurs bleds; sur les plaintes des habitans à cette occasion, & parce que d'ailleurs il ne s'en tenoit pas au sart venu à la côte, il lui sur désendu de continuer son travail, enjoint

de se retirer : ce qui fut exécuté sans délai.

En cela, au surplus, les Officiers de l'Amirauté de la Rochelle ne sirent que se conformer à la Déclaration du Roi, du 30 Mai 1731, qui, en même temps qu'elle permet, art. 5, tit. 3, de convertir en soude le sart libre pour l'usage des verreries, désend de le brûler sur le rivage, autrement que dans le temps où le vent viendra de terre, & portera la sumée du côté de la mer, à peine de 300 livres d'amende.

DECLARATION DU ROI,

AU sujet des Herbes de mer, connues sous les noms de Varech ou Vraicq, Sart ou Gouesmon, sur les côtes des provinces de Flandres, Pays conquis & reconquis, Boulonnois, Picardie & Normandie.

Donnée à Versailles le 30 Mai 1731.

Registrée en Parlement.

OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROIDE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. Nous avons été informés que les herbes de mer, connues sous les noms de Varech ou Vraicq, Sart ou Gouesmon, qui croissent sur les rochers au bord de la mer, conservent le frai du poisson qui s'amasse autour de ces herbes, que les poissons qui y éclosent y trouvent un abri & une pâture assurée; qu'ils s'y fortifient & y séjournent pendant l'été & une partie de l'automne, jusqu'à ce que les eaux, devenant froides, les obligent de se retirer dans le fond de la mer. Ces raisons Nous ont déterminé à donner des ordres pour la conservation de ces herbes, afin de rétablir l'abondance du poisson sur les côtes de notre Royaume, que les différens abus, tant par rapport à la pêche, que par rapport à la coupe des herbes, auroient entiérement détruite: Nous avons, à cer effet, renouvellé les dispositions de l'Ordonnance de la Marine, du mois d'Août 1681, au sujet de la coupe du Varech sur les côtes de nos Provinces de Normandie & de Picardie; & Nous avons en même temps défendu de faire cette coupe dans les temps que le frai du poisson & le poisson du premier âge féjournent à la côte: cependant, comme ces sortes d'herbes sont nécessaires à une partie des habitans de ces provinces, pour l'engrais de leurs terres, Nous avons fait faire des visites exactes sur les côtes desdites Provinces. pour être insormé des endroits où les habitans ne peuvent point s'en passer pour l'engrais de leurs terres, & de ceux où il y en a suffisamment pour pouvoir fournir à cet engra's, & à faire de la soude, (marchandise nécessaire pour la fabrication du verie), & du temps pendant lequel il convenoit d'en permettre la coupe, en conciliant la conservation du frai du poisson, & du poisson du premier âge, avec le besoin que les habitans pourroient avoir de ces herbes plutôt dans une faison que dans une autre; il Nous a été remis à

ce sujet des mémoires exacts, par lesquels Nous avons connu qu'il y avoit plusieurs Amirautés, & différentes paroisses dans d'autres Amirautés, où il ne croissoit point de ces sortes d'herbes, parce que toutes les côtes de ces paroisses étoient convertes de fables ou de vases, sans qu'il y eût aucuns rochers; qu'il y avoit des endroits aussi où l'on ne faisoit aucun usage de ces herbes pour l'engrais des terres, parce que les habitans avoient, par le moyen de leurs bestiaux, des engrais plus que suffisans, & que Nous pourrions permettre la coupe de ces herbes sur les côtes de l'Amirauté de Cherbourg, pour être converties en soude, parce qu'il y en croît au-delà de ce qu'il en faut pour l'engrais des terres, & que cette coupe peut y être faite pendant l'été, sans qu'il en résulte un grand préjudice au frai du poisson & au poisson du premier âge. A CES CAUSES & autres à ce Nous mouvans, de notre certaine (cience, pleine puissance & autorité royale, Nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces présentes signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, youlons & Nous plait ce qui suit :

TITRE PREMIER.

Des habitans des côtes de la mer des provinces de Flandres, Pays conquis & reconquis, Boulonnois, Picardie, & Normandie, qui peuvent faire la coupe des herbes, connues fous les noms de Varech ou Vraicq, Sart ou Goefmon, & de ceux auxqueis il est défendu de faire cette coupe.

ARTICLE PREMIER.

Les habitans de la paroisse de Criquebœus & des hameaux qui en dépendent, pourront faire la coupe des herbes de mer, connues sous les noms de Varech ou Vraicq, Sart ou Gouesmon, pendant trente jours qui seront choiss par la

Communauté.

Communauté, entre le troisseme jour avant la pleine lune de Mars, & le troisieme jour après

la pleine lune d'Avril.

II. Ceux des paroisses d'Heugueville, Cauville, Octeville & ses hameaux, Bleville, Sainte-Adresse, Ingouville, le Havre & la Grande-Haivre, pourront faire ladite coupe pendant trente jours, qui seront aussi choisis entre le troisieme jour avant la pleine lune de Mars, & le troisieme jour après la pleine lune d'Avril.

IIL Ceux des paroisses d'Hermanville, Lion & fes hameaux, Luc, Langrunes & fes hameaux, Bernieres & Coursuelles, pourront aussi saire ladite coupe des herbes de mer, connues sous les noms de Varech ou Vraicq, Sar ou Gouesmon, pendant lesdits trente jours, qui seront choisis entre le troisieme jour avant la pleine lune de Mars, & le troisieme jour après la pleine lune

d'Avril.

IV. Ceux des paroisses d'Arromanches, Tracy, Mannieux, Fontenaille, Longe, Marigny, Cosme & ses hameaux, Port-en-Bessin, Hupin, Viller, Sainte-Honorine-des-Pertes, Colleville & Saint-Laurent, pourront aussi faire lad. coupe pendant les même trente jours que dessus, qui seront choisis entre le troisseme jour avant la pleine lune de Mars, & le troisseme jour après la pleine lune d'Avril.

V. Les habitans des paroisses de Vierville, Saint-Pierre-du-Mont, Anglequeville & Grand-Camp, pourront faire la coupe desdites herbes pendant trente jours, à compter du 15 Mars

julqu'au 15 Avril fuivant.

VI. Ceux des paroisses de Fontenay & ses hameaux, Quineville, Laître & Saint-Vaast, de la Hougue, pourront aussi faire la coupe desdites herbes pendant trente jours des mois de Janvier & Février.

VII. Ceux des paroisses de Réville & ses hameaux, Montfarville & son hameau, Barfleur, Gatteville, Gouberville, Neville, Rotoville, Doqueville & ses hameaux, Fermanville & seş hanéaux, Manpertus & Breteville, pourront faire la cupe desdites herbes de mer, connues sous les roms de Varech ou Vraicq, Sar ou Gouesmon, Jendant trente jours, qui seront choisis depuis 🗈 15 Janvier jusqu'au 5 Mars suivant.

VIII. Ceux des paroisses de Cherbourg, Equeurdreville, Henneville & son hameau, Querqueville, Nacqueville, Urville, Omonville-la-grande, Digulville, Omonville-la-peute, Saint-Germain-des-Vaux & ses hameaux, Auderville, Jobourg & fes hameaux, Herqueville, Sejourville, Flamanville & fes hameaux, Seirtot & son hameau, & Rosel, qui voudront employer lesdites herbes de mer pour l'engrais

Tome II.

de leurs terres, pourront en faire la coupe pendant trente jours, qui seront choisis entre le troifreme jour avant la pleine lune de Mars, & le troisieme jour après la pleine lune d'Avril.

Ceux desdites paroisses qui voudront employer lesdites herbes à faire de la soude, pourront en faire la coupe, à commencer du 15 Juillet

jufqu'à la fin de Septembre.

IX. Ceux des paroisses des Moutiers-d'Alognes, Carteret, Barneville & ses hameaux, Saint-Georges, Goney, Portbail, Surville, Breteville & ses hameaux, & S.t Germain-sur-Ay, pourront aussi faire ladite coupe pendant trente jours, qui seront choisis depuis le 20 Janvier, jusques & compris le huitieme jour

après la pleine lune de Mars.

X. Les habitans des paroisses de Créances &_ fes hameaux, Pirou & fes hameaux, Geffosse & ses hameaux, Anneville, Gouville, Moncarville, Linerville, Blainville & ses hameaux, Agon & ses hameaux, Grimonville & ses hameaux, Requeville, Montmartin & fes hameaux, Hauteville & ses hameaux, Annoville, Lingreville & fes hameaux, & Briqueville pourront saire la coupe des herbes de mer, connues fous les noms de Varech ou Vraicq, Sar ou Gouefmon, pendant trente jours, qui seront choisis depuis le premier Février, jusqu'au huitieme jour après la pleine lune de Mars.

Xl. Ceux des paroisles de Donville, Granville, Saint-Pair & fes hameaux, Bouillon, Carolles, Champeaux & Saint-Jean-le-Thomas, pourront aussi faire ladite coupe pendant lesdits trente jours, qui seront choisis depuis le premier Février jusqu'au huitieme jour après la pleine

lune de Mars.

XII. Ceux qui ne seront point habitans des paroisses dénommées au présent titre, ne pourront y faire la coupe desdites herbes de mer. pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de trois cents livres d'amende pour la premiere fois, & de punition corporelle en cas de récidive; & les habitans des autres paroisses maritimes desdites provinces de Flandre, pays conquis & reconquis, Boulonnois, Picardie & Normandie, ne pourront aussi, sous les mêmes peines, faire, dans aucun temps de l'année, la coupe desdites herbes de mer, foit qu'il y en ait actuellement fur les côtes de leur territoire, ou qu'il y en croisse par la suite.

TITRE

De la maniere de faire la coupe des herbes de mer, connues sous les noms de Varech ou Vraicq, Sar ou Gouesmon.

Rrrr

ARTICLE PREMIER.

Les habitans de chacune des paroisses dénommées dans le titre premier des présentes, s'assembleront le premier Dimanche du mois de Janvier de chaque année, à l'issue de la Messe paroissale, pour régler le nombre des jours qu'ils prendront d'entre ceux fixés par ledit titre premier des présentes, pour la coupe des herbes de mer, connues tous les noms de Varech ou Vraicq, Sar on Gouesnon.

II. L'aflemblée fera convoquée par les Syndies, Marguilliers on Tréforiers de chaque paroine; & le réfultat en tera publié & affiche à la principale porte de l'Eglite, à leur diligence,

à peine de dix livres d'amende.

III. Lesdits Syndics, Marguilliers ou Trésoriers, remettront au gresse de l'Amirauté du ressort, sous la même peine de dix livres d'amende, un double du résultat de ladite assemblée, deux jours après qu'elle aura été tenue.

IV. La coupe ou récolte desdites herbes sera faite à la main avec couteau ou faucille. Désendons de la faire d'une autre maniere, & d'arracher les dites herbes avec la main, & avec des rateaux & autres instrumens qui puissent les déraciner, à peine contre les contrevenans de trois cents livres d'amende pour la premiere sois, & de punition corporelle en cas de récidive.

V. Ladite coupe ou récolte ne pourra être faite ni pratiquée dans d'autres temps que ceux fixés par les articles du titre premier des préfentes, sous la même peine de trois cents livres d'amende pour la premiere fois, & de punition

corporelle en cas de récidive.

VI. Faisons défenses aux habitans desdites paroisses de couper lesdites herbes pendant la nuit & hors les temps réglés par la délibération de la Communauté, de les cueillir ailleurs que dans l'étendne des côtes de leurs paroisses, & de les vendre aux forains ou porter sur d'autres territoires, à peine de cinquante livres d'amende & de confiscation des chevaux & harnois.

TITRE COMMUN.

ARTICLE PREMIER.

Faisons défenses à tous Seigneurs voisins de la mer, de s'approprier aucune portion de tochers ou de côtes où croissent les herbes de mer, connues sous les noms de Varech ou Vraicq, Sar ou Goucjmon, d'empêcher leurs vassaux de les enlever dans les temps que la coupe en pourra être faite; d'exiger aucune

chose pour leur en accorder la liberté, & d'en doner la permission à d'autres, à peine de concussion.

II. Pourront les tiverains, dans le temps que ladite coupe pourra être faite, faire la récolte desdites herbes croissant dans l'étendue des pêcheries exclusives qui sont conservées, sans que les propriétaires de ces pêcheries puissent les en empêcher pour se les attribuer, exiger aucune chose pour leur en accorder la liberté, ni en donner la permission à d'autres, à peine de concussion, & sans aussi que ceux qui tiendront sesdites pêcheries exclusives, puissent empêcher les dits riverains de faire la récolte de celles qui y auront crû, à peine de 50 livres d'amende.

III. Permettons aux pêcheurs & autres d'aller avec bateaux pour cueillir, en tout temps & en toutes faitons, lesdites herbes qui croissent sur les isses & les rochers déserts en pleine mer, & de les transporter où bon leur semblera, sans qu'ils puissent y être troublés ni inquiétés pour quelque cause que ce puisse être, à peine de

cinquante livres d'amende.

IV, Permettons aussi à toutes personnes de prendre indifféremment, en tout temps & en tous lieux, lesdites herbes détachées des rochers par l'agitation de la mer, & jettées à la côte par le flot, & de les transporter où bon leur semblera, soit pour être employées à l'engrais des terres, ou à faire de la soude : désendons de les y troubler ni inquiéter, quand bien même ceux qui enleveroient ces herbes les auroient prises sur d'autres territoires que le leur, à peine contre les contrevenans de cinquante livres d'amende.

V. Voulons que lesdites herbes de mer qui seront destinées à être converties en sonde, soit qu'elles aient été coupées sur les rochers qui bornent les côtes de l'Amirauté de Cherbourg, ou sur les isses & les rochers déserts en pleine mer, ou jettées par le flot sur les côtes de nos provinces de Flandre, pays conquis & reconquis, Boulonnois, Picardie & Normandie, repuissent être brûlées pour quelque cause & sou quelque prétexte que ce puisse être, que dans les temps que le vent viendra de terre, & pou tera du côté de la mer, à peine contre les contrevenans de trois cents livres d'amende.

VI. Les contraventions aux préfentes feront poursuivies à la requête de nos Procureurs dans les Amirautés, & les Sentences qui en interviendront contre les délinquans, feront exécutées pour les condamnations d'amende, nonobétant l'appel & sans préjudice d'icelui, jusqu'à concurrence de trois cents livres, fans qu'il puisse être accordé de défenses, même lorsque l'amende

fera plus forte, que jusqu'à concurrence de ce qui excédera ladite somme de trois cents livres.

VII. Ceux qui appelleront desdites sentences seront tenus de faire statuer sur leur appel, ou de le mettre en état d'être jugé définitivement dans un an du jour & date d'icelui, sinon & à faute de ce faire, ledit temps passé, les dites sentences sortiront leur plein & entier esset; & les amendes seront distribuées conformément aux dites sentences, & les dépositaites d'icelles bien & valablement déchargés.

Les dispositions contenues aux présentes seront exécutées dans nos provinces de Flandre, pays conquis & reconquis, Boulonnois, Picar-

die & Normandie.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux Conseillers les gens tenant nos Cours de Parlement, que ces présentes ils fassent lire, publier & enrégistrer; & le contenu en icelles garder & observer selon seur forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, Arrêts, Ordonnances, Réglemens & autres choses à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé & dérogeons par ces dites présentes; voulons qu'aux

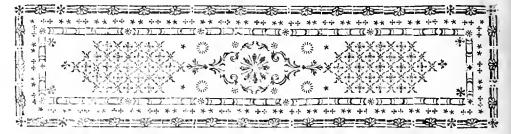
copies d'icelles, collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers-Secretaires, foi soit ajoutée, comme à l'original: CAR TELEST NOTRE PLAISIR; en témoin de quoi, nous avons fait mettre notre Scel à cesdites présentes.

Donnée à Versailles le trentieme jour du mois de Mai, l'an de grace mil sept cent trente-un, & de notre regne le seizieme. Signé, LOUIS. Et plus bas, par le Roi, PHELYPEAUX: Et scellée du grand Sceau de cire jaune.

icenee du grand Sceau de che jaune.

Registré, oui & ce requérant le Procureur-Général du Roi, pour être exécutée selon su forme & teneur, & copies collationnees envoyées aux Sieges des Amirautés d'Abbeville, de Boulogne-sur-mer, du bourg d'Ault, de Calais, Dunkerque, Eutreport, Montreuil-sur-mer & Saint-Valery, pour y être lues, publiées & registrées: Enjoint aux Substituts du Procureur-Général du Roi d'y tenir la main, & d'en certisier la Cour dans le mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, le vingt-huit Juin mil sept cent trente-un. Signé, YSABEAU.





LIVRE CINQUIEME.

De la Pêche qui se fait en Mer.

TITRE PREMIER.

De la Liberté de la Pêche.

droit naturel, du droit des gens & du droit civil tout ensemble.

C'est que la mer est commune à tous les hommes, de même que l'air. Instit. de rerum divisione, S. 10, & leg. injuriarum, 13 S. si quis me prohibeat st. de injuriis. D'où il s'ensuit que nul Potentat, nul Etat souverain n'a droit de s'attribuer l'empire de la mer.

Une vérité aussi fondamentale n'a pourtant pas toujours sixé les esprits, tant la cupidité & l'ambition sont sertiles en ressources, à l'aide des subtilités, & soutenues par la sorce des armes.

Ainsi l'on vit, vers le commencement du dernier siecle, s'élever la célebre question du domaine de la mer. Plusieurs Auteurs prirent parti pour ou contre; mais les deux plus sameux surent Grotius & Selden.

Grotius fit naître la dispute à l'occasion des ordres que le Roi d'Espagne avoit envoyés aux Gouverneurs, d'empêcher toute navigation étrangere dans les mers des Indes.

Une Nation qui n'a de ressource que dans son commerce, étant plus interessée que toute autre à soutenir que rien ne peut en gêner la liberté, il étot tout naturel qu'elle ne tardât pas à faire entendre ses plaintes.

Elle trouva dans Grotius toute l'ardeur que peut inspirer l'amour de la Patrie, soutenu de l'intérêt le plus pressant. Il prit donc en main la cause des Hollandois ses compatriotes, en saveur desquels il produisit son sameux Traité, intitulé, Mure liberum, sive de jure quod Batavis competit ad Indicana Commercia.

Ce Traité, qui parut pour la premiere fois en 1609, imprimé à Leyde, sut réimprimé à Amsterdam en 1633, & adressé à tous les Princes & Peuples libres du Monde Chrétien, avec invitation de s'unir pour venger les Hollandois de l'injustice & de la tyrannie des Espagnols.

Aux termes de la seconde partie du titre de ce Traité, il ne devoit être

question que du point de savoir si les Espagnols avoient droit de s'attribuer le domaine des mers des Indes, à l'effet d'en interdire la navigation & le commerce aux Hollandois, comme aux autres Nations; & effectivement Grotius s'attache par-tout à leur contester ce droit. Mais comme il portoit ses vues plus loin, c'est-à-dire, que son intention secrete étoit de savoriser indistinctement la liberté du commerce, c'est ce qui lui sit avancer comme un principe, que la mer est libre & à l'usage de toutes les Nations; de maniere que nul Souverain n'a droit d'y désendre la navigation, le commerce ni la pêche, la mer ne pouvant être du domaine de personne à aucun titre.

Il en dit autant dans son Traité de jure belli & pacis. En quelques endroits de l'un & de l'autre ouvrage, il paroît à la vérité ne parler que de l'Océan, & nullement des mers particulieres, des goltes, ni de l'étendue de la mer qu'on apperçoit du rivage; mais, encore une fois, il n'en soutient pas moins que le passage & la navigation sont libres en quelque mer que ce soit, de droit commun

à toutes les Nations, de même que la pêche, jusques sur les eôtes.

Selden, sans prendre parti dans la querelle qui divisoit les Espagnols & les Hollandois, entra en lice avec Grotius, moins vraisemblablement pour combattre, par amour pour la vérité, les principes hasardés par son adversaire, que pour réaliser, autant qu'il étoit en lui, la chimérique prétention de l'Angleterre sa patrie, dont les Rois ont sastueusement affecté le titre de Dominateurs de la mer.

C'est dans cette vue qu'il intitula sa réponse: Mare clausum seu dominio maris; imprimée à Londres en 1636. Ainsi Moreri s'est trompé, en disant que Grotius n'a composé son Traité, Mare liberum, que pour résuter More clausum de Selden. C'est précisément le contraire, comme il résulte de l'antériorité de l'Ouvrage de Grotius, où il n'est nullement parlé de celui de Selden, tandis que celui-ci attaque directement Grotius, fort civilement néanmoins, comme l'observe Colomiers dans sa Bibliotheque choisie, Edition de Paris, in-12, 1731,

page 22r.

La premiere partie du Traité de Selden est destince à prouver que les Souverains peuvent exercer leur domination sur la mer aussi-bien que sur la terre; en conséquence, qu'ils sont sondés sur les mers qui leur appartiennent, à y interdire la navigation, le commerce & la pêche, sans pour cela donner atteinte au droit divin, au droit naturel ni au droit des gens, considéré sons toutes ses sues; & il saut convenir qu'il appuie sa proposition de raisons sans réplique, scutenues avec cela d'exemples en grand nombre, tant anciens que modernes. Pirmi ces derniers, les plus considérables sont, la Mer Baltique & le golse de Venise. En cela au reste il est d'accord, tant avec Stypmannus, ad jus maritinum, part. 1, cap. 3 & 6, & part. 3, cap. 1 & 4, qu'avec le commun des Auteurs.

S'il s'en fût donc tenu là, ou plutôt s'il eût distingué l'Océan des mers particulieres, & même, dans l'Océan, l'étendue de mer qui doit être censée appartenir aux Souverains des côtes qui en sont baignées, sa victoire eût été complette; mais il avoit aussi sa chimere, savoir, la souveraineté qu'il vouloit attribuer aux Rois d'Angleterre sur la mer, sans même y assigner aucunes bornes. Et voilà ce qui l'a fait échouer dans sa seconde partie, malgré tous lessessorts qu'il a fait pour appuyer son assertion.

A la vérité il n'est pas possible de désendre, avec plus d'esprit & d'adresse une cause de cette nature; mais ensin il n'emploie aucun argument qu'on ne

puisse facilement réfuter.

Et d'abord l'avantage qu'il prétend tirer de divers Auteurs, qui, en parlant des mers qui environnent l'Angleterre, les nomment, chacune en particulier, Mare Britannicum, jusqu'à y comprendre même les Isles du Nord, n'est pas capable de faire la moindre impression. La Grande-Bretagne, dans ces temps-là, étant la partie maritime la plus connue & la plus considérable du côté du Nord, il étoit naturel que la mer voisine en prît la dénomination; à peu près comme on avoit dit auparavant, la mer d'Egypte, de Syrie, de Pamphilie, de Lydie, &c. sans que cela tirât à conséquence pour la souveraineté.

De même, parlant de la Manche, il se prévaut aussi de ce qu'elle a été appellée autresois Mer Britannique; & en cela il est d'autant plus mal sondé, qu'il est plus vraisemblable que c'est la Bretagne Françoise qui lui avoit fait

donner ce nom.

Les Auteurs qu'il cite, d'un autre coté, pour prouver que les Anglois avoient anciennement la fauve-garde des côtes de l'Angleterre & de la mer, bien appréciés, ne veulent rien dire autre chose, sinon que la garde que les Anglois faisoient sur la mer, n'avoit pour objet que de garantir leurs côtes des déprédations des pirates, & par-là de mettre en sûreté leur navigation & leurs pêcheurs.

A l'égard des droits que les Amiraux d'Angleterre exigeoient des navires qui fréquentoient leurs parages, des faufs-conduits qu'ils accordoient pour le paffage on pour la pêche, & du falut qu'ils fe faisoient donner par les vaisfeaux, en les obligeant de baisser leurs voiles. Il est évident que tout cela ne

se faisoit qu'en cédant à la loi du plus fort.

Le pouvoir donné par les Rois d'Angleterre à leurs Amiraux, du temps que Calais, la Normandie & l'Aquitaine étoient sous leur domination, ne prouve

rien non plus.

Ce que l'Auteur ajoute, que, depuis que les François eurent enlevé à l'Angleterre les provinces d'Aquitaine & de Normandie, les commissions des Amiraux Anglois n'ont pas eu moins d'étendue qu'auparavant, ne prouve paplus, que le titre également fassueux & chimérique de Rois de France que les Rois d'Angleterre ont continué de prendre.

Une autre preuve, tirée de ce que les isles de Jersey & de Guernesay soit demeurées aux Anglois, n'est pas plus concluante: il en résulte seulement que les Anglois étoient encore alors les plus sorts sur la mer, & non pas quils

fussent les Souverains de la Manche.

L'argument qu'il tire enfin de ce que les Jugemens d'Oleron ont été recuellis, dressés & autorités par les Rois d'Angleterre, ne vaut pas plus la peire qu'on s'y arrête; car, quand il diroit vrai, qu'est-ce que cela auroit de commun avec le domaine de la mer, pris au moins dans le sens qu'il lui donne?

Il a diffimulé cependant que la premiere collection de ces Jugemens d'Oleron, dans l'origine, sous le nom de Rôle d'Oleron, a été faite par les ordres de la Princesse Aliénor ou Eléonor, épouse de Louis VII, Roi de France, à son retour du voyage de la Terre-Sainte, dans un temps par conséquent qu'elle n'étoit pas encore Reine d'Angleterre, mais seulement Duchesse d'Aquitaine,

& que s'ils ont été ensuite confirmés & publiés par l'autorité de Richard son fils, ç'a été tout de même en sa qualité de Duc d'Aquitaine, abstraction faite

de celle du Roi d'Angleterre, comme il a été observé dans la Préface.

Grotius & Selden ayant passé les bornes, chacun de son côté, l'un en soutenant indistinctement que les Souverains n'ont point d'empire à exercer légitimement sur la mer, dont l'usage doit être laissé libre à toutes les Nations pour le commerce & la pêche, l'autre en soutenant au contraire, aussi sans distinction, que la mer peut être assujettie au domaine d'un Etat souverain, avec le plein exercice des droits qui en dépendent; l'opinion mitoyenne que la raison a conseillé de prendre, a été, en adoptant ce principe de Garcias, Auteur Espagnol, Mare est cujus est terra cui adjacet, qu'il falloit entendre dans le sens naturel qu'il renserme, sans lui donner d'extension, & pour cela fixer l'espace où doit finir le domaine du Prince sur la mer contigue à ses Etats.

Sur cela quelques Auteurs, suivant Loccenius, de jure maritimo, lib. 1; cap. 4, n. 6, fol. 39, ont étendu le domaine du Souverain sur la mer jusqu'à

deux journées de chemin à prendre du rivage.

D'autres l'ont fixé à cent milles; d'autres l'ont borné à foixante milles, ce qui revient à vingt lieues; & l'on peut dire que ç'a été un temps l'opinion commune; au rapport de Bodin, de repub. lib. r, cap. 10, jure quodam modo, dit-il, principium omnium maris accolarum, communi receptum est, ut sexaginta milliaribus à lietore, Princeps legem ad lietus accedentibus dicere possit; atque id judica-

sum est in causa ducis Allobrogum.

D'autres encore l'ont borné à la distance qui peut être gardée par les armes, c'est-à-dire, à la portée du canon. BINKERSHOEK, cité par Baibeyrac, sur Pusendorss, Traité du droit de la nature & des gens, liv. 4, chap. 5, \$.7. Pour ce qui est de Pusendorss, il se contente de dire que c'est sur quoi on ne peut établir de regle sixe & générale; & que ce qu'il y a de certain, c'est » qu'il » faudroit être excessivement ombrageux pour vouloir, sous ce prétexte, soumettre à sa domination une étendue d'eau de quelques centaines de lieues » : ce qui est ne rien dire.

D'autres enfin ont pris pour regle l'étendue de mer qui peut être apperçue du rivage; mais cette mesure étant incertaine de sa nature, il auroit été mieux peut-être de juger du domaine sur la mer voisine de la côte par la sonde, & d'en assigner les bornes précisément à l'endroit où la sonde auroit cessé de puendre sond; de maniere que, hors la portée de la sonde, la mer eût été reconnue libre pour la navigation & la pêche, comme ne pouvant être du

donaine de personne.

Et s'il fût arrivé qu'entre deux Etats il y eût un bras de mer où l'on pût

prindre fond par-tout, alors le milieu auroit servi de point de partage.

C'est ainsi que le domaine de la mer auroit pu être réglé, en point de droit, sauf les côtes qui sont tellement escarpées, qu'on n'y trouve pas le sond dès le bord, où l'on auroit étendu le domaine du Souverain jusqu'à la portée du canon, & non au-delà: car ensin l'Océan n'est à personne; & la conclusion qui se tire delà naturellement, c'est qu'il est permis à toutes les Nations d'y naviger; en telle sorte que cette liberté ne sauroit être ôtée par une Nation à une autre, sans injustice & sans une ambition démesurée, même extravagante, comme le prouve, d'une manière sans réplique, Pusendorss, loc. cit. §. 9.

Mais que servent les décisions de droit contre ceux qui ne reconnoissent

que la loi du plus fort?

Il faut avouer néanmoins que nul Potentat n'a prétendu férieusement; excepté le falut de son pavillon, s'arroger le domaine de l'Océan, comme Océan; mais seulement à raison de commerce qui pouvoit être entrepris, à son

préjudice, fur ses possessions contigués à l'Océan.

La question n'a donc jamais été s'il pouvoit légitimement empêcher toute navigation étrangere sur l'Océan; mais l'interdire ou la resserrer de maniere qu'on n'en prit pas un prétexte pour faire un commerce clandestin dans ses Etats; &, sous ce point de vue, Grotius avoit tort de se plaindre des Espagnols, s'ils ne passoient pas les bornes ci-dessus marquées, puisqu'en cela ils ne faisoient qu'user de leur droit, tout Souverain, dans les principes de Pusendors, loc. cit. qui sont incontestables, étant aussi bien sondé à désendre le commerce étranger dans ses possessions, qu'à les garantir d'insulte, en empêchant

qu'on n'en approche qu'à une certaine distance.

Cela reconnu pour certain, il ne s'agissoit donc plus que de convenir entre les Souverains de la distance qu'il falloit observer dans la navigation, pour ne pas être censé méditer un commerce clandestin dans les possessions des Princes respectifs. Et c'est à quoi il a été pourvu par les traités de paix & de commerce, en fixant cette distance à deux lieues de la côte; de maniere qu'au-delà de cette distance, la navigation doit absolument être libre, comme telle, exempte de toute visite de la part des commandans des vaisseaux garde-côtes, & qu'en deçà on est suspect de commerce interlope; à raison de quoi on est sujet à visite, & même à la confiscation des marchandises & du navire, s'il n'y a preuve que le mauvais temps ait forcé d'approcher ainsi des côtes.

Tout cela au reste, comme l'observe sort judicieusement M. le Chevalier d'Abreu, dans son Traité des prises sur mer, partie premiere, chap. 5, \$.19, pag. 86, 87, doit s'entendre néanmoins, saus la différence des plages; de façon que le cours ordinaire de la navigation & le passage nécessaire des navires ne soit pas empêché, sous prétexte du voisinage de certaines côtes; sur quoi voir le Journal étranger du mois de Février 1756, pag. 173 & 174, au désaut de

l'original.

Jusqu'à la distance de deux lieues, & avec cette restriction encore, la mer et donc du domaine du Souverain de la côte voisine; & cela que l'on puisse y predere fond avec la sonde, ou non. Il est juste au reste d'user de cette méthode en faveur des Etats dont les côtes sont si escarpécs, que dès le bord on ne peut trouver le sond; mais cela n'empêche pas que le domaine de la mer, quant à la jurisdiction & à la pêche, ne puisse s'étendre au-delà; soit en vertu les traités de navigation & de commerce, soit par la regle ci-dessus établie, cui continue le domaine jusqu'où la sonde peut prendre sond, ou jusqu'à la portée du canon; ce qui est aujourd'hui la regle universellement reconnue. Journal le commerce, Mai 1759, page 40.

Mais au-delà, s'attribuer l'empire de la mer par la force des armes, c'est tyrannie; on l'assecter comme un droit acquis par une ancienne usurpation, c'est une ambition insensée, Pusendorss, suprà. C'est aussi ce qui a jetté un ridicule éternel sur le maniseste que publia, le 27 Mai 1689, Guillaume, Prince d'Orange, usurpateur du trône d'Angleterre, lorsqu'il déclara la guerre à la France. Mani-

feste

feste d'ailleurs si indécent & si injurieux, qu'il révolta les puissances même les

plus jalouses de la grandeur & de la prospérité de Louis XIV.

On voit en esset dans cet étonnant maniseste, que Guillaume, après avoir sait à Louis XIV les reproches les plus odieux, sans aucune sorte de sondement, & après lui avoir prodigué les injures les plus outrageantes, ne lui donnant que le titre de Roi des François, & l'appellant l'ennemi général du monde chrétien, &c. On voit, dis-je, après tout cela, dans ce maniseste, que l'usurpateur ne craignit point d'y employer, pour dernier motif, que le droit de pavillon, qui appartient à la Couronne d'Angleterre, a été disputé par son ordre (Louis XIV); ce qui tendoit à la violation de notre souveraineté sur la mer, laquelle a été maintenue, de tout temps, par nos prédécesseurs, & que nous sommes aussi résolus de maintenir pour l'honneur de notre Couronne & de la Nation Angloise.

La jalousie inquiete de Guillaume, pour l'honneur du pavillon d'Angleterre, s'étoit réveillée sans doute à l'occasion de l'Ordonnance du 15 Avril 1689, que Louis XIV venoit de publier, par laquelle, en ajoutant aux Réglemens qu'il avoit déjà faits au sujet des saluts, non-seulement il désendoit à tous Officiers commandant ses vaisseaux de saluer les premiers les vaisseaux des autres Princes portant des pavillons'égaux aux leurs; mais encore leur enjoignoit au contraire d'exiger d'eux le salut, & de les y contraindre par la force, s'ils en saissient difficulté, en quelques mers ou côtes que se sit la rencontre. Art. 5

& 6, tit. premier, liv. 3, de ladite Ordonnance.

On conçoit que la fierté angloise en dut être humiliée; mais il n'étoit plus temps de mépriser la marine de France: car, sans parler ni du secours qu'elle avoit sourni à l'Angleterre même, pour la mettre en état de résister aux sorces navales de la seule Hollande, ni des batailles qu'elle avoit gagnées depuis dans les mers de Sicile, contre les Hollandois & les Espagnols, l'année suivante 2690 en manisesta la puissance par le sameux combat de la Manche, où, sans le secours d'aucuns alliés, elle remporta une victoire complette sur les slottes combinées de Hollande & d'Angleterre.

Le domaine de la mer au-delà des bornes naturelles, ou convenues par les traités, n'est donc plus qu'une chimere ou une prétention injuste; mais en deçà de ces mêmes bornes, le droit de chaque Souverain doit être respecté, de maniere que d'autres que ses sujets ne peuvent y naviger & commercer, ni à plus forte raison y saire la pêche, qu'en vertu des traités de paix, de naviga-

tion & de commerce, ou qu'avec sa permission.

C'est ainsi qu'il faut entendre la liberté de la pêche de nation à nation. Et comme les Puissances voisines, ou qui ont pour limites des mers qui leur sont communes, ont un égal intérêt à savoriser la pêche de leurs sujets respectifs, en quelque temps que ce soit, il semble que rien ne seroit plus naturel que de convenir entr'elles que cette liberté de la pêche, au moins celle du poisson frais, qui est journaliere, seroit toujours la même en temps de guerre comme en temps de paix, en dérogeant en cette partie au droit de la guerre, suivant lequel les pêcheurs sont de bonne prise, comme les autres navigateurs.

Aussi anciennement ces sortes de traités étoient-ils d'une pratique assez commune. On les appelloit treves pécheresses; &, de la part de la France, l'Amiral

étoit autorisé à les conclure : c'étoit une des prérogatives de sa charge.

La preuve s'en tire de l'Ordonnance du mois de Février 1543, article 49; Tome II.

confirmé en plein par le soixante-dix-neuvieme de celle du mois de Mars 15842

Ces deux articles font conçus en ces termes:

"Quant à la harengaison & pêche d'autres poissons, voulons, entendons, & Nous plaît qu'en temps de guerre, l'Amiral puisse accorder treves pêche"resse à nos ennemis & à leurs sujets, si tant est que lesdits ennemis la veu"lent ensemble accorder à nos sujets; & là où ladite treve ne se pourroit, d'une"part & d'autre, conduire ou accorder, voulons & entendons que ledit Ami"ral puisse bailler aux sujets de nos ennemis saus conduit pour la pêche, sous"telles & semblables cautions, charges & précis, que lesdits ennemis les bailleront à nos sujets."

La premiere de ces Ordonnances, art. 50, & l'autre art. 80 portent aussi: » Lorsqu'il sera question de mettre navire en temps de guerre, pour servir de » gardes aux pêcheurs, par la permission de notredit Amiral, lesdits navires » seront mis sus aux dépens desdits pêcheurs, & payés selon le convenant ou-

» accord desdits pêcheurs ou de deux bourgeois. »

L'article 31 de l'une & le 81 de l'autre de ces Ordonnances ajoutent encore: « Item, voulons qu'en temps de guerre, notredit Amiral puisse armer navires » & vaisseaux, pour conduire à sûreté nos sujets & autres marchands nos » alliés & nos amis, quand il en sera requis, & prendre pour ce faire le

» falaire accoutumé. »

Cet ordre a subsisté même après la suppression de la charge d'Amiral en 1626; jusqu'à son rétablissement en 1669. Mais depuis ce temps-là, nul traité, soit pour la liberté de la pèche, soit pour toute autre cause, n'a été fait qu'au nom du Roi. De même les escortes pour la sûreté de la pêche, aussi-bien que pour toute autre navigation, n'ont été données que par ordre du Roi; l'ancien droit de l'Amiral, par rapport à ces deux objets, n'ayant point été renouvellé lors du rétablissement de cette importante charge, ou plutôt ayant été révoqué implicitement, tant par le dernier article du Réglement du 12 Novembre 1669, que par l'art. 14 du premier titre de la présente Ordonnance. V. suprâ, art. 5, tit. de l'engagement & des loyers des matelots, qui est le quatrieme du liv. 3, & l'art. 13 du tit. 6 ci-après, concernant la pêche des molues.

Au surplus, ces treves pêcheresses, même pour la pêche journaliere du poisfon frais, n'ont presque plus été pratiquées depuis la fin du dernier siecle, & cela par l'insidélité de nos ennemis, qui, abusant de la bonne soi avec laquelle la France a toujours observé les traités, ensevoient habituellement nos pêcheurs, tandis que les leurs saisoient leur pêche en toute sûreté. L'injustice d'une telle conduite obligea ensin Louis XIV à renoncer à ces sortes de traités, toujours

défavantageux aux François.

ARTICLE PREMIER.

Eclarons la pêche de la mer libre & commune à tous nos sujets, auxquels nous permettons de la faire, tant en pleine mer que sur les greves, avec les silets & engins permis par la présente Ordonnance.

A permission de faire la pêche, tant sur les greves qu'en pleine mer, suppose nécessairement, dans celui qui la donne, le pouvoir de la désendre, en vertu de son droit de propriété & domanial sur les mêmes greves & sur la

mer qui vient y brifer ses flots.

Il est de principe en esset, comme on l'a montré sur l'article 26 du titre des naufrages, que ce qui n'est à personne en particulier, mais appartient à la République, c'est-à-dire, à la communauté d'un Etat souverain, est dévolu, de plein droit, au Prince, dans un Etat monarchique, comme étant le chef de la nation, & comme réunissant à ce titre, en sa personne, tous les droits communs à la nation, du nombre desquels est le domaine de la mer, & de toutes les côtes & greves qui en sont baignées. Omne imperium in Casarem translatum est, omnisque populi & plebis potestas in principium translata. Instit. lib. 1.º de jure

naturali, &c. tit. 2, S. sed & quod.

Le Souverain pourroit donc s'en réserver l'usage & le droit d'y pêcher, ou le céder à qui bon lui sembleroit, par présérence à tous autres. Boutarie, inst. page 128; Duperrier, 2, page 463. Mais nos Rois toujours plus attentifs au bien général de leurs sujets qu'à leurs intérêts propres; ou, si l'on veut, parce que le bien général des sujets sournit toujours au Souverain un ample dédommagement du sacrifice qu'il leur fait de ses droits particuliers: nos Rois, dis-je, fe font, dans tous les temps, fait une loi de laisser libre & commune à leurs sujets la pêche de la mer; & cette loi a été irrévocablement confirmée par le présent article.

De forte que tout ce qui peut gêner cette liberté de la pêche, foit sur les greves, soit en mer, est désavorable de sa nature, & ne doit par conséquent être toléré qu'autant que ceux qui prétendent s'attribuer un droit de pêche exclusif, font fondés en titres valables, ou en possession suffisante pour s'y faire maintenir, comme il sera montré sur les articles 4, 8, 9 & 10, titre 3,

ci-après.

Cependant, en même temps que nos Rois ont dérogé à leur droit de souveraineté en cette partie, en laissant à leurs sujets la liberté de la pêche en mer & sur les greves, sans en exiger aucun tribut, ils se sont réserves le droit de veiller à la police de cette pêche, & par-là de régler la maniere de la faire. de prescrire les temps & les lieux où elle pourroit être pratiquée ou interdite; enfin de déterminer la forme & la maille des filets & engins qui pourront y être employés.

Rien, après tout, de plus naturel & de plus conforme au bon ordre, pour l'amélioration & conservation même de la pêche, dont, sans cela, la source tariroit en peu de temps; car enfin que deviendroit la pêche, s'il étoit permis de la faire avec des filets, d'où le petit poisson, le frai même ne pourroit s'échapper?

Quelque simple que soit ce raisonnement, qui a la sorce d'une démonstration, il se trouve néanmoins des personnes, d'ailleurs judicieuses, qui ont la foiblesse d'adopter les idées de la populace, & de répéter, avec cette troupe imbécille, qu'il ne faut pas se défier de la Providence; que la mer est inépuisable, & que c'est peut-être aux précautions employées pour restreindre la liberté indéfinie de la pêche, que l'on doit attribuer la disette du poisson que l'on éprouve depuis long-temps sur toutes les côtes du Royaume; de sorte qu'il ne tient pas à eux qu'on ne pense que cette diminution trop sensible de la

Siffii

pêche est une punition du Ciel, en haine des mesures prises, dans la seule vue de la rendre plus abondante. Peut-on abuser ainsi du droit de raisonner? A ce compte, c'est mal-à-propos qu'il est désendu de couper le varech, sart ou Gouesmon, dans les mois où il sert d'abri au frai du poisson, suprà, art: premier, tit. 10 du liv. précédent; c'est injustement tout de même qu'on a sévi contre ceux des riverains, qui, pour engraisser leurs terres, saisoient des

fumiers de tous les petits poissons qu'ils pouvoient attraper.

Heureusement le grand nouver des gens sensés ne pense pas de même. V. le Treité de la police, tom, 3, liv. 5, tit. 25, chap. 2, in fine, & tit. 40, ch. 3, fol. 292, col. 1; & cela serviroit à instisser, s'il étoit besoin, la sagesse de notre Ordonnance, de thême que de celles qui l'ont précédée & suivie, en tant qu'elles ont travaille réglimer la licence de la pêche. Cela serviroit également à disculper les Officiers de l'Amiraute du reproche que quelques uns. leur font d'en mer avec trop de séventé dans la recherche des filets prohibés, & dans leurs poursuites contre les prévaricateurs dans ce genre; puisqu'ensin, quand la loi ne seroit pas aussi juste & aussi falutaire au fond, ils ne seroient pas moins obligés de tenir la main à son exécution.

Mais à quoi aboutir leur follicitude, leur vigilance? La loi est enfreinte tous les jours à leur insu; le mal augmente continuellement; & la pêche, par sa stérilité, est maintenant réduite, sur les côtes de l'Aunis, à tel point, que les pêcheurs, quoique leur nombre soit diminué des deux tiers depuis plus de 30 ans, ne trouvent plus de quoi subsister, malgré le haut prix où ils sont obligés.

de tenir le poisson.

Au surplus, ces mots filets & engins n'indiquent que la pêche du poisson; sans aucune influence sur la pêche du coquillage, dont par conséquent la liberté est laissée pleine & entiere à tous ceux qui se présentent sur le rivage pour la faire. Il saut excepter toutesois les parcs & pêcheries, où il n'est pas permis d'aller pêcher ni poisson ni coquillage, ni d'en approcher à cette sin plus près que de dix brasses, suivant l'article 13, titre 10 de la Déclaration du Roi, du 18 Mars 1727; & cela que les possesseures de ces parcs & pêcheries soient sondés ou non d'en jouir, & de s'en faire maintenir en possession. La raison est qu'il n'appartient pas aux particuliers de jouir du droit des possesseures de ces parcs & pêcheries, de se faire justice eux-mêmes en conséquence. Ce servit une occasion continuelle de disputes & de voies de fait, d'où pourroient s'enfuivre les plus grands malheurs.

Ce que peuvent faire légitimement ceux qui croient que des pares & pêtcheries sont dans le cas de la démolition, c'est d'en faire la dénonciation au Procureur du Roi de l'Amirauté; apres quei ils doivent attendre la décission, sans toucher à ces parcs & pêcheries, avant que leur démolition ait été ordonnée, à peine d'amende arbitraire, & de tous dépens, dommages & inté-

rêts Il sera traité de ceci plus au long sur le titre 3 du présent livre.

Mais, excepté ces parcs & pêcheries, il est permis à quiconque de pêcher sur les greves de la mer, soit du poisson, soit du coquillage; savoir, le poisson avec les silets & engins autorisés seulement par notre Ordonnence, ou par les Réglemens postérieurs, à condition encore de ne s'en servir que de la maniere qui y est prescrite; & le coquillage en toute liberte, sans autre limitation ou

restriction que celle portée par l'article 18 du même titre 3 ci-après, concernant

les moulieres & le frai des moules.

Cette liberté indéfinie de la pêche du coquillage mérite d'autant plus de faveur, qu'incapable de nuire, parce que le fond du coquillage est véritablement inépuisable, elle procure au menu peuple des Villes maritimes, & aux habitans des côtes jusqu'à deux & trois lieues d'éloignement dans les terres, une refource abondante, non-seulement pour leur nourriture & celle de leurs familles, mais encore pour le paiement d'une partie de leurs subsides.

Pour ce qui concerne la pêche dans les étangs & les rivieres, au-dessus de l'endroit où le flux & reslux de la mer cesse de se faire sentir, il faut voir l'Ordonnance des Eaux & Forêts, avec le judicieux Commentaire qui en a été donné au Public depuis peu, & le savant Traité de la police, tome 3, liv. 5,

tit. 40 & suiv.

ARTICLE 11.

OS sujets qui iront faire la pêche des molues, harengs & maquereaux, sur les côtes d'Irlande, d'Ecosse, d'Angleterre & de l'Amérique, & sur le banc de Terre-Neuve, & généralement dans toutes les mers où elle se peut faire, seront tenus de prendre un congé de l'Amiral pour chaque voyage.

PAR la raison que les côtes d'un territoire appartiennent au Souverain de ce même territoite, jusqu'à la distance ei-dessus marquée, ou convenue par les traités, les sujets d'une Puissance étrangere n'ont droit d'y aller pêcher, qu'autant qu'ils sont autorisés par quelque convention arrêtée entre leur Souverain & celui de ce territoire.

Ainsi, ou notre article, en déclarant les François en droit d'aller faire la pêche des molues, harengs & maquereaux, sur les côtes d'Irlande, Ecosse, Angleterre & de l'Amérique, a parlé d'après les traités de navigation & de commerce par letquels il étoit stipulé que les sujets respectifs des Puissances contractantes, pourroient librement faire la pèche sur les côtes de leurs Etats; ou il a supposé que la pêche se feroit à la distance des côtes, au-delà de la-

quelle l'empire de la mer n'est à personne.

Quant au droit de pêcher sur le banc de Terre-Neuve, comme l'Isle de Terre-Neuve, qui est, pour ainsi dire, le siege de cette pêche, appartenoit alors à la France, il étoit tellement acquis aux François, que les autres nations ne pouvoient naturellement y pêcher qu'en vertu des traités. Cela a changé depuis, au moyen de la cession faite aux Anglois de cette Isle de Terre Neuve, par le traité d'Utrecht; mais Louis XIV, lors de cette cession, ayant sait une réserve expresse du droit de pêcher sur le banc de Terre Neuve, en saveur des François, comme auparavant, leur pêche, dans cette contrée de l'Amérique, auront toujours été la même, c'est-à-dire, aussi avantageuse au Royaume qu'autresois, sans l'intolérance & l'injustice des Anglois, toujours disposés à violer les traités, pour ne les observer que dans les points qui leur sont favorables.

L'objet direct de cet article, où il s'agit de toute pêche entreprise au-delà des côtes du Royaume, & qui par conséquent exige un voyage exprès, rarement moindre de trois à quatre mois, est d'obliger tout propriétaire & capitaine de bâtiment, destiné pour cette pêche, de prendre un congé de l'Amiral pour chacun de ses voyages, comme pour tout voyage à fret, ou entrepris pour cause de commerce.

Il n'est point dit, comme dans le titre des congés, article premier, ubi vide; à peine de confiscation; mais cela est naturellement sous-entendu, parce que, dès que les pêcheurs, en voyage au long cours ou au grand cabotage, sont assujettis ici à prendre un congé de l'Amiral pour chaque voyage, il est évident que l'obligation leur en est imposée sous les mêmes peines que celles qui

sont prononcées contre les autres navigateurs.

Ainsi tout bâtiment qui seroit parti pour la pêche dont il est ici question; sans un congéde l'Amiral, seroit, sans dissiculté, sujet à confiscation, avec tout le produit de sa pêche, de la même maniere qu'un navire qui auroit aussi navigé sans congé, seroit confisqué avec son chargement au prosit de M. l'Amiral.

ARTICLE III.

T quant à nos sujets, qui sont la pêche du poisson frais, avec bateaux portant mât, voile & gouvernail, ils seront seulement tenus de prendre un congé chacun an, sans qu'ils soient obligés de saire aucun rapport à leur retour, si ce n'est qu'ils aient trouvé quelques débris, vu quelque slotte ou fait quelque rencontre considérable à la mer, dont ils seront leur déclaration aux Officiers de l'Amirauté, qui la recevront sans aucuns frais.

ET article contient une exception en faveur de ceux qui sont la pêche du poisson frais, pour laquelle on ne perd jamais volontairement la terre de vue, par l'intérêt qu'ont les pêcheurs de se trouver à portée de débiter leur

poisson le plus avantageusement qu'il se puisse.

Par cette raison, comme ces voyages en mer sont sort courts, & que ç'auroit été surcharger les pêcheurs de cette espece, si on les eût obligés de prendre un congé de l'Amiral pour chaque voyage, il a été réglé, par une juste exception, qu'ils ne seroient tenus d'en prendre qu'un par chacun an : mais aussi ils y sont astreints sous même peine de consistation, & à faire renouveller le congé tous les ans, tant qu'ils veulent continuer la navigation pour la pêche.

Cette faculté au reste, donnée aux pêcheurs de poisson frais, de ne prendre un congé de l'Amiral que par chacun an, n'est point une grace que notre Ordonnance leur ait nouvellement accordée; ils la tenoient déjà de la générosité de M. le Duc de Vendôme, Grand-Maitre de la Navigation, comme il

réfulte de fon Ordonnance du 27 Avril 1659.

Il y a plus, tout bateau, précisément employé à la pêche du poisson frais ou du coquillage, n'est pas assujetti indistinctement à la formalité du congé,

même annuel; il faut pour cela, aux termes de cet article, que ce soit un bateau portant mât, voile & gouvernail, conformément aux anciennes Ordonnances, notamment à celle du mois de Mars 1584, art. 78, qui ajoutoit affez inutilement, par rapport au gouvernail, que ce devoit être un gouvernail à thucion, un gouvernail iemuable, puisqu'on n'en connoît point d'autre.

Une de ces conditions manquant, c'est-à-dire, s'il y a un gouvernail sans mât. car il n'est point de mât sans gouvernail, comme sans voile), on pourra se servir du bateau, tant que l'on voudra, pour la pêche, sans prendre aucun congé de l'Amiral; mais à condition toujours de n'user que des filets & engins permis, & de la maniere prescrite par l'Ordonnance & les autres

Réglemens.

Du reste, il n'y a aucune distinction à saire entre les bâtimens destinés pour la pêche. Des qu'ils portent mât, voile & gouvernail, ils sont sujets au congé d'un an; mais, quelque disproportion qu'il y ait entr'eux pour le port, le congé d'un an suffit pour chacun d'eux, sans égard à l'avantage que les uns peuvent avoir sur les autres, pour la pêche plus ou moins abondante.

Il est entendu néanmoins qu'ils ne seront que la pêche, sans aucune sorte de commerce; autrement, pour chaque voyage de commerce qu'ils seront, ne sût-ce qu'en achetant du poisson pour le porter revendre, ils seront tenus de prendre un congé ordinaire, comme il a été observé sur l'art. 3, tit. des

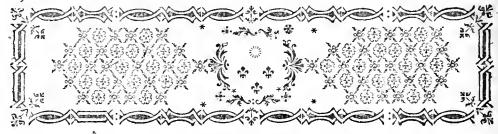
congés.

Ce qu'il y a de commun encore aux différens pêcheurs, c'est que ni les uns ni les autres, ne sont point obligés de faire rapporter au Gresse de l'Amirauté, au retour de leur pêche, si ce n'est, comme le porte le présent article, qu'ils aient trouvé quelque débris ou essets nausragés, ce qui s'étend aux ancres par eux sauvées; qu'ils aient vu quelque flotte, ou fait quelque rencontre considérable à la mer; en un mot, remarqué à la mer quelque chose qui mérite attention, auquel cas ils seront tenus d'en faire leur déclaration aux Officiers de l'Amirauté: obligation à laquelle ils auroient d'autant plus grand tort de se soustraire, que cette déclaration doit être reçue sans frais.

Il arrive assez souvent que des pêcheurs s'associent, soit pour la pêche du poisson frais sur les côtes, soit pour celle des molues; & cet usage est sort ancien, puisqu'il en est parlé dans l'article 28 des Jugemens d'Oleron. Les essets de ces sortes de sociétés dépendent des conventions arrêtées entre les associés: mais, de droit, lorsque quelques-uns d'eux soussirent des pertes ou avaries, quelles sont celles qui doivent être supportées en commun? V. l'arti-

cle 36 du titre du capitaine, qui est le premier du livre 2,





TRE

DES DIVERSES ESPECES DE RETS OU DE FILETS.

Traité du droit de la nature & des gens, liv. 4, ch. 3, S. 6, p. 241, un Philosophe Chinois donnoit pour maxime, qu'un Roi ne devoit permettre de pêcher qu'avec des filets à grande maille, afin qu'en ne prenant ainsi que de gros poissons, & laissant échapper les petits, il y en eût toujours assez pour le besoin de tout le monde.

Delà, ajoute-t-il, cette coutume, parmi les Chinois, de ne tuer aucune bête qui ne foit venue aussi grosse, que le devoient être natu-

rellement celles de son espece.

Cela est observé par Pusendorss, pour montrer que l'homme, en abusant du pouvoir qu'il a fur les bêtes, caufe, en quelque façon du dommage à toute la société, en même temps qu'il outrage le Créateur, dont il méconnoît la libé-

ralité par l'abus qu'il en fait.

Cette morale, qui peut paroître un peu outrée dans son application, fera pitié sans doute à nos sensuels, aussi ennemis de la seconde maxime des Chinois, que partifans de la premiere, concernant la pêche; mais enfin il en réfulte que toute loi de police tendante à conferver ou à améliorer la pêche, entre dans les vues du Créateur, & va au bien général de la société.

Or le vrai moyen d'améliorer la pêche, c'est d'empêcher, autant qu'il est possible, qu'on ne pêche le frai du poisson, aussi-bien que le poisson du premier âge. Il réfulteroit encore de la cessation de cet abus le précieux avantage de préferver le bas peuple des maladies qu'il contracte en se nourrissant du frai du poisson: nourriture, qui, de l'aveu de tous les Médecins, tant anciens que

modernes, ne peut être que très pernicieuse.

Pour corriger les abus de la pêche, il n'y avoit pas d'autre parti à prendre que celui de régler la maille des filets & engins qui y doivent être employés, la maniere & le temps de s'en fervir. C'est aussi à quoi il a été pourvu, de toute ancienneté en France, par rapport à la pêche dans les rivieres & autres eaux douces, comme on peut le voir dans le docte commentaire de M. Pecquet sur l'Ordonnance des Eaux & Forêts, tome 2, fol. 124 & 125, édition de 1753.

En ce qui concerne la pêche en mer & sur les greves, c'est un peu tard qu'on a penfé à y remédier, puifque l'Ordonnance du mois de Mars 1584 est la premiere où l'on trouve des plaintes sur les désordres de cette pêche, & encore ne contient-elle que trois articles; fayoir, les 83, 84 & 85, qui, au fond,

n'indiquent

n'indiquent pas même la réforme des filets. On s'y plaint seulement de ce que l'ancienne pratique de la pêche a été changée, principalement à l'occasion des parcs & pêcheries, dont le nombre s'étoit prodigieusement accru depuis quel-

que temps.

La raison sans doute de ce silence de nos anciennes Ordonnances sur le sujet de la pêche du poisson frais en pleine mer, est qu'elle étoit sort rare, de même que la navigation, & qu'on ne s'apperçut du dépeuplement du poisson sur les côtes, que par l'abus de la multiplication des parcs & pêcheries sur les greves de la mer, à la faveur desquelles pêcheries, ceux qui les possédoient détruisoient tout le petit poisson au moyen des filets qu'ils y tendoient, dont les mailles étoient si étroites, que le frai même du poisson s'y trouvoit retenu sans pouvoir s'échapper.

Ainsi, pour le dire ici d'avance & en passant, c'est précisément aux parcs & pêcheries qu'il faut attribuer aujourd'hui, comme du temps de cette Ordonnance de 1584, la stérilité de la pêche du poisson de mer sur nos côtes;

principalement sur celles de l'Aunis.

L'Ordonnance de 1584 ayant laissé les pêcheurs de poisson frais à la mer, dans leur ancienne pratique, on doit juger que, pour la maille de leurs filets, ils se conformoient à peu près aux Réglemens saits à ce sujet pour la pêche dans les rivieres; & il falloit bien qu'en cette partie on ne crût pas qu'il sût besoin alors, & long-temps encore après, de porter des Réglemens particuliers, puisque, par l'article 454 de l'Ordonnance de 1629, on se contenta d'ordonner

de nouveau l'exécution de cette Ordonnance de 1584.

Il est vrai que, par le même article, le Roi annonça qu'il seroit sait un Réglement pour empêcher les abus qui se commettoient, diversement & par disserens moyens, sur le sait de la pêche, objet très-important au Public; mais ce Réglement n'a point paru avant notre présente Ordonnance, quoique le Cardinal de Richelieu en eût senti la nécessité, en se plaignant, dans son Ordonnance du 14 Mai 1642, que la pêche du poisson s'en alloit ruinée sur les côtes de France, où elle abondoit autresois, & cela au moyen des parcs multipliés sur les greves de la mer, au préjudice dee Ordonnances, & c. à raison de quoi il enjoignit aux Ossiciers de l'Amirauté de se transporter sur les côtes de la mer & aux embouchures des rivieres, pour visiter tous les parcs, pêcheries, filets, & c. avec ordre de consisquer tous ceux qui ne seroient pas de la qualité requise.

M. le Duc de Vendôme, Grand-Maître de la navigation, se contenta tout de même de rendre une Ordonnance presque semblable, le 27 Avril 1659; de sorte que, jusqu'à la présente Ordonnance, nous voyons bien des plaintes concernant les abus de la pêche en mer & sur les greves, mais nul Réglement pour

y remédier.

Au reste, si l'on eût suivi la maxime des Chinois, il n'auroit point été question de diversifier les filets de pêche; des filets à grande maille, d'une seule espece, auroient sussi. Mais il est des poissons de plusieurs sortes qui seroient inutilement laissés à la mer; ils n'en grossiroient pas davantage. Il convenoit donc d'en permettre la pêche avec des filets de petites mailles, & voilà la raison de la diversité des silets. Le mal est que le plus grand nombre de ceux qui pêchent sur les greves, principalement dans les écluses & bouchots, y emploient des rets prohibés, où les filets de petite maille dessinés à un autre usage.

Tome 11.

ARTICLE PREMIER.

ES pêcheurs pourront se servir des rets ou filets appellés folles, dreiges, trameaux ou tramaillades, & autres mentionnés en la présente Ordonnance, dans les temps & en la maniere ci-après réglée.

E Commentateur s'est appliqué à donner l'explication des différentes sortes de silets & engins de pêches, exprimées dans notre Ordonnance: travail bien aisé, & pour le moins superflu, puisqu'il n'est point d'édition du texte de l'Ordonnance, où l'on ne trouve ces explications, aussi-bien que de plusieurs autres termes de Marine, dans la table alphabétique qui y est jointe.

Le docte Lamare en a usé de même. Pour éviter cet inconvénient, on ne donnera d'explications à ce sujet que relativement aux Réglemens intervenus

depuis notre Ordonnance.

Îl y en a deux, entr'autres, d'une extrême importance: ce sont les déclarations du Roi, des 23 Avril 1726 & 18 Mars 1727. On y trouve de grands changemens, soit pour la forme & la maille des filets, soit pour le temps & la maniere de s'en servir. On y trouve aussi un très-grand nombre d'autres noms de filets; ils ne désignent pas, pour l'ordinaire, des filets différens, mais seulement leurs diverses dénominations, plusieurs étant connus dans une Province maritime, sous un certain nom, & en d'autres sous un nom différent.

Ce qui résulte de tout ceci, c'est qu'on ne peut saire la pêche qu'avec les filets permis, & de la maniere dont l'usage en est prescrit, tant par cette Ordonnance

que par les Réglemens postérieurs.

ARTICLE II.

Les folles auront leurs mailles de cinq pouces en quarré, & elles ne pourront être laissées à la mer plus de deux jours, à peine de confiscation & de vingt-cinq livres d'amende.

Les folles auront leurs mailles de cinq pouces en quarré, pour le moins, ajoute l'article 2, titre 9, de la Déclaration du 18 Mars 1727. Il permet néanmoins de tendre de la même maniere, à la côte, les filets appellés demifolles, grandes canieres, grande pentieres & grands rieux, pourvu que leurs mailles aient au moins trois pouces en quarré.

L'article 3 veut que les autres filets y dénommés aient la maille de deux

pouces en quarré au moins.

On conçoit que des filets de cette espece, sur-tout les folles, dont la maille doit être de cinq pouces en quarré, & avec lesquels on pêche les plus gros poissons, tels que les esturgeons, les thons, les marsouins, les maigres, &c. sont extrêmement forts, & par-là capables de causer du dommage aux petits bâtimens de mer qui les aborderoient, même aux vaisseaux, qui, en même

temps pourroient aussi y faire du dommage par la violence du choc. C'est pour cela que notre article ne veut pas qu'ils soient laissés, c'est-à-dire, qu'ils demeurent tendus à la mer, plus de deux jours, à peine de consiscation & de 25 liv. d'amende.

Tel est le motif de l'Ordonnance, au lieu de ceux que lui prête le Commentateur. Les pêcheurs n'ont pas besoin qu'on les avertisse de veiller à la conservation de leurs filets, encore moins sur peine de confiscation & de 25 livres

d'amende.

ARTICLE III.

Eux qui pêcheront avec les folles seront tenus d'être toujours fur leurs filets, taut qu'ils seront à la mer, pour les visiter de temps en temps & de marée à autre, s'ils n'en sont empêchés par la tempête ou par les ennemis.

C'Est encore par le même motif que les pêcheurs avec folles sont tenus d'être toujours sur leurs filets, tant qu'ils seront à la mer, pour avertir les navigateurs de leur position, & les mettre par-là en état d'éviter l'abordage de ces filets.

Il leur est enjoint aussi de les visiter de temps en temps & de marée à autre; pour voir s'ils ne sont point dérangés dans leur tente, afin de les remettre dans leur premier état; le tout, s'ils n'en sont empêchés par la tempête ou par les ennemis qui leur donnent chasse.

ARTICLE IV.

Les rets de la dreige auront les mailles d'un pouce neuf lignes en quarré, & les trameaux ou hameaux, qui sont attachés des deux côtés du filet, anront les leurs de neuf pouces en quarré, sans qu'ils puissent être chargés de plus d'une livre & demie de plomb par brasse, sous les peines ci-dessus ordonnées.

Les rets de la dreige. Le filet, appellé dreige, étoit permis au temps de notre Ordonnance, parce que la maniere d'en user alors étoit innocente & incapable de nuire à l'empoissonnement des côtes. Il n'étoit pas traînant sur les greves dans ce temps-là, autrement il auroit été enveloppé dans la proscription générale des filets traînans, portée par l'art. 16 du titre suivant. Dans la suite, la maniere de s'en servir devint si abusive, que non-seulement le poisson du premier âge, mais même le frai du poisson s'y trouvoit pris sans pouvoir s'échapper; ce qui, joint aux prévarications des pêcheurs dans les écluses & bouchots, causa une si grande diminution de la pêche maritime, qu'il s'éleva un cri universel à ce sujet sur toutes les côtes du Ponant.

Ttttij

Pour remédier à un mal qui avoit fait de si grands progrès, le Roi se crut obligé de rendre une Déclaration le 23 Avril 1726, dans la vue de rétablir la pêche du poisson de mer, par tous les moyens possibles; mais il ne s'agit ici que du filet

appellé dreige : le reste viendra dans la suite.

Ce filet reconnu si nuisible, parce que, comme l'explique le préambule de la Déclaration, trainant avec rapidité sur les sonds, il gratte & laboure tous ceux sur lesquels il passe, de maniere qu'il déracine & enleve les herbes qui servent d'abri & de réduit aux poissons, rompt les lits de leur frai, fait périr ceux du premier age, &c. Ce filet, dis-je, sut donc proscrit absolument, avec tous autres filets & instruments traînans, tant par l'article premier, que par les articles 19 & 22 de ladite Déclaration, avec désenses à toutes personnes indissinctement de s'en servir, à peine de confiscation des bateaux, rets, filets & poissons, & de 100 livres d'amende contre le maître pêcheur, & de déchéance de sa qualité de maître, sans pouvoir à l'avenir en faire aucunes sonctions, ni même être reçu pilote, lamaneur ou locman; &, en cas de récidive, de trois ans de galeres.

Le Roi excepta néanmoins le pourvoyeur de ses bouche & maison, auquel il seroit expédier des permissions par le Secretaire d'Etat de la Marine, pour faire la pêche de la dreige pendant un certain nombre d'années; & cela en observant les conditions & les formalités prescrites dans les articles 2, 3 &

fuivans, jusqu'au quinzieme.

La disposition des côtes de l'Aunis est telle que la pêche du poisson frais n'y est presque pas praticable avec des rets sédentaires. Delà il étoit arrivé que la pêche ordinaire en mer s'y étoit faite de tout temps avec des bâtimens nommés traversiers, à une assez grande distance des côtes, même en été, & toujours en pleine mer en toute autre saison: au moyen de quoi le frai du poisson n'avoit pu en soussir.

Comme le filet unique dont se servoient les pêcheurs avec ces bâtimens traversiers, rouloit sur les sonds, & qu'à cause de cela sans doute il s'appelloit dreige, quoique improprement, il se trouva défendu, pour l'avenir, sous cette dénomination; ce qui consterna extrêmement les pêcheurs, tant de la Rochelle que des ports obliques de l'Aunis & de Marennes, auxquels par-là toute pêche

étoit interdite.

Les plaintes qu'ils en porterent aussi tôt aux Officiers de l'Amirauté de la Rochelle, semblerent d'abord trop suspectes pour y désérer; mais les raisons dont ils les appuyerent ensuite les sit paroître si légitimes, que non-seulement les Officiers de l'Amirauté & le Commissaire de la Marine, mais encore tous les Ordres de la Ville représentés par les Maire & Echevins, se trouverent obligés de les porter aux pieds du thrône, pour supplier Sa Majesté de laisser à ces pêcheurs la liberté de continuer leur ancien usage, attendu qu'il leur étoit impossible de pêcher d'une autre maniere.

Le mal étoit que ce filet portoit le nom de dreige. Ainsi, sans examiner si c'étoit véritablement cette dreige ou drague qui avoit presque ruiné la pêche, la premiere réponse sut que le Roi entendoit que sa Déclaration sût exécutée.

Il fallut obeir provisionnellement; & cependant on sit d'autres instances, accompagnées d'un Mémoire qui expliquoit la nature du silet en question, & la maniere dont les pêcheurs s'en servoient.

Le Conseil comprit alors que cette dreige étoit différente de celle qu'on avoit

entendu proscrire; & néanmoins, comme ce filet rouloit sur les sables, il restoit encore du scrupule sur son usage. C'est pourquoi le Roi, par sa lettre à M. le Comte de Toulouse, du 9 Octobre 1726, ne voulut permettre, par dispense, que jusqu'au dernier Février suivant, & qu'à condition encore, par les pêcheurs, de ne s'en servir qu'à quatre lieues près des côtes & des bancs de sable.

Avant l'expiration de ce délai, il fut représenté au Roi que l'on seroit totalement privé de poisson de mer à la Rochelle durant le carême qui approchoit, si Sa Majessé n'avoit la bonté de proroger la permission déjà accordée aux pêcheurs; sur quoi le Roi voulut bien en esset, par une seconde lettre à M. l'Amiral, en date du 11 Janvier 1727, proroger cette permission jusqu'au

Samedi-Saint.

De nouvelles représentations ayant encore été faites, dans lesquelles on infinuoit toujours que la dreige dont se servoient les pêcheurs de la Rochelle, étoit différente de celle dont on avoit usé ailleurs, & qu'elle n'étoit nullement nuisible à l'emposissonnement des côtes de l'Aunis, le sieur le Masson du Parc, Inspecteur des Pêches, sut nommé pour vérisser le fait, avec la situation des côtes, & rendre compte de l'impossibilité qu'il y avoit de pratiquer la pêche à la ligne, ou d'autres manieres de pêcher permises & usitées sur les autres côtes du Royaume; & cependant, en attendant cette vérisscation, le Roi permit aux pêcheurs, par une autre lettre du 11 Mai audit an 1727, de continuer leur pêche comme par le passé.

Le sieur le Masson du l'arc ayant reconnu dans sa visite la vérité de tout ce qui avoit été exposé en saveur de nos pêcheurs traversiers, sur le compre qu'il en rendit au Roi, Sa Majesté se détermina à leur permettre, ainsi qu'à ceux de Marennes, de saire usage pendant toute l'année, mais à une lieue au moins de distance des côtes, de leurs filets qu'ils appelloient improprement dreige, par une dernière lettre à M. l'Amiral, datée du 27 Décembre de la même année

1727, aux conditions toutefois qui y sont exprimées.

Cette lettre, contenant la décision définitive, est conçue en ces termes :

LETTRE DU ROI à M. le Comte de Toulouse, du 27 Décembre 1727.

MON ONCLE, j'ai été informé que le filet de la dreige que j'ai toléré aux pêcheurs de l'Amirauté de la Rochelle, est improprement appellé de ce nom; que c'est une espece de la forme d'un ret simple & non tramaillé de 7 à 8 brasses de long renu ouvert par une perche; que le haut de ce filet est garni de flottes de liege, & le bas d'un grand cordage chargé au plus de trois quarterons de plomb par brasse; ensorte que, dans l'opération de la pêche, le bas du sac ne fait que rouler sur le fond; ce qui est bien dissérent du silet de la dreige, dont le ret tramaillé a souvent deux à trois cens brasses de long, & dont le bas garni d'une ligne très-sine, & chargée ordinairement d'une livre & demie à deux livres de plomb par brasse, entre dans la supersicie du sable

qu'il gratte & laboure, de maniere qu'il amene tout ce qu'il trouve dans fon passage; j'ai été informé aussi que les pêcheurs de cette Amirauté ne peuvent prendre avec ce filet que du poisson plat, & qu'ils ne connoissent point l'usage des rets sédentaires à la mer, ni de la pêche à l'hameçon, quoiqu'ils pourroient s'en servir avec fruit, & que ces différentes fortes de filets pourroient suppléer à celui qu'ils appellent improprement dreige aujourd'hui, je veux bien néanmoins leur en tolérer l'usage, aussi-bien qu'aux pêcheurs de l'Amirauté de Marennes, qui se servoient du même filet avant les défentes portées par ma Déclaration du vingt-trois Avril mil fept cent vingt-fix, & qui se trouvent dans le même cas; & je vous fais cette Lettre pour yous dire que mon intention est que les pêcheurs des Amirautés de la Rochelle & de Marennes puissent continuer de faire pratiquer, pendant toute l'année, la pêche avec le filet qu'ils nomment dreige, à condition que ledit filet ne sera que de sept à huit brasses de Long, que les mailles auront dix-huit lignes au moins en quarré, qu'il sera fait en forme de sac dont le sond ne pourra être en pointe, qu'il sera tenu ouvert par une perche, que le haut dudit filet sera garni de slottes de liege

& le bas d'un gros cordage chargé au plus de trois quarterons de plomb par bralle, & que la pêche avec ce filet ne pourra êue pratiquée qu'à une lieue au large des côtes. Et la préfente n'étant à autre fin, je prie Dieu qu'il vous ait, MON ONCLE, en sa fainte & digne garde. Ecrit à Versailles le vingt-sept Décembre mil sept cent vingt-sept. Signé, LOUIS, et plus bas, PHELYPEAUX.

La nature du filet dont s'étoient toujours servis les pêcheurs de la Rochelle & de Marennes, ainsi reconnue, & son usage autorisé, la pratique en sut établie sur plusieurs autres côtes du Ponant, à la place de la dreige demeurée proscrite sans retour; & cette pratique devint si commune, qu'elle sut ensin approuvée par tout le Royaume, par la Déclaration donnée à Marly le 20 Décembre 1729; toutesois avec quelques changemens, & à condition que ce filet ne porteroit que le nom de ret traversier ou chalut, pour empêcher les abus qui pourroient résulter, s'il continuoit d'être appellé dreige ou drague,

cauche ou chausse.

Cependant un grand nombre de pêcheurs ayant prévariqué ensuite dans l'usage de ce filet, le Roi se crut obligé de désendre à tous pêcheurs de s'en servir, jusqu'à ce qu'il en eût été autrement ordonné. Son Ordonnance à ce sajet est du 16 Avril 1744; mais comme l'interdission qu'elle prononçoit n'étoit que provisionnelle, en attendant un nouveau Réglement pour réformer les abus glissés dans la pratique de ce filet, elle sut levée par autre Ordonnance du 31 Octobre de la même année 1744, & l'usage du filet, nommé chalut ou ret traverster, sut rétabli (sans que cela ait changé depuis) par cette dernière Ordonnance, aux conditions y exprimées, dont une des plus remarquables est, qu'il n'est permis de s'en servir que depuis le premier Septembre jusqu'au dernier Avril de chaque année, la pratique en demeurant désendue depuis le premier Mai jusqu'au dernièr Août, à cause que c'est le temps où le frai du poisson est retenu près des côtes.

On a supposé en cela que ce filet étoit de nature à enlever ou écraser le frai du poisson : cependant le frai du poisson est naturellement déposé assez près de la cote; & la pêche avec ce filet n'étant permite qu'à la distance d'une lieue au moins des côtes, on ne voit pas le tort qu'il pourroit faire au frai du poisson, encore moins dans les parages où l'on ne sauroit guerre s'en servir qu'à plus de deux lieues de la côte, tels que sont communément ceux de l'Aunis. Il a été observé d'ailleurs, dans tous les temps, que ce n'étoient pas les pêcheurs en mer avec traversiers, qui détruisoient le frai du poisson, même le poisson du premier âge; mais les pêcheurs sur les greves avec des rets tédentaires, ou avec des seines & avenaux, & sur - tout les possenteurs des écluses &

bouchots.

Auront les mailles, &c. Il n'est plus question de ces mailles, puisque le silet de la dreige est absolument prosent. La maille du chalut ou traversier, qui y a été substitué, doit être de dix-huit lignes, suivant tous les Réglemens saits à ce sujet.

Et les trameaux ou hameaux, &c. Ceux de la dreige sont proscrits avec elle, par l'article 21 de la Déclaration du Roi, du 23 Avril 1726. Pour les trameaux sédentaires, voyez l'article 4, titre 9, de celle du 18 Mars 1727. On trouvera la premiere de ces deux pieces, & toutes les autres concernant les filets de pêche, à la suite de cet article; & la seconde, avec les autres concernant les parcs & pêcheries, sur le titre suivant.

DÉCLARATION DU ROI,

Pour le rétablissement de la Pêche du poisson de mer; & qui interdit, à cet effet; toutes les especes de Dreige & autres filets trainans, excepté pour la pêche de l'Huître; & supprime l'usage des bateaux sans quilles, mâts, voiles ni gouvernail, pour faire la pêche en mer, le long des côtes & aux embouchures des rivieres.

Donnée à Versailles le 23 Avril 1726.

Registrée en Parlement.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. L'atrention que nous avons à procurer l'abondance dans notre Royaume, Nous a déterminé à faire rechercher d'où provient la diserte du poisson de mer, il a été reconnu qu'elle ne peut êrre attribuée qu'à la pratique de la pêche avec le filet nommé dreige ou drague, lequel traînant sur les fonds avec rapidité, gratte & laboure tous ceux fur lesquels il passe, de maniere qu'il deracine & enleve les herbes qui fervent d'abri & de réduit aux poissons, rompt les lits de leur frai, fait périr ceux du premier âge; fait fouir tous ceux qu'il n'arrête point, ou les éloigne si considérablement, que les pêcheurs font obligés de les aller chercher au large, où la pêche se fait avec de plus gros risques & à plus grands frais : il n'est pas possible d'espérer de trouver les côtes & la mer qui les avoisine, poissonneuse, tant que la pêche sera faite avec un pareil filet, & avec les filets trainans dont les pêcheurs se tervent. Le mauvais usage de la pêche avec la dreige a été reconnu depuis très-longtemps, ausli-bien que celui des rets trainans: ils furent défendus par Edit du mois de Mars 1584, à peine de punition corporelle; & il n'y avoit alors que deux feuls bateaux tolérés pour faire la pêche avec 1a dreige, pour nos bouche & mailon. Les représentations des intéressés aux pêches, plus touché de leur intérêt particulier, que de l'avantage du bien public, firent changer

de si sages dispositions; il est à présumer que ces intéresses exposerent indifféremment la maniere dont se fait la pêche avec la dreige, de ce qu'elle étoit estectivement, puisque, quoiqu'elle se fasse avec un ret traînant, elle fut permise par l'Ordonnance du mois d'Août 1681, pendant que cette même Ordonnance défend la pêche avec toutes fortes de rets trainans, à peine de punition corporelle. Il y eut d'abord un grand nombre de bateaux qui furent employés à faire la pêche avec la dreige; la quantité du poisson diminua considérablement, & les pêcheurs dreigeurs furent obligés d'eux-mêmes de se réduire à un moindre nombre de bateaux, connoissant, mais trop tard, que s'ils continuoient, ils détruiroient absolument le fond de la pêche. L'usage des petits bateaux plats, fans quilles, mâts, voiles ni gouvernail, n'est pas moins pernicieux à la multiplication des poissons & à l'empoissonnement des côtes, que la pratique de la dreige, parce que les pêcheurs riverains se servent de ces fortes de petits bateaux qu'ils appellent picots ou picoteurs, pour aller trainer aux bords des fables, le long des greves & aux embouchures des tivieres, des seines, traînes, collerets, dranets & autres femblables especes de rets défendus par l'Ordonnance du mois d'Août 1681; ce qui détruit absolument le frai du poisson : ces pêcheurs courent aufli de grands risques dans ces petits bateaux, & ils périssent au moindre vent qui les y surprend, quand ils se trouvent un peu éloignés de la côte. Toutes ces raisons nous ont

déterminé à défendre la pêche avec la dreige, en nous réfervant néanmoins la faculté de laisser fubfister quelques bateaux pour faire cette pêche pour le service de nos tables, dans des temps & dans des lieux où elle ne peut faire aucun tort au frai du poisson ni aux poissons du premier âge, le nombre defquels bateaux sera diminué, ainsi qu'il sera réglé par ces présentes, ensorte qu'ils seront tous supprimés après le carême de l'année 1734 expiré. Nous avons résolu aussi d'interdire l'usage de ces petits bateaux connus sous le nom de picots ou de picoteurs, & de renouveller sous des peines plus séveres, les défentes faites par les Ordonnances de 1681, de se servir de rets trainans, de quelque espece & fous quelque nom que ce puille être; nous estimons ces dispositions nécessaires pour empêcher les pêches abusives & contraires aux Ordonnances. A CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, de notre certaine seience, pleine puissance & autorité royale, nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces présentes signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît ce qui fuit:

ARTICLE PREMIER.

Défendons à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles puissent être, de faire faire la pêche du poisson avec rets, filets ou trameaux, nommés dreige ou drague, à peine de confiscation des bateaux, rets, filets & poissons, & decent livres d'amende contre le maître, & icelui déclaré déchu de sa qualité de maître, sans pouvoir en faire aucunes fonctions à l'avenir, ni même d'être reçu pilote, pilote lamaneur ou locman; &, en cas de récidive, de trois ans de galeres.

II. Nous accorderons au pourvoyeur de nos bouche & maison, des permissions qui seront expédiées par le Secrétaire d'Etat ayant le département de la Marine, pour faire la pêche avec la dreige à deux bateaux du port de trente tonneaux & au-dessous, qui seront armés & équipés au port de Dieppe, situé dans le pays de Caux, pendant la présente année & les suivantes, jusques & compris l'année 1732, lesquels ne pourront cependant faire ladite pêche que depuis le premier Octobre, jusques & compris le quinze Mai de chacune desdites années.

III. Il fera en outre donné audit pourvoyeur de pareilles permissions pour faire faire la pêche avec la dreige à quatre autres bateaux du même lieu & du même poit, pendant les carêmes des années 1727, 1728, 1729 & 1730, passé lequel temps, il ne lui en fera accordé que pour deux

bateaux, pendant les carêmes de 1731, 1732; 1733 & 1734 seulement, sans que, pour les années suivantes, il pusse en être donné, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit; & en conséquence détendons audit pourvoyeur, ses commis & préposés, après le carême de l'année 1734 expiré, de faire pratiquer la pêche avec la dreige, à peine de trois mille live d'amende.

IV. Défendons aux Officiers des Classes, à peine d'interdiction, d'expédier aucun rôle pour faire la pêche avec la dreige, qu'au préalable le maître ne lui représente la permission qu'il en aura obtenue de Nous, dont il remettra copie au bureau des Classes, laquelle sera certifiée du

maître qui en sera porteur.

V. Défendons, sous pareille peine d'interdiction, aux Officiers de l'Amirauté de délivrer aucun congé pour aller faire la pêche avec la dreige, qu'après que le maître aura fait enrégistrer à leur greffe la permission qu'il aura obtenue de Nous pour faire ladite pêche, & qu'il n'ait remis audit greffe le rôle de son équipage.

VI. Les expéditions, tant du Bureau des Claffes que de l'Amirauté, nécessaires aux bateaux qui auront permitsion de faire la pêche avec la dreige pendant le carême, seront délivrées aux maîtres desdits bateaux huit jours avant le Mer-

credi des Cendres de chacune année.

VII. Les rets de la dreige dont se serviront les pêcheurs porteurs de nos permissions, auront les mailles de la toile, nape, flue ou ret du milieu de leur dreige, d'un pouce neuf lignes en quarré; les trameaux ou hameaux qui sont attachés des deux côtés, auront les leurs de neuf pouces en quarré; & le travail monté sera chargé d'une livre & demie de plomb au plus par brasse, à peine, en cas de contravention, de confiscation des rets, filets, poissons & du bateau dans lequel ils se trouveront, de cent livres d'amende contre le maître, & d'être décht de sa qualité de maître, sans jamais pouvoir en faire aucune sonction, ni pouvoir être reçu pilote, pilote lamaneur ou locman.

VIII. Pourront néanmoins les dits pêcheurs; porteurs de nos permissions, se servir, pendant le carême, d'une toile, nape ou sue ayant les mailles de dix-sept lignes en quarré, avec des hameaux de neus pouces en quarré, & qui ne pourront de même être chargés que d'une livre & demie de plomb au plus par brasse, fous les

peines portées par l'article précédent.

IX. Il y aura, au greffe de l'Amirauté de Dieppe, un coin marqué d'un côté de nos Armes, & autour pour légende Pêche avec la areige, & de l'autre côté les armes de l'Amiral, & pour

légende

légende, Amirauté de Dieppe; & toutes les pieces de tramail qui formeront la dreige, feront marquées d'un plomb frappé dudit coin aux deux bouts, & le plomb fera rabattu fur la corde, & recouvert d'une légere roture pour le conferver.

X. Les filets de la dreige, ainsi marqués, feront rensermés dans un magasin appartenant au pourvoyeur de nos bouche & maison, lequel magasin sera fermé à deux serrures, dont une des cless restera entre les mains des Officiers de l'Amirauté, & l'autre en celles du pourvoyeur, ses commis ou préposés; & les dits filets ne pourront êrre délivrés aux maîtres qui feront la pêche avec la dreige pour ledit pourvoyeur, que sur le reçu des dits maîtres pêcheurs & des commis ou préposés du pourvoyeur.

XI. Il sera délivré le 15 Septembre de chaque année, pour les deux bateaux qui auront permission de pêcher depuis le premier Octobre jusqu'au 15 Mai de l'année suivante, à chacun une tésure ou tissure de dreige, laquelle sera remise dans les magasins avant la sin dudit mois de Mai, à peine de cent livres d'amende, payable par moitié par les commis ou préposés du

pourvoyeur, & par le maître.

XII. Les filets de dreige qui ferviront aux bateaux qui feront la pêche pendant le carême, feront délivrés quinze jours avant le Mercredi des Cendres, & rapportés au magasin quinze jours aussi après le Samedi-Saint, sous les peines

porrées par l'arricle précédent.

XIII. Les trameaux de la dreige qui deviendront hors de service pendant la durée de la pêche, seront rapportés par le maître au magasin: & il lui en sera délivré de nouveaux qui seront marqués comme il est ordonné par l'art. IX des présentes, après vérification faite par les Osficiers de l'Amirauté, de la marque du plomb des anciens trameaux.

XIV. Défendons aux pêcheurs qui feront la pêche avec la dreige, en vertu de nos permiffions, de traîner filets ou trameaux à quatre lieues près des côtes & des bancs de fable qui les bordent, à peine de confication du bateau, des filets & du poisson, de cent livres d'amende contre le maître, pour la premiere fois; &, en cas de récidive, outre les cent livres d'amende, d'être déchu de sa qualité de maître, fans pouvoir jamais en faire aucune fonction, ni être reçu pilote, ni pilote lamaneur ou locman.

XV. Enjoignons à notre Procureur au Siege de l'Amirauté de Dieppe, de se transporter de temps en temps à bord des bateaux dreigeurs, porteurs de nos permissions, pour vérifier la marque de leurs filets, & si le poids du plomb

Tome 11,

& la grandeur des mailles font conformes aux articles VII & VIII des préfentes.

XVI. Enjoignons pareillement à nos autres Procureurs dans les Sieges d'Amirauté où il re-lâchera des bateaux dont les maîtres feront porteurs de nos permissions pour faire la pêche avec la dreige, de se transporter aussi à bord desdits bateaux, pour se faire représenter notre permission de faire ladite pêche, le rôle d'équipage & le congé donné en conséquence, & y saire la vérification ordonnée par l'article précédent.

XVII. Ordonnons à tous capitaines, maîtres & patrons, qui auront vu pratiquer la pêche avec la dreige, d'en faire mention dans leur rapport aux Officiers de l'Amirauté, en marquant le partage & le fignalement du bateau pêcheur.

XVIII. Ordonnons aussi à tous pêcheurs saifant la pêche du poisson frais, de saire leurs déclarations aux Officiers de l'Amirauté, des bateaux dreigeurs porteurs de nos permissions qu'ils pourront trouver faire la pêche avec la dreige dans les quatre lieues du bord des côtes, & des autres bateaux qu'ils pourroient avoir vu pratiquer la même pêche sans être porteurs de nos permissions, laquelle déclaration sera reçue sans frais; & tant sur icelle que sur celles des capitaines, maitres & patrons, seront les délinquans poursuivis à la requête & diligence de nos Procureurs dans les Sieges de l'Amirauté.

XIX. Faisons défenses à toutes personnes de trainer à la mer, le long des côtes & aux embouchures des rivieres, des seines, collerets, traînes, danets, draignaux, dravenets, & autres semblables silets & instrumens trainans, sous les peines portées par l'article premier des présentes.

XX. Défendons, sous les mêmes peines, aux pêcheurs qui se servent de rets nommes picots, de trainer leurs filets à la mer pour faire la pêche, ni de se servir pour battre l'eau, piquer & brouiller les sonds, de perches ferrées & pointues, de cablieres, pierres, boulets, chaînes de ser & tous autres instrumens.

XXI. Faisons aussi défenses à tous pêcheurs & autres, sous les mêmes peines, de se fervir de muletieres & de trameaux dérivans à la marée, tant avec bateau que sans bateau, en quelque temps & sous quelque prétexte que ce puisse être; comme aussi de faire la pêche de la petite traine, dreige ou drague, nommée cauche ou chausse, & celle de la dreige ou drague armée & montée de fer.

XXII. Les pêcheurs & tous autres, de quelque qualité & condition qu'ils foient, qui auront des tramaux pour la dreige, des muletieres, des tramaux dérivans, des chausses ou cauches, des facs servant à la dreige ou drague armée de

 $\nabla v v v$

fer, des feines, collerets, corets, traînes, dranets, draignaux, dravenets, & toutes autres especes de rets, filets, engins & instrumens trainans, connus sous quelque dénomination que ce puisse être, seront tenus de les démonter, & de les employer à d'autres usages, dans le terme d'un mois du jour de l'enrégistrement des présentes au Siege de l'Amirauré de leur ressort, à peine, après ledit temps passé, de cent livres d'amende & de confication deidits rets, filets publiquement, et les armures de ser confisquées & britées.

XXIII. Défendons en conféquence aux marchands fabricateurs de rets, intéretlés aux pêches, maîtres & compagnons pêcheurs, & à toutes fortes de perfonnes, de quelque qualité & condition qu'elles pursent être, de faire ou fabriquer, vendre ou garder chez eux aucuns trameaux de delge, trameaux & muletieres dérivans, chautles ou cauches, facs fervans à la dreige ou drague armée de fer, & toutes autres espaces de rets, engins & infrumens défendus par l'article précédent, à peine de confication d'iceux & de trois cents livres d'amende, le

tiers applicable au dénonciateur.

XXIV. Enjoignons aux Officiers de l'Amirauté, chacun dans leur ressort, de faire, un mois après l'enrégistrement des présentes, une exacte perquifition des trameaux de dreige, des muletieres dérivans, des saes, cauches ou chausses, pour la dreige armée de fer, des feines, collerets, traines, dranets, draigneaux & dravenets, de toutes autres especes de rets, engins & instrumens défendus par nos Ordonnances & par ces présentes, qui pourroient se trouver, tant dans les maisons des pêcheurs que des autres riverains de la mer, privilégiés & non privilégiés, qui pourront être foupçonnés d'avoir des f.lets défendus; & de continuer la même recherche de trois mois en trois mois, à peine d'interdiction de leurs charges; & d'en dresser des procès-verbaux, qu'ils nous enverront quinzaine après la confection d'iceux.

XXV. Ordonnons aux Officiers des Classes, lorsqu'ils feront leurs revues dans les paroisses de leurs quartiers de faire en même temps la visite des rets, filets, engins & instrumens des pècheurs; & s'ils en trouvent d'abussis & défendus par les Ordonnances & par ces présentes, d'en donner avis à notre Procureur au Siege de l'Amirauté du ressort, pour poursuivre les délinquans.

XXVI. Faisons défenses à tous pêcheurs qui font la pêche à la mer, le long des côtes, & aux embouchures des rivieres, de se servir de bateaux sans quilles, mâts, voiles ni gouvernail,

à peine de confiscation desdits bateaux, des filets & poissons qui s'y trouveront, de cent livres d'amende contre le maitre, & d'être déchu de sa qualité de maître, sans pouvoir jamais en faire aucunes fonctions à l'avenir, ni être reçupilote, pilote lamaneur ou locman; en conféquence, désendons la construction des bateaux plats, connus sous le nom de picots ou picoteurs, & autres semblables, à peine de confiseation desdits bateaux, de cent liv. d'amende eontre le charpentier constructéur, & d'être déchu pour toujours de sa maitrise. Accordons néanmoins aux pêcheurs le terme de trois mois, du jour de la publication des présentes, pour se pourvoir de bateaux ayant quilles & portant mâts, voiles & gouvernail; & voulons qu'après ledit temps, tous les bateaux plats, nommés pieuts ou picoteurs, & autres femblables, soient confitqués & dépecés, & les propriétaires d'iceux condamnés à cent livres d'amende.

XXVII. Enjoignons à nos Procureurs dans les Amirautés de donner avis aux Officiers des Classes des maîtres qui, pour contravention aux présentes, seront déclarés déchus de leur qualité de maîtres; &, sur ledit avis, voulons que les dits Officiers des Classes les raient du registre des maîtres, les portent sur celui des matelots, & les commandent en cette qualité pour servir

fur nos vaisseaux.

XXVIII. Faisons défenses aux pêcheurs & à tous autres, sous les peines portées par le premier article des présentes, de pêcher ni faire pêcher, avec quelque sorte de filets, instrumens & engins que ce soit, ni de quelque maniere que ce puisse être, aucun frai de poisson connu sous les noms de blanchemelte, menusse, saumonelle, guildre, manne semence, & sous quelqu'autre nom & denom nation que ce puisse être, d'en saler ni d'en vendre, sous quelque prétexte & pour quelque usage que ce soit.

XXIX. Défendons à tous marchands chassemarées, marayeurs, poissonniers, vendeurs & regratiers de poisson, d'acheter ni d'exposer en vente aucun frai de poisson à peine de cinquante

livres d'amende.

XXX. Faisons défenses aussi à toutes sortes de personnes, de quelque qualité & condition qu'elles puissent être, d'enlever ou saire enlever du frai de poisson, soit pour nourrir les porcs, volailles & autres animaux, sumer & engraisser les terres & le pied des arbres, & pour tout autre usage que ce puisse être, à peine de confiscation des chevaux & harnois, de 500 livres d'amende pour la premiere sois, & de punition corporelle en cas de récidive.

XXXI. Déclarons comprendre, fous le nom

de frai de poisson, tous les petits poissons nouvellement éclos, & qui n'autont pas trois pouces de longueur au moins entre l'œil & la queue.

XXXII. Permettons néanmoins aux pêcheurs & à tous autres de défouir des fables qui restent à sec de basse mer, les poissons qui s'ensablent, pour servir d'appât à leurs pêches, tels que sont les éguilles, équilles, lançons & autres poissons de semblable espece, tels qu'ils puissent être.

XXXIII. Défendons à toutes personnes, de quelque qualité & condition que ce soit, de jetter dans les eaux de la mer le long des côtes, & aux embouchures des rivieres, dans les mares & les étangs salés, aucunes chaux, noix vomique, noix de cyprès, coques de levant, momie, musc & autres drogues pour servir d'appât & empossonner le poisson, à peine de trois cents livres d'amende pour la premiere sois, & de mille livres en cas de récidive.

XXXIV. Les contraventions aux articles cidevant des présentes seront poursuivies à la requête de nos Procureurs dans les Amirautés; &
les Sentences qui en interviendront contre les
délinquans, seront exécutées pour les condamnations d'amende, nonobstant l'appel & sans
préjudice d'icelui, jusqu'à concurrence de trois
cents livres, sans qu'il puisse être accordé de défenses, même lorsque l'amende sera plus forte,
que jusqu'à concurrence de ce qui excédera ladite
somme de trois cents livres.

XXXV. Cenx qui appelleront desdites Sentences, seront tenus de faire statuer sur leur appel, ou de le mettre en état d'être jugé désinitivement dans un an du jour & date d'icelui; sinon & à faute de ce saire, ledit temps passe, ladite Sentence sortira son plein & entier esset, & l'amende sera distribuée consormément à ladite Sentence, le dépositaire d'icelle bien & valablement déchargé.

XXXVI. La pêche de l'huître continuera d'être faite avec la dreige armée de fer, de la même maniere & ainsi qu'il s'est pratiqué jusqu'à

présent.

XXXVII. Le poisson qui proviendra de la pêche des bateaux dreigeurs pour lesquels nous aurons accordé des permissions, & qui ne sera pas jugé par le commis de notre pourvoyeur être de la mesure & qualité requises pour l'approvisionnement de nos tables, sera vendu publiquement à l'encan, suivant l'usage local, & ainsi qu'il se pratique pour la vente du poisson des autres pêches.

XXXVIII. Défendons au pourvoyeur de nos bouche & maison, & à ses commis & préposés, de faire commerce de poisson ni de chasser marée pour leur compte, directement ni indirectement, sous des noms supposés, ni par quelqu'autres personnes que ce puisse être, à peine de confiscation de la marée, harnois & chevaux, & de trois mille livres d'amende pour la premiere sois, & de six mille livres en cas de récidive, le tiers applicable au dénonciateur; & d'être, en outre, le commis destitué de son emploi, & de pareilles amendes contre ceux qui auront prêté leurs noms.

XXXIX. Les contraventions aux deux précédens articles seront jugées par les Juges auxquels la connoissance en appartient.

XL. Sera, au furplus, l'Ordonnance du mois d'Août 1681, concernant la pêche, exécutée felon sa forme & teneur en ce qui n'y est dérogé

par ces présentes.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenans nos Cours de Parlement, que ces présentes ils fassent lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur, nonobstant tous Edits & Déclarations, Arrêts, Ordonnances, Réglemens, Clameur de Haro, Charte Normande & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons par cefdites présentes. Voulons qu'aux copies d'icelles ; collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers Secretaires, foi soit ajoutée comme à l'original. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi, nous avons fait mettre notre Scel à celdites présentes. Donné à Versailles le vingt-troifieme jour d'Avril, l'an de grace mil sept cent vingt-six, & de notre regne le onzieme. Signe, LOUIS. Et plus bas, par le Roi, PHELYPEAUX. Et scellé du graud sceau de cire jaune.

Registré, oui & ce requerant le Procureur-Général du Roi, pour être exécutée sèlon sa forme & teneur; & copies collationnees, envovées aux Bailliages, Sénéchauss ces & Amirautés du ressort, pour y être lues, publiées & registrées: Enjoint aux Substituts du Procureur-Général du Roi, d'y tenir la main, & d'en certister la Cour dans un mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, le dix-huit Mai mil sept cent vingt-six.

Signé, YSABEAU.



DÉCLARATION DU ROI,

Qui permet l'usage d'un filet nommé Ret traversier & Chalut, pour faire la péché, du poisson à la mer.

Donnée à Marly le 20 Décembre 1729.

Registrée en Parlement.

OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT, Nous aurions été informe qu'en interdifant, par notre Déclaration du 23 Avril 1726, la pêche avec la dreige on drague, causse on chausse, nous aurions défendu l'usage d'un filet tramaille & traînant, qui brouilloit & labouroit les fonds fur lesquels il passoit; mais que cependant cette défense a été cause que les pêcheurs de différens endroits de notre Royaume se sont trouvés privés de l'usage d'un autre filet qui porte le même nom, & qui s'appelle aussi ret traversier & chalut, lequel, ne faisant que rouler sur le fable, ne peut faire aucuu tort au frai du poisson ni au poisson du premier âge, nous avons, par ces raisons toléré, depuis deux ans, dans le ressort des Amirantés de Marennes, la Rochelle, Sables d'Olonne, Nantes, Vannes & Quimper, la pratique de ce dernier filet, dont il n'est résulté aucun préjudice pour la pêche; ce qui nons détermine à permettre à tous les pêcheurs de notre Royaume, d'en faire usage sous les noms seulement de ret traversier & chalut, pour empêcher les abus qui pourroient résulter, s'il continuoit d'être appellé dreige ou drague, cauche ou chausse. A ces causes & autres à ce nous mouvans, de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous, en interprétant notredite Déclaration du 23 Avril 1726, avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plait ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Les pêcheurs & tous autres pourront faire usage du filet nommé ret traversser ou chalut, en se conformant par eux à la police contenue dans les articles suivans.

Il. Ledit filet ferafait en forme de sac, dont le bout se te minera en quarré ou en pointe, il aura quatre à cinq brasses de large sur sept à huit brasses de long, & les mailles d'icelui seront lacées de suite, & de largeur de dix-huit lignes au moins en quarré dans toute sa longueur.

III. La moitié de l'ouverture dudit filet sera garnie de flottes de liege, & l'autre moitié d'un cordage d'un pouce au moins de diametre, qui sera chargé de trois quarterons de plomb par brasse, on de pareil poids en pierres enveloppées dans des sacs de toile ou dans des fasceaux de cuir.

IV. Il sera mis à chaque côté de l'ouverture dudit silet un échalon, genou ou genouiller de bois, qui ne sera chargé que du poids de vingt livres en pierres; & il pourra être attaché sur lesdits échalons, genoux ou genouillers, une perche en sorme d'arc, de quatre à cinq brasses de long, pour tenir ledit silet ouvert.

V. La pêche aveç ledit filet pourra être pratiquée pendant toute l'année, à une lieue au large des côtes; il ne pourra cependant en être fait usage dans les baies & autres endroits où se fait la pêche des sardines, pendant la durée de ladite pêche, & vingt jours au moins avant qu'elle y soit commencée.

VI. Les dispositions contenues aux articles ci-dessus des présentes seront exécutées, à peine contre les contrevenans de confsication des silets & du posson, & de cent livres d'amende contre le maître pour la premiere sois, &, en cas de récidive, de confsication du bateau, filets & possson, & de cent livres d'amende contre le maître; & icelui déclaré déchu de sa qualité de maître, sans pouvoir en faire aucunes sonctions à l'avenir, ni même d'être reçu pilote, pilote lamaneur ou locman.

VII Les contraventions aux articles des préfentes feront poursuivies à la requête de nos Procureurs dans les Amirautés; & les Sentences qui interviendront contre les délinquans, seront exécutées pour les condamnations d'amende, nonobstant l'appel & fans préjudice d'icelui, jusqu'à concurrence de trois cents livres, sans qu'il puisse être accordé de défenses,

même lorsque l'amende sera plus forte que jusqu'à concurrence de ce qui excédera ladite fomme

de trois cents livres.

VIII. Ceux qui appelleront desdites sentences, seront tenus de faire statuer sur leur appel, ou de le mettre en étar d'être jugé définitivement dans un an du jour & date d'icelui; sinon & à faute de ce faire, ledit temps passé, lesdites sentences sortiront leur plein & entier effet; & les amendes, seront distribuées conformément auxdites Sentences, & les dépositaires d'icelles bien & valablement déchargés.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux Confeillers les Gens tenant nos Cours de Parlement, que ces présentes ils fassent lire, publier & registrer; & le contenu en icelles garder & observer suivant leur forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, Arrêts, Ordonnances, Réglemens, Clameur de Haro, Charte Normande, & autres choses à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé & dérogeons par cesdites Présentes. Voulons quaux copies d'icelles, collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers-Secretaires, foi soit ajoutée, comme à l'original; car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Données à Marly le vingtieme jour de Décembre, l'an de grace mil sept cent vingt-neuf, & de notre regne le quinzieme. Signé, LOUIS. Et plus bas, par le Roi, Phelypeaux. Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Registré, ouï & ce requérant le Procureur-Général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux. Amirautés du ressort, pour y être lues, publices & registrées. Enjoint aux Substituts du Procureur-Général du Roi, d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivent l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, le treize Février mil sept cent trente. Signé, YSABEAU.

ORDONNANCE DU ROI,

Qui désend à tous les Pêcheurs du poisson de mer de pratiquer la pêche avec le filet nommé Ret traversier ou Chalut, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par Sa Majeste.

Du 16 Avril 1744.

DEPARLEROI.

SA MAJESTÉ s'étant fait représenter sa Déclaration du 20 Décembre 1729, par laquelle, pour donner des marques de ses bontés envers des pêcheurs de différens endroits de son Royaume, Elle auroit permis l'usage d'un filet nommé Chalut ou Ret traversier, sur l'assurance qu'on lui avoit donnée que ce filet, ne faisant que rouler sur les sables, ne pouvoit faire aucun tort au frai ni au poisson du premier âge; mais les plaintes réitérées qui lui ont été portées par les Officiers de différentes Amirantés, & par les pêcheurs zélés pour le rétablissement de la pêche, que ce filet racle & entre tellement dans les sables, qu'il prend nne si grande quantité de frai & de poisson du premier âge, que les pêcheurs se servent de pelles de bois pour les jetter hors de leurs bateaux à la mer, les deux tiers étant écrafés & tués par la pefanteur de la barre du chalut : & Sa Majesté estimant nécessaire de prévenir un pareil abus, en dérogeant aux Or-

donnances qu'Elle a rendues pour remettre l'ufage de ce filet pendant quelques saisons de l'année, & nommément à ladite Déclaration du 20 Décembre 1729, Sa Majesté fait trèsexpresses inhibitions & défenses aux pêcheurs des endroits de son Royaume où ce filet est en usage, de se servir du filet nommé Chalut ou Ret traversier, à peine de confiscation des silets & du poisson, & de cent livres d'amende contre le maître pour la premiere fois; &, en cas de récidive, de confifcation du bateau, filet & poisson, & de cent livres d'amende contre le maître, & icelui déclaré déchu de fa qualité de maître, sans pouvoir en faire à l'avenir aucunes fonctions, ni même être reçu pilote, pilote lamaneur on locman Veut Sa Majesté que les pêcheurs & tous autres pratiquant cette pêche fur les côtes, remettent dans la quinzaine du jour de la publication de la présente Ordonnance, chacun au greffe du lieu de l'Amirauté

de leur demeure, les filets nommés Rets traversiers ou Chaluts, qui pourront leur appartenir, à peine de cinquante livres d'amende contre ceux chez qui il s'en trouvera passé ledit temps; pour leidits filets rester au gresse jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par Sa Majesté; laquelle mande & ordonne à Monseigneur le

Duc de Penthievre, Amiral de France, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera registrée aux Gresses des Amirautés, lue, publiée & affichée par-tout oit besoin sera. Fait à Versailles le seize Avril mil fept cent quarante - quatre. Signé, LOUIS. Et plus bas, PHELYPEAUX.

ORDONNANCE DU ROI,

Qui rétablit la pêche avec le filet nommé Chalut ou Ret traversier, depuis le premier Septembre jusqu'au dernier Avril de chaque année.

Du 31 Octobre 1744.

DEPARLEROI.

S A MAJESTÉ, ayant, par son Ordonnance du 16 Avril 1744, interdit l'usage du filet nommé chalut on ret traversier, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné; &, ayant jugé nécessaire, sur les représentations qui lui ont été faites, de rétablir la pêche de ce filet, Elle a ordonné & ordonne ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Il sera désormais permis aux pêcheurs & à tous autres, de faire la pêche avec le filet nommé chalut ou ret traversier, en se conformant à la

police prescrite dans les articles suivans,

II. Ledit filet sera fait en forme de sac, dont le bout se formera en quarré long émoussé, & aura sept à huit brasses de gueule ou d'ouverture, environ autant de profondeur, cinq à six brasses de long dans le fond; & les mailles d'icelui seront lacées de suite, & de la largeur de dixhuit lignes au moins en quarré dans toute fa Iongueur.

III. La moitié de l'ouverture dudit filet sera garnie de flottes de liege, & l'autre moitié par le bas fera garnie d'un cordage d'environ deux pouces de grosseur, qui sera chargé d'une livre de plomb par brasse tout au plus, ou de pareil poids en pierres, enveloppées dans des facs de

toile ou dans des fasceaux de cuir.

IV. Les deux coins du fac seront garnis d'un petit échalon de bois, dans lequel seront passés & amarrés la corde de la tente & le cablot du pied, qui forment l'ouverture du fac. On pasfera entre ces deux cordages une pierre, qui sera atrêtée entre l'échalon & les cordages : & on

amarrera sur les échalons, dans la partie où sont attachées les flottes de liege, une ou plusieurs perches, pour en faire une de trente à trente-cing pieds de long, pour mieux contenir l'ouverture du filet.

V. La pêche avec ledit filet ne pourra être pratiquée qu'à une lieue au large des côtes, & avec bateaux de six tonneaux au moins, & ne pourra commencer que du premier Septembre jusqu'au dernier Avril de chaque année : elle sera interdite à tous pêcheurs & autres, depuis le premier Mai jusqu'au dernier Août, temps où

le poisson dépose son frai.

VI. Les dispositions contenues aux articles ci-dessus, seront exécutées, à peine contre les contrevenans de confiscation des filets & du poisfon, de vingt livres d'amende & de trois mois de prison pour la premiere sois; &, en cas de récidive, de confication du bateau, filets & poisson, & de quarante livres d'amende contre le maître, & de fix mois de prison, & icelui déchu de sa qualité de maitre, sans pouvoir en faire à l'avenir aucunes fonctions, ni même êtte reçu pilote lamaneur ou locman.

VII. Les contraventions aux articles des préfentes feront poursuivies, à la requête de nos Procureurs dans les Amirautés; & les Sentences qui interviendront contre les délinquans, seront exécutées nonobstant l'appel, sans préjudice

d'icelui.

VIII. Ceux qui appelleront desdites Sentences, feront tenus de faire statuer sur leurdit appel, ou le mettre en état d'étre jugé dans un an du jour & date d'icelui, sinon & à faute de ce faire, ledit temps passé, lesdites Sentences

711

fortiront leur plein & entier effet, & les amendes feront distribuées conformément auxdites Sentences, & les dépositaires d'icelles bien & valablement déchargés. Mande & ordonne Sa Majesté à Monseigneur le Duc de Penthievre, Amiral de France, de tenir la main à l'exécution

de la présente Ordonnance, qui sera lue, publiée, affichée & registrée par-tout où besoin sera. Fait au camp devant Fribourg, le trente-un Octobre mil sept cent quarante-quatre.

Signé, LOUIS. Et plus bas, PHELYPEAUX.

ARTICLE V.

PErmettons toutefois de faire la pêche des vives avec des mailles de treize lignes en quarré, depuis le quinze Février jusqu'au quinze Avril seulement.

A pêche des vives se sissoit autresois avec la dreige; & c'est pour cela qu'elle a été aussi appellée la péche de la dreige, dans l'Arrêt du Conseil dont il va être parlé. Elle n'est guere pratiquée que sur les côtes où ce poisson est extrêmement abondant, & où, par cette raison, il s'en fait une pêche

particuliere.

Au reste, la disposition de cet article est toujours subsistante par rapport à la maille; du moins il ne paroît pas qu'elle ait éprouvé aucun changement à cet égard par les Réglemens postérieurs, excepté qu'il ne doit plus être fait usage du filet de la dreige. Mais pour ce qui concerne le temps durant lequel cette pêche est permise, comme cette Ordonnance avoit en vue le temps du Carême, & que le Carême ne commence pas toujours au quinze Février pour sinir au quinze Avril, par l'Arrêt du Conseil du 24 Mars 1687, rendu en interprétation de cet article, il a été ordonné qu'à l'avenir cette pêche commenceroit deux jours avant le premier du Carême, & dureroit jusqu'au dernier jour d'icelui seulement; avec désenses à tous pêcheurs de la commencer plutôt, & de la continuer plus tard, à peine de confiscation des bateaux, chaloupes & équipages, de 100 livres d'amende pour la premiere contravention, & de plus grande, s'il y échoit.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT.

Du 24 Mars 1687.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

E ROI étant informé que la permission de faire la pêche appellée dreige depuis le 15 Février jusqu'au 15 Avril seulement, accordée par son Ordonnance sur le sait de la Marine, du mois d'Août 1681, article V, titre des diverses especes de reis ou silets, étoit diversement observée, à cause que le Carême ne vient pas tous les ans au jour sixé par ladite Ordonnance; &

que, sous ce prétexte, ladite pêche commençoit en quelques lieux dès le premier Janvier, & continuoit jusqu'à la fin d'Avril contre l'intention que Sa Majesté a eue de ne l'accorder que pendant le Carême seulement. A quoi étant nécessaire de pourvoir: Sa Majesté étant en son Confeil, interprétant ledit article V de son Ordonnance du mois d'Août 1681, sur le fait de la

Marine, titre des diverses especes de rets ou filets, a ordonné & ordonne qu'à l'avenir la pêche appellée dreige ou des vives, commencera deux jours avant le premier du Carême, & durera jusqu'au dernier jour d'icelui seulement. Fait Sa Majesté désenses à tous pêcheurs & autres personnes qui s'intéressent dans ladite pêche dans tous les ports & côtes du Royaume, de la commencer plutôt, ni de la continuer après le dernier jour de Carême, à peine de confiscation des bateaux, chaloupes & équipages, cent

livres d'amende pour la premiere contravention; & de plus grande peine, s'il y échoit. Et fera, an furplus, ledit article de l'Ordonnance exécuté felon sa forme & teneur. Enjoint Sa Majesté aux Lieutenans & autres Officiers des Sieges de l'Amirauté, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, à peine d'en répondre en leurs propres & privés noms. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-quatrieme jour de Mars mil six cents quatre-vingt-sept. Signé, COLBERT.

ARTICLE VI.

ES Pêcheurs qui voudront pêcher pendant la nuit, seront tenus de montrer, trois dissérentes sois, un seu, dans le temps qu'ils mettront leurs filets à la mer, à peine de cinquante livres d'amende & de réparation de toutes pertes & dommages qui en pourroient arriver.

AR l'article 5, titre 31, de l'Ordonnance des Eaux & Forêts de 1669, la pêche de nuit est détendue en eau douce, excepté aux arches des ponts, aux moulins & aux gords où se tendent des dideaux. Il en est autrement de la pêche maritime, parce que les raisons ne sont pas les mêmes; mais, pour éviter les avaries de l'abordage, il est enjoint ici aux pêcheurs, pendant la nuit, de montrer, par trois différentes sois, un seu, dans le temps qu'ils mettront leurs filets à la mer, à peine de cinquante livres d'amende, & de réparation de tout le dommage qui en pourroit arriver.

Il faut observer que ces seux ne doivent pas être allumés, si les silets sont placés dans des lieux périlleux; parce qu'alors ce seroient des seux trompeurs, qui exposeroient aux peines portées par l'art. 45 du titre des naufrages ci-dessus.

Pour les feux que doivent montrer les pêcheurs de harengs. V. les art. 2, 3, 5 & 6 du titre qui concerne cette pêche. Ils ne peuvent, au reste, en montrer d'autres sans nécessité, à peine de punition corporelle, aux termes de l'art 7.

ARTICLE VII.

I les filets d'un bateau dreigeur sont arrêtés & retenus par quelques ancres, rochers ou autres choses semblables, ensorte qu'il ne puisse dériver, l'équipage sera tenu, sous les mêmes peines, de montrer, pendant la nuit, un seu, tant que le bateau demeurera sur le lieu où ses filets seront attachés.

L n'y a plus de bateau dreigeur, puisque la pêche avec la dreige est expressément détendue aujourd'hui; mais, comme le ret traversier ou chalut, a pris la place de ce filet, & que d'ailleurs cet article n'a parlé des filets d'un bateau

bateau dreigeur, que par maniere d'exemple; il faut dire qu'il est applicable à tous filets de bâtimens, arrêtés & retenus par quelques ancres ou rochers; & en conféquence, que l'équipage du bâtiment est obligé de montrer un feu la nuit, pendant tout le temps que le bâtiment demeurera sur le lieu où les filets seront arrêtés; & cela sous les peines portées par l'article précédent, qui sont 50 liv. d'amende, & la réparation de tout le dommage.

Un autre motif de l'Ordonnance, selon Lamart, Traité de la Police, tom, 3. liv. 5, tit. 25, chap. 2, fol. 35, est que ce seu, annonçant le danger où se trouve le bateau pêcheur, avertira les autres Pêcheurs d'aller à son secours.

Pour le même cas où se trouvera un Pêcheur faisant la pêche du hareng, voyez l'article 6 du titre concernant cette pêche.

ARTICLE VIII.

ES mailles des filets, appellés picots, seront de pareille grandeur que celles de la dreige, & seront chargées d'un quarteron de plomb au plus par brasse; désendons de se servir, pour battre l'eau, de perches ferrées ou pointues, à peine de dix livres d'amende.

ES filets, appellés picots, ne sont plus permis aujourd'hui qu'autant qu'ils ne traineront pas à la mer, art. 20 de la Déclaration du 23 Avril 1726. Le même article défend, comme celui-ci, de se servir, pour battre l'eau. piquer & brouiller les fonds, de perches ferrées ou pointues; & ajoute, ni de cablieres, pierres, boulets, chaînes de fer ou autres instrumens; le tout fous les peines portées par l'article premier de ladite Déclaration, au lieu de l'amende de dix livres prononcée simplement par le présent article.

Ces défenses de battre l'eau, piquer & troubler les fonds, ont été réitérées par l'art. 3, tit. 10 de la Déclaration du 18 Mars 1727, sur peine de confiscation des filets & instrumens, & de 100 liv. d'amende pour la premiere fois:

de pareille confiscation, & de trois ans de galeres, en cas de récidive.

On appelle aussi picots & picoteurs de petits bâtimens sans quille ni gouvernail. Il en est parlé dans le préambule de la Déclaration du 23 Avril 1726, & l'usage en est abtolument défendu par l'article 26 de ladite Déclaration. Il y a une exception pour l'Aunis au sujet du petit bateau nommé Acon, comme on le verra sur le titre suivant.

Il est étonnant que le Commentateur, pour rendre raison de la désense de fe servir de perches ferrées ou pointues pour battre l'eau, ait allégué « la » crainte que les pêcheurs ne pussent, avec ces instrumens, endommager leurs " bateaux, par malheur ou autrement."



ARTICLE IX.

Aisons désenses aux pêcheurs qui arriveront à la mer, de se mettre & jetter leurs filets en lieu où ils puissent nuire à ceux qui se seront trouvés les premiers sur le lieu de la pêche, ou qui l'auront déja commencée, à peine de tous dépens, dommages & intérêts, & de cinquante livres d'amende.

Est ici un Réglement de Police plein de sagesse, & dont l'utilité se fait d'aurant plus sentir, que, de tous les gens de mer, les Pêcheurs sont

peut-être les plus impolis & les plus rogues.

Au reste, pour prévenir toute discussion à ce sujet, il a été réglé par la Déclaration du 18 Mars 1727, savoir, par l'article 3, titre premier, concernant les hauts parcs, que ces pêcheries doivent être éloignées les unes des autres de six brasses au moins, à l'égard des bas parcs, que la distance entre eux doit être de dix ou de vingt brasses, selon qu'ils seront placés, ou en ligne droite, ou au-dessus, ou au-dessous c'est la disposition de l'art. 6 du titre 2. Entre les ravoirs, il saut une espace de aix brasses, art. 4 du tit. 4; & entre les pêcheries avec guidaux, &c. quinze brasses d'intervalle, art. 5 du titre 5. Pour la distance que doivent observer les pêcheurs de harengs, voyez l'art. 2 du tit. 5 ci-après, concernant cette pêche.

ARTICLE X.

Aisons encore désenses, sous pareilles peines, à tous Pêcheurs qui se trouveront dans une flotte de Pêcheurs, de quitter leur rumb ou rang pour se placer ailleurs, après que les Pêcheurs de la flotte auront mis leurs filets à la mer.

ET autre Réglement de Police, également sage, n'a point varié non plus depuis notre Ordonnance. Pour ce qui regarde la police que doivent obferver les pêcheurs de harengs, & ceux de morue sur le banc de Terre-neuve, voir les titres ci-après concernant ces deux sortes de pêche.

ARTICLE XI.

Permettons de faire la pêche de la fardine avec des rets ayant des mailles de quatre lignes en quarré & au-dessus.

A pêche de la fardine ne se fait avantageusement que durant un certain temps de l'année, c'est-à-dire, que depuis le mois de Mai jusqu'au mois d'Octobre.

Comme ce poisson est au-dessous de la moyenne espece; qu'il se rassemble de maniere qu'on en trouve des amas considérables, tantôt d'un côté, tantôt d'un autre; & que d'ailleurs d'autres poissons ne se mêlent guere avec celui ci, c'est ce qui en a fait permettre la pêche avec des silets d'une aussi petite maille

que celle qui est énoncée dans cet article.

Où cette pêche est la plus abondante, c'est sur la Méditerranée: cependant elle est assez heureuse, pour l'ordinaire, dans l'Océan, sur les côtes de Bretagne & du Poitou. Et il faut bien que cela soit, puisque Lamart, dans son Traité de la Police, tom. 3, liv. 5, tit. 27, chap. 2, sest. 1, sol. 49, observe, qu'indépendamment de la prodigieuse consommation qui se fait des sardines fraîches, on en sale à Saint-Malo & ailleurs, en telle quantité, que la seuse ville de Port-Louis peut en sournir jusqu'à quatre mille barriques, année commune, chaque barrique composée de neus à dix milliers; & Belle-Isle, mille à douze cents barriques.

Il n'a pas parlé de la ville des Sables-d'Olonne; elle le méritoit cependant à bontitre, si ses habitans exposerent vrai à M. le Comte de Maurepas en 1744, Iorsque, dans leurs plaintes contre les Pêcheurs de la Rochelle, ils sirent monter à 150000 liv. la perte que ces Pêcheurs avoient causée à leur pêche des sardines.

ARTICLE XII.

P Aisons désenses aux pêcheurs d'employer de la résure pour attirer la sardine, & à tous Marchands d'en vendre, qu'elle n'ait été visitée & trouvée bonne, à peine de trois cents livres d'amende.

A résure de mauvaise qualité ne peut qu'empoisonner la sardine; c'est pourquoi il est expressément désendu par cet article aux pêcheurs de s'en servir; & aux Marchands d'en vendre, qu'elle n'ait été visitée & reconnue bonne,

à peine de trois cents livres d'amende.

Il est également défendu, sous peine de pareille amende pour la premiere fois, & de 1000 liv. en cas de récidive, à toutes personnes indistinctement, de jetter dans la mer, le long des côtes & aux embouchures des rivieres, dans les mares & les étangs salés, de la chaux; des noix vomiques, noix de cyprès, coques du Levant, momie, musc, & autres drogues pour servir d'appàt & empoisonner le poisson. Art, 39 de la Déclaration du 23 Avril 1726.

Les mêmes défenses pour la pêche en eau douce, avoient déjà été faites par

l'article 14, tit. 31, de l'Ordonnance des Eaux & Forêts.

Quelle honte pour l'humanité, que l'avarice des hommes donne occasion de porter contre eux de pareilles loix!



ARTICLE XIII.

Ésendons de saire la pêche du gangui & du bregin, & celle du marqueseque ou du nonnat, pendant les mois de Mars, Avril & Mai, à peine de confiscation des filets & bateaux, & cinquante l. d'amende.

Explication que l'on trouve par-tout de ces mots gangui, bregin & marqueseque, porte à croire qu'il y a erreur dans le texte de cet article, de la maniere qu'il est conçu, quoiqu'il soit le même dans toutes les éditions.

Je ne sai si Lamart l'a résormé de son ches ou sur l'original, mais ensin il le rapporte disséremment, & en termes mieux assortis, dans son Traité de la

Police, tom. 3, liv. 5, tit. 26, chap. 4, fol. 40. Le voici:

" Defendons de faire la pêche avec le gangui ou le bregin, & le marqueseque,

» ou de pêcher le nonnai, &c. n.

Au reste, si cette pêche est désendue en Mars, Avril & Mai, c'est que le poisson fraie dans ce temps-là.

ARTICLE XIV.

Éfendons aussi, sous les mêmes peines, de pêcher pendant les mêmes mois, avec bouliers, à deux cents brasses près des embouchures des étangs & rivieres.

Ar la même raison que le poisson fraie ordinairement dans ces mêmes mois; il n'est pas permis de le prendre dans ce temps-là, ni de pêcher de maniere que le frai du poisson puisse être enlevé ou détruit, soit par les bouliers dont il est ici parlé, soit par quelque autre espece de filet que ce puisse être. Art. 28 de la Déclaration du 23 Avril 1726.

Et comme lorsque le poisson de mer fraie, & qu'il dépose son frai, même le poisson qui entre en riviere, se tient ordinairement assez près du rivage, ou vers l'embouchure des étangs & rivieres; c'est la raison pour laquelle il est désendu par cet article, pendant les mêmes mois, de pêcher à une distance

moindre de deux cents braffes des embouchures des étangs & rivieres.

Au reste, le boulier étant une espece de seine, & par-là un filet traînant, il se trouve aujourd'hui proscrit à ce double titre, tant par les art. 19, 20 & 22 de ladite Déclaration, que par l'art. 2, tit. 10 de celle du 18 Mars 1727; à moins qu'il n'ait été réduit en sorme de ret traversier ou chalut: & encore, dans cette supposition, faudroit-il s'abstenir d'en user depuis le premier Mai jusqu'au dernier Août; &, en tout autre temps, qu'à une lieue au moins de distance des côtes: comme il a été observé sur l'article 4 ci-dessus.

ARTICLE XV.

Aisons en outre défenses aux pêcheurs qui se servent d'engins, appellés fichures, de prendre les poissons ensermés dans les bastudes ou autres filets tendus dans les étangs falés, a peine de punition corporelle.

C Eci n'est qu'un exemple. Dès qu'il s'agit de filets tendus, soit dans les étangs salés, soit en mer, il n'est pas permis à aucun autre pêcheur d'y aller prendre le poisson, ni avec des fichures, ni avec d'autres engins. Ce seroit un vol; & c'est pour cela que notre article soumet les contrevenans à la punition corporelle.

Pour ce qui est des pêcheurs qui, arrivant les derniers, voudroient jetter leurs filets en lieu où ils pourroient nuire aux premiers; & de ceux qui, se trouvant en flotte, voudroient quitter leur rumb, &c. voyez ci-deffus les

articles 9 & 10.

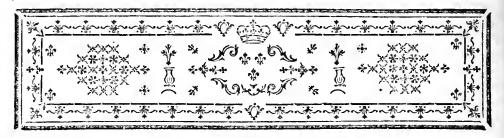
ARTICLE XVI.

IL y aura toujours, au Greffe de chaque Siege d'Amirauté, un mo-dele des mailles de chaque espece de filets dont les pêcheurs, demeurant dans l'étendue de la Jurisdiction, se serviront pour faire leur pêche, tant en mer que sur les greves : enjoignons à nos Procureurs de tenir soigneusement la main à l'exécution du présent article, à peine de répondre des contraventions en leur nom.

A disposition de cet article a été expressément renouvellée par l'article 5; titre 10 de la Déclaration du Roi, du 18 Mars 1727.

Ce n'est pas que les pêcheurs ayant besoin de recourir à ces modeles déposés au Greffe de chaque Amirauté, pour régler la maille que leurs filets doivent avoir; ils font parfaitement instruits fur ce point, aussi bien que ceux qui fabriquent les rets & filets. Mais ces modeles servent à reconnoître dans l'instant si leurs filets sont de la maille requise ou non, lorsque les Officiers de l'Amirauté en font la visite, comme ils le doivent, ainsi qu'il sera observé ci-après.





TITRE III.

DES PARCS ET PÉCHERIES.

Ous le nom de parcs & pécheries maritimes, on entend tout espace circonscrit sur les greves, dont quelqu'un s'est mis en possession, à dessein de s'y attribuer un droit de pêche exclusif, soit pour le temps actuel de la pêche, soit en vue d'un éta-

blissement perpétuel.

Dans le premier cas, la liberté de la pêche n'est gênée que pour le moment, sauf à tout autre à s'emparer du même espace à l'occasion; ce qui par couséquent, loin de nuire à la liberté de la pêche, concourt à l'entretenir; mais, dans les parcs à demeure, c'est autre chose. Quiconque s'en fait possesser, affecte un droit de pêche à perpétuité sur ce terrein, à l'exclusion de tous autres. Rien n'est donc plus contraire à la liberté de la pêche; & delà il s'ensuit que ces pêcheries ne peuvent être tolérées qu'autant qu'eles possessers sont fondés en titres valables ou en possession suffisante pour s'y faire maintenir.

Les titres, pour être valables, doivent porter l'empreinte de l'autorité royale, puisque le rivage & les greves de la mer appartenant au Roi, à raison de sa souveraineté, nul n'a pu s'emparer d'autorité, que par usurpation. Il saut donc que celui qui s'attribue une certaine étendue du rivage ou des greves, prouve qu'il a droit d'en jouir, en représentant un titre de concession du Roi en bonne forme, ou du moins, aux termes de l'article 9 ci-après, des aveux & dénombremens reçus en la Chambre des Comptes avant l'année 1544, c'est-à-dire, antérieurs aux guerres civiles, durant lesquelles tant de titres originaux ont peri, qu'il a paru juste d'admettre pour titres supplétifs des aveux & dénombremens reçus en bonne forme avant ce même temps. Cela ne peut néanmoins avoir aucune influence sur les droits régaliens, pour la conservation desquels les Seigneurs ne peuvent s'aider de pareils titres, comme incapables de suppléer au désaut de représentation des titres de concession, suivant qu'on l'a montré sur l'article 26 du titre des nausrages.

A l'égard du droit acquis par la longue possession, quoique le Domaine de la Couronne soit imprescriptible, le Roi a bien voulu, par l'article ci-après, consormément aux articles 84 & 85 de l'Ordonnance du mois de Mars 1584, consirmer les possesseurs des parcs & pêcheries dans leur jouissance, moyennant toutes ois qu'elle eût commencé ayant la même année 1544. Mais autant

cette disposition toute gratuite en faveur de tels possesseurs doit-elle être respecte, éautant convient-il de la resserrer dans ses justes bornes, pour ne pas faire prévaloir le droit équivoque des particuliers sur l'intérêt public, qui réclame continuellement la liberté de la pêche.

Les parcs les plus usités sur les greves de la mer sont de deux sortes. Les uns sont construits avec des pierres seulement. Ils doivent avoir la sorme prescrite par l'article ci-après. On les appelle en Aunis éclusés: ils servent à la pêche du possson, & en même temps à y élever des hustres. Pour cet effet, on choisit de petites huîtres bien configurées, que l'on trouve sur les greves de la mer, à peu de distance du rivage. Placées ensuite dans ces parcs ou écluses, au bout de deux à trois ans, ce sont des huîtres de bonne grandeur & épais-

feur : elles sont d'un goût exquis , qui ne le cede qu'aux huîtres vertes élevées dans des claires ou mares.

Les autres parcs, qui different des premiers, en ce que, ne pouvant être pratiqués que sur un terrein vaseux, on ne les construit qu'avec des pieux entrelacés de clayonnage, s'appellent bouchots: ils fervent, comme les éclufes, à la pêche du poisson, & leur usage particulier est consacré à élever des moules, comme celui aes écluses est d'y élever des huîtres. Les moules de ces bouchots font d'un autre goût, beaucoup plus douces, plus granes & plus faines que celles qui font pêchées fur les greves. L'avantage que trouvent les posseffeurs de ces bouchots, e'est qu'en moins de dix-huit mois les petites moules qu'ils y ont dépofées, fournissent une récolte abondante, qui, se renouvellant chaque année, suffit non-seulement à la nourriture des gens du pays, mais encore à former des cargaifons entieres de bâtimens pour les Provinces voifines. Mais il arrive assez souvent que l'entretien de ces bouchots, tout autrement coûteux que celui des écluses, joint aux accidens qui font périr une bonne partie des moules certaines années, caufent aux propriétaires de ces bonchots des pertes dont ils ont bien de la peine à se relever. Telle est la viciffitude & l'instabilité des choses de ce monde.

ARTICLE PREMIER.

Ermettons de tendre sur les greves de la mer, & aux baies & embouchures des rivieres navigables, des silets appellés hauts & bas parcs, ravoirs, courtines & venets, de la qualité & en la manière prescrite par les articles suivans:

ES hauts & bas parcs dont il s'agit ici, n'ont rien de commun avec les écluses & bouchots dont il vient d'être parlé, & dont il sera encore question dans la suite; puisque ces hauts & bas parcs ne sont que des filets disposés avec des pieux plantés à cet effet dans les sables ou dans la vase, sur les greves de la mer, ou aux baies & aux embouchures des rivieres navigables.

Ces rets & filets, de la maniere qu'ils sont disposés, ont vraisemblablement été nommes parcs, ou parce qu'on leur donne à peu près la sorme d'un demicercle, comme aux éciuses & aux bouchots, ou parce qu'ils sont sédentaires,

filets tendus en pleine mer, ou plus avant dans la mer.

On distingue les hauts parcs des bas parcs, non-seulement à la différence de la maille de leurs filets, mais encore en ce que ces filets des premiers sont attachés à des perches qui peuvent avoir quinze pieds de hauteur hors des sables; au lieu que les pieux, piquets ou piochons des autres ne doivent pas excéder la hauteur de quatre pieds, aussi hors des sables: article 2, titre premier, & art. 2, tit. 2, de la Déclaration du 18 Mars 1727.

c'est-à-dire, arrêtés par des pieux, sans avancer ni reculer, à la différence des

Du reste, la maniere d'en user est prescrite, tant par les deux articles sui-

vans, que par la même Déclaration.

ARTICLE II.

ES mailles des bas parcs, ravoirs, courtines & venets auront deux pouces en quarré. & ils serons accepts deux pouces en quarré; & ils seront attachés à des pieux plantés à cet effet dans les sables, sur lesquels le ret sera tendu, sans qu'il y puisse être enfoui.

Article premier, titre 2, de ladite Déclaration est conforme à celui-ci; pour ce qui regarde les bas parcs, les courtines & les venets. Il est suivi de huit autres articles qui reglent la forme & l'étendue de ces parcs, la distance qu'il doit y avoir de l'une à l'autre, la maniere d'en user, & les peines des contraventions qui seront commises à cet égard.

En ce qui concerne les ravoirs, l'usage en est réglé par un titre particulier,

qui est le quatrieme composé de cinq articles.

Les mailles de tous ces filets sédentaires doivent avoir deux pouces en quarré, afin qu'il ne s'y prenne que des poissons d'une bonne grosseur, & que les autres puissent s'échapper. C'est aussi la raison pour laquelle il est expressément défendu d'enfouir ces filets dans le sable ou dans la vase; parce que sans cela, comme la mer, en se retirant, emmene toujours avec elle du sart ou gouesmon, ou autres matieres d'encombrement, il s'en formeroit, au bas du filet, une espece de cordon ou petite digue, qui retiendroit le petit poisson, & l'empêcheroit de s'échapper.

ARTICLE III.

ES mailles de hauts parcs auront un pouce ou neuf lignes au moins en quarré; & ils seront tendus en telle sorte, que le bas du filet ne touche point aux sables, & qu'il en soit éloigné de trois pouces au moins.

Elle est aussi la disposition de l'article I.er, titre I.er, de la Déclaration du 18 Mars 1727; mais le même titre contient plusieurs autres articles, dont

dont ceux qui pratiquent cette maniere de pêcher, doivent être instruits pour s'y conformer. Cette Déclaration sera rapportée ci-après dans son entier.

On est d'abord étonné de ce qu'il suffit que la mai le des filets, appellés hauts parcs, soit d'un pouce, même de neuf lignes, tandis que celles des bas parcs doit être de deux pouces en quarré; mais l'article 7 de ladite Déclaration donne pour raison de différence, que, dans les hauts parcs, il ne s'y peut prendre que des poissons passagers à la côte, tels que sont les harengs, celans, fardines, &c. Or les filets d'une plus grande maille n'arrêteroient pas les poissons de cette espece, & ce seroit un secours dont on se trouveroit privé.

D'un autre côté, s'il est permis de tenir des filets à une maille fort au-dessous de celles des bas parcs, c'est à condition, non-seulement que le bas du filet ne touche pas le sable ou la vase, mais encore qu'il en soit éloigné de trois pouces au moins, afin que le petit poisson puisse passer aisément dessous, & s'échapper.

Par-là, il y a une forte de comparaison. En effet, si, par rapport aux filets des bas parcs, il est simplement désendu de les ensouir dans le sable, sans ajouter qu'ils seront tenus à trois pouces de distance du fond, ce qui suppose qu'ils peuvent effleurer le sable ou la vase, c'est que, leurs mailles devant être néces-sairement de deux pouces en quarré, elles laissent naturellement un passage libre au petit poisson. Le mal est que les pêcheurs sur les greves ne savent que trop éluder les dispositions de l'un & de l'autre de ces deux articles; & cependant ce n'est pas encore là ce qui nuit le plus à la propagation & multiplication du poisson : ce sont les prévarications continuelles des possesseurs des écluses & bouchots, au moyen des filets & engins prohibés qu'ils emploient pour y faire la pêche.

ARTICLE IV.

ES parcs dans la construction desquels il entrera bois ou pierre, feront démolis, à la réserve de ceux bâtis avant l'année 1544, dans la jouissance desquels les possessers seront maintenus, conformément aux articles 84 & 85 de l'Ordonnance du mois de Mars 1584, pourvu qu'ils soient construits en la maniere ci-après.

ES articles 84 & 85 de l'Ordonnance de 1584, auxquels celui-ci se résere, n'avoient pour motif déclaré que le préjudice notable que cansoient à la pêche les propriétaires & possesseures des parcs & pêcheries, par la maniere abusive dont ils en jouissoient : ils y pratiquoient des sosses ou cavités, pour y retenir l'eau; & par-là, le frai du poisson.

Ce fut donc pour remédier à cet abus intolérable, qu'il fut ordonné par ces deux articles, que les pêcheries depuis quarante ans, ce qui revient à l'année 1544, que notre présent article a prise aussi pour époque, seroient rasées & démolies; & qu'à l'égard de celles établies auparavant, elles seroient confervées, movement toutesois qu'elles sussent remises dans une serve conve

fervées, moyennant toutefois qu'elles fussent remises dans une forme convenable; c'est-à-dire, de la maniere que l'eau n'y sût point retenue, & qu'à leur ouverture, il n'y eût qu'un ret ou silet dont les mailles sussent de la largeur pres-

Tome II. Yyyy

crite pour la pêche du hareng, incapable par conféquent de nuire au frai dit

poilfon.

C'est aussi dans la même vue que notre article, expressément confirmé par Arrêt du Conseil du 2 Mars 1737, a ordonné la démolition des pêcheries construites en bois ou pierre, depuis l'année 1544, pour ne laisser subsister que celles bâties auparavant, & encore qu'à condition de les tenir de la manière ci-après marquée.

Mais un autre motif a également influé sur cette disposition, c'est la liberté de la pêche sur les greves de la mer, que le Législateur a voulu rétablir, prévoyant bien la dissiculté que trouveroient les possesseurs des écluses & bouchots à taire preuve d'une possession ancienne pour remonter au-delà de l'année

1544.

Cette liberté de la pêche, en esset, à laquelle on n'a pas toujours assez fait attention, est un objet extrêmement intéressant, puisqu'elle communique à plusieurs milliers de personnes, sur les côtes de chaque province, une faculté de pêcher sur les greves, qui ne résideroit plus que dans un petit nombre, si ces mêmes côtes éroient garnies d'écluses & de bouchots, qui seroient autant de pêcheries exclusives.

En autorisant & multipliant ces pêcheries exclusives, ce seroit transsérer au petit nombre de ceux qui les posséderoient, sans autre droit que celui du premier occupant, tout le profit d'une pêche capable de faire subsister une multitude prodigieuse d'habitans des paroisses maritimes, comme le prouve une heureuse expérience sur les côtes où les pêcheries exclusives sont rares.

A cette considération du bien public, se joint le désaut de titre de quiconque possede une pêcherie sans une concession du Roi, à qui appartiennent incon-

testablement le rivage & les greves que la mer couvre & découvre.

Tous les possesseures d'écluses on bouchots, sans titre de cette nature, auroient donc pu être légitimement évincés, à raison de l'imprescribilité du Domaine de la Couronne, & les terreins par cux occupés sur les greves, être
assujettis indistinctement à la liberté de la pêche que le Roi a jugé à propos
d'accorder à ses sujets en général, par l'article premier, titre premier, du présent livre. Cependant Sa Majesté a bien voulu, dans le présent article, avoir
égard à l'ancienneté de la possession des propriétaires de ces pêcheries, pourvu
qu'elle remontât jusqu'à l'année 1544. D'où il s'ensuit qu'autant que cette volonté doit être respectée, autant doit-on être attentif à ne soussir que les pêcheries conservées par ce même article, puisqu'à l'autorité de la loi se joint la considération de l'intérêt public.

Soit que les peuples soumis aux Empereurs Romains ne s'adonnassent pas autant à la pêche, sur-tout du coquillage, que nos riverains; soit que ces Empereurs, qui levoient un tribut sur les parcs & pêcheries, qu'on appelloit remora piscatoria, présérassent leur intérêt particulier au bien général de leurs sujets; l'usage, passé en sorce de loi, attribuoit aux propriétaires des terres contigues au rivage de la mer, le droit de construire des parcs sur des greves, dans toute la largeur de leurs terreins, en payant un tribut proportionné, & cela au préjudice de ce principe général, consigné dans la loi 4, sf. de rerum divisione, en ces termes: Nemo ad littus maris accedere prohibetur piscandi caussi.

Et comme au moyen de la distance qu'il falloit garder entre deux pêcheries,

Il se trouveroit des riverains, qui séparément n'avoient pas assez de terrein pour y pratiquer des parcs, l'Empereur Léon, par sa Novelle 102, leur ordonna de s'associer pour bâtir des parcs en commun sur leurs terreins réunis,

sans que l'un d'eux pût s'en défendre, en étant requis par l'autre.

Les termes dans lesquels le préambule de cette loi est conçu, sont bien emphatiques pour un sujet aussi mince. Les motifs le sont encore plus; les voici: Tametsi damnum suum tales (ceux qui resusoient d'entrer dans une telle société) agnoscere nolint, suaque malé administrantes, utilitatem per improbitatem negligant, tanquam immanes bellue, ut propinquos ladant, in sua vulnera proruentes, non tamen issus modi malignitatem, in communi vità imperatoria nostra majestas indolescere patitur, neque quia illi utili curà digni non sunt, auxilio vacuos relicturi sumus. Quare in parte aliqua ipsis, pracipuè verò vicino, quem issa inhumainitas malè torquet prospicientes, sancimus, &c.

Ce qu'il y a encore de plus singulier en ceci, c'est que, quoique les portions des particuliers, entrés ainsi en société de gré ou de sorce, sussent inégales, ce même Empereur, dans sa Novelle 103, ordonna que ces sortes de sociétés ne seroient point réglées comme les autres, dans lesquelles celui qui met le plus, a une plus grande part dans le sonds de la société & dans le prosit; mais que le produit de ces pêcheries communes seroit partagé également entre les associés, sans avoir égard à l'inégalité des portions d'un chacun dans le sol de

chaque pêcherie.

Nos Rois, plus équitables & plus généreux, ont toujours facrifié, en cette partie, l'intérêt même du fisc au bien général de leurs sujets, habitans des paroisses maritimes, en leur laissant toute liberté de pêcher sur les greves de la mer, sans en exiger aucun tribut; & parce que cette liberté auroit reçu trop d'atteinte, si l'on eût laissé établir dans la suite des parcs sur ces mêmes greves, par ceux qui auroient jugé à propos d'y en construire, non-seulement il a été désendu à quiconque d'y en pratiquer à l'avenir, mais encore il a été ordonné que ceux qui avoient déjà été établis sans concession du Roi ou sans titres supplétifs, seroient démolis, à la réserve de ceux bâtis avant l'année 1544. Telles sont les dispositions du présent article & de l'article 8 ci-après, relativement à

l'Ordonnance de 1584.

Après cela, on sera étonné sans doute de voir certaines côtes du Royaume tellement hérissées d'écluses & de bouchots, qu'il n'ya presque plus de terreins où le peuple puisse librement saire la pêche du coquillage sur les greves: mais l'étonnement cessera, si, d'un côté, on considere que les plus utiles Réglemens trouvent presque toujours assez de contradicteurs, par intérêt personnel ou par caprice, pour que ceux là même qui sont chargés de les saire exécuter, se relâchent peu à peu de leur premiere ardeur à y tenir la main; &, si, d'un autre côté, l'on fait attention que les Seigneurs des siefs voisins de la mer, toujours jaloux de s'attribuer le domaine direct sur son rivage & sur les greves, ont continuellement affecté de bailler à cens ou autre redevance autant de portions de terreins sur les greves, qu'ils ont trouvé de gens disposés à y construire des écluses ou des bouchots. Et ce droit de disposer ainsi de ces terreins, ils ont prétendu le légitimer à la faveur de l'art. 9 ci-après, en exceptant d'aveux & dénombremens reçus, selon eux, à la Chambre des Comptes avant l'année 1544.

Il est vrai que les Officiers de l'Amirauté auroient pu, dans le temps, exa-

miner le droit prétendu par ces Seigneurs, & juger du mérite de leurs titres mais, depuis bien des années, leur droit de Jurisdiction, en ceîte partie, est suspendu, au moyen, tant des Arrêts du Conseil des 27 Décembre 1730, & 2 Mars 1737, qui avoient déja ordonné que ces titres seroient représentés devant les Intendans, pour être par eux dressé des procès-verbaux, que de la Commission établie pour juger de la validité ou invalidité des mêmes titres, par l'Arrêt du Conseil du 21 Avril 1739: Commission toujours subsistante, comme ayant été renouvellée depuis par antres Arrêts des 26 Octobre & 5 Décembre audit an 1739, 27 Mai 1740, 7 Octobre 1747, premier Janvier & premier Mai 1752, & 24 Janvier 1756. Le seul changement que ce dernier Arrêt ait apporté aux précédens, c'est qu'il a ordonné que les décisions sur cette matière seroient rendues à l'avenir par Arrêts du Conseil.

Ce qui est arrivé delà, c'est que, depuis cette époque, les Seigneurs riverains de la mer ont assecté, sur-tout en Aunis, de multiplier, autant qu'il leur a été possible, les acensemens des terreins propres à y établir des écluses & bouchots; & tout ce qu'ont pu faire les Ossiciers de l'Amirauté, qui ont eu connoissance de ces nouvelles constructions de parcs, ç'a été de sauver aux Seigneurs ayant pris le fait & cause des particuliers assignés pour voir ordonner la démolition de leurs parcs & pêcheries, à se pourvoir pardevers Nosseigneurs les Commissaires nommés pour la vérification des droits maritimes, & cependant de faire désenses de continuer la construction des parcs commencés. Vide

Suprà, art. 5, tit. 2, du livre premier.

Jusqu'à présent la Commission n'a rien statué au sujet des parcs appellés écluses, dans la construction desquels il entre des pierres : elle a seulement réglé,
par rapport à la Seigneurie de Charon, le sort des bouchots où il n'entre que du
bois. La démolition d'un certain nombre de ces parcs a été ordonnée par Jugement du 22 Avril 1741; mais cela n'a regardé proprement que ceux qui paroissoient nuisibles à la navigation. Les autres, en beaucoup plus grand nombre,
ont été conservés au prosit du Seigneur de Charon & de ses censitaires, moyennant qu'ils sussent tenus à l'avenir dans la regle prescrite par notre Ordonnance,
& à certaines autres conditions qui y sont exprimées, en conformité de l'Arrêt
du Conseil du 2 Mai 1739, concernant les bouchots établis sur les côtes des
Seigneuries de l'Evêché de Luçon & de la Baronnie de Champagné.

Du reste, il a été sait déscrises, par ce Jugement du 22 Avril 1741, tant au Seigneur de Charon qu'à ses censitaires, de construire à l'avenir aucuns autres bouchots, à peine de 300 liv. d'amende, relativement à l'art. 8 ci-après.

Dans le nombre des bouchots conservés, il est certain qu'il y en avoit pluficurs d'une construction assez récente, qui par conséquent étoit dans le cas de la démolition, aux termes de cet article. Sur cela, quelques personnes pensent qu'il en sera de même des écluses; c'est-à-dire, que celles qui existent actuellement seront pareillement conservées, excepté celles qui pourront être jugées nuisibles à la navigation, & qu'il sera simplement sait désenses d'en construire d'autres à l'avenir. Mais, sans vouloir entreprendre sur la décision de Nosseigneurs les Commissaires, j'ote exposer ici les raisons de dissérence qui m'ont frappé il y a déjà bien du temps, & dont j'ai pris la liberté de saire part à M. le Cler du Brillet, lorsqu'il étoit encore Procureur-Général de la Commission. Ces raisons sont, 1.°, qu'il n'est point d'écluse, à proprement parler, qui ne soit nuisible à la navigation; 2.°, qu'à supposer qu'il en sût autrement par rapport à quelques écluses, elles attaquent tout autrement la liberté de la pê-

che, que les bouchots.

Que les écluses en général soient préjudiciables à la navigation, c'est ce qui résulte évidemment de leur construction en pierres & de leur position. Bâties, pour l'ordinaire, à l'endroit où la mer cesse de se retirer, le flux les couvre à la vérité, mais avec trop peu de hauteur d'eau, pour que le moindre bâtiment puisse passer dessus fans toucher, & par conséquent sans courir risque de s'y briser. Le moins arriveroit en tout cas, c'est que le bâtiment engagé dans une écluse n'en pourroit plus sortir qu'avec une marée beaucoup plus sorte que celle qui l'y auroit jetté.

Il est vrai qu'un gros bâtiment se trouvera le plus souvent échoué, avant d'arriver jusqu'à une écluse : mais toute navigation ne se fait pas avec de gros navires seulement; & celle qui se fait avec de petits bâtimens mérite d'autant

plus d'attention, que c'est la plus commune le long des côtes.

Si l'on répond que les bouchots peuvent en ceci être comparés aux écluses, je réponds, en premier lieu, que comme les bouchots ne s'établissent que sur des fonds vaseux; c'est-à-dire, sur des terreins extrêmement plats, qui s'étendent fort loin dans la mer, il n'est presque point de bâtiment qui ne se trouve échoué avant que d'y arriver. En second lieu, qu'à la dissérence des écluses, les pieux qui forment les bras des bouchots sont trop élevés pour que la mer les couvre en entier; au moyen de quoi ces pieux sont comme des balisses qui avertissent les maîtres des bâtimens de ne pas en approcher, mais de passer, pour les éviter, s'ils ne peuvent résister au coup de vent, dans les intervalles qui se trouvent entre les bouchots.

Par rapport à la liberté de la pêche, qui, après le motif de la sûreté de la navigation, est celui qui a fait proscrire, dans notre présent article, tous les parcs d'un établissement postérieur à l'année 1544, afin de rendre commune à tous les riverains indistinctement la pêche sur les greves, il n'est pas besoin de prouver que toute écluse détruit cette liberté, puisque c'est une pêcherie exclusive. Il s'agit seulement de montrer que, quoi que les bouchots soient également des pêcheries exclusives, ils disserent néanmoins essentiellement

des écluses en cette parie.

1.°, En ce qu'on ne peut aller aux bouchots ni sur les terreins limitrophes, sans un petit bateau qu'on appelle acon; & toutes personne n'est ni en état d'en avoir, ni assez habile pour s'en servir; au lieu que quiconque peut mar-

cher, va sur les terreins sur lesquels les écluses sont construites.

2.°, Dans les bouchots, il n'y a de pêche à faire que celle du poisson, sans aucun coquillage, si ce n'est des moules, qui ne s'y trouvent en abondance que par les soins des propriétaires de ces bouchots, qui les y ont portées d'abord. & ensuite entretenues à grands frais; au lieu que, dans tout le terrein occupé par les écluses, il y auroit, à toutes les grandes marées de la nouvelle ou pleine lune, quantité de coquillages à l'usage du Public. si les propriétaires de ces écluses ne s'en rendoient pas les maîtres, en empêchant quiconque d'y pêcher, sous prétexte que le sonds leur appartient, & qu'ils y entretiennent des huîtres. Ils sont plus, ils écartent même, à main armée, tous pêcheurs du

voisinage de leurs écluses, dans la crainte, bien ou mal fondée que ceux-cray entrent, &, par-là, ils s'approprient, à droite & à gauche, en avant & en arrière, des terreins qu'ils ne peuvent pas dire leur appartenir; tandis que, par l'article 13, titre 10, de la Déclaration du Roi, du 18 Mars 1727, il leur est expressement désendu de troubler ni inquiéter les pêcheurs de pied, ou avec des filets, qui se tiendront à dix brasses de distance du sond de leurs pêcheries, à peine d'amende arbitraire, ni d'exiger desdits pêcheurs aucune chose, à peine de concussion. Par rapport aux madragues, voir l'article 5 du titre suivant.

Les bouchots & les écluses n'ont donc rien de commun que la pêche exclusive qui s'y fait du poisson, & le tort qui en résulte pour la pêche en général, en ce que les propriétaires des uns & des autres détruisent le frai du poisson, & le poisson du premier âge, par la maniere abusive dont ils y sont la pêche. Pour tout le reste, la dissérence est extrême. Les bouchots, sans être aussi nuisibles à la navigation que les écluses, à beaucoup près, ne gênent en rien la liberté de la pêche du coquillage, qui est l'objet essentiel de la pêche pour le peuple, puisqu'on ne trouve point de coquillage dans les endroits où ils sont construits, & qu'on n'y voit des moules qu'autant que les propriétaires les y élevent. Ainsi, en détruisant tous les bouchots, on n'auroit rendu au peuple qu'une plus grande abondance de moules qu'il auroit trouvées sur les greves. Mais, en cela même, qu'auroit-il gagné, dès que la pêche des moules ne lui a jamais manqué par le fait des possesseurs des bouchots, qui n'y transportent, pour les repeupler au besoin, que les moules trop petites pour être bonnes à manger dans l'état qu'elles sont levées? Au lieu qu'en démolissant les écluses, des terreins immenses, qui ne sont qu'à l'usage de quelques particuliers, serviroient. à la nourriture & au foulagement d'une multitude prodigieuse de personnes du peuple, tant des villes que de la campagne, qui y trouveroient du coquillage en abondance : objet d'autant plus précieux, qu'il n'intéresse point du tout la culture des terres, attendu que cette pêche se fait, presque toujours, par des femmes & des enfans.

A ce compte, dira-t-on, pourquoi donc avoir fait des défenses de bâtir, à l'avenir, des bouchots, même dans les endroits où ils ne pourroient nuire à la navigation?

Pourquoi, C'est que ce sont des pêcheries exclusives, & que, par-là, elles préjudicient à la liberté de la pêche du poisson, que notre Ordonnance a voulu rétablir, à raison de quoi elle a désendu expressément, dans l'article 8, d'en construire de nouvelles.

C'est que ces pêcheries, par l'abus de la pêche qui s'y fait, sont peut-être encore plus préjudiciables au frai du poisson que les écluses, à cause de la difficulté d'y aller, qui empêche les Officiers de l'Amirauté de veiller, comme il conviendroit, aux contraventions qui s'y commettent journellement.

C'est encore, si l'on veut, que, quoique les bouchots ne soient pas, de leur nature, aussi nuisibles à la navigation que les écluses, il peut arriver néanmoins que de petits bâtimens viennent s'y briser, étant poussés par la violence de la tempête.

En voilà bien assez certainement pour justisser la prohibition de construire de nouveaux bouchots, aussi-bien que de nouvelles écluses; & si, malgré ces inconvéniens, des bouchots établis sur des vases de la Seigneurie de Charon,

depnis notre Ordonnance, ont été conservés par le jugement dudit jour 22 Avril 1741, il faut l'attribuer bien plus à l'autorité des titres produits par le Seigneur de Charon, pour appuyer son droit de pêcherie exclusive, qu'à la faveur que peuvent mériter ces bouchots, à raison de la quantité des moules qu'on y éleve pour l'utilité publique, puisque cette considération n'a pas empêché qu'il ne sût sait désenses d'en construire d'autres à l'avenir, consormément à notre Ordonnance.

Quoi qu'il en foit, de ce que ces bouchots ont été confervés, ce n'est pas nne raison pour conclure qu'il en sera de même des écluses, après les preuves qui viennent d'être données, qu'elles sont tout autrement nuisibles au Public que les bouchots; & il y a au contraire tout lieu d'espèrer, qu'excepté certaines écluses de l'Isle de Ré, marquées il y a environ trente ans, de toutes celles qui bordent les côtes de l'Aunis, il n'y aura de conservées que celles qui se trouveront dans le cas de notre présent article; c'est-à-dire, que celles dont l'existence sera exastement prouvée antérieure à l'année 1544. Cela paroit même préjugé par l'Arrêt du Conseil désà cité, du 2 Mai 1739, concernant les parcs & pêcheries des côtes de l'Amirauté des Sables d'Olonne, puisqu'il a ordonné indistinctement la démolition de toutes les écluses qui y étoient établies au nombre de 37, en même temps qu'il a conservé tous les bouchots construits sur les vases de la mer, dans l'étendue des Seigneuries de Luçon & de Champagné, & qu'il a même permis aux Seigneurs desdites Seigneuries d'y établir de nouvelles pécheries exclusives, tant de cette nature qu'avec des filets.

Je dis, excepté certaines écluses de l'Isle de Ré, non que, dans le nombre, il n'y en air plusieurs reconnues nuisibles à la navigation; mais c'est que, suivant l'avis des Ingénieurs, il résulte de leur établissement un avantage qui l'emporte sur le tort qu'elles peuvent faire à la navigation : je veux dire la conservation de l'Isle dans son intégrité, ces écluses où viennent se briser les slots tumultueux de la mer en courroux, étant jugées la sauve-garde de l'Isle, qui,

sans cela, seroit bientôt séparée en deux.

ARTICLE V.

ES parcs de pierre seront construits de pierres rangées en sorme de demi-cercle, & élevés à la hauteur de quatre pieds au plus sans chaux, ciment ni maçonnerie; & ils auront, dans le sond, du côté de la mer, une ouverture de deux pieds de largeur, qui ne sera fermée que d'une grille de bois, ayant des trous en sorme de mailles d'un pouce au moins en quarré, depuis la Saint Remi jusqu'à Pâques; & de deux pouces en quarré, depuis Pâques jusqu'a la Saint Remi.

A structure des pares de pierre, appellés écluses, est, en général, assez conforme à celle qui est preserite par cet article: mais la condition de ne fermer l'ouverture qu'avec une grille de bois ou un filet, dont les trous ou mailles aient au moins un pouce en quarré depuis la Saint-Remi jusqu'à Pâques,

& de deux pouces en quarré, depuis Pâques jusqu'à la Saint Remi, est trèsmal observée. A la vérité, on y voit assez réguliérement une grille de bois ou un filet de cette espece, mais, immédiatement après, les propriétaires de ces parcs, aussi bien que des bouchots, ont soin d'y placer des paniers d'osier, qu'on nomme, en Aunis, bourgnes & bourgnons, dont les mailles sont si étroites, que non-sculement le poisson du premier âge s'y trouve pris & arrêté, mais encore le frai du poisson.

Cet abus si contraire aux vues de notre Ordonnance & des Réglemens poftérieurs, comme extrêmement nuisible à l'empoissonnement des côtes, abus auquel il est comme impossible de remédier, tant à cause de la multiplicité des écluses & bouchots, que par le soin que prennent les propriétaires de ces pêcheries de placer ces paniers plutôt la nuit que le jour; cet abus, dis-je, est, après l'objet de la sûreté de la navigation, ce qui a toujours fait souhaiter, tant aux Officiers de l'Amirauté, qu'aux personnes zélées pour le bien public, la destruction de ces écluses & bouchots, ou du moins, à l'égard de ces derniers, que le nombre en sût réduit, de maniere que la police y pût être exercée avec

une facilité qui en affurât le succès.

Il est singulier que le Commentateur n'ait pas compris le motif de notre Ordonnance, & qu'il ait imaginé que la raison pour laquelle il suffit que les trous de la grille soient d'un pouce en quarré depuis la Saint Remi jusqu'à Pâques, tandis que, depuis Pâques jusqu'à la Saint Remi, ils doivent être de deux pouces; il est singulier, dis-je, qu'il ait imaginé, pour raison de différence, que, depuis la Saint Remi jusqu'à Pâques, il y a une plus grande abondance d'eau dans la mer, parce que c'est le temps de l'automne & de l'hiver, que depuis Pâques jusqu'à la Saint Remi, qui est le printemps & l'été; & que c'est pour cela que, dans ces deux dernieres saisons, les trous de la grille doivent être plus grands que dans les deux autres, afin qu'il y entre plus d'eau. De pareilles observations ne peuvent que faire pitié. Il en est de même de ces réslexions sur l'article suivant. C'est ne connoître ni la mer, ni l'action de l'eau. C'est ignorer encore qu'on ne se met nullement en peine de la quantité d'eau qui peut entrer dans une écluse ou autre pêcherie, mais seulement de l'eau qui s'en retire, afin qu'elle n'en sorte pas par des ouvertures si étroites, que le petit poisson puisse y être retenu.

Par la Novelle ou Constitution 57 de l'Empereur Léon, il sut ordonné; qu'il y auroit à l'avenir, entre deux parcs ou sossés à prendre le poisson, un espace libre de 365 pas, sans préjudice néanmoins des pècheries déjà établies. Lex esto, y est-il dit, remoraque illa trecentorum sexaginta quinque passum intervallo, à consuctudine approbato, inter sesé distanto. Idque ita, ut ab utrâque parte, hic intervalli modus desumatur. Ut videlicet centum ostoginta duo & semis ab unius partis sinibus exporrigantur, residuum verò ad vicinum usque pertingat. Atque hac quidem de constituendis introducendisque, post hanc legem remoratoriis dicimus. Qua verò hoc decretum pravenerunt, tametse prastituto hoc intervallo non distent, ex hujus prescripto tamen nihil novabitur, pramanebuntque ella ut initio

constituta sunt.

Dans la suite, des contestations s'étant élevées sur le point de savoir si les parcs qui n'avoient pas la distance prescrite, étoient d'ancienne ou de nouvelle construction, le même Empereur régla, par sa Novelle 104, que ceux qui avoient

avoient assez de terrein pour réduire leurs parcs à la distance qu'il avoit ordonnée, seroient obligés de faire cette réduction; &, à l'égard de ceux qui n'avoient pas assez de terrein pour réduire ainsi leurs parcs, que, s'ils pouvoient prouver qu'ils avoient été bâtis dix ans avant sa première loi, ils les conserveroient tels qu'ils étoient; mais, à désaut de cette preuve, il leur étoit enjoint de les démolir.

Quoique nous n'ayons aucune loi qui ait ordonné que les parcs de pierre & les bouchots seroient construits à une certaine distance les uns des autres, l'usage s'est néanmoins introduit de laisser un intervalle entre eux; mais cette distance est arbitraire & sans regle fixe. Il seroit pourtant bon qu'elle sût déterminée, soit pour servir de retraite aux habitans poussés sur les côtes par la violence des slots & du vent, soit pour laisser un plus grand nombre d'espaces

libres, à l'asage du Public, pour la pêche du poisson & du coquillage.

Au sujet des bas parcs, qui ne sont formés que de filets attachés à des pieux; l'article 6, titre 2, de la Déclaration du 18 Mars 1727, veut qu'ils soient éloignés les uns des autres de vingt brasses au moins. Comme l'abordage des écluses & des bouchots est tout autrement dangereux pour la navigation, l'on pourroit régler la distance sur la Novelle 57 ci-dessus de l'Empereur Léon, ou du moins exiger qu'elle sût de 200 brasses, comme dans l'article 11 ci-après; & en conféquence ordonner que tous les parcs de pierre ou bouchots, qui ne seroient pas éloignés les uns des autres de 200 brasses, seroient démolis absolument, sans distinction de ceux construits avant l'année 1544, de ceux qui se trouveroient d'un établissement postérieur.

Il n'y a rien de réglé non plus par rapport au terrein que doit occuper une écluse; delà vient leur prodigieuse inégalité. A cela il n'y a rien à dire, si les écluses, quelque grandes qu'elles soient, sont dans le cas d'être conservées.

Il en a été autrement des bouchots, comme on va le voir.

ARTICLE VI.

ES parcs, appellés bouchots, seront construits de bois entrelacés, comme claies, & auront, dans le fond du côté de la mer, une ouverture de pareitle grandeur de deux pieds, qui ne pourra être sermée de filets, grilles de bois, paniers ni autre chose, depuis le premier Mai jusqu'au dernier Août.

CI les bouchots (que le Commentateur déclare mal-à-propos avoir été ainsi nommés, parce que leur ouverture, du côté de la mer, est en forme de bouche), sont distingués essentiellement des parcs de pierre ou écluses, en ce qu'ils ne sont construits que de bois entrelacés de clayonnage, & que leur ouverture, de deux pieds de largeur, comme celle des écluses, ne peut être sermée d'aucuns filets, paniers ou autres engins, depuis le premier Mai jusqu'au dernier Août, tandis qu'à l'ouverture des écluses, il est permis, dans le même temps, de mettre une grille de bois, pourvu que les trous de cette grille soient de deux pouces en quarré.

Tome. II.

La raison de cette différence est que cette saison est celle du frai du poisson 🗈 & que, comme les bouchots font toujours établis fur des terreins vafeux & extrêmement plats, qui s'étendent fort avant dans la mer, le frai du poisson qui s'y tient par préférence, parce que le peu d'eau qui couvre cette vase. n'y apporte que le degré de fraîcheur nécessaire pour tempérer l'ardeur du foleil, se trouveroit pris dans ces bouchots, si l'ouverture n'en étoit pas totalement libre durant la même faison.

Et c'est par cette raison que le frai du poisson se trouve en grande abondance sur les terreins plats & vaseux, que, par la Déclaration du Roi, du 23. Avril 1726, il a été défendu, par l'article 26, à tous pêcheurs à la mer le long des côtes, de te fervir de bateaux fans quille, fous les peines y portées.

Il a été observé ci-devant qu'on ne peut aller aux bouchots d'Esnandes & de Charon qu'avec le secours d'un petit bateau nommé acon; &, comme ce bateau, composé de trois planches seulement, est nécessairement plat & sans quille, l'alarme des propriétaires des bouchots fut grande à la vue de cette

Déclaration du Roi, qui en proscrivoit l'usage.

Les Officiers de l'Amirauté de la Rochelle, convaincus de la nécessité de se fervir de ce petit bateau pour l'exploitation des bouchots, qui, sans cela, deviendroient absolument inutiles, ne tarderent pas à faire sur ce sujet des représentations à M. le Comte de Maurepas; & ce sage Ministre, qui savoit que les Loix, fur-tout celles de Police, peuvent fouffrir des exceptions en faveur de quelques pays, eu égard aux circonstances, loin de se roidir sur ce que la loi étoit portée par un principe général, fondé sur l'utilité publique, consentit d'écouter leurs raisons, & leur demanda à cet effet un Mémoire circonstancié fur la nature, la forme & l'usage de ce bateau nommé acon.

Ce Mémoire lui fut envoyé le 16 Novembre 1726; & il se trouva tellement fondé, que, par Arrêt du Conseil, du 11 Janvier suivant, l'usage des acons fut rétabli, comme auparavant la Déclaration du Roi, pour le service des bouchots de Charon & d'Esnandes ; à condition néanmoins qu'il n'y en auroit qu'un seul pour chaque bouchot, & qu'il ne pourroit servir pour aucune autre

pêche. On trouvera cet Arrêt à la suite du présent titre:

Du reste, pour savoir ce que c'est que ce bateau, appellé acon, on peut voir le Mémoire inséré dans le recueil de l'Académie de la Rochelle, imprimé chez Thibout, en 1752, pag. 79 & suiv. Ce même Mémoire est également instructif & curieux sur la structure des bouchots & la maniere d'y élever des moules. dont il contient aussi une description raisonnée. Les planches dont il est accompagné ne laissent aucun éclaircissement à desirer. On peut voir aussi, sur ce sujet, l'Histoire de la Rochelle, art. Esnandes, pag. 139.

Notre article n'ayant point dit de quelle maniere l'ouverture des bouchots pourra être fermée hors le temps dont il parle, pour suppléer à son silence sur ce point, on avoit recours à l'article précédent & à celui qui fuit, jusqu'à l'Arrêt du Conseil, du 2 Mai 1739. Depuis ce temps-là, ç'a été autre chose, cet Arrêt, en dérogeant à notre Ordonnance sur le fait des bouchots, ayant introduit une police nouvelle à cet égard, en même temps qu'il a réglé la forme

de ces mêmes pêcheries, & la maniere de les tenir dans la suite.

Il est vrai que cet Arrêt ne paroît avoir eu pour objet que les bouchots des Seigneuries de Luçon & de Champagné; mais, en cette partie, il n'en doit pas moins être considéré comme un Réglement général; & ce qui ne permet pas d'en douter, c'est que ses dispositions à cet égard ont été répétées in terminis, dans le Jugement de Nosseigneurs les Commissaires, dont il a été déjà parlé, du 22 Avril 1741, concernant les bouchots de la Seigneurie de Charon, en Aunis.

En conséquence, il est donc de regle aujourd'hui que les bouchots, pour être conservés, doivent être construits & exploités, conformément aux art. 6, 7, 8 & 9 dudit Arrêt du Conseil, & audit Jugement du 22 Avril 1741; ce faisant, que leurs ailes, pannes ou côtés ne peuvent avoir en longueur que cent brasses, & que l'ouverture, du côté de terre, ne doit être non plus que de cent brasses.

Que les pieux ou piquets, entrelacés de clayonnage, ne doivent pas être élevés hors de terre de plus de cinq pieds, & que les deux ailes doivent venir,

en ligne diagonale, de la côte à la mer.

Que le clayonnage doit être simple & uni, sans aucune tige ou branche en dedans: qu'à l'extrêmité de l'angle, il est nécessaire qu'il y ait une ouverture ou passe de deux pieds de largeur sur toute la hauteur du clayonnage, depuis le premier Octobre jusqu'au dernier Avril compris; que, durant le même temps, l'ouverture ne soit close que d'un ret ou d'une grille de bois ayant les mailles de deux pouces en quarré: permis néanmoins de tendre par-delà des passes, des paniers, &c. pourvu qu'entre les branches d'osier, il y ait un intervalle de

18 lignes.

Que, hors ce temps-là & depuis le premier Mai jusqu'au dernier Septembre, au lieu du dernier Août dont parle notre article, l'ouverture soit de six pieds de large, au lieu de deux seulement; à l'esset de quoi il doit être désait, si besoin est, de deux claies formant les deux ailes de chaque bouchot, l'espace qui conviendra pour ladite ouverture de six pieds, laquelle ne pourra être sermée, pendant ledit temps, de filets, grilles, ni aucuns autres engins; le tout sur peine de 50 ou 100 liv. d'amende, de démolition de ce qui aura été sait en contravention, & de consiscation des filets & engins pour la premiere sois; de pareille amende & consiscation, & d'être privé de pouvoir tenir, à l'avenir, aucunes desdites pêcheries, en cas de récidive.

Ces peines, au reste, regardent les propriétaires, comme les sermiers, l'article 5 dudit Arrêt du Conseil rendant les propriétaires responsables des contraventions de leurs fermiers; ce qui s'entend, sauf le recours des premiers contre

ceux-ci.

ARTICLE VII.

T pour les parcs de bois & de filets, ils seront faits de simples claies d'un pied & demi de hauteur, auxquelles seront attachés des filets ayant les mailles d'un pouce en quarré; & les claies auront, dans le sond du côté de la mer, une ouverture aussi de deux pieds, qui ne pourra être sermée que d'un filet, dont les mailles seront de deux pouces en quarré, depuis Pâques jusqu'à la Saint Remy, & d'un pouce au moins depuis la Saint Remi jusqu'à Pâques.

ES parcs composés de bois & de filets tout ensemble, dont il est ici uniquement question, ne sont point connus sur les côtes d'Aunis. Je ne sai même si actuellement on en use nulle part, n'y ayant rien qui s'y rapporte; ni dans la déclaration du Roi, du 18 Mars 1727, qui parle de tant d'especes de parcs avec des bois & des filets, ni dans l'article 13 de l'Arrêt du Conseil, dudit jour 2 Mai 1739.

Cependant, comme notre article ne paroît pas avoir été abrogé, rien n'empêcheroit, ce femble, de tolérer aujourd'hui des parcs de cette nature, qui

seroient tenus conformément à ce qui y est prescrit.

ARTICLE VIII.

Aisons désenses à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles puissent être, de bâtir ci-après sur les greves de la mer aucuns parcs, dans la construction desquels il entre bois ou pierre, à peine de trois cents livres d'amende, & de démolition des parcs à leurs frais.

Insi ces désenses regardent les Seigneurs, quelque qualisés qu'ils soient, & de quelque mérite que puissent être leurs titres, comme les simples particuliers. Ce n'est point par la raison alléguée par le Commentateur, que, dans le principe du Droit Romain, il n'est pas permis de bâtir sur les greves de la mer, & qu'un parc, dans la construction duquel il entreroit du bois de charpente, seroit un véritable édifice, puisque non-seulement il n'entre point de bois de charpente dans les parcs & bouchots; mais encore que, suivant les constitutions ci-devant citées de l'Empereur Léon, il étoit libre à tout particulier, ayant des héritages contigus au rivage de la mer, d'établir des parcs & pêcherics sur la partie des greves correspondante à l'étendue de son terrein: c'est que, suivant les principes de notre Droit François, le domaine du rivage & des greves de la mer appartient au Roi, qui a bien voulu l'abandonner au Public pour y pêcher librement, à condition néanmoins d'observer les Réglemens concernant la police de la pêche.

Sur ce plan & en exécution de cet article, tous parcs de pierre & bouchots; construits depuis notre Ordonnance, étant donc sujets à démolition avec amende de 300 liv. & cela indistinctement sans aucun examen, attendu la généralité des désenses, il y a lieu de s'étonner qu'il n'en ait été autrement.

Il est vrai, pour ce qui concerne les parcs de pierre on écluses, que la démolition en a été ordonnée absolument sur les cotes de l'Amirauté des Sables d'Olonne, par l'Arrêt du Conseil, du 2 Mai 1739, déjà tant de sois cité, & qui sorme un préjugé pour ceux des autres côtés : il est vrai encore qu'à l'égard des simples particuliers, les désenses, portées par cet article, ont été renouvellées pour les bouchots, comme pour les écluses, & sous les mêmes peines, par l'article 12 dudit Arrêt du Conseil. Mais, par une exception dont on ne comprend pas le motif, M. l'Evêque de Luçon & le Seigneur de Cham-

733

pagné, sur le sondement d'autres Arrêts précédemment rendus à leur profit, les 10 Décembre 1732 & 10 Septembre 1735, ont été maintenus, non-seulement dans la jouissance des bouchots déjà construits dans l'étendue de leurs Seigneuries, mais encore dans le droit d'y en établir d'autres à l'avenir, aussien que d'autres pêcheries avec des filets; & de permettre à quiconque d'y en construire ou établir, en leur payant des cens & rentes, &c.

La surprise augmente encore sur cela, lorsqu'on rapproche cet Arrêt du Conseil, du Jugement de Nosseigneurs les Commissaires, du 22 Avril 1741, qui, en même remps qu'il a maintenu le Seigneur de Charon dans la possession de plusieurs bouchots qui y sont énoncés, & dans le droit de se faire payer des cens & rentes par lui réservés lors de la concession des terreins occupés par ces bouchots, lui a sait désenses expresses, relativement au présent article, s' d'établir autres & plus grand nombre de bouchots ou pêcheries sur les vases » de sa Seigneurie de Charon, que ceux dans la possession desquels il a été » maintenu, sous tel nom & dénomination que ce puisse être, à peine de » 300 livres d'amence, & de démolition à ses trais. »

Pour sauver une contradiction aussi frappante que celle qui se rencontre entre ces deux décisions, il saut supposer que les Seigneurs de Luçon & de Champagné ont eu l'avantage de produire, en leur saveur, une concession formelle, saite par le Roi à chacun d'eux, du domaine direct du rivage contigu à leurs Seigneuries; tandis que le Seigneur de Charon s'est trouvé réduit à de simples actes possessiones, accompagnés d'aveux & dénombremens, présentés

à la Chambre des Comptes avant l'année 1544.

ARTICLE IX.

Aisons aussi désenses aux Seigneurs des Fiess voisins de la mer; & à tous autres, de lever aucun droit, en deniers ou en especes, sur parcs & pêcheries, & sur les pêches qui se tont en mer ou sur les greves; & de s'attribuer aucune étendue de mer, pour y pêcher à l'exclusion d'autres, sinon en vertu d'aveux & dénombremens reçus en nos Chambres des Comptes avant l'année 1544, ou de concession en bonne forme, à peine de restitution du quadruple de ce qu'ils autont exigé, & de quinze cents livres d'amende.

Outes les dispositions de cet article, qui n'a sait, en quelque sorte, que renouveller le 451.° de l'Ordonnance de 1629, meritent une attention particuliere; il s'agit donc de les distinguer, après avoir observé que la peine de la restitution du quadruple de ce qui aura été exigé, & de 1500 liv. d'amende porte indissinctement sur tous les objets détaillés dans le même article.

D'abord il est fait défenses aux Scigneurs des Fiess voisins de la mer, & à tous autres, de lever aucun droit, en deniers ou en espece, sur les parcs & pêcheries; ce qui ne regarde jusques-là que les écluses & les bouchots, &, si

l'on yeut, les autres parcs à demeure.

Ensuite pareilles désenses sont saites de lever aucun droit tout de même sur les pêches qui se sont en mer ou sur les greves; ce qui a pour objet, & la pêche du coquillage, qu'elle se sasse à pied ou en bateau, & celle du poisson frais

qui se fait avec des filets, de quelque maniere qu'ils soient tendus.

Enfin, pareilles défentes à quiconque de s'attribuer aucune étendue de mer, pour y pêcher à l'exclusion d'autres; ce qui, sans toucher aux écluses & bouchots légitimement établis, & qui sont, dans la réalité, des pêcheries exclusives, se rapporte à ceux qui prétendroient avoir droit, hors de ces pêcheries, de pêcher sur les greves, à l'exclusion d'autres, & d'affermer en conséquence la pêche qui peut s'y saire, soit du poisson, soit du coquillage.

Le tout, est-il dit, a sinon en vertu d'aveux & dénombremens reçus en nos » Chambres des Comptes avant l'année 1544, ou de concession en bonne » forme. » Dispositions renouvellées par l'article 12, titre 10, de la Déclara-

tion du Roi, du 18 Mars 1727.

Sur quoi il convient d'observer, 1.º, que les aveux & dénombremens pour être admissibles doivent être antérieurs à l'année 1544, époque des troubles du Royaume; 2.º que ces aveux & dénombremens doivent avoir été reçus. c'est-à-dire, vérifiés à la Chambre des Comptes, & qu'il ne suffiroit nullement qu'ils y eussent été présentés; tout dénombrement, à l'égard du Roi sur-tout, étant absolument inutile, s'il n'a été que présenté à la Chambre des Comptes, fans y avoir été vérifié & approuvé; 3.9. que la concession en bonne forme, dont il est ici question, ne peut s'entendre absolument que d'une concession du Roi, antérieure ou postérieure à notre Ordonnance, attendu qu'à lui seul appartient le domaine de la mer, de ses greves & de son rivage; 4.º enfin, que les aveux & dénombremens étant mis ainsi en parallele avec les actes de concession en bonne forme, il faut, conformément à ce qui a été remarqué fur l'article 26 du titre des naufrages, pour la validité de ces aveux & dénombremens qu'ils énoncent, ou du moins qu'ils présupposent clairement des actes de concession du Roi, & qu'outre cela, ils soient antérieurs à l'année 1544; & c'est peut être à quoi on n'a pas toujours fait assez d'attention.

Pour reprendre maintenant les divers objets de cet article, il ne paroît pas jusqu'à présent qu'aucun Seigneur ait été maintenu dans le droit d'avoir des parcs de pierre ou écluses sur les greves de la mer, ni de lever aucunes redevances sur des parcs de cette nature, en conséquence des permissions par lui données à ses tenanciers d'y en établir; on voit, au contraire, dans l'Arrêt du Conseil, du 2 Mai 1739, que la démolition des écluses a été ordonnée sans exception, avec suppression de toutes les rentes & redevances auxquelles elles avoient été afsujetties dans le principe: mais il en a été autrement à l'égard des

bouchots, comme il a été-observé sur l'article précédent.

Que les parcs de pierre appellés écluses, ayant été proscrites, comme essentiellement nuisibles à la navigation, autant qu'à la pêche du coquillage pour le Public, parce qu'ils étoient tous peut-être possérieurs à l'année 1544, à la bonne heure; mais ce n'étoit pas une raison pour conserver tous les bouchots établis jusqu'alors, en les supposant même hors d'état de nuire à la navigation, encore moins pour permettre aux Seigneurs de Luçon & de Champagné d'en construire de nouveaux, ou d'accenser des terreins à l'effet d'y en établir, autant qu'il seroit possible, sur les vases de la mer, dans l'étendue de leurs Sei-

gneuries. Il a donc fallu que les titres de ces Seigneurs se soient trouvés plus précis que ceux du Seigneur de Charon, à qui il a été désendu d'établir aucuns nouveaux bouchots, en même temps qu'il a été maintenu dans la possession de tous ceux qui existoient alors, & qui n'ont pas été jugés préjudiciables à la

navigation.

Quoi qu'il en foit, cela ne décide pas pour les autres Seigneurs, à l'égard desquels il n'a encore été rien statué; &, si leurs titres sont bien examinés, on trouvera vraisemblablement qu'ils n'énoncent que le droit de pêcherie en général. Or que résulte-t-il delà? que le rivage de la mer leur appartient, à l'effet qu'ils aient eu droit de concéder, moyennant des cens à leur profit, des terres sur les greves, pour y construire des écluses & des bouchots? Nullement. Tout leur droit se borne à avoir en propre une pêcherie, à leur usage particulier, sur les greves de leurs Seigneuries, sans aucune extension ou influence sur les autres pêcheries établies par les particuliers, quelque concession qu'ils leur aient faite des terreins sur lesquels elles sont construites. La raison est, qu'ils n'ont pas en droit d'en disposer au préjudice du Domaine du Roi; de sorte que tous les parcs & bouchots qui seront dans le cas d'être conservés, comme étant antérieurs à l'année 1544, doivent naturellement être jugés relevant nuement de la censive du Roi, avec réunion au Domaine de tous les cens que les Seigneurs y levent actuellement, sans autre titre que leur usurpation fur le Domaine de la Couronne.

Mais, ficette réunion est juste contre les Seigneurs, comme n'ayant pas eu droit de s'approprier ces terreius, & d'en faire des baillettes, il en seroit autrement, selle s'étendoit aux rentes soncieres que les particuliers se sont réservées, en transportant à d'autres les écluses & bouchots qu'ils auroient fait construire, attendu que ces rentes ne doivent être considérées que comme un juste dédommagement des dépenses par eux faites à ce sujet. Et c'est par ce principe d'équité, que Nosseigneurs les Commissaires, ayant, par leur Jugement du 13 Juin 1742, déclaré réunies au Domaine du Roi les écluses de l'Isse de Ré, qui sont en terme d'être conservées par les raisons alléguées sur l'article 4 ci-dessus, saute par les détenteurs d'avoir représenté leurs titres de propriété, avec réunion, tout de même au Domaine, de toutes les redevances dont ces écluses étoient chargées; c'est, dis-je, par principe d'équité, que M. le Comte de Maurepas écrivit aux Officiers de l'Amirauté de la Rochelle, le 6 Septembre de la même année, que l'intention du Roi étoit que ce Jugement ne sût point mis à exécution.

Telle est donc la distinction qu'il paroît naturel d'admettre à cet égard, pour ne faire tomber la réunion que sur les redevances usurpées, par les Seigneurs, sur le Domaine, sans toucher aux rentes soncieres dues aux particuliers sur tous les parcs & bouchots qui se trouveront dans le cas d'être conservés.

Le second objet de notre article comprend les droits prétendus par les Sei-

gneurs ou autres, sur les pêches qui se font en mer ou sur les greves.

Comme, en cette partie, la liberté de la pêche est attaquée en plein, sans qu'il en résulte aucune sorte d'utilité publique, qui puisse compenser cette privation, on a regardé de plus près aux titres produits par les Seigneurs, pour appuyer leurs prétentions à cet égard; & en conséquence, en même temps que, par Arrêt du Conseil du 2 Mai 1739, les Seigneurs de Luçon & de Chame

pagné ont été maintenus en possession de lever des cens sur les bouchots de leurs Seigneuries, avec faculté de concéder des terreins pour l'établissement de nouveaux bouchots, il leur a été expressément désendu, par l'article 4, « d'exiger aucuns cens ni devoirs, ni de percevoir aucuns droits sur les pês cheurs qui sont la pêche à la mer & sur les greves, de même que sur des basteaux desdits pêcheurs, » & cela sous les peines portées par le présent article.

On peut conclure delà qu'il n'est aucun Seigneur qui ait droit d'exiger aucune redevance de ceux qui font la pêche en mer ou sur les greves, excepté les propriétaires des bouchots. Mais ceux-ci font sujets à des cens & rentes envers leurs Seigneurs; ce n'est point à raison de la pêche du poisson qu'ils y font, c'est uniquement parce qu'ils tiennent d'eux les terreins occupés par ces

bouchots.

Aussi, dans toute l'étendue des côtes de l'Aunis, n'est-il essectivement aucun Seigneur qui prétende actuellement assujettir les pêcheurs à la moindre redevance, pas même sous prétexte de droit de port; le Seigneur d'Esnandes, qui seul, dans l'Aunis, est reconnu sondé en droit de port & havre, n'ayant point été maintenu, par l'Arrêt du Conseil du 8 Août 1730, dans le droit de percevoir de chaque pêcheur traversier, arrivant au port d'Esnandes, cinq deniers ou une sole, quoique les habitans d'Esnandes eussent reconnu, dans un acte d'assemblée, qu'il jouissoit de cette redevance, de temps immémorial.

Enfin, pour ce qui regarde le troisieme objet de notre article, concernant les Seigneurs qui ont prétendu s'attribuer une certaine étendue de mer, pour y pêcher à l'exclusion d'autres, il n'est point à présumer qu'aucun Seigneur ait produit des titres de nature à se faire maintenir en possession d'un droit aussi

exorbitant que celui-là.

Par rapport à l'Aunis, c'étoit un des Chefs de la remontrance que fit, le 28 Mars 1736, au Siege de l'Amirauté de la Rochelle, le Seigneur de Châtel-Aillon, fous le titre de droit de pêcherie & dépend; sur laquelle remontrance il lui sur sauvé à se pourvoir pardevers Sa Majesté, toutes choses néanmoins demeurant en état, depuis lequel temps il ne paroît pas qu'il ait fait aucun

mouvement à cet égard.

Peu de temps auparavant, le Seigneur du Pont de la Pierre, dont la terre est un dénombrement de la Baronnie de Châtel-Aillon, développant cette prétention singuliere, avoit jugé à propos d'affermer la pêche exclusive sur toute l'étendue des greves contigues à sa terre; ce qui étant venu à la connoissance du Procureur du Roi de l'Amirauté, celui-ci prit des conclusions contre lui & contre ses fermiers, suivant lesquelles, par Jugement du 12 Mai 1736, sans avoir égard audit acte de ferme qui sut déclaré nul & de nul effet, il sut ordonné que le terrein ou espace compris dans la serme demeureroit libre, ainsi que le reste du rivage de la mer, de saçon que chacun pût y pêcher librement, avec les rets & filets permis par l'Ordonnance & les Réglemens; en conséquence, défenses furent faites audit Seigneur du Pont de la Pierre de plus, à l'avenir, affermer ledit droit de pêche, & autrement s'attribuer la pêche exclusive; &, pour l'avoir fait, il sut condamné à la restitution du quadruple des droits par lui perçus à ce sujet, ensemble à l'amende de quinze cents livres. Défenses furent faites pareillement à ses fermiers & à tous autres de gêner quiconque dans la liberté de la pêche, sur peine de pareille amende de 1500 livres, sauvé leurs recours & garantie, dont l'effet sut réduit à la res-

titution du coût de l'Acte de terme & aux dépens.

Le Seigneur du Pont de la Pierre, entêté de son prétendu droit, au lieu de recourir d'abord à la clémence & à la générosité de M. l'Amiral, pour lui demander la temise de l'amende prononcée contre lui, prit le parti de l'appel à la Table de Marbre: & ce ne sut qu'après y avoir vu consirmer le Jugement de l'Amirauté de la Rochelle, qu'il se détermina à la démarche qui pouvoit seule faire sa ressource Quoique tardive, elle eut son effet, S. A. S. Monseigneur l'Amiral ayant bien voulu lui remettre l'amende en plein, suivant l'ordre de remise qu'Elle sit expédier à cette occasion, en date du 21 Septembre 1737.

Ce que cet exemple a produit, c'est qu'un autre Seigneur n'a osé renouveller la même prétention, ni rien tenter d'ailleurs au préjudice de la liberté de la

pêche.

La conclusion de tout ceci est, qu'aucuns des droits énoncés dans cet article ne peuvent être legitimement prétendus par des Seigneurs ou autres, qu'autant que, sur le vu de leurs titres, ils auront été autorisés à les exercer, en vertu de quelque Arrêt du Conteil, ou de quelque Jugement rendu par Nosseigneurs

les Commissaires nommés pour la vérification des droits maritimes.

Mais vraisemblablement peu de Seigneurs se trouveront dans cette hypothese, puisque le Seigneur Baron de Châtel-Aillon, dont les titres ont été jugés suffians pour le suire maintenir & garder dans le droit de bris, naustrage & échouement, par Arrêt du Conseil du 27 Septembre 1757, comme il a été observé sur l'article 26 du titre des naustrages, n'ont pu lui conserver les autres droits, par lui prétendus, d'eau, pêcherie & défend, de rivage, & c. pour raison desquels droits, le même Arrêt l'a mis hors de Cour; & qu'à l'égard des parcs & pêcheries, il a été ordonné, avant faire droit, que procès verbal seroit dressé par les Officiers de l'Amirauté, en présence du Procureur du Roi, de l'existence actuelle desdites pêcheries, de leur nature & du temps de leur établissement, pour, ce sait & rapporté sur l'avis desdits sieurs Commissaires, etre par Sa Majesté ordonné ce qu'il appartiendra.

Il y a apparence qu'à cet égard, les choses en resteront là, & que le Seigneur de Chârel-Aillon abandonnera sa prétention par rapport aux pêcheries.

ARTICLE X.

Aisons pareillement désenses à tous Gouverneurs, Officiers & Soldats des Isles & des Forts, Villes & Châteaux construits sur le rivage de la mer, d'apporter aucun obscicle a la pêche dans le voisinage de leurs places, & d'exiger des pêcheurs argent ou poisson pour la leur permettre; à peine, contre les Officiers, de perte de leurs emplois, &, contre les Soldats, de punition corporelle.

Ons ces mots, & à tous autres, employés dans l'article précédent, étoient evidemment comprises les personnes dénommées dans celui-ci : mais le Législateur leur ayant déja fait désenses particulières de rien entreprendre sur Tome 11.

la charge d'Amiral; de prendre connoissance des bris & naufrages, & de s'en attribuer aucuns droits, à raison de leurs offices & comnissions, &c. conformément aux art. 450 & 451 de l'Ordonnance du mois de Janvier 1629, il a jugé qu'il convenoit d'autant plus ici de leur faire tout de même des désenses à part de rroubler la liberté de la pêche, & de rançonner en quelque sorte les pêcheurs de leur district; que c'est là un point sur lequel il a toujours été le plus dissicile de les ramener à la regle. Il en est même encore aujourd'hui qui ne sont pas à l'abri de sout reproche à cet égard; & l'abus continuera, nonobstant que ces désenses aient encore été réitérees par l'art. 14, tit. 10, de la Déclaration du Roi du 18 Mars 1727, tant que les pêcheurs n'oseront pas s'en plaindre.

ARTICLE XI.

ES parcs & bouchots, qui se trouveront construits à l'embouchure des rivieres navigables ou sur les greves de la mer, à deux cents brasses du passage ordinaire des vaisseaux & au-dessous, seront démolis aux frais des propriétaires.

E Commentateur a raison d'ajouter, « quand même ils seroient bâtis avant » l'année 1544 », parce que des parcs & bouchots, qui ne seroient pas à deux cents brasses de distance du passage ordinaire des vaisseaux, étant jugés nécessairement nuisibles à la navigation, ne pourroient être conservés, de quelque ancienneté que sût leur établissement, sussent alle appuyés d'un acte de concession du Roi en bonne forme, parce qu'une concession, en pareil cas, n'auroit pu être obtenu que par surprisse.

La disposition de cet article, au reste, a eté expressément renouvellée par l'Arrêt du Conseil du 2 Mai 1739, art. 10, & par le Jugement de Nosseigneurs les Commissaires nommés pour la vérification des droits maritimes, du 22

Avril 1741.

Il y a plus: & la même distance de 200 brasses du passage ordinaire des vaisseaux doit être aujourd'hui observée par tous pêcheurs avec des rets sédentaires; c'est-à-dire, attachés à des pieux, piquets ou piochons, suivant la regle générale établie par la Déclaration du Roi du 18 Mars 1727, tit. 10, art. premier, confirmée par l'article 14 dudit Arrêt du Conseil, du 2 Mai 1739; & cela à peine, comme dans l'article qui suit, de confication des rets & silets, pieux, piquets ou piochons, de 50 livres d'amende, & de réparation des pertes & dommages que ces pêcheries auront causés.

De forte qu'en pareille Accurrence, non-seulement les pêcheurs en contravention ne seront pas en droit de demander, par contribution ou autrement, la répartition des avaries que leurs filets auront soufferts par l'abordage des vaisseaux; mais qu'au contraire, ils seront tenus de tout le dommage que les vaisseaux auront reçu par cet abordage. Vide suprà, l'article 6, titre 2, du

livre premier,

ARTICLE XII.

Aisons défenses à tous ceux qui font leur pêche avec des guideaux, de les tendre dans le passage ordinaire des vaisseaux, ni à deux cents brasses près, à peine de saisse & consiscation des filets, de cinquante livres d'amende, & de réparation des pertes & dommages que les guideaux auront causés.

L vient d'être observé que ce n'est plus seulement pour la pêche avec des guideaux, qui sont des filets posés entre deux pieux assez gros, qu'il est désendu d'en user plus près de deux cents brasses du passage ordinaire des vaisseaux; mais que les désenses s'étendent à toute autre personne qui se fait avec des filets sédentaires.

Du reste, dans le titre 5 de la Déclaration du Roi, du 18 Mars 1727, il y a de nouvelles regles établies pour la pêche avec des guideaux.

ARTICLE XIII.

Rdonnons que les pieux pour tendre les guideaux qui se trouveront plantés dans le passage des vaisseaux, ou a deux cents brasses près, seront arrachés quinzaine après la publication de la présente Ordonnance, aux frais des propriétaires, & à la diligence de nos Procureurs en chacun Siege, à peine d'interdiction de leurs charges.

A disposition de cet article est naturellement applicable à toute pêcherie qui se trouvera en contravention à notre Ordonnance & aux Réglemens postérieurs, dont l'exécution est toujours recommandée aux Officiers de l'Amirauté, avec injonction aux Procureurs du Roi d'y veiller.

ARTICLE XIV.

Oulons que le procès soit fait & parfait à ceux qui replanteront des pieux aux mêmes lieux d'où ils auront été arrachés, en exécution de la présente Ordonnance, & que les délinquans soient condamnés au souet.

A rigueur de la peine, mesurée sur l'importance de l'objet, a contenu les pêcheurs de maniere qu'aucun n'a été assez imprudent pour se mettre dans le cas de la subir; du moins je n'en ai pas vu d'exemple.

Aaaaaij

ARTICLE XV.

ES pêcheurs dont les pieux & les guideaux auront été ôtés comme nuisibles à la navigation, ou les pêcheries démolies, seront déchargés de toutes rentes & redevances qu'ils pouvoient devoir, pour raison de ce, à notre Domaine ou à quelques Seigneurs particuliers, auxquels nous faisons désenses, ainsi qu'à nos Receveurs, d'en exiger le paiement, à peine de concussion.

A derniere réflexion du Commentateur sur cet article est pour le moins un hors-d'œuvre; il falloit se contenter d'observer qu'il est en esset de toute justice que le détenteur d'une pêcherie à demeure, dont la démolition est ordonnée, soit comme nuisible à la navigation, soit pour n'être pas assez ancienne, demeure déchargé, de plein droit, de toutes les rentes & redevances seigneuriales ou autres, qu'il devoit pour raison de cette même pêcherie.

Auss, dans toutes les occasions où la démolition de quelques pêcheries a été ordonnée, cette décharge a-t-elle toujours été prononcée relativement au préfent article, qui n'a fait en cela que renouveller l'article 84 de l'Ordonnance de 1584. Il y a, entr'autres preuves de ceci, l'Arrêt du Conseil déjà tant de sois cité, du 2 Mai 1739, art. 3, & le Jugement de Nosseigneurs les Commissaires, également cité plusieurs sois, en date du 22 Avril 1741.

'ARTICLE XVI.

Aisons aussi désenses à toutes personnes de se servir de bouteux ou bout de quievres, ruches, paniers & autres engins pour prendre crevetes, grenades ou salicots, depuis le premier Mars jusqu'au dernier du mois de Mai; & de pêcher, en aucune saison de l'année, avec colerets, seynes ou autres semblables filets qui se traînent sur les greves de la mer, à peine d'amende arbitraire, saisse & consiscation des filets pour la premiere sois, & de punition corporelle en cas de récidive.

A premiere partie de cet article, concernant les bouteux ou bout de quievres; ruches, paniers, &c. a reçu quelques changemens par la Déclaration du Roi du 18 Mars 1727, tit. 7, où en même temps la maille de cette forte de ret & la maniere de s'en fervir ont été réglées.

Il y est prescrit, entr'autres choses, qu'il ne pourra pas plus en être fait usage dans les mois de Juin, Juillet & Août, que depuis le premier Mars jus-

qu'an dernier du mois de Mai.

Du reste, il y est permis de faire la pêche des crevetes ou salicots durant

toute l'année, avec la chaudiere & autres instrumens sédentaires; pourvu que les mailles des filets qui seront attachés auxdits instrumens, aient au moins

six lignes en quarré.

Quant à la seconde partie de notre article, qui, avec la seyne déjà proscrite par l'article 83 de l'Ordonnance de 1584, réprouve de même tous autres silets trainans sur les greves de la mer; sa disposition a été expressément renouvellée, tant par la Déclaration du Roi du 23 Avril 1726, art. 19 & 22, que par l'autre Déclaration ci-dessus, du 18 Mars 1727, art. 2, tit. 10; & cela, sous des peines plus grandes encore que celles portées par le présent article, puisque, outre la confiscation des bateaux, rets, filets & poissons, avec une amende de 100 livres contre le maître, il doit être déclaré déchu de sa qualité de maître, sans pouvoir en faire aucunes sonctions à l'avenir, ni même être reçu pilote-lamaneur ou locman; & qu'en cas de récidive, il doit être condamné aux galeres pour trois ans.

De tous les filets traînans, celui qu'on appelle feyne, est le plus dangereux, parce qu'il n'est pas possible que le plus petit poisson en échappe: cependant c'est celui-là précisément que les personnes, de quelque rang que ce soit, qui veulent prendre le plaisir de la pêche sur les greves, affectent de se servir, malgré les désenses de l'Ordonnance, & les exemples de confiscation assert fréquens des seynes qui sont saisses. Les personnes en place & de caractere devroient du moins s'en abstenir, pour ne pas partager avec le peuple ce reproche humi-

liant : Nicimur in vetitum, &c.

ARTICLE XVII.

Éfendons, en outre, de faire parcs, ravoirs & venets, dont les mailles soient de moindre grandeur que celle ci-dessus; & de faire des seynes & colerets, en vendre ou receler, à peine de vingt-cinq livres d'amende.

I l'Ordonnance & aux Réglemens, si les pêcheurs étoient d'humeur de s'en contenter. C'est donc parce que ceux-ci veulent toujours avoir des silets de maille frauduleuse, que les Fabricans les servent dans leut goût. Mais, si les premiers sont les plus coupables, la transgression de la loi, de la part des autres, n'en mérite pas moins une punition. Elle n'est ici que de 25 liv. d'amende, tant pour les silets dont les mailles sont au-dessous de la grandeur prescrite, que pour les seynes, & autres silets totalement prohibés. Mais elle a été portée à 300 liv. outre la confiscation, par l'art. 23 de la Déclaration du 23 Avril 1726, par rapport aux silets traînans: & à pareille somme de 300 liv. outre aussi la confiscation, par l'art. 7, tit. 10. de la Déclaration du 18 Mars 1727, & par l'art. 16 de l'Arrêt du Conseil du 2 Mai 1739, en ce qui concerne les silets de maille non conforme à celle prescrite. Du reste, l'amende est encourue tout de même, & par ceux qui vendent de ces silets, & par ceux qui les recelent.

ARTICLE XVIII.

Aisons pareillement désenses, & sous les mêmes peines, de dreiger dans les moulieres; d'en racler les sonds avec couteaux, & autres semblables serremens; d'arracher le frai des moules, & d'enlever celles qui ne sont pas encore en état d'être pêchées.

Reiger: cela ne veut pas dire ici pêcher avec le filet nommé dreige, dont il a été parlé fort au long sur l'art. 4 du tit. précédent; c'est se servir d'un filet particulier pour la pêche du coquillage, en bateau. Ce filet, disposé en

forme d'arc à l'orifice, est armé de fer: on l'appelle drague en Aunis.

C'est donc avec cet instrument qu'il est désendu de dreiger ou draguer dans les moulieres: mais l'usage n'en est pas absolument interdit; il est permis d'en user pour la pêche de l'huître, conformément à l'art. 85 de l'Ordonnance de 1584, renouvellée, en cette partie, par l'article 36 de la Déclaration du Roi, du 23 Avril 1726.

Moulières. Ce sont les endroits où les moules se trouvent en abondance sur les greves de la mer. C'est ordinairement entre les rochers & sur la banche. On en voit néanmoins sur les terreins vaseux, & ce sont celles-là qui sont les

plus propres pour les bouchots.

Il y a des moulieres qui découvrent de basse mer, & d'autres qui ne découvrent point. La maniere d'y pêcher les moules est disséremment prescrite par la Déclaration du Roi, du 18 Décembre 1728, qui, quoique rendue particuliérement pour les provinces de Flandres, Pays conquis & reconquis, Boulonnois, Picardie & Normandie, contient néanmoins des dispositions qui doivent servir de regle par tout.

Telle est entr'autres celle de l'article premier du titre 3, qui, en défendant; comme notre article, de dreiger dans les moulieres, augmente l'amende de moitié pour la premiere fois, & la porte à 100 livres, en cas de récidive; le tout, outre la confiscation des bateaux & instrumens, entemble des moules

qui auront été pêchées.

Mais, pour ce qui est de l'article 2 du même titre, qui désend, sous plus grandes peines encore, de saire aucun dépôt de moules dans des réservoirs ou parcs, il ne saut l'entendre, suivant le préambule, que des dépôts momentanés qui se sont par les Marchands en attendant la vente, sans en saire aucune application aux parcs appellés bouchots, où l'on éleve les moules; attendu que ces parcs, bien loin de nuire au frai des moules, servent précisément à le conserver, & à donner aux moules un degré d'accroissement & de bonté, qu'elles n'acquéroient pas étant laissées dans les moulieres sur les greves.

C'est par cette considération qu'il a paru juste de permettre aux propriétaires des bouchots d'enlever des moulieres ces petites moules qu'ils appellent nour-rain ou norrain, pour peupler ou repeupler leurs bouchots, à condition tou-

tefois de ne les employer qu'à cet nsage.

Il est arrivé delà qu'en Aunis, la pêche des moules a toujours été abondante, & par conséquent d'une grande ressource pour le peuple. Le frai des moules. On conçoit qu'il est extrêmement intéressant de le conserver; & c'est pour cela que notre article désend de racler les sonds des moulieres avec des conteaux on autres semblables serremens, & d'enlever les moules qui ne sont pas encore en état d'être pêchées. C'est aussi ce qui a été confirmé par la Déclaration du Roi, du 18 Décembre 1728, en y ajoutant de nouvelles dispositions.

La conservation du srai du poisson n'étant pas moins intéressante, c'est pour cela aussi que, de tout temps, il a été fait désenses de pêcher avec des silets capables de le retenir, comme il résulte de l'art. 85 de l'Ordonnance de 1585. C'est encore dans cette vue que notre Ordonnance a réglé la maille des filets, & a interdit l'usage de tous silets trasnans: mais, parce que l'abus de la pêche avoit augmenté dans la suite à tel point, que l'on se plaignoit par-tout de la disette du poisson, intervint la Déclaration du Roi, du 23 Avril 1726.

Il en a été beaucoup parlé ci-dessus; il ne s'agit ici que des dispositions qu'elle

contient par rapport au frai du poisson.

L'article 28 défend aux pêcheurs & à tous autres, sous les peines portées par l'article premier, « de pêcher, de quelque maniere que ce puisse être, aucun frai de poisson, connu sous les noms de blanchemelie, menusse, saumonelle, manne, semence, & sous quelque autre nom & dénomination que ce puisse être; d'en saler ni d'en vendre, sous quelque prétexte & pour quel, que usage que ce soit, »

Par l'arricle 29, il est défendu à tous Marchands, marayeurs, poissonniers, vendeurs & regrattiers de poisson, d'acheter ni exposer en vente aucun frai de poisson, à peine de 50 liv. d'amende. La Déclaration du 24 Décembre suivant, article 6, dit, pour la premiere sois, & de punition corporelle, en cas de

récidive.

Les peines, portées par l'art. 30, sont tout autrement séveres; mais aussi elles tombent sur des cas tout autrement punissables. Elles regardent ceux qui portoient la prévarication jusqu'à enlever le frai du poisson, « soit pour nour-,» rir les porcs, volailles & autres animaux, sumer & engraisser les terres & peine des arbres, & pour tout autre usage que ce puisse être. » Il ne saut donc pas être étonné de voir que tout cela y soit désendu, « à peine de consis-,» cation des chevaux & harnois, & de 500 liv. d'amende pour la première sois, » & de punition corporelle en cas de récidive. »

L'article 31 est remarquable singulièrement, en ce qu'il y est déclaré « que, » sous le nom de frai du poisson, sont compris tous les petits poissons nouvel- » lement éclos, & qui n'auront pas trois pouces de longueur au moins entre l'œil

» & la queue. »

Il est une sorte de poisson de petite espece, nommé blanche on blaquet, qui n'a pas régulierement plus de trois pouces & demi de long. Comme la Déclaration de 1726 ne l'avoit pas nommément placé au rang de ceux réputés frai de poisson, & qu'il sembloit même en être excepté, comme ayant plus de trois pouces de longueur, les pêcheurs se croient autorisés à en continuer la pêche dans les parcs, avec un filet vulgairement appellés saveneau, ou plutôt haveneau, dont les mailles n'ont au plus que six à sept lignes de large; au moyen duquel filet, poussé en avant & raclant les sonds, les pêcheurs prenoient ou écrasoient le frai du poisson.

Par-là, les précautions que le Roi avoit prises, par sa Déclaration du 23 Avril, pour la conservation du frai du poisson, se trouvant éludées, Sa Majesté se détermina à porter une autre Ordonnance, le 2 Septembre de la même année 1726, par laquelle Elle proscrivit absolument la pêche de ce poisson nommé blanche ou blaquet, dans les parcs & ailleurs, sur peine de confiscation des si ets & poissons, & de 100 livres d'amende pour la premiere sois; &, en cas de récidive, de trois ans de galeres. Il sut ordonné, en outre, que le parc où il auroit été pêché deux sois de cette espece de poisson, seroit démols sans pouvoir être rétabli par la tuite, &c.

Cette Déclaration sut suivie d'une autre sur le même objet, en date du 24 Décembre de la même année. Toutes les dispositions de celle du 23 Avril, concernant le frai du poisson, y ont été appliquées à ce poi on appellé blanche ou blaquet: du reste, les peines, portées par celle du 2 Septembre, y ont été rappellées, & il y a été ajouté d'autres dispositions qu'il importe de connostre; c'est pourquoi toutes ces pieces seront transcrites à la suite du dernier article

du préfent titre.

Il n'étoit pas possible de prendre de plus justes mesures pour empêcher la destruction du frai du poisson, & du poisson du premier âge. Cepen lant cette précieuse ressource pour le rétablissement de la pêche, par l'empoissonnement des côtes, est altérée journellement. Le mal est, d'un côté, que la multiplicité des écluses & bouchots ne permet pas aux Officiers de l'Amirauté de reconnoître les contraventions qui s'y commettent dans ce genre, a la faveur de ce dangereux silet appellé haveneau, dont ils ne peuvent abolir l'usage, quelque soin qu'ils prennent d'en faire la recherche dans les maisons des pêche urs, pour le conssiquer & saire brûler: &, d'un autre côté, que leur intpection sur le possion est bornée à celui qui se trouve en bateau, sur le rivage ou sur les greves, ou dans les maisons des pêcheurs, sans aucune extension sur celui qui est exposé en vente dans les marchés ou places publiques des Villes & des Bourgs; la police, en cette partie, étant conside aux Juges or linaires de Police, qui, pour le dire en passant des sens dessein de blesser personne, sont d'une indisserence sur ce point qui n'est pas concevable.

Dès que la Déclaration du 23 Avril 1726 parut, les Officiers de l'Amirauté représenterent que le moyen le plus sûr, ou plutôt l'unique, pour empêcher que le frai du poisson ne sût exposé publiquement en vente, c'etoit le seur en attribuer la connoissance, en quelque endroit que l'exposition en sûr faite; mais il seur sut répondu que, dans les marchés des Vistes & Bourgs, la connoissance en appartenoit aux Officiers ordinaires de Police; & c. Lia été nettement deci sé par l'art. 12 de la Déclaration du 24 Décembre 1726. Il sut enjoint néanmoins en même temps à ceux-ci, par l'art. 13, d'informer le Procureur du Roi de l'Amiranté, dans l'étendue de laquelle ils auroient surpris du frai de poisson, du nom des pêcheurs qui l'auroient vendu aux marchands, chasse marches, marayeurs & autres; mais, jusqu'à présent, on n'en a point vir d'exemple, quoique, tous les jours, on voie étalé dans les marches, sur-tout à la

campagne, du frai de poisson.



ARTICLE XIX.

Éclarons les peres & meres responsables des amendes encourues par leurs enfans; & les maîtres, de celles auxquelles leurs valets & domestiques auront été condamnés, pour contravention aux articles du présent titre.

Article septieme de la Déclaration du Roi, du 24 Décembre 1726, le quinzieme, titre 10, de celle du 18 Mars 1727; & le troisieme, titre 4, de celle du 18 Décembre 1728, ajoutent, après ces mots, enfans, ceux-ci, qui demeureront encore avec eux; & cela est juste, les peres & meres ne pouvant naturellement être responsables des prévarications de leurs enfans sur le fait de la pêche ou autrement, comme réputés leur en avoir donné l'ordre; ou yavoir consenti, qu'autant que leurs enfans demeurent avec eux.

Mais, par identité de raison, notre article est extensible aux pillages qui se font en cas de naufrage ou échouement, & à toute contravention aux Régle-

mens de Police concernant les ports & havres.

Et, parce que les peres & meres, maîtres & maîtresses, sont ainsi déclarés responsables des amendes encourues par leurs ensans ou leurs domessiques; il s'ensuit qu'ils peuvent être assignés conjointement avec eux, pour subir la condamnation de l'amende aussi avec eux; & même si les ensans ou domessiques ne sont pas émancipés, les peres & meres, maîtres & maîtresses, peuq vent être poursuivis seuls à ce sujet.

Si les condamnations n'ont été prononcées que contre les enfans ou domestiques, en vertu de cet article, les peres & meres, maîtres & maîtresses, peuvent être appellés ensuite pour voir déclarer ces condamnations communes avec eux & exécutoires contre eux, même par corps, à l'égard des hommes,

attendu qu'il s'agit là d'un délit ou quasi délit, & sur leurs biens.

ARTICLE XX.

Ermettons aux Officiers de l'Amirauté d'appliquer le tiers des amendes au paiement des frais faits pour parvenir aux condamnations.

N a cru, peut-être, exciter d'autant plus, par-là, la vigilance des Officiers de l'Amirauté; & c'est précisément ce qui a rendu moins fréquentes les condamnations d'amendes sur cette matiere, de peur qu'on ne les accusât de se conduire en cela, plus par leur intérêt personnel, que par zele pour le bien public.

La crainte de ce reproche les a engagés, presque toujours, à se contenter de faire brûler les filets prohibés, conformément à l'article qui suit; & il n'a Tome II.

B b b b b

été question d'amende que dans les cas de récidive, où il paroissoit entrer de l'opiniâtreté. Par là, ils ont fait, à leurs dépens, les visites qu'ils sont obligés de faire sur les côtes; & ils ont eu pour dédommagement la consolation de voir qu'ils n'en étoient que plus estimés de ceux mêmes qui d'abord se plaignoient de la rigueur de leur police.

ARTICLE XXI.

Eur enjoignons de faire brûler toutes les seynes, colerets, & autres filets qui ne seront de la qualité portée par la présente Ordonnance; à l'esset de quoi ils seront tenus, à peine d'interdiction de leurs charges, de faire, de mois en mois, leur visite sur les côtes, &, de temps en temps, la perquisition dans les maisons des pêcheurs & autres riverains de la mer.

E ne sont pas seulement les silets totalement prohibés, tels que ceux appellés seynes, colerets, haveneaux, & autres silets traînans, qu'il est enjoint aux Officiers de l'Amirauté de faire brûler; ce sont encore tous les rets
& silets qui n'ont pas la maille prescrite par l'Ordonnance & les Réglemens.'
Sur ce dernier objet néanmoins, lorsque la maille est peu au-dessous de la grandeur marquée, il est permis de faire grace au pêcheur qui s'en trouve saisi, à
condition qu'il lui en substituera un autre plus régulier, dans un délai compétent
qui lui est assigné; & M. le Comte de Maurepas a toujours approuvé cet arrangement, principalement par ses Lettres des 18 Février 1738 & 5 Juillet 1740.

Comme ce n'est guere qu'en se transportant dans les endroits où se fait la pêche, & dans les maisons des pêcheurs & autres riverains de la mer, que les Officiers de l'Amirauté peuvent découvrir ces filets prohibés ou désectueux; cet article leur avoit ordonné, à peine d'interdistion de leurs charges, de faire, de mois en mois, leur visite sur les côtes, &, de temps en temps, leur perquisition dans les maisons des riverains: mais, comme il est des pays où les chemins ne permettent pas d'aller visiter les côtes tous les mois, & que d'ailleurs des visites aussi multipliées étoient trop à charge aux Officiers de l'Amirauté, peu à peu le Roi a bien voulu en diminuer le nombre.

Par l'article 24 de la Déclaration du 23 Avril 1726, ces visites surent réduites à quatre par an, de trois mois en trois mois; & enfin elles ont été bornées à deux seulement, l'une au mois de Mars, l'autre au mois de Septembre, par les

articles 9 & 10, titre 10, de la Déclaration du 18 Mars 1727.

Dans l'une & dans l'autre Déclaration, au reste, aussi-bien que dans l'art. 22 de l'Arrêt du Conseil du 2 Mai 1739, il est permis aux Ossiciers de l'Amirauté de saire leur visite & perquisition, non-seulement dans les maisons des pêcheurs; mais encore dans celles de tous les riverains de la mer, privilégiés & non privilégiés, qui pourront être soupçonnées d'avoir des silets désendus; desquelles visites il leur est enjoint de dresser des procès-verbaux, & den en-

LIV. V. TIT. III. des Parcs & Pecheries, ART. XXI.

voyer une expédition au Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine,

quinzaine après.

Ces visites ne doivent pas se borner à l'examen des rets & filets; elles s'étendent encore à l'état des écluses & bouchots, & autres pêcheries exclusives, pour examiner si elles sont tenues conformément à l'Ordonnance & aux Réglemens, & s'il n'y a point de prévarication du côté des engins & instrumens qu'il est permis d'y employer.

Comme les Officiers de l'Amirauté son alors en plein exercice de police, ils jugent aussi les contraventions de plano, sans aucune forme de procédure, contre l'avis du Commentateur. En conséquence, après s'être sait rapporter les filets & engins prohibés, trouvés chez les pêcheurs ou ailleurs, ils les condamnent au seu; ce qui s'exécute sur le champ en leur présence, ces sortes de

Jugemens étant exécutoires sans appel.

Ce n'est que par rapport aux condamnations d'amendes, qu'il faut employer la forme de la procédure, & que l'appel est recevable; mais, nonobstant l'appel, & toutesois sans y préjudicier, les condamnations « sont exécutoires, jusqu'à la somme de 300 liv. sans qu'il puisse être accordé de désenses, même, lorsque l'amende sera plus sotte que jusqu'à concurrence de ce qui excédera, ladite somme de 300 liv.,

Au surplus, "ceux qui appelleront desdites Sentences seront tenus de saire, statuer sur leur appel, ou de le mettre en état d'être jugé définitivement, dans un an du jour de la date d'icelui; sinon & à saute de ce saire, ledit temps, passé, ladite Sente sortier son plein & entier effet, & l'amende sera distribuée, consormément à ladite Sentence, & le dépositaire d'icelle bien & valable-

", ment déchargé. ",

Telles sont les dispositions des art. 34 & 35 de la Déclaration du 23 Avril 1726; des art. 14 & 15 de celle du 24 Décembre de la même année; des art 1 & 2, tit. 11, de celle du 18 Mars 1727; des art. 1 & 2, tit. 4, de celle du 18 Décembre 1728, & des art. 17 & 18 de l'Arrêt du Conseil du 2 Mai 1739.

DECLARATION DU ROI,

Qui défend la pêche du poisson nommé Blanche ou Blacquet.

Donnée à Fontainebleau, le 2 Septembre 1726.

REGISTRÉ EN PARLEMENT.

COUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT Nous aurions été informés que la pêche du poisson nommé blanche ou blacquet, qui se pratique dans les parcs, cause la destruction du frai du poisson, & du poisson du premier âge, en ce que cette blanche ou blacquet n'ayant pas plus de trois pouces & demi de long, un demi-pouce

& quelques lignes de large, & n'étant épais que d'environ trois lignes, les pêcheurs sont obligés de se servir, pour faire cette pêche dans les parcs, d'un filet vulgairement appellé savencau, qu'ils poussent devant eux en raclant les sonds, & dont les mailles sont au plus de six à sept lignes de large, avec lequel ils prennent quantité de frai de poisson, & de poisson du premier âge, lequel périt aussi-tôt qu'on y touche & qu'il est B b b b b ij

froissé: ces pêcheurs se croyant autorisés à pratiquer cette pêche, parce que, quoique nous ayons défendu , par notre Déclaration du 23 Avril dernier, la pêche du frai du poisson, Nous avons declaré en même temps comprendre seulement, fous le nom de frai, tous les petits Poissons nouvellement éclos, & qui n'auront pas trois pouces de longueur au moins entre l'œil & la queue; mais, comme la pêche de la blanche ou blacquet empêcheroit nos Sujets de tirer l'utilité qu'ils doivent attendre de la défense que nous avons faite par notre Déclaration : A ces causes, de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale , Nous avons dit , déclaré & ordonné, &, par ces Présentes signées de notre main, disons, déclarons, ordonnons, voulons & Nous plaît : Que la pêche du poisson nommé blanche ou blacquet ne puisse être faite dans les parcs ni ailleurs, à peine, contre les contrevenans, de confiscation des rets, filets & poilion, & de cent livres d'antende pour la premiere fois; &, en cas de récidive, de trois ans de galeres : voulons que le parc où il aura été pêché deux fois de ladite blanche on blacquet, soit démoli, sans pouvoir être rétabli par la suite, pour quelque canse & sous quelque prétexte que ce soit; & que le propriétaire d'icelui soit privé du droit de parc: défendons à tous marchands, chasse-marées, marayeurs, poissonniers, vendeurs & regrattiers de poisson, d'acheter & exposer en vente aucune blanche ou blacquet, à peine de cinquante livres d'amende. Si donnons

en mandement à nps amés & féaux Confeillers ; les Gens tenant nos Cours de Parlement, que ces Présentes ils fassent lire, publier & registrer. même en temps de vacations; & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations; Arrêts, Ordonnances, Réglemens, Clameur de Haro, Charte Normande & autres chofes à ce contraires, auxquels Nous avons dérogé & dérogeons par cesdites Présentes. Voulons qu'aux copies d'icelles collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers Secretaires, foi soit ajoutée, comme à l'Original: Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi Nous avons fait mettre notre Scel à cesdites Présentes. Donnée à Fontainebleau, le deuxieme jour du mois de Septembre, l'an de grace mil fept cent vingt-fix, & de notre regne le douzieme. Signé, LOUIS, Et plus bos, par le Roi, PHELYPEAUX.

Registrées, oui, & ce requérant le Procureur-Général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur; à la charge que le présent enrégi-strement sera réttéré au lendemain de la S. Martin, & copies collationnées envoyées aux Sieges des Amirautés du ressort, pour y être lues, publices & registrées. Enjoint aux Substituts du Procureur-Général du Roi d'y tenir la main, & d'en certister la Cour dans un mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement en vacations, le vingttrois Octobre mil sept cent vingt-six. Signé, YSABEAU.

DÉCLARATION DU ROI,

Qui défend la pêche, le transport & la vente du poisson nommé Blanche ou Blacquet, & du frai du poisson de mer.

Donnée à Versailles le 24 Décembre 1726.

OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. Un des moyens les plus certains pour parvenir à rétablir l'abondance de la pêche du poisson de mer, étant d'empêcher la destruction du frai, & des poissons du premier âge, Nous aurions, par notre Déclaration du 23 Avril derrier, désendu l'usage de tous les filets traînans à la mer, tur les bords des côtes & aux embouchures des rivieres, parce que l'opération de ces filets qui grattent & labourent les fonds sur lesquels ils trainent, détruit nécessairement le frai;

Nous aurions aussi, par les articles XXVIII, XXIX & XXX, de cette même Déclaration, fait désenses de pêcher ni faire pêcher, exposer en vente ni acheter, enlever ou saire enlever aucun frai de poisson, connu sous quelque nom &dénomination que ce puisse être, pour quelque usage que ce soit; Nous aurions encore, par notre Déclaration du 2 Septembre dernier, désendu la pêche du poisson nommé blanche ou blacquet, qui ne pouvoit se faire sans prendre & saire périr en même temps beaucoup de srai qui se trouve toujours consondu avec cette blanche; &, étant informé que, nonobstant ces disse

positions, les pêcheurs continuent de faire la pêche du frai du poisson, & qu'il s'en vend publiquement dans plusieurs Villes de notre Royaume, Nous avons résolu de renouveller les désenses que nous avons saites à cet égard, & d'imposer des peines plus severes contre ceux qui y contreviendront. A ces causes & autres à ce Nous mouvans, de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, Nous avons dit, déclaré & ordonné, &, par ces Présentes signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & Nous plait ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Failons défenses aux pêcheurs faisant leurs pêches à la mer, & à tous autres, de pêcher ou faire pêcher, avec quelques sortes de filets, instrumens & engins que ce soit, ni de quelque maniere que ce puisse être, le poisson nommé blanche ou blacquet, ni aucun frai de poisson connu sous les noms de blanche, melie, menusse, saumonelle, guildre, manne, semence, & sous quelqu'autre nom & dénomination que ce puille être, d'en faler ni d'en vendre, fous quelque prétexte & pour quelque usage que ce soit, à peine de confiscation des bateaux, rets, filets, engins, instrumens & poissons, & de cent livres d'amende contre le maitre; & icelui déclaré déchu de sa qualité de maitre, sans pouvoir jamais en faire aucunes fonctions, ni être reçu pilote, pilote-lamaneur ou locman; &, en cas de récidive, de trois ans de galeres.

II. Faisons pareillement défenses, sons les mêmes peines, aux pêcheurs riverains, tendeurs de basse eau, & à tous autres faisant leurs pêches le long des côtes & aux embouchures des rivieres, de pêcher ou faire pêcher, saler ou vendre ledit poisson nommé blanche ou blacquet, ni

aucun frai de poisson.

III. Défendons aussi, sous les mêmes peines, à tous pêcheurs, sermiers des parcs & d'autres pêcheries exclusives, de pécher ou saire pêcher dans l'enceinte desdits parcs ou pêcheries exclusives, de saler ni vendre ledit poisson nommé. blanche ou blacquer, ni aucun frai de poisson,

de quelque nature qu'il soit.

IV. Ordonnons que les parcs & autres pêcheries exclusives, où il aura eté pêché deux fois dudit possson nommé blanche ou blacquet, ou du frai de possson, seront détruits sans pouvoir être rétablis par la suite, pour quelque cause & fous quelque prétevte que ce soit; & que les propriétaires d'iceux soient privés du droit de parc & de pécherie exclusive.

V. Faisons défenses à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles puissent être, d'enlever ou saire enlever le poisson nommé blanche ou blacquet, ni aucun frai de poisson, soit pour nourrir les porcs, volailles & autres animaux, sumer & engraisser les terres & le pied des arbres, & pour tout autre usage que ce puisse être; à peine de confiscation des chevaux & harnois, & de cinquents livres d'amende pour la premiere sois, & de punition corporelle en cas de récidive.

VI. Défendons à tous marchands, chassemarées, marayeurs, poissonniers, vendeurs, regrattiers depoisson, & à tous autres, ensemble à tous receveurs, commis & autres chargés de la vente du poisson forain & étranger, d'acheter ni d'exposer en vente le poisson nommé blanche ou blacquet, ni aucun frai de poisson; à peine de saisse & consistation, & de cinquante livres d'amende pour la première sois, & de punition

corporelle, en cas de récidive.

VII. Déclarons les peres, meres & chefs des familles, responsables des amendes encourues par leurs enfans & autres qui demeureront encore avec eux; & les maîtres, de celles auxquelles leurs valets & domestiques auront été condamnés, pour contravention aux présentes.

VIII. Dans le cas où la peine des galeres est ordonnée contre les hommes, la peine du fouet & du bannissement, à temps ou à perpétuité, sera ordonnée contre les semmes, les silles & les

veuves, suivant la qualité du délit.

IX. Déclarons comprendie, fous le nom de frai de poisson, tous les petits poissons nouvellement éclos, & qui n'auront pas trois pouces de longueur au moins entre l'œil & la queue : permettons néanmoins aux pêcheurs & à tous autres de défouir des sables qui restent à sec de bassemer les poissons qui s'ensablent pour sérvir d'appât à leurs pêches, tels que sont les éguilles, équilles, lançons & autres poissons de semblable espece.

X. Ordonnons aux Officiers des Amirautés, chacun dans leur ressort, de veiller exactement à ce qu'il ne soit point pêché du poisson nommé blanche ou blacquet, ni aucun frai de poisson; qu'il n'en soit point aussi débarqué sur les greves, quais, ports & havres; & seront les délinquans poursuivis, à la requête & diligence de notre

Procurent à leur Siege.

XI. Enjoignons à nos Procureurs, dans les Amirautés, de donner avis aux Officiers des Classes des maîtres qui, pour contravention aux Présentes, seront déclarés déchus de leur qualité de maître; &, sur ledit avis, voulons que les dits Officiers des Classes les raient du registre.

750

des maîtres, les portent sur celui des matelots, & les commandent en cette qualité pour servir

fur nos vaisseaux.

XII. Ordonnons à tous les Officiers chargés de la police, dans les Villes de notre Royaume, d'empêcher la vente & le transport du poisson nommé blanche on blacquet, & du frai de poisson, dans les lieux & endroits qui font de leur compétence, & seront les délinquans poursuivis à la requête & diligence de notre Procureur à leur Siege.

XIII. Leur enjoignons d'informer notre Procureur du Siege de l'Amiranté dans laquelle ledit poisson nommé blanche ou blacquet, où le frai de poisson aura été pêché, du nom des pêcheurs qui l'auront vendu auxdits marchands, chasse-marées, marayeurs, poissonniers, ven-

deurs & regrattiers de poisson.

XIV. Les Sentences qui interviendront contre les délinquans feront exécutées pour les condamnations d'amende, nonobstant l'appel, & sans préjudice d'icelui, jusqu'à concurrence de trois cents livres, sans qu'il puisse être accordé de désenses, même lorsque l'amende sera plus forte que jusqu'à concurrence de ce qui excédera ladite somme de trois cents livres.

XV. Ceux qui appelleront desdites Sentences feront tenus de faire statuer sur leur appel, ou de le mettre en état d'être jugé définitivement dans un an du jour & date d'icelui; sinon & à faute de ce faire, ledit temps passé, ladite Sentence sortira son plein & entier effet, & l'amende sera distribuée conformément à ladite Sentence, & le dépositaire d'icelle bien & va-

lablement déchargé. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant nos Cours de Parlement, que ces Présentes ils fassent lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, Arrêts, Ordonnances, Réglemens, Clameur de Haro, Charte Normande, & autres choses à ce contraires, auxquelles Nous avons dérogé & dérogeons par cesdites Présentes: voulons qu'aux copies d'icelles, collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers Secretaires, foi soit ajoutée comme à l'original : Car tel est notre plaisir; en témoin de quoi Nous avons fait mettre notre Scel à cesdites Présentes. Donnée à Versailles, le vingt-quarrieme jour de Décembre, l'an de grace mil sept cent vingt-six, & de notre regne le douzieme. Signé, LOUIS. Et plus bas, par le Roi, PHELYPEAUX.

Vu au Confeil, LE PELETIER. Et scellée

du grand sceau de cire jaune.

Registré, oui & ce requérant le Procureur-Général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Bailliages, Sénéchaussées & Sieges des Amirautés du ressort, pour y être lues, publices & registrées. Enjoint aux Substituts du Procureur-Général du Roi, d'ytenir la main, & d'en certister la Cour dans le mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, le vingtneuf Janvier mil sept cent vingt-sept.

Signé, YSABEAU.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT

DU ROI,

QUI permet l'usage des Bateaux, nommés Acons, aux possesseurs des Bouchots établis sur les côtes d'Esnandes & de Charon, Amirauté de la Rochelle.

Du 11 Janvier 1727.

EXTRA!T DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

SUR ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, qu'il est absolument nécessaire que les possesseurs des pêcheries nommées bouchots, établies sur les côtes des paroisses d'Esnandes & de Charon, Amirauté de la Rochelle, se servent de bateaux nommés acons, dans lesquels un homme seul s'embaraque, & qu'il fait couler sur la vase, ayant un pied dedans le bateau, & l'autre dehors, pour aller chercher le poisson qui se trouve arrêté dans les filets & engins qui sont tendus à l'ouverture desdits bouchots, & prendre les moules

qui se nourrissent & multiplient sur les pieux & clayonnages d'iceux; quoique lesdits bateaux ne soient composés que de trois planches sans quilles, mâts, voiles ni gouvernail, & du genre de ceux défendus par la Déclaration du 23 Avril dernier : qu'il est impossible de communiquer auxdits bouchots d'une autre maniere, attendu que toute la côte est couverte d'une vase molle, sur laquelle il n'est pas possible de marcher; & que, si Sa Majesté n'a la bonté de permettre l'usage desdits bateaux aux possesseurs desdits bouchots, ils seront forcés d'abandonner la pêche qu'ils ont pratiqué jusqu'à présent. A quoi Sa Majesté ayant égard, vu ladite Déclaration du 23 Avril dernier : oui le rapport & tout considéré, Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que, nonobstant les dispositions portées par ladite Déclaration du 23 Avril dernier, les possesseurs des pêcheries nommées bouchots, établies sur les côtes des paroisses d'Esnandes & de Charon, pourront faire usage des bateaux nommés acons, pour aller chercher le poisson qui se trouvera arrêté dans les filets & engins qui sont tendus à l'ouverture desdits

bouchots, & pour aller prendre les moules attachées aux pieux & clayonnages d'iceux; enforte cependant qu'il ne subsistera qu'un seul bateau pour le service de chacune desdites pêcheries : leur défend Sa Majesté de s'en servir pour faire aucune autre pêche; à peine de faisse & de confiscation desdits bateaux, & de cinquante livres d'amende pour la premiere fois, & de pareille amende & confiscation, en cas de récidive; en outre, de ne pouvoir plus faire usage du bateau nommé acon. Veut, au surplus, Sa Majesté, que la Déclaration du 23 Avril dernier, soit exécutée selon sa sorme & teneur; &, en conféquence, fait défenses à toutes perfonnes, autres que les possesseurs des bouchots, d'avoir des bateaux fans quilles, mâts, voiles ni gouvernail,

Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Comte de Toulouse, Amiral de France, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, qui sera registré au Gresse de l'Amirauté de la Rochelle. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Marly le onzieme Janvier mil sept

cent vingt-fept. Signe, PHELYPEAUX.

DÉCLARATION DU ROI,

CONCERNANT les Pêches à pied & Tentes à basse eau sur les côtes des provinces de Flandres, Pays conquis & reconquis, Boulonnois, Picardie & Normandie.

Donnée à Versailles le 18 Mars 1726.

OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. Nous avons, par notre Déclaration du 23 Avril dernier, interdit l'usage des filets & instrumens traînans; & par celle du 24 Décembre aussi dernier, Nous avons défendu la pêche, le transport & la vente du frai de poisson de mer; Nous n'avons rendu ces Déclarations que pour conferver le frai du poisson, & le poisson du premier âge, à l'effet de procurer l'abondance du poisson de mer, & de rendre les côtes de notre Royaume ausli poissonneuses, qu'elles l'étoient par le passé; mais, comme il pourroit être commis des abus par rapport aux pêches permifes à la côte, qui détruiroient le frai du poisson, & le poisson du premier âge, Nous avons réfolu de régler la forme dans laquellé elles pourront être faites, la grandeur des mailles des filets qui y seroient employés, & la ma-

niere dont ils seront établis. A ces causes & autres à ce Nous mouvans , de l'avis de notre Confeil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, Nous, en interprétant, en tant que de besoin, l'Ordonnance du mois d'Août 1681, avons dit, déclaré & ordonné; difons, déclarons & ordonnons, voulons & Nous plaît, que la pêche fur les bords de la mer soit & demeure libre & commune à tous nos Sujets qui pourront la faire & pratiquer avec les rets, filets, engins & instrumens permis par ces Présentes; &, en conséquence, leur permettons de faire à la côte, dans les baies, & aux embouchures des rivieres, les pêcheries dont la police fera ci-après réglée, même d'y pratiquer les nouvelles pêcheries qu'ils pourroient inventer, pourvu qu'ils se conforment, pour celles dont les filets seront montés sur des pieux, piquets ou piochons, à la police qui sera réglée pour les bas parcs; &, pour celles qui seront pratiquées avec des filets flottés, à la police qui sera réglée par les tentes de basse eau; le tout à peine, contre les contrevenans, de confiscation des rets, filets, engins, instrumens, pieux, piquets ou piochons, & de vingt-cinq livres d'amende pour la premiere sois, de pareille confiscation, & de cinquante livres d'amende, en cas de récidive.

TITRE PREMIER.

Des Hauts Parcs.

ARTICLE PREMIER:

Les mailles des filets servant aux pêcheries nommés hauts parcs ou étangs, étates, hautes pentieres, hauts étaliers, palis, marsaiques & haranguieres, seront d'un pouce ou de neuf lignes en quarré; & le filet sera tendu en telle sorte, que le bas ne touche point aux sables, & qu'il en soit éloigné de trois pouces au moins.

II. Les perches sur lesquelles les filets desdites pêcheries seront tendus, auront au plus quinze pieds de hauteur hors des sables, seront éloignées, les unes des autres de huit pieds au moins, & plantées, en droite ligne, d'un bout à terre, & de l'autre, à la mer: permettons néanmoins aux pécheurs de faire, à l'extrêmité de la ligne du côté de la mer, une espece de demienceinte ou crochet, qui sera formée avec de pareilles perches, & garnie d'un semblable filet.

III. Ordonnons à tous ceux qui pratiqueront lesdites pêcheries, de les éloigner, les unes des

autres, de six brasses au moins.

IV. Les rets entre roches, taversis & muletieres, seront censés du genre des hauts parcs; &, comme tels, Nous permettons à ceux qui les voudront pratiquer, de les former avec des perches de quinze pieds de haut, & des filets ayant les mailles d'un pouce ou neuf lignes au moins en quarré, à condition de se conformer, pour le surplus, à la police établie pour les hauts parcs.

V. Faisons défenses aux pêcheurs & à tous autres de se fervir des filets des hauts parcs pour garnir aucune autre pêcherie que ce soit.

VI. Les dispositions, contenues aux articles du présent titre, seront exécutées; à peine, contre les contrevenans, de confitcation des filets, & des perches sur lesquelles i s seront tendus, & de vingt cinq livres d'amende pour la première sois; de pareille confiscation, & de cinquante livres d'amende, en cas de récidive.

VII. Déclarons ne permettre les pêcheries, contenues au préfent titre, avec les filets y mentionnés, dont les mailles font au-dessous de deux pouces en quarré, que parce qu'il ne s'y peut prendre que des poissons passagers à la côte, tels que sont les harengs, celans, fardines, maqueraux, fansonnets, roblots, bars, mulets, lieux, colins & surmulets qui se maillent dans lesdits filets.

TITRE II.

Des Bas Parcs.

ARTICLE PREMIER:

Les filets servant aux pêcheries nommés bas parcs ou tournées, fourées, foures, courtines, bas étaliers & venets, auront les mailles de deux pouces au moins en quarré, & ils seront attachés à des pieux, piquets ou piochons, plantés, à cet effet, dans les sables sur lesquels le filet sera tendu, sans qu'il y puisse être enfoui.

II. Les pieux, piquets ou piochons, qui formeront les dites pêcheries auront au plus quatre pieds de hauteur hors des sables, ils pourront être plantés en équerre, fer à cheval, demicercle ou crochet, & seront éloignés, les uns

des autres, d'une brasse au moins.

Ill. L'ouverture ou embouchure des pêcheries qui feront formées en équerre, fer à cheval, & en demi-cercle, ne pourra être que de cin-

quante brasses au plus.

IV. Lesdites pêcheries, formées en équerre; ne pourront avoir les ailes, pannes, bras ou côtés, que de cinquante brasses de long; & celles formées en ser à cheval, & en demi-cercle ou crochet, ne pourront avoir que cent brasses de contour; ensorte que, pour la garniture de chacune desdites pêcheries, il ne puisse être employé que cent brasses de filets.

V. Ordonnons aux pêcheurs, & à tous autres qui planteront les pieux, piquets ou piochons de leurs pêcheries en forme d'équerre, de les placer en ligne droite, pour ne former qu'un seul angle

dans le fond de la pêcherie.

VI. Lesdites pécheries ne pourront être établies qu'à la distance de vingt brasses les unes des autres; il pourra néanmoins en être placé d'autres au-dessus & au-dessous des pêcheries déjà établies, pourvu qu'elles soient sur la même ligne, allant de la côte à la mer, & à la distance de dix brasses, au moins de l'angle ou du fond de la pêcherie qui en sera la plus proche.

VII. Toutes lesdites pêcheries, soit qu'elles soient placées les unes au-dessus des aurres, ou qu'elles le soient à côté, seront censées du genre des bas parcs, & comme telles, ne pourront être montées que d'un filet ayant les mailles de

deux

753

deux pouces en quarré qui ne pourra être enfoui

dans le fable.

VIII. Il pourra être mis au fond desdites pêcheries, des guideaux, benâtres, verveux & autres instrumens dénommés au titre V des Présentes, pourvu qu'ils soient faits dans la forme

qui y fera prescrite.

IX. Les dispositions contenues aux articles du présent titre, seront exécutées, à peine, contre les contrevenans, de confiscation des filets & des pieux, piquets ou prochons sur lesquels ils seront tendus, & de vingt-cinq livres d'amende pour la premiere sois, de pareille confiscation, & de cinquante liv. d'amende, en cas de récidive.

TITRE III.

Des Parcs de Filets couverts & non couverts.

ARTICLE PREMIER.

Les rets servant à la pêcherie des parcs de filets, soit couverts ou non couverts, qui sont aussi connus sous le nom de perd-temps, auront les mailles de la chasse, de l'enceinte & de la couverture, de deux pouces, au moins, en quarré.

II. Ils feront attachés sur des pieux, piquets ou piochons, qui ne pourront être élevés que de quatre pieds au-dessus des fables, & seront tendus de manière que le bas n'y soit point en-

foui.

III. Les pieux, piquets ou piochons, tant de l'enceinte que de la chasse du parc, seront éloignés, d'une brasse au moins, les uns des autres.

: IV. La longueur de la chasse, qui aboutit à l'embouchure du parc, ne pourra être que de

trente braffes au plus...

V. Les dispositions, contenues aux articles du présent titre, seront exécutées, à peine, contre les contrevenans, de confiscation des filets & des pieux, piquets ou piochons, sur lesquels ils seront tendus, & de vingt-cinq livres d'amende pour la première sois, de pareille confiscation, & de cinquante liv. d'amende, eu cas de récidive.

TITRE IV.

Des' Ravoirs.

ARTICLE PREMIER.

Les filets servant aux pêcheries nommées ravoirs simples ou rets entre l'eau, auront les mailles de deux pouces au moins en quarré;

Tome, 11.

& ceux, servant aux ravoirs ou rets entre l'eau tramaillés, auront les mailles de la toile, nape, slue ou ret du milien, de deux pouces aussi en quarré au moins; & celles des tramaux ou hameaux qui sont des deux côtés, seront de neuf pouces au moins en quarré.

II. Lesdits filets seront attachés à des pieux, piquets ou piochons; & ils y seront tendus, de maniere que le bas, qui sera retroussé, soit éloi-

gné du fable de fix pouces au moins.

III. Les pieux, piquets ou piochons, qui formeront lesdites pêcheries, auront au plus quatre pieds de hauteur hors des sables; ils seront éloignés, d'une brasse au moins, les uns des autres, & plantés en droite ligne.

IV. Chacune desdites pêcheries sera éloignée, l'une de l'autre, de dix brasses au moins.

V. Les dispositions, contenues aux articles du présent titre, seront exécutées, à peine, contre les contrevenans, de confiscation des filets & des pieux, piquets ou piochons, sur lesquels ils feront tendus, & de vingt-cinq livres d'annende pour la premiere sois, de pareille confiscation, & de cinquante livres d'amende, en cas de récidive.

TITRE V.

De la Pécherie nommée Guideaux à bas étaliers, & de celles nommées Benàtres & Verveux, & autres Pécheries non flottées, montées sur piquets.

ARTICLE PREMIER.

Les filets qui serviront aux pêcheries nommées guideaux à bas étaliers & guideaux volans; aux benâtres volans, bâches, chausses, sacs, gonnes, tonnes & nasses; aux verveux, clirets, entonnoirs & tonnelles volans; & aux autres pêcheries non flottées, montées sur piquets, auront les mailles de deux pouces en quarré au moins.

II. Les filets qui ferviront à la pécherie des guideaux à bas étaliers ou guideaux volans, feront faits en forme de chausse, & seront posés entre deux pieux, piquets ou piochons, qui ne pourront être élevés de plus de quatre pieds audessus des sables; & il sera observé une distance, d'une brasse au plus, de l'un à l'autre pieur, piquet ou piochon.

III.. Les filets qui formeront la pêcherie des benâtres volans, bâches, chausses, facs, gonnes, tonnes & nasses, feront faits dans la même forme que ceux des guideaux à bas étaliers, & attachés à un chassis ou carrure de bois, qui sera pareillement posé entre deux pieux, piquets ou

Ccccc

piochons, éloignés d'une braffe au plus, l'un de l'autre, & qui ne pourront aussi être élevés plus

de quatre pieds au-dessus des sables.

IV. Les filets qui serviront à la pêcherie des verveux, clirets, entonnoirs & tonnelles volans, seront faits en forme d'entonnoir, dont l'entrée sera amarrée sur un demi-cercle de bois, qui sera arrêté par une traveise de corde; & le reste du filet sera tenu ouvert par plusieurs cerc'es de bois, qui seront éloignés, de deux pieds au moins, les uns des autres : les distissilets, ainsi formés, seront posés entre deux pieux, piquets cu piochons, qui ne pourront aussi être élevés de plus de quatre pieds an-dessus des fables, & qui feront éloignés, l'un de l'autre, de deux brasses au plus.

V. Les pêcheries, ci-dessus nommées, ne pourront être que de dix brasses de long au plus; il en pourra être établi d'autres au-dessus & au-dessous, pourvu qu'elles foient éloignées, les unes des autres, de quinze brasses au moins.

VI. Les filets & instrumens, servant aux pêcheries mentionnées au présent titre, pourront être placés à l'ouverture ou égoûts des bouchots ou parcs de clayonnage, depuis le premier Octobre jusqu'au dernier Avril.

VII. Lesdits filets & instrumens pourront aussi être placés au fond des bas parcs, pendant toute

l'année.

VIII. Les dispositions, contenues aux articles du présent titre, seront exécutées, à peine, contre les contrevenans, de confiscation des silets & instrumens, & des pieux, piquets ou piochons, sur lesquels ils seront tendus, & de vingt-cinq livres d'amende pour la premiere sois, de pareille confiscation, & de cinquante liv.

d'amende, en cas de récidive.

1X. Les pêcheurs & tous autres qui voudront
pratiquer les autres pêcheries non flotrées, mon-

pratiquer les autres pêcheries non flottées, montées sur pieux, piquets ou piochons, connus sous tel nom & dénomination que ce puisse être, seront tenus d'observer la police réglée par le présent titre pour la maille des filets, la hauteur des pieux, piquets ou piochons, leur éloignement de l'un à l'autre, & la distance de chaque pêcherie, sous les peines y portées.

TITRE VI

Des Havenets,

ARTICLE PREMIER.

Les mailles des rets qui formeront les facs des havenets, connus aussi sous les noms de havets, havaux, bichettes, grands savenelles & sanon-

ceaux, feront de quinze lignes au moins en quarré; à peine de confiscation des rets & filets, & de vingt-einq livres d'amende pour la premiere fois, de pareille confiscation, & de cinquante livres d'amende, en cas de récidive.

II. Lesdits filets seront montés sur deux perches croisées, qui auront chacune douze à quinze pieds de long, & qui seront tenues ouvertes par une traverse de bois, qui sera placée proche l'endroit où les dites perches seront croisées: l'ouverture du filet ne pourra avoir que quinze pieds de large au plus; & la corde qui sera mise au bout desdites deux perches, pour soutenir ledit filet, ne pourra être chargée que d'un quarteron de plomb par brasse: le tout à peine de pareilles amendes & confiscations.

111. Faisons défenses, sous les mêmes peines, à ceux qui se terviront dudit instrument, de le pousser ni traîner devant eux sur les sonds où ils

feront la pêch**e.**

TITRE VII.

Du Bouteux ou bout de Quieurc, & autres instrumens qui servent pour la Péche des Chevrettes & Salicots.

ARTICLE PREMIER.

Le ret qui formera le sac du bouteux ou bout de quieure, connu aussi sous les noms de buhautier, saunets, saures, lanets, paniers, ruches, ruchers, chapeau à fauterelles & grenadiers, aura la maille de six lignes au moins en quarré.

11. Il fera attaché sur une sourche ou sur un cercle, sans qu'il puisse y être mis, au lieu de filet, de la toile ou sac à tamis, sous prétexte de prendre des puces & des sauterelles de mer.

III. La traverse de cet instrument sera formée d'un baton rond, ou d'une corde, qui ne pourra être chargée que d'un quarteron de plomb au

plus.

IV. Les pêcheurs & tous autres ne pourront se servir dudit instrument pour faire la pêche, pendant les mois de Mars, Avril, Mai, Juin, Juillet & Août.

V. Les articles ci-dessus seront exécutés, à peine, contre les contrevenans, de confiscation des filets & instrumens, & de vingt-cinq livres d'amende pour la premiere fois, de pareille confiscation, & de punition corporelle, en cas de récidive.

VI. Sera néanmoins permis aux pêcheurs & à tous autres de faire la pêche des chevrettes & falicots, pendant toute l'année, avec la chauz

diere & autres instrumens sédentaires sur les sonds & entre les roches, pourvu que les mailles des silets, qui seront attachés aux dits instrumens, aient au moins six lignes en quarré; à peine, contre les contrevenans, de consistation des silets & instrumens, & de vingt-cinq livres d'amende pour la première sois, de pareille consistation, & de cinquante livres d'amende, en cas de récidive.

VII. Leur permettons aussi de se servir de claies, paniers, bouraques, nasses, caziers, & autres semblables engins formés d'osier à jour, pour faire la pêche de crabes, homards, rocailles & poissons à croute; à condition que les verges seront éloignées, les unes des autres, de douze lignes au moins; à peine, contre les contrevenans, de pareilles amendes & confiscations.

TITRE VIII.

Du Carreau.

ARTICLE PREMIER.

Le filet du carreau, connu aussi sous les noms de hunier & échiquier, aura les mailles de six lignes en quarré au moins; à peine de confiscation, & de vingt-cinq livres d'annende pour la premiere sois, de pareille confiscation, & de punition corporelle, en cas de récidive.

Il. Faisons défenses, sous les mêmes peines, aux pêcheurs & à tous autres, de faire la pêche avec ledit filet, pendant les mois de Février, Mars, Avril, Mai, Juin, Juillet, Août & Septembre.

TITRE IX.

Des Rets & Filcts flottées, & Tentes à la basse e.u.

ARTICLE PREMIER.

Pourront être tendus, à la côte à la basse eau, les silets nommés folles, demi-folles, grandes & petites canieres, grandes & petites pentieres, grands & petites rieux, cibaudieres, fix doigts, mailles royales, lesques, bretellieres, haussieres, siues, stotées, muletieres, rets à crocs, rets entre roches, traversis, maqeureaulieres, trameaux, & tous autres rets de pied flottés, pourvu que la maille soit de la grandeur ci-après prescrite.

II. Les mailles des folles auront cinq pouces en quarré au moins; & celles des demi-folles, grandes canieres, grandes pentieres, & grands rieux, auront au moins trois pouces en quarré.

III. Les mailles des petites canieres, petites pentieres, petits rieux, cibaudieres, fix doigts,

mailles royales, lesques, bretellieres, haussieres, flues, flottées, muletieres, rets à croc, rets entre roches, traversis, maquereaulieres, trameaux, & tous autres rets de pied flottés qui se tendent sur les sables & greves, connus sous tels noms & dénominations que ce puisse être, auront au moins deux pouces en quarré.

IV. Les trameaux sédentaires & toutes autres especes de rets tramaillés auront les mailles de la toile, nape, slue, seuillure ou ret du milieu, de deux pouces au moins en quarré; les mailles des trameaux ou hameaux, des deux côtés, seront de neuf pouces, aussi en quarré; & le bas dudit silet ne pourra être garni que de pierres ou de torques de pailles.

V. Les articles, contenus au présent titre, seront exécutés à peine, contre les contrevenans, de confiscation, & de vingt cinq livres d'amende pour la première sois; de pareille confiscation, & de cinquante liv. d'amende, en cas de récidive.

TITRE X.

De la Police commune à toutes les Péches à pied, & Tentes à la basse eau.

ARTICLE PREMIER.

Faisons défenses à tous ceux qui seront la pêche à la côte avec des rets, filets, engins & instrumens montés sur perches, piquets, pieux ou piochons, de les tendre dans le passage ordinaire des vaisseaux, ni à deux cents brasses près; à peine de faisse & confsication des rets, filets, engins, instrumens, perches, piquets, pieux ou piochons; de cinquante livres d'amende, & de réparations des pertes & dommages que ces pêcheries auront cansés.

II. Faisons pareillement défenses à toutes perfonnes de trainer à la côte, dans les baies & aux embouchures des rivieres aucuns des filets & instrumens dénommés dans les présentes, ni aucun autre, sous quelque dénomination que ce foit, & pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de confiscation des filets & instrumens, & de cent livres d'amende pour la premiere sois, de pareille consiscation, & de trois ans de galeres, en cas de récidive.

III. Défendons aussi à toutes personnes, sous les mêmes peines, de se fervir, pour battre l'ean, piquer & brouiller les sonds, de perches serrées & pointues, de cabheres, pierres, boulets, chaînes de fer & tous autres instrumens.

IV. Défendons pareillement à toutes personnes de faire à la basse eau, soit à pied ou à cheval, la pêche avec des herses, rateaux &

Cecce ij

autres semblables engins & instrumens qui grattent & brouillent les fonds; à peine de confiscation des chevaux, harnois & instrumens, & de cent livres d'amende pour la premiere fois; de pareille confiscation, & de trois ans de galeres,

en cas de récidive.

V. Il y aura toujours, au Greffe de chaque Siege d'Amirauté, un modele des mailles de chaque espece de filets dont les pêcheurs de pied, riverains & tendeurs de baffe eau demeurant dans l'étendue de la Jurisdiction, se serviront, pour faire la pêche à la côte, dans les baies, & aux embouchures des rivieres : enjoignons à nos Procureurs des Amirautés de tenir loigneusement la main à l'exécution du présent article, à peine de répondre des contraventions en leur nom.

VI. Les pêcheurs & tous autres qui auront des fi ets pour les pêcheries dénommées dans les présentes, dont les mailles ne seront pas de la proportion qui y est marquée, seront tenus de les démontrer & de les employer à d'autres usages, dans le terme d'un mois du jour de l'enrégistrement desdites présentes au Siege de l'Amirauté de leur ressort, à peine, après ledit temps passé, de cent livres d'amende & de confiscation desdits filets, que Nous ordonnons être brûlés publiquement.

VII. Défendons aux marchands fabricateurs de rets & filets, & à tous autres, de faire ou fabriquer, vendre ou garder chez eux aucuns filets propres pour lesdites pêcheries, dont les mailles feront d'un calibre moindre qu'il n'est porté par les présentes; à peine de confiscation d'iceux, & de trois cents livres d'amende, le tiers appli-

cable au dénonciateur.

VIII. Enjoignons aux Officiers de l'Amirauté, chacun dans leur ressort, de faire, un mois après l'enrégistrement des Présentes, une exacte perquisition de tous les filets propres pour les pécheries de pied & tentes de basse eau, dont les mailles ne seront pas de la proportion réglée par ces présentes, tant dans les maisons des pêcheurs que dans celles des autres riverains de la mer, privilégiés & non privilégiés, qui pourront être soupçonnés d'avoir des filets défendus, & d'en dresser des procès-verbaux qu'ils Nous enverront quinzaine après la confection d'iceux.

IX. Voulons que lesdits Officiers de l'Amirauté, chacun dans leur reffort, fastent, dans les mois de Mars & de Septembre de chacune année, à peine d'interdiction de leurs charges, une visite exacte des rets, filets, engins & instrumens des pêcheurs de leur district; ensemble des pêcheries exclusives, & de celles qui font libres & permises par ces Présentes, à l'estet de faire exécuter les dispositions portées par cesdites présentes, par notre Déclaration du vingt-trois Avril dernier, & par les Ordonnances des Rois

nos prédécesseuts.

X. Voulons aussi qu'ils fassent en même temps visite & perquisition chez tons les riverains de la mer, privilégiés ou non privilégiés, qui pourront être soupçonnés d'avoir des filets défendus; & que, de chaque visite qu'ils seront, ils dressent des procès-verbaux, qu'ils Nous enverront quinzaine après la confection d'iceux, à l'effet de quoi Nous les avons dispensés & dispensons des quatre visites auxquelles ils étoient tenus, par chaque année, par l'article XXIV de notre Déclaration du vingt-trois Avril dernier.

XI. Ordonnons aux Officiers des Classes. lorsqu'ils seront la revue des gens de mer dans les paroisses de leur quartiers, de faire en même temps la visite des pêcheries exclusives, & de celles qui sont libres & permises par ces Préfentes; enfemble des rets, filets, engins & inftrumens des riverains, pêcheurs de pied & tendeurs de basse eau; &, s'il s'en trouve d'abusifs & défendus par nos Ordonnances & par ces Présentes, d'en donner avis à notre Procureur au Siege de l'Amirauté du ressort, pour pour-

fuivre les délinquans.

XII. Faisons défenses aux Seigneurs des fiefs voisins de la mer, & à tous autres, de lever aucun droit, en deniers ou en especes, sur les pêcheries de pied & tentes de basse ean, & de s'attribuer aucune étendue de côtes & de greves pour y pêcher à l'exclusion d'autres, sinon, en vertu d'aveux & dénombremens, rendus en nos Chambres des Comptes avant l'année 1544, ou de concession en bonne sorme, à peine de restitution du quadruple de ce qu'ils auront exigé,

& de quinze cents livres d'amende.

XIII. Défendons, en conséquence, aux propriétaires & fermiers des pêcheries exclusives confervées, de troubler ni inquiéter les pêcheurs de pied, riverains, tendeurs de basse eau & tons autres qui tendront leurs rets, filets, engins & instrumens, tant flottés que non flottés à dix brasses du fond desdites pêcheries exclusives, à peine d'amende arbitraire, ni d'exiger desdits pêcheurs aucune chose, à peine de concussion.

XIV. Faisons défenses à tous Gouverneurs; Officiers & Soldats des Istes & des Forts, Villes & Châteaux construits sur le rivage de la mer, d'apporter aucun obstacle à la pêche dans le voisinage de leurs places, & d'exiger des pêcheurs, argent ou poisson, pour la leur permettre, à peine, contre les Officiers, de perte de leurs emplois, &, contre les Soldats, de punition corporelle.

XV. Déclarons les peres, meres & chefs de

famille responsables des amendes encourues par leurs enfans & autres, qui demeureront encore avec eux, & les maîtres, de celles auxquelles Ieurs valets & domestiques auront été condamnés, pour contravention aux Présentes.

XVI. Dans le cas où la peine des galeres est ordonnée contre les hommes, la peine du fouet & du bannissement, à temps ou à perpétuité, sera ordonnée contre les semmes, les filles & les veuves, suivant la qualité du délit.

TITRE XI.

Des Amendes.

ARTICLE PREMIER.

Les contraventions aux articles des Présentes feront poursuivies à la requête de nos Procureurs dans les Amirautés; & les Sentences qui en interviendront, contre les délinquans, seront exécutées, pour les condamnations d'amendes, nonobstant l'appel & sans préjudice d'icelui, jusqu'à concurrence de trois cents livres, sans qu'il puisse êrre accordé de désenses, même lorsque l'amende sera plus sorte que jusqu'à concurrence de ce qui excédera ladite somme de trois cents livres.

II. Ceux qui appelleront desdites Sentences, seront tenus de faire statuer sur leur appel, ou de le mettre en état d'être jugé définitivement dans un an du jour & date d'icelui; sinon & à faute de ce saire, ledit temps passé, ladite Sentence sortira son plein & entier effet, & l'amende sera distribuée conformément à ladite Sentence, & le dépositaire d'icelle bien & valablement déchargé.

Le contenu en nosdites Présentes sera exécuté dans nos provinces de Flandres, pays conquis & reconquis, Boulonnois, Picardie & Nor-mandie.

Seront, au furplus, l'Ordonnance du mois d'Août 1681, concernant la pêche, & la Déclaration du 23 Avril dernier, exécutées, selon leur forme & teneur, en ce qui n'y est dérogé par ces Présentes.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenans nos Cours de Parlement, que ces présentes ils fassent lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, Arrêts, Ordonnances, Réglemens, Clameur de Haro, Charte Normande & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons par cesdites présentes. Voulons qu'aux copies d'icelles, collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers Secretaires, foi soit ajoutée comme à l'original. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi, nous avons fait mettre notre Scel à cesdites présentes. Donnée à Versailles le dix-huitieme jour du mois de Mars, l'an de grace mil sept cent vingt-sept, & de notre regne le douzieme. Signé, LOUIS. Et plus bas, par le Roi, PHELYPEAUX. Et scellée du grand sceau de cire jaune.

Registrée, oui & ce requerant le Procureur-Général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur; & copies collationnées, envoyées à Sieges des Amirautés du ressort, pour y être lues, publiées & registrées: Enjoint aux Substituts du Procureur-Général du Roi, d'y tenir la main, & d'en certisier la Cour dans un mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, le huit Mai mil sept cent vingt-sept.

Signé, YS ABEAU.

DÉCLARATION DU ROI,

Au sujet de la pêche des Moules dans les Provinces de Flandres, pays conquis & reconquis, Boulonnois, Picardie & Normandie.

Donnée à Versailles, le 18 Décembre 1728.

L OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. Les parcs ou réservoirs dans lesquels les marchands & voituriers de moules déposent celles qu'ils achetent des pêcheurs, occasionnent la plus grande partie des abus qui se pratiquent dans la pêche des moules; ces marchands, par le moyen de ces dépôts, se rendent les maitres du prix de ce coquillage, qu'ils augmentent, suivant qu'ils le jugent à propos: ils engagent le plus de monde qu'ils peuvent pour faire cette pêche, & achetent d'eux, à l'encombrement & fans diffinction, toutes les moules qui en proviennent; ce qui fait que celles qui sont en état d'être pêchées, celles qui ne le sont point, & même le frai sont encillies indistinctement : ces moules livrées font mifes dans les parcs ou réfervoirs; los fque les marchands veulent les vendre, ils font obligés de les detacher les unes des autres; & ils la leat fur la côte, au gré des flots, celles qui, par teur petitesse, ne peuvent être conformées, lesquelle confistent ordinairement à plus de la moitié de celles qu'ils ont achetées; &, comme cette maniere de pêcher, qui est pratiquée en contravention de ce qui est poné par l'Ordonnance du mois d'Août 1681, a détruit plufieurs moulieres, & en a rendu d'autres infructueuses, Nous avons résolu de renouveller les discositions portées par ladite Ordonnance, & d'y en ajouter de nouvelles pour conserver à nos Sujets un coquillage dont il se fait un grand usage, particuliérement sur les côtes de la mer. A CES CAUSES & autres à ce Nous mouvans, de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, Nous avons dit, déclaré & ordonné, &, par ces préfentes fignées de notre main, difons, déclarons & ordonnons, voulons & Nous plait ce qui suit:

TITRE PREMIER.

De la pêche des Moules sur les moulieres qui découvrent de basse mer.

ARTICLE PREMIER.

Les pêcheurs & tous autres se serviront, pour cueillir les moules qui seront en état d'être pêchées sur les moulieres qui découvrent de basse mer, de coureaux de ser de deux pouces de large au plus, & qui ne pourront avoir que sept pouces de long, y compris le manche.

Il. Leur défendons de se fervir d'aucun autre instrument, soit de bois ou de ser, pour faire ladite cuillette, & pour arracher les moules des roches où elles peuvent être attachées.

III. Ils ne pourront faire ladite cuillette fans avoir ôté leurs chauffures, excepté pendant les mois de Novembre, Décembre, Janvier, Février & Mars.

IV. Leur faisons défenses de cueillir des moules qui aient moins de quinze lignes de long, à la réserve de celles qui croissent sur les moulieres de Luc, Lion & d'Hermanville, Amirauté d'Oystreham, qui pourront être cueillies à douze lignes de longueur.

V. Leur faisons pareillement défenses d'arra-

cher les moules en grosses poignées, ni le frai des moules, & de râcler les fonds des moulieres avec conteaux on autres instrumens de bois ou de fer.

VI. Les dispositions contenues aux articles du présent titre seront exécutées, à peine contre les contrevenans de confiscation des moules & instrumens, & de vingt-cinq livres d'amende pour la premiere tois; de pareille confiscation & de cinquante livres d'amende, en cas de récidive.

TITRE II.

De la pêche des Moules sur les moulieres qui ne découvrent point

ARTICLE PREMIER.

Les pêcheurs & tous autres se serviront de rateaux de bois garnis de dents de ser, pour faire la pêche des moules sur les moulieres qui ne découvrent point, leur faisons désenses de se servir, pour ladite pêche, d'aucun autre instrument.

 Il fera observé une distance de quinze lignes entre chacune des dents desdits rateaux.

III. Les dispositions, contenues aux articles du présent titre, seront exécutées, à peine contre les contrevenans de confication des moules & instrumens, & de vingt-cinq livres d'amende pour la premiere sois, de pareille confiscation & de cinquante livres d'amende, en cas de récidive.

TITRE III.

De la police commune à la pêche des Moules fur les moulieres qui découvrent de basse mer, & sur celles qui ne découvrent point.

ARTICLE PREMIER

Les pêcheurs & tous autres ne pourront dreiger dans les moulieres, à peine de confiscation des bateaux & instrumens, ensemble des moules qui auront été pêchées, & de cinquante livres d'amende contre les maitres pour la premiere fois; de pareille confiscation de cent livres d'amende, en cas de récidive.

II. Il ne pourra être fait aucun dépôt de moules dans des réfervoirs ou parcs, à peine de confication des moules, & de trois cents liv. d'amende contre ceux à qui lesdites moules appartiendront, & moitié de l'amende, ainsi que de la confication, appartiendra au dénonciateur.

III. Faisons détentes à toutes personnes de jetter sur les moulieres aucunes immondices, de quelque nature qu'elles puissent être, ni le lest des vaisseaux, à peine de trois cents livres d'a-

mende, dont moitié appartiendra au dénon-

ciateur.

IV. Donnons pouvoir aux Officiers des Amirautés dans le resfort desquels il se trouvera des moulieres en partie détruites, d'interdire la pêche sur lesdites moulieres pendant le temps, & dans les faisons qu'ils estimeront convenables pour parvenir à les rétablir.

V. Leur donnons aussi pouvoir d'interdire la pêche des moules fur les moulieres nouvellement découvertes, ou qui pourront l'être dans la suire, pendant le remps & dans les saisons qu'ils estimeront nécessaires pour que les moules puissent se former & acquérir leur grosseur

VI. Voulons que les moules qui auront été pêchées dans les temps défendus par les Officiers des Amirautés, soient confisquées, & que ceux qui les auront pêchées soient condamnés à vingt-cinq livres d'amende pour la premiere fois, &, en cas de récidive, à cinquante livres d'amende.

TITRE IV.

Des Amendes

ARTICLE PRÉMIER.

Les contraventions aux articles des présentes seront poursuivies à la requête de nos Procureurs dans les Amirautés, & les Sentences qui interviendront contre les délinquans feront exécutées pour les condamnations d'amende, nonobstant l'appel, & fans préjudice d'icelui, fans qu'il puille être accordé de défenses.

II. Ceux qui appelleront desdites Sentences feront tenus de faire statuer sur leur appel, ou de le mettre en état d'être jugé définitivement dans un an du jour & date d'icelui; finon & à faute de ce faire, ledit temps passé, lesdites Sentences fortiront leur plein & entier effet; & les amendes seront distribuées conformément

759 auxdites Sentences, & les dépositaires d'icelles bien & valablement déchargés.

III. Déclarons les percs, ineres & chefs de familles, responsables des amendes encourues par leurs enfans & autres qui demeureront encore avec eux; & les maîtres, de celles auxquelles leurs valets & domestiques auront été condamnés pour contravention aux presentes.

Le contenu en nosdites présentes sera exécuté dans nos Provinces de Flandres, pays conquis & reconquis, Boulonnois, Picardie & Normandie.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant nos Cours de Parlement, que ces Présentes ils fassent lire, publier & registrer; & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, Arrêts, Ordonnances, Réglemens, Clameur de Haro, Charte Normande, & autres choses à ce contraires, auxquelles Nous avons dérogé & dérogeons par cefdites Présentes : voulons qu'aux copies d'icelles ; collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers Secrétaires, soi soit ajoutée, comme à l'original: Car tel est notre plaisir; en témoin de quoi Nous avons fait mettre notre Scel à cesdites Présentes. Donnée à Versailles , le dixhuitieme jour du mois de Décembre, l'an de grace mil sept cent vingt-huit, & de notre regne le quatorzieme. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHELTPPEAUX. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Registrée, oui & ce requérant le Procureur. général du Roi, pour être exécutée felon sa forme & teneur; & copies collationnées envoyées aux Sieges des Amiraurés du ressort, pour y être lues, publices & registrees: Enjoint aux Substituts du Procureur-général du Roi, d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans le mois, suivant l'Arret de ce jour. A Paris, en Parlement, le cinq Fevrier mil sept cent vingt-neuf.

Signé, DUFRANC.



ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT

DU ROI,

Concernant les Parcs & Pêcheries, situés sur les greves de l'Amirauté des Sables d'Olonne; qui ordonne la descruction de toutes les écluses ou parcs de pierres, & qui conserve la faculté d'avoir des Bouchots, aux Seigneurs Evêque de Luçon, & Baron de Champagné, sur les côtes de leurs Seigneuries.

Du 2 Mai 1739.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

U par le Roi, étant en fon Confeil, l'Arrêt rendu en icelui le 22 Mai 1732, par lequel Sa Majesté a ordonné, pour procurer l'abondance du poisson de mer, & empêcher la destruction du frai & du poisson du premier âge, que les articles LXXXIV & LXXXV de l'Ordonnance du mois de Mars 1584, & ceux du livre V du titre III de l'Ordonnance du mois d'Août 1681, seront exécutées selon leur forme & teneur; qu'en conséquence, tous les parcs dans lesquels il entreroit bois ou pierres, & toutes pêcheries exclusives, comme bouchots, écluses & autres, connues sous tels noms & dénominations que ce puisse être, fituées sur les côtes de la province de Poitou & Isles adjacentes, seroient démolies, à la réserve de ceux dont l'existence ou la propriété sera justifice, conformément à ce qui est prescrit par ladite Ordonnance de 1681; & que tous ceux qui prétendroient avoir droit de parcs, bouchots, éclufes & autres pêcheries exclusives, connues sous tels noms & dénominations que ce puisse être, sur lesdites côtes de la province de Poitou & liles adjacentes, seroient tenus d'en représenter les titres dans l'espace de trois mois du jour de la publication dudit Arrêt dans le lieu où est fitué le Siege de l'Amirauté de ladite province, pardevant le sieur le Nain, Intendant de la Généralité de Poitiers; pour, par lui, dresser des procès-verbaux desdits titres, lesquels il enversoit avec son avis, pour, sur le tout, être ordonné, par Sa Majesté, ce qu'il appartiendroit; & que, faute par lesdits propriétaires d'y fatisfaire pendant fedit temps, ils feroient évincés de la proprieré desdits parcs, bouchots, écluses & autres pêcheries exclusives : les certificats de la publication qui a été faite dudit Arrêt,

dans le ressort de l'Amirauté des Sables d'Olonne, en date des 12, 13 & 30 Juillet 1732. L'Arrêt du Confeil du 10 Décembre de ladite année 1732, par laquelle Sa Majesté a maintenu le seur Evêque de Luçon, en conséquence des titres par lui représentés audit sieur Intendant, dans le droit de construire des bouchots, de tendre des courtines & preschoirs, & dans celui de permettre de construire & d'établir lesdites pêcheries, en lui payant cens ou rentes; & ce, seulement sur l'espace de côtes qu'il y a entre le vieux & le nouveau canal de Luçon, qui compose un terrein d'environ quinze cents toises, de six pieds chacune; & qu'il est borné, à l'Orient, par l'embouchure de la riviere de Sevre, qui se perd dans la mer; &, à l'Occident, par les terres de Saint-Michel-en-l'Herm, à la charge, par ledit sieur Evêque de Luçon & ses fermiers, de se conformer, par rapport auxdites pêcheries, à la police mentionnée par les Ordonnances de Sa Majesté, sous les peines y portées. Autre Arrêt du Conseil, du 10 Septembre 1735, par lequel Sa Majesté a maintenu le sieur Henri Gazeau de la Brandasniere, Baron de Champagné, en conséquence des titres par lui représentés audit sieur Intendant, dans le droit exclusif d'avoir & établir des bouchots sur les vates de la mer, dans l'étendue de ladite terre & Seigneurie de Champagné, depuis l'embouchure de la tiviere de Sevre, de Marans jusqu'à l'archenal de la Charie en la mer; & dans le droit d'arrenter & de donner à titre de cens & devoirs nobles, des places dans ladite étendue, pour y construire des houchots; le tout, à la charge, tant par ledit sieur de Champagne, que par ses fermiers, rentiers ou censitaires, d'obterver, par rapport auxdites pêcheries, la police preicrite prescrite par les Ordonnances, sous les peines y portées; sans que ledit sieur de Champagné ni ses successeurs en ladite terre & seigneurie, puissent exiger aucuns cens ni devoirs, ni de percevoir aucuns droits sur les pêcheurs qui font les pêches à la mer sur les greves, autres que celles detdits bouchots, & sans qu'il puisse, ni ses successeurs en ladite tetre & scigneurie, exiger aucun droit sur les bateaux desdits pêcheurs, sous les peines portées par l'article IX du titre III, au liv. 5 de l'Ordonnance de 1681. Autre Arrêt du Confeil, du 8 Septembre 1736, par lequel Sa Majesté a ordonné que ceux qui prétendoient avoir droit de parcs, bouchots, écluses & autres pêcheries exclusives, connues sous tels noms & dénominations que ce puisse être, situés sur les côtes de la province de Poitou & Isles adjacentes, seroient tenus, dans un nouveau terme & délai de six mois, lequel seroit compté du jour de la publication dudit Arrêt dans le lieu où est situé le Siege de l'Amirauté dans ladite province, d'en représenter les titres pardevant ledit sieur le Nain, conformément audit Arrêt du 22 Mai 1732; & que, faute par eux d'y fatisfaire dans ledit délai de fix mois, lequel ne pourroit être prorogé à l'avenir, pour quelques clauses & raisons que ce pût être, ils seroient déclarés déchus du droit de parcs, bouchots, éclufes & autres pêcheries exclusives, sans pouvoir être admis à produire aucuns titres pout y être maintenus, & comme tels, évinces de la propriété desdites pêcheries : les certificats de la publication qui a été faite dudit Arrêt dans le ressort de l'Amitauté des Sables d'Olonne, en date des 10 Octobre, premier & 3 Novembre 1736. Vu austi le Mémoire de Sa Majesté, du premier Juin 1728, en forme d'instruction au sieur le Masson du Parc, Commissaire de la Marine & Inspecteur des pêches du poisson de mer, pour faire la visite des parcs & pêcheries situées fur les côtes des Amirautés des Sables d'Olonne, Nantes, Vannes & Quimper, & en vérifier le nombre & la situation; l'état dressé, en conséquence, par ledit sieur le Masson du Parc, le 26 Juillet suivant, par lequel il paroit qu'il y avoit le nombre de soixante-un parcs ou pêcheries exclusives sur les greves de l'Amirauté des Sables d'Olonne: savoir, trente sept pares de pierres ou écluses, appartenant à différens particuliers, dont quatre en mauvais état ou comblés, & qui paroiffoient abandonnés, & vingt-quatre bouchots ou parcs de clayonnage, tous vingt-deux appartenant audit fieur de Champagné, & par lui loués ou fieffés, & les deux autres au fieur Evêque de Luçon. Oui le

Tome, II.

rapport, & tout confidéré; Sa Majesté, étant en son Conseil, veut & entend que les articles LXXXIV & LXXXV de l'Ordonnance du mois de Mars 1584, & ceux du titre III, au livre V de l'Ordonnance du mois d'Août 1681, soient exécutés selon leur forme & teneur, & en conséquence, a ordonné & ordonne ce qui suit;

ARTICLE PREMIER.

Les trente-sept parcs de pierres, gords on écluses, ci-après marqués, seront détruits par les propriétaires d'iceux, dans un mois du jour de la publication du présent Arrêt; &, faute par eux d'y satisfaire dans ledit temps, icelui passé, veut Sa Majesté qu'ils soient démolis aux srais & dépens desdits propriétaires.

SAVOIR:

Celui appartenant au sieur Comte de Rochechouart, placé au nord-est du bourg de Saint-Sauveur de l'isle d'Yeu, vis-à-vis la grande terre.

Celui appartenant au sieur Charles Brechard,

placé dans l'anfe de Normandech.

Celui appartenant au sieur Jacques Servanteau, placé à l'est de la pointe de l'aiguille.

Lesdits deux derniers parcs, situés sur le ter-

ritoire du bourg de la Chaume.

Les deux appartenant au nommé Jacques Tortero & conforts, contigus & se joignant, placés en deçà du fort & batterie du Tanchet.

Celui appartenant à la dame de la Radeliere, placé sur le territoire de Noirpain, entre le fort

Tanchet & les Moulieres.

Celui appartenant au fieur Souraville, & occupé par ses fermiers, tirant vers les Sables d'Olonne.

Celui appartenant aux Religieux de St. Jean d'Orbetier, placé fur le dimage dudit Prieuré; lesdits cinq derniers parcs situés sur le territoire & paroisse du château d'Olonne.

Celui appartenant au sieur de Lessart, &

nommé l'écluse de Lessart.

Celui appartenant au Chapitre de l'Eglise Cathédrale de la Rochelle. « occupé par Jean Vialis, nomraé l'éclas. de Bourguenay, & placé sous le village de ce nom : lesdits deux parcs strués sur le territoire de ScHilaire de Talmont.

Celui appartenant à l'Abbaye de Jard & conforts, nommé la goule de Jard, placé à la rive d'ouest de la baie du Perray.

Ddddd

Celui appartenant au nommé Jean Isambart, nommé la Trefiniere, placé vis-à-vis & par le travers de Saint-Nicolas-sous-Jard.

Celui appartenant au nommé Aimé Rotureau, appellé la Banche du Procureur, placé par le

travers de l'Abbaye de Jard.

Celui appartenant au nommé Jacques Cour roux, nommé le feur-à-chaux, contigu au précédent.

Celui occupé par le nommé Pierre Jouen, nommé la ragonie, placévis-à-vis ladite Abbaye.

Celui appartenant au nommé François Dumont, & par lui occupé, nommé la Légere.

Celui appartenant au nommé François Durand, appellé les vignes à Madoros, tirant vers la pointe ou grouin de Jard.

Celui appartenant au sieur Denis Verdon,

nommé la Galaise, étant ensuite.

Celui occupé par le nommé André Houin,

nommé la Bironne.

Celui occupé par le fieur Gaudin & consorts, nommé la Banche, placé sous le moulin de la Conchette.

Celai occupé par Denis Verdon, nommé la grande écluse, aussi placé sous ledit moulin.

Celui occupé par le nommé Pierre Hebert, nommé la Reinette, un peu éloigné du précédent : lesdits douze derniers parcs situés sur le territoire du bourg & paroisse de Jard.

Celui nomme l'écluse ancienne on vieille.

Celui nommé l'écluse neuve.

Celui nommé le Goulet : lesdits trois derniers parcs appartenant au nommé Jacques Massion & consorts, & situés sur le territoire de Saint Vincent-sur-Jard.

Celui appartenant au nommé François Guitton & conforts, nommé La derniere éclufe des

Rocherots, placé du côté de Jard.

Celui appartenant au nommé Jacques Pierri & conforts, nommé la premiere éclufé des Rocheronts, contigu au précédent : lesdits deux derniers parcs situés sur le territoire de Longeville, village de la Reziniere.

Celui appartenant au nommé Jean Boucher,

nommé l'écluse Boucher.

Celui appartenant à Daniel Dupuis, nommé l'écluse de la Vieille-Roche, placé sous le port de la Tranche.

Celui appartenant au nommé André Poitevin & conforts, appelle la Calogeat, contigu au

précédent.

Celui appartenant aux nommés Jacques Tanerons, Jean Pousset, Noël & Grolot, nommé

l'éclufé à Grolot.

Celui appartenant au nommé Pierre Guibert, du village d'Élcallet, nommé le Créant, placé en-deçà de celui du Grouin, contigu au précédent.

Celui appartenant au nommé Pierre Perret & conforts, tirant vers la Tranche, aussi à la suite du précédent: les dits six derniers parcs situés sur la paroisse & territoire de la Tranche.

II. Les quatre autres parcs de pierres ci-après défignés, lesquels paroissent avoir été abandonnés, étant en mauvais état ou comblés, feront pareillement détruits pour ce qui en reste, & les pierres enlevées par les propriétaires d'iceux, & ce, dans un mois du jour de la publication du présent Arrêt; &, faute par lesdits propriétaires d'y satisfaire dans ledit remps, & icelui passé, veut Sa Majesté que les dites pêcheries soient démolies à leurs frais & dépens.

SAVOIR:

Celui appartenant au fieur Lorde, des Sables d'Olonne, nommé l'écluse du Veillon, fitué sur le territoire de Saint-Hilaire de Talmont.

Celui appartenant à François Percot, nommé le parc du Contant, fitué sur le territoire du bourg

& paroisse de Jard.

Celui appartenant au fieur d'Arfemal-Fresse-Barette, nommé la Joliette, placé sur le territoire de Saint-Vincent-sur-Jard.

Celui nommé la grande écluse du Grouin; placé à l'est de la riviere du Lai ou de Saint-Benoit, & appartenat à différens particuliers.

III. Les pêcheurs & autres, dont les parcs de pierres, gords ou écluses auront été détruits, en exécution du présent Arrêt, seront déchargés de toutes rentes & redevances qu'ils pourroient devoir, pour raison de ce, au domaine de Sa Majesté ou à des Seigneurs particuliers, auxquels Sa Majesté fait désenses, ainsi qu'à ses Receveurs, d'en exiger le paiement, à peine de concussion.

IV. Les Arrêts du Confeil de Sa Majesté, des 10 Décembre 1732, en faveur du fieur Evêque de Luçon, & 10 Septembre 1635, en faveur du fieur Baron de Champagné, seront exécutés fuivant leur forme & teneur; en conséquence, ils jouiront : savoir, ledit sieur Evêque de Luçon, du droit de construire bouchots, & de tendre des courtines & preschoirs, & de celui de permettre de construire & établir desdites pêcheries, en lui payant cens ou rentes; & ce seulement sur l'espace des côtes, entre le vieux & le nouveau canal de Luçon, qui compose un terrein d'environ quinze cens toises; & ledit fieur Baron de Champagné, du droit exclusif d'avoir & établir des bouchots sur les vases de la mer, dans l'étendue de la terre & Seigneurie de Champagné, depuis l'embou-

chure de la riviere de Sevre de Marans, jusqu'à l'achenal de la Charie en la mer; & du droit d'arrenter & de donner, à titre de cens & devoirs nobles, des places dans ladite étendue, pour y construire des bouchots, sans que ledit sieur de Champagné ni ses successeurs en ladite terre & Seigneurie, puissent exiger aucuns cens ni devoirs, ni percevoir aucuns droits fur les pêcheurs qui font la pêche à la mer & sur les greves, autres que celles desdits bouchots; & fans qu'il puisse, ni ses successeurs, exiger aucuns droits sur les bateaux desdits pêcheurs, fous les peines portées par l'article IX du titre III, au livre V de l'Ordonnance du mois d'Août 1681; & lesdits fieurs Evêque de Luçon & Baron de Champagné, ainsi que leurs fermiers, rentiers ou censitaires, seront tenus d'observer, par rapport auxdites pêcheries, la police qui sera prescrite par le présent Arrêt.

V. Ordonne Sa Majesté que, dans les afféageamens & baillettes, que les dits sieurs Evêque de Luçon & Baron de Champagné feront par la suite, ils seront tenus d'y employer ces termes, à la charge, par les fermiers & siessaires, de se consormer à la police prescrite, par le présent Arrêt, sur les pêcheries & bouchots qui leur feront concédés, à peine, contre les propriétaires, d'être responsables des contraventions

de leurs fermiers.

VI. Les dits bouchots ou parcs de clayonnage auront les ailes, pannes ou côtés, de cent brasses de long seulement; & l'ouverture, du côté de terre, aura cent brasses de largeur.

Ils seront construits de bois entrelacés, comme claies, autour des pieux ou piquets enfoncés dans le sable, lesquels ne pourront être élevés,

hors de terre, de plus de cinq pieds.

Les pienx & claies qui formeront lesdites pêcheries, viendront, en ligne diagonale, de

la côte jusqu'à la mer.

Les claies feront simples, unies, & sans aucune tige ou branche en dedans; & il sera laissé, à l'extrêmité de l'angle, une ouverture, gord, égoût ou passe, de deux pieds de large sur toute la hauteur du clayonnage; laquelle ouverture ne pourra être de ladite largeur de deux pieds, que depuis le premier Octobre jusqu'au dernier Avril compris: le tout à peine, contre les détenteurs, de cinquante livres d'amende, & de démolition de ce qui aura été fait en contravention du présent article, pour la premiere sois; de pareille amende, & d'être privés de pouvoir tenir à l'avenir aucunes desdites pêcheries, en cas de récidive.

VII. Ladite ouverture, gord, égoût ou passe, pourra être close, depuis ledit jour premier

Octobre, jusques & compris le dernier Avril, d'un ret on filet, fac, verveu, loup, guideau, tonnelle, bache, ou benâtre volant, ayant les mailles de deux pouces en quarré, ou d'une grille de bois ayant les trous en forme de mailles. aussi de deux pouces en quarré, de nasses, paniers, borgnes ou gonnes, gonnâtres, bénàtres, bourgnons, bourets, bouterons & autres instrumens, dont les verges & les osiers qui formeront ces instrumens, auront au moins dixhuit lignes d'intervalle; & ce, à peine, contre les détenteurs desdits bouchots, de confiscation des rets, filets, engins & inftrumens qui feront d'un calibre plus petit, & de cent livres d'amende pour la premiere fois; de pareille confiscation & amende, & d'être privé de pouvoir tenir, à l'avenir, aucunes desdites pêcheries, en cas de récidive.

VIII. L'ouverture ou l'extrêmité de l'angle desdits bouchots ou parcs de clayonnage sera de fix pieds de large fur toure la hauteur du clayonnage, depuis le premier Mai julques & compris le dernier Septembre; & , à cet effet, il fera défait, fi besoin est, des deux claies qui formeront les deux ailes desdits bouchots, l'espace qui conviendra pour opérer ladite ouverture ; laquelle ne pourra être formée , pendant ledit temps, de filets, grilles de bois, paniers, benâtres, ni de quelque espece d'engins & instrumens que ce puisse être, à peine de cinquante livres d'amende, & de démolition de ce qui aura été fait en contravention du préfent article, pour la premiere fois; de pareille amende, & d'êrre privé de pouvoir tenir, à l'avenir, aucunes defdites pêcheries, en cas de récidive.

IX. Fait défenses Sa Majesté, sous les mêmes peines, aux pêcheurs occupant lesdits bouchots ou parcs de clayonnage, de clorre de clayonnage, en quelque temps que ce soit, ladite ouverture, gord, égoût ou passe desdites pêcheries, & d'y saire aucuns parcs, benâtres, gonnes, tonnes ou enceintes avec pieux, piquets

ou clayonnage.

X. Lesdits bouchots ou parcs de clayonnage ne pourront être placés qu'à deux cents brasses au moins du passage ordinaire des vaisseaux, à peine d'être démolis aux dépens des propriétaires, lesquels seront privés du droit de parc,

en cas de récidive.

XI. Ordonne Sa Majesté, que, s'il se trouvoit, sur les côtes de ladite Amirauté, d'autres parcs, soit en pierres, bois ou clayonnage, ou autres pêcheries exclusives, que ceux dénommés & mentionnés dans l'article IV du présent Arrêt; ils soieut démolis, dans un mois du jour de la publication d'icelui, par les propriétaires;

Dddddij

&, faute par eux d'y satisfaire dans ledit temps, & icelui passe, veut Sa Majesté que les dits pares & pêcheries exclusives soient détruits aux frais & dépens des dits propriétaires; ensorte qu'il ne rette plus aucunes autres pécheries exclusives, sur les côtes de ladite Amirauté, que les bouchots ou parcs de clayonnage, mentionnés dans ledit article IV.

XII. Fait Sa Majesté défenses à toutes perfonnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, autres que les les fieurs Evêque de Luçon & Baron de Champagné, de construire, sur les côtes de ladite Amirauté, de nouveaux parcs, soit en pierres, bois ou clayonnage, ou autres pêcheries exclusives, sous tel nom & dénomination que ce puisse être; à peine de trois cents livres d'amende, & de démolition des parcs &

pêcheries à leurs frais.

XIII. Vent Sa Majesté que les riverains, pêcheurs de pied & tendeurs à la basse eau, puissent continuer de tendre, sur les bords des côtes & des greves du ressort de ladite Amirauté des Sables d'Olonne, autres que celles sur lesque'les ledit sieur Evêque de Luçon a droit détablir des courtines & preschoirs, des rets ou filets de bas parcs, rets à courtines, rets noircis, lesquels, ainsi que lesdites courtines & preschoirs, seront monté sur des pieux, piquets ou piochons, qui ne pourront être élevés de plus de quatre pieds hors des fables & vafes ; & les mailles desdits rets ou filets, auront au moins deux pouces en quarré: lesdits filets pourront être enfouis, si les pieux, piquets ou piochons fur lesquels ils seront tendus, sont placés fur des fonds de fable ou de vafe; &, s'ils le sont sur des sonds de gravoirs ou de roches, ils y seront arrêtés avec des pierres de demi-pied de hauteur, ou avec des crochets de bois ou de fer : le tout, a peine de confiscation des rets ou filets, & des pieux, piquets ou piochons, & de vingt-cinq livres d'amende pour la premiere fois; de pareille confication, & de cinquante livres d'amende en cas de récidive.

XIV. Fait défenfes Sa Majesté à tous ceux qui seront la pêche à la côte, avec lesdits rets ou filets de bas parcs, rets à courtines, rets noircis & preschoirs, & tous autres montés sur des pieux, piquets ou piochons, de les tendre clans le passage ordinaire des vaisseaux, ni à deux cents brasles près; à peine de saisse & confiscation des rets ou filets, pieux, piquets ou piochons, de cinquante livres d'amende, & de réparation des pertes & dommages que ces

pêcheries auront causées.

XV. Les pêcheurs & tous autres, de quelque qualité & condition qu'ils foient, qui auront des

rets ou filets pour faire les petites pêcheries de bas parcs, rets à courtines, rets noircis, & prefchoirs, dont les mailles ne feront point du calibre de deux pouces au moins en quarré, conformément à l'article XIII du prétent Arrêt, feront tenus de les démontrer, & de les employer à d'autres ulages, dans un mois du jour de la publication d'icelui; à peine de cent livres d'amende, le tiers applicable au dénonciateur, & de confication des rets ou filets, & des pieux, piquets ou piochons, qui feront brûlés publiquement.

XVI. Fait Sa Majesté désenses aux marchands fabricateurs de rets ou filets, à tous autres, d'en faire ou fabriquer, vendre ou receler aucuns, propres pour lesdites pêcheries de bas parcs, rets à courtines, rets noircis & preschoirs, dont les mailles ne seront point de deux pouces au moins en quarré; à peine de confication d'iceux, & de trois cents livres d'amende, le

tiers applicable au dénonciateur.

XVII. Les contraventions aux articles cidessus seront poursuivies à la requête du Procureur de Sa Majesté au Siege de l'Amirauté des Sables d'Olonne; & les Sentences qui interviendront contre les délinquans, seront exécutées pour les condamnations d'amende, nonobstant l'appel, & sans préjudice d'icelui, sans qu'il

puisse êrre accordé de défenses.

XVIII. Ceux qui appelleront desdites Sentences, seront tenus de faire statuer sur leur appel, ou de le mettre en état d'être jugé définitivement, dans un an du jour & date d'icelui; sinon & à faute de ce faire, ledit temps passé, les dites Sentences sortiront leur plein & entier esset, & les amendes seront distribuées conformément auxdites Sentences, & les dépositaires d'icelles bien & valablement déchargés.

XIX. Veut Sa Majesté que les Officiers de l'Amirauté des Sables d'Olonne se transportent un mois après la publication du présent Arrêt, le long des côtes de leur ressort, dans les endroits où sont situés les trente-sept parcs de pierres, & éclufes ou gords, dont la démolition est ordonnée par les articles I & II d'icelni, & dans ceux où seront placés les autres parcs & pêcheries exclusives, qui pourroient se trouver sur les côtes de ladite Amirauté, & dont il n'est point fait mention dans le présent Arrêt, pour dresser procès-verbal des pêcheries qui auront été démolies, & de celles qui ne l'auront point été: ordonne Sa Majesté que, faute par les propriétaires d'icelles d'avoir fait faire, dans ledit temps, la démolition ordonnée, lesdites pêcheries exclusives seront détruites par des ouvriers qui y seront mis, à cet effet, par lesdits

Officiers de ladite Amirauté, aux dépens desdits propriétaires, & à la diligence du Procureur de Sa Majesté audit Siege, à peine d'interdiction

de sa charge.

XX. Les Officiers de ladite Amirauté drefferont authi procès-verbal par rapport aux bouchots ou parcs de clayonnage dont il est fait mention dans l'article IV du présent Arrêt; dans lequel procès-verbal ils marqueront la longueur des ailes, pannes ou côtes, la largeur de l'ouverture du côté de la terre, la hauteur des pieux vers le fond de la pêcherie; si les pieux & claies qui les formeront, viennent en ligne diagonale de la côte jusqu'à la mer; si les chaies font fimples, unies & fans tiges ou branches en dedans; de combien sera l'ouverture à l'extrêmité de l'angle, la grandeur des mailles des filets, ou des instrumens qui serviront à clorre cette ouverture ; si elle n'est point fermée de clayonnage-s fi on n'y a point établi quelques parcs ou filets avec pieux, & s'ils sont situés à deux cents brasses du passage ordinaire des vaisfeaux: le tout, conformément à ce qui est ordonné par les articles VI, VII, VIII, IX & X du présent Arrêt.

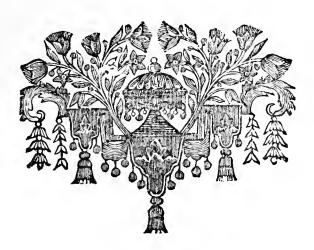
XXI. Ils feront en même temps la visite des petites pêcheries de bas parcs, rets à courtines, rets noircis, & preschoirs, dont ils dresseront procès-verbal, dans lequel ils feront mention si les rets qui y sont employés, ont les mailles du calibre prescrit par l'article XIII du présent Arrêt; si les pieux, piquets ou piochons, sur lesquels lesdits rets ou filets seront tendus, sont de la hauteur marquée par ledit article, & s'ils sont placés conformément à l'article XIV du

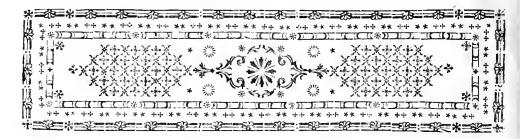
présent Arrêt.

XXII. Les dits Officiers de l'Amirauté feront aussi, après ledit mois passé, visite & perquisition dans les maisons des pêcheurs de leur resfort; & dans celles des riverains de la mer, privilégiés & non privilégiés, qui pourront être soupçonnés d'avoir des filets défendus par les Ordonnances & par le présent Arrêt, dont ils dresseront procès-verbal: duquel, ensemble de ceux ordonnés par les articles XIX, XX & XXI du présent Arrêt, ils enverront une expédition au Secretaire d'Etat ayant le département de la Marine, quinzaine après la confection d'iceux.

XXIII. Et sera le présent Arrêt exécuté, nonobitant oppositions ou empêchemens quelconques, pour lesquels ne sera différé. Mande & ordonne Sa Majesté à M. le Duc de Penthievre, Amiral de France, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, qui sera registré au Gresse de l'Amirauté des Sables d'Olonne, lu, publié & affiché dans toutes les Paroisses maritimes du ressort, à ce que personne n'en ignore. Fait au Confeil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles, le deux Mai mil sept cent trente-neuf.

Signé, PHELYPEAUX.





TITRE IV.

DES MADRAGUES ET BORDIGUES.



U sujet des madragues & bordigues, on peut voir le Traité de la Police de Lamare, tom. 3, liv. 5, tit. 26, chap. 4, sect. 3, fol. 43 & 44. Ce qu'il dit à l'occasion de ces filets & parcs, revient à peu près à l'explication qu'on en trouve à la suite de toutes les éditions de notre Ordonnance.

Ces fortes de pêcheries ne font guere en usage dans le

Royaume, que sur les côtes de la Méditerranée.

Suivant Decormis, tom. 2, pag. 1199, la pratique n'en est pas sort ancienne: c'est le sieur Antoine Boyer qui l'a introduite; soit qu'il l'ait inventée, soit qu'il

l'ait apportée d'Espagne.

"Les madragues sont de grandes machines fixes & plantées dans la mer; , elles sont composées de plusieurs chambres ou cases, attachées à terre par , un long cordage, qu'on appelle la queue de la madrague. L'endroit où elles , font posées ne doit pas être éloigné de la mer au-delà d'un demi-mille, , parce qu'il faut que les filets rouchent le fond de la mer, & que les thons , cotoient la terre. Bonisace, tom. 4, pag. 694.,

Les bordigues sont des parcs formés de roseaux ou de cannes. On les confiruit ordinairement sur les canaux qui communiquent de la mer aux étangs salés, pour prendre le poisson dans le passage de l'un à l'autre. Lamare, loc. cit.

ARTICLE PREMIER.

Aisons désenses à toutes personnes de poser en mer des madragues ou filets à pêcher des thons, & d'y construire des bordigues sans notre expresse permission, à peine de confiscation & de trois mille livres d'amende.

Uoique les madragues & bordigues soient des parcs, nuisibles par conféquent de leur nature à la liberté de la pêche & à la sûreté de la navigation; ils ne sont pas néanmoins totalement interdits comme les parcs, àpLIV. V. TIT. IV, des Madragues & Bordigues, ART. I. 777 pellés écluses ou bouchots, dans la construction desquels il entre bois ou pierre; art. 8 du tit. précédent; mais, aux termes de cet article, il est désendu à toutes personnes d'en poser ou construire, sans une permission expresse du Roi, à peine de consiscation. Il est ajouté: Et de 3,000 liv. d'amende; ce qui surprend, attendu que l'amende prononcée par ledit article 8 du titre précédent n'est que de 300 liv.

ARTICLE II.

Eux qui auront obtenu de nous les Lettres nécessaires pour l'établissement de quelque madrague ou bordigue, seront tenus de les faire enrégistrer au Gresse de l'Amirauté, dans le détroit de laquelle ils devront faire leur pêche.

I L n'est pas douteux que la permission que le Roi accorderoit, par Arrêt de son Conseil ou par un simple brevet, pour l'établissement de quelque madrague ou bordigue, ne sût aussi valable que si elle étoit donnée par des Lettres du grand Sceau; mais, en quelque forme que soit la permission, il saut toujours, avant d'en faire usage, qu'elle soit enrégistrée au Gresse de l'Amirauté du lieu, sous les peines portées par l'article précédent.

ARTICLE III.

Njoignons aux propriétaires des madragues de mettre, sur les extrêmités les plus avancées en mer, des hoirins, bouées ou gaviteaux, à peine des dommages qui arriveront, saute de l'avoir fait & de privation de leurs droits.

Es précautions que cet article exige, sont la preuve que les madragues sont naturellement préjudiciables à la navigation; & c'est pour prévenir les inconvéniens, qu'à l'exemple des ancres jettées dans les ports, ou laissées dans les rades, suprà art. 5, tit. premier, & art. 2, tit. 8 du liv. 4, il est enjoint aux propriétaires & possesseurs des madragues de mettre, sur les extrêmités les plus avancées dans la mer, des hoirins, bouées ou gaviteaux, pour avertir les navigateurs; à peine de répondre des dommages qui arriveront pour y avoir manqué, & de privation de leur droit de pêcherie.

ARTICLE IV.

Aisons aussi désenses, sous les mêmes peines, de placer aucune madrague ou bordigue dans les ports & auves lieux, où ils puissent nuire à la navigation, & d'y laisser, en levant leur madrague, les pierres ou baudes qui y étoient attachées.

Ans les ports. Cela ne souffre aucune exception. Et autres lieux où ils puissent nuire à la navigation. Ces autres lieux sont non-seulement les avenues des ports; mais encore tout espace non éloigné de 200 brasses du passage ordinaire des vaisseaux, suivant les art. 11 & 12 du tit. précédent,

& les autres autorités qui ont été rapportées.

De forte que, quand bien même la permission du Roi auroit désigné l'emplacement des madragues & bordigues, leur démolition n'en seroit pas moins inévitables, la permission alors n'ayant puêtre obtenue que par surprise; &; d'un autre côté, les propriétaires des madragues & bordigues ne seroient pas moins responsables, en pareil cas, de tout le dommage arrivé aux vaisseaux, quoiqu'ils y auroient fait mettre des hoirins, bouées ou gaviteaux, conformément à l'art. précédent, parce qu'il ne regarde que les établissemens de ces pêcheries, faits dans les endroits convenables & non prohibés.

Par la même attention à prévenir les avaries, notre article veut encore que les propriétaires des madragues, en les levant, soient tenus, sous les mêmes peines, d'ôter les pierres ou baudes qui y étoient attachées; ces pierres étant trop grosses pour que les bâtimens puissent passer dessus sans toucher, & sans

en recevoir par conséquent du dommage.

ARTICLE V.

DE pourront les capitaines de madragues ôter la liberté aux autres pêcheurs de tendre thonnaires ou combrieres, & de pêcher dans le voisinage de la madrague, pourvu qu'ils ne l'approchent point plus près de deux mille du côté du Levant, & abord des thons.

L ne seroit pas juste, en esset, que les capitaines, propriétaires & sermiers des madragues, ôtassent aux autres pêcheurs la liberté de pêcher dans le voisinage de leurs madragues. Cependant cette liberté des autres pêcheurs est bien gênée, puisqu'il ne leur est pas permis d'approcher d'une madrague plus près de deux milles du côté du Levant, & à bord des thons; tandis qu'à l'égard des écluses, bouchots & autres pêcheries exclusives, la désense d'en approcher n'est que jusqu'à dix brasses, suivant l'art. 13, tit. 10, de la Déclaration du Roi, du 18 Mars 1727, rapportée sur l'art. 4 du tit. précédent.

ARTICLE VI.

ES propriétaires & fermiers des bordigues seront tenus d'en curer annuellement les sosses & canaux, chacun à l'endroit & dans l'étendue de leur bordigue, ensorte qu'il y ait, en tout temps, quatre pieds d'eau au moins; à peine de trois cents livres d'amende, & d'y être mis ouvriers à leurs frais.

Ceci.

Eci, comme les art. 3 & 4, ci-dessus, n'a encore pour objet que la sûreté & la facilité de la navigation pour les bâtimens qui seront forcés d'entrer dans ces sosses & canaux; & l'on ne comprend pas comment le Commentateur a imaginé que les quatre pieds d'eau étoient exigés, « crainte que » ces bordigues ne contractant l'odeur du poisson, qui de soi est très-puant, » particulièrement quand il est vieux pêché, n'empuantissent l'air du voisinage.

ARTICLE VII.

Eur faisons désenses, sous même peine de trois cens livres d'amende, de fermer leurs bordigues, depuis le premier Mars jusqu'au dernier Juin: enjoignons aux Officiers de l'Amirauté de les faire ouvrir pendant ce temps, à peine de suspension de leurs charges.

E Commentateur n'a pas compris non plus le motif de cet article, qui n'est autre que de conserver le frai du poisson. Comme le poisson dépose ordinairement son frai dans le mois de Mars, Avril, Mai & Juin, c'est la raison pour laquelle notre article désend de fermer les bordigues pendant ces mêmes mois, sous peine de 300 liv. d'amende, avec injonction, aux Officiers de l'Amirauté de les faire ouvrir pendant le même temps, asin que le petit poisson puisse s'échapper.

C'est dans la même vue de conserver le frai du poisson, & le poisson du premier âge, que la maniere de tenir ouverts les parcs appellés écluses & bouchots, a été réglée par les art. 5, 6 & 7 du tit. précédent, & par les Réglemens possérieurs, intervenus sur ce sujet, qui y ont été rapportés.

Il a été pris aussi d'autres précautions pour la même sin, contre les pêcheurs en mer avec bateaux & filets. V. suprà les observations sur les art. 16 & 18 du tit. précédent, & sur l'art. 4 tit 2 du même présent liv.

ARTICLE VIII.

E pourront les propriétaires ou fermiers prétendre aucuns dépens, dommages & intérêts contre les mariniers, dont les bateaux auront abordé leurs bordigues, s'ils ne justifient que l'obordage a été fait par leur faute ou malice.

L en faut dire autant des madragues & autres pêcheries exclusives; de même encore des parcs faits avec des filets sédentaires attachés à des pieux, n'étant pas naturel de présumer que des maîtres de navires, bateaux ou autres bâtimens, aillent exprès & par malice, aborder les parcs, aux risques d'en recevoir beaucoup plus de dommage qu'ils ne pourroient leur en causer.

La présomption étant donc en leur fayeur; c'est-à-dire, qu'ils n'ont pu na-Tome II. E e e e e turellement éviter cet abordage; il s'ensuit que pour les rendre responsables du dommage qu'ils auront causé par là, il faut les convaincre, par des preuves sussifiantes, que l'abordage a été fait par leur faute ou malice. C'est aussi ce que décide cet article, relativement à l'art. 11 du tit. des avaries, suprà tit.

7 du liv. 3 en fait d'abordage de vaisseaux.

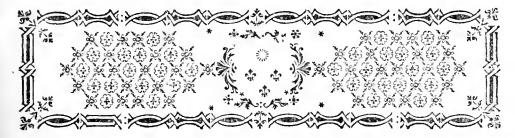
Mais sous prétente qu'en cas d'abordage fortuit & involontaire, le maître du bâtiment qui a causé du dommage à une pêcherie, n'est pas tenu de le réparer en plein; il ne s'ensuit nullement qu'il ne doive pas y contribuer; & d'un autre côté qu'il n'ait pas droit de demander aussi la contribution du dommage qu'il a reçu en même temps. Ce n'est pas le cas de dire que chacun doit supporter son dommage. Il faut au contraire se régler comme dans la circonstance de l'abordage de deux vaisseaux, & dire, conformément à l'art. 10 du même tit. des avaries, que le dommage doit être payé également par le maître du navire & par le propriétaire de la bordigue, qu autre pêcherie, cumul sait, après estimation, du dommage reçu de part & d'autre.

Il n'y a d'exception à cela, contre le maître du bâtiment, qu'autant que l'abordage aura été fait par fa faute ou par malice; & contre le propriétaire de la bordigue ou autre pêcherie, qu'au cas qu'il ne l'ait pas tenue en regle, conformément aux art. 3 & 4 ci-dessus, & aux autres Réglemens concernans les pêcheries exclusives. Alors celui qui est en faute ou contravention, non-seulement n'a pas de contribution de dommage à demander; mais encore est tenu de réparer en entier le dommage qu'il a causé V. suprà les observations sur l'art. 6, tit. 2 du liv. premier; sur les art. 10 & 11 dudit tit. des avaries ?

fur l'art. 5 tit. premier & fur l'art. 2 tit. 8 du liv. 4.

Au reste dans l'estimation du dommage causé aux pêcheries & aux filets des pêcheurs, on ne doit faire attention qu'au dommage réellement reçu, à l'esset de le réparer & de remettre la pêcherie & les filets en état de servir, comme auparavant; & il n'est nullement question d'indemniser les pêcheurs du poisson qu'ils auroient pu prendre. Non verd (tenentur navigantes) ad assimationem piscium, qui nondum capti erant, & incertum erat an caperentur. Casa regis, de commercio tom. 1 disc. 23, n. 20, sol. 69. Mais je pense qu'il est dût toujours une indemnité du temps qu'a perdu celui qui a reçu ce dommage; sur-tout s'il lui a été causé par malice.





TITRE V.

DE LA PESCHE DU HARENG.

Ette pêche est assez ancienne, puisqu'il en est parlé tant dans l'Art. 28 des jugemens d'Oleron, que dans l'Ordonnance de C T 1543 art. 49, & dans celle de 1584 art. 79, 83 & 85; mais elle n'en ont point prescrit les regles & les conditions.

La pêche des harengs ne se fait avantageusement qu'en automne vers l'équinoxe. Ces poissons vont par troupes, ce qui en facilite la pêche. L'on se sert pour cela de grands filets, & l'on en prend quelquesois une si grande quantité que les filets en rompent, ou que l'on a de la peine à les tirer hors de l'eau. Les harengs aiment la lumiere, & dès qu'ils l'apperçoivent ils s'y rendent en soule. C'est aussi un artisse dont se servent les pêcheurs pour les attirer dans leurs filets; & c'est par cette raison que la pêche s'en sait ordinairement la nuit. Tr. de la Police de Lamare, liv. 5, tit. 24, ch. 4, sect. 11, sol. 17, col. 2^a.

Il est dit un peu plus bas, que comme cette pêche qui n'a qu'un temps est d'une grande ressource pour les pauvres, il a été permis de la faire les jours de Fêtes & Dimanches, par une Décrétale d'Alexandre III. de l'an 1160,

adressée aux Prélats d'Allemagne qui en faisoient difficulté.

Elle commence ordinairement sur les côtes de France, au mois d'Octobre, à la St. Denis & finit vers Noël; mais la pêche de nos François sur les côtes d'Angleterre, commence dès le mois d'Août & ils la continuent, jusques vers la mi-Octobre, qu'ils viennent la reprendre sur les côtes de France jusqu'à Noël. Le même Auteur ibid. tit. 25, ch. 3, fol. 35; col. 2ª. & tit. 27, ch. 4, fol. 52. Vient ensuite la maniere de saler le hareng ibid. fol. 52. Il est ques-

tion du hareng saur ou sor, fol. 54.

La raison pour laquelle la pêche du hareng doit sinir à Noël, c'est qu'alors le hareng ayant frayé, devient de mauvaise qualité, & que la quantité qu'on en prend fait tort à la pêche qui en a été faite dans la bonne saison. C'est pour cela, comme aussi pour faire cesser l'abus où étoient les pécheurs d'acheter du hareng à bord des vaisseaux étrangers qu'interviut l'Arrêt du Conseil du 24 Mars 1687, portant désenses à tous pêcheurs de faire la pêche du hareng, après le mois de Décembre passé, ni d'en acheter à bord d'uneun vaisseau étranger, à peine de 500 liv. d'amende, consiscation du hareng, des équipages & vaisseaux, & autres peines s'il y échoit.

Eeeee ij

Mais en temps de guerre, la pêche étant difficile, Louis XIV. Depuis cet Arrêt permit en différens temps de prolonger cette pêche jusqu'au 15 Mars; & enfin cette permission sut réitérée & rendue authentique, pour avoir lieu jusqu'au 15 Mars lors prochain, par autre Arrêt du Conseil du 17 Dècembre 1695, qui au surplus ordonna l'exécution du premier. Ce qui veut-dire non-seulement que les désenses d'acheter du hareng d'aucun vaisseau étranger subsistement toujours; mais encore que pour l'avenir, même en temps de guerre, la pêche du poisson continueroit d'être désendue après le mois de Décembre, sans une nouvelle permission.

Suit le premier de ces Arrêts, comme le plus intéressant. Ceux au reste qui voudront voir l'autre, le trouveront dans le traité de la police loc, cit.

fol. 53.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT

DU ROI,

AU SUJET DE LA PESCHE DU HARENG.

Du 24 Mars 1687.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ÉTAT.

S Ur ce qui a été représenté au Roi, Sa Ma-jesté étant en son Conteil, que la pêche des harengs se faisant tous les ans par les pêcheurs François, tant de Dieppe que des autres Ports de Normandie & Picardie, laquelle commence à la Saint Denis, & doit finir à Noël, jusques auquel temps les harengs qui se pêchent sont de bonne qualité pour approfiter, & être vendus & débités par tout le Royaume; cet usage avoit été pratiqué de tout temps, sans qu'on eût entrepris de faire ladite pêche au delà dudit temps, si ce n'est depuis environ six ans que les dits pêcheurs ont entrepris de continuer ladite pêche après Noël, dans lequel temps le hareng ayant frayé devient de mauvaise qualité; ce qui ruine entiérement lesdites côtes, par la quantité qu'on en prend, & les pêches qu'en fait en honne faiton par le vil prix auquel on le vend : comme aussi que des particuliers, contre les prohibitions expresses portées par l'Ordonnances du mois de Juillet 1681, titre des droits d'abord & de confommation, achetent du hareng à bord des vaisseaux étrangers; ce qui cause un grand préjudice au commerce, par le mélange qu'ils en font, & au debit de celui de la premiere pêche qui te fait dans la bonne suison. Auxquels abus étant nécessaire de

remédier: Sa Majesté étant en son Conseil, à fait & fait très-expresses inhibitions & défenses à tous pêcheurs, & autres perfonnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'aller, ni d'envoyer à la pêche du hareng après le mois de Décembre passé, ni d'en acheter à bord d'aucun vaisseau étranger, en quelque saison que ce foit, à peine de cinq cens livres d'amende, confiscation du hareng, des équipages & vaisseaux; & autres peines, s'il y échoit. Enjoint aux Officiers de l'Amiranté de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, à peine de répondre en leurs propres & privés noms. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Verfailles le vingt-quatrieme jour de Mars mil fix cens quatre-vingt-sept. Signe, COLBERT.

OUIS PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A nos chers & bien amés les Officiers de l'Amirauté, SALUT. Par l'Arrêt dont l'extrait est ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, cejourd'hui donné en notre Conseil d'Etat, Nous y étant, Nous avons tait très-expresses inhibitions & défenses à tous pêcheurs & autres personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient; d'aller, ni d'envoyer à la pêche du hareng après

Ie mois de Décembre passé, ni d'en acheter à bord d'aucun vaisseau étranger en quelque façon que ce soit, à peine de cinq cens livres d'amende, consiscation du hareng, des équipages & vaisseaux, & autres peines s'il y échoit. A ces causes, Nous vous mandons & ordonnons par ces présentes, signées de Nous, de tenir la main à l'exécution du présent Arrèt. Commandons au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, de faire, pour l'entiere exécution d'icelui, tous commandemens, sommations, défenses sur les peines y contenues, & autres actes & exploits nécessaires, sans pour ce demander autre permission,

nonobstant clameur de Haro, Charte Normandi, prise à partie, & autres choses à ce contraires. Voulons qu'aux copies dudit Arrêt & des présentes, collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers Secrétaires, soi soit ajoutée comme aux originaux: Car tel est notre plaisir. Donné à Versailles le vingt-quatrieme jour de Mars, l'an de grace mil six cent quatre-vingtsept, & de notre Regne le quarante-quatrieme. Signé, LOUIS. Et plus bas, par le Roi, Colbert. Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

ARTICLE PREMIER.

Es mailles des rets ou aplets pour faire la pêche du hareng, auront un pouce en quarré, sans que les pêcheurs y en pussent employer d'autres, ni se servir des mêmes filets pour d'autres pêches, à peine de cinquante livres d'amende & de confiscation des filets.

L est très-peu de rets ou filets permis, dont la maille n'ait qu'un pouce en quarré; & si l'usage en est toléré pour la pêche des harengs, de même que pour la pêche des fardines il est permis d'employer des filets, dont les mailles ne soient que de quatre lignes, suprà art. 11 tit. 2 du présent livre; c'est que ces deux sortes de poissons qui vont en troupes, n'en soussirent guere d'autres parmi eux.

Par là, il y a donc peu de danger que d'autres petits poissons se trouvent pris avec eux; & voilà la raison de la permission de faire cette pêche avec des filets d'une aussi petite maille. Ce qui le prouve encore, & d'une maniere à n'en pouvoir douter, c'est qu'il est expressément désendu aux pêcheurs, non-seulement d'employer des filets d'une moindre maille, mais encore de se servir de ceux ci pour d'autres pêches, le tout à peine de 50 liv. d'amende & de consisteation des filets.

ARTICLE II.

Orsqu'un équipage mettra ses filets à la mer pour faire la pêche du hareng, il sera tenu de les jetter dans une distance de cent brasses au moins des autres bateaux, & d'avoir deux seux hauts, l'un sur l'avant, & l'autre sur l'arriere de son bâtiment, sous pareille peine de cinquante livres d'amende, & de réparation de toutes pertes, dommages & intérêts résultans des abordages qui pourroient arriver, à saute de seu.

Ette pêche ne se faisant point avec des rets sédentaires, mais avec des bateaux dérivant continuellement avec leurs filets, l'abordage seroit d'autant plus à craindre, que les pêcheurs sont toujours cette pêche en grand nombre. Telle est la raison des précautions ordonnées par cet article & les suivans, avec beaucoup de sagesse, sous les peines qui y sont portées.

L'obligation de monter des feux, est aussi imposée par l'art. 6 tit. 2 cidessus aux pêcheurs ordinaires, en mettant leurs filets à la mer, lorsqu'ils

voudront pêcher durant la nuit.

ARTICLE III.

Haque équipage après ses filets jettés à la mer, sera obligé sous les mêmes peines, de garder un seu sur l'arriere de son bateau, & d'aller à la dérive le même bord au vent que les autres pêcheurs.

Aller à la dérive le même bord au vent. Il faut joindre à ceci l'art. 10 du même tit. 2 ci-dessus, qui désend aux pêcheurs en général qui sont en flotte, de quitter leur rumb ou rang, pour se placer ailleurs.

ARTICLE JV.

Njoignons, sous pareilles peines aux maîtres de barques, qui pendant la nuit voudront s'arrêter & jetter l'ancre, de se retirer si loin du lieu où se fait la pêche, qu'il n'en puisse arriver aucun dommage aux barques & bateaux étant à la dérive.

IL n'est donc pas désendu à un pêcheur, quoiqu'en slotte, de s'arrêter & jetter l'ancre durant la nuit, pourvu qu'il ait attention de se retirer si loin de la ligne de la pêche, qu'il ne puisse en arriver aucun dommage aux bateaux étant à la dérive, & qu'avec cela il observe ce qui est prescrit par l'article suivant; sans quoi il sera tenu de la réparation du dommage, comme l'ayant causé par sa faute.

ARTICLE V.

Orsqu'un équipage sera forcé par quelque accident de cesser sa pêche ou de mouiller l'ancre, il sera tenu de montrer un seu par trois différentes sois; la premiere, lorsqu'il commencera à tirer ses filets, la seconde quand ils seront à moitié levés, & la troisseme après les avoir entiérement tirés, & alors il jettera son seu à la mer. Cobligation de montrer ces trois feux, me paroît regarder aussi-bien le cas de l'article précédent, où le pêcheur s'arrête & jette l'ancre volontairement, que celui où il est forcé par quelque accident. Ce que cet article a de particulier qui sert d'exception à l'autre; c'est que le pêcheur ainsi sorcé de mouiller l'ancre, n'est pas blâmable de ne pas s'éloigner de la ligne de la pêche, puisqu'il est censé ne le pouvoir pas, à raison de son accident. D'où il s'ensuit que si réellement il ne l'a pas pu, & que son bateau soit abordé par un autre, le dommage qui en résultera ne sera pas à sa charge en entier; ce sera seulement une avarie à supporter en commun, entre lui & l'autre pêcheur. Mais pour cela il saut qu'il ait soin de montrer les trois seux ordonnés par cet article, autrement tout le dommage sera pour son compte.

ARTICLE VI.

SI les filets sont arrêtés à la mer, l'équipage ne jettera point son troisieme seu; mais il sera tenu d'en montrer un quatrieme, & d'en garder deux jusqu'à ce que les filets soient dégagés.

E maître d'un bateau dreigeur, se trouvant dans le même cas, & ne pouvant plus dériver, parce que ses filets sont arrêtés & retenus par quelque ancre, roches ou autres choses semblables, n'est obligé par l'art. 7 du tit. 2 ci-dessus, de montrer qu'un seul seu tant qu'il demeurera sur les lieux où les filets sont arrêtés. Ici le pêcheur de hareng est tenu d'en montrer deux, jusqu'à ce que ses filets soient dégagés; sans doute parce que dans cette sorte de pêche, les pêcheurs étant en plus grand nombre qu'à la pêche ordinaire du poisson frais, l'abordage est plus à craindre.

Du reste cet article ne dit point quelle peine encourra le pêcheur qui manquera de se conformer à sa disposition; sur quoi il me semble qu'il saut recourir audit art. 7 du tit. 2, qui en résérant à l'article précédent, prononce la peine de 50 liv. d'amende & la réparation de tout le dommage qui en pour-

ra arriver.

ARTICLE VII.

Aisons désenses à peine de punition corporelle, à tous pêcheurs de montrer des seux sans nécessité, ni autrement que dans les temps & en la maniere ci-dessus prescrite.

Ous autres feux montrés hors les temps prescrits par la présente Ordonnance ou d'une maniere différente de celle qui y est marquée, ne pourroient être que des feux trompeurs, capables par conséquent de causer bien des désordres, par les méprises auxquelles ils exposeroient ceux qui les prendroient pour guide, & comme ces seux ne pourroient être montrés sans nécessité, qu'en vue de nuire & par malice; c'est la raison pour laquelle notre article veut que cette contravention soit sujette à punition corporelle. A quoi il saut ajouter, qu'il y aura peine de mort, si ces seux sont montrés dans des lieux périlleux, pour y attirer & saire perdre les navires, suivant l'art. 45 du tit. des naufrages, qui est le 9°. du liv. 4.

ARTICLE VIII.

I la plus grande partie des pêcheurs d'une flotte cesse de pêcher, & mouille l'ancre, les autres seront tenus de faire de même, à peine de réparation de tout le dommage, & d'amende arbitraire.

Est une snite de la police établie par les précédens articles, dont l'objet est de prévenir le désordre de la pêche, & l'abordage des bateaux qui, la faisant en ligne, toujours en dérivant, ne pourroient manquer de s'aborder, si les uns mouillant l'ancre, les autres continuoient de dériver sur eux.

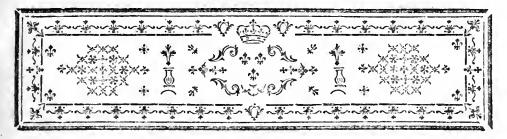
Il est juste au reste que le plus grand nombre des pêcheurs sasse la loi aux autres de la slotte; & cela est conforme aux principes du droit, entre personnes qui ont le même intérêt à une chose. V. le Commentaire de la Coutume de la Rochelle, tom. 3 art. 66, n. 95 & suiv. Ainsi le plus grand nombre cessant de pêcher & mouillant l'ancre, il saut que les autres en sassent autant; sans quoi cet article les assujettit & à la réparation de tout le dommage & à une amende arbitraire.

On conçoit que cette manœuvre ne se peut saire que de jour, & qu'elle

seroit impraticable la nuit.

En faveur de cette pêche, depuis quelques années on allume un feu à Calais toutes les nuits, deux heures avant & deux heures après la pleine mer; & cela durant tout le temps de la pêche, à commencer du 15 Octobre. C'est un fanal placé au bout de la grande jettée du côté de l'Ouest, pour faciliter aux pêcheurs de hareng l'entrée du port. Journal historique du mois de Décembre 3754, pag. 474.





TITRE VI.

DE LA PESCHE DES MOLUES.

Out ce qui concerne la pêche des morues, (car c'est le mot usicé aujourd'hui & depuis long-temps,) son origine, ses progrès, la maniere de la faire, de saler & de faire sécher les morues, est exposé en détail & avec soin dans le traité de la police de Lamare tom. 3, liv. 5, tit. 27, ch. 5, depuis la page

54 jusques & compris la 61e.

On y voit par rapport à l'origine de cette pêche, que l'honneur est dû aux François, principalement aux Basques du Cap Berton près Bayonne, qui découvrirent cent ans avant Christophe Colomb l'Amérique Septentrional. Ils firent cette découverte à l'occasion de la pêche des baleines qu'ils avoient déjà pratiquée sur leurs côtes. Ayant observé qu'elles s'en éloignoient en certaines saisons, ils s'appiquerent à chercher la retraite de ces monstreux poissons. Dans cette idée, ils pousserent leur navigation jusqu'aux côtes du Canada. Là ils trouverent, comme ils l'avoient prévu, pluseurs baleines; mais ils y firent en même temps une autre découverte, devenue dans la suite bien plus considérable & bien plus utile; c'est-à-dire, une pêche extrêmement abondante de morues, sur le grand banc de Terre-Neuve & dans les parages voisins.

L'Auteur pour appuyer son affertion que ce sont effectivement les Biscayens qui ont découvert cette partie de l'Amérique Septentrionale, & qui ont les premiers pratiqué la pôche de la morne, apporte en preuve que l'une des Isles voisines porte encore aujourd'hui le nom de Cap Berton ou Breton, & qu'une autre est nommé Baccalcos, qui signifie morue en langue Biscayeune.

Ceci au reste, est une opinon qui passe aujourd'hui pour certaine, tant à la faveur de ces preuves, que des autres rapportées ci-dessus à la suite du

préambule de la préfente Ordonnance.

A l'exemple des Biscayens, les Normands & successivement les Bretons, les Rochellois, les Bourdelois & les habitans des Sables d'Olonne, s'appliquerent à cette pêche si lucrative, sur tout depuis l'année 1604, que Henri le Grand favorisa l'etablissement d'une nouvelle Colonie en Canada.

Cette pêche s'est toujours faite depuis avec succès, non-seulement sur le banc de Terre-Neuve & près des Isles voisines, principalement de celle de Tome II. F ffff

Plaisance; mais encore sur les côtes du Chapeau Rouge & du petit Nord, &

dans la Baye de Canada.

Pendant un long-temps, la côte du petit Nord étoit devenue en quelque forte le partage des Bretons, & sur-tout des Malouins. Comme ils y alloient en grand nombre, & que leurs fréquentes contestations sur le choix des havres & galets les plus convenables pour la pêche, donnoient lieu à des divisions entre eux, dont les sauvages ne savoient que trop proster; les principaux Négocians de St. Malo intéressés dans cette pêche, pour saire cesser désordres, convinrent entre eux d'un Réglement, lequel ayant été approuvé dans une assemblée générale des notables habitans, du 26 Mars 1740, sut ensuite homologué au Parlement de Rennes par Arrêt du 31 du même mois.

Ce Réglement portoit en substance, que celui des maîtres de navires, qui arriveroit le premier & jetteroit l'ancre dans le havre du petit maître demeureroit Amiral de la pêche, lequel pour signal mettroit l'enseigne sur son mât; qu'en cette qualité d'Amiral, il choisiroit tel havre qu'il jugeroit à propos, & le galet nécessaire eu égard au nombre d'hommes dont son équipage seroit composé; qu'en conséquence il seroit tenu d'aller ou envoyer mettre à l'échassaud du croc, un papier ou tableau, sur lequel il déclareroit le jour de son arrivée & le nom du havre qu'il auroit chois, laquelle déclaration il signeroit ou seroit signer par quelqu'un de ses gens.

Que de même & dans le même ordre, à mesure que les autres maîtres de navires arriveroient, ils seroient sur le tableau la déclaration du jour de leur arrivée & du havre qu'ils auroient choisi; à l'effet de quoi ce tableau demeureroit à l'échassaud du croc, sous la garde d'un homme de l'Amiral, jusqu'à ce que tous les maîtres de navires y eussent été inscrits, avec les noms des havres & galets par eux pris, après quoi le tableau seroit remis à l'Amiral.

Il fut décidé aussi par ce Réglement, que si quelque échaffaud étoit rompu ou brisé par les sauvages ou autrement, les débris en appartiendroient à celui qui en étoit le propriétaire, avec désenses à tous autres de s'en emparer, & de les transporter dans un autre havre ou galet.

Enfin défenses surent faites, à tout maître de navire de jetter son lest dans

les havres, le tout sur peine de 400 liv. d'amende.

Tel étoit ce Réglement qui, comme il a été observé, sut approuvé & homologué au Parlement de Rennes le 3t dudit mois de Mars 1740, pour être exécuté selon sa forme & teneur, avec désenses à tous propriétaires des navires, capitaines, pilotes, mariniers & tous autres d'y contrevenir, à peine de 500 liv. d'amende, au paiement de laquelle demeureroient affectés les vaisseaux & cargaisons des contrevenans.

Au moyen de cet ordre établi par les Bretons pour la pêche à la côte du petit Nord, plusieurs François des autres provinces y étant allés pour en partager les profits, de peur que quelques-uns d'eux ne refusassent de se soumettre au Réglement, sous prétexte qu'il n'avoit pas été sait avec eux, ce qui auroit causé les mêmes désordres que l'on avoit voulu éviter, le Roi jugea à propos, par Arrêt du Couseil du 28 Avril 1671, de déclarer commun, avec tous ses sujets qui iront d'orénavant à la pêche des morues à la côte du petit

Nord, ce Réglement & l'Arrêt du Parlement de Rennes qui l'avoit autorifé. C'est aussi ce même Réglement qui a servi de base aux quatre premiers articles du présent titre.

Jusques-là long-temps encore après, en un mot jusqu'à la paix d'Utrecht, les François étoient feuls en droits & en possession de faire la pêche des morues sur le banc & à l'Isle de Terre-Neuve, aussi bien que sur les côtes voisines; & fi les Anglois les y troubloient, ce n'étoit que par un esprit d'intolérance & d'usurpation qui leur est propre, ou à la faveur des guerres élevées entre les deux nations. Mais depuis le traité d'Utrecht les choses ont changé au moyen de la cession faite aux Anglois de l'Isse de Terre-Neuve. Par la à la verité, la France n'a pas perdu le droit de pecher, sur le banc Terre-Neuve, ni sur les côtes de cette lile, Louis XIV, l'ayant expressément réservé pour ses sujets, avec faculté d'avoir dans l'Isle des echaffauds & des cabanes dans le temps de la pêche, pour y préparer, faler & fécher leurs poissons sur les greves, depuis le Cap de Bonavista, jusqu'à la pointe riche : mais les Anglois, qui aupara-Vant estimoient pen cette pêche, s'en sont fait depuis un objet capital, jusques-là qu'ils n'ont rien négligé pour en exclure les François ou les en dégoûter. Tentative injuste, ainsi que dans le projet d'envahir en pleine paix toutes nos possessions du Canada, & dont toute l'Europe a intérêt d'empêcher la réussite.

ARTICLE PREMIER.

Uand nos sujets iront saire la pêche des molues aux côtes de l'Isse de Terre-Neuve, le premier qui arrivera ou envoyera sa chaloupe au havre appellé du Petit-maître, aura le choix, & prendra l'étendue du galet qui lui sera nécessaire, & mettra au lieu dit, l'échassaud du croc, une assiche signée de lui, contenant le jour de son arrivée, & le nom du havre qu'il aura choisi.

Et article est tiré absolument du Réglement des Bretons du 26 Mars 1640 dont il vient d'etre parlé, homologué au Parlement de Rennes par Arrêt du 31 du même mois, & déclaré commun avec tous les François qui iroient d'orénavent à la pêche des morues sur les côtes de Terre-Neuve & du petit Noid, par Arrêt du Conseil du 28 Avril 1671.

Il n'y a que le titre d'Amiral qui n'est pas donné ici, au maître de navire qui arrive le premier, au havre appellé du Petit maître; mais l'usage ne s'en est pas moins conservé, en consequence de ce Réglement & de l'Arrêt du Conseil qui l'a consirme. Les avantages attribués par cet article & par l'art. 5 ci-après, au maître de navire le premier artivé, ont excité dans tous les temps l'émulation des capitaines de navires allant à la pêche de la morue.

Comme ils partent quelquefois en flotte, & que ceux expédiés en différens ports, se rencontrent assez souvent a la mer, ils vont de compagnie jusqu'à ce qu'il ne leur reste plus que quelques lieues à saire pour arriver au lieu de la pêche. Alors c'est à qui sera rendu le premier, & à cette sin chacun fait les derniers efforts pour devancer tous les autres.

En conféquence de cet article, qui en cette partie n'avoit fait que se conformer à l'ulage, c'étoit le capitaine qui envoyoit le premier se chaloupe au F strif ij

havre du Petit maître, qui étoit l'Amiral de la pêche. Il arrivoit delà que les capitaines, quoiqu'il restât encore plusieurs lieues à faire pour attendre le but mettoient à l'envie leurs chaloupes à la mer avec leurs meilleurs matelots. & que les uns & les autres forçant de voiles & de rames, se disputoient la primauté de l'arrivée; d'où s'ensuivoit assez souvent la perte de quantité de chaloupes avec leurs équipages. Pour rémédier à un abus aussi dangereux, est intervenue l'Ordonnance du 8 Mars 1702, qui a fait défenses à tous capitaines allant à la pêche de la morne, d'envoyer leurs chaloupes à terre avant d'avoir mouillé l'ancre, à peine de 1000 liv. d'amende pour la premiere fois & de punition corporelle en cas de récidive. La même Ordonnance porte qu'à l'avenir, ce fera le capitaine du premier navire qui mouillera l'ancre sur les côtes où se fait la pêche, qui sera le maître du galet & qui aura les prérogatives qui y font attachées par la préfente Ordonnance de 1681, dont l'exécution est recommandée pour le surplus par ladite Ordonnance du 8 Mars 1702, avec injonction au Gouverneur & autres Officiers commandans pour le Roi sur la côte, d'y tenir la main.

ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT. DU ROI,

QUI déclare commun avec tous les sujets du Roi, le Réglement fait par les Négocians de Bretagne, au sujet de la pêche du petit Nort, & l'Ariêt du Parlement de Rennes, intervenu en conséquence au mois de Mars 1640.

Du 28 Avril 1671.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ETAT.

S Ur ce qui a été représenté au Roi en son Conseil, que les Négocians de Saint-Malo & autres de la Province de Bretagne, ont été les feules jusqu'à présent, qui ont fait la pêche des molues de Terre-Neuve, dans la côte du petit Nord; & comme il arrivoit des défordres par la méfintelligence des capitaines ou maîtres des vaisseaux pour le choix des havres où se fait ladite péche, & que les Sauvages se prévalant de certe discussion, tuoient très-souvent les matelots, rompoient & ruinoient les échaffauds qui étoient dans les havres, cela auroit donné lieu à un Réglement fait par les principaux Négocians de ladite province de Bretagne, le 26 Mars 1640, confirmé Par Arrêt du Parlement de Rennes du 31 dudit mois; par lequel il est entr'autres choses ordonné que tous les vaideaux qui iront à ladite côte pour y faire la pêche, seront tenus d'envoyer au havre du

petit Maître, & que le premier qui mouilleroit l'ancre dans ledit havre, seroit reconnu pour Amiral, & pour cet effet qu'il mettroit l'enfeigne sur son grand mat, & aurou le choix de tel havre que hon lui sembleroit pour faire la pêche, & d'un galet nécessaire pour la quantité d'hommes dont son vaisseau seroit équipé; & d'autant qu'il y a à présent d'autres vaisseaux que ceux de ladite Province de Bretagne, qui vont à la pêche des molues audit havre du petit Maître, & que fous prétexte que lesdits Réglement & Arrêt ne font pas rendus avec les intéresses auxdits vaisseaux, il pourroit arriver quelque difficulté pour l'exécution d'iceux; ce qui causeroit les mêmes désordres qu'on a voulu éviter; à quoi etant necessaire de pourvoir, & oui le rapport du Sieur Colbert, Confeiller du Roi en tous ses Conseils, Contrôleur général des Finances, & tout confidéré : Sa. Majesté en son Conseil, a déclaré les dits Réglement & Arrêt du Parlement de Rennes des dits jours, 26 & 31 Mars 1640, communs avec tous ceux de ces sujets qui iront dorénavant à la pêche des molues de Terre-Neuve dans la côte du petit Nord; ordonne qu'ils seront exécutés selon leur forme & teneur: & à cette sin, veut S. M.

que le présent Arrêt soit lu, publié & affiché dans tous les ports & havres du Royaume, & par-tout ailleurs où besoin sera, afin que personne n'en ignore. Fait au Conseil d'Etat du Roi, tenu à Paris, le 28.º jour d'Avril 1671. Signé, Colbert.

ORDONNANCE DU ROI,

Pour la Pêche des Molues.

Du 8 Mars 1702.

DEPARLEROI.

S A Majesté a règlé par son Ordonnance du mois d'Août 1681, liv. 5, tit. 6, que quand ses sujets iroient faire la pêche de la molue aux côtes de l'Isle de Terre-Neuve, le premier qui arrivera ou enverra sa chaloupe, aura le choix de prendre l'étendue du galet qui lui sera nécessaire; mais ayant été informée qu'il est arrivé depuis que les capitaines des vaisseaux, par le desir d'avoir ce choix, détachoient de fort loin leurs chaloupes, ce qui en a fait perdre plusieurs avec leurs équipages; & estimant nécessaire de remédier à un abus d'une si dangereuse conséquence, Sa Majesté a fait trèsexpresses inhibitions & défenses aux capitaines qui commanderont les vaisseaux de ses sujets, qui seront envoyés à la côte de Terre-Neuve pour y faire la pêche de la molue, d'envoyer leurs chaloupes à terre avant d'avoir mouillé, à peine de mille livres d'amende pour la pre-

miere fois, & de punition corporelle en cas de récidive; & a ordonné & ordonne que ce sera à l'avenir le maître du premier navire qui mouillera l'ancre sur les côtes de ladite lsle, qui aura le choix & prendra l'étendue du galet qui lui fera nécessaire, Sa Majecté, lui attribuant pour le surplus toutes les prérogatives & privileges accordés par ladite Ordonnance de 1681, à celui dont la chaloupe aborderoit la premiere à ladite côte. Enjoint Sa Majesté au Gouverneur & autres Officiers commandans pour son service dans ladite lsle, de tenir la main à l'exécution de ladite Ordonnance, & aux Officiers de l'Amirauté de la faire publier & afficher, afin que les capitaines desdits bâtimens n'en prétendent cause d'ignorance. Fait à Versailles, le 8 Mars 1702. Signé, LOUIS. Et plus bas, par le Roi, PHELYPEAUX, & scellé.

ARTICLE II.

Ous les maîtres qui arriveront ensuite seront tenus d'aller ou envoyer successivement à l'échassaud du croc, & d'écrire sur la même affiche, le jour de leur arrivée, le nombre de leurs matelots, & les havres ou galets qu'ils auront choiss à proportion de la grandeur de leur vaisseau & de leur équipage.

N voitencore une grande conformité entre cet article & ledit Réglement, le but que l'on s'y est proposé a été de prévenir les discussions pour le choix des havres ou galets entre les maîtres des navires. Il n'y avoit point de meilleur expédient que celui de régler que le choix appartiendroit à celui qui

arriveroit le premier au havre du petit Maître, successivement aux autres à mesure qu'ils y arriveroient, à la charge par eux néanmoins d'envoyer à. l'échassaud du croc écrire sur l'assiche ou tableau, le jour de leur arrivée, avec déclaration des havres ou galets par eux choisis, à proportion de la grandeur du vaisseau & de la force de l'équipage d'un chacun, à l'esset de quoi le nombre des marelots seroit indiqué.

Par là en effet les posses d'un chacun étant reconnus, avec défenses aux uns d'entreprendre sur cenx des autres, & de placer ailleurs que dans leur rang &

ordre de pêche tout sujet de discorde devoit naturellement être banni.

Cependant le temps précis dans lequel, les maitres de navires devoient faire leur choix des havres & galets , n'étant point déterminé par le Réglement de Bretagne de 1640, il s'élevoit des contestations entreux, qui étoient tuivies affez fouvent de la démolition & du pillage des échaffauds; ce qui donna lieu à deux Arrêts du Parlement de Rennes, des 15 Mars 1662 & 24 Avril 1687 pour y rémedier en conformité des délibérations de la Communaute de S. Malo, des 31 Décembre 1661 & 7 Avril 1662. Et comme la présente Ordonnance n'avoit pas non plus fixé le temps de faire cette déclaration, il intervint au Confeil d'Etat du Roi l'Arrêt du 3 Mars 1684 qui suit, portant que les capitaines, mairres & officiers des vaisseaux françois qui iroient pêcher aux côtes de Terre Neuve, seroient tenus de déclarer par écrit, une heure après leur arrivée, les havres on galets qu'ils auroient choisis pour faire leur pêche & écheries, felon leur rang & ordre de leur arrivée, avec défenfes d'y contrevenir, ni démolir aucuns échaffauds, loges ou autres ouvrages servant à ladite pêche, à peine de 500 liv. d'amende applicables aux hôpitaux du lieu, d'oit les vaisseaux seroient partis.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT

DU ROI,

Au sujet de la pêche des Molues.

Du 3 Mars 1684.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

E Roi s'étant fait représenter en son Confeil, l'Arrêt rendu en la Cour de Parlement de Bretagne, le 13 Mars 1662, par lequel ladite Cour auroit ordonné que les articles contenus en la délibération de la Communauté de Saint Maso, du 31 Décembre 1661, portant que tous les vaisseaux qui arriveront à la côte du Chapeau-rouge, en l'Isle de Terre-Neuve, pour y pêcher, seront obligés, dans vingt-quatre heures après leur arrivée, de choisir le havre où ils voudront saire leur pêche & sécherie, & que détenses seroient faites à toutes personnes d'a-

battre ni démolir les échaffauds, ni se saisir d'aucune chose, servant à ladite pêche, appartenant à d'autres, ensemble les articles contenus en l'état du 7 Avril 1662, contenant le nombre d'hommes que chaque galet ou havre peut contenir commodément, servient exécutés; avec desenses à tous propriétaires de vaisseaux, capitaines, pilotes & autres d'y contrevenir, à peine de cinq cens livres d'amende, applicable à l'hôpital de la ville de Saint-Malo: autre Arrêt de ladite Cour du 24 Avril 1681, par lequel elle auroit ordonné qu'en exécutant les précédens 'Arrêts, les capitaines, maitres & officiers des vaisseaux déclareroient par écrit, aussi-tôt leur arrivée, on an plus tard une heure après, les havres & galets où ils voudroient faire leur pêche & fécherie, telon le rang & ordre de leur arrivée, & que l'amende de cinq cens livres portée par l'Arrêt du 8 Février 1681, seroit payée par les capitaines, maîtres & autres officiers qui auroient contrevenu seulement. Et Sa Majesté étant informée, que quoique lesdits Arrêts du Parlement de Bretagne, soient conformes à l'Ordonnance de la Marine du mois d'Août 1681, néanmoins ils sont presque demeurés fans exécution, & plufieurs Négocians de la ville de Saint-Malo & autres du Royaume refusent d'y obéir: de sorte que l'année derniere il y a eu plusieurs contestations entre les capitaines & maîtres de navires pour le choix des havres & galets, & presque tous les échaffauds du Chapeau-rouge ont été rompus. A quoi voulant pourvoir: S. M. étant en son Conseil, a

ordonné & ordonne que conformément à l'Ordonnance de la Marine du mois d'Août 1681, & aux Arrêts du Parlement de Bretagne, des 15 Mars 1662, & 24 Avril 1681, qui seront exécutés selon leur forme & teneur; les capitaines, maîtres & othciers des vaisseaux françois, qui iront pêcher aux côtes de Terre-Neuve, seront tenus de déclarer par écrit, une heure après leur arrivée les, havres ou galeis qu'ils auroient choist pour faire leur pêche & fécherie, felon leur rang & ordre de leur arrivée, avec défenses d'y contrevenir, ni démolir aucuns échaffauds, loges ou autres ouvrages, servant à ladite pêche, à peine de 500 livres d'amende, applicable aux hôpitaux des lieux d'où les vaisseaux seront partis, laquelle, sera payée par les capitaines, maitres & autres officiers qui auront contrevenu. Fait au Confeil d'Etat du Roi, S. M. y étant, tenu à Versailles le troisseme jour de Mats mil fix cens quatre-vingt-quatre.

Signe, COLBERT.

ARTICLE III.

E capitaine arrivé le premier, fera garder l'affiche par un des hommes de son équipage, qu'il laissera sur le lieu, jusqu'à ce que tous les maîtres y aient écrit leur déclaration, qui sera mise ensuite entre ses mains.

C Eci est encore d'après ledit Réglement de 1640, & a pour but de rendre notoire les postes choisis par chaque maître de navire, asin que les uns n'entreprennent point sur les autres, ou qu'en cas de contravention de la part de quelqu'un, cette affiche serve de piece de conviction contre lui: à l'effet de quoi , le tableau étant rempli , doit être remis à l'Amiral , chargé par l'article 12 ci-après de dresser procès-verbal de toutes les contraventions aux dispositions des articles du présent titre.

ARTICLE IV.

Aisons défenses à tous maîtres & mariniers, de s'établir en aucuns havres ou s'accommoder d'aucuns galets, sans en saire leur déclaration en la forme ci-dessus, & de troubler aucuns maîtres dans le choix qu'ils auront fait, à peine de cinq cens livres d'amende.

Es mêmes précautions avoient aussi été prises par le Réglement de 1640. Il n'y a de différence, qu'en ce que l'amende n'y étoit portée qu'à 400 liv. mais l'Arrêt du Parlement de Rennes l'avoit fixée comme ici à 500 liv.

au paiement de laquelle les navires & cargaisons des contrevenans demeure

roient affectés, ce qui est de droit.

Au surplus, l'amende n'ayant point ici d'application particuliere, comme dans l'Arrêt du Conseil ci-dessus du 3 Mars 1684, il saut dire qu'elle appartient, comme toutes les autres que prononce cette Ordonnance, à M. l'Amiral. Savoir en entier, si elle est déclarée encourue dans une Amirauté particuliere, & pour moitié seulement, si c'est dans un Siege de Table de Marbre, l'autre moitié dévolue au Roi. Suprà art. 10, tit. 1. et du liv. 1. et

ARTICLE V.

E premier de nos sujets qui arrivera aussi avec son vaisseau en la baie de Canada pour y faire la pêche des molues, sera le mattre du galet pour y prendre la place qui lui sera nécessaire, même pour y marquer successivement à ceux qui viendront après lui, celles dont ils auront besoin, eu égard à la grandeur de leur vaisseau, & au nombre de gens dont ils seront équipés.

L n'est plus question ici de la pêche du petit Nord, où il saut aller au havre du petit Maître & à l'échassaud du croc; mais de la pêche dans la baie de Canada, & cepen Jant comme l'ordre de la pêche y doit également être observé pour éviter la consusion & les disputes, il est réglé tout de même, que le maître de navire qui arrivera le premier dans la baie de Canada pour y faire la pêche des morues, sera le maître du galet pour y prendre la place qui lui sera nécessaire. Il a de plus le droit de marquer successivement à ceux qui viendront après lui, celles dont ils auront besoin, eu égard à la grandeur de chaque vaisseau, & du nombre des gens de l'équipage.

Il est entendu qu'il tiendra à cet esset un rôle, où il écrira les noms de chaque maître, avec indication des places qu'il leur aura assignées, & qu'au surplus,

il n'abufera pas de fon pouvoir dans la distribution des places.

ARTICLE VI.

Aisons désenses au Gouverneur ou Capitaine de la côte, depuis le Cap des Rosiers jusqu'au Cap d'Époir, & à tous autres, sous peine de désobérssance, de troubler le premier maître arrivant dans la baie, au choix, & en la distribution des places sur le galet.

Et article oft dans le même esprit que l'article 10 du tit. 3, ci-dessus des parcs & pâcheries. La pêche pour être avantageuse & recherchée avec émulation, doit être libre, & à cete fin les Gouverneur, Commandans, Capitaines & autres Officiers des troupes, ne doivent nullement s'en mêler. Ils favoriseroient

favoriseroient qui bon leur sembleroit, & leur protection ne seroit pas tou-

jours gratuite.

Il ne conviendroit pas même à cause des conséquences, que les maîtres de navires qui auroient à se plaindre de la partialité & de l'injustice du maître du galet dans la distribution des places de pêche, se pourvussent devant le Gouverneur ou Capitaine de la côte. Ils ne pourroient donc en porter leur plainte qu'au Siege de l'Amirauté du lieu, s'il y en avoit, si non, au retour, devant les Juges de l'Amirauté du lieu d'où seroit parti ce maître du galet.

Il y a pourtant un cas, où les capitaines de navires doivent se pourvoir devant le Gouverneur ou Commandant; c'est lorsqu'ils entendent disputer à celui qui se prétend maître du galet, sa primauté, pour n'être arrivé le premier qu'avec sa chaloupe sans avoir mouillé l'ancre le premier, parce que c'est là une contravention à l'Ordonnance du 28 Mars 1702, rapportée sur l'art, premier ci-dessus, à l'exécution de laquelle Ordonnance il est enjoint au Gouverneur & Commandant du lieu de tenir la main; mais à cela près elle ne déroge en rien à la disposition du présent article.

ARTICLE VII.

Aisons aussi désenses, sous peine de cinq cens livres d'amende, aux maîtres & équipages des vaisseaux qui arriveront, tant aux côtes de Terre-neuve, qu'en la baye de Canada, de jetter le lest dans les havres, de s'emparer des sels & huiles qui s'y trouveront, & de rompre, transporter ou brûler les échasauds, lesquels appartiendront aux maîtres qui auront fait choix des havres ou galets sur lesquels ils auront été laissés.

E jetter le lest dans les havres. Ces désenses avoient déjà été saites dans le Réglement de 1640, & on comprend en esset de quelle conséquence il est, que les havres soient conservés dans leur prosondeur & netteté, sans aucun encombrement, comme s'en explique l'article premier, titre premier du liv. 4 ci-dessus C'est aussi par la même raison qu'il est désendu également, de jetter le lest dans les ports, canaux, bassins & rades. Article 6, tit. 4 du même livre 4.

De s'emparer des sels & huiles qui s'y trouveront. On suppose ici qu'ils y ont été laissés d'une précédente pêche; & comme par là ils sont censés abandonnés en faveur du pêcheur qui viendra dans la suite occuper la même place; c'est aussi à celui qui en a fait le choix, que notre article veut que cela appartienne, de même que les échasauds qui auront pareillement été laissés, avec désenses à tous autres de s'emparer de ces sels & huiles, & de rompre, transporter ou brûler ces échasauds, sous la même peine de 500 livres d'amende. Ces désenses regardent aussi-bien le maître du navire qui, ayant laissé toutes ces choses, voudroit les reprendre en retournant une autre année à la pêche, que tous les autres capitaines de navires; à moins qu'il ne sût arrivé à temps

Tome 11, Ggggg

pour choisir de nouveau ce même havre ou galet. De sorte que sans cela il pourroit réclamer ces mêmes choses comme lui appartenantes, ni sous ce prétexte demander la présérence de ce havre-, parce que ce seroit lui attribuer en quelque sorte un droit de propriété ou de possession exclusive sur des terreins dont notre Ordonnance, en vue d'exciter l'ardeur des pêcheurs, a voulu que le choix appartînt indistinctement chaque année, à ceux qui arriveroient les premiers, avec pleine & entiere faculté de se servir des établissemens qu'ils y trouveroient.

Par la même raison qu'il y va de l'intérêt & de l'avantage de la pêche, je ne croirois point qu'il sût permis à ceux qui se seroient servis de ces établissemens, même à ceux qui les auroient saits, de les ruiner en se retirant de la

pêche, pour empêcher d'autres d'en profiter.

ARTICLE VIII.

Eur défendons pareillement de s'emparer des chaloupes échouées fur le galet, ou laissées dans la petite riviere de la baye des molues, sans un pouvoir spécial des propriétaires des chaloupes, à peine d'en payer le prix & de cinquante livres d'amende.

L n'en est pas des chaloupes qui ne peuvent pas être censées destinées à un havre ou galet, plutôt qu'à un autre, comme des autres objets compris dans l'article précédent. Elles ne sont pas censées abandonnées au premier venu; on présume qu'elles n'ont été laissées que parce que ceux à qui elles appartiennent n'ont pas pu saire autrement, ou que leur intention a été en tout cas, de s'en servir à leur retour pour une autre pêche, ce qui est assez ordinaire. Lamare, loc. cit. fol. 37, col. 1 in sine. C'est pour cela qu'il est désendu aux pêcheurs de s'en emparer sans un pouvoir spécial des propriétaires, à peine d'en payer la valeur & de 50 liv. d'amende. Et rien n'est plus juste, puisque les propriétaires de ces chaloupes en conservant leur droit de propriété & la faculté d'en disposer, n'empêchent pas ceux qui ont sait choix des havres où elles se trouvent, d'y saire librement leur pêche.

ARTICLE IX.

I toutesois les propriétaires des chaloupes ne s'en servent, ou n'en ont point disposé, ceux qui en auront besoin, pourront par la permission du capitaiue, le premier arrivé, s'en servir pour faire leur pêche, à condition d'en payer à leur retour les loyers aux propriétaires.

L'Exception que fait cet article est fondée sur le droit de convenance & d'équité. Le propriétaire de la chaloupe n'étant pas sur le lieu pour s'en

781

servir, ou n'en ayant pas disposé; par quelle raison seroit-il désendu à un maître qui en auroit besoin, pour avoir perdu la sienne ou autrement, de s'en servir avec l'agrément du capitaine, le premier arrivé, qui est l'amiral ou maître du galet? Mais c'est à condition d'en payer au retour, le loyer au propriétaire; & rien n'est plus juste. J'ajouterai même ou de lui en payer la valeur à estimation, s'il l'a perdue dans l'usage qu'il en a fait, de quelque maniere que la perte soit arrivée.

Au surplus si le propriétaire n'étoit pas connu, il n'en seroit pas des chaloupes ainsi laissées & sans maître, comme des sels, huiles & échaffauds dont il est parlé dans l'article 7; c'est-à-dire, qu'elles n'appartiendront pas tout de même au premier occupant, & le Commentateur qui a pensé le contraire n'a pas

pris garde aux deux articles qui fuivent.

ARTICLE X.

E capitaine ou maître qui se saistra de quelques chaloupes, sera tenu de mettre entre les mains du maître qui lui en aura donné la permission, ou en son absence en celles du capitaine établi sur le galet voisin, un état contenant le nombre des chaloupes, avec sa soumission, d'en payer le loyer, même de remettre au propriétaire, s'il arrive à la côte, & à tout autre ayant pouvoir de lui.

S Ans les précautions indiquées par cet article, un maître de navire qui se saissiroit de quelques chaloupes pourroit se les approprier impunément, du

moins dans le cas que le propriétaire ne seroit pas connu.

Pour prévenir cet abus, il est ordonné ici à ce maître de navire, de mettre entre les mains du maître du galet, on du capitaine qui le représente en son absence, un état contenant le nombre des chaloupes dont il aura en permission de se fervir, avec soumission de sa part d'en payer le loyer aux propriétaires, même de les leur remettre s'ils arrivent à la côte, ou à ceux qui seront porteurs de leurs ordres.

Ceci au reste doit s'entendre sous les peines portées par l'art. 8 ci-dessus,

en cas de contravention.

ARTICLE X1.

SEra aussi tenu après sa pêche, de remettre en lieu de sûreté les chaloupes, & d'en tirer certificat du même capitaine, s'il est sur le lieu, sinon d'en prendre attestation d'un autre étant encore à la côte.

L s'enfuit delà qu'en aucun cas, les chaloupes laissées sur le lieu de la pêche, ne peuvent jamais appartenir au premier occupant, puisque le maître qui Ggggg ij

les a trouvées & qui s'en est servi, en prenant les précautions ci-dessus indiquées, est obligé après sa pêche, de les mettre en lieu de sûreté & d'en tirer un certificat du mattre du galet ou de son représentant; c'est-à-dire, du capitaine qui se trouve le premier arrivé de ceux qui restent encore à la côte,

après que les premiers s'en seront retirés.

Au moyen de ce certificat, le maître de navire qui s'est servi des chaloupes d'autrui, n'est plus responsable des accidens qui peuvent leur arriver, & il n'en doit que le loyer aux propriétaires. Mais si les propriétaires sont absolument inconnus, le loyer sera-t-il dû & partagé comme le fruit d'un épave? Il semble que non par argument de l'art. 7; & que c'est là une bonne sortune pour le maître de navire, qui ne doit pas plus lui être enviée qu'à celui qui a trouvé des sels, des huiles & des échassands sur son galet. La faveur de cette pêche l'exige de la sorte. Cependant ce maître dans le même cas que le propriétaire de la chaloupe soit inconnu, ne peut pas l'appliquer à son prosit; il est tenu de la mettre en sûreté, asin qu'elle puisse servir à d'autres dans la suire; & s'il y manque, il sera pour le moins sujet à l'amende de cinquante livres, portée par l'article & ci-dessus; on pourroit dire même qu'alors l'amende devoit être de la valeur de la chaloupe.

ARTICLE XII.

Njoignons au capitaine du premier navire arrivé aux côtes de Terre-neuve ou dans la baye de Canada, de dresser procèsverbal de toutes les contraventions aux articles ci-dessus, de le signer & saire signer par les officiers de son équipage, & de le mettre à son retour entre les mains des Juges de l'Amirauté, pour y être pourvu.

L'Est encore ici un des privileges du maître du galet, autrement de l'amiral de la pêche; mais en même temps, c'est aussi une obligation qui lui est imposée de dresser procès-verbal de toutes les contraventions aux articles ci-dessus; lequel procès-verbal il doit signer & le faire signer par les principaux officiers de son équipage, & le remettre à son retour entre les mains des Juges de l'Amirauté pour y être pourvu. Ce qui s'entend à la requête, poursuite & diligence du Procureur du Roi de l'Amirauté, contre les contrevenans domiciliés dans le district de la même Amirauté. Et à l'égard des justiciables de quelqu'autre Amirauté, à la diligence du Procureur du Roi, tout de même dans chaque Amirauté; à l'esset desquelles poursuites, le Procureur du Roi du Siege où le procès-verbal aura été déposé, leur enverra des expéditions en sorme, pour servir de piece de conviction contre les contrevenans.



ARTICLE XIII.

Esendons à tous maîtres de navires, saisant la Pêche des molues sur le banc de Terre-Neuve ou dans la baye de Canada, de faire voile pendant la nuit, à peine de payer le dommage qu'ils pourroient causer en cas qu'ils abordent quelque vaisseau, quinze cens livres d'amende, & de punition corporelle, s'il arrive perte d'homme dans l'abordage.

Es motifs de cet article y sont suffisamment expliqués, c'est pour prévenir les abordages qui seroient comme inévitables, & le dommage qui en résulteroit, s'il étoit permis aux capitaines de navires de quitter la pêche &

de faire voile pendant la nuit.

C'est dans le même esprit que dans l'art. 5, tit. 8 du livre 4 ci-dessus, il est décidé que, quand un vaisseau en rade voudra faire voile pendant la nuit, le maître sera tenu, dès le jour précédent, de se mettre en lieu propre pour sortir, de maniere qu'il le puisse faire sans aborder ou saire dommage à aucun de ceux qui seront en même rade; & si dans le cas de la pêche des molues, il est désendu indistinctement de faire voile durant la nuit, sans laisser la liberté au maître du navire de s'écarter & mettre en lieu propre à éviter tout abordage; c'est que cela n'est pas moralement pratiquable, attendu que les navires tant qu'ils sont à la pêche, sur-tout sur le grand banc. ne sont pas à l'ancre & qu'il dérivent continuellement.

Le danger étant donc maniseste en laissant la pêche & saisant voile pendant la nuit; c'est pour cela que la peine prononcée par cet article est beaucoup plus grande que celle portée par ledit article 5, du tit. des rades, puisque au lieu d'une amende arbitraire, il est question ici d'une amende de 1500 liv. & même de punition corporelle, s'il arrive perte d'homme dans l'abordage.

Mais de ce qu'il est désendu aux pêcheurs de molues de faire voile indistinctement durant la nuit, il ne s'ensuit pas de même qu'il ne leur soit pas permis non plus de s'arrêter & jetter l'ancre. Il faut dire au contraire qu'ils le peuvent à l'exemple des pêcheurs de hareng qui pêchent aussi en ligne & cn dérivant; mais c'est à condition de se retirer si loin du lieu de la pêche, qu'il n'en puisse arriver aucun dommage, conformément à la disposition de l'art. 4 du tit. précédent.

Le Commentateur à la suite de cet article renvoie sur le sait de la pêche des morues à un Arrêt du Conseil du 3 Mars 1685. Il s'est trompé, il n'y a point d'Arrêt de cette date; mais seulement du 3 Mars 1684, il est rapporté

fur l'art. deux ci-dessus.

Pour prévenir aussi le danger du seu, par Ordonnance du Roi du 23 Juillet. 1737, il est désendu aux gens de mer des équipages des navires destinés pour la pêche de la morue, d'embarquer des paillasses ni autres meubles où il y ait de la paille, soin ou autres herbes seches, à peine de 50 liv. d'amende, dont la moitié applicable au dénonciateur. Co qui a donné lieu à cette Ordonnance,

c'est qu'un navire avoit été récemment consumé par les slammes à la rade de

St. Malo, au moyen d'une paillasse où le feu avoit pris.

En temps de paix, il a toujours été libre d'aller à la pêche de la morue: comme à tonte autre pêche, sans en obtenir une permission spéciale du Roi; mais en temps de guerre ç'a été souvent autre chose par rapport à cette pêche. à cause du danger où étoient les pêcheurs d'être pris par les ennemis dans ces parages éloignés.

Delà la précaution jugée nécessaire de leur donner des escortes. Dans l'origine c'étoit M. l'Amiral qui fournissoit ces escortes. Les preuves en sont rapportées sur l'art. 5 tit. des loyers des matelots, qui est le 4 du liv. 3 ci-dessus. & sur le titre premier du présent livre. Depuis le rétablissement de la charge

d'Amiral, il n'y a plus en d'escorte qu'avec les vaisseaux du Roi.

Avant que Louis XIV eût porté la marine Royale au degré de force, où il s'étoit proposé de la faire monter, ces escortes ne surent pas pleinement gratuites. En ce qui concerne la pêche de la morue, les capitaines des navires qui y alloient, étoient obligés de payer 3 liv. par tonneau de port de leurs vaisseaux, entre les mains du Trésorier général de la Marine, qui leur délivroit en conséquence des passe ports du Roi, sans lesquels il ne leur étoit pas permis d'aller à cette pêche, & s'ils étoient rencontrés en mer, par le capitaine commandant les vaisseaux d'escorte, sans en être munis, leurs navires étoient sujets à confiscation. C'est ce qui résulte de l'Arrêt du Conseil du 27 Novembre 1675, confirmatif de deux Ordonnances des 8 & 11 Février de la même année, & renouvellé par autre Arrêt du Conseil du 2 Janvier 1677.

Il ne paroit pas que depuis cette époque, Louis XIV ait renouvellé cette imposition de 3 liv. par tonneau, ni aucun autre droit d'escorte, quoiqu'il ait continué de fournir des vaisseaux d'escorte, & en suite d'avoir des vaisseaux en croisieres pour la garde des côtes, tant en Europe qu'en Amérique; ce qui protégeoit le commerce & la pêche plus efficacement encore que les

convois.

Les convois ont été remis en usage dans la derniere guerre, terminée par la paix d'Aix-la-Chapelle en 1748; sur quoi voir les observations sur ledit art. 5 du tit. des loyers des matelots. Les vaisseaux qui en profitoient étoient obligés de payer 4 pour cent de la valeur de leur cargaison pour l'aller, & autant pour le retour; mais cela ne regardoit que le commerce des Isles de l'Amérique, & nullement les vaisseaux qui alloient à la pêche de la morue, à l'Isle Royale ou en Canada. Ils n'étoient sujets à aucune imposition, quoiqu'ils fussent souvent escortés par des vaisseaux du Roi.



ARREST DU CONSEIL D'ETAT

DU ROI,

QUI ordonne, qu'à commencer du jour de la publication du présent Arrêt, il fera délivré par le Commis du Trésorier Général de la Marine, en chacune des Villes de la Rochelle, Bordeaux, Nantes, Saint Brieu, Saint Malo & le Havre de Grace, des Passe-ports de Sa Majesté, à tous capitaines & maîtres de vaisseaux que ses sujets envoyeront à la pêche des molues ès mers de Terre-Neuve & autres Isles & Terres de l'Amérique Septentrionale.

Du 2 Janvier 1677.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

LE Roi ayant, par Arrêt de son Conseil du 1675, ordonné qu'il seroit délivré par les Commis du Trésorier de la Marine, en chacune des villes de la Rochelle, Bordeaux, Nantes, Saint Brieu, Saint Malo & le Havre de grace, des passe-ports de Sa Majesté aux vaisseaux que ses sujets envoyeroient à la pêche des Molues ès mers de Terre-Neuve & autres Isles & Terres de l'Amérique Septentrionale, en payant trois livres par tonneau du port desdits vaisseaux pour être employées à l'armement des vaisseaux de guerre, destinés pour la sûreté de ladite pêche. Et voulant continuer de donner la même escorte auxdits vaisseaux, en faisant payer lesdites trois livres par tonneau pour servir au même armement qu'Elle a résolu pour l'année présente : Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne qu'à commencer du jour de la publication du présent Arrêt, il fera délivré par les Commis du Trésorier général de la Marine, en chacune des villes de la Rochelle, Bordeaux, Nantes, Saint Brieu, Saint Malo & le Havre de grace, des paste-ports de Sa Majesté, à tous les capitaines & maîtres des vaisseaux que ses sujets envoyeront à la pêche des molnes ès mers de Terre-Neuve & autres Isles & Terres de l'Amérique Septentrionale, en payant trois livres par chacun tonneau du port desdits vaisseaux, pour être employées à l'armement & équipement des vaisseaux de guerre, que Sa Majesté à destinés pour l'escorte & la sûreté de ladite pêche; lesquels passeports seront représentés au capitaine, commandant lesdits vaisseaux qu'Elle envoyera andit pays, par les maitres & capitaines desdits vaisseaux qui iront à ladite pêche; & à faute de

ce faire, ceux qui seront rencontrés en mer sans être munis desdits passe-ports, seront tamenés dans les ports du Royaume, sans souffrir qu'ils fassent ladite pêche, pour être procédé à la consiscation d'iceux. Enjoint Sa Majesté aux Ossiciers de l'Amirauté de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, en leur faisant désenses de délivrer les congés & permissions nécessaires aux maîtres & capitaines desdits vaisseaux qu'après qu'ils leur auront fait apparroir des passe-ports de Sa Majesté, & de la quittance de paiement de ladite somme entre les mains desdits Commis. Fait au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Saint Germain en Laye le deuxieme jour de Janvier mil six cens soixantedix-sept. Signé, Colbert.

L OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU; ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A nos chers & bien amés les Officiers de l'Amirauté de Ponant, SALUT. Ayant par l'Arrêt dont l'extrait est ci-attaché sous le contrescel de notre Chancellerie, cejourd'hui donné en notre Confeil d'État, Nous y étant, ordonné qu'à commencer du jour de la publication dudit Arrêt, il fera délivré par le Commis du Tréforier général de la Marine en chacune des villes de la Rochelle, Bordeaux, Nantes, Saint Brieu, Saint Malo & le Havre de Grace, de nos passeports à tous les capitaines & maîtres des vaiffeaux que nos fujets envoyeront à la pêche des molues ès mers de Terre-Neuve & autres liles & Terres de l'Amérique Septentrionale, en payant trois livres par chacun tonneau du port desdits vaisseaux, pour être employées à l'armement & équipement des vaisseaux de guerre que Nous

avons destinés pour l'escorte & la sûreté de ladite pêche. A ces causes, Nous vous mandons & ordonnons de tenir la main à l'exécution ponctuelle dudit Arrêt, & de le faire publier & afficher par-tout ou besoin sera. Commandons au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, de faire rous actes & exploits nécessaires

pour cet effet, sans pour ce demander autre permission: Car tel est notre plaisir. Donné à Saint Germain en Laye le deuxieme jour de Janvier, l'an de grace mil six cens soixante-dixsept, & de notre regne le trente-quatrieme. Signé, Louis. Et plus bas, par le Roi, Colbert. Et scellé du grand Sceau.

ORDONNANCE DU ROI,

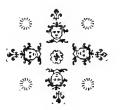
QUI défend aux gens de mer de l'équipage des navires destinés pour la pêche de la morue, d'embarquer des paillasses, ni autres meubles où il y ait de la paille, foin ou autres herbes séches.

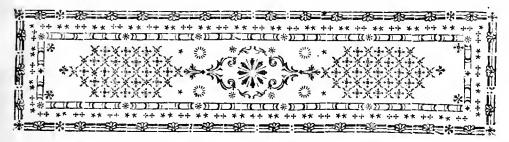
Du 23 Juillet 1737.

DE PAR LE ROI.

A Majesté étant informée qu'il s'est introduit dans quelques ports de son Royaume, l'u-sage d'embarquer des paillasses sur les navires destinés pour la pêche de la morne, ce qui a été cause qu'un vaisseu a été consumé par les slammes cette année, à la rade de Saint Malo: & estimant convenir au bien du commerce de se sujets, d'empêcher qu'il n'arrive à l'avenir de pareils accidens, Elle sait de très-expresses inhibitions & désenses aux matelots & autres gens de mer, des équipages des navires destinés pour la pêche de la morue, d'embarquer pour leur usage aucunes paillasses, ni autres meubles dans lesquels il y ait de la paille ou du soin, ou

autres herbes séches; le tout à peine contre chacun des contrevenans, de cinquante livres d'amende, dont la moitié applicable au dénonciateur. Mande & ordonne Sa Majessé à Mons. le Comte de Toulouse, Amiral de France, Gouverneur & Lieurenanr général de la Province de Bretagne, & aux Intendans de la Marine & des Classes, de tenir la main, chacun en droit soi, à l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera enregistrée aux Gresses des Amirautés, lue, publiée & affichée par-tout où besoin sera. Fait à Versailles le vingt-troisieme Juillet mil sept cent trente-sept. Signé LOUIS, Et plus bas, Phely Peaux,





TITRE VII.

DES POISSONS ROYAUX.



'On mettoit autrefois, au rang des poissons royaux, non-seules ment ceux qui sont déclarés tels par le premier art. de ce tit, mais encore les turbos, les vives, les surmeuillets ou barbarins, les haubars, haubins ou loubines, & généralement tous les poissons qui, par leur rareté ou la délicatesse de leur goût, sont dignes de la table du Roi, & y sont ordinairement servis.

Cleirac, sur l'art. 37, des Jugemens d'Oleron. Lamart, Traité de la Police, tom. 3, liv. 5, tit. 26, chap. 4, sect. 7, fol. 46, col. 2, in fine. Le Dictionnaire de Trevoux, verbo poisson.

ARTICLE PREMIER.

Éclarons les dauphins, esturgeons, saumons & truites, être poissons royaux, &, en cette qualité, nous appartenir, quand ils sont trouvés échoués sur le bord de la mer, en payant les salaires de ceux qui les auront rencontrés & mis en lieu de sûreté.

L vient d'être dit, qu'autrefois les poissons royaux étoient en plus grand nombre, mais ici ils sont restreints aux quatre especes qui sont indiquées, & qui sont les dauphins, les esturgeons ou créacs, les saumons & les truites. Ces poissons, au reste, ne sont déclarés royaux qu'à l'esset d'appartenir au Roi seul, quand ils sont trouvés échoués sur le bord de la mer; de maniere que ni les Seigneurs de Normandie, ni M. l'Amiral sur les autres côtes du Royaume, n'y peuvent rien prétendre à titre d'épave, ni même celui qui les a trouvés sur le rivage: il a droit simplement de prétendre le paiement de son salaire, & les frais qu'il a faits pour mettre ces poissons en sûreté.

Mais, si ces poissons ont été pris ou trouvés en pleine mer, ils appartiennent alors à ceux qui les ont pêchés, sans que le Roi ou ses Fermiers y puissent prétendre aucun droit, sous quelque prétexte que ce soit. C'est la disposition de l'art. 3 ci-après. Il ne parle pas à la vérité du cas où ces poissons sont trouvés surles slots en pleine mer; mais il est exprimé dans le 42.° du Tome. II. Hhhhh 794

tit. des naufrages, en ces termes, ni sur les poissons gras & autres qui serone

conduits & chasses sur les greves par l'industrie des pêcheurs.

Au moyen de cette exception, jamais dans cette Amirauté il ne s'est présenté de cas où l'on pût faire application de la disposition de cet article, parce qu'on a toujours supposé que ces poissons avoient été pris en pleine mer, ou trouvés fur les flots, & qu'à défaut de preuve contraire, il a fallu en passer par-là, comme il a été observé sur l'art. 29 du même tit. des naussages.

L'esturgeon est aussi un poisson royal en Angleterre, comme le prouve Lamart, tr. de la police, tom. 3, liv. 5, tit. 24, ch. 5, fect. prem. fol. 20, col. 1.

ARTICLE JI.

ES baleines, marsouins, veaux de mer, thons, souffleurs; autres poissons à lard, échoués & trouvés sur les greves de la mer, seront partagés comme épaves, & tout ainsi que les autres effets échoués.

Insi, outre les poissons dénommés expressément dans cet article, tous ceux de grande espece, dont on peut tirer de la graisse ou de l'huile, font des poissons à lard, dans le cas par conséquent d'être partagés comme épaves, lorsqu'ils sont trouvés échoués sur les greves de la mer.

C'est-à-dire que, conformément à l'article 29 du tit. des naustrages ci-dessus, il en appartiendra un tiers à ceux qui les auront trouvés; & les deux autres tiers feront dévolus également au Roi ou à ceux à qui il aura cédé fon droit,

& à M. l'Amiral.

Il n'y a d'exception à cela qu'en faveur des Seigneurs de Normandie, dont les fiefs confinent au bord de la mer, à cause de leur ancien droit de varech; que la présente Ordonnance leur a conservé dans le même tit. des naufrages qui vient d'être cité, art. 37 & suiv. ubi vide notata. Il y a été observé entr'autres choses, sur l'art. 42, qu'excepté les poissons royaux, tous les autres à lard ou d'une autre espece, qui sont trouvés échoués sur le rivage, ou à si peu de distance qu'un homme à cheval y puisse toucher avec sa lance, appartiennent, pour le tout, au Seigneur du lieu, à la charge seulement de payer les frais de fauvement. Mais fi ces poiffons ont été trouvés fur les flots, & conduits fur le rivage, par l'industrie des pêcheurs, le Seigneur n'y peut rien prétendre, sous prétexte que ces poissons auroient pu naturellement être jettés par les flots sur la côte.

Les art. 37 & suiv, des Jugemens d'Oleron partageoient les poissons à lard échoués fur le rivage, entre ceux qui les avoient trouvés & le Seigneur du pays, suivant la coutume de chaque lieu. Les formalités qu'il falloit observer à ce sujet, y sont exactement marquées; & les frais, conformémental'équité & à la justice, devoient être pris sur la chose, afin que le Seigneur en supportât fa part. Il en étoit de même des autres choses échouées sur le rivage, quoiqu'elles fussent de nature à avoir appartenu à quelqu'un, pourvu néanmoins qu'elles ne fussent pas présumées proyenir du naufrage de quelque navire; au

795

quel cas ni le Seigneur, ni l'inventeur, n'en pouvoient rien retenir sans encourer le jugement de Dieu, & devoient en employer le prix en œuvres pies, conformément à l'art. 30, auquel renvoie l'art. 43, qui contient cette décision singuliere.

C'étoit, d'un côté, passer le but, & mettre la vertu à une trop rude épreuve; comme il a été observé dans le préambule sur le titre des nausrages; &, d'un autre côté, ne pas faire attention que, le droit de nausrage & d'épave maritime étant du nombre des droits régaliens, nul Seigneur ne pouvoit en jouir, sans concession du Roi, que par usurpation: titre incapable de légitimer une posses.

sion par quelque temps que ce fût.

Au sujet des baleines, il est à remarquer encore, à l'avantage des François, que ce sont les Basques qui en ont inventé & pratiqué les premiers la pêche, de même que celle des morues. Troublés, dans la suite, par les Anglois, lorsqu'ils prenoient terre dans les Isles du Nord pour travailler à sondre les lards des baleines, ils trouverent le secret de sondre & cuire leurs graisses à bord de leurs vaisseaux en pleine mer, & sans être obligés de descendre à terre ni de mouiller l'ancre. Extrait d'un manuscrit de la bibliotheque de S. A. S. Monseigneur le Duc de Penthievre, n. 848, fol. 246.

Pour la sûreté de cette pêche, aussi-bien que de celle des morues, furent établies, en dissérens temps, les compagnies du Nord, chargées de protéger

cette double pêche contre les Anglois & les Hollandois, ibid.

Les mêmes particularités sont rapportées par Cleirac, à la suite de l'art. 44 des Jugemens d'Oleron. Il parle en même temps de la saison & des lieux où se sait la pêche de la baleine, & de la maniere dont elle est pratiquée. Sur tout cela il entre dans un grand détail, depuis la page 144 jusques & compris la 155.°; & quoique son style soit difficile à supporter, on ne laisse pas de prendre beau-

coup de plaisir à cette lecture.

Ceux qui voudront en voir le précis en meilleur François & avec de nouvelles circonstances, peuvent recourir au traité de la police de Lamart, tom. 3, liv. 5, tit. 28, fol. 64 & suiv. de même qu'au recueil de dissérens traités de physique & d'histoire naturelle de M. Deslandes, imprimé, à Paris, en 1750, in-12, tom. 2, art. 5. Il y en a un extrait fort bien fait dans le journal historique du mois de Novembre 1750, pag. 334 & suiv.

ARTICLE III.

Orsque les poissons royaux & à lard auront été pris en pleine mer, ils appartiendront à ceux qui les auront pêchés, sans que nos Receveurs, ni les Seigneurs particuliers & leurs Fermiers y puissent prétendre aucun droit, sous quelque prétexte que ce soit.

Orsque les poissons royaux sont pris en pleine mer, à quoi il saut ajout ter ou trouvés sur les slots, par les raisons alléguées sur l'article premier ci-dessus; ils appartiennent donc en entier à ceux qui les ont ainsi pris ou trou vés sur les slots, en pleine mer; le Roi ayant renoncé, en pareil cas, au droi H h h h h i 1

d'y rien prétendre, pour n'user que de celui de s'emparer en entier de ces mê nes poissons, lorsqu'ils auront été trouvés échoués sur le rivage.

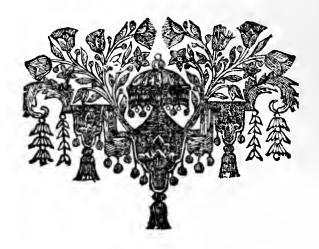
Il en est de même des poissons à lard, pris aussi en pleine mer, ou trouvés sur les slots, suprà art. 29 du tit. des nausrages; & cela, quoiqu'ils aient été conduits ou poussés ensuite sur la côte, par l'industrie des pêcheurs, comme

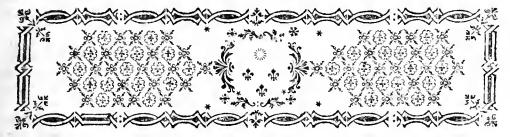
s'en exprime l'art. 42 du même tit. des naufrages.

Alors ni le Roi, ni son Receveur, ni les Seigneurs particuliers ou leurs Fermiers (ce qui ne peut être entendu que les Seigneurs riverains de Normandie à cause de leur droit de varech) n'y peuvent rien prétendre, sous quelque prétexte que ce soit; & cela au reste avoit déjà été décidé de la sorte par l'art. 44 des Jugemens d'Oleron, par la raison que ces choses n'ayant jamais été à personne, ne peuvent aussi, à aucun titre, appartenir à aucun Seigneur, étant trouvées sur les slots en pleine mer, quoique ensuite amenées à terre & sur le rivage.

Ce n'est que lorsque ces poissons sont échoués naturellement sur les greves, que le partage s'en doit saire comme d'épaves, aux termes de l'article précédent, & de l'art. 29 du tit. des nausrages, ou qu'ils sont échoués sur les côtes de Normandie; auquel cas, ils sont sujets au droit de varech des Seigneurs

viverains.





TITRE HUITIEME ET DERNIER.

DES PÉCHEURS.

ES articles 4 & 5 de ce titre supposent que les pêcheurs, faisant la pêche en mer, doivent par-tout être en corps & communauté, & avoir un garde juré, lorsqu'ils se trouvent au nombre de huit dans un même lieu; ou qu'étant au-dessous de ce nombre, ils doivent, pour la même sin, convoquer les maîtres pêcheurs des paroisses voisines, ou se joindre à eux, pour ne faire qu'une

même Communauté ou Jurande. Cependant il y a beaucoup d'Amirautés où les pêcheurs ne sont point en Communauté & Jurande; celle de la Rochelle est de ca nombre

Celle de Marseille, au contraire, est du nombre de celles où les pêcheurs sont en Communauté; & il y a sur cela des particularités qui méritent d'être remarquées.

Chaque année, la feconde Fête de Noël, les Patrons pêcheurs qui sont en grand nombre à Marseille, s'assemblent dans leur Salle; & là, en présence du Lieutenant ou son représentant, & du Procureur du Roi de l'Amirauté, qui sont invités d'y assister, ils élisent quatre prud'hommes d'entr'eux, qui deviennent leurs Juges souverains pour tout ce qui concerne la police de la pêche, aussi-tôt qu'ils ont prêté serment; lequel serment ils sont le lendemain entre les mains du Lieutenant de l'Amirauté, ou de l'Officier qui a présidé à leur élection. Elle s'est faite en 1758, en présence de M. Emerigon, Conseiller à l'Amirauté, qui, le lendemain, reçut le serment des prud'hommes.

La maniere dont ces prud'hommes exercent leur jurisdiction est toute singuliere. Ils ne tiennent leurs audiences que le Dimanche, à deux heures de relevée. Par le privilege qu'ils ont de juger souverainement, sans sorme ni sigure de procès, sans écriture, ni qu'il soit question d'Avocats ou Procureurs, ils n'ont pas non plus de Gressier, parce que leurs Jugemens ne s'écrivent point, & qu'ils s'exécutent sur le champ.

Rien de plus sommaire que la procédure usitée dans cette sorte de Tribunal. Le pêcheur qui a quelque plainte à former contre son confrere, pour contravention à la police de la pêche, ou quelque demande à lui faire à l'occasion de leur profession, va trouver le garde de la Communauté, & en mettant deux sols, dans la boëte, il lui dit d'assigner un tel.

Le Dimanche suivant, le désendeur, avant d'être écouté, met aussi deux sols dans la boëte; & ce sont là toutes les épices des Juges. Cela fait, les deux parties disent leurs raisons; après quoi les prud'hommes prononcent leur jugement. Celle des parties qui succombe, paie sur le champ, & sans appel, la somme à laquelle elle est condamnée, pour amende ou autrement; faute de quoi le garde va saisir sa barque ou ses silets, dont main-levée n'est accordée que moyennant le paiement du jugé.

On ne connoît point d'autres formalités dans cette jurisdiction, & la chicane n'y a du tout point entré. Si l'exécution de quelque jugement rendu par les prud'hommes étoit arrêtée, par voie de fait ou autre opposition, ce seroit au Sous-Viguier à y tenir la main par ses Sergens, sur la requisition des prud'hommes, à peine de 500 liv. d'amende & de suspension de leurs charges.

Cette Jurisdiction à de quoi surprendre par sa singularité & par le droit de souveraineté qui y est attaché; mais on ne sera pas moins étonné de son ancienneté & de l'attention que nos Rois ont eue à la maintenir dans tous les

temps.

Son établissement remonte jusqu'au Roi René, Comte de Provence, qui l'ayant formé par Lettres-Patentes de 1452, le confirma par d'autres de 1477. Il a été depuis confirmé encore par diverses Lettres-Patentes de nos Rois, savoir de Louis XII en 1481; de François premier, en 1536; de Henri II, du 27 Juillet 1557; de Charles IX, du mois de Novembre 1564; de Louis XIII, des mois de Novembre 1622 & 30 Novembre 1629; de Louis XIV, des mois de Septembre 1647 & Mars 1660, enfin de notre Roi Louis XV, glorieusement regnant, du mois d'Octobre 1723, renouvellées par Arrêt du Conseil, du 16 Mai 1738.

Cet Arrêt du Conseil a été rendu à l'occasion du resus sait par les pêcheurs Catalans, fréquentant les mers de Marseille, de reconnoître cette jurisdiction des prud'hommes, & de contribuer aux charges de la Communauté des pêcheurs; à raison de quoi ils s'étoient pourvus d'abord à l'Amirauté de Mar-

feille, & enfuite fur l'appel au Parlement d'Aix.

Par l'Arrêt, la Sentence de l'Amirauté de Marseille sut cassée & annullée avec tout ce qui s'en étoit ensuivi, & les prud'hommes surent maintenus dans leur droit de jurisdiction souveraine, avec désenses, tant aux Officiers de l'Amirauté de Marseille qu'à tous autres Juges, de prendre connoissance des causes soumises à leur autorité, &c.

Voici le dispositif de cet Arrêt, qui dispense du rapport de toutes autres

pieces à ce sujet.

"Le Roi, étant en son Conseil, saisant droit sur le tout, sans avoir égard, à la Sentence de l'Amirauté de Marseille, du 9 Décembre 1735, que Sa, Majesté a castée, révoquée & annullée, & à tout ce qui s'en est ensuivi, a, maintenu & confirmé les prud'hommes élus, en la maniere accoutumée, par la Communauté des Patrons pêcheurs de la ville de Marseille; & ce, suivant conformément à leurs titres, dans le droit de connoître seuls, dans, l'étendue des mers de Marseille, de la police de la pêche, & de juger souverainement, sans sorme ni sigure de procès & sans écritures, ni appeller Avocats, ou Procureurs, les contraventions à ladite police, par quelques pêcheurs, soit, françois ou étrangers, fréquentant lesdites mers, qu'elles soient commisées, & se

tous les différens qui peuvent naître, à l'occasion de ladite prosession, entre 2, lesdits pêcheurs : fait Sa Majesté désenses aux Officiers de l'Amirauté de Mar-, seille & à routes ses Cours & Juges, de prendre connoissance de ladite po-"lice & desdits différends; & à tous pêcheurs de se pourvoir, pour raison , d'iceux, ailleurs que pardevant lesdits prud'hommes, à peine de nullité. ,, cassation de procédures, 1500 liv. d'amende & de tous dépens, dommages , & intérêts. Ordonne Sa Majesté que l'Arrêt de son Conseil du 6 Mars 1728. , portant homologation de la délibération prise par les prud'hommes desdits , Patrons pêcheurs de la ville de Marseille, du 2 Décembre 1725, pour l'im-,, position de la demi-part, & celui du 23 Décembre 1729, concernant la ,, levée de ladite imposition, seront exécutés selon leur forme & teneur : &, , en conséquence, que les pêcheurs catalans, fréquentant lesdites mers, y seront & demeureront affujettis, de même que les autres pécheurs étrangers, tant qu'ils , vendront à Marseille & en Provence le produit de leurs pêches, au paiement de la demi-part, de la maniere & ainsi qu'il est porté par lesdits Arrêts; &, sur , le surplus des demandes & contestations des Parties, Sa Majesté les a mises , hors de Cour & de procès. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, , tenu à Versailles le 16 Mai 1738. Signé, PHELYPEAUX.,,

Il est à observer, sur tout ceci,

1.º, Que le pouvoir accordé aux prud'hommes pêcheurs de connoître des contraventions à la police de la pêche, commises par les pêcheurs, ne doit pas empêcher le Procureur du Roi de l'Amirauté de poursuivre les contrevenans, non-seulement au criminel, ce qui ne souffre aucune exception, s'il y a lieu de prendre la voie extraordinaire; mais même par action civile, dans le cas où la contravention, par connivence ou autrement, n'aura pas été portée devant

les prud'hommes, ou n'aura pas été punie par eux;

2.2, Que le pouvoir qu'ils ont encore de connoître des différends mûs entre les pêcheurs à l'occasion de leur profession, non-seulement ne les affranchit pas de la jurisdiction de l'Amirauté ou de la justice ordinaire dans les affaires indépendantes de leur profession; mais encore n'a aucune influence sur les crimes délits dont ils peuvent se rendre coupables les uns envers les autres, ou envers de tierces personnes, la connoissance desquels crimes & délits commis par les pêcheurs en mer, appartient à l'Amirauté, comme il a été jugé par Arrêt du Parlement d'Aix, du 17 Mai 1564, énoncé audit Arrêt du Conseil, encore, est-il dit, que ce soit pour le fait de la pêcherie;

3.º, Enfin, que tous les pêcheurs, & les prud'hommes eux-mêmes, n'en font pas moins sujets à la police de l'Amirauté, soit pour la visite de leurs silets & la confiscation de ceux qui se trouveront prohibés, soit pour les contraventions qu'ils pourront commettre contre les Ordonnances & Réglemens concernant

la pêche.



ARTICLE PREMIER.

Rois mois après la publication de la présente Ordonnance, il sera fait, par le Lieutenant de l'Amirauté, à la diligence de notre Procureur en chaque Siege, une liste des pêcheurs allant à la mer, de l'âge de dix-huit ans & au-dessus, demeurant dans l'étendue de leur ressort; dans laquelle seront spécifiés le nom, l'âge & la demeure de chaque pêcheur, & la qualité de la pêche dont il se mêle.

N exécution de cet article, il y a toujours eu au Greffe de l'Amirauté de la Rochelle, (& fans doute qu'il en est de même ailleurs) une liste des maîtres pêcheurs du ressort, dans laquelle sont spécifiés, le nom, l'âge & la demeure de chaque pêcheur, avec la qualité de la pêche dont il se mêle; ce qui ne compose guere, en Aunis, que deux classes, l'une des pêcheurs usant de bâtimens appellés traversiers, avec le filet nommé chalut ou ret traversier; l'autre des pêcheurs avec des filadieres, qui tantôt vont à la pêche du poisson frais, tantôt à celle des huîtres & des moules, suivant la faison.

Lamart, traité de la police, tom. 3, liv. 5, tit. 25, chap. 2, fol. 34, col. 25 infinue que l'objet de notre Ordonnance, en prescrivant cette liste des pêcheurs, & dans l'article qui suit, l'obligation de renouveller leurs rôles tous les ans, a été » de se précautionner contre la surprise des gens malintentionnés, qui, sous prétexte de la pêche, mettroient des vaisseaux en mer, entreprendroient des voyages, ou sormeroient quelques dessens contraires au bien de l'Etat;

mais il est vrai de dire que cela est tiré de trop loin.

D'un autre côté, il n'est pas plus vraisemblable que le motif de l'Ordonnance ait été, comme l'a imaginé le Commentateur, de connoître, au moyen de cette liste, le nombre des pêcheurs en état de servir de matelots, pour les employer sur les vaisseaux du Roi, à l'occasion & dans le besoin de l'Etat; non-seulement parce que l'enrôlement de matelots par classes étoit déjà fait avant notre Ordonnance, sur lesquels rôles les pêcheurs étoient compris comme aujourd'hui avec les autres matelots & navigateurs; mais encore parce que, dans la plus grande disette de matelots, on a toujours ménagé les pêcheurs, de maniere à en laisser une quantité suffisante pour continuer la pêche, dont l'interruption ne sauroit être qu'extrêmement préjudiciable au Public.

Il est donc plus naturel de penser que l'objet de l'Ordonnance a été de faire connoître aux Officiers de l'Amirauté tous les pêcheurs de leur ressort; asinqu'ils pussent faire chez eux, tout aussi-bien que sur les greves, la visite de leurs filets, & de découvrir, par-là, les contraventions que les uns ou les autres pourroient commettre au mépris des dispositions de la présente Ordon;

nance sur le fait de la pêche.

ARTICLE II.

ES deux plus anciens maîtres pêcheurs de chaque paroisse seront tenus, au premier jour de Carême de chaque année, d'envoyer, au Gresse du Siege de l'Amirauté dans le ressort duquel ils seront demeurants, un rôle de tous ceux de leur paroisse, de l'âge de dixhuit ans & au-dessus, qui se mêleront d'aller à la mer pour pêcher, à peine de 10 liv. d'amende solidaire contre les anciens maîtres.

ET article ne se pratique plus, depuis long-temps, dans l'Amirauté de la Rochelle; mais il y est suppléé, peut-être plus sûrement, par l'obligation où sont tous les maîtres de bâtimens pêcheurs de prendre, chaque année, un congé de M. l'Amiral; sans quoi, & s'ils continuoient la pêche après l'année finie, sans être munis d'un nouveau congé, leurs bâtimens seroient sujets à confication.

Et, comme il est défendu, par les Réglemens, aux distributeurs des congés de M. l'Amiral, d'en délivrer à aucun maître de bâtiment de mer, qu'il n'ait déposé, au Greffe de l'Amirauté, un double de son rôle d'équipage, il arrive delà que l'on connoît, à l'Amirauté, non-seulement tous les pêcheurs & leurs matelots, de l'âge de dix-huit ans & au-dessus, mais encore les jeunes gens qui y servent en qualité de mousses, & qui toujours sont au-dessous de dix-huit ans.

Il n'est pas à craindre, au reste, qu'il se trouve des pêcheurs qui se hazardent de pêcher sans prendre un congé. S'il y en avoit d'assez imprudens pour y manquer, les autres, par jalousie, ne tarderoient pas à les dénoncer.

La pêche se faisant, en tout temps & tout le long de l'année, sur les côtes d'Aunis, les pêcheurs n'attendent pas le Carême pour se munir de congés de pêche; c'est au mois de Janvier de chaque année, qu'ils sont dans l'habitude d'en prendre.

ARTICLE III.

Haque maître de bateaux pêcheurs sera aussi tenu, sous peime de dix livres d'amende, de mettre, au Gresse de l'Amirauté, en prenant son congé, une liste de ceux qui composent son équipage, contenant leur nom, âge & demeure.

L'Est ce qui se pratique exactement au moyen du double du rôle d'équipage qui est déposé au Gresse de l'Amirauté, sans quoi le congé ne seroit pas délivré. C'est aussi ce qui a fait négliger l'exécution de l'article précédent, comme une chose devenue superslue,

Tome 11, Jiiii

ARTICLE IV.

ES pêcheurs de chaque port ou paroisse, où il y aura huit maîtres & au-dessus, éliront annuellement l'un d'entre eux pour Garde-Juré de leur Communauté, lequel prêtera serment par-devant les Officiers de l'Amirauté, sera journellement visite des filets, & rapport aux Officiers des abus & contraventions à la présente Ordonnance, à peine d'amende arbitraire.

ES pêcheurs n'ayant jamais fait corps & communauté dans l'Amirauté de la Rochelle, il n'a pas été question de saire usage de cet article. On a compris, sans doute, que le Garde-Juré, peu sidele à son serment, ou ne visiteroit pas les filets de ses confreres, ou ne seroit pas d'humeur de saire son rapportaux Officiers de l'Amirauté des abus & contraventions qu'il appercevroit, d'autant plutôt qu'étant lui - même en contravention, il craindroit d'être dénoncé par ceux qu'il chargeroit. On aura conclu delà qu'il valoit mieux lui épargner le crime de parjure, & que les Officiers de l'Amirauté redoublassent d'attention dans la visite des filets de pêche.

ARTICLE V.

IL y a moins de huit maîtres dens quelque port ou paroisse, ils feront tenus d'en convoquer des paroisses voisines, ou de se joindre avec eux pour procéder à l'élection du Juré, laquelle se fera sans frais, présens ni festins, à peine de vingt livres d'amende contre chaque contrevenant.

Ar les raisons qu'on vient de donner de l'inexécution du précédent article; il en a été de même de celui-ci, l'un étant une suite de l'autre. Nul doute néanmoins que, s'il falloit mettre les pêcheurs en communauté & jurande, il ne fallût se conformer absolument aux dispositions de ces deux articles, qui sont extrêmement sages & régulieres, principalement en ce qu'il est ordonné que l'élection du Juré se sera sans frais, présens ni festins, à l'exemple de ce qui est prescrit dans l'article 6 du tit. 9 du liv. 2 ci-dessus, au sujet des apprentifs Charpentiers de navites.

ARTICLE VI.

Ans les lieux où il y a des Prud'hommes, les pêcheurs s'assembleront annuellement pour les élire pardevant les Officiers de l'Amirauté, qui recevront le serment de ceux qui seront nommés, & entendront, sans frais, les comptes des deniers de leur communauté. L n'est donc pas ordonné, par-là, que, dans tous les lieux où il y a des pêcheurs, quoique au-dessus du nombre de huit, ils auront des Prud'hommes: mais, où il y aura des pêcheurs prud'hommes, ils changeront tous les ans, à l'esse de quoi l'élection en sera faite annuellement pardevant les Officiers de l'Amirauté, à la dissérence du simple Garde-Juré, qui peut être élu hors leur présence, & qui est seulement obligé de prêter serment entre leurs mains, comme les Prud'hommes.

Ce que ces deux élections ont de commun, c'est qu'elles doivent également

être faites sans frais, présens ni festins.

A l'égard du compte que les Prud'hommes doivent rendre des deniers de leur communauté, ce qui suppose un compte de recette & de dépense, il doit être réglé & apuré par les Officiers de l'Amirauté, en présence du Procureur du Roi; & cela, qu'il y ait contestation sur ce compte ou non. La raison est que, par collusion, les pêcheurs pourroient passer aux Prud'hommes des articles en recette, comme en dépense, qui seroient de véritables contraventions, lesquels articles seront relevés, par le Procureur du Roi, pour le rétablissement du bon ordre. Mais tout cela doit se faire, gratuitement & sans vacations, de la part des Officiers de l'Amirauté, à l'exemple de ce qui se pratique par les Officiers de Police ordinaire pour la liquidation des comptes des corps & communautés qui sont portés devant eux.

A Marseille, il y a quatre Prud'hommes, qui changent & sont élus tous les ans, la seconde Fête de Noël, en présence du Lieutenant & du Procureur du Roi de l'Amirauté; mais ce n'est point le Lieutenant qui reçoit leur serment; c'est, suivant l'ancien usage, entre les mains du Viguier & des Echevins qu'ils

le prêtent, comme il a été observé ci dessus.

Voulons que la présente Ordonnance soit gardée & observée dans notre royaume, terres & pays de notre obéissance; abrogeons toutes Ordonnances, Contumes, Loix, Statuts, Réglemens, Styles & Usages contraires aux dispositions y contenues. Si donnons en mandement à nos amés & séaux les Gens tenant nos Cours de Parlement, Officiers des Sieges généraux & particuliers de l'Amirauté, & tous autres qu'il appartiendra, que ces Présentes ils gardent, observent & entretiennent, tassent lire, publicr, enrégistrer, observer & entretenir: Car tel est notre plaisir; & asin que ce soit chose serme & stable à toujours, Nous y avons fait mettre notre Scel. Donné à Fontainebleau, au mois d'Août, l'an de grace mil six cent quatre-vingt-un, & de notre regne letrente-neuvieme. Signé, LOUIS. Et plus bas, par le Roi, Colbert. Et, à côté, est écrit: Visa, LE Teller, pour servir à l'Ordonnance sur le sait de la Marine.

Dans noire Royaume, Terres & Pays de noire obéissance.

Ainsi cette Ordonnance est la loi qu'il saut suivre pour la police de la navigation sur mer, & pour la décission des affaires maritimes, non-seulement en France; mais encore aux Colonies, & généralement dans tous les Pays de la domination du Roi; sauf toutesois les changemens, les modifications & restrictions que les Réglemens postérieurs y ont apportés.

ADDITIONS.

A la suite de l'art. 2, tit. des Contrats à la grosse, pag. 3, ajouter:

Ependant rien n'est plus commun à présent que cette stipulation d'auginentation du prosit aventureux, après un certain temps de navigation,

à raison de demi pour cent par mois.

On dit, pour légitimer cette stipulation, que, sans cela, le taux du prosit aventureux seroit absolument arbitraire; au lieu qu'en admettant cette augmentation éventuelle, il se fait, dans la pratique, comme une espece de tarif, où le prosit de la grosse, réglé au cours de la place, est proportionné à la durée ordinaire du voyage, eu égard à la distance du lieu de la destination du navire. Par ce moyen, ajoute-t-on, toute idée d'usure doit disparoitre, le demi pour cent d'augmentation par mois ne devant être considéré alors que comme un juste supplément du prosit avantureux auquel le prêteur ne se seroit pas borné, par la crainte de la prolongation du voyage.

En supposant que les choses se passent ainsi, de bonne soi, l'usage paroît

véritablement devoir être toléré.

A l'art, 26, tit. des assurances, sur ces mots, & autres fortunes de mer, pag. 74; ajouter, à la suite.

Ces autres fortunes de mer comprennent, dans l'usage, la révolte ou la défertion de l'équipage, à tel point que le service du navire ne soit plus fait; & l'on juge en conséquence que les assureurs, qui se sont soumis à la baraterie de patron, doivent répondre des avaries, pertes & dommages qui en auront résulté, de même que de la perte du navire & de la cargaison, si elle s'en est ensuivie.

Mais, si le voyage n'a été malheureux, ou si la pêche n'a manqué qu'à l'occasion de la maladie de l'équipage, les assureurs ne seront pas tenus alors des pertes que cet événement aura causées; parce que, quoique la maladie ait été contractée par un esser trop ordinaire d'une longue & pénible navigation, on ne peut pas dire néanmoins que ce soit une de ces sortunes de mer que les assureurs soient censés prendre sur leur compte : ce n'est, au sond, qu'un événement purement naturel.

Au reste, dans tous les cas où les assurents sont tenus des avaries, il n'est jamais question que du dommage réel que l'assuré a reçu, & nullement de l'indemnité des profits qu'il auroit pu faire, si son entreprise de pêche ou de toute

autre expédition eût réuffi.

Et, à l'égard de la mutinerie, suivie de la révolte ou de la désertion des gens de l'équipage, en tel nombre que le navire ne puisse plus continuer le voyage; asin même que les affureurs en soient garants, il saut bien faire attention aux circonstances, & voir si l'on ne pourra pas attribuer ce malheur à la mauvaise conduite de l'Armateur assuré, ou s'il n'y aura point eu de collusion de sa part; ear enfin la fraude est à craindre en pareil cas: & c'est ce qui devroit naturellement faire proscrire des polices d'assurance la clause de la baraterie de patron.

A la suite de l'art. 41 du même tit. des assurances, page 96, ajouter:

Quoiqu'à la simple lecture de cet article, il soit évident que la poine qu'il prononce est la même absolument contre l'assureur ou l'assuré, convaincu l'un d'avoir assuré sachant l'arrivée du navire, l'autre d'avoir fait assurer fachant la perte; on a prétendu néanmoins, depuis peu à Paris, que l'assureur, qui avoit reçu la prime d'avance, devoit être quitte en restituant cette prime, & en payant de plus une pareille somme pour la peine par lui encourue.

Il ne se peut rien de plus mal imaginé, puisque, dans ce cas, l'assureur ne subiroit pas la peine de la double prime que notre article lui inslige: il en seroit quitte pour une prime simple, attendu qu'en restituant la prime par lui reçue, il ne paie rien du sien, ne faisant que rendre cette prime qu'il n'avoit pas eu droit de recevoir, à cause de la nullité d'assurance, prononcée déjà par l'art. 38

ci-deffus.

Mal-à-propos objecte-t-on, qu'en l'obligeant de restituer d'abord cette prime, & de payer ensuite deux sois la même somme par-delà, c'est lui saire supporter la peine d'une triple prime: ce n'est, réellement & dans le sait, lui saire payer

qu'une double prime.

En effet, pour avoir reçu la prime d'avance, il ne peut pas être de meilleure condition que s'il ne l'eût pas touchée: or, dans ce dernier cas, il faudroit nécessairement qu'il payât à l'assuré le double de la prime stipulée. En lui faisant d'abord restituer la somme qu'il a induement reçue pour la prime, on ne sait donc que remettre les choses au même état qu'elles seroient, s'il ne l'avoit pas reçue: d'où il suit qu'il doit de plus la double prime, sans quoi il ne seroit pas puni conformément à cet article, en un mot, comme le seroit l'assuré, si la fraude venoit de sa part; car il n'est pas douteux que celui-ci ne pourroit se dispenser de payer une double prime à l'assureur. Cependant la peine est égale

absolument pour celui des deux qui se trouvera coupable.

L'assurance étant nulle, il faut que l'assureur commence par rendre la prime; & cela ne doit pas être regardé comme une peine, mais seulement comme la restitution d'une somme induement perçue. Ensuite vient la peine, qui est le double de la prime stipulée. Cela est aussi inévitable de la part de l'assuraur que de celle de l'assuré, s'il étoit le coupable. Aussi l'article, en disant que l'assureur restituera la prime, s'il l'a reçue, ajoute-t-il, & en paiera le double à l'assureur; ce qui ne peut s'entendre que de deux sois autant par-delà: au lieu que, de la maniere que les partisans de l'opinion savorable à l'assureur operent, il ne paieroit de ses deniers qu'une somme égale à la prime qu'il doit rendre, &, par événement, ne subiroit que la peine d'une prime simple, contre l'esprit & la lettre de notre article.

A l'art. 11 du titre des prises, page 267, vers le milieu, où il est parlé de l'exception faite en faveur des Danois, par l'art. 14 du Réglement du 21 Octobre 1744,

ajouter, à ce sujet, ce qui suit :

Cette exception, concernant les Danois, a été tout récemment confirmée par une Lettre du Roi à M. l'Amiral, du 17 Mai 1760: mais il est arrivé tout le contraire à l'égard des Habitans & Sujets de la ville de Hambourg. Autre Lettre du Roi, & Arrêt du Conseil, du 24 du même mois de Mai, portant en même temps révocation des avantages qui leur étoient communs avec les Villes Anséatiques, par le traité de Versailles du 28 Septembre 1716.

A l'art. 33 du même titre des prises, pag. 404, avant l'alinéa qui cammence par ces mots, mais afin, &c. mettre ce qui suit:

J'ajouterai ici, que l'Amirauté de France, à Paris, seroit bien éloignée de savoriser le système des Armateurs, & de resuser à l'équipage le tiers des prises ainsi saites, puisque, par Sentence de Réglement du 4 Janvier 1760, elle a adjugé en entier, à l'équipage du vaisseau le Duc de Chaulnes, le tiers de la valeur du navire le Samuel, trouvé abandonné sur les slots en pleine mer, sans accorder autre chose aux propriétaires du vaisseau le Duc de Chaulnes, sur ce tiers, qu'une légere indemnité de 379 liv d'une part, pour les frais de secours & de sauvement, & de 120 liv. d'autres, pour les gages & la nourriture des gens de l'équipage, pendant les cinq jours employés à conduire & mettre en sûreté le navire qui avoir été trouvé abandonné. Mais aussi, en cela, cette Sentence a passé le but, & n'est pas juridique: elle a trop donné à l'équipage; & cile a me connu le droit des propriétaires du vaisseau, sans lequel le sauvez ment n'auroit pas eu lieu. V. infr. l'art. 27 du titre des nausrages.

A l'ait. 27 du titre des naufrages, page 637, avant le dernier alinéa.

Je viens de dire que le partage de ce tiers doit être fait entre le propriétaire du navire & les gens de l'équipage, comme en matiere de prise. C'est aussi ce que j'ai établi comme un principe fur l'art. 33 du tit. des prises, conformément à l'article premier, ch. 11, du traité des contrats maritimes de Cleirac, où les deux cas, de prise & d'essets sauvés sur les slots, sont réglés de la même manière.

Cependant, sous prétexte que notre article, parlant des effets trouvés en pleine mer, déclare simplement que le tiers en appartiendra à ceux qui les auront ainsi sauvés, l'Amirauté de France, à Paris, par Sentence de Réglement, du 4 Janvier dernier 1760, prenant à la lettre ces mots, ceux qui les auront sauvés, a jugé que cela ne devoit s'entendre que des hommes qui, par leur travail, avoient sait le sauvement, sans égard au navire sur lequel étoient ces hommes; &, en conséquence, elle a adjugé, en entier, le tiers du navire le Samuel, sauvé sur les slots, aux gens de l'équipage du vaissean le Duc de Chaulnes, à l'exclusion des propriétaires de ce vaisseau, auxquels elle n'a accordé qu'un léger dédommagement arbitraire de 379 liv. d'une part, pour frais de secours & sauvement, & de 120 liv. d'autre, pour indemnité des gages & de la nourriture de ce même équipage, durant les cinq jours employés à mettre en sûreté ledit navire le Samuel, trouvé abandonné sur les slots.

On feroit bien moins étonné d'une décision toute contraire; c'est-à-dire; qui, en pareil cas, auroit tout attribué aux propriétaires du navire, en n'accordant à l'équipage qu'une légere récompense proportionnée à son travail, qu'on ne l'est de celle-ci. Il y auroit du moins quelques raisons à alléguer pour

foutenir l'autre décision, au lieu qu'il n'y a rien qui appuic celle-ci.

Car ensin, si l'on dit que ce sont les gens de l'équipage du vaisseau le Duc de Chaulnes, qui ont sauvé le navire abandonné sur les slots; & qu'ainsi le tiers leur appartient à eux seuls, aux termes de cet article; la réponse est que, s'ils ont sauvé le navire abandonné, ce n'a été assurément qu'à la faveur,

du vaisseau qu'ils montoient, tellement que, sans ce secours, ils n'auroient pu ni rencontrer le navire abandonné, ni le sauver. D'où il s'ensuit nécessairement que les propriétaires de ce vaisseau doivent partager la bonne fortune que cet événement a procuré, &, qui plus est, y prendre la plus grande part, comme ayant le plus contribué au sauvement, au moyen des dépenses par eux saites

pour fournir le vaisseau, l'équiper & l'avitailler.

Cela supposé comme incontestable, de quelle maniere faut-il donc partager ce profit éventuelentre les propriétaires & l'équipage du vaisseau par le moyen desquels le sauvement a éte sait? Il n'y a pas, ce me semble, d'autre regle à suivre que celle qui s'observe en fait de partage de prise. Aussi Cleirac, dans l'endroit ci-dessus cité, met-il les deux cas dans la même cathégorie. Il y a d'autant plus de raison à cela en esset, qu'il se pouvoit sort bien que le navire, qui paroissoit abandonné, ne le sût pas réellement, & que ce sût une ruse employée, par des pirates ou des ennemis, pour surprendre un équipage trop crédule, comme il y en a des exemples.

Les propriétaires du vaisseau le Duc de Chaulnes couroient donc le risque de la prise de leur vaisseau, lorsque l'équipage alla reconnoître le vaisseau qui

paroissoit abandonné.

Ils couroient tout de même encore le risque de la prise de leur vaisseau, après que le navire eût été amariné. En effet, pour emmener ce navire, il fallut, ou le touer, ou y jetter une partie de l'équipage de leur vaisseau: or, d'une ou d'autre maniere, il étoit tout autrement difficile de suir en cas de poursuite, que s'il eût été seul.

D'un autre côté, la marche de leur vaisseau étant, par là, retardée & gênée considérablement, & la manœuvre embarrassée, l'équipage étoit bien moins en état de résister aux coups de vent & de mer, qui l'auroient jetté vers les côtes; ou, pour mieux dire, il lui auroit été comme impossible de s'élever en mer, en un mot, de garantir les deux navires de nausrage, dès qu'il seroit survenu

quelque tempête.

Ces propriétaires du vaisseau, le Duc de Chaulnes, ayant donc couru tant de risques par le fait du sauvement du navire trouvé abandonné sur les slots, comment leur resuser les deux tiers du prosit qui en est revenu, tandis qu'abstraction faite même de tous risques, ces deux tiers leur seroient légitimement acquis, comme ayant sourni & équipé le vaisseau, sans lequel le sauvement n'auroit pu se faire? Il est vrai que, sans l'équipage; le sauvement n'auroit pas été sait non plus; mais, cet equipage étant gagé pour tout le service du vaisseau, n'est-il pas abondamment récompensé au moyen de l'autre tiers qu'il prend dans ce même prosit éventuel, auquel il n'a contribué que par un lèger travail de plus, que l'on pourroit, même en quelque sorte, regarder comme une suite naturelle du service dû au vaisseau.

La Sentence dont il s'agit n'est donc pas juridique, en ce qu'elle a adjugé tout à l'équipage, au lieu de le borner au tiers: elle ne l'est pas non plus, en ce que le droit du Capitaine y a été réduit à deux parts; tandis qu'il lui en falloit douze, consormément au Réglement du 25 Novembre 1693, puisqu'il s'agit

d'opérer, dans ce cas, comme en matiere de prise.

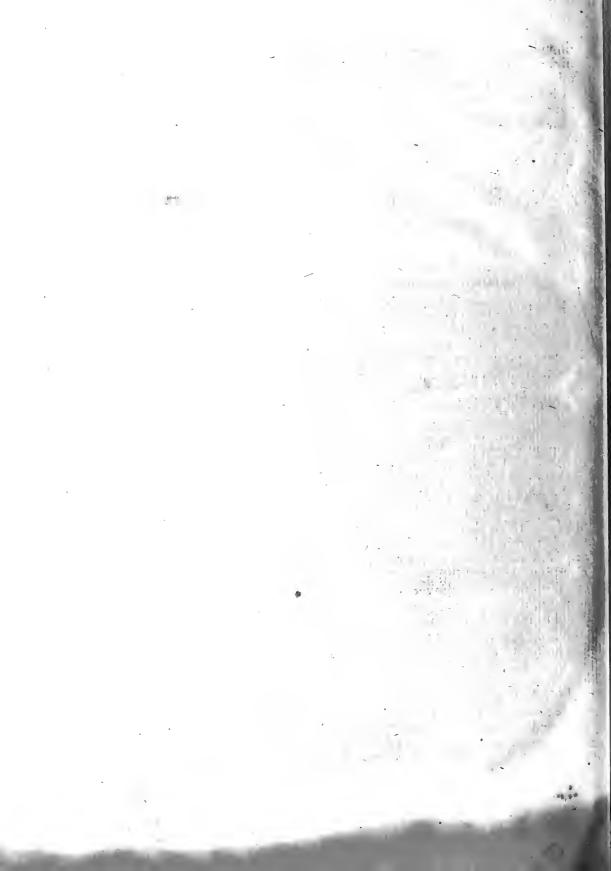




TABLE DES MATIERES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

Α

Abandon ou Délaissement.

R N abandonnant le navire aux affureurs, il faur aussi leur abandonner le fret acquis ou non; mais comment, liv. 3 tit. 6, art. 15 aux notes, p. 59 & art 47, p. 115. En notifiant la perte, l'assuré peut prorester de faire son délaissement en temps & lieu. Même tit. 6, art. 42 Mais sans protestation il peut faire sur le champ l'abandon avec fommarion aux assureurs de payer dans le temps, art. 43, p. 97. Comment se fait le délaissement, aux notes, p. 97. ibid. Cas où l'abandon ou délaissement peut être fait aux assureurs, art. 46 au texte, p. 99. Si véritablement l'abandon peut être fait dans tous ces cas indistinctement, aux notes, ibid. & pag. fuiv. Hors le cas du délaissement il n'est question que du paiement des availes p. 99 & 100.

Comment doivent s'enrendre ces mots, perre
p. 100 & 101 v. Si le navire qui peut être radoubé se trouve dans un lieu où l'on manque de choses nécesfaires pour le radoub; c'est le cas d'en faire l'abandon. Même art. 46 aux notes, pag. 102. Mais quid., si le maître ne peut pas trouver cré-dit pour faire faire le radoub, ibid Espece. Si les assureurs peuvent requérir l'abandon en cas de naufrage ou échouement, pour se dé-Le délaissement est en faveur de l'assuré, il lui est dons libre de le faire ou de na la caré. ibid. & pag. 106.

Abordage.

En abordage de navires par cas fortuit, le dommage doit être supporté également, par les navires, liv. 3, tit. 7, att. 10, p. 1777.

Ce qui se pratique à ce sujet. Aux notes, ibid. & pag. suiv.

Ce mot éga ement s'entend par moitjé, sans avoir égard a la différence de la valeur des Tom. 11.

9 0 00

deux navires. ibid. & suiv.
Doit-il être question alors du dommage soussert
par les marchandises, ibid. avec examen des
raisons pour & contre, ibid. & suiv.
Exception. ibid.

Si l'abordage est arrivé par la faute d'un des maîtres, lui seul répond du dommage. art. 11. p. 183.

Mais il est difficile de prouver que c'est par la faute d'un des deux; & c'est pour cela que dans la pratique le dommage est toujours supporté par moitié, aux notes.

Quand il y va vérirablement faute du maître, ibid.

De l'abordage des bâtimens, en riviere, ibid.

& suiv.

Ce qui est décidé par notre Ordonnance au sujet de l'abordage des navires, regarde tout de même l'abordage d'un vaisseau du Roi & d'un navire marchand. ibid. & suiv. Et c'est aux Officiers de l'Amirauté, tout de même qu'il appartient d'en connoître; mais comment,

De l'abordage en rade. Liv. 4, tit. 8, art. 3 aux notes, pag. 577. Du dommage causé au navite par leur abordage fur des parcs & filets placés en contravention à l'Ordonnance. liv. 5, tit. 3, art. 11 aux notes,.

p. 738. V. Tom. 1.

Du dommage causé aux madragues, bordigues ou autres parcs par les bâtimens qui les abordent. Il faut prouver que c'est par la faute ou malice des mastres pour les en rendre responsables. liv. 5, tit. 4, art. 8, p. 769 & suiv.

Dans le doute l'abordage est réputé fortuit, &

Dans le doute l'abordage est réputé fortuit, & alors le dommage est supporté par moitié, aux notes, ibid p. 770. V. tom. 1,

A moins que le dommage n'ait été caufé, faute par le propriétaire de la pêcherie de l'avoir tenue dans les regles, ibid.

Acon.

C'est un petit bateau plat construir de trois planches seulement, & dont on se sert d'une saçon singuliere. liv, 5, tit. 3, art. 6 aux notes, pag. 729 & suiv.

Il est nécessaire pour aller aux bouchots. ibèd.
& sur l'art. 4, p. 725.
L'usage en sut désendu en 1726 & de tous aux K kkk.

tres bateaux plats, art, 6; ibid. pag. 729. Mais ayant été reconnu d'une nécessité indispenfable pour aller aux bouchots, l'usage en fut réibid. & fuiv. tabli peu après, Mémoire indique au sujet des particularités de

ce bateau.

Action.

En quel temps l'assuré doit former son action contre les affureurs, liv. 3, tit. 6,, art. 48 & 58, p. 117 & 141. V. Affuré. De l'action contre ceux qui laissent des marchan-

dises sur le quai plus de trois jours. liv. 4, tit-1, art. 7 au texte & aux notes, pag. 458 & suiv.

De l'action contre ceux qui perçoivent les droits de quaiage, pour les obliger à l'entretien des quais. Même liv. 4, tit. 1, art. 21 aux notes,

Il y a action contre les peres & meres, & contre les maîtres dont les enfans ou domestiques jettent des immondices dans le havre, liv. 4, tite: art 1,

De même pour les amendes encourues pour contravention aux Réglemens de la pêche. liv. 5, tit. 3, att. 19, P. 745.

Amendes.

Les amendes sont solidaires en cas de prévarication, entre le principal coupable & les complices, liv. 4, tit. 4, art. 4, 6 & 7 au texte & p. 514, 515 & fuiv. aux notes,

Des amendes faute de service de la part des habitans gardes-côtes.liv. 4, tit. 6, att. 1 au texte & aux notes, p. 538 & fuiv. V. Guet de la mer.

Abus au sujet de cesamendes, art. 4, aux notes, p. 542.

Amendes dont sont tenus les peres & meres, & les maîtres pour les fautes de leurs enfans 'ou domestiques. liv. 4, tit. 1, art. 1, p. 447. & liv. 5, tit. 3, art. 19 au texte & aux notes,

P. 745. Il est permis aux Officiers de l'Amirauté d'appliquer au pajement des frais, le tiers des amendes qu'ils prononcent pour contravention à la pêche. Même liv. 5, tit. 3, att. 20 aux notes, ibid. & fuiv. aux notes,

Toutes les condamnations d'amendes qu'ils prononcent à ce sujet, sont exécutoires nonobltant l'appel jusqu'a la somme de 300 liv. art. p. 746. 21 aux notes,

Amiral.

Ancienne autorité de l'Amiral par rapport aux armemens en course. Observ. sur le tit. des p. 213. prifes.

Ce qui en est resté , c'est la nécessité de prendre de lui des commissions en guerre pour la

Les prifes faites sans commission en guerre sont confifquées au profit de M. l'Amiral; mais il est dans l'usage d'accorder en ce cas des gratifications a l'armateur & à l'équipage, liv. 3, p. 214 & fuiv. tit 9, art. 1 aux notes,

Anciennement tout navire François étoit obligé de porter les bannieres & étendarts de l'Amiral, art 5 aux notes, p. 239. Toute confilcation pour contravention aux loix

de la course, appartient à l'Amiral; commx tout autre, fondée sur un délit marititime, aux notes, ibid. & fuiv.

M. l'Amiral nomme le Secretaire Général de la Marine, comme tous les autres Officiers de l'Amirauté, liv. 3, tit. 9, art. 21 aux notes,

Il juge les prises de l'avis des commissaires du Conseil des prises, & tous les jugemens sont intitulés de son nom. ibid. pag. 302 & suiv. L'Amiral avoit autrefois les prisonniers des prises

a sa garde: ce qui en est aujourd'hui, ibid. 310. Les droits de M. l'Amiral sont privilégies comme ceux du Roi, parce que ce sont au fonds des droits royaux, art. 32 aux notes, p. 363. Son droit de dixieme sur les prises après avoit

éprouvé des restrictions, a été d'abord sus-pendu & ensuite supprimé, ibid p. 364 & suiv. julqu'a 370. V. dixieme d-s prifes.

Mais il pourra revivre, ibid. V. Tom. 1. & le tit? des naufrages, art. 27,

Du droit de M. l'Amiral dans les successions des gens qui meurent en mer sans héritiers & fans avoir testé, liv. 3, tit. 11, art. 5 aux notes, p. 435 & 436, & art. 9, au texte & aux notes, p. 461 & luiv.

Naturellement tout devroit lui appartenir par droit de deshérence, pourquoi il en est autrement, ibid. pag. 440.

Le maître de quai est à la nomination de M. l'Amiral, comme tous ceux qui ont des em-plois relatifs à l'Amirauté. Observations sur le tit. 2 du liv. 4,

Ports où M. l'Amiral ne nomme pas le maître de quai; même liv. 4, tit. 2, art. 1 aux notes,

Toutes les commissions que donne M. l'Amiral font sujettes à entégistrement à l'Amirauté, après enquête de vie, mœuts & religion, prestation de serment,

M. l'Amiral ne commet pas par-tout au lestage & délestage, liv 4, tit. 4, art. 1 aux notes,

p. 510. Il nommoit autrefois tous les Officiers gardecôtes. Observations sur les tit. 5 & 6 du liv. 4, pag. 519, 534 & fuiv.

Le soin de la garde des côtes le regardoit spéciaibid.

A cette occasion il lui étoit dû 5 s. par seu par tous les habitans de la garde-côte, redevance qui n'existe plus, ibid. & pag. suiv. V. Guet de la mer.

De son droit sur les effets naufragés, non-réclamés. V. Naufrage.

L'Amiral concluoit autrefois les treves pêcheresses, Observ, sur le tit. 1 du liv. 5, in fine, pag. 589.

Des congés à prendre de l'Amiral pour la pêche, soit en haute mer, soit sur les côtes; même liv. 5, tit. 1, art. 2 & 3, pag. 693 & fuiv.

Ancre.

Ancre qui se perd par l'usure ou le frotement du cable sur des roches, n'est pas pour le compte de l'assureur, liv. 3, tit. 6, art. 29 aux notes,

Les navires étant ancrés dans les ports, il doie y avoit sur des ancres des bouées, hoitins & fuiv.

ou gaviteau; & sur quelles peines, liv. 4, tit. 1, art. 5, p. 456 & suiv. tit. 1, art. 5, p. 456 & suiv. Comment les pilotes côtiers doivent lever les ancres laissés dans les rades, même liv. 4, tit. 3, art. 15 aux notes, p. 504 & fur l'art. 28 du pag. 604 & fuiv. tit. 9 des naufrages, En laissant des ancres dans une tade, il faut ausi y mettre des bouées, hoirins ou gaviteaux, liv. 4, tit. 8, art. 2 & aux notes, Comment des navires arrivant dans une rade doivent mouiller & jetter l'ancre, att. 3, ibid. & pag: 577. Temps pour réclamer les ancres, liv. 4, tit. 9, art. 28, pag. 640 au texte & aux notes. Après ce temps elles appartiennent pour le tout à ceux qui les ont tirées du fond de la mer, ibid. & aux notes, p. 640.
Police observée à l'Amirauté de la Rochelle pour le sauvement des ancres, ibid. & p. suiv. Il importe à la navigation qu'il ne reste point d'ancres dans les rades, Conciliation de cet article 28 du tit. des naufrages avec le second du tit. précédent, ibid.

Appel.

L'appel des Sentences arbitrales est dévolu au Parlement sans passer par les Jurisdictions intermédiaires, liv. 3, tit. 6, art. 73, p. 157. Quoique le fonds de l'affaire n'excédât pas le pouvoir des Préfidiaux, l'appel ne pourroit être porté au Préfidial du lieu , ibid. aux notes. L'appel d'une Sentence arbitrale ne doit pas être reçu que la peine des compromis n'ait été payée. Même art. 73, ibid. Mais l'usage du Parlement est contraire, aux ibid. notes, Les Sentences arbitrales sont exécutoires nonobstant l'appel, en donnant caution devant nobitant rapper, en domain.
les Juges qui les ont homologuées, art. 74,
ibid. Où doit être porté l'appel des Jugemens rendus au Conseil des prises. Même liv. 3, tit. 9, art. 2i aux notes, p. 305. Ces Jugemens sont exécutoires par provision, en donnant caution de la part des réclamateurs qui ont obtenu la main-levée, att. 30 aux notes p. 335. Les condamnations d'amendes prononcées par les Officiers de l'Amiranté pour contravention à la pêche, sont exécutoires nonobstant l'appel jusqu'à 300 livres, liv. 5, tit. 3, art. 21 aux notes, pag. 747.

Arbitrage, Arbitres.

Lorsqu'il y a soumission à l'arbitrage dans la police d'affurance & que l'une des parties demande le renvoi devant les arbitres, l'autre ne peut s'y opposer, liv, 3', tit. 6, art. 70, p. 154. Mais il faut pour cela que le renvoi foit reguis avant contestation en cause, Ce que c'est que contestation en cause, aux notes, ibid. & suiv. S'il n'y a pas de foumission à l'arbitrage l'une des parties ne peut le faire ordonner sans le consentement de l'autre, ibid. quoi, ibid. p. 155. Si l'une des parties refuse de nommer un arbitre, le juge en nommera pour elle, ibid. Ce n'est pas le cas alors de nommer d'office deux arbitres pour les deux parties, la partie qui en a nommé ne pouvant pas être privée de sa nomination par le refus de l'aurre, ibid. Célérité de la décision des arbitres en matiere d'assurance, art. 71 au texte & aux notes, P. 155. Les Sentences arbitrales sur cette matiere doivent être homologuées au Siege de l'Amirauté. art. 72, p. 156. Il en leroit de même quoique les parties, fans plaider seroient convenues d'arbitres, ibid. aux notes Pourquoi l'homologation est nécessaire, ibid. Sous prétexte que l'homologation doit se faire à l'Amirauté, les juges ne peuvent prendre connoissance du fonds de l'affaire. Même art. ibid. & tuiv. 72 , au texte & aux notes, Il en est de même de tous autres Juges aussi en cas d'arbitrage, ibid. L'appel des Sentences arbitrales & d'homologation est porté tout de suire au Parlement. Même liv. 3, tit. 6, art. 73 au texte & aux notes, p. 157. Et l'appel ne doit être reçu, que la peine stipu-lée par le compromis n'ait été payée, ibid. Mais cette condition est mal observée dans l'ulage, Les sentences arbitrales sont exécutoires nonobstant l'appel, en donnant caution devant

Armateurs. V. Course.

les Juges qui les ont homologuées, art. 74,

ibid. p. 157-

Armateur en course tenu de prendre une commission de l'Amiral. Observ. sur le tit. des prises, pag. 213 & art. 1 du même tit. pag. Toute personne qui peut faire le commerce maritime, peut armer en course, liv. 3, tit. 9,3 art. 2 aux notes, Personnes à qui il est désendu de prendre intérêt dans les armemens en course, Si la remise faite à un capitaine par le corsaire qui l'a pris, appartient à l'armateur. Même liv. 3, tit. 9, art. 19 aux notes, Armateur en course doit produire aussi tôt après le Jugement de la prise les pieces nécessaires pour la liquidation, art. 33 aux notes, p. 407. Faute de quoi les Officiers de l'Amirauté peuvent adjuger une provision à l'équipage, ibid. Après la liquidat on il doit payer dans trois jours les parts d'un chacun de l'équipage qui se présente, & les parts des absens il doit les déposer entre les mains du l'Trésorier des ibid. p. 408. Invalides.

Arrêt de Prince.

Ce que c'est qu'arrêt de Prince, liv. 3, tit. 6 ;. art. 3 aux notes, pag. 36 & art. 49, pag. 127. Quand peut être fait le délaissement aux assureuts en cas d'arrêt de Prince. Même art. ibid. & p. 128. Men. est autrement en fait de société, & pour Du cas où le Prince prend des effets de la car-K. kkkk ii

gaison, dont il paie le prix, ibid. page 131. En cis d'arrêts de Prince, les assurés sont tenus pendant les détais, de faire toutes diligences pour obtenir la main-levée, att. 51, pag. 133. Si par le fait de l'arrêt de Prince les marchandises ont souffert quelque dépérissement, ou diminué de valeur; ce sont des avaries dont les assurés répondent, même art. 51 aux notes.

De même des frais faits pour obtenir la mainlevée & de l'augmentation de la nourriture & des loyers des matelots, ibid.

Si l'ariet est fait en vertu des ordres du Roi, avant le voyage commencé, il n'y a pas lieu a l'abandon, même liv. 3, tit. 6, art. 52, p. 134.

Secus. Si l'arrêt fe fait durant le cours du voyage, ibid. Différence entre l'arrêt que fait le Roi & celui d'un Prince étranger, ibid.

Associations, Associés.

Les discussions entre associés doivent toujours être renvoyées devant des arbitres, si l'une des parties le requiert, liv. 3, tit 6, art. 70, aux notes, Et cela quoique l'acte de société ne contienne

et cela quoique l'acte de fociété ne contienne pas la claufe de foumission a l'arbitrage, ibid.

Affociation pour la courfe.

Alors les prises sont communes entre les associés, liv. 3, tit. 9, art. 33 aux notes, pag. 403 & suiv.

Sans affociation la prife sera commune à deux vaisseaux si tous deux ont concouru à faire la prise, ibid.

Commé cela s'entend, ibid.

La société formelle n'est pas valable entre un capitaine corlaire & un capitaine des vaisseaux du Roi, ibid p. 405.

Entre capitaines de corsaire, il faut même que la société soit par écrit. Exception ibid.

Société tacite a cet égard, ibid.

De la répartition de la prise entre les vaisseaux en société expresse ou tacite. ibid. & suiv. Et de la subdivision qui doit se faire ensuite,

Assurance. V. Police d'a urance.

ibid.

Ce que c'est que le contrat d'assurance & son origine, liv. 3, tit. 6, aux observ. page 6. Différence entre l'assurance & la gageure, ibid. Il y a d'autres assurances que l'assurance maritime, ibid.

L'affurance maritime est si utile que sans cela de commerce ne sauroit se soutenir. ibid. &

Toutes personnes peuvent affurer, excepté les Eccléfiastiques, art. 1 au texte & aux nores,

pag. 27
Les étrangers peuvent assurer en France, & les
François assurer les étrangers, sauf les ennemis, ibid. & art. 3,

L'étranger assurant un François, l'assurance doit être reglée par les loix du Royaume, ibid. art. 1. p. 28. L'assurance peut être faite sous signature privée,

art. 2, P. 29.

Même, sans écrit, aux notes, ibid. V. Police d'assurance.

Anc ennementelle se faisoit le plus souvent sans écrit, ibid. p. 29.

On affure oull'on se fait assurer par un commissionnaire comme par soi-même, art. 3, aux notes, p. 31.

Si en ce cas le commissionnaire peut excéder son pouvoir, ibid. & p 32. Action du commissionnaire & contre lui. ibid. 32. L'ordre d'assurer n'emporte pas celui de faire.

affurer de nouveau, la première affurance étant caduque & annullée, ibid. art 3, p. 33. On peut faire affurer pour soi ou pour le compte

de qui il appartient, ibid. p. 33 & suiv. Si celui qui a stipulé l'assurance pour aurrui se libere en nommant la personne, ibid.

De celui qui fait affurer pour le tout une chofe qui lui est commune avec d'autres, même art. 3 aux notes, p.34.

De droit, l'assurance ne porte que sur les marchandiles chargées, sans extension a celles qui pourront l'être dans la suite, si cela n'est exprimé, ibid-

Par rapport au navire, l'erreur sur le nom ou la qualité du bâtiment rend l'assurance nulle, ibid. Exception.

De l'augmentation de prime stirulée en cas de guerre ou hostilités, ibid. p. 35 & suiv. V. Prime.

Le défaut de foumission aux arbitres n'annulle pas la police d'assurance, ibid. art. 3, p. 44. V. Police d'assurance.

On y peut stipuler tout ce qui ne blesse pas les bonnes mœurs, la nature & l'essence de ce contrat. ibid. p. 45.

Les clauses y sont prises à la lettre, cependant onles interprete par la loi & l'usage, ibil. On ne peut revenir contre ce contrat pour cause

de lésion.

Assurances qui peuvent être faites sans désignation du nom du maître ni du vaisseau art. 4 au texte & aux notes, ibid. & suive Quand commencent & finissent les risques des

assureurs, art. 5, p. 47.

De la prime stipulée pour l'aller & le retour, & qu'il ne se fait point de retour, art. 6,

Comment doivent s'entendre ces mots de l'article, s'il n'y a siipulation contraire, ibid. aux notes,

p. 49.
Autrefois l'assurance se faisoit à temps & pat

Autrefois l'assurance se faisoit à temps & pat mois : ce qui a fait changer cet usage, idid-

On l'observe encore néanmoins en cas de pêche & d'armement en course, ibid. p. 48.4 L'assurance peut être saite sur un vaisseau vuide ou chargé, avant ou pendant le voyage, armé ou non armé, seul ou accompagné, pour aller ou pour le retour, pour un voyage entier ou à temps, art. 7 au texte & aux notes, p. 50 & suiva

De droit, l'assurance ne s'entend que pour un seul voyage, même pour l'aller seulement, s'il n'est parlé du retour, ibid & suiv-

En affurance sur un vaisseau ou sur une portion, l'estimation en doit être faite par la police, sauf la preuve contraire, art. 8, au texte & xre notes, pag 52.

Ce qui se pratique à ce sujet, aux notes, ibie

En Angleterre & quelques autres pays, l'affurance est à forfait par forme de gageure, ibid. & art. 23, Ce qui arrive, l'estimation étant fausse, même art. 8, aux notes, On peut faire affurer la liberté des personnes, & comment, article 9 au texte & aux nores Mais non leur vie, arr. 10, pag. 54. Si ce n'est en cas de rachat des captifs, si ces captifs périssent autrement que par mort naturelle, art. 11, p. 55 & luiv. Par argument de cet article, on peut saire assurer de même les noirs traités à la côte de Guinée, aux notes, On ne peut faire assurer ni le fret à faire, ni le profit espéré des marchandises, ni les loyers des matelots, art. 15 au texte & aux notes, p. 78 & fuiv. Mais on peut faire assurer le fret acquis. Explication aux notes. ibid. De même le profit déjà fait sur les marchandises ibid. p. 60. On peut aussi saire assurer une prise, Emprunter a la grosse ne peut faire assurer la somme. Même liv. 3, tit. 6, art. 16 au texte & aux notes, Le donneur à la grosse peut bien faire assurer le principal, mais non le profit maritime, art. 17, aussi au texte & aux notes, p. 62. En Italie on peut faire affurer le profit comme le principal, ibid. Lorsque le dixieme doit être distrait de l'assurance, il faut qu'il se trouve sur chaque objet assuré séparément, att. 18 aux notes, p. 63. Assurance implicite de toutes primes, art. 20, aux notes, p. 65 & !uiv. On peut faire affurer l'entier capital, avec exemption de toutes primes, ibid. aux notes, exemples. Défenses de faire affurer des effets au-dela de leur valeur, à peine de nullité de l'assurance & de confilcation, art. 22, Comment cela doit s'entendre, aux notes ibid. & fuiv. Les assurances étant stipulées sans fraude, elles subsisteront jusqu'a concurrence, & ne seront nulles que pour le surplus, art. 23 & 24 au texte & aux notes,

De diverses polices d'assurances, où il n'y a d'excès que dans la derniere, comment la perte sera-t-elle supportée? art. 25, aussi au texte & aux notes, Ce qu'emporte dans la police d'affurance la permission de changer de route & de faire échelle, att. 27, aux notes, p. 97 & fuiv. En consequence de cette permission, les marchandiles prises dans un endroit, en remplacement de celles qu'on y a laissées, y sont subrogées; de maniere que les assureurs en courent tout de même les risques. ibid. De même des marchandiles prises sur la toure pour compléter le chargement. ibid. Du cas où l'affurance est faite divisément sur plusieurs vaisseaux & que le chargement ne se faise que sur un seul, art. 32, au texte & aux notes p. 84. Quid. Dans ce même cas, si toutes les marchandiles ont été chargées dans une feule allege pour

être distribuées sur les vaisseaux, & que cette

allege vienne à périr, aux notes, ibid. & p. 85; Sans défignation de voyage, fi l'affurance est saite pour un temps limité, l'assurance est libre après l'expiration du temps, art 4, p. 85. Mais s'il y a désignation de voyage, l'assureur courra risque du voyage entier, quoique le temps loit expiré, a condition que la prime augmentera à proportion, att. 35, même pag. Et néanmoins, si le voyage dure moins, la prime ne fera sujette à aucune diminution, Du fort de l'affurance, lorsque l'affuré laisse sur la route le surplus d'un chargement sur lequel il n'avoit fait affurer qu'une certaine somme. art. 36 aux notes, pag 87 & fuiv. Le voyage étant compu avant le départ du vaisseau, l'assurance est caduque & l'assureur ne peut prétendre que le demi pour cent, art. 37, p. 73. Si le voyage étant commencé, le navite relâche ensuire dans le port peu après, & qu'il soit défarmé, quid juris, aux notes, ibid & suiv. L'assurance faite après la perte ou l'arrivée des choses assurées est nulle files parties ont su ou pu savoir le fait lors de la signature de la police, art. 38 au texte & aux notes, ibid. Présomption de la connoissance du fait, art. 39. p. 942 Mais l'assurance peut être faite sur bonnes ou mauvailes nouvelles; & alors la présomption n'est pas admise, art 40. ibid & p. 95.
Ainsi l'assurance subsiste, 'il n'y a preuve pat
ailleurs que l'assureur savoit l'arrivée, ou l'assuré la perte, ibid. au texte & aux notes. ibid. Il importe peu que le commettant ait ignoré la nouvelle si le commissionnaire l'a sue quid è converso, ibid. aux notes, p. 95. Peine de l'assurance frauduleuse, art. 41, p. 96. Temps du paiement de l'affurance, art. 44, p. 98. De la clause Francs d'avaries en fait d'assurance. Même liv. 3, tit. 6, art. 46 aux notes, p. 101, & arr. 47, p. 108 & fuiv. On peut faire assurer par supplément l'augmentation survenue à la cargailon, par la négociation qui en a été faite durant le voyage, art. 47. aux notes, p. 110 & suiv. Il est d'ulage dans les polices d'assurance de laifser à l'assuré la faculté de changer le mastre ou capitaine ; mais cela ne lui donne pas le droit de prendre un capitaine d'une autre nation. art. 52, aux notes infine, L'affurance est bonne des qu'elle est conforme au connoissement; & alors l'assureur ne peut pas opposer à l'assuré que les effets ne lui appartenoient pas. art. 61, aux notes, P. 144. En cas d'assurance en France, sur marchandises chargées en pays de Consulat ou étranger, précautions exigées par rapport au connoissement. art. 63, au texte & aux notes, p. 146. Réflexions sur ce sujet, ihid_ Comment la valeur des marchandises doit être prouvée, art. 64, au texte & aux notes, ibid. & fuiv. On comprend dans la valeur tous les droits & ies frais faits jusqu'à bord, ibid. Ce qu'opere l'estimation portée par la Police, Comment se fait l'estimation des marchandiles chargées en retour d'un pays ou le commerce

fe fait par troc, art. 65, au texte & aux no=

tes, p. 147 & suiv.
Observations à ce sujet; p. 147 & suiv.
Diverses compagnies d'affurances établies dans le Royaume. Même liv. 3, tit. 6, art. 68, aux notes, p. 151 & luiv.

Lorfque dans la police d'assurance il y a soumission à l'arbitrage, & que l'une des parties demande le renvoi devant des arbitres, l'autre est tenue d'y acquiescer, art. 70, p. 154. & suiv.

Mais il faut pour cela que le renvoi soit demandé avant contestation en cause, ibid. & aux notes.

S'il n'y avoit pas de foumission à l'arbittage, le renvoi ne pourroit être ordonné sans le confentement de l'autre partie, aux notes, ibid. La clause de soumission à l'arbittage est devenue de style, ibid.

Faute par l'une des parties de nommer un arbitre, le Juge en nomme un d'office pour elleibid.

A∬uré.

L'affuré n'est pas recevable à dire que la chose affurée valoit plus que ce qu'il l'a estimée, liv. 3, tit. 6, art. 8, aux notes p. 52.

liv. 3, tit. 6, art. 8, aux notes p. 52. de droit, l'assuré doit courir risque du dixi me, s'il n'y a stipulation contraire, art. 18, p. 62. Ce dixieme doit se trouver libre sur chaque objet assuré séparément, ibid aux notes.

Assuré peut faire assurer la prime & la solvabilité des assurers, art. 20, au texte, pag. 65. Mais en ce cas le réassureur n'est tenu de payer qu'après la discussion du premier assureur, aux notes, ibid.

Si l'affuré, qui a fait affurer une fomme sur un chargement plus considérable, peut faire décharger sur la route pour son compte, le surplus du chargement, sans que l'affureur puisses en plaindre & y prendre part. Même liv. 3, tit. 6, arr. 36, aux notes, p. 87 & suiv. L'affureur n'a rien à dire tant qu'il reste sur le vaisseau, la valeur de la somme qu'il a affurée.

ibid.

Il feroit très-préjudiciable au commerce, de l'Amérique fur-tout, s'il en étoit autrement, ibid.

Développement à ce sujet, ibid. & att. 47, in fine, p. 115.
Peine de l'assuré qui savoit la pette lors de la signature de la police, art. 41, au texte & aux

notes, pag 96. L'assuré doit notifier la perte aux assureurs aussi-tôt qu'il en aura eu avis, avec protestation de saire son délaissement en temps & lieu art 42, p. 96.

art 42, p. 96. Comment cela doit s'entendre, aux notes, ibid. En cas de naufrage ou échouement, l'assuré peut suire travailler au sauvement sans préjudice de l'abandon, art. 45, p. 98. Et alors il lera remboursé de ses frais, dont il

Et alors il lera rembourlé de les frais, dont il fera cru lur son affirmation, jusqu'à concurrence des effets sauvés. ibid.

Et non seulement il le peut, mais même il le doit en rigueur, s'il est à portée pour cela. aux notes. ibid.

Il doit de même faire ses diligences en cas d'arrêt de Prince, art. 51, au texte & aux notes, pag. 133.

L'assureur devenant insolvable, l'assuré peut

demander la résolution de la police, ou bonne & suffisante caution. Même liv. 3, tit. 6, art. 20, aux notes, p. 65. Réciproquement, l'affureut peut se pourvoir de même, l'affuré devenant insolvable; mais dans l'un & l'autre cas, il faut que les risques durent encore. ibid. Délai dans lequel l'affuré doit se pourvoir con-

tre ses assureurs, art. 48, au texte & aux notes, p. 117 & suiv. Il ne lui suffiroit pas de dénoncer la perte aux

Il ne lui suffiroit pas de dénoncer la perte aux assureurs, il faut une demande en justice contre eux; mais de quelle maniere, ibid: & p. 119.

Cependant il peut se dispenser de se pourvoir en justice, en faisant reconnostre aux assureurs qu'ils tiennent la nouvelle de la perte pour dénoncée.

Etat de l'affuré lorsque le navire a été arrêté par ordre du Roi. même liv. 3, tit. 6, art. 52, au texte & aux notes, p. 134, Ce que doit déclarer l'assuré en saisant son dé-

laissement, arr. 53,
Si pour y manquer son délaisement est nul, aux
notes, ibid.

p. 136-

Mais s'il a recélé des affurances ou des contrats à la grosse, il sera déchu, art. 54, p. 136. Modification & explication aux notes. ibid. &

Et s'il perfiste dans sa déclaration frauduleuse, il sera puni exemplairement, art. 55, p. 137. L'assuré sur chargement doit justifier qu'il a chargé des effets jusqu'à concurrence de la somme assurée, art. 56, p. 137 & suiv.

fomme affurée, art. 56,

L'affuré doit pareillement justifier la perte du navire & des marchandiles. Même art. 56, aux notes.

p. 137 & suiv.

Il est tenu de rapporter les preuves incontinent après le délaissement, sans pouvoir, avant ce temps-là, poursuivre les assures pour le paiement, art. 57, au texte & aux notes, p. 138 & suiv. Explication. ibid. Quelles sont les preuves du chargement, ibid

aux notes.

Si par une clause de la police l'assuré peut en être dispensé, ibid. & suiv.

Ouelles sont les preuves de la pette ibid.

Quelles sont les preuves de la perte, ibid. Cas où la preuve de la perte n'est pas nécessaire pour autoriser le délaissement, art. 58, pag. 141 & suiv.

Même, quoique l'assurance fût faite pour un temps limité, aux notes, ibid. Mais alors, à qui de l'assureur ou de l'assure est-cea justifier le temps de la perte, ibid. Pruves du chargement lorsque l'assuré est le

maître ou capitaine du vaisseau, art. 62, p. 145. En cas de prise, l'assuré peut racheter les effets, à la charge d'en donner ensuite avis aux assureurs. Même liv. 3, tit. 6, art 66, p. 149. Explication sur ce sujet, ibid. aux notes.

Assureurs.

Si l'estimation donnée au navire est frauduleuse; l'assure peut faire procéder à une nouvelle estimation. Comment cela s'entend & se pratique, liv. 3, tit. 6, art. 8, au texte & aux notes,

Assure peut se faire réassurer, art. 20, au texte & aux notes,

p. 52 & suiv...

p. 65 & suiv...

Mais il ne peut faire assurer sa prime. ibid.
aux notes, p. 67.
Il peut demander le résiliement de police,
ou sûreté pour le paiement de la prime, l'af-

furé devenant infolvable, ibid. p. 66.
Risques qui sont pour le compte de l'assureur, art.

26, au texte & aux notes, pag. 74 & suiv. L'affureur répond du changement de route forcé, du jet de la chaloupe, du feu mis au vaiffeau pour se sauver & de toute prise, quoique induement faite ibid. aux notes, p. 74 & suiv.

Maisil ne répond pas du changement de route fait par l'ordre de l'assuré, art. 27, au texte p. 77. S'il n'y a stipulation contraire qui est passée en

ulage, ibid. aux notes.

Explication a ce sujet, ibid. & pag. 70. Il ne répond pas non plus des pertes qui arrivent par le fait ou la faute de l'assuré, &c. Même art. 27, au texte & aux notes. ibid. Assures du maître &

Assureur n'est pas tenu des fautes du maître & des gens de l'équipage, s'il ne s'est chargé de la baratterie de patron, art. 28. p. 79. Il ne répond pas des pertes qui arrivent par le

vice propre de la chose, art. 29, au texte & aux notes,

Ni de la perte d'une ancre causée par l'usure ou

le frotement du cable sur les roches, aux notes, ibid. Comment il répond du navire jugé innavigable

dans le cours du voyage, ibid.

Il n'est pas tenu des frais de pilotage, &c. ni

des droits ordinaires de congé, rapports, &c. art. 30, p. 81 & suiv. Quid. S'ils sont extraordinaires ibid. aux notes. L'assure répond point du coulage des marchandises, si alles ne sont désignées dans la police, ou si l'assurance n'est faite sur retour des pays étrangers. Même liv. 3, tit. 6, art.

31, au texte & aux notes, p. 83.
Lorsque l'assure est renu du coulage, de quel
coulage cela s'entend t-il? ibid. & suiv. aux

Quoiqu'il y ait permission de saire échelle, les assureurs ne courent point risque des marchandises qui sont à terre, s'il n'y en a une convention expresse, art. 33, au texte & aux notes, p. 85.

L'assureur est dechargé des risques & gagne la prime si le navire est envoyé dans un lieu plus éloigné, quoique sur la même route, art. 30,

p. 87.

Il gagne tout de même la prime si le voyage est seidement racourci.

Si le ment racourci.

bid.

S'il la gagne à proportion des effets que l'affuré fait décharger & qu'il avoit au-dela de la fomme affurée, ibid. & p. fuiv.

Peine de l'affureur qui favoit l'arrivée du navire lors de la fignature de la police, art. 41, au texte & aux notes, pag. 96.

Délai qu'a l'assureur pour payer la perte, art. 44, p. 98. V. Délais.

L'affureur ne répond pas de la faisse des marchandises de contrebande s'il n'a su la qualité de ces marchandises. Même liv. 3, tit. 6, art.

49, p. 129 & art. 52, p. 134. De même des effets de l'ennemi chargés sur un navire amiou neutre, ibid. art. 49, pag. 119. Soit en cas d'arrêr de Prince ou de naufrage, l'assure te et en droit de faire ses diligences.

l'assureur est en droit de faire ses diligences pour le recouvrement des essets, art. 51, au

texte & aux notes,

Et il n'a pas befoin pour cela, comme autrefois,

de la presuration de l'Affiré il id & art 68

de la procuration de l'affuré, ibid. & art. 68,

L'assureur sur chargement n'est tenu de payer que jusqu'à concurrence de la valeur des estets dont le chargement sera justifié avec la perte, art. 56, p. 137 & suiv.

De même, il ne gagnera la prime que jusqu'à concurrence des effets chargés, ibid. aux notes.

Au moyen du délaissement, l'assureur est subrogé au lieu & place de l'assuré, & ne peut se désendre du paiement, sous prétexte du retour du navire, art. 60, p. 143.

Du cas où le retour du navire sera dû aux soins des assureurs, quid juris, ibid. aux notes.

L'assure est recevable à faire preuve contraire aux attestations de la perte, &c. & cependant il doit être condamné par provision, moyennant caution, art. 61, au texte & aux notes, p. 144 & suiv.

S'il doit toujours & indistinctement être condamné de payer par provision, ibid.

Il ne peur pas opposer à l'assuré que les effets ne lui appartenoient pas, il sussit que le connoissement soit relatif à l'assurance. ibid.

noissement soit relatif à l'assurance.

En cas de rachat par l'assuré, les assureurs peuvent prendre part à la composition a proportion de seur intérêt. Même siv. 3, tit. 6, art.

Mais ils doivent déclarer sur le champ & offire de contribuer au rachat, comme ausli courir les risques du retour, ibid.

Si non payer les sommes assurées sans pouvoir rien prétendre aux effets racherés, ibid. Que la composition, soit en effets ou en argent, c'est la même chose, ibid. aux notes, p. 151.

Mais si, au lieu de composition, le corsaire pille, c'est alors une avarie simple, dont néanmoins les assureurs sont responsables. Di c'éroit l'assureur qui est racheté, il ne seroit pas reçu à faire prendre les estets à l'assure pour se dispenser de payer la somme assurée. ibid.

Quoiqu'il y ait des ports ou les navires ne peuvent entrer avec partie de leur chargement fans risques, les assureurs ne sont pas moins renus des avaries que les navires essuient à leur entrée. Même liv. 3, tit. 7, att. 4, aux notes, p. 161 & 162. Exemples.

Du fort de l'affureur lorsqu'il y a faute du maître; & que l'affureur a pris sur lui la baratterie de patron; ibid. & suiv. Différence en ce cas entre l'assureur du navire &

l'affureur sur le chargement, ibid. & suiv. Quand les srais de décharge des marchandises sont pour le compte des assureurs ou non. Même tit. 7, art. 6, aux nates, p. 167. Menues avaries, quand sont-elles à la charge des affureurs, art. 8, aux notes p. 171 & suiv. Quid Des droits de congé, ancrage, &c. art. 9,

Asyle.

ibid. & aux notes.

p. 172 & fuiv

L'afyle est dû dans un port atout vaisseau que la tempête, &c oblige d'y entrer, siv. 3, tir. 9, art. 14, aux notes, p. 272 & 293. Mais si c'est un vaisseau ennemi, il ferafaiss & conssigué parle doit de la guerre, ibèd. Résexion sur une loi contraire du Roi de Dan-

ibid. p. 272. nemarck. Une prife faite par un étranger ne peut rester plus de vingt-quatre heures dans un port du Royaume, fielle n'y est retenue par la tempête, ou si elle n'a été faire sur les ennemis. Même art 14, au texte & aux notes, ibid. au texte & aux notes,

Si sur cette prise, saite par un étranger, il se trouve des effets appartenans aux François, 273 ils leurs feront rendus, art. 15, Raisons pourquoi, aux notes, p. su Quid. Des essets des alliés, ibid. & aux notes. p. fuiv.

Avaries.

Lorsque la perte ou le dommage se réduit à des avaries, ce n'est pas le cas du délaissement aux affureurs, liv. 3, tit. 6, art. 46, au texte & aux notes, p. 99 & suiv. & 106.

De la claule franc d'avaries en fait d'assurance. ibid. pag. 101, & art. 47, p. 113 & fuiv. Si des affureurs peuvent requérir le délaissement pour se dispenser du paiement des avap. 105 & fuiv. ties, ibid. art. 46, On ne peut faire aucune demande d'avaries aux

assureurs fi elles n'excedent un pour cent, art. p. 108. Il faut ajouter, ou ce qui est stipule à ce sujet dans la police d'affurance. ibid. aux notes;

ag. 113. Lorique les avaries excedent le taux stipulé, faut-il déduire aux affureurs cette quotité fur les avaries, ibid. pag. 114.

Les avaries fe reglent sur la valeur seulement, des marchandiles au temps de leur chargement, même art 47, p. 1:5.

En assurance sur le navire, on ne tient point compte aux assureurs du dépérissement naturel du navire. ibid. aux notes.

Injustice de cer usage, Le rachat de la prise est une avarie grosse & commune. Même liv. 3. tit. 6, att. 67, aux p. 150 & fuiv. notes, Que la composition soit en argent ou en essets,

c'est la même chose. Même art. 67, aux no Mais si le corsaire, au lieu de composer, pille

des effets, relâchant le refte; c'est une avatie fimple qui ne tombe que sur le popriétaire, fauf son recours contre ses assureurs. Même ibid. art. 67

Ce que c'est qu'avarie, liv. 3, tit. 7, art. 1, p. 158. au texte & aux notes, Il y a avarie groffe & commune, & avarie simple

P. 159. ou particuliere, art. 2, Explication de cis termes, aux notes, ibid. Les avaries simples ne tombent que sur le propriétaire de la chose qui les a souffertes; mais les avaries grosses sont supportées en commun par le navire & les marchandises. ibid. art.

p. 159 & fuiv. 283, On ne connoît d'avaries grosses que celles qui ont eu pour objet le salut commun. art. 2, ibid. ack notes, & tit. 8, att. 14, pag. 204. Toutes avaries sont à la charge des assureurs,

excepté celles qui arrivent par le vice propré de la chole; & même encore, fauf le taux îti-pulé par la police. Même tit. 7, art 2, 160.

Il faut encore excepter le dommage causé par la faute du maître & des gens de l'équipage,

si l'assureur ne s'est pas chargé de la baratterie de patron, ibid. renvoi.

Idée des avaries simples, & détail à ce sujet. p. 161 & fuiv. Explication de cet article aux notes, ibid. pag. 162 & luiv.

Avaries à l'entrée d'un port dont l'accès est difsicile, le navire étant chargé en partie, si les assureurs en sont tenus, ibid. Exemples.

Autre détail des avaries fimples , art. 5, au texte & aux notes, pag. 164. Détail des avaries groffes & communes, art. 6, aussi au texte & aux notes, pag. 165 & suiv. Quand les frais de décharge du navire sont avaries simples ou grosses, ibid. aux notes, page 167.

Echouement qui est avarie grosse, ibid. & pag.

Quand la nourriture & les loyers des matelots d'un navire arrêté en voyage par ordre fouverain sont avaries grosses ou simples Même p. 168 & fuiv. tit 7, art. 7,

Difficulté de concilier cet art. avec le 16e. du tit du fret & avec le 5 du tit. des loyers des matelots, aux notes,

Menues avaries, comment se doivent payer, art. 8, au texte & aux notes, pag. 171 & art. fuivant.

Droits à payer par les maîtres qui n'entrent point

en avaries, art. 9, Modification aux notes, ibid. & effet de la clause qui ajoute au fret les avaries aux us & coutup. 172 & fuiv. mes de la mer, ibid.

Avaries causées par abordages de navires doivent être supportées également par les navires, art. 10, p. 177. Mais si l'abordage étoit fait par la faute d'un

des deux maîtres ; ce seroit à lui seul à réparer le dommage, art. 11, p. 183. V. Abordage. Saifie que peut faire le maître lur les marchandiles, en cas de refus de contribuer au jet, & autres avaries groffes, liv. 3, tit. 8, art. 21, au texte & aux notes,

Quelle avarie forme la coupe des amarres, diftinction, liv. 4, tit. 2, art. 7, aux notes,. pag. 485.

Aubaine. V. Droit d'aubaine.

B

Baleines.

Les François Basques ont les premiers pratiqué la pêche des baleines, aussi - bien que celle des morues, liv. 5, tit. 7, arr. 2, aux notes P. 740.

Troublés ensuite par les Anglois ils ent trouvé le secret de fondre & cuire les graisses à bord de leurs navires sans prendre terre. ibid. Compagnies établies en différens temps pour ibid. pratiquer cette pêche. ibid. Des temps & des lieux où elle se fait.

Baratterie de Patron.

Les assureurs ne sont pas responsables des faures du maître & de les gens, s'ils ne le lont toumis à la baratterie de patron, liv. 3, tit. 6,

Ce que c'est que baraterie de patron. Même att. 28 du tit 6, aux notes, ibid.

Raison pourquoi l'assureur n'en est pas tenu de ibid. pag. 80. Comment se prouve la baraterie,

Autrefois les affureurs en étoient tenus de plein droit, mais subsidiaitement leulement. ibid. S'il leroit mieux de les en décharger, ibid. &

tom. 1, liv. 2, tit. 4, art. 7, P. 493. La clause qui charge l'assureur de la bataterie de patron, n'opere rien si l'assuré commande le navire. ibid. liv. 3, tit. 6, art. 28 pag. 80. Autre chole feroit si c'étoit le fils de l'assuré qui

commandât le navire, Sort de l'affureur en cas de faute de la part du maître, & que l'assureur se soit chargé de la baraterie de patron, liv. 3, tit. 7, art. 4,

aux notes, pag. 162. Différence alors entre l'assureur du navire & l'affureur fur le chargement. ibid. & p. 163.

Bordigues.

C'est une sorre de parc & pecherie qu'on ne peut établir fans une permission du Roi & sans la faire enrégilirer au Greffe de l'Amirauré. liv. 5, tit. 4, art. 1 & 2, p. 766 & suiv. Où l'on ne peut les placer, & qu'elles ne doivent pas nuire ni a la navigation, ni a la li-berté de la pêche, art. 4 & 5, ibid. pag. 767. & suiv.

De quelle maniere les propriétaires doivent entretenir leurs bordigues & en ufer , art. 6 & 7, p. 768 & luiv.

C'est à eux à prouver que les maîtres des bateaux qui ont abordé leurs bordigues l'ont fait par malice ou par leur faute, pour pouvoir prétendre contre eux des dommages & intérêts, art. 8, au texte & aux notes, pag. 769 & Suiv.

Bouchots.

Ce font des parcs construits avec des pieux entrelassés de clayonnage. Leur usage. Observ. fur le tit. 3 du liv 5, p. 718. Ceux construits depuis l'année 1544 sujets à démolition. Même liv. 5, tit. 3, art. 4, page

Motifs de cette disposition, aux notes, idid.

& pag. luiv.

Malgré cela ils se sont extrêmement multipliés fur les côtes d'Aunis, par les entreprises des ibid. page 723. Seigneurs principalement.

lien est pourtant dont la démolition a été ordonnée; mais il en est resté un bien plus ibid. p. & fuiv. grand nombre, Réflexion a ce sujet. ibid.

Il ne s'ensuit pas delà qu'il en atrive autant des écluses qui sont tout autrement nuisibles à la navigation & à la liberté de la pêche que les bouchots. ibid. & faiv.

Les bouchots ont cela de commun avec les écluses, que la pêche qui s'y fait, détruit le frai du poisson & le poisson du moyen âge, ibid. pag. 726 & art. 18 aux notes . page 744.

Maniere de construire les bouchots & d'en user. Même liv. 5, tit. 3, att. 6, au texte & p. 729 & luiy. aux notes,

Tom, II,

att. 28, pag. 79 & tit. 7, att. 4, pag. 101, Bateau plat avec lequel il a enfin été permis aux notes. d'aller aux bouchots. ibid. V. Acon.

Nouvelle police introduite au sujet de l'ouverture des bouchots & de leur structure. Même liv. 5, tit. 3, art. 6, aux notes, pag. 730. Défenses de construire des bouchots à l'avenir.

art. 8, au texte & aux notes, p. 732 & fuiv. Ces défenses regardent les Seigneurs comme les simples particuliers, ibid. aux notes

Titres qu'ils doivent avoir pour se faire maintenir en possession de lever des cens & rentes fur les bouchots & autres pêcheries, art, 9, au texte & aux notes. p. 733 & fuiv.

Au défaut de titres valables, la réunion est naturelle au Domaine de la Couronne; de tous les cens levés par les Seigneurs fur les bouchots & parcs qui seront conservés, ibid. &

Secus des rentes foncieres dues aux particuliers, & pourquoi, ibid.

Parcs & bouchots construits à l'embouchure des rivieres navigables, ou a 200 brasses du pas-sage ordinaire des vaisseaux sujets à démolition. Même liv. 5, tit. 3, art. 11 & aux notes,

De même de tous parcs avec des filets sédentaires, & art. 12, ibid. p. 739. Par la destruction de tous parcs, les rentes & redevances dont ils étoient chargés, font éteintes, art. 15,

Bouées.

Doit être mise sur chaque ancre d'un navire qui est entré dans un port, liv. 4, tit. 1, art. p. 456 & luiv.

De même des ancres laissées dans les rades. liv. 4, tit. 8, att. 2, au texte & aux notes,

Il en faut mettre tout de même sur les madragues & bordigues. liv. 5, tit. 4, art. 3, p. 767

Cabotage. V. Tome 1.

Capitaine. V. Maitre.

Dans les polices d'assurances, il est d'usage de permettre à l'assuré de changer de maître ou capitaine; mais il ne peut pas en choisit un d'une autre nation, liv. 3, tit. 6, art. 52, aux notes in fine. pag. 135. Lorique le capitaine est affuré quelles preuves

doit-il produire de son chargement? art 62, Capitaine qui, en cas de prise de son navire le rachete, doit être circonspect pour ne pas

s'exposer a un délaveu, att. 66, aux notes du même liv. 3, tit 6, page 140. Déclaration que doit faire le capitaine après le jet au premier port eu il abordera. Même

liv. 3, tit. 8, art. 5, au texte & aux notes, p. 190 & fuiv.

Si c'est au capitaine ou maître à dresset l'état des pertes & dommages caulés par le jet. Même tit. 8, art 6, aux notes,

Pouvoir du capitaine lorsque ceux qui sont tenus de contribuer au jet refusent de payer leur part, ibid. art. 21, p. 211a

L IIII

Mais est-ce une obligation pour lui! aux notes, ibid.

Conduite que doit tenir un capitaine qui a fait une prise. liv. 3, tit. 9, art. 16 & suiv. page 276 & suiv. V. Course, Prise.

Capitaine corsaire, jusqu'a quelle concurrence il gagne par précipur le coffre du capitaine

pris, art. 20, aux notes, p. 293. détaut d'écrivain, le capitaine doit faire l'inventaire des effets des gens de son vaisseau 'qui meurent pendant le voyage, liv. 3, tit. ii, art. 4, au texte & aux notes, pag. 433. & fuiv.

Il demeure chargé de la garde des effets pour les remettre au retout du voyage, art. 5 auili Comment il doit se comporter a l'égard des

marchandises chargées dans son navire par celui qui meurt durant le voyage, art. 6, pag. 437.

Comment il peut vendre les hardes & effets des mariniers & pallagers, art. 7, & aux notes, p. 438 & fuiv.

Défenses aux Officiers du Roi aux Isles, d'ôter aux capitaines les effets des gens morts en mer, ibid. p. 440. art 8, Capitaine qui a pris un pilote côtier, doit lui

laisser la conduite du navire & la direction de la route, liv. 4, tit. 3, art. 18, aux notes,

Le capitaine étant pris peut se rançonner, & par-la il engage le propriétaire ou l'armateur; mais il doit en user avec grudence. liv. 3, p. 149. tit. 6, art. 66 aux notes,

Cas fortuit.

Les cas fortuits sont à la charge des donneurs à la groile & des affureurs, liv. 3, tit. 5, art. 11 , pag. 12 & tit. 6 , art. 26 , pag. 74.

Ce n'est pas un cas fortuit, ce qui arrive par le vice propre de la chose ou par le fait des propriétaires, maîtres ou marchands chargeurs. Même tit. 5, art. 12, pag. 14 & tit. 6, p. 79 & fuiv. art. 28 & 29, Caution.

Réaffureur n'est que caution de l'affureur, ainsi il ne peut être pourfuivi qu'aprês discussion de l'aisureut, &c. siv. 3, tit. 6, art. 20 aux notes,

Toutes les Sentences arbitrales sont exécutoires nonobitant l'appel en donnant caution; même tit. 6, att. 74 au texte & aux notes, pag. 157.

Caurion que doit donner l'armateur en courfe, liv. 3, tit. 9, art. 2, pag. 221. V. Courfe.

Cession. V. Transport.

Clerc du guet.

En chaque capirainerie garde-côte, il doit y avoir un clerc de guer, qui est nommé par les Officiers de l'Amiraute, liv. 4, tit. 5, p 530. Ses tonctions & ses obligations. ibid. & aux

Il doit tenir le rôle des défaillans aux revues des gatde-côtes, liv. 4, tit. 6, att. 3, P. 546

Ensuite déposer au greffe de l'Amirauté le rôle des amendes payées & de celles qui restent a payer ,art. 4, au texte & aux notes, p. 542

Commission.

Commission en guerre est nécessaire pour faire la course, liv. 3, tit. 9, art. 1, pag. 214. ${
m V}$. Courfe.

Du droit de commission de l'armateur dans les liquidations des prises. Même tit. 9 du livp. 372 & luiv. 3 , art. 32 , Commissionnaires.

Le commissionnaire qui a ordre de faire assurer ne doit pas excéder son pouvoir, & comment cela s'entend, liv. 3, tit. 6, art. 3, p 31 & fuiv. aux notes,

Il ne doit prendre pour assureurs que des perfonnes reconnues folvables, fur peine de ré-

pondre de leur insolvabilité, ibid. & suiv. Ayant sait saire une premiere assurance, qui se trouve ensuite résillée par l'insolvabilité de l'affureur, it ne lui est pas permis d'en faire faire une seconde sans un nouvel ordre. ibid. Commissionnaire responsable en son nom du

sejour des marchandises qui restent plus de trois jours fur le quai, liv. 4, tit. 1, art. 7, pag. 458. au texte & aux notes,

Compagnies d'assurance.

Diverses compagnies d'assurance formées dans le Royaume, liv. 3, tit. 6, art. 68, aux notes, p. 152.

Confiscation.

Prêt à la groffe sur les loyers des matelots; sans le consentement du maître, est sujet à confilcation , liv. 3 , tit. 5 , art. 5 , au texte,

Et cette confiscation appartient à M. l'Amiral, aux notes,

De même de toute aurre confilcation maritime, tit. 9 , art . 5 , auffi aux notes , Le prêteur à la groffe ni l'affureur ne répondent

pas de la confiscation des marchandises prohibées. Même liv. 3, tit. 5, art. 12, aux no-

Exception , ibid. & tit 6, att. 49, p. 127 & fuiv. Les prises faites sans commission de M. l'Amiral sont confisquées a son profit, liv. 3, tit. 9, Miss il a coutume d'accorder alors des gratifi-

cations, tant à l'armateur qu'à l'équipage, ibid. & furv.

Marchandises prises sur les François ne peuvent être apportées dans le Royaume, a peine de confiscation. Même liv. 3, tit. 9, art 11, p. 269. aux notes, in fine.

Congé.

Des congés que doivent prendre les pêcheurs en mer, liv. 5, tit. 1, art. 2 p. 693. Les congés des pêcheurs de poisson frais durent pag 694. un an, art. 3, Mais il faut qu'ils ne fassent que la pêche, sans aucune force de commerce, autrement ils doivent prendre un congé pout chaque voyage,

ibid. aux notes & suiv. En prenant leur congé de pêche, il faut qu'ils déposent au greffe de l'Amirauté leur rôle d'équipage, liv. 5, tit. 8, art. 3, p. 801.

Connoissement.

Lorfque le connoissement est consorme à l'assurance, l'assureur n'est pas recevable à opposer à l'assuré que les marchandises ne lui appartenoient pas, liv. 3, tit. 6, art. 61 aux notes, Le connoissement est la preuve spécifique du p. 145. & fuiv. V. Tom. 1. chargement, art. 62 & 64, Quel connoissement doit rapporter le maître assuré, même art. 62, ibid. Un double du connoissement doit être déposé pour les marchandises chargées en retour des pays étrangers, ibid. art. 63, Connoissement frauduleux en cas de jet, liv. 3, tit. 8, art 9 & 10, p. 198 & suiv. tit. 8, art 9 & 10, p. 198 & suiv. Effets jettés dont il n'y a pas de connoissement ibid. art. 12, p. 202.

Conseil des prises.

Son premier établissement, liv. 3, tit. 9, art. 21, aux notes, pag. 303. Comment se jugeoient les prises auparavant, ibid. & p. 302. Détail historique à ce sujet, ibid. pag. 302 & fuiv. Second établissement du Conseil des prises Mêp. 304 & fuiv. me art. 21, aux notes, C'est-la que doivent être rendus tous les jugemens fur les prises. ibid. Et il est défendu aux Patlemens d'en connoître absolument. ibid. p. 308. Les séances du Conseil des prises se tiennent chez M. l'Amiral, & tous les jugemens sont intitulés de son nom. ibid. p. 304 & 305. Commissaires qui assistent au Conseil des prises & comment ils sont invités à cet effet, ibid. Le Secrétaire général de la Marine y à voix dé-libérative, ce qui n'étoit pas autresois. ibid. Cérémonial observé à la premiere séance du Confeil des prises, tenue en conséquence du Réglement du 9 Mars 1695, ibid. pag. 306. L'appel des jugemens du Conseil des prises va au Conseil des Finances. ibid. p. 305. Ces jugemens sont exécutoires par provision en donnant caution. Même liv. 3, tit 9, art. 30, aux notes, P. 335.

Contestation en cause.

Ce que c'est, liv. 3, tit. 6, art. 70, aux notes, p. 154. En fait d'assurance, pour être renvoyé devant des arbitres, il faut le démander avant contessation en cause, ibid. au texte & aux notes.

Contrat. V. Grosse aventure.

Les contrats de grosse aventure & d'assurance dépendent des mêmes principes liv. 3, tir. 5, att. 11, aux notes, p. 12, & tit. 6, aussi aux notes,

pag. 49.

Contrebande. V. Marchandises.

Effets de contrebande relativement à la guerre, liv. 3, tit. 9, art. 11, au texte & aux notes, pag. 264 & suiv.

Contribution. V. Jet.

Les donneurs à la grosse ne contribuent qu'aux groffes avaries & non aux fimples & particulieres, s'il n'y a convention contraire, liv. 3, tit. 5, arr. 16.

Lorsqu'ils doivent contribuer, l'imputation ne le fait sur le principal que du jour qu'ils ont été mis en demeure, ibid. aux notes. La contribution doit être réglée avec toutes les parties intéressées liv. 3 tit. 8, art. 6, aux notes. pag. 192. Pour régler la contribution, on estime les marchandises jettées & sauvées suivant le prix courant du lieu où se fait la décharge. Même art. 6, au texte & aux notes, pag. 191 & Plan d'opération à ce sujet, tant pour le dommage reçu par les marchandiles que par le navire, ibid. & art. 7, aux notes, p. 194 & suiv. En sait de prêt à la grosse ou d'assurance, on ne confidere que la valeur des effets au temps de leur chargement. ibid., ait. 6, aux notes, Sur l'estimation des marchandises au prix courant du lieu, il faut déduire le fret entier, ibid. page 194. La répartition des pertes le fait sur les marchandises jettées & sauvées, & sur la moitié du navire & du fret au marc la livre de leur valeur. Même liv. 3, tit. 8, att. 7, p. 194. & fuiv. Raisons pourquoi le navire & le fret ne contribuent que pour moitié, aux notes, Le leet est dû alors, tant des marchandises jettées que sauvées, ibid. p. 196. Pour régler la contribution, il faut mettre en ibid. p. 196. ligne de compte, le dommage causé par le jet au navire & aux marchandises. Même tit. 8, art. 4 & 7, aux notes, pag 190 & 194. Comment se doit saire la contribution lorsque les connoissemens sont reconnus déguisés & frauduleux, att. 9 & 10, au texte & aux nop. 198 & fuiv. Choses exceptées de la contribution au jet, art. 11, au texte & aux notes avec explication, p. 199 & luiv. Les pierreries, l'or & l'argent, les billets & les hardes des passagers contribuent comme les marchandises, ibid aux notes, p. 200 & suiv. De la contribution au richat. Même art. 11, aux notes, ibid. p. 201. V Tom. 1. Les effets jettés dont il n'y aura pas de connoissement ne seront point payés, & s'ils font fauvés ils contribueront, att. 12, p. 202. Exception aux notes, ibid. Il en est de même des effets qui étoient sur le tillac, art. 13, S'il est vrai qu'il n'y ait de contribution pour le dommage arrivé au bâtiment qu'autant qu'il aura été fait expres pour facilitet le jet, p. 204. att. 14, aux notes, LIIII

fes au paiement du vaisseau perdu ou brisé art. 17, au texte & aux notes, p. 207 & luiv. S'il faut ouvrir le navire pour en titer les marchandifes elles contribueront au dommage fait par-la au bâtiment, art. 18, pag. 209. Er cas de retus de la part des contribuables, le maître peut, rour la fûreté de la contribation, retenir, même faire vendre les marchandiles, jusqu'a concurrence, ibid. art. 21 & aux notes,

Les effets jettés étant recouvrés après la répartition, le propriétaire de ces effets doit les rapporter; mais comment? art. 22, au texte & aux notes, ibid.

Le réglement de la contribution étant fait avec toutes les parties intéressées ou avec le plus grand nombre, doit être exécuté par provifion en donnant caution, ibid. aux notes, pag. 212.

Contrôle.

Les polices d'affurance sont exemptes du droit de contrôle, liv. 3, tit 6, att. 2 aux notes, p. 29.

Convois.

En temps de guerre on a donné des convois ou escortes aux navires allant à la pêche des morues, liv. 5, tit. 6, art. 13, aux notes, pag. 789.

Anciennement c'étoit l'Amiral qui les fourniffoit, ibid.

Depuis c'est le Roi qui a fourni les escortes & elles n'ont pas toujours été gratuites, ibid. p. 709.

Des convois durant la guerre terminée par la paix d'Aix la Chapelle en 1740. V. Tom. 1.

Corps novés.

Ce que doivent faire ceux qui trouvent des corps noyés sur les greves, liv. 4, tit. 9, art. 32, p. 651. V. Tom. 1. & aux notes, Défenses de les dépouiller & enfouir dans le fable, a peine de punition corporelle, ibid.

au texte. Des que les Officiers de l'Amirauté en sont informés, ils doivent se transporter sur le lieu & dresser procès-verbal de l'état du cadavte,

art. 33, pag. 652, Les Curés font tenus d'inhumer ces cadavres à peine de faisse de leur temporel, art. 34, ibid. Ce qui se pratique à ce sujet, aux notes, ibid. Les vêtemens du cadavre appartiennent a ceux

qui l'ont tiré sur la falaise & qui l'ont transporté au cimetiere, att. 35, au texte & aux notes. p. 653. A l'égard de l'argent & des choses de prix trou-

vées sur le cadavre, le dépôt en doit êrre fait au greffe de l'Amirauté, art. 36, p. 654. Pour être le tout rendu à qui il appartiendra en cas de téclamation , thid.

Si non partagé par tiers entre le Roi, l'Amiral & celui qui aura trouvé le cadavre, les fraispris fur le tout, ibid. & aux notes, pag. 654 & fuiv.

Coupable usage où sont ceux qui trouvent des corps noyés, ibid.

Les effets jettés ne contribuent point au dom- Des réclamateurs en cette partie, ibid. p. 665? mage arrivé depuis le jet, ni les marchandi- Le délai de la réclamation à cet égard est aujourd'hui de deux ans au lieu d'un an, ibid. Cas où les Officiers d'Amirauté peuvent prendre des vacations pour la levée d'un cadaibid. p. 656. Des frais de l'inhumation, ibid.

Côte. V. Rivage.

Coulage.

L'assureur ne répond point du coulage des marchandises, s'il n'en est fait mention dans la police, ou s'il ne s'agit de retout des pays errangers, liv. 3, tit. 6, art. 3t, au texte & p. 83. aux notes

Il ne répond même alors du coulage qu'autant qu'il sera arrivé par tempête ou autre fortune de mer , & qu'à la déduction du coulage ordinaire, ibid. & p. 83 aux notes; restriction, ibid.

A quoi l'usage a fixé ce coulage ordinaire, ibid.

Course. V. Prises.

Légitimité des armemens en course contre l'avis de quelques prétendus fages. Observ. sur le tit. des prises, ibid.

Utilité de ces armemens, ibid. Aussi ont-ils toujours été favorisés; mais il falloit les affujettir à des regles de police ibid.

La premiere est que nul ne peut armer en course sans commission de l'Amiral, liv. 3, tit. 9, art. 1, p. 214.

Raisons sur lesquelles elle est fondée, aux no-

Cette commission est nécessaire, même pour les vaisseaux de guerre que le Roi accorde aux particuliers pour la course, ibid. & art. 2, p. 228.

Peine de celui qui feroit la course sans commission de l'Amiral, ibid. art. I, aux notes, pag. 215 & art. 33 En armant en course de même que pour toute

autte navigation, il faut que l'équipage soit composé de François, au moins pour les deux p. 216. tiers, ibid. art. 1.

L'armateur en course est tenu de faire enrégistrer sa commission au greffe de l'Amirauté du lieu de l'armement. Même liv. 3, tit. 9, pag. 221.

Et de donner eaution de la somme de 15000 l. ibid. Motif de l'Ordonnance pour la caution, aux

ibid. notes, Il ne s'ensuit pas dela que l'armateur ne soit tenu des délits des gens du corfaire que jusqu'à concurrence de cette somme de 15000 l.

ibid. pag. 223. Il n'est pas même recevable à abandonner le navite pour demeurer quitte des délits des gens du corfaire,

L'armateur doit aussi déposer au greffe le rôle de son équipage,

Du traité de l'armateur avec les gens de l'équipage pour leurs gages & avances, ibid & pag. 224

Les équipages pour la course ont toujours abusé

du besoin que les armateurs ont eu d'eux, & les remedes qu'on a voulu y apporter ont toujours été inutiles, ibid. pag. 224. D'un autre côté il a été pris des précautions contre les délais des armateurs à faire raison à l'équipage de sa portion dans les prises ibid. Précautions pour prévenir les déserrions & peines contre les déserteurs. ibid. pag. 225. V. Désertion. Des vaisseaux accordés par le Roi aux particuliers pour la course. Les conditions à ce fujet ont souvent varié, ibid. & suiv. Personnes à qui il est désendu de s'intéresser dans les armemens en course, ibid. pag. 228. Défenses aux François d'armer en course sous commission d'un Prince étranger, sans la permission du Roi. Même liv. 3, tit. 9, art. 3, pag. 235. Point d'excuse a cer égard, sous prétexte que la commission seroit prise d'un Prince ami ou allié; & pourquoi? aux notes ibid. & suiv. Défenses de combattre sous autre pavillon que celui de la nation, art. 5, au texte & aux notes, pag. 239. Il est permis néanmoins d'avoir différens pavillons, même aujourd'hui de tirer le coup de canon de semonce sous pavillon étranger; ce qui n'étoit pas autrefois, ibid. & art. 12, aux notes, in fine, P. 271. Défenses aux capitaines en course & à leur équipage de foustraire les connoissemens, &c. à peine de punition corporelle. Même liv. 3, tit. 9, art. 6, Motifs de l'article, aux notes, ibid. pag. 245. Comment les armateurs en courle doivent se comporter à l'égard des vaisseaux neutres art. 11, aux notes, pag. 265 & fuiv. V. Neutres.Tout corsaire a droit de semoncer & visiter les navires qu'il rencontre en mer, art. 12, & p. 269 & luiv. V. Semonce. aux notes, Le navire qui refusera d'obéir sera de bonne prife, s'il est pris en combattant. Même art. ibid. Mais s'il obeit il ne peut être arrêté, s'il n'est justement suspect, & il est défendu d'y rien prendre sur peine de la vie, art. 13, au texte & aux notes, Le capitaine qui a fait une prise est obligé de se saisir de tous les papiers, des cless, & de faire fermer tous les endroits ou il y a des marchandises, art. 16, p. 276.

Il doit l'amener ou l'envoyer avec les prisonniers au port de l'armement, art. 17, p. 277. Restriction, ibid. & aux notes, p. 278. Obligation de retenir & amener tous les prifonniers. ibid. pag. 277. Le pillage est expressément défendu dans les prises. art. 20, au texte & aux notes, pag. 291 & suiv. Ce qui n'est pas réputé pillage. ibid. aux notes,

au texte & aux notes,

prifes, art. 24, aux notes,

324,

D'une prise faite en mer où il n'y a ni prisonniers ni papiers, art. 25 & 26, au texte & aux notes, p. 327 & 328. Du fort de cette prise. Quid si le navire a été pris échoué, notes sur ledit article 26, page 308 & suiv. Droits du Roi sur les marchandises des priles, modérés en différens temps en faveur de la courle, art. 31, aux notes, pag. 340 & suiv. A l'exemption ancienne des droits d'octrois sur les chofes nécessaires à l'avituaillement des corsaires, le Roi a ajouté celle des droits de ses fermes; mais a des conditions genantes, ibid. & pag. 342. Divers autres avantages accordés aux armateurs en course, tant par la suspension du dixieme de M. l'Amiral qu'autrement, art. 32, pag. 364 & suiv. Avantages accordés pareillement aux capitaines, officiers & équipages des corfaires, ibid. & p 365, 366 & 369. Corsaires qui se joignent aux vaisseaux du Rni ont part dans les prises saites ensemble, ibid. Comment se fait le partage aujourd'hui, ibid. Nouveaux avantages accordés aux corlaires, ibid. pag. 366 & 369. De ceux qui seront blessés dans les combats, ibid p. 367. Défenses d'expédier des corsaires dont l'équipage foit au-desfous de 50 hommes. ibid pag. Du partage de la prise entre l'armareur & les gens du corfaire, art. 33, au texte & aux notes, p 302 & suiv. Les avances saites à l'équipage ne sont point imputables fur fon tiers dans la prife, s'il n'y a convention contraire; mais aujourd'hui on ne manque plus de stipuler l'imputation, aux ibid. p. 373. notes, Que la prise ait été faite par un navire armé en course, ou armé seulement avec commission en guerre & marchandise, l'équipage a tout ibid. & fuiv. de même le tiers. Comment un vaisseau peut prendre part a une prise faite par un autre. ibid. p. 403 & suiv. V. Association. Il faut pour cela ou une société convenue pour la course, ou avoir contribué à la prise, ibid. Ce que c'est que contribuer à faire une prise, ibid. Les parts de ceux qui sont morts dans le combat, passent à leurs veuves & héritiers. Même art. 33, aux notes, p. 406. De même de ceux qui sont morts de maladie après la prile faite, ibid.

Il leur est du même de plus une gratification, ibid. La gratification est due de même à ceux qui ont été blessés & estropiés dans le combat, & jusqu'où elle peut aller, ibid. pag. 406. De la liquidation de la prise & du paiement pag. 292. Préciput du capitaine preneur. ibid & p. 293. Déclaration que doit faire à l'Amirauté le conque doit faire l'armateur des parts de chacun des gens de l'équipage, soit absens ou préducteur d'une prise, liv. 3, tit. 9, art. 21, fens, ibid. & p. 408, & pour la liquidation, art. 32 précédent, pag. 374 & fuiv. Endroits où il n'est pas permis de faire des L'armement en course en vertu des lettres de

représailles ne peut se faire non plus qu'aveç

une commission de M. l'Amiral, & les prises sont sujettes aux formalités des autres prises, liv. 3, tit. 10, art. 4 & 5, pag. 421 & suiv. V. Représailles.

Courtiers.

Ce que doivent observer les courtiers & autres personnes publiques qui font signer des polices d'asserace, liv. 3, tit. 6, art. 68, p. 131. V. Police d'assurace. Il leur est aussi enjoint d'avoir un registre pour y enrégistrer les polices qu'ils dressent, att. 69, p. 154.

Déclaration ou Dénonciation.

L'affuré doit dénoncer à temps la nouvelle de la perte aux affureurs, liv. 3, tit. 6, art. 48. aux notes, p. 118 & fuiv. Ce qui peut fuppléer à la dénonciation en forme, ibid.

Despour-parlers peuvent même fussire pour écarter la fin de non-recevoir; mais il faut qu'ils foient reconnus, ibid.

De quelle maniere fe fait la déclatation ou dénonciation à Marsfeille. ibid.

Déclaration à l'Amirauté.

Tout ce qui est trouvé en mer, on tiré de son fonds, ou sur le rivage, est sujet a déclaration à l'Amirauté, liv. 4, tit. 9, art. 19 & 20, 27, 28 & 29, au texte & aux notes, p. 613 & suiv. Et cela dans les 24 heures, sur peine d'être puni comme receleur, ibid. En quel cas les simples pêcheurs doivent faire seur déclaration ou rapport au gresse de l'Amirauté, liv. 5, tit. 1, art. 3, & aux notes, p. 695.

Delai qu'a l'affureur pour payer la perte, liv. 3, tit, 6, art. 44, De quel temps court ce délai, ibid. aux notes, & art. 58 p 141 & fuiv. Délai dans lequel l'affuré, en cas de perte, doit se pourvoit conrre les assureurs. Même tit. 6, art. 48, au texte & aux notes, pag. 117. & luiv. Ce délai est fatal. ibid. p. 119. La différence des délais forme un embarras, ibid. pag. 117. Conciliation de cet article 48 avec le 58, ibid. & pag. 142. Dans le cas de l'art. 58, est-il libre à l'assuré de différer son délaissement tant qu'il voudra, notes lut ledit art. pag. 141. Délai de la réclamation pour les effets naufragés, les ancres, &c. V. Réclamation.

Délaissement ou Abandon.

On ne peut faire le délaissement d'une partie & retenit l'autre, liv 3, tit. 6, art. 47, au texte & aux nores, p. 108 & suiv. Explication & raisons de la décision, ibid. S'il y a deux polices sut différens effets on peut

délaisser ceux de l'une, & retenir ceux de ibid p. 108. Si les effets sur lesquels il y a assurance excedent la somme assurée, on peut ne faire le délaissement que jusqu'à concurrence de cette somme assurée, ibid & p. 109. Et cela, soit que dans le principe il n'y ait eu d'affurance que pour partie des effets, foit que le chargement ait augmenté ensuite de valeur. Exemple, ibid. p. 109 & fuiv. Conséquences absurdes qui résulteroient de l'opinion contraire, ibid. & pag. 111. En fait d'assurance sur le corps du navire, on pourrnit de même n'abandonnet le navite que julqu'à concurrence; mais les circonstances engagent toujours à le délaisser en entier,

ibid. p. 112.

Les assurents ne peuvent demander l'abandon des effets déchatgés en faisant échelle, pourvu qu'il en soit resté sur le navire de quei remplir les sommes assurées. Même art. 47, in fine, pag. 115 & suprà, art. 36, aux notes, pag. 87 & suiv. & pag. 91.

En quel remps le délaissement ou abandon doit être sait aux assureuts. Même liv. 3, rit. 6, art., 48, au texte & aux notes, p.117 & suiv. En quel temps peut-il être sait en cas d'atrêt de Prince? att. 49 & 50, au texte & aux notes, p.127 & 132. Au moyen du délaissement, l'assureut est suiv. Le procé au lieu & place de l'assureut est suive.

brogé au lieu & place de l'assuré, à l'effet de réclamer les effets, &c. art. 51, aux notes, pag. 133, & art. 60, Si le délaissement peut être fait en cas d'arrêt du navire par ordre du Roi, art. 51, au texte

& aux notes, Ce que doit déclaret l'assuré en faisant son délaissement, art. 53, au texte & aux notes,

A qui de l'assureur ou de l'assureur est-ce à justifier ce qui s'est sait après l'échouement pour juger s'il y a lieu au délaissement ou non? même liv. 3, tit. 6, art. 46, aux notes, p. 105. Temps après lequel le délaissement peut être fait sans preuve de la pette, parce qu'elle est présumée, art. 58, au texte & aux notes, pag. 141 & suiv.

Mais alors quand faut-il faire le délaissement & se pourvoir contre les assurers sur peine de déchéance, ibid. p. 142.

Dans le même cas les assureurs ne peuvent se dispenser de payer, sous prétexte du retour du navire, art. 60, p. 143.

navire, att. 60, p. 143.
Tout délaissement doit être pur & simple & non conditionnel. Explication à ce sujet, ibid, aux notes.

Délestage. V. Lestage.

Droits de lestage & délestage, liv. 4, tit. 47 att. 1, aux notes, p. 511.
On ne peut lester ni délester sans la permission de la personne proposée pour y veiller. att. 3, aux notes, p. 514.
Déclaration que doivent faire à l'Amirauté ceux qui ont fait le délestage. Même att. 3, ibid.
Charges créées ci devant pour veiller au lestage & délessage, art. 8, aux notes, p. 517.
Sorte de lest que l'on ne porte point au lieu du délessage à cause qu'il est utile au public, ibid.

Ce qui s'ebserve à ce sujet,

Demi pour cent.

Le demi pour cent est dû à l'assureur pour sa signature, des que l'assurance n'est pas nulle par un tait qui lui ait été connu dans le principe, liv 3, tit. 6, paffim or précipue, att. pag. 72. 23, aux notes,

Dépositaire.

Dépositaire qui a des affets à lui & à autrui, & qui n'en sauve qu'une partie quid juris entre lui & ce tiets, liv. 3, tit. 8, art. 15, aux notes, p. 205 & suiv. notes, Désertion.

Précautions priles pour prévenir la désertion des gens engagés pour la course, liv. 3, tit. 9, art. 2, aux notes, p. 225. Peines prononcées contre ceux d'entr'eux qui désertent, De ceux qui s'engagent lous un faux nom. ibid. & fuiv.

Nouvelle Ordonnance où sont détaillés les différens cas de défertion, la maniere de la conftater, &c. Déserteurs des vaisseaux que le Roi accorde à

ibid. des particuliers pour faire la course, & luiv.

A qui appartiennent les salaires & les parts des déserteurs des corsaires. Même liv. 3, tit.9, art. 32, aux notes, P. 377.

Dixieme.

De droit, l'assuré doit courir risque du dixieme s'il n'y a convention contraire, liv. 3, tir. 6, art. 18

Ce dixieme doir se trouver libre sur chaque objet séparément, ibid. aux notes.

Mais en cas d'assurance sur le navire & les effets

ensemble, il suffir que sur le tout il y ait un dixieme libre ibid. & art. 19, aux notes , p. 63. Si les affurés sont dans le va seau, ou s'ils en sont les propriétaires, ils courront risque du dixieme, nonobifant la convention contraire. Meme art. 19, au texte, ibid. Mais on y déroge dans l'ulage, aux notes, ibid.

Comment se regle la distraction de ce dixieme? ibid.

Le dixieme ne se trouvant pas libre, l'assu-rance n'est pas nulle pour cela, elle est seuibid. p. 64. lement réductible,

Dixieme des prises.

Ce dixieme est un des plus anciens droits de la charge d'Amiral, liv. 3, tit. 9, art. 32, aux notes, pag. 359. V. Tome premier.

Comment s'étoit toujours faite la distraction de ce dixieme sur les prises jusqu'a l'année 1743?

Il avoit même été pris long-temps en nature, ibid p. 363.

Et de manière ou d'autre il étoit exempt du droit de confilcation de l'armateur, ibid & luiv. Modifications & restrictions de ce dixieme en 1743, sur les offres de M. l'Amiral,

ibid. Observations sur ce sujet; ibid. Suspension totale de ce dixieme sur les offres aussi de M. l'Amiral en 1748, le Roi le réservant de pourvoit au dédommagement de M. l'Amiral ibid pag. 164.

Il y avoit lieu de croire que ce droit revivroit dans la suite, du moins sur le pied de l'Edit de 1743; mais il vient d'être supprimé à perpétuité.

Le dixieme étoir dû des prifes faites en vertu de lettres de reprélailles, comme des prifes faites en temps de guerre, liv. 3, tit. 10, att. 5, aux notes,

Domaine de la mer.

Célebre question du domaine de la mer entre Grotius & Selden. Observations sur le tit. premier du liv. 5, p. 684.

Si Grotius a eu tort de prétendre que la mer étoit tellement libre & commune qu'il fût permis de pêcher jusques sur les côtes. Selden a encore plus erré en attribuant aux Rois d'Angleterre la souveraineté des mers, ibid. p 685 & suiv.

En effer, le domaine des mers ne peut appartetenit à aucun Potentat; mais un Prince, dont les Etats confinent à la mer, a droit d'y étendre son domaine jusqu'à une certaine distance, ibid p. 637.

Quelle est cette distance, & quels sont les droits des souverains dans ces limites ? Ridicule dont se couvrit Guillaume III en affectant le titre de souverain des mers. ibid. p. 688.

Dommages. V. Avaries.

Du dommage en cas d'abordage de navire. liv. 3, tit. 7, att. 10 & 11, p.177 & 183 & luiv. V. Abordage.

Du dommage causé aux navires par les parcs & filets placés en contravention à l'Ordonnance, liv. 5, tit. 3, art. 11, aux notes, pag. 7, 8. Du dommage caulé aux madragues & bordigues

par des bâtimens qui les abordent, liv. 5, tit. 4, art. 8 & aux notes, p. 769 & luiv. En cas de dommage causé aux filets des pêcheurs. p. 769 & luiv. on ne fait attention qu'au dommage réel, & il ne s'agit point d'indemniser les pêcheurs du poilson qu'ils auroient pu prendre, ibid.

Dommages & intérêts.

Dommages & intérêts auxquels sont sujets les maîtres de navires ancrés dans les ports, lorsqu'ils manquent de mettre des bouées fur leurs ancres, liv. 4, tit. 1, art. 5, p. 456 & suiv. De celui qui s'empare & se sert de la chaloupe d'un autre sans lon aveu, art. 16, aux notes,

pag 470 & fuiv. Dommages & intérêts auxquels sont sujets les pêcheurs qui contreviennent aux regles de la pêche, liv. 5, tit. 2, att. 6, 7, 9 & 10, & tit. 3, art. 12, p 712 & 729. tit. 3 , art. 12,

De même des propriétaires des madragues, bordigues & autres parcs qui o'oblervent pas les regles prescrites à cet égard, liv. 5, tit. 4, art. 3 & 4, pag. 767, & aux notes lur l'art. 8, p. 770.

Drague ou Dreige. V Filets

ibid. Le retou filet, appellé dreige, étoit permis au

remps de notre Ordonnance, liv. 5, tit. 2, art. 4, pag. 699.
Les inconvéniens de ce filet le firent abroger dans la fuire, aux notes, ibid & fuiv.

Remontrances des pêcheurs de la Rochelle & de Marennes à ce sujer, ibid & suiv.

Verification faite de la nature & de l'usage de leur filet appellé impreprement dreige, il leur fut permis de s'en servir sous le nom de ret traversier ou cha'ut. ibid. p. 701.
Restrictions & conditions survenues depuis, ibid.

Ce n'est pourtant pas ce silet qui nuit au frai du poisson. ibid.

Instrument appellé dreige ou drague, dont il est défendu de se servir dans les moulieres, même liv. 5, tit. 3, art. 18, au texte & aux p. 742 & suiv. Il est appellé drague en Aunis, & il sert à la

Il est appellé drague en Aunis, & il sert à la pêche des huîtres en bateau, aux notes ibid.

Droit d'Aubaine.

Errangers au service de la marine du Royaume font exempts du droit d'aubaine, liv. 3, tit. 11, art. 5, aux notes, p. 436. V. Tome 1.

Ainfi, ils penvent tester en mer, conformément à notre Ordonnance secus des simples passagers, s'ils sont étrangers ibid. & sur l'art. premier p. 428.

A défaut de testament leurs parens, étrangers austi, sont leurs héritiers comme les regnicoles, ibid. p. 436.

Echelle ou Escale.

Ce qu'emporte la permission de faire échelle, liv. 3, tit. 6, att. 27, aux notes, p. 78 & suiv. V. Assurance.

Lorsqu'il y a permission par la police de faire échelle, les assureurs ne courent point les risques des marchandises qui sont à terre, quoique destinées pour le chargement, s'il n'y a convention contraire, art 33, au texte & aux notes, p. 85.

Echouement.

Si tout échouement peut autoriser l'abandon de l'assuré aux assureurs, liv. 3, tit. 6, art. 46, aux notes, p. 99 & suiv. Et cela soit du navire, soit des marchandises,

Echouement, quand devient avarie grosse, liv. 3, tit. 7, art. 6, aux notes, pag, 167 & suiv. Echouement qui, quoique volontaire, n'est ni crime ni saute, liv. 4, tit. 3, art. 18, aux notes, p. 508, & tit. 9, art. 44, aussi aux notes, p. 667. Seigneurs ou autres qui forceront un pilote de

faire échouerle navire doivent être punis de mort. Même liv. 4, tit. 9, art. 44, au texte,

Ecluses V. Parcs & Pêcheries.

Ce font des parcs const uits avec de grosses pierres, teur usage. Observations sur le rit ?, du tiv. 5, p. 718. Ecluses construites depuis l'année 1544, sujettes à

démolition. Même liv. 5, tit. 3, art. 4, p. 721; Morifs de cette disposition, ibid. aux notes, & pag. suiv.

Des écluses chez les Romains, ibid. pag. 622. & suiv. V. Parcs & Pêcheries.

Parmi nous on a été plus artentif a conserver la liberté de la pêche, aux notes, ibid. Et cependant les écluses se sont extrêmement multipliées sur les côtes, principalement par les entreprises des Seigneurs, ibid.

Il n'y a encore rien de décidé à ce sujet par la commission établie pour la vérification des droits maritimes, ibid. & suiv.

Maisil y a apparence qu'il n'en sera pas des éclu-

fes comme des bouchots. Raisons de différence, ibid. & p. suiv.

Toute écluse est nuisible à la navigation, &

elle attaque plus la liberté de la pêche que les bouchots,

Abus des possessers des écluses, quoiqu'il soit permis d'en approcher jusqu'à la distance de

dix brasses, ibid.

Les écluses ont cela de commun avec les bouchors, qu'on y pêche de maniere à détruire

le frai du poisson, ibid.
Des écluses de l'Isle de Ré, ibid.
Forme dans laquelle doivent être construites les écluses, & maniere d'en user pour pouvoir les conserver. Même liv. 5, tit. 3, art, 5, au rexte & aux notes, p. 727 & suiv.

rexte & aux notes, p. 727 & fuiv.

Distance qu'il devoir y avoir entre deux écluses chez les Romains, ibid. aux notes, pag. 728.
Ce qui devroir être observé a cer égard parmi ibid.

nous, Défenses de bâtir des écluses à l'avenir, art. 8, pag. 732.

Ces défenses regardent les Seigneurs comme les fimples particuliers, ibid aux notes & suiv. Tirres que les Seigneurs doivent avoir pour être fondés à percevoir des cens & rentes sur les écluses & autres pêcheries, art. 9, au texte & aux notes, p. 733 & suiv.

A défaut de ritres valables, les droits imposés fur les écluses, qui pourront êrre conservées, feront sujets à réunion au domaine de la Couronne, ibid. p. 733. Il en devroit être autrement des rentes foncie-

res dues aux particuliers, & pourquoi ? ibid.
Mais il n'est plus question de rentes & de redevances dues sur les écluses dont la démolition a été ordonnée : elles sont éteintes. Même liv.
5, tit. 3, art. 15,

Effets de contrebande.

Ceux qui font réputés tels, relativement à la guerre, liv. 3, tit. 9, art. 11, au texre & aux notes, p. 264 & suiv.

Effets naufragés. V. Epaves.

Quiconque en trouve, soit en mer ou sur les greves, est tenu d'en faire sa déclaration au Grefie de l'Amirauté dans vingt-quatre heures, sur peine d'être puni comme rereleur liv. 4, tit. 9, art. 19 & 10, au texte & aux notes, pag 113 & surv V. Naufrage.

De la publication ou proclamation des effets nautragés, art. 21 & 22, aussi au rexte & aux notes, p. 615 & suiv. Peuvent Peuvent être réclamés par les propiétaires dans l'an & jour en payant les frais de sauvement, Difficulté qu'il y a eu de réduire les Seigneurs fur cet objet, aux notes, ibid. & pag. suiv. Le délai pour réclamer n'a pas toujours été d'an ibid. p. 617 & suiv. & jour, ibid. & fuiv. Il n'est pas fatal, Preuves que doivent rapporter les réclamateurs, art. 25, au texte & aux notes, p. 622.

A défaut de réclamation dans l'an & jour, les effetsappartiennent pour moitié au Roi ou aux Seigneurs qui en ont la cession, & a M. l'Amiral pour l'autre moitié, les frais pris sur le tout. Même liv. 4, tit. 9, art. 26, pag. 623. Preuves que le droit de naufrage est royal, contre les Seigneurs qui l'ont si long-temps voulu ibid & p. suiv. ulurper, aux notes, Ainsi les Seigneurs ne peuvent le prétendre qu'en vertu d'une concession du Roi, ibid. pag. 627. Des effets naufragés trouvés en pleine mer ou tirés de lon fond, le tiers en appartient lans frais à ceux qui les ontainsi sauvés, art. 27, p. 635. Ce qui doit être observé à l'égard des deux autres tiers , ibid. Maniere d'entendre cet article, aux notes, ibid. & faiv. Si le partage peut se faire en nature, il en faut délivrer le tiers à ceux qui ont ains sauvé ces effets, La disposition de cet article 27 est applicable au cas d'un navire rencontré en mer sans équi-Comment se fait le partage de ce tiers entre le propriétaire & les gens de l'équipage du naibid. vire qui a sauvé l'autre, Du cas où le navire est a la part, & si les passagers y participent, ibid. & p. fuiv. Si hors les deux cas de cet art. 27, ceux qui fauvent des effets jetrés sur le rivage en peuvent prétendre le tiers, ou seulement leurs salaires, à raison de leur travail, ibid., p. 637. & fuiv.

Des ancres tirées du fond de la mer. Même liv. 4, tit. 9, art. 28, au texte & aux notes, p. 640 & fuiv. V. Ancre.

Il en faut faire déclaration à l'Amirauté, de même que tous autres effets trouvés en mer, ibid. & pag. fuiv.

Les choses du crû de la mer & autres, qui n'ont appartenuà personne, sont acquises en entier à celui qui les a tirées du fond de la mer ou pêchées sur les flots, art. 29, p. 647. Et s'il les a trouvées sur les greves, il n'en a que le tiers, ibid. & aux notes, Disposition des Jugemens d'Oleron à ce sujet,

ibi.i. Des poissons trouvés en mer ou échoués sur les côtes. Même art. 29, & aux notes, ibid. & fuiv.

Epave, V. Effets naufragés.

Un navire pris, abandonné par les ennemis ou chassé par la tempête est épave de mer, liv. 3, tit. 9, art. 9, aux notes, p. 260. Navire pris fans qu'on puisse découvrir s'il est p. 260. ami ou ennemi, est aussi regardé comme épave. Mêmeliv. 3, tit. 9, art. 26, au texte & p. 338 & fuiv. aux notes, Mais s'il est reconnu ennemi, c'est une prise, Tom. II.

quoiqu'il n'y air point eu de combat, & que le navire ait été trouvé abandonné en pleine mer, ibid. aux notes.

Secus, si le vaisseau est échoué, à moins que l'échquement n'ait été causé par la chasse du corfaire.

Navire abandonné en mer par son équipage est une épave dont le tiers appartient à qui l'a fauvé. liv. 4, tit. 9, art. 27, aux notes, p. 636. Hors dela & des deux cas dudit art. 27, l'inventeur n'a rien à pretendre dans l'épave; il doit se contenter de ses frais, ibid. & suiv. Des poissons royaux ou à lard échoués sur les

côtes, & par-la devenus épaves, liv. 5, tit. p. 793 & luiv. 7, art. 1, 2 & 3, Erreur.

Propositions erronnées de la Chambre d'assurance de Paris, sur la matiere des assurances, liv. 3, tit. 6, art. 19, aux notes, p. 63 & suiv.

Fsclavage.

Femme peut s'obliger valablement pour tirer fon mari d'esclavage, liv. 3, tit. 6, art. 12, p. 56. V. Femme.

Elle lé peut tout de même pour le tirer de prifon, aux notes, L'enfant mineur peut s'obliger également pour la délivrance de son pere, dans l'un & l'autre cas, sans espérance de restitution, art. 14, autexte & aux notes, p. 57. Quand l'avis des parens est nécessaire pour cela

Estimation. V. Valeur.

En cas de jet, l'estimation se fait des marchandises jettées & sauvées, suivant le prix courant du lieu où se fait la décharge du navire, liv. 3, tit. 8, art. 6, au texte & aux notes, p. 191 & Suiv.

Equité de cette décision, & raisons sur lesquelles elle est fondée, ibid. p. 193. On en use de même pour la contribution au ibid.p. 192. rachat.

Secus, en cas de prêt à la grosse ou d'assurance, on ne fait attention alors qu'a la valeur des effets au temps de leur chargement. ibid. 193. l'estimation se taisant sur le prix courant du lieu. de la décharge, il faut en déduire le fret en-

tier des marchandises, ibid. & fuiv. Si le navire, ayant été fauvé par le jet, vient à périr dans la fuite, les effets fauvés du naufrage ne contribueront au jet que fur le pied de leur valeur actuelle, & déduction faite des frais de fauvement. Même liv. 3, tit. 8, art. 16, au texte & aux notes, p. 207. En cas de dommage caufé à des filets de pêche,

on n'estime que le dommage, sans indemniser le pêcheur du poisson qu'il auroit pu prendre, liv. 5, tit. 4, art. 8, aux notes,

Etrangers.

Etrangers au service de la marine du Royaume, mourans en mer, leur succellion est exempte du druit d'aubaine, & par conféquent passé à leurs béritiers étrangers, comme aux regnicoles, liv 3, tit. 11, art. 5, aux notes, p. 4:6. Pat la même raison, ils peuvent faire leur tel-Mmmmm

tament en mer, conformément à notre Ordonnance, ibid. & fur l'art. premier, p. 428. Mais s'ils ne sout que passagers, étant étrangers, ibid. p. 428 & 436. ils ne pourront tefter,

Femme.

Femme peut s'obliget valablement pour tirer fon mari d'esclavage liv. 3, tit. 6, art. 12, p. 56. Elle le peut tout de même pour le tirer de priibid. fon, aux notes, Si sur le resus de la semme, quelqu'un prête deniers pour racheter son mari, il sera préséré à elle sur les biens du mari, sauf pour la répétion de sa dot, att. 13, ibid. & suiv. Mais il faut que le prêt soit sait par autorité de juffice, ibid. aux notes.

Feux.

Feu que doit avoir pendant la nuit le maître du navire en rade qui est le plus avancé du côté de la mer, liv. 4, tit. 8, art. 4, pag. 577. Peine de ceux qui allumeront des feux trompeurs fur les greves pour attirer & faire périr les navires, liv. 4, tit. 9, att. 45, au texte & aux notes, p. 668 & fuiv. Feux que doivent montrer les pêcheurs de poiffon frais, liv. 5, tit. 2, art. 6 & 7, p. 712. Des sux des pêcheurs de hareng, liv. 5, tit. 5, art. 2, 3, 5 & 6, p. 773 & suiv. Défenses arous pecheurs de montrer des feux autrement que dans le temps & de la manière prescrite par l'Ordonnance, art. 7, pag. 775. Feu allumé toutes les nuits à Calais, en faveur de la pêche du hateng, att. 8, aux notes, ibid.

Filets.

L'ulage de ne permettre la pêche qu'avec des filets d'une certaine maille est sort ancien. Observations sur le tit. 2, du liv 5, p. 696. Avantange qui en résulteroits'ilétoitexactement obfervé, ibid. On y a pensé un peu tard en France, par rapport à la pêche maritime ibid. Raison de la diversité des filets de pêche, ibid. k p. 697. Manière d'user des rets ou filets appellés folles. Même liv. 5, tit. 2. art. 2 & 3 , au texte & aux notes, p. 698 & fuiv. Du ret ou filet appellé dreige, art. 4, pag. 699. V. Dreige. Permis au temps de notre Ordonnance, il a été depuis supprimé, aux notes, ibid. On y a subrogé cesui appellé, ret traversier ou chalut, ibid p 702. Filets pour la pêche des vives, art. 5, au texte & aux notes, Ce que doivent faire les pêcheurs la nuit lorique leurs filets sont retenus par quelque embarras, art. 7, pag. 712 & liv. 5, tit. 5, art. p. 774 & fuiv. Des filets appellés picôt, art. 8 du même tit. 2, pag. 713. Filets ou rets pour la pêche des sardines, art. 11, p. 714. V. Sardines.

Il doit y avoir au Greffe de chaque Amirauté un modele des mailles des filets, art. 16, p. 717. Il est permis de tendre sur les greves des filets en forme de parcs, liv. 5, rit. 3, art. 1, p. 719. De la forme des parcs & des mailles de ces filets, art. 2 & 3, pag 720, & art. 17, p. 741. Des parcs de bois & des filets, art 7, ibid. p. 731. Il n'est pas permis d'en avoir aux embouchures de rivieres navigables, ni à deux cens brasses du passage ordinaire des vaisseaux, même liv. 5, tit.3, att. 11 & 12, p. 738 & Des filets & engins propres à la pêche des cre-

vettes & autres poillons de petite espece; quand l'usage en est permis, art. 16, p. 740. Seynes, collerets & autres filets trasnans absolument prohibés, & fous quelles peines, ibid. Il est défendu d'en faire ou receler, a peine de vingt-cinqliv. d'amende, art. 17, P. 741. Cette amende est aujourd'hui pottée à trois cens livtes, aux notes, ibid.
Le haveneau, autre filet aussi expressément défendu, art. 18, aux notes, p. 743. P. 743. Les Officiers d'Amirauté, dans les visites qu'ils font des filets, doivent faire brûlet tous ceux qui sont prohibés, ou d'une maille au-dessous de celle prescrite par l'Ordonnance, ibid. arr. p. 746.

On n'estime que le dommage causé aux filers, sans indemniser les pêcheurs du poisson qu'ils auroient pu prendre, liv. 5, tit. 4, art. 8, aux notes, Fin de non-recevoir

Contre l'assuré, liv. 3, tit. 6, art. 48, 57 & 58, au texte & aux notes, pag. 117, 138, 141 & fuiv.

Quandily a fin de non-recevoir, ou non, contre le réclamateur. V. Réclamation.

Frai de poisson.

L'intérêt qu'il y a de conserver le frai du poisson est une des raisons de la police, établie pour la coupe du fart, liv. 4, tit. 10, art. 1, aux notes Fausse idée de ceux qui pensent autrement. ibid.

& fur l'art. 1, tit. 1, du liv. 5, pag. 691. Le vrai moyen d'améliorer la pêche est de conserver le frai du poisson. Observations sur le tit. 2 du liv. 5,

Ce qui nuit le plus au frai du poisson. Même liv. 5, tit 2, art. 4, aux notes, p. 702. Pêches défendues en Mars, Avril & Mai pour ne pas nuire au frai du poisson, art. 13 & 14,

En vue de conserver le frai du poisson, il est défendu de se servir de bateaux plats & sans quille le long des côtes, liv. 5, tit. 3, art. 6, aux notes, pag. 730.

Exception pour les côtes d'Aunis à l'occasion des bouchots ibid. V. Acon.

La confervation du frai des moules est ordonnée comme celle du frai de poisson. Même liv. 5, tit. 3, art. 18, au texte & aux notes, p. 742 & fuiv.

Précautions prises de tout temps pour conserver le frai du poisson. Même art. 18, aux no-

Qualification du frai du poisson, prévarications

Etonnantes à ce sujet, ibid. & suiv. Sous le nom de frai de poisson sont compris tous les petits poissons qui n'ont pas trois pouces entre l'œil & la queue, ibid. Dans la même vue de conserver le frai du poisson, la pêche du poisson appellé blanche, ou blaquet a été interdite absolument, ibid. Pourquoi tant de sages précautions sont devenues presque inutiles, ibid. & suiv. Les Juges qui ont la police sur le poisson en vente pourroient & devroient y remédier, ibid.

Franc d'avaries.

Sur la Méditerranée, la clause franc d'avaries est fort usitée dans les polices d'assurance, liv. 3, tit. 6, art. 47, aux notes, A quelle occasion cette clause a été introduite dans les polices d'affurance, ibid & fuiv. Son effet est de décharger les affureurs de toutes avaries, sauf le cas de l'abandon ou délaissement, ibid p. 114. Espece jugée concernant un navire qui avoit talonné & échoué, mais qui avoit été releve de son échouement par les soins de l'équipage ibid. p. 114 & 115. Danger qu'il y auroit d'étendre cette jurisprudence ailleurs, ibid. Fraude.

Fraude du preneur à la grosse aventure, comment punie, liv. 3, tit. 5, att. 3, au texte & aux notes, p. 6.
Peine de l'assureur ou de l'assuré frauduleux, liv. 3, tit. 6, art. 41, au texte & aux notes, pag. 96.

Fret.

Il est défendu de prendre deniers à la grosse sur le fret à faire, liv. 3, tit. 5, art. 4, Défenses tout de même de faire affurer le fret à faire. Même liv. 3, tit. 6, art. 15, pag. 58 & fuiv. Secus, du fret acquis dans l'un & l'autre cas, ibid. Comment on peut faire affurer le fret acquis, Le fret est dû au navire comme un fruit qui le suit de nature de choie, ibid. & fuiv. Ainfill faut l'abandonner avec le navire, ibid. Justice de cet abandon, ibid. Exception, art. Mais ce n'est que jusqu'à concurrence des marchandifes fauvées, ibid. arr. 15, pag. 60, aux notes. La stipulation du fret acquis ne peut pas non plus préjudicier aux gens de l'équipage, Le fret, comme le navire, est garant des sautes du maître ou capitaine, liv. 3, tit. 7, art. 4, au texte & aux notes, p. 161 Et cela s'entend même du fret acquis, p. 161 & fuiv. L'estimation des marchandises se faisant sur le prix courant au lieu de la décharge; pour régler la contribution, il faut déduire le fret entier, liv. 3, tit. 8, art. 6, aux notes, pag. 194, 196. Le fret est du alors, tant des marchandiles jettées que sauvées, art. 7, aux notes, p. 194

& luiv.

l'exercice du canon.

G

Garantie.

Garantie que doivent les assureurs. V. Assurance, Assureur.
Le propriétaire du navire est garant des fautes du maître ou capitaine & des gens de son équipage, liv. 3, tit. 7, art. 4, aux notes, p. 161. & suiv. V. Tom. premier.

Garde-côtes.

Les Officiers d'Amirauté en nomment en quantité suffisante pour veiller aux naufrages & à ce qui se passe sur le rivage de sa mer, liv. 4, tit. 9, art. 3, aux notes, p. 50 & suiv. Utilité des sonctions de ces garde-côtes, ibid. Les plaintes que l'on porte assez souvent contr'eux sont rarement sondées, ibid.

Garde-côtes Officiers, &c. V. Officiers & guet de la mer.

Dénomination, fonctions, service & rang des Officiers garde-côtes, liv. 4, tit. 5, art. 1, au texte & aux notes, p. 520 & fuiv. Division des capitaineries garde-côres, art. 2, aussi au texte & aux notes, pag. 522 & suiv. Autresois la garde-côte ne s'entendoit qu'à une demie lieue de la mer; aujourd'hui elle va jusqu'a deux lieues, ibid. & observations sur le tit. 6 du même liv. 4, p. 534 & fur l'art. 1, Comment sont composées ces capitaineries, ibid. tit. 5, art. 2, p. 522 & fuiv. C'est le capitaine général qui nomme les officiers des compagnies des paroisses, ibid. p. 525. Tous les autres sont a la nomination du Roi, ibid., pag. 520, & fur l'art. 1, p. 626. Des montres & revues des habitans gatde-côtes, elles doivent être faites en présence des Officiers de l'Amirauté, art. 3, p. 526 & luiv. Ce qui s'est pratiqué anciennement à ce sujet & ce qui s'observe aujourd'hui, aux notes, ibid. pag. 527 & fuiv. & observations fur le tit. 6, du même liv. 4, De l'exercice des habitans garde-côtes, ibid. pag. 528 & observ. fur le tit. 6, pag. 534, & sur l'art. 6 du même tit. 6, p. 546. Du droit de discipline attribué à chaque capitaine général, ilid. p. 529. Peines attachées à l'infraction du service, ibid. Privileges & exemptions des milices garde-côtes. Même liv 4, tit. 5, art. 6, aux notes, p. 532 & fuiv. Des fignaux de la garde-côte, tit. 6, art. 5 & aux notes, pag. 543.
Armes dont les habitans de la garde-core doivent se fournir? art. 6, & aulh aux notes, p. 544 & fuiv. Le Roi en sournit aujourd'hui aux cempagnies détachées, ibid. aux notes. Utilité reconnue de la discipline, à laquelle on a nouvellement affujetti les miliciens des compagnies détachées, ibid. p. 545 & fuiv. Et du foin que l'on a pris d'en former plusieurs a

wid.

M mmmm ij

De la bonne contenance de ces milices à l'arrivée des Anglois fur les côtes de la Rochelle au mois de Septembre 1757. ibid.

Réflexions & observations a ce sujet, ibid. & p. 546.

Défenses de faisir les armes & munitions des habitans garde-côtes. Même liv. 4, tit. 6, art. 7.

art. 7. pag. 548. Et c'est aux Officiers de l'Amirauté qu'il appartient de connoître de ces saisses, ibid. & aux notes.

Par la même raison il est défendu d'acheter d'eux ces mêmes armes. ibid.

Gardiens de navires.

Il doit y en avoir sur chaque navire étant dans le port ou havre, liv. 4, tit. 1, art. 2, au texte & aux notes, p. 453 & suiv.

Gaviteaux. V. Bouće & Hoirin.

Gens marts en mer.

Les parts des prifes des gens du corfaire tués, ou morts en mer, doivent être dépofés entre les mains du Tresorier des invalides, &c. liv. 3, tit. 9, art. 33, aux notes, p. 408. V. Invalides.

Il en est de même des gages des autres gens morts en met, liv. 3, tit 11, att. 5, aux notes, P. 435.

Mais leurs hardes & effets doivent être déposés au greffe de l'Amirauté; de même des paflagers.

Des testamens des gens morts en mer, Testament.

De l'inventaire de leurs effets; qui doit le faire & en quelle forme. Même liv. 3, tit. 11, art.

Le capitaine est tenu de se charger des effets pour les remettre a son retour, att. 5, pag. 415. V. Succession.

Ge qui s'observe aujourd'hui pour la remise de ces effets, aux notes, ibid. p. 436. De la délivrance des essers, soit aux héritiers, aux créanciers ou aux légataires, ibid. & fuiv.

Comment le capitaine doit se comporter à l'égard des esses chargés dans son navire par quelqu'un qui meurt durant le voyage, art. 6, au texte & aux notes, p. 437.

Dela vente qu'il peut faire des hardes & effets des mariniers & paillagers, art. 7, auffi au texte & aux notes. Défenses aux officiers de guerre & de justice,

Défenses aux officiers de guerre & de justice, établis aux Isles de l'Amérique de retenir les estets des gens morts en mer & d'en empêcher le retour, art. 8, du même liv. 11, liv. 3,

Des hardes des gens morts en mer, art. 9, iFid. & fuiv.

Des vêtemens des corps noyés, liv. 4, tit. 9, art. 35, p. 653 & fuiv.

Gouesinont. V. Sart.

Couverneure.

Les Gouverneurs & Commandans des places font tenus de donnet main-forte aux Officiers de l'Amirauté & aux intéressés dans les naufrages, liv. 4, tit. 9, art. 31, au texte & aux notes, p. 650.

Détenses à eux & à tous autres officiers de troubler les pêcheurs dans le voisinage de leurs places, & de rien exiger d'eux pour leur permettre d'y pêcher, livre 5, tit. 3 art. 10, pag. 737.

La peine des soldats en pareil cas est corporelle.

Défenses pareillement aux Gouverneuts & Commandans de troubler le mastre le premier arrivé pout la pêche des morues dans ses droits & prérogatives, liv. 5, tit 6, art. 6, au texte & aux notes, pag. 784.

Gratifications.

Gratifications accordées par le Roi, tant aux armateurs qu'aux officiers & équipages des corfaires, liv. 3, tit. 9, att. 32, aux notes,

Gratifications accordées aussi par le Roi aux officiers & équipages de se vaisseaux qui font des prises. ibid p. 366 & suite de p. 360 & s

Et cela outre le tiers à eux attribué dans les priles, tandis qu'auparavant ils n'avoient que le dixieme, ibid.

Nouvelles gratifications aux uns & aux autres. ibid. p. 367 & suiv.

Grosse aventure.

Ce que c'est que le contrat de prêt à la grosse aventure. Observ. sur le tit. 5, du liv. 3, p. 1 & 2.

Ce contrat qui a fa source dans les loix romaines est un usage chez toutes les nations, ibid.

En Normandie & en Flandres on l'appelle Eomerie, & pourquoi, ibid. L'intérêt stipulé dans ce contrat est légitime à raison des risques que le prêteur prend sur lui,

Cet intérêt dépend moins de l'usage que de la convention, ibid. pag. 2. Pourquoi on appelle aussi ce contrat, à retour de vouvage.

de voyage.

Ce contrat peut être fait pardevant notaires ou fous seing privé. Même liv. 3, tit. 5, art. 1, au texte,

Il peut aussi être fair verbalement, & quel est lon effet alors, ibid. aux notes.

Il seroit de l'intérêt public que ce contrat fût sujet à entégistrement au Greffe de l'Amirauté, ibid. & liv. 3, tit. 6, art. 68, aux notes, pag. 151 & suiv.

On peut prêter à la grosse sur le navire & sur les essets dont il est chargé, conjointement ou séparément, pour un voyage entier ou pour un temps limité. Même tit. 5, art. 2, au texte.

Autresois les uns prêtoient sur le corps & quille du navire, les autres sur les agrêts & apparaux, & d'autres encore sur l'armement & les vituailles: aujourd'hui le prêt se fait sur le tout ensemble, ibid. aux notes, p. 4. Mais on continue de distinguer le prêt sur le

Mais on continue de distinguer le prêt sur le navire, de celui qui se fait sur le chargement. ibid. Chaque prêteur ne court risque que de l'objet fur lequel le prêt est fait. ibid.
Ce que doit contentr le contrat de grosse pour

être régulier, ibid. pag. 4. Lorsqu'il ne désigne pas sur quoi le prêt est fait ; il suffit pour le rendre valable, que le preneur ait intérêt dans le navire ou dans son chargement, ibid. pag. 5.

Mais il faut preuve de l'un ou de l'autre fait,

De la stipulation que si le navire n'est pas de retour après un certain temps, le preneur paiera l'intérêt à tant par mois, &c. ibid.

Défense d'emprunter à la grosse au-delà de la valeur de la chose affectée au prêt. Même liv. 3, tit. 5, art. 3, au texte, pag. 5. Raisons de cette désense, aux notes, ibid.

Il faut qu'il y ait fraude pour que la peine soit encourue, ibid.

Hots le cas de fraude le preneur fera quitte pour payer l'excédant sans intérêt ou change, ibid.

Distinction entre cet art. 3 & le 15e. ci-après, ibid.

Il n'est pas permis de prendre deniers à la grosse sur le fret à faire, art. 4, au texte pag. 7. Secàs, sur le fret acquis, aux notes, ibid. p. 7. Il n'est pas permis non plus d'emprunter sur le profit elpéré des marchandises. Même art. 4, au texte & aux notes, ibid.

Ni fur les loyers des matelots; exception & limitation, ibid.

Peine du préteur à la groffe, sur les loyers des matelois sans le consentement du maître, arr. 5, au texte & aux notes, p. 8.

Maître ou capitaine responsable des sommes prises a la grosse par ses matelots de son consentement; si elles excedent la moitié de leurs loyers, nonobstant la perte du vaisseau, art. 6, au texte, p. 8.

Explication aux notes, ibid.

Le prêt à la grosse emporte privilege fur la chose affectée au prêt. Même tit. 5, att. 7, p. 9.

Et si le prêt est sur le navire, le privilege s'é-

tend sur le fret, ibid. & aux notes, pag. 9. Et cela aussi-bien sur le fret gagné d'avance, que sur celui qui n'est acquis qu'a l'arrivée du navire, ibid. p. 9.

Le privilège du prêteur fur le navire ne le conond pas avec celui du prêteur fur le charfgement, ibid.

Otdre de ce privilege & le concours qu'il fouffre, ibid. V. Tom. 1, liv. 1, tit. 14, art. 16 & 17.
Prêteur à la grosse au maître ou capitaine dans le lieu de la demeure des proprietaires, sans leur consentement, n'a d'action & de privilege que sur la pottion du maître Même liv.
3, tit. 5, art 8, pag. 10.

Mais si l'emprunt du maître est pour radoub & vituailles, & que les propriétaires aient resusé de sournir leur contingent, leurs portions demeureront affectées au prêt, art. 9,

Explication aux notes, ibid & pag. 11.
Prêt à la grosse renouvellé, n'entre point en concurrence avec un nouveau contrat de prêt, art. 10, au texte & aux notes, p. 11.
L'emprunteur à la grosse demeute déchargé par

la perte entiere des effets sur lesquels le prêt a été fait, si elle arrive par cas fortuit dans le temps & dans les lieux des risques, art. 11,

S'il faut que la perte soit entiere, & du cas ou les effets chargés excédoient la somme en-pruntée, aux notes, ibid.

Ce qui arrive par le vice propre de la chose n'est pas un cas sortuit dont le prêteur à la grosse soit garant, att. 12, p. 14.
Ce que c'est que le vice propre de la chose

Ce que c'est que le vice propte de la chose, aux notes, La perte qui arrive par le fait du maître ou de

fes gens, n'est pas non-plus pour le compre du prêteur ni de l'assureur. Même art. 12, au texte & aux notes, ibid.

Ni celle qui arrive par le fait des propriétaires ou marchands chargeurs, nonobstant toute stipulation contraire à cet égard, ibid. aux notes.

Quand les risques commencent à courir pour le compte du prêteur & quand ils finissent, art. 13, p. 15.

Le preneur à la grosse pour être déchargé de fon obligation en cas de perte du navire &c de son chargement, doit prouver qu'il y avoit des essets pour son compre, jusqu'à concurrence, art. 14, au texte & aux notes, pag. 15 & suiv.

Si les effets chargés n'ont pas rempli la fomme le preneur ne sera déchargé qu'a proportion, & paiera le surplus avec le change, art. 15, p. 16.

S'il faut pour cela que le preneur prouve qu'il n'a pu charger des effets pour la valeur de la fomme, aux notes, ibid. & p. suiv.

Le preteur à la grosse ne peut gagner le profit maritime qu'à raison des risques qu'il a courus, ibid. & suiv.

Ainsi le prêt étant fait pour l'aller & le retout s'il n'y a eu de chargement que pour l'aller, il n'aura gagné le profit maritime que pour moitié, &c. ibid. pag. 17 & 18, & tit. 6, att. 6,

Réponse aux objections. Même tit. 5, art. 15, p. 16 & suiv.

Dans l'unge le prêteur à la groffe tépond de toutes les avaries causées parcas fortuit sans distinction. Même tit. 5, art. 16, aux notes,

Quand il doit contribuet aux avaries, comment fe fait l'imputation, ibid. En cas de naufrage le contrat de grosse est ré-

dut à la valeur des effets fauvés, art. 17, au texte,

Sanfau preneur a entres on Apparisie des Co.

Sauf au preneur a entrer en répartition des effets fauvés, s'il a chargé au-dela de la fomme empruntée, aux notes, ibid.

En cas de concours entre le donneur à la grosse & l'assureur, le donneur est préféré pour son capital, att. 18, au texte, p. 20. Examen de cette décision, aux notes, ilid &

La raison voudroit qu'ils fussent d'égale condition,

Réfutation des objections, ibid, pag. 21 & fuiv.

Il repugneroit qu'en cas de prêt d'une fomme qui n'iroit qu'à la moitié du chargement, le prêteut ne perdît rien si l'on lauvoit la moi-

tié des effets naufragés, ibid. p. 21. Or, l'assureur est subrogé au preneur à la grosse, ainsi il doit prendre part dans les effets sauvés, ibid. p. 22.

Espece où la décision de l'article pourroit se foutenir, ibid & luiv.

Nulle différence au fonds entre le contrat de grosse & celui d'assurance, si non que ce dernierest plus avantageux au commerce, ibid. p. 2.1.

Conclusion pour le concours entre le donneur a la grosse & le preneur ou son assureur sur les effets fauvés,

Guet de la mer. Tous les habitans des paroisses gatde-côtes sont

sujets au guet de la mer, liv. 4, tit. 5, art. 2 & aux notes, p. 522 & fuiv. En chaque capitainerie il doit y avoir un clerc de guet commis par l'Amirauté, art. 4, & aux notes, p. 530. Fonctions du clerc du guet. Ce que c'est que le guet de la mer. Observ. sur le tit. 6, du liv. 4, p. 534 & fuiv. Dans l'origine le droit d'y veiller & de le faire faire, appartenoit spécialement à l'Amiral, D'où s'ensuivoit le droit d'affembler les milices & de les passer en revue , ibid. A cette occasion il lui étoit dû par chaque seu . Il n'est pas permis de couper des amartes dans une redevance annuelle de cinq fols, ibid. & p. fuiv. Cette redevance qui a subsilté même depuis que le Roi s'est réservé la nomination des Officiers garde-côtes, s'est éteinte insensible-ment, ibid. & pag. suiv. jusqu'a 538. Conjectures à ce lujet, La garde sur les côtes doit être faite par les habitans qui y font fujets, quand ils font commandés, a peine d'amende, &c. liv 4, tit 6, att. 1, & aux notes, p. 639 & suiv. Des exempts du service de la garde-côte, ibid.

& art. 2, p. 541. Des habitans qui y sont spécialement lujers, p. 539 & fuiv. art. 1, aux notes, p. 539 & fuiv. C'est au Juge de l'Amirauté à se prononcer les amendes encourues pour défaut de service, pag. 541. Destination de ces amendes, ibid. & aux notes, Abus des Officiers garde-côtes au sujet de ces

amendes, art. 4, aux notes, pag. 542 & fuiv. Des signaux dans les paroilles de la garde-côte, att. 5, au texte & aux notes, P · 543 ·

Н

Hardes.

Des hardes des gens morts en mer, sans héritiers & sans avoir testé, liv. 3, tit. 11, art. 9, au texte & aux notes, p. 440 & fuiv. A qui elles appartiennent, aux notes, ibid. V. Succession, Testament. Des vêtemens des corps noyés, liv. 4, tit. 9, p. 653 & fuiv. art.35.

Harengs.

La pêche du hateng est très-ancienne. Quand

tit. 5, aux observ. Elle se peut faire même les jours des Fêtes & Dimanches. De la maniere & du temps de la faire, De la maille des filets destinés à cette pêche, ils ne peuvent être employés à aucune autre, art. 1, Police que doivent observer les pêcheurs du hareng; des distances qu'ils doivent garder entr'eux, & des feux qu'ils doivent montrer, art. 2 & 3 & fuiv , p. 773 & fuiv. De ceux qui veulent s'arrêter & jetter l'ancre pendant la nuit, att. 4, ibid. De ceux qui sont forcés par quelque accident de cesser leur pêche, art. 5, Et de ceux dont les filets font artêtés à la mer, art. 6, P.775. Défenses à ces pêcheurs & à tous autres de montrer d'autres feux que ceux qui sont prescrits, art. 7, ibid. Si la plus grande partie des pêcheurs d'une flotte celle de pêcher, les autres leront tenus d'en faire autant, a peine de réparation du

elle se fait le plus avantageusement, liv. 5;

dommage &d'amende arbitraire, art. 8,p. 776. En faveur de cette pêche il y a un feu allumé toutes les nuits à Calais, aux notes,

Havre.

un port sans l'ordre du maître de quai, liv. tit. 7, art. 11, aux notes p. 183 & fuiv. & liv. 4, tit. 2, art. 7, p. 485 & suiv. Défenses de jetter des immondices dans les ports & havres, liv. 4, tit. 1, art. 1, au texte & aux notes, P. 447 & fuiv. L'amende encoutue à ce sujet est payable par les maîtres pour leuts domestiques, & par les peres & meres pour leurs enfans, Pour éviter cet inconvénient on ne souffre pas qu'il y ait sur le bord du quai des tas de bourrier, aux notes, ibid. pag. 448. Il doit toujours y avoir des matelots à bord des navires étant dans le havre pour obéir à la police, &c. art. 2. Dans les navires désarmés on met un gardien, ibid, aux notes, pag. 454. Quel doit être ce gatdien & quelles sont ses obligations _e ibid. Où doivent être amarrés les navires dans un havre, art. 3-, au texte & aux notes, p. 455. Détenfes de garder à bord les poudres d'un navire dans le port ou havre. Même liv. 4, tit. 1, art. 6, au texte & aux notes, pag. 457. Il doit y avoir en chaque port ou havre des lieux destinés pour le radoub & le carenage des navires, att. 8, A quoi sont tenus les maîtres de navires qui les font caréner dans les ports ou havtes, p. 461. Il doit y avoir aussi des lieux destinés pour les

bâtimens en charge & pour ceux qui sont déchargés, art. 10, ibid. De même que pour en construire & pour dépecer ceux qui ne peuvent plus servir, ibid. & aux notes, p. 462. Diligence avec laquelle il faut dépecer les bâ-

timens & en enlever les débris, art. 11,

injustement faites,

ibid. & fuiv.

J

Jet. V. Contribution.

art. 12 , De l'enlévement des décombres après les travaux faits pour les réparations du havre, &c. ibid.Désenses de faire du seu, soit de jour, soit de nuit, dans les navires étant dans un havre, sauf le cas de nécessité. Même liv. 4, tit. 1, art. 14, au texte & aux notes, p. 464 & suiv. Et dans le cas de nécessité, il faut que ce soit avec la permission du maître de quai, ibid. & tit. 2 , art. 4 , Injonctions aux cabaretiers demeurans sur les quais & havres de fermer leurs maisons avant la nuit, &c. Même liv. 4, tit. 1, art. 15 &

De ceux qui font des fosses dans un havre pout

faire travailler au radoub de leurs navires.

p.468. aux notes, Peines de ceux qui volent des cordages & ferailles, ou ustensiles des navires dans les ports, p. 469. Développement, aux notes, ibid. & pag. 470. Comment le propriétaire & le maître en sont

Pour prévenir ces vols, défenses sont faites à toutes personnes d'acheter des matelots, des cordages, &c. art. 17, p. 471. De même des étoupes de vieux cordages, si

ce n'est du consentement des maîtres ou propriétaires, art. 18, Droits de coutume & autres dans les havres, doivent être autorisés & inscrits dans une pencarte, art. 19, & aux notes, pag. 473. Par iqui doivent être entretenus les quais, les

anneaux, boucles, &c. destinés pour l'amarrage, art. 20, & 21, au texte & aux notes, Maire & Echevins sont tenus de faire garnir de

grilles de fer les égouts qui ont leur décharge dans le havre. Même liv. 4, tit. 1, art. 22, pag. 476 & Suiv. & aux notes,

Hoirins.

Il faut en mettre sur les ancres des navires dans les ports, fliv. 4, tit. 1, art. 5, pag. 476. De même sur les ancres laissées dans les rades, liv. 4, tit. 8, art. 2, au texte & aux notes, pag. 476. De même encore sur les madragues & bordigues. liv. 5 , tit. 4 , art. 3 , p. 467.

Hôpitaux.

Les Hôpitaux n'ont plus rien dans les hardes des gens morts en mer, liv. 3, tir. 11, art. p. 440 & fuiv. 9, aux notes, Hostilités.

Les hostilités & les prises justes ou injustes sont de droit aux risques des affureurs, liv. 3, tit. 6, art. 26, au texte & aux notes, p. 74 & fuiv. Si la clause portant augmentation de prime en cas de guerre comprend les hostilités. Même tit. 6, art. 3, aux notes, p. 36 & fuiv. Si alors l'augmentation de prime est due, soit que le navire soit pris, soit qu'il arrive à bon ibid. p. 38 & fuiv. En pareil cas, l'affureur recevant la prime d'augmentation, doit se soumettre de rapporter ce qui poutra être restitué à l'occasion des prises

Le dommage fait aux marchandises restées dans le navire en failant le jet, est avarie grosse, fujette par conséquent à contribution, liv 3, tit. 7, art. 6, au texte & aux notes, p. 165, pag. 190 & 204. 167 & tit. 8 , art. 4 & 14 , Précautions que doit prendre le maître avant de faire le jet, de couper ses mâts, ou d'abandonner des ancres, liv. 3, tit. 8, art. 1, au texte & aux notes, p. 188. texte & aux notes, p. 188. En cas de partage d'avis, celui du maître doit prévaloir, art. 2, De qui il faut prendre l'avis, art. 1, ibid. p. 188. Ce qu'il faut jetter d'abord, art. 3. Développement aux notes, Etat qui doit être tenu des choses jettées, art. pag. 190. Déclaration que doit faire le maître après le jet, au premier port où il abordera, art, 5,

p. 190 & fuiv. Raisons sur lesquelles l'article est fondé, & explication à ce sujet, aux notes, L'état des pertes & dommages doit être fait à la

diligence du maître ou capitaine, ibid art 6, Comment cela s'entend, aux notes, ibid &

p. fuiv. La contribution doit être réglée avec toutes les parties intéressées, ibid. & fuiv. Pour juger de la qualité des effets jettés à la mer, les connoissemens doivent être représentés,

même les sactures s'il y en a, même liv. 3, tit. 8, art. 8, au texte & aux notes, p. 197. Du cas où les connoissemens sont jugés frauduleux, art. 9 & 10, ausli au texte & aux no-

ibid. p. 198 & fuiv. Les munitions de guerre & de bouche, &c. ne contribuent pointau jet; mais ce qui en est jetté doit être payé par contribution fur tous les autres effets, art. 11, aussi au texte & aux p. 199 & fuiv.

Des effets jettés, dont il n'y aura pas de connoissement, art. 12, au texte & aux notes,

Précautions que doivent prendre ceux dont les coffres sont jettés. Même art. 12, aux notes, ibid. & suiv. Des effets jettés, qui étoient sur le tillac, art. 13,

p. 203. Si le jet ne sauve le navire, il n'y aura point de contribution, & chacun sauvera ce qu'il pour-

ra, sans être tenu d'en faire le rapport, meme liv. 3, tit. 8, art. 15, au texte & aux notes p. 205. Espece d'un navire pris après le jet & dont l'équipage s'est délivré du corsaire, aux notes,

Le navire ayant été sauvé par le jet, si continuant sa route, il vient à se perdre, ce qui fera fauvé du naufrage contribuera au jet : mais comment, art. 16, au texte & aux no-

Les effets jettés ne contribueront en aucun cas au dommage arrivé depuis le jet, art. 17, ibid. &

Explication , aux notes ; Si pour alleger le navire on met en barques des marchandises qui se perdent, la répartition s'en fera sur le navire & jou compensentier. Même liv. 3, tit. 8, art. 19, p. 209
& suiv.

Mais si le vaisseau périt, les marchandises, ainsi miles dans les alleges, ne contribueront point quoiqu'elles arrivent à bon port, art. 20,

pag. 210. Saisse que le maître peut saire des marchandises de ceux qui refusent de contribuer, art. 2, au texte & aux notes, p. 211, ibid. & suiv. Des effets jettés & recouvrés depuis la répar-

tition de la contribution, art. 22, ibid. & fuiv. Rapport que doit faire alors le propriétaire de ces effets recouvrés, & maniere d'opérer, aux ibid.

Imputation.

Lorsque le prêteur à la grosse doit contribuer aux avaries, l'imputation fur le principal ne se fait que du jour qu'il a été mis en demeure, liv. 3, tit. 5, art. 16, aux notes, pag. 19.

Interdiction d'Officiers. V. Officiers.

Interdiction de Commerce.

L'interdiction de commerce entre deux nations réfulte de plein droit de la déclaration de guerre de la part des Souverains, liv. 3, tit. 6, art. aux notes, pag. 31 & fuiv. & tit 9, art. 7, p. 252 & fuiv. aussi aux notes,

Invalides.

Du droit de 6 d. pour livre accordé aux invalides sur le produit des prises, liv. 3, tit. 9, art. 32, aux notes, p. 364 & luiv. V. Tom. premier.

Comment ce droit se prenoit ci-devant, & comment on en use aujourd'hui, ibid. & aux no-

tes, in fine, Du droit de commission de l'armateur, ibid. p. 372 & suiv.

Les 6 d. pour livre se prennent sur les prises taites par les vaisseaux du Roi comme sur celles taites par les particuliers, ibid. p. 369 & suiv. Mais non sur les gratifications du Roi, ibid. Invalides par blessures reçues sur des corsaires

ibid. pag. 367. en combattant, Le tréforier des invalides est tenu d'avoir un registre pour y établir les noms des particuliers absens, dont il aura reçu les portions dans les prifes, pour être restituées aux réclamateurs, p. 408.

art. 33, aux notes, Faute de réclamation dans les deux ans, il en doit délivrer le tiers au receveur de M. l'Aibid. miral,

Les deux autres tiers appartiennent aux invalides ,

Les deux tiers appartiennent de même aux invalides dans les effets des gens morts en mer, fans héritiers ou lans avoir testé, liv. 3, tit. 11, art 5, aux notes, pag. 435, & art. 9, p. 448.

Le Roi leur a cédé en génétal sa moitié dans les effets naufragés & non réclamés, liv. 4, p. 630. tit. 9, art. 26, aux notes,

ibid. Mais si le Roi a reconnu avoir cédé son droft à quelque Seigneur, il n'est plus question alors du droit des invalides,

Inventaire.

Par qui doit être fait l'inventaire des effets des gens morts en mer, & en quelle forme, liv. 3, tit. 11, art. 4, au texte & aux notes, p. 433.

Jurisdiction.

Jurisdiction finguliere des pêcheurs à Marseille 3 liv. 5, tit. 8, aux observations, P. 797. Ce sont leurs prud'hommes qui en sont les Juibid.

Comment se fait l'élection de ces prud'hommes & devant qui ils prêtent serment, Maniere dont ils exerceut leur jurisdiction,

ibid. & p. 798. La procédure y est des plus sommaires, ibid. Les Jugemens de cette jurisdiction sont sans appel, ibid. Tous pêcheurs, même les forins, en sont jus-ticiables, ibid. & pag 799.

Cette jurisdiction est très-ancienne, & elle a perpétuellement été confirmée, ibid. p. 798. Observations sur ce sujet en faveur des Officiers

ibid. p. 799. de l'Amitauté,

Lamaneur ou Locman. V. Pilote côtier:

Ce que c'est que le pilote lamaneur, liv. 3 3 tit. 7, art. 8, aux notes, p. 172. Le maître doit noutrir le lamaneur tant qu'il le garde à bord, & cette nourriture n'entre point en avarie,

A quoi s'expose le maître qui se passe de lamaneur ou pilote côtier, liv. 4, tit. 3, art. 10, aux notes,

Quand il n'est pas permis au maître de se passer de pilote, Le maître doit déclarer au lamaneur combien

fon bâtiment tire d'eau, &c. art. it, au texte & aux notes, pag. 499. Du salaire des pilotes côtiers ou lamaneurs, arr. 12, aussi au texte & aux notes, P. 500

& fuiv. Comment se doit faire le réglement de ces salaires & des autres mariniers servant dans les

ports, ibid. Défenses aux lamaneurs d'exiger des salaires au-

dessus du réglement, art. 13, p. 502. ibid. Exception, aux notes, Toutes promesses faites aux lamaneurs & autres

mariniers, dans le danger, font nulles, même liv. 4, tit. 3, art. 14, p. 503 & suiv. Injonction aux pilotes & lamaneurs de visiter les rades des lieux de leur établissement, & d'en faire leut rapport augreffe de l'Amirauté,

art. 15 & 16, Injonction de même de lever les ancres laissées dans les rades , & d'en faire leur déclaration dans les vingt-quatre heures. Même art. 15,

ibid & p. 505. Explication aux notes & fur l'art. 28, du tit. p. 640 & fuiv. o, des naufrages, Peinedu l'amaneur qui, par ignorance ou im-

prudence

délestage .

ibid. pag. 518.

ptudence, fait échouer un navire, ou en cause la perte. Même liv. 4, tit. 3, art. 18, p 506. Si c'est par malice, la peine est du dernier supplice. Même art. 18, observations à ce sujet, aux notes, pag. 507. Combien il seroit à souhaiter que les sautes des pilotes lamaneurs sussent plus exactement punies? ibid. Le lamaneur est le vrai conducteur du navire, à l'exclusion du maître, ibid. pag. 508. Quiconque forcera un pilote d'échouer son navire pour le faire perir, doit être puni de mort. liv. 4, tit. 9, art. 44, p. 667

Lest , Lestage. V. Délesiage. Combien il est important de veiller au lestage & délestage des navites? liv. 4, tit. 4, aux p. 509. observations, Ce qui s'est pratiqué à ce sujet avant notre Ordonnance, C'est à présent à M. l'Amiral à donner les commissions pour le lestage & délestage, ibid. & Exception pour quelques ports, art. premier, aux notes, ibid.
Tout maître de navire, venant de la mer, est tenu de déclarer à l'Amirauté la quantité de ibid. lest qu'il a à son bord. Même liv. 4, tir. 4. arr. 1, au texte & aux notes. ibid. pag. 510. Les Syndics & Echevins sont tenus d'indiquer & de sournir, si besoin est, les lieux propres à recevoir le lest, art. 2, pag. 511. Comment cela doit s'entendre, aux notes. ibid. & pag. 512. Et toujours sans préjudice de la jurisdiction de l'Amirauté, irid.

Après le délestage, ceux qui y ont travaillé sont obligés de déclarer à l'Amirauté la quantité de lest qu'ils ont tire du navire, art. 3, pag. 514. Motif de cet article, aux notes, ibid.
On ne peut lester ni déletter sans une permission de la personne préposée pour y veiller. ibid. Précautions à prendre pour le temps du lestage & délestage, art. 4, Cela regarde les étrangers comme les François, aux notes, Il est permis d'employer à lester & délester tels mariniers qu'on voudra, avec les gens de l'équipage, ibid. art 5, pag. 515. Mais le travail doit toujours le faire fous les yeux du commis au lestage & délestage, aux notes, Défenses de jetter lest dans les ports, rades, &c. art. 6, ibid. & liv. 5, tit. 6, art. 7, pag. 785. Et aux délesteurs de le porter ailleurs que dans les lieux à ce destinés. Même liv. 4, tit. 4, art. 6, au texte & aux notes, Défenses également de travailler au lestage & délestage pendant la nuit, art. 7, aux notes, pag. 516. L'injonction faite par l'art. 8, au maître de quai de tenir la main a l'observation des regles prescrites pour le lestage & délestage, ne l'oblige qu'autant qu'il n'y aura pas un commis de l'Amiral pour y veiller. Notes fur ledit art. Sorre de lest utile au public, & que par cette

raison, on n'oblige pas de jetter au lieu du

Tome II.

Loy ers des matelots.

Le navire étant artêté par ordre du souverain, la nourriture & les loyers des matelots sont-ils avarie grosse ou simple? liv. 3, tit. 7, art. 7, au texte & aux notes, pag. 168 & suiv. Loyers, gages ou avances des gens engagés pour la course. liv. 3, tit. 9, art. 2, aux notes, pag. 224 & suiv.

M

Madrague:

Ce que c'est qu'une madrague, son usage & son origine, liv. 5, tit. 4, aux observations. p. 766. Défenses d'en établir sur les greves sans une permission expresse du Roi, qui doir être enrégistrée au Gresse de l'Amirauté. Même tit. 4, art. 1 & 2, ibil. & pag. 766 & 767. Où il n'est pas permis de placer une madrague art. 4, page 767 & suiv. Elle ne doit pas nuire aux autres pêcheurs, art. 5, pag. 768. Maniere d'entretenir les madragues & bordigues, & d'en user pour la pêche. art. 6 & 7, ibid. & pag. 769. En cas d'abordage d'un bâtiment contre une adrague, il faut prouver que ç'a été par la faute du maître, pour le rendre tenu des dommages

& intérêts, art. 8, aux notes, p. 769 & suiv. Maître. V. Capitaine.

Peine du maître qui consent que ses matelots prennent de l'argent à la groffe au-delà de la moitié de leurs loyers, liv 3, tit. 5, art. 6, p. 8. Maître assuré , comment doit prouver le chargement? Même liv. 3, tit. 6, art. 62, p. 145. Le maître est garant de ses sautes & de celles des gens de son équipage, liv. 3, tit. 6, art. 28, p. 79, & tir. 7, art. 4, au texte & aux notes, pag. 161, V. Tom. premier.
Si c'est une faute du maître d'entrer dans un port dont l'accès est difficile, le navire ayant partie de son chargement; & si les assureurs peuvent se défendre de payer les avaries en ce cas? Même liv. 3, tit. 7, art. 4, aux no-tes. ibid. & suiv. tes, Maître ancré dans un port, tenu de mettre sur ses ancres des bouées, &c. liv. 4, tit. prepag. 456 & luiv. mier, art. 5. Maître, comment responsable du vol fait par les gens de son équipage? art. 16, aux no-Risques que court le maître qui ne veut pas prendre un pilote côtier, liv. 4, tit. 3, art. 10, aux notes, Lorsqu'il en a pris un, il doit lui laisser la conduite du navire, art. 18, aux notes, p. 508.

Maitre de Quai.

Quand des amarres embatrassent pour arriver au quai, c'est au maître de quai qu'il faut s'adresser pour les faire larguer; & c'est à lui seul qu'il convient de les faire couper, & c. liv. 3, tit. 7, att. 11, aux notes, p. 183 & suiv. & Nnnnn

Matelots.

liv. 4, tit. 7, art. 7, pag. 485 & f.iv. C'est a lui qu' poartient de faire ranger & amarrer les tours au qui, liv. 4, tit premier, art. 3 & 4 . & aux notes, pag. 485 & suiv. & tit. 2, art. , pag. 48t. Comment il doit se comporter à ce sujet. ibid.

& tit. 2, 111. 2, aufh ?'id.

Doit veiller à ce que les marchandises ne restent pas sur le quai plus de trois jours. Même liv. 4, citre premier, att 7, auteure & aux notes, pag. 458 & suiv. Il ne doit être porté de sea dans les navires,

Il ne doit être porté de feu dans les navires, ét int dans un havre, que du confentement & en prifence du maître di quai, art. 14, pag. 454, & itt. 2, att. 4.

264, & tit. 2, art. 4, p. 483.
Le maître de quai est à la nomination de M.
l'Amirel, comme tous ceux qui ont des emplois a l'Amirauté. Observations sur let tit. 2, du liv. 4, pag. 479.
Choix a faire d'un maître de quai, à raison de

Pimportance de ses sonctions.

Il doie préter ferment devant le Juge de l'Amirauté, & faire enrégistrer sa commission au Gresse. Même liv. 4, tit. 2, art. 1, p. 480. C'est a lui de veiller a la police du poit, art. 2,

pag. 481.

Mais fous la direction des officiers de l'Amirauté, & c. ihil aux notes, & fuiv.

Ses chigations par rapport aux vaisseaux du Roi, lorsqu'il n'y a pas de capitaine de port. art. 3,

pag. 482. Ses sonctions en général. art. 5, & aux notes,

pag. 483.
Doit vister les passages ordinaires, & si les sonds
font changés, en donner avis aux officiers de
l'Amiranté, art. 6, aussi aux notes, p. 484.
En quel cas & comment il peut faire couper les
amarres des navires qui embatrassent? art. 17,
au texte & aux notes, pag. 485.
Qui supporte cette avarie? ibid. & suiv.
Fonétions & obligations du maître de quai, au-

Fonctions & obligations du maître de quai, autres que celles portées par notre Ordonnance.

ibid. aux notes.

Il n'est chargé de veiller au lestage & délettage qu'autant que l'Amiral n'a pas commis une autre personne pour y vaquer. Même liv. 4, tit. 2, art 5, aux notes, pag. 583, & tit. 4, art. 8, aussi aux notes, pag. 513, doit donne.

Mai, indépendamment de cela, il doit donner avis aux officiers de l'Amirauté des contraventions qu'il apperçoit aux regles du leftage & délestage, notes sur ledit art. 8, ibid. p. 517. A Bordeaux, les Jurats sont maîtres de quai, &c.

& déleffage, notes fur ledit art. 8, thid. p. 517.

A Bordeaux, les Jurats sont maîtres de quai, &c.
liv. 4, tit. 2, art. 1, aux notes, pag. 480.

Marchandises de con rebande.

L'assureur n'en répond pas, s'il n'en a eu connoissance, liv. 3, tit. 6, art. 49, pag. 127, & art. 52, pag. 134. Ce que c'est que marchandise de contrebande, relativement à la guerre, liv. 3, tit. 9, art. 11, aux notes, pag. 264 & soiv.

Marchands chargeurs.

Il faut prendre leur avis, aussi-nien que des paffacers, avant de faire le je:. liv. 3, tit. 8, art. 1 & 2, aut.xte & aux notes, p. 188 & suiv. Matelots ne peuvent emprunter à la grosse sur leurs loyers sans le consentement du maître, & l'emprunt doit être au-dessous de la moitié du loyer, liv. 3, tit. 5, art. 4 & 5, au texte & aux notes, pag. 7 & 8.

Peine du maître, s'il confent qu'ils empruntent au delà de la moitié de leurs loyers. ibid. art. pag. 8.

Matelot, blesse au service du navire, doit être panse aux frais du navire, liv. 3, tit. 7, art. 6, aux notes, pag. 167, V. Tom. premier.

Si cest en désendant le navire, c'est avarie commune Même tit. 7, art. 6, ibid. Quand la nourriture & les loyers des matelots d'un navire, arrêté en voyage par ordre louverain, sont avarie grosse ou simple. att. 7, p. 168.

Examen de la décision de cer article, aux notes, ibid. & pag. suiv.

Les hardes des matelots ne contribuent point au jet; mais s'il en est jetté, la valeur en sera payée, par contribution, sur tous les autres effets, liv. 3, tit. 8, art. 11, pag. 199 & suiv.

Sous le nom de matelot, les officiers & même le maître sont compris, excepté les cas où le maître est mis en opposition avec les gens de son équipage, ibid. aux notes, pag. 201, V. Tom. premier.

Tout équipage en course, ou autrement, doit être composé de matelots françois, au moins jusqu'aux deux tiers, liv 3, rir. 9, att 1, aux notes, pag 217, in fine, Tom. premier. Lettre de Louis XIV sur ce Lijet, rapportée

fur l'art 5, aux notes, pag. 241.
Matelots & autres gens engagés pour la course; leurs gages ou avances, peine de leur desertion, &c. art. 2, aux notes, pag. 224 & suivo

V. Course. Désertion.

Matelots ne peuvent plus emprunter durant leurs voyages, ils peuvent feulement achetit des hardes de leurs compagnons morts en mer; & comment? liv.3, tit 11, art. 7, aux notes, pag. 433 & fuiv. V. Tom. premier.

Mer.

La liberté de la navigation & de la rêche en haute mer est du droit naturel & des gens.
Observations sur le tit. 1 du liv. 5, pag. 684 & suiv.

Quid des mers particulieres? ibid. V. Domaine

de la mer.

Le domaine de la mer voifine d'un Etat appartient au Souverain, comme chef du corps de l'Etat, art. 1, aux notes, pag. 690 % fuive. De même du rivage & des greves, &c ibid. aux notes, & liv. 4, tit. 7, art. 2, aux notes, pag. 572, & encore tit. 9 des naufrages, art. 26, aux notes,

Mineur.

Mineur peut s'obliger, par avis de ses parens, pour tirer son pere d'esclavage, sans espérance de restitution, liv 3, tit 6, art 14, p. 57-Il peut s'obliger tout de meme pour tirer son pere de prison; mais il ne peut y être contraint, ibid. aux notes,

L'avis des parens n'est pas toujours nécessaires, ibid.

Morues ou Molues.

Les François ont les premiers pratiqué cette pêche. Observat, sur le tit. 6 du liv 5, p. 777. A quelle occasion ils l'ont découverte, ibid. Importance de cette pêche, ibid. Le premier réglement à ce suiet a été fait par les

Le premier réglement à ce sujet a été fait par les négneians de S. Malo, ibid. & p. 778.

Ce réglement a servi de base aux quatre premiers articles de ce titre de notre Ordonnance, ibid.

Les François ont toujours cultivé cette pêche; mais, depuis le traité d'Utrecht, elle n'est plus pour eux si avantageuse, ibid.

Le maître du navire qui arrive le premier à cette pêche, & qui envoie la chaloupe au havre appellé le Petit-maître, a le choix du galet qui lui est nécessaire, en mettant une affiche au lieu, dit l'échasaud du Croc, art. 1, p. 779.

lieu, dit l'échafaud du Croc, art. 1, p. 779. Ce maître, le premier arrivé, est appellé, par le réglement de S. Malo, l'Amiral de la pêche, aux notes, ibid. Les avantages qui lui font accordés ont donné

Les avantages qui sui sont accordés ont donné lieu à des accidens que l'on a tâché de prévenir, ibid.

Les maîtres qui arrivent après le premier, choifissent successivement leurs galets, à mesure qu'ils s'annoncent,& ces galets doivent être en proportion de la grandeur de leurs bâtimens, art. 2, au texte & aux notes, p. 781 & suiv.

art. 2, au texte & aux notes, p. 781 & suiv.
L'Amiral de la pêche fait garder l'affiche ou
tableau jusqu'a ce que toutes les places soient
prises, après quoi il en est le dépositaire, art.
3, pag. 783.

Il est désendu à tout maître de s'accommoder d'aucuns galets, sans en faire sa déclaration fur l'affiche, art. 4, ibid.

fur l'affiche. att. 4, ibid.

De même le premier arrivant dans la baie de Canada fera l'Amiral ou maître du galet, & marquera la place d'un chacun. att. 5, & aux notes, Pag. 784.

Défenses au Gouverneur ou Capitaine de la côte de ttoubler ce maître, premier arrivé, dans son droit & privilege, art. 6, & aux notes, ibid. & suiv.

Défenses aussi à tous maîtres & à leurs équipages de jetter leur lest dans les havres, art. 7, pag. 785.

Comme austi de s'emparer des sels & huiles qu'ils trouveront sur le lieu de leur établissement, & de rompre ou brûler ses échasauds, ibid. & aux notes.

Autres défenses à eux de s'emparer des chaloupes qu'ils y trouveront, s'ils n'en ont le pouvoir du propriétaire, art. 8, & aussi aux notes, pag. 786.

Cependant, si les propriétaires n'en ont pas dispolé, ceux qui en auront besoin pourront, avec la permission de l'Amiral de la pèche, s'enservir, ala charge d'en payer le loyer aux proprietaires, art. 9, & aux notes, ibid & suiv.

Regles que doit obleiver celui qui a besoin de se servir des chaloupes dont les propriétaires n'ont pas disposé, art. 10, p. 187. Ce qu'il doit ausli faire de ces chaloupes après

s'en être fervi. art. 13% aux notes, ibid. & fuiv. L'Amiral ou maître du galet, tenu de dreller procés-verbal des contraventions venues a fa

connoissance, & de le déposer, à son retour, entre lés mains des Officiers de l'Amirauré, art. 12, pag. 788. Ulage qui doit être fait de ce procès-verbal, ibid.

aux notes.

Défenses à tous maîtres de navires, faisant la pêche des morues, de faire voile pendant la nuit, a peine de répondre du dommage. &c. art. 13, pag 789. C'est que le départ ne pourroit se faire de nuit

C'est que le départ ne pourroit se faire de nuit sans un danger manifeste d'abordage, aux notes, ibid.

S'ils peuvent s'arrêter & jetter l'ancre? ibid.
Pour prévenir le danger du feu, défenles aux maîtres, allant à cette pêche, d'embarquer des paillasses à autres matieres également combustibles, ibid.

En temps de paix, la pêche des morues a toujouts été permise & libre; mais en temps de guerre, il y a eu quelquesois des convois ou escortes pour protéger cette pêche, ibid. &c pag. 700. V. Con ot.

Mules.

Elles s'élevent promptement dans les parcs, appellés bouchots; & elles y deviennent bien meilleures que celles que l'on prend sur le rivage. Observations sur le tit. 3 du liv. 5, p. 718.

Avantages qui en réfultent, ibid. & aux notes, fut l'art. 4 du nième titre, p. 721.
Cette confidération fans dout a fait conferver une affez grande quantité de bouchets: mais

une assez grande quantité de bouchots; mais ils n'en sont pas moins nuisibles d'ailleurs, ibid. & suiv.

Les réglemens concernant la pêche des moules ne regardent pas l'usage que l'on fait des moules pour peupler & entretenir les bouchors. Même liv. 5, tit. 3, att. 18, aux notes. p. 741 & suiv.

Moulieres.

Ce que c'est. liv. 5, tit. 3, art. 18, aux notes, ibid. Maniere d'y pêcher des moules, ibid. & p. suiv. Il est désendu de dreiger ou draguer dans les moulières, & de se fervir de terremens qui arrachent le frai des moules. Même art. 18, au texte.

texte, pag. 741. Il est pareillement désendu d'enlever les moules qui ne sont pas encore en état d'être rêchées, ibid.

Exception aux notes,

ibid. & fuiv.

N

Naufrages.

Le naufrage du navire autorife l'abandon de l'assuré liv. 3, tit. 6, art. 46, au texte & aux notes, p. 99, En ell-il de même absolument par rapport aux

En ell-il de même ablolument par rapport aux marchandifes? Aux ontes, ibid & p. 98 & fuiv. Comment doivent s'entendre ces mots, perte entiere, ibid. & pag. 104 & luiv.

Effets lauvés en partie par quelqu'un qui en avoit a lui, & un tiersa la confignation, &c. quidjuris, entre lui & ce tiers. liv. 3, tit. 8, art. 15, aux notes, Marchandtles lauvées du naufrage, comment

N nnnn ij

doivent contribuer au jet qui avoit sauvé le pag. 207. navire? art. 16, Des pirates faisant naufrage, il n'est pas plus permis de les piller que de les tuer. Même liv. 3, tit, 9, art. 3, aux notes, pag. 235 & fuiv. Parce qu'ils font sous la protection du Roi, comme tous autres qui font naufrage, ibid. & fiv 4, tit 9, art. 1 & 18, aux notes, p. 587. 80 611. Toutes promesses faites aux lamaneurs ou autres mariniers dans le danger du naufrage, déclarées nulles, liv. 4, tit. 3, art. 14, p. 503 & fuiv. & tit 9, art 11, aux notes, pag. 599 & fuiv. Défenses aux capitaines & autres officiers gardecôtes de prendre connoissance des naufrages & échouemens. liv. 4, tit. 5, att. 5, & aux pag. 531. notes, Coutume barbare, observée anciennement au fujet des naufrages, liv. 4, tit. 9. Observations p. 579 & fuiv. fur ce titre, Conjectures fur fon origine, ibid.
Devenue presque générale, il a fallu bien du ibid. temps & des soins pour l'abolir, ibid. p. 580. & fuiv. Le mal s'entretenoit par l'idée où l'on étoit que les biens naufragés étoient au premier occupant ou au file, Loix portées successivement contre ceux qui s'emparoient des biens naufragés, ibid. pag. 481 & fuiv. Quand on a commencé en France à se former fur cela des idées plus justes? ibid & pag. 584 & fuiv. Cependant, à défaut de réclamation, on ne pouvoit se persuader que les effets naufragés apibid. partinsfent au Souverain, Ce qui a le plus contribué à ramener à la regle, c'est le droit attribué aux seuls Officiers de l'Amirauté de connoître des naufrages, ibid. & luiv. Mais il étoit réservé à Louis XIV de mettre la derniere main à ce grand ouvrage, ibid. Air de grandeur, de nobleffe & d'autorité, qui le fait sentir à la lecture du premier article de ce titre, Tout ce qui est échappé du naufrage est mis sous la protection & sauve-garde du Roi. liv. 4, tit. 9, art. 1. p. 587. Il n'y a point de distinction à faire sur cela entre les lujers du Roi, ses amis alliés, & les ennemis, même les pirates, aux notes, ibid. Injonction de donner du secours aux personnes qui se trouvent en danger de naufrage, ibid. p. 588. arr. 2 Avec défenses d'attenter à leur vie & a leurs brens, sous peine de mort, ibid. Obtervations fur ce sujet, aux notes, ibid. & p. 589. Difficulté extrême d'empêcher le pillage dans ibid. les mutrices, Obligation imposée aux Seigneurs & habitans des côtes d'ivertir des naufrages les Officiers de l'amirauté, art. 3, au texte & aux notes, p. 590. Eloge des Seigneurs en général à cette occasion, ibid a sur l'art. 4, Carde-côtes prépolés par les Officiers de l'Amirauté pour voiller aux naufrages, ibid. art.

Ce que doivent faire les Seigneurs & habitans

p. 590 & luiv.

rauté ?_art. 4, p. 592. Détenfes aux particuliers employés aux naufages & à tous autres de porter les effets ailleurs que dans les endroits indiqués sur la côte. art. 5, Peine des receleurs d'effets naufragés. Même art 5, & aux notes, ibid. & pag. 503 & fuiv. Comment sur cela on se rend coupable de re-Aussi-tôt que les Officiers d'Amirauté sont informés d'un naufrage ou échouement, ils fonc obligés de le transporter fur le lieu. Même liv. 4, tit. 9, art. 6, Comment ils doivent s'y comporter & laire tra-vailler au sauvement. Aux notes, ibid. & V. (fficiers d'Amirauté. fuiv. Prévention qui fait redouter leur présence dans ce cas malheureux, ibid. Quelles personnes ils doivent appeller aux nau Quiconque est en état de donner du secours, est obligé d'obéir à la premiere sommation qu'ils font de travailler, art. 7, & aux notes, pag. 596 & fuiv. Comment se prononcent les condamnations d'amendes contre les refusans d'obéir? ibid. & Etendue de leur pouvoir dans ces occasions; mais ils doivent écouter les intéressés au nauibid. ftage, ibid .. Quels sont les intéressés Comment les travailleurs doivent être employés? nul ne peur s'y immiscer sans l'aveu des Officiers de l'Amirauté. Même liv. 4, tit. 9, pag. 598. art 8, & aux notes. Ordre à garder pour les voituriers qui portent les effets au magasin, art. 9, ibid. Le gardien du magasin obligé de tenir état des effers qui y sont apportés, art. 10, ibid. p. 599. Après le transport au magasin, il doit être fait vérification des effets; comment & avec qui? art. 11 & 12, au texte & aux notes, p. 599, & fuiv. De la taxe des salaires des ouvriers. ibid. art. 11. Elle dépend de la prudence des Officiers de l'Amirauté, fans égard aux promesses qui auroient été faites aux ouvriers, sans leur aveu, ibid. & p. 600. Pour le paiement des ouvriers, s'il ne se présente pas de réclamateur dans le mois, il sera vendu des effers des plus périssables jusqu'à concurrence. art. 13, & aux notes, p. 602 & fuiv. Pratique à ce sujer, ibid. Amélioration des marchandises avariées, art. p. 603 & fuiv. Si elles sont tellement endonimagées qu'on ne puisse les réparer, il faut en faire la vente. p. 604 & luiv. De l'infol vabilité du dépositaire des deniers de p. 604 & luiv. la vente, & en quel cas les Officiers en devroient répondre? ilid. aux notes. Il leur est défendu de le rendre adjudicataires des effets qu'ils vendent sur peine du quadruple, & de privation de leurs charges, art. 16, p. 606. Il n'y a rien la de trop rigoureux, aux notes, ibid. & pag suiv. Quand & comment les Officiers d'Amitauté doivent se retirer sur le requisitoire de ceux

en attendant l'arrivée des Officiers de l'Ami-

qui se présentent pour faire travailler au sauvement? art. 17, au texte & aux notes, pag. 607 & fuiv. Pour n'avoir pas bien entendu cet article, il en est résulté de grands inconvéniens, ibid. Ce que doivent faire les officiers de l'Amirauté, lorfqu'ils se retirent du naufrage. , sur la réquifition qui leur en est faite, art. 18, aussi au texte & aux notes, pag. 611. Du cas où le vaisseau échoué est ennemi ou pirate, ibid. & fuiv. Quiconque trouve des effets en mer ou sur le rivage, est obligé d'en faire sa déclaration, dans 24 heures, au Greffe de l'Amirauté. Même liv. 4, tit. 9, att. 19 & 20, & aux p. 617 & fuiv. De la proclamation de ces effets pour averrir les propriétaires, &c. art. 21 & 22, p. 615 & suiv. Des charte-parties & autres pieces en langue étrangere; a qui il faut les communiquer, Les vaisseaux & effets naufragés ou échoués peuvent être réclamés dans l'an & jour, art. 24, p. 617. Ce délai n'a pas toujours été d'un an; au furplus, il n'est pas tatal, aux notes, ibid. p. 6.8 & fuiv.

moindre, ibid.

Les officiers d'Amirauté n'ont droit de vendre les effets, dans le délai de la réclamation, qu'en trois cas, ibid.

Les réclamateurs doivent prouver leur droit par des pieces suffisantes, art. 25, au texte & aux notes, p. 622.

A défaut de réclamation dans l'an, les effets sont partagés par moitié entre le Roi ou les Seigneurs qui en ont cession, & M. l'Amiral.

Sorte de naufrage où le délai pour réclamer est

Même liv. 4, tit. 9, art, 26, p 623.
Preuves que le droit de naufrage est royal, & qu'ainsi les Seigneurs ne peuvent le prétendre qu'en vertu d'une concession du Roi, aux notes, ibid. & p suiv.

Quelle doit être la preuve de cette concession, & si des dénombremens suffisent. ibid. p. 627. Le droit de naustrage, accordé au Seigneur, ne préjudicie nullement à M. l'Amiral ni a la compétence de l'Amirauté. ibid. p. 628 & suiv. Il n'y a jusqu'a présent, en Auois, que les Sei-

Il n'y a jusqu'a présent, en Auois, que les Seigneurs de Châtel - Aillon & de Fourras qui soient sondés en droit de naustrage, ibid. p. 629. Si le partage entre le Roi & M. P.Amiral se tait en nature, ou s'il faut vendre les effets? ibid.

p. 631.

Si M. l'Amiral est fondé à partager avec le Roi les effets naufragés appartenant aux ennemis.

ibid. & p. luiv.

Si les effets naufragés ont été trouvés en pleine mer, ou tirés de fon fond, le tiers en doit être délivré fans trais à ceux qui les ont fauvés, att. 27, au texte & aux notes, p. 635. V. Effets naufragés.

Des ancres tirées du fond de la mer, Même liv. 4, tit. 9, art. 28, au texte & aux notes, p. 640 & fuiv. V. Ancre.

Il en faut faire déclaration à l'Amirauté, de même que de tous autres effets trauvés en mer. ibid. & p. 643.

De même des choses du crû de la mer, trouvées fur les flots ou sur le rivage, art. 29, aux notes, p. 647.
Ces choses & autres qui n'ont appartenu à perfonne, étant trouvées sur les flots, sont acquises pour le tout à celui qui les a sauvées; &, si c'est sur le rivage, il n'en a que le tiers.
Même art. 29, ibid.
Désenses à tous Seigneurs & Officiers de guerre

Défenses à tous Seigneurs & Officiers de guerre ou de justice de prendre connoissance des nausrages, & d'y troubler les Officiers de l'Amirauté, art. 30, p. 649. Défenses de même à tous foldats de courir aux

Défenses de même à tous foldats de courir aux naufrages, & cela à peine de la vie. Même art. 30, & aux notes, ibid. & fuiv.

Injonction aux Gouverneurs & Commandans des places de donner main forte aux Officiers de l'Amirauté & aux intérellés dans les naufrages. Même liv. 4, tit. 9, art. 31, p. 650. Des cadavres trouvés lur les greves. art. 32 & fuiv. p. 651 & fuiv. V. Corps noyés.

Des naufrages en Normandie, art. 37 & suiv. p. 657 & suiv.

Droit de naufrage en Normandie.

Notre Ordonnance a conservé aux Seigneurs de cette Province le droir de naufrage à eux attribué par la coutume du pays. liv. 4, tit. 9, art. 37, p. 657.
Pour l'intelligence de ceci, il faut recourir à la

Pour l'intelligence de ceci, il faut recourir à la coutume de Normandie. Développement à ce fujet, aux notes, ibid. p. fuiv. Ce qu'on entend dans le pays par ces mots, varych & choses gayves. ibid. p. 657.

var ch & choses gayves. ibid p. 657. Ces choses appartiennent au Seigneur du rivage où elles sont trouvées, par un privilege anciennement accordé aux Seigneurs de cette Province, de sorte qu'ils n'ont pas besoin de produite aucuns titres pour cela. ibid. p. 658.

produire aucuns titres pour cela, ibid. p. 658. Mais c'est à certaines charges & conditions. ibid. Il y a aussi des exceptions à faire à ce droir. ibid.

Au furplus, il n'exclut pas la réclamation; mais elle doit être faite dans l'an & jour, sans quoi déchéance, ibid.

Malgré le droit attribué à ces Seigneurs, il leur est désendu de s'emparer des essets, & de les faire porter chez eux avant que les officiers de l'Amirauté en aient fait inventaire. art. 38, au texte & aux notes, p. 659.

Après l'inventaire fair par les officiers de l'Amirauté, ils chargeront des effets les Seigneurs ou des perfonnes folvables en leur abfence, arr. 39,

lence. art. 39, p. 660. Explication & développement, aux notes, ibid. Lu tixe du falaire des ouvriers fera faite en la manière prescrite par les art. 11 & 13 du préfent titre, art. 40, p. 661.

Mais les Seigneurs ne peuvent prétendre aucune rétribution à ce sujet, & il leur est expressement détendu d'en exiger, mème art. 40, & aux rotes, ibid.

De la vente des effets périssables, &c. aux notes, ibid. & suiv.

tes, ilid. & suiv. Ces Seigneurs ne peuvent empêcht les maîtres de navites d'employer les gens de leur équipage pour se retiter de l'échouement. art. 41, au texte & aux notes, p. 662. Ni les forcer de se fervir de leurs valets &

li les forcer de le fervir de leurs valets vallaux Le droit de ces Seigneurs ne s'étend point sur les effets trouvés sur les flots ou pêches en pleine mer, ni fur les poissons challes & conduits à la côte par les pêcheurs, art. 42 & aux pag. 66; & fuiv.

Les terres voifines de la mer doivent être reconnues per des bornes fixes, pour prévenir les inconvéniens des discussions entre les Seigueurs, art. 43, auffi au texte & aux notes, p. 665.

Le droit de varech est réel, & appartient au fief, qu'il air droit de justice ou non, aux ibid. nores

C'est aussi un fruit du fief, qui appartient par ibid. & luiv. conséquent à l'usufruitier, ibid. Du Seigneur ecclésiastique ou mineur,

Tout Seigneur ou autre qui forcera un pilote d'échouer un navire, doit être puni de mort. Même liv. 4, tit. 9, att. 44,

Navigation.

V. Voyage. Au long cours ou au cabotage. Il importe a la navigation qu'il ne reste point d'ancre dans les rades. liv. 4, tit. 9, art. 28, p. 640 & luiv. De la liberté de la navigation pour toutes les

nations. Observ. fur le tit. 1 du liv. 5, p. 684 & suiv.

Tous parcs en pierres ou pieux nuisibles, doivent être démolis. liv. 5, tit. 3, art. 11 & 12, p. 738 & 739. Et ils sont déclarés tels, s'ils sont à l'embouchure

des rivieres navigables, ou à 200 brasses du ibid. passage ordinaire des vaisseaux, Défentes de replanter ces pieux ou de refaire ces

parcs, à peine du fouet. art. 14, p. 739. Si ceux à qui ces parcs appartenoient étoient chargés de rentes & redevances à cet égard, ils en sont déchargés dès l'instant de la démo-. lition. Meme liv. 5, tit. 3, art. 15, p. 640.

Navire.

Navire incapable de continuer son voyage, quand & comment l'assureur en répond? liv. p. 80. 3, tit. 6, art. 29, aux notes, Dans le doute, duquel temps le navire est censé péri? Même tit. 6, art. 58, aux notes, p. 142.
Police pour les navires étant dans un port ou havre.

V. Havre, Port, Quai. De quoi est tenu celui qui le sert de la chalouge d'un autre, sans son aveu? liv. 4, tit. 1, art. 16, aux notes, p. 471.

Neg es.

On peut faire affurer les negres traités à la côte de Guinée. Quel est l'effet de cette assurance? liv, 3, tit. 6, art. 11, aux notes, p. 55.

Neutres.

Regles à observer de la part des armateurs & capitaines des vaisseaux neutres. liv 3, tit. 9, pag. 264 & fuiv. art. ii, aux notes, On a tardé dans le Royaume à se précautionnet contre les navigateurs neutres,

Preuves qu'ils doivent avoir de la propriété du vaisseau, ibid. pag. 263 & suprà, art. 6, p. 243 & luiv. De la validité ou invalidité des passe-ports dont

ils sont porteurs, ibid. art. 11, p. 265 & suiv. De leurs connoissemens . Quand il est défendu ou permis d'arrêter les vaisseaux neutres, ibid & p. suiv.
Ils sont valablement arrêtés, s'il a été jetté des
papiers à la mer, ibid. p. 268.

Exception & lettre de Louis XIV a ce sujet, ibid.

Défenses aux neutres, de même qu'aux vailfeaux françois, d'apporrer & vendre dans le royaume des marchandises de prises faites sur les François, ibid. in fine,

Tout vaisseau doit déférer à la semonce; & si, au lieu de cela, il combat, il sera de bonne prise. Même liv. 3, tit. 9, art. 12, p. 269 & fuiv

Mais s'il obéit, il ne peut être arrêté, s'il n'est justement suspect; & il est defendu d'y rien prendre sur peine de la vie. att. 13, au texte & aux notes,

Notification.

L'assuré doit notifier la perte aux assureurs aussi-tôt qu'il en aura eu avis, liv. 3, tit 6, art. 42, au texte & aux notes, p. 96, & p. 117 & suiv. De quelle maniere se fait cette notification à p. 117 & fuiv.

Marfeille. Même art. 48, aux notes, p. 119.

O.

Officiers.

Défenses aux officiers du Roi, aux Isles, d'ôter aux capitaines de navires les effets des gens de leur bord morts durant le voyage. liv. 3, tit. 11 , art. 8 P.'440. Officier, interdit pour cause de prévarication, n'a plus d'autre parti à prendre que celui de le défaire de sa charge. liv. 4, tit. 9, art. 16, aux notes, Défenses à tous officiers de guerre & autres de prendre connoissance des naufrages, & d'y

troubler les officiers de l'Amirauté. Même tit. 9, art 30, A eux enjoint néanmoins de donner main forte aux officiers de l'Amirauté & aux intéressés dans les naufrages, art. 31, p. 650.

Officiers d'Amirauté.

C'est par eux que doivent être homologuées les sentences arbitrales rendues dans les matieres de leur compétence. liv. 3, tit. 6, art. 72, au texte & aux notes,

Ont droit de connoître de l'abordage d'un vaifseau de Roi avec un navire marchand, tout comme de l'abordage de deux vaisseaux appartenans à des particuliers. liv. 3, tit. 7, art. 11, aux notes, p. 184 & suiv. Mais ce n'est que le réglement qu'ils sont du

dommage, sans prononcer alors de condamnation,

Sous prétexte que le Roi a intérêt dans une affaire, les officiers de l'Amirauré ne sont pas exclus d'en connoître. Exemples, ibid. p. 185. C'est aux officiers de l'Amirauté à ordonner ce qu'il convient de faire en cas de naufrage ou échouement, liv. 3, tit. 8, arr. 18, aux notes, pag. 229, & liv. 4, tit. 9, art. 6, austi aux nutes, p. 595 & Suiv Ils ne peuvent retenir une prise qui relâche dans un port de leur district. liv. 3, tit. 9, art. 17, p. 278. ihid. aux notes, Ce qu'its peuvent seulement à ce sujet. En faifant l'instruction d'une prife , ils doivent s'informer s'il y a eu pillage, & constater le fait lans juger le cas. Même tit. 9, art. 20, aux notes, p. 205. Ils jugeoient autrefois les prifes, fauf l'appel, art. 21, aux notes, p. 307 & fuiv. Ils n'en font plus aujourd'hui que l'instruction qui doit être envoyée au Confeil des prifes, pout y être les prises jugées par M. l'Amiral fauf l'appel au Conseil du Roi, Raisons de ce changement, Etablissement du Conseil des prises, ibid pag. 308 & fuiv. Les jugemens de ce Conseil sont mis a exécution par les officiers de l'Amirauté, art. 30, Ce qui emporte la liquidation & le partage des prifes, meme art. 30 & fuiv. & arr. 33, aux notes, p. 407 & luiv Ce que doit contenir le rapport fait par le conducteur d'une prise, devant les officiers de l'Amirauté. Même art. 21, au texte, p. 301, & aux notes, ibid & p. faiv. Ce rapport doit être fait pour les prifes faites par les vaisseaux du Rni, con me pour celles des corlaires, aux notes, thid. p. 309 & suiv. Des papiers de la prise & des lettres qui s'y trouvent; l'usage qu'il en faut faire. Ce que doivent faire les officiers de l'Amirauté après la déclaration du chef de la prife, arr. 22, au texte & aux notes, p. 320 & fuiv. C'est à eux à y apposer les scellés, en y appellant toutefois les commis des Fermes, aux Des clets des magafins où sont dépotés les effets des prises, ibid & art. 27, au texte & aux p. 329. Du proces-verbal des officiers de l'Amirauté, & quelles perfonnes il y taut appeller, art. 23, au texte & aux notes, p. 323. De même de la vente, &c. art. 28, & aux notes. P. 331 & fuiv. Interrogatoires nu'ils doivent prendre des prifonniers, & fur quoi il doit rouler arr. 24, au texte & aux notes, p. 323 & faiv. Papiers de la : rise dont il faut faire laire la traduction, ibid. aux notes, p. 325. Il est désendu aux efficiers de l'Amirauté d'asfifter a la traduction, ibid. Ce qu'ils doivent faire, une prise étant amenée sans prisonniers ni papiers, art. 25 & 26, au texte & aux notes, p. 327 & fuiv. Comment ils doivent faire l'inventaire & la décharge des effets de la prile. art. 27, p. 329 & fuiv. Ils reuvent frice vendre provisionnellement les marchandites de la prile, sans attendre qu'elle

loit jugée; & comment. art. 28, au texte &

p. 331 & fuiv. aux notes, Comment se fait la procédure des prises saites par les vaisseaux du Roi. ibid. aux notes, Envoi de la procédure des priles & des papiers au Secrétaire général de la Marine, art. 29. aux netes, Les officiers de l'Amirauté doivent procéder, lans délai, à l'exécution des jugemens des prises, art. 30, p. 335 & suiv. De même, saire délivrer promptement les effets dont la main levée aura été accordée, ibid. & fuiv. & aux notes Les frais a prélever sur la prise doivent être taxés & arrêtés par les officiers de l'Amirauté, art 31, p. 339. En quoi confiftent ces frais. il·id. aux notes. La connoissance des vols & divertissemens des marchandises des prifes, rendue aux officiers d'Am rauté, avec modification, ibid. p 340. Et toutefois cela n'a rien de commun avec le pillige en mar, Défenses aux officiers de l'Amirauté de faire vendre l'argenterie & les matieres d'or & d'argent ; il faut les faire porter aux Hôtels des monnoies, même art. 31, aux notes, p. 341. Si, pour liquider la prise, l'armateur est en demeure de produire les pieces nécessaires, ils peuvent le condamner a une provision envers l'équipage art. 33, aux notes, p. 347 & fuiv. Officiers d'Amirauté ne peuvent se rendre adjudicataires , directement ni indirectement , d'aucuns effets des prifes. Même liv. 3, tit. 9, art. 34, De même des effets naufragés. liv. 4, tit. 9, art. 16, & aux notes, Ce ne sont pas les seules défenses qui leur sont faites de se rendre adjudicataires. liv. 3, tit. 9, art. 34, aux notes, p. 41. & suiv. Ces désenses sont très justes; & jusqu'a quels officiers elles s'étendent. ibid. p. 412 & 606. V. Tom. premier. Peines de leur contravention, Les prifes faites en vertu de lettres de repréfailles, sont de la compétence de l'Amirauté, comme les autres. liv. 3, tit 10, art, 6, au texte & aux notes, p. 423 & luiv. Les officiers de l'Amirauté n'ont pas par-tout la police des ports & havres. liv. 4, tit, 1, art. 23, & aux notes, p. 497 & luiv. V. Tom. premier. Les revues des habitans garde-côtes doivent se faire en présence des c'fficiers de l'Amirauté, qui, en qualité d'inspecteurs nés, en doivent garder le cot trôle, liv. 4 tit. 5, art. 3, au texte & aux notes, p 526 & suiv. V. l'art. p, tit 2, du liv. premier. Des délits des garde-côtes dont les officiers de l'Amirauté ont droit de connoître. ibid. p. 529. C'est a eux à prononcer les amendes encourues faute de service de la part des habitans garde-

côtes liv 4, tit. 6, art 3, p. 541. Abus à ce fujet. Notes fur l'art. 4, p. 542 & suiv. Ils connoissent aussi des saines induement faites

des armes & munitions des habitans fujets à la garde des côtes, art. 7, au texte & aux nop. 548.

Le rivage de la mer est de la compétence de l'Amirauté; mais favoir s'il en est de même du chemin le long de la côte. liv. 4, tit. 7,

Ostage. V. Rançon.

p

art. 2, aux notes, p. 573 & suiv. V. Tome r. Les officiers de l'Amirauté, dès qu'ils ont avis d'un naufrage, doivent se transporter sur le lieu, & ce qu'ils y doivent faire, liv. 4, tit. 9, art. 6, p. 595.

Pourquoi, en général, on voudroit se passer d'eux dans ces occasions. ibid. & suiv. V. Naufrage. En quel cas les officiers de l'Amirauté seroient responsables de l'insolvabilité du dépositaire qu'ils auroient chois. Même liv. 4, tit. 9, art. 15, aux notes,

Ils connoillent tout de même des naufrages dans les lieux où les Seigneurs ont les droits cédés du Roi, art. 26, aux notes, p. 630.

De même, en Normandie, art. 38 & suiv. p. 659 & suiv. Désenses à tous Seigneurs, Officiers de guerre & autres de les y troubler, art. 30, p. 649.

A quoi font obligés les officiers d'Amirauté, lorsqu'ils sont avertis qu'il y a un cadavre à la côte, art. 33 & suiv. p. 652 & suiv. V. Tom. premier.

Comme chargés de l'exécution des réglemens concernant la pêche maritime, il leur est enjoint de faire la visite des filets de pêche, liv. 5, tit. 3, art. 21, & aux notes, p. 746. Et de faire brûler tous les filets prohibés qu'ils

faisiront, de même que ceux qui ne seront pas de la maille requise, ibid. au texte. Ils ont droit pour cela de faire leurs visites dans les maisons, non-seulement des pêcheurs, mais encore des autres riverains.

mais encore des autres riverains, ibid. Sous le nom de riverains, sont compris les privilégiés comme les non-privilégiés, ibid. & aux notes.

aux notes. Les visites de nécessité sont aujourd'hui réduites à deux par an, ibid. & suiv. Dans ces visites, comme les officiers de l'Ami-

rauté font en plein exercice de Police, ils jugent les contraventions de plano, sans forme de procédure, ibid.

Il n'y a de procédure à faire que pour les condamnations d'amendes,

Elles sont exécutoires, nonobstant l'appel, jusqu'à la somme de 300 liv. ibid.

Les officiers d'Amirauté peuvent appliquer aux frais le tiers de ces amendes, art. 20 du même tit. 3 du liv. 5, P. 745.

Officiers garde-côtes.

Sous quels titres ils font connus aujourd'hui. Observations sur le tit. 5 du liv. 4 , p. 519. Autrefois c'étoit M. l'Amiral qui les nommoit; aujourd'hui c'est le Roi; mais ils prennent l'attache de M. l'Amiral, ibid. Exception, aux notes, sur l'art. 2, p. 525 & suiv. Ils sont tenus de faire enrégistrer leurs commitsions au Greffe de l'Amirauté, & les principaux d'y prêter ferment, liv. 4, tit. 5, art. 1, au texte & aux notes, p. 520 & suiv. au texte & aux notes, De leur fervice & du rang entr'eux, ibid. Du droit de discipline du Capitaine général dans fa capitainerie, arr 3, aux notes, p. 529. Défenses aux capitaines garde-côtes de prendre aucune connoissance des naufrages & échouemens, &c. art. 5, & aux notes, Officiers garde-côtes exempts du ban & arrièreban. Même liv. 4, tit. 5, art. 6, au texte & aux notes, p. 532.

Parcs & pêcheries. V. Ecluses, bouchots:

Des pates, appellés bordigues & Madragues; liv. 5, tit. 4, att. 1 & luiv. p. 766 & suiv. V. Bordigue, Madrague.

Quoique ceux qui les possedent ne soient pas en termes de s'y faire maintenir, il n'est pas permis néanmoins à quiconque de les y troubler. liv. 5, tit. 1, art. 1, aux notes, p. 692. Différentes sortes de parcs & pêcheries; toutes

prennent sur la liberté de la pêche. Observations sur le tit. 3 du liv. 5, p. 718. Les parcs à demeure sont les plus ptéjudicia-

bles, & c'est pour cela qu'ils ne peuvent subsister sans titre ou sans une très-ancienne possessores à demeure sont appellée, en Appel

Les parcs à demeure sont appellés, en Aunis, écluses & bouchots: leur usage, ibid. & paguiuv. V. Ecluses, bouchots.

Il est permis de tendre sur les greves de la mer & aux embouchures des rivieres des filets, appellés hauts & bas parcs, &c. liv. 5, tit. 3, art. 1, p. 719. Maniere de tendre ces filets & de leurs mailles,

art. 2 & 3, p. 720 & fuiv.

Mais il est défendu d'y construire des parcs de
pierre & des bouchots, art. 11 & suiv. pag.

T38 & suive T38 & suive T38 & suive T38 & suive Tes parcs en pierre ou bois doivent être démolis, excepté ceux construits avant l'année 1744, art. 4, au texte & aux notes, pag. 721 & art. 8, pag. 732-

Chez les Romains, les propriétaires des terres contiguës au rivage de la mer, avoient droit d'y construire des parcs, aux notes. ibid. art. 4, p. 722.

art. 4,
Jusques-là que ceux qui n'avoient pas un terrein
suffisant pouvoient contraindre leurs vossins
de construire des parcs en société, ibid.
Et cette société étoir par portions égales, sans

Et cette société étoit par portions égales, sans égard à la différence du terrein. ibid. & suiv. Distance qu'il doit y avoir entre deux parcs, soit de filets, soit de construction en pietres ou en bois. Même liv. 5, tit. 3, art. 5, aux notes, pag. 729.

Des parcs de bois & de filets, art. 7, pag. 731. Titres que doivent avoir les Seigneurs pour lever des cens & rentes sur les parcs & pêcheries, art. 9, au texte & aux notes, p. 733. Ce que vaur, dans leurs titres, l'énonciation

du droit de pêcherie. ibid. & suiv. Tous parcs & bouchots construits à l'embouchure des rivieres navigables ou à deux cens brasses du passage des vaisseaux sujets à démolition, sans pouvoir être rétablis. ibid.

art. 11, 12, 13, 14 & 15, pag. 738 & fuiv.

Passagers.

Il en est de la succession des passagers morts en mer, comme des mariniers, liv. 3, tit. 11 art. 1, aux notes, pag. 428. V. Testament. Ils peuvent tester comme eux, excepté, s'ils sont étrangers, auquel cas la succession de ces passagers est sujette au droit d'aubaine. ibid. & att. 5, pag. 436. V. étrangers & droit d'aubaine.

Paffe-port.

Passe-port que le Roi accorde aux ennemis en temps de guerre, liv. 3, tit. 9, art. 5, aux notes, p. 241. Lettre de Louis XIV à ce sujet, ibid. Des passe-ports accordés par les Princes neutres, même tit. 9, art. 11, aux notes, p. 265 & suiv.

Pavillon.

Du salut du pavillon. Observat, sur le tit, 1 du liv. 5, pag. 689. V. Tome premier.

Pêche V. Filets. Pêcheurs.

La pêche n'est devenue si infructueuse sur les côtes que par la destruction du frai du poisson, liv. 4, tit. 10, art. 1, aux notes, p. 672. & liv. 5, & tit. 1, art. 1, aux notes, p. 692. & liv. 5, & tit. 1, art. 1, aux notes, p. 691. De la liberté de la pêche de nation à nation. Observ. fur le tit. 1 du liv. 5, pag. 684 & sur le tit. 1 du liv. 5, pag. 684 & sur le tit. 1 du liv. 5, pag. 684 & sur le tit. 1 du liv. 5, pag. 684 & sur le tit. 1 du liv. 5, pag. 684 & sur le tit. 1 du liv. 5, pag. 684 & sur le tit. 1 du liv. 5, pag. 684 & sur le tit. 1 du liv. 5, pag. 684 & sur le tit. 1 du liv. 5, pag. 684 & sur le tit. 1 du liv. 5, pag. 684 & sur le tit. 2 du liv. 5, tit. 1, art. 1, p. 690. Et c'est la une grace spéciale du Roi, ibid.

Tout ce qui peut donner atteinte à cette liberté
ne doit être toléré qu'autant que ceux qui s'attribuent un droit de pêche exclusive sont sondés en titres valables, ibid. & aux observations sur le titre 3, pag. 718, sur l'article 4 de
ce titre, p. 721 & suiv.
Justice & utilité des regles prescrites pour la
pêche, ibid. art. 1, tit. 1 du liv. 5, p. 691.

Il est cependant bien des gens qui pensent le conttaire, par un mauvais préjugé, ibid. Pour toute sorte de pêche hors de la vue des côtes, il saut un congé de M. l'Amital, comme pour toute autre navigation, art. 2, ibid.

pag. 693. V. Tom. t., verbo congé. Mais pour la pêche du poisson frais près des côtes, le congé qu'il faut prendre tout de même dure un an art.

même dure un an, art. 3, p. 694.

De l'association pour la pêche, même art. 3, aux notes, in fine, pag. 695. V. Tom. 1, art. 36, tit. du capitaine.

De la pêche de la fardine, liv. 5, tit. 2, arr. 11, _ p. 714. V. Sardines.

Defenles a tous pêcheurs de jetter dans la mer, &c. de la chaux, des noix vomiques on autres drogues capables d'empoisonner le poisson, art. 12, aux notes, pag. 715.

Pâches défendues en certains temps pour la confervation du frai du poisson, art. 13 & 14, pag 716.

Liberté de la pêche protégée contre les Seigneurs, fiv. 5, tit. 3, art. 9, au texte & aux notes,

Les condamnations d'amendes pour contravention à la pêche sont exécutoires nonobstant Tome II.

l'appel jusqu'à 300 liv. art. 21, aux notes, pag. 747.

De la pêche du hareng, liv. 5, tit. 5, p. 771.

V. Hareng.

De la pêche des morues, liv. 5, tit. 6, p. 777.

V. Morues.

Pêcheurs.

Des congés que doivent prendre les pêcheurs en mer, liv. 5, tit. 1, art. 2 & 3, p. 693 & suiv. V. Tom. 1, verbo congé. En quel cas les pêcheurs de poisson frais sont tenus de faire leur rapport ou déclaration au Greffe de l'Amirauté? ihid. art. 3, pag. 694. De la maille des filets des pêcheurs, liv. 5, tit. 2, art. 2 & fuiv. au texte & aux notes, p. 698 & fuiv. V. Filets. Ce que doivent pratiquer les pêcheurs qui pêchent durant la nuit, ibid. art. 6, pag. 712. A quoi ils sont tenus austi durant la nuit, lorique leurs filets sont retenus par quelque ancre ou rocher? art. 7, ibid. & liv. 5, tit. 5, art. 5 & 6, pag. 774 & iuiv. Défenses aux pêcheurs de battre l'eau avec des perches ferrées ou pointues, att. 8, pag. 713. Ceux qui arrivent à la mer ne peuvent jetter leurs filets de maniere à pouvoir nuire à ceux qui sont attivés les premiers, &c. att. 9, pag. 714. Il leur est pareillement défendu étant en flotte de quitter leur rum ou rang, art. 10, ibid. Défentes tout de même de pêcher en cert i s mois de l'année, pour ne pas nuire au trait du poisson, art. 13 & 14, pag 716. Des pêcheurs qui se servent d'engins appellés pag 716. fichures, art. 15, Défenses a tous Seigneurs de rien exiger des pêcheurs pour leur laisser la liberté de p cher, même liv. 5, tit. 3, art. 9, au texte & aux pag 733 & luiv. notes, pag 733 & luiv. Pareilles défenses aux Gouverneurs & Commandans, Officiers, &c. art. 10, p. 727. Police & regles que doivent observer les pêcheurs de hareng, siv. 5, tit. 5, pag. 771 & suiv. V. hareng. Regles de la pêche des morues, liv 5, tit. 6, p. 777 & suiv. V. morues. Jurisdiction des pêcheurs à Marseille, liv. 5. pag. 797tit. 8, aux observ. Il y a des Amirautés où les pêcheurs sont en Communauté & Jurande, & d'autres où ils n'y font pas, En chaque Amirauté, il doit y avoir au Greffe une liste des pêcheurs, même tit. 8, art. 1, pag. 800. & aux notes, Obligation à cet égard des deux plus anciens maîtres pecheurs, art. 2, & austi aux notes, Du congé que les pêcheuts doivent prendre, & de leur rôle d'équipage, art. 3, ibid. Des Jurés qui doivent être élus parmi les pêcheurs dans les lieux où ils sont en Jurande, art 4 & 5, ibid. pag. 802.

Devoir des Jurés, ibid art. 4.

L'élection doit le faire fans frais, prélens ni testin, ibid. art. 5 & aux notes,

Des prud'hommes pêcheurs, de leur élection,

aux notes,

& de la reddition de leurs comptes, att. 6,

 $O \circ \circ \circ \circ$

ibid. & p. 802 & fuiv.

Peine du preneur à la grosse en cas de fraude de la part, liv. 3, tit. 5, art. 3, au texte & aux notes, pag. 6. Peine du prêteur sur les loyers des matelots sans l'aveu du maître, art. 5, aussi au texte & aux Peine du maître qui consent que ses matelots empruntent au-dela de la moitié de leurs gages, ibid. art. 6, pag. 61. Peine de l'emprunteur à la groffe qui se fait assurer, même liv. 3, tit. 6, art. 16, p. 61. Du donneur à la grosse qui fait assuret le profit maritime, art. 17, pag. 62. Peine de l'assuré qui savoit la perte lors de la signature de la police d'affurance, art. 41 pag. 96. Peine de l'assureur qui savoit l'arrivée à bon ibid. La peine du compromis devoit être payée avant que l'appel de la Sentence arbitrale fût reçu; mais l'usage du Parlement est contraire, même liv. 3, tit 6, art. 73, au texte & aux notes, Peine qu'encourroit celui qui feroit la course sans commission de l'Amiral, liv. 3, tit. 9, art. 1, aux notes, p. 214 & luiv. Peine des déserreurs de navires armés en course, art. 2, aux notes, p. 225 & luiv. Peine d'un Armateur François qui feroit la courle avec commission d'un Prince étranger, sans permission du Roi, att. 3, Peine des pirates, ibid, aux notes, pag. 235. F. 236. François, quoique habitué en pays étranger, prenant les armes contre son Roi, punissable comme rebelle & traitre à la Patrie, Peine corporelle contre les gens en course qui auront soustrait les papiers d'une prise, art. 6, au texte & aux notes, p. 243 & fuiv. Peine du pillage des prises, même liv. 3, tit-9, art. 20, au texte & aux notes, p. 291 & fuiv. Elle est la même contre les receleurs, ibid. & Lettre de Louis XIV à ce sujet, ibid. p. 294. Peine de ceux qui obtiennent des Lettres de repréfailles sur un faux exposé, liv. 3, tit. 10, art. 8, au texte & aux notes, P. 425 & fuiv. peine du pilote-côtier, qui, par imprudence ou par malice, fait perdre un navire, liv. 4, tit. 3, art. 18, au texte & aux notes, p. 506 & fuiv. Peine des receleurs d'effets naufragés, & comment sur cela on se rend coupable de recelé. liv. 4, tit. 9, att. 5, aussi au texte & aux pag. 593 & fuiv. Peine de ceux qui forceront un maître ou pilote d'échouer son navire, même liv. 4, tit. 9, arr. 44, Peine de ceux qui allumeront des feux trompeurs sur les greves pour attirer & faire périr les navires, art. 45, ibid. pag. 668. Peine des Officiers de guerre & des foldats qui inquietent ou rançonnent les pêcheurs, liv. 5, tit. 3, art. 10, pag. 737.

Le pillage fait par le corfaire ennemi n'est qu'une avarie simple qui tombe fur le propriétaire, liv. 3, tit. 6, art. 67, aux notes, pag. 151, & tit. 7, art. 6, austi aux notes, p. 166. Des pirates saisant naufrage. Il n'est pas plus permis de les piller que de les tuer, liv. 3, tit. 9, art. 3, aux notes, pag. 236 & suiv. V. naufrage. Pillage des priles défendu de tout temps, art. 20, au texte & aux notes, pag. 201 & suiv. Jusqu'où étoit allé aurrefois l'abus du pillage des prises ? ibid. aux notes, & pag. 292. Choses dont il est permis aux corsaires de s'emparer, sans être réputés avoir fait pillage, ibid. & suiv. Abus à cet égard, qui va jusqu'à l'inhumanité, ibid -Comment on se rend coupable de pillage? ibid. Peine que doivent subir ceux qui ont pillé, & les receleurs leurs complices, ibid. au texte & pag. 294. & aux notes, Ce que peuvent & doivent faire les Officiers de ibid. & suiv. l'Amirauté en cas de pillage, Pour prévenir le pillage, il fut proposé de faire revivre l'usage où étoit autresois M. l'Amiral de proposer un écrivain sur chaque corsaire; mais le projet ne fut point suivi, & pourquoi, ibid. aux notes, & fuiv.

Fureur du pillage dans les naufrages, liv. 4, tit. 9, art. 2, aux notes, pag. 588 & fuiv. pag. 592 & fuiv. & art. 4, On se plaint mal a-propos de ce que les Officiers de l'Amirauté n'y remédient pas efficacement, ibid. att. 2, Ce que doivent faire les Seigneurs & habitans du lieu voisin du naufrage pour empêcher le pillage, à peine de répondre, att. 4, au texte & aux notes, pag. 592 & suiv. Peine de ceux qui pillent ou recelent des effets naufragés, art. 5, au texte & aux notes, p. 593.

Pilote-côtier. V. Lamaneur.

Ces pilotes ne prennent point de commission de M. l'Amiral; ils sont seulement reçus à l'Amirauté après examen. Observ. sur le tit. 3 du liv. 4, Ces sortes de pilotes sont d'une nécessité indispensable, même liv. 4, tit. 3, art. 1, aux pag. 490. notes, De leur nombre, Ils: sont exempts de servir sur les vaisseaux du Roi Formalités de leur réception, sans laquelle ils ne peuvent faire les fonctions de pilote, art. 2, au texte & aux notes. pag. 491. Ils doivent être âgés de 25 ans, ibid. Et avoir fait deux campagnes sur les vaisseaux du Roi, ibid p. 492.

Ils ne peuvent être reçus que dans l'Amirauté du lieu de leur domicile, & pourquoi? ibid. Sur quoi doit rouler leur examen pour leur réception, art. 3, & aux notes?

137

Leurs fonctions ne passent pas leur district. Observ. sur ce sujet, aux notes, ibid. Ils doivent avoir toujours des chaloupes prêtes pour aller au secours des vaisseaux, art. 4, De quelle maniere ils doivent faire le service, &c. aux notes, ibid. & fur l'art. 10, p. 498. Défenses à tous mariniers non reçus pilotes, de se présenter pour conduire les vaisseaux, pag. 495. Sauf le cas où il n'y a aucun pilote lamaneur actuellement sur le lieu, att. 6, pag. 496. Et alors, si un lamaneur se présente à bord, pag. 496. avant que les lieux dangereux soient passés, il fera reçu a la charge par lui de dédommager le marinier qui a commencé de piloter art. 7, & aux notes, Du pilote qui, étant ivre, entreprend de piloter un navire. Même liv. 4, tit. 3, art. 8, & aux notes. pag. 497. Les batimens qui se présentent les premiers, doivent être les premiers pilotés; défenses de préférer les plus éloignés, art. 9, au texte & ibid. Défenses aux lamaneurs d'aller plus loin que les rades au-devant des vaisseaux qui veulent entrer, art. 10, Défenses aussi d'entrer dans les navires contre le gré des maîtres, ibid. & suiv. Quand & comment ils peuvent quitter ceux qu'ils ont entrepris de piloter? Développement de tout ceci, aux notes, ibid. Les maîtres de navire peuvent choisir entre les pilotes qui se présentent ; ils peuvent même s'en passer, ibid. & art. 17, au texte & aux notes, pag. 505. Exception & risques qu'ils courent alors, ibid. att 10, p. 498. Le maître qui aura pris un pilote en entrant , n'est pas obligé de se servir du même en sortant, p. 506. Le pilote lamaneur est le vrai conducteur du navire; & c'est pour cela que ses fautes de-vroient être exactement punies, art. 18, aux

Pirates.

Ce qui est dit de la composition avec les pirates, est applicable tout de même aux corsaires

ayant commission, liv. 3, cit. 7, art. 6, aux

notes,

pag. 506 & fuiv.

François qui feroit la course avec commission d'un Prince étranger, punissable comme pirate. Même liv. 3, tit. 9, att. 2, pag. 235. Peine des pirates, aux notes, ibid. pag. 236. Réstexion au sujet des pirates de profession, & par la constitution de leur état, ibid. Quoique les pirates soient punissables de mort, il n'est pas permis à quiconque de les tuer, ibid. & suiv. Ni de les piller en cas de nausrage, ibid. & sliv. 4, tit. 9, att. 1 & 18, aux notes, pag. 587 & 612. Les navires & les essets repris sur les pirates, sont sujets à réclamation, en payant le tiers pour droit de recousse. Même liv. 3, tit. 9, att. 10, au texte & aux notes, pag. 261.

Poisson. V. Frai du poisson.

Défenses à tous pêcheurs de jetter de ns la mer, &c. des drogues capables d'empoisonner le poisson, liv. 5, tit. 2, art. 12, aux notes, pag. 715.

Poissons à lard.

Ce que c'est? liv. 4, tit. 9, art. 29, aux notes, pag. 648, & liv. 5, tit. 7, art. 2, pag. 794. A qui ils appartiennent étant trouvés sur les greves? Même liv. 4, tit. 9, art. 29, au texte & aux notes, pag. 647, & liv. 5, tit 7, art. 2. Tous poissons autres que les royaux & a lard, appartiennent pour le tout à ceux qui les trouibid. p. 648. vent échoués sur les côtes, Exception pour la province de Normandie, ibid. & luiv. Quels sont les poissons à lard? Les baleines y font compriles, liv. 5, tit. 7, att. 2, p. 794. Comment les Jugemens d'Oleron partageoient les poissons à lard échoués? ibid. aux notes. Poissons royaux & a lard pris en pleine mer, appartiennent pour le tout à ceux qui les ont ainsi pêchés, sans que le Roi ni les Seigneurs y puissent rien présendre, att. 3, pag. 795. Et cela regarde les Seigneurs de Normandie comme tous autres, aux notes, ibid. p. 796.

Poissons royaux

Quels étoient les poissons royaux autresois? liv. 5, tit. 7, aux observations, 1 ag 793. Quels ils sont aujourd'hui? art. 1, ibid. En cette qualité, i s appartiennent au Roi quand ils sont trouvés échoués sur le bord de la mer, en payant les frais de sauvement, ibid. & aux notes, Pag. 794. M. l'Amiral n'y a tien, ni les Seigneurs en Normandie, ibid. Mais si ces poissons ont été pris ou trouvés en pleine mer, ils appartiennent alors à celui qui les a pêchés, ibid. aux notes, & art 3, p. 795.

Police d'assurance.

L'assurance peut être faite sous signature privée, liv. 3, tit. 6, art. 2,
Même fans écrit, ibid. aux notes, avec restric-Par Edit de 1657, il avoit été créé, en chaque Siege d'Amirauté, deux offices de Notaires-Greffiers des affurances; mais cet établiffement, trop préjudiciable au commerce, n'eut pas lieu, La faveur aussi du commerce a fait exempter l's polices d'assurance du droit de contrôle, ibid. Ce que doit contenir la police d'affurance? art. 3, au texte & aux notes, p 31 & fuiv. On y peut stipuler tout ce qui n'est pas contraire aux bonnes mœurs & a l'effence de ce ibid. p. 44 & fuiv. contrat, On n'est pas recevable à rien alléguer contre 1 s clauses qu'elle contrent, Ni a l'attaquer pour cause de sésson, On se regle sur les clauses & conditions de la police; & cependant, dans le doute, on les interprete par l'usage, 00000 i i

Celui qui figne le premier la police avec quelque changement, fait regle pour les autres, ibit. pag. 45.

Une police d'affurance est un papier négociable comme un billet à ordre, &c ibid. & suiv. En affurance fur un vaisseau, la police doit contenir l'estimation de sa valeur, sauf la preuve contraire en cas de fraude. Même tit. 6, art. pag. 52. 8, au texte & aux notes,

La police doit marquer qu'il y a des marchandifes sujettes à coulage, sans quoi l'assureur n'en répond point, s'il ne s'agit de retour des pays étrangers, art. 31, au texte & aux notes

Après la fignature de la police, l'une des parties ne peut s'en dénifter fans le consentement de l'autre, art. 20, aux notes, p. 65 & suiv. Si ce n'est en cas d'infolvabilité survenue, les ris-

ques du ant encore, auquel cas le résiliement peut être demandé, ou caution, ibid. p. 66. Défenses a tous courtiers & autres personnes publiques de faire figner des polices où il y ait aucun blanc. Même liv. 3, tit. 6, art. 68,

pag. 151. Comme aussi de prendre part aux polices qu'ils feront figner, foit par cellion ou autrement. ibid. pag. 153.

Il seroit de la regle que toutes les polices d'assurance fussent déposées au Gresse de l'Amirauté, ibid aux notes, pag 152, & art. 69, p. 154. Ces courriers, comme tous autres, doivent avoir un registre. Même art. 69.

Police des Ports. V. Havre.

La police des ports appartient au maître de quai; & si des amarres embarrassent, il n'est pas permis de les couper sans son ordie, liv. 3, tit. 7, p. 183. arr. 11, aux notes, Port & havre ne sont pas termes synonimes. Observations sur le tit. 1 du liv. 4, Le port d'Esnandes est le seul de la provinc- où i se leve des droits seigneuriaux, ibid.Les ports doivent être entretenus dans leur profondeur & netteté, liv. 4, tit 1, art. 1, au regre & aux notes, ibid & pag. 447. Sur les ancres des navires dans les ports, il doit y avoir des bouées, hoirins & gaviteaux, sur peine, &c. art 5, pag 456 & suiv. Desenfes de garder à bord les poudres du navire pag 456 & fuiv. dins le port, art 6, Précautions pour préserver du seu les navires, étant dans un pott ou havre, art. 14, pag. 464 & luiv & tit. 2, art. 4, pag. 483.

Du v I dans les ports. Même liv. 4, tit. 1, art. 6 & luiv. Ce qui est prescrit par notre Ordonnance pour la police des ports, avec attribution aux Juges de l'Amirauté, ne regarde point les ports, où il en étoit usé autrement avant cette Ordonnance, art. 23, & aux notes,

Prescription. V. Fin de non-recevoir.

En quel temps l'affuré doit se pourvoir contre ses affureurs, su peine de déchéance? liv. 3, tit 6, art. 48 & 58, au texte & aux notes, pag. 117 & luiv. 141 & fuiv.

Prêt à la grosse. V. Grosse aventure.

Preuves.

Procès-verbaux des capitaines, font des preuves naturellement fufpectes, liv 3, tit. 6, art. 29, aux notes, pag. 81, in fine A qui de l'assuré ou de l'assureur est-ce à prouver

ce qui s'est fait après le naufrage on échoue-ment, pour juger s'il y a lieu à l'abandon ou non? art. 46, aux notes,

ou non? art. 46, aux notes, pag. 105. Quelles doivens être les preuves de la perte pour contraindre les assureurs au paiement des fommes assurées? Même tit. 3, liv. 6, art. 57, aux notes, p. 138 & f iv.

Des preuves du chargement, Temps après lequel il ne faut point rapporter des preuves de la perte, parce qu'elle elt préfumée, art. 58, au texte & aux notes, p. 141

Quid. Si l'affurance a été faite pour un temps ibid. p. 142. limité ? De quel temps le navire est présumé perdu?

Preuves de chargement que doit produire le maître ou capitaine affuré, art. 62, p. 145. Témoignage des gens de l'équipage en cas de prise, liv. 3, tit. 9, art. 6, aux notes, p. 244. Preuves requises en fait de réclamation. V. Réclamation.

Prime.

La prime, autrement coût de l'affurance, devroit se payer d'avance, suivant la valeur du terme; mais en général elle ne le paie qu'après qu'elle est gagnée liv. 3, tit. 6, art 1, aux

notes, pag 27 & 28, & art. 6, pag. 48. La prime est toujours acqu se à l'assureur, que la chose assurée périsse ou qu'elle arrive à bon port, ibid. art. 1,

Le taux de la prime dépend absolument de la convention. ibid. De l'augmentation de prime stipulée pour le cas

où il lurvi ndra guerre, holtilités ou repréfailles, art 3, aux notes, pag. 33 & fuiv. Alors l'augmentation a lieu, que les hosfilités

foient justes ou injustes, ibid. Du cas ou il n'est parié que de guerre, sans ajourer holtilités, & qu'il n'y a eu que des holtilités fans guerre déclarée, ibid. p. 38 & luiv V. Hofilite .

De la prime stipulée pour l'aller & le retour, lorsqu'il ne se fait point de retour, art. 6, pag 47 & luiv. au texte & aux notes, La prime ne peut jamais être acquise que jusqu'à

concurrence des risques, ibid. pag. 49, &c art. 56, aussi aux notes,

S'il n'y a pas d'augmentation de prime stipulée pour le cas de guerre, elle ne fera due qu'au taux fixé par la police, art. 7, aux notes, p. 50 & Suiv.

De même il ne devroit point y avoir de diminution de la prime stipulée en temps de guerre, la paix étant survenue, sans que le cas eût été ibid. prévu ,

Cependant le contraire a été réglé lors de la paix de 1748, Cas où la prime & la prime de la prime sont

dues, quoiqu'il n'y ait pas d'assurance for-

melle, même liv. 3, tit. 6, art. 20, aux notes, p. 67 & suiv. Assurance, avec exemption de toutes primes, ibid.

L'infolvabilité de l'assuré peut autoriser l'assu-reur à demander le résiliement de la police, ou sûreté pour le patement de la prime, ibid. art. 20, pag. 65.

Prime de réassurance peut être moindre ou plus forte que celle de l'assurance, art. 21, p. 70. La prime est acquise sans retour, des que l'Assureur a commencé de courir les tisques, art. 27, au texte. Explication, aux notes, p 77 & luiv.

Prifes.

On peut faire affurer une prile, liv. 3, tit. 6, art. 15, aux notes, pag. 61, in fine.

L'affureur répond des prises, quoiqu'induement faites, & ensuite relachées. Même tit. 6, art.

26, aux notes, p. 75. Pour qu'une prise soit utile au preneur, il faut qu'il se soit muni d'une commission en guerre de M l'Amiral, ou d'une commission en guerre & marchandise, liv. 3, tit. 9, art. 1, aux pag. 215 notes,

La prise étant faite sur l'ennemi, elle n'en sera pas moins bonne en sui; mais elle sera acquise à M. l'Amiral,

Cependant M. l'Amiral accorde alors des gratifications, tant a l'armateur qu'à l'équipage, ibid. & fuiv.

Tous vaisseaux des ennemis, ou commandés par des pirates & autres gens, sans commission d'aucun Prince, sont de bonne prise. Même liv. 3, tit. 9, art. 4, au texte & aux notes, pag. 237.

De même de tout vaisseau combattant sous un autre pavillon que celui de l'Etat dont il a

commission, art 5, p. 239. De même encore de celui qui a commission de deux différens Princes ou Etats. Même art. 5, ibid. & fuiv. & aux notes,

Et s'il est armé en guerre, le capitaine & les officiers feront punis comme pirates, encore même art. 5, ibid.

Explication, aux notes, ibid. Vaisseau sur lequel il ne sera trouvé charte-parrie, connoissemens ni facture, déclaré de bonne

prife, ibid. art. 6, au texte & aux notes, pag. 243 & suiv. Pieces nécessires pour réclamer d'une prise, des

effets, comme appartenans à des François ou & fuiv. amis, ibid. aux notes, Elles doivent se trouver a bord. Et les connoissemens doivent être signés, ibid. Pieces nécessaires pour faire juger que le na-

vire est ami ou neutre, ibid. pag. 244 & suiv. Le navire ennemi tend de bonne prise tout son chargement, à qui que ce soit qu'il appartienne. Même tit. 9, att. 7, pag. 252 & fuiv.

Il y a plus, le navire, ami ou neutre, est aussi de bonne prise, s'il s'y trouve des effets de

l'ennemi, même art. 7, ibid. Cette dernière décision néanmoins nous est particuliere & a l'Espagne, aux notes, ibid. p. 253. Exception par des Traités particuliers, en faveur de quelques puissances neutres, ibid. & p. 269.

Le capitaine s'excuseroit vainement, en disant qu'il ignoroit que ce fussent des effets appar-

tenans à l'ennemi, il Navire pris & repris. V. Recousse. ibid. pag. 253.

Les armes & autres effets de contrebande, pour le service des ennemis, seront confiqués en quelque vaisseau qu'ils soient trouvés, att. 11, au texte & aux notes, pag. 264 & suiv.

Ce qu'on entend sous le nom d'effets de contrebande, par rapport a la guerre?

Quand la prife du vaisseau neutre est licite ou non? Même art. 11, aux notes, ibid. & fuiv. V. Neutre.

Vailleau dont on jette des papiers à la mer, est de bonne prise, ibid. avec exception, pag. 268 & fuiv.

Il est défendu d'apporter & vendre, dans le Royaume, des march indiles prifes fur les François. Même art 11, aux notes, in fine, ibid. Tout vailleau doit fatisfaire à la Jemonce; &,

s'il combat, il sera de bonne prise, art. 12, au texte & aux notes, pag. 269 & fuiv. V. Semonce.

Une prise faite par un étranger ne peut rester plus de vingt-quatre heures dans un port du Royaume, si elle n'y est retenue par la tempère, ou si elle n'a été faite sur les ennemis communs, art. 14, aussi au texte & aux notes, pag: 272 & fuiv.

S'il s'y trouve des effets appartenans à des Francois, ils leur seront rendus, art 15, p. 273. Raison pourquoi? aux notes, ibid & p. 274. Quid des effets des alliés? ibid & p. 275. Comment on en doit user à l'égard des autres

effets ? ibid. Conduite que doit tenir le capitaine qui a fait une prise, art. 16 & suiv. pag. 276 & suiv. V. Course.

Il doit l'emmener, ou l'envoyer au port de l'armement, ou en quelqu'autre port du Royaume,

art. 17, au texte & aux notes, pag. 277 & suiv. Et si c'est dans un autre port, en donner avis aux intéressés dans l'armement, ibid. p. 278. Obligation de retenit tous les prisonniers, ibid.

& aux notes , p. 277. Prise qui relâche dans un port autre que celui de l'armement, ou dans un port neutre ou allié,

ibid. p 278. Prises faites vers le tropique où elles doivent être conduites? ibid paz. 279. Procédures des prises menées aux isles de l'A-

mérique, ibid. Défenses de couler à fond les vaisseaux pris, & de le défaire des prisonniers pour céler les prifes, fur peine de la vie, art. 18, au texte & aux notes,

pag. 280 & fuiv. Ce que doit observer le capitaine corsaire qui, ne pouvant garder sa prile, la rançonne, art. 19, aussi au texte & aux notes, pag. 281 & V. Rançons. fuiv.

De la remise faite à un capitaine françois par corfaire ennemi qui l'a pris. Même art. 19, aux notes, pag. 287.

Défenses de piller & recéler les effets des prises, art. 20, au texte & aux notes, pag. 291 a. fuiv. V. Pillage.

Procédure des prises amenées dans un port du Royaume, att. 21 & fuiv. au texte & aux notes, p. 301 & fuiv. V Officiers d'Amirauté. Déclaration que doit faire le capitaine ou chef de la prise devant les Officiers de l'Amiranté.

Même art. 21, ibid. & pag. 308. Toutes les prises sont jugées au Conseil des prises, aux notes, ibid. pag. 303 & suiv. V. Confeil des prises.

Mais l'instruction en appartient aux Officiers de l'Amirauté, & cela regarde les prises taites par les vaisseaux du Roi, comme les autres, ibid. & p. 308.

Ce que doit faire l'Amirauté pour la sûreté de la prife après la déclaration du capitaine? Du fcellé, &cc. art. 22, au texte & aux notes, p. 320.

Sous quel nombre de clefs doivent être tenus les magafins où les marchandifes font dépofées? ibid. aux notes; & att. 27, au texte & aux notes, p. 329 & fuiv.

De l'interrogatoire des prisonniers, att. 24, au texte & aux notes, p. 324 & fuiv.

Prises illégitimes, aux notes, ibid.

Prifes illégitimes, aux notes, ibid.
Papiers de prifes sujets a traduction, ibid.
P. 325.

Du cas où une prise est amenée sans prisonniers ni papiers, art. 25 & 26, au texte & aux notes, p. 327 & suiv. Quel sera alors le sort de la prise? art. 26, ibid. & suiv.

Explication, aux notes, ibid.

De l'inventaire & de la décharge des effets de la prife, art. 27, p. 329 & fuiv.

De la vente provisionnelle des marchandifes, fans attendre le jugement de la prife, art. 28,

pag. 331 & suiv. Entre les mains de qui doit être déposé le prix de la vente, att. 29, au texte & aux notes, pag. 333 & suiv.

Du partage de la prise, & ce qu'il y a à présever fur la masse avant d'y procéder, art. 31, au texte & au notes, p. 339 & suiv. Autretois le partage se faisoit en nature, aujourd'hui tout est vendu judiciairement, ibid. aux

notes.
Sauf l'argenterie, ibid. p. 341.
Des droits du Roi fur les marchandises des prifes, même art. 31, aux notes, p. 340 & 342.
Des poudres des prifes, ibid. p. 341.

Du dixieme de M. l'Amiral sur les prises; aujourd'hui il est suspendu, même révoqué, art. 32, aux notes, pag. 364 & 370 V. Dixieme des prises.

Des fix deniers pour livre accordés aux invalides sur le produit des prises, ibid p. 363, & suiv.

V. Invalides.

Dans les prises faites par les vaisseaux du Roi, les officiers & l'équipage n'avoient que le dixieme; aujourd'hui ils ont le tiers Même art. 32, aux notes, pag 365 & suiv. Du pattage de ce tiers entre les officiers & l'é-

quipage, ibid. p. 366 & 368, & art 33, aux notes,
Outre ce tiers, le Roi accorde aussi des gratifi-

Outre ce tiers, le Roi accorde aulii des gratifications aux officiers & équipages. Même art. 32, aux notes, pag. 366 & fuiv. De droit, le produit de la prife se partage, de

miniere que l'armateur en a les deux tiers; l'équipage l'autre tiers, s'il n'y a convention contraire, art. 33, au texte & aux notes, pag. 392 & suiv.

pag. 392 & suiv. Ce qui le pratiquoit autresois a ce sujet ? ibid. S'il y a une différence a faire entre l'armement en course, & l'armement en marchandise avec commission en guerre ? ibid. pag. 393 & suiv.

Si l'équipage a le tiers indépendamment de ses avances? ibid.

La liquidation de la prise doit se faire promptement, & comment? ibid. pag. 407 & art 30, pag. 335.

De la commission de l'armateur, ibid. & art. 12,

pag. 372 & suiv. Si l'armateur est trop en demeure de produire fes pieces, il y a lieu d'adjuger une provision à l'équipage, ibid. art. 33, pag. 407.

Prisonniers des prises.

Doivent être retenus & amenés par le capitaine preneur, s'il n'y a rançonnement, liv. 3, tit. 9, arr. 17, pag. 277 & art. 19, pag. 281. Autrefois les prilonniers étoient commis à la garde de M. l'Amiral & de se officiers, art. 21, aux notes, pag. 310. Ce qui s'observe aujourd'hui à ce sujet. ibid. Pour l'instruction de la prise on prend l'interrogatoire du capitaine pris & de deux de se gens; & suivant l'occurrence, on en interroge un plus grand nombre, ibid. & art. 24, au texte & aux notes, pag. 324 & suiv. Avantages accordés aux corsaires par tête des prisonniers qu'ils font, art. 32, aux notes, pag. 365 & suiv.

Privilege.

privilege du prêt à la grosse, liv. 3, tit. 5, art.
7, pag. 8 & 9, V. Grosse aventure.
En matiere de privilege, c'est le créancier qui
a le plus contribué à conserver la chose qui
est préféré. Même liv. 3, tit. 5, art. 10, aux
notes,
Le navire est affecté par privilege à la réparation

Le navire est affecté par privilege à la réparation des déprédations commises par les gens du corsaire, liv. 3, tit. 9, arr. 2, aux notes, pag. 221 & suiv.

Les droits de M. l'Amiral ont le même privilege que ceux du Roi, parce que ce font au fonds des droits royaux. Même liv. 3, tit. 9, art. 32, aux notes, P. 363.

Privileges & exemptions des officiers & milices de la garde-côte, liv. 4, tit. 5, art. 6 & aux notes,

Les fiets des Seigneurs, en Normandie, sont affectés, par privilege, à la restitution du varech, quand elle a lieu, liv. 4, tit. 9, art. 39, aux notes, pag. 660.

Prix. V. Valeur.

Proclamation.

De la proclamation des effets provenans de naufrage ou échouement, liv. 4, tit. 9, att. 2t & 22, au texte & aux notes, p. 615 & suiv.

Promesses.

Dans le danger d'un naufrage, n'obligent point, liv. 4, tit. 3, art. 14, pag. 503 & tit. 9, art. 11, aux notes, p. 599 & fuiv,

Protestation.

Protestations de faire l'abandon ou délaissement en temps & lieu, liv. 3, tit. 6, att. 42, au

pag 96. . texte & aux notes, Au lieu de protestation, on peut faite le délailfement fur le champ, art. 43, P. 97.

Quai.

On ne doit pas souffrir des tas de bourbier sur le bord du quai, liv. 4, tit. 1, art. 1, aux Comment les navires doivent être ranges & amarrés au quai? art. 3 & 4, au texte & aux p. 455 & luiv. Quels navires doivent être rangés les premiers? Même art. 4, ibid. Marchandises ne peuvent rester sur le quai plus de trois jours, att. 7, au texte & aux notes, pag. 458. Peine de la contravention, ibid. & pag. 459. Maniere de se pourvoir en ce cas, ibid. Maniere de se pourvoir en ce cas, Conduite que doivent tenir les cabaretiers ayant leurs cabarets sur les quais. Même liv. 4, tit. De ceux qui seront tenus de l'entretien des quais &c. art. 20 & 21, tant au texte qu'aux notes, p. 474 & luiv.

Quayage.

Les droits de quayage sont affectés à l'entretien des quais, liv. 4, tit. 1, art. 21, p. 475 & fuiv. Et si ceux qui les levent y manquent, ils seront privés de leur droit, Comment cela doit s'entendre? aux notes, ibid. Procédure pour contraindre aux réparations des quais ceux qui perçoivent les droits de quayage, ibid.

Rachat.

En cas de prise, l'assuré peut racheter les effets, sans attendre l'ordre des affureurs, à la charge de leur en donner avis enfuite, liv. 3, tit. 6, art. 66, au texte & aux notes, pag. 149. Le capitaine peut de même composer, & com-Alors les affureurs pourron, prendre la composition à leur profit, à proportion de leur intérêt, art. 67, pag. 150. Mais ils doivent en faire leur déclaration sur le champ, & offrir de contribuer au rachat ibid. Faute de quoi ils seront tenus de payer les sonmes affarées sans pouvoir prendre part aux estets racheres, Développement de tout ceci, aux notes, ibid-& suiv. effets rachetés, Que la composition se fasse en argent ou en effets, c'est la même chose, ibid. & tit. 7, art. 6, aux notes, pag. 165 & fuiv. Mais si le corsaire, au lieu de composition, pille, ce fera une avarie simple, toujours à la chargé des affureurs, &c. Même liv. 3, tit. 6, art. 66, aux notes, pag. 149, & tit. 7, art. 6, pag. 166. Si c'étoit l'assureur qui eût racheté, il ne servit

pas recevable à offrir à l'assuré la restitution du navire & des effets, pour se dispenser de payer l'affurance, ibid. pag. 151. De la contribution en cas de rachat, liv. 3, tit. 8, art. 11, aux notes, pag. 199 & fuiv. V. Tome premier.

Rade.

Les rades sont libres à tous vaisseaux des sujets du Roi & des alliés, liv. 4, tit. 8, art. 1, aux notes, En observant toutefois les formalités prescrites aux notes, ibid. Défenles de laisser des ancres dans les rades, fans y mettre bouées, att. 2, & aux notes, pag. 576. Comment les maîtres de navire, arrivant dans une rade, doivent mouiller & jetter l'ancre? Feu que doit avoir le navire en rade, qui est le plus avancé vers l'est per le plus avancé vers l'est per le plus avancé vers l'est le plus avancé vers le plus avancé ver plus avancé vers l'eau, art. 4, ibid. Ce que doit observer le maître d'un navire en rade, qui voudra faire voile durant la nuit? art. 5., Obfervations aux notes, ibid. Ce que doit faire un maître de navire, qui part après un autre, & qui le fuit. Il importe à la navigation qu'il ne reste point d'ancres dans les rades, liv. 4, tit. 9, art. 28, aux notes, pag. 640 & suiv.

Et d'un autre côté, qu'il y ait une police pour les lever & pêcher, Rançon. La rançon représente le navire rançonné: ainsi le preneur d'un navire où se trouve un billet de rançon, profite de la rançon, liv. 3, tit. 9, art. 8, aux notes, pag. 256, & art. 19, auffi aux notes, p. 285 & fuiv. Toutes les fois qu'une prise embarrasse, celui qui l'a faite peut rançonner, par accord, avec le capitaine pris. Même tit. 9, art. 19, aux pag. 281 & fuiv. Ce que doit faire, en ce cas le preneur, L'usage des rançons n'est pas ancien aux noibid. & fuiv. Il seroit plus avantageux à l'Etat d'amener les prifes, que de les ranconner, Divers Réglemens sur le fait des rançons, ibid. & pag fuiv. Aujourd'hui il est permis de rançonner, à quelque somme que la rançon puille monter, ibid. pag. 284. Mais, par la Déclaration du 15 Mai 1756, il est détendu de ranconner avant d'avoir envoyé trois priles effectives depuis la derniere sortie pour la courle, ibid. Observation à ce fujet. Il a été défendu, de tout temps, de rançonner une prise entrée dans une rade du Royaume, Si, outre la rançon, le capitaine du corfaire a

pris des effets, &c. il en doit sure la déclara-tion; & sous quelle peine? ibid. & pag. 284. Le billet de rançon est la preuve du rançonnement; il est fait double, un pour le capitaine preneur, & l'autre pour le capitaine pris. ibid. Pout achever la preuve, on preud un ou deux

ibid.

ôtages à qui l'on fait subir l'interrogatoire. ibid. Effet du billet de rançon pour le preneur. ibid. A l'égard du capitaine pris, il vaut sauf aus conduit pour lui, à l'effet de ne pouvoir être pris par un autre, ibid. exemple, pag. 288, pourvu néanmoins qu'il ne soit pas en contravention, ibid. pag. 286.

S'il s'est trouvé dans le cas d'être va ablement pris une seconde fois, que deviendra alors la rançon. Même liv. 3, tit. 9, art. 19, ibid & p. 287.

La nourriture fournie à l'ôtage doit être payée en même temps que le prix de la rançon, ibid.

L'ôtage doit être retiré le plutôt qu'il est potfible, & le Procureur du Roi doit y veiller pour les ôtages françois, ibid.

L'ôtage n'a point d'autre dédommagement à prétendre que le rembourfement de fa dépenfe & l'indemuiré de fon travail perdu, pag. 287. Espece singuliere d'un billet de rançon où l'on avoit prévu le cas de la perte du navire en mer,

Si la rançon est rendue nulle & caduque par la perte du navire rançonné? ibid.

Le capitaine pris peut stipuler la rançon, quoique le pouvoir ne lui en ait pas été spécialement accordé, liv. 3, tit. 6, art. 66, aux notes, p, 149. Et par-la il engage le propriétaire du navire &

Et par-là il engage le propriétaire du navire & des effets, pourvu néanmoins qu'en cela il fe comporte avec prudence, ibid.

Rèassurance.

Affureur peut se faire réassurer, comme l'assuré peut faire assurer la solvabilité de l'assureur, siv. 3, tit. 6, art. 20, pag. 65 & suiv. aux notes.

La prime de la réassurance peut être plus sorte ou moindre que celle de l'assurance, ibid. att. 70.

Receleurs d'effets naufragés.

Comment sur cela on se rend coupable de recélé? liv.4, tit.9, art 5, aux notes, p.593, & 19 & 20, pag. 13 & luiv. Réclamation.

Pieces nécessaires pour réclamer des effets d'une prise, comme appartenans à des François ou amis, liv. 3, tit. 9, art. 6, aux notes, p. 243. De même en cas de naufrage, liv. 4, tit. 9, art. 25, pag. 622.

Par la ration que les pirates n'acquierent point ce qu'ils prennent, les effets repris fur eux font lujets à réclamation de la part des propriétaires, même liv. 3, tit. 9, art. 10, au texte & aux notes, p. 261 & luiv. Cette réclamation doit être faite dans l'an &

jour, & alors is paient le tiers pour droit de recousse, ibid.

Ce délai est fatal, ibid. Regles que doivent observer, dans la procédure, les réclamateurs d'effets dans les prises. Même tit. 9, art. 30, aux notes, pag. 335 & suiv. Des frats de la réclamation, & quand la mainlevée doit se faire avec dommages & intérêts,

La main-levée étant accordée, les officiers d'a-

mirauté doivent procéder, sans délai, à la délivrance, exception en cas d'appel, ibid. Le temps de la réclamation des parts des prifes déposées pour les absens entre les mains du tréforier des invalides. Il est de deux ans. Mêmeliv. 3, tit. 9, art. 33, aux notes, p. 408.

Ce délai n'est pas fatal, non plus que celui de la réclamation des effets nautragés. ibid. & aux noies, sur les art. 24 & 36 du tit. des nautrages, pag. 619 & 656. Ni celui de la réclamation des effets des gens.

Ni celui de la réclamation des effets des gens morts en mer, liv. 3, tit. 11, art. 9 & 10, aux notes, pag. 440, & luiv. liv. 4, tit. 9, art. 36, aux notes, pag. 656.

Délai de la réclamation pour les ancres. Même liv. 4, tit. 9, art. 28, & aux notes, p 640. Ce délai est fatal, quoique beaucoup plus court, ibid. p. 643.

Preuves requifes en fait de réclamation d'ancres, ibid. p. 644.

Recousse ou reprise.

Si un navire françois est repris sur l'ennemi, après qu'il l'aura gardé 24 heures, la prise en est bonne, liv. 3, tit. 9, art. 8, p. 255 & suiv. Et si la reprise est taite avant les 24 heures, le navire sera restitué au propriétaire, saut le tiers qui appartiendra au preneur pour son droit de recousse. Même art. 8, ibid. Justice de cette double décision, aux notes, ibid.

Elle est applicable au cas d'un navire pris, dans lequel se trouve un billet de rançon, de maniere que la rançon appartient alors au preneur.

Le Roi fair toujours remise du profit de la recousse, lorsque ce sont ses vaisseaux qui ont fait la reprise, ibid.

Question curieuse au sujet d'un navire pris, gardé plus de 24 heures, pris ensuire avec celui qui l'avoit pris, & encore repris dans les 24 heures, ibid. & suiv.

Du cas où l'équipage du vaisseau pris se délivre lui-même de l'ennemi; ce n'est point une recousse, mais il est dû récompense, ibid. Du navire qui, sans être recous, est abandonné par les ennemis, art. 9, au texte & aux notes,

p. 260 & suiv.

De même des pirates, art. 10, p. 261.

Du navire & des effets repris sur les pirates.

Même liv. 2. tit. 9. att. 10. au texte & aux

Même liv. 3, tit. 9, att. 10, au texte & aux notes,

Repréfailles.

Le droit de représailles est usité chez toutes les nations. Observ. sur le tit. 10 du liv. 3, p. 414. Ce que c'est que ce droit, & ce qui en rend l'exercice légitime? ibid & suiv. Les représailes ne sont valables qu'autant qu'elles sont autorisées par le Souverain, ibid. En France, il faut des Lettres que le Roi seul peut accorder. Même liv. 3, tit. 10, aut. 1, au rexte & aux notes, pag. 416, & art. 2, pag. 418.

Preuves que l'impétrant doit rapporter pour obtenir des Lettres de représailles Même art.

1, au texte & aux notes, pag. 416 & fuiv.
Si les Lettres de marque & celles de représailles font la même chose? ibid. aux notes.

Ces sortes de Lettres ne s'accordent par le Prin-

ce

te qu'après qu'il a fait faire d'inutiles instances auprès du Souverain dont les Sujets ont donné matiere à des plaintes, art 2, au texte & aux notes,

Ce que doivent contenir les lettres de repréfailles? art. 3,

L'impétrant est tenu de les faire enrégistrer au Gresse de l'Amirauté, & de donner caution, art. 4 & 5, aux notes, pag. 421 & suiv.

Outre les lettres de repréfailles, il faut, pour armer en course, une commission de M. l'Amiral, ibid. & art. 5,

Les reprises, faites en verten de lettres de repréfailles, seront instruites & jugées de la même maniere que celles faites en temps de guerre, même art. 5,

Du prix de la vente de la reprise. Ce qu', n doit

Du prix de la vente de la reprife. Ce qu'n doit toucher l'impétrant; & ce qu'il faut faire du furplus, art. 6, au texte & aux notes, ibid.

& pag. 423.

Les intérêts font dus à l'impétrant, par fo me

de dommages & intérêts,

A quoi font tenus les impétrans, lorsqu'ils touchent leur dû en tout ou en partie, art. 7, au
texte & aux notes,

Peine de l'impétrant qui a obtenu des lettres

Peine de l'impétrant qui a obtenu des lettres de repréfailles fur un faux exposé, art. 8, pag 425.

Explication aux notes,

De plusieurs impétrans dont il n'y a que quelques-uns qui aient déclaré faux, aux notes,
ibid.

Les lettres de représailles ont lieu en Bretagne, comme dans le reste du Royaume, nonob-stant le filence de l'Ordonnance de 1684 à ce sujet, ibid. pag. 426.

Quand commencent & finissent les tisques, tant pour les prêteurs a la grosse que pour les assureurs; liv. 3, tit. 5, art. 13, pag. 15; & tit. 6, art. 5,

Les risques sont de l'essence de ces deux contrats, art. 6, aux notes, pag. 47. Risques qui sont pour le compte des assureurs, même tit. 6, art. 26, au texte & aux notes, pag 74 & suiv. V. sureur.

pag 74 & suiv.

Lorsque les risques ont commencé de courir, la prime est acquile sans retour, art. 27, au texte & aux notes, p.g. 77 & suiv. & art 36, pag. 87.

Rivage.

Nul ne peut rompre l. banche, ni prendre des pierres qui bordent le rivage, sans la permisfion de l'Amiriaté; liv 4, tit. 4, art. 2, aux notes, pag. 512; & tit. 7, art. 2, pag. 573, in fine.

Ce qui est répuré le rivage de la mer; liv. 4, tit. 7, art. 1, & aux nores, pag 571. V. Tome premier.

Défenses à toutes personnes de faitre sur le rivage de la mer aucuns ouvrages nuisibles à la navigation, art. 2, P18 572.

Ces def nies s'étendent à toutes entreprises fur le rivage capables d'eo empêchet l'accès, qui doit être libre à tout le monde, aux notes, ibid. & pag. fuiv.

Le tout fans aucune concession expresse du Roi, a qui seul appartient le rivage & le domaine ome II.

de la mer qui le baigne; ibid.
Du chemin le long de la côte; s'il est de la compétence de l'Amirauté, comme le chemin, pour le halage des vaisseaux, le long d'une riviere navigable, ibid. & pag. 574.

Rôle d'équipage.

Est nécessaire en armement en course, comme en toute autre navigation; liv. 3, tit. 9, art. 2, aux notes, pap. 223, V. course.

Route.

Ce qu'emporte la permission de changer de route en fait d'alfurance; liv. 3, tit. 6, art. 27, aux notes, pag. 77 & suiv.

Rumb ou rang.

Il est défendu aux pêcheurs en flotte, de quirter leur rumb ou rang, pour se placer ailleurs; liv 5, tit. 2, art. 10, pag. 714. De même aux pêcheurs de harengs; même liv. 5, tit. 5, art. 3, pag. 774.

S

Saifie.

Saisse que peut faire le maître des marchandises de ceux qui refusent de contribuer aux grosses avaries ou au jet; liv. 3, tit. 8, art. 21, au texte & aux notes, pag. 211. Du nombre des choses qu'on ne peut faisir, foit les armes & munitions des habitans gardecôtes; liv. 4, tit. 6, art. 7, pag. 548.

Salut de pavillon.

Prétendu par les Rois d'Angleterre, & refusé par les Rois de France. Observ. sur le titre 1 du liv. 5, pag. 634.

Filets ou rets permis pour la pêche de Sardines; liv. 5, tit 2, art. 17, pag. 714. Importance de cette pêche, & où elle est la plus abondante, aux notes, ibid.

Il est défendu de la faire avec de la rélure, si elle n'a été visitée & trouvée bonne, art. 12, pag. 715.

Sart ou goucesmon.

Utilité de cette herbe; liv. 4, tit. 10, aux obferv sur ce titre, pag. 670. Le sart, jetté sur la côte, est au premier occupant, ibid. & même tit. 10, att. 5, p. 678. Le sart vis sait partie du rerritoire; &, par cette raison il appartient aux habitans voisius de ce territoire, ibid. & sur les art. 1, 3 & 4, pag 671 & suiv. Mais il n'est pas permis de le couper en tout

Mais il n'est pas permis de le couper en tout temps. Raisons pourquoi? Ibid. aux observ. pag. 671. & fuiv.

Assemblées qui doivent être tenues pour régler les jours de la coupe du sart, varech ou gouesmon; même liv. 4, tit. 10, art. 1 & 2, au texte & aux notes, pag 671 & 675. Raisons pourquoi le sart vis est attribué aux ha-

Ppppp

bitans du lieu, ibid. aux notes, pag. 671 & suiv.
Raisons de la police établie pour la coupe du fart,
Celle de conserver par-là le frai du poisson, est bien plus considérable que bien des gens ne ibid.

Tout habitant de la paroisse, quoigu'il n'y posfede rien, a droit à la coupe du sart, ibid. & sur l'art 3, page 676.

D'un autre côté, celui qui a des possessions dans la paroisse, y a aussi part, quoiqu'il n'y demeure pas, ibid. sur l'art. 1, pag. 673.

Mais les uns & les autres ne peuvent employer le surt vis que dans l'étendue de la même paroisse, ibid. 8x art. 3, pag. 676.

roisse, tbid. & art. 3, pag. 676. Quelles sont les paroisses auxquelles le sart vis est affecté par privilege? Même art. 1, aux pag. 671.

Il est défendu en tout temps de l'arracher, ibid.
pag. 675.

Il est défendu aussi à quiconque d'enlever le fart qu'un autre a coupé & amoncelé, art. 2, aux notes, pag. 675. Défenses pareillement de couper le sart de nuit

& hors les temps réglés, art. 3, au texte & aux notes,

Et à tout riverain d'une paroisse d'en aller cueillir

dans une autre paroisse, ibid. Et de vendre le lart à des sorains, ou de le trans-

porter hors de la paroisse, ibid.

Les Seigneurs ne peuvent s'emparer des terreins où il y a du sart a coupet, ni empêcher leurs vassaux d'en profiter, &c. a peine de concussion, art. 4, aux notes, pag. 677.

Et ces détenles regardent aussi bien les Seigneurs

Et ces détenles regardent aufli-bien les Seigneurs de Normandie que ceux des autres Provinces , ibid. & fuiv.

Les habitans des côtes de la mer n'ont aucun privilege sur le sart, jetté par la mer à la côte, il est alors au premier occupant, art. 5, pag 678 & suiv.

Ainsi point de police à observer à cet égard, & l'on peut transporter ce sart où l'on voudra, i'id.

Le privilege des riverains, par rapport au fart vif, ne reçoit aucune arteinte de celui accordé aux entrepreneurs des verreries. Obferv. fur le titre, pag. 671, & art. 5, aux notes, pag. 679.

Ces entrepreneurs ne peuvent donc toucher au fart vif; mais il leur est permis de prendre le fart jetté par la mer sur le rivage, ibid. & sui.

Toutefois ils ne peuvent le brûler fur la côte pour en faire de la foude, des qu'il en réfulte de l'incommodité pour les habitans, ibid.

Scellé.

Du scellé sur les prises; liv. 3, tit. 9, art. 22, au texte & aux notes, pag. 320 & suiv.

Secretaire géné al de la Marine.

C'est M. l'Amiral qui le nomme, & qui lui donne fes provisions; liv. 3, tit. 9, art. 21, aux notes, Ce secretaire a voix délibérative au Confeil des prises, ce qui n'étoit pas autrefois, ibid. C'est a lui que les Officiers de l'Amirauté enveient les procédures des prises ; att. 28 & 29, aux notes, pag. 333 & suiv.

Seigneurs.

Les Seigneurs ont entrepris, de tout temps, sur le rivage de la mer. Observ. sur le tit. 7 du liv. 4, pag. 571, & sur le tit. des nausrages, article 24, 26 & 30, pag. 617 & suiv. Dela ils ont ronjours voulu s'attribuer le droit de nausrage, quoique royat de sa nature; liv. 4, tit. 9, art. 26, aux notes, pag. 623 & suiv. & art. 30, pag. 649. Preuves que ce droit est vraiment royal, & qu'ainsi les Seigneurs ne peuvent le prétendre sans concession du Roi, ibid. art. 26, pag. 624 & suiv.

Quelle doit être la preuve de certe concession : ibid. pag. 627.

Ce qui a fi long-temps favorisé l'usurpation des Seigneurs en cette partie? ibid. pag. 626. Ce que peuvent opéter les dénombremens des Seigneurs à ce sujet, ibid. pag. 627. Les Seigneurs cessionnaires du Roi n'ont que le droit de partager avec M. l'Amiral, ibid. pag. 628.

Et c'est toujours aux Officiers de l'Amirauté à connoître seuls des nausrages, ibid. pag. 630. Jusqu'a présent il n'y a, dans l'Amirauté de la Rochelle, que le Seigneur de Châtel-Aillon qui soit sondé en droit de nausrage, ibid. p. 629. Désenses à tous Seigneurs de s'approprier aucun

Défenses à tous Seigneurs de s'approprier aucun des terreins où croît le fart, d'empêcher leurs vassaux de le couper & d'en profiter; liv. 43 tit. 10, art. 4, au texte & aux notes, pag. 677.

Comme aussi, à l'égard du sart jetté par la mer fur la côte, d'empêcher le premier occupant de l'enlever, art. 5, aux notes, pag. 679. Les Seigneurs, par leurs entreprises continuelles sur le rivage, ont causé la multiplication des écluses & houchots, si nuisbles, tant à la na-

écluses & bouchots, si nuisibles, tant à la navigation qu'à la liberté de la pêche; liv. 5, tit. 3, art. 4, aux notes, pag. 723. V. Bouchots, écluses. Les désenses de bâtir, à l'avenir, des écluses ou

bouchots regardent les Seigneurs, comme les fimples particuliers, art. 8, au texte & aux notes, pag. 732 & fuiv.

Comment les Seigneurs peuvent être maintenus en possession de lever des cens & rentes sur des pêcheries? art. 9, aussi au texte & aux notes, pag. 733 & suiv.

Il leur est expressément défendu de s'attribuer aucune étendue de mer pour y pêcher a l'exclusion d'autres, & de rien exiger des pêcheurs, ibid.

Ce que valent les titres des Seigneurs dans lefquels le droit de pêcherie leur est attribué ? ibid. & suiv.

Semonce. V. course.

Autrefois il étoit défendu de tirer le coup de canon de femonce sous autre pavillon que celui de la nation, c'est autre chose aujour-d'hui, &c. liv. 3, tit. 9, art. 5 & 12, aux notes,

Tout vaisseau qui, refusant de répondre à la semonce, combattra & sera pris, sera de bonne prise. Même art. 12, au texte & aux

pag. 269 & suiv. notes ; Comment se fait la semonce ? aux notes , ibid. Ce que doit faire le cotsaire après qu'on a satisibid. fait a la semonce,

1 Sentence arbitrale. V. arbitrage, appel. Service.

Du service des pilotes-côtiers ou lamaneurs; liv. 4, tit. 3, art. 4 & 10, au texte & aux notes, pag. 494 & 498. Du service des habitans sujets à la garde des côtes. V. Garde-côtes, guet de la mer.

Seynes.

Les seynes, collerets & tous autres filets traînans sont absolument prohibés, & sous quelles peines? liv. 3, tit. 3, art. 16, pag. 740, & art. 17, aux notes où l'amende est de 300 l.

Abus criant à ce sujet, ibid. aux notes. Il est défendu de fabriquer & receler ces fortes de filets, a peine d'amende, art. 17, ibid. P. 741.

De même de fabriquer des filets d'une autre maille que celle prescrite par l'Ordonnance, ibid. & aux notes.

Société en course. V. association.

Succession des gens morts en mer.

De quoi est composée la succession d'un homme mort en mer, relativement a notre Ordonnance? liv. 3, tit. 11, observ. sur ce titre,

P. 427. Qui doit faire l'inventaire de ses effets, & en quelle forme ? att. 4, au texte & aux notes, p. 433 & fuiv.

Le capitaine chargé de la garde des effets, & de les remettre à son retour, art. 5, & aux notes,

La succession des gens morts en met appartient à leurs héritiers & légataires, ibid. & luiv. A qui devoient être remis ci-devant les effets par le capitaine, & ce qui se pratique aujourd'hui? ibid. p. 435.

A défaut de testament & d'héritiers, la succesfion appartient, pour les deux tiets, aux in-valides; &, pour l'autre tiers, à M. l'Amiral,

ibid. & art. 9 En cette partie, les héritiers étrangers sont admis comme les regnicoles, s'il s'agit de la fuccession d'un écranger, ibid. art. 5, pag. 436, & art. 9,

Le tout, sauf le droit des créanciers, ibid. pag. 46, & art. 9, p. 436 & 440. De la preuve de leurs créances, ibid. pag. 437. Dans quelle forme doit être demandée & ordonnée la délivrance requise par les créanciers & les légataires? même art. 5, aux notes, ibid.

Des hardes des mariniers & passagers morts sans héritiers & lans avoir testé, distribution qui en est faite par l'art. 9, Il en est autrement aujourd'hui; les deux tiers

en appartiennent aux invalides . & l'autre tiers a M. l'Amiral, aux notes, ibid. & fur l'article 5, suprà. P. 435.

Le partage entre M. l'Amiral & les invalides ne peut se faire qu'après le délai de la réclamation expiré. Même liv. 3, tit. 11, art. 10, aux pag. 442. Si les effets ne peuvent être conservés durant

tout le délai, la vente en peut être faite, & comment? art. 11, au texte & aux notes, ibid. & fuiv.

Terre-Neuve.

De la pêche sur le banc de Terre-Neuve, liv. 5; tit. 1, art. 2, au texte & aux notes, pag. 693.

Testament.

Forme des testamens faits en mer; liv. 3, tit. 11, art. 1, au texte & aux notes, pag. 428 & luiv.

Cas où le testament d'un marin étant fait à terre pourroit être regardé comme fait en mer, ibid. & fuiv.

Dans cette occasion, les passagets jouissent du même droit de tester que les matelots, &c.

Le testament maritime n'est valable qu'autant que le restateur est décédé durant le voyage,

A moins que ce ne soit un testament olographe en bonne forme, ibid & pag. 429. Quel sera alors son effer? distinction, ibid. De l'âge requis pour le testament maritime. Même liv. 3, tit. 11, art. 1, aux notes

A défaut d'écrivain, le capitaine du navire peut ibid. & p. 430. recevoir le testament, Et, s'il s'agit du testament du capitaine, il pourra être reçu par le premier officier qui le suit,

Du nombre & de la qualité des témoins qui doivent être appellés au testament matitime. Même art. 1, au texte & aux notes, ibid. p. 428 & 430.

Du restament militaire & maritime fait fur les vaisseaux du Roi, ibid. p. 331,

Par testament maritime, le testateur ne peut disposer que des effets qu'il a dans le vaisseau & de fes gages; art. 2, explication aux notes,

Et ce ne peut être au profit des Officiers du vaisfeau, s'ils ne font les parens; art. 3, ibid. p. 432. Au surplus, cela regarde le restament olographe comme le testament maritime, aux notes, ibid. & fuiv.

Comment les légataires doivent demander l'entérinement du testament maritime ? art. 5, aux notes, p. 437; & liv. 4, tit. 9, art. 36, aux notes, P. 654.

Treves pêcheresses.

Il y en avoit autrefois en temps de guerre, pour ne pas interrompre la pêche. Obsetv. sur le tit. 1 du liv. 5,
Du côté de la France, c'étoit l'Amiral qui les concluoit,

Elles ont duré affez long temps; & elles n'ont cessé que par l'insidélité de nos ennemis, ibid. p. 690.

Transport ou Cession.

Une police d'affurance est un papier négociable, comme un biller a ordre, &c. liv. 3, tit. 6, art. 3, aux notes, p. 45.

Elle peut même être négociée payable au por-

Ainsi le simple ordre faisit celui au profit de qui il est passé, sans qu'il soit besoin de signification, ibid. & fuiv.

Il en faut dire autant d'un connoissement & d'une facture de marchandises au voyage, &c. ibid. V. tom. 1, liv. 2, tit. 10, att. 3, aux notes.

Valeur ou Prix.

La valeur du navire assuré doit être déclarée dans la police d'affurance; liv. 3, tit. 6, art. 8. pag. 52. L'affureur peut faire procéder à une nouvelle estimation, en cas de fraude, mais l'assuré

n'est pas recevable a alléguer que le navire valoit plus, aux notes, avec exception, ibid. On stipule ordinairement que la valeur donnée

au navire tiendra durant tout le voyage: mais alors, en cas d'abadon du navire, il faut abandonner aussi le fret, art. 15 & 47, pag. 58, 116; & encore art. 64, aux notes, pag. 146 & fuiv.

Comment doit être justifiée la valeur des marchandises en fait d'assurance? Même liv. 3, tit. 6, att. 64, au texte & aux notes, p. 146 & suiv.

C'est le prix courant au temps du chargement que l'on suit, en y joignant les droits & les frais julgu'a bord, ibid.

Ce qu'opere l'estimation des effets déclarés dans la Police ibid.

Comment se fait l'estimation des marchandises chargées en retour d'un pays où le commerce se fair par troc. Même liv. 3, tit. 6, art. 65, au texte & aux notes, Observation à ce sujet, ibid. & fuiv. Comment s'estiment les marchandises, en cas

Varech. V. Sart.

de jet?

Etymologie du mot varech, liv. 4, tit. 9, art. 37, aux notes, pag 657. Ce que c'est que le droit de varech en Normandie 🗸 V. Naufrage. Vente.

Vente des marchandises de prise, comment elle doit se faire, & quelles personnes il faut y appeller? liv 3, tit. 9, art. 28, au texte & aux notes, pag. 331 & fuiv. & art. 31, aux notes . pag. 339.

Il est défendu de vendre publiquement les matieres d'or & d'argent; il saut les porter aux Hôtels des Monnoies. Même art. 31, aux p. 341.

Défenses aux Officiers d'Amirauté de se rendre adjudicaraire- d'aucuns effets aux ventes des prifes. Menie liv. 3, tit. 9, art. 34, p. 412. Pareilles défenses pour les autres ventes qu'ils font & pour les baux qu'ils livrent, ibid. & liv 4, tit 9, 2rt 16, V. Tome (& 'fficiers d' Amirauté.

Vente des effets des gens morts en mer, liv. 3, tit. 11, art. 11, au texte & aux notes, p. 442. Vente des effets naufragés , V. naufrage.

Vice.

Le prêteur à la grosse n'est pas garant du vice propre de la chofe; liv. 3, tit 5, att. 12, p. 14. De mêrre de l'assureur, tit. 6, art. 29, p. 80. Ce que c'est que vice propre de la chose. Même tit. 5, att. 12, aux notes, p. 14 & fuiv. & même tit. 6, att. 29, aufli aux notes, p. 81.

Vol.

Vol dans les ports; quelle en est la punition? liv. 4, tit. 1, art. 16, au texte & aux notes, p. 469 & fuiv. V. naufr. ge. Vols, & recelés aux naufrages.

Voyage.

Le voyage ne peut être prolongé au préjudice des assureurs; mais il peut être raccourci à leur avantage; liv. 3, tit. 6, art. 36, au texte

& aux notes, p. 87 & 1uiv. Si c'est raccourcissement de voyage, lorsque n'y ayant qu'une somme affurée sur un chargement plus confidérable, l'affuré fait décharger le surplus sur la route, ibid pag. 87 &

Le voyage étant rompu avant le départ du vaiffeau, l'assurance est caduque; & l'affureur ne peut prétendre que le demi pour cent, pour la fignature. Même liv. 3, tit. 6, art. 37, p. 93.

Secits, si c'est après le départ, quoique le navire relâche presque aussi-tôt; alors la prime est gagnée, nonobstantlarupture du voyage, ibid. aux notes.

De même, si les marchandises ont été mises dans des alleges, & que l'affureur en ait couru les ibid. rifgues Voyage de long cours. Même liv. 3, tit 6,

g 143. Tous autres voyages sont de simple cabotage. aux notes,

Fin de la Table des Matieres.

V. Estimation.



	La Sibliothèque Université d'Ottawa	The Library University of Ottowa
	lichéanea	Done duo



